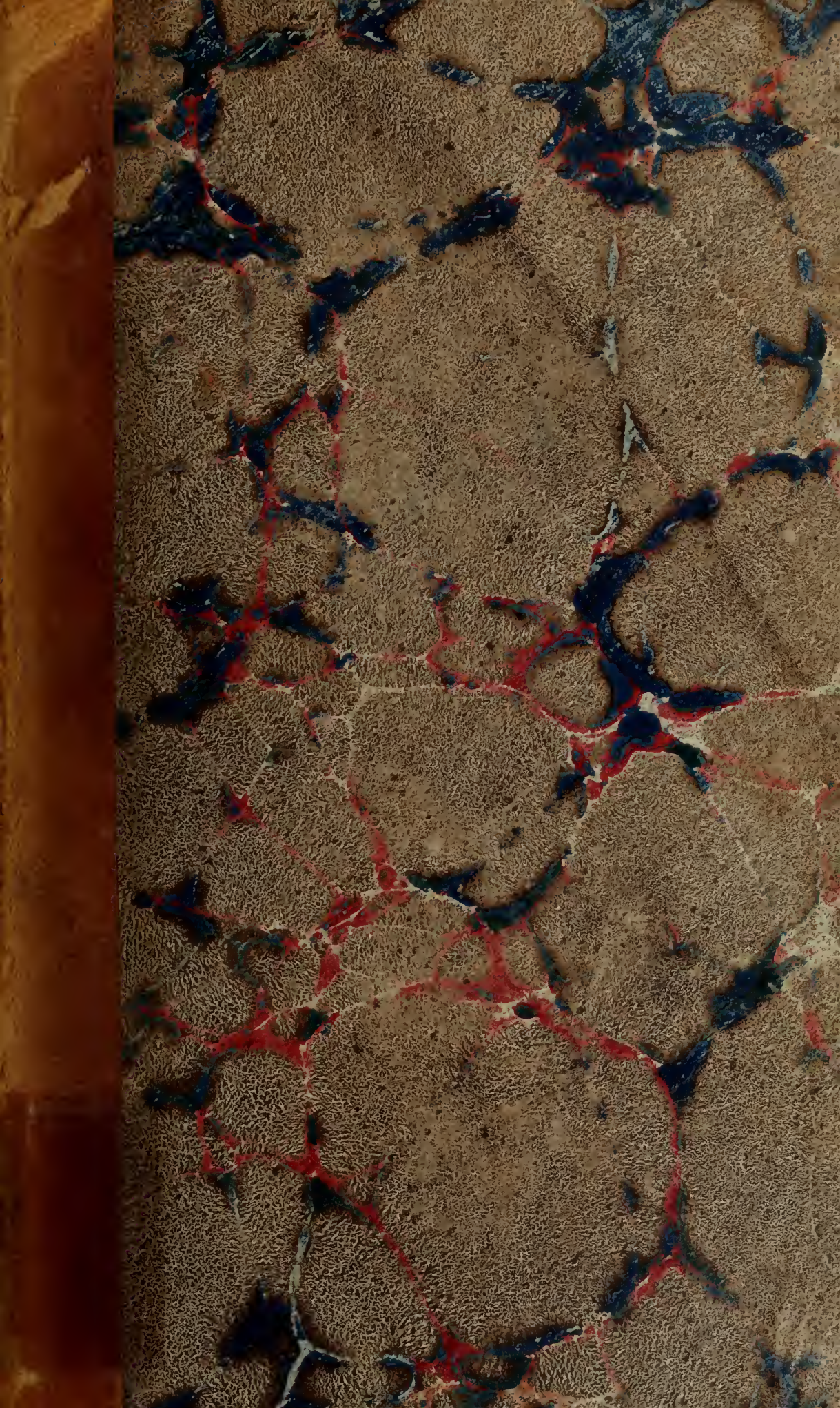




BIBLIOTHEQUE DE DROIT

U.d'O.

O.U.

LAW LIBRARY







Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
University of Toronto

BULLETIN

ANNOTÉ

DES LOIS.

ABRÉVIATIONS.

ANN., I, 135.....	Annales des contributions indirectes et des octrois, tome 1, page 135.
ANN., 1833, 15.....	Annales des contributions indirectes et des octrois, année 1833, page 15.
Arr. du cons.....	Arrêt du conseil d'état.
Art.	Article.
Avis du cons.....	Avis du conseil d'état.
B., V, 79.....	Collection Baudoin, tome 5, page 79.
Bull. civ., III, 27.....	Bulletin civil de la cour de cassation, tome 3, page 27.
Bull. crim., X, 509...	Bulletin criminel de la cour de cassation, tome 10, page 509.
Cass.....	Arrêt de la cour de cassation.
Circul. minist.....	Circulaire ministérielle.
Cod. civ.....	Code civil.
Cod. comm.....	Code de commerce.
Cod. inst. crim.....	Code d'instruction criminelle.
Cod. pén.....	Code pénal.
Cod. proc. civ.....	Code de procédure civile.
Collect. alphab.....	Collection alphabétique.
DALL.....	Dalloz.
Décis. minist.....	Décision ministérielle.
DUP., X, 50.....	Collection de Duport, tome 10, page 50.
I, Bull. XXVII, n° 127.	Bulletin des Lois, 1 ^{re} série, Bulletin n° 27, Loi n° 127.
Inst. minist.....	Instruction ministérielle.
Journ. du pal., 2 ^e sem.	Journal du Palais, 2 ^e semestre.
Jur. du cons.....	Jurisprudence du conseil d'état.
L., III, 85.....	Collection du Louvre, tome 3, page 85.
MAG.....	Macarel.
Sect.....	Section.
Sén.-cons.....	Sénatus-consulte.
SIR., IV, I, 27.....	Sirey, tome 4, 1 ^{re} partie, page 27.
SIR. et DEVILL.....	Sirey et Devilleneuve.
S. M.....	Sa Majesté.
Suiv.....	Suivans.
Tit.....	Titre.
Vis.....	Verbis.
V°.....	Verbo.

CIV

BULLETIN

ANNOTÉ

DES LOIS,

DÉCRETS ET ORDONNANCES,

DEPUIS LE MOIS DE JUIN 1789 JUSQU'AU MOIS D'AOUT 1830,

AVEC DES NOTICES,

PAR MM. ODILON BARROT, VATIMESNIL, YMBERT;

mis en ordre et annoté

PAR M. LEPEC, AVOCAT A LA COUR ROYALE DE PARIS;

PUBLIÉ AVEC L'APPROBATION ET SOUS LE PATRONAGE

De MM. *Pairs de France* : Boyer, Cousin, Portalis, de Ségur, Siméon, de Tascher, Tripier, Villemain, Zangiacomi, etc., etc., etc.; — *Députés* : président de la Chambre, Dupin; *membres*, Bavoux, Bellaigue, Bérard, Bernard (de Rennes), Bessière, Bignon, Bodin (Félix), Boissy-d'Anglas, Bugeaud, Chastellux, Cormenin, Coulmann, Cunin-Gridaine, Debelleyne, Didot (Firmin), Dubois (de Nantes), Dubois (Abraham), Etienne, Eschassériaux, Foy (Alphonse), Gillon, Gonin, Gravier, Havin, Jouffroy, Madier-de-Montjau, Martineau, Mauguin, Mercier, Odilon Barrot, Passy, Perrin, Portalis, Prévôt-Leygonje, Réalier Dumas, Ribouet, Rivière de l'Arque, Salverte, Sapey, de Schonen, Sinmer, Taillandier, Vatimesnil, Verrollot, Viennet, etc., etc., etc.

TOME SEIZIÈME.

BIBLIOTHEQUE DE DROIT

U.d'O.

O.U.

PARIS,

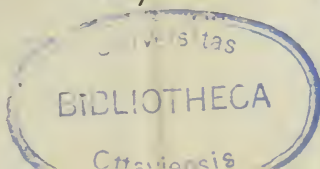
LAW LIBRARY

CHEZ PAUL DUPONT, ÉDITEUR,

DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE NORMALE D'ÉDUCATION,

Rue de Grenelle-St-Honoré, N° 55, Hôtel des Femmes.

1837.



KSV

65

1834

V. 16

~~KE~~

~~2~~

~~A21~~

~~V 16~~

~~1937~~

113705

RESTAURATION.

Le second chiffre indique, selon la nature des actes, la date de la promulgation ou celle de la publication.

N° 1^{er}. = 2 septembre 1822. = **CIRCULAIRE** sur les élections de députés (1).
(Publiée par Isambert.)

Tous les biens auxquels peut s'attacher le droit électoral doivent être possédés depuis un an, et il n'y a d'exception à cette année de possession que pour les biens transmis à titre successif, titre auquel on ne peut assimiler ni les *avancemens d'hoirie*, ni les *donations entre-vifs*, faites par les ascendants, quelque rapproché que soit leur degré. Il s'agit d'une exception à un principe général posé par la loi du 29 juin 1820 ; or, cette loi n'ayant excepté de la règle qui exige une année de possession que les biens échus par succession, l'administration ne peut admettre ni extension ni similitude à cette exception, qui est par sa nature, et comme toutes les exceptions, de *droit étroit*. — De même, l'année de possession ne saurait être admise pour les biens achetés dans cet intervalle en remplacement d'autres biens, si ce n'est dans le cas des remplacements ou remplois autorisés par les articles 1434, 1435 et 1559 du Code civil, titre *du contrat de mariage*. — Les deux observations qui précèdent ont pour but d'éviter l'application d'interprétations que je ne crois point fondées, puisqu'elles supposeraient à l'administration un autre droit que celui d'appliquer les lois dans leur sens précis et rigoureux. — *Signé* CORBIÈRE.

N° 2. = 3—8 septembre 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit de nouvelles dispositions en ce qui concerne le droit de tonnage sur les navires des États-Unis d'Amérique, et ceux à percevoir sur les produits naturels ou manufacturés du même pays, importés en France par des navires de la même puissance (2). (VII, Bull. DLIII, n° 13326.)

Art. 1^{er}. L'application de notre ordonnance du 26 juillet 1820, portant que
« les droits de tonnage qui se perçoivent sur les navires étrangers, à l'en-
« trée des ports de notre royaume situés en Europe, seront remplacés, pour
« les navires appartenant aux États-Unis d'Amérique, par un droit spécial
« de quatre-vingt-dix francs par tonneau, » sera suspendue, à partir du 1^{er}
octobre prochain.

(1) Cette circulaire avait pour objet d'expliquer le sens de l'art. 4 de la loi du 29—30 juin 1820, qui exigeait la possession annale : mais cette condition n'a pas été reproduite par la loi du 19—23 avril 1831.

(2) Voyez l'ordonnance du 23 juin—9 juillet 1823, qui prescrit la publication de la convention de navigation et de commerce conclue, le 24 juin 1822, avec les États-Unis.

Nous sommes porté à croire que cette convention a abrogé la présente ordonnance, qui, d'après son art. 2, ne devait avoir effet que jusqu'à ce qu'il eût été autrement disposé.

2. A dater de la même époque du 1^{er} octobre, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les produits naturels ou manufacturés des États-Unis d'Amérique, qui, lorsqu'ils sont importés par des bâtimens appartenant à cette puissance, paient, en vertu des lois actuellement en vigueur, une surtaxe s'élevant à plus de vingt francs par tonneau de mer, ne paieront qu'un droit additionnel de vingt francs par tonneau en sus des droits payés sur les mêmes produits naturels ou manufacturés des États-Unis, quand ils sont importés par navires français. — Ceux desdits produits dont la surtaxe ne s'élève pas à vingt francs par tonneau continueront à payer les taxes et surtaxes imposées par le tarif général, la présente ordonnance ne devant être appliquée qu'à titre de réduction.

3. Les quantités suivantes seront considérées comme formant le tonneau de marchandises pour chacun des articles ci-après spécifiés : — Cotons en laine, trois cent soixante-cinq kilogrammes; — Tabacs en feuilles, sept cent vingt-cinq; — Potasse et perlasse, mille seize; — Riz, sept cent vingt-cinq; — Tous les autres articles non spécifiés et qui se pèsent, mille seize kilogrammes. — Ceux généralement soumis au mesurage, quarante-deux pieds cubes français.

4. Les produits du sol et de l'industrie de l'Union, qui sont réexportés d'entrepôt ou passent en transit par la France, continueront à ne payer aucun droit différentiel.

5. Les navires américains paieront, à titre de droit de tonnage, un droit unique de cinq francs par tonneau de jauge, d'après le registre américain du bâtiment: au moyen de quoi, ils seront affranchis des droit et demi-droit de tonnage établis par les lois des 18 octobre 1793 (27 vendémiaire an 2) et 4 mai 1802 (14 floréal an 10), et n'auront à supporter que sur le même pied que les navires français toutes les autres taxes et redevances relatives à la navigation, telles que droits de phare, de pilotage, de port, de courtage, et tous autres qui affectent les navires étrangers d'une manière différentielle; l'administration des douanes demeurant chargée de payer à qui de droit, sur le produit de la perception de cinq francs par tonneau ci-dessus indiquée, les différences auxquelles auraient dû être assujétis les navires américains en vertu des lois ou réglemens, soit généraux, soit locaux.

N^o 3. = 4 septembre—30 octobre 1822. = *ORDONNANCE du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Cholet, département de Maine-et-Loire* (1). (VII, Bull. DLXI, n^o 13562.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu la loi du 18 mars 1806, relative à l'établissement des conseils de prud'hommes; — Vu le décret du 11 juin 1809, rendu pour l'exécution de cette loi; — Vu les dispositions réglementaires concernant la juridiction des prud'hommes, notamment l'article 4 du décret du 17 mai 1813, sur l'étendue de la juridiction du conseil de prud'hommes établi dans la ville de Strasbourg par ledit décret; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera établi un conseil de prud'hommes dans la ville de Cholet, département de Maine-et-Loire.

2. Ce conseil sera composé de sept membres, dont quatre seront choisis

(1) Voyez, sur l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes, le décret du 11 juin 1809, et la note.

parmi les marchands-fabricans de Cholet et des environs, et les trois autres, parmi les chefs d'atelier, contre-maitres ou ouvriers patentés du même pays. Les branches d'industrie ou professions ci-après dénommées concourront à la formation du conseil dans les proportions suivantes : — Les fabriques de tissus de lin, de chanvre, de coton ou de laine, et les établissemens de filature de ces mêmes matières, nommeront quatre membres, dont deux seront marchands-fabricans, et les deux autres, chefs d'atelier, contre-maitres ou ouvriers patentés. — Les établissemens de teinture, de blanchisserie et d'apprêt, les tanneries et les ateliers de construction de mécaniques, nommeront trois membres, dont deux marchands fabricans, et l'autre, chef d'atelier, contre-maitre ou ouvrier patenté. — Total, sept.

3. Indépendamment des sept membres dont il est question dans l'article précédent, il sera attaché audit conseil deux suppléans, l'un, marchand-fabricant, et l'autre, chef d'atelier, contre-maitre ou ouvrier patenté, tous deux également pris parmi les fabricans et ouvriers du pays. Ces suppléans remplaceront ceux des membres qui, par des motifs quelconques, ne pourraient assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général des prud'hommes.

4. La juridiction du conseil s'étendra sur tous les marchands-fabricans, chefs d'atelier, contre-maitres, commis, teinturiers, compagnons ou apprentis, travaillant pour les fabriques de Cholet, quel que soit l'endroit de leur résidence, soit dans le département de Maine-et-Loire, soit dans les départemens limitrophes.

5. Dans le cas où il serait interjeté appel d'un jugement rendu par les prud'hommes, cet appel sera porté devant le tribunal de commerce de Cholet.

6. L'élection et le renouvellement des membres du conseil auront lieu suivant le mode et de la manière qui sont réglés par le décret du 11 juin 1809. Ces membres se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions aux dispositions établies par ledit décret et par ceux des 18 mars 1806 et 3 août 1810.

7. La ville de Cholet fournira le local nécessaire pour la tenue des séances du conseil : les dépenses de premier établissement, de chauffage, d'éclairage et de paiement du traitement attribué au secrétaire, seront également à la charge de ladite ville.

N^o 4. = 4 septembre—1^{er} novembre 1822. = *ORDONNANCE du roi portant établissement, dans la ville de Reims, d'un mont-de-piété, qui sera régi et gouverné, conformément aux dispositions du règlement y annexé* (1). (VII, Bull. DLXII, n^o 13625.)

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. Il sera formé dans notre bonne ville de Reims, département de la Marne, un mont-de-piété, qui sera régi et gouverné, sous la surveillance du préfet du département de la Marne et l'autorité de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, par une administration gratuite et charitable, conformément aux dispositions du règlement qui restera annexé à la présente ordonnance.

2. Les délibérations sur les diverses parties d'administration et régie de l'établissement, notamment sur le budget des dépenses à fixer pour chaque année, sur le compte de chaque exercice, sur les droits à percevoir,

(1) Voyez, sur l'établissement des monts-de-piété, le décret du 24 messidor an 12 (13 juillet 1804), et les notes.

sur les emprunts à faire, sur les traitemens et cautionnemens à régler et sur l'application des bénéfices aux dépenses des hospices, seront soumises au ministre secrétaire d'état de l'intérieur par le préfet du département.

3. L'organisation du personnel sera arrêtée par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sur la proposition du préfet. Lors des vacances des places, il y sera pourvu d'après les dispositions du règlement.

4. Les registres, les reconnaissances, les procès-verbaux de vente, et généralement tous les actes relatifs à l'administration du mont-de-piété, seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

TITRE II. — Des fonds de l'établissement.

5. Le capital destiné à fournir aux prêts sur nantissement est provisoirement fixé à quatre-vingt mille francs; il pourra être porté au-delà dans la suite, avec l'autorisation du ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

6. Serviront à assurer le capital, les sommes votées par la ville de Reims. — Dans le cas où ces sommes seraient insuffisantes dans les premières années, il y sera pourvu par des allocations que la ville pourra voter pour cette destination.

7. Serviront aussi à assurer en partie le même capital, les cautionnemens en numéraire auxquels sont assujétis les receveurs, fermiers ou régisseurs intéressés de l'octroi de la ville, tous les adjudicataires d'un service communal ou hospitalier, et les employés de l'établissement. L'intérêt de ces cautionnemens sera payé conformément aux dispositions du décret du 3 mai 1810.

8. Auront la même destination, les dons, legs et aumônes qui pourront être faits aux établissemens de charité de la ville, les capitaux de rentes dont les remboursemens seront offerts, les capitaux des aliénations autorisées.

9. Le produit des épargnes des particuliers et le montant des retenues opérées sur les traitemens pour le paiement des pensions des employés des communes, des établissemens de charité et des établissemens publics, pourront avoir la même destination.

10. Le mont-de-piété pourra recevoir les fonds qui lui seront offerts, soit en placement, soit en simple dépôt, par des particuliers ou par des établissemens publics; et l'intérêt des uns et des autres sera fixé par le ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sur la proposition de l'administration et l'avis du préfet, sans qu'il puisse excéder le *maximum* de cinq pour cent; mais les simples dépôts ne porteront intérêt que lorsque les propriétaires consentiront à les laisser au moins six mois dans la caisse de l'établissement.

(Suit le projet de règlement.)

N° 5. = 6 septembre—1^{er} décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi relative à la faculté de droit de Paris** (1). (VII, Bull. DLXVII, n° 13802.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance du 24 mars 1819; — Considérant qu'il importe de donner plus de développement à l'étude du droit romain, qui a servi de base aux codes français, et voulant disposer les cours de la fa-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804), concernant l'organisation des écoles de droit, l'indication des réglemens particuliers à la faculté de droit de Paris.

culté de droit de Paris de manière que les étudiants n'y reçoivent que des connaissances positives et usuelles; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La faculté de droit de Paris continuera d'être divisée en deux sections.

2. Il y aura dans chacune de ces deux sections un professeur des Institutes de Justinien, trois professeurs de Code civil, un professeur de procédure civile et criminelle.

3. Il y aura, en outre, pour les deux sections, un professeur de Code de commerce et un professeur de Pandectes.

4. Les Institutes de Justinien et les Pandectes seront enseignées principalement dans leurs rapports avec le droit français.

5. Il sera pourvu par le conseil royal de l'instruction publique à la fixation des cours qui devront être suivis, chaque année, par les aspirans à la licence et au doctorat, et par ceux qui désirent n'obtenir que des certificats de capacité.

6. Toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance sont et demeurent rapportées.

N^o 6. = 6 septembre—1^{er} décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui supprime la grande école normale de Paris, et porte qu'elle sera remplacée par les écoles normales partielles des académies** (1). (VII, Bull. DLXVII, n^o 13803.)

Art. 1^{er}. La grande école normale de Paris est supprimée; elle sera remplacée par les écoles normales partielles des académies.

2. Les chefs et maîtres des conférences de l'école qui n'auraient pas droit à une pension de retraite recevront leurs traitemens actuels jusqu'au 1^{er} juillet 1824. — Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur soumettra à notre approbation l'état des secours qui pourront être accordés à ceux des élèves qui ne seront pas employés dans l'enseignement.

N^o 7. = 11 septembre—6 octobre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui détermine, d'une manière précise, ce qu'on doit entendre par les expressions de voitures non suspendues, dont il est question dans l'article 1^{er} de la loi du 15 ventose an 13 (6 mars 1805)** (2). (VII, Bull. DLVIII, n^o 13445.)

Louis, . . . — Il nous a été représenté que le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 15 ventose an 13 (6 mars 1805), qui exempte du paiement de l'indemnité de vingt-cinq centimes les voitures non suspendues, n'ayant pas déterminé d'une manière assez précise le cas auquel cette exemption est applicable, donnait lieu à de nombreuses contestations; — Vu l'article 1^{er} de la loi du 15 ventose an 13 (6 mars 1805), ainsi conçu : — « Art. 1^{er}. A compter du 20 juin prochain, tout entrepreneur de voitures publiques et de

(1) Voyez le décret du 17 mars 1808, sur l'instruction publique, art. 110 et suiv., portant institution et organisation des écoles normales; celui du 17 septembre même année, art. 17 et 18, qui déterminent l'époque de leur mise en activité, le nombre des élèves, et le choix des chefs de ces écoles, etc., etc.

Voyez spécialement, sur l'institution, l'organisation et les études de l'école normale de Paris, le décret du 9 brumaire an 3 (30 octobre 1794), art. 1^{er} et suiv., et les notes.

(2) Voyez cette loi, qui oblige les entrepreneurs de voitures publiques à payer une indemnité aux maîtres de poste, et les notes.

« messageries qui ne se servira pas de chevaux de poste sera tenu de payer ,
 « par poste et par cheval attelé à chacune de ses voitures, vingt-cinq cen-
 « times au maître du relais dont il n'emploiera pas les chevaux. — Sont
 « exceptés de cette disposition les loueurs allant à petites journées et avec les
 « mêmes chevaux , les voitures de place allant avec les mêmes chevaux et
 « partant à volonté, et les voitures non suspendues. » — Vu les arrêtés con-
 tradictoires rendus par nos cours de justice sur cette matière ; — Voulant
 faire cesser toute incertitude sur ce qui caractérise la *non suspension* des
 voitures publiques , et faciliter l'exécution de la loi ; — Sur le rapport de
 notre ministre secrétaire d'état des finances ; — Notre conseil entendu , —
 Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Par voitures *non suspendues*, on doit entendre celles dont la
 caisse est entièrement adhérente au train et au brancard, et n'est suscep-
 tible d'aucun jeu ni balancement.

2. Toute voiture publique dont la caisse sera supportée par des soupentes
 en cuir, fer, bois ou toute autre matière disposée de façon à rendre ladite
 caisse isolée ou détachée de son train ou brancard, ou qui recevra du jeu ou du
 balancement par un moyen quelconque, doit être considérée comme sus-
 pendue, et, par conséquent, assujétie au droit de vingt-cinq centimes
 établi en faveur des maîtres de poste par la loi du 15 ventose an 13
 (6 mars 1805).

N° 8. = 11 septembre—22 octobre 1822. = **ORDONNANCE du roi portant au-
 torisation, conformément aux statuts y annexés, de l'établissement de
 bienfaisance projeté à Lyon, sous le nom de Caisse d'épargnes et de pré-
 voyance du département du Rhône** (1). (VII, Bull. DLIX, n° 13500.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au départe-
 ment de l'intérieur ; — Vu l'acte constitutif de la caisse d'épargnes et de
 prévoyance pour le département du Rhône, souscrit par les fondateurs de
 cet établissement, et passé par-devant notaires les 6, 8, 9, 11, 13 et 15 juin
 1822 ; — Vu l'avis du préfet, en date du 2 juillet suivant ; — Notre conseil
 d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'établissement de bienfaisance projeté à Lyon, département du
 Rhône, sous le nom de *Caisse d'épargnes et de prévoyance du département
 du Rhône*, est et demeure autorisé conformément à l'acte constitutif conte-
 nant les statuts, et passé pardevant notaires, par les souscripteurs, les 6,
 8, 9, 11, 13 et 15 juin 1822 ; duquel acte copie restera annexée à la pré-
 sente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer la présente autorisation en cas de
 non-exécution ou de violation desdits statuts par nous approuvés ; le tout
 sauf le droit des tiers, et sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient
 prononcés par les tribunaux contre les auteurs des contraventions.

(*Suivent les statuts de cette caisse.*)

N° 9. = 11 septembre—16 novembre 1822. = **ORDONNANCE du roi relative à
 l'adjudication des travaux à exécuter pour les réparations du pont situé
 sur l'Arros, dans la commune de Tasque (Gers), et à l'établissement d'un
 droit de péage sur ce pont.** (VII, Bull. DLXIV, n° 13678.)

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'ordonnance du 29 juillet—3 septembre 1818,
 le résumé de la législation concernant les caisses d'épargnes, en général.

N° 10. = 13 septembre 1822—29 janvier 1831. = **ORDONNANCE** du roi qui dispose, au profit d'une congrégation religieuse, du domaine du Mont-Valérien (1). (IX, ordonn., Bull. xxxix, n° 978.)

N° 11. = 14—17 septembre 1822. = **ORDONNANCE** du roi concernant la comptabilité et la justification des dépenses publiques (2). (VII, Bull. dlv, n° 13379.)

Louis, ... — Vu la loi du 16 septembre 1807 sur la cour des comptes, et le titre XII de la loi de finances du 25 mars 1817 ; — Vu le rapport de la commission spéciale que nous avons nommée par notre ordonnance du 14 mars 1821 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre conseil, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Des crédits.

Art. 1^{er}. Les crédits ouverts par la loi annuelle de finances pour les dépenses de chaque exercice ne pourront être employés à aucune dépense appartenant à un autre exercice.—Seront seules considérées comme appartenant à un exercice les dépenses résultant d'un *service fait* dans l'année qui donne son nom audit exercice.

2. Avant de faire aucune disposition sur les crédits ouverts à chaque exercice, nos ministres présenteront à notre approbation le projet de répartition entre les divers chapitres de leur budget de la somme totale des crédits qui leur auront été alloués par la loi annuelle de finances.

3. Les ministres ne pourront accroître par aucune recette particulière le montant des crédits affectés aux dépenses de leur service. — Lorsque quelques uns des objets mobiliers ou immobiliers mis à leur disposition seront susceptibles d'être vendus, la vente ne pourra en être faite qu'avec le concours de la régie de l'enregistrement et dans les formes prescrites. Le produit de ces ventes, comme aussi la restitution des sommes qui auraient été payées indûment et par erreur sur leurs crédits, et que les parties prenantes n'auraient restituées qu'après la clôture du compte d'exercice, et généralement tous autres fonds qui proviendraient d'une source étrangère aux crédits législatifs, seront versés à notre trésor royal, et portés en recette au chapitre des produits divers de l'exercice courant.

4. Les ministres feront acquitter par des ordonnances imputables sur leurs crédits législatifs les prix d'achat ou de loyer de tous les objets qui seraient mis à leur disposition pour le service de leur département par les administrations publiques.

5. Les ministres renfermeront les dépenses de chaque service dans les limites de notre ordonnance annuelle de répartition. — Si cependant des circonstances extraordinaires ou imprévues les avaient forcés de s'en écarter, ils le feront connaître par leur compte annuel, et y exposeront les motifs qui auront nécessité cette déviation. — Ladite répartition sera annexée textuellement aux comptes qui nous sont rendus annuellement par nos ministres, et servira de base à la comparaison prescrite par l'article 150 de la loi du 25 mars 1817.

(1) Cette concession a été révoquée par l'art. 2 de l'ordonnance du 25 décembre 1830—29 janvier 1831.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 16—26 septembre 1807, qui a institué la cour des comptes, le résumé de la législation sur la comptabilité ; et spécialement l'ordonnance du 31 août—9 septembre 1825, modificative de la présente.

6. Chaque mois, notre ministre des finances nous proposera, d'après les demandes des autres ministres, la distribution des fonds dont ils pourront disposer dans le mois suivant.

TITRE II. — De l'ordonnement des dépenses.

7. Aucune dépense faite pour le compte de l'état ne pourra être acquittée, si elle n'a été préalablement ordonnancée, soit par un ministre, soit par des ordonnateurs secondaires, en vertu de ses délégations.

8. Toute ordonnance, pour être admise par notre ministre des finances, doit porter sur un crédit régulièrement ouvert, et se renfermer dans la limite des distributions mensuelles de fonds.

9. Les ordonnances de nos ministres se divisent en ordonnances de paiement et en ordonnances de délégation. — Les ordonnances de paiement sont celles qui sont délivrées directement par les ministres au profit ou au nom d'un ou plusieurs créanciers de l'état. — Les ordonnances de délégation sont celles par lesquelles les ministres autorisent les ordonnateurs secondaires à disposer d'une partie de leur crédit par des mandats de paiement au profit ou au nom d'un ou plusieurs créanciers de l'état.

10. Toute ordonnance de paiement et tout mandat résultant d'une ordonnance de délégation doivent, lorsqu'ils sont présentés à l'une des caisses de notre trésor, être accompagnés des pièces qui constatent que leur effet est d'acquitter, en tout ou en partie, une dette de l'état régulièrement justifiée. — Ces pièces seront, savoir :

Pour les dépenses du personnel,

Soldes, traitemens, salaires, indemnités, vacations et secours.	{	Etats d'effectif ou états nominatifs, énonçant :
		Le grade ou l'emploi,
		La position de présence ou d'absence,
		Le service fait,
		La durée du service,
		La somme due en vertu des lois, réglemens et décisions.

Pour les dépenses du matériel,

Achats et loyers d'immeubles et d'effets mobiliers.	{	1° Copies ou extraits, dûment certifiés,
Achats de denrées et matières.		Des ordonnances royales ou décisions ministérielles;
Travaux de construction, d'entretien et de réparation de bâtimens, de fortifications, de routes, de ponts et canaux.	{	Des contrats de vente, soumissions ou procès-verbaux d'adjudication;
Travaux de confection, d'entretien et de réparation d'effets mobiliers.		Des baux, conventions ou marchés.
		2° Décomptes de livraison, de réglemant et de liquidation, énonçant le service fait et la somme due pour à-compte ou pour solde.

11. Chaque ordonnance énoncera l'indication de l'exercice et du chapitre du crédit auxquels elle s'applique.

12. Faute par les créanciers porteurs d'ordonnances de réclamer leur paiement aux caisses de notre trésor royal avant le 31 décembre, époque de la clôture du compte d'exercice, les ordonnances délivrées à leur profit sur l'exercice clos seront annulées, sans préjudice des droits de ces créanciers, et sauf réordonnement, conformément aux dispositions de l'article 21 ci-après.

13. Toutes les dispositions du présent titre relatives aux ordonnances de paiement sont applicables aux mandats des ordonnateurs secondaires.

TITRE III. — Du paiement.

14. Notre ministre des finances pourvoira à ce que toute ordonnance et mandat de paiement qui n'excéderont pas la limite du crédit sur lequel ils

doivent être imputés, soient acquittés dans les délais et dans les lieux déterminés par le ministre ordonnateur.

15. Le paiement d'une ordonnance ou d'un mandat ne pourrait être suspendu par un payeur que pour le seul cas d'omission ou d'irrégularité matérielle dans les pièces justificatives qui seraient produites. Il serait, dans ce cas, tenu de remettre immédiatement la déclaration écrite et motivée de son refus au porteur de l'ordonnance ou du mandat, et il en adresserait copie, sous la même date, à notre ministre des finances. — Si, malgré cette déclaration, le ministre ou l'ordonnateur secondaire qui aurait délivré l'ordonnance ou le mandat, requiert par écrit et sous sa responsabilité qu'il soit passé outre au paiement, le payeur y procédera sans autre délai, et il annexera à l'ordonnance ou mandat, avec une copie de sa déclaration, l'original de l'acte de réquisition qu'il aura reçu. Il sera tenu d'en rendre compte immédiatement au ministre des finances.

16. Dans les cas d'urgence ou d'insuffisance des crédits ouverts aux ordonnateurs secondaires par les ministres de la guerre et de la marine, les mandats délivrés pour le paiement de la solde pourront être acquittés immédiatement sur une réquisition écrite de l'ordonnateur, et sauf imputation sur le premier crédit.

17. Les fonctions d'ordonnateur et d'administrateur sont incompatibles avec celles de comptable. — Tout agent chargé d'un maniement de deniers provenant de notre trésor royal est constitué *comptable* par le seul fait de la remise desdits fonds sur sa quittance ou son récépissé; aucune manutention de ces deniers ne peut être exercée, aucune caisse publique ne peut être gérée que par un agent placé sous les ordres de notre ministre des finances, nommé par lui, responsable envers lui de sa gestion, et justiciable de notre cour des comptes. — Toutefois, pour faciliter l'exploitation des services administratifs, régis par économie, il pourra être fait aux agents spéciaux de ces services, sur les ordonnances du ministre ou sur les mandats des ordonnateurs secondaires, l'avance d'une somme qui ne pourra excéder vingt mille francs, à la charge par eux de produire au payeur, dans le délai d'un mois, les quittances des créanciers réels.

TITRE IV. — Des comptes.

18. Nos ministres établiront leur comptabilité respective d'après les mêmes principes, les mêmes procédés et les mêmes formes. — A cet effet, il sera tenu dans chaque ministère un *journal général* et un *grand-livre* en parties doubles, dans lesquels seront consignées sommairement et à leur date toutes les opérations concernant la fixation des crédits, la liquidation des dépenses, l'ordonnancement et le paiement. — Ces mêmes opérations seront décrites en outre et avec détail sur des livres auxiliaires dont le nombre et la forme seront déterminés suivant la nature des services. — Les résultats de ces comptabilités seront rattachés successivement aux écritures et au compte général des finances qui doivent servir de base au règlement définitif des budgets.

19. Dans les premiers jours de chaque mois, les payeurs du trésor enverront au ministère des finances tous les acquits et autres pièces justificatives des dépenses qui auront été payées pendant le mois précédent; cet envoi sera accompagné de bordereaux sommaires, par exercice, ministère et service. — Un double de chacun de ces bordereaux sera remis par le payeur dans le même délai aux différens ordonnateurs secondaires; ceux-ci, après les avoir revêtus de leur *visa*, les transmettront immédiatement à leur ministère respectif qui pourra ainsi constater dans ses écritures sa libération définitive envers ses créanciers, et en rattacher les résultats aux chapitres et

articles de son budget. — Au moyen de ces bordereaux, nos ministres établiront le rapprochement des paiemens effectués avec les revues et décomptes qui auront réglé définitivement les dépenses comprises dans le compte de chaque exercice.

20. Toutes les dépenses d'un exercice devront être liquidées et ordonnancées dans les neuf mois qui suivront l'expiration de l'exercice, et de manière que le compte définitif puisse en être établi et arrêté au 31 décembre de l'année suivante.

21. Si parmi les dépenses faites pour un exercice il s'en trouvait qui n'eussent pu être liquidées, ordonnancées ni payées avant l'époque de la clôture du compte, ces dépenses ne pourraient être acquittées qu'au moyen d'une ordonnance royale, qui en autoriserait l'imputation sur le budget de l'exercice courant.

22. En exécution des dispositions contenues dans la présente ordonnance, le compte des dépenses de chaque exercice devant être arrêté au 31 décembre de l'année suivante pour la liquidation, l'ordonnancement et le paiement de tous les services appartenant à cet exercice, la cour des comptes constatera et nous certifiera, d'après le relevé des comptes individuels et les pièces justificatives que doivent exiger les comptables, conformément à l'article 10 ci-dessus, l'exactitude des comptes généraux publiés par le ministre des finances et par chaque ministre ordonnateur.

TITRE V. — Dépenses départementales.

23. Les règles prescrites par la présente ordonnance s'appliqueront aux dépenses des départemens et des communes (1).

Dispositions générales.

24. Tous les actes et réglemens antérieurs sont rapportés en ce qu'ils auraient de contraire à la présente ordonnance, dont les dispositions recevront leur exécution à partir du 1^{er} janvier 1823.

N° 12. = 17 septembre—1^{er} décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi portant que l'école royale polytechnique sera dirigée, sous la protection de son altesse royale monseigneur le duc d'Angoulême et sous l'autorité du ministre de l'intérieur, par un gouverneur et un sous-gouverneur** (2). (VII, Bull. DLXVII, n° 13804.)

Art. 1^{er}. L'école royale polytechnique sera dirigée, sous la protection de notre bien-aimé neveu le duc d'Angoulême et sous l'autorité de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, par un gouverneur et par un sous-gouverneur.

2. Le conseil d'inspection établi par l'article 10 de notre ordonnance du 4 septembre 1816 est supprimé.

3. Les attributions du conseil de perfectionnement, créé par la même ordonnance, consisteront désormais à délibérer sur les moyens d'améliorer l'instruction, et à proposer les mesures réglementaires qu'il jugera utiles aux progrès de l'enseignement. — Ses réunions auront lieu, chaque année, après les examens de l'école.

(1) Voyez, sur la comptabilité des départemens et des communes, la loi du 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798), et les notes; et spécialement, quant aux communes, l'ordonnance du 23 avril—10 mai 1823, et la loi du 1^{er} mars—1^{er} avril 1835.

(2) Voyez le décret du 7 vendémiaire an 3 (28 septembre 1794), portant création de l'école polytechnique, et les notes qui résument tous les réglemens relatifs à cette école.

4. L'ordonnance du 4 septembre 1816 est abrogée en ce qu'elle a de contraire aux dispositions précédentes.

N° 13. — 18 — 27 septembre 1822. — **ORDONNANCE du roi portant qu'un jugement rendu par un conseil de guerre permanent n'est pas nul parce qu'on a omis, dans l'information, de répéter à chaque déposition la mention du serment prêté par le témoin.** (VII, Bull. DLVI, n° 13382.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, relatif à un référé ordonné par jugement du conseil permanent de révision de la dix-septième division militaire, du 19 mars 1822, ledit référé motivé sur ce qu'après annulation d'un jugement du premier conseil de guerre permanent pour contravention à la loi, et renvoi au deuxième conseil de guerre permanent, le jugement rendu par ce second conseil est attaqué pour la même contravention; — Vu le jugement rendu par le premier conseil de guerre permanent de la dix-septième division militaire, du 12 novembre 1821, portant condamnation à mort contre *Louis Lafut*, fusilier au régiment de Hohenlohe, pour tentative d'assassinat sur la personne d'un sous-officier de service; — Le jugement du conseil permanent de révision de la même division, du 16 dudit mois de novembre, qui, « attendu qu'il résulte du procès-verbal d'information du 5 novembre 1821 que la formule prescrite par l'arrêté du 19 vendémiaire an 12 n'a pas été suivie pour l'audition des témoins, ce qui constitue une contravention, » annule ledit procès-verbal et tout ce qui s'en est ensuivi, et renvoie l'accusé devant le deuxième conseil de guerre permanent; — Le jugement rendu sur ce renvoi par le deuxième conseil de guerre permanent, le 9 mars 1822, et portant même condamnation que le premier; — Le second jugement du conseil permanent de révision, du 19 mars 1822, qui, « attendu que le premier jugement a été annulé pour n'avoir pas été suivie, dans le procès-verbal d'information, la septième formule prescrite par l'arrêté du 19 vendémiaire an 12 pour l'audition des témoins, et que le second jugement est attaqué pour le même vice, ordonne qu'il en sera référé; » — Et finalement, tant ledit procès-verbal du 5 novembre 1821, que celui dressé devant le second conseil de guerre le 5 février 1822; — Considérant, en fait, que le procès-verbal d'information énonce et constate que les témoins ont prêté individuellement et séparément le serment *de parler sans haine et sans crainte, et de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité*; — Considérant, en droit, que la loi du 13 brumaire an 5, qui règle la manière de procéder au jugement des délits militaires, ne contient aucune disposition qui se rapporte à la formalité du serment, d'où il suit qu'elle ne déroge point à cet égard aux lois antérieures; — Que la loi du 3 pluviôse an 2, relative à l'organisation de la justice militaire, en statuant sur les témoignages recueillis dans l'information, exige seulement qu'ils soient recueillis par écrit, signés de ceux qui les font et qui les reçoivent, et entendus en présence de l'accusé, s'il est arrêté; — Qu'à l'égard des témoins produits lors du jugement, ce décret se borne à prescrire de les entendre séparément, et d'exiger d'eux, avant qu'ils déposent, le serment *de parler sans haine et sans crainte, et de dire la vérité tout entière*; — Que le décret du 19 vendémiaire an 12 n'a établi aucune forme nouvelle pour la prestation de ce serment; — Que les formules qui ont été ajoutées à ce décret depuis sa promulgation n'en font point partie et n'ont aucun caractère légal; qu'elles n'ont pas même été insérées au Bulletin des lois, et ne peuvent avoir d'autre autorité que celle des instructions ministérielles; — Que toutefois, selon l'article 16 de la loi

du 18 vendémiaire an 6, les seules formes dont l'inobservation doit entraîner l'annulation des jugemens sont celles qui sont prescrites par la loi ; — Que d'ailleurs l'arrêté du 19 vendémiaire an 12 n'avait pour objet que la procédure des conseils de guerre spéciaux, qui n'étaient eux-mêmes institués, suivant l'article 21, que pour connaître du crime de désertion ; — Que, par conséquent, cet arrêté n'aurait pu servir de règle aux procédures instruites devant les conseils de guerre permanens ; — Qu'enfin les conseils de guerre spéciaux ayant été abolis par la charte et par l'ordonnance du 21 février 1816, la procédure qu'on devait suivre devant eux a également été abolie ; — Que cette ordonnance du 21 février 1816, qui maintient plusieurs titres de l'arrêté du 19 vendémiaire an 12, exclut néanmoins le titre III, relatif aux règles de la procédure ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La disposition du paragraphe 4 de l'article 16 de la loi du 18 vendémiaire an 6 n'est pas applicable au cas où l'on a omis, dans une information faite devant un conseil de guerre permanent, de répéter à chaque déposition la mention du serment prêté par le témoin : en conséquence, cette omission n'emporte pas la nullité du jugement, lorsqu'il est d'ailleurs constaté dans le procès-verbal d'information, par une énonciation formelle, quoique générale, que le serment a été prêté individuellement et successivement par chaque témoin.

N° 14. = 18 septembre—1^{er} octobre 1822. = **ORDONNANCE du roi portant réorganisation de l'intendance militaire** (1). (VII, Bull. DLVII, n° 13400.)

Louis, ... — Voulant donner à l'intendance militaire une organisation plus conforme à l'objet et à l'importance de ses fonctions dans nos armées, en n'y appelant à l'avenir que les officiers de nos troupes ; — Voulant en outre rectifier le classement de ce corps ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — De la composition du corps de l'intendance militaire.

Art. 1^{er}. Le corps de l'intendance militaire est composé comme il suit, savoir :

Intendans	25
Sous-intendans.. { de première classe 25	175
{ de deuxième 50	
{ de troisième 100	
Sous-intendans adjoints	35

TOTAL 235

TITRE II. — Du traitement des fonctionnaires de ce corps.

2. La solde et les indemnités des intendans, sous-intendans et adjoints,

(1) Voyez l'ordonnance du 29 juillet—30 septembre 1817, portant création et organisation de ce corps, et les notes.

Voyez spécialement celles des 26 décembre 1827—8 janvier 1828, et 10—18 juin 1829, qui modifient la présente.

Voyez aussi l'ordonnance du 11 décembre 1830—10 janvier 1831, sur le personnel du corps de l'intendance militaire.

en activité de service, sur le pied de paix, sont fixées ainsi qu'il suit, savoir :

	SOLDE.	INDEMNITÉS		
		de logement.	de fourrages.	de frais de bureau.
Intendants.....	10,000 f.	1,200 f.	1,095 f.	4,000 f.
Sous-intendants. { de 1 ^{re} classe.....	7,000	600	730	3,000
{ de 2 ^e	6,000			
{ de 3 ^e	5,000			
Sous-intendants adjoints.....	4,000	480	365	2,400

Ces fonctionnaires pourront recevoir des suppléments de frais de bureau, suivant l'importance de leur service. — Les suppléments de frais de bureau seront déterminés par notre ministre secrétaire d'état de la guerre. — L'indemnité ordinaire de frais de bureau des fonctionnaires employés dans notre garde n'excèdera pas le taux fixé ci-dessus pour les divers grades.

3. Les fonctionnaires du corps de l'intendance qui ne seront pas pourvus de lettres de service recevront un traitement de disponibilité fixé aux deux tiers de leur solde sur le pied de paix.

TITRE III. — Des administrateurs militaires qui ne seront pas compris dans la nouvelle organisation du corps.

4. Les intendans, sous-intendans et adjoints qui font maintenant partie du cadre d'activité, et qui ne seront pas compris dans la nouvelle organisation du corps, seront admis à la pension de retraite, s'ils en sont susceptibles. — Ceux de ces administrateurs qui n'ont pas droit à la pension jouiront, sur les fonds affectés à l'intendance militaire, d'un traitement égal à celui fixé ci-dessus pour les fonctionnaires en disponibilité.

5. Les membres du cadre auxiliaire, ceux de l'inspection aux revues et du commissariat des guerres, qui ne seront pas compris dans la nouvelle organisation de l'intendance, cesseront de concourir pour les emplois qui viendront à vaquer dans ce corps; ils conserveront la jouissance de la demi-solde et les droits qu'ils peuvent avoir à la pension de retraite, conformément à l'ordonnance du 20 mai 1818. — Les pensions accordées aux fonctionnaires qui font maintenant partie du cadre auxiliaire continueront d'être réglées sur le pied du grade qu'ils ont obtenu dans ce cadre, et d'après les bases actuellement fixées pour le corps de l'intendance.

TITRE IV. — Du nouveau classement des fonctionnaires de l'intendance.

6. Il sera fait un nouveau classement parmi les intendans, sous-intendans et adjoints compris dans la nouvelle organisation. — Ces fonctionnaires seront classés suivant leur ancienneté de grade dans le dernier corps dont ils faisaient partie avant leur admission dans celui de l'intendance. — Pour déterminer cette ancienneté, la durée des services dans les derniers grades respectifs sera établie conformément aux règles suivies pour la fixation de la pension de retraite.

TITRE V. — Des nominations et de l'avancement dans le corps de l'intendance militaire.

7. Les intendans militaires, sous-intendans et sous-intendans-adjoints, sont

nommés par nous, sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

8. Les emplois d'intendant seront donnés, à notre choix, aux sous-intendans de première classe ayant au moins deux années d'exercice dans cette classe. — Les emplois de sous-intendant de première classe appartiennent à la deuxième classe, moitié à l'ancienneté et moitié à notre choix. — Les emplois de sous-intendant de deuxième classe seront donnés à ceux de la troisième, moitié à l'ancienneté et moitié à notre choix. — Nul ne pourra être promu, au choix, à une classe supérieure, s'il n'a servi pendant deux ans au moins dans la classe immédiatement inférieure. — Les emplois de sous-intendant de troisième classe appartiennent, moitié à l'avancement des sous-intendans militaires adjoints ayant quatre ans d'exercice comme adjoints, et moitié, à notre choix, aux majors de l'armée ayant exercé les fonctions de ce grade pendant deux années. — Les sous-intendans militaires adjoints seront promus à l'emploi de sous-intendant de troisième classe, moitié à l'ancienneté et moitié à notre choix. — Les emplois de sous-intendant militaire adjoint seront donnés, à notre choix, aux capitaines du corps royal d'état-major ayant au moins deux années de grade, et aux officiers comptables capitaines qui, ayant également deux années de ce grade, auront exercé pendant quatre ans les fonctions de comptable titulaire.

9. Nul ne pourra être sous-intendant militaire adjoint avant l'âge de vingt-cinq ans accomplis.

10. Les officiers de l'armée qui, en vertu de la présente ordonnance, seront admis dans l'intendance militaire, y prendront rang du jour de leur admission.

11. Les fonctionnaires du corps de l'intendance employés dans notre maison militaire, ou dans notre garde, ou à l'hôtel royal des Invalides, y seront remplacés par d'autres fonctionnaires du même grade, lorsqu'ils obtiendront un avancement quelconque. — Sera considéré comme avancement, pour les sous-intendans, le passage d'une classe à l'autre.

TITRE VI. — Des élèves.

12. Les élèves de l'intendance militaire sont supprimés. — Les droits des élèves actuels seront ultérieurement déterminés.

TITRE VII. — Des attributions de l'intendance et de ses rapports avec les officiers généraux.

13. Les fonctionnaires de l'intendance en exercice sont les délégués de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, dans tout ce qui intéresse le bon ordre des finances de ce département, c'est-à-dire l'économie dans les dépenses, la régularité dans les paiemens, l'exactitude et la célérité dans la reddition des comptes. — Ils sont présens à la réception des drapeaux et au serment des troupes, et en dressent procès-verbal. — Ils exercent les fonctions de commissaire du roi près les tribunaux militaires de révision.

14. Indépendamment des attributions générales détaillées à l'article ci-dessus, les intendans et les sous-intendans militaires exercent dans chaque partie du service les attributions définies par les réglemens spéciaux. — Les sous-intendans militaires adjoints remplissent les mêmes fonctions que les sous-intendans.

15. Il y aura un intendant au chef-lieu de chaque division militaire; les sous-intendans militaires seront répartis de manière qu'il en soit toujours placé au moins un dans chaque chef-lieu de département et dans chaque place de guerre de première classe.

16. Les fonctions attribuées au corps de l'intendance militaire ne peuvent être exercées à titre provisoire et sans nomination de notre part.

17. Les intendans militaires ne sont suppléés que par des sous-intendans. — En l'absence de l'intendant militaire d'une division territoriale, ses fonctions sont exercées par le sous-intendant le plus ancien de classe en résidence au chef-lieu de la division.

18. Les sous-intendans sont suppléés d'office, sous les réserves spécifiées dans les divers réglemens, — 1° Dans les chefs-lieux de département qui ne sont pas places de guerre, par un conseiller de préfecture au choix du préfet; — 2° Dans les chefs-lieux d'arrondissement qui ne sont pas places de guerre, par les sous-préfets; — 3° Dans toutes les places où il y a un major de place, par cet officier; — 4° Dans les autres places de guerre, par les lieutenans de roi; — 5° Dans toutes les autres villes, par les maires.

19. La répartition du service entre les sous-intendans d'une même résidence appartient à l'intendant de la division territoriale.

20. Lorsqu'un intendant arrive dans une division territoriale pour en prendre l'administration, il se présente à l'officier général qui commande cette division. Cet officier général lui remet ses lettres de service, annonce aux troupes, par la voie de l'ordre, son arrivée et son entrée en fonctions, et en donne avis aux préfets des départemens compris dans la division.

21. Sur la demande des intendans des divisions territoriales, les officiers généraux qui commandent ces divisions font également connaître, par la voie de l'ordre, les sous-intendans et adjoints qui arrivent dans lesdites divisions pour y être employés.

22. L'intendant d'une division militaire ne peut s'absenter de sa résidence qu'après avoir obtenu l'assentiment de l'officier général qui commande cette division, et lui avoir fait connaître le fonctionnaire chargé de le suppléer. — Cette obligation est commune au sous-intendant employé dans un département ou une place quelconque envers l'officier général commandant la subdivision territoriale dont sa résidence fait partie.

23. Les officiers généraux commandant les divisions militaires ou les troupes organisées en divisions dans l'intérieur du royaume, doivent s'assurer que les lois et réglemens relatifs aux allocations et prestations de toute espèce accordées à nos troupes reçoivent leur entière exécution. — Les fonctionnaires de l'intendance font exécuter les mesures qui pourraient être prises par ces officiers généraux pour la répression des abus contraires aux ordonnances et réglemens et au bien-être du soldat.

24. Les fonctionnaires de l'intendance doivent aux officiers généraux commandant les divisions organisées ou territoriales la communication des renseignemens dont ils leur font la demande pour connaître la situation et les ressources des services administratifs. — Ils exécutent les ordres d'urgence que, dans les cas extraordinaires et non prévus par les réglemens, ces officiers généraux croiraient devoir leur donner sous leur responsabilité. — Les intendans rendent immédiatement compte à notre ministre secrétaire d'état de la guerre de ces ordres d'urgence, et de l'exécution qui s'en est suivie.

25. Dans les circonstances urgentes relatives à l'exécution intérieure des services, les intendans divisionnaires peuvent, sous leur responsabilité, donner, en ce qui concerne l'administration, les autorisations ou les ordres que les réglemens réservent au ministre de la guerre la faculté d'expédier, à charge par eux de lui rendre compte, dans les vingt-quatre heures, de ces opérations et de leurs motifs.

26. Les fonctionnaires de l'intendance peuvent infliger les punitions de discipline déterminées par les réglemens militaires aux agens chargés, sous

leurs ordres , de l'exécution des services administratifs. — Ils peuvent provoquer leur suspension , leur réforme , et même leur mise en jugement , s'il y a lieu.

27. Les officiers généraux commandans envoient leurs ordres du jour aux fonctionnaires de l'intendance en exercice. — L'ordre et le mot sont envoyés à celui de ces fonctionnaires qui se trouve le plus élevé et le plus ancien de grade. — Les mouvemens de troupe leur sont notifiés par l'autorité qui les a ordonnés.

28. Les membres du corps de l'intendance exercent leurs fonctions sous l'autorité de leurs chefs immédiats , en ce qui concerne le service des revues , l'administration des dépenses et leur arrêté , les détails intérieurs du service administratif et la vérification des comptes de toute espèce.

29. Les fonctionnaires de l'intendance ne peuvent être mis en jugement par-devant un conseil de guerre qu'en vertu des ordres spéciaux de notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

30. Lorsque le territoire d'une division militaire se trouve occupé en tout ou partie par une armée sur le pied de guerre , l'administration de cette division entière , ou de la partie de la division qu'occupe cette armée , passe sous l'autorité de l'intendant de cette armée.

31. Les rapports de l'intendance avec les officiers généraux des armées , sur le pied de guerre , seront déterminés par les réglemens sur le service de campagne.

32. Les fonctions de l'intendance militaire étant uniquement administratives , ne confèrent aucun grade dans l'armée. — Toutes les assimilations précédemment établies sont abrogées. — Néanmoins , le mode d'admission et d'avancement dans nos ordres royaux et militaires continuera d'être , pour les fonctionnaires de l'intendance , le même que pour les officiers de l'armée.

33. Les demandes de grâces , d'avancement ou de récompense , qui seront faites par les sous-intendans et adjoints , ne devront parvenir à notre ministre secrétaire d'état de la guerre que par l'intermédiaire des intendans sous les ordres desquels ils se trouvent placés.

34. Les fonctionnaires de l'intendance font partie de l'état-major général de l'armée. — Dans les divisions territoriales , l'intendant militaire prend rang dans l'état-major de division immédiatement après les maréchaux-de-camp. — Les sous-intendans et adjoints prennent rang dans l'état-major de division ou de subdivision immédiatement après les colonels.

TITRE VIII. — De l'uniforme.

35. Le fond de l'uniforme sera de couleur bleu-de-roi , avec la broderie d'argent et la ceinture de soie blanche avec frange d'argent , le tout conformément au modèle qui sera arrêté par notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

TITRE IX. — De la pension de retraite.

36. La pension de retraite des fonctionnaires de l'intendance sera fixée conformément aux lois et réglemens en vigueur.

TITRE X. — Dispositions générales.

37. L'ordonnance du 29 juillet 1817 , relative à l'organisation de l'intendance militaire , est abrogée en tout ce qui est contraire aux dispositions de la présente ordonnance. — L'ordonnance du 27 septembre 1820 , le titre XXVI et la section VI du titre XXXI de celle du 2 août 1818 , sont et demeurent abrogés.

N° 15. = 18 septembre — 1^{er} octobre 1822. = **ORDONNANCE du roi portant formation du cadre de l'intendance militaire** (1). (VII, Bull. DLVII, n° 13401.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance en date de ce jour, portant réorganisation de l'intendance militaire; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le corps de l'intendance militaire est composé des fonctionnaires dont les noms suivent, savoir : — (*Suivent les noms.*)

2. Jusqu'à ce que le nombre des fonctionnaires de l'intendance militaire nommés à l'article ci-dessus soit rentré dans les limites fixées par l'article 1^{er} de notre ordonnance de réorganisation, il ne sera pourvu qu'à la moitié des vacances.

3. Les sous-intendants militaires qui jouissent en ce moment d'une solde plus forte que celle de la classe où ils sont placés par l'article 1^{er} de la présente ordonnance, conserveront leur solde actuelle jusqu'à ce qu'ils soient promus à la classe supérieure.

4. Les fonctionnaires qui, avant la présente ordonnance, étaient déjà en activité comme sous-intendants, sont dispensés, pour être promus à une classe supérieure, des deux années de service dans la classe inférieure exigées par l'article 8 de l'ordonnance de réorganisation.

5. Les sous-intendants militaires adjoints qui étaient précédemment adjoints à l'inspection aux revues sont dispensés, pour passer sous-intendants, de la condition de quatre années de grade exigées par l'article 8 de l'ordonnance de ce jour. — Ces quatre années seront comptées aux sous-intendants militaires adjoints qui étaient précédemment adjoints aux intendans, du jour de leur nomination à ce dernier emploi.

6. Les places de sous-intendant qui appartiendront à l'avancement des sous-intendants adjoints, soit à l'ancienneté, soit au choix, seront exclusivement données à ceux de ces fonctionnaires qui étaient précédemment adjoints à l'inspection, jusqu'à ce que tous aient été promus au grade de sous-intendant.

7. Les élèves désignés ci-après, nommés antérieurement à l'ordonnance de réorganisation en date de ce jour, auront droit à la moitié des vacances dans le grade d'adjoint. Toutefois, ils ne pourront être promus à ce grade qu'à l'âge de vingt-cinq ans révolus, et ils ne recevront jusque-là aucun traitement. — (*Suivent les noms.*)

N° 16. = 25 septembre — 1^{er} octobre 1822. = **ORDONNANCE du roi ayant pour objet de faciliter la réexportation à l'étranger des produits du sol et des manufactures de France importés dans les colonies françaises** (2). (VII, Bull. DLVII, n° 13402.)

Louis, . . . — Voulant faciliter la réexportation à l'étranger des produits du sol et des manufactures de France importés dans nos colonies d'Amérique, en évitant de soumettre ces produits aux formes de l'entrepôt, qui entraîneraient des frais supérieurs au droit actuel d'entrée; — Sur le rapport

(1) Voyez l'ordonnance précédente, et la note.

(2) Voyez, dans le § 5 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation des colonies françaises, le résumé de la législation concernant le commerce de la France avec ses colonies.

de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies ; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les produits du sol et des manufactures de France, introduits par bâtimens français dans nos colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de Cayenne, et qui en seront réexportés à l'étranger, obtiendront, à leur sortie, sous quelque pavillon qu'ils soient expédiés, le remboursement des droits qu'ils auront acquittés à l'entrée, sur la représentation de la quittance desdits droits.

2. Il ne pourra, dans aucun cas, être perçu de droit à la sortie de ces produits.

N° 17. = 26 septembre — 1^{er} octobre 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant que les lieux d'importation pour les moutons mérinos et métis seront les mêmes que ceux nommément désignés dans l'ordonnance du 28 juillet — 6 août 1822 (1). (VII, Bull. DLVII, n° 13403.)

N° 18. = 26 septembre — 6 octobre 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant augmentation de la prime de sortie sur les soufres raffinés dans les fabriques de Marseille (2). (VII, Bull. DLVIII, n° 13446.)

Louis, ... — Nous étant fait rendre compte des résultats de notre ordonnance du 3 février 1819, par laquelle nous avons accordé, pour la sortie du soufre raffiné à Marseille, une prime équivalente au droit perçu à l'entrée sur la même matière brute, nous avons reconnu qu'on ne profite pas de cette disposition, parce qu'il n'est pas tenu compte aux raffineurs de la portion de soufre brut que la fabrication détruit ou fait tomber en déchet ; — Vu la loi du 16 décembre 1814 et notre ordonnance du 10 septembre 1817 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances ; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'exportation à l'étranger du soufre épuré ou sublimé dans les fabriques de Marseille donnera lieu, à partir de la publication de la présente, au remboursement intégral du droit d'entrée payé à la douane de cette ville sur le soufre brut, dans la proportion de cent kilogrammes de matière pour soixante-quinze kilogrammes de soufre.

2. Ce remboursement sera soumis aux mode et condition prescrits pour la prime des savons par l'article 16 de la loi du 21 avril 1818.

N° 19. = 2 — 6 octobre 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine la nouvelle composition du pain destiné à la subsistance des troupes. (VII, Bull. DLVIII, n° 13447.)

Louis, ... — Des épreuves authentiques ayant fait connaître que l'on pouvait améliorer essentiellement la composition de la ration de pain de munition, et procurer à nos troupes une nourriture plus favorable à leur santé ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le pain destiné à la subsistance des troupes sera, à l'avenir, fabriqué, sur tous les points du royaume, avec des farines de pur froment blutées à dix pour cent.

2. Toutefois, les seigles existant actuellement dans les magasins militaires,

(1) Rapportée par l'ordonnance du 28 mai — 3 juin 1823, art. 2.

(2) Voyez l'ordonnance du 9 — 27 octobre 1825, qui généralise les dispositions de la présente, et les applique à l'exportation du soufre raffiné dans tout le royaume.

et ceux dont les achats ordonnés ne pourront être arrêtés, continueront d'être employés dans la composition du pain, dans la proportion d'un quart sur trois quarts de froment, dont les farines, dites *de méteil*, seront blutées à quinze pour cent.

3. Les dispositions de la présente ordonnance ne sont point applicables à la garnison de Paris, à laquelle on continuera de fournir du pain fabriqué avec les farines du commerce en usage dans cette place.

N° 20. = 2—6 octobre 1822. = **ORDONNANCE du roi concernant les indemnités temporaires à accorder aux employés réformés des ministères** (1).
(VII, Bull. DLVIII, n° 13448.)

Louis, ... — Vu l'article 4 de la loi du 1^{er} mai 1822, relatif aux indemnités temporaires que le gouvernement pourra accorder aux employés réformés sur la moitié des économies provenant des réformes;—Considérant que, pour l'application de cette disposition, il convient d'adopter une mesure générale et uniforme pour tous les ministères; — Considérant qu'à l'égard des employés ayant acquis le droit à la pension, les indemnités temporaires ne doivent être accordées qu'autant que les caisses de retraite n'auront pas de fonds suffisans pour acquitter ces pensions; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les employés supprimés ou réformés dans l'administration centrale des ministères, pour cause de réorganisation, d'économie, ou d'extinction de travail, recevront, pendant la première année qui suivra leur suppression, une indemnité égale à la moitié du traitement dont ils jouiront au jour de la cessation de leurs services.

2. Après l'expiration de cette année, l'indemnité sera égale au montant de la pension qui aura été liquidée et réglée dans la forme ordinaire, pour ceux desdits employés qui auront le temps requis de service pour obtenir des pensions. L'indemnité des employés qui n'auraient pas droit à pension sera réduite au *minimum* de la pension correspondante à leur traitement, et la durée en sera égale à celle de leur activité dans le ministère où ils auront été réformés.

3. Les indemnités qui tiendront provisoirement lieu de pension cesseront successivement à mesure que les caisses des retraites acquerront, soit par des extinctions, soit par toute autre cause, les moyens de les acquitter, indépendamment de leur service ordinaire.

4. En cas de décès du titulaire d'une indemnité tenant lieu de pension, la pension à laquelle sa veuve ou ses enfans auraient droit sera liquidée à la charge de la caisse des retraites.

5. Les indemnités accordées aux employés qui n'auraient pas droit à la retraite cesseront dans le cas où ceux qui en jouiront seraient appelés à un nouvel emploi. Le refus de cet emploi n'entraînera la cessation de l'indemnité qu'autant que le nouveau traitement serait égal à celui dont l'employé était en possession au moment de sa réforme.

6. Il sera tenu, dans chaque ministère, un compte spécial des appointemens supprimés, de la somme qui aura été affectée aux indemnités temporaires, en distinguant celles qui tiennent provisoirement lieu de pension et

(1) Voyez l'art. 4 de la loi de finances du 1^{er}—2 mai 1822, et la note; et l'ordonnance du 30 avril—16 mai 1823, qui déclare insaisissables les indemnités attribuées aux employés réformés des ministères.

celles qui n'ont qu'une durée déterminée.—Le même compte présentera les économies que le trésor aura faites, tant par les réformes, que par l'annulation des indemnités qui auront été remplacées par des pensions.—Les résultats de ce compte seront distribués annuellement aux chambres.

N° 21. = 9—26 octobre 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant convocation des collèges électoraux dans les départemens de la seconde série. (VII, Bull. DLX, n° 13517.)

N° 22. = 9—30 octobre 1822. = **ORDONNANCE** du roi relative au nombre des étaux permanens de boucherie à Paris (1). (VII, Bull. DLXI, n° 13563.)

N° 23. = 9 octobre 1822—24 mai 1832. = **ORDONNANCE** relative aux percepteurs des contributions directes de la ville de Paris. (IX, ordonn., 1^{re} sect., Bull. CLIX, n° 4180.)

Louis, ... — Nous étant fait rendre compte des inconvéniens qui résultent, pour les habitans de notre bonne ville de Paris, de l'insuffisance du nombre des percepteurs des contributions directes; — Voulant donner aux divers arrondissemens de perception une circonscription qui facilite les relations des contribuables avec les percepteurs; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1823, il sera établi deux perceptions des contributions directes dans chacun des douze arrondissemens municipaux de notre bonne ville de Paris.

2. Chaque perception sera composée de deux quartiers du même arrondissement municipal, conformément au tableau ci-joint.

3. Les percepteurs seront tenus, autant que possible, d'établir leurs bureaux dans le point le plus central de leur arrondissement.

4. Les rétributions fixes des percepteurs de Paris se composeront de la moitié des remises imposées par les rôles dont le recouvrement leur sera confié.—Il sera formé de l'autre moitié un fonds commun, qui sera réparti par vingt-quatrième entre chacun des percepteurs.

5. Les percepteurs des contributions directes à Paris seront nommés par notre ministre secrétaire d'état des finances.

6. Toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance sont révoquées. — (*Suit le tableau de circonscription énoncé en l'article 2.*)

N° 24. = 16—22 octobre 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui, en exécution de la loi de finances du 17—17 août 1822, fixe le traitement du premier président et du procureur général de la cour royale de Corse, et celui des magistrats des tribunaux de première instance placés dans les chefs-lieux des cours royales, des cours d'assises et de département, etc. (2). (VII, Bull. DLIX, n° 13499.)

Louis, ... — Vu la loi en date du 17 août 1822, portant fixation du

(1) Voyez, sur le commerce de la boucherie à Paris, les notes qui accompagnent le titre de l'arrêté du 8 vendémiaire an 11 (30 septembre 1802); et spécialement le décret du 6 février 1811, qui a établi la caisse de Poissy.

L'ordonnance du 12—31 janvier 1825 a disposé, par son art. 2, qu'à partir de 1828 le nombre des étaux cesserait d'être limité; mais le *maximum* de ce nombre a été depuis fixé à quatre cents par l'ordonnance du 18—27 octobre 1829.

(2) Ces traitemens avaient été fixés par les art. 17, 28 et 29 de la loi du 27 ventose an 8 (18 mars 1800): voyez la note sur l'art. 17 de cette loi.

budget de l'état pour l'exercice 1823 ; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le traitement du premier président et du procureur général de notre cour séant à Bastia, département de la Corse, est fixé à la somme de quinze mille francs.

2. Le traitement des juges des tribunaux de première instance placés dans les chefs-lieux de nos cours royales, de nos cours d'assises et de département, est fixé à la somme,

1^o De seize cents francs, dans les villes d'Agen, Ajaccio, Alby, Alençon, Angoulême, Auch, Aurillac, Auxerre, Bar-le-Duc, Bastia, Beauvais, Blois, Bourbon-Vendée, Bourg, Cahors, Carcassonne, Carpentras, Châlons-sur-Marne, Châlons-sur-Saône, Charleville, Chartres, Châteauroux, Chaumont, Colmar, Coutances, Digne, Draguignan, Epinal, Evreux, Foix, Gap, Guéret, Laon, Laval, Lons-le-Saulnier, Mâcon, Melun, Mende, Montbrison, Mont-de-Marsan, Moulins, Nevers, Niort, Pau, Périgueux, Perpignan, Privas, Puy (Le), Quimper, Riom, Rodez, Saint-Brieuc, Saintes, Saint-Flour, Saint-Lô, Saint-Mihiel, Tarbes, Tulle, Valence, Vannes, Vesoul ;

2^o De dix-huit cents francs, dans celles d'Aix, Arras, Avignon, Besançon, Bourges, Clermont-Ferrand, Dijon, Douai, Grenoble, La Rochelle, Limoges, Mans (Le), Montauban, Poitiers, Saint-Omer, Tours, Troyes ;

3^o De deux mille cent francs, dans celles d'Amiens, Angers, Caen, Metz, Montpellier, Nancy, Nîmes, Orléans, Reims, Rennes, Strasbourg, Versailles ;

4^o De deux mille quatre cents francs, dans celles de Lille, Nantes, Toulouse ;

5^o Enfin de trois mille francs, dans celles de Bordeaux, Lyon, Marseille, Rouen.

3. Le traitement des présidens et de nos procureurs sera le même que celui des juges, avec un supplément de moitié en sus. — Néanmoins, ce traitement demeure fixé,

1^o A trois mille francs, dans les villes d'Aix, Besançon, Bourges, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, La Rochelle, Poitiers, Tours ;

2^o A trois mille six cents francs, dans celles d'Amiens, Angers, Caen, Metz, Montpellier, Nancy, Nîmes, Orléans, Reims, Rennes, Strasbourg, Versailles ;

3^o A quatre mille deux cents francs, dans celles de Lille, Nantes, Toulouse ;

4^o A six mille francs, dans celles de Bordeaux, Lyon, Marseille, Rouen.

4. Les vice-présidens auront le même traitement que les juges, avec un supplément du quart en sus.

5. Les substituts de nos procureurs auront le même traitement que les juges.

6. Le traitement du président et de notre procureur près le tribunal de première instance de Paris demeure fixé à seize mille francs ; — Celui des vice-présidens, à sept mille cinq cents francs ; — Celui des juges, à six mille francs ; — Celui des substituts, à sept mille francs ; — Et ce, conformément aux réglemens antérieurs.

7. Les juges d'instruction de tous les tribunaux de première instance de notre royaume recevront chacun un supplément de traitement égal au cinquième du traitement attribué aux juges du tribunal dont ils font partie.

8. Le traitement des juges de paix du département de la Corse est fixé à huit cents francs ; — Celui des greffiers, au tiers de cette somme.

9. Ces traitemens et supplémens de traitement courront à compter du 1^{er} janvier 1823.

N° 25. = 16—30 octobre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui détermine les justifications à faire par les veuves ou orphelins de militaires, pour réclamer des pensions ou secours en vertu des articles 8 et 9 de la loi de finances du 17—17 août 1822** (1). (VII, Bull. DLXI, n° 13565.)

Louis, ... — Vu les articles 8 et 9 de la loi de finances du 17 août 1822, qui accordent, sous certaines conditions, des pensions ou secours aux veuves ou orphelins des militaires décédés, postérieurement au 14 août 1814, en jouissance de la pension de retraite, ou en possession de droits à cette pension;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre;—De l'avis de notre ministre secrétaire d'état des finances;—Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les veuves de militaires qui croiront avoir droit à la pension accordée par l'article 8 de la loi du 17 août 1822, justifieront de la manière suivante de la condition légale relative à la privation de moyens d'existence. — La veuve se présentera devant le juge de paix du canton où est situé son domicile légal : elle fera devant lui la déclaration de ses revenus à l'époque du décès de son mari, et joindra, à l'appui de sa déclaration, les extraits d'inventaires et autres documens authentiques qui peuvent servir à la vérifier. — Cette déclaration sera par elle affirmée sous la foi du serment, sous peine, en cas de fausse déclaration, de voir rayer la pension inscrite, et d'être poursuivie en restitution des arrérages indûment perçus; le tout sans préjudice des peines plus graves prononcées par les lois. — Le juge de paix dressera procès-verbal de la déclaration et du serment, et y annexera les pièces à l'appui.

2. Les tuteurs des orphelins justifieront, de la même manière et sous les mêmes peines, des revenus de leurs pupilles à l'époque où se sont ouverts leurs droits à la pension, soit par le décès du père, soit par le décès ou l'incapacité légale de la mère.

3. Outre le procès-verbal du juge de paix et les pièces à l'appui, les demandes de pensions seront accompagnées des autres pièces indiquées dans les tableaux annexés à la présente ordonnance.

4. Les demandes de pensions et les pièces exigées par les articles précédens seront remises ou adressées par la veuve ou par le tuteur au sous-intendant militaire chargé du département où les réclamans ont leur domicile légal.—Le tout sera transmis à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, avec les documens ou renseignemens administratifs qui auront été demandés par ses instructions.

(*Suivent les tableaux mentionnés en l'article 3.*)

N° 26. = 18—30 octobre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui modifie les articles 1 et 2 de celle du 8—19 juin 1822, concernant la franchise du sel accordé pour la fabrication de la soude** (2). (VII, Bull. DLXI, n° 13566.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance en date du 8 juin dernier, tendant à prévenir la fraude du sel accordé en franchise pour la fabrication des soudes factices; — Vu les réclamations des fabricans de soude de l'intérieur contre l'exception faite par l'article 1^{er} de ladite ordonnance à l'égard de ceux dont les ateliers sont situés sur les lieux mêmes de la production du sel, et contre

(1) Voyez ces articles, et les notes.

(2) Voyez cette ordonnance, et la note.

Voyez aussi l'ordonnance du 26 juillet—1^{er} août 1826, qui détermine le mode de surveillance auquel sont assujéties les fabriques de sulfate de soude.

les dispositions de l'article 2, relatif au mélange du sel, en ce qui concerne le sulfate;— Considérant que, s'il est nécessaire et conforme à l'intérêt général de maintenir des mesures tendant à prévenir la fraude du sel destiné à la fabrication de la soude, il convient aussi d'écarter de ces mesures ce qu'elles auraient de préjudiciable à cette branche importante de travaux industriels; — Que tous les fabricans de soude ont droit à une protection égale, et que cette égalité, qui est d'ailleurs garantie par la loi générale, n'existerait plus si quelques fabricans demeuraient affranchis de certaines formalités onéreuses qui pèsent sur d'autres; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les articles 1 et 2 de notre ordonnance du 8 juin dernier concernant la franchise du sel accordé pour la fabrication de la soude, sont et demeurent modifiés comme il va être expliqué.

2. Le sel expédié en exemption de droits pour les fabriques de soude factice continuera d'être altéré et rendu impropre aux usages de la consommation par le mélange des substances désignées en l'article 2 de notre ordonnance susdite du 8 juin et dans les proportions qu'il détermine : mais, à l'avenir, ce mélange ne se fera dans les entrepôts ou sur les marais salans que pour le charbon pulvérisé et l'huile animale ou le goudron seulement; le sulfate de soude, dans la proportion de quinze kilogrammes pour quatre-vingt-cinq kilogrammes de sel, ne sera ajouté aux deux substances ci-dessus que dans les fabriques, au moment même où les sels déjà mêlés de charbon et d'huile animale ou goudron y arriveront, et avant qu'ils soient mis en magasin, sous les yeux des préposés des douanes.

3. L'exception relative à l'altération du sel faite en faveur des fabriques de soude situées sur les lieux de production de sels par l'article 1^{er} de notre ordonnance du 8 juin dernier, est rapportée. Le sel introduit en franchise dans toutes les fabriques de soude indistinctement, et en quelque lieu qu'elles soient situées, devra être soumis de la même manière au mélange des substances destinées à l'altérer et à le rendre impropre aux usages domestiques.

4. Toutes les dispositions de notre ordonnance du 8 juin 1822 qui ne sont pas formellement abrogées par la présente sont maintenues et demeurent en vigueur.

N^o 27. = 20 octobre—1^{er} décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi portant règlement sur l'école royale polytechnique** (1). (VII, Bull. DLXVII, n^o 13806.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance en date du 17 septembre dernier; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, chargé du portefeuille de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le gouverneur de l'école royale polytechnique présidera le conseil de perfectionnement et les jurys d'examen; il présidera aussi les conseils intérieurs d'instruction et d'administration, toutes les fois qu'il croira devoir y assister.

2. Le sous-gouverneur aura la direction immédiate et journalière de l'établissement.—Les fonctionnaires, professeurs, maîtres et employés, seront sous ses ordres, chacun en ce qui concernera son service. Il prendra lui-

(1) Voyez, sur l'organisation de cette école, le décret du 7 vendémiaire an 3 (28 septembre 1794), et les notes.

Voyez spécialement l'ordonnance du 4—11 septembre 1816.

même ceux du gouverneur. Il lui adressera des rapports mensuels de situation, et des rapports particuliers pour tous les événemens extraordinaires.—Le sous-gouverneur sera membre du conseil de perfectionnement, et fera partie, comme vice-président, des jurys d'examen et des conseils intérieurs.

3. L'inspecteur conservera les attributions qui lui ont été assignées par notre ordonnance du 4 septembre 1816, et fera en outre partie du conseil de perfectionnement et des jurys d'examen.

4. Le gouverneur pourra, sur le rapport du sous-gouverneur, suspendre provisoirement les fonctionnaires, professeurs, maîtres et employés de l'école.—Il pourra, en outre, renvoyer provisoirement les élèves au sein de leurs familles.—Les décisions prises, dans les deux cas, par le gouverneur, seront soumises à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, qui statuera immédiatement, ou avisera aux mesures ultérieures, s'il y a lieu.

5. Le nombre des sous-inspecteurs est réduit à quatre. Les adjudans seront portés au même nombre. A l'avenir, les adjudans devront être pris parmi les lieutenans ou sous-lieutenans jouissant de leur traitement d'activité.—La place de trésorier est supprimée; les fonctions qui en dépendent sont réunies à celles de caissier.—La chaire de dessin est également supprimée: deux maîtres de dessin seront attachés, comme autrefois, à cette partie de l'enseignement, et seront chargés de sa direction.

6. Les professeurs, sous-inspecteurs, répétiteurs, caissier et bibliothécaire, seront nommés par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sur une liste triple de candidats, qui sera dressée par le gouverneur.

7. L'ouverture des examens continuera d'avoir lieu le 1^{er} août de chaque année.—Nul ne pourra s'y présenter, s'il ne s'est fait inscrire deux mois d'avance, à la préfecture du département qu'il habite.—Il sera assigné un arrondissement à chaque ville où l'examen devra se faire, et les élèves ne pourront être examinés que dans l'arrondissement où le domicile de leurs familles sera établi, ou dans celui où ils auront achevé leur première instruction, pourvu qu'ils y aient étudié au moins une année.

8. Le jury chargé de proposer l'admission des élèves les classera, par ordre de mérite, en autant de listes qu'il y aura eu d'examineurs; ces listes seront adressées par le gouverneur à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, qui prononcera définitivement et fera expédier les lettres d'admission.

9. L'école royale polytechnique sera soumise au régime militaire, en tout ce qui concerne la discipline intérieure.

10. Notre ordonnance du 4 septembre 1816 est abrogée en tout ce qui serait contraire aux dispositions qui précèdent.

N^o 28. = 25 octobre—12 novembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui accorde au corps des officiers de vaisseau le titre de corps royal de la marine** (1).
(VII, Bull. DLXIII, n^o 13627.)

Art. 1^{er}. Le corps de nos officiers de vaisseau portera désormais le titre de *Corps royal de la marine*.

2. Les officiers du corps royal de la marine, jusqu'au grade de capitaine de vaisseau inclusivement, après dix ans d'exercice du dernier grade dont ils auront été pourvus, obtiendront la solde de retraite du grade immédiatement

(1) Voyez, sur l'organisation de la marine militaire, le décret du 29 avril (28 et)—15 mai 1791, et les notes qui résument tous les réglemens de la matière.

supérieur, si, au moment où leur activité cessera, ils réunissent au moins vingt-cinq ans de services rendus à l'état depuis l'âge de seize ans, ou s'ils se trouvent hors de service par suite de blessures graves et donnant droit à la retraite.

3. Les officiers du corps royal de la marine qui ne rempliraient pas, à l'époque de leur admission à la retraite, les conditions mentionnées en l'article ci-dessus, continueront d'être traités d'après les dispositions des réglemens actuellement en vigueur.

N° 29. = 30 octobre—16 novembre 1822. = *ORDONNANCE du roi qui autorise la caisse d'épargnes et de prévoyance établie à Paris à faire transférer ses inscriptions au nom des propriétaires de dépôts faits dans ses caisses, et accorde la même autorisation aux autres caisses de cette nature établies dans les départemens* (1). (VII, Bull. DLXIV, n° 13680.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu notre ordonnance du 29 juillet 1818, portant autorisation de l'établissement d'une caisse d'épargnes et de prévoyance dans notre bonne ville de Paris, et nos diverses ordonnances subséquentes, par lesquelles de semblables autorisations ont été accordées par nous pour des caisses établies sur le même modèle dans plusieurs villes de notre royaume; — Considérant que, dans l'esprit et le but des dispositions des statuts de ces associations, les deniers déposés dans leur caisse doivent être immédiatement convertis en rentes sur l'état, et que celles-ci doivent être ensuite inscrites et transférées au propre nom des propriétaires des deniers, aussitôt que les sommes par eux déposées auront atteint la valeur pour laquelle leurs inscriptions individuelles peuvent être délivrées par notre trésor royal; — Considérant que, dans la lettre des statuts, cette conversion n'avait pu être fixée qu'à cinquante francs de rente, parce que telle était la limite des inscriptions, suivant l'article 3 de la loi du 8 nivose an 6; — Mais que l'article 24 de la loi du 17 août 1822 vient de fixer le *minimum* des inscriptions à dix francs de rente, et que dès lors il y a lieu de remplacer, pour le transfert des rentes appartenant ou devant appartenir aux déposans dans les caisses d'épargnes, l'ancien *minimum* par le nouveau; — Vu la demande faite par les administrateurs de la caisse d'épargnes de Paris; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La caisse d'épargnes et de prévoyance établie à Paris est autorisée à faire transférer ses inscriptions au nom des propriétaires de dépôts faits dans ses caisses, aussitôt que la créance de chacun d'eux sera parvenue à la valeur de dix francs de rente, *minimum* des inscriptions substitué à celui de cinquante francs par la loi du 17 août 1822.

2. La même autorisation est accordée à toutes les administrations des caisses d'épargnes et de prévoyance qui ont été établies dans les villes des départemens en vertu de nos ordonnances.

3. Toutefois, pour les sommes actuellement déposées dans la caisse d'épargnes et de prévoyance de Paris, et qui ont atteint ou qui excèdent la valeur de dix francs de rente, le transfert ne sera fait qu'après le délai d'un mois, à compter de la publication de la présente ordonnance, afin de laisser aux déposans le temps de réclamer leur remboursement en argent, s'ils le préfèrent. Quant aux créances qui, pendant ce délai, atteindront la valeur de

(1) Voyez l'ordonnance du 29 juillet—3 septembre 1818, portant établissement de la caisse d'épargnes de Paris, et les notes.

cinquante francs de rente, elles seront transférées conformément à la règle existante jusqu'à ce jour.

4. Pour les caisses établies dans les départemens, ce délai ne commencera qu'à la date du jour de la publication faite par les administrateurs de la décision en vertu de laquelle ils auront déclaré vouloir user de l'autorisation accordée par notre présente ordonnance.

N° 30. = 31 octobre — 12 novembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui élève huit prélats à la dignité de pairs de France.** (VII, Bull. DLXIII, n° 13628.)

N° 31. = 31 octobre — 16 novembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de MM. les évêques de Nantes, d'Amiens et de Limoges.** (VII, Bull. DLXIV, n° 13681.)

N° 32. = 31 octobre — 11 décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication de la bulle relative à la circonscription des diocèses du royaume** (1). (VII, Bull. DLXX, n° 13866.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Vu l'article 2 de la loi du 4 juillet 1821; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 6 octobre 1822, concernant la circonscription des diocèses, est reçue et sera publiée dans le royaume.

2. En conséquence, la circonscription des métropoles et des diocèses demeure déterminée conformément au tableau annexé à la présente ordonnance.

3. Ladite bulle est reçue sans approbation des clauses, réserves, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la charte constitutionnelle, aux lois du royaume, aux franchises, libertés ou maximes de l'église gallicane. — Elle sera transcrite en latin et en français sur les registres de notre conseil d'état : mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil d'état.

Tableau de la circonscription des métropoles et des diocèses du royaume.

Métropole de Paris, département de la Seine. — Suffragans : Chartres, département d'Eure-et-Loir; Meaux, Seine-et-Marne; Orléans, Loiret; Blois, Loir-et-Cher; Versailles, Seine-et-Oise; Arras, Pas-de-Calais; Cambrai, Nord.

Métropole de Lyon, avec le titre de Vienne, départemens du Rhône et de la Loire. — Suffragans : Autun, département de Saône-et-Loire; Langres, Haute-Marne; Dijon, Côte-d'Or; Saint-Claude, Jura; Grenoble, Isère.

Métropole de Rouen, département de la Seine-Inférieure. — Suffragans : Bayeux, département du Calvados; Evreux, Eure; Séez, Orne; Coutances, Manche.

Métropole de Sens, département de l'Yonne. — Suffragans : Troyes, département de l'Aube; Nevers, Nièvre; Moulins, Allier.

Métropole de Reims, arrondissement de Reims, départemens de la Marne et des Ardennes. — Suffragans : Soissons, département de l'Aisne; Châlons, quatre arrondissemens du département de la Marne, Châlons, Epernay,

(1) Voyez, sur cet objet, la loi organique du concordat du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), tit. IV; et l'arrêté du 29 germinal suivant (19 avril 1802).

Voyez aussi le projet du 11 juin 1817.

Sainte-Ménéhould, Vitry-le-Français; Beauvais, Oise; Amiens, Somme.

Métropole de Tours, département d'Indre-et-Loire.—Suffragans: Le Mans, départemens de la Sarthe et de la Mayenne; Angers, Maine-et-Loire; Rennes, Ile-et-Vilaine; Nantes, Loire-Inférieure; Quimper, Finistère; Vannes, Morbihan; Saint-Brieuc, Côtes-du-Nord.

Métropole de Bourges, départemens du Cher et de l'Indre.—Suffragans Clermont, département du Puy-de-Dôme; Limoges, Haute-Vienne et Creuse Le Puy, Haute-Loire; Tulle, Corrèze; Saint-Flour, Cantal.

Métropole d'Alby, département du Tarn.—Suffragans: Rodez, département de l'Aveyron; Cahors, Lot; Mende, Lozère; Perpignan, Pyrénées-Orientales.

Métropole de Bordeaux, département de la Gironde.—Suffragans: Agen, département de Lot-et-Garonne; Angoulême, Charente; Poitiers, Vienne et Deux-Sèvres; Périgueux, Dordogne; La Rochelle, Charente-Inférieure; Luçon, Vendée.

Métropole d'Auch, département du Gers. — Suffragans: Aire, département des Landes; Tarbes, Hautes-Pyrénées; Bayonne, Basses-Pyrénées.

Métropole de Toulouse et Narbonne, département de la Haute-Garonne. — Suffragans: Montauban, département de Tarn-et-Garonne; Pamiers, Ariège; Carcassonne, Aude.

Métropole d'Aix, avec le titre d'Arles et d'Embrun, département des Bouches-du-Rhône, l'arrondissement de Marseille excepté. — Suffragans: Marseille, arrondissement de Marseille, département des Bouches-du-Rhône; Fréjus, Var; Digne, Basses-Alpes; Gap, Hautes-Alpes; Ajaccio, Corse.

Métropole de Besançon, départemens du Doubs et de la Haute-Saône. — Suffragans: Strasbourg, départemens du Haut-Rhin et du Bas-Rhin; Metz, Moselle, y compris les communes de Rouchlinge, Lissinge, Hendelinge, Zettinge et Didinge, qui appartenaient au diocèse de Trèves; Verdun, Meuse; Belley, Ain, y compris l'arrondissement de Gex, qui était dans les limites du diocèse de Chambéry; Saint-Diez, Vosges; Nancy, Meurthe.

Métropole d'Avignon, Vaucluse. — Suffragans: Nîmes, Gard; Valence, Drôme; Viviers, Ardèche; Montpellier, Hérault.

Pie, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu (1).

Pour en conserver le perpétuel souvenir.

La sollicitude de la charité paternelle qui nous fit conclure la convention du 11 juin de l'an 1817 avec notre très cher fils en Jésus-Christ Louis très chrétien, roi de France, ayant pour fin de régler plus convenablement les affaires ecclésiastiques de son royaume, cette sollicitude nous porta (après avoir désigné, suivant le vœu du roi, par nos lettres apostoliques *commissa divinitus* du 6 des calendes d'août de la même année, la circonscription des diocèses) à donner sur-le-champ le bienfait de l'institution canonique aux nouveaux évêques, afin que, sentinelles en Israël, ils pussent promptement veiller à la garde du troupeau qui leur était confié.

(1) Texte latin :

Pius, episcopus, servus servorum Dei.

Ad perpetuam rei memoriam.

Paternæ caritatis sollicitudo qua conventionem ad diem undecimam junii anno millesimo octingentesimo decimo-septimo cum carissimo in Christo filio nostro Ludovico, Galliarum rege christianissimo, de rebus ecclesiasticis in ipsius regno aptius ordinandis inivimus, subinde nos compulit ut, designata ex ejusdem regis voto per apostolicas litteras *commissa divinitus*, quas sexto kalendas augusti eodem anno dederamus, circumscriptione diœcesium, novos illico antistites canonicæ institutionis beneficio donaremus, qui, positi excubitores in Israël, traditi sibi gregis custodiam promptè susceperent.

Or, tel est le contenu de ces lettres :

Pie, évêque, etc., etc.

(Ici est le texte de la bulle du 6 des calendes d'août 1817.)

Mais nous vîmes avec une douleur profonde de cœur la susdite convention suspendue dans son exécution, et nous ne pûmes qu'être sensiblement affligé de voir ainsi éloignés et retardés les fruits abondans que nous en attendions.

Il nous fut en effet exposé, au nom du roi très chrétien, que les charges qui pesaient sur l'état ne permettaient pas d'établir quatre-vingt-douze sièges épiscopaux ; et que d'autres obstacles s'étaient opposés à ce que la convention reçût son exécution : pour lever ces difficultés, le roi eut recours à l'autorité apostolique, afin que de la meilleure manière possible, eu égard aux circonstances du royaume, on fît, suivant les règles canoniques, quelque diminution dans le nombre des sièges dont sa majesté avait d'abord demandé l'érection.

Nous le vîmes sans doute avec peine ; mais, pour montrer que de notre part nous ne voulions rien omettre de ce qui pouvait contribuer à régler enfin d'une manière stable les affaires ecclésiastiques en France, nous prîmes à ces demandes une oreille favorable : et cependant, dans la crainte de voir s'accroître, par un plus long veuvage de plusieurs de ces sièges, les maux de l'église de France, nous crûmes devoir user d'un remède temporaire, le seul et unique qui se présentait au milieu de tant de difficultés. Nous étant concerté avec le roi très chrétien, ayant mûrement et avec la plus grande attention examiné cette affaire, et oui l'avis d'une congrégation particulière de nos vénérables frères les cardinaux de la sainte église romaine, nous décrétâmes que, dans la division des diocèses et provinces ecclésiastiques, toutes choses resteraient dans l'état où elles se trouvaient, comme nous l'exposâmes plus au long, tant dans l'allocution tenue en consistoire secret le 23 août 1819, que dans nos lettres apostoliques en forme de bref adressées aux évêques qu'elles intéressaient.

Bien que cette condescendance du siège apostolique, applaudie de tous les bons et fidèles catholiques, n'ait pas peu contribué à tranquilliser les consciences et à prévenir de plus graves inconvéniens, elle n'a pas néanmoins

Earumdem porro litterarum tenor est qui sequitur, videlicet :

Pius, episcopus, etc., etc.

Ast gravi animi dolore memoratæ superius conventionis executionem suspensam vidimus, fructusque proinde uberes quos ex ea præstolabamur præpeditos dilatosque condoluimus.

Expositum siquidem ejusdem christianissimi regis nomine fuit nobis, onera quibus regnum premitur haud pati nonaginta-duas sedes episcopales constitui, aliaque etiam impedimenta conventionis executioni sese objeisse, ad quæ removenda christianissimus rex apostolicam auctoritatem efflagitavit ut meliori quo potuisset modo, habita ratione circumstantiarum regni, aliqua sedium quas erigi petierat imminutio ad sacrorum canonum normam perageretur.

Ægre profecto id tulimus; sed, ne quid prætermitti a nobis videretur quod viam sterneret ad ecclesiæ res in Galliarum regno stabili tandem ratione ordinandas, facilem hisce postulatis aurem præbuimus, atque interim, ne ex diuturniori plurium sedium viduitate gallicanarum ecclesiarum mala in dies auangerentur, id duximus temporarii remedii adhibere quod in tanta rerum difficultate unice occurrebat: collatis quippe cum eodem Ludovico rege consiliis, totaque re diligenter diuque perpensa, atque audito voto selectæ congregationis venerabilium fratrum nostrorum sanctæ romanæ ecclesiæ cardinalium, decrevimus ut in diocesium et ecclesiasticarum provinciarum divisione enuncta interea temporis eo in quo tunc erant statu consisterent, prout fusc exposuimus, tum in allocutione habita in consistorio secreto diei vigesimi-tertii augusti anni millesimi octingentesimi decimi-noni, tum in apostolicis in forma brevis litteris quas ad antistites quorum intererat dedimus.

Quæ quidem apostolicæ sedis indulgentia, bonis omnibus probata, etsi ad animorum anxietates levandas et ad majora incommoda præcavenda non mediocriter profuerit, non ea tamen nostris et

suffi à notre sollicitude et aux soins du roi pour satisfaire nos vœux communs sur l'augmentation du nombre des pasteurs et les demandes des peuples, dont nous avons admiré l'empressement et le zèle pour la chose catholique.

Le roi très chrétien, sentant en effet très bien que le salut des âmes demandait absolument que les fidèles ne fussent pas plus long-temps privés du secours de leurs pasteurs, nous fit exposer tout ce que, vu la difficulté des temps, on pourrait entreprendre de plus utile, et nous donna en dernier lieu à connaître que, par ses soins constamment dirigés vers cette fin, il avait pu se ménager les moyens de pourvoir successivement à la dotation des trente sièges récemment érigés. Des fonds pour six sièges se trouvant prêts, les prélats nommés par le roi et qui avaient reçu de nous l'institution canonique, prirent aussitôt possession de leurs églises, à la grande satisfaction des fidèles de ces diocèses, qui furent récréés par la présence si long-temps désirée de leurs évêques.

Comme néanmoins ce qu'il importait le plus au roi et à nous, était qu'une affaire de ce genre aussi salutaire fût promptement terminée, afin de pouvoir plus facilement recueillir les fruits que depuis long-temps nous attendons de notre sollicitude paternelle; d'un autre côté, comme la désignation des sièges qui doivent être conservés semble devoir beaucoup contribuer à ce qu'une fois connus, on pourra se procurer les moyens de les doter le plus tôt possible, et ainsi, par une prompte institution canonique des évêques, combler les vœux des fidèles; déférant aux demandes du roi, nous avons, de notre autorité apostolique, résolu de mettre la dernière main à cette œuvre très salutaire. Quoiqu'en effet, en raison de la nature des lieux et de l'étendue du pays, un plus grand nombre d'évêques donnât à la religion de plus amples accroissemens, nous avons remarqué néanmoins que l'augmentation de trente sièges ne sera pas d'un médiocre avantage, puisqu'elle nous donne l'espérance certaine de hâter l'élection des évêques, et de voir s'ensuivre, pour l'accroissement de la religion, les salutaires effets vers lesquels ont tendu constamment et sans interruption nos soins et nos

regis christianissimi curis et sollicitudinibus fuit satis, ut communia de augendo pastorum numero vota, ac populorum, quorum pro re catholica studium ac pietatem summo opere admirati sumus, postulationes explerentur.

Probe enim sentiens rex christianissimus salutem animarum id omnino efflagitare, ne diutius Dominicæ oves solatio carerent pastorum, exponenda nobis curavit quæ utiliora, inspecta temporum difficultate, iniri possent consilia, retulitque id demum ex impensis in eum finem studiis assequi potuisse ut media haberentur e quibus successive triginta recens erectarum sedium dotationi prospiceretur; quumque census pro sex sedibus in promptu essent, præsules à rege nominati et canonica institutione per nos donati suarum ecclesiarum possessionem illico adepti sunt, magno fidelium illarum diocesum gaudio, qui optatissimâ suorum antistitum præsentia recreati fuere.

Quum interim et nobis et christianissimo regi maxime interesset ut hujusmodi tam salutare negotium prompte conficeretur, utque fructus quos ex paterna nostra sollicitudine longo jam tempore præstolabamur facilius colligere liceret, quumque in id plurimum conferre videatur sedium designatio quæ surtecte (1) servandæ sunt, ut, iis cognitis, media pro ipsarum dotatione quamprimum habeantur, celerique antistitum institutione fidelium desideria cumulentur, nos, ejusdem regis precibus inclinati, saluberrimo huic operi supremam manum apostolica auctoritate nostra admoveere decrevimus. Quamvis enim, pro ipsa locorum natura ac regionum amplitudine, major antistitum numerus uberiora religioni pareret incrementa, animadvertimus tamen triginta sedium accessionem non mediocri emolumento futuram, quippe quæ certam nobis spem præbet ut et antistitum electio festinetur, atque salutare illi in religionis incrementum consequantur effectus

1) Sic scriptum.

efforts dans l'arrangement ferme et stable des affaires ecclésiastiques de France.

Mais des obstacles s'offraient à cause du droit acquis de quelques évêques qui avaient reçu l'institution canonique pour des sièges qui ne se trouvent plus compris dans cette dernière circonscription : mais toute difficulté a été levée dès lors que plusieurs d'entre eux ont été régulièrement transférés à d'autres sièges, et que les archevêques des églises d'Arles et de Vienne ont volontairement renoncé à leur droit, se déclarant prêts à embrasser avec ardeur tout ce qui, dans le bien des églises de France, viendrait à être statué par nous sur cette affaire.

L'archevêque de Reims a volontiers aussi accédé au rétablissement de l'église épiscopale de Châlons, en consentant que quatre arrondissemens du département de la Marne, jusqu'ici compris dans les limites du diocèse de Reims en fussent distraits pour former celui de Châlons.

Tous ces obstacles surmontés, l'avis de notre susdite congrégation entendu, le tout mûrement et dûment considéré, nous avons cru avant tout, pour de graves motifs, devoir déclarer que l'érection en métropolitaine de l'église de Cambrai, sanctionnée par notre bulle de 1817, demeure suspendue à notre volonté et à celle du saint-siège; qu'elle reste, comme auparavant, suffragante de l'église métropolitaine de Paris, et qu'Arras, que nous avons donnée pour suffragante à Cambrai, soit comptée aussi au nombre des suffragantes de Paris.

De même, quoique, par nos lettres en forme de bref du 24 septembre 1821, quatre arrondissemens du département de la Marne, qui formaient le diocèse de Châlons, aient été par nous ajoutés au siège de Reims, néanmoins, comme la conservation de ce siège est reconnue très utile, nous les séparons du diocèse de Reims et les assignons de nouveau à celui de Châlons.

Mais, pour que ne périclisse pas la mémoire à tant de titres recommandable des trois sièges archiepiscopaux, savoir, Arles, Narbonne et Vienne en Dau-

ad quos diuturna assiduaque nostra in ecclesiasticis Galliarum rebus firmiter componendis studia contenderunt.

Alia porro suberant obstacula ob jus acquisitum à nonnullis præsulibus qui canonica institutione donati fuerant pro sedibus in novissima hac circumscriptione minime comprehensis: omnis autem adempta est difficultas, quum eorum plures ad alias sedes rite translati fuerint, quumque præsules archiepiscopatum ecclesiarum Arelatensis et Viennensis juri suo sponte cesserint, seque promptos paratosque declaraverint ad ea amplectenda quæ pro majori gallicanarum ecclesiarum utilitate hac super re forent à nobis decernenda.

Remensis quoque archiepiscopus libenter assensus est instaurationi episcopalis ecclesiæ Catalaunensis, pro cujus diœcesi quatuor districtus provinciæ Matronæ intra limites Remensis diœcesis huc usque descriptos divellere oportebat.

Sublatis itaque hisce impedimentis, auditaque supra memoratæ selectæ congregationis sententia, necnon rei ratione mature diligenterque considerata, illud primum gravibus de causis decernendum ducimus, ut Cameracensis ecclesiæ in metropolitanam erectio, per memoratam bullam aoni millesimi octingentesimi decimi-septimi sancita, suspensa remaneat ad nostrum et apostolicæ sedis beneplacitum, eaque interea subsit, ut antea, metropolitanæ ecclesiæ Parisiensi, inter cujus suffraganeas recensatur etiam Atrebatensis ecclesia, quam Cameracensi archiepiscopo suffraganeam dederamus.

Item, etsi per nostras in forma brevis litteras diei vigesimi-quarti septembris anni millesimi octingentesimi vigesimi-primi quatuor districtus provinciæ Matronæ, quibus diœcesis Catalaunensis constituebatur, Remensi sedi adjunxerimus; quum tamen illius episcopalis sedis conservatio maximo-pere utilis dignoscatur, eos a diœcesi Remensi sejungimus ac pro Catalaunensi diœcesi rursus assignamus.

Ne vero trium archiepiscopatum sedium, nimirum Arelatensis, Narbonensis, et Viennensis in Delphinatu, quarum erectio suo caret effectu, memoria pluribus nominibus commendanda intereat,

phiné, dont l'érection n'a pas lieu, nous ordonnons d'ajouter leurs noms titulaires à d'autres sièges archiépiscopaux, et réunissons à d'autres églises les églises épiscopales que nous leur avons données pour suffragantes.

Par la même raison, les territoires attribués par la bulle de 1817 aux diocèses des douzes sièges qui ne peuvent être conservés, passeront aux diocèses des églises subsistantes.

Afin donc que tout ce que nous avons, de notre bienveillance apostolique, statué, soit clairement connu, et qu'il ne reste aucun doute dans l'exercice de la juridiction spirituelle, nous donnons ici la circonscription entière de tous les diocèses de France, laquelle, de notre science certaine et mûre délibération, de la plénitude de notre pouvoir apostolique, décrétons, prescrivons et établissons comme il suit :

L'église métropolitaine de Paris comprendra le département de la Seine, et aura pour suffragantes l'église épiscopale de Chartres, composée du département d'Eure-et-Loir; l'église épiscopale de Meaux, composée du département de Seine-et-Marne; l'église épiscopale d'Orléans, composée du département du Loiret; l'église épiscopale de Blois, composée du département de Loir-et-Cher; l'église épiscopale de Versailles, composée du département de Seine-et-Oise; l'église épiscopale d'Arras, composée du département du Pas-de-Calais; et l'église épiscopale de Cambrai, composée du département du Nord.

L'église métropolitaine de Lyon et Vienne en Dauphiné comprendra les départemens du Rhône et de la Loire, et aura pour suffragantes l'église épiscopale d'Autun, composée du département de Saône-et-Loire; l'église épiscopale de Langres, composée du département de la Haute-Marne; l'église épiscopale de Dijon, composée du département de la Côte-d'Or; l'église épiscopale de Saint-Claude, composée du département du Jura; l'église épiscopale de Grenoble, composée du département de l'Isère.

L'église métropolitaine de Rouen comprendra le département de la Seine-Inférieure, et aura pour suffragantes l'église épiscopale de Bayeux, composée du département du Calvados; l'église épiscopale d'Evreux, composée du département de l'Eure; l'église épiscopale de Séez, composée du département de l'Orne; et l'église épiscopale de Coutances, composée du département de la Manche.

earumdem titulos aliis archiepiscopalibus sedibus adjiciendos mandamus, atque episcopales ecclesias quas eisdem suffraganeas dederamus aliis ecclesiasticis provinciis adjungimus.

Pari ratione territoria per memoratam bullam anni millesimi octingentesimi decimi-septimi pro diocesisibus duodecim sedium quæ conservari nequeunt attributa diocesisibus superexstantium ecclesiarum accenseimus.

Quare, ut cuncta hæc quæ ex apostolica benignitate statuimus perspicue innotescant, nullumque in exercitio spiritualis jurisdictionis dubium subrepat, universam gallicanarum diocesium circumscriptionem inferius exhibemus, eandemque ex certa scientia ac matura deliberatione nostris, de apostolicæ potestatis plenitudine, decernimus, præscribimus et constituimus juxta modum qui sequitur, videlicet :

Metropolitana Parisiensis, provincia Sequanæ. Ejusdem suffraganæ : Carnutensis, provincia Eburæ et Liderici; Meldensis, provincia Sequanæ et Matronæ; Aurelianensis, provincia amnis Liderici seu Ligerulæ; Blesensis, provincia Liderici et Cari; Versaliensis, provincia Sequanæ et Oësiæ; Atrebatensis, provincia Freti Gallici; Cameracensis, provincia Septentrionis.

Metropolitana Lugdunensis et Viennensis in Delphinatu, provinciæ Rhodani et Ligeris. Ejusdem suffraganæ : Augustodunensis, provincia Araris et Ligeris; Lingonensis, provincia Matronæ-Superioris; Divionensis, provincia Collis-Aurei; Sancti-Claudii, provincia Jurassi; Gratianopolitana, provincia Isaræ.

Metropolitana Rothomagensis, provincia Sequanæ-Inferioris. Ejusdem suffraganæ : Bajocensis, provincia Rupis Calvadosiæ; Ebroicensis, provincia Eburæ; Sagiensis, provincia Olinæ; Constantiensis provinciæ Rothomagensis, provincia Oceani Britannici.

L'église métropolitaine de Sens comprendra le département de l'Yonne, et aura pour suffragantes l'église épiscopale de Troyes, composée du département de l'Aube; celle de Nevers, composée du département de la Nièvre; et celle de Moulins, composée du département de l'Allier.

L'église métropolitaine de Reims comprendra l'arrondissement de Reims au département de la Marne et le département des Ardennes. Elle aura pour suffragantes l'église épiscopale de Soissons, composée du département de l'Aisne; celle de Châlons, composée de quatre arrondissemens du département de la Marne, Châlons, Épernay, Sainte-Ménéhould et Vitry-le-Français; celle de Beauvais, composée du département de l'Oise; et celle d'Amiens, composée du département de la Somme.

L'église métropolitaine de Tours comprendra le département d'Indre-et-Loire, et aura pour suffragantes l'église épiscopale du Mans, composée des départemens de la Sarthe et de la Mayenne; celle d'Angers, composée du département de Maine-et-Loire; celle de Rennes, composée du département d'Ille-et-Vilaine; celle de Nantes, composée du département de la Loire-Inférieure; celle de Quimper, composée du département du Finistère; celle de Vannes, composée du département du Morbihan; et celle de Saint-Brieuc, composée du département des Côtes-du-Nord.

L'église métropolitaine de Bourges comprendra les départemens du Cher et de l'Indre, et aura pour suffragantes l'église épiscopale de Clermont, composée du département du Puy-de-Dôme; celle de Limoges, composée des départemens de la Haute-Vienne et de la Creuse; celle du Puy, composée du département de la Haute-Loire; celle de Tulle, composée du département de la Corrèze; et celle de Saint-Flour, composée du département du Cantal.

L'église métropolitaine d'Alby comprendra le département du Tarn, et aura pour suffragantes l'église épiscopale de Rodez, composée du département de l'Aveyron; celle de Cahors, composée du département du Lot; celle de Mende, composée du département de la Lozère; et celle de Perpignan, composée du département des Pyrénées-Orientales.

L'église métropolitaine de Bordeaux comprendra le département de la Gironde, et aura pour suffragantes l'église épiscopale d'Agen, composée du département de Lot-et-Garonne; celle d'Angoulême, composée du département de la Charente; celle de Poitiers, composée des dé-

Metropolitana Senonensis, provincia Icaunæ. Ejusdem suffraganeæ : Trecensis, provincia Albulæ; Nivernensis, provincia amnis Niverni; Molinensis, provincia Elaveri.

Metropolitana Remensis, districtus Remensis in provincia Matronæ, provincia Arduennæ silvæ. Ejusdem suffraganeæ : Suessionensis, provincia Axonæ; Catalaunensis, quatuor districtus, nimirum Catalaunensis, Sparnacensis, Fani Sanctæ-Menechildis, et Victoriaci Francici, in provincia Matronæ; Bellovacensis, provincia Oësiæ; Ambianensis, provincia Somonæ.

Metropolitana Turonensis, provincia Ingeris et Ligeris. Ejusdem suffraganeæ : Cenomanensis, provinciæ Sartæ et Meduanæ; Andegavensis, provincia Meduanæ et Ligeris; Rhedonensis, provincia Ellæ et Vicononæ; Nannetensis, provincia Ligeris-Inferioris; Corosopitensis, provincia Finisterræ; Venetensis, provincia sinus Morbihani; Briocensis, provincia Orarum-Septentrionalium.

Metropolitana Bituricensis, provinciæ amnis Cari et amnis Ingeris. Ejusdem suffraganeæ : Claromontensis, provincia Montis Dunæ; Lemovicensis, provinciæ Vigenæ-Superioris et Crosæ; Aniciensis, provincia Ligeris-Superioris; Tutelensis, provincia amnis Corresii; Sancti-Flori, provincia Montis Cantalini.

Metropolitana Albiensis, provincia Tarnis. Ejusdem suffraganeæ : Ruthenensis, provincia Aveyronis; Cadurcensis, provincia Oldi, alias Loti; Mimatensis, provincia Lozerani; Montis Elensis, provincia Pyreneorum-Orientalium.

Metropolitana Burdegalensis, provincia Girumnæ. Ejusdem suffraganeæ : Agennensis, provincia Oldi-et-Garumnæ; Engolismensis, provincia Carentoni; Pictaviensis, provinciæ utriusque Separis

partemens des Deux-Sèvres et de la Vienne; celle de Périgueux, composée du département de la Dordogne; celle de La Rochelle, composée du département de la Charente-Inférieure; et celle de Luçon, composée du département de la Vendée.

L'église métropolitaine d'Auch comprendra le département du Gers, et aura pour suffragantes l'église épiscopale d'Aire, composée du département des Landes; celle de Tarbes, composée du département des Hautes-Pyrénées; et celle de Bayonne, composée du département des Basses-Pyrénées.

L'église métropolitaine de Toulouse et Narbonne comprendra le département de la Haute-Garonne, et aura pour suffragantes l'église épiscopale de Montauban, composée du département de Tarn-et-Garonne; celle de Pamiers, composée du département de l'Ariège; et celle de Carcassonne, composée du département de l'Aude.

L'église métropolitaine d'Aix, d'Arles et d'Embrun en Provence comprendra le département des Bouches-du-Rhône, l'arrondissement de Marseille excepté, et aura pour suffragantes l'église épiscopale de Marseille, composée de l'arrondissement de Marseille, au département des Bouches-du-Rhône; celle de Fréjus, composée du département du Var; celle de Digne, composée du département des Basses-Alpes; celle de Gap, composée du département des Hautes-Alpes; et celle d'Ajaccio, composée du département de la Corse.

L'église métropolitaine de Besançon comprendra les départemens du Doubs et de la Haute-Saône, et aura pour suffragantes l'église épiscopale de Strasbourg, composée des départemens du Haut-Rhin et du Bas-Rhin; celle de Metz, composée du département de la Moselle et des communes de Rouchlingen, Lissingen, Hendelingen, Zettingen et Didingen, qui faisaient partie du diocèse de Trèves; celle de Verdun, composée du département de la Meuse; celle de Belley, composée du département de l'Ain et de l'arrondissement de Gex, qui faisait partie du diocèse de Chambéry; celle de Saint-Diez, composée du département des Vosges; et celle de Nancy, composée du département de la Meurthe.

L'église métropolitaine d'Avignon comprendra le département de Vaucluse, et aura pour suffragantes l'église épiscopale de Nîmes, composée du département du Gard; celle de Valence, composée du département de la Drôme; celle de Viviers, composée du département de l'Ardèche; et celle de Montpellier, composée du département de l'Hérault.

et Vigennæ; Petrocoricensis, provincia Dordoniæ; Rupellensis, provincia Inferioris-Carentoni; Lucionensis, provincia annis Vendeani.

Metropolitana Auxitana, provincia annis Gersi. Ejusdem suffraganeæ: Aurenensis, provincia Agri-Syr-tici; Tarbiensis, provincia Pyreneorum-Superiorum; Bayonensis, provincia Pyreneorum-Inferiorum.

Metropolitana Tolosana et Narbonensis, provincia Garumnæ-Superioris. Ejusdem suffraganeæ: Montis-Albani, provincia Tarnis-et-Garumnæ; Apamiensis, provincia Aurigeræ; Carcassonensis, provincia Ataxis.

Metropolitana Aquensis, Arelatensis et Ebrodunensis in provincia Provinciæ, provincia Ostiorum-Rhodani, excepto districtu Massiliensi. Ejusdem suffraganeæ: Massiliensis districtus in provincia Ostiorum-Rhodani; Forojuliensis, provincia Vari; Diniensis, provincia Alpium-Inferiorum; Vapincensis, provincia Alpium-Superiorum; Adjacensis, provincia Corsicæ.

Metropolitana Bisuntina, provinciæ Dubis et Araris-Superioris. Ejusdem suffraganeæ: Argentinensis, provinciæ Rheni-Superioris et Rheni-Inferioris; Metensis, provincia Mosellæ, comprehensis etiam communitatibus Rouchlingæ, Lissingæ, Hendelingæ, Zettingæ et Didingæ, quæ ad diœcesim Trevirensensem spectabant; Virdunensis, provincia Mosæ; Bellicensis, provincia Idani, addicto quoque districtu Gexensi, qui intra fines diœcesis Cambericensis continebatur; Sancti-Deodati, provincia Vosagi saltus; Nanceiensis, provincia Mortæ.

Metropolitana Avenionensis, provincia fontis Vallis Clausæ. Ejusdem suffraganeæ: Nemausensis, provincia annis Gardi; Valentiniensis, provincia Drumæ; Vivariensis, provincia Ardeschæ, Montispessulani, provincia Arauræ.

Quant à toutes les autres choses statuées et réglées par les mêmes lettres apostoliques de 1817, surtout pour ce qui regarde l'érection des chapitres, l'établissement des séminaires et l'administration temporaire des lieux attribués aux nouveaux diocèses, jusqu'à ce que les évêques aient pris, suivant les formes, possession de leurs églises, nous voulons et ordonnons qu'elles soient observées en leur entier et en toutes leurs parties; et, afin de pourvoir d'une manière plus utile et plus prompte à l'établissement et au gouvernement des chapitres, les archevêques et évêques dresseront les statuts qui doivent les régir, auront soin de les faire observer, et, dès que leurs chapitres seront érigés et qu'ils leur auront donné la forme qui leur convient, ils nous feront parvenir au plus tôt les documens de tout ce qu'ils auront fait à ce sujet.

La haute opinion que nous avons de la piété et de la religion du roi très chrétien, les promesses qui nous ont été faites en son nom, ont amené notre cœur à lui donner ce nouveau témoignage de condescendance apostolique, dans la seule et unique vue d'éloigner tous les obstacles qui s'opposaient au rétablissement plein et stable des affaires ecclésiastiques de France et de recueillir les fruits les plus abondans, qu'avec tant de soins nous nous étions proposés en faisant la convention de 1817, et que l'illustre clergé de France, avec tout ce qu'il y a de fidèles et d'hommes attachés à la foi dans ce puissant royaume, attend avec la plus vive impatience. C'est là ce que nous demandons par les prières les plus ferventes au Père des miséricordes : en l'obtenant, ce sera pour le roi très chrétien un grand motif de joie, et l'église et l'état en retireront d'immenses avantages.

Nous voulons et ordonnons que les présentes lettres et tout ce qui y est exprimé et contenu, soient exécutés selon leur forme et teneur et avec leur plein et entier effet, même dans le cas où quelques uns se trouveraient ou prétendraient y avoir droit ou intérêt, même dans une partie quelconque, soit pour le présent, soit pour l'avenir, de quelque état, ordre, dignité et prééminence qu'ils soient, même dans le cas où, méritant d'y être dénommés et d'y avoir une mention personnelle et particulière, ils n'y donneraient pas leur consentement, soit parce qu'ils n'y auraient pas été dûment appelés ou suffisamment entendus, soit par tous autres motifs, causes ou prétextes de lésion juridiques, particuliers ou privilégiés, même contenus dans un corps de

Porro cætera in iisdem apostolicis litteris anni millesimi octingentesimi decimi-septimi statuta et ordinata, præsertim pro capitulorum et seminariorum erectione ac pro temporaria administratione locorum novis diocesisibus attributorum, donec antistites possessionem suarum ecclesiarum rite susceperint, firma et integra perstare volumus atque decernimus, utque eorumdem capitulorum statui ac regimini feliciter atque expeditius prospiciatur, archiepiscopi et episcopi pro singulis canonicorum collegiis statuta decernent et ab ipsis observari curabunt: quum primum vero capitulorum formam et erectionem perfecerint, omnium hanc in rem gestorum documentum ad nos mittent.

Præclara quam gerimus opinio de christianissimi regis pietate ac religione, pollicitationesque ipsius nomine ad nos delatæ, animum nostrum ad novum hoc apostolicæ indulgentiæ testimonium adduxerunt, quod eo unice spectat, ut cuncta removeantur obstacula ad ecclesiasticas res in Galliarum regno plene stabiliterque ordinandas, itemque ad uberrimos fructus percipiendos, quos in conventionem anni millesimi octingentesimi decimi-septimi ineunda tanto studio tantisque curis comparare satagemus, quosque illustris gallicanus clerus et quotquot sunt in amplissimo Galliarum regno veræ fidei cultores impatienter expectant. Id enixis precibus a misericordiarum Patre efflagitamus, ex quo quidem magna nobis et christianissimo regi obveniet lætitia, ingentiaque in ecclesiam et rempublicam redundabunt emolumenta.

Præsentem vero litteras et in eis contenta et statuta quæcumque, etiam ex eo quod quilibet in præmissis seu in eorum aliquo jus aut interesse habentes vel habere prætendentes etiam quomodolibet in futurum, cujusvis status, ordinis, præeminentiæ et dignitatis sint, etiam specifica et individua mentione digni, illis non consenserint, seu quod aliqui ex ipsis ad præmissa minime vocati vel etiam nullimode aut non satis vel sufficienter auditi fuerint, aut ex alia qualibet, etiam læsionis, vel alia juridica et privilegiata ac privilegiatissima causa, colore, prætextu et capite,

droit, sans qu'il puisse jamais leur être opposé aucun vice de nullité, subreption, obreption, ou défaut de consentement de notre part et de celle de toutes personnes qui pourraient y avoir intérêt, ou enfin tout autre empêchement prévu ou non prévu ; soit encore parce que, dans les préliminaires, toutes les formalités et autres choses qui auraient dû être observées et remplies ne l'auraient pas été ; soit parce que les motifs et causes qui les ont suggérées et dictées n'auraient pas été jugés assez nécessaires et impératifs, vérifiés et justifiés, ou parce que par tous autres motifs et prétextes lesdites lettres auraient été attaquées, enfreintes, suspendues, restreintes, limitées ou contredites, et qu'il leur aurait été opposé des moyens de restitution en entier, ou tout autre de droit, de fait, de justice ou de faveur. Nous voulons aussi que ces présentes lettres soient considérées, non comme faites pour un temps seulement et susceptibles d'être révoquées, suspendues, limitées ou modifiées par des constitutions, déclarations, décrets et statuts généraux et spéciaux contraires, mais plutôt comme émanées de la plénitude du pouvoir apostolique et de la volonté ferme, stable et immuable du souverain pontife et devant à toujours avoir leur plein et entier effet : nous voulons en conséquence que cesdites lettres soient observées et exécutées en entier et inviolablement à l'avenir par toutes les personnes qu'elles concernent ou qu'elles pourront concerner, et qu'elles ne puissent être attaquées, troublées, empêchées ou contestées de quelque manière, par quelque autorité et pour quelque cause que ce soit, sans même qu'elles soient jamais assujéties à aucune vérification ni approbation, et qu'elles puissent y être contraintes soit en jugement, soit hors jugement ; et, s'il en était autrement, et si une autorité quelconque se permettait d'y porter atteinte sciemment ou par ignorance, par la plénitude de notre dite autorité apostolique, nous déclarons nul et de nul effet tout ce qui aurait été fait à cet égard, nonobstant, en tant que besoin serait, tous droits acquis, tous réglemens de notre chancellerie apostolique, et même nos lettres apostoliques *commissa divinitus* ci-dessus mentionnées, et nonobstant encore les statuts, coutumes, privilèges et indults des églises métropolitaines dont il aurait été distrait quelques églises suffragantes, et ceux des églises

etiam in corpore juris clauso, nullo unquam tempore de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, vel intentionis nostræ aut interesse habentium consensu, aliove quolibet defectu, quantumvis magno, inexcogitato et substantiali, sive etiam ex eo quod in præmissis solemnitates et quæcumque alia, forsan servanda et adimplenda, minime servata et adimpleta, seu causæ propter quas præsentibus emanaverint, non satis adductæ, verificatæ et justificatæ fuerint, aut ex quibuslibet aliis causis vel prætextibus, notari, impugnari, aut alias infringi, suspendi, restringi, limitari, aut in controversiam vocari, seu adversus eas restitutionis in integrum, aperiitionis oris, aut aliud quodcumque juris vel facti aut gratiæ seu justiciæ remedium impetrari, easque omnino sub quibusvis contrariis constitutionibus, revocationibus, suspensionibus, limitationibus, derogationibus, modificationibus, decretis, vel declarationibus generalibus vel specialibus quomodolibet ac quibusvis de causis pro tempore factis, micime comprehendi, sed semper ab illis exceptas esse et fore, et tanquam ex pontificiæ providentiæ officio deque apostolicæ potestatis plenitudine factas et emanantes, omnimoda firmitate perpetuo validas et efficaces existere, suosque integros effectus sortiiri et obtinere, ac ab omnibus ad quos spectat et spectabit quomodolibet in futurum perpetuo et inviolabiliter observari, ac personis quarum favorem præsentibus nostræ litteræ concernunt perpetuis futuris temporibus plenissime suffragari debere, easdemque super præmissis omnibus et singulis, vel illorum causa, ab aliquibus, quavis auctoritate, quomodolibet molestari, perturbari, inquietari vel impediri posse, neque ad probationem seu verificationem quorumcumque in iisdem præsentibus nostris litteris narratorum nullatenus unquam teneri, nec ad id in iudicio vel extra cogi seu compelli posse ; et, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, irritum et prorsus inane esse et fore, pari apostolica auctoritate volumus atque decernimus, non obstantibus, quatenus opus sit, de jure quæsito non tollendo, aliisque nostris et cancellariæ apostolicæ regulis ac supra memoratis litteris *commissa divinitus*, necnon metropolitanarum ecclesiarum, a quarum subjectione aliquæ suffraganeæ subtrahæ sunt, ac tam

archiépiscopales et épiscopales actuellement existantes, dont les limites auraient été changées par les présentes, même dans le cas où ces statuts, coutumes et privilèges auraient été confirmés et revêtus de l'autorité apostolique, auxquels généralement et spécialement nous dérogeons et voulons, par la plénitude de notre autorité apostolique, qu'il soit dérogé dans tout ce qui serait contraire aux présentes lettres, même dans le cas où la teneur et la forme desdits statuts, coutumes, privilèges et indults, porteraient expressément, et mot-à-mot, qu'il ne pourrait y être dérogé, et que leur contenu devrait à toujours être observé en entier, recevoir sa pleine exécution, rester et être maintenu dans toute sa force et entière valeur; lesquels statuts, coutumes, privilèges et indults continueront néanmoins d'avoir leur exécution dans tout ce qui n'y est point contraire aux présentes lettres.

Nous voulons aussi que le *transumptum* des présentes lettres, imprimé ou manuscrit, signé par quelque personne que ce soit, constituée en dignité dans l'église, et munie de notre sceau, soit considéré comme lesdites présentes lettres, et qu'il y soit accordé la même confiance et la même foi qu'auxdites lettres elles-mêmes, et, en conséquence, qu'il ne soit permis à qui que ce soit d'y ajouter, d'en distraire et démembrer quelque partie que ce soit, et d'enfreindre par une téméraire audace nos volontés, statuts, mandemens et décrets; et, si quelqu'un était assez téméraire pour se le permettre, qu'il sache qu'il encourra l'indignation du Tout-Puissant et celle des bienheureux apôtres saint Pierre et saint Paul.

Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, l'an de l'incarnation de notre Seigneur Jésus-Christ 1822, la veille des nones d'octobre, et de notre pontificat la vingt-troisième année.

Lieu du sceau.

Signé H. card. CONSALVI.

N° 33. = 6 — 12 novembre 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui alloue aux soldats de toutes armes qui contracteront des rengagemens, l'avance de la haute-paie fixée, pour les caporaux d'infanterie de la ligne, par le tarif annexé à l'ordonnance royale du 9—22 juin 1821 (1). (VII, Bull. DLXIII, n° 13629.)

Art. 1^{er}. La portion de la haute-paie acquittable à l'avance, et que fixe le

archiepiscopaliū quam episcopaliū ecclesiarum actu existentium, in quarum diœcesium limitibus aliquid immutatum est, statutis, consuetudinibus, privilegiis et indultis etiam confirmatione apostolica vel quavis firmitate alia roboratis, quibus omnibus et singulis, etiamsi de illis eorumque totis tenoribus et formis specialis, specifica et individua mentio seu quævis alia expressio habenda, aut alia aliqua exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum tenores ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, et forma in illis tradita observata, inserti forent, præsentibus pro expressis habentes, ad præmissorum omnium et singulorum duntaxat effectum, illis alias in iis quæ præsentibus non adversantur in suo robore permansuris, latissime et plenissime ac specialiter et expresse de apostolicæ potestatis plenitudine derogamus et derogatum esse volumus, cæterisque contrariis quibuscumque.

Volumus etiam ut ipsarum præsentium transumptis etiam impressis, manu tamen alicujus personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ subscriptis ac sigillo munitis, eadem prorsus fides ubique adhibeatur quæ ipsis præsentibus adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ: nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam adjectionis, dismembrationis, distributionis, divisionis, assignationis, subjectionis, statuti, mandati, decreti et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ, apud Sanctam-Mariam-Majorem, anno incarnationis Dominicæ millesimo octingentesimo vigesimo-secundo, pridie nonas octobris, pontificatus nostri anno vigesimo-tertio.

Loco plumbi.

Signatum H. card. CONSALVI.

(1) Voyez l'art. 36 de la loi générale du 21—23 mars 1832, sur le recrutement de l'armée.

tarif annexé à notre ordonnance du 9 juin 1821, pour les caporaux d'infanterie de la ligne, sera allouée aux soldats de toutes armes qui, à partir de la date de la présente ordonnance, contracteraient des rengagemens.

2. La portion de la haute-paie acquittable à l'avance ne pourra pas, quelle que soit la date du rengagement, être payée aux soldats avant le premier jour du trimestre qui doit terminer le temps pour lequel ils sont déjà liés au service, soit comme engagés volontaires, soit comme appelés, soit en vertu de premiers rengagemens.

N° 34. = 6—12 novembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit les formalités à remplir pour la délivrance des congés aux membres de l'ordre judiciaire.** (VII, Bull. DLXIII, n° 13630.)

Louis, . . . — Vu la loi du 20 avril 1810, et les réglemens des 6 juillet et 18 août même année; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Lorsque les premiers présidens et procureurs généraux de nos cours royales, les présidens des tribunaux de première instance et nos procureurs près lesdits tribunaux, délivreront des congés aux membres de ces cours et tribunaux, aux juges de paix et suppléans et aux greffiers des juges de paix, ils en rendront compte dans le délai de trois jours à notre garde des sceaux, ministre de la justice.

2. Tout congé énoncera l'époque à laquelle il devra commencer et celle à laquelle il devra finir.

3. Les premiers présidens de nos cours et les présidens des tribunaux de première instance ne pourront accorder de congés aux juges d'instruction qu'après avoir pris l'avis, savoir : les premiers, de nos procureurs généraux; et les seconds, de nos procureurs près les tribunaux de première instance : il en sera fait mention dans le congé.

4. Tout congé à l'égard duquel les formalités voulues par les deux articles précédens n'auront pas été observées, sera nul de plein droit.

5. Notre garde des sceaux pourra révoquer les congés accordés sans cause valable, ou nuisibles au bien du service.

N° 35. = 6—16 novembre 1822. = **ORDONNANCE du roi relative à la formation, dans la dix-septième division militaire, d'un bataillon qui prendra la dénomination de bataillon de voltigeurs corses, et sera spécialement employé comme auxiliaire de la gendarmerie royale dans cette division.** (VII, Bull. DLXIV, n° 13684.)

Art. 1^{er}. Il sera formé, dans la dix-septième division militaire, un bataillon qui servira spécialement en Corse, comme auxiliaire de la gendarmerie royale de ce département, et qui prendra la dénomination de *bataillon de voltigeurs corses*.

2. Ce bataillon sera composé d'un état-major et de quatre compagnies, conformément au tableau ci-après, dans lequel la solde des officiers et de la troupe est fixée par assimilation à la gendarmerie royale de l'arme à pied.

Etat-major.

Un chef de bataillon, par an, quatre mille quatre cent soixante-dix francs; — Un adjudant-major du grade de capitaine, deux mille deux cent soixante-dix francs; — Un trésorier, dix-sept cent quatre-vingt-cinq francs; — Un

chirurgien aide-major, quinze cents francs; — Un adjudant sous-officier, mille francs; — Un caporal tambour ou clairon, six cent cinquante francs; — Un maître tailleur, cinq cent cinquante francs; — Un maître armurier, cinq cent cinquante francs; — Un maître cordonnier, cinq cent cinquante francs.

Compagnie.

Un capitaine, deux mille deux cent soixante-dix francs; — Un lieutenant, dix-sept cent quatre-vingt-cinq francs; — Un sous-lieutenant, quinze cents francs; — Un sergent-major, huit cent cinquante francs; — Quatre sergens, chacun, sept cent cinquante francs; — Un fourrier, six cent cinquante francs; — Huit caporaux, chacun, six cent cinquante francs; — Quatre-vingt-quatre voltigeurs, chacun, cinq cent cinquante francs; — Deux tambours et clairons, chacun, cinq cent cinquante francs. — Force du bataillon: seize officiers et quatre cent cinq hommes de troupe.

3. Les officiers auront droit aux indemnités de logement, et le trésorier recevra annuellement une somme de trois cents francs pour ses frais de bureau. — Il sera alloué pour la troupe, sur le pied complet des sous-officiers et soldats, un abonnement d'entretien et de secours, à raison de trente francs par an et par homme.

4. Le bataillon de voltigeurs corses sera composé, autant que possible, de naturels du pays. — Les sous-officiers et caporaux seront choisis, pour la première formation, parmi les anciens militaires de bonne volonté retirés dans l'île et qui ont occupé des grades correspondans dans l'armée, et parmi les brigadiers et gendarmes de la légion en Corse qui sont susceptibles d'avancement. — Par la suite, l'avancement aura lieu dans le corps d'après les règles établies par les ordonnances en vigueur. — Les soldats seront pris également parmi les anciens militaires corses et les jeunes gens qui auront satisfait à la loi du recrutement, et, à défaut du nombre d'hommes suffisant, parmi les soldats du dixième régiment d'infanterie légère.

5. A l'avenir, le bataillon sera tenu au complet sur le contingent assigné annuellement au département de la Corse pour le recrutement de l'armée. Les jeunes gens appelés à faire partie de ce corps recevront, s'ils le demandent, des congés définitifs après avoir achevé le temps de service obligé.

6. Le corps sera soumis, pour son service, aux mêmes autorités et aux mêmes réglemens que la gendarmerie royale. Il sera administré, d'après les réglemens spéciaux de la gendarmerie royale, par un conseil formé du chef de bataillon qui présidera, d'un capitaine et d'un lieutenant pris alternativement chaque année dans les quatre compagnies, et de deux sous-officiers choisis parmi les plus anciens de service. Le trésorier fera les fonctions de secrétaire, et n'aura point voix délibérative.

7. L'habillement se composera d'un habit-veste, d'un pantalon large avec demi-guêtres et d'une capote, d'un schakos pour la coiffure, et d'une ceinture avec fontes de pistolets. — L'armement, pour chaque homme de troupe, comprendra une carabine, deux pistolets et un sabre, qui seront fournis par les arsenaux de l'état.

N° 36. = 6 novembre—7 décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui constitue maison centrale de détention l'ancien dépôt de mendicité de Haguenau, pour les femmes condamnées aux travaux forcés, à la reclusion, etc., dans les départemens y dénommés.** (VII, Bull. DLXIX, n° 13854.)

Art. 1^{er}. L'ancien dépôt de mendicité de Haguenau (Bas-Rhin) est constitué maison centrale de détention pour les femmes condamnées aux travaux

forcés, à la reclusion et à une année et plus d'emprisonnement, dans les départemens du Doubs, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Haute-Saône et des Vosges.

2. Cet établissement sera régi suivant ce qui est prescrit par l'article 10 de notre ordonnance du 2 avril 1817 (1).

N° 37. = 13—20 novembre 1822. = **ORDONNANCE du roi contenant un nouveau tarif du prix des chevaux de poste, approprié à la nature des voitures et au nombre de chevaux dont elles doivent être attelées** (2). (VII, Bull. DLXV, n° 13712.)

Louis, . . . — Considérant que le tarif de la poste aux chevaux donne matière à de fréquentes contestations entre les voyageurs et les maîtres de poste, et qu'il est nécessaire de le fixer avec plus de précision, particulièrement sous le rapport du classement des différentes espèces de voitures et du nombre de chevaux dont elles doivent être attelées; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le prix des chevaux de poste sera payé désormais conformément au tarif joint à la présente.

2. L'ancien tarif et les anciens réglemens seront exécutés dans tous les points auxquels il n'est point dérogé par le nouveau tarif.

Tarif de la poste aux chevaux.

	NOMBRE de personnes.	NOMBRE de chevaux.	PRIX par cheval.	PRIX TOTAL DES CHEVAUX par poste.
1^{re} DIVISION.				
			f. c.	f. c.
Chaises ou cabriolets	1 ou 2	2	1 50	3 00
	3	3	1 50	4 50
	4	3	2 00	6 00
Petites calèches à un seul fond et à timon	1 ou 2	2	1 50	3 00
Ce qui équivaut à quatre chevaux à 1 f. 50 c.				
<i>Nota.</i> S'il se trouve une troisième personne, il sera payé 1 f. 50 c. en sus, sans que pour cela les maîtres de poste soient tenus d'atteler plus de deux chevaux. S'il se trouvait plus de trois personnes, la calèche serait considérée comme berline. (Voir plus bas la 3 ^e division.)				

(1) Voyez cette ordonnance, et les notes.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 19 frimaire an 7 (9 décembre 1798), l'indication des réglemens faits sur cet objet; et spécialement l'ordonnance du 1^{er}—13 mars 1829, qui modifie le tarif adopté par la présente ordonnance.

II ^e DIVISION. <i>Limonières.</i>	NOMBRE	NOMBRE	PRIX	PRIX TOTAL
	de personnes.	de chevaux.	par cheval.	DES CHEVAUX par poste.
Voitures fermées et coupées et calèches à <i>brancard</i>	1, 2, 3	3	f. c. 1 50	f. c. 4 50
	4	3	2 00	6 00
Ce qui équivaut à quatre chevaux à 1 f. 50 c.				
<i>Nota.</i> Il sera payé 1 f. 50 c. en sus pour chaque personne excédant le nombre de quatre, sans que pour cela les maîtres de poste soient tenus d'atteler plus de trois chevaux. Une voiture coupée, si elle a un timon au lieu d'un brancard, est considérée comme une berline, et suit les réglemens de la 3^e division.				
III ^e DIVISION. <i>Berlines.</i>				
Voitures fermées ou autres à deux fonds égaux, et calèches à deux fonds et à <i>timon</i>	1, 2, 3, 4	4	1 50	6 00
	5, 6	6	1 50	9 00
<i>Nota.</i> Il sera payé 1 f. 50 c. en sus pour chaque personne excédant le nombre de six, sans que jamais il soit attelé plus de six chevaux.				

Un enfant de sept ans et au dessous ne compte point dans le prix de la course. — Deux enfans de sept ans et au dessous comptent pour une personne. — Un enfant au dessus de sept ans compte pour une personne. — Le nombre de chevaux énoncé à la deuxième colonne du tableau du tarif doit être réellement attelé. Les voyageurs ne sont pas obligés de payer ceux qui manqueraient à cet effectif, à moins d'une composition à l'amiable. — Chaque voiture peut être chargée d'une vache, soit en une, soit en deux parties, et d'une malle, sauf l'exception ci-après. — Les petites calèches de la première division du tarif ne peuvent être chargées que d'une malle seulement ou d'une vache.

Cheval de renfort (1).

Il est accordé un cheval de renfort dans certaines postes, à cause de la difficulté des chemins et de la longueur des distances. — Cette concession a lieu soit pour toute l'année, soit pour six mois seulement qui commencent au 1^{er} novembre et finissent au 30 avril. Les maîtres de poste n'en jouissent qu'autant qu'ils y sont autorisés par les indications du livre de poste, ou, à défaut, par une autorisation spéciale de l'administration des postes, qu'ils doivent représenter aux voyageurs. — Ladite concession est applicable, — 1^o Aux chaises, cabriolets et calèches de la première division, lorsque ces voitures sont chargées de deux personnes. — *Nota.* Sont exceptés les cabriolets à deux roues et à *soufflet*, pourvu qu'ils n'aient ni malle ni vache. —

(1) La dénomination de *cheval de renfort* remplace celle de *troisième* ou *quatrième* cheval.

2° Aux limonnières, dès qu'elles sont chargées de plus d'une personne. — Le prix du cheval de renfort (un franc cinquante centimes par poste) se paie en sus du prix des chevaux fixé par le tarif. — Le cheval de renfort doit être attelé. Les maîtres de poste ne peuvent en exiger le paiement lorsqu'ils ne l'attellent pas. — Cependant, comme il faudrait atteler le cheval de renfort en arbalète sur les calèches de la première division et sur les limonnières de la seconde, et que cette sorte d'attelage occasionne souvent de graves accidens, le maître de poste peut offrir de suppléer à ce renfort en fournissant des chevaux d'une qualité supérieure; et les voyageurs peuvent, dans leur propre intérêt, consentir à payer le prix du cheval de renfort sans qu'il soit attelé. Mais cette composition ne peut avoir lieu que par consentement mutuel. — Quant aux cabriolets à deux roues, comme l'on peut toujours y atteler un troisième cheval de front, il n'y a pas lieu à une composition semblable; et il faut toujours que le cheval de renfort soit attelé pour que le paiement en soit dû. — Toutes les fois qu'un cabriolet, en raison du nombre de personnes qu'il contient, se trouve attelé de trois chevaux, la concession du cheval de renfort n'y est plus applicable.

N° 38. = 13—20 novembre 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant confirmation définitive du tribunal de commerce provisoirement établi à l'Ile-Rousse, département de la Corse. (VII, Bull. DLXV, n° 13713.)

Louis, ... — Vu les articles 615, 616 et 617 du Code de commerce; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le tribunal de commerce provisoirement établi à l'Ile-Rousse, arrondissement de Calvi, département de la Corse, est définitivement confirmé.

2. Ce tribunal sera composé d'un président, de deux juges, de deux suppléans et d'un greffier.

N° 39. = 13 novembre—3 décembre 1822. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la formation de deux équipages de ligne pour le service des vaisseaux et frégates (1). (VII, Bull. DLXVIII, n° 13838.)

Art. 1^{er}. Il sera formé deux équipages de ligne pour le service de nos vaisseaux et frégates : le premier sera organisé à Brest, et le second à Toulon.

2. Ces équipages seront composés d'enrôlés volontaires. Les engagements seront de huit ans.

3. Les hommes de l'inscription maritime qui s'engageront dans les équipages de ligne seront exempts, à l'expiration de leur enrôlement, de tout appel au service en temps de paix.

4. Les enrôlés volontaires qui seraient sujets aux appels pour l'armée de terre, seront, aux termes du premier paragraphe de l'article 15 de la loi du 10 mars 1818, portés en déduction du contingent à fournir par leur département.

5. Notre ministre de la marine présentera ultérieurement à notre approbation un règlement sur la composition, le service, l'avancement, la solde, l'administration et la comptabilité de nos équipages de ligne.

(1) Voyez l'ordonnance du 28 août—8 septembre 1827, qui a licencié ces corps.

N° 40. = 13 novembre—14 décembre 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme sous le nom de Compagnie de l'emprunt du canal de Bourgogne, établie à Paris. (VII, Bull. DLXXI, n° 13877.)

N° 41. = 13 novembre—23 décembre 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme établie à Lyon, et déjà connue sous le nom de Compagnie des fonderies et forges de la Loire et de l'Isère. (VII, Bull. DLXXIII, n° 13937.)

N° 42. = 13 novembre 1822—1^{er} janvier 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme sous le nom de Compagnie de l'emprunt du canal d'Arles à Bouc, établie à Paris. (VII, Bull. DLXXV, n° 13998.)

N° 43. = 20—23 novembre 1822. = **ORDONNANCE** du roi contenant règlement sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau (1). (VII, Bull. DLXVI, n° 13755.)

Louis, ...—Ayant résolu de prendre en considération les réclamations qui ont été formées par les divers barreaux du royaume contre les dispositions du décret du 14 décembre 1810, et voulant rendre aux avocats exerçant dans nos tribunaux la plénitude du droit de discipline qui, sous les rois nos prédécesseurs, élevait au plus haut degré l'honneur de cette profession et perpétuait dans son sein l'invariable tradition de ses prérogatives et de ses devoirs; — Voulant d'ailleurs attacher à la juridiction que l'ordre doit exercer sur chacun de ses membres une autorité et une confiance fondées sur les déférences et sur le respect que l'expérience des anciens avocats leur donne le droit d'exiger de ceux qui sont entrés plus tard dans cette carrière; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Du tableau.

Art. 1^{er}. Les avocats inscrits sur le tableau dressé en vertu de l'article 29 de la loi du 13 mars 1804 (22 ventose an 12) seront répartis en colonnes ou sections.

2. Il sera formé sept colonnes, si le tableau comprend cent avocats ou un plus grand nombre; quatre, s'il en comprend moins de cent et plus de cinquante; trois, s'il en comprend moins de cinquante et plus de trente-cinq; et deux seulement, s'il en comprend moins de trente-cinq et plus de vingt.

3. La répartition prescrite par les articles précédens sera faite par les anciens bâtonniers et le conseil de discipline actuellement en exercice, réunis sur la convocation de nos procureurs généraux, pour les avocats exerçant près les cours royales, et de nos procureurs près les tribunaux de première instance, pour les avocats exerçant dans ces tribunaux (2).

(1) Voyez, sur l'exercice de la profession d'avocat, le décret du 14 décembre 1810, et les notes; et spécialement le rapport du même jour 20 novembre, sur la présente ordonnance.

(2) Un des privilèges essentiels à l'ordre des avocats, c'est d'insérer ou de maintenir sur le tableau de l'ordre tels confrères qu'ils jugent convenable, sans que l'autorité ait à s'immiscer dans cette opération. à cet égard l'ordonnance du 20 novembre 1822 a maintenu ou rétabli l'ordre des avocats dans tous ses droits, honneurs et prérogatives. Grenoble, 17 juillet 1823, *SIR.*, XXIII, 2, 266.

4. Cette répartition pourra être renouvelée tous les trois ans, s'il est ainsi ordonné par nos cours royales, sur la réquisition de nos procureurs généraux ou sur la demande du conseil de discipline.

5. Nul ne pourra être inscrit sur le tableau des avocats d'une cour ou d'un tribunal, s'il n'exerce réellement près de ce tribunal ou de cette cour (1).

6. Le tableau sera réimprimé au commencement de chaque année judiciaire, et déposé au greffe de la cour ou du tribunal auquel les avocats inscrits seront attachés.

TITRE II. — Du conseil de discipline.

7. Le conseil de discipline sera composé, premièrement, des avocats qui auront déjà exercé les fonctions de bâtonnier ; secondement, des deux plus anciens de chaque colonne, suivant l'ordre du tableau ; troisièmement, d'un secrétaire choisi indistinctement parmi ceux qui seront âgés de trente ans accomplis, et qui auront au moins dix ans d'exercice (2).

8. Le bâtonnier et le secrétaire seront nommés par le conseil de discipline, à la majorité absolue des suffrages. — Ces nominations seront renouvelées au commencement de chaque année judiciaire, sur la convocation de nos procureurs près nos cours et nos tribunaux (3).

9. Le bâtonnier est chef de l'ordre et préside le conseil de discipline.

10. Lorsque le nombre des avocats portés sur le tableau n'atteindra pas celui de vingt, les fonctions des conseils de discipline seront remplies, savoir : s'il s'agit d'avocats exerçant près d'une cour royale, par le tribunal de première instance de la ville où siège la cour ; dans les autres cas, par le tribunal auquel seront attachés les avocats inscrits au tableau (4).

11. Les tribunaux qui seront chargés, aux termes de l'article précédent, des attributions du conseil de discipline, nommeront annuellement, le jour de la rentrée, un bâtonnier, qui sera choisi parmi les avocats compris dans les deux premiers tiers du tableau, suivant l'ordre de leur inscription.

12. Les attributions du conseil de discipline consistent, 1^o à prononcer sur les difficultés relatives à l'inscription dans le tableau de l'ordre ; 2^o à exercer la surveillance que l'honneur et les intérêts de cet ordre rendent nécessaire ; 3^o à appliquer, lorsqu'il y a lieu, les mesures de discipline autorisées par les réglemens (5).

(1) Voyez, sur ce qu'on doit entendre par l'exercice de la profession d'avocat, la circulaire du garde des sceaux du 6 janvier 1823 (SIR., XXIII, 2, 266).

Un avocat n'a pas droit à être maintenu sur le tableau des avocats d'une cour royale, s'il cesse d'avoir sa résidence et un cabinet convenable dans la ville même où siège la cour royale, encore qu'il ait son domicile près d'un tribunal ressortissant à la cour. Aix, 2 avril 1822, SIR., XXII, 2, 298.

(2 et 3) Ces deux articles ne peuvent plus recevoir d'exécution depuis l'ordonnance du 27 août—10 septembre 1830, qui rend à l'élection la nomination du bâtonnier et des membres du conseil de discipline.

(4) Lorsque le nombre des avocats inscrits au tableau près d'un tribunal n'est pas supérieur au moindre nombre dont les conseils de discipline doivent être composés, d'après l'ordonnance du 27 août 1830, les fonctions du conseil de discipline doivent continuer d'être exercées par le tribunal, conformément au présent article. Cass., 13 juin 1834, SIR., XXXIV, 1, 455.

(5) Les avocats ne sont justiciables, pour fait de postulation, que du conseil de discipline de leur ordre, sauf l'appel du ministère public devant la cour royale. Cass., 28 décembre 1825, SIR., XXVI, 1, 97 ; Bull. civ., XXVII, 355. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que les avocats, comme tous autres individus, sont, pour fait de postulation, justiciables des tribunaux ordinaires, et non du conseil de discipline de leur ordre. Bordeaux, 4 janvier 1830, SIR., XXX, 2, 118. — Les avocats peuvent être poursuivis disciplinairement à raison de faits même étrangers à l'exercice de leurs fonctions. Caen, 8 janvier 1830, SIR., XXXI, 2, 77.

Si le conseil de discipline néglige de se saisir d'office de la connaissance des fautes ou in-

13. Le conseil de discipline statue sur l'admission au stage des licenciés en droit qui ont prêté le serment d'avocat dans nos cours royales; sur l'inscription au tableau des avocats stagiaires après l'expiration de leur stage, et sur le rang de ceux qui, ayant déjà été inscrits au tableau et ayant abandonné l'exercice de leur profession, se présenteraient de nouveau pour la reprendre (1).

14. Les conseils de discipline sont chargés de maintenir les sentimens de fidélité à la monarchie et aux institutions constitutionnelles, et les principes de modération, de désintéressement et de probité sur lesquels repose l'honneur de l'ordre des avocats. — Ils surveillent les mœurs et la conduite des avocats stagiaires.

15. Les conseils de discipline répriment d'office, ou sur les plaintes qui leur sont adressées, les infractions et les fautes commises par les avocats inscrits au tableau.

16. Il n'est point dérogé, par les dispositions qui précèdent, au droit qu'ont les tribunaux de réprimer les fautes commises à leur audience par les avocats (2).

17. L'exercice du droit de discipline ne met point obstacle aux poursuites que le ministère public ou les parties civiles se croiraient fondés à intenter dans les tribunaux, pour la répression des actes qui constitueraient des délits ou des crimes (3).

fractions qui ne sont pas de nature à lui être déferées sur la plainte d'une partie, la cour royale peut, sur le réquisitoire du procureur-général, considérer cette omission de statuer comme un refus implicite d'exercer la juridiction disciplinaire, et prononcer elle-même sur le fait qui lui est dénoncé. Cass., 22 juillet 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 457.

Lorsqu'à l'audience il apparaît des élémens d'inculpation contre un avocat (présent ou non), pour indécatesse dans l'exercice de sa profession, il est dans les convenances qu'à l'instant la connaissance des faits d'inculpation soit renvoyée au conseil de discipline de l'ordre des avocats, sans rien préjuger : la décision judiciaire ordonnant un tel renvoi ne comporte aucune délibération critique de la part de l'ordre des avocats; et, si une pareille délibération a lieu, elle peut être annulée par le tribunal ou la cour pour excès de pouvoir. Cass., 20 avril 1830, *SIR.*, XXX, 1, 197.

Les conseils de discipline des avocats ne doivent point être considérés, à raison des droits et prérogatives de leur ordre, comme des parties ayant qualité pour former tierce-opposition aux arrêts qui contiennent des préjugés contraires à ces droits, et lors desquels ils n'ont été ni entendus ni appelés. Amiens, 28 janvier 1824, *SIR.*, XXIV, 2, 66.

(1) Les avocats ne doivent être inscrits au tableau qu'à la date du jour où leur stage est terminé; on ne peut faire remonter l'inscription à la date de la demande d'admission au stage. Bourges, 30 mai 1822, *SIR.*, XXIII, 2, 185.

Voyez encore l'art. 37 ci-après, et la note.

(2 et 3) L'avertissement donné par le président à un avocat, pendant sa plaidoirie, n'exclut nullement l'application ultérieure de peines disciplinaires, s'il y a lieu. Grenoble, 7 juillet 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 62. — L'avocat déjà condamné par le tribunal, exerçant son droit de police, à raison d'outrages envers le tribunal, peut être poursuivi pour le même fait devant le même tribunal, agissant comme conseil de discipline : il n'y a pas là violation de la maxime *non bis in idem*. Grenoble, 26 décembre 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 212.

La juridiction disciplinaire qui appartient aux conseils de discipline de l'ordre des avocats, n'est pas exclusive de la juridiction des tribunaux : ainsi, les avocats sont, comme les avoués, passibles de peines de discipline, de la part des tribunaux, au cas d'inconvenance dans leurs plaidoiries. Cass., 27 avril 1820, *SIR.*, XX, 1, 297.

L'avocat qui plaide sa propre cause, revêtu des insignes de sa profession, est soumis à l'action disciplinaire, s'il s'écarte du respect dû au tribunal, tout comme s'il défendait un étranger : il ne lui est pas permis d'exciper de sa qualité de *partie* pour être dispensé de ses devoirs d'avocat. Grenoble, arrêt précité du 26 décembre 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 212.

L'avocat qui, dans une plaidoirie, manquerait au respect dû au tribunal, ne peut être réprimé, à titre de police d'audience, qu'autant que la décision répressive est prise instantanément, en présence du public et pendant la durée de l'audience : si le tribunal qui aurait été offensé par un avocat, dans sa plaidoirie, rend contre lui un jugement au bout de quelques

18. Les peines de discipline sont, — L'avertissement, — La réprimande, — L'interdiction temporaire, — La radiation du tableau. — L'interdiction temporaire ne peut excéder le terme d'une année.

19. Aucune peine de discipline ne peut être prononcée sans que l'avocat inculpé ait été entendu, ou appelé avec délai de huitaine (1).

20. Dans les sièges où les fonctions du conseil de discipline seront exercées par le tribunal, aucune peine de discipline ne pourra être prononcée qu'après avoir pris l'avis écrit du bâtonnier.

21. Toute décision du conseil de discipline emportant interdiction temporaire ou radiation sera transmise, dans les trois jours, au procureur général, qui en assurera et en surveillera l'exécution.

22. Le procureur général pourra, quand il le jugera nécessaire, requérir qu'il lui soit délivré une expédition des décisions emportant avertissement ou réprimande.

23. Pourra également le procureur général demander expédition de toute décision par laquelle le conseil de discipline aurait prononcé l'absolution de l'avocat inculpé.

24. Dans les cas d'interdiction à temps ou de radiation, l'avocat condamné pourra interjeter appel devant la cour du ressort (2).

25. Le droit d'appeler des décisions rendues par les conseils de discipline, dans les cas prévus par l'article 15, appartient également à nos procureurs généraux (3).

26. L'appel, soit du procureur général, soit de l'avocat condamné, ne sera recevable qu'autant qu'il aura été formé dans les dix jours de la communication qui leur aura été donnée par le bâtonnier de la décision du conseil de discipline (4).

jours, ce jugement a le caractère non plus d'un acte de police d'audience, mais d'un jugement disciplinaire : en ce cas, il y a nécessité que le jugement soit précédé de l'ajournement et de la défense de l'avocat inculpé, comme aussi de l'avis préalable du bâtonnier, le tout à peine de nullité. Grenoble, arrêt précité du 7 juillet 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 62.

(1) L'avocat qui n'a pas été entendu peut former opposition à l'arrêt qui l'a condamné. Cass., 20 février 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 179; *Bull. crim.*, XXVIII, 67. — Mais, lorsqu'un avocat poursuivi disciplinairement s'est borné à présenter par lettre des exceptions préjudicielles, il n'est pas nécessaire, au cas de rejet de ces exceptions, de lui donner une nouvelle citation pour qu'il ait à se défendre au fond ; le conseil de discipline peut prononcer immédiatement. Caen, 8 janvier 1830, *SIR.*, XXXI, 2, 77.

En général, les décisions judiciaires, prononcées par forme de discipline, contre des membres du barreau, ne sont que des mesures de police intérieure : elles n'ont ni le caractère ni les effets des décisions émanées de la justice ordinaire ; ce ne sont pas des arrêts ou des jugemens proprement dits. Cass., arrêt précité du 20 avril 1830, *SIR.*, XXX, 1, 197.

(2) La décision d'un conseil de discipline, qui réduit les honoraires d'un avocat, n'est pas susceptible d'être attaquée par appel : il n'en est pas comme d'une décision qui aurait prononcé l'interdiction ou la radiation du tableau. Nîmes, 30 juillet 1825, *SIR.*, XXVI, 2, 67.

Les jugemens prononçant des peines de discipline, telles que la réprimande contre un avocat, pour fautes commises à l'audience, ne sont pas sujets à l'appel : ils ne le seraient qu'autant qu'ils prononceraient des peines graves, comme la suspension. Cass., 17 mai 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 331; *Bull. crim.*, XXXIII, 378.

(3) Les procureurs généraux ne peuvent appeler des décisions des conseils de discipline de l'ordre des avocats, que dans les cas où ces décisions statuent sur des fautes ou infractions imputées à des avocats : ils sont non recevables, lorsque ces décisions prononcent seulement sur des difficultés relatives au maintien, à l'admission ou à la non-admission de quelques avocats au tableau. Grenoble, 17 juillet 1823, *SIR.*, XXIII, 2, 266; Amiens, arrêt précité du 28 janvier 1824, *SIR.*, XXIV, 2, 66; et Cass., 23 juin 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 333.

(4) L'appel d'un avocat, dirigé contre la décision du conseil de discipline qui l'interdit pendant un certain temps, doit être interjeté par exploit signifié au procureur général ; il ne le serait pas valablement par une lettre écrite au bâtonnier : la fin de non-recevoir contre un appel

27. Les cours statueront sur l'appel en assemblée générale et dans la chambre du conseil, ainsi qu'il est prescrit par l'article 52 de la loi du 20 avril 1810, pour les mesures de discipline qui sont prises à l'égard des membres des cours et des tribunaux (1).

28. Lorsque l'appel aura été interjeté par l'avocat condamné, les cours pourront, quand il y aura lieu, prononcer une peine plus forte, quoique le procureur général n'ait pas lui-même appelé.

29. L'avocat qui aura encouru la peine de la réprimande ou de l'interdiction, sera inscrit au dernier rang de la colonne dont il fera partie.

TITRE III. — Du stage.

30. La durée du stage sera de trois années.

31. Le stage pourra être fait en diverses cours, sans qu'il doive néanmoins être interrompu pendant plus de trois mois.

32. Les conseils de discipline pourront, selon les cas, prolonger la durée du stage.

33. Les avocats stagiaires ne feront point partie du tableau. Ils seront néanmoins répartis et inscrits à la suite de chacune des colonnes, selon la date de leur admission.

34. Les avocats stagiaires ne pourront plaider ou écrire dans aucune cause, qu'après avoir obtenu des deux membres du conseil de discipline appartenant à leur colonne, un certificat constatant leur assiduité aux audiences pendant deux années. Ce certificat sera visé par le conseil de discipline.

35. Dans les sièges où le nombre des avocats inscrits au tableau sera inférieur à celui de vingt, le certificat d'assiduité sera délivré par le président et par notre procureur.

36. Sont dispensés de l'obligation imposée par l'article 34 ceux des avocats stagiaires qui auront atteint leur vingt-deuxième année.

37. Les avoués licenciés en droit qui, après avoir donné leur démission, se présenteront pour être admis dans l'ordre des avocats, seront soumis au stage (2).

TITRE IV. — Dispositions générales.

38. Les licenciés en droit sont reçus avocats par nos cours royales. Ils prêtent serment en ces termes : — « Je jure d'être fidèle au roi et d'obéir à la

ainsi interjeté est d'ordre public, et ne peut être couverte par la renonciation du ministère public. Nîmes, 30 juillet 1825. *SIR.*, XXVI, 2, 68.

(1) C'est devant la cour royale en assemblée générale, et non à la chambre des appels de police correctionnelle, que doit être porté l'appel d'un jugement rendu par un tribunal de première instance, remplissant les fonctions de conseil de discipline de l'ordre des avocats. *Cass.*, 18 septembre 1823, *SIR.*, XXIV, 1, 101; *Bull. crim.*, XXVIII, 373.

Lorsqu'une décision rendue par un tribunal exerçant les fonctions de conseil de discipline à l'égard d'un avocat, est annulée en appel comme irrégulière, notamment pour n'avoir pas été précédée de l'avis du bâtonnier de l'ordre, la cour royale ne peut statuer au fond. Grenoble, arrêt précité du 7 juillet 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 62.

Les arrêts de cour royale, qui statuent sur l'appel de jugemens de tribunaux de première instance remplissant les fonctions de conseil de discipline de l'ordre des avocats, peuvent être attaqués par la voie du recours en cassation : toutefois, le pourvoi doit être formé comme en matière civile, et accompagné d'une quittance de consignation d'amende ; et, dans le cas où le pourvoi pourrait être formé comme en matière correctionnelle, par simple déclaration au greffe de la cour qui a rendu l'arrêt, il devrait être accompagné de la quittance de consignation d'amende. *Cass.*, 1^{er} décembre 1829, *SIR.*, XXX, 1, 20.

(2) L'avocat reçu et inscrit au tableau une première fois perd, en se faisant avoué, les avantages de sa première profession, à ce point que si, plus tard, il se démet de son titre d'avoué et demande à être inscrit sur le tableau des avocats, il est obligé de faire un stage, tout comme un nouveau licencié. *Cass.*, 1^{er} mars 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 333.

« charte constitutionnelle, de ne rien dire ou publier, comme défenseur
« ou conseil, de contraire aux lois, aux réglemens, aux bonnes mœurs, à
« la sûreté de l'état et à la paix publique, et de ne jamais m'écarter du res-
« pect dû aux tribunaux et aux autorités publiques. »

39. Les avocats inscrits aux tableaux de nos cours royales pourront seuls plaider devant elles. — Ils ne pourront plaider hors du ressort de la cour près de laquelle ils exercent, qu'après avoir obtenu, sur l'avis du conseil de discipline, l'agrément du premier président de cette cour, et l'autorisation de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice (1).

40. Les avocats attachés à un tribunal de première instance ne pourront plaider que dans la cour d'assises et dans les autres tribunaux du même département.

41. L'avocat nommé d'office pour la défense d'un accusé ne pourra refuser son ministère sans faire approuver ses motifs d'excuse ou d'empêchement par les cours d'assises, qui prononceront, en cas de résistance, l'une des peines déterminées par l'article 18 ci-dessus (2).

42. La profession d'avocat est incompatible avec toutes les fonctions de l'ordre judiciaire, à l'exception de celle de suppléant; avec les fonctions de préfet, de sous-préfet et de secrétaire général de préfecture; avec celles de greffier, de notaire et d'avoué; avec les emplois à gages et ceux d'agent comptable; avec toute espèce de négoce. En sont exclues toutes personnes exerçant la profession d'agent d'affaires.

43. Toute attaque qu'un avocat se permettrait de diriger dans ses plaidoiries ou dans ses écrits, contre la religion, les principes de la monarchie, la charte, les lois du royaume ou les autorités établies, sera réprimée immédiatement, sur les conclusions du ministère public, par le tribunal saisi de l'affaire, lequel prononcera l'une des peines prescrites par l'article 18, sans préjudice des poursuites extraordinaires, s'il y a lieu.

44. Enjoignons à nos cours de se conformer exactement à l'article 9 de la loi du 20 avril 1810, et, en conséquence, de faire connaître, chaque année, à notre garde des sceaux, ministre de la justice, *ceux des avocats qui se seront fait remarquer par leurs lumières, leurs talens et surtout par la délicatesse et le désintéressement qui doivent caractériser cette profession.*

45. Le décret du 14 décembre 1810 est abrogé. Les usages observés dans le barreau relativement aux droits et aux devoirs des avocats dans l'exercice de leur profession, sont maintenus (3).

(1) Cette disposition est abrogée par l'ordonnance précitée du 27 août—10 septembre 1830, qui rend aux avocats le droit de plaider hors du ressort de leur cour, et devant toutes les cours et tous tribunaux de France, sans autorisation.

(2) En matière civile (à la différence de ce qui existe en matière criminelle), les avocats peuvent refuser de prêter leur ministère, même dans les causes qu'ils ont conseillées: on ne peut du reste leur demander compte des motifs de leur refus; ce serait gêner la liberté et l'indépendance de la profession d'avocat. Riom, 11 juillet 1828, *SIR.*, XXVIII, 2, 233. — Mais les avocats sont obligés moralement de défendre tout accusé, même devant les tribunaux militaires: toutefois, en cas de refus de leur part, ils ne sont pas obligés d'en faire apprécier les motifs par les tribunaux militaires, comme ils sont obligés de les faire approuver par les cours d'assises: c'est au conseil de discipline de leur ordre qu'ils doivent soumettre les motifs de ce refus, s'ils en sont requis par ce conseil. Cass., 13 juillet 1825, *SIR.*, XXV, 1, 418; *Bull. civ.*, XXVII, 247.

(3) L'avocat qui a reçu des révélations à raison de sa profession ne peut, sans en violer les devoirs, déposer contre ses clients ce qu'il a appris de cette manière: toutefois, l'audition d'un pareil témoignage n'emporterait pas nullité. Rouen, 7 mars 1835, *SIR.*, XXXV, 2, 211. — Un avocat ne peut être obligé de déposer en justice sur des faits qui ne lui ont été confiés qu'à raison de son ministère. Rouen, 9 juin 1825, *SIR.*, XXVII, 2, 44. — Les avocats ne sont dispensés de

TITRE V. — Dispositions transitoires.

46. Les conseils de discipline dont la nomination aura été faite antérieurement à la publication de la présente ordonnance, selon les formes établies par le décret du 14 décembre 1810, seront maintenus jusqu'à l'époque fixée par ce décret pour leur renouvellement.

47. Les conseils de discipline mentionnés en l'article précédent se conformeront, dans l'exercice de leurs attributions, aux dispositions de la présente ordonnance.

N° 44. = 20 novembre—3 décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit une levée de quarante mille hommes sur la classe de 1822, et fixe leur répartition conformément au tableau y annexé.** (VII, Bull. DLXVIII, n° 13837.)

N° 45. = 20 novembre—14 décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui annule l'arrêté par lequel le conseil de préfecture du département de l'Indre s'est déclaré incompétent pour prononcer sur des contraventions au décret du 23 juin 1806, concernant le poids des voitures et la police du roulage** (1). (VII, Bull. DLXXI, n° 13878.)

Louis, ... — Sur le rapport du comité du contentieux; — Vu les procès-verbaux dressés, les 15, 18, 20, 27 et 30 avril, 2 et 13 mai 1820, par le préposé du pont à bascule de Châteauroux, département de l'Indre, contre divers individus dont les voitures ont été rencontrées sur les routes royales nos 23 et 171, sans être munies, conformément à l'article 24 du décret du 23 juin 1806, d'une plaque indicative des noms, prénoms et domiciles des propriétaires; — Vu l'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Indre, du 16 août 1820, qui s'est déclaré incompétent pour prononcer sur les contraventions; — Vu les jugemens du tribunal de première instance séant à Châteauroux, chambre correctionnelle, par lesquels jugemens ce tribunal s'est également déclaré incompétent pour prononcer sur ladite contravention; — Vu le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Vu les observations contenues dans la lettre de notre directeur général des ponts et chaussées et des mines; — Vu le décret du 23 juin 1806, concernant le poids des voitures et la police du roulage; — Vu toutes les pièces produites; — Considérant qu'aux termes de l'article 38 du décret du 23 juin 1806, toutes les contestations qui pourraient s'élever sur l'exécution dudit décret, et notamment sur le poids des voitures, sur l'amende et sa quotité, seront portées devant le maire de la commune, et par lui jugées sommairement et sans frais; que ces décisions seront exécutées provisoirement, sauf le recours au conseil de préfecture, comme

dépenser de ce qu'ils ont appris de leurs cliens dans leur cabinet, qu'autant qu'il s'agit de choses confidentielles, et lorsque la déposition pourrait être réputée une révélation et une trahison du secret du cabinet. Rouen, 5 août 1816, *SIR.*, XVI, 2, 384. — L'avocat appelé en justice à déposer sur des faits dont il a eu connaissance dans l'exercice de son ministère, peut, avant de prêter le serment prescrit par la loi de dire vérité, annoncer qu'il ne se considérera pas comme obligé, par ce serment, à déclarer, comme témoin, ce qu'il ne sait que comme avocat : en un tel cas, il ne peut être condamné à l'amende, faute d'avoir voulu prêter un serment pur et simple. Cass., 20 janvier 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 76; Bull. crim., XXXI, 40. — L'avocat cité comme témoin devant une cour d'assises peut être astreint à prêter le serment prescrit par la loi, quoiqu'il déclare qu'en sa qualité d'avocat il ne croit pas devoir déposer, si d'ailleurs les juges restreignent sa déposition aux faits qui seraient venus à sa connaissance autrement que dans l'exercice de sa profession d'avocat. Cass., 14 septembre 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 391.

(1) Voyez ce décret, et les notes.

pour les matières de voirie, selon la loi du 29 floréal an 10 (1); — Considérant qu'il résulte de ces dispositions que la répression des contraventions dont il s'agit aurait dû être jugée administrativement, et qu'ainsi le tribunal de Châteauroux s'est, avec raison, déclaré incompétent pour en connaître; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Indre, du 16 août 1820, est annulé.

2. Le préfet du département de l'Indre continuera les poursuites commencées contre les contrevenans, en observant les formes prescrites par l'article 38 du décret du 23 juin 1806.

N^o 46. = 20 novembre 1822—1^{er} janvier 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise l'administration de la tontine du Pacte social à réunir les actionnaires des sociétés assignats et numéraire, à l'effet de nommer des commissaires pour tenter de nouvelles voies de conciliation. (VII, Bull. DLXXV, n^o 13999.)

Louis, ... — Vu les réclamations présentées à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — D'une part, par le sieur *Binet* et consorts, actionnaires de la tontine du Pacte social, dans l'intérêt de la division de ladite tontine connue sous le nom de *Société assignats*; — D'autre part, par le sieur comte de *Flassan* et consorts, actionnaires de la même tontine, pour la division connue sous le nom de *Société numéraire*, mais dans l'intérêt des actionnaires qui, dans cette division, étaient connus sous le nom d'*échangistes*; — La première de ces réclamations concluant à ce que notre ordonnance du 1^{er} septembre 1819, qui a homologué une délibération prise le 24 février 1817 par les commissaires représentant les deux sociétés assignats et numéraire, pour régler définitivement leurs intérêts respectifs, soit modifiée dans les dispositions qui seraient contraires à ladite délibération, seule loi des parties; — La seconde, celle du sieur comte de *Flassan*, concluant à l'annulation de notre dite ordonnance, comme incompétemment rendue, et comme ayant mal à propos homologué la délibération du 24 février 1817, attaquée par le réclamant, en ce qu'elle aurait été prise par des commissaires qui n'avaient point de pouvoirs suffisans, et en ce qu'elle aurait lésé les intérêts des actionnaires qu'il représente; concluant aussi à ce que les parties soient renvoyées devant les tribunaux pour faire prononcer sur leurs intérêts; — Vu la nouvelle réclamation présentée par ledit comte de *Flassan*, à l'effet d'obtenir que, dans tous les cas, et jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué par qui de droit, il soit provisoirement sursis à tout paiement de rentes en vertu de la délibération et de l'ordonnance contre lesquelles il s'est pourvu; — Vu le décret du 9 février 1810, intervenu à la demande des actionnaires et en vertu d'un avis du conseil d'état du 25 mars précédent, approuvé le 1^{er} avril, par lequel le gouvernement avait posé diverses règles à l'égard des tontines; ledit décret portant : — « Art. 1^{er}. La « tontine du Pacte social (société assignats et société numéraire) sera désor- « mais régie par un ou plusieurs administrateurs pris dans le conseil muni- « cipal de Paris et nommés par le préfet du département de la Seine, etc.

(1) Voyez cette loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), concernant la police du roulage, et les notes; et spécialement l'art. 4.

Voyez encore, sur le même objet, l'ordonnance du 22 novembre 1820—19 janvier 1821, et celle du 30 décembre 1822—17 janvier 1823.

« — 2. La nouvelle administration se concertera avec les commissaires et
 « surveillans nommés dans les précédentes assemblées générales des action-
 « naires, à l'effet, 1^o de concilier les intérêts respectifs des deux sociétés,
 « ou d'en établir la démarcation bien précise, si le résultat de l'examen
 « prouvait l'impossibilité de les réunir; 2^o de procéder à la formation d'un
 « nouveau règlement d'administration, fondé sur ces bases, et qui puisse as-
 « surer la garantie des actionnaires et les droits que pourra conserver le
 « fondateur : le tout sera rendu exécutoire par nous, en notre conseil, s'il
 « y a lieu, sur le rapport de notre ministre de l'intérieur; » — Vu notre
 ordonnance du 25 octobre 1814, laquelle, statuant conformément aux me-
 sures de conservation et d'ordre public prises par le précédent gouver-
 nement, avait ordonné, entre autres dispositions, une dernière réunion des
 commissaires des deux sociétés, à l'effet, ou de se concilier, ou, à défaut
 de conciliation, de reprendre devant les tribunaux l'instance suspendue en
 1807; — Vu l'ordonnance et la délibération attaquées; — Vu les observa-
 tions fournies par l'administration de la tontine; — Considérant que l'in-
 tervention du gouvernement et toutes les mesures prises par lui jusqu'à ce
 jour, à l'égard de la tontine du Pacte social, n'ont eu constamment pour
 but que d'assurer les intérêts des actionnaires et de prévenir des contesta-
 tions qui pouvaient avoir pour eux des suites ruineuses; — Considérant que
 notre ordonnance du 1^{er} septembre 1819 n'a eu, en particulier, pour objet
 que de confirmer la conciliation que présentait la délibération prise, le 24
 février 1817, par les commissaires des deux sociétés qui composaient ladite
 tontine; — Que, d'après les réclamations qui se sont élevées et l'examen qui
 en a été fait, ce but ne paraissant pas suffisamment rempli, il convient de
 ne point se refuser à ce que les actionnaires puissent de nouveau se conci-
 lier, et, à défaut, à ce qu'ils fassent régler leurs droits en justice, ainsi que
 l'a voulu l'article 5 de notre ordonnance du 25 octobre 1814; — Considérant
 néanmoins qu'en attendant que ces nouveaux moyens aient été tentés, ou
 que les jugemens à obtenir aient été rendus, il importe, afin d'éviter que
 des intérêts aussi divisés et aussi multipliés ne retombent dans le désordre,
 de maintenir provisoirement des dispositions qui s'exécutent depuis plu-
 sieurs années, à la satisfaction du très grand nombre d'actionnaires, sauf à
 l'administration de ladite tontine et aux réclamans à faire tous actes con-
 servatoires que de droit; — Considérant enfin que, depuis la délibération
 de 1817, plusieurs des commissaires qui y avaient pris part sont décédés;
 — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce
 qui suit :

Art. 1^{er}. L'administration de la tontine du Pacte social réunira séparément,
 dans les trois mois, les actionnaires de la société assignats et de la société nu-
 méraire, à l'effet de nommer des commissaires pour tenter de nouvelles
 voies de conciliation.

2. La délibération qui sera prise, dans ce but, par ces commissaires de-
 vra nous être immédiatement soumise pour statuer ce qu'il appartiendra,
 conformément à notre ordonnance du 25 octobre 1814 et au décret du 9 fé-
 vrier 1810.

3. En attendant, les dispositions de notre ordonnance du 1^{er} septembre
 1819 continueront à être exécutées provisoirement, mais seulement afin de
 prévenir le désordre qui résulterait de leur inexécution, et sauf aux récla-
 mans à faire auprès de l'administration de ladite tontine tous actes conser-
 vatoires de leurs droits, et à cette administration, à prendre, en consé-
 quence, toutes mesures nécessaires.

N° 47. = 20 novembre 1822—4 janvier 1823. = *ORDONNANCE du roi portant approbation du règlement y annexé, pour l'exploitation des carrières du département de Loir-et-Cher.* (VII, Bull. DLXXVII, n° 14020.)

N° 48. = 20 novembre 1822. = *RAPPORT au roi sur l'ordre des avocats* (1).
(SIREY, tome XXIII, 2^e partie, page 1.)

Sire, la profession d'avocat est si noble et si élevée, elle impose à ceux qui souhaitent de l'exercer avec distinction tant de sacrifices et tant de travaux ; elle est si utile à l'état par les lumières qu'elle répand dans les discussions qui préparent les arrêts de la justice, que je craindrais de manquer à l'un de mes devoirs les plus importants, si je négligeais d'attirer sur elle les regards bienveillans de votre majesté.—Cette profession a des prérogatives dont les esprits timides s'étonnent, mais dont l'expérience a depuis long-temps fait sentir la nécessité. L'indépendance du barreau est chère à la justice autant qu'à lui-même. Sans le privilège qu'ont les avocats de discuter, avec liberté, les décisions mêmes que la justice prononce, ses erreurs se perpétueraient, se multiplieraient, ne seraient jamais réparées, ou plutôt, un vain simulacre de justice prendrait la place de cette autorité bienfaisante, qui n'a d'autre appui que la raison et la vérité. Sans le droit précieux d'accorder ou de refuser leur ministère, les avocats cesseraient bientôt d'inspirer la confiance, et peut-être de la mériter. Ils exerceraient sans honneur une profession dégradée. La justice, toujours condamnée à douter de leur bonne foi, ne saurait jamais s'ils croient eux-mêmes à leurs récits ou à leurs doctrines, et serait privée de la garantie que lui offrent leur expérience et leur probité. Enfin, sans une organisation intérieure qui l'affranchisse du joug inutile d'une surveillance directe et habituelle, cet ordre ne pourrait plus espérer de recevoir dans ses rangs les hommes supérieurs qui font sa gloire ; et la justice, sur qui rejaillit l'éclat de leurs vertus et de leurs talens, perdrait à son tour ses plus sûrs appuis et ses meilleurs guides. — Il y aurait peu de sagesse à craindre les dangers de ces privilèges. On a vu sans doute des avocats, oubliant la dignité de leur ministère, attaquer les lois, en affectant de les expliquer, et calomnier la justice, sous prétexte d'en dévoiler les méprises. On en a vu qu'un sentiment exagéré de l'indépendance de leur état accoutumait par degrés à n'en respecter ni les devoirs, ni les bienséances. Mais que prouveraient ces exemples qu'on est contraint de chercher dans les derniers rangs du barreau, et faudrait-il, pour un petit nombre d'abus, abandonner ou corrompre une institution nécessaire ? — Votre majesté, qui cherche avec tant de soin les occasions d'honorer le savoir et les talens de l'esprit, ne partagera point les préventions que cette institution a quelquefois inspirées, et jugera bien plutôt qu'il convient de la conserver et de l'affermir. — Dans un temps déjà éloigné et auquel l'époque actuelle ressemble si peu, on entreprit de constituer l'ordre des avocats, et de le soumettre à une organisation régulière. C'était le moment où les diverses classes de la société, fatiguées de la confusion dans laquelle la révolution les avait plongées, éprouvaient je ne sais quel besoin de subordination et de discipline, qui les rendait en général plus dociles aux devoirs qu'on se hâtait de leur imposer. Un long oubli des formes protectrices de l'ordre et de la décence semblait exiger alors une sévérité plus constante et plus rigoureuse, afin de plier sous des habitudes nouvelles ce reste d'esprits inquiets que le spectacle de nos malheurs n'avait pas encore désabusés, et pour qui la règle

(1) Voyez l'ordonnance du 20—23 novembre 1822, et les notes.

la plus salubre n'était que gêne et servitude. Le gouvernement, d'ailleurs, préoccupé des obstacles qui l'environnaient, était contraint par l'illégitimité même de son origine, d'étendre perpétuellement ses forces et son influence. L'instinct de sa conservation l'entraînait à n'accorder aux hommes unis par des intérêts communs et par des travaux analogues, que des privilèges combinés avec assez d'artifices pour lui donner à lui-même plus de ressort et d'activité. — Telles sont les causes auxquelles on doit attribuer le fâcheux mélange de dispositions utiles et de précautions excessives dont se compose le décret du 14 décembre 1810. Ce fut ainsi que la formation du premier tableau fut attribuée aux chefs des tribunaux et des cours, et que la volonté des procureurs généraux fut substituée, pour la composition du conseil de l'ordre, à cette désignation si respectable et si naturelle, qui, sous l'empire des vieux usages, résultait de l'ancienneté. Ce fut ainsi que les conseils de discipline furent dépouillés du droit d'élire leur chef, et qu'enfin, indépendamment de la juridiction de ces conseils et des cours de justice, une juridiction supérieure, directe et illimitée, fut réservée au ministre, comme pour se ménager une garantie contre la faiblesse des juges de l'ordre et des magistrats. — Les avocats, dont ces mesures inusitées blessaient la fierté et offensaient tous les souvenirs, se plaignirent dès le jour même de la publication du décret, et n'ont cessé depuis cette époque de renouveler leurs réclamations. Retenu long-temps dans la position la plus favorable, pour bien juger de la légitimité de ces reproches, le désir de corriger des réglemens si défectueux fut l'un des premiers sentimens que j'éprouvai lorsque votre majesté eut daigné arrêter ses regards sur moi et m'imposer le soin difficile de cette haute administration qu'elle a confiée à mon zèle. Des travaux dont votre majesté connaît l'importance m'ont forcé pendant plusieurs mois de détourner mon attention de cet utile projet. Mais aussitôt que le cours des affaires me l'a permis, je me suis livré avec empressement, et même avec joie, aux recherches et aux discussions préliminaires qu'exigeait une entreprise aussi délicate. — Non content des observations que j'avais faites moi-même, j'ai soigneusement comparé toutes celles qu'ont bien voulu me fournir les hommes habiles auxquels de longues études ont rendu notre législation familière. J'ai rassemblé près de moi des magistrats blanchis dans les exercices du barreau, et pour qui les fonctions publiques n'ont été que la récompense des longs succès qu'ils avaient obtenus dans cette carrière. J'ai interrogé des jurisconsultes pleins de savoir et d'expérience, en qui vivent encore toutes les traditions qui leur ont été transmises dans leur jeunesse, et qui sacrifieraient bien plutôt leur propre intérêt et leur propre gloire que ceux de l'ordre au milieu duquel leur honorable vie s'est écoulée. J'ai recueilli leurs conseils. Aussi (je n'hésite pas à le déclarer, sire), ce réglemen nouveau que je vous apporte est leur ouvrage plutôt que le mien. Ce sont eux qui m'ont indiqué la plupart des modifications que je sou mets à l'approbation de votre majesté. C'est à eux surtout que je dois l'utile pensée de remplacer par les formes employées dans l'ancien barreau de Paris, le mode d'élection établi par le décret du 14 décembre 1810. En un mot, je puis me rendre à moi-même ce témoignage, qu'ils ne m'ont rien proposé de favorable à l'honneur et à l'indépendance du barreau que je ne me sois empressé de l'accueillir; certain, comme je l'étais, que votre majesté aimerait à accorder à un ordre composé d'hommes utiles, éloquens et laborieux, ces hautes marques d'intérêt et de confiance.

prime la faculté de médecine de Paris, et prescrit au ministre de l'intérieur de présenter un plan de réorganisation de cette faculté (1). (VII, Bull. DLXIX, n° 13855.)

Louis, ... — Considérant que des désordres scandaleux ont éclaté dans la séance solennelle de la faculté de médecine de Paris du 18 de ce mois, et que ce n'est pas la première fois que les étudiants de cette école ont été entraînés à des mouvemens qui peuvent devenir dangereux pour l'ordre public; — Considérant que le devoir le plus impérieux des professeurs est de maintenir la discipline, sans laquelle l'enseignement ne peut produire aucun fruit, et que ces récidives annoncent dans l'organisation un vice intérieur, auquel il est pressant de porter remède; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La faculté de médecine de Paris est supprimée.

2. Notre ministre de l'intérieur nous présentera un plan de réorganisation de la faculté de médecine de Paris.

3. Le montant de l'inscription du premier trimestre sera rendu aux étudiants, et le grand-maître pourra autoriser ceux d'entre eux sur lesquels il aura recueilli des renseignemens favorables, à reprendre cette inscription, soit dans les facultés de Strasbourg et de Montpellier, soit dans les écoles secondaires de médecine.

N° 50. = 27 novembre—1^{er} décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui supprime le tribunal de commerce établi dans la ville de Bonifacio, département de la Corse.** (VII, Bull. DLXVII, n° 13807.)

N° 51. = 27 novembre—1^{er} décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi portant que, pendant les premier, second et troisième trimestres de l'année 1823, la cour d'assises du département de la Seine sera divisée en deux sections, qui s'occuperont simultanément de l'expédition des procès.** (VII, Bull. DLXVII, n° 13808.)

N° 52. = 27 novembre—14 décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui appelle à l'activité tous les jeunes soldats de la classe de 1821 qui sont en ce moment disponibles, et prescrit leur répartition entre les corps, conformément à l'état y annexé.** (VII, Bull. DLXXI, n° 13876.)

N° 53. = 27 novembre 1822—4 janvier 1823. = **ORDONNANCE du roi portant établissement, à Boulogne-sur-Mer, d'un mont-de-piété qui sera régi conformément au règlement y annexé** (2). (VII, Bull. DLXXVII, n° 14021.)

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. Un mont-de-piété sera établi dans la ville de Boulogne-sur-Mer.

(1) Voyez, sur l'organisation de la faculté de médecine de Paris, l'ordonnance du 5—8 juillet 1820, et les notes qui résument tous les réglemens de la matière.

Voyez spécialement l'ordonnance du 2—19 février 1823, qui réorganise cette faculté.

(2) Voyez, sur l'établissement des monts-de-piété, le décret du 24 messidor an 12 (13 juillet 1804), et la note.

— Cet établissement sera régi par une administration gratuite, conformément au règlement annexé à la présente ordonnance, et sous la surveillance du préfet du département du Pas-de-Calais.

2. Ce magistrat soumettra à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur les délibérations prises par les administrateurs du mont-de-piété, lorsqu'elles auront pour objet les emprunts à faire par cet établissement, la fixation des traitemens ou des cautionnemens des employés, le taux des intérêts à percevoir sur les emprunteurs, le budget annuel des dépenses, la reddition des comptes, l'application des bénéfices aux établissemens de charité, et enfin toutes les opérations d'un intérêt général ou réglementaire.

3. L'organisation du personnel sera arrêtée par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sur la proposition du préfet; lors des vacances de places, il y sera pourvu d'après les dispositions du règlement.

4. A compter de la notification de la présente ordonnance, et en exécution de la loi du 16 pluviôse an 12 (6 février 1804), toutes les maisons de prêt sur nantissement qui existeraient à Boulogne seront closes, et leurs gérans auront une année pour se liquider.

5. Les registres, les reconnaissances, les procès-verbaux de ventes, et généralement tous les actes relatifs à l'administration du mont-de-piété, seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

TITRE II. — Des fonds de l'établissement.

6. Le premier capital destiné aux prêts du mont-de-piété se composera d'une somme de soixante mille francs, dont la ville de Boulogne a, par délibération du 25 janvier 1822, qui est et demeure approuvée, fait donation au mont-de-piété, et qu'elle s'est engagée à verser dans la caisse de l'établissement, en cinq années, à raison de douze mille francs par an.

7. Pour réaliser, dès la première année, le capital entier de soixante mille francs, le mont-de-piété pourra créer et négocier jusqu'à concurrence de soixante actions de mille francs chacune, payables dans un, deux, trois, quatre et cinq ans, et ayant pour garantie de leur remboursement les biens meubles et immeubles et les revenus de la ville de Boulogne. — L'intérêt de ces actions ne pourra pas excéder le taux de six pour cent par an.

8. Conformément à la délibération précitée du 25 janvier 1822, la ville de Boulogne est autorisée à verser, outre le capital stipulé par l'article 6, dans la caisse du mont-de-piété, immédiatement après l'organisation du personnel de cet établissement, 1° la somme nécessaire pour pourvoir aux frais de premier établissement, laquelle ne pourra néanmoins excéder cinq mille francs; et 2° tous les ans, jusqu'au remboursement intégral des actions mentionnées à l'article précédent, une somme équivalente au montant des intérêts qui y seront attachés.

9. Tous les revenus du mont-de-piété, déduction faite de ses frais et charges, seront agglomérés avec le capital primitif de soixante mille francs, jusqu'à ce que ce capital ait été élevé à une somme de cent cinquante mille francs appartenant en propre à l'établissement. — Cette somme une fois atteinte, l'excédant des revenus sur les charges sera versé annuellement au bureau de charité de Boulogne, sauf toutefois, par les administrateurs, à réduire alors, dans la mesure de cet excédant, le taux des intérêts perçus par le mont-de-piété sur les prêts.

10. Si, cependant, la somme de cent cinquante mille francs était jugée insuffisante pour garantir la durée et la prospérité du mont-de-piété et lui procurer les moyens d'acheter ou de faire construire les bâtimens néces-

saires à l'établissement, l'administration pourrait être autorisée, mais par une ordonnance spéciale, à différer les versements et réductions ci-dessus prescrits, jusqu'à ce que le fonds capital ait été porté à la somme que déterminera l'ordonnance à intervenir.

11. Indépendamment des fonds dont il vient d'être parlé, le mont-de-piété pourra employer en prêts sur nantissement les cautionnements en espèces qui auront été versés dans sa caisse, ainsi qu'il est prescrit au titre IV du règlement ci-annexé, à la charge d'en servir les intérêts, conformément au décret du 3 mai 1810.

12. Les donations, legs et aumônes qui pourront être faits au mont-de-piété de Boulogne, seront acceptés par les administrateurs, en se conformant aux formalités prescrites par les lois et réglemens.

13. Dans le cas où les ressources propres à l'établissement et celles qui sont énoncées aux articles 11 et 12 ci-dessus ne suffiraient pas pour satisfaire à toutes les demandes de prêts, le mont-de-piété pourra y employer concurremment les sommes que des particuliers consentiraient à verser temporairement dans sa caisse, en se conformant, pour la restitution desdites sommes et la liquidation des intérêts, aux dispositions du titre X du règlement annexé à la présente ordonnance.

14. Si le mont-de-piété venait à être supprimé, la caisse municipale rentrerait en possession du capital primitif de soixante mille francs donné par la ville, ainsi que de ce qu'elle aurait déboursé, tant pour les intérêts que pour les frais de premier établissement.—Le surplus des valeurs actives appartenant à l'établissement, déduction faite de tout son passif, serait remis, sauf notre approbation spéciale, au bureau de bienfaisance ou autres établissemens de charité de la ville de Boulogne.

(Suit le règlement.)

N^o 54. = 4—7 décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui modifie l'organisation actuelle du service de l'administration des contributions indirectes** (1). (VII, Bull. DLXIX, n^o 13853.)

Louis, ... — Sur le compte qui nous a été rendu par notre ministre secrétaire d'état des finances de l'organisation actuelle du service de l'administration des contributions indirectes, — Nous avons reconnu que la trop grande étendue de la circonscription territoriale soumise à la direction des inspecteurs généraux divisionnaires créés par notre ordonnance du 19 juin 1818 (2) n'a point permis de retirer du concours de ces agens supérieurs tous les avantages qu'on en avait espérés, et a fait éprouver en plusieurs circonstances des retards préjudiciables aux intérêts des contribuables et au bien du service de la régie. — Nous avons aussi reconnu qu'en plaçant dans les départemens une partie de la direction du service, il en résultera une diminution dans les travaux de l'administration centrale. — Voulant, d'après ces motifs, apporter dans l'organisation actuelle des modifications qui diminuent la correspondance, simplifient la marche du service, et assurent des économies dans les frais de régie des contributions indirectes, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les treize inspections générales créées par les articles 5 et 6 de notre ordonnance du 19 juin 1818 sont supprimées.

(1) Voyez l'ordonnance du 3 janvier—1^{er} février 1821, portant organisation de cette administration, et les notes.

(2) Cette ordonnance est inédite.

2. La surveillance générale du service de la régie dans les départemens est confiée, sous l'autorité du directeur général, à cinq inspecteurs généraux.

3. Lorsque les inspecteurs généraux ne sont point en tournée, ils font partie du conseil d'administration, où ils ont voix délibérative, et rapportent les affaires dont le directeur général juge à propos de leur confier spécialement l'examen.

4. Les directions d'arrondissement établies dans chaque arrondissement chef-lieu de préfecture sont érigées en directions de département.—Les fonctions de directeur du département de la Seine sont exercées par l'un des cinq administrateurs.

5. Les directeurs de département continuent d'exercer les fonctions de directeur particulier de l'arrondissement chef-lieu de la préfecture.—Ils dirigent et surveillent le service de tout leur département.—Ils correspondent avec le directeur général, le préfet et les directeurs des autres arrondissemens de leur département.—Ils reçoivent des directeurs d'arrondissement, et ils transmettent à l'administration, après les avoir vérifiés, les comptes des préposés de la régie comptables directs de la cour des comptes.

6. Les directeurs d'arrondissement continuent de diriger le service de l'arrondissement sous les ordres du directeur du département.—Les transactions qu'ils sont autorisés à conclure par suite des contraventions dont les amendes et les confiscations ne s'élèveraient pas au-delà de cinq cents francs, ne sont définitives que par le consentement du directeur du département.

7. Les inspecteurs généraux et les directeurs de département sont nommés par nous, sur la présentation de notre ministre des finances.—Notre ministre des finances nomme les directeurs d'arrondissement et les entrepreneurs.—Le directeur général nomme à tous les autres emplois.

8. Au moyen des suppressions d'emplois et des simplifications du service prescrites par la présente ordonnance, le crédit de vingt millions huit cent un mille cinq cents francs ouvert par la loi de finances du 17 août dernier, pour les frais d'administration et de perception de la régie des contributions indirectes, est limité, pour l'exercice 1823, à une somme de vingt millions quatre cent mille francs.—Le crédit à demander pour la même affectation sera limité à vingt millions pour l'exercice 1824.

9. La partie de l'économie prescrite par l'article ci-dessus qui portera sur le fonds destiné aux traitemens des employés de l'administration centrale sera de trois cent mille francs, et le nombre de ces employés sera réduit à trois cent cinquante.—Le crédit spécial ouvert pour l'administration centrale est, en conséquence, réduit et limité à un million deux cent cinquante mille francs.

10. Les employés de tout grade qui, par l'effet des présentes dispositions, ne seront pas compris dans l'organisation nouvelle, seront admis, suivant les cas, soit à faire valoir leurs droits à la retraite, soit à jouir du bénéfice de notre ordonnance du 2 octobre dernier.—Et attendu que les retenues exercées sur les traitemens des employés qui seraient réformés ont tourné au profit de la caisse des retraites de l'administration des contributions indirectes, et, vu la situation actuelle de cette caisse, les pensions qui seraient liquidées et les secours qui seraient accordés en suite du présent article seront payés par ladite caisse des retraites.

11. Les dispositions de notre ordonnance du 3 janvier 1821 auxquelles il n'est point dérogé par la présente continueront de sortir leur plein et entier effet.

N° 55. = 4—14 décembre 1822. = **ORDONNANCE** du roi portant réorganisation des huit escadrons du train d'artillerie de la ligne (1). (VII, Bull. DLXXI, n° 13879.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance du 31 août 1815, sur le licenciement et la réorganisation des troupes de l'artillerie de ligne; — Considérant que l'effectif de chacun des huit escadrons du train d'artillerie n'est plus en harmonie avec la force de notre armée, — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Chacun des huit escadrons du train d'artillerie de la ligne sera, à l'avenir, composé d'un état-major, de huit compagnies et d'un cadre de compagnie formant dépôt.

Composition de l'état-major.

Chef d'escadron commandant.....	I
Capitaine adjudant-major.....	I
Trésorier.....	I
Officier d'habillement.....	I
Officier-payeur.....	I
Chirurgien-major.....	I
Chirurgien-aide-major.....	I
TOTAL des officiers.....	7
Adjudans.....	2
Vétérinaires.....	2
Brigadier-trompette.....	I
Maitres.....	I
{ Sellier-bourrelier ..	I
{ Tailleur ..	I
{ Bottier ..	I
{ Armurier-éperonnier.....	I
TOTAL des sous-officiers et ouvriers.....	9

Composition des quatre premières compagnies.

Capitaine.....	I
Sous-lieutenant.....	I
TOTAL des officiers.....	2
Maréchal-des-logis-chef.....	I
Maréchaux-des-logis.....	6
Fourrier.....	I
Brigadiers.....	6
Soldats.....	30
{ de 1 ^{re} classe.....	60
{ de 2 ^e classe.....	60
Maréchaux-ferrans.....	2
Bourreliers.....	2
Trompettes.....	2
TOTAL des sous-officiers et soldats.....	110

Composition des quatre dernières compagnies.

Lieutenant.....	I
Sous-lieutenant.....	I
TOTAL des officiers.....	2

(1) Voyez, sur cet objet, la note qui accompagne le titre de l'arrêté du 16 thermidor an 9 (4 août 1801).

Maréchal-des-logis-chef.....	1	} montés.	
Maréchaux-des-logis.....	6		
Fourrier.....	1		
Brigadiers.....	6		
Soldats..... { de 1 ^{re} classe.....	30	} Ayant 160 ch. vaux	
{ de 2 ^e classe.....	60		de trait.
Maréchaux-ferrans.....	2	} montés.	
Bouffliers.....	2		non montés.
Trompettes.....	2		montés.
TOTAL des sous-officiers et soldats.....		110	

Composition de la compagnie de dépôt.

Capitaine.....	1
Lieutenant.....	1
Sous-lieutenant.....	1
TOTAL des officiers.....	3
Maréchal-des-logis-chef.....	1
Maréchaux-des-logis.....	6
Fourrier.....	1
Brigadiers.....	6
Trompettes.....	2
Elèves trompettes.....	4
TOTAL des sous-officiers et soldats..	20

2. La force totale d'un escadron du train d'artillerie sera, en conséquence, de

26 officiers.
909 sous-officiers, ouvriers et soldats.

TOTAL, 935 hommes, ayant 149 chevaux de selle et 1280 chevaux de trait.

3. Les lieutenans des quatre compagnies actuellement existantes dans chaque escadron passeront au commandement des quatre nouvelles compagnies ajoutées à chaque escadron. Les emplois de sous-lieutenant desdites compagnies, ceux d'officier-payeur et ceux de la compagnie de dépôt, seront accordés aux officiers du train d'artillerie actuellement en non-activité ou en réforme.

N° 56. = 4 décembre 1822—17 janvier 1823. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société formée à Laval sous le nom de société anonyme du Pont-Neuf de Laval, département de la Mayenne.* (VII, Bull. DLXXVIII, n° 14039.)

N° 57. = 4 décembre 1822—24 mai 1832. = *ORDONNANCE du roi qui augmente le nombre des contrôleurs placés près des receveurs particuliers percepteurs des contributions directes de la ville de Paris, et supprime ceux qui ont été établis près des percepteurs des villes de Marseille, Rouen, Bordeaux et Lyon.* (IX, ordonn., 1^{re} sect., Bull. CLIX, n° 4181.)

Louis, ... — Vu les décrets des 15 janvier 1808, 11 janvier et 19 décembre 1811, 30 janvier et 11 juillet 1812, qui ont créé des contrôleurs près les percepteurs des villes de Paris, Marseille, Rouen, Bordeaux et Lyon, et déterminé que les dépenses de ces contrôles seraient prélevées sur les dix centimes additionnels à la contribution des portes et fenêtres ; — Vu notre ordonnance du 22 septembre 1819, portant que les contrôleurs aux recettes

seront nommés par notre ministre secrétaire d'état des finances; — Considérant que le fonds des dix centimes des portes et fenêtres ne peut être employé qu'aux dépenses spéciales pour lesquelles les crédits ont été alloués par la loi de finances; — Que la surveillance des percepteurs, dans chaque département, est spécialement attribuée au receveur général; — Que la perception des contributions directes de la ville de Paris est la seule qui doive, en raison de l'importance des rôles et de la multiplicité des articles, être l'objet d'une surveillance spéciale, dont l'exercice exige l'intervention de l'administration dans l'intérêt du trésor et des contribuables; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Les contrôleurs créés près des percepteurs de nos bonnes villes de Marseille, Rouen, Bordeaux et Lyon, sont supprimés; néanmoins les receveurs généraux des départemens des Bouches-du-Rhône, de la Seine-Inférieure, de la Gironde et du Rhône, sont autorisés, s'ils le jugent utile pour la garantie de leur responsabilité, à placer, dans les perceptions des villes sus-dénommées, des préposés spéciaux qui exerceront auprès des percepteurs les mêmes fonctions de surveillance qui étaient attribuées aux contrôleurs : ces préposés devront être agréés par le préfet du département; leur traitement sera à la charge du receveur général.

2. Les contrôleurs actuellement existans auprès des receveurs particuliers percepteurs de notre bonne ville de Paris seront portés à vingt-quatre, nombre correspondant à celui des arrondissemens de perception : leur traitement est fixé à quinze cents francs, et demeure à la charge du receveur général du département de la Seine, qui présentera ces agens à la nomination de notre ministre secrétaire d'état des finances.

3. Sont rapportées toutes dispositions contraires à la présente ordonnance, que notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de mettre à exécution à partir du 1^{er} janvier 1823.

N^o 58. = 11—19 décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi concernant le mode de mesurage et de perception pour les bateaux à vapeur qui sont ou seront établis sur les différens bassins de navigation et canaux appartenant à l'état** (1). (VII, Bull. DLXXII, n^o 13904.)

Louis, ... — Vu la loi du 30 floréal an 10 portant création d'un droit de navigation sur les fleuves, rivières et canaux navigables; — Vu la loi du 28 avril 1816 et les lois de finances qui ont successivement maintenu ce droit; — Vu notre ordonnance du 8 août 1821, concernant le mode de mesurage et de perception du droit sur les bateaux à vapeur employés à la navigation maritime; — Vu également notre ordonnance du 3 juillet dernier, qui prescrit l'application de ce mode de mesurage aux bateaux à vapeur sur la basse Seine; — Vu la demande faite d'appliquer ce même mode au bâtiment à vapeur établi sur le cours de la Charente pour le transport des voyageurs et des marchandises de Saintes à Rochefort, et *vice versa*; — Considérant qu'il convient de favoriser un genre d'industrie qui a pour objet de procurer des moyens de transport plus rapides, plus fréquens, et plus profitables au commerce, aux consommateurs et à l'état; — Considérant que, si le mode actuel de perception des taxes de navigation était appliqué aux bateaux à vapeur, il s'ensuivrait que ce genre de transport serait assujéti à des droits plus élevés que ceux exigés pour les transports effectués par les bateaux ordina-

(1) Voyez, sur cet objet, l'ordonnance du 8—21 août 1821, et la note.

res;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le mesurage des bateaux à vapeur qui sont ou seront établis sur les différens bassins de navigation et canaux appartenant à l'état sera calculé d'après l'espace uniquement destiné au placement des voyageurs et des marchandises, et déduction faite de l'espace nécessaire à l'emplacement de la machine à vapeur, au magasin des combustibles, à celui des agrès et à celui des employés des équipages.

2. La même distraction aura lieu pour les bateaux à vapeur naviguant sur les bassins et canaux où le droit est perçu d'après le chargement possible du bateau.

3. Les droits actuellement établis sur la nature du chargement seront perçus pour les bateaux à vapeur comme pour les bateaux ordinaires.

N^o 59. = 11—27 décembre 1822. = **DÉCISION** du roi qui accorde une augmentation de solde à différens corps de l'armée. (VII, Bull. DLXXIV, n^o 13947.)

Sur la proposition du ministre secrétaire d'état au département de la guerre, le roi a approuvé, le 11 décembre 1822, les dispositions suivantes : —1^o Le supplément de solde de deux cents francs accordé aux lieutenans et sous-lieutenans des corps de troupe sera alloué aux lieutenans composant le corps royal d'état-major et l'état-major particulier de l'artillerie et du génie, ainsi qu'aux sous-lieutenans élèves des écoles d'application. —2^o Le traitement des officiers de l'état-major des places est et demeure réglé conformément au tarif ci-joint n^o 1^{er}. —3^o Les officiers, sous-officiers et soldats des compagnies sédentaires seront payés conformément au tarif ci-joint n^o 2. —4^o Ces diverses dispositions auront leur effet à partir du 1^{er} janvier 1823.

(*Suivent les tarifs.*)

N^o 60. = 11 décembre 1822. = **ORDONNANCE** du roi sur les pensions des veuves des marins, ouvriers et autres non entretenus, qui meurent dans les naufrages ou par suite d'accidens résultant d'un service commandé (1). (Annales maritimes et coloniales.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre de la marine et des colonies; — Vu la loi du 13 mai 1791 et le règlement y annexé; — Vu l'article 27 de l'arrêté du 11 fructidor an 11 (29 août 1803); — Vu les articles 1^{er} et 2 de notre ordonnance du 21 février 1816; — Ayant reconnu que, par le règlement annexé à la loi du 13 mai 1791, sur la fixation des demi-soldes et pensions des marins, ouvriers et autres agens non entretenus de la marine et de leurs veuves, il n'est rien statué quant aux veuves des hommes qui périssent dans les naufrages à bord de nos bâtimens ou par suite d'accidens résultant d'un service requis et commandé; — Voulant donner un égal appui et secours aux veuves des hommes qui ont trouvé la mort dans l'exercice de leurs fonctions par suite de leur dévouement ou de la fidèle exécution des ordres qu'ils ont reçus pour notre service, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les veuves des marins, ouvriers et autres non entretenus, employés sur nos bâtimens et dans nos arsenaux, morts par suite d'accidens résultant d'un service requis et commandé, soit à terre, soit à la mer, ou

(1) Aujourd'hui les pensions des veuves des marins qui meurent au service sont réglées par la loi générale du 18 avril—11 mai 1831, portant abrogation de tous les réglemens antérieurs sur la matière.

qui auraient péri dans un naufrage, obtiendront immédiatement et sans condition d'âge, quel que fût celui de leurs maris et le temps de leur service, la moitié de la pension ou demi-solde simple dont ces derniers auraient été susceptibles à raison de leur paie au service de l'état, s'ils eussent rempli les conditions d'âge et de service exigées par les réglemens. — Il leur sera, en outre, accordé le traitement de deux ou trois francs par mois, suivant la dite paie, pour chacun de leurs enfans au dessous de dix ans.

2. Les dispositions de la présente ordonnance seront appliquées aux veuves qui, se trouvant dans l'un des cas ci-dessus indiqués, n'ont pas encore obtenu de pension.

N° 61. = 18—27 décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi portant répartition de la portion du fonds de non-valeurs de 1823 à la disposition du ministre des finances.** (VII, Bull. DLXXIV, n° 13948.)

N° 62. = 18—27 décembre 1822. = **ORDONNANCE du roi qui déclare communes au préfet de police de Paris les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 13 brumaire an 10 (4 novembre 1801), qui autorisent les préfets à élever le conflit entre deux autorités (1).** (VII, Bull. DLXXIV, n° 13949.)

Louis, . . . — Vu la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), les arrêtés des 12 messidor an 8 (1^{er} juillet 1800), 3 brumaire an 9 (25 octobre 1800), et 13 brumaire an 10 (4 novembre 1801), et notre ordonnance du 12 décembre 1821; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Considérant que le préfet de police de Paris est chargé d'une partie de l'administration départementale, et qu'il exerce ses fonctions sous l'autorité immédiate de nos ministres; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 13 brumaire an 10 (4 novembre 1801), qui autorisent les préfets à élever le conflit entre deux autorités, sont déclarées communes au préfet de police de Paris : en conséquence, il élèvera le conflit dans les affaires qui, étant par leur nature de la compétence de l'administration, sont placées dans ses attributions.

N° 63. = 18 décembre 1822—1^{er} janvier 1823. = **ORDONNANCE du roi relative à la nouvelle formation de l'escadron du train des équipages militaires (2).** (VII, Bull. DLXXV, n° 14000.)

Art. 1^{er}. L'escadron actuel du train des équipages militaires sera porté à trois compagnies, avec un cadre de compagnie formant dépôt.

2. L'état-major et les compagnies de cet escadron seront composés comme ci-après, savoir :

Composition de l'état-major.

- 1 Chef d'escadron commandant.
- 1 Capitaine adjudant-major.
- 1 Trésorier.
- 1 Officier d'habillement.
- 1 Officier payeur.
- 1 Chirurgien-major.

6 Officiers.

(1) Voyez cet arrêté du 13 brumaire an 10 (4 novembre 1801), et les notes.

(2) Voyez l'ordonnance du 4—14 décembre 1822, qui organise le train d'artillerie, et la note.

1 Adjudant sous-officier.....	1 cheval de selle.	} 4
1 Artiste vétérinaire en premier.....	1 idem.....	
1 Artiste vétérinaire en second.....	1 idem.....	
1 Brigadier-trompette.....	1 idem.....	
1 Maître tailleur culottier.....	} non montés.	
1 Maître cordonnier bottier.....		
1 Maître sellier bourrelier.....		
1 Maître armurier.....		
1 Maître charron.....		
9 Sous-officiers et maîtres ouvriers.		

Composition de chaque compagnie.

1 Capitaine commandant.		
1 Lieutenant en premier.		
1 Lieutenant en second.		
2 Sous-lieutenans.		
5 Officiers.		
1 Maréchal-des-logis-chef.....	1 cheval de selle.	
8 Maréchaux-des-logis.....	8 idem.	
1 Fourrier.....	1 idem.	
16 Brigadiers.....	16 idem.	
2 Trompettes.....	2 idem.	
50 Soldats de 1 ^{re} classe..	} 148, dont 16 haut-	} 280 chevaux de trait dont 16 haut-le-pied.
98 Soldats de 2 ^e classe..		
4 Maréchaux-ferrans....	} non montés.	Caissons de transport. 64
3 Forgerons.....		Prolonge..... 1
3 Bourreliers-selliers....		Forge de campagne... 1
3 Charrons.....		
189 Sous-officiers, soldats et ouvriers.	308 chevaux de troupe.	66 voitures.

Compagnie de dépôt.

1 Capitaine.	
1 Lieutenant en premier.	
1 Sous-lieutenant.	
3 Officiers.	
1 Maréchal-des-logis-chef.....	} non montés.
2 Maréchaux-des-logis.....	
1 Fourrier.....	
4 Brigadiers.....	
2 Elèves trompettes.....	

10

Force totale de l'escadron.

Officiers.....	{ d'état-major..... 6	} 24
	{ de compagnie..... 18	
Sous-officiers et maîtres ouvriers d'état-major.....	9	} 586
Sous-officiers, soldats et ouvriers de compagnie.....	577	
Chevaux.....	{ de sous-officiers..... 88	} 928
	{ de trait..... 840	
Caissons de transport.....	192	} 198 voitures.
Prolonges.....	3	
Forges de campagne.....	3	

N° 64. = 18 décembre 1822—17 janvier 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de compagnie pour l'exploitation de l'usine royale d'éclairage par le gaz. (VII, Bull. DLXXVIII, n° 14041.)

N° 65. = 21 décembre 1822. = *CIRCULAIRE du ministre de l'intérieur aux préfets, concernant le nouveau mode de versement à faire par les personnes qui sollicitent des brevets-d'invention* (1). (Traité des brevets d'invention, par Regnault, page 129.)

Messieurs, — Le produit de la taxe des brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, sera versé au trésor royal, à partir du 1^{er} janvier 1823, conformément à l'ordonnance du roi du 14 septembre 1822 : quelques dispositions, dont je vais vous donner connaissance, ont été arrêtées à cet effet entre le département des finances et celui de l'intérieur. — Toute personne qui, à dater du 1^{er} janvier 1823, voudra présenter au secrétariat de votre préfecture une demande en brevet, sera préalablement tenue, 1^o de compter à la caisse du receveur général une somme de cinquante francs, montant des frais d'expédition du titre qu'elle se propose d'obtenir, plus la première moitié de la taxe de ce titre, savoir : cent cinquante francs, si elle en fixe la durée à cinq ans; quatre cents francs, si elle s'étend à dix ans, et sept cent cinquante francs, si son désir est d'avoir pendant quinze années la jouissance exclusive des principes, procédés et moyens dont elle se déclarera l'inventeur ou l'importateur; 2^o de déposer à la même caisse une obligation ou soumission de payer, dans le terme de six mois, la somme qui formera la seconde moitié et le complément de la taxe. Le receveur général délivrera au déposant une quittance des espèces qu'il aura reçues, et un récépissé de l'obligation qui aura été déposée entre ses mains. — Ces deux pièces, qui devront toujours être séparées et distinctes, vous seront remises, monsieur le préfet, et vous me les adresserez avec le paquet cacheté qui contiendra celles relatives à la demande. — Il n'est pas nécessaire de vous faire observer que si, aux termes de la première partie de l'article 3 du titre II de la loi du 25 mai 1791, le demandeur en brevet versait tout à la fois le montant entier de la taxe et les frais d'expédition, il ne lui serait délivré qu'une seule quittance, que vous auriez à me remettre. — Dans le cas où le titulaire d'un brevet n'acquitterait pas son obligation à l'échéance sur l'avis qui vous en sera donné par le receveur général, vous inviterez par écrit le débiteur à se libérer sans délai. Il est nécessaire de m'en informer en même temps, afin que j'examine s'il y aura lieu de provoquer la déchéance de son titre, ainsi qu'il est prescrit par l'article 4, titre II de la loi précitée, ou de prendre à son égard toute autre mesure que je vous communiquerai, et dont vous ferez part au receveur général. (Art. 4, titre II, loi du 25 mai. L'autorité administrative prononce la déchéance du brevet dans le cas de non-paiement de la taxe par le patenté.) — Le mode que j'ai indiqué pour le recouvrement de la première moitié de la taxe et des frais d'expédition sera également suivi du droit de certificats d'additions, de perfectionnements et pour celui du droit de cession et de transport de brevet; le montant de ces deux droits; dont le premier est de vingt-quatre francs, et le second de dix-huit francs, devra aussi être préalablement compté à la recette générale du département. Vous m'en adresserez également les quittances avec les doubles des procès-verbaux, soit de cession, soit de dépôt de pièces concernant les demandes de certificats d'additions et de perfectionnement. — Quant au droit de douze francs alloué par le tarif de la taxe au secrétaire général de la préfecture, pour un procès-verbal de dépôt de pièces et pour celui d'une cession de brevet, il continuera d'être perçu directement par ce

(1) Voyez, sur les brevets d'invention, le décret du 31 décembre 1790—7 janvier 1791, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

fonctionnaire à son profit, à la charge par lui de pourvoir aux frais de timbre et d'enregistrement des actes dont il est question. — Je crois inutile de vous rappeler que ces actes où l'on mentionnera à l'avenir ces quittances et les récépissés délivrés par le receveur général doivent être faits doubles et sur papier timbré; que chaque double est signé par le requérant et par le secrétaire général de la préfecture; que celui destiné au ministère de l'intérieur, lequel peut être inscrit au dos du paquet cacheté contenant les pièces à l'appui des demandes, soit des brevets, soit de certificats d'additions et de perfectionnement, ou que l'on fait adhérer à ce paquet par l'application du sceau de la préfecture sur une de ses extrémités qui l'y attache, ne saurait, en aucun cas, être soustrait à la formalité de l'enregistrement; qu'il reçoit cette formalité au droit fixe de un franc, non compris le décime additionnel; enfin, que celui des deux doubles qui n'est pas enregistré reste déposé au secrétariat général.

21 décembre 1822. = *Avis du conseil d'état sur les pensions des militaires retraités qui, après avoir été condamnés, obtiennent leur grace* (1).

N° 66. = 25 décembre 1822—1^{er} janvier 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise, à partir du 1^{er} janvier 1823, une réduction des droits d'octroi perçus, au profit de la ville de Paris, sur les vins et vinaigres, et établit une taxe, à compter de la même époque, sur les huiles destinées à la consommation de cette ville (2). (VII, Bull. DLXXVI, n° 14002.)

Louis, ... — Vu la délibération du conseil général du département de la Seine, faisant fonctions de conseil municipal de la ville de Paris, en date du 12 décembre 1822, et l'avis du préfet du même département, en date du 16 dudit mois; — Vu les observations de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur et celles de notre conseiller d'état directeur général des contributions indirectes; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} janvier 1823, les droits d'octroi perçus en principal, au profit de notre bonne ville de Paris, sur les boissons et liquides ci-après désignés, sont réduits ainsi qu'il suit, savoir : — Vins en cercles, au lieu de treize francs cinquante centimes par hectolitre, dix francs cinquante centimes; vins en bouteilles, au lieu de seize centimes par litre, quinze centimes; vinaigres de toute espèce, verjus, sureau en fruits ou en jus, vin gâté et lie liquide ou épaisse, tant en cercles qu'en bouteilles, au lieu de treize francs cinquante centimes par hectolitre, dix francs cinquante centimes.

2. A compter de la même époque, il sera perçu, à titre de droit d'octroi, au profit de notre bonne ville de Paris, et conformément au tarif ci-annexé, un droit sur toutes les huiles destinées à la consommation de cette ville.

3. La ville de Paris maintiendra l'entrepôt général actuel des huiles, et continuera d'y percevoir les mêmes droits de magasinage.

4. Les réglemens relatifs à l'entrepôt général des vins et eaux-de-vie sont déclarés communs à l'entrepôt général des huiles.

5. Les huiles existant dans les entrepôts fictifs et dans la réserve de l'entrepreneur de l'éclairage de Paris, lors du décompte final qui sera fait par la régie des contributions indirectes, seront inventoriées et prises en compte

(1) Voyez 8 janvier 1823.

(2) Voyez la loi du 27 vendémiaire an 7^e (18 octobre 1798), portant établissement de l'octroi de Paris, et les notes qui résument toute la législation qui s'y rattache.

par les employés de l'octroi de Paris. Toutes celles qui, dans le délai de trois mois, n'auront pas été conduites à l'entrepôt général ou hors de Paris seront soumises au droit d'octroi. Il en sera de même des quantités dont la consommation sera constatée dans le cours de ces trois mois, par les vérifications des employés de l'octroi.

6. Le décime additionnel établi par notre ordonnance du 14 mai 1817 sera perçu sur les huiles comme sur tous les autres objets compris au tarif de l'octroi.

Tarif du droit d'octroi sur les huiles.

Huile d'olive, l'hectolitre, quarante francs. — Huile de toute autre espèce provenant de substances animales ou végétales, l'hectolitre, vingt francs.

Observations.— Le droit est dû à l'entrée sur toutes les huiles introduites dans Paris qui ne seront pas conduites à l'entrepôt général, quel que soit l'emploi auquel elles seront destinées, et sans aucune déduction pour fèces, sédiment ou pied d'huile. Les graines oléagineuses, telles que celles de colza, navette, rabette, œillette, cameline, sont soumises aux droits à l'entrée, d'après la quantité d'huile qu'elles sont présumées contenir et qui sera déterminée par l'administration municipale. — Les huiles parfumées ou altérées par un mélange quelconque sont, suivant leur nature, assujéties au même droit que les huiles pures. — Les vernis et toute autre préparation à l'huile non soumis au droit d'octroi, comme eaux-de-vie et esprits, sont assujétis au droit de vingt francs.—Les pieds de bœuf ou de vache paieront à l'entrée dans Paris, ou à la sortie des abattoirs, le même droit à raison d'un litre pour douze pieds. Le nombre de pieds inférieur à douze paiera comme pour un litre.

N° 67. = 25 décembre 1822—1^{er} janvier 1823. = **ORDONNANCE du roi concernant les formalités à remplir par les créanciers de l'arriéré antérieur à 1816, pour éviter la déchéance prononcée par l'article 5 de la loi du 17—17 août 1822, à défaut de déclaration dans les délais qu'elle a fixés** (1). (VII, Bull. DLXXVI, n° 14003.)

Louis, ... — Vu l'article 5 de la loi de finances du 17 août dernier, portant que les rentes et créances de toute nature provenant des anciennes liquidations ou de l'arriéré des divers ministères pour tous les exercices antérieurs au 1^{er} janvier 1816, dont l'inscription ou le paiement n'aurait pas été réclamé avant le 1^{er} avril 1823 pour les propriétaires domiciliés en Europe, et avant le 1^{er} janvier suivant pour ceux résidant dans les colonies, seront éteintes et amorties définitivement au profit de l'état; — Considérant que beaucoup de titulaires desdites rentes ou créances peuvent, par des causes diverses et indépendantes de leur volonté, se trouver dans l'impuissance de retirer avant l'expiration des délais ci-dessus fixés, savoir: — De notre trésor royal, — 1° Les extraits ou promesses d'inscription provenant des rentes ou créances liquidées avant le 1^{er} juillet 1810 par l'ancien conseil de liquidation, soit que ces inscriptions existent au grand-livre au nom des titulaires desdites rentes ou créances, soit qu'elles aient été transférées au compte de l'ancienne caisse d'amortissement en vertu du décret du 11 octobre 1812, et depuis mises en dépôt à la caisse centrale du trésor, en exécution de notre ordon-

(1) Voyez, dans le § 6 des notes qui accompagnent le titre du décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, sur l'organisation de la dette publique, le résumé de la législation concernant l'arriéré.

Voyez spécialement la loi de finances du 17—17 août 1822, tit. 1^{er}, pour l'exécution duquel la présente ordonnance a été rendue.

nance du 3 juin 1818, soit enfin que l'enregistrement sur les livres de la dette en ait été suspendu pour n'avoir lieu qu'à mesure de la réclamation des parties intéressées; — 2° Les valeurs destinées au paiement des créances ministérielles énumérées par l'article 4 de la loi du 25 mars 1817, lesquelles, après avoir subi la formalité de la liquidation et de l'ordonnement par nos ministres, attendent à notre trésor royal la consommation du paiement; — Des bureaux de nos ministres liquidateurs, — Le titre justifiant de la liquidation et de l'ordonnement desdites créances, à l'effet de se mettre en demeure d'en obtenir le paiement à notre trésor royal; — Voulant régler la forme des réclamations ou actes conservatoires qui, dans ces divers cas, seront propres à soustraire les parties intéressées aux effets de la déchéance prononcée par l'article 5 de la loi du 17 août ci-dessus rappelé; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les propriétaires des rentes ou créances liquidées antérieurement au 1^{er} juillet 1810, qui, pour des causes quelconques, n'auraient pu obtenir la remise de leur extrait ou promesse d'inscription avant les délais fixés ci-dessus, seront, à compter du 1^{er} février 1823, admis à déposer une demande dans la forme du modèle ci-joint sous le n° 1^{er}. Cette demande devra être signée d'eux ou d'un fondé de procuration; elle sera inscrite sur un registre, et il en sera délivré un bulletin de dépôt et d'enregistrement. — A compter du 1^{er} avril 1823 jusqu'au 1^{er} janvier suivant, ces demandes devront être appuyées d'un certificat constatant que ces propriétaires sont domiciliés hors d'Europe.

2. A compter de la même époque du 1^{er} février 1823, il sera ouvert au trésor royal un registre où seront enregistrées, par ordre de numéros, sauf justification de leurs droits par les porteurs, les lettres d'avis des ordonnances de l'arriéré expédiées par les ministres liquidateurs, dont le paiement, pour quelque cause que ce puisse être, ne serait pas susceptible d'être immédiatement effectué. Cet enregistrement, qui sera constaté par un *visa* sur le titre présenté, aura pour effet d'interrompre la prescription à l'égard des créanciers titulaires, cessionnaires, opposans ou autres ayans-droit, qui n'auraient pas retiré du trésor royal, avant l'expiration des délais fixés, les valeurs auxquelles ils peuvent avoir droit.

3. Il sera ouvert dans chaque ministère liquidateur, à dater de la publication de la présente ordonnance, un registre où seront portées, par ordre de réception et de numéros, sauf certification de l'individualité et de la vérité des signatures par les autorités civiles ou militaires, les demandes des créanciers de l'arriéré, titulaires, cessionnaires ou autres ayans-droit, à l'effet d'obtenir la remise du titre constatant la liquidation et l'ordonnement de leur créance (1). — Tout créancier qui ne pourrait obtenir la délivrance immédiate de ce titre et satisfaire en conséquence aux dispositions prescrites par l'article précédent, recevra, dans la forme du modèle ci-annexé sous le n° 2, un bulletin de dépôt constatant l'enregistrement de la réclamation. Ce bulletin lui sera transmis dans les cinq jours qui suivront la date de l'enregistrement de la demande à chaque ministère. Cet enregistrement aura pour effet d'interrompre la prescription à l'égard des créanciers titulaires, cessionnaires ou autres ayans-droit, dont les créances, pour quelque cause que ce puisse être, n'auraient pas été ordonnancées ou acquittées avant l'expiration des délais fixés.

(1) Cette disposition n'exige de déclarations nouvelles que pour les demandes en paiement, et non pour les demandes en liquidation introduites dans les délais fixés par la loi du 25 mars 1817. Arr. du cons., 28 février 1827, MAC., IX, 123.

4. Les registres ouverts tant au trésor royal que dans les bureaux des ministres liquidateurs, en exécution des trois articles précédens, seront arrêtés le 31 mars 1823 au soir. Ils seront définitivement clos le 1^{er} janvier 1824, époque jusqu'à laquelle ils continueront d'être ouverts, mais seulement en faveur des créanciers de l'arriéré qui justifieraient de leur domicile hors d'Europe.

5. A compter du 1^{er} avril prochain, le paiement de toute ordonnance d'arriéré portant une date antérieure devra être appuyé, soit de la lettre d'avis revêtue du *visa* mentionné en l'article 2, soit du bulletin de dépôt mentionné en l'article 3. — L'absence de ce *visa* ou de ce bulletin pourra être suppléée, jusqu'au 1^{er} janvier 1824, par la production d'un certificat constatant que le créancier réclamant est domicilié hors d'Europe.

6. A compter de la même époque du 1^{er} avril prochain, nos ministres ne pourront autoriser par leurs ordonnances le paiement d'aucune créance de l'arriéré, s'ils n'ont préalablement reçu et constaté la réclamation du créancier en la forme prescrite par l'article 3, ou si le droit à obtenir l'ordonnancement après cette époque ne leur est justifié par la production du certificat mentionné en l'article 5. — Sont exceptées de cette disposition les créances de l'arriéré qui, après avoir été écartées par les ministres liquidateurs et déferées par les titulaires, dans les délais prescrits, à l'examen du comité du contentieux de notre conseil d'état, auraient été reconnues admissibles postérieurement au 1^{er} avril 1823. — Le paiement au trésor royal de toute ordonnance d'arriéré d'une date postérieure au 1^{er} avril 1823 devra, en conséquence, être appuyé, soit du bulletin mentionné en l'article 3 de la présente ordonnance, soit du certificat de domicile destiné à le suppléer, soit d'un extrait de l'ordonnance intervenue sur l'avis motivé de notre conseil d'état.

7. Toutes déclarations ou demandes de paiement faites antérieurement à la publication de la présente ordonnance, ou autrement que dans les formes par elle prescrites, seront considérées comme nulles relativement au bénéfice de suspension de déchéance que les parties pourraient en attendre.

(*Suivent les modèles.*)

N^o 68. = 25 décembre 1822 — 1^{er} janvier 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui porte l'effectif de chacune des huit compagnies du régiment d'artillerie à pied de la garde royale à soixante-dix hommes, officiers non compris, et accorde un aide-chirurgien à ce régiment et un au régiment du train d'artillerie de la garde. (VII, Bull. DLXXVI, n^o 14004.)

N^o 69. = 25 décembre 1822 — 1^{er} janvier 1823. = **ORDONNANCE** du roi relative au costume dont les présidens de chambre des cours royales doivent être revêtus aux grandes audiences et dans les cérémonies publiques. (VII, Bull. DLXXVI, n^o 14005.)

Louis, ... — Ayant été informé que les réglemens du 2 nivose an 11 (23 décembre 1802), du 6 octobre 1809 et du 6 janvier 1811, relatifs au costume dont les magistrats de l'ordre judiciaire doivent être revêtus dans l'exercice de leurs fonctions, ont été diversement interprétés et exécutés dans les cours et tribunaux de notre royaume; — Voulant rétablir l'uniformité qu'il importe de maintenir en cette matière; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Aux grandes audiences et dans les cérémonies publiques, les pré-

sidens de chambre de nos cours royales porteront la robe rouge avec le revers doublé d'hermine.

2. Toutes les autres dispositions des réglemens en vigueur continueront à être observées.

N° 70. = 25 décembre 1822 — 17 janvier 1823. = **ORDONNANCE du roi portant extension de la juridiction du conseil de prud'hommes établi à Bar-le-Duc, département de la Meuse** (1). (VII, Bull. DLXXVIII, n° 14042.)

Louis, ... — Vu les dispositions de notre ordonnance du 29 novembre 1814, relative à l'établissement du conseil de prud'hommes à Bar-le-Duc; — Le décret du 11 juin 1809, portant règlement sur les institutions de cette nature; — Celui du 28 novembre suivant, qui a établi un conseil de prud'hommes dans la ville de Reims; — Notre ordonnance du 10 mars 1819, concernant une extension de juridiction donnée au conseil de prud'hommes de Tours; — Prenant en considération la demande qui vient de nous être soumise par le commerce et les autorités de ladite ville de Bar-le-Duc et de son arrondissement, à l'effet d'obtenir, aussi en ce qui regarde l'étendue de la juridiction du conseil de prud'hommes, quelques modifications aux dispositions de notre ordonnance du 29 novembre 1814 précitée; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La juridiction du conseil de prud'hommes établi à Bar-le-Duc, département de la Meuse, en vertu de notre ordonnance du 29 novembre 1814, s'étendra sur tous les marchands-fabricans, chefs d'atelier, contre-maitres, commis, teinturiers, ouvriers, compagnons ou apprentis travaillant pour les diverses manufactures qui se trouvent situées dans l'arrondissement du tribunal de commerce de ladite ville, quel que soit l'endroit de la résidence des uns et des autres.

2. Lors du renouvellement des membres dudit conseil, tous les manufacturiers et ouvriers domiciliés dans l'arrondissement de Bar-le-Duc, seront légalement convoqués et appelés à donner leurs suffrages pour le choix des nouveaux membres à élire; ceux-ci pourront être pris indistinctement dans le nombre des personnes convoquées, soit qu'ils aient, ou non, fixé leur domicile au chef-lieu.

3. Il n'est rien changé aux autres dispositions de notre ordonnance du 29 novembre 1814, laquelle continuera d'être exécutée en tout ce qui n'est pas contraire à la présente.

N° 71. = 25 décembre 1822 — 19 février 1823. = **ORDONNANCE du roi relative aux produits importés directement du Sénégal par navires français** (2). (VII, Bull. DLXXXVI, n° 14169.)

Louis, ... — Considérant qu'il se récolte maintenant au Sénégal français des produits à l'égard desquels les réglemens actuels n'ont ménagé aucune faveur pour en faciliter l'écoulement dans notre royaume; — Considérant que les renseignemens fournis par notre secrétaire d'état de la marine et des colonies ont fait connaître la nécessité de compléter le système d'encouragement fondé par les lois en faveur des gommés pures, du morfil, des grandes peaux brutes sèches, de la cire brune et autres objets provenant de cette colonie; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

(1) Voyez, sur les conseils de prud'hommes, le décret du 11 juin 1809, et la note.

(2) Voyez, dans le § 5 de la seconde partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation des colonies, le résumé des réglemens concernant le commerce du Sénégal avec la France.

— Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :
 — Les produits ci-après importés directement du Sénégal par navires français, et munis de certificats d'origine réguliers, paieront, savoir :

Bois de cail-cédras.....	5 fr.	} par 100 kil.
Salsepareille	40	
Feuilles et follicules de séné.....	20	

N° 72. = 30 décembre 1822 — 17 janvier 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui annule les arrêtés par lesquels le conseil de préfecture du département de l'Oise a cassé, pour défaut de forme, des procès-verbaux en matière de police du roulage (1). (VII, Bull. DLXXVIII, n° 14043.)

Louis, ... — Sur le rapport du comité du contentieux; — Vu le pourvoi élevé par notre ministre des finances contre deux arrêtés du conseil de préfecture du département de l'Oise, en date des 26 octobre et 14 décembre 1821, qui annulent, pour défaut de forme, cent trente-deux procès-verbaux dressés par le sieur *Cousin*, préposé au pont à bascule établi à Senlis, pour contravention à la police des routes, et ordonnent la restitution des amendes consignées par les contrevenans; ledit pourvoi enregistré au secrétariat général de notre conseil d'état, le 13 décembre 1822, et tendant à l'annulation desdits arrêtés; — Vu lesdits arrêtés du conseil de préfecture du département de l'Oise; — Vu les lois des 19 décembre 1790 et 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798); — Vu l'article 38 du décret du 23 juin 1806, qui porte que les procès-verbaux en matière de police de roulage seront portés devant le maire de la commune, pour être par lui jugés sommairement, sans frais et sans formalités; — Vu le décret du 18 août 1810, qui n'astreint les préposés aux ponts à bascule qu'à l'affirmation de leurs procès-verbaux; — Vu l'article 77 de la loi du 28 avril 1816, qui maintient les dispositions des lois, décrets et ordonnances auxquels il n'est pas dérogé par ladite loi; — Vu notre ordonnance du 29 août 1821, rendue en pareille matière; — Considérant que la disposition de la loi du 19 décembre 1790 a été abrogée par les lois et décrets postérieurs, et notamment par le décret du 23 juin 1806, qui n'a pas assujéti au droit de timbre et enregistrement les procès-verbaux relatifs à l'exécution des lois des 29 floréal an 10 (19 mai 1802) et 7 ventose an 12 (27 février 1804); — Considérant qu'il résulte des documents transmis par notre ministre des finances, que c'est ainsi que ce décret a été entendu et exécuté par l'administration générale des domaines et de l'enregistrement; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les arrêtés du conseil de préfecture du département de l'Oise, des 26 octobre et 14 décembre 1821, sont annulés.

N° 73. = 6 janvier 1823. = **CIRCULAIRE** du garde des sceaux relative à l'exécution de l'ordonnance du 20—23 novembre 1822 (2). (SIREY, tome XXIII, 2^e partie, page 266.)

L'article 1^{er}, en prescrivant la répartition en colonnes ou sections, des avocats inscrits au tableau dressé en vertu de l'article 29 de la loi du 13 mars 1804 (22 ventose an 12), suppose évidemment que les tableaux ont été faits conformément aux dispositions de l'article 5, qui ne fait qu'exprimer

(1) Voyez, sur la police du roulage, la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), et les notes qui résument les réglemens de la matière.

Voyez aussi l'ordonnance du 22 novembre 1820—19 janvier 1821.

(2) Voyez cette ordonnance concernant l'exercice de la profession d'avocat, et les notes étendues qui l'accompagnent.

d'une manière plus positive ce qui était déjà compris implicitement dans les dispositions générales du décret du 14 décembre 1810. — Ainsi, dans tous les lieux où les tableaux d'avocats ont été faits ou renouvelés, vous voudrez bien, préalablement à toute répartition en colonnes ou sections, vous assurer (par un examen exact et rigoureux des individus) des titres qu'ils représentent, et des faits qui les concernent, qu'aucun avocat n'est inscrit sans avoir le droit actuel et incontestable de l'être suivant l'article 5 ; et dans tous les lieux où, les tableaux n'ayant pas encore été faits, leur rédaction devra précéder la répartition des avocats en colonnes, vous apporterez le même soin à vérifier les droits que chacun aurait fait valoir pour obtenir l'inscription. — Ces tableaux devront être renouvelés tous les ans d'après les circonstances de faits qui pourraient nécessiter quelques changemens. — En cas d'admission par le conseil de discipline ou le tribunal, dès à présent ou à l'avenir, d'individus qui vous paraîtraient n'avoir pas le droit d'être inscrits au tableau, vous devrez dénoncer au conseil de discipline ou au tribunal l'irrégularité que vous aurez reconnue ; et, dans le cas où l'inscription serait maintenue, *vous pourvoir par appel devant la cour.* — La répartition en colonnes n'a, du reste, aucune règle précise, soit pour le mode à suivre dans son exécution, soit pour le nombre d'avocats à distribuer dans chacune des colonnes. Ces points sont abandonnés au jugement et à la prudence des anciens bâtonniers et du conseil de discipline, tant pour la première fois que pour les renouvellemens qui pourraient être ordonnés par les cours royales, sur la réquisition des procureurs généraux ou sur la demande du conseil de discipline. — L'article 5 tend, avec raison, à écarter de l'ordre des avocats, et à exclure du tableau des individus qui, pourvus du grade nécessaire, et admis au serment, n'exercent pas réellement la profession d'avocat, et veulent, à l'aide d'un titre nu, sans se livrer *habituellement* et *exclusivement* aux exercices du barreau ou aux travaux du cabinet, jouir des prérogatives qui ne peuvent appartenir qu'aux hommes laborieux et véritablement voués à la profession qu'ils ont embrassée. — L'exercice de la profession d'avocat s'annonce *principalement* par l'assiduité au palais, par la plaidoirie, par la rédaction habituelle et notoire d'écrits judiciaires. Le succès et l'occupation sont pour tous le fruit des talens et du temps. — Ainsi, tout avocat qui suit les audiences, qui se livre à la plaidoirie quand l'occasion plus ou moins fréquente lui en est offerte, exerce véritablement sa profession autant qu'il est en lui de le faire. — Ainsi, tout avocat qui, sans suivre le palais, sans se livrer à la plaidoirie, s'occupe notoirement et habituellement de rédiger des consultations, des mémoires, des avis et autres écrits judiciaires, exerce encore sa profession. — Mais aussi, et par opposition, tout avocat qui n'annonce point par un de ces faits faciles à constater que son assiduité, ses efforts et son travail le feront triompher des obstacles dont la carrière est semée, n'exerce pas réellement sa profession, et ne peut aspirer à faire partie de l'ordre. — Ainsi, des signatures isolées, apposées de loin en loin sur des écrits judiciaires, sans aucune autre démonstration de l'exercice réel de la profession, ne suffiront point pour constituer l'avocat, et lui donner le droit d'être porté au tableau ; ainsi, et à plus forte raison, le gradué qui, placé dans ces dernières circonstances, se trouvera de plus ne point résider au chef-lieu de la cour ou du tribunal, de manière qu'il ne pourrait offrir aux justiciables un accès, un recours facile, ne pourra être considéré comme avocat.

N° 74. = 8 — 17 janvier 1823. = *ORDONNANCE du roi qui établit, à partir du 1^{er} avril 1823, au hameau des Echampey, département du Doubs,*

un bureau de vérification par lequel les boissons pourront passer à l'étranger, en franchise des droits établis par les lois des 28 avril—4 mai 1816 et 25—26 mars 1817 (1). (VII, Bull. DLXXIX, n° 14046.)

Louis, ... — Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 ; — Vu les articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816 ; — Vu les articles 2 et 3 de notre ordonnance du 11 juin de la même année, et les dispositions de notre ordonnance du 20 mai 1818 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — A compter du 1^{er} avril prochain, il sera établi, au hameau des Echampey, arrondissement de Pontarlier, département du Doubs, un bureau de vérification par lequel les boissons pourront passer à l'étranger, en franchise des droits prononcés par les articles 87 de la loi du 28 avril 1816, et 80 de celle du 25 mars 1817.

N° 75. = 8—17 janvier 1823. = *AVIS des comités réunis de législation, des finances et de la guerre, du conseil d'état, sur la question de savoir si les militaires retraités qui, condamnés à des peines afflictives ou infamantes, ont subi leur jugement ou ont été graciés, doivent justifier de leur réhabilitation légale pour être remis en jouissance de leurs pensions.* (VII, Bull. DLXXIX, n° 14047.)

Les comités de législation, des finances et de la guerre, réunis par ordre de monseigneur le garde des sceaux, sur la demande de son excellence le ministre des finances, pour délibérer sur la question de savoir « si les militaires retraités qui, condamnés à des peines afflictives ou infamantes, ont subi leur jugement ou ont été graciés, doivent justifier de leur réhabilitation légale pour être remis en jouissance de leurs pensions ; » — Vu, 1° un avis du comité des finances, du 28 décembre 1821, approuvé par le ministre de ce département, portant que la femme d'un pensionnaire condamné à une peine infamante n'a pas droit à une portion de sa pension ; — 2° Un second avis du comité des finances, du 17 mai 1822, qui estime qu'il y a lieu de rendre applicables aux pensions civiles les dispositions de l'article 3 de la loi du 28 fructidor an 7 ; — 3° Les lettres écrites au ministre des finances, les 18 juin, 13 août, 10 septembre et 31 décembre 1821, par son excellence le ministre de la guerre et par monseigneur le garde des sceaux ; — 4° Un rapport adressé à monseigneur le garde des sceaux par le directeur des affaires criminelles et des grâces ; — 5° Les dispositions de la charte constitutionnelle, celles des Codes civil, pénal et d'instruction criminelle, et celles de l'article 86 de l'acte du gouvernement, du 16 thermidor an 10, sur le droit de grace et de commutation de peines, sur les incapacités résultant des condamnations à peine afflictive ou infamante et sur le mode de réhabilitation des condamnés, et finalement celles de la loi du 28 fructidor an 7, et de l'ordonnance royale du 27 août 1814 sur la perte des pensions militaires par l'effet desdites condamnations ; — Après en avoir délibéré, ont reconnu que la question proposée rendait nécessaire l'examen et la solution des questions suivantes :

1^{re} Question. — Les pensionnaires condamnés à des peines afflictives ou infamantes, qui ont fini le temps de leur peine, sont-ils obligés d'être réhabilités pour rentrer dans leur pension ?

2^e Question. — Peut-on, pendant la durée de leur peine, accorder, à titre de secours, une partie de leur pension à leur veuve ou à leurs enfans ?

(1) Voyez ces lois de finances, et les notes étendues qui les accompagnent.

3^e Question. — Les lettres de grace pleine et entière accordées avant toute exécution du jugement de condamnation, peuvent-elles tenir lieu de la *réhabilitation* ?

4^e Question. — Les lettres de grace accordées après l'exécution du jugement, et qui ne contiendraient aucune clause relative à la *réhabilitation* du condamné, dispensent-elles de l'exécution des dispositions du Code de procédure criminelle relatives à la *réhabilitation* ?

5^e Question. — Les lettres de grace peuvent-elles, par une clause explicite, dispenser des formalités prescrites par le Code d'instruction criminelle pour la *réhabilitation* ?

Considérant, sur la première question, que la loi du 28 fructidor an 7, sur les pensions militaires, et l'ordonnance du 27 août 1814, qui en reproduit les dispositions littéralement, portent, en termes exprès, que la perte des pensions causée par les condamnations à peine afflictive ou infamante dure jusqu'à la *réhabilitation*, et qu'ainsi elles imposent spécialement à cette classe de condamnés une obligation dont on ne pourrait les dispenser sans violer le texte même de la loi ; — Considérant, sur la deuxième question, qu'on ne pourrait payer la pension du condamné, en tout ni en partie, quelle que fût la dénomination qu'on donnât à ce paiement, sans violer la loi ci-dessus mentionnée, et par conséquent sans compromettre la responsabilité du ministre ; — Considérant, sur la troisième question, qu'en matière criminelle nul jugement de condamnation ne peut produire d'effet avant l'exécution ; que, lorsque la grace a précédé l'exécution, les incapacités légales ne sont pas encourues ; que, par conséquent, il ne peut y avoir lieu, dans ce cas, à solliciter des lettres de *réhabilitation*, puisque la *réhabilitation* n'a pour objet que de relever le condamné des incapacités légales auxquelles il a été réellement soumis ; — Considérant, sur la quatrième question, que l'article 68 de la charte a maintenu les lois qui n'y sont pas contraires ; que la nécessité de la *réhabilitation*, imposée par le Code d'instruction criminelle au condamné, pour qu'il soit relevé des incapacités légales encourues par l'exécution du jugement, n'a rien de contraire à l'article 67 de la charte, qui donne au roi le droit de faire grace et de commuer la peine ; — Qu'en effet la *grace* et la *réhabilitation* diffèrent essentiellement, soit dans leur principe, soit dans leurs effets ; — Que la *grace* dérive de la clémence du roi ; la *réhabilitation*, de sa justice ; — Que l'effet de la *grace* n'est pas d'abolir le jugement, mais seulement de faire cesser la peine ; — Qu'aux termes du Code d'instruction criminelle, le droit de *réhabilitation* ne commence qu'après que le condamné a subi sa peine ; — Que l'effet de la *réhabilitation* est de relever le condamné de toutes les incapacités, soit politiques, soit civiles, qu'il a encourues ; — Que ces incapacités sont des garanties données par la loi, soit à la société, soit aux tiers, et que la grace accordée au condamné ne peut pas plus le relever de ces incapacités que de toutes les autres dispositions du jugement qui auraient été rendues en faveur des tiers ; — Considérant, sur la cinquième question, que la prérogative royale ne s'étend pas jusqu'à dispenser les citoyens des obligations qui leur sont imposées en vertu des lois maintenues par la charte, et dont ils ne pourraient être relevés que par la puissance législative, — Sont d'avis, — 1^o Que les pensions perdues par l'effet des condamnations à des peines afflictives ou infamantes ne peuvent être rétablies qu'après la *réhabilitation* du condamné ; — 2^o Que, pendant la durée de ces peines, il ne peut être accordé sur ces pensions aucun secours à la veuve ou aux enfans des condamnés ; — 3^o Que les lettres de grace pleine et entière accordées avant l'exécution du jugement préviennent les incapacités légales et rendent

inutile la *réhabilitation*; — 4° Que la grace accordée après l'exécution du jugement ne dispense pas le gracié de se pourvoir en *réhabilitation*, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle; — 5° Que les lettres de grace accordées après l'exécution du jugement ne peuvent contenir aucune clause qui dispense des formalités prescrites par le Code d'instruction criminelle pour la *réhabilitation*.

N° 76. = 8 janvier — 19 février 1823. = **ORDONNANCE** du roi relative au rang des cardinaux, archevêques et évêques revêtus de la dignité de pairs du royaume. (VII, Bull. DLXXXVI, n° 14172.)

N° 77. = 15—23 janvier 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine le taux proportionnel du remboursement que doit obtenir, à la réexportation, chacun des produits extraits du sucre étranger qui a supporté, à l'entrée, les taxes établies par la loi du 27 — 27 juillet 1822 (1). (VII, Bull. DLXXX, n° 14053.)

N° 78. = 15 janvier—9 février 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant nouveau règlement sur l'exercice de la profession de boulanger dans la ville de Nîmes, département du Gard. (VII, Bull. DLXXXIII, n° 14099.)

N° 79. = 18 — 30 janvier 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui défend, sous les peines y exprimées, à tout armateur et capitaine français, d'employer et d'affréter les bâtimens qui leur appartiennent ou qu'ils commandent, à transporter des esclaves (2). (VII, Bull. DLXXXI, n° 14055.)

Louis, ... — Nous avons été informé que des capitaines naviguant dans les mers du Levant et sur les côtes de l'Égypte et de la Barbarie sont véhémentement soupçonnés d'avoir affréte leurs navires pour transporter au lieu où ils doivent être vendus des individus des deux sexes tombés par le sort de la guerre au pouvoir des belligérans, et traités par eux comme esclaves. — Par de tels actes, ces capitaines participent au plus odieux abus des droits de la guerre; ils manquent à tous les devoirs que la religion et l'humanité imposent; ils compromettent à la fois l'honneur du nom et du pavillon français, les intérêts de l'état, et ceux des propriétaires et chargeurs de navires dont le commandement leur est confié. — En conséquence, et sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est défendu à tout armateur et capitaine français d'employer et d'affréter, les navires qui leur appartiennent ou qu'ils commandent, à

(1) Voyez la loi de douanes du 27—27 juillet 1822, art. 6; celle du 17—23 mai 1826, art. 9, lequel, en abrogeant l'art. 6 de la loi de 1822, maintient la fixation des primes de réexportation telle qu'elle est faite par la présente ordonnance; la loi du 26—28 avril 1833, qui fixe de nouveau et d'une manière complète la prime de réexportation des sucres français et étrangers; et la loi de douanes du 2—16 juillet 1836, art. 2 et suiv. (des dispositions générales relatives aux primes), qui ajoutent à celle de 1833.

Ces deux lois rendent la présente ordonnance sans intérêt.

(2) Cette prohibition est une conséquence des lois qui défendent la traite des noirs. Voyez, sur cette matière, les lois et ordonnances indiquées dans les notes qui accompagnent le décret du 11 août 1792.

Il nous paraît évident que la présente ordonnance, en ce qui concerne les peines prononcées contre les capitaines et armateurs qui concourent à la traite des noirs, est abrogée par la loi du 25—26 avril 1827, et finalement par celle du 4—8 mars 1831, qui abroge elle-même la loi précédente.

transporter des esclaves, quelles qu'eussent été l'origine desdits esclaves et la nation au pouvoir de laquelle ils sont tombés, et pour quelque lieu qu'ils soient destinés.

2. Les officiers commandant nos bâtimens arrêteront tout navire français à bord duquel des passagers traités comme esclaves se trouveraient; ils les feront conduire et débarquer, le plus promptement qu'il sera possible, au premier port où la sûreté et la liberté de ces individus seront parfaitement garanties. — Lesdits commandans adresseront à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies un rapport, signé des principaux officiers de l'état-major, sur les circonstances de l'arrestation du navire et du débarquement des passagers; ils joindront à ce rapport l'interrogatoire qu'ils auront fait subir au capitaine, aux officiers, à l'équipage et aux passagers.

3. Si un de nos consuls ou un agent consulaire de France est en résidence dans le port où lesdits passagers auront été débarqués, il sera procédé par lui à l'interrogatoire prescrit ci-dessus, en présence d'un ou deux officiers du bâtiment qui aura arrêté le navire et de deux ou trois Français immatriculés au consulat.

4. Le capitaine du navire qui aura été arrêté comme étant en contravention à la présente ordonnance recevra l'ordre de retourner dans un port de France, aussitôt après le débarquement des esclaves passagers. — Le signalement du capitaine et celui du navire seront adressés, par le consul qui aura eu le premier connaissance de la contravention, à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, et à tous nos consuls en Levant et en Barbarie. — La cause de l'expulsion du navire et du capitaine sera notée, soit par l'officier commandant le bâtiment qui aura arrêté le navire, soit par le consul de France, sur la commission du capitaine, sur le rôle d'équipage, l'acte de francisation et le congé de mer.

5. Tout capitaine qui aura contrevenu à la présente ordonnance sera interdit pour toujours de la faculté de commander aucun navire français, pour quelque destination que ce soit. Toutes poursuites sont, en outre, réservées aux propriétaires et chargeurs du navire, en raison des pertes et dommages que l'infraction commise par le capitaine aura pu leur causer.

6. Si le capitaine délinquant est en même temps armateur et propriétaire du navire, l'acte de francisation et le congé de mer lui seront retirés, dès qu'il sera arrivé dans un port de France; et ni l'administration de la marine, ni celle des douanes, ne pourront lui délivrer ultérieurement, pour un armement quelconque, aucune des expéditions qui constituent la nationalité d'un navire français, sans préjudice des poursuites qui pourraient être dirigées contre lui. — Les agens de ces deux administrations constateront par un procès-verbal le retrait desdites pièces, et il en sera fait mention sur les registres de l'inscription maritime.

N^o 80. = 22 janvier — 19 février 1823. = **ORDONNANCE** du roi relative à la dissolution de l'association partielle désignée, dans la caisse de survivance et d'accroissement, sous le nom de première division, et au mode de liquidation des capitaux appartenant à cette division. (VII, Bull. DLXXXV, n^o 14122.)

Louis, ... — Vu nos ordonnances des 8 décembre 1819, 14 décembre 1820 et 11 avril 1821, portant autorisation de la caisse de survivance et d'accroissement avec remboursement de capitaux établie à Paris; — Vu la demande du conseil général de ladite caisse, ensemble de ses administrateurs autorisés sous le nom de *maison gérante*; — Ladite demande tendant à ce que la classe

des actionnaires primitifs, constituée conformément à l'ordonnance du 8 décembre 1819, et dénommée *première division* depuis que, par notre ordonnance du 14 décembre 1820, il en a été autorisé une *seconde* sur un plan différent, puisse être dissoute et liquidée, sauf aux actionnaires à rentrer dans la seconde division, si bon leur semble ; — Cette demande expressément consignée dans la délibération du conseil général du 2 novembre 1821 pour avoir son effet dudit jour, et confirmée par nouvelle délibération du 1^{er} août 1822 ; — Considérant que du registre des adhésions, certifié par le commissaire du gouvernement, il a paru au comité de l'intérieur et du commerce de notre conseil d'état que la *totalité* des actionnaires de ladite classe dénommée *première division* ont unanimement, et sans exception, concouru à la dissolution en ce qui les concerne ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Nous approuvons la dissolution de l'association partielle désignée jusqu'à ce jour, dans la caisse de survivance et d'accroissement, sous le nom de *première division*.

2. La liquidation des capitaux appartenant à ladite division, et leur partage entre les actions dont les titulaires étaient survivans au 2 novembre 1821, époque du consentement des actionnaires, auront lieu conformément aux statuts, et le mode en sera soumis à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

N^o 81. = 22 janvier—27 mars 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie pour le département du Pas-de-Calais, formée à Arras. (VII, Bull. DXCIV bis, n^o 1^{er}.)

Art. 1^{er}. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie pour le département du Pas-de-Calais, formée à Arras, est autorisée : ses statuts compris dans l'acte d'association passé par-devant *Isambard* et son collègue, notaires à Arras, le 6 décembre 1822, lequel acte demeurera annexé à la présente ordonnance, sont approuvés sous les réserves portées à l'article 2.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 12 desdits statuts, les droits des créanciers hypothécaires qui auraient fait assurer les édifices affectés à leur créance, seront, dans tous les cas, réglés par le droit commun. — La dénomination d'*amendes*, donnée aux clauses pénales conventionnelles stipulées aux articles 21, 62 et 73, s'étendra, sans tirer à conséquence, et sans approbation.

3. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non-exécution des statuts, sans préjudice des actions en dommages-intérêts qui appartiendraient aux tiers à raison des infractions commises.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie certifiée de son état de situation au préfet du Pas-de-Calais et aux greffes des tribunaux civils du département. Une copie de cet état sera adressée à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur nommera un commissaire auprès de la compagnie. Il sera chargé de prendre connaissance de ses opérations et de l'observation des statuts ; il rendra compte de tout à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur et au préfet du département. — Il pourra suspendre provisoirement celles de ses opérations qui lui paraîtraient contraires aux lois et statuts, ou dangereuses.

pour la sûreté publique, et ce jusqu'à décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

(*Suivent les statuts.*)

N° 82. = 28 janvier 1823. = **DISCOURS** du roi à l'ouverture de la session de 1823. (Moniteur du 29 janvier 1823.)

N° 83. = 29 janvier—9 février 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine l'époque à laquelle aura lieu, en 1823, l'exposition publique des produits de l'industrie française (1). (VII, Bull. DLXXXIII, n° 14101.)

Art. 1^{er}. L'exposition publique des produits de l'industrie française aura lieu cette année, le 25 août et jours suivans, dans les salles et galeries de notre palais du Louvre.

2. Tous les manufacturiers et fabricans établis en France qui voudront concourir à cette exposition seront tenus de se faire inscrire au secrétariat général de la préfecture de leur département, à l'époque qui sera indiquée par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

3. Chaque préfet nommera un jury, composé de cinq membres, pour prononcer sur l'admission ou le rejet des objets qui lui seront présentés.

4. Un jury central, composé de quinze membres, sera nommé par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, à l'effet de juger les produits de l'industrie. Il désignera les manufacturiers qui auront mérité, soit des prix, soit une mention honorable.

5. Un échantillon de chacune des productions désignées par le jury sera déposé au conservatoire des arts et métiers, avec une inscription particulière qui rappellera le nom du manufacturier ou fabricant qui en sera l'auteur.

N° 84. = 29 janvier—9 février 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui règle le prix des poudres à livrer, pendant l'année 1823, aux départemens de la guerre, de la marine et des finances. (VII, Bull. DLXXXIII, n° 14102.)

N° 85. = 29 janvier—9 février 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant organisation d'un second escadron du train des équipages militaires, sous le n° 2. (VII, Bull. DLXXXIII, n° 14103.)

N° 86. = 29 janvier—9 février 1823. = **ORDONNANCE** du roi relative à la formation de quatre compagnies de soldats d'ambulance pour le service des armées (2). (VII, Bull. DLXXXIII, n° 14105.)

Art. 1^{er}. Il sera formé quatre compagnies de soldats d'ambulance pour le service des armées. — Ces compagnies seront à la disposition du ministre de la guerre, qui les répartira suivant les besoins du service.

2. Le cadre d'organisation de chaque compagnie comprendra : un capitaine commandant la compagnie, un lieutenant chargé des détails d'administration, un sergent-major, faisant fonctions d'adjudant, cinq sergens infirmiers

(1) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 13 ventose an 9 (4 mars 1801), et la note.

(2) Voyez le décret du 27 avril (21 et)—5 mai 1792, concernant les hôpitaux ambulans pour le service des armées ; la loi du 19 ventose an 3 (9 mars 1795), qui organise des comités de surveillance des hôpitaux ambulans ; et l'ordonnance du 9—15 avril 1823, portant création d'une nouvelle compagnie d'ambulance.

Voyez encore, dans les notes qui accompagnent le décret précité du 27 avril—5 mai 1792, le résumé de la législation concernant les hôpitaux militaires.

majors de première classe, un caporal - fourrier major de première classe, dix caporaux infirmiers majors de deuxième classe, quatre-vingt-seize soldats infirmiers ordinaires, huit ouvriers et cuisiniers chefs, deux cors-de-chasse; total, cent vingt-cinq. — Il y aura en outre pour les quatre compagnies un chef de bataillon. — Au nombre des ouvriers et cuisiniers chefs seront compris: un maître tailleur, un maître cordonnier, un maître coutelier, un ouvrier en bois, quatre cuisiniers. — Ces ouvriers et cuisiniers formeront dans chaque compagnie une escouade distincte, qui sera sous les ordres immédiats de l'un des sergens et de deux caporaux.

3. Un certain nombre de soldats infirmiers seront désignés pour remplir les fonctions de portiers, d'aides de cuisine, de garçons de dépense, de pharmacie ou de magasin, et pour être chargés des autres services spéciaux ordinairement confiés aux sous-employés dans les hôpitaux militaires et ambulances.

4. Chaque compagnie sera divisée en deux sections, chaque section en deux pelotons, et chaque peloton en deux escouades. — Le lieutenant commandera le second peloton sous les ordres du capitaine. — En cas de division de la compagnie sur différens points, le sergent-major, le fourrier et un des cors-de-chasse resteront avec le capitaine.

5. Trois des compagnies seulement seront mises dès à présent en activité de service à la suite des troupes. La quatrième formera la compagnie de dépôt. Ce dépôt sera établi à Paris, sous les ordres spéciaux du chef de bataillon. On y centralisera toutes les opérations relatives au recrutement, à l'habillement et à la comptabilité des quatre compagnies: à cet effet, le chef de bataillon, le capitaine et le lieutenant formeront un conseil d'administration à l'instar des conseils d'administration des autres corps de l'armée. Le sergent-major adjudant remplira dans ce conseil les fonctions de secrétaire.

6. Le ministre de la guerre présentera à notre nomination le chef de bataillon et les autres officiers des quatre compagnies. Ils seront pris, soit parmi les officiers des anciennes compagnies d'ouvriers d'administration, soit parmi ceux des anciennes compagnies d'ambulance, soit parmi les anciens agens du service des hôpitaux qui comptent des services militaires. — Les sergens-majors, les sergens et les caporaux seront nommés par notre ministre de la guerre. Ils seront choisis indifféremment parmi les sous-officiers et caporaux de l'armée congédiés et qui seront aptes au service des ambulances, ou parmi les sous-employés des hôpitaux militaires.

7. Les compagnies d'ambulance se recruteront par les enrôlemens volontaires, et subsidiairement par voie d'appel, tant dans les corps que parmi les jeunes soldats de nouvelle levée. Dans les corps, la désignation des hommes propres au service des ambulances sera faite par les colonels dans la proportion déterminée par le ministre de la guerre.

8. Aux armées, les compagnies d'ambulance seront sous les ordres des intendans en chef, qui les répartiront d'après les besoins du service. — Dans les divisions d'ambulance ou dans les hôpitaux, les sergens infirmiers majors de première classe, les caporaux ou infirmiers majors de deuxième classe, et les soldats infirmiers ordinaires, seront à la disposition des directeurs, et toutes les règles de subordination et de discipline établies à l'égard des infirmiers des hôpitaux leur seront applicables. — Hors des ambulances et des hôpitaux, ils ne reconnaîtront que l'autorité de leurs chefs et des sous-intendans sous la police desquels ils se trouvent placés.

9. Lorsque les compagnies seront réparties dans les hôpitaux, le capitaine et le lieutenant pourront recevoir de l'intendant une mission de surveillance sur le service, sans que néanmoins cette mission leur donne d'autre préro-

gative que celle de rendre compte à l'intendant ou au sous-intendant des observations qu'ils auront été dans le cas de faire relativement au service. — Du reste, ils s'occuperont spécialement de ce qui concerne la comptabilité, la solde, les vivres, l'équipement, l'armement et l'habillement de la compagnie. Ils feront des revues de rigueur pour l'entretien de l'habillement, et veilleront à ce que les feuilles d'appel soient régulièrement établies. — Ils feront de fréquentes visites dans les hôpitaux, à l'effet de s'assurer si leurs hommes, tant infirmiers majors qu'infirmiers ordinaires, s'y comportent bien. — Les jours d'affaire, ils se transporteront sur le champ de bataille, au poste qui leur sera assigné, et se tiendront derrière les rangs avec les infirmiers destinés à enlever les blessés.

10. Les compagnies d'ambulance fourniront des détachemens pour escorter les évacuations de malades et les convois d'effets d'hôpitaux. Dans ce cas, les soldats infirmiers monteront la garde et surveilleront les convois nuit et jour.

11. La solde des compagnies d'ambulance sera payée sur les fonds de la solde des troupes, et réglée ainsi qu'il suit :

SOLDE ANNUELLE,		
	pied de paix.	pied de guerre.
Chef de bataillon.....	3,600 f.	»
Capitaine.....	2,000	2,700 f.
Lieutenant.....	1,600	2,200
SOLDE JOURNALIÈRE.		
Sergent-major.....	1 f. 50 c.	2 f. 10 c.
Sergent infirmier major de 1 ^{re} classe.....	1 00	1 50
Caporal-fourrier.....	1 00	1 50
Caporal infirmier major de 2 ^e classe.....	0 75	1 00
Cuisinier chef et ouvrier.....	1 00	1 50
Soldat infirmier ordinaire.....	0 50	0 60
Cor-de-chasse.....	0 75	1 00

12. Il sera pourvu à l'habillement, à l'armement et à l'équipement des compagnies d'ambulance par les soins de notre ministre de la guerre. — Le fond de l'uniforme sera gris-de-fer avec passe-poil brun marron; les boutons seront de métal blanc. Le schakos sera du même modèle que celui de l'infanterie légère. — Les marques distinctives ainsi que l'armement, tant pour les officiers que pour les sous-officiers, caporaux et cors-de-chasse, seront les mêmes par correspondance de grade que dans l'infanterie légère.

13. Les différentes masses, ainsi que les indemnités de logement et d'entrée en campagne, seront réglées à l'instar de celles de l'infanterie de l'armée. Les vivres seront aussi fournis sur le même pied, toutes les fois que les infirmiers ne feront pas le service dans les hôpitaux.

14. Les compagnies d'ambulance seront assimilées, pour le traitement de réforme et la solde de retraite, aux corps d'infanterie.

15. Notre ministre de la guerre déterminera l'espèce d'instruction militaire à donner à ces compagnies.

N° 87. = 29 janvier—27 mars 1823. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société d'assurance mutuelle contre la grêle, formée à Paris pour les départemens y désignés.* (VII, Bull. DXCIV bis, n° 2.)

Art. 1^{er}. La société d'assurance mutuelle contre la grêle, formée à Paris provisoirement par acte public par-devant *Leroy* et son collègue, notaires, le 21 février 1822, est autorisée, et ses statuts, sauf les réserves ci-après, sont approuvés suivant leur rédaction définitive substituée à la précédente et déposée en acte des mêmes notaires, du 15 janvier 1823, lesquels statuts et acte de dépôt resteront annexés à la présente ordonnance.

2. Nonobstant les énonciations du titre et de l'article 1^{er} des statuts, notre approbation ne s'étend, quant à présent, que dans les départemens de la Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Aisne, Oise, Eure-et-Loir, Marne, Yonne, Aube, Loiret et Loir-et-Cher. — L'extension des assurances de la société dans les départemens de la Somme, Seine-Inférieure, Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Nièvre, Cher, Eure, Indre et Indre-et-Loire, pourra être successivement autorisée, s'il y a lieu, par des arrêtés de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

3. Nonobstant ce qui est dit au troisième paragraphe de l'article 30 des statuts, le directeur de la société, en sa qualité de mandataire, pourra être révoqué, sans préjudice toutefois des effets pécuniaires du traité fait avec le sieur *Delattre*, directeur actuel, suivant les articles 48 et 49.

4. La présente autorisation étant, au surplus, accordée à ladite société, à la charge par elle de se conformer aux lois et à ses statuts, nous nous réservons, dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, de révoquer ladite approbation, sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers, à raison des infractions commises à leur préjudice.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet du département de la Seine, ainsi qu'au greffe du tribunal et à la chambre de commerce de Paris; elle adressera également une copie de cet état aux préfets des autres départemens compris dans son système d'assurance : pareille copie sera expédiée à notre ministre de l'intérieur.

6. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, laquelle sera publiée au Bulletin des lois, avec l'acte annexé du 15 janvier 1823. Pareille insertion aura lieu dans le *Moniteur* et dans l'un des journaux d'annonces judiciaires du département de la Seine, sans préjudice de toute autre publication qui pourrait être requise.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 88. = 2—9 février 1823. = *ORDONNANCE du roi qui détermine la formation du troisième bataillon des vingt derniers régimens d'infanterie de ligne.* (VII, Bull. DLXXXIII, n° 14106.)

N° 89. = 2—9 février 1823. = *ORDONNANCE du roi portant création de quatre nouveaux régimens d'infanterie de ligne à trois bataillons.* (VII, Bull. DLXXXIII, n° 14107.)

N° 90. = 2—12 février 1823. = *ORDONNANCE du roi qui appelle à l'activité tous les jeunes soldats disponibles de la classe de 1822, et prescrit leur répartition entre les corps, conformément à l'état y annexé.* (VII, Bull. DLXXXIV, n° 14116.)

N° 91. = 2—19 février 1823. = **ORDONNANCE du roi portant règlement pour la nouvelle organisation de la faculté de médecine de l'académie de Paris** (1). (VII, Bull. DLXXXV, n° 14123.)

Louis, . . . — Voulant que la nouvelle organisation de la faculté de médecine de l'académie de Paris satisfasse aux motifs qui nous l'ont fait juger nécessaire, et commencer par cette école justement célèbre les améliorations que nous nous proposons d'introduire dans l'enseignement et la discipline des diverses branches de l'art de guérir; — Vu les lois, ordonnances, décrets et réglemens relatifs à l'instruction publique, et spécialement à l'enseignement et à l'exercice de la médecine; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Organisation.

Art. 1^{er}. La faculté de médecine de l'académie de Paris se compose de vingt-trois professeurs chargés des diverses parties de l'enseignement, ainsi qu'il sera réglé au titre II. — Sont attachés à ladite faculté trente-six agrégés, dont un tiers en stage et deux tiers en exercice, et un nombre indéterminé d'agrégés libres.

2. Les agrégés en exercice sont appelés à suppléer les professeurs en cas d'empêchement, à les assister pour les appels, et à faire partie des jurys d'examen et de thèse, sans toutefois pouvoir s'y trouver en majorité : ils ont, dans l'instruction publique, le même rang que les suppléans des professeurs des écoles de droit.

3. Le grade d'agrégé n'est conféré qu'à des docteurs en médecine ou en chirurgie, âgés de vingt-cinq ans. — La durée du stage est de trois ans; celle de l'exercice, de six ans : ceux qui l'ont terminé deviennent agrégés libres. — Néanmoins, les vingt-quatre agrégés qui seront nommés pour la première formation entreront immédiatement en exercice, et la moitié d'entre eux, désignée par le sort, devra être renouvelée après trois ans. — Dans la suite, les renouvellemens continueront à s'effectuer tous les trois ans, de manière qu'à chacun d'eux douze agrégés entrent en stage, douze passent du stage en exercice, et douze deviennent agrégés libres. — Les délais fixés par le présent article ne courront qu'à dater de la prochaine année scolaire.

4. Les seuls agrégés dans le ressort de la faculté de Paris peuvent être autorisés par le grand-maître à faire des cours particuliers. — Ceux d'entre eux qui ont atteint l'âge exigé sont, de droit, candidats pour les places de professeurs qui viennent à vaquer. — Ces prérogatives sont communes aux agrégés des trois classes : ils n'en peuvent être privés que par une décision du conseil de l'université, rendue dans les formes ordinaires.

5. Après la première formation, le grade d'agrégé ne sera donné qu'au concours. Seulement le grand-maître pourra, sur l'avis favorable de la faculté, du conseil académique et du conseil royal, conférer le titre d'agrégé libre à des docteurs en médecine ou en chirurgie, âgés de quarante ans au moins, et qui se seraient distingués par leurs ouvrages ou par des succès dans leur profession. — Leur nombre ne pourra jamais être de plus de dix, et ils n'auront droit de candidature que pour les chaires de clinique.

6. Le doyen est chef de la faculté : il est chargé sous l'autorité du rec-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'ordonnance du 5—8 juillet 1820, le résumé des réglemens concernant l'organisation des facultés de médecine, et spécialement de celle de Paris.

La faculté de Paris avait été supprimée par ordonnance du 21 novembre—7 décembre 1822, qui a été révoquée, ainsi que la présente, par l'ordonnance du 5—21 octobre 1830.

teur de l'académie, de diriger l'administration et la police, et d'assurer l'exécution des réglemens; il ordonnance les dépenses conformément au budget annuel. Il convoque et préside l'assemblée de la faculté, formée de tous les professeurs titulaires. Celle-ci lui adjoint, tous les ans, deux de ses membres, à l'effet de le seconder dans ses fonctions, de le remplacer en cas d'empêchement, et de lui donner leur avis pour tout ce qui concerne l'administration.

7. L'assemblée de la faculté délibère sur les mesures à prendre ou à proposer concernant l'enseignement et la discipline, sur la formation du budget, sur les dépenses extraordinaires, ainsi que sur les comptes rendus par le doyen et par l'agent comptable. — Ses délibérations exigent la présence de la moitié, plus un, de ses membres: elles sont prises à la majorité absolue des suffrages, et ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées, selon les cas et conformément aux réglemens, soit par le recteur, soit par le conseil royal, soit par le grand-maître. — La faculté exerce en outre la juridiction qui lui est attribuée par les statuts de l'université.

8. L'agent comptable est chargé des recettes et des paiemens: il est soumis à toutes les conditions imposées aux comptables des deniers publics, et fournit un cautionnement qui ne peut être moindre du dixième des recettes.

9. Sont fonctionnaires de la faculté, un bibliothécaire, un conservateur des cabinets, un chef des travaux anatomiques.

10. Sont employés de la faculté, des préparateurs et des aides de chimie et de pharmacie, des chefs de clinique, un jardinier en chef du jardin botanique, des prosecteurs, des aides d'anatomie.

11. Pour la première fois, les professeurs seront nommés par nous, et les deux tiers des agrégés par le grand-maître. — Avant la fin de la présente année scolaire, la nomination de l'autre tiers des trente-six agrégés sera faite au concours, dans les formes que réglera, à cet effet, le conseil de l'université.

12. Toutes les fois qu'il y aura à pourvoir désormais à une place de professeur, trois candidats seront présentés par l'assemblée de la faculté, trois par le conseil académique, les uns et les autres pris dans les agrégés; et la nomination sera faite parmi ces candidats par le grand-maître, conformément aux réglemens qui régissent l'université. — Pourront être compris dans les présentations, objet du présent article, les professeurs et les agrégés des autres facultés de médecine du royaume.

13. Le doyen sera nommé, pour cinq ans, par le grand-maître, parmi les professeurs de la faculté. Ses fonctions seront toujours révocables.

14. Le grand-maître nommera, sur la proposition de la faculté et l'avis du recteur, les fonctionnaires de l'école dont il est parlé à l'article 9, ainsi que l'agent comptable. — Seront nommés par le doyen, avec l'approbation du recteur, et sur la proposition de la faculté, les employés mentionnés en l'article 10. — Le doyen nommera, sans présentation préalable, les employés des bureaux et les gens de service.

15. Les professeurs et les agrégés ne pourront être révoqués de leurs fonctions qu'en conformément aux règles établies pour les membres de l'université. — Les formes prescrites pour les nominations, objet de l'article précédent, devront être observées toutes les fois qu'il y aura lieu à la révocation des mêmes fonctionnaires ou employés.

16. Nul ne peut être à la fois professeur de la faculté de médecine et inspecteur de l'université ou de l'académie.

17. Le traitement fixe des professeurs est maintenu tel qu'il est actuellement. Ils continueront à recevoir un traitement éventuel et des droits de présence, lesquels seront déterminés tous les ans par le conseil de l'univer-

sité. — Il sera également alloué des droits de présence aux agrégés qui rempliront des fonctions dans la faculté; ils recevront, en outre, des professeurs qu'ils remplaceront, une indemnité égale à la moitié du traitement éventuel de ces derniers, pendant la durée du remplacement.

18. Le doyen, indépendamment de ses émolumens comme professeur, recevra un préciput, lequel demeure fixé à trois mille francs par an. — Les traitemens des autres fonctionnaires et des employés seront réglés par le conseil de l'université, sur la proposition de la faculté et l'avis du recteur.

TITRE II. — Distribution des cours.

19. Les chaires de la faculté de médecine de Paris sont divisées ainsi qu'il suit : 1° anatomie; 2° physiologie; 3° chimie médicale; 4° physique médicale; 5° histoire naturelle médicale; 6° pharmacologie; 7° hygiène; 8° pathologie chirurgicale; 9° pathologie médicale; 10° opérations et appareils; 11° thérapeutique et matière médicale; 12° médecine légale; 13° accouchemens, maladies des femmes en couche et des enfans nouveau-nés.

20. Deux professeurs seront attachés à la chaire de pathologie chirurgicale; — Deux à la chaire de pathologie médicale; — Et un seul à chacune des autres chaires mentionnées ci-dessus.

21. Indépendamment des cours distribués ainsi qu'il vient d'être réglé, quatre professeurs seront chargés de la clinique médicale, trois de la clinique chirurgicale, et un de la clinique des accouchemens.

22. Les cours devront être faits complètement chaque année; une délibération de la faculté, prise avant leur ouverture, déterminera leur durée, les jours et les heures auxquels ils auront lieu, ainsi que toutes les dispositions concernant l'enseignement et le bon ordre qu'il sera jugé utile de prescrire. — Le programme ainsi arrêté sera immédiatement rendu public.

TITRE III. — Admission des élèves, inscriptions, examens et réceptions.

23. Les études des élèves seront attestées par des inscriptions prises une à une, tous les trois mois, pendant la première quinzaine de chaque trimestre. — Il sera ouvert à cet effet, au bureau de la faculté, un registre coté et paraphé par le doyen, sur lequel les élèves apposeront de leurs propres mains leurs noms, prénoms, âge, lieu de naissance, leur demeure actuelle, le numéro de l'inscription qu'ils prendront, la date du jour et de l'année, et enfin leur signature. Il sera délivré à chaque élève ainsi inscrit une carte d'inscription.

24. Nul ne sera admis à prendre des inscriptions, s'il ne produit, — 1° Son acte de naissance; — 2° Un certificat de bonne conduite et de bonnes mœurs, délivré par le maire de sa commune et confirmé par le préfet; — 3° Le diplôme de bachelier ès-lettres et celui de bachelier ès-sciences; — 4° Et, s'il est mineur, le consentement de ses parens ou tuteurs à ce qu'il suive les cours de la faculté.

25. A la fin de chaque trimestre, il sera rendu compte par le doyen au recteur, et par celui-ci au grand-maître, de l'accomplissement des garanties exigées par les deux articles précédens et des autres obligations imposées aux élèves par notre ordonnance du 5 juillet 1820, laquelle sera affichée, avec les dispositions de la présente relatives aux mêmes objets, dans les salles destinées aux cours de la faculté et aux inscriptions.

26. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le conseil de l'université déterminera la composition des jurys d'examen et de thèse, ainsi que les formes et les matières des divers examens, sans toutefois pouvoir s'écarter des règles en vigueur pour les grades à conférer.

TITRE IV ET DERNIER. — Dispositions générales.

27. Les droits de présence ne pourront être accordés aux professeurs ni aux agrégés *absens*, quels que soient les motifs de leur absence.

28. Les professeurs qui, désignés pour un examen ou une thèse, se dispenseraient d'y assister sans en avoir prévenu le doyen, qui, dans ce cas, devra les faire remplacer, seront soumis, sur leur traitement, à une retenue égale à leur droit de présence, et double en cas de récidive, à moins qu'ils ne justifient d'une cause absolue et subite d'empêchement et qu'elle ne soit agréée par la faculté.

29. L'agrégé qui aurait commis la même faute trois fois dans la même année, ou qui, désigné pour remplacer un professeur, s'y serait refusé, et dont les motifs d'excuse, pour l'un comme pour l'autre cas, n'auront point été agréés par la faculté, cessera de faire partie des agrégés en exercice.

30. Tout professeur, tout agrégé qui, dans ses discours, dans ses leçons ou dans ses actes, s'écarterait du respect dû à la religion, aux mœurs ou au gouvernement, ou qui compromettrait son caractère ou l'honneur de la faculté par une conduite notoirement scandaleuse, sera déféré par le doyen au conseil académique, qui, selon la nature des faits, provoquera sa suspension ou sa destitution, conformément aux statuts de l'université.

31. Nul individu étranger à la faculté ne pourra ni suivre les cours, ni y assister, sans une permission du doyen délivrée par écrit. — Une semblable permission sera nécessaire pour tout étudiant de la faculté qui, n'ayant point été inscrit pour un cours, voudra le suivre ou y assister.

32. Nul ne pourra se présenter à une leçon sans être porteur de sa carte d'inscription, ou de l'autorisation délivrée en vertu de l'article précédent. Il sera assigné aux uns et aux autres des places séparées, selon qu'ils seront inscrits ou qu'ils ne seront qu'autorisés.

33. Tout étudiant qui aura donné à une autre personne sa carte d'inscription ou l'autorisation qu'il aura reçue encourra la perte d'une ou de plusieurs inscriptions, ou même son exclusion de la faculté, si cette transmission a servi à produire du désordre.

34. Les professeurs et les agrégés en fonctions sont tenus de seconder le doyen pour le maintien ou le rétablissement du bon ordre dans l'école. Les élèves leur doivent respect et obéissance.

35. Toutes les fois qu'un cours viendra à être troublé, soit par des signes d'approbation ou d'improbation, soit de toute autre manière, le professeur fera immédiatement sortir les auteurs du désordre, et les signalera au doyen, pour provoquer contre eux telle peine que de droit. — S'il ne parvient point à les connaître, et qu'un appel au bon ordre n'ait pas suffi pour le rétablir, la séance sera suspendue et renvoyée à un autre jour. — Si le désordre se reproduit aux séances subséquentes, les élèves de ce cours encourront, à moins qu'ils ne fassent connaître les coupables, la perte de leur inscription, sans préjudice de peines plus graves, si elles devenaient nécessaires.

36. Il y aura lieu, selon la gravité des cas, à prononcer l'exclusion, à temps ou pour toujours, de la faculté, de l'académie, ou de toutes les académies du royaume, contre l'étudiant qui aurait, par ses discours ou par ses actes, outragé la religion, les mœurs ou le gouvernement, qui aurait pris une part active à des désordres, soit dans l'intérieur de l'école, soit au dehors, ou qui aurait tenu une conduite notoirement scandaleuse.

37. L'entière somme à payer par les élèves pour frais d'études sera répartie sur les diverses inscriptions, de manière qu'il ne soit perçu pour les examens et les réceptions qu'un simple droit de présence, lequel sera réglé

par le conseil de l'université. — La présente disposition sera commune aux autres facultés de médecine du royaume.

38. Pourront, nonobstant les dispositions de l'article 4, les docteurs en médecine et en chirurgie qui auraient déjà commencé des cours particuliers et qui ne seront pas nommés agrégés, les continuer avec l'autorisation du grand-maître, jusqu'à la fin de la présente année scolaire.

39. Les décrets, ordonnances ou réglemens en vigueur, qui régissent l'université en général et les facultés en particulier, continueront à être exécutés dans toutes leurs dispositions qui n'ont point été abrogées par les articles qui précèdent et qui n'y sont point contraires.

40. Le grand-maître de l'université et le conseil royal seront tous nouveaux réglemens et donneront toutes instructions rendues nécessaires par la présente ordonnance.

N° 92. = 5—19 février 1823. = **ORDONNANCE du roi qui modifie le décret du 15 juin 1812, en ce qui concerne la durée du traitement de réforme, pour les officiers de tous grades et de toutes armes** (1). (VII, Bull. DLXXXV, n° 14125.)

Art. 1^{er}. La durée du traitement de réforme, fixée à cinq ans par l'article 1^{er} du décret du 15 juin 1812, sera désormais, pour les officiers de tous grades et de toutes armes, proportionnée au nombre des années de service effectif qu'ils auront accomplies le jour de leur admission à ce traitement, ainsi qu'il est réglé par le tableau n° 1^{er} annexé à la présente ordonnance. — La quotité du traitement de réforme est et demeure fixée conformément au tableau n° 2.

2. Ne recevront aucun traitement de réforme, — 1° Les officiers qui seront réformés avant d'avoir accompli leur sixième année de service; — 2° Ceux qui auront été formellement privés de ce traitement par l'ordonnance qui aura prononcé leur réforme.

3. La présente ordonnance est applicable aux officiers jouissant actuellement du traitement ordinaire de réforme; néanmoins ceux de ces officiers qui n'avaient pas accompli leur dixième année de service lorsqu'ils ont été réformés continueront à toucher le traitement de réforme jusqu'au terme des cinq années pendant lesquelles ce traitement leur avait été assuré, conformément au décret du 15 juin 1812.

4. Chaque officier jouissant maintenant du traitement ordinaire de réforme, ou qui y sera admis à l'avenir, sera pourvu d'un titre indiquant le nombre de ses années de service, et le temps pendant lequel il devra conserver ce traitement, s'il n'est pas rappelé à l'activité. — Les officiers placés dans cette position conserveront ce traitement pendant le nombre d'années ci-dessus spécifié, dans le cas même où ils rentreraient dans la vie civile, et sans qu'ils puissent être astreints à reprendre du service dans l'armée.

5. Le temps passé en jouissance du traitement de réforme sera compté comme service actif, pour l'admission à la pension de retraite par ancienneté, soit aux officiers qui auront été rappelés à l'activité, soit à ceux qui, n'y ayant pas été rappelés, auraient été admis à ce traitement après avoir accompli leur vingtième année de service, sans que, dans aucun cas, on

(1) Voyez l'ordonnance du 5—18 mai 1824, qui admet au traitement de réforme les officiers en non activité, en congé illimité, et des cadres de remplacement; celle du 21 mars—1^{er} avril 1828, qui admet à ce même traitement de réforme les officiers qui, à l'époque du 5 mai 1824, étaient en jouissance d'une solde de non-activité, à titre d'officiers disponibles; et celle du 8—16 février 1829, portant que le traitement de réforme ne sera accordé qu'aux officiers qui auront complété huit ans de service, et que tout officier jouissant de ce traitement ne pourra en être privé que par suite d'une condamnation juridique.

puisse admettre comme service actif plus de dix ans de réforme avec traitement (1).

Tableau n° 1^{er}, indiquant la durée du traitement de réforme d'après le nombre des années de service effectif que les officiers auront accomplis le jour de leur admission à ce traitement.

NOMBRE DES ANNÉES DE SERVICE EFFECTIF.	DURÉE du TRAITEMENT DE RÉFORME.
Vingt ans accomplis.	Dix années.
Dix-huit ans accomplis, et moins de vingt ans.	Neuf années.
Seize ans accomplis, et moins de dix-huit ans.	Huit années.
Quatorze ans accomplis, et moins de seize ans.	Sept années.
Douze ans accomplis, et moins de quatorze ans.	Six années.
Dix ans accomplis, et moins de douze ans.	Cinq années.
Huit ans accomplis, et moins de dix ans.	Quatre années.
Six ans accomplis, et moins de huit ans.	Trois années.

Tableau n° 2, indiquant la quotité du traitement annuel de réforme pour chaque grade.

Officiers combattans.

Lieutenant général, trois mille francs; maréchal-de-camp, deux mille francs; colonel, douze cents francs; lieutenant-colonel, mille francs; chef de bataillon ou d'escadron, neuf cents francs; capitaine, six cents francs; lieutenant, quatre cent cinquante francs; sous-lieutenant, trois cent cinquante francs.

Intendans et sous-intendans militaires.

Intendant militaire, deux mille francs; sous-intendant militaire, douze cents francs; sous-intendant adjoint, neuf cents francs.

Service de santé.

Officier de santé en chef d'armée, dix-huit cents francs; officier de santé principal d'armée, mille francs; médecin et chirurgien-major, neuf cents francs; médecin adjoint et chirurgien-aide-major, quatre cent cinquante francs; chirurgien sous-aide, trois cents francs.

N° 93. = 5—19 février 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant formation de quatre compagnies d'ouvriers pour le service des subsistances de l'armée. (VII, Bull. DLXXXV, n° 14126.)

Art. 1^{er}. Il sera formé quatre compagnies d'ouvriers pour le service des subsistances des armées. — Ces compagnies seront réunies à celles qui ont été créées par notre ordonnance du 29 janvier 1823 pour le service de l'ambulance, et formeront ensemble un bataillon, sous le titre de *bataillon temporaire d'ouvriers d'administration*.

2. L'état-major de ce bataillon et chacune des quatre nouvelles compagnies seront composés ainsi qu'il suit :

Etat-major.

Chef de bataillon commandant, un; adjudant-major, un; lieutenant trésorier, un; lieutenant d'habillement, un. — Total (officiers), quatre.

(1) Le temps passé dans la jouissance du traitement de réforme ne peut être ajouté au service effectif que jusqu'à concurrence du temps nécessaire pour compléter les trente années exigées pour donner droit à la pension. Arr. du cons., 5 mai 1830, Mac., XII, 228.

Petit état-major.

Adjudant-sous-officier, un; caporal cornet, un; maîtres maçons, deux; maîtres charpentiers, deux; maîtres ouvriers en fer, deux; maître tailleur, un; maître cordonnier, un. — Total (sous-officiers et maîtres ouvriers), dix.

Compagnie.

Sergent-major, un; sergens, quatre; fourrier, un; caporaux-brigadiers principaux, huit; soldats-brigadiers boulangers, vingt; soldats boulangers pétrisseurs, soixante; soldats maçons ou serruriers, dix; soldats bouchers, dix; soldats toucheurs, neuf. — Total (sous-officiers et soldats), cent vingt-trois. — La compagnie de dépôt dont il est fait mention à l'article 5 de notre ordonnance du 29 janvier, prendra le n° 8, et sera composée de : — Capitaine, un; lieutenant, un. — Total (officiers), deux. — Sergent-major, un; sergens, quatre; fourrier, un; caporaux, huit; élèves cornets, deux. — Total (sous-officiers), seize. — Ainsi la force totale du bataillon sera de : — Officiers d'état-major, quatre; officiers de compagnie, seize. — Total (officiers), vingt. — Sous-officiers et maîtres ouvriers d'état-major, dix; sous-officiers et soldats de compagnie, huit cent soixante-dix-sept. — Total, huit cent quatre-vingt-sept.

3. Le dépôt des soldats d'ambulance établi à Paris comprendra également les soldats ouvriers : il sera commun pour tout le bataillon.

4. Au moyen de la nouvelle composition du petit état-major du bataillon, réglée par l'article 2, il n'y aura pas de maîtres ouvriers tailleur et cordonnier dans les compagnies de soldats d'ambulance; ils seront remplacés par un second maître ouvrier en bois et un ouvrier en fer, en sorte que le nombre des ouvriers affectés à chacune de ces compagnies restera toujours fixé à huit.

5. La solde des quatre nouvelles compagnies est fixée pour chaque grade ainsi qu'il suit :

SOLDE,		
	ped de paix.	ped de guerre.
Adjudant-major.....	par an. 2,000 f. 00 c	2,700 f. 00 c
Lieutenant-trésorier et d'habillement.....	<i>idem</i> .. 1,200 00	» (1)
Capitaine.....	<i>idem</i> .. 2,000 00	2,700 00
Lieutenant de compagnie.....	<i>idem</i> .. 1,600 00	2,200 00
Adjudant.....	par jour. 2 00	2 50
Caporal-cornet.....	<i>idem</i> .. 1 00	1 25
Maître maçon.....	<i>idem</i> .. 2 00	2 50
<i>Idem</i> charpentier.....	<i>idem</i> .. 2 00	2 50
<i>Idem</i> ouvrier en fer.....	<i>idem</i> .. 2 00	2 50
<i>Idem</i> tailleur.....	} Même solde que dans la ligne.	»
<i>Idem</i> cordonnier.....		
Sergent-major.....	par jour. 1 50	2 10
Sergens et fourriers.....	<i>idem</i> .. 1 00	1 50
Caporaux brigadiers.....	<i>idem</i> .. 0 75	1 00
Soldats <i>idem</i>	<i>idem</i> .. 0 65	0 75
Ouvriers.....	<i>idem</i> .. 0 65	0 75
Soldats-boulangers.....	<i>idem</i> .. 0 60	0 60
<i>Idem</i> bouchers.....	<i>idem</i> .. 0 60	0 60
<i>Idem</i> toucheurs.....	<i>idem</i> .. 0 50	0 50
Cornets.....	<i>idem</i> .. 0 75	1 00

(1) Observation. (Ou la solde de leurs grades, si elle excède douze cents francs.)

6. Les brigadiers et soldats auront, en sus de leur soldé, une prime pour leur journée de travail, qui sera réglée par les intendans des armées, et qui leur sera payée par les soins des comptables et sur les fonds affectés au service des subsistances.

7. Notre ministre de la guerre présentera à notre nomination les officiers des quatre nouvelles compagnies. Ils seront pris préférablement parmi les officiers qui ont servi dans l'administration.

8. L'habillement, l'armement et l'équipement, ainsi que les marques distinctives des grades, seront les mêmes que ceux des compagnies d'ambulance : toutefois le passe-poil de l'habit sera jaune, et les brigadiers boulangers porteront un seul galon de laine sur la manche.

9. La comptabilité du bataillon, tant en deniers qu'en matières, sera établie suivant les règles prescrites pour les corps de l'armée : elle sera gérée par un conseil d'administration, composé du chef de bataillon, président, et des deux officiers du dépôt ; le trésorier tiendra la plume.

10. Les compagnies d'ouvriers d'administration seront recrutées, comme celles des soldats d'ambulance, par la voie des engagemens volontaires, ou subsidiairement par les voies d'appel, tant dans les corps que parmi les soldats de nouvelle levée. Les engagemens volontaires pour tout le bataillon seront contractés par-devant les sous-intendans militaires, pour le temps de la durée de la guerre ; toutefois, ces engagemens ne pourront excéder le terme de six ans pour les hommes soumis aux appels, et de deux ans pour les autres.

11. Les dispositions de l'ordonnance portant création des quatre compagnies d'ambulance sont entièrement applicables aux quatre compagnies d'ouvriers, en ce qui concerne leur police, discipline, et leurs droits ; et les hommes dont elles se composent seront répartis dans les divisions pour l'exploitation du service, suivant les ordres des intendans militaires.

N° 94. = 5—19 février 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui proroge jusqu'au 1^{er} mars 1825 les dispositions des articles 3, 4 et 10 de l'ordonnance du 14 février—2 mars 1819, relative à la pêche de la baleine et du cachalot (1). (VII, Bull. DLXXXV, n° 14127.)

N° 95. = 5 février 1823—20 mars 1837. = **ORDONNANCE** du roi relative à la composition des rations en usage dans le département de la marine. (IX, ordonn., Bull. CDLXXXVI, n° 6739.)

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} avril 1823, les diverses parties de rations qui se consomment dans le service de la marine seront composées conformément au règlement ci-joint.

2. Les quantités de bois et de charbon de terre à embarquer pour la cuisson des alimens de marins seront délivrées dans les proportions indiquées par le même règlement.

3. Les supplémens ou allocations extraordinaires qui pourront avoir lieu à bord de nos bâtimens à la mer, pour préserver les équipages de l'influence des changemens de climats ou pour toute autre cause, ne pourront excéder les quantités fixées par le susdit règlement.

(1) Cette ordonnance n'a plus d'intérêt. Aujourd'hui, les primes d'encouragement pour la pêche de la baleine sont réglées par la loi du 22 avril—2 mai 1832, et par l'ordonnance du 26 avril—8 mai 1833, rendue pour l'exécution de cette loi.

Voyez, sur cet objet, les notes qui accompagnent le titre de l'arrêté du 9 nivose an 10 (30 décembre 1801).

4. Les dispositions prescrites par le décret du 13 janvier 1806 et les décisions postérieures continueront à être exécutées jusqu'au 31 mars 1823 inclusivement.

(Suit le règlement.)

N° 96. = 19—24 février 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, comme établissement de bienfaisance et d'utilité publique, de l'association paternelle des chevaliers de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et du Mérite militaire, et approbation des statuts y annexés (1). (VII, Bull. DLXXXVII, n° 14175.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre de la justice, garde des sceaux de France et de ceux de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et du Mérite militaire; — Vu la demande à nous adressée par l'association paternelle des chevaliers de notre ordre royal et militaire de Saint-Louis et du Mérite militaire, tendant à ce qu'il nous plaise autoriser cette association, comme établissement d'utilité publique; — Vu les statuts de cette association, ayant pour objet de secourir les familles pauvres des chevaliers de l'ordre, et principalement de fournir aux frais d'éducation de leurs enfans; — Vu les articles 1^{er} et 3 de notre ordonnance du 22 mai 1816, portant que notre ministre de la justice, garde des sceaux de France, remplira les fonctions de garde des sceaux de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et du Mérite militaire, et que l'administration de cet ordre sera confiée à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, qui en dirigera et surveillera toutes les parties, la perception des revenus, les paiemens et les dépenses; — Vu l'article 910 du Code civil, portant que les dispositions entre-vifs ou par testament au profit des établissemens d'utilité publique n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par ordonnance émanée de nous; — Vu l'ordonnance du 2 avril 1817, laquelle détermine les règles à suivre pour l'acceptation et l'emploi des dons et legs qui peuvent être faits en faveur des établissemens d'utilité publique; — Voulant assurer et perpétuer les bienfaits d'une association conçue dans des vues si utiles et si dignes de notre protection; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'association paternelle des chevaliers de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et du Mérite militaire est autorisée comme établissement de bienfaisance et d'utilité publique. En conséquence, les statuts de cette association sont approuvés en tout ce qui n'est pas contraire à la présente ordonnance, à laquelle ils seront annexés.

2. Elle pourra recevoir tous legs ou donations, à la charge de se conformer aux dispositions de l'article 910 du Code civil et de notre ordonnance du 2 avril 1817. — Elle sera soumise, quant à l'aliénation de ses immeubles et de ses rentes, quant aux acquisitions d'immeubles, et quant aux contestations judiciaires, à toutes les dispositions des lois et ordonnances relatives aux établissemens d'utilité publique, placés sous l'autorité immédiate du gouvernement.

3. Les membres honoraires et les présidens des comités centraux, auxquels l'article 11 des statuts donne voix délibérative dans les séances du comité d'administration générale, ne jouiront de ce droit qu'autant qu'ils seront en nombre inférieur à celui des administrateurs titulaires présens. — S'ils sont en nombre égal ou supérieur, les plus élevés en grade dans l'ordre, et, à grades égaux, les plus anciens, auront voix délibérative en nombre moins

(1) Voyez l'ordonnance du 2—14 avril 1817, et la note.

dre d'un que celui des administrateurs titulaires présents. — Les autres auront seulement voix consultative.

4. Les comptes de l'association seront soumis annuellement à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, en sa qualité d'administrateur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis.

5. Notre ministre secrétaire d'état de la justice, garde des sceaux de France et de ceux de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et du Mérite militaire, et notre ministre secrétaire d'état de la guerre, administrateur de cet ordre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

(*Suivent les statuts.*)

N° 97. = 19—28 février 1823. = **ORDONNANCE** du roi relative à la formation d'une nouvelle compagnie d'ouvriers du train des équipages militaires sous le n° 3, et à la composition tant de cette compagnie que des deux premières. (VII, Bull. DLXXXVIII, n° 14176.)

Art. 1^{er}. Il sera formé une nouvelle compagnie d'ouvriers du train des équipages militaires: cette compagnie portera le n° 3.

2. Les première, deuxième et troisième compagnies d'ouvriers d'équipages recevront la composition ci-après :

PIED	
de paix.	de guerre.
Capitaine commandant.....	1
Capitaine en second.....	1
Lieutenant en premier.....	2
Lieutenant en second.....	2
Officiers.....	4
Sergent-major.....	1
Sergens.....	8
Fourrier.....	1
Caporaux.....	8
Maîtres-ouvriers.....	8
Ouvriers de 1 ^{re} classe.....	20
Ouvriers de 2 ^e classe.....	24
Ouvriers de 3 ^e classe et apprentis.....	48
Tambours.....	2
Enfans de troupe.....	2
	72
	120

3. Les compagnies d'ouvriers d'équipages, sur le pied de guerre, formeront deux sections. La première, commandée par le capitaine en premier, fera le service des parcs de construction et de réparation à l'armée; la seconde, commandée par le capitaine en second, fera le service des parcs dans l'intérieur. — La seconde section servira à tenir constamment au complet la sec-

tion faisant le service à l'armée; elle formera dépôt, et la comptabilité de la compagnie y sera révisée et régularisée.

4. Les sections de compagnie d'ouvriers employées à l'armée auront chacune à leur suite une division du train des équipages, composée ainsi qu'il suit :

1	Maréchal-des-logis-chef.....	monté.
2	Maréchaux-des-logis.....	idem.
1	Fourrier.....	idem.
4	Brigadiers.....	idem.
1	Trompette.....	idem.

16 Soldats de 1^{re} classe.

28 Soldats de 2^e classe, dont 8 haut-le-pied.

2 Maréchaux-ferrans.

1 Bourrelier.

9 chevaux de selle.

72 chevaux de trait, dont 8 haut-le-pied.

56 hommes.

81 chevaux de troupe.

5. Chaque division d'équipages fera partie de la compagnie d'ouvriers à laquelle elle sera attachée. Elle sera sous les ordres du capitaine commandant, et comprise dans la revue de cette compagnie, pour la solde et les accessoires, suivant les fixations réglées pour les hommes de même grade et de même rang dans les escadrons du train des équipages militaires. — Il sera affecté à chaque division d'équipages six forges de campagne et dix prolonges ou chariots pour le service des parcs de construction et de réparation à l'armée, et pour tous les transports qui s'y rattachent.

N^o 98. = 20 février—19 mars 1823. = *ORDONNANCE du roi relative à l'exposition des produits de l'industrie en 1823, et aux perfectionnements remarquables depuis 1819* (1). (VII, Bull. DXXIII, n^o 14282.)

N^o 99. = 20 février—9 avril 1823. = *ORDONNANCE du roi qui autorise le sieur Sartoris et sa compagnie à émettre des actions pour les emprunts des canaux des Ardennes et du duc d'Angoulême, et des ports de Montrejeau, la Roche-de-Glun, Petit-Vey et Souillac* (2). (VII, Bull. DXXVIII bis, n^o 1^{er}.)

N^o 100. = 20 février—9 mai 1823. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme formée à Paris sous le nom de Société pour la manutention du plomb*. (VII, Bull. DCII bis, n^o 1^{er}.)

N^o 101. = 26 février—8 mars 1823. = *ORDONNANCE du roi contenant des dispositions relatives à la formation du conseil de prud'hommes de la ville de Louviers, département de l'Eure* (3). (VII, Bull. DXC, n^o 14234.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu le décret du 7 août 1810, relatif à l'établisse-

(1) Voyez, sur l'exposition annuelle des produits de l'industrie, la note qui accompagne l'arrêté du 13 ventose an 9 (4 mars 1801).

La présente ordonnance ne contient que des dispositions circonstanciées.

(2) Le remboursement de ces actions a été réglé par une ordonnance du 6—31 janvier 1825.

(3) Voyez, sur l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes, en général, le décret du 11 juin 1809, et la note.

ment d'un conseil de prud'hommes dans la ville de Louviers, département de l'Eure;—Prenant en considération les motifs qui nous ont été exposés au nom du commerce de cette ville, et qui ont pour but d'obtenir, dans l'organisation dudit conseil, quelques changemens nécessités par l'intérêt actuel de l'industrie du pays; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A dater de l'époque du prochain renouvellement des membres du conseil de prud'hommes de la ville de Louviers, département de l'Eure, les diverses branches d'industrie ci-après désignées concourront à la formation dudit conseil, de la manière suivante, savoir:—1° Les manufactures de drap nommeront quatre membres, dont deux seront marchands-fabricans, et les deux autres, chefs d'atelier ou ouvriers patentés; — 2° Les filatures de laine, trois membres, dont deux marchands filateurs et un chef d'atelier ou ouvrier patenté; — 3° Les filatures de coton, un marchand filateur; — 4° Les ateliers de menuiserie ou serrurerie, un chef d'atelier.

2. Indépendamment des neuf membres dont il est question dans l'article précédent, il sera attaché au conseil deux suppléans, qui seront, l'un, marchand fabricant, et l'autre, chef d'atelier ou ouvrier patenté. Ces suppléans, qui seront pris indistinctement dans les différentes branches d'industries spécifiées ci-dessus, remplaceront ceux des prud'hommes que des motifs quelconques empêcheraient d'assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général du conseil.

3. Il n'est rien changé aux dispositions du décret du 7 août 1810, concernant la juridiction, la tenue et les dépenses du conseil de prud'hommes de Louviers.

4. L'élection et le renouvellement de ses membres auront lieu d'après le mode qui a été réglé par le décret du 11 juin 1809, rectifié le 20 février suivant; les marchands-fabricans et les chefs d'atelier appelés à faire partie du conseil se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies tant par ce décret que par la loi du 18 mars 1806 et par le décret du 3 août 1810.

N° 102. = 26 février—10 mars 1823. = *ORDONNANCE du roi relative à l'établissement d'un chemin de fer de la Loire au pont de l'Ane sur la rivière de Furens, par le territoire houiller de Saint-Étienne, département de la Loire.* (VII, Bull. D^{IX}CI, n° 14250.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu la demande formée par les sieurs de *Lur-Saluces, Boigues, Milleret, Hochet, Bricogne et Beaunier*, aux fins d'obtenir l'autorisation d'établir à leurs frais un chemin de fer pour communiquer de la Loire au Rhône par le territoire houiller de Saint-Étienne, département de la Loire; — Vu les avis de la chambre consultative des arts et manufactures de Saint-Étienne et du sous-préfet de l'arrondissement, les observations du préfet de la Loire, l'avis de notre directeur général des ponts et chaussées et des mines; — Considérant que le commerce et l'industrie retireront de grands avantages de cet établissement, particulièrement pour le transport de la houille que fournissent en abondance les contrées qu'il doit traverser; — Qu'un chemin de fer destiné au public est, comme un canal de navigation, un ouvrage d'utilité générale; qu'ainsi le gouvernement peut conférer aux concessionnaires la faculté d'acquérir les terrains sur lesquels il devra être établi, moyennant une indemnité préalable, et à charge de se conformer aux règles prescrites par la loi du 8 mars 1810; — Considérant cependant que la demande tendant à obtenir l'autorisation d'établir un chemin de fer sur le versant du Rhône

n'est présentée que d'une manière conditionnelle, et ne saurait, par conséquent, être accueillie quant à présent; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les sieurs *de Lur-Saluces, Boigues, Milleret, Hochet, Bricogne et Beaunier*, sous le titre de *compagnie du chemin de fer*, sont autorisés à établir un chemin de fer de la Loire au pont de l'Ane sur la rivière de Furcens, par le territoire houiller de Saint-Étienne.

2. La compagnie du chemin de fer sera tenue de se conformer à la loi du 8 mars 1810, relative aux expropriations pour cause d'utilité publique. A cet effet, le projet de la direction de ce chemin sera remis au préfet du département, qui le transmettra à notre directeur général des ponts et chaussées et des mines avec son avis. Ce projet sera soumis à notre approbation par notre ministre de l'intérieur.

3. Lorsque la direction du chemin de fer aura été approuvée, la compagnie fera lever le plan terrier indiqué dans l'article 5 de la loi du 8 mars 1810. Les autres formalités prescrites par cette loi seront pareillement observées.

4. Partout où le chemin de fer coupera des routes royales ou départementales et des chemins vicinaux, la compagnie établira, à ses frais, des moyens sûrs et faciles de traverser ce chemin, soit en dessus, soit en dessous. Les projets des travaux à faire pour cet objet seront soumis à l'approbation du directeur général des ponts et chaussées. — A défaut par la compagnie d'exécuter les travaux qui auront été jugés nécessaires aux points d'intersection des routes royales, départementales ou vicinales, pour assurer ou faciliter la circulation, ces ouvrages seront mis publiquement en adjudication, et, à défaut d'adjudicataires, seront exécutés en régie sous la direction des ingénieurs des ponts et chaussées. La compagnie sera tenue d'en payer la dépense, au vu des états dressés par les ingénieurs, approuvés et rendus exécutoires par le préfet. — Il sera pris par le préfet de la Loire les mesures nécessaires pour la conservation ou pour l'établissement des chemins d'exploitation que le passage du chemin de fer à travers les propriétés que la compagnie est autorisée à acquérir, rendra nécessaires.

5. Dans le cas où le gouvernement autoriserait la construction de routes ou chemins vicinaux ou canaux qui couperaient le chemin de fer, toutes dispositions convenables seront faites pour la conservation de ce chemin; mais les dommages que la compagnie pourrait éprouver pendant l'exécution des travaux, à raison de la suspension des transports, ne pourront donner lieu de sa part à aucune demande en indemnité. — La compagnie ne pourra pareillement réclamer aucune indemnité dans le cas où le gouvernement autoriserait par la suite la construction de canaux ou d'autres chemins de fer propres au transport de la houille et autres marchandises, soit de la Loire au Rhône, soit sur tout autre point.

6. Si, après avoir entrepris le chemin de fer, la compagnie ne le terminait pas entre les deux points ci-dessus désignés, ou si, après l'avoir terminé, elle l'abandonnait et renonçait à le faire valoir, soit par elle-même, soit par d'autres, les terrains acquis par la compagnie pour sa construction seraient restitués à leurs anciens propriétaires ou à leurs ayans-droit, s'ils l'exigeaient, à charge par eux d'en payer la valeur telle qu'elle serait réglée à l'amiable ou par les tribunaux, en cas de contestations. — Le délai fixé à la compagnie pour l'établissement du chemin de fer est de cinq ans : elle perdra le droit de l'établir, dans le cas où elle ne l'aurait pas terminé dans ce délai, à moins qu'elle n'en soit empêchée par force majeure dûment constatée.

7. Pour s'indemniser des frais de construction et d'entretien dudit chemin, des frais d'entretien de ses voitures, et tous autres qu'elle sera dans le cas de faire pour le transport des houilles et marchandises qui lui seront confiées, la compagnie est autorisée à percevoir à perpétuité, sur le chemin de fer, un droit d'un centime quatre-vingt-six centièmes de centime par mille mètres de distance et par hectolitre de houille et de coke. — Le droit sera le même pour le transport de cinquante kilogrammes de matières et marchandises de toute sorte, et par mille mètres de distance. — La perception de ce droit se fera sur la remonte comme sur la descente du chemin, et par distance de mille mètres parcourus ou à parcourir sur le chemin de fer, sans égard aux fractions : ainsi mille mètres entamés se paient comme s'ils avaient été parcourus entièrement. — Au moyen du paiement du droit fixé par le présent article, la compagnie du chemin de fer sera tenue d'exécuter constamment, avec exactitude et célérité, et sans pouvoir, en aucun cas, les refuser, tous les transports qui lui seront confiés, à ses frais et par ses propres moyens. — Toutes les contestations qui pourraient naître pour cessation ou retard de transport seront soumises au conseil de préfecture.

8. Aussitôt que le chemin de fer pourra être mis en activité, notre préfet de la Loire soumettra à notre ministre de l'intérieur un projet de règlement qui établira l'ordre de chargement, transport et déchargement des marchandises.

9. Les terrains qu'occupera le chemin de fer seront imposés comme les terrains occupés par les canaux, conformément à la loi du 5 floréal an 11 (25 avril 1803), en déduction du contingent des communes qu'il traversera.

10. La compagnie du chemin de fer tiendra constamment la présente ordonnance affichée à la porte de ses magasins et bureaux, et dans les lieux les plus apparens.

N° 103. = 26 février—9 juin 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant organisation de soixante escadrons qui seront attachés aux trente régimens de cavalerie y désignés. (VII, Bull. DCIX, n° 14879.)

N° 104. = 28 février—12 mars 1823. = **ORDONNANCE** du roi relative aux attributions de la commission du sceau et à la direction du travail de ses bureaux (1). (VII, Bull. DXCH, n° 14267.)

Louis, . . . — Vu les articles 3 et 5 de la première ordonnance du 15 juillet 1814, l'article 2 de la seconde ordonnance du même jour, et l'ordonnance du 17 mai 1816, — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les attributions de la commission du sceau continueront d'être réglées ainsi qu'il est prescrit par l'article 2 de la première ordonnance du 15 juillet 1814.

2. Les attributions de notre commissaire, en ce qui concerne la présentation au sceau des lois et des ordonnances, la collation et l'exécution des lettres-patentes et les affaires contentieuses qui sont du ressort de la commission, restent fixées ainsi qu'il est établi par l'article 3 de la même ordonnance.

3. Les demandes de pension, de secours, de remise de droits, ou de délais

(1) Voyez l'ordonnance du 15—17 juillet 1814, portant établissement de cette commission, et les notes qui résument tous les réglemens y relatifs.

pour le paiement, seront préalablement communiquées à notre commissaire, qui donnera son avis par écrit.

4. La direction des employés et du travail des bureaux du sceau est placée sous la surveillance et sous la responsabilité du secrétaire général de la commission.

5. Notre garde des sceaux nomme indistinctement tous les employés. Il réglera, par un arrêté spécial, la forme de leur nomination, la quotité de leur traitement, le mode et la division du travail des bureaux.

6. Hors les cas qui doivent être réglés par nos ordonnances, ou par des avis de la commission, aux termes de l'article 2 de la première ordonnance du 15 juillet 1814, toute décision qui ne serait pas émanée de notre garde des sceaux sera nulle et non avenue.

7. Les dispositions contraires à la présente, et spécialement l'ordonnance du 31 janvier 1819, sont abrogées.

N^o 105. = 5—12 mars 1823. = ORDONNANCE du roi qui accorde des facilités pour le transfert et le paiement des rentes cinq pour cent consolidés au dessous de cinquante francs (1). (VII, Bull. D^{XCII}, n^o 14268.)

Louis,...—Vu l'article 24 de la loi de finances du 17 août 1822, portant que le *minimum* des rentes inscriptibles au grand-livre des cinq pour cent consolidés est réduit à la somme de dix francs; — Considérant que l'objet de cette réduction est de faciliter l'emploi des petits capitaux, et d'encourager l'économie dans les classes laborieuses de la société; que ce but ne serait pas entièrement atteint, si l'on n'ajoutait, pour la transmission de ces petites rentes et la perception de leurs arrérages, des dispositions spéciales propres à diminuer, pour leurs possesseurs, les frais résultant des formes ordinaires; — Considérant, en outre, que les formes de paiement prescrites par la loi du 22 floréal an 7 (11 mai 1799) font résulter les preuves de libération du trésor, du timbre apposé au dos des extraits ou certificats d'inscription, plutôt que des quittances produites par les porteurs des titres, et que d'ailleurs ces formes ayant été établies dans l'intérêt des propriétaires de rentes, les facilités nouvelles ajoutées à celles déjà accordées par cette loi ne peuvent qu'être en harmonie avec l'intention qui l'a dictée; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les transferts d'inscriptions directes ou départementales au dessous de cinquante francs de rente pourront s'opérer à l'avenir, tant à Paris que dans les départemens, sur la production de procurations en brevet et sous signature privée, dûment certifiées ou légalisées, et soumises, quant à l'enregistrement, au *minimum* du droit déterminé par la loi, mais non assujéties à la formalité du dépôt.

2. Les arrérages des rentes au dessous de cinquante francs, formant la neuvième série du grand-livre des cinq pour cent consolidés, seront, à compter du semestre à échoir au 22 mars 1823, acquittés à Paris sans production de quittances, et sur la seule représentation des extraits d'inscrip-

(1) Voyez, dans le § 4 des notes qui accompagnent le titre du décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, le résumé des réglemens concernant le mode de paiement de la dette perpétuelle.

Voyez aussi l'ordonnance du 8 septembre 1831—24 février 1832, portant que toutes les parties de rentes au dessous de cinquante francs, formant la neuvième série du grand-livre de la dette inscrite, seront réparties dans les huit premières séries.

tion, qui seront estampillés du semestre acquitté de la manière prescrite par la loi du 22 floréal an 7 (11 mai 1799).

3. Les paiemens de la neuvième série du grand-livre seront alloués dans les comptes du payeur principal de la dette publique sur la production, outre l'état d'arrérages dressé par le directeur de la dette inscrite, des feuilles journalières de paiement, certifiées par le contrôleur de cette série, et visées par le contrôleur en chef. Ces feuilles journalières, ainsi certifiées, suppléeront, dans la comptabilité du payeur principal, les quittances que les rentiers de la neuvième série seront dispensés de fournir.

4. Les dispositions des deux derniers articles ci-dessus ne sont pas applicables aux paiemens faits dans les départemens.

N° 106. = 5—27 mars 1823. = **ORDONNANCE** du roi concernant l'application aux ouvrages périodiques et autres imprimés transportés par la poste, des dimensions déterminées pour la perception des droits de timbre (1). (VII, Bull. DXCIV, n° 14302.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances ; — Vu l'article 2 de la loi du 4 thermidor an 4 (22 juillet 1796) ; — Vu la loi du 13 vendémiaire an 6 (4 octobre 1797) ; — Voulant remédier, en ce qui concerne le transport opéré par l'administration des postes, aux abus que peut faire naître l'emploi du nouveau papier fabriqué au moyen d'un procédé qui permet de donner aux feuilles livrées à l'impression plus d'étendue qu'elles n'en avaient précédemment, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La dimension de la feuille d'impression pour les ouvrages périodiques ou journaux, livres brochés, catalogues et prospectus, est fixée, conformément à la loi du 13 vendémiaire an 6 (4 octobre 1797), à vingt-cinq décimètres carrés de superficie (ou trois cent quarante et un pouces carrés), et à douze décimètres et demi carrés pour chaque demi-feuille. En conséquence, l'administration des postes est autorisée à appliquer les proportions de cette dimension à toute feuille, demi-feuille, etc., d'ouvrages périodiques, journaux, livres brochés, catalogues et prospectus, présentés sous bandes, pour être admis à jouir de la modération de port accordée par l'article 2 de la loi du 4 thermidor an 4 (22 juillet 1796).

2. Les personnes qui voudront user, pour l'impression des ouvrages périodiques, journaux, livres brochés, catalogues ou prospectus, de papier dont la dimension serait supérieure à vingt-cinq décimètres carrés pour la feuille entière, et à douze décimètres et demi carrés pour la demi-feuille, pourront le faire en payant une augmentation de port d'un centime pour chaque cinq décimètres carrés (ou soixante-huit pouces carrés) d'excédant.

N° 107. = 12—27 mars 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui modifie, conformément à l'acte y annexé, les articles 14, 27 et 30 des statuts de la tontine perpétuelle d'amortissement, autorisée par l'ordonnance royale du 10 mars—14 avril 1819. (VII, Bull. DXCIV bis, n° 3.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au départe-

(1) Plusieurs inexactitudes s'étant glissées dans le texte de cette ordonnance, déjà imprimée au *Bulletin des lois*, la présente rédaction remplace en tout la première, insérée au Bulletin DXCII, n° 14269. (*Note du Bulletin des lois*.)

Voyez, sur le timbre des journaux, la loi du 13 vendémiaire an 6 (4 octobre 1797), et la note. Voyez aussi l'art. 8 de la loi du 15—17 mars 1827, sur le tarif de la poste aux lettres.

ment de l'intérieur ; — Vu les statuts de la tontine perpétuelle d'amortissement , lesquels statuts seront annexés à notre ordonnance du 10 mars 1819, qui autorise l'établissement de cette tontine ; — Vu les demandes des administrateurs tendant à obtenir que plusieurs articles desdits statuts soient modifiés ; — Vu les procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires, tenues à ce sujet les 2 août 1821 et 1^{er} août 1822 ; — Notre conseil d'état entendu, -- Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les articles 14, 27 et 30 des statuts de la tontine perpétuelle d'amortissement sont modifiés conformément à l'acte passé devant *Thibault* et son collègue, notaires à Paris, les 27 et 28 décembre 1822, lequel acte restera annexé à la présente ordonnance.

(*Suivent les changemens aux statuts.*)

N^o 108. = 12 mars — 9 mai 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Compagnie des quatre canaux, et approbation des statuts y annexés. (VII, Bull. DCII bis, n^o 2.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ; — Vu les articles 3, 5, 6 et 7 de la loi du 14 août 1822, qui ont admis les sieurs *André* et *Cottier* et consorts en qualité d'adjudicataires des emprunts pour l'achèvement des canaux de Bretagne, du Nivernais, du duc de Berry, et latéral à la Loire, aux conditions portées au cahier de charges annexé à ladite loi, les autorisant à former, pour l'exécution de leur traité, une société anonyme ; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris entre les adjudicataires des emprunts ouverts pour l'achèvement des canaux ci-dessus dénommés, est autorisée sous la dénomination de *Compagnie des quatre canaux*. Ses statuts sont approuvés tels qu'ils sont contenus dans l'acte constitutif de la société, passé, les 21 et 22 février 1823, par-devant *Boilleau* et son collègue, notaires à Paris ; ledit acte restera annexé à la présente ordonnance, ensemble les tableaux et modèles qui en font partie.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur nommera un commissaire près la société, lequel, aux termes de l'article 14 du cahier des charges, visera toutes les actions qui seront émises, en y apposant sa signature, et sera chargé de surveiller les opérations de la compagnie.

(*Suivent les statuts.*)

N^o 109. = 12 mars 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui révoque le brevet d'un imprimeur, pour contravention par récidive aux lois sur l'imprimerie.

N^o 110. = 12 mars 1823 — 7 septembre 1831. = **ORDONNANCE** du roi sur la réunion des écoles d'application des corps de l'artillerie et du génie à Metz (1). (IX, ordonn., Bull. CI, n^o 2836.)

Louis, . . . — Voulant faire cesser toute indécision sur le maintien de la réunion des écoles d'application de nos corps royaux de l'artillerie et du génie, et voulant qu'il soit pourvu aux améliorations dont le régime et l'in-

(1) Voyez l'ordonnance du 5 juin — 7 septembre 1831, portant règlement général pour l'école d'application de l'artillerie et du génie.

struction de l'école de Metz seront reconnus susceptibles ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'école royale d'application d'artillerie et du génie établie à Metz est et sera maintenue définitivement ; et elle continuera, suivant le but de son institution, à recevoir les élèves sortant de l'école royale polytechnique qui sont destinés à l'une ou à l'autre arme.

2. Une commission de cinq membres, composée d'un officier-général et d'un officier supérieur d'artillerie et du génie, ainsi que de l'examineur civil et du corps du génie, sera chargée de rédiger, d'après les instructions qui lui seront données à cet effet par notre ministre secrétaire d'état de la guerre, un travail préparatoire sur le perfectionnement du régime et de l'instruction de l'école de Metz.

3. Par suite du travail de la commission formée en vertu de l'article précédent, notre ministre secrétaire d'état de la guerre présentera à notre approbation, dans le cours de la présente année, un projet d'ordonnance et de règlement sur l'organisation et toutes les parties d'instruction de l'école de Metz.

N^o 111. = 17—19 mars 1823. = *LOI relative à l'ouverture d'un crédit éventuel de cent millions pour l'exercice 1823.* (VII, Bull. D XCIII, n^o 14281.)

N^o 112. = 19—27 mars 1823. = *ORDONNANCE du roi portant fixation du prix de vente des poudres de mine et de commerce extérieur.* (VII, Bull. D XCIV, n^o 14303.)

N^o 113. = 19 mars—7 avril 1823. = *ORDONNANCE du roi qui autorise l'acceptation du legs universel fait par la comtesse Jollivet à la société d'encouragement pour l'industrie nationale.* (VII, Bull. D XCVII, n^o 14426.)

N^o 114. = 19 mars—7 avril 1823. = *ORDONNANCE du roi qui remet à la disposition de l'évêque de Strasbourg, pour y transférer le séminaire, les bâtimens de cet ancien établissement, etc.* (VII, Bull. D XCVII, n^o 14427.)

N^o 115. = 19 mars—7 avril 1823. = *ORDONNANCE du roi qui annule plusieurs arrêtés du conseil de préfecture du département de l'Aisne, dans la disposition qui a étendu aux voitures dont les jantes ont onze centimètres et plus de largeur, une règle que les mêmes arrêtés ont justement appliquée à d'autres voitures dont les jantes n'avaient pas cette largeur* (1). (VII, Bull. D XCVII, n^o 14428.)

Louis, ... — Sur le rapport du comité du contentieux ; — Vu la lettre de notre ministre de l'intérieur, du 31 octobre 1822, et le rapport y annexé ; lesdites pièces enregistrées au secrétariat général de notre conseil d'état le 9 novembre 1822, et tendant à l'annulation de cinq arrêtés du conseil de préfecture du département de l'Aisne, et au remboursement des amendes qui ont pu être payées en exécution desdits arrêtés pris en matière de police de roulage ; — Vu la lettre du préfet du département de l'Aisne, du 13 décembre 1822, contenant des documens sur l'objet du présent pourvoi ; — Vu l'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Aisne, du 11 juil-

(1) Voyez, sur la police du roulage, la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), et les notes étendues qui l'accompagnent.

let 1821, qui condamne les sieurs *Lamy, Fournier, Dion et Godard*, à *cinquante francs* d'amende chacun et aux frais, pour cause de contravention à la police du roulage; — Vu l'arrêté dudit conseil, du 28 juillet même année, qui, par les mêmes motifs, condamne les sieurs *Charlieu, Turquin, Gagneux, Blain, Mocel, Prévost et Payant*, à *cinquante francs* d'amende chacun, et le sieur *Sallandre* à *cent francs* et aux frais; — Vu l'arrêté dudit conseil, du 28 septembre même année, qui, par les mêmes motifs, condamne les sieurs *Sallandre et Bruxelles* à *cent francs* d'amende chacun, et le sieur *Bouthier* à *cinquante francs* et aux frais; — Vu l'arrêté dudit conseil, du 19 octobre même année, qui, par les mêmes motifs, condamne le sieur *Sallandre* à *cent francs* d'amende et le sieur *Davril* à *cinquante francs* et aux frais; — Vu l'arrêté dudit conseil, du 14 décembre même année, qui, par les mêmes motifs, condamne les sieurs, *Mahy, Didier, Gagneux, Lemoine et Cardon*, à *cinquante francs* d'amende et aux frais; — Vu les arrêtés dudit conseil, des 19 février et 5 mars 1822, qui renvoient au préfet les réclamations des sieurs *Sallandre, Didier et Lemoine*, et invitent lesdits sieurs à solliciter du ministre de l'intérieur le rapport des précédents arrêtés, en ce qui les concerne; — Vu la réclamation adressée au préfet du département de l'Aisne, le 4 mars 1822, par le sieur *Fournier*, l'un des voituriers condamnés; — Vu notre ordonnance du 7 mars 1821, rendue en pareille matière; — Vu la loi du 7 ventose an 12 (27 février 1804) et le décret du 23 juin 1806; — Vu toutes les pièces produites et jointes au dossier; — Considérant que le pourvoi du ministre a été fait dans l'intérêt de la loi, et que, les parties intéressées n'étant pas encore devant nous, il n'y a pas lieu de statuer en ce qui les concerne; — Considérant, à l'égard des voitures dont les roues ont des bandes de onze centimètres de largeur, que le décret du 23 juin 1806 n'a pas proportionné leur chargement au nombre des chevaux qui les tirent, mais à la largeur de leurs jantes; qu'aux termes dudit décret, lorsque les voitures sont attelées de plus d'un cheval et ont des jantes de onze centimètres et plus, les contraventions pour excès de chargement ne peuvent être constatées que par le pesage sur un pont à bascule, et qu'ainsi le conseil de préfecture du département de l'Aisne a mal à propos appliqué, dans certains cas, une disposition de la loi du 7 ventose an 12 (27 février 1804), laquelle disposition ne subsiste que pour les voitures dont les jantes ont moins de onze centimètres de largeur, et a été abrogée pour les jantes de onze centimètres et plus; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les arrêtés du conseil de préfecture du département de l'Aisne, des 29 mai, 10 juillet, 18 septembre, 9 octobre et 27 novembre 1821, sont annulés dans la disposition qui a étendu aux voitures dont les jantes ont onze centimètres et plus de largeur, une règle que les mêmes arrêtés ont justement appliquée à d'autres voitures dont les jantes n'avaient pas cette largeur.

N° 116. = 19 mars—15 avril 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui annule celle du 10 août — 1^{er} septembre 1820, relative à l'établissement d'un droit de péage sur le pont de Mortagne, commune de Mont-sur-Meurthe, et contient des dispositions à cet égard. (VII, Bull. dc, n° 14465.)

N° 117. = 19 mars 1823—23 décembre 1830. = **ORDONNANCE** du roi portant organisation des commissions créées par celle du 3 octobre 1821—23 décembre 1830, pour la répartition des impôts directs. (IX, ordonn., Bull. xxviii, n° 531.)

Louis, . . . — Vu l'article 19 de la loi du 31 juillet 1821, ainsi conçu : — « Les

bases prescrites par l'article 38 de la loi du 15 mai 1818, pour parvenir à l'évaluation des revenus imposables des départemens, seront appliquées aux communes et aux arrondissemens par une commission spéciale qui sera formée dans chaque département : ce travail servira de renseignement aux conseils généraux de département et aux conseils d'arrondissement pour fixer les contingens en principal des arrondissemens et des communes ; »—Vu l'article 4 de notre ordonnance du 3 octobre 1821, portant : —1° Que les opérations prescrites par la loi pour une meilleure répartition de la contribution foncière entre les arrondissemens et les communes seront soumises à une commission spéciale, formée de trois membres du conseil général du département, de deux membres du conseil de chaque arrondissement, et d'un notaire pareillement choisi dans chaque arrondissement ; —2° Que les membres de cette commission seront nommés par nous, sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état des finances et sur une liste double formée par le préfet ; —Considérant que le moment est venu de procéder à l'organisation de la commission spéciale dans tous les départemens ; —Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, —Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La commission spéciale créée par l'article 4 de notre ordonnance du 3 octobre 1821 sera immédiatement organisée dans tous les départemens.

2. Elle se réunira sur la convocation du préfet, toutes les fois que l'exigera l'intérêt de l'opération.

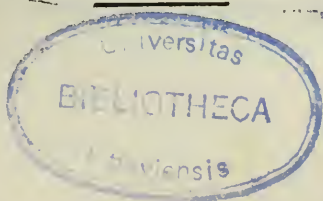
3. La commission spéciale est autorisée à étendre ou à restreindre la période indiquée par notre précédente ordonnance pour le choix des baux et actes de vente qui doivent entrer comme élémens dans le travail de la sous-répartition ; à déterminer l'importance de ceux dont la direction des contributions directes devra faire usage dans le travail préparatoire qu'elle est chargée de présenter à l'examen des assemblées cantonales établies par l'article 2 de notre ordonnance précitée ; à statuer sur toutes les difficultés qui pourraient entraver la marche de ces assemblées, et à proposer enfin toutes les opérations de contrôle qui lui paraîtraient propres à éclairer les résultats du travail général.

N° 118. = 26 mars—3 avril 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui porte à six le nombre des commis greffiers assermentés attachés au greffe de la cour royale de Paris pour la partie criminelle. (VII, Bull. Dxcv, n° 14326.)

Louis, ...—Considérant que, par nos ordonnances des 10 février 1821, 16 janvier et 27 novembre 1822, la cour d'assises de la Seine a été divisée en deux sections pour les premier, deuxième et troisième trimestres de 1821, 1822 et 1823, à l'effet d'expédier la totalité des procès portés devant elle ; —Considérant que les cinq commis greffiers assermentés qui sont attachés au greffe de la cour royale de Paris pour la partie criminelle, ne peuvent suffire à ce service, et qu'il y a par conséquent nécessité de l'augmenter ; —Vu les articles 6 et 7 du décret du 30 janvier 1811, et les articles 3, 4 et 5 du décret du 18 septembre de la même année ; —Sur le rapport de notre garde des sceaux ; —Notre conseil d'état entendu, —Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le nombre des commis greffiers assermentés qui sont attachés au greffe de la cour royale de Paris pour la partie criminelle est porté à six.

2. Le traitement du nouveau commis assermenté sera le même que celui des autres commis greffiers de la cour royale, ainsi qu'il est déterminé par l'article 6 du décret du 30 janvier 1811.



N° 119. = 31 mars—7 avril 1823. = *LOI relative à des échanges et baux emphytéotiques des biens de la couronne.* (VII, Bull. DXCVII, n° 14424.)

N° 120. = 31 mars—7 avril 1823. = *LOI relative à des échanges entre le domaine de l'état et des établissemens publics ou des particuliers.* (VII, Bull. DXCVII, n° 14425.)

N° 121. = 2—23 avril 1823. = *ORDONNANCE du roi relative aux bateaux à vapeur* (1). (VII, Bull. DCI, n° 14485.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;—Vu la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802);—Vu les arrêtés du préfet du département de la Gironde, des 15 novembre 1821 et 27 mars 1822, pour la police des bateaux à vapeur établis sur la Garonne;—Vu les observations et avis de notre ministre de la marine, du 27 août 1822, sur lesdits arrêtés;—Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 10 octobre suivant;—Considérant que les lois et réglemens existans, appliqués aux bateaux à vapeur, ne garantissent pas d'une manière suffisante la sûreté de l'équipage et des passagers, et qu'ainsi il y a nécessité de recourir à des dispositions spéciales;—Considérant qu'il importe d'établir, pour la police de ce genre de navigation déjà introduit sur plusieurs fleuves, des mesures générales et uniformes, en laissant à l'autorité locale le soin de faire des réglemens particuliers qui en dérivent;—Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Dans les départemens où il existe des fleuves, rivières ou côtes, sur lesquels seront ou pourront être établis des bateaux à vapeur, le préfet formera une ou plusieurs commissions composées de personnes expérimentées, et présidées, soit par un ingénieur en chef des ponts et chaussées et des mines, soit, à son défaut, par un ingénieur ordinaire. — Cette commission sera chargée, sous la direction du préfet, de s'assurer que les bateaux à vapeur sont construits avec solidité, particulièrement en ce qui concerne l'appareil moteur; que cet appareil est soigneusement entretenu dans toutes ses parties, et ne présente aucune probabilité d'effraction, ni aucune détérioration dangereuse.

2. Aucun bateau à vapeur ne pourra entrer en navigation qu'après que la commission aura constaté la solidité de construction et de bon état de la machine, et que le préfet aura notifié aux propriétaires qu'il a reçu et approuvé le procès-verbal de la commission.

3. La commission fera, chaque trimestre, une visite des bateaux à vapeur, et en adressera au préfet le procès-verbal, où seront consignées ses propositions sur les mesures à prendre dans le cas où l'état de l'appareil présenterait des dangers probables. — Indépendamment de cette visite trimestrielle, la commission devra en faire d'autres toutes les fois qu'elle en recevra l'ordre du préfet.

4. Les bateaux à vapeur sont assujétis, pour ce qui concerne le nombre des passagers, les heures du départ, la composition de l'équipage et l'état des bâtimens, aux lois et réglemens pour la navigation qui sont en vigueur soit sur les côtes, soit sur les fleuves et rivières. — En conséquence, quand les bateaux seront dans le cas de naviguer dans la circonscription des arrondissemens maritimes, les capitaines devront être munis d'un permis de na-

(1) Voyez, sur les machines à vapeur, l'ordonnance du 29 octobre—24 novembre 1823, et la note.

vigation ou d'un rôle d'équipage ; et , lorsqu'ils navigueront seulement dans l'intérieur, ils seront assujétis à la surveillance des officiers de port , ainsi qu'aux réglemens particuliers du préfet pour tout ce qui se rapporte à la police des départes et à la sûreté des embarcations.

N° 122. = 8—9 avril 1823. = *LOI qui accorde un supplément de crédit demandé sur l'exercice 1821 , pour le département des affaires étrangères.* (VII, Bull. DXCVIII, n° 14448.)

N° 123. = 8—9 avril 1823. = *LOI qui accorde des supplémens de crédit demandés sur l'exercice 1821 , pour le département de l'intérieur.* (VII, Bull. DXCVIII, n° 14449.)

N° 124. = 8—9 avril 1823. = *LOI relative à l'allocation de crédits demandés pour le département de la guerre.* (VII, Bull. DXCVIII, n° 14450.)

N° 125. = 8—9 avril 1823. = *LOI relative à divers supplémens de crédits demandés sur le budget de 1821 , pour les départemens de la justice et des finances.* (VII, Bull. DXCVIII, n° 14451.)

N° 126. = 8—9 avril 1823. = *LOI relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1821 (1).* (VII, Bull. DXCVIII, n° 14452.)

N° 127. = 9—15 avril 1823. = *ORDONNANCE du roi qui fixe l'effectif et la composition des compagnies d'ouvriers d'artillerie y désignées.* (VII, Bull. DC, n° 14466.)

Louis, ... — Considérant que l'effectif actuel des cinq compagnies d'ouvriers d'artillerie employées sur la frontière des Pyrénées est insuffisant pour subvenir aux travaux que ces compagnies sont chargées d'exécuter ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état chargé du portefeuille de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'effectif de chacune des deuxième, troisième, quatrième, cinquième et dixième compagnies d'ouvriers d'artillerie, sera porté à quatre-vingt-dix-huit hommes, officiers non compris.

2. La composition de chacune desdites compagnies, en sous-officiers, soldats et tambours, est fixée de la manière suivante, savoir : — Sergent-major (ouvrier en fer ou en bois), un ; sergens (ouvriers en fer, trois ; ouvriers en bois, trois), six ; fourrier (ouvrier en bois ou en fer), un ; caporaux (ouvriers en fer, trois ; ouvriers en bois, trois), six ; maîtres-ouvriers (forgeurs, quatre ; serruriers, deux ; charrons, quatre ; charpentiers, deux), douze ; ouvriers de première classe, quatorze ; ouvriers de deuxième classe, vingt ; apprentis, trente-six ; tambours (un cordonnier, un tailleur), deux. — Total, quatre-vingt-dix-huit hommes.

3. Les hommes nécessaires pour compléter cet effectif seront pris dans les régimens d'infanterie faisant partie de l'armée des Pyrénées, et choisis parmi

(1) Cette loi s'occupe exclusivement de constater les sommes dépensées sur les crédits ouverts pour les exercices antérieurs à 1821, et de reporter aux budgets des recettes de 1821 et de 1822 l'excédant non employé de ces crédits.

Il n'y a dans cette loi (d'ailleurs annuelle) aucune disposition d'un effet permanent, et qui mérite d'être rapportée.

ceux qui, par leurs professions, seront susceptibles d'être admis dans lesdites compagnies.

4. Il n'est rien changé quant au nombre des officiers. En conséquence, il continuera à être de quatre par compagnie, conformément aux dispositions de notre ordonnance du 31 août 1815.

N° 128. = 9—15 avril 1823. = **ORDONNANCE du roi relative à la création d'une nouvelle compagnie de soldats d'ambulance et à la composition de compagnies d'ouvriers** (1). (VII, Bull. DC, n° 14467.)

Art. 1^{er}. Il sera créé une nouvelle compagnie de soldats d'ambulance pour faire partie, avec celles dont la formation a été prescrite par notre ordonnance du 29 janvier 1823, du bataillon temporaire d'ouvriers d'administration attaché au service de l'armée.

2. L'organisation de cette compagnie aura lieu d'après les bases établies par ladite ordonnance.

3. La composition des compagnies d'ouvriers qui font aussi partie du bataillon temporaire créé par l'ordonnance du 5 février 1823 sera définitivement réglée, par analogie avec celle des compagnies d'ambulance, ainsi qu'il suit : — Un capitaine, un lieutenant, un sergent-major, quatre sergents, un fourrier, huit caporaux brigadiers principaux, vingt soldats-brigadiers boulangers, soixante boulangers pétrisseurs, dix maçons ou serruriers, dix bouchers, sept toucheurs, deux cornets.

N° 129. = 9—23 avril 1823. = **ORDONNANCE du roi qui autorise la création d'un abattoir public et d'une boucherie commune dans la ville de Fontenay, département de la Vendée**. (VII, Bull. DCI, n° 14486.)

N° 130. = 9 avril—1^{er} mai 1823. = **ORDONNANCE du roi qui proroge la perception du droit établi au port de Peyrehorade sur le Gave, département des Landes** (2). (VII, Bull. DCII, n° 14511.)

N° 131. = 9 avril—1^{er} mai 1823. = **ORDONNANCE du roi relative à l'exercice du commerce de la boucherie et de la charcuterie dans la ville de Lyon**. (VII, Bull. DCII, n° 14512.)

N° 132. = 10—12 avril 1823. = **ORDONNANCE du roi relative aux Français qui feraient partie des corps militaires destinés à agir, en Espagne, contre les troupes françaises ou leurs alliés** (3). (VII, Bull. DXCIX, n° 14454.)

Louis, ... — Vu l'article 68 de la charte, l'article 75 du Code pénal, l'article 2 du décret du 6 avril 1809, les articles 17 et 27 du décret du 26 août 1811, et enfin l'article 465 du Code d'instruction criminelle; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Tout Français qui, ayant obtenu précédemment notre autorisa-

(1) Voyez l'ordonnance du 29 janvier—9 février 1823, portant création de quatre compagnies de soldats d'ambulance pour le service des armées.

(2) Voyez l'ordonnance du 7—28 décembre 1825, qui proroge de nouveau la perception de ce droit.

(3) Voyez les décrets des 6 avril 1809 et 26 août 1811, concernant les Français qui sont au service de puissances étrangères, et les notes.

tion spéciale pour entrer au service de sa majesté catholique, aurait été incorporé dans des corps militaires destinés à agir, en Espagne, contre les troupes françaises ou leurs alliés, est rappelé, et devra rentrer immédiatement sur le territoire de notre royaume.

2. Tout Français qui, n'ayant pas obtenu de nous l'autorisation d'entrer au service d'une puissance étrangère, ferait néanmoins partie des mêmes corps, est également tenu d'abandonner ce service, et de rentrer en France immédiatement.

3. Le retour de ceux qui seraient dans l'un des cas prévus par les deux articles qui précèdent sera constaté ainsi qu'il est prescrit par les articles 6, 7, 8 et 9 du décret du 6 avril 1809.

4. Tout Français qui continuerait, après le commencement des hostilités, à faire partie des corps militaires destinés à agir, en Espagne, contre les troupes françaises ou leurs alliés, sera poursuivi conformément à l'article 2 du décret du 6 avril 1809, à l'article 27 du décret du 26 août 1811, et à l'article 75 du Code pénal. — A l'égard de ceux qui ne pourraient être saisis, il sera procédé contre eux, sans délai, en la forme établie pour la poursuite des contumaces.

5. Il n'est point dérogé par la présente ordonnance aux lois et réglemens relatifs à la répression de la désertion à l'ennemi et des autres crimes ou délits militaires.

N° 133. = 10—15 avril 1823. = *LOI qui appelle au service des vétérans, dans l'intérieur du royaume, les sous-officiers et soldats dont le service actif a cessé le 31 décembre 1822.* (VII, Bull. DC, n° 14462.)

N° 134. = 11—15 avril 1823. = *ORDONNANCE du roi contenant des dispositions relatives aux sous-officiers et soldats libérés du service actif le 31 décembre 1822, et appelés comme vétérans par la loi du 10—15 avril 1823.* (VII, Bull. DC, n° 14463.)

N° 135. = 16 avril—10 mai 1823. = *ORDONNANCE du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes dans la ville de Castres, département du Tarn* (1). (VII, Bull. DCIII, n° 14590.)

Art. 1^{er}. Il sera établi un conseil de prud'hommes dans la ville de Castres, département du Tarn. Ce conseil sera composé de sept membres, dont quatre seront choisis parmi les marchands-fabricans, et les trois autres, parmi les chefs d'atelier, contre-maitres ou ouvriers patentés. Les branches d'industrie ou professions ci-après dénommées concourront à la formation du conseil, dans les proportions suivantes : — Les fabricans de draps nommeront trois membres marchands-fabricans; les fabriques de papier nommeront un membre marchand-fabricant; les établissemens de teinture, de filature et d'apprêt, nommeront trois membres appartenant à la classe des chefs d'atelier, contre-maitres ou ouvriers patentés; total, sept membres.

2. Indépendamment des sept membres dont il est question dans l'article précédent, il sera attaché audit conseil deux suppléans, l'un marchand-fabricant, et l'autre chef d'atelier, contre-maitre ou ouvrier patenté, tous deux également pris parmi les fabricans et ouvriers du pays. Ces suppléans remplaceront ceux des membres qui, par des motifs quelconques, ne pour-

(1) Voyez, sur l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes, en général, le décret du 11 juin 1809, et les notes.

raient assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général des prud'hommes.

3. La juridiction du conseil s'étendra sur tous les marchands-fabrics, chefs d'atelier, contre-maitres, commis, teinturiers, ouvriers, compagnons et apprentis travaillant pour les fabriques du lieu ou du canton de la situation des fabriques, quel que soit l'endroit de la résidence des uns et des autres.

4. Dans le cas où il serait interjeté appel d'un jugement rendu par les prud'hommes, cet appel sera porté devant le tribunal de commerce de l'arrondissement de Castres.

5. L'élection et le renouvellement des membres du conseil auront lieu suivant le mode et de la manière qui sont réglés par le décret du 11 juin 1809. Ces membres se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies par ledit décret, ainsi que par la loi du 18 mars 1806, et par un autre décret du 3 août 1810.

6. La ville de Castres fournira le local nécessaire pour la tenue des séances du conseil; les dépenses de premier établissement, de chauffage, d'éclairage, et de paiement du traitement du secrétaire, seront également à sa charge.

N° 136. = 16 avril—10 mai 1823. = **ORDONNANCE du roi qui rend applicables aux aumôniers des hospices et hôpitaux de la ville de Paris les dispositions du décret du 7 février 1809, concernant le fonds de retraite en faveur des employés de ces établissemens.** (VII, Bull. DCIII, n° 14591.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu les décrets des 7 février 1809 et 18 mars 1813, concernant le fonds de retraite et de secours en faveur des employés et des pharmaciens des hospices et hôpitaux de notre bonne ville de Paris; — Voulant reconnaître de la même manière les utiles services rendus à ces établissemens par les aumôniers qui y sont attachés, et assurer le sort de ces ecclésiastiques, lorsque l'âge ou des infirmités les forcent à cesser leurs fonctions; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit: — Sont applicables aux aumôniers des hospices et hôpitaux de notre bonne ville de Paris les dispositions du décret précité du 7 février 1809.

N° 137. = 23 avril—1^{er} mai 1823. = **ORDONNANCE du roi portant création d'une compagnie d'armuriers à l'armée des Pyrénées.** (VII, Bull. DCII, n° 14513.)

N° 138. = 23 avril—10 mai 1823. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de MM. les évêques du Puy, d'Orléans, de Bayeux, de Belley et de Tulle.** (VII, Bull. DCIII, n° 14592.)

N° 139. = 23 avril—10 mai 1823. = **ORDONNANCE du roi relative à la comptabilité des communes** (1). (VII, Bull. DCIII, n° 14593.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au départe-

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798), et spécialement le tit. III de cette loi, et les notes qui résument les réglemens de la matière.

Voyez aussi l'ordonnance du 23 juillet—1^{er} août 1826, portant, art. 1^{er}, que les receveurs municipaux seront désormais comptables des recettes et des dépenses des octrois; et celle du 28

tement de l'intérieur; — Vu les lois et réglemens sur la comptabilité et l'administration des communes; — Vu notre ordonnance du 14 septembre 1822, concernant la comptabilité des dépenses publiques, et qui déclare ses dispositions applicables aux dépenses des communes, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les recettes et les dépenses des communes ne peuvent être faites que conformément au budget de chaque exercice, ou aux autorisations extraordinaires, données par qui de droit et dans les mêmes formes. — Les dépenses ne peuvent être acquittées que sur les crédits ouverts à chacune d'elles, ni ces crédits être employés par les maires à d'autres dépenses.

2. L'exercice commence au 1^{er} janvier et finit au 31 décembre de l'année qui lui donne son nom. Néanmoins, les crédits restent à la disposition du maire ordonnateur jusqu'au 31 décembre de l'année suivante, mais seulement pour compléter les dépenses auxquelles ils ont été affectés. — Passé ce dernier délai, l'exercice est clos; les crédits ou portions de crédit qui n'ont pas reçu leur application sont annulés, et les sommes en provenant portées, sous un titre spécial, au chapitre des recettes extraordinaires du plus prochain budget.

3. Aucune dépense ne peut être acquittée par un receveur municipal, si elle n'a été préalablement ordonnancée par le maire, sur un crédit régulièrement ouvert. Tout mandat ou ordonnance doit énoncer l'exercice et le crédit auxquels la dépense s'applique, et être accompagné, pour la légitimité de la dette et la garantie du paiement, des pièces indiquées au tableau ci-annexé.

4. Les receveurs municipaux ne peuvent se refuser à acquitter les mandats ou ordonnances, ni en retarder le paiement, que dans les seuls cas, — Où la somme ordonnancée ne porterait pas sur un crédit ouvert, ou l'excéderait, — Où les pièces produites seraient insuffisantes ou irrégulières, — Où il y aurait eu opposition, dûment signifiée, contre le paiement réclamé, entre les mains du comptable. — Tout refus, tout retard doit être motivé dans une déclaration immédiatement délivrée par le receveur au porteur du mandat, lequel se retire devant le maire, pour, par ce dernier, être avisé aux mesures à prendre ou à provoquer. — Tout receveur qui aurait indûment refusé ou retardé un paiement régulier, ou qui n'aurait pas délivré au porteur du mandat la déclaration motivée de son refus, sera responsable des dommages qui pourraient en résulter, et encourra en outre, selon la gravité des cas, la perte de son emploi.

5. A dater de 1824, les comptes des maires ordonnateurs et les comptes des receveurs, les uns et les autres rendus par exercice, et clos, ainsi que le prescrit l'article 2, au 31 décembre de l'année qui suit immédiatement chaque exercice, seront nécessairement soumis aux délibérations des conseils municipaux dans leur session ordinaire du mois de mai suivant. — Ceux de ces comptes qui doivent être définitivement réglés, soit par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, soit par la cour des comptes, leur seront transmis par les préfets avec les observations dont ils les jugeront susceptibles, deux mois au plus tard après l'examen des conseils municipaux. Les

décembre 1830—14 janvier 1831, relative aux formalités des pourvois devant la cour des comptes, en matière de comptabilité communale.

Voyez encore l'ordonnance du 22 janvier—10 février 1831, portant que toutes les dispositions de la présente seront désormais applicables à la comptabilité des hospices et des établissemens de bienfaisance.

Voyez enfin l'ordonnance du 1^{er} mars—1^{er} avril 1835, qui fixe l'époque de la clôture des exercices, en ce qui concerne la comptabilité des communes et des établissemens de bienfaisance.

autres devront être réglés, dans l'année, conformément à nos ordonnances des 28 janvier 1815, 8 août 1821, et aux dispositions ci-après.

6. Les comptes des receveurs municipaux, pour les communes dont les revenus ne s'élèvent pas à dix mille francs, seront arrêtés par les conseils de préfecture; et pour celles dont les revenus ne s'élèvent pas à cent francs, par les sous-préfets, qui auront aussi le règlement définitif des budgets des mêmes communes, et seront tenus d'adresser aux préfets des bordereaux sommaires des budgets et des comptes ainsi arrêtés par eux.

7. Les communes et les comptables pourront se pourvoir, ainsi qu'il avait été réglé par l'article 11 de notre ordonnance du 28 janvier 1815, pardevant notre cour des comptes, contre les arrêtés de comptes rendus par les conseils de préfecture; et par-devant ces conseils, contre les arrêtés de comptes rendus par les sous-préfets.

8. Les recours réservés par l'article précédent ne resteront ouverts que pendant trois mois, à dater de la notification aux parties intéressées des arrêtés de comptes, lesquels devront être notifiés un mois au plus tard après qu'ils auront été rendus. — Dans le même délai de trois mois, les préfets pourront, lorsqu'ils le jugeront nécessaire, saisir d'office les conseils de préfecture de la révision des comptes arrêtés par les sous-préfets. Ils devront, à l'expiration dudit délai, leur renvoyer, approuvés, les bordereaux sommaires des comptes qu'ils n'auront pas soumis à cette révision, et contre lesquels il n'y aura pas eu de pourvoi.

9. Les sous-préfets ne pourront délivrer aux comptables le *quitus* des comptes qu'ils auront arrêtés, qu'après avoir reçu l'approbation exigée par l'article précédent, ou la décision du conseil de préfecture, en cas de recours exercé ou de révision requise d'office : mention devra être faite au *quitus* desdites approbations ou décisions.

10. Les comptables des communes dont les revenus, précédemment inférieurs à dix mille francs, se seront élevés à cette somme pendant trois années consécutives, seront mis par les préfets sous la juridiction de notre cour des comptes. Les arrêtés pris à cet effet devront être immédiatement transmis à nos ministres secrétaires d'état de l'intérieur et des finances.

11. Les comptes définitifs des receveurs, rendus comme il est dit à l'article 5, devront présenter, — 1° Le solde restant en caisse et en portefeuille au commencement de chaque exercice; — 2° Les recettes et les dépenses de toute nature effectuées pour chaque exercice, soit pendant l'année qui lui donne son nom, soit pendant l'année suivante destinée à en compléter les faits; — 3° La récapitulation de leurs opérations et le montant des valeurs en caisse et en portefeuille composant leur reliquat, au 31 décembre de cette seconde année, époque de la clôture de l'exercice.

12. Indépendamment du compte définitif rendu par les receveurs pour chaque exercice, et embrassant l'année qui lui est propre et l'année qui le suit, ils seront tenus de rendre, à la fin de la première année, un compte de situation présentant tous les actes de leur gestion pendant ladite année, lequel compte subira les vérifications prescrites par les articles 5 et 6, mais seulement comme moyen de contrôle, et sans pouvoir donner lieu à aucun règlement de nature à libérer le comptable.

13. Chaque receveur ne sera comptable que des actes de sa gestion personnelle. En cas de mutation de receveur, le compte de l'exercice sera divisé suivant la durée de la gestion de chaque titulaire, et chacun d'eux rendra compte séparément des faits qui le concerneront, en se conformant aux dispositions de la présente ordonnance.

14. Toutes recettes et tous paiemens faits pour le compte des communes,

sans l'intervention de leurs receveurs municipaux, donneront lieu aux poursuites autorisées par les lois contre les personnes qui ont indûment disposé des deniers publics.

Etat des pièces à fournir pour justification des dépenses communales.

DÉPENSES DU PERSONNEL. — Appointemens, gages et salaires des agens et préposés de l'administration communale.

(La quittance ou l'état émargé des parties prenantes, énonçant leurs noms, leur grade ou leur emploi, le montant de leurs traitemens, gages et salaires, par année et par mois, les retenues pour pensions de retraite, et le net à payer.)

DÉPENSES DU MATÉRIEL. — Dépenses ordinaires pour achats d'objets mobiliers, denrées, matières et marchandises.

(Factures ou mémoires réglés des fournitures, procès-verbal d'adjudication; soumissions, conventions et marchés, dans tous les cas où ces voies ont été employées; certificats de réception, décomptes des livraisons.)

Echanges et acquisitions de propriétés immobilières par voie d'amiable composition et de consentement volontaire.

(Ordonnance royale autorisant l'acquisition ou l'échange. — La grosse du contrat, le certificat de transcription au bureau des hypothèques de l'arrondissement dans lequel sont situées les propriétés acquises; le certificat constatant qu'il n'existe pas d'inscription, ou le certificat de radiation et de mainlevée de celles qui existaient à la transcription du contrat, et généralement toutes les pièces justificatives de la purge des hypothèques légales.)

Acquisitions par voie d'expropriation forcée pour cause d'utilité publique.

(Ordonnance autorisant l'acquisition pour cause d'utilité publique; extrait ou copie du jugement rendu pour l'expropriation et le règlement de l'indemnité légale à payer aux propriétaires. — Le certificat négatif d'inscription délivré par le conservateur des hypothèques, ou de radiation de celles qui pourraient avoir été prises sur les propriétés acquises; le certificat de purge des hypothèques légales.)

Constructions, reconstructions et réparations extraordinaires.

(Décision approbative des travaux, procès-verbal d'adjudication publique au rabais dûment approuvé par le préfet; état d'avancement des travaux et des à-comptes à payer, certifié véritable par l'architecte chargé de leur surveillance et direction, et visé par le maire. — Et quant au solde des travaux, procès-verbal de réception.)

Réparations de simple entretien et n'excédant pas mille francs.

(Devis estimatif, et arrêté approbatif de la dépense; soumission de l'entrepreneur acceptée par le maire, ou mémoire des réparations exécutées par économie, réglé et certifié véritable par l'architecte, et visé par le maire.)

N° 140. — 23 avril — 9 juin 1823. — **ORDONNANCE** du roi qui déclare applicables à toutes les villes et communes du royaume les dispositions des articles 9 et 11 du décret du 4 février 1805 (15 pluviôse an 13), relatif au numérotage des maisons de la ville de Paris. (VII, Bull. DCIX, n° 14880.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au dé-

partement de l'intérieur, relatif à des questions élevées par diverses administrations locales sur les moyens de pourvoir aux frais de numérotage des maisons dans les villes et les communes où cette opération est jugée nécessaire; — Vu le décret du 15-pluviose an 13 (4 février 1805) sur le numérotage des maisons de Paris, et les observations du préfet de la Seine sur son mode d'exécution; — Considérant que le numérotage des maisons dans les villes et les communes du royaume est à la fois un moyen d'ordre et de police et un avantage personnel pour tous les habitans; — Que, s'il est juste que le premier établissement des numéros soit payé sur les fonds communaux, ainsi que leur renouvellement, lorsqu'il y a lieu d'en changer la série, il n'est pas moins convenable que l'entretien et la restauration des numéros demeurent à la charge des propriétaires, soit à raison de l'avantage qu'ils en tirent par la facilité des relations, soit parce que la dégradation des numéros n'est qu'une suite de la dégradation de la propriété ou des changemens qu'elle subit par le fait du propriétaire;—Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :—Les dispositions des articles 9 et 11 du décret du 4 février 1805, relatif au numérotage de la ville de Paris, sont déclarées applicables à toutes les villes et communes du royaume où la même opération sera jugée nécessaire.

Décret relatif au numérotage des maisons de la ville de Paris, rendu le 15 pluviose an 13 (4 février 1805), sur le rapport du ministre de l'intérieur, le conseil d'état entendu.

Art. 1^{er}. Il sera procédé, dans le délai de trois mois, au numérotage des maisons de Paris, d'après les ordres et instructions du ministre de l'intérieur.

2. Ce numérotage sera établi par une même suite de numéros pour la même rue, lors même qu'elle dépendrait de plusieurs arrondissemens communaux, et par un seul numéro qui sera placé sur la porte principale de l'habitation. Ce numéro pourra être répété sur les autres portes de la même maison, lorsqu'elles s'ouvriront sur la même rue que la porte principale; dans le cas où elles s'ouvriraient sur une rue différente, elles prendront le numéro de la série appartenant à cette rue.

3. Les rues dites des *faubourgs*, quoique formant continuation à une rue du même nom, prendront une nouvelle suite de numéros.

4. La série des numéros sera formée des nombres pairs pour le côté droit de la rue, et des nombres impairs pour le côté gauche.

5. Le côté droit d'une rue sera déterminé, dans les rues perpendiculaires ou obliques au cours de la Seine, par la droite du passant se dirigeant vers la rivière, et dans celles parallèles, par la droite du passant marchant dans le sens du cours de la rivière.

6. Dans les îles, le grand canal de la rivière coulant au nord déterminera seul la position des rues.

7. Le premier numéro de la série, soit paire, soit impaire, commencera, dans les rues perpendiculaires ou obliques au cours de la Seine, à l'entrée de la rue prise au point le plus rapproché de la rivière, et, dans les rues parallèles, à l'entrée prise en remontant le cours de la rivière, de manière que, dans les premières, les nombres croissent en s'éloignant de la rivière, et dans les secondes, en la descendant.

8. Dans les rues perpendiculaires ou obliques au cours de la rivière, le numérotage sera exécuté en noir sur un fond d'ocre; dans les rues parallèles, il le sera en rouge sur le même fond.

9. Le numérotage sera exécuté à l'huile, et, pour la première fois, à la charge de la commune de Paris.

10. A cet effet, il sera passé, par-devant le préfet du département de la Seine, une adjudication au rabais de l'entreprise du numérotage exécuté à l'huile, à tant par numéro, de grandeur, de forme et couleur déterminées par le cahier des charges.

11. L'entretien du numérotage est à la charge des propriétaires; ils pourront, en conséquence, le faire exécuter à leurs frais, d'une manière plus durable, soit en tôle vernissée, soit en faïence ou terre à poêle émaillée, en se conformant cependant aux autres dispositions du présent décret, sur la couleur des numéros et la hauteur à laquelle ils doivent être placés.

N° 141. = 23 avril—12 juin 1823. = *ORDONNANCE du roi qui approuve, conformément à l'acte y annexé, les modifications proposées aux statuts de la caisse d'épargne et de prévoyance de Paris* (1). (VII, Bull. DCIX bis, n° 1^{er}.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu l'acte passé, le 2 avril 1823, pardevant *Colin de Saint-Menge* et son collègue, notaires à Paris, par les administrateurs de la caisse d'épargne et de prévoyance de Paris, portant modification des articles 10, 11, 12 et 14 des statuts de ladite caisse; — Vu nos ordonnances des 29 juillet 1818 et 30 octobre 1822; — Considérant que les changemens proposés aux articles 10, 11 et 14, sont entièrement à l'avantage des déposans; que la modification proposée à l'article 12 ne réduit que d'une manière insensible le produit des intérêts alloués aux déposans, et que cette réduction est de beaucoup inférieure à l'accroissement des produits qu'ils recueilleront des trois autres changemens; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:—Les modifications proposées aux statuts de la caisse d'épargne et de prévoyance de Paris sont et demeurent approuvées, conformément à l'acte du 2 avril 1823 ci-dessus énoncé, lequel restera annexé à la présente ordonnance.

Art. 10. « L'intérêt sera alloué sur toute somme d'un franc et au dessus. « Les fractions de franc ne produiront pas d'intérêt. »

Art. 11. « L'intérêt sera dû à partir du jour de chaque versement. »

Art. 12. « Les intérêts des comptes de tous les déposans seront réglés et capitalisés tous les six mois, aux époques déterminées par le conseil des directeurs. »

Art. 14. « Lorsqu'il y aura lieu au remboursement d'un dépôt, les intérêts « seront réglés jusqu'au jour de la demande en remboursement. »

Par ces présentes il n'est nullement dérogé aux autres articles de la société, qui sont confirmés en tant que de besoin. — MM. les directeurs de la caisse sont chargés de faire régulariser ces présentes, et de remplir les formalités nécessaires pour qu'elles soient mises en vigueur d'ici au 15 juin 1823. — MM. les directeurs observent que, par les amendemens ci-dessus, ils n'entendent pas renoncer ou déroger à la faculté accordée à la caisse par l'ordonnance du roi du 30 octobre 1822, d'acheter pour les prêteurs ou déposans des sommes de dix francs de rente sur l'état, aussitôt que les sommes versées en présenteront une suffisante pour faire ces achats au cours moyen de la bourse.

(1) Voyez l'ordonnance du 29 juillet—3 septembre 1818, portant établissement de cette caisse d'épargne, et les notes.]

N° 142. = 23 avril—12 juin 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de l'établissement, dans la ville de Reims, d'une caisse d'épargnes et de prévoyance pour l'arrondissement communal de cette ville. (VII, Bull. DCIX bis, n° 2.)

N° 143. = 25 avril—1^{er} mai 1823. = **ORDONNANCE** du roi contenant des modifications aux réglemens relatifs à l'administration des canaux (1). (VII, Bull. DCII, n° 14514.)

Louis, . . . — Nous étant fait rendre compte de l'état dans lequel se trouve l'administration des canaux du Midi, d'Orléans et de Loing ; — Considérant que, par l'effet de la loi du 5 décembre 1814, le gouvernement a cessé d'avoir des droits à la propriété de ces canaux, et qu'il est ainsi devenu nécessaire de modifier les réglemens des 10 et 16 mars 1810 ; — Voulant donner aux compagnies propriétaires le plein et entier exercice de leurs droits, et garantir à tous les actionnaires la conservation de leurs intérêts respectifs ; — Notre conseil d'état entendu ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les assemblées générales représentant la compagnie du canal du Midi et celle des canaux d'Orléans et de Loing continueront à être composées de trente membres, sous la présidence du grand-chancelier de la légion d'honneur, qui, en cas d'empêchement, désignera, pour le remplacer, un des membres de l'ordre. — Les délibérations seront prises à la majorité des voix des membres présens : en cas de partage, celle du président sera prépondérante.

2. Dans les deux compagnies, le droit de faire partie de l'assemblée générale appartiendra, pour moitié, aux donataires, et, pour moitié, aux propriétaires à tout autre titre définitif ou provisoire. — Il sera déterminé par le nombre d'actions de même origine dont les propriétaires ou les fondés de pouvoir pour tout ou partie de leurs actions seront porteurs, et respectivement par le nombre de celles qui seront présentées, soit par les donataires en personne, soit par les fondés de pouvoir d'un ou de plusieurs donataires, soit par ceux qui réuniraient l'une et l'autre qualité.

3. Les fondés de pouvoir ne seront convoqués aux assemblées générales qu'autant qu'ils se seront fait connaître à l'administration par le dépôt de leur procuration, cinq jours au moins avant celui qui aura été indiqué pour la tenue de chaque assemblée générale.

4. Les héritiers *Riquet de Bonrepos* feront désormais partie de la compagnie du canal du Midi. A cet effet, il sera créé deux cent quatre-vingt-douze nouvelles actions pour représenter les six vingt-huitièmes un tiers qu'ils possèdent dans le canal principal, mais sans qu'il soit apporté aucun autre changement aux dispositions spéciales qui les concernent dans le décret du 10 mars 1810. — Ces actions seront inscrites à la suite de mille actions créées par le même décret.

5. La place d'administrateur général des canaux du Midi, d'Orléans et de Loing est supprimée. — L'assemblée générale de chaque compagnie nommera aux places d'administrateurs, fixera leur traitement, ainsi que leur cautionnement, et exercera par elle-même, ou par ses délégués, tous les droits réservés par les articles 24 des décrets des 10 et 16 mars 1810, à l'intendant général du domaine extraordinaire.

(1) Voyez les décrets des 10 et 16 mars 1810, concernant la propriété et l'administration des canaux d'Orléans et de Loing, et les notes.

6. Les décrets des 10 et 16 mars 1810 continueront à être exécutés en tout ce qui n'est pas contraire à la présente ordonnance. — Les assemblées générales sont autorisées à nous proposer les modifications ultérieures dont ils pourraient être susceptibles.

N° 144. = 30 avril—10 mai 1823. = **LOI** qui autorise la ville de Marseille à faire un emprunt pour l'établissement du siège épiscopal. (VII, Bull. DCIII, n° 14585.)

N° 145. = 30 avril—10 mai 1823. = **LOI** qui autorise une imposition extraordinaire pour l'établissement de l'évêché de Nevers. (VII, Bull. DCIII, n° 14586.)

N° 146. = 30 avril—10 mai 1823. = **LOI** qui autorise une imposition extraordinaire pour le rétablissement du palais épiscopal de Rodez. (VII, Bull. DCIII, n° 14587.)

N° 147. = 30 avril—10 mai 1823. = **LOI** relative à l'acquisition faite par la ville de Lyon de la presqu'île Perrache. (VII, Bull. DCIII, n° 14588.)

N° 148. = 30 avril—13 mai 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui modifie celle du 2—31 août 1818, en ce qui concerne le placement, dans l'armée, des officiers en non-activité des grades y dénommés (1). (VII, Bull. DCV, n° 14721.)

N° 149. = 30 avril—16 mai 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui rend applicables aux indemnités dont jouissent les employés réformés les dispositions de l'ordonnance royale du 27 août—12 septembre 1817, qui déclarent les pensions sur fonds de retenues incessibles et insaisissables. (VII, Bull. DCVI, n° 14751.)

Louis, . . . — Vu notre ordonnance du 2 octobre 1822, concernant l'exécution de l'article 4 de la loi du 1^{er} mai précédent, relatif aux indemnités temporaires qui peuvent être accordées aux employés supprimés ou réformés dans l'administration centrale des ministères, sur la moitié des économies provenant des réformes; — Considérant que ces indemnités tiennent lieu de pension à vie aux employés qui ont le temps de service nécessaire pour l'obtenir, et qu'à l'égard de ceux qui ne sont pas dans ce cas, elles tiennent lieu de pension temporaire; — Considérant qu'elles ne doivent être payées sur les fonds généraux que jusqu'à ce que les caisses de retraites soient en état de les acquitter, et qu'ainsi elles doivent être assimilées aux pensions mêmes, et, par conséquent, régies par la législation qui leur est particulière; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les dispositions de notre ordonnance du 27 août 1817, qui déclarent incessibles et insaisissables les pensions affectées sur les fonds de retenues, sont applicables aux indemnités accordées aux employés supprimés ou réformés, en exécution de l'ordonnance du 2 octobre 1822.

N° 150. = 30 avril—23 mai 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la création d'un abattoir public dans la ville du Mans. (VII, Bull. DCVII, n° 14811.)

N° 151. = 30 avril—12 juin 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisa-

(1) Abrogée par l'art. 3 de l'ordonnance du 5—18 mai 1824.

tion, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme formée à Bordeaux pour l'établissement d'une ferme expérimentale dans le département de la Gironde, sous le titre de Ferme expérimentale du duc de Bordeaux. (VII, Bull. DCIX bis, n° 3.)

N° 152. = 7—13 mai 1823. = **LOI relative à l'appel des jeunes Français de la classe de 1823.** (VII, Bull. DCV, n° 14720.)

N° 153. = 10—10 mai 1823. = **LOI relative à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1824** (1). (VII, Bull. DCIV, n° 14627.)

TITRE 1^{er}. — *Crédits votés pour l'exercice 1824.*

§ 1^{er}. — Budget de la dette consolidée.

Art. 1^{er}. Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées, pour l'exercice 1824, à la somme de deux cent trente-sept millions quatre-vingt-six mille trois cent huit francs (237,086,308 fr.), conformément à l'état A ci-annexé.

§ II. — Fixation des dépenses générales du service.

2. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de six cent cinquante-huit millions sept cent soixante-seize mille trois cent quarante-huit francs (658,776,348 fr.), pour les dépenses générales du service de l'exercice 1824, conformément à l'état B, applicables, savoir :

Aux dépenses générales, ci.....	525,982,859 fr.
Aux frais de régie, d'exploitation, de perception et non-valeurs des contributions directes et indirectes et des revenus de l'état, ci.....	126,704,489
Aux remboursements et restitutions à faire aux contribuables sur les produits desdites contributions, ci.....	6,089,000

TOTAL ÉGAL..... 658,776,348 fr.

TITRE II. — *Impôts autorisés pour l'exercice 1824* (2).

3. Continuera d'être faite en 1824, conformément aux lois existantes, la perception, — Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque, de passeport et permis de port d'armes; — Des droits de douanes, y compris celui sur les sels; — Des contributions indirectes, des postes, des loteries, des monnaies, et droits de garantie; — Des taxes des brevets d'invention; — Des droits établis sur les journaux; — Des droits de vérification des poids et mesures; — Du dixième des billets d'entrée dans les spectacles; — Du prix des poudres, tel qu'il est fixé par la loi du 16 mars 1819; — D'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion et de fête où l'on est admis en payant, et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis; — Des contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, ainsi que des revenus spéciaux accordés auxdits établissemens et aux établissemens sanitaires; — Des droits établis pour les frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers (3); — Des rétributions imposées, en vertu des arrêtés du gouverne-

(1) Voyez la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, qui contient des dispositions fondamentales sur les recettes et les dépenses de l'état.

(2) Voyez, sur la perception de ces impôts, la loi de finances du 31—31 juillet 1821, tit. II, et les notes.

(3) Ces droits ont été établis par les lettres-patentes du 10 février 1780, art. 16, et par l'ar-

ment du 3 floréal an 8 (23 avril 1800) et du 6 nivose an 11 (27 décembre 1802), sur les établissemens d'eaux minérales, pour le traitement des médecins chargés par le gouvernement de l'inspection de ces établissemens; — Des redevances sur les mines; — Des diverses rétributions imposées en faveur de l'université sur les établissemens particuliers d'instruction et sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques; — Des taxes imposées, avec l'autorisation du gouvernement, pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitans, et des taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807; — Des droits de péage qui seraient établis, conformément à la loi du 4 mai 1802 (14 floréal an 10), pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'état, des départemens ou des communes; — Des sommes réparties sur les israélites de chaque circonscription pour le traitement des rabbins et autres frais de leur culte.

4. La contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, la contribution des portes et fenêtres et des patentes, seront perçues pour 1824, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état C ci-annexé. — Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé aux sommes portées dans les états D, nos 1, 2 et 3, annexés à la présente loi.

TITRE III. — *Evaluation des recettes de l'exercice 1824.*

5. Le budget des recettes est évalué, pour l'exercice 1824, à la somme de huit cent quatre-vingt-seize millions trois cent trente-quatre mille cent quatre-vingt-dix francs (896,334,190 fr.), conformément à l'état E ci-annexé.

Dispositions générales.

6. Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des articles 22 de la loi du 17 août 1822 et 20 de la loi du 31 juillet 1821, relatifs aux centimes facultatifs que les conseils généraux de département sont autorisés à voter pour les dépenses d'utilité départementale et pour les opérations cadastrales, et des articles 31, 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses ordinaires et extraordinaires des communes.

(*Suivent les états.*)

N° 154. = 14 — 16 mai 1823. = **ORDONNANCE du roi contenant un nouveau tarif des droits que les laines étrangères paieront à l'entrée du royaume** (1). (VII, Bull. DCVI, n° 14750.)

rété du 25 thermidor an 11 (13 août 1803), art. 42 : voyez l'ordonnance du 20 septembre—5 octobre 1820, qui désigne les drogues médicinales dont la possession rend les épiciers passibles de la visite.

(1) Toutes les dispositions de cette ordonnance ont été reproduites, avec quelques modifications, dans celle du 13—19 juillet 1825, sur les douanes, dans la loi du 17—23 mai 1826, et dans celle du 2—16 juillet 1836, sur le même objet.

Voyez aussi, sur les douanes, le décret du 6 août (22 juillet et)—22 août 1791, et les notes

N° 155. = 14 — 23 mai 1823. = **ORDONNANCE du roi portant réorganisation de l'escadron du train du génie** (1). (VII, Bull. DCVII, n° 14813.)

N° 156. = 14 — 23 mai 1823. = **ORDONNANCE du roi qui réunit en un seul corps, sous la dénomination de corps du train des équipages militaires, les compagnies de cette arme formant les premier et second escadrons.** (VII, Bull. DCVII, n° 14814.)

Art. 1^{er}. Les compagnies du train des équipages militaires, composant les premier et second escadrons de cette arme, seront réunies en un seul corps, qui prendra la dénomination de *corps du train des équipages militaires*.

2. Ce corps aura pour chef supérieur le colonel directeur des parcs d'équipages, avec un état-major composé ainsi qu'il suit : — Un major, un capitaine adjudant-major, un trésorier, un officier d'habillement, un officier payeur, un chirurgien-major : total, six officiers. — Un adjudant sous-officier, un artiste vétérinaire en premier, un artiste vétérinaire en second, un brigadier trompette (quatre chevaux de selle), un maître tailleur culottier, un maître cordonnier-bottier, un maître sellier-bourrelier, un maître armurier, un maître charron : total, neuf sous-officiers et maîtres ouvriers.

3. Le nombre des compagnies actives du train des équipages militaires sera, dès ce moment, porté à neuf, indépendamment d'une compagnie de dépôt.

Composition d'une compagnie active.

1 ^{er} Capitaine commandant.		
1 Lieutenant en premier.		
1 Lieutenant en second.		
2 Sous-lieutenans.		
5 Officiers.		
1 Maréchal-des-logis-chef.....	1 cheval de selle.	
8 Maréchaux-des-logis.....	8 <i>idem</i> .	
1 Fourrier.....	1 <i>idem</i> .	
16 Brigadiers.....	16 <i>idem</i> .	
2 Trompettes.....	2 <i>idem</i> .	
50 Soldats de 1 ^{re} classe... }	148, dont 16 haut- }	280 chevaux de trait.
98 Soldats de 2 ^e classe... }	le-pied..... }	
4 Maréchaux-ferrans... }	non montés.	Caissons de transport. 64
3 Forgerons..... }		Prolonge..... 1
3 Bourreliers-selliers... }		Forge de campagne... 1
3 Charrons..... }		
189 Sous-officiers, soldats et ouvriers.	308 chevaux de troupe.	66 voitures.

Composition d'une compagnie de dépôt.

1 Capitaine.	
1 Lieutenant en premier.	
1 Sous-lieutenant.	
3 Officiers.	
1 Maréchal-des-logis-chef.....	} non montés.
2 Maréchaux-des-logis.....	
1 Fourrier.....	
4 Brigadiers.....	
2 Elèves trompettes.....	
10	

(1) Cet escadron a été supprimé par l'art. 19 de l'ordonnance du 13—29 décembre 1829, portant réorganisation du génie. — Voyez, dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 14 ventose an 3 (4 mars 1795), le résumé des réglemens concernant le génie militaire.

4. Les compagnies d'équipages seront distinguées entre elles par des numéros; celles qu'il y aurait lieu de former à l'avenir prendront rang à la suite des compagnies existantes.

5. Nos ordonnances des 18 décembre 1822, 29 janvier et 26 février 1823, concernant les escadrons du train des équipages militaires, sont rapportées en ce qui n'est point conforme aux dispositions ci-dessus énoncées.

N^o 157. = 21 mai—3 juin 1823. = *ORDONNANCE du roi portant rectification de l'article 27 du décret du 23 juin 1806, concernant le poids des voitures et la police du roulage* (1). (VII, Bull. DCVIII, n^o 14850.)

Louis, ...—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; —Vu les articles 3, 4, 5 et 27 du décret du 23 juin 1806, contenant règlement sur la police du roulage; —Vu notre ordonnance du 24 décembre 1814, relative à la manière de constater les surcharges des diligences et messageries; —Considérant que l'article 5 dudit décret accorde une tolérance de deux cents kilogrammes aux charrettes et de trois cents kilogrammes aux chariots, sur les poids fixés par les articles 3 et 4, et qu'il n'entre pas dans l'esprit de ce décret d'admettre une tolérance autre que celle prévue par l'article 5; —Considérant que l'on pourrait conclure de la rédaction de l'article 27, d'après lequel l'amende n'est encourue qu'à partir d'une surcharge de vingt myriagrammes ou deux cents kilogrammes, qu'il y aurait lieu à admettre une seconde tolérance indépendante de celle portée par l'article 5;—Notre conseil d'état entendu, —Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — L'article 27 du décret du 23 juin 1806, concernant le poids des voitures et la police du roulage, est rectifié en ce sens, que les surcharges des voitures mentionnées aux articles 3 et 4 de ce décret commenceront au point où le poids de ces voitures excèdera celui fixé par ces articles et la tolérance accordée par l'article 5. — En conséquence, les amendes résultant dudit article 27 pour excès de chargement, à partir des quantités réglées par les articles 3 et 4 et augmentées de la tolérance, seront appliquées ainsi qu'il suit : — De zéro à soixante myriagrammes, vingt-cinq francs; — De soixante à cent vingt myriagrammes, cinquante francs; — De cent vingt à cent quatre-vingts myriagrammes, soixante-quinze francs; — De cent quatre-vingts à deux cents quarante myriagrammes, cent francs; — De deux cent quarante à trois cents myriagrammes, cent cinquante francs;—Et au dessus de trois cents myriagrammes, trois cents francs.

N^o 158. = 21 mai—3 juin 1823. = *ORDONNANCE du roi relative aux dispositions adoptées pour l'amélioration des défenses de la place de Péronne*. (VII, Bull. DCVIII, n^o 14851.)

N^o 159. = 21 mai—9 juin 1823. = *ORDONNANCE du roi portant règlement pour l'exercice de la profession de boulanger dans les villes de Saint-Chamond, de Maubeuge et de Blaye*. (VII, Bull. DCIX, n^o 14881.)

N^o 160. = 21 mai—12 juin 1823. = *ORDONNANCE du roi qui autorise, sauf la justification prescrite, le conseil d'administration de la société d'assurances mutuelles établie à Dijon contre la grêle, à mettre en activité la classe des céréales*. (VII, Bull. DCIX bis, n^o 4.)

(1) Voyez, sur la police du roulage, la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), et les notes qui résument les réglemens de la matière.

N° 161. = 28 mai—3 juin 1823. = **ORDONNANCE du roi qui fixe, à compter du 1^{er} janvier 1824, le traitement des magistrats des tribunaux de première instance placés dans les villes y dénommées** (1). (VII, Bull. DCVIII, n° 14852.)

Louis... — Vu la loi du 10 mai 1823, portant fixation du budget de l'état pour l'exercice 1824; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le traitement des juges des tribunaux de première instance est fixé, — 1° A la somme de dix-huit cents francs, dans les villes d'Abbeville, Bayonne, Béziers, Boulogne, Brest, Cambrai, Cherbourg, Dieppe, Dunkerque, Le Havre, Lorient, Saint-Etienne, Toulon, Valenciennes; — 2° A la somme de seize cents francs, dans les villes d'Alais, Autun, Bayeux, Beaune, Castelnau-dary, Castres, Châtellerauld, Compiègne, Dôle, Falaise, Fontainebleau, Grasse, Issoudun, Lisieux, Lodève, Louviers, Lunéville, Mayenne, Moissac, Morlaix, Narbonne, Rambouillet, Rochefort, Saint-Malo, Saint-Quentin, Saumur, Schelestadt, Sedan, Tarascon, Thiers, Verdun, Vienne, Villeneuve-d'Agen, Yvetot.

2. Le traitement des présidens et de nos procureurs sera le même que celui des juges avec un supplément de moitié en sus.—Néanmoins, ce traitement demeure fixé à trois mille francs dans les villes de Brest, Lorient, Rochefort, Toulon.

3. Le traitement des juges d'instruction sera le même que celui des juges, avec un supplément du cinquième en sus.

4. Les substituts de nos procureurs auront le même traitement que les juges.

5. Ces traitemens et supplémens de traitement courront à compter du 1^{er} janvier 1824.

N° 162. = 28 mai—3 juin 1823. = **ORDONNANCE du roi qui supprime la distinction établie en faveur des moutons mérinos et métis pour la perception des droits d'entrée et de sortie** (2). (VII, Bull. DCVIII, n° 14853.)

N° 163. = 28 mai—3 juin 1823. = **ORDONNANCE du roi qui établit un droit sur les toiles de l'Inde destinées au commerce du Sénégal, autres que celles importées directement par navires français** (3). (VII, Bull. DCVIII, n° 14854.)

Louis, ... — Vu les articles 24 de la loi du 28 avril 1803 (8 floréal an 11), 4 de la loi du 7 décembre 1815, et 23 de celle du 21 avril 1818, qui permettent que les toiles de l'Inde, arrivant par navires français ou étrangers, et destinées au commerce du Sénégal, soient admises en entrepôt réel pour être réexportées, moyennant un droit de cinquante-un centimes par cent kilogrammes, ou quinze centimes par cent francs de la valeur; — Sur le compte qui nous a été rendu que le commerce direct de la France avec

(1) Voyez les art. 17 et suiv. de la loi du 27 ventose an 8 (18 mars 1800), et les notes.

Voyez aussi l'ordonnance du 26 septembre—3 octobre 1837, qui augmente le traitement des magistrats dans les tribunaux de première instance auxquels il n'avait point été accordé d'augmentation par les ordonnances antérieures.

(2) Voyez l'ordonnance sur les douanes du 13—19 juillet 1825, art. 1^{er}, et surtout la loi de douanes du 17—23 mai 1826, qui fixent un droit uniforme pour les moutons communs et mérinos, et rendent la présente ordonnance sans intérêt.

(3) Voyez, dans le § 5 de la seconde partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé des réglemens concernant le commerce du Sénégal.

l'Inde suffit pour approvisionner de ces toiles les entrepôts réels de la métropole;—Voulant en favoriser l'importation directe par bâtimens nationaux;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:—A partir du 1^{er} juillet 1824, les toiles de l'Inde destinées au commerce du Sénégal, autres que celles importées directement par bâtimens français, seront, au moment de leur réexportation d'entrepôt, imposées à un droit de cinq francs par pièce.

N^o 164. = 4—9 juin 1823. = **ORDONNANCE** du roi concernant la vente, avec publicité et concurrence, des vingt-trois millions cent quatorze mille cinq cent seize francs de rentes cinq pour cent consolidés, appartenant au trésor royal. (VII, Bull. DCIX, n^o 14882.)

N^o 165. = 11—24 juin 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui organise sur le pied militaire et sous la dénomination de compagnies, les brigades de mulets de bât employées aux divers transports de l'armée, et crée en outre une compagnie dite de dépôt. (VII, Bull. DCX, n^o 14903.)

Art. 1^{er}. Les brigades de mulets de bât employées aux divers transports de l'armée seront organisées sur le pied militaire, sous la dénomination de *compagnies*, et feront désormais partie du corps du train des équipages militaires.

2. Le recrutement des compagnies de mulets de bât se fera de la même manière et sous les mêmes conditions que celui des compagnies du train des équipages; mais les hommes destinés au service des mulets seront levés spécialement dans les départemens composant les septième, huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième et vingtième divisions militaires.

3. Le nombre des compagnies actives de mulets de bât sera déterminé en raison des besoins de l'armée, et il sera créé en outre une compagnie dite de dépôt. — Chaque compagnie active recevra la composition ci-après:

1 Lieutenant ou sous-lieutenant commandant.

1 Officier.

1 Maréchal-des-logis-chef.....	1	} chevaux de selle.
4 Maréchaux-des-logis.....	4	
1 Brigadier-fourrier.....	1	
8 Brigadiers.....	8	
2 Trompettes.....	2	
88 Soldats conducteurs, dont huit haut-le-pied.....		150 mulets.
3 Bourreliers-bâtiers.		
3 Maréchaux-ferrans.		

110 Sous-officiers et soldats.

16 chevaux de selle. 150 mulets.

4. Les officiers des compagnies de mulets de bât seront choisis dans le train des équipages militaires, parmi les officiers tant en pied qu'en non-activité, et subsidiairement parmi ceux de la même arme en réforme qui seraient reconnus en état de reprendre du service.

5. Au fur et à mesure que les brigades actuelles de mulets seront organisées en compagnies sur le nouveau pied, la solde des officiers, sous-officiers, brigadiers, trompettes, soldats conducteurs et ouvriers, sera celle fixée pour les compagnies du train des équipages militaires.

6. Les premières mises d'habillement et de petit équipement, la masse d'entretien de l'habillement, ainsi que la masse de ferrage et de harnachement tant pour les chevaux de selle que pour les mulets, seront déterminées d'après des dispositions spéciales.—L'emploi de la solde et l'administration

des masses seront soumis aux réglemens existans pour cette partie de service.

7. Les compagnies de mulets de bât sont placées sous la direction et sous la surveillance supérieure du colonel directeur des parcs de construction du train des équipages militaires, et des officiers supérieurs de la même arme employés à l'armée. Leurs attributions, à cet égard, sont celles qui leur sont déléguées sur le corps du train des équipages militaires et les compagnies d'ouvriers du même service.

N° 166. = 11—24 juin 1823. = **ORDONNANCE** du roi concernant les comptabilités des conseils d'administration des corps de l'ancienne armée. (VII, Bull. DCXI, n° 14966.)

Art. 1^{er}. Il ne sera fait aucune poursuite contre les membres des conseils d'administration des corps de troupe de l'ancienne armée, en raison des rejets prononcés dans leurs comptabilités pour les exercices jusques et compris le jour de la dissolution de ladite armée. En conséquence, la décision de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, du 1^{er} octobre 1821, portant suspension provisoire de ces mêmes poursuites, est rendue définitive.

2. Néanmoins, il ne sera fait aucun remboursement des versements déjà effectués, qui sont et demeurent définitivement acquis à notre trésor royal.

3. Les dispositions qui précèdent ne sont point applicables aux officiers dont les débets proviendraient de malversations ou dilapidations. Ces officiers continueront à être poursuivis par tous les moyens de droit, jusqu'à leur entière libération.

4. Ces dispositions ne sont pas applicables non plus, — 1° Aux officiers débiteurs, pour emprunts faits à la caisse de leurs anciens corps, et en raison desquels ils ont déposé leurs bons; — 2° Aux officiers à qui il a été fait des avances, dont le montant n'est pas rentré au trésor royal, soit parce que la retenue n'a pu leur en être faite, soit parce que la déduction n'en a pas été opérée sur leur certificat de non-paiement; — 3° Aux officiers administrateurs ou comptables, pour fonds remis à leur disposition et de l'emploi desquels ils n'ont pas justifié. — Ces officiers continueront à être poursuivis par tous les moyens de droit jusqu'à leur entière libération.

N° 167. = 11—24 juin 1823. = **ORDONNANCE** du roi relative à l'exercice de la profession de boulanger dans la ville de Vendôme. (VII, Bull. DCXI, n° 14967.)

N° 168. = 18 juin—7 juillet 1823. = **ORDONNANCE** du roi relative à la comptabilité des monts-de-piété (1). (VII, Bull. DCXIII, n° 15048.)

Louis, ... — Vu la loi du 6 février 1804 (16 pluviöse an 12), relative aux monts-de-piété;—Vu notre ordonnance du 31 octobre 1821, concernant l'administration et la comptabilité des hospices et des bureaux de bienfaisance;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur,— Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A dater de 1823, les budgets et les comptes des monts-de-piété seront réglés comme les budgets et les comptes des hospices, les conseils de charité préalablement entendus, et les conseils municipaux, à défaut des

(1) Voyez la loi du 16—26 pluviöse an 12 (6—16 février 1804), concernant les monts-de-piété, et les notes qui résument tous les réglemens de la matière.

Voyez aussi l'ordonnance du 31 octobre—8 novembre 1821, sur la comptabilité des hospices et des bureaux de bienfaisance, et les notes.

conseils de charité, ou en concurrence avec eux, dans les communes qui auraient fait des fonds pour ces établissemens.

2. Seront également applicables aux monts-de-piété les formes déterminées à l'égard des hospices, en ce qui concerne les constructions, reconstructions, acquisitions, ventes et échanges, ainsi que les prêts et emprunts autres que les opérations ordinaires de cette nature autorisées par les réglemens.

3. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance demeurent abrogées.

N^o 169. = 18 juin—7 juillet 1823. = **ORDONNANCE du roi portant règlement sur la police des eaux minérales** (1). (VII, Bull. DCXIII, n^o 15049.)

Louis, ... — Informé que l'exécution des lois et réglemens sur l'administration et la police des eaux minérales est négligée; que leurs dispositions ne sont point assez connues, faute d'avoir été rappelées et mises ensemble; qu'il n'en a point été fait une suffisante application aux eaux minérales artificielles; — Vu la déclaration du 25 avril 1772, les arrêts du conseil des 1^{er} avril 1774 et 5 mai 1781, ainsi que l'article 11 de la loi du 24 août 1790 (2) et l'article 484 du Code pénal, qui ont maintenu en vigueur ces anciens réglemens; — Vu les arrêtés du gouvernement des 18 mai 1799 (29 floréal an 7), 23 avril 1800 (3 floréal an 8), 27 décembre 1802 (6 nivose an 11), et la loi du 11 avril 1803 (21 germinal an 11); — Vu enfin, en ce qui concerne le traitement des inspecteurs, les lois de finances des 17 août 1822 et 10 mai 1823;—Considérant que les précautions générales à prendre et les garanties à exiger, dans l'intérêt de la santé publique, à l'égard des entreprises ayant pour but la fabrication ou le débit des médicamens quelconques, forment une des branches les plus importantes de la police administrative; — Que l'expérience n'a cessé de démontrer la nécessité des règles particulières qui concernent les eaux minérales, et les inconvéniens inséparables de toute négligence dans leur exécution; — Que cette nécessité est surtout démontrée pour les eaux minérales artificielles, afin de prévenir non seulement les dangers de leur altération et de leur faux emploi, mais les dangers plus grands qui peuvent résulter de leur préparation : — A ces causes; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. Toute entreprise ayant pour effet de livrer ou d'administrer au public des eaux minérales naturelles ou artificielles demeure soumise à une autorisation préalable et à l'inspection d'hommes de l'art, ainsi qu'il sera réglé ci-après.—Sont seuls exceptés de ces conditions les débits desdites eaux qui ont lieu dans des pharmacies.

2. Les autorisations exigées par l'article précédent continueront à être délivrées par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sur l'avis des autorités locales, accompagné, pour les eaux minérales naturelles, de leur analyse, et pour les eaux minérales artificielles, des formules de leur préparation.—Elles ne pourront être révoquées qu'en cas de résistance aux règles prescrites par la présente ordonnance, ou d'abus qui seraient de nature à compromettre la santé publique.

(1) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 29 floréal an 7 (18 mai 1799), et les notes qui résument la législation de la matière.

(2) Il faut lire tit. XI, loi du 16—24 août 1790.

3. L'inspection ordonnée par le même article 1^{er} continuera à être confiée à des docteurs en médecine ou en chirurgie ; la nomination en sera faite par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, de manière qu'il n'y ait qu'un inspecteur par établissement, et qu'un même inspecteur en inspecte plusieurs, lorsque le service le permettra.—Il pourra néanmoins, là où ce sera jugé nécessaire, être nommé des inspecteurs adjoints, à l'effet de remplacer les inspecteurs titulaires en cas d'absence, de maladie ou de tout autre empêchement.

4. L'inspection a pour objet tout ce qui, dans chaque établissement, importe à la santé publique.—Les inspecteurs font, dans ce but, aux propriétaires, régisseurs ou fermiers, les propositions et observations qu'ils jugent nécessaires ; ils portent, au besoin, leurs plaintes à l'autorité, et sont tenus de lui signaler les abus venus à leur connaissance.

5. Ils veillent particulièrement à la conservation des sources, à leur amélioration ; à ce que les eaux minérales artificielles soient toujours conformes aux formules approuvées, et à ce que les unes et les autres eaux ne soient ni falsifiées ni altérées. Lorsqu'ils s'aperçoivent qu'elles le sont, ils prennent ou requièrent les précautions nécessaires pour empêcher qu'elles ne puissent être livrées au public, et provoquent, s'il y a lieu, telles poursuites que de droit.

6. Ils surveillent, dans l'intérieur des établissemens, la distribution des eaux, l'usage qui en est fait par les malades ; sans néanmoins pouvoir mettre obstacle à la liberté qu'ont ces derniers de suivre les prescriptions de leurs propres médecins ou chirurgiens, et même d'être accompagnés par eux, s'ils le demandent.

7. Les traitemens des inspecteurs étant une charge des établissemens inspectés, les propriétaires, régisseurs ou fermiers seront nécessairement entendus pour leur fixation, laquelle continuera à être faite par les préfets et confirmée par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur. — Il n'est point dû de traitement aux inspecteurs adjoints.

8. Partout où l'affluence du public l'exigera, les préfets, après avoir entendu les propriétaires et les inspecteurs, feront des réglemens particuliers qui auront en vue l'ordre intérieur, la salubrité des eaux, leur libre usage, l'exclusion de toute préférence dans les heures à assigner aux malades pour les bains ou douches, et la protection particulière due à ces derniers dans tout établissement placé sous la surveillance spéciale de l'autorité.—Lorsque l'établissement appartiendra à l'état, à un département, une commune, ou une institution charitable, le règlement aura aussi en vue les autres branches de son administration.

9. Les réglemens prescrits par l'article précédent seront transmis à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, qui pourra y faire telles modifications qu'il jugera nécessaires.—Ils resteront affichés dans les établissemens, et seront obligatoires pour les personnes qui les fréquenteront, comme pour les individus attachés à leur service. Les inspecteurs pourront requérir le renvoi de ceux de ces derniers qui refuseraient de s'y conformer.

10. Resteront pareillement affichés dans ces établissemens et dans tous les bureaux destinés à la vente d'eaux minérales, les tarifs ordonnés par l'article 10 de l'arrêté du gouvernement du 27 décembre 1802. — Lorsque ces tarifs concerneront des entreprises particulières, l'approbation des préfets ne pourra porter aucune modification dans les prix, et servira seulement à les constater.

11. Il ne sera, sous aucun prétexte, exigé ni perçu des prix supérieurs à ces tarifs.—Les inspecteurs ne pourront également rien exiger des malades

dont ils ne dirigeront pas le traitement, ou auxquels ils ne donneront pas des soins particuliers.—Ils continueront à soigner gratuitement les indigens admis dans les hospices dépendant des établissemens thermaux, et seront tenus de les visiter au moins une fois par jour.

12. Les divers inspecteurs rempliront et adresseront, chaque année, à notre ministre de l'intérieur, des tableaux dont il leur sera fourni des modèles; ils y joindront les observations qu'ils auront recueillies, et les mémoires qu'ils auront rédigés, sur la nature, la composition et l'efficacité des eaux, ainsi que sur le mode de leur application.

TITRE II. — Dispositions particulières à la fabrication des eaux minérales artificielles, aux dépôts et à la vente de ces eaux et des eaux minérales naturelles.

13. Tous individus fabriquant des eaux minérales artificielles ne pourront obtenir ou conserver l'autorisation exigée par l'article 1^{er} qu'à la condition de se soumettre aux dispositions qui les concernent dans la présente ordonnance, de subvenir aux frais d'inspection, de justifier des connaissances nécessaires pour de telles entreprises, ou de présenter pour garant un pharmacien légalement reçu.

14. Ils ne pourront s'écarter, dans leurs préparations, des formules approuvées par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et dont copie restera dans les mains des inspecteurs chargés de veiller à ce qu'elles soient exactement suivies. — Ils auront néanmoins, pour des cas particuliers, la faculté d'exécuter des formules magistrales sur la prescription écrite et signée d'un docteur en médecine ou en chirurgie.—Ces prescriptions seront conservées pour être représentées à l'inspecteur, s'il le requiert.

15. Les autorisations nécessaires pour tous dépôts d'eaux minérales naturelles ou artificielles, ailleurs que dans les pharmacies ou dans les lieux où elles sont puisées ou fabriquées, ne seront pareillement accordées qu'à la condition expresse de se soumettre aux présentes règles et de subvenir aux frais d'inspection.—Il n'est néanmoins rien innové à la faculté que les précédens réglemens donnent à tout particulier de faire venir des eaux minérales pour son usage et pour celui de sa famille.

16. Il ne peut être fait d'expédition d'eaux minérales naturelles hors de la commune où elles sont puisées, que sous la surveillance de l'inspecteur; les envois doivent être accompagnés d'un certificat d'origine par lui délivré, constatant les quantités expédiées, la date de l'expédition, et la manière dont les vases ou bouteilles ont été scellés au moment même où l'eau a été puisée à la source.—Les expéditions d'eaux minérales artificielles seront pareillement surveillées par l'inspecteur et accompagnées d'un certificat d'origine délivré par lui.

17. Lors de l'arrivée desdites eaux aux lieux de leur destination, ailleurs que dans des pharmacies ou chez des particuliers, les vérifications nécessaires pour s'assurer que les précautions prescrites ont été observées et qu'elles peuvent être livrées au public, seront faites par les inspecteurs. Les caisses ne seront ouvertes qu'en leur présence, et les débitans devront tenir registre des quantités reçues, ainsi que des ventes successives.

18. Là où il n'aura point été nommé d'inspecteur, tous établissemens d'eaux minérales naturelles ou artificielles seront soumis aux visites ordonnées par les articles 29, 30 et 31 de la loi du 11 avril 1803 (21 germinal an 11).

TITRE III. — De l'administration des sources minérales appartenant à l'état, aux communes ou aux établissemens charitables.

19. Les établissemens d'eaux minérales qui appartiennent à des départe-

mens, à des communes ou à des institutions charitables, seront gérés pour leur compte. Toutefois, les produits ne seront point confondus avec les autres revenus, et continueront à être spécialement employés aux dépenses ordinaires et extraordinaires desdits établissemens, sauf les excédans disponibles après qu'il aura été satisfait à ces dépenses.—Les budgets et les comptes seront aussi présentés et arrêtés séparément, conformément aux règles prescrites pour ces trois ordres de services publics.

20. Ceux qui appartiennent à l'état continueront à être administrés par les préfets, sous l'autorité de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, qui en arrêtera les budgets et les comptes, et fera imprimer, tous les ans, pour être distribué aux chambres, un tableau général et sommaire de leurs recettes et de leurs dépenses. Sera aussi imprimé à la suite dudit tableau, le compte sommaire des subventions portées au budget de l'état pour les établissemens thermaux.

21. Les établissemens objet du présent titre seront mis en ferme, à moins que, sur la demande des autorités locales et des administrations propriétaires, notre ministre de l'intérieur n'ait autorisé leur mise en régie.

22. Les cahiers des charges, dont feront nécessairement partie les tarifs exigés par l'article 10, devront être approuvés par les préfets après avoir entendu les inspecteurs. Les adjudications seront faites publiquement et aux enchères.—Les clauses des baux stipuleront toujours que la résiliation pourra être prononcée immédiatement par le conseil de préfecture, en cas de violation du cahier des charges.

23. Les membres des administrations propriétaires ou surveillantes, ni les inspecteurs, ne pourront se rendre adjudicataires desdites fermes, ni y être intéressés.

24. En cas de mise en régie, le régisseur sera nommé par le préfet. Si l'établissement appartient à une commune ou à une administration charitable, la nomination ne sera faite que sur présentation du maire ou de cette administration. — Seront nommés de la même manière les employés et servans attachés au service des eaux minérales, dans les établissemens objet du présent titre.—Toutefois, ces dernières nominations ne pourront avoir lieu que de l'avis de l'inspecteur.—Si l'établissement appartient à plusieurs communes, les présentations seront faites par le maire de la commune où il sera situé. — Les mêmes formes seront observées pour la fixation du traitement des uns et des autres employés, ainsi que pour leur révocation.

25. Il sera procédé, pour les réparations, constructions, reconstructions et autres travaux, conformément aux règles prescrites pour la branche de service public à laquelle l'établissement appartiendra, et à nos ordonnances des 8 août, 31 octobre 1821 et 22 mai 1822. — Toutefois, ceux de ces travaux qui ne seront point demandés par l'inspecteur, ne pourront être ordonnés qu'après avoir pris son avis.

N^o 170. = 23 juin—9 juillet 1823. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication de la convention de navigation et de commerce conclue entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, le 24 juin 1822, et ratifiée à Paris le 6 novembre suivant** (1). (VII, Bull. DCXIV, n^o 15077.)

Sa majesté le roi de France et de Navarre, et les États-Unis d'Amérique,

(1) Voyez l'ordonnance du 3—8 septembre 1822, concernant les droits à percevoir sur les marchandises des Etats-Unis importées en France.

Cette ordonnance nous paraît abrogée par la présente convention.

désirant régler les relations de navigation et de commerce entre leurs nations respectives par une convention temporaire réciproquement avantageuse et satisfaisante, et arriver à un arrangement plus étendu et durable, ont respectivement donné leurs pleins pouvoirs, savoir : sa majesté très chrétienne, au baron *Hyde de Neuville*, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, commandeur de la légion-d'honneur, grand-croix de l'ordre royal américain d'Isabelle-la-Catholique, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près les États-Unis; et le président des États-Unis, à *John Quincy Adams*, leur secrétaire d'état; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivans :

Art. 1^{er}. Les produits naturels ou manufacturés des États-Unis, importés en France sur bâtimens des États-Unis, paieront un droit additionnel qui n'excèdera pas vingt francs par tonneau de marchandise, en sus des droits payés sur les mêmes produits naturels ou manufacturés des États-Unis, quand ils sont importés par navires français.

2. Les produits naturels ou manufacturés de France importés aux États-Unis sur bâtimens français paieront un droit additionnel qui n'excèdera point trois dollars soixante-quinze cents par tonneau de marchandise, en sus des droits payés sur les mêmes produits naturels ou manufacturés de France, quand ils sont importés par navires des États-Unis.

3. Aucun droit différentiel ne sera levé sur les produits du sol et de l'industrie de France qui seront importés par navires français dans les ports des États-Unis pour transit ou réexportation. — Il en sera de même dans les ports de France pour les produits du sol et de l'industrie de l'Union qui seront importés pour transit ou réexportation par navires des États-Unis.

4. Les quantités suivantes seront considérées comme formant le tonneau de marchandise pour chacun des articles ci-après spécifiés : — Vins, quatre barriques de soixante et un gallons chaque, ou deux cent quarante-quatre gallons de deux cent trente et un pouces cubes, mesure américaine; — Eaux-de-vie et tous autres liquides, deux cent quarante-quatre gallons; — Soieries et toutes autres marchandises sèches, ainsi que tous autres articles généralement soumis au mesurage, quarante-deux pieds cubes, mesure française, en France; et cinquante pieds cubes, mesure américaine, aux États-Unis; — Cotons, huit cent quatre livres avoir-du-poids, ou trois cent soixante-cinq kilogrammes; — Tabacs, seize cents livres avoir-du-poids, ou sept cent vingt-cinq kilogrammes; — Potasse et perlasse, deux mille deux cent quarante livres avoir-du-poids, ou mille seize kilogrammes; — Riz, seize cents livres avoir-du-poids, ou sept cent vingt-cinq kilogrammes; et pour tous les articles non spécifiés et qui se pèsent, deux mille deux cent quarante livres avoir-du-poids, ou mille seize kilogrammes.

5. Les droits de tonnage, de phare, de pilotage, droits de port, courtage, et tous autres droits sur la navigation étrangère, en sus de ceux payés respectivement par la navigation nationale dans les deux pays, autres que ceux spécifiés dans les articles 1 et 2 de la présente convention, n'excéderont pas, en France, pour les bâtimens des États-Unis, cinq francs par tonneau d'après le registre américain du bâtiment, ni pour les bâtimens français aux États-Unis, quatre-vingt-quatorze cents par tonneau d'après le passeport français du bâtiment.

6. Les parties contractantes, désirant favoriser mutuellement leur commerce en donnant dans leurs ports toute assistance nécessaire à leurs bâtimens respectifs, sont convenues que les consuls et vice-consuls pourront faire arrêter les matelots faisant partie des équipages des bâtimens de leurs nations respectives, qui auraient déserté desdits bâtimens, pour les ren-

voyer et faire transporter hors du pays ; auquel effet , lesdits consuls et vice-consuls s'adresseront aux tribunaux , juges et officiers compétens , et leur feront par écrit la demande desdits déserteurs , en justifiant par l'exhibition des registres du bâtiment ou rôle d'équipage , ou autres documens officiels , que ces hommes faisaient partie desdits équipages ; et sur cette demande ainsi justifiée , sauf toutefois la preuve contraire , l'extradition ne pourra être refusée , et il sera donné toute aide et assistance auxdits consuls et vice-consuls pour la recherche , saisie et arrestation des susdits déserteurs , lesquels seront même détenus et gardés dans les prisons du pays , à leur réquisition et à leurs frais , jusqu'à ce qu'ils aient trouvé une occasion de les renvoyer : mais , s'ils n'étaient renvoyés dans le délai de trois mois à compter du jour de leur arrestation , ils seront élargis , et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

7. La présente convention temporaire aura son plein effet pendant deux ans , à partir du 1^{er} octobre prochain ; et , même après l'expiration de ce terme , elle sera maintenue jusqu'à la conclusion d'un traité définitif , ou jusqu'à ce que l'une des parties ait déclaré à l'autre son intention d'y renoncer , laquelle déclaration devra être faite au moins six mois d'avance. — Et , dans le cas où la présente convention viendrait à continuer sans cette déclaration par l'une ou l'autre partie , les droits extraordinaires spécifiés dans les 1^{er} et 2^e articles seront , à l'expiration desdites deux années , diminués , de part et d'autre , d'un quart de leur montant , et successivement d'un quart dudit montant , d'année en année , aussi long-temps qu'aucune des parties n'aura déclaré son intention d'y renoncer , ainsi qu'il est dit ci-dessus.

8. La présente convention sera ratifiée de part et d'autre , et les ratifications en seront échangées dans l'espace d'une année à compter de ce jour , ou plus tôt , si faire se peut. Mais l'exécution de ladite convention commencera dans les deux pays le 1^{er} octobre prochain , et aura son effet dans le cas même de non-ratification , pour tous les bâtimens partis *bona fide* pour les ports de l'une ou l'autre nation , dans la confiance qu'elle était en vigueur. — En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux , en la ville de Washington , ce 24^e jour de juin de l'an de notre Seigneur 1822. — *Signé* G. HYDE DE NEUVILLE , JOHN QUINCY ADAMS.

Article séparé.

Les droits extraordinaires levés de part et d'autre jusqu'à ce jour , en vertu de l'acte du congrès du 15 mai 1820 et de l'ordonnance du 26 juillet de la même année et autres la confirmant , qui n'ont point été déjà remboursés , seront restitués. — *Signé* et scellé comme ci-dessus , ce 24^e jour de juin 1822. — *Signé* G. HYDE DE NEUVILLE , JOHN QUINCY ADAMS.

N^o 171. = 25 juin—7 juillet 1823. = *ORDONNANCE du roi qui porte à douze le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Montélimart.* (VII, Bull. DCXIII, n^o 15050.)

N^o 172. = 25 juin—9 juillet 1823. = *ORDONNANCE du roi qui rapporte celle du 1^{er}—22 mai 1822, portant création d'examineurs spéciaux pour l'admission à l'école de Saint-Cyr, et contient des dispositions à cet égard.* (VII, Bull. DCXIV, n^o 15078.)

Art. 1^{er}. Notre ordonnance du 1^{er} mai 1822 , portant création d'examineurs spéciaux pour l'admission à l'école de Saint-Cyr , est rapportée.

2. L'examen des jeunes gens qui se présenteront au concours général sera fait par les examinateurs chargés de celui des candidats pour l'admission à

l'école royale polytechnique, conformément à l'article 30 de notre ordonnance du 10 juin 1818.

N° 173. = 25 juin—9 juillet 1823. = **ORDONNANCE du roi ayant pour objet de pourvoir momentanément à l'insuffisance des crédits d'inscription et de paiement affectés aux pensions militaires pour l'exercice 1823.** (VII, Bull. DCXIV, n° 15079.)

N° 174. = 25 juin—21 juillet 1823. = **ORDONNANCE du roi ayant pour objet de prévenir les dangers qui peuvent résulter de la fabrication et du débit des différentes sortes de poudres et matières détonantes et fulminantes** (1). (VII, Bull. DCXVI, n° 15122.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre et secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Voulant prévenir les dangers qui peuvent résulter de la fabrication et du débit des différentes sortes de poudres et matières détonantes et fulminantes, sans empêcher néanmoins l'emploi de celles de ces préparations qui ont été reconnues propres soit à amorcer des armes à feu, soit à faire des étoupilles, des allumettes ou autres objets du même genre utiles aux arts; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les fabriques de poudres ou matières détonantes et fulminantes, de quelque nature qu'elles soient, et les fabriques d'allumettes, d'étoupilles ou autres objets du même genre préparés avec ces sortes de poudres ou matières, feront partie de la première classe des établissemens insalubres ou incommodes dont la nomenclature est annexée à notre ordonnance du 14 janvier 1815.

2. Les préfets sont autorisés, conformément à l'article 5 de notre ordonnance précitée, à faire suspendre l'exploitation des fabriques désignées dans l'article 1^{er} qui auraient été établies jusqu'à ce jour dans des emplacements non isolés des habitations.

3. Les fabricans de poudres ou matières détonantes et fulminantes tiendront un registre légalement coté et paraphé, sur lequel ils inscriront, jour par jour, de suite et sans aucun blanc, les quantités fabriquées et vendues, ainsi que les noms, qualités et demeures des personnes auxquelles ils les auront livrées.

4. Les fabricans d'allumettes, étoupilles et autres objets de la même espèce préparés avec des poudres ou matières détonantes et fulminantes, tiendront également un registre en bonne forme, sur lequel ils inscriront, au fur et à mesure de chaque achat, le nom et la demeure des fabricans qui leur auront vendu lesdites poudres ou matières.

5. Les marchands détaillans d'amorces pour les armes à feu à piston, et les marchands détaillans d'allumettes, d'étoupilles ou autres objets du même genre préparés avec des poudres détonantes et fulminantes, ne sont point soumis aux formalités prescrites par l'article 1^{er}; mais ils seront tenus de renfermer ces différentes préparations dans des lieux sûrs et séparés dont ils auront seuls la clef. — Il leur est défendu de se livrer à ce commerce, sans

(1) Cette fabrication a été classée de nouveau par l'ordonnance du 9 février—1^{er} mars 1825.

Voyez cette ordonnance, et surtout le décret du 15 octobre 1810, concernant les établissemens dangereux, insalubres ou incommodes, et les notes étendues qui l'accompagnent.

Voyez enfin l'ordonnance du 30 octobre—25 novembre 1836, portant règlement sur les fabriques de fulminate de mercure, amorces fulminantes et autres matières dans la fabrication desquelles entre le fulminate de mercure.

en avoir préalablement fait leur déclaration par écrit, savoir : dans Paris, à la préfecture de police : et dans les communes, à la mairie, afin qu'il soit vérifié si leur local est convenablement disposé pour cet usage.

6. Les poudres et matières détonantes et fulminantes ne pourront être employées qu'à la fabrication des amorces propres aux armes à feu, des allumettes, des étoupilles et autres objets d'une utilité reconnue.

7. Les contrevenans aux dispositions prescrites par la présente ordonnance seront poursuivis devant les tribunaux de police sur les procès-verbaux ou rapports des agens de la police administrative et judiciaire.

N° 175. = 25 juin—29 juillet 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant approbation du règlement spécial y annexé, concernant l'exploitation des carrières d'ardoises dites ardoisières d'Angers, département de Maine-et-Loire. (VII, Bull. DCXVII, n° 15156.)

N° 176. = 26 juin—29 juillet 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui transfère à Toulouse l'école royale d'arts et métiers de Châlons (Marne), et contient des dispositions à cet égard (1). (VII, Bull. DCXVII, n° 15151.)

N° 177. = 2—21 juillet 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique d'un archevêque et de plusieurs évêques. (VII, Bull. DCXVI, n° 15120.)

N° 178. = 9—21 juillet 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe le délai pour former opposition aux jugemens non contradictoires des conseils de préfecture, en matière de roulage (2). (VII, Bull. DCXVI, n° 15121.)

Louis, ... — Vu le rapport adressé à notre ministre de l'intérieur par le préfet de police de notre bonne ville de Paris, tendant à faire déterminer le délai de l'opposition contre les décisions non contradictoires des conseils de préfecture qui prononcent des amendes pour contravention aux lois et réglemens sur la police du roulage; — Vu le décret du 23 juin 1806, sur la police du roulage, et notamment les articles 39 et 44, lesquels portent que « les préposés seront tenus de dresser procès-verbal de la contravention; » qu'ils devront retenir la voiture jusqu'au paiement ou à la consignation de l'amende, et que tout conducteur et voiturier pris en contravention ne pourra continuer sa route qu'après avoir réalisé le paiement des dommagés. » — Vu l'article 162 du Code de procédure civile; — Considérant que les lois et réglemens sur la police du roulage n'ont point fixé de délai pour l'opposition aux jugemens non contradictoires rendus en cette matière par les conseils de préfecture; — Considérant que le délai ordinaire de huitaine n'est pas applicable à des rouliers et conducteurs que leur état éloigne rapidement du lieu de la contravention et dont le domicile réel en est souvent aussi à une grande distance; — Sur le rapport de notre ministre et secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Le délai pour former opposition aux jugemens non contradictoires des conseils de préfecture en matière de roulage, sera de trois mois, à dater de la signification qui sera faite, à la diligence du préfet, au domicile du roulier ou conducteur saisi en contravention.

(1) Rapportée par celle du 6—25 juillet 1825.

(2) Voyez, sur la police du roulage, la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802); et le décret du 23 juin 1806, et les notes.

N° 179. = 9 juillet—1^{er} septembre 1823. = *ORDONNANCE du roi relative à l'avancement et aux conditions d'admission à la retraite des officiers du train d'artillerie, et à la solde des sous-officiers et soldats de cette arme* (1). (VII, Bull. DCXXIII, n° 15333.)

Art. 1^{er}. Les officiers du train d'artillerie seront admis à la solde de retraite du grade immédiatement supérieur après dix ans au moins de service dans celui qu'ils auront exercé en dernier lieu et dans l'arme à laquelle ils appartiennent, conformément aux dispositions de notre ordonnance du 27 août 1814, allouant la même solde de retraite aux officiers de notre corps royal de l'artillerie.

2. L'avancement au grade de lieutenant du train d'artillerie aura lieu sur tous les sous-lieutenans de ce corps, les deux tiers à l'ancienneté de grade et l'autre tiers à notre choix, conformément aux dispositions de la loi du 10 mars 1818.

3. Les sous-officiers, brigadiers, soldats et ouvriers du train d'artillerie, jouiront de la même solde journalière sur le pied de paix en station que celle qui est allouée à ces militaires dans l'artillerie à cheval.

N° 180. = 16—29 juillet 1823. = *ORDONNANCE du roi relative au mode de recrutement des compagnies des gardes-du-corps de sa majesté*. (VII, Bull. DCXVII, n° 15153.)

N° 181. = 16—29 juillet 1823. = *ORDONNANCE du roi qui porte l'effectif de la compagnie d'ouvriers du génie à cent cinquante hommes, officiers non compris, et fixe la composition de cette compagnie*. (VII, Bull. DCXVII, n° 15154.)

Art. 1^{er}. L'effectif de la compagnie d'ouvriers du génie sera immédiatement porté à cent cinquante hommes, officiers non compris.

2. La composition de cette compagnie en sous-officiers, caporaux, soldats et tambours, est fixée de la manière suivante, savoir : — Sergent-major, un ; sergens, huit ; fourrier, un ; caporaux, douze ; maîtres ouvriers, huit ; ouvriers de première classe, cinquante ; ouvriers de seconde classe, soixante-huit ; tambours, deux. — Total, cent cinquante hommes.

N° 182. = 16—29 juillet 1823. = *ORDONNANCE du roi qui fixe définitivement à soixante le nombre des avoués à la cour royale de Paris*. (VII, Bull. DCXVII, n° 15155.)

Louis, ... — Vu l'article 114 du décret du 6 juillet 1810 ; — Vu la délibération de notre cour royale de Paris, du 1^{er} juillet 1823 ; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le nombre des avoués à la cour royale de notre bonne ville de Paris, qui a été réduit à cinquante par notre ordonnance du 18 août 1819, est et demeure définitivement fixé à soixante.

2. Les autres dispositions de notre ordonnance du 18 août 1819 continueront à recevoir leur exécution.

(1) Aujourd'hui, l'avancement dans l'armée est réglé d'une manière générale par la loi du 14—17 avril 1832.

Et les pensions de retraite de l'armée de terre sont l'objet de la loi du 11—14 avril 1831, qui a abrogé toutes celles antérieures.

N° 183. = 16 juillet—16 août 1823. = **ORDONNANCE du roi relative à l'exercice de la profession de boulanger dans la ville de Saint-Martin, île de Ré, département de la Charente-Inférieure.** (VII, Bull. DCXXI, n° 15252.)

N° 184. = 16 juillet—23 août 1823. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, sous le nom de Compagnie des eaux de Saint-Maur, de la société anonyme formée à Paris entre le sieur Dageville et autres actionnaires** (1). (VII, Bull. DCXXI bis, n° 1^{er}.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre et secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu notre ordonnance du 14 août 1822, qui a concédé au sieur *Dageville* les eaux surabondantes du canal de Saint-Maur ; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris entre le sieur *Dageville* et les actionnaires par lui admis en participation de sa concession est autorisée sous le nom de *Compagnie des eaux de Saint-Maur*. Ses statuts, contenus dans l'acte passé par-devant *Bertrand* et son confrère, notaires à Paris, le 26 juin 1823, lequel reste annexé à notre présente ordonnance, sont approuvés, sauf les réserves portées aux articles 2 et 3 ci-après.

2. Nonobstant le contenu de l'article 14 dudit acte, les actions dont la mise entière n'aurait pas été versée aux temps prescrits, ne seront point annulées ; leurs souscripteurs primitifs resteront débiteurs responsables, et seront poursuivis pour le complément du versement de leur susdite mise, ou pour la différence du prix, si elles sont revendues après la mise en demeure et les délais fixés audit article.

3. Dans le cas où le capital de la compagnie serait réduit à moins de moitié de sa valeur primitive, la liquidation de la société serait de droit et non facultative, comme il était dit dans l'article 29 des statuts.

4. La présente autorisation pourra être retirée en cas de violation ou de non-exécution des statuts, sans préjudice des actions des tiers en dommages-intérêts à intenter devant les tribunaux.

5. La société sera tenue d'adresser, tous les six mois, des copies de son état de situation à notre ministre de l'intérieur, au préfet de la Seine, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Paris.

(*Suivent les statuts.*)

N° 185. = 23—31 juillet 1823. = **ORDONNANCE du roi qui fixe l'époque à compter de laquelle l'imprimerie royale sera administrée en régie au compte de l'état, et règle les attributions de cet établissement** (2). (VII, Bull. DCXVIII, n° 15187.)

Louis, . . . — Vu les lois des 4 décembre 1793 (14 frimaire an 2), 27 janvier et 9 juin 1795 (8 pluviôse et 21 prairial an 3), l'arrêté du 10 décembre 1801 (19 frimaire an 10), les décrets des 24 mars 1809 et 22 janvier 1811, les ordonnances des 28 décembre 1814 et 12 janvier 1820 ; — Après avoir entendu la commission spéciale du conseil d'état ; — Sur le rapport de notre

(1) Voyez la loi du 17—23 avril 1822, qui autorise le gouvernement à concéder les eaux de Saint-Maur, et la note.

(2) Voyez, sur l'organisation et l'administration de l'imprimerie royale, l'arrêté du 19 frimaire an 10 (10 décembre 1801), et les notes qui résument tous les réglemens qui concernent cet établissement.

garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} octobre prochain, l'imprimerie royale sera administrée en régie pour le compte de l'état, sous l'autorité de notre garde des sceaux.

2. Les attributions de l'imprimerie royale seront réglées conformément à la loi du 27 janvier 1795, à l'arrêté du 10 décembre 1801, au décret du 24 mars 1809 et à l'ordonnance du 28 décembre 1814. — En conséquence, elle sera chargée, — 1^o De l'impression du Bulletin des lois; — 2^o Des travaux d'impression qu'exigera le service de notre cabinet et de notre maison, de notre chancellerie, de nos conseils, des ministres et des administrations générales qui en dépendent.

3. Il ne sera exécuté à l'imprimerie royale aucun travail d'impression pour le compte des particuliers. — Sont seuls exceptés de cette prohibition : — 1^o Les ouvrages dont l'exécution exigera des caractères qui ne se trouvent pas dans les imprimeries ordinaires; — 2^o Les ouvrages dont nous aurons ordonné l'impression gratuite, conformément au n^o 4 de l'article 8 de l'ordonnance du 28 décembre 1814 et à l'article 10 de l'ordonnance du 12 janvier 1820.

4. Les tarifs de l'imprimerie royale seront soumis annuellement à notre approbation par notre garde des sceaux, après avoir pris l'avis d'un comité formé de commissaires spéciaux qui seront délégués à cet effet dans nos divers ministères.

5. L'administration de l'imprimerie royale sera composée d'un directeur (1), chargé de la direction de toutes les parties de l'établissement; d'un conservateur chargé du matériel, et d'un caissier chargé de recouvrer les produits et d'acquitter les dépenses.

6. L'administration de l'imprimerie royale sera surveillée par l'un des maîtres des requêtes en notre conseil d'état, qui prendra le titre d'inspecteur (2).

7. Le conservateur et le caissier fourniront un cautionnement de cinquante mille francs en immeubles ou en rentes sur l'état. — Ils seront directement justiciables de la cour des comptes, et prêteront en conséquence serment devant cette cour, conformément à l'ordonnance du 29 juillet 1814.

8. Les fonctionnaires et employés de l'imprimerie royale seront nommés par notre garde des sceaux.

9. Nous nous réservons de déterminer par une ordonnance spéciale les formes qui devront être observées pour la vérification et la transmission du matériel de l'imprimerie royale et pour la liquidation des comptes du directeur actuel de cet établissement.

10. Les dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

N^o 186. = 23 juillet—5 août 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication du bref qui unit, à perpétuité, à l'archevêché de Sens le titre de l'évêché d'Auxerre. (VII, Bull. DCXX, n^o 15245.)

N^o 187. = 23 juillet 1823—23 décembre 1830. = **ORDONNANCE** du roi pour la formation, dans trente-trois départemens, d'une commission, à l'effet d'opérer une meilleure répartition de la contribution foncière. (IX, ordonn., Bull. XXVIII, n^o 529.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance du 3 octobre 1821 dont l'article 4 éta-

(1 et 2) Le directeur et l'inspecteur ont été supprimés par l'ordonnance du 11—31 août 1824, et remplacés par un administrateur.

blit, dans chaque département, une commission spéciale, à l'effet de suivre et d'examiner le travail exécuté en vertu de l'article 19 de la loi du 31 juillet de la même année, pour une meilleure répartition de la contribution foncière entre les arrondissemens et les communes; — Vu notre seconde ordonnance du 19 mars 1823 qui prescrit la formation immédiate de cette commission; — Vu enfin les listes de présentation adressées par les préfets en exécution du deuxième paragraphe de l'article précité de notre ordonnance du 3 octobre 1821; — Prenant en considération le vœu exprimé par plusieurs de ces magistrats pour la nomination de commissaires suppléans dont le nombre soit égal à celui des commissaires en titre; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La commission spéciale créée par l'article 4 de l'ordonnance du 3 octobre 1821, et dont la formation immédiate est prescrite par l'ordonnance du 19 mars 1823, sera composée ainsi qu'il suit, dans les départemens ci-après : — (*Suit l'état nominatif des commissaires et suppléans pour trente-trois départemens.*)

N° 188. = 30 juillet—23 août 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, conformément à l'acte social y annexé, de la société anonyme des bailleurs de fonds, pour l'établissement d'un pont à Auefer, département d'Ille-et-Vilaine. (VII, Bull. DCXXI bis, n° 2.)

N° 189. = 30 juillet—23 août 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la création d'un abattoir commun et d'une fonderie publique de suif dans la ville d'Amiens. (VII, Bull. DCXXII, n° 15294.)

N° 190. = 2—5 août 1823. = **ORDONNANCE** du roi concernant le conflit élevé par le préfet de police contre un arrêt de la cour royale de Paris rendu au sujet d'une contestation existante entre le sieur Flamand-Grétry et la ville de Liège; relativement à la possession du cœur de Grétry. (VII, Bull. DCXX, n° 15246.)

Louis, ... — Sur le rapport du comité du contentieux; — Vu le rapport de notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état au département de la justice, enregistré au secrétariat général de notre conseil d'état le 29 juillet 1823, relatif à un conflit élevé par le préfet de police de Paris contre un arrêt de la cour royale de Paris du 17 mai 1823, rendu au sujet d'une contestation existante entre le sieur *Flamand-Grétry*, d'une part, et les commissaires de la ville de Liège, d'autre part, relativement à la possession du cœur de *Grétry*; — Vu l'arrêté de conflit pris par le préfet de police le 20 juin 1823; — Vu l'arrêt rendu, le 17 mai 1823 par la cour royale de Paris, sur l'appel interjeté par les bourgmestres de la ville de Liège, et par lequel la cour, considérant que l'extraction du cœur de *Grétry* n'a été demandée au nom de la famille et accordée par l'autorité publique que pour en faire hommage à Liège, sa ville natale, qui l'a accepté et fait préparer un monument pour le recevoir, ordonne que le cœur de *Grétry* sera retiré du jardin de l'Ermitage, en présence du maire de la commune de Montmorency et des commissaires de la ville de Liège, pour être remis à ceux-ci sur décharge qui serait insérée au procès-verbal; — Vu les arrêts des 24 juin et 14 juillet 1823, par lesquels la cour royale de Paris ordonne, nonobstant la notification du conflit, qu'il sera passé outre à l'exécution de son précédent arrêt du 17 mai 1823; — Vu les observations fournies par le sieur *Flamand-Grétry*, enregis-

trées au secrétariat général de notre conseil d'état le 29 juillet 1823; — Vu les observations des bourgmestres de la ville de Liège, enregistrées audit secrétariat général le 31 juillet 1823; — Vu l'arrêté du gouvernement du 13 brumaire an 10 (4 novembre 1801) (1), portant que les arrêtés de conflit seront notifiés au tribunal par le commissaire du gouvernement, avec déclaration qu'aux termes de l'article 27 de la loi du 21 fructidor an 3 (7 septembre 1795) il doit être sursis à toutes procédures judiciaires, jusqu'à ce que le conseil d'état ait prononcé sur le conflit; — Vu nos ordonnances des 20 juin 1821 et 20 avril 1822; — Vu les arrêtés pris par le préfet de police les 19 novembre 1813 et 4 juillet 1816, lesquels prescrivent certaines mesures pour l'extraction et l'inhumation du cœur de *Grétry*, — Ensemble toutes les pièces jointes au dossier; — Considérant qu'aux termes de nos ordonnances ci-dessus visées le conflit peut être élevé contre des arrêts de cours royales, tant que les délais du pourvoi en cassation ne sont pas expirés; — Que, dans l'espèce, l'arrêt de la cour royale de Paris a été rendu le 17 mai 1823, et l'arrêté du préfet de police pris le 20 juin suivant; que, par conséquent, le conflit a été élevé dans le délai utile; — Considérant que, bien que l'exécution de l'arrêt du 17 mai 1823 dût avoir lieu hors de la juridiction territoriale du préfet de police, il n'en appartenait pas moins à ce magistrat d'élever le conflit dans l'espèce, puisqu'il se fondait sur l'interprétation des actes émanés de l'un de ses prédécesseurs; — Considérant qu'aux termes de l'arrêté réglementaire du 13 brumaire an 10 (4 novembre 1801), inséré au Bulletin des lois, il doit être sursis à toutes procédures judiciaires jusqu'à ce que le conseil d'état ait prononcé sur le conflit; — Qu'ainsi notre cour royale de Paris n'aurait pas dû ordonner qu'il serait passé outre à l'exécution de son arrêt du 17 mai 1823; — Considérant, sur le conflit, qu'on ne peut disposer de la dépouille mortelle de l'homme que conformément aux lois qui protègent les cendres des morts, l'honneur des familles, et qui assurent le maintien de la salubrité, de la décence et de l'ordre public, et que l'exécution des lois en cette matière appartient exclusivement à l'autorité administrative; — Considérant que, si l'autorité judiciaire a le droit incontestable d'interpréter les actes ou les transactions qui peuvent intervenir à cette occasion, et de déclarer les droits qui en résultent pour chacune des parties, l'exercice de ces droits est essentiellement subordonné aux décisions de l'autorité chargée de veiller au maintien de l'ordre et de la salubrité publics, en tout ce qui concerne les inhumations ou exhumations et la police des sépultures; — Considérant, dans l'espèce, que la cour royale de Paris ne s'est pas bornée à interpréter les actes des parties et à déterminer leurs droits relativement à l'objet de leur contestation, mais qu'elle a prescrit des mesures relatives à l'exercice de ces droits, lesquelles ne pouvaient être réglées et fixées que par l'autorité administrative, et qu'à cet égard elle a excédé ses pouvoirs; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'arrêté de conflit pris par le préfet de police, le 20 juin 1823, est confirmé.

2. L'arrêt de notre cour royale de Paris, du 17 mai 1823, est considéré comme non avenu, en ce qu'il prescrit des mesures d'exécution pour l'extraction et la remise du cœur de *Grétry*.

3. Les arrêts de notre cour royale de Paris, des 24 juin et 14 juillet 1823,

(1) Voyez cet arrêté, et les notes qui résument la législation et la jurisprudence sur les conflits d'attribution.

portant qu'il sera passé outre à l'exécution de l'arrêt du 17 mai 1823, sont considérés comme non avenus.

N^o 191. = 6—16 août 1823. = **ORDONNANCE du roi qui fixe la taxe à laquelle donne droit la capture d'un individu condamné à un emprisonnement n'excédant pas cinq jours** (1). (VII, Bull. DCXXI, n^o 15250.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre et secrétaire d'état au département de la justice ; — Vu l'article 6, n^{os} 1^{er} et 2, du décret du 7 avril 1813 ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La capture d'un individu condamné à un emprisonnement n'excédant pas cinq jours ne donne droit, pour l'huissier ou l'agent de la force publique qui l'a opérée, qu'à la taxe fixée par le n^o 1^{er} de l'article 6 du décret du 7 avril 1813, soit que l'emprisonnement ait été ordonné par un jugement, soit qu'il l'ait été par un arrêt.

N^o 192. = 6 août—11 septembre 1823. = **ORDONNANCE du roi contenant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger, dans les villes d'Auch, Beauvais, Gien, Saint-Jean-d'Angely et Hyères**. (VII, Bull. DCXXV, n^o 15425.)

N^o 193. = 13—23 août 1823. = **ORDONNANCE du roi qui supprime le tribunal de commerce de Montdidier, département de la Somme**. (VII, Bull. DCXXII, n^o 15295.)

Art. 1^{er}. Le tribunal de commerce établi dans la ville de Montdidier, département de la Somme, est supprimé.

2. Les minutes et archives de ce tribunal seront déposées au greffe du tribunal de première instance de Montdidier, qui jugera les affaires commerciales de l'arrondissement dans les formes réglées pour les tribunaux de commerce.

N^o 194. = 13 août—1^{er} septembre 1823. = **ORDONNANCE du roi relative à la répression de la traite des noirs** (2). (VII, Bull. DCXXIII, n^o 15335.)

Louis, . . . — Vu notre ordonnance du 8 janvier 1817 et la loi du 15 avril 1818, portant que les capitaines du commerce qui se seraient livrés au trafic connu sous le nom de *traite des noirs*, seront interdits de tout commandement ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Lorsque la commission instituée par notre ordonnance du 22 décembre 1819 aura reconnu qu'il y a lieu de saisir les tribunaux de la poursuite d'un délit en matière de traite des noirs, et qu'un capitaine de navire voyageant au long cours sera impliqué dans cette poursuite, notre ministre de la marine privera immédiatement ledit capitaine de la faculté de s'embarquer pour toute destination d'outre-mer, et maintiendra l'interdiction jusqu'au jugement à intervenir. — Les empêchemens d'embarquer, qui, jusqu'à ce jour, ont été provisoirement prononcés par notre ministre secrétaire

(1) Voyez le décret du 7 avril 1813, concernant les frais en matière criminelle, art. 6, qui fixe les récompenses auxquelles donne droit la capture des condamnés ou évadés.

(2) Voyez, sur cet objet, les lois et réglemens cités dans les notes qui accompagnent le décret du 11 août 1792, portant abolition de la prime accordée jusque-là pour la traite des noirs.

d'état de la marine et des colonies dans les cas spécifiés au paragraphe précédent, sont maintenus.

2. Lorsqu'il aura été définitivement statué sur les poursuites, il sera pourvu par notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, conformément aux dispositions des jugemens et arrêts, soit à la levée de l'empêchement, soit à l'interdiction définitive du capitaine.

N° 195. = 13 août—6 septembre 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la création d'un abattoir public dans la ville de Saint-Tropez. (VII, Bull. DCXXIV, n° 15391.)

N° 196. = 13 août—6 septembre 1823. = **ORDONNANCE** du roi contenant de nouvelles dispositions relatives aux comités consultatifs des colonies françaises, et aux députés de ces colonies près le département de la marine (1). (VII, Bull. DCXXIV, n° 15393.)

Louis, . . . — Vu notre ordonnance du 22 novembre 1819, sur l'établissement des comités consultatifs dans nos colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guiane française et de Bourbon; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les membres et les suppléans actuels des comités consultatifs exerceront leurs fonctions jusqu'au 1^{er} janvier 1825.

2. A dater du 1^{er} janvier 1825, les membres et les suppléans seront nommés pour cinq années, et les comités consultatifs renouvelés en entier, de cinq ans en cinq ans. — Les membres et les suppléans en exercice pourront être indéfiniment réélus.

3. Le nombre des suppléans sera porté de cinq à neuf pour les comités de la Martinique, de la Guadeloupe et de Bourbon; il sera porté de deux à quatre pour le comité de la Guiane française.

4. Les nominations aux nouvelles places de suppléans seront faites conformément à ce qui a été réglé par notre ordonnance du 22 novembre 1819. — Le même mode continuera d'être suivi pour les nominations aux places de membres titulaires et de membres suppléans, soit lors des renouvellemens, soit en cas de vacance par mort, démission ou autrement.

5. Les députés actuels des colonies près notre ministre secrétaire d'état de la marine exerceront leurs fonctions jusqu'au 1^{er} janvier 1826.

6. A dater du 1^{er} janvier 1826, tous les députés seront nommés pour cinq années, et renouvelés de cinq en cinq ans. — Ils pourront être indéfiniment réélus.

7. Il sera pourvu aux vacances qui surviendront, soit dans les comités, soit parmi les députés; toutefois, les membres des comités, les suppléans et les députés qui auront été nommés dans l'intervalle des cinq ans d'exercice, seront compris dans le renouvellement quinquennal.

8. Notre ordonnance du 22 novembre 1819 est maintenue en ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent.

N° 197. = 13 août—11 septembre 1823. = **ORDONNANCE** du roi contenant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger dans la ville de Montargis. (VII, Bull. DCXXV, n° 15426.)

{1} Voyez, dans la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé de la législation concernant les colonies françaises.

Voyez aussi l'ordonnance du 22 novembre 1819—6 septembre 1823.

N° 198. = 20 août—11 septembre 1823. = **ORDONNANCE du roi contenant des nouvelles modifications au règlement des israélites, du 10 décembre 1806** (1). (VII, Bull. DCXXV, n° 15427.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre et secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu les propositions des synagogues consistoriales et celles du consistoire central des israélites, à l'effet d'ajouter à leur règlement du 10 décembre 1806 de nouvelles modifications, en outre de celles qui y ont été faites par notre ordonnance du 29 juin 1819; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Dans le cours de l'année 1823, les notables israélites des divers arrondissemens consistoriaux seront intégralement renouvelés :

2. Tous les deux ans, il sortira cinq membres du collège des notables. Cette sortie se fera par la voie du sort; à la fin de la séance annuelle qui a lieu conformément à l'ordonnance du 29 juin 1819. — La majorité des notables devra avoir sa résidence dans la commune où est établie la synagogue consistoriale.

3. Les conditions d'éligibilité requises par l'article 10 du règlement concernant les membres de consistoire s'appliquent également aux notables.

4. Dans le cours de l'année 1823, et un mois après le renouvellement des notables, ceux-ci s'assembleront pour procéder au renouvellement intégral des membres laïques des consistoires départementaux.

5. Tous les deux ans, il sortira un des membres laïques des consistoires départementaux. Cette sortie aura lieu par la voie du sort, et successivement entre les quatre, les trois et les deux plus anciens membres, et ensuite par ancienneté de nomination. — Les membres laïques des consistoires et les notables peuvent être réélus indéfiniment.

6. Dans le chef-lieu de la circonscription où siège le consistoire, la nomination des ministres officians de temple (chantres) et celle des autres desservans et agens, notamment le sacrificateur, appartiennent immédiatement au consistoire. — Il nommera aussi, près les temples de sa circonscription, un ou plusieurs commissaires surveillans, qui exerceront, sous sa dépendance, les fonctions qu'il leur aura déléguées.

7. Les rabbins près les temples des communes autres que le siège du consistoire, les ministres officians (chantres) et les autres desservans près ces temples, seront élus par une commission locale, nommée par le consistoire et présidée par le commissaire surveillant. — L'élection des rabbins est soumise à la confirmation du consistoire central, sur l'avis des consistoires; les autres ministres et desservans seront confirmés par le consistoire dont ils dépendent, et sous la direction et surveillance duquel ils exercent leurs fonctions.

8. Le traitement des rabbins, ministres officians, desservans ou agens dont il est parlé dans les articles 6 et 7, fait partie des frais locaux du culte.

9. Chaque consistoire, dans l'assemblée qui se tient annuellement pour la fixation et la répartition des frais généraux de la circonscription, s'occupera en même temps, avec le concours des notables qui résident dans le chef-lieu, de la formation du budget et du rôle de répartition des frais locaux du culte de la commune où siège le consistoire. — Quant aux frais lo-

(1) Voyez le décret du 17 mars 1808, qui contient le règlement du 10 décembre 1806, et en ordonne l'exécution. De premières modifications avaient été faites à ce règlement par l'ordonnance du 29 juin—10 juillet 1819.

caux des communes hors le siège consistorial, le consistoire adjoindra, chaque année, autant de notables israélites qu'il jugera nécessaire, au commissaire surveillant, et sous sa présidence, afin de procéder à la formation du budget des frais locaux du culte et du rôle y relatif, lesquels budget et rôle seront soumis à l'examen et à l'approbation des consistoires respectifs.

10. Les commissaires surveillants sont tenus de présenter annuellement à la commission chargée de dresser avec eux les budgets et les rôles locaux, le compte rendu de l'exercice précédent, lequel compte sera ensuite soumis à l'examen des consistoires respectifs. — Ces comptes, le budget et les rôles de répartition seront adressés par le consistoire au préfet du département, qui les transmettra à notre ministre de l'intérieur. Le consistoire central y apposera son avis. Les rôles, définitivement approuvés par notre ministre, seront renvoyés aux préfets pour être rendus exécutoires.

11. Dans le cours de l'année 1823, le nombre des membres composant le consistoire central sera porté à neuf, savoir : les deux grands rabbins et sept membres laïques. A cet effet, le collège des notables de chaque circonscription désignera deux candidats laïques qui devront être domiciliés à Paris, et dont l'un sera nommé par nous, sur le rapport de notre ministre de l'intérieur.

12. Tous les deux ans, il sortira un des membres laïques du consistoire central. Cette sortie aura lieu par la voie du sort, et successivement entre les sept, les six, les cinq, les quatre, les trois et les deux plus anciens membres, et ensuite par ancienneté de nomination. Le membre sortant est toujours réligible d'après le mode prescrit par l'article 11. — Le consistoire central ne peut jamais délibérer en moindre nombre que cinq. — En cas d'égalité de suffrages, la voix du président est prépondérante. — Cependant aucune délibération ne peut être prise, concernant les objets religieux ou du culte, sans le consentement des deux grands rabbins. Toutefois, si ces derniers diffèrent d'avis, le plus ancien de nomination des grands rabbins des consistoires départementaux sera appelé à les départager.

13. Les mandats de paiement qui seront délivrés par le consistoire central sur son receveur devront être signés par cinq membres au moins.

14. En cas de décès ou de démission de l'un des deux grands rabbins du consistoire central, chaque consistoire proposera un candidat, pris parmi les grands rabbins des consistoires départementaux ; sur ces candidats, trois seront désignés par le consistoire central pour l'un d'eux être nommé par nous, sur le rapport de notre ministre de l'intérieur.

15. Ne pourront être ensemble membres d'un consistoire départemental, ni du consistoire central, le père, le fils, le gendre, les frères et beaux-frères.

16. Le consistoire central déterminera, par un règlement spécial, qui sera soumis à l'approbation de notre ministre de l'intérieur, les formalités à remplir par les aspirans au titre de rabbin, qui, s'il y a lieu, seront ensuite confirmés en cette qualité par le même consistoire.

17. Chaque consistoire nommera, tous les ans, son président et son vice-président ; ils peuvent toujours être réélus. En cas de partage de voix entre les membres des consistoires de département, le plus ancien d'âge ou de nomination parmi les notables du siège consistorial sera appelé pour former la majorité.

18. Il ne pourra être employé dans les écoles primaires aucun livre qui ne soit approuvé par le consistoire central, du consentement des grands rabbins.

19. Le décret du 17 mars 1808, qui prescrit des mesures pour l'exécution du règlement israélite, et l'ordonnance du 29 juin 1819, continueront d'être exécutés dans toutes les dispositions qui ne sont pas modifiées par la présente.

N° 199. = 28 août 1823. = *AVIS du conseil d'état, approuvé par le ministre des finances, sur la marche à suivre par les préfets qui plaident au nom de l'état, et par les particuliers qui plaident contre lui* (1). (Publié par Isambert.)

Le conseil d'état, sur le renvoi fait par monseigneur le garde des sceaux des questions suivantes, résultant d'une lettre adressée à sa grandeur par son excellence le ministre des finances le 2 mai 1823 : — 1° Si, avant d'intenter ou de soutenir des actions dans l'intérêt de l'état, les préfets doivent y être autorisés par les conseils de préfecture, ou s'ils ne doivent pas du moins prendre leur avis ; — 2° Si les particuliers qui se proposent de plaider contre l'état sont obligés de remettre préalablement à l'autorité administrative un mémoire expositif de leur demande, et si ce mémoire doit être remis au préfet ou au conseil de préfecture ; — *Sur la première question* : — Considérant que, aux termes de l'article 14 de la loi du 5 novembre 1790 et de l'article 13 de celle du 27 mars 1791, les procureurs généraux syndics de département, et les commissaires du gouvernement, qui les ont remplacés, ne pouvaient suivre les procès qui concernent l'état sans l'autorisation des directoires de département ou des administrations centrales, qui leur ont été substituées ; — Que cette disposition était une conséquence du système d'alors, qui plaçait dans les autorités collectives l'administration tout entière, et réduisait les procureurs généraux syndics et les commissaires du gouvernement à de simples agens d'exécution, qui ne pouvaient agir qu'en vertu d'une délibération ou autorisation ; — Mais que cet état de choses a été changé par la loi du 28 pluviôse an 8, qui dispose, article 3, que le préfet est chargé seul de l'administration, et statue, par cela même, qu'il peut seul, sans le concours d'une autorité secondaire, exercer les actions judiciaires qui le concernent en sa qualité d'administrateur ; — Que l'article 4 de la même loi, qui détermine les fonctions des conseils de préfecture, leur attribue la connaissance des demandes formées par les communes pour être autorisées à plaider ; que cet article, ni aucun autre, ne soumet à leur autorisation, ni à leur examen ou avis, les procès que les préfets doivent intenter ou soutenir ; — *Sur la deuxième question* : — Considérant que, aux termes de l'article 15 de la loi du 5 novembre 1790, les particuliers, qui se proposaient de former une demande contre l'état, devaient en faire connaître la nature par un mémoire qu'ils étaient tenus de remettre au directoire du département, avant de se pourvoir en justice ; — Que cette disposition, utile à toutes les parties en cause, puisqu'elle a pour objet de prévenir les procès, ou de les concilier, s'il est possible, n'a été abrogée explicitement ni implicitement par la loi du 28 pluviôse an 8 ; — Mais que le mémoire dont parle cet article doit être remis au préfet, qui est chargé seul de l'administration et de plaider, et non au conseil de préfecture, qui n'a reçu de la loi aucune attribution à cet égard ; — Est d'avis que, 1° dans l'exercice des actions judiciaires que la loi leur confie, les préfets doivent se conformer aux instructions qu'ils recevront du gouvernement, et que les conseils de préfecture ne peuvent, sous

(1) Voyez, sur le mode d'intenter les actions domaniales, le décret du 28 octobre (23 et) — 5 novembre 1790, concernant l'administration des biens nationaux, tit. III, art. 13, 14 et 15, et les notes.

aucun rapport, connaître de ces actions; — 2° Que, conformément à l'article 15 de la loi du 5 novembre 1790, nul ne peut intenter une action contre l'état, sans avoir préalablement remis à l'autorité administrative le mémoire mentionné en l'article 15, — Et que ce mémoire doit être adressé, non au conseil de préfecture, mais au préfet, qui statuera dans le délai fixé par la loi.

N° 200. = 3—24 septembre 1823. = **ORDONNANCE du roi portant formation, dans le département du Var, d'un nouveau canton de justice de paix, dont Sollies-Pont sera le chef-lieu.** (VII, Bull. DCXXVI, n° 15498.)

N° 201. = 3 septembre 1823—28 avril 1831. = **ORDONNANCE du roi relative à l'adjudication des travaux du haut et bas Escaut et aux péages accordés au sieur Honnorez.** (IX, ordonn., Bull. LXIII, n° 1602.)

N° 202. = 6 septembre 1823. = **SOLUTIONS électorales données par le ministre de l'intérieur** (1).

N° 203. = 17—24 septembre 1823. = **ORDONNANCE du roi qui rapporte celle du 20 janvier—3 février 1819, portant permission d'échanger des blés étrangers contre des farines.** (VII, Bull. DCXXVI, n° 15496.)

N° 204. = 17—30 septembre 1823. = **ORDONNANCE du roi qui admet pour moitié dans le calcul des pensions et demi-soldes le temps employé par les marins à la pêche du poisson frais** (2). (VII, Bull. DCXXVII, n° 15557.)

Art. 1^{er}. Le temps employé par les marins classés à la pêche du poisson frais faite en mer sur des bâtimens ou bateaux ayant mâts, voiles et gouvernail, et munis d'un rôle d'équipage, sera, sans distinction d'espèce, de distance des côtes, d'état de paix ou de guerre, admis pour la moitié de sa durée effective, au nombre des services qui donnent droit à l'obtention des demi-soldes et autres pensions réglées d'après la loi du 13 mai 1791, pour les gens de mer et les non entretenus de la marine (3). — Cette même navigation sera également admise et dans une proportion semblable pour la liquidation de la solde de retraite des entretenus, suivant les bases établies par les articles 8 et 9 de l'arrêté réglementaire du 11 fructidor an 11 (29 août 1803).

2. Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables aux demi-soldes, pensions et soldes de retraite qui n'ont pas encore été réglées définitivement.

N° 205. = 17 septembre—6 octobre 1823. = **ORDONNANCE du roi concernant les opérations administratives de l'appel de la classe de 1823, et la répartition de quarante mille hommes à lever sur cette classe.** (VII, Bull. DCXXIX, n° 15660.)

(1) Ces solutions avaient pour but d'interpréter l'art. 4 de la loi électorale du 29—30 juin 1820, d'après lequel il fallait, pour être électeur, posséder depuis plus d'un an l'immeuble qui conférait le cens : mais la loi générale du 19—23 avril 1831 n'ayant pas reproduit cette disposition, la présente solution est aujourd'hui sans intérêt.

(2) Voyez la loi générale du 18 avril—11 mai 1831, sur les pensions de l'armée de mer.

(3) Voyez l'ordonnance du 29 juin 1828, portant que ce temps sera désormais compté pour les trois quarts de sa durée.

N^o. 206. = 17 septembre—11 octobre. 1823. = **ORDONNANCE du roi portant établissement d'un mont-de-piété dans la ville de Besançon, département du Doubs** (1). (VII, Bull. DCXXX, n^o 15682.)

Art. 1^{er}. Il sera formé dans la ville de Besançon, département du Doubs, un mont-de-piété qui sera régi et gouverné, sous la surveillance du préfet et l'autorité de notre ministre de l'intérieur, par la commission administrative des hospices, conformément au règlement annexé à la présente ordonnance.

2. L'organisation du personnel de cet établissement sera arrêtée par notre ministre de l'intérieur, sur la proposition de la commission administrative des hospices et l'avis du préfet. Lorsqu'il surviendra des vacances, il y sera pourvu conformément au règlement.

3. Les registres, les reconnaissances, les procès-verbaux de vente, et généralement tous les actes relatifs à l'administration du mont-de-piété de Besançon, seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

4. Le capital destiné à subvenir aux prêts sur nantissement est fixé à cent mille francs. Il ne pourra être porté au-delà sans l'autorisation de notre ministre de l'intérieur.

5. Le capital indiqué par l'article précédent sera formé en partie, au moyen d'une somme de soixante-trois mille francs appartenant aux hospices de Besançon et maintenant déposée à la caisse des dépôts et consignations.

6. Serviront aussi à former en partie ce capital les cautionnemens en numéraire auxquels sont assujétis les préposés de l'établissement, les receveurs des établissemens de charité du département et les adjudicataires de tout service communal ou hospitalier, en tant que les lois existantes n'ordonnent pas le versement de ces cautionnemens au trésor royal.

7. Pourront être versés dans la caisse du mont-de-piété, par les administrations respectives, — 1^o Les dons, legs et aumônes qui seront faits aux établissemens de charité du département; — 2^o Le montant de six mois d'avance exigé des fermiers et locataires des biens desdits établissemens; — 3^o Les capitaux des rentes dont le remboursement sera offert; — 4^o Les capitaux des aliénations autorisées; — 5^o Le produit des successions qui écherront aux enfans trouvés ou abandonnés et aux insensés à la charge des hospices; — Et 6^o tous les autres deniers provenant de recettes extraordinaires.

8. Le montant des retenues opérées sur les traitemens des employés des communes, des hospices et des établissemens publics, pourra également recevoir la même destination.

9. Si les besoins du service l'exigent, le mont-de-piété pourra aussi recevoir les fonds qui lui seront offerts, soit en placement, soit en simple dépôt, par des particuliers, dans la forme et sous les conditions indiquées au règlement.

10. Le taux des intérêts à payer par l'établissement pour les fonds provenant des versements et placemens indiqués aux articles 6, 7, 8 et 9, sera réglé conformément à ce qui est prescrit par le règlement.

11. Les bénéfices résultant des opérations du mont-de-piété, toutes dépenses payées, seront, ainsi que le montant des *boni* non réclamés dans les trois années de la date des dépôts, versés dans la caisse des hospices.

12. Au moyen des dispositions qui précèdent, les maisons de prêt qui

(1) Voyez, sur l'organisation et l'administration des monts-de-piété, en général, le décret du 24 messidor an 12 (13 juillet 1804), et les notes.

existent à Besançon seront fermées, conformément à notre seconde ordonnance de ce jour contenant règlement pour leur clôture.

(Suit le règlement.)

N^o 297. = 17 septembre—11 octobre 1823. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la clôture des maisons de prêt actuellement existantes dans la ville de Besançon, département du Doubs** (1). (VII, Bull. DCXXX, n^o 15683.)

Art. 1^{er}. A compter de la publication de la présente ordonnance, les maisons de prêt actuellement existantes dans la ville de Besançon, département du Doubs, seront tenues, sous les peines portées aux articles 3 et 4 de la loi du 16 pluviôse an 12 (6 février 1804), de cesser de recevoir aucun dépôt et de faire aucun prêt sur nantissement.

2. La clôture des maisons de prêt sera constatée par des commissaires de police qui se transporteront, à cet effet, dans lesdites maisons, se feront représenter les registres des prêteurs, les cloront et arrêteront, et en dresseront un état sommaire, qu'ils adresseront dans les vingt-quatre heures au maire de Besançon.

3. Lesdits registres, ainsi clos et arrêtés, resteront à la disposition des prêteurs, et à la charge par eux de les représenter à toute réquisition.

4. Aux termes de l'article 2 de la loi précitée du 16 pluviôse an 12, les prêteurs seront tenus d'opérer leur liquidation dans l'année de la clôture de leurs maisons; de telle sorte qu'à la fin de ladite année ils n'aient plus en magasin aucun effet de nantissement à rendre aux emprunteurs.

5. Il est, en conséquence, défendu auxdits prêteurs de consentir, pendant le cours de leur liquidation, aucun renouvellement d'engagement échu; et il leur est, au contraire, enjoint de faire opérer les dégagemens aux échéances fixes, et même, à défaut de dégagement, de faire procéder, dans les formes requises, à la vente des nantissements.

6. Pourront néanmoins les emprunteurs, afin d'éviter la vente de leurs nantissements, requérir le prêteur d'en effectuer le dépôt dans les magasins du mont-de-piété.

7. Les prêteurs, ainsi requis, ne pourront passer outre à la vente du nantissement, et seront tenus de le déposer au mont-de-piété, au plus tard dans la huitaine de la demande faite par l'emprunteur.

8. Chaque article de nantissement sera accompagné d'un extrait de son inscription au registre de la maison de prêt, portant indication du numéro de l'engagement, de la date du prêt, du montant de la somme prêtée, de la nature du nantissement, enfin du nom et de la demeure du propriétaire emprunteur.

9. Les nantissements déposés au mont-de-piété en exécution des articles précédens seront d'abord soumis à l'appréciation, et ensuite reçus à engagement, le tout suivant les formes établies par le règlement de l'établissement.

10. Si, d'après l'appréciation, il y a lieu d'accorder sur le nantissement un prêt plus fort que la somme pour laquelle il était engagé dans la maison de prêt, cette somme sera d'abord rendue au prêteur, et l'excédant sera compté directement au propriétaire emprunteur, au moment même de la remise qui lui sera faite de la reconnaissance du mont-de-piété.

11. Si, au contraire, il résulte de l'appréciation que le prêt à faire par le mont-de-piété est moindre que la somme pour laquelle le nantissement

(1) Voyez l'ordonnance précédente, portant établissement d'un mont-de-piété à Besançon; et la note.

était engagé dans la maison de prêt, le montant seulement du prêt accordé sera remis au prêteur par le mont-de-piété, et le surplus restant dû audit prêteur devra lui être payé par le propriétaire emprunteur, au moment du nouvel engagement et de la remise de la reconnaissance du mont-de-piété.

12. Lorsque le propriétaire emprunteur ne pourra se libérer entièrement envers le prêteur, il sera tenu note de son débet en marge de l'article de l'engagement; et cette note vaudra, au profit du prêteur, opposition entre les mains du directeur, soit à la délivrance du nantissement, en cas de dégagement, soit au paiement du *boni*, en cas de vente.

13. Extrait certifié de ladite note sera remis par le directeur au prêteur, pour lui valoir titre de ses droits et acte de son opposition.

14. Pour obtenir du mont-de-piété le dégagement d'effets chargés d'opposition, à raison des causes ci-dessus énoncées, l'emprunteur sera tenu de payer, indépendamment de la somme par lui due au mont-de-piété, le montant de son débet envers le prêteur; et si, à défaut de dégagement, les effets ayant été vendus, il y a lieu à remise de *boni*, ladite remise ne pourra se faire que sous la déduction préalable de ce même débet.

15. Il sera tenu au mont-de-piété une comptabilité particulière des recettes résultant d'oppositions formées par les prêteurs. Le montant de ces recettes sera successivement, au fur et à mesure qu'il s'effectuera, remis par le directeur auxdits prêteurs, chacun selon son droit; et, en leur faisant cette remise, le directeur retirera de leurs mains les certificats par lui délivrés en exécution de l'article 13 de la présente ordonnance.

16. Les prêteurs sur gages demeureront responsables envers les tiers de toutes réclamations relatives aux nantissements qui, en exécution des dispositions précédentes, seront par eux déposés au mont-de-piété.

N° 208. = 8—21 octobre 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui établit une place de courtier de marchandises à Sarlat, département de la Dordogne. (VII, Bull. DCXXXI, n° 15732.)

N° 209. = 22—31 octobre 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui, modifiant l'article 6 de l'ordonnance royale du 13 novembre 1816, sur l'organisation judiciaire de l'île Bourbon, rend applicable à cette colonie la faculté accordée aux autres possessions d'outre-mer, du recours en cassation contre les jugemens et arrêts prononcés en matière de traite des noirs (1). (VII, Bull. DCXXXIII, n° 15808.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au dé-

(1) Voyez, dans le § 4 de la seconde partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation des colonies françaises, le résumé de la législation spéciale à l'île Bourbon.

Le gouverneur de l'île Bourbon a rendu, le 20 mars 1824, une ordonnance qui a été insérée dans le recueil manuscrit de la cour de cassation, et qui est ainsi conçue :

« Art. 1^{er}. L'ordonnance royale du 22 octobre 1823, insérée au *Bulletin des lois*, annexée à la présente, sera exécutée à Bourbon, après la transcription qui en sera faite sur les registres du greffe de la cour royale.

« 2. En exécution de l'ordonnance royale précitée, les articles 1^{er} et 16 de l'ordonnance locale du 26 avril 1822 sont et demeurent remplacés, savoir : l'article 1^{er} par l'article 1^{er} de l'ordonnance royale, et l'article 16 par l'article 2 de la même ordonnance, avec l'addition suivante : « La déclaration du recours sera faite au greffe dans les trois jours de la signification de l'arrêt faite en conformité des règles prescrites pour les citations par l'ordonnance locale du 26 avril 1822 ; elle sera signée du déclarant et du greffier : si le déclarant ne peut ou ne veut signer, le greffier en fera mention. — Cette déclaration pourra être faite, dans la même forme, par l'avoué

partement de la marine et des colonies;—Considérant qu'il résulte de l'article 6 de notre ordonnance du 13 novembre 1816, sur l'organisation judiciaire de Bourbon, que les jugemens rendus dans cette colonie en matière de contravention aux dispositions prohibitives de la traite des noirs ne seraient pas susceptibles de recours en cassation; — Voulant qu'il puisse être procédé à cet égard pour l'île de Bourbon comme pour nos autres possessions d'outre-mer, et modifiant, en tant que de besoin, l'article 6 de ladite ordonnance du 13 novembre 1816,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A l'île de Bourbon, le tribunal chargé de juger en premier ressort toutes infractions aux dispositions prohibitives de la traite des noirs, en connaîtra sous la dénomination de *tribunal correctionnel jugeant en matière de douanes et de commerce étranger*. — L'appel des jugemens de ce tribunal continuera d'être porté devant le conseil spécial institué par l'article 3 de notre ordonnance royale du 13 novembre 1816.

2. Les arrêts définitifs du conseil spécial en matière de traite des noirs pourront être déférés à la cour de cassation, sur le pourvoi, soit du ministère public, soit de la partie condamnée ou de toute autre partie y ayant intérêt.

N^o 210. = 27—31 octobre 1823. = **ORDONNANCE du roi portant renvoi dans leurs foyers des sous-officiers et soldats appelés au service territorial des vétérans par la loi du 10—15 avril 1823.** (VII, Bull. DCXXXIII, n^o 15809.)

N^o 211. = 29 octobre—24 novembre 1823. = **ORDONNANCE du roi portant règlement sur les machines à feu à haute pression** (1). (VII, Bull. DCXXXVII, n^o 15898.)

Art. 1^{er}. Les machines à feu à haute pression, ou celles dans lesquelles la force élastique de la vapeur fait équilibre à plus de deux atmosphères, lors même qu'elles brûleraient complètement leur fumée, ne pourront être établies qu'en vertu d'une autorisation obtenue conformément au décret du 15 octobre 1810, pour les établissemens de deuxième classe. — Elles seront, en outre, soumises aux conditions de sûreté suivantes.

2. Lors de la demande en autorisation, les chefs d'établissemens seront tenus de déclarer à quel degré de pression habituel leurs machines devront agir.—Ils ne pourront dépasser le degré de pression déclaré par eux. — La pression sera évaluée en unités d'atmosphères ou en kilogrammes par centimètre carré de surface exposé à la pression de la vapeur.

3. Les chaudières des machines à haute pression ne pourront être mises

« de la partie qui se pourvoira, ou par son fondé de pouvoir spécial : dans ce cas, le pourvoi « demeurera annexé à la déclaration ; elle sera inscrite sur un registre à ce destiné ; ce registre « sera public, et toute personne aura droit de s'en faire délivrer des extraits. »

« 3. Toutes dispositions de l'ordonnance locale du 26 avril 1822, auxquelles il n'est pas expressément dérogé par l'ordonnance royale du 22 octobre 1823, ayant été approuvées par son excellence le ministre de la marine et des colonies, sont maintenues.

« 4. La présente ordonnance sera lue, publiée et enregistrée partout où besoin sera, en même temps que l'ordonnance royale du 22 octobre 1823, à la diligence du procureur général du roi : son exécution est spécialement confiée au contrôleur colonial de la marine, comme chef du ministère public en matière d'infractions aux lois prohibitives de la traite des noirs. »

(1) Voyez l'ordonnance du 2—23 avril 1823, relative aux bateaux à vapeur ; celles des 7—29 mai 1828 et 23 septembre—7 octobre 1829, contenant des dispositions réglementaires sur l'emploi des machines et chaudières à haute pression ; celle du 25 mai—7 juin 1828, contenant des dispositions analogues sur l'emploi des machines à vapeur à basse pression ; et celle du 25 mars—8 avril 1830, qui prescrit des mesures de précaution à l'égard des chaudières à vapeur destinées aux établissemens publics ou industriels.

dans le commerce, ni employées dans un établissement, sans que, préalablement, leur force ait été soumise à l'épreuve de la presse hydraulique. — Toute chaudière devra subir une pression d'épreuve cinq fois plus forte que celle qu'elle est appelée à supporter dans l'exercice habituel de la machine à laquelle elle est destinée. — Après l'épreuve, et pour en constater le résultat, chaque chaudière sera frappée d'une marque indiquant, en chiffres, le degré de pression pour lequel elle aura été construite. — Les chefs d'établissement ne pourront faire emploi d'une chaudière qu'autant qu'elle sera marquée d'un chiffre exprimant au moins une force égale au degré de pression annoncé dans leur déclaration.

4. Il sera adapté deux soupapes, une à chaque extrémité de la partie supérieure de chaque chaudière. Leur dimension et leur charge seront égales, et devront être réglées tant sur la grandeur de la chaudière que sur le degré de pression porté sur son numéro de marque, de telle sorte, toutefois, que le jeu d'une seule des soupapes suffise au dégagement de la vapeur, dans le cas où elle acquerrait une trop grande tension. — La première soupape restera à la disposition de l'ouvrier qui dirige le chauffage ou le jeu de la machine. — La seconde soupape devra être hors de son atteinte et recouverte d'une grille dont la clef restera à la disposition du chef de l'établissement.

5. Il sera, en outre, adapté à la partie supérieure de chaque chaudière deux rondelles métalliques, fusibles aux degrés ci-après déterminés. — La première, d'un diamètre au moins égal à celui d'une des soupapes, sera faite en métal dont l'alliage soit de nature à se fondre ou à se ramollir suffisamment pour s'ouvrir à un degré de chaleur supérieur de dix degrés centigrades au degré de chaleur représenté par la marque que doit porter la chaudière. — La seconde, d'un diamètre double de celui ci-dessus, sera placée près de la soupape de sûreté et enfermée sous la même grille. Elle sera faite en métal dont l'alliage soit de nature à se fondre ou à se ramollir suffisamment pour s'ouvrir à un degré de chaleur supérieur de vingt degrés centigrades à celui que représente la marque de la chaudière. — Ces rondelles seront timbrées d'une marque annonçant en chiffres le degré de chaleur auquel elles sont fusibles.

6. Une chaudière ne pourra être placée que dans un local d'une dimension au moins égale à vingt-sept fois son cube. — Ce local devra être éclairé au moins sur deux de ses côtés, par de larges baies de croisée, fermées de châssis légers et ouvrant en dehors. Il ne pourra être contigu aux murs intoyens avec les maisons voisines, et devra toujours être séparé, à la distance de deux mètres, par un mur d'un mètre d'épaisseur au moins. Il devra aussi être séparé par un mur de même épaisseur de tout atelier intérieur. Il ne pourra exister d'habitation ni d'atelier au dessus de ce local.

7. Les ingénieurs des mines, dans les départemens où ils sont en résidence, et, à leur défaut, les ingénieurs des ponts et chaussées, sont chargés de surveiller les épreuves des chaudières et des rondelles métalliques. Ils les frapperont des marques dont les timbres leur seront remis à cet effet. — Lesdits ingénieurs s'assureront, dans leurs tournées, au moins une fois par an, que toutes les conditions prescrites sont rigoureusement observées. Ils visiteront les chaudières, constateront leur état, et provoqueront la réforme de celles que le long usage ou une détérioration accidentelle leur ferait regarder comme dangereuses. — Les autorités chargées de la police locale exerceront une surveillance habituelle sur les établissemens pourvus de machines à haute pression. — En cas de contravention aux dispositions de la présente ordonnance, les chefs d'établissement pourront encourir l'interdiction de

leur établissement, sans préjudice des peines, dommages et intérêts qui seraient prononcés par les tribunaux.

8. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur fera publier une instruction sur les mesures de précaution habituelles à observer dans l'emploi des machines à haute pression. — Cette instruction sera affichée dans l'enceinte des ateliers.

N° 212. = 5 — 8 novembre 1823. = *ORDONNANCE du roi qui détermine un mode pour la tenue et la vérification des registres et actes judiciaires dans les greffes des cours royales et tribunaux du royaume.* (VII, Bull. DCXXXV, n° 15863.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice ; — Considérant que, dans les greffes de plusieurs tribunaux de notre royaume, les registres et actes judiciaires ne sont pas tenus avec la régularité requise ; — Que, d'un autre côté, la vérification de ces registres et actes a été fréquemment négligée, nonobstant les dispositions des lois existantes ; — Que cet état de choses expose nos sujets à de graves dommages ; — Voulant pourvoir à la stricte exécution des lois sur cette matière ; — Vu 1° les articles 138, 139 et 140 du Code de procédure civile, relatifs à la rédaction et à la signature des jugemens, et les articles 18, 433, 470, 1016 et 1020 du même code, qui rendent les règles établies par les articles précités communes aux jugemens des juges de paix, des tribunaux de commerce, aux arrêts des cours et aux sentences arbitrales ; — 2° Les articles 36, 37 et 74 du règlement du 30 mars 1808, relatifs à la rédaction et à la signature des minutes des jugemens dans les cours, et dont, par l'article 73, les dispositions sont étendues aux tribunaux de première instance ; — 3° Les articles 76, 77, 95, 96, 164, 176, 196, 211, 234 et 370 du Code d'instruction criminelle, concernant la rédaction et la signature des informations, mandats, ordonnances, jugemens et arrêts, en matière de simple police, de police correctionnelle, et en matière criminelle ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Nos procureurs généraux près de nos cours royales feront, dans les cinq premiers jours de chaque mois, le récolement des minutes sur les répertoires, et constateront par un procès-verbal l'état matériel et de situation des feuilles d'audience et de toutes autres minutes d'actes reçus et passés dans les greffes de la cour durant le mois précédent.

2. Nos procureurs près les tribunaux de première instance vérifieront et constateront avec les mêmes formalités et dans le même temps l'état matériel et de situation des feuilles d'audience et de toutes autres minutes d'actes reçus et passés dans les greffes desdits tribunaux.

3. Les juges de paix dresseront, chaque mois, dans le même délai et avec les mêmes formalités, procès-verbal de l'état de leurs registres. — Ce procès-verbal sera transmis, dans les cinq jours suivans, à notre procureur près le tribunal de première instance de l'arrondissement. — Notre dit procureur pourra, en outre, quand il le jugera nécessaire, procéder à cette vérification par lui-même ou par l'un de ses substituts.

4. Nos procureurs près les tribunaux de première instance feront dans le même délai et dans les mêmes formes ; par eux-mêmes ou leurs substituts, la vérification des feuilles d'audience, minutes et actes des greffes des tribunaux de police établis dans les lieux de leur résidence. — A l'égard de ceux desdits tribunaux établis dans le ressort, mais hors du lieu où siège le tribunal de première instance, nosdits procureurs pourront déléguer celui des juges de paix qui ne sera pas de service près ledit tribunal. — Ce juge de paix

fera la vérification dans le délai et dans les formes ci-dessus prescrites, et sera tenu de leur envoyer, dans le même délai que dessus, son procès-verbal, sauf à nosdits procureurs à faire lesdites vérifications par eux-mêmes ou par leurs substituts, quand bon leur semblera.

5. Ces procès-verbaux, ensemble ceux de nosdits procureurs près les tribunaux de première instance, seront par lesdits officiers, dans la huitaine suivante, transmis, avec un rapport sommaire, à notre procureur général près la cour royale du ressort.

6. Les présidens des tribunaux de commerce constateront pareillement chaque mois, dans le même temps et dans les mêmes formes, l'état matériel et de situation des feuilles d'audience et de toutes autres minutes de jugemens et actes reçus et passés dans le greffe de leur juridiction. — Ils enverront, dans les cinq jours suivans, leur procès-verbal à notre procureur général près la cour royale du ressort, lequel pourra vérifier, lorsqu'il le trouvera convenable, soit par lui-même, soit par l'un de ses substituts délégué à cet effet, l'état des registres, feuilles d'audience, minutes des jugemens et actes desdits greffes (1).

7. Nos procureurs généraux rendront compte à notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, du résultat desdites vérifications, des mesures qu'ils auront requises pour faire rectifier les irrégularités, s'il en avait été commis, et des poursuites qu'ils auront dirigées pour faire prononcer contre les greffiers contrevenans les peines portées par les lois, sans préjudice de la destitution desdits greffiers, s'il y a lieu. — Ce compte sera adressé par nosdits procureurs à notre garde des sceaux, dans la seconde quinzaine du mois qui suivra celui pour lequel la vérification aura été faite.

N° 213. = 5—18 novembre 1823. = **ORDONNANCE du roi qui défend la fabrication et la vente des céruses en pain** (2). (VII, Bull. DCXXXVI, n° 15882.)

N° 214. = 5—18 novembre 1823. = **ORDONNANCE du roi qui prohibe l'entrée des céruses en pain, à partir du 1^{er} janvier 1824**. (VII, Bull. DCXXXVI, n° 15883.)

Art. 1^{er}. Le carbonate de plomb, quel que soit son degré de pur, ne pourra être importé dans notre royaume, moyennant le droit fixé par la loi du 28 avril 1816, qu'autant qu'il sera réduit en poudre, les pains ou trochisques demeurant prohibés (3).

2. Cette prohibition n'aura lieu qu'à dater du 1^{er} janvier prochain.

N° 215. = 5—18 novembre 1823. = **ORDONNANCE du roi qui établit à Versailles une école d'application de cavalerie, et contient règlement sur l'organisation de cette école** (4). (VII, Bull. DCXXXVI, n° 15884.)

N° 216. = 5—18 novembre 1823. = **ORDONNANCE du roi qui établit à Ver-**

(1) Voyez l'ordonnance du 10—22 mars 1825, qui prescrit de nouvelles formalités pour constater l'exécution de l'art. 421 du Cod. proc. civ. et de l'art. 627 du Cod. comm.

(2) Rapportée par l'ordonnance du 10—29 août 1825.

(3) Voyez l'ordonnance du 16 août—11 septembre 1824, qui proroge la présente; et celle du 10—29 août, qui la rapporte en ordonnant que les céruses ne pourront être fabriquées et vendues autrement qu'en poudre.

(4) Cette école n'existe plus : elle a été transférée à Saumur par l'ordonnance du 11—24 novembre 1824, et organisée par celle du 10 mars—9 avril 1825.

saillies une école de trompettes, et contient règlement sur l'organisation de cette école. (VII, Bull. DCXXXVI, n° 15885.)

Louis, ...—Considérant qu'il est urgent de rétablir une école de trompettes, tant pour assurer une méthode uniforme de sonnerie, que pour former des sujets dont les corps commencent à manquer; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Une école de trompettes sera établie à Versailles.—Notre ministre secrétaire d'état de la guerre prescrira de suite les mesures nécessaires pour qu'elle soit ouverte en janvier prochain.

2. L'école de trompettes sera dirigée par un capitaine, placée sous le commandement d'un colonel commandant l'école d'application de cavalerie, et réunie dans un seul et même local. Elles seront distinctes sous les rapports de la composition, de l'instruction et de la police.

3. L'école de trompettes recevra les sujets qui annonceront le plus de dispositions parmi les trompettes de chaque corps de troupes à cheval. Les régimens de cavalerie de la garde et de la ligne, l'artillerie à cheval, les escadrons du train, etc., enverront chacun un trompette.

4. Les élèves trompettes entrерont à l'école le 1^{er} janvier, et y resteront deux ans, après lesquels ils retourneront à leurs corps, qui enverront des remplaçans.

5. Ces élèves formeront une compagnie commandée par un capitaine qui aura sous ses ordres quatre maréchaux-des-logis; les brigadiers seront choisis parmi les élèves.

6. L'instruction se composera des connaissances musicales nécessaires pour former de bons élèves destinés à devenir successivement trompettes-brigadiers et trompettes-maréchaux-des-logis. La méthode du méloplaste sera mise en pratique, en remplacement de l'ancien solfège. — Les élèves recevront, de plus, des leçons de lecture, d'écriture, d'arithmétique; ils apprendront aussi l'escrime et l'équitation. — Ils feront à tour de rôle, tant à pied qu'à cheval, leur service de trompettes à l'école d'application.

7. Il sera attaché à l'école de trompettes, — Un capitaine commandant, — Quatre trompettes-maréchaux-des-logis instructeurs, — Quatre maréchaux-des-logis surveillans des élèves trompettes, — Un professeur de musique, — Un maître d'écriture, de lecture et d'arithmétique.

8. Les élèves trompettes seront traités à l'école comme ils le sont dans leurs régimens; le *minimum* de leur solde ne pourra cependant être au dessous de quatre-vingt-cinq centimes.

9. Les officiers, sous-officiers et trompettes-maréchaux-des-logis, composant l'état-major de l'école, recevront, sur les fonds de la solde, le traitement d'activité de leur grade avec accessoires et le supplément du tiers.

10. Les traitemens des fonctionnaires et employés civils seront payés sur le budget des écoles militaires. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre sera chargé de les régler. — La solde des maréchaux-des-logis instructeurs sera portée à mille francs, au moyen d'un supplément payé sur le même budget.

11. Les dépenses de l'école non imputables sur les fonds de la solde seront payées sur les fonds affectés aux écoles militaires, d'après le budget établi chaque année pour l'école spéciale.

12. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre déterminera par un règlement spécial tout ce qui concerne l'instruction, l'emploi du temps, le service intérieur et la police de l'école.

N° 217. = 5 novembre—8 décembre 1823. = *ORDONNANCE du roi portant règlement pour l'exercice de la profession de boulanger dans la ville de Saint-Gilles.* (VII, Bull. DCXLI, n° 15966.)

N° 218. = 12—18 novembre 1823. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation de coter sur le cours authentique de la bourse de Paris les emprunts des gouvernemens étrangers.* (VII, Bull. DCXXXVI, n° 15887.)

Louis, ... — Sur le compte qui nous a été rendu par notre ministre secrétaire d'état des finances, des diverses demandes qui lui ont été adressées pour obtenir l'autorisation de porter sur le cours authentique de la bourse de Paris les emprunts des gouvernemens étrangers; — Vu l'arrêt du conseil du 7 août 1785, portant défense aux agens de change de coter à la bourse de Paris d'autres effets que les effets royaux et le cours des changes; — Considérant que la permission de coter sur le cours authentique de la bourse de Paris les effets publics des emprunts des gouvernemens étrangers n'implique, de la part de notre gouvernement, ni approbation desdits emprunts, ni obligation d'intervenir en faveur de ceux de nos sujets qui, de leur plein gré, y placeraient leurs capitaux; — Considérant que, depuis plusieurs années, les opérations de banque, de finance et de commerce ont reçu dans tout le royaume, mais plus particulièrement à Paris, une très grande extension; — Qu'il en est résulté un accroissement de capitaux qui rend désormais sans objet les dispositions de l'arrêt du conseil ci-dessus relaté; — Considérant, enfin, qu'il ne peut qu'être utile de donner un caractère légal et authentique aux opérations nombreuses qui se font déjà sur les emprunts des gouvernemens étrangers, les lois actuelles suffisant pour prévenir la fraude et l'insertion de conditions illicites ou illégales dans leur négociation; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A l'avenir, les effets publics des emprunts des gouvernemens étrangers seront cotés sur le cours authentique de la bourse de Paris.

2. L'arrêt du conseil du 7 août 1785 est rapporté, en ce qu'il renferme de contraire à la présente ordonnance (1).

N° 219. = 19—24 novembre 1823. = *ORDONNANCE du roi qui règle le service des conseillers-auditeurs dans les cours royales et dans les tribunaux de première instance, et contient des dispositions relatives aux juges-auditeurs* (2). (VII, Bull. DCXXXVIII, n° 15907.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état au département de la justice; — Vu l'article 4 du décret du 16 mars 1808, l'avis du conseil d'état du 27 février 1811, la loi du 20 avril 1810, et notamment l'article 15 de cette loi, ainsi conçu : — « Le mode de no-

(1) Cet arrêt, outre la prohibition de coter à la bourse les emprunts étrangers, portait une disposition qui déclarait nuls les marchés à terme faits sans dépôt préalable des effets publics ou sans l'observation des formalités supplétives; cette dernière disposition a été déclarée en vigueur par la cour de cassation par ses arrêts des 4 et 11 août 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 414; *Bull. civ.*, XXVI, 289 et 296; et 2 mai 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 450.

(2) Les juges-auditeurs n'existent plus : ils ont été supprimés par la loi du 10—11 décembre 1830, ainsi que les conseillers-auditeurs, sauf les droits de ces derniers alors existans. Voyez la note qui accompagne le décret du 16 mars 1808 : elle résume la législation relative aux conseillers-auditeurs.

« mination des conseillers-auditeurs et des juges-auditeurs, celui de leur service dans les cours et tribunaux, celui de leur avancement, leur costume, leur rang aux audiences et cérémonies publiques, leur traitement et l'époque où ils en jouiront, et généralement tout ce qui, étant relatif à l'institution, n'aurait pas été réglé par la présente loi, le sera par des réglemens d'administration publique ; » — Considérant que l'expérience a fait reconnaître la nécessité de perfectionner l'institution des conseillers-auditeurs, et de régler leur service dans nos cours royales et dans nos tribunaux de première instance d'une manière qui soit à la fois utile à l'administration de la justice et à l'avancement de ces magistrats ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les conseillers-auditeurs seront chargés, en matière civile, des enquêtes, des interrogatoires sur faits et articles, et des autres actes d'instruction qui dépendent du ministère des juges. — Cette disposition n'empêchera point que, dans les cas graves, les actes dont il s'agit ne puissent être confiés aux présidens et conseillers de nos cours royales.

2. La liquidation des dépens sera faite par les conseillers-auditeurs. — Dans le cas où le conseiller-auditeur n'aurait pas atteint l'âge nécessaire pour avoir voix délibérative, la taxe ne pourra être rendue exécutoire qu'après avoir été arrêtée et approuvée par le président ou le conseiller par lui délégué.

3. Un tiers au moins et moitié au plus des conseillers-auditeurs en exercice sera attaché au service du parquet. — Les conseillers-auditeurs appelés à faire le service du parquet seront désignés par notre procureur général. — Ils seront renouvelés par moitié tous les ans.

4. Les conseillers-auditeurs attachés au parquet feront, concurremment avec les substituts de notre procureur général, le service de la chambre d'accusation. Ils rédigeront les actes d'accusation dans les affaires dont ils auront fait le rapport. — Ils rempliront les fonctions du ministère public près la cour d'assises et la chambre des appels de police correctionnelle, lorsque notre procureur général le jugera convenable. — Ils pourront aussi être chargés du travail intérieur du parquet. — Ils porteront la parole, concurremment avec les avocats généraux et les substituts de notre procureur général, dans les affaires sommaires susceptibles de communication au ministère public. — Ils continueront à suppléer, dans les affaires ordinaires sujettes à communication, les avocats généraux absens ou empêchés, lorsque notre procureur général n'aura pas délégué, pour faire ce service, un de ses substituts. — Ils assisteront, avec voix délibérative, aux assemblées générales du parquet.

5. A la fin de chaque année judiciaire, le premier président et le procureur général, chacun en ce qui le concerne, rendront compte à notre garde des sceaux du travail et de la conduite des conseillers-auditeurs pendant le cours de l'année.

6. Les conseillers-auditeurs ne pourront être nommés conseillers avant six ans de service. — Ils ne pourront être nommés substituts des procureurs généraux, présidens de tribunaux de première instance, ou nos procureurs près les mêmes tribunaux, avant quatre ans de service.

7. Seront compris dans les services des conseillers-auditeurs, ceux qu'ils auront rendus comme membres des tribunaux de première instance, avant leur nomination dans nos cours.

8. Conformément aux articles 3 et 5 du décret du 16 mars 1808, les conseillers-auditeurs pourront être envoyés dans les cours d'assises et dans les tribunaux de première instance du ressort, pour y faire le service. — Faute

par eux d'exercer ces fonctions lorsqu'elles leur auront été déléguées, ils seront réputés démissionnaires et pourront être remplacés, ainsi qu'il est prescrit par l'article 2 de l'arrêté du 11 octobre 1800 (19 vendémiaire an 9), et par l'article 48 de la loi du 20 avril 1810.

9. Des juges-auditeurs pourront être placés près nos tribunaux de première instance, quel que soit le nombre de juges dont ces tribunaux seront composés. — Ils ne recevront pas de traitement.

N° 220. = 19 novembre—8 décembre 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui *autorise l'établissement, dans la ville de Nîmes, d'un abattoir commun et unique.* (VII, Bull. DCXLI, n° 15968.)

N° 221. = 19 novembre—8 décembre 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant *création d'un abattoir public et commun dans la ville de Saint-Omer.* (VII, Bull. DCXLI, n° 15969.)

N° 222. = 26 novembre—8 décembre 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant *règlement sur la vérification des registres de l'état civil* (1). (VII, Bull. DCXL, n° 15963.)

Louis, ... — Ayant reconnu que, pour prévenir les irrégularités qui pourraient être commises dans les actes de l'état civil, il serait utile de soumettre à des règles fixes la vérification prescrite par l'article 53 du Code, et d'établir un mode uniforme de rédaction pour les procès-verbaux qui doivent la constater; — Vu les articles 43, 44, 50, 53 et 63 du Code civil, et l'article 2 du règlement du 20 juillet 1807; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La vérification des registres de l'état civil, prescrite par l'article 53 du Code, sera faite par nos procureurs près les tribunaux de première instance, dans les quatre premiers mois de chaque année. — Le procès-verbal destiné à constater cette vérification sera rédigé conformément au modèle annexé à la présente ordonnance. — Ce procès-verbal sera divisé par cantons, et subdivisé par communes et par nature de registres. — Il désignera les actes defectueux par le numéro correspondant du registre dont ils feront partie, et indiquera les contraventions en énonçant les articles du Code civil dont les dispositions auront été violées.

2. Les procès-verbaux de vérification seront adressés, dans la première quinzaine du mois de mai, à nos procureurs généraux, qui les transmettront, avec leurs observations, à notre garde des sceaux, dans la première quinzaine du mois suivant.

3. Aussitôt que cette vérification aura été terminée, nos procureurs adresseront aux officiers de l'état civil de leur arrondissement des instructions sur les contraventions qui auront été commises dans les actes de l'année précédente, et sur les moyens de les éviter. — Ils enverront copie de ces instructions à nos procureurs généraux.

4. Afin que la vérification puisse être achevée dans le délai ci-dessus fixé, nos procureurs près les tribunaux de première instance veilleront à ce que les registres soient déposés au greffe dans le mois de janvier de chaque an-

(1) Voyez, sur l'état civil, le décret du 20—25 septembre 1792, et les notes étendues qui l'accompagnent.

née, conformément aux articles 43, 44 et 63 du Code civil. Ils avertiront, et, en cas de retard, ils poursuivront devant le tribunal les maires qui n'auraient pas déposé les registres de leur commune. — Ils apporteront le même soin pour le dépôt de la table alphabétique annuelle des actes, prescrite par l'article 2 du règlement du 20 juillet 1807.

5. Nos procureurs pourront, lorsqu'ils le jugeront nécessaire, se transporter sur les lieux et vérifier les registres de l'année courante. — Ils pourront, dans le même cas, déléguer le juge de paix du canton dans lequel sera située la commune dont les registres devront être vérifiés.

Procès-verbal de vérification annuelle (ou accidentelle) des registres de l'état civil.

COUR ROYALE D

DÉPARTEMENT D

ARRONDISSEMENT D

L'an 182 , le nous, procureur du roi près le tribunal de première instance siégeant à , agissant en exécution de l'article 53 du Code civil, et de l'ordonnance du roi en date du 26 novembre 1823 (1), et après avoir fait transporter du greffe dans notre parquet, sous notre récépissé, les registres de l'état civil des communes de l'arrondissement pour l'année 182 , nous avons procédé à la vérification des actes inscrits auxdits registres, et, en conséquence de cette opération, reconnu et constaté les contraventions dont le détail suit :

CANTON D

COMMUNE D

Registre des naissances.

Indiquer : — 1° S'ils sont tenus conformément aux articles 40 et 52 du Code civil, et s'ils ne sont pas inscrits sur des registres timbrés, ainsi qu'il est prescrit par les lois des 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798) et 28 avril 1816; — 2° Le numéro de l'acte où se trouverait quelque contravention; — 3° Si l'inscription des actes a été faite sur une feuille volante et autrement que sur les registres à ce destinés; s'il s'y trouve des indices de faux ou d'altération (article 52, Code civil); — 4° Si l'inscription des actes ne s'est pas faite sur les deux registres, ou ne s'y est pas faite d'une manière uniforme (article 40, Code civil); — 5° Si l'on a laissé des blancs ou des intervalles sur les registres; si les renvois et les ratures n'ont pas été approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte; si l'on s'est servi d'abréviations, de dates en chiffres (articles 41 et 42, Code civil); — 6° Si l'on a omis de parapher et d'annexer les pièces produites, d'en faire mention à la marge (articles 44, 49, 98, 99 et 101, Code civil), de faire les tables (loi du 20 septembre 1792 et décret du 20 juillet 1807); — 7° Si l'on a omis d'énoncer l'année, le jour et l'heure où les actes ont été reçus; les prénoms, noms, âge, profession et domicile de tous ceux qui y sont dénommés (articles 34 et 57, Code civil); — 8° Si la déclaration a été faite tardivement, ou par des personnes non préposées ou non autorisées; si l'on a omis de présenter l'enfant, d'indiquer son sexe; si l'acte renferme des énonciations proscrites et illégales (articles 35, 36, 55, 56 et 57, Code civil); — 9° Si l'acte a été rédigé tardivement,

(1) S'il s'agit d'une vérification accidentelle, faite par suite d'un transport dans une commune, on mettra : — « Nous sommes transporté au secrétariat de la mairie de la commune de à l'effet de vérifier si les actes inscrits aux registres de l'état civil depuis le « jusqu'à ce jour, ont été rédigés conformément à la loi et aux instructions que nous avons « données pour son exécution; et les registres nous ayant été représentés, etc. » (*Note du Bulletin des lois.*)

en l'absence du nombre de témoins requis, ou devant des témoins incapables par leur âge ou par leur sexe, ou non choisis par les parties intéressées (articles 37 et 56, Code civil); — 10° S'il n'a pas été fait de lecture et de mention de lecture de l'acte; s'il n'a pas été signé, ou fait mention que tels n'ont pu signer (articles 38 et 39, Code civil); — 11° S'il n'a pas été dressé procès-verbal de remise d'un enfant trouvé et de ses vêtemens et effets; si l'on n'a pas énoncé les circonstances du temps et du lieu où il a été trouvé, et indiqué l'autorité à laquelle il a été remis (article 58, Code civil); — 12° Si l'on n'a pas inscrit sur les registres l'acte de naissance d'un enfant né sur mer ou à l'armée (articles 61, 62, 93, 98, Code civil), ou l'arrêt qui aurait confirmé une adoption (article 359, Code civil).

Registre des publications de mariage. — (Voyez ci-dessus pour les formalités matérielles et générales des actes.)

Indiquer en outre, pour les formalités spéciales: — 1° S'il n'y a pas eu d'affiches; si les publications étaient anticipées ou surannées, si elles ont été faites un autre jour que le dimanche et ailleurs qu'à la porte de la mairie; si le mariage a été célébré sur une seule publication, sans preuve qu'on ait obtenu de dispenses (articles 63, 64 et 65, Code civil); — 2° S'il n'a pas été fait mention des oppositions, des jugemens ou actes de main-levée, d'annexe des pièces requises (articles 66 et 67, Code civil).

Registre des mariages. — (Voyez ci-dessus pour les formalités matérielles et générales des actes.)

Indiquer en outre, pour les formalités spéciales, si l'on a omis de faire mention: — 1° Des deux publications dans les divers domiciles, ou des dispenses de la deuxième publication (articles 76, 165, 166, 167, 168 et 169, Code civil); — 2° De la main-levée d'opposition, ou de l'énonciation qu'il n'y a point eu d'opposition (articles 68, 69 et 76, Code civil); — 3° Des dispenses d'âge ou de parenté obtenues (articles 144, 145, 163 et 164, Code civil); — 4° De la remise des actes de naissance des futurs ou des actes de notoriété homologués, d'indication des lieux de naissance et domiciles des époux (articles 70, 71, 72, 74, 76 et 147, Code civil); — 5° Du consentement soit des ascendans, soit du conseil de famille ou de tuteur *ad hoc*; soit, à défaut de consentement obtenu, des actes respectueux qui ont dû être faits (articles 73, 76, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 158, 159, 160, Code civil); — 6° De la célébration publique du mariage à la mairie, ou dans une maison ouverte, le cas échéant, en présence de quatre témoins (articles 73, 75 et 76, Code civil); — 7° De la lecture du chapitre VI du Code civil, au titre du mariage (article 75); — 8° De la déclaration réciproque des futurs (articles 75 et 76, Code civil); — 9° Du prononcé de l'union par l'officier de l'état civil (articles 75 et 76, Code civil); — 10° De la déclaration de quel côté et à quel degré les témoins produits sont parens ou alliés des parties, pour le cas où ils ne sont pas étrangers (article 76, Code civil); — 11° De la légitimation d'enfans naturels légalement reconnus, s'il y a lieu (article 331, Code civil); — 12° Si l'on a omis de transcrire sur les registres un acte de célébration de mariage reçu à l'armée ou à l'étranger (articles 95, 98 et 171, Code civil).

Registre des décès. — (Voyez ci-dessus pour les formalités matérielles et générales des actes.)

Indiquer en outre, pour les formalités spéciales: — 1° Si les déclarations ont été faites par d'autres personnes que celles qui sont chargées de les faire (articles 77, 78, 80, 82, 83, 84, 96, Code civil); — 2° Si l'état civil du défunt n'a pas été déclaré; si l'on n'a pas énoncé les nom et prénoms du conjoint,

s'il y a lieu ; le lieu de sa naissance , les noms des père et mère , la qualité des déclarans , leur degré de parenté (article 79 , Code civil) ; — 3° Si les actes contiennent quelques mentions illégales et prosrites , relatives au genre de mort (article 85 , Code civil) ; — 4° Si l'on a omis d'inscrire sur les registres les actes de décès envoyés d'ailleurs (articles 86 , 87 , 96 et 98 , Code civil).

Et , après avoir vérifié successivement lesdits registres et actes dans l'ordre ci-dessus établi , nous avons (1) , par une lettre d'instruction par nous adressée à l'officier de l'état civil de la commune de , indiqué celles des irrégularités ci-dessus relevées qui peuvent et doivent être réparées tant par son fait que par celui des parties , déclarans et témoins , sans nuire à la substance des actes ; avons aussi rappelé à l'exécution des mesures propres à prévenir le retour des contraventions à la loi : de tout quoi nous avons rédigé et clos le présent procès-verbal. — Clos et arrêté au parquet ; à le 182. , et avons signé.

N° 223. = 26 novembre — 8 décembre 1823. = **ORDONNANCE du roi qui fixe définitivement à vingt-cinq le nombre des avoués du tribunal de première instance de Bordeaux.** (VII , Bull. DCXL , n° 15964.)

Art. 1^{er}. Le nombre des avoués du tribunal de première instance séant à Bordeaux , département de la Gironde , qui a été réduit à vingt par notre ordonnance du 23 février 1820 , est et demeure définitivement fixé à vingt-cinq.

2. Les autres dispositions de notre ordonnance du 23 février 1820 continueront de recevoir leur exécution.

N° 224. = 26 novembre — 8 décembre 1823. = **ORDONNANCE du roi qui supprime la direction générale des subsistances militaires , créée par l'ordonnance du 10 — 19 décembre 1817 (2).** (VII , Bull. DCXL , n° 15965.)

Louis , ... — Vu nos ordonnances des 21 mai et 10 décembre 1817 , 30 janvier 1821 , 28 août et 30 décembre 1822 , qui ont établi et modifié successivement le mode d'administration supérieure du service des subsistances militaires ; — Considérant que les circonstances qui avaient déterminé en 1817 la création d'une régie et par suite celle d'une direction générale de ce service n'existent plus ; qu'il importe de compléter le système d'économie et de simplification du travail suivi depuis plusieurs années dans le département de la guerre , en ramenant cette partie de l'administration supérieure à l'unité d'impulsion et de direction qui doit agir sur toutes les branches du service ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre , — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La direction générale des subsistances militaires , créée par notre ordonnance du 10 décembre 1817 , est supprimée.

(1) Si le procureur du roi s'est transporté , l'on mettra : — « Nous avons , en faisant appeler « près de nous l'officier de l'état civil et les personnes intéressées auxdits actes , tant comme « parties que comme déclarans et témoins , fait réparer et régulariser , en leur présence , ceux des « actes défectueux qui ont pu être régularisés par leur fait et sans nuire à la substance des « actes ». (*Note du Bulletin des lois.*)

(2) Voyez , sur l'administration des subsistances militaires , le décret du 21 avril — 7 septembre 1791 , et les notes.

2. Sont également supprimés tous les emplois auxquels nous avons nommé dans cette administration.

3. Les attributions de la direction générale des subsistances militaires rentreront dans la direction générale de l'administration de la guerre, et en formeront une division particulière, dont le ministre déterminera l'organisation, conformément au mode de travail suivi pour les autres parties de l'administration centrale.

N° 225. = 27 novembre—8 décembre 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe les droits auxquels sont soumises les marchandises non tarifées transportées par les canaux d'Orléans et du Loing. (VII, Bull. DCXLI, n° 15970.)

Louis, . . . — Vu la loi du 27 nivose an 5, qui fixe les droits de navigation sur les canaux d'Orléans et du Loing, et qui autorise à taxer par assimilation les marchandises non énoncées dans les tarifs annexés à ladite loi; — Considérant, 1° que ces tarifs ne contiennent aucune disposition pour le transport des diverses marchandises désignées dans le tableau joint à la présente; 2° que les assimilations indiquées par ce tableau sont justement établies et de nature à être adoptées, suivant l'avis émis par la chambre de commerce de la ville d'Orléans, que le préfet du Loiret a consultée sur ces assimilations; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le droit à percevoir sur les marchandises qui jusqu'à ce jour ont été transportées sur les canaux d'Orléans et du Loing, sans avoir été nommément comprises dans les tarifs annexés à la loi du 27 nivose an 5, sera définitivement perçu comme sur les marchandises auxquelles elles ont été provisoirement assimilées par le tableau arrêté le 21 février 1819, lequel demeurera annexé à la présente.

2. Le droit de navigation fixé pour chaque distance de cinq kilomètres sera payé en entier pour toute fraction de distance parcourue sur les canaux d'Orléans et du Loing.

(Suit le tarif.)

27 novembre 1823. = *Avis du conseil d'état sur l'interprétation des lois* (1).

N° 226. = 3—13 décembre 1823. = **ORDONNANCE** du roi portant amnistie en faveur des sous-officiers et soldats en état de désertion ou qui n'ont pas rejoint les corps sur lesquels ils étaient dirigés. (VII, Bull. DCXLII, n° 15972.)

N° 227. = 3—13 décembre 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui règle le mode de distribution des récompenses à accorder aux militaires des armées royales de l'Ouest et aux veuves ou orphelins de ces militaires (2). (VII, Bull. DCXLII, n° 15973.)

Louis, . . . — Vu la loi de finances du 10 mai 1823, en vertu de laquelle le produit des extinctions survenues dans les secours annuels et viagers

(1) Voyez 17 décembre 1823.

(2) Voyez l'ordonnance du 29 décembre 1824—22 mars 1825, qui augmente le crédit destiné à ces récompenses; celle du 3—22 mars 1825, qui désigne les départemens dans lesquels seront établies les commissions créées par l'art. 4 de l'ordonnance du 29 décembre 1824, pour la répartition des secours; celle du 1^{er}—14 août 1827, portant répartition du nouveau crédit alloué par la loi de finances du 24—27 juin 1827, en augmentation des crédits précédens; et celle du 17—25 août 1831, portant formation d'une commission de révision des secours accordés aux armées royales de l'Ouest.

payés à des militaires des armées royales de l'Ouest sur le fonds de deux cent cinquante mille francs porté à cet effet dans le budget de la guerre, doit être employé à de nouvelles concessions de même nature; — Voulant régler la distribution de ces récompenses suivant la justice et les droits respectifs desdits militaires, de leurs veuves ou orphelins; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le produit des extinctions survenues et de celles qui surviendront jusqu'au 31 décembre 1824, dans les secours annuels et viagers payés à des militaires des armées royales de l'Ouest sur le fonds de deux cent cinquante mille francs porté à cet effet au budget du département de la guerre, sera réparti en secours de même nature, dans les proportions et d'après les règles ci-après désignées.

2. Ces secours seront, savoir : — De cent francs, pour les anciens soldats, sous-officiers et officiers inférieurs; — De soixante-quinze francs, pour les veuves et orphelins des militaires du même grade; — De deux cents francs, pour les anciens commandans de bataillon et de compagnie; — De cent cinquante francs, pour leurs veuves et orphelins; — De trois cents francs, pour les anciens officiers au dessus du grade de commandant; — De deux cent vingt-cinq francs, pour leurs veuves et orphelins.

3. Ces secours seront accordés, jusqu'à concurrence des fonds disponibles, aux militaires, veuves et orphelins de militaires, qui ne jouissent d'aucune pension ou secours viager sur les fonds de l'état et qui sont dans le besoin, dans l'ordre de priorité ci-après : — 1^o Aux militaires que des blessures reçues dans les combats ont mis hors d'état de pourvoir à leur subsistance, en commençant par les plus âgés et les plus infirmes; — 2^o Aux veuves et orphelins de militaires tués ou mis à mort dans les guerres civiles de l'Ouest, ou qui sont morts dans les six mois des blessures qu'ils y auraient reçues; en commençant pour les veuves, par celles qui sont âgées ou infirmes; et pour les orphelins, par ceux qui sont le moins en état de pourvoir à leur subsistance. — Dans le cas de mort par suite de blessures, les veuves devront justifier de leur mariage antérieurement aux blessures qui auront occasioné la mort de leurs maris. — Les secours aux orphelins cesseront d'être payés lorsque le plus jeune d'entre eux, s'ils sont plusieurs, ou celui à qui il en aura été accordé, aura atteint l'âge de vingt ans accomplis.

4. Ceux qui croiront avoir des titres à ces secours, en formeront la demande dans le délai de six mois à partir de l'insertion de l'ordonnance dans le journal du département. Ces demandes seront remises par eux au maire de leur domicile légal, accompagnées des pièces justificatives ci-après : — 1^o Des brevets, commissions, extraits de contrôles et autres documens authentiques propres à établir le grade dans lequel le militaire a servi, les actions dans lesquelles il aura été tué ou blessé; et, à défaut de ces titres, d'un acte de notoriété dressé par le juge de paix sur l'attestation d'au moins trois anciens militaires ayant commandé ou servi dans lesdites guerres et actions; — 2^o Des pièces et subsidiairement des attestations d'officiers de santé propres à constater l'impossibilité où les militaires blessés se trouvent, par suite de leurs blessures, de pourvoir à leur subsistance; — 3^o D'un certificat du maire attestant l'état d'indigence du réclamant, et qu'il ne jouit d'aucune pension ni secours annuel sur les fonds de l'état; — 4^o Enfin des actes de l'état civil indiqués tant pour les militaires que pour les veuves et orphelins, par le tableau annexé à la présente ordonnance.

5. Ces demandes, accompagnées de toutes les pièces justificatives susmentionnées, seront transmises dans la forme ordinaire au préfet du départ-

tement, qui les vérifiera, les apostillera, et les transmettra à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, accompagnées de tous les documens administratifs qu'il aura exigés, soit d'après les instructions de notre dit ministre, soit à l'effet de l'éclairer.

6. Notre ministre de la guerre fera établir dans la forme ordinaire la liquidation des secours annuels et viagers à concéder d'après ces demandes, et les soumettra à notre approbation, dans la limite des fonds qui seront ou deviendront disponibles.

TABLEAU MENTIONNÉ EN L'ARTICLE 4.

Actes de l'état civil à produire :

Par les militaires blessés, *A.* Acte de naissance ; — Par les veuves, *A.* Acte de naissance, *B.* Acte de mariage, *C.* Acte du décès du mari, *D.* Certificat de non-divorce délivré par le maire ; — Par les orphelins, *A.* Acte de naissance, et *B.* Acte de mariage, *C.* Acte de décès des père et mère.

Observations générales.

Dans le cas où les pièces produites, tant d'après l'article 4 de l'ordonnance que d'après le tableau ci-dessus, présenteraient des différences, soit dans l'orthographe des noms, soit dans l'ordre ou le nombre des prénoms, soit dans l'indication des dates et lieux de naissance, ces différences devront être expliquées dans un acte d'individualité fait sur l'attestation de trois témoins au moins, devant une autorité administrative ou judiciaire.

N° 228. = 10--26 décembre 1823. = **ORDONNANCE du roi portant que la cour d'assises du département de la Seine sera divisée en deux sections pendant le premier trimestre de 1824.** (VII, Bull. DCXLIII, n° 15976.)

N° 229. = 10--26 décembre 1823. = **ORDONNANCE du roi qui autorise monseigneur le duc d'Orléans à céder l'ancien canal de l'Ourcq à la ville de Paris** (1). (VII, Bull. DCXLIV, n° 16011.)

Louis, ... — Sur ce qu'il nous a été exposé que, relativement à l'exécution de la loi du 19 mai 1802 (29 floréal an 10) et à la disposition des eaux de la rivière d'Ourcq, il s'est élevé entre notre bien-aimé neveu le duc d'Orléans et l'administration de notre bonne ville de Paris des difficultés qui sont l'objet d'un procès actuellement pendant devant notre conseil d'état; pour y mettre fin et pouvoir accélérer, comme il est désirable, les travaux du nouveau canal de l'Ourcq, il a été proposé à notre dit neveu de céder à la ville de Paris la propriété de l'ancien canal de ce nom, aux prix et conditions qui seraient convenus, sous notre bon plaisir, entre lui et le conseil municipal de notre dite ville ; — Mais que, l'ancien canal de l'Ourcq ayant été réuni à l'apanage de la branche d'Orléans par lettres-patentes du roi Louis XV, en date du 7 décembre 1766, notre dit neveu ne peut en faire la cession à la ville de Paris sans qu'il nous ait plu, au préalable, de l'y autoriser, à la charge par lui de remplacer cette propriété dans l'apanage de sa branche par un immeuble ou des immeubles d'égale valeur ; — Voulant pourvoir à cet objet d'utilité publique ; — Sur le rapport de notre ministre des finances,

(1) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), qui autorise la confection du canal de l'Ourcq, et la note; et spécialement l'ordonnance du 23 juin—15 juillet 1824, qui règle l'exécution de la présente.

président du conseil des ministres, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Nous permettons à notre bien-aimé neveu le duc d'Orléans de céder à notre bonne ville de Paris l'ancien canal de l'Ourcq, dépendant de l'apanage de notre dit neveu, aux prix, charges et conditions qui seront convenus de gré à gré entre lui et l'administration de notre bonne ville. Il en sera dressé un acte qui, néanmoins, n'aura d'effet qu'après avoir été revêtu de notre approbation.

2. Il nous sera fait, immédiatement après, une proposition pour constater la valeur de l'ancien canal de l'Ourcq, et pour la remplacer dans l'apanage de la branche d'Orléans par un immeuble ou des immeubles d'une égale valeur, acquis par notre dit neveu.

N^o 230. = 10—26 décembre 1823. = *ORDONNANCE du roi contenant diverses dispositions relatives tant à la publication du compte annuel de l'administration des finances qu'aux comptes à rendre par les ministres des dépenses de leurs départemens, et à la justification des comptes* (1). (VII, Bull. DCXLIV, n^o 16012.)

Louis, ... — Vu nos ordonnances des 18 novembre 1817, 8 novembre 1820, 8 juin 1821, et notamment celle du 14 septembre 1822; — Voulant compléter le système de comptabilité que ces ordonnances ont préparé; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, et de l'avis de notre conseil, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1823, les comptes que nos ministres doivent publier chaque année seront établis d'après les règles prescrites aux articles ci-après.

TITRE 1^{er}. — *Du compte général de l'administration des finances.*

2. Le compte annuel de l'administration des finances comprendra toutes les opérations relatives au recouvrement et à l'emploi des deniers publics, et il présentera la situation de tous les services de recette et de dépense au commencement et à la fin de l'année. — A cet effet, le compte général des finances sera appuyé des cinq comptes de développement ci-après désignés :

1^o Compte des contributions et revenus publics.

Ce compte, dressé en exécution de l'article 149 de la loi du 25 mars 1817, fera connaître, pour chaque contribution ou revenu : — Les droits constatés à la charge des redevables de l'état; — Les recouvrements effectués sur ces droits; — Les recouvrements restant à faire.

2^o Compte des dépenses publiques.

Ce compte, dont l'établissement est ordonné par l'article 150 de la loi du 25 mars 1817, présentera : — Les crédits accordés par les lois de finances, suivant la distribution que nous en aurons arrêtée par nos ordonnances de répartition, ainsi que les crédits supplémentaires que nous aurions provi-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 16—26 septembre 1807, portant institution de la cour des comptes, le résumé des réglemens concernant la comptabilité.

Voyez aussi l'ordonnance du 23 décembre 1829—1^{er} janvier 1830, contenant diverses dispositions relatives au réglemant définitif du budget de chaque exercice et aux comptes publiés annuellement par les ministres; et celle du 8 décembre 1832—4 janvier 1833, qui rend tous les comptables ressortissant au ministère des finances, responsables du recouvrement des droits liquidés sur les redevables de l'état et dont la perception leur est confiée.

soirement ouverts par des ordonnances spéciales; — Les droits constatés au profit des créanciers de l'état et résultant des services faits pendant l'année; — Les ordonnances et mandats de paiement expédiés sur les caisses du trésor royal; — Les paiemens effectués sur ces ordonnances et mandats; — Les portions de crédit non consommées par les dépenses; — Les ordonnances et mandats restant à délivrer pour solder les dépenses; — Les paiemens restant à effectuer pour solder les ordonnances et mandats.

3° Compte de trésorerie.

Conformément aux dispositions de l'article 149 de la loi du 25 mars 1817, ce compte retracera : — Les mouvemens de fonds opérés entre les comptables des finances; — L'émission et le retrait des engagemens à terme du trésor; — Les recettes et les paiemens faits pour le compte des correspondans du trésor; — Enfin l'excédant de recouvrement ou de paiement provenant des revenus et des dépenses publiques. — Ces différentes opérations seront renfermées entre les valeurs de caisse et de portefeuille existant chez les comptables des finances, au commencement et à l'expiration de l'année. — Le compte du service de la trésorerie sera appuyé de la situation de l'actif et du passif de l'administration des finances à la fin de chaque année.

4° Compte des budgets.

Ce compte, publié en exécution de l'article 149 de la loi du 25 mars 1817, présentera : — D'une part, — La comparaison avec les évaluations du budget des recettes, — Des droits constatés à la charge des redevables de l'état, — Des recouvremens effectués sur ces droits; — D'autre part, — La comparaison avec les crédits ouverts par le budget des dépenses, — Des droits constatés au profit des créanciers de l'état, — Des paiemens effectués sur les ordonnances des ministres, — Et enfin la situation provisoire du budget de l'exercice courant au 31 décembre, ainsi que les résultats définitifs qui doivent servir de base au règlement du budget de l'exercice précédent (*article 102 de la loi du 15 mai 1818, et article 18 de l'ordonnance du 14 septembre 1822*).

5° Comptes de divers services publics.

Ces comptes présenteront les opérations annuelles et la situation, à la fin de chaque année, de divers services non compris dans les budgets, et qui se rattacheront directement ou indirectement à l'exécution des lois de finances. — Le compte spécial de la dette inscrite et des cautionnemens sera présenté distinctement en capital et intérêts.

3. Les comptes qui se règlent par exercice devront rappeler les opérations de l'année expirée, et présenter la situation complète de chaque service à la fin de l'année suivante, en exécution de l'article 153 de la loi du 25 mars 1817.

TITRE II. — *Du compte des dépenses de chaque ministère.*

4. Les comptes que nos ministres doivent publier annuellement, en exécution de l'article 150 de la loi du 25 mars 1817, développeront, avec les détails propres à chaque nature de service, les crédits, les dépenses, les ordonnances et les paiemens qui ne sont que sommairement exposés dans le compte général de l'administration des finances. — Les comptes des dépenses seront soumis à des divisions uniformes. — Ils rappelleront les résultats de l'exercice précédent au 1^{er} janvier de chaque année, et présenteront les opérations de l'année courante sur les deux exercices ouverts : ils feront ainsi ressortir, — La situation définitive de l'exercice clos au 31 dé-

cembre; — La situation provisoire de l'exercice suivant, arrêtée à la même époque.

5. Les ministres annexeront à leur compte : — 1° Nos ordonnances annuelles de répartition des crédits, et, lorsqu'il y aura lieu, l'exposé des motifs qui les auraient forcés à s'en écarter (*article 5 de l'ordonnance du 14 septembre 1822*); — 2° Les ordonnances qui accordent provisoirement des supplémens de crédits (*article 152 de la loi du 25 mars 1817*); — 3° Les ordonnances qui autorisent l'imputation sur l'exercice courant, des dépenses de l'exercice expiré qui n'auraient pu être soldées dans les délais prescrits (*article 21 de l'ordonnance du 14 septembre 1822*).

TITRE III. — *De la justification des comptes.*

6. Les comptes publiés par nos ministres seront établis d'après les écritures officielles et appuyées sur pièces justificatives dont la tenue a été prescrite par notre ordonnance du 14 septembre 1822; les résultats en seront contrôlés par leur rapprochement avec ceux du grand-livre de la comptabilité générale des finances.

7. A la fin de chaque année, notre ministre des finances nous proposera la nomination d'une commission composée d'un conseiller d'état, de deux maîtres des requêtes, d'un maître des comptes et de trois référendaires, laquelle sera chargée d'arrêter le journal et le grand-livre de la comptabilité générale des finances au 31 décembre, et de constater la concordance des comptes de nos ministres avec les résultats des écritures centrales des finances. Il sera dressé procès-verbal de cette opération, et la remise du procès-verbal sera faite à notre ministre secrétaire d'état des finances, qui en donnera communication aux chambres (1).

8. Il sera également mis sous les yeux de la commission un tableau présentant la comparaison des comptes de l'année précédente publiés par nos ministres, avec les résultats des jugemens rendus par notre cour des comptes et dûment certifiés par elle. — La commission procédera à la vérification de ce tableau, qui sera communiqué aux chambres avec son rapport par notre ministre des finances, en exécution de l'article 20 de la loi du 27 juin 1819.

9. Le contrôle ordonné par l'article précédent énoncera distinctement les recettes et les paiemens faits pendant chaque année sur les deux exercices ouverts, afin que les certificats annuels de la commission nous confirment, suivant le vœu de l'article 22 de l'ordonnance du 14 septembre 1822, l'exactitude des comptes définitifs rendus pour l'exercice expiré par nos ministres de tous les départemens.

N° 231. = 10—26 décembre 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui assimile les percepteurs des villes divisées en plusieurs arrondissemens de perception, aux receveurs particuliers, pour les bonifications résultant du recouvrement des contributions directes. (VII, Bull. DCXLIV, n° 16013.)

Louis, ... — Considérant que les percepteurs de plusieurs grandes villes ont été assimilés aux receveurs particuliers des finances; qu'ils participent, à ce titre, aux bonifications allouées par le trésor pour le recouvrement des contributions directes; — Voulant que ces assimilations soient déterminées à l'avenir par des règles générales, uniformes, et d'une application perma-

(1) Voyez l'ordonnance du 12—22 novembre 1826, qui étend à l'administration de la dette publique les mesures de contrôle établies pour la comptabilité générale des finances.

nente ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Sont assimilés aux receveurs particuliers des finances les percepteurs des villes qui, à raison de leur étendue, de leur population et de la quotité de leurs contributions, ont été ou seraient divisées en plusieurs arrondissemens de perception.

2. Les décrets, arrêtés et autres actes du gouvernement qui auraient assimilé aux receveurs particuliers les percepteurs des villes qui ne forment aujourd'hui qu'un seul arrondissement de perception, demeurent rapportés.

N^o 232. = 17—26 décembre 1823. = *AVIS du conseil d'état portant que la loi du 16 — 26 septembre 1807, relative à l'interprétation des lois, n'a pas été abrogée par la charte* (1). (VII, Bull. DCXLIV, n^o 16014.)

Le conseil d'état, réuni en assemblée générale par ordre de M. le garde des sceaux, pour délibérer sur un projet d'ordonnance ayant pour objet le mode d'exécution de la loi du 16 septembre 1807, relative à l'interprétation des lois ; — Après avoir entendu le rapport du conseiller d'état commis à cet effet ; — Vu le rapport adressé au roi par M. le garde des sceaux, et le projet d'ordonnance qui y était joint ; — Vu la loi du 16 septembre 1807 ; — Considérant que, le projet d'ordonnance tendant à limiter l'application de la loi du 16 septembre 1807, et en supposant l'abrogation au moins partielle, il est indispensable d'examiner si cette loi est en effet abrogée ; — Qu'on ne reconnaît que deux sortes d'abrogation, l'abrogation tacite et l'abrogation explicite ; — Que la loi dont il s'agit n'a pas été abrogée dans cette dernière forme, puisque ni la charte, ni les lois publiées avant ou depuis 1814 n'en ont prononcé la révocation ; — Qu'au contraire elle a été formellement confirmée par l'article 440 du Code d'instruction criminelle ; — Que, dès lors, il ne reste plus qu'à rechercher si elle a été révoquée implicitement ; — Que cette révocation n'aurait eu lieu que dans le cas où la loi du 16 septembre serait contraire aux dispositions de la charte ou de quelque autre loi antérieure ou postérieure ; — Que cette dernière supposition est inadmissible ; — Que, pour vérifier la première, il convient de rappeler les principales dispositions de cette loi ; — Que par son article 1^{er} elle déclare « qu'il y a « lieu à interprétation de la loi, si la cour de cassation annule deux arrêts « ou jugemens en dernier ressort, rendus dans la même affaire, entre les « mêmes parties, et qui ont été attaqués par les mêmes moyens ; » — Que l'article 2 ajoute « que cette interprétation est donnée dans la forme des ré- « glemens d'administration publique ; » — Que, bien loin que ces dispositions soient contraires à la charte, c'est de la charte même que résulte la nécessité de les maintenir ; — Que la charte, en effet, a confirmé par son article 59 les cours et les tribunaux ordinaires qui existaient à l'époque de sa promulgation ; — Qu'ainsi elle a adopté un établissement judiciaire fondé sur des cours royales dont tous les arrêts sont soumis au recours en cassation, et sur une cour de cassation dont les attributions ne consistent qu'à décider si la loi a été régulièrement appliquée dans les jugemens, sans qu'il lui soit jamais permis de juger elle-même le fond des procès ; — Qu'il suit de là que l'établissement judiciaire qui a été consacré par la charte exige et suppose nécessairement la faculté d'avoir recours à une autorité supérieure, toutes

(1) Cette loi du 16—26 septembre 1807 n'a plus d'intérêt aujourd'hui, non plus que le présent avis : ils ont été abrogés par la loi du 30 juillet—1^{er} août 1828, qui a prescrit un nouveau mode d'interprétation des lois, et qui a été modifiée elle-même par la loi du 1^{er}—2 avril 1837.

les fois que , la cour de cassation et les cours royales ayant embrassé , dans un procès , des opinions opposées , l'intervention de cette autorité est le seul moyen par lequel on puisse faire cesser le dissentiment et terminer le procès ; — Que , la nécessité de ce recours étant reconnue , il est évident qu'il ne pourrait être exercé devant l'autorité législative ; — Que la charte en effet a consacré le principe de la division des pouvoirs , et que , dans ce système , les pouvoirs seraient confondus , puisqu'une partie de l'autorité judiciaire serait exercée par les chambres ; — Que , d'un autre côté , l'autorité législative étant divisée en trois branches , il pourrait arriver qu'elles ne s'accordassent pas entre elles sur la décision qu'il conviendrait d'adopter , et qu'il y eût par conséquent des procès qu'il fût perpétuellement impossible de juger ; — Que ce recours , ne pouvant être exercé devant l'autorité législative , ne peut l'être évidemment que devant le roi : — Premièrement , parce que , aux termes de la charte , toute justice émanant du roi , c'est à lui seul qu'appartient la portion de l'autorité judiciaire qui n'est pas comprise dans la délégation que ses tribunaux ont reçue ; — Secondement , parce que , l'exécution de la loi étant confiée au chef de l'état , c'est à lui de faire cesser les obstacles devant lesquels s'arrête la justice , qui n'est elle-même que l'exécution de la loi ; — Que , le système général de la loi du 16 septembre étant fondé sur ces principes , qui sont ceux de la charte , on ne peut pas dire que ce système ait été détruit par elle ; — Considérant qu'il en est des dispositions particulières de cette loi comme du système général qu'elle a établi ; — Qu'à la vérité , selon son article 2 , l'interprétation dont il s'agit doit être donnée *dans la forme des réglemens d'administration publique* ; — Que toutefois cette disposition , limitée par les expressions mêmes qui l'énoncent , n'a pour objet que de fixer le mode de la délibération et d'indiquer les corps de l'état qui doivent y participer ; — Qu'elle ne change ni ne détermine le caractère de la décision ; — Que ce caractère est essentiellement indépendant de la forme dans laquelle la décision est donnée ; — Que cette décision , étant accordée à l'occasion d'un procès et pour lever l'obstacle qui en empêchait le jugement , et étant d'ailleurs rendue par le roi , chef suprême de l'état et source première de la justice , n'est qu'une interprétation judiciaire qui n'a ni le caractère ni les effets d'une interprétation législative , que l'intervention de l'autorité législative pourrait seule lui attribuer ; — Que cette interprétation , légalement bornée au cas particulier pour lequel elle a été donnée , n'est pas la règle nécessaire de tous les cas analogues , en quoi elle diffère essentiellement de la loi ; — Que , par conséquent , la disposition qui vient d'être examinée n'a rien de contraire aux prérogatives de l'autorité législative , ni à la charte , qui les a réglées ; — Que dès lors , la loi du 16 septembre n'étant abrogée ni en totalité ni en partie , rien ne s'oppose à ce qu'elle continue de recevoir son exécution ; — Est d'avis , — 1° Que la loi du 16 septembre 1807 , relative à l'interprétation des lois , est parfaitement compatible avec le régime constitutionnel établi par la charte ; — 2° Que le roi peut et doit , dans les cas prévus et dans les formes déterminées , exécuter les dispositions de cette loi ; — 3° Qu'il n'est besoin d'aucune mesure réglementaire pour assurer cette exécution.

N° 233. = 17—26 décembre 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui accorde amnistie aux militaires et marins déserteurs des armées navales. (VII, Bull. DCXLV, n° 16086.)

N° 234. = 17—26 décembre 1823. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit aux an-

ciens officiers publics de Saint-Domingue résidant en France de faire la remise au département de la marine des minutes d'actes passés par eux dans cette colonie et dont ils seraient détenteurs, et impose la même obligation aux notaires du royaume qui auraient reçu en dépôt de semblables actes (1). (VII, Bull. DCXLV, n° 16087.)

Louis, . . . — Sur le compte qui nous a été rendu par notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, que, par suite des événemens survenus à Saint-Domingue, plusieurs des officiers publics qui y ont exercé leur ministère auraient cru pouvoir, depuis leur retour en France, garder par-devers eux les minutes des actes qu'ils ont passés dans la colonie, ou les déposer dans les études de notaires du royaume ; — Considérant que cet état de choses est contraire aux dispositions de l'édit du mois de juin 1776, qui a institué à Versailles un dépôt où doivent être réunis et conservés les papiers de nos colonies ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les anciens officiers publics de Saint-Domingue résidant aujourd'hui en France, qui seraient détenteurs de minutes d'actes par eux passés dans cette île, seront tenus d'en faire, dans le délai de trois mois, à dater de la promulgation de la présente ordonnance, la remise au secrétariat général du département de la marine. Il leur en sera donné bonne et valable décharge au bas d'un bordereau dont le double restera annexé aux pièces.

2. La même obligation est imposée, dans le même délai, aux notaires du royaume qui auraient reçu en dépôt de semblables actes, lors même qu'ils y auraient été précédemment autorisés.

3. Tout notaire en France fera, dans le délai indiqué, devant nos procureurs près les tribunaux de première instance du ressort, déclaration soit des dépôts de ce genre qu'il aurait reçus, soit de la non-existence entre ses mains d'aucun des actes dont il s'agit. — Nos procureurs près les tribunaux de première instance transmettront lesdites déclarations à nos procureurs généraux, qui seront tenus de les adresser sur-le-champ à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies.

4. Les officiers publics qui, à l'expiration dudit délai, n'auront point satisfait aux dispositions ci-dessus prescrites, y seront contraints, à la diligence de nos procureurs généraux.

N° 235. = 24—30 décembre 1823. = **ORDONNANCE du roi qui dissout la chambre des députés, convoque les collèges électoraux du royaume, et fixe l'époque de l'ouverture de la session de 1824.** (VII, Bull. DCXLVI, n° 16100.)

N° 236. = 24 décembre 1823—1^{er} janvier 1824. = **ORDONNANCE du roi qui divise provisoirement en trois arrondissemens électoraux le département des Vosges.** (VII, Bull. DCXLVII, n° 16105.)

N° 237. = 24 décembre 1823—23 janvier 1824. = **ORDONNANCE du roi portant règlement sur les saillies, auvens et constructions semblables à permettre dans la ville de Paris.** (VII, Bull. DCLI, n° 16260.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu l'ordonnance du bureau des finances de Paris,

(1) Cette ordonnance se rattache à l'exécution de l'édit de juin 1776, qui a prescrit la formation, à Versailles, d'un dépôt des papiers publics des colonies.

du 14 décembre 1725, portant détermination des saillies à permettre dans cette ville ; — Vu les lettres-patentes du 22 octobre 1733, concernant les droits de voirie ; — Vu les lettres-patentes du 31 décembre 1781, ordonnant l'exécution de différens réglemens relatifs à la voirie de Paris ; — Vu le décret du 27 octobre 1808 ; — Sur le compte qui nous a été rendu des accidens multipliés arrivés dans notre bonne ville de Paris par la chute d'entablemens, de corniches et d'auvens en plâtre, et de la difformité, des embarras et des dangers que présente la saillie démesurée des devantures de boutique, tableaux, enseignes, étalages, bornes et autres objets placés au devant des murs de face des maisons ; — Considérant qu'il est indispensable de prendre des mesures promptes et efficaces, afin de prévenir de nouveaux malheurs, et de remédier aux abus qui se sont introduits par suite de l'inexécution des anciens réglemens ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Dispositions générales.*

Art. 1^{er}. Il ne pourra, à l'avenir, être établi, sur les murs de face des maisons de notre bonne ville de Paris, aucune saillie autre que celles déterminées par la présente ordonnance.

2. Toute saillie sera comptée à partir du nu du mur au dessus de la retraite.

TITRE II. — *Dimensions des saillies.*

3. Aucune saillie ne pourra excéder les dimensions suivantes :

SECTION 1^{re}. — Saillies fixes.

Pilastres et colonnés en pierre.	Dans les rues au dessous de huit mètres de largeur	0 m. 03 c.
	Dans les rues de huit à dix mètres de largeur...	0 04
	Dans les rues de douze mètres de largeur et au dessus	0 10

Lorsque les pilastres et les colonnes auront une épaisseur plus considérable que les saillies permises, l'excédant sera en arrière de l'alignement de la propriété, et le nu du mur de face formera arrière-corps à l'égard de cet alignement ; toutefois, les jambes étrières ou boutisses devront toujours être placées sur l'alignement. — Dans ce cas, l'élévation des assises de retraite sera réglée, à partir du sol,

Dans les rues de dix mètres de largeur et au dessous, à.....	0 m. 80 c.
Dans celles de dix à douze mètres de largeur, à.....	1 00
Dans celles de douze mètres et au dessus, à.....	1 15
Grands balcons.....	0 80
Herses, chardons, artichauts et fraises.....	0 80
Auven de boutiques.....	0 80
Petits auvens au dessus des croisées.....	0 25
Bornes dans les rues au dessous de dix mètres de largeur.....	0 50
Bornes dans les rues de dix mètres et au dessus.....	0 80
Bancs de pierre aux côtés des portes des maisons.....	0 60
Corniches en menuiserie sur boutique.....	0 50
Abat-jour de croisée, dans la partie la plus élevée.....	0 33
Moulinets de boulanger et poulies.....	0 50
Petits balcons, y compris l'appui des croisées.....	0 22
Seuils, socles.....	0 22
Colonnes isolées en menuiserie.....	0 16
Colonnes engagées en menuiserie.....	0 16
Pilastres en menuiserie.....	0 16
Barreaux et grilles de boutique.....	0 16
Appui de boutique.....	0 16
Tuyaux de descente ou d'évier.....	0 16
Cuvettes.....	0 16

Devanture de boutique, toute espèce d'ornemens compris.....	o m. 16 c.
Tableaux, enseignes, bustes, reliefs, montres, attributs, y compris les bordures, supports et points d'appui.....	o 16
Jalousies.....	o 16
Persiennes ou contrevents.....	o 11
Appui de croisée.....	o 08
Barres de support.....	o 08

(Les paremens de décoration au dessus du rez-de-chaussée n'auront que l'épaisseur des bois appliqués au mur.)

SECTION II. — Saillies mobiles.

Lanternes ou transparens avec potence.....	o m. 75 c.
Lanternes ou transparens en forme d'applique.....	o 22
Tableaux, écussons, enseignes, montres, étalages, attributs, y compris les supports, bordures, crochets et points d'appui.....	o 16
Appui de boutique, y compris les barres et crochets.....	o 16
Volets, contrevents ou fermetures de boutique.....	o 16

4. Les saillies déterminées par l'article précédent pourront être restreintes suivant les localités.

TITRE III. — *Dispositions relatives à chaque espèce de saillie.*SECTION I^{re}. — Barrières au devant des maisons.

5. Il est défendu d'établir des barrières fixes au devant des maisons et de leurs dépendances, quelles qu'elles puissent être, tant dans les rues et places que sur les boulevarts, à moins qu'elles ne soient reconnues nécessaires à la propreté et qu'elles ne gênent point la circulation. — La saillie de ces barrières ne pourra, dans aucun cas, excéder un mètre et demi.

6. Les propriétaires auxquels il aura été accordé la permission d'établir des barrières seront obligés de les maintenir en bon état.

SECTION II. — Banès, pas, marches, perrons, bornes.

7. Il ne sera permis de placer des bancs au devant des maisons que dans les rues de dix mètres de largeur et au dessus. Ces bancs seront en pierre, ne dépasseront pas l'alignement de la base des bornes, et seront établis dans toute leur longueur sur maçonnerie pleine et chanfreinée.

8. Il est défendu de construire des perrons en saillie sur la voie publique. — Les perrons actuellement existans seront supprimés, autant que faire se pourra, lorsqu'ils auront besoin de réparation. — Il ne sera accordé de permission que pour les pas et marches, lorsque les localités l'exigeront. Ces pas et marches ne pourront dépasser l'alignement de la base des bornes. En cas d'insuffisance de cette saillie, le propriétaire rachètera la différence du niveau en se retirant sur lui-même. Néanmoins, les propriétaires des maisons riveraines des boulevarts intérieurs de Paris pourront être autorisés à construire des perrons au devant desdites maisons, s'il est reconnu qu'ils soient absolument nécessaires, et que les localités ne permettent pas aux propriétaires de se retirer sur eux-mêmes. Ces perrons, quelle qu'en soit la forme, ne pourront, sous aucun prétexte, excéder un mètre de saillie, tout compris, ni approcher à plus d'un mètre de distance de la ligne extérieure des arbres de la contre-allée.

9. Il est permis d'établir des bornes aux angles saillans des maisons formant encoignure de rue; mais lorsque ces encoignures seront disposées en pan coupé de soixante centimètres au moins et d'un mètre au plus de largeur, une seule borne sera placée au milieu du pan coupé.

SECTION III. — Grands balcons.

10. Les permissions d'établir de grands balcons ne seront accordées que dans les rues de dix mètres de largeur et au dessus, ainsi que dans les places

et carrefours, et ce, d'après une enquête de *commodo et incommodo*. — S'il n'y a point d'opposition, les permissions sont délivrées. En cas d'opposition, il sera statué par le conseil de préfecture, sauf le recours au conseil d'état. — Dans aucun cas, les grands balcons ne pourront être établis à moins de six mètres du sol de la voie publique. — Le préfet de police sera toujours consulté sur l'établissement des grands et petits balcons.

SECTION IV. — Constructions provisoires, échoppes.

11. Il pourra être permis de masquer par des constructions provisoires ou des appentis tout renforcement entre deux maisons, pourvu qu'il n'ait pas au-delà de huit mètres de longueur, et que sa profondeur soit au moins d'un mètre. Ces constructions ne devront, dans aucun cas, excéder la hauteur du rez-de-chaussée, et elles seront supprimées dès qu'une des maisons attenantes subira retranchement. — Il est permis de masquer par des constructions légères, en forme de pan coupé, les angles de toute espèce de retranchement au dessus de huit mètres de longueur, mais sous la même condition que ci-dessus pour leur établissement et leur suppression. — Le préfet de police sera toujours consulté sur les demandes formées à cet effet.

12. Il est expressément défendu d'établir des échoppes en bois ailleurs que dans les angles et renforcements hors de l'alignement des rues et places. — Toutes les échoppes existantes qui ne sont point conformes aux dispositions ci-dessus, seront supprimées lorsque les détenteurs actuels cesseront de les occuper, à moins que l'autorité ne juge nécessaire d'en ordonner plus tôt la suppression.

SECTION V. — Auvens et corniches de boutique.

13. Il est défendu de construire des auvens et corniches en plâtre au dessus des boutiques. Il ne pourra en être établi qu'en bois, avec la faculté de les revêtir extérieurement de métal; toute autre manière de les couvrir est prohibée. — Les auvens et corniches en plâtre actuellement établis au dessus des boutiques ne pourront être réparés. Ils seront démolis lorsqu'ils auront besoin de réparation, et ne seront rétablis qu'en bois.

SECTION VI. — Enseignes.

14. Aucuns tableaux, enseignes, montres, étalages et attributs quelconques, ne seront suspendus, attachés ni appliqués, soit aux balcons, soit aux auvens. Leurs dimensions seront déterminées, au besoin, par le préfet de police, suivant les localités. — Il pourra néanmoins être placé sous les auvens, des tableaux ou plafonds en bois, pourvu qu'ils soient posés dans une direction inclinée. — Tout étalage formé de pièces d'étoffe disposées en draperie et guirlande, et formant saillie, est interdit au rez-de-chaussée. Il ne pourra descendre qu'à trois mètres du sol de la voie publique. — Tout crochet destiné à soutenir des viandes en étalage devra être placé de manière que les viandes ne puissent excéder le nu des murs de face, ni faire aucune saillie sur la voie publique.

SECTION VII. — Tuyaux de poêle et de cheminée.

15. A l'avenir, et pour toutes les maisons de construction nouvelle, aucun tuyau de poêle ne pourra déboucher sur la voie publique. — Dans l'année de la publication de la présente ordonnance, les tuyaux de poêle crêtés et autres qui débouchent actuellement sur la voie publique seront supprimés, s'il est reconnu qu'ils peuvent avoir une issue intérieure. Dans le cas où la suppression ne pourrait avoir lieu, ces mêmes tuyaux seraient élevés jusqu'à

l'entablement, avec les précautions nécessaires pour assurer leur solidité et empêcher l'eau rousse de tomber sur les passans.

16. Les tuyaux de cheminée en maçonnerie et en saillie sur la voie publique seront démolis et supprimés, lorsqu'ils seront en mauvais état, ou que l'on fera de grosses réparations dans les bâtimens auxquels ils sont adossés.— Les tuyaux de cheminée en tôle, en poterie et en grès, ne pourront être conservés extérieurement sous aucun prétexte.

SECTION VIII. — Bannes.

17. La permission d'établir des bannes ne sera donnée que sous la condition de les placer à trois mètres au moins au dessus du sol, dans sa partie la plus basse, de manière à ne pas gêner la circulation. Leurs supports seront horizontaux. Elles n'auront de joues qu'autant que les localités le permettront, et les dimensions en seront déterminées par l'autorité.— Les bannes devront être en toile ou en coutil, et ne pourront, dans aucun cas, être établies sur châssis. — La saillie des bannes ne pourra excéder un mètre cinquante centimètres. — Dans l'année de la publication de la présente ordonnance, toutes les bannes qui ne seront pas conformes aux conditions exigées plus haut seront changées, réduites ou supprimées.

SECTION IX. — Perches.

18. Les perches et étendoirs des blanchisseuses, teinturiers, dégraisseurs, couverturiers, etc., ne pourront être établis que dans des rues écartées et peu fréquentées, et après une enquête *de commodo et incommodo*, sur laquelle il sera statué comme il a été dit en l'article 10 ci-dessus.

SECTION X. — Eviers.

19. Les éviers pour l'écoulement des eaux ménagères seront permis, sous la condition expresse que leur orifice extérieur ne s'élèvera pas à plus d'un décimètre au dessus du pavé de la rue.

SECTION XI. — Cuvettes.

20. A l'avenir, et dans toutes les maisons de construction nouvelle, il ne pourra être établi en saillie, sur la voie publique, aucune espèce de cuvettes pour l'écoulement des eaux ménagères des étages supérieurs. — Dans les maisons actuellement existantes, les cuvettes placées en saillie seront supprimées lorsqu'elles auront besoin de réparation, s'il est reconnu qu'elles peuvent être établies à l'intérieur. Dans le cas contraire, elles seront disposées, autant que faire se pourra, de manière à recevoir les eaux intérieurement, et garnies de hausses pour prévenir le déversement des eaux et toute éclaboussure au dessous.

SECTION XII. — Construction en encorbellement.

21. A l'avenir, il ne sera permis aucune construction en encorbellement, et la suppression de celles qui existent aura lieu toutes les fois qu'elles seront dans le cas d'être réparées.

SECTION XIII. — Corniches ou entablemens.

22. Les entablemens et corniches en plâtre au dessus de seize centimètres de saillie seront prohibés dans toutes les constructions en bois. — Il ne sera permis d'établir des corniches ou entablemens de plus de seize centimètres de saillie, qu'aux maisons construites en pierre ou moellon, sous la condition que ces corniches seront en pierre de taille ou en bois, et que la saillie n'excèdera, dans aucun cas, l'épaisseur du mur à sa sommité. —

On pourra permettre des corniches ou entablemens en bois sur les pans de bois. — Les entablemens ou corniches des maisons actuellement existantes qui auront besoin d'être reconstruites en tout ou en partie seront réduits à la saillie de seize centimètres, s'ils sont en plâtre, et ne pourront excéder en saillie l'épaisseur du mur à sa sommité, s'ils sont en pierre ou bois.

SECTION XIV. — Gouttières saillantes.

23. Les gouttières saillantes seront supprimées en totalité dans le délai d'une année, à partir de la publication de la présente ordonnance. — Il ne sera perçu aucun droit de petite voirie pour les tuyaux de descente qui seront établis en remplacement des gouttières saillantes supprimées dans ce délai.

SECTION XV. — Devantures de boutique.

24. Les devantures de boutique, montres, bustes, reliefs, tableaux, enseignes et attributs fixes, dont la saillie excède celle qui est permise par l'article 3 de la présente ordonnance, seront réduits à cette saillie, lorsqu'il y sera fait quelques réparations. — Dans aucun cas, les objets ci-dessus désignés qui sont susceptibles d'être réduits ne pourront subsister, savoir : les devantures de boutique, au-delà de neuf années, et les autres objets, au-delà de trois années, à compter de la publication de la présente ordonnance. — Les établissemens du même genre qui sont mobiles seront réduits dans l'année. — Seront supprimées dans le même délai toutes saillies fixes placées au devant d'autres saillies.

25. Il n'est point dérogé aux dispositions des anciens réglemens concernant les saillies, ni au décret du 13 août 1810, concernant les auvens des spectacles et de l'esplanade des boulevards, en tout ce qui n'est pas contraire à la présente ordonnance.

N° 238. = 27 décembre 1823—9 janvier 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui réduit à quatre le nombre des inspecteurs généraux de l'administration des contributions indirectes, porte à six celui des administrateurs, et nomme M. Vosgien à l'une des places d'administrateur (1). (VII, Bull. DCXLVIII, n° 16143.)

N° 239. = 27 décembre 1823—9 janvier 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui supprime, à partir du 1^{er} janvier 1824, la place de directeur des dépenses, et institue un payeur des dépenses du trésor, en remplacement des deux payeurs principaux (2). (VII, Bull. DCXLVIII, n° 16145.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance du 18 novembre 1817, qui a créé un directeur des dépenses du trésor et deux payeurs principaux dans l'intérieur du ministère des finances; — Sur ce qu'il nous a été représenté par notre ministre secrétaire d'état des finances que, par l'effet de la clôture de l'arriéré, il suffit d'un seul payeur pour acquitter les dépenses publiques dans l'intérieur du trésor, et que les attributions du directeur des dépenses peuvent être confiées aux premiers commis des finances chargés de la comptabilité générale et du mouvement général des fonds; — Considérant que cette réunion permettra d'obtenir de nouvelles économies sur les frais d'admi-

(1) Voyez l'ordonnance du 12—29 novembre 1826, qui réduit à quatre le nombre des administrateurs.

(2) Voyez le décret du 27 (10 et)—30 mars 1792, portant organisation du trésor public, et les notes.

nistration, sans nuire à l'exactitude des paiemens ni à la régularité de la justification des dépenses publiques, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La place de directeur des dépenses du trésor, et les deux places de payeurs principaux dans l'intérieur du ministère des finances, créées par notre ordonnance du 18 novembre 1817, sont supprimées à partir du 1^{er} janvier 1824.

2. Notre ministre des finances pourvoira à ce que notre cour des comptes reçoive avec la même exactitude que précédemment les renseignemens et relevés généraux qui doivent lui être fournis en exécution des articles 3, 4, et 15 de ladite ordonnance.

3. A compter de la même époque du 1^{er} janvier 1824, les dépenses payables dans l'intérieur du trésor seront acquittées par un seul comptable, qui aura le titre de payeur des dépenses centrales du trésor. — Cet agent sera nommé par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état des finances.

N^o 240. = 29 décembre 1823 — 11 janvier 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui charge le ministre des finances de faire remettre à la cour des comptes, avant le 1^{er} juillet de chaque année, le *résumé général des opérations comprises dans les comptes individuels rendus par les receveurs généraux des finances, à partir de l'année 1821.* (VII, Bull. DCXLIX, n^o 16202.)

Louis, ... — Voulant compléter les moyens de contrôle donnés à notre cour des comptes, pour l'exécution de l'article 20 de la loi du 27 juin 1819, par nos ordonnances précédentes sur la comptabilité des receveurs des administrations de finances et des payeurs du trésor royal, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Notre ministre secrétaire d'état des finances fera remettre à la cour des comptes, avant le 1^{er} juillet de chaque année, le *résumé général des opérations comprises dans les comptes individuels rendus par les receveurs généraux des finances.*

2. Ce *résumé général*, qui sera remis à partir de l'année 1821, présentera l'ensemble des recettes et des dépenses faites pendant l'année par les receveurs généraux sur les différens services et exercices.

N^o 241. = 30 décembre 1823 — 11 janvier 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe le *prix des poudres qui seront livrées pendant l'année 1824 aux départemens de la guerre, de la marine et des finances.* (VII, Bull. DCXLIX, n^o 16203.)

N^o 242. = 30 décembre 1823 — 11 janvier 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui rejette la *réclamation du sieur Bovis-Beauvoisin contre un arrêté du préfet du département du Var, qui prononce le refus d'inscrire sur le registre électoral les sommes que le réclamant a payées à la Guadeloupe en acquittement de ses contributions.* (VII, Bull. DCXLIX, n^o 16205.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu la réclamation formée par le sieur Bovis-Beauvoisin (Louis-Anne-Joseph), propriétaire à la Guadeloupe, ayant son domicile politique dans le département du Var, contre un arrêté rendu par le préfet dudit département, séant en conseil de préfecture, lequel prononce le refus d'inscrire sur le registre électoral les sommes que le réclamant justifie avoir payées à la Guadeloupe en acquittement de deux de ses contributions ;

— Vu ledit arrêté en date du 11 avril 1822, lequel motive son refus sur des considérations tirées de la nature et du caractère des deux contributions dont il est justifié; — Vu la loi sur les élections, du 29 juin 1820, et particulièrement l'article 3, ainsi conçu : — « La liste des électeurs de chaque collège sera imprimée et affichée un mois avant l'ouverture des collèges électoraux. Cette liste contiendra la quotité et l'espèce des contributions de chaque électeur, avec l'indication des *départemens* où elles sont payées. » — Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, des contributions acquittées à la Guadeloupe, et que le texte de la disposition légale ci-dessus rapportée n'autorise l'emploi, dans le cens électoral, que des contributions payées *dans les départemens du royaume*; — Considérant que la nature, l'assiette, la quotité et la limite des contributions perçues dans les colonies, quoique établies légalement, puisqu'elles le sont en vertu de l'article 73 de la charte, ne sont pas réglées directement par la loi, et varient suivant les besoins et la volonté de l'administration; ce qui est essentiellement contraire au caractère que doivent avoir les impôts pour constituer le cens électoral et conférer les droits politiques dont il est la base; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La réclamation du sieur de Bovis-Beauvoisin est rejetée.

N° 243. = 30 décembre 1823 — 23 janvier 1824. = **ORDONNANCE du roi portant que le département de la guerre fournira en entier les troupes d'infanterie destinées à former les garnisons des colonies** (1). (VII, Bull. DCLII, n° 16288.)

Art. 1^{er}. Les troupes d'infanterie destinées à former les garnisons des colonies seront fournies en entier par le département de la guerre.

2. Il ne sera plus formé de corps spéciaux pour les colonies, à l'exception du bataillon de Cypahis entretenu dans l'Inde, des compagnies de gendarmerie et des compagnies de sapeurs ou ouvriers; ces derniers corps se recruteront par enrôlemens volontaires.

3. Les troupes envoyées aux colonies par le département de la guerre, autres que la gendarmerie et les sapeurs ou ouvriers, seront payées et entretenues sur les fonds de ce département, dans la partie qui correspond aux dépenses ordinaires de son budget. Les supplémens de solde alloués aux officiers, et les fournitures spéciales de vivres qui se délivrent aux sous-officiers et soldats, dans ces établissemens, seront à la charge du département de la marine.

4. Tous les projets relatifs aux fortifications des colonies seront soumis au comité du génie attaché au département de la guerre, dans la même forme que le sont ceux des places de guerre en France.

N° 244. = 30 décembre 1823 — 10 février 1824. = **ORDONNANCE du roi relative au recouvrement des amendes de police correctionnelle et de simple police, et à la répartition du produit de ces amendes**. (VII, Bull. DCLIV, n° 16389.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance du 19 février 1820, l'article 466 du Code pénal, et le décret du 17 mai 1809; — Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état aux départemens de l'intérieur et des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Conformément à l'article 19 de la loi du 19 décembre 1790, les

(1) Voyez, dans le § 3 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé des réglemens concernant l'état militaire des colonies.

receveurs de l'enregistrement continueront de faire la recette des amendes prononcées tant par voie de police rurale et municipale que par voie de police correctionnelle, à la charge par eux d'en tenir une comptabilité distincte et séparée, d'en rendre compte annuellement aux préfets, et de leur transmettre, au mois de janvier de chaque année, 1° un état sommaire, et divisé par communes, des sommes, dont ils auront opéré le recouvrement dans le cours de l'année précédente, sur les amendes prononcées par voie de simple police; 2° un état dressé dans la même forme et présentant les recouvremens opérés sur les amendes de police correctionnelle.

2. Les greffiers des tribunaux seront tenus d'envoyer aux préfets, au commencement de chaque semestre, le relevé des jugemens portant condamnation d'amendes et rendus dans le cours du semestre précédent, pour servir à contrôler les états de recouvrement produits par les receveurs.

3. Pourront, en outre, les préfets faire vérifier, quand ils le jugeront convenable, soit par les inspecteurs généraux ou particuliers des finances, soit par les inspecteurs de l'administration de l'enregistrement et des domaines, les états de recouvrement qui leur auront été remis par les receveurs. Ces comptables seront tenus de donner aux inspecteurs désignés pour cette opération communication de leurs registres et de toutes les pièces et documens qu'elle rendra nécessaires.

4. Les amendes de police rurale et municipale qui seront recouvrées à compter du 1^{er} janvier 1824, appartiendront exclusivement aux communes dans lesquelles les contraventions auront été commises, le tout ainsi qu'il est prescrit par l'article 466 du Code pénal.—Le produit en sera versé dans leurs caisses, distraction faite préalablement des remises et taxations des receveurs, sur les mandats qui en seront délivrés, au nom des receveurs municipaux, par les préfets, immédiatement après la remise et la vérification des états de recouvrement.

5. Les amendes de police correctionnelle qui seront recouvrées à compter dudit jour 1^{er} janvier 1824, seront versées par les receveurs des domaines, distraction faite de leurs remises ou taxations, et sur les mandats des préfets délivrés également au vu des états de recouvrement, au nom des receveurs des finances, à la caisse de ces derniers comptables, qui en feront recette distincte au profit des communes, comme des produits communaux centralisés à la recette générale de chaque département, pour être employés sous la direction des préfets.

6. Le produit des amendes versé à la caisse des receveurs des finances formera un fonds commun qui sera tenu à la disposition des préfets, et qui sera applicable, 1° au remboursement des frais de poursuite tombés en non-valeurs, soit en matière de police correctionnelle, soit en matière de simple police; 2° au paiement des droits qui seront dus aux greffiers des tribunaux pour les relevés des jugemens mentionnés en l'article 2; 3° au service des enfans trouvés et abandonnés, jusqu'à concurrence du tiers du produit excédant lesdits frais; 4° et pour les deux autres tiers, aux dépenses des communes qui éprouveront le plus de besoins, d'après la répartition qui en sera faite par les préfets, et par eux soumise, dans le cours du premier semestre de chaque année, à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

N° 245. = 5 janvier 1824. = *CONVENTION entre la France et l'Espagne, ratifiée le 22 janvier, concernant les prises maritimes faites en 1823* (1).

(1) Voyez l'ordonnance du 28 février—23 mars 1824, qui prescrit la publication de cette convention, et les notes.

N° 246. = 6—23 janvier 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant institution d'un conseil supérieur du commerce et des colonies (1). (VII, Bull. DCLII, n° 16287.)

Art. 1^{er}. Il sera formé un conseil supérieur de commerce et des colonies, chargé d'aviser à l'amélioration successive des lois et tarifs qui régissent les rapports du commerce français avec l'étranger et avec les colonies françaises, et à l'examen duquel seront soumis tous les projets de lois et d'ordonnances en cette matière, destinés à être présentés à notre approbation.

2. Le conseil supérieur de commerce et des colonies sera composé, sous la présidence de notre président du conseil des ministres, de tous nos ministres secrétaires d'état, de deux ministres d'état, du directeur général des douanes, du directeur de l'agriculture, du commerce et des arts au ministère de l'intérieur, du directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères, du directeur des colonies au ministère de la marine, d'un conseiller d'état, secrétaire du bureau dont il sera ci-après parlé, et de cinq autres membres désignés par nous.

3. Il sera formé, près de notre président du conseil des ministres, un bureau de commerce et des colonies, chargé de recueillir les faits et documens propres à éclairer les délibérations du conseil supérieur et nos propres déterminations, en tout ce qui touche à l'action de notre gouvernement sur le commerce, dans ses rapports avec l'étranger et avec nos colonies.

4. Ce bureau sera composé : — Du directeur général des douanes, vice-président ; — Du directeur de l'agriculture, du commerce et des arts au ministère de l'intérieur ; — Du directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères ; — Du directeur des colonies au ministère de la marine ; — D'un conseiller d'état, secrétaire du bureau, lequel remplira aussi les fonctions de secrétaire du conseil supérieur ; — Et de deux maîtres des requêtes sous-secrétaires du bureau.

5. Notre président du conseil des ministres prendra les mesures nécessaires pour que les départemens des finances, de l'intérieur, des affaires étrangères et de la marine, fassent exactement parvenir audit bureau tout ce qui, dans les faits constatés par l'administration des douanes, dans la correspondance et dans les actes des chambres et conseils de commerce et de manufacture, des consuls français à l'étranger, de nos gouverneurs et administrateurs dans les colonies, et des commandans de nos stations dans toutes les mers, sera de nature à le mettre en état d'apprécier la marche et les besoins de notre commerce et de notre navigation.

6. Le bureau recevra, par les soins de nos ministres, communication des demandes générales concernant le commerce qui parviendront à leurs départemens respectifs, et toutes informations que le bureau jugera devoir être demandées aux chambres et conseils de commerce, aux compagnies, aux négocians et manufacturiers, à nos agens de toutes les classes, soit à l'intérieur, soit à l'étranger. — Il pourra proposer aux ministres compétens d'ordonner des enquêtes tendant à éclaircir les points de commerce plus particulièrement susceptibles de controverse ; ces enquêtes auront lieu par les soins des-

(1) Voyez l'ordonnance du 20 mars—19 avril 1824, qui modifie la présente ; et celle du 8—24 décembre 1829, qui rétablit le conseil supérieur et le bureau du commerce tels qu'ils existaient antérieurement à la création du ministère des manufactures et du commerce, et replace ce bureau dans les attributions du président du conseil des ministres. Voyez aussi, dans le § 1^{er} de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé des lois concernant l'organisation administrative des colonies françaises.

dits ministres, qui pourront, quand ils le jugeront à propos, en confier la direction au bureau lui-même.

7. A l'aide de ces documens et de tous autres qu'il pourra réunir, le bureau proposera au conseil supérieur, pour nous en être référé, s'il y a lieu, toutes les mesures qu'il croira avantageuses au commerce général de notre royaume. — Tous projets de lois et d'ordonnances en matière de commerce, de douanes et des colonies, que nos ministres des divers départemens croiraient utile de soumettre à notre approbation, seront d'abord communiqués au bureau de commerce et des colonies, pour être ensuite examinés et discutés en conseil supérieur.

N^o 247. = 7 janvier—7 avril 1824. = **RÈGLEMENT** *sur la composition, le service, l'administration et la comptabilité des équipages de ligne* (1). (VII, Bull. DCLXI, n^o 16647.)

N^o 248. = 10—11 janvier 1824. = **ORDONNANCE** *du roi qui déclare qu'il y a abus dans la lettre pastorale de l'archevêque de Toulouse, en date du 15 octobre 1823, et supprime, en conséquence, ladite lettre* (2). (VII, Bull. DCL, n^o 16228.)

Louis, ... — Nous nous sommes fait représenter une lettre pastorale de notre cousin le cardinal archevêque de Toulouse, en date du 15 octobre 1823, imprimée dans la même ville, chez *Augustin Manavit*; — Et nous avons considéré que s'il appartient aux évêques de notre royaume de nous demander les améliorations et les changemens qu'ils croient utiles à la religion, ce n'est point par la voie des lettres pastorales qu'ils peuvent exercer ce droit, puisqu'elles ne sont adressées qu'aux fidèles de leur diocèse et ne doivent avoir pour objet que de les instruire des devoirs religieux qui leur sont prescrits; — Que notre cousin le cardinal archevêque de Toulouse a publié, sous la forme d'une lettre pastorale, des propositions contraires au droit public et aux lois du royaume, aux prérogatives et à l'indépendance de notre couronne; — C'est pourquoi, — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — De l'avis de notre conseil d'état, — Nous avons déclaré et déclarons, ordonné et ordonnons ce qui suit : — Il y a abus dans la lettre pastorale de notre cousin le cardinal archevêque de Toulouse, imprimée dans la même ville, chez *Augustin Manavit*: en conséquence, ladite lettre est et demeurera supprimée.

N^o 249. = 14 janvier—1^{er} février 1824. = **ORDONNANCE** *du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de l'archevêque de Rouen, et des évêques de Langres, de Châlons-sur-Marne, de Perpignan, de Saint-Diez, de Metz et de Strasbourg*. (VII, Bull. DCLIII, n^o 16348.)

N^o 250. = 14 janvier—1^{er} février 1824. = **ORDONNANCE** *du roi qui prescrit la*

(1) Ce règlement a été remplacé dans toutes ses dispositions, d'abord, par l'ordonnance du 2 octobre—16 décembre 1825, et ensuite par celle du 28 mai—6 août 1829, qui a abrogé l'ordonnance de 1825.

Composition, organisation, recrutement, casernement, uniforme, armement, avancement, masses, administration, comptabilité, tout se retrouve dans l'ordonnance de 1829, qui seule est suivie aujourd'hui.

(2) Voyez l'art. 6 du concordat approuvé par la loi du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), sur l'organisation des cultes, et les notes.

publication de la bulle d'institution canonique de M. de la Châtre en qualité d'évêque d'Imeria in partibus. (VII, Bull. DCLIII, n° 16349.)

N° 251. = 14 janvier—1^{er} février 1824. = **ORDONNANCE du roi portant création d'un emploi d'inspecteur des arsenaux de construction de l'artillerie.** (VII, Bull. DCLIII, n° 16351.)

Art. 1^{er}. Il y aura, à l'avenir, un inspecteur des arsenaux de construction de l'artillerie, qui sera choisi par notre ministre secrétaire d'état de la guerre parmi les maréchaux-de-camp de cette arme en activité de service.

2. Les fonctions et attributions de l'inspecteur des arsenaux de construction seront analogues à celles qui sont dévolues par les réglemens aux inspecteurs des manufactures d'armes, des forges et des fonderies.

N° 252. = 22 janvier—10 février 1824. = **ORDONNANCE du roi portant établissement d'un pont suspendu sur le Rhône entre les villes de Tain et de Tournon, et d'un droit de passage sur ce pont, conformément au tarif y annexé.** (VII, Bull. DCLIV, n° 16386.)

N° 253. = 22 janvier—17 février 1824. = **ORDONNANCE du roi sur le mode d'admission du temps de prisonnier de guerre dans la liquidation des soldes de retraite, demi-soldes et pensions des marins** (1). (VII, Bull. DCLV, n° 16429.)

N° 254. = 22 janvier—17 février 1824. = **ORDONNANCE du roi concernant le nouveau mode d'admission aux places d'élèves du collège royal de la marine** (2). (VII, Bull. DCLV, n° 16430.)

Art. 1^{er}. L'examen des candidats aux places d'élèves du collège royal de la marine se fera désormais par les examinateurs de l'école royale polytechnique, dans tous les lieux où ils se rendent chaque année. — Les candidats devront être âgés de quatorze ans révolus au moins, et de dix-sept ans au plus. — L'ouverture des examens aura lieu chaque année, conformément à un programme qui sera publié deux mois avant l'époque fixée par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur pour les examens de l'école polytechnique.

2. Nul ne pourra s'y présenter, s'il ne s'est fait inscrire, à cet effet, deux mois à l'avance, à la préfecture du département qu'il habite. Les candidats ne pourront être examinés que dans l'arrondissement où le domicile de leurs familles sera établi, ou dans celui où ils auront achevé leur première instruction, pourvu qu'ils y aient étudié au moins pendant une année.

3. Tout candidat pour le collège royal de la marine devra produire, — 1° Son acte de naissance; — 2° Un certificat des autorités du lieu de son domicile, constatant qu'il est digne d'être admis au collège, sous les rapports des principes religieux, du dévouement au roi et de la bonne conduite;—

(1) Cette ordonnance est remplacée, savoir : en ce qui concerne les pensions de retraite de l'armée de terre, par l'art. 7 de la loi générale du 11—14 avril 1831, laquelle loi abroge toutes les précédentes; et, en ce qui concerne les pensions de l'armée de mer, par l'art. 7 de la loi du 18 avril—11 mai même année, qui abroge également toutes celles précédentes sur la matière.

(2) Voyez l'ordonnance du 31 janvier—28 février 1816, portant création du collège de la marine, et les notes.

Voyez aussi le décret du 30 juillet (21 et)—10 août 1791, portant organisation des écoles de la marine, et les notes qui résument tous les réglemens relatifs à ces établissemens.

3° Un certificat constatant qu'il a eu la petite vérole ou qu'il a été vacciné; — 4° Un certificat de médecin qui indique la taille du candidat, qu'il est d'une bonne constitution et qu'il n'a aucune difformité corporelle; — 5° Un certificat du chef d'institution, prouvant qu'il possède, outre les connaissances mathématiques et de dessin exigées par le programme, des connaissances littéraires dont il justifiera en traduisant un morceau d'un auteur latin de la force de ceux qu'on explique en quatrième. — Les parens ou répondans de chaque élève seront tenus de payer pour lui, par trimestre et d'avance, la pension annuelle de huit cents francs, et le prix du trousseau, qui est fixé à la somme de six cents francs.

4. Seront dispensés du paiement de la totalité ou de la moitié de la pension les candidats, jugés admissibles, auxquels nous accorderons, sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine, l'une des bourses ou demi-bourses instituées par l'article 10 de l'ordonnance du 31 janvier 1816.

5. Il sera formé, chaque année, vers le 1^{er} octobre, un jury pour l'admission des candidats au collège d'Angoulême : ce jury sera composé d'un officier général de la marine, des deux examinateurs de la marine et des examinateurs d'admission; il classera les candidats admissibles, et en formera, par ordre de mérite, autant de listes qu'il y aura eu d'examineurs. — Ces listes seront adressées à notre ministre secrétaire d'état de la marine, qui prononcera définitivement et fera expédier les lettres d'admission.

6. Les dispositions de notre ordonnance du 31 janvier 1816, qui sont contraires à la présente, sont rapportées.

N° 255. = 25 janvier—1^{er} février 1824. = **ORDONNANCE du roi qui crée une commission pour la liquidation des pertes que le commerce français a éprouvées par suite des captures faites en mer pendant la dernière guerre** (1). (VII, Bull. DCLIII, n° 16353.)

Louis, ... — Vu le traité conclu à Madrid, le 5 janvier 1824; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera formé, près de notre ministre secrétaire d'état de la marine, une commission composée de quatre conseillers d'état et de cinq maîtres des requêtes. — Cette commission sera chargée de la liquidation des pertes que le commerce français a éprouvées par suite des captures faites en mer dans le cours de la dernière guerre. — Elle règlera, d'après les réclamations appuyées de pièces, la valeur des indemnités dues à chacun des armateurs et chargeurs des navires capturés, ou de leurs ayans-cause. Les avis de cette commission seront soumis à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine, dont les décisions seront exécutoires, sauf recours devant nous, en notre conseil d'état, dans les délais prescrits par les réglemens.

2. Les contestations relatives à la propriété, soit des navires capturés et de leur chargement, soit de l'indemnité à laquelle leur capture aura donné droit, seront jugées par les tribunaux ordinaires.

(1) Voyez l'ordonnance du 28 février—23 mars 1824, portant publication de la convention conclue entre la France et l'Espagne, relativement aux prises faites pendant la guerre de 1823, et les notes.

Voyez aussi l'ordonnance du 20 avril—1^{er} mai 1825, qui fixe un délai après lequel les propriétaires des navires ou chargemens capturés par des corsaires espagnols pendant la même guerre, ne seront plus admis à introduire de nouvelles demandes en indemnité par-devant la commission de liquidation.

3. Il sera procédé, par les soins du département de la marine, à la vente, par adjudication publique et à l'enchère, selon les formes établies, des bâtimens ainsi que de leurs cargaisons qui nous sont abandonnés par le traité du 5 janvier 1824.

4. Les fonds provenant des ventes faites en vertu de l'article précédent seront versés à la caisse des dépôts et consignations, pour être appliqués au paiement des indemnités liquidées, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la présente ordonnance.

N^o 256. = 28 janvier—10 février 1824. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication du bref adressé à M. de Pins, évêque de Limoges, et en vertu duquel ce prélat exercera les pouvoirs d'administrateur du diocèse de Lyon.** (VII, Bull. DCLIV, n^o 16387.)

N^o 257. = 28 janvier—17 février 1824. = **ORDONNANCE du roi qui crée dix places d'élèves d'administration de la marine, et détermine le mode de leur admission** (1). (VII, Bull. DCLV, n^o 16431.)

Louis, ... — Vu l'arrêté du 19 avril 1804 (29 germinal an 12), portant création des élèves d'administration de la marine;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le nombre des élèves d'administration de la marine est fixé à dix. — Les élèves d'administration seront nommés par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine. — Nul ne sera présenté, s'il n'a été jugé admissible dans un concours public, qui sera ouvert, à cet effet, chaque année, à Paris, dans la première quinzaine du mois de juillet. — Nul ne sera admis à concourir, s'il ne remplit les conditions exigées par l'article 2 de la présente ordonnance.

2. Dans la première quinzaine du mois de mai de chaque année, notre ministre secrétaire d'état au département de la marine arrêtera la liste des candidats qui pourront se présenter au concours. — Les candidats, pour être inscrits sur cette liste, auront dû justifier, par pièces authentiques, à notre ministre de la marine, qu'ils sont âgés de dix-huit ans au moins et de vingt-deux ans au plus; — Qu'ils ont terminé leurs études dans la faculté des lettres; — Qu'ils ont acquis le grade de licencié en droit; — Qu'ils possèdent la connaissance de l'une des langues espagnole ou anglaise; — Qu'ils ont une conduite régulière et professent des sentimens honorables; — Que leurs parens s'engagent à leur faire pendant quatre ans une pension annuelle de huit cents francs au moins, ou qu'ils possèdent par eux-mêmes un revenu équivalent à cette somme. — Les commis de la marine entretenus de première et de seconde classe, âgés de vingt-cinq ans au plus, qui rempliraient toutes les conditions prescrites ci-dessus, pourront obtenir de notre ministre de la marine l'autorisation de concourir pour les places d'élèves d'administration.

(1) Voyez l'arrêté du 29 germinal an 12 (19 avril 1804), portant établissement d'élèves de l'administration de la marine.

Voyez encore, dans les notes qui accompagnent le décret du 29 avril (28 et)—15 mai 1791, l'indication des réglemens concernant l'administration de la marine.

Voyez aussi l'ordonnance du 8 février—3 avril 1829, portant réglemant du nombre, des grades et des fonctions des officiers d'administration de la marine; et celle du 13 décembre 1830—11 juin 1831, portant suppression des élèves d'administration de la marine, et réglemant sur l'admission et l'avancement des commis principaux.

Cette dernière ordonnance a abrogé la présente en ce que celle-ci contiendrait de contraire.

3. Les membres du jury pour le concours public seront nommés par notre ministre secrétaire d'état au département de la marine. — L'examen portera sur les objets ci-après : — L'écriture, la grammaire française, le dessin des plans ; — L'arithmétique démontrée, la géométrie jusques et compris les solides ; la trigonométrie rectiligne, les élémens de l'algèbre ; — La traduction d'un morceau d'un poète et d'un historien latin de la force exigée en rhétorique. — Le candidat devra traiter, par écrit, un sujet de composition française qui lui sera donné par le jury. Il devra justifier qu'il parle et écrit correctement l'une des langues espagnole ou anglaise.

4. Les élèves d'administration prendront rang avec les commis principaux de la marine, et en porteront l'uniforme. — La solde des élèves est fixée à huit cents francs par an, à terre comme à la mer. — Lorsqu'ils seront embarqués comme commis aux revues, ils recevront le traitement de table et les indemnités de frais de bureau en raison de l'espèce du bâtiment.

5. Les élèves d'administration serviront en cette qualité pendant quatre ans. Ils seront successivement employés dans les différens ports militaires du royaume et pendant six mois au moins dans un des grands ports du commerce. — Dans le cours de l'année qui précèdera celle où ils doivent subir leur examen pour le grade de sous-commissaire de la marine, les élèves d'administration seront embarqués en qualité de commis aux revues et aux approvisionnemens sur un de nos bâtimens à trois mâts, ayant cent hommes au moins d'équipage, et employé à une navigation effective. — La durée de l'embarquement devra être de six mois au moins et d'un an au plus.

6. Les élèves ne pourront obtenir de congé qu'en vertu d'une autorisation de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine. Ils ne pourront se marier qu'après avoir obtenu sa permission.

7. Il sera ouvert, chaque année, dans le courant du mois de septembre, au port que notre ministre de la marine désignera à cet effet, un concours pour l'examen des élèves d'administration qui auront servi quatre ans en cette qualité. — Le jury d'examen sera composé ainsi qu'il suit : — L'intendant de la marine, président ; — Le commissaire général ou principal ; — Le contrôleur et deux commissaires de la marine. — Le premier professeur de mathématiques du port, des maîtres de langues, et le professeur de dessin attaché à la compagnie des élèves, seront appelés pour procéder, en ce qui les concerne, à l'examen des candidats en présence du jury. — Un sous-commissaire ou un sous-contrôleur de la marine remplira les fonctions de secrétaire du jury. — L'examen sera public, et portera sur les objets ci-après : — Les deux trigonométries et l'algèbre, y compris les équations du second degré ; — Les connaissances relatives à l'extraction, aux qualités, aux prix, à la conservation et à l'emploi des principales munitions navales ; — Les opérations pratiques et les formes administratives des arsenaux, de l'inscription maritime et des bâtimens armés ; — La connaissance des lois, ordonnances et réglemens relatifs à la marine, à la navigation, aux prises et au commerce maritime ; — Le dessin et le lavis des plans, et la connaissance d'une des deux langues étrangères mentionnées à l'article 3 de la présente ordonnance. — Les élèves devront, en outre, traiter par écrit, dans un temps donné et en présence du secrétaire du jury d'examen, une question administrative posée par le président.

8. Les élèves qui auront été jugés susceptibles d'être admis au grade de sous-commissaire seront classés suivant leur ordre de mérite d'après leur examen. Les quatre cinquièmes des voix seront nécessaires pour obtenir ce grade. — Ceux qui n'auraient pas réuni le nombre de suffrages exigé pourront être autorisés par notre ministre secrétaire d'état au département de la

marine à prolonger leur noviciat pendant un an : ils concourront alors une seconde fois pour le grade de sous-commissaire; et, s'ils ne sont pas jugés admissibles, ils seront congédiés.

9. Les élèves d'administration que le jury d'examen aura reconnus admissibles au grade de sous-commissaire en recevront les appointemens et prendront rang à dater du jour de l'examen. — La moitié des emplois qui viendront à vaquer dans le grade de sous-commissaire leur sera destinée jusqu'au jour où ils seront tous placés.

10. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine déterminera par un règlement particulier le mode du concours des candidats aux places d'élèves d'administration et du concours des élèves pour le grade de sous-commissaire.

11. L'acte du 19 avril 1804 est rapporté; néanmoins les dispositions de cet acte qui sont modifiées par la présente ordonnance seront applicables aux élèves d'administration qui se trouvent aujourd'hui en activité de service.

N^o 258. = 1^{er}—10 février 1824. = **ORDONNANCE du roi qui supprime la remise d'un tiers pour cent accordée aux avoués près les tribunaux du département de la Seine, sur les sommes qu'ils font verser à la caisse des dépôts et consignations** (1). (VII, Bull. DCLIV, n^o 16388.)

Louis, ... — Vu les articles 110 et 111 de la loi du 28 avril 1816, relatifs à la création de la caisse des dépôts et consignations; — Vu notre ordonnance du 3 juillet de la même année, laquelle dispose que tous les frais et risques relatifs à la garde, conservation et restitution des fonds consignés seront à la charge de cette caisse; — Que les préposés, leurs commis ou employés, ne pourront se faire payer par les déposans, ou par ceux qui retirent les sommes consignées, aucun droit de garde, prompte expédition, ou autre rétribution, à quelque titre que ce soit; — Vu notre ordonnance du 2 juillet 1817 par laquelle nous avons autorisé le directeur général de la caisse des dépôts et consignations à faire payer un tiers pour cent de remise aux avoués près les tribunaux du département de la Seine sur le montant des consignations qu'ils auraient fait verser à ladite caisse; — Considérant que c'est dans le seul intérêt de la sûreté des propriétés qu'est établi le régime des consignations tel qu'il a été définitivement organisé par la loi du 28 avril et notre ordonnance du 3 juillet 1816, et que, si, par des conditions spéciales tendant à la conservation de cette portion de la propriété qui, sous le nom de *consignation*, peut rester momentanément litigieuse et incertaine, non seulement elle a été exonérée des frais de garde auxquels elle était autrefois assujétie, mais encore admise à produire un intérêt annuel à titre de dédommagement pour les propriétaires définitifs, les autres frais accessoires auxquels pourrait donner lieu le versement des sommes à consigner ne doivent pas être ajoutés aux obligations imposées à la caisse des dépôts et consignations; — Considérant que, s'il a paru utile d'accorder aux officiers ministériels du département de la Seine une remise d'un tiers pour cent sur les sommes qu'ils feraient déposer à la caisse des dépôts et consignations, cette allocation n'a pu être regardée comme une condition absolue, puisqu'elle n'est pas générale; — Que les consignations peuvent s'opérer sans le ministère des avoués; qu'aucune rétribution n'est accordée aux avoués des départemens qui y concourent, et que, comme exception, il importe de la

(1) Voyez, sur les attributions de la caisse des dépôts et consignations, l'ordonnance du 3—12 juillet 1816, et les notes.

faire cesser; — Considérant enfin qu'aucune consignation ne peut être valablement ordonnée par nos cours et tribunaux et les administrations, si ce n'est à la caisse des dépôts et consignations, et que tout officier ministériel ne peut, sans compromettre les intérêts de ses cliens et sans contrevenir aux obligations qui lui sont imposées, conserver des sommes de nature à être versées dans la caisse des dépôts et consignations; — Sur le rapport qui nous a été fait par notre ministre secrétaire d'état des finances, d'après les observations de la commission de surveillance instituée par la loi du 28 avril 1816, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Notre ordonnance du 2 juillet 1817, par laquelle nous avons autorisé le directeur de la caisse des dépôts et consignations à faire payer un tiers pour cent de remise aux avoués près les tribunaux du département de la Seine sur le montant des consignations qu'ils auraient fait verser à ladite caisse, est et demeure rapportée.

N° 259. = 4—17 février 1824. = **ORDONNANCE du roi portant règlement sur le transport et la vente des charbons arrivant par terre ou par eau dans la ville de Paris** (1). (VII, Bull. DCLV, n° 16432.)

N° 260. = 4 février — 1^{er} mars 1824. = **ORDONNANCE du roi qui statue sur un pourvoi du ministre de l'intérieur contre un arrêté pris par le conseil de préfecture du département de l'Indre, en matière de police du roulage** (2). (VII, Bull. DCLVII, n° 16498.)

Louis, ... — Sur le rapport du comité du contentieux; — Vu le pourvoi formé par notre ministre de l'intérieur; ledit pourvoi enregistré au secrétariat général de notre conseil d'état le 18 septembre 1823, et tendant à ce qu'il nous plaise annuler un arrêté du conseil de préfecture du département de l'Indre du 9 juillet 1823, dans la disposition relative aux moyens de vérification de la largeur des bandes des roues de voiture; — Vu la lettre du préfet de l'Indre, du 11 octobre 1823, constatant que ce pourvoi a été signifié administrativement au sieur *Besse*, qui n'a pas produit de défense; — Vu le procès-verbal de contravention dressé contre le sieur *Besse*, le 13 mars 1823, par le sieur *Despéramont*, ingénieur ordinaire des ponts et chaussées; — Vu l'arrêté du maire de Châteauroux, du 19 mars 1823, portant que le sieur *Besse* consignera entre les mains du receveur de la ville le montant des amendes encourues; — Vu l'arrêté attaqué du conseil de préfecture du département de l'Indre du 9 juillet 1823, portant confirmation de l'amende relative au défaut de plaque, et qu'il n'y a pas lieu de prononcer l'amende relative au défaut de largeur des bandes, attendu que ce défaut de largeur n'a pas été vérifié par les seules jauges reconnues légales; — Vu les lois, décrets et réglemens sur la police du roulage; — Considérant que le décret du 23 juin 1806, en énonçant que la largeur des bandes de roues de voiture sera vérifiée avec des jauges en fer déposées dans les bureaux des ponts à bascule, n'interdit pas, à peine de nullité, tout autre moyen de vérification pendant le trajet parcouru, et sur des points éloignés desdits bureaux, puisque ce serait interdire aux maires, adjoints, ingénieurs, conducteurs, commissaires de police, gendarmes et préposés aux contributions indirectes et aux

(1) Rapportée par l'ordonnance du 5—18 juillet 1834, qui contient un nouveau règlement sur la matière.

(2) Voyez, sur la police du roulage, la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), et les notes. Voyez aussi le décret du 23 juin 1806, appliqué par le présent arrêt du conseil, et les notes.

octrois, le droit qu'ils ont de constater lesdites contraventions, en l'absence des préposés aux ponts à bascule, et sur tous les points de la route; — Qu'ainsi le conseil de préfecture, en faisant une fausse application de l'article 19 du décret du 23 juin 1806, a mal à propos modifié la décision provisoire du maire de Châteauroux; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Indre, du 9 juillet 1823, est annulé dans la disposition portant qu'il n'y a pas lieu de condamner le sieur *Besse* à l'amende pour défaut de largeur aux bandes des roues de sa voiture.

2. La décision provisoire du maire de Châteauroux, du 19 mars 1823, est déclarée définitive dans toutes ses dispositions contre le sieur *Besse*.

N° 261. = 10 février—13 août 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui porte qu'à l'avenir les titres accordés par sa majesté seront personnels, et ne deviendront héréditaires qu'après l'institution du majorat; fixe le revenu des majorats de vicomte et de marquis hors de la pairie, etc. (1). (VII, Bull. DCLXXXVIII, n° 17462.)

Louis, ...—Vu l'article 896 du Code civil, portant : « Les biens libres formant la dotation d'un titre héréditaire que le roi aurait érigé en faveur d'un prince ou d'un chef de famille, pourront être transmis héréditairement, ainsi qu'il est réglé par l'acte du 30 mars 1806 et par celui du 14 août suivant; »—L'article 6 du statut du 1^{er} mars 1808, portant : « Le titulaire (du titre de *comte*) justifiera, dans les formes que nous nous réservons de déterminer, d'un revenu net de trente mille francs en biens de la nature de ceux qui devront entrer dans la formation des majorats; — Un tiers desdits biens sera affecté à la dotation du titre mentionné dans l'article 4, et passera avec lui sur toutes les têtes où ce titre se fixera; »—L'article 9 du même statut, portant : « Les dispositions des articles 5 et 6 seront applicables à ceux qui porteront pendant leur vie le titre de *baron* : néanmoins, ils ne seront tenus de justifier que d'un revenu de quinze mille francs, dont le tiers sera affecté à la dotation de leur titre, et passera avec lui sur toutes les têtes où ce titre se fixera; » — L'article 2 de notre ordonnance du 25 août 1817, portant : « Il y aura trois classes de majorats de pairs : ceux attachés au titre de *duc*, lesquels ne pourront être composés de biens produisant moins de trente mille francs de revenu net; ceux attachés au titre de *marquis* et de *comte*, qui ne pourront s'élever à moins de vingt mille francs de revenu net; et ceux attachés aux titres de *vicomte* et de *baron*, lesquels ne pourront s'élever à moins de dix mille francs de revenu net; » — Enfin, les articles 913, 915, 916 et 920 du Code civil;—Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, —Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A l'avenir, les titres de *baron*, de *vicomte*, de *comte*, de *marquis* et de *duc*, qu'il nous aura plu d'accorder à ceux de nos sujets qui nous en auront paru dignes seront personnels, et ne passeront à leurs enfans et descendans en ligne directe qu'autant que les titulaires auront été autorisés par nous à constituer, et auront constitué en effet le majorat affecté au titre

(1) Depuis l'abolition des majorats, prononcée par la loi du 12—13 mai 1835, cette ordonnance n'a plus d'intérêt que pour les titres accordés antérieurement à cette loi.

Voyez, sur les majorats, le décret du 1^{er} mars 1808, et les notes.

dont ils seront revêtus. — Ces titres et autorisations seront accordés par ordonnances royales, sur le rapport de notre garde des sceaux, et non autrement.

2. La valeur des biens nécessaires pour la formation des majorats reste fixée ainsi qu'il est prescrit par les articles 6 et 9 du premier statut du 1^{er} mars 1808, et par l'article 2 de notre ordonnance du 25 août 1817. L'assimilation faite pour la pairie par notre ordonnance du 25 août 1817, entre les majorats de *baron* et de *vicomte*, et les majorats de *comte* et de *marquis*, sera étendue aux majorats du même genre constitués hors de la pairie.—En conséquence, les majorats attachés au titre de *vicomte* ou de *marquis* ne pourront, hors de la pairie, être composés, savoir : celui de *vicomte*, de biens produisant moins de cinq mille francs de revenu net ; et celui de *marquis*, de biens produisant un revenu moindre de dix mille francs.

3. Les biens admis dans la composition des majorats ne pourront, dans aucun cas, excéder le tiers des biens libres appartenant à l'impétrant au moment de la formation.

4. Lorsqu'au décès du fondateur les biens affectés au majorat excéderont la quotité disponible et auront été soumis à la réduction autorisée par les articles 920 et 921 du Code civil, si, par l'effet de la réduction, la valeur de ces biens devient inférieure à celle qui est exigée par l'article 2 ci-dessus, le majorat sera annulé, et la clause de transmission du titre sera sans effet.

5. Seront admis dans le calcul des biens nécessaires pour être autorisé à constituer un majorat, ceux que l'impétrant justifierait avoir donnés en dot ou en avancement d'hoirie à ses enfans ou descendans en ligne directe et légitime.

6. Lorsqu'à défaut de baux l'impétrant voudra justifier du revenu de ses biens selon la forme autorisée par l'article 9 du deuxième statut du 1^{er} mars 1808, l'acte de notoriété sera reçu par le juge de paix dans le canton duquel les biens seront situés : avant de faire leur déclaration, les attestans prêteront serment de ne dire que la vérité ; le procès-verbal constatera ce serment, et sera signé par chacun des attestans, par le juge de paix et par son greffier.

N^o 262. = 11—23 février 1824. = **ORDONNANCE du roi qui limite le nombre des juges auditeurs qui pourront être envoyés dans le ressort de chaque cour royale** (1). (VII, Bull. DCLVI, n^o 16473.)

N^o 263. = 11 février—8 mars 1824. = **ORDONNANCE du roi qui proroge la durée du péage établi sur le pont de Dax, département des Landes**. (VII, Bull. DCLVIII, n^o 16520.)

N^o 264. = 11 février—18 mai 1824. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme formée au Havre sous le titre de compagnie des appareils**. (VII, Bull. DCLXVII bis, n^o 1.)

N^o 265. = 25 février—8 avril 1824. = **ORDONNANCE du roi portant autorisa-**

(1) Cette ordonnance n'a plus d'intérêt, les juges-auditeurs ayant été supprimés par la loi du 10—11 décembre 1830.

Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 16 mars 1808, le résumé de la législation qui était applicable à ces magistrats.

tion de la compagnie méridionale d'assurances mutuelles contre l'incendie dans les six départemens y dénommés. (VII, Bull. DCLXI bis, n° 1.)

Art. 1^{er}. La compagnie méridionale d'assurances mutuelles contre l'incendie dans les départemens du Cantal, de l'Aveyron, de la Haute-Loire, de la Lozère, de l'Ardèche et du Gard, formée à Paris par acte sous seing privé, le 23 août 1822, déposé chez M^e Guyot, notaire à Mende, le 12 octobre suivant, réformé et modifié par acte postérieur, passé devant Rousse et son confrère, notaires à Paris, le 9 décembre 1823, est autorisée; les statuts, sauf la réserve portée à l'article suivant, sont approuvés tels qu'ils sont contenus audit acte sous seing privé, du 23 août 1822, avec les modifications qui y ont été apportées par l'acte du 9 décembre 1823, lesquels actes resteront annexés à la présente ordonnance.

2. Nonobstant ce qui en est dit à l'article 30 des statuts, le directeur, mandataire de la compagnie, sera toujours révocable, aux termes du droit commun.

3. La présente autorisation étant accordée à ladite société, à la charge par elle de se conformer aux lois et à ses statuts, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où ces conditions ne seraient pas accomplies, sans préjudice des actions à exercer par les particuliers devant les tribunaux à raison des infractions commises à leur préjudice.

4. La société sera tenue de remettre, tous les ans, copie en forme de son état de situation aux préfets des départemens du Cantal, de l'Aveyron, de la Haute-Loire, de la Lozère, de l'Ardèche et du Gard, et aux greffes des tribunaux de commerce de ces départemens.

5. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur nommera un commissaire auprès de ladite compagnie. Il sera chargé de prendre connaissance de ses opérations et de l'observation de ses statuts; il rendra compte du tout au ministre de l'intérieur. — Il informera les préfets des six départemens de tout ce qui, dans les opérations de la compagnie, pourrait intéresser l'ordre et la sûreté publique; il les préviendra de la tenue du conseil général des sociétaires. — Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtront contraires aux lois et aux statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce jusqu'à décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

(*Suivent les statuts.*)

N° 266. = 25 février—8 avril 1824. = **ORDONNANCE du roi qui autorise le sieur Sartoris et sa compagnie à faire des modifications aux articles 3 des actes relatifs à l'émission des actions pour les canaux des Ardennes, du duc d'Angoulême et des quatre ponts. (VII, Bull. DCLXI bis, n° 2.)**

N° 267. = 25 février—18 mai 1824. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Arras pour trois départemens y dénommés. (VII, Bull. DCLXVII bis, n° 2.)**

Art. 1^{er}. La société d'assurances mutuelles contre la grêle, formée à Arras par un acte passé devant Izambard, notaire royal à Arras, le 4 mars 1823, est autorisée pour les départemens du Pas-de-Calais, du Nord et de la Somme; les statuts contenus audit acte, et les articles supplémentaires contenus dans l'acte passé devant le même notaire, le 22 novembre suivant, sont approuvés et resteront annexés à la présente ordonnance.

2. La société devra réunir dans tous les temps, au moins les mêmes valeurs d'assurances que celles qui sont exigées par l'article 4 des statuts, pour

que l'association puisse avoir son effet ; faute de quoi elle devra prendre fin.

3. La présente autorisation étant accordée à ladite société à charge par elle de se conformer aux lois et à ses statuts, nous nous réservons, dans le cas où les conditions ne seraient pas accomplies, de révoquer ladite approbation, sauf les actions à exercer devant les tribunaux par les particuliers, à raison des infractions commises à leur préjudice.

4. La société sera tenue de délivrer, tous les six mois, copie de son état de situation au préfet du département du Pas-de-Calais, ainsi qu'au greffe du tribunal de première instance d'Arras ; elle adressera également une copie de cet état aux préfets des autres départemens compris dans son système d'assurance. Pareille copie en sera remise à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 268. = 28 février—23 mars 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication de la convention conclue à Madrid, le 5 janvier 1824, entre la France et l'Espagne, et ratifiée par sa majesté le 22 du même mois, concernant les prises maritimes faites dans le courant de l'année 1823 (1). (VII, Bull. DCLIX, n° 16557.)

Louis, ... — Nous avons ordonné et ordonnons que la convention suivante, conclue entre nous et sa majesté catholique le 5 janvier 1824, et ratifiée à Paris le 22 du même mois, sera insérée au Bulletin des lois pour être exécutée suivant sa forme et teneur.

Dans le but de régler le mode d'après lequel les sujets français et espagnols propriétaires de bâtimens capturés pendant le cours de l'année précédente devaient être indemnisés et remboursés, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivans :

Art. 1^{er}. Les navires espagnols capturés par les bâtimens de sa majesté très chrétienne, ainsi que leurs cargaisons, étant estimés à une valeur approximativement égale aux prises faites par les bâtimens et corsaires espagnols sur le commerce français, il est convenu que les prises réciproquement faites et conduites dans les ports de la puissance qui a fait ces prises, demeurent acquises à chacun des deux gouvernemens, à charge par eux de régler,

(1) Voyez l'ordonnance du 25 janvier—1^{er} février 1824, qui crée une commission pour la liquidation des indemnités allouées aux Français par la présente convention, et la note.

La convention du 5 janvier 1824 n'est pas applicable aux prises faites antérieurement à l'ouverture des hostilités. Arr. du cons., 21 septembre 1827, MAC., IX, 494. — C'est-à-dire antérieurement au 1^{er} octobre 1823. Arr. du cons., 2 décembre 1829, MAC., XI, 464. — Cette convention peut être appliquée aux instances introduites devant le conseil d'état, avant sa promulgation. Arr. du cons., 24 mars 1824, MAC., VI, 162.

Les prises postérieures aux époques déterminées par la convention ne peuvent donner lieu à indemnité. Arr. précité du cons., 2 décembre 1829.

Une contestation qui a pour objet l'application de la convention de 1824, ne peut être jugée par le conseil d'état en la forme contentieuse. Arr. précité du cons., 24 mars 1824, MAC., VI, 162 ; et 30 septembre 1830, MAC., XII, 456.

La convention n'accorde d'indemnité que pour les pertes réelles, et non pour les bénéfices qui, susceptibles d'être réalisés, ne l'ont pas été. Arr. du cons., 8 juillet 1829, MAC., XI, 246. — L'indemnité n'est pas due à raison des frais et retards de nouvelle expédition. Arr. du cons., 29 mars 1827, MAC., IX, 212.

Lorsqu'il s'agit d'indemniser un navire capturé par l'ennemi et chargé de marchandises achetées en piastres fortes, on doit suivre le cours des piastres au lieu et au jour de l'expédition, et non celui qui est établi dans les polices d'assurance. Arr. du cons., 16 février 1827, MAC., IX, 114.

comme ils le jugeront convenable, les indemnités dues à leurs sujets respectifs, la France et l'Espagne renonçant mutuellement à toute répétition à cet égard.

2. Toutefois, et attendu qu'il est constant que des navires français capturés antérieurement au 1^{er} octobre dernier, et qui avaient été conduits aux îles Canaries et Baléares et dans les ports de la Péninsule, ont été relâchés, ce qui détruit l'exactitude de la compensation admise en principe par l'article 1^{er} de la présente convention, le montant estimatif de ces navires sera tenu en compte au gouvernement espagnol, qui demeurera libre d'assigner aux propriétaires espagnols des navires capturés leur remboursement sur le gouvernement français, jusqu'à concurrence des sommes que celui-ci sera reconnu devoir.

3. Le compte de l'estimation de ces restitutions sera réglé d'ici au 1^{er} mai prochain; et, comme ces navires ont été restitués sans que vraisemblablement il en ait été fait aucun inventaire ni estimation, il sera donné aux agens espagnols toutes facilités auprès des administrations françaises pour qu'ils puissent se convaincre de l'exactitude des évaluations qui seront faites, de concert, desdits navires, ainsi que de leurs cargaisons.

4. Si le gouvernement français reconnaissait, de son côté, avoir aussi relâché des navires espagnols capturés, le compte en serait immédiatement dressé, et le gouvernement espagnol lui en rembourserait le montant, par compensation, sur les sommes qu'il aurait à répéter, pour le même objet, du gouvernement français, ou de toute autre manière.

5. Les prises faites par les bâtimens de l'une ou de l'autre puissance postérieurement au 1^{er} octobre 1823 seront considérées comme nulles et non avenues, les deux gouvernemens s'obligeant à en faire opérer la restitution aux propriétaires ou ayans-droit. — En foi de quoi les soussignés, en vertu de leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé la présente convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.—Fait à Madrid, le 5 janvier 1824.—*L'ambassadeur de sa majesté très chrétienne*, signé le marquis DE TALARU.—*Le premier secrétaire d'état, par intérim, de sa majesté catholique*, signé le comte DE OFALIA.

N^o 269. = 3 mars—1^{er} avril 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant que les fondations faites en France pour l'instruction des jeunes catholiques d'Ecosse seront distraites des fondations anglaises et irlandaises, et administrées séparément (1). (VII, Bull. DCLX, n^o 16590.)

Louis, ...—Vu notre ordonnance du 17 décembre 1818, qui réunit sous une seule administration les établissemens fondés en France, à diverses époques, pour l'instruction des jeunes catholiques anglais, irlandais et écossais;—Vu les mémoires présentés par les prélats d'Ecosse, dans lesquels ils exposent que les fondations écossaises sont trop peu riches pour supporter, même dans la proportion des revenus qu'elles produisent, les frais d'une administration instituée pour les trois établissemens réunis;—Considérant que la modicité des revenus de la section écossaise exige effectivement pour cette section une administration entièrement gratuite, et qui ne peut être mieux exercée que par ceux qui ont le plus grand intérêt à la conservation du fonds et au bon emploi des produits;—Voulant entrer dans les vues des fondateurs, qui ont placé ces établissemens sous la protection des rois nos

(1) Voyez, sur l'administration de ces fondations, l'ordonnance du 17—29 décembre 1818, et celle du 2 février—16 mai 1827.

ancêtres, en maintenant sur cette administration gratuite la surveillance de notre gouvernement;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;—Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les fondations faites, en France, pour l'instruction des jeunes catholiques d'Ecosse seront distraites des fondations anglaises et irlandaises, pour être administrées séparément, sous la surveillance de notre ministre de l'intérieur.

2. L'administrateur sera, autant que possible, un prêtre de l'église catholique d'Ecosse, né sujet de sa majesté britannique.

3. Il sera nommé par notre ministre de l'intérieur.

4. Il pourra déléguer temporairement ses fonctions à un ecclésiastique français, qui devra être agréé par notre ministre de l'intérieur.

5. L'administrateur écossais, ou son délégué, aura, pour la conservation des biens et la rentrée des revenus, les mêmes pouvoirs qui ont été attribués à l'administrateur général par notre ordonnance du 17 décembre 1818, notamment par l'article 25 de cette ordonnance.

6. Les revenus recouvrés par l'administrateur seront versés par lui, intégralement et sans retard, à notre trésor royal, qui ouvrira un *compte courant* à notre ministre de l'intérieur, pour le service desdites fondations.

7. Le budget de l'emploi des fonds résultant des fondations sera arrêté d'avance, pour chaque année, par le ministre.

8. Les comptes annuels seront soumis à son approbation et arrêtés définitivement par lui.

9. La nomination des boursiers sera également soumise à son approbation.

10. Les boursiers qui, d'après les fondations, devront être destinés à l'état ecclésiastique seront placés dans les séminaires français, et soumis au régime de ces établissemens.

11. L'administration des fondations écossaises sera entièrement gratuite.

12. Notre ordonnance du 17 décembre 1818 continuera d'être exécutée en ce qui n'est pas contraire à la présente.

N^o 270. = 3 mars—1^{er} avril 1824. = *ORDONNANCE du roi concernant les revenus de la fondation faite par le baron Auget de Montyon pour un prix de vertu* (1). (VII, Bull. DCLX, n^o 16591.)

Louis, . . .—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;—Vu l'article 3 de notre ordonnance du 29 juillet 1821, —Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les revenus de la fondation faite par le baron *Auget de Montyon*, suivant son testament du 12 novembre 1819, pour un prix de vertu, sont joints aux revenus provenant des fondations précédentes, autorisées par nos ordonnances des 4 novembre 1818 et 24 septembre 1820, pour le même objet.

2. Ce prix sera décerné par l'académie française au Français pauvre qui aura fait l'action la plus vertueuse dans les deux années qui auront immédiatement précédé le 1^{er} janvier de l'année fixée pour la distribution.

3. Le concours sera jugé par une commission de sept membres de l'académie, formée, 1^o de quatre académiciens désignés par nous; 2^o des trois officiers composant le bureau pendant le trimestre de janvier.

(1) Voyez l'ordonnance du 29 juillet—21 août 1821, qui autorise l'acceptation de cette fondation.

4. Les fonds qui n'auraient pas été appliqués au prix, en totalité ou en partie, dans le courant d'une année, pourront, comme réservés, être ajoutés à la valeur du prix de l'année suivante.

5. Les fonds qui, en tout ou en partie, n'auraient pas reçu cette destination après deux concours, ne pourront plus la recevoir à un troisième; et l'académie proposera à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, qui nous en référera, un moyen de les employer qui se rapprochera, autant que possible, des intentions du fondateur.

6. Néanmoins, l'académie est autorisée à donner des secours, sur les fonds restés libres par suite des dispositions qui précèdent, aux personnes qui, ayant obtenu des prix de vertu, pourraient, par leur position, avoir besoin d'être secourues. Lorsque la somme à donner s'élèvera, pour une seule personne, au dessus de cinq cents francs, la délibération de l'académie sera soumise à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

7. Tous les frais relatifs au concours seront prélevés sur les revenus de la fondation.

8. L'académie aura, pour les recettes et l'emploi des fonds de cette fondation, un compte particulier qui sera adressé annuellement à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et jugé par lui définitivement.

N° 271. = 3 mars—1^{er} avril 1824. = ORDONNANCE du roi relative aux revenus de la fondation faite par le baron Auget de Montyon pour un prix annuel en faveur d'un Français qui aura composé et publié le livre le plus utile aux mœurs (1). (VII, Bull. DCLX, n° 16592.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu l'article 3 de notre ordonnance du 29 juillet 1821, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les revenus de la fondation faite par le baron *Auget de Montyon*, suivant son testament olographe du 12 novembre 1819, pour un prix annuel en faveur d'un Français qui aura composé et publié le livre le plus utile aux mœurs, seront joints aux revenus de la fondation précédente, autorisée par notre ordonnance du 22 octobre 1817, pour le même objet.

2. Ce prix sera décerné par l'académie française au Français qui aura composé et publié l'ouvrage le plus utile aux mœurs dans l'intervalle des deux années qui auront précédé la distribution. — Le concours sera fermé au 31 décembre de la seconde année.

3. Ce concours sera jugé par une commission formée de quatre académiciens désignés par nous, et des trois officiers composant le bureau pendant le trimestre de janvier.

4. Les fonds qui n'auraient pas été appliqués au prix, en totalité ou en partie, dans le courant d'une année, pourront, comme réservés, être ajoutés à la valeur du prix de l'année suivante.

5. Les fonds qui, en tout ou en partie, n'auraient pas reçu cette destination après deux concours ne pourront plus la recevoir à un troisième; et l'académie proposera à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, qui nous en référera, un moyen de les employer qui se rapprochera, autant que possible, des intentions du fondateur.

6. Tous les frais relatifs à ce concours seront prélevés sur les revenus de la fondation.

7. L'académie aura, pour les recettes et l'emploi des fonds de cette fon-

(1) Voyez l'ordonnance du 29 juillet—21 août 1821.

dation, un compte particulier, qui sera adressé annuellement à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et jugé par lui définitivement.

N° 272. = 3 mars—18 mai 1824. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, sous le nom de Compagnie des verreries et cristalleries de Vonèche-Baccarat, de la société anonyme formée à Baccarat, département de la Meurthe.** (VII, Bull. DCLXVII bis, n° 3.)

N° 273. = 10 mars—8 avril 1824. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme établie à Paris, sous le nom de Compagnie des coches de la Haute-Seine, Yonne et canaux.** (VII, Bull. DCLXI bis, n° 3.)

N° 274. = 17 mars—4 mai 1824. = **ORDONNANCE du roi portant règlement sur la solde et l'avancement des gens de mer** (1). (VII, Bull. DCLXV, n° 16816.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance du 1^{er} juillet 1814; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — es grades et classes des gens de mer.

Art. 1^{er}. Tous les jeunes gens de douze à seize ans révolus qui seront embarqués sur nos bâtimens seront employés en qualité de *mousses*; ils devront être sains et bien constitués, et justifier qu'ils ont eu la petite vérole, ou qu'ils ont été vaccinés. — Il y aura deux classes de mousses : dans la seconde seront placés les jeunes gens de douze à quatorze ans; et dans la première, ceux de quatorze à seize ans. — Seront admis, de préférence, les fils des marins et des ouvriers de professions maritimes, et spécialement ceux qui auront déjà navigué au commerce ou fait la pêche.

2. Tous les gens de mer de seize ans et au dessus destinés à former les équipages de nos vaisseaux, frégates et autres bâtimens seront embarqués sous les dénominations de novices, matelots, quartier-mâtres, seconds maîtres, maîtres, premiers maîtres, capitaines d'armes et pilotes-côtiers.

3. Il n'y aura qu'une classe de novices. — Seront employés en cette qualité : — 1° Les mousses parvenus à l'âge de seize ans révolus; — 2° Tous les gens de mer de seize à dix-huit ans; — 3° Tout individu âgé de seize à vingt-cinq ans qui se présentera pour la première fois, à l'effet de se livrer à la navigation.

4. Les matelots seront divisés en trois classes. — Seront rangés dans la troisième classe, lorsqu'ils seront levés pour notre service, les marins qui, ayant atteint l'âge de dix-huit ans révolus, auront fait deux campagnes au long cours, dix-huit mois de navigation ou deux ans de petite pêche, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 25 octobre 1795 (3 brumaire an 4). — Seront portés dans la seconde classe, lorsqu'ils seront également appelés à notre service, les marins qui, sans avoir servi sur les bâtimens de guerre, auront fait, depuis l'âge de dix-huit ans, quarante-huit mois de navigation au long cours ou au grand cabotage.

(1) Voyez, sur les gens de mer, le décret du 31 décembre 1790—7 janvier 1791, et les notes qui résument la législation de la matière.

Voyez encore, sur le même objet, l'ordonnance du 1^{er} juillet—6 août 1814; le règlement du 2 octobre—16 décembre 1825, tit. VIII et IX; et surtout l'ordonnance du 28 mai—6 août 1829, tit. XIII.

5. Les matelots ayant servi pendant trente-six mois au moins , sur nos bâtimens, en temps de guerre, et quarante-huit mois en temps de paix , sans avoir obtenu d'avancement, passeront de droit à la classe immédiatement supérieure dudit grade de matelot, s'ils en sont jugés dignes par le conseil d'avancement. — Ces avancements ne compteront pas dans le nombre de ceux qui seront accordés en vertu des articles 40 et 41 ci-après.

6. Les fonctions de chef de hune, de gabier, de chef de pièce, de chargeur et timonnier-sondeur seront remplies par des matelots que les commandans de nos bâtimens choisiront dans toutes les classes indistinctement, en ayant soin cependant, pour les chefs de pièce et chargeurs, de prendre de préférence, à mérite égal, les hommes qui ont été apprentis canonniers. — Les fonctions de chef de hune, gabier, chef de pièce, chargeur et timonnier-sondeur seront comptées comme des titres pour être porté à une paie supérieure, lorsqu'il y aura lieu à donner de l'avancement à l'équipage. — Le nombre des chefs de hune, gabiers et timonniers-sondeurs, à employer sur nos bâtimens de guerre, suivant leur rang, est déterminé par l'état n° 2 joint à la présente ordonnance. — Le nombre des quartier-mâtres de canonage sera porté au cinquième de celui des bouches à feu de chaque bâtiment, et celui des chefs de pièce sera réglé de manière qu'avec l'effectif des quartier-mâtres de canonage, déterminé ci-dessus, il forme la moitié du nombre des bouches à feu de chaque bâtiment. — Toutefois, dans le cas où les levées fourniraient un plus grand nombre de gens de mer ayant le grade de quartier-maitre de canonage, l'effectif de ces officiers mariniens pourra être augmenté; et, dans ce cas, le nombre des chefs de pièce sera réduit en proportion de l'excédant desdits quartier-mâtres de canonage. — Le nombre des chargeurs sera égal à la moitié de celui des bouches à feu.

7. Des ouvriers des trois professions de charpentage, calfatage et voilerie, seront embarqués sur nos bâtimens. Le nombre en est déterminé, suivant le rang desdits bâtimens, par l'état n° 2 joint à la présente ordonnance. — Ils seront compris dans l'effectif des matelots de l'équipage.

8. Il y aura trois grades d'officier-marinier de manœuvre, canonage et timonnerie, savoir : quartier-maitre, second maitre, et premier maitre. — Chacun de ces grades sera divisé en deux classes.

9. Les marins qui, ayant fait une campagne de douze mois comme matelots, sur nos vaisseaux, auront en outre navigué au long cours pendant deux années, comme seconds capitaines ou maitres d'équipage, à bord d'un navire de quatorze hommes d'équipage au moins, et qui, au désarmement, auront obtenu du capitaine un certificat de capacité, visé par le commissaire de l'inscription maritime, pourront être employés, savoir : — Les seconds capitaines, en qualité de quartier-mâtres de première classe; — Et les maitres d'équipage, en qualité de quartier-mâtres de seconde classe.

10. Les maitres au petit cabotage qui auront commandé pendant un an ne pourront être employés qu'en qualité de quartier-mâtres de première classe; et ceux qui n'auront pas encore commandé pendant un an, qu'en qualité de quartier-mâtres de seconde classe.

11. Lorsqu'il sera fait des levées dans les quartiers, les commissaires des classes auront soin de joindre au rôle de levée une liste des hommes qui, ayant acquis en exécution des articles 4, 5, 9, 10 et 16, le rang de matelot de première ou de seconde classe, ou celui de quartier-maitre devront être embarqués en cette qualité. — Cette liste contiendra tous les renseignemens tendant à justifier que lesdits marins remplissent les conditions exigées pour être employés dans ces grades ou classes.

12. A l'arrivée des marins dans les ports, leurs services seront examinés de nouveau par les commissaires des armemens; et, s'il est constaté qu'ils

ont droit au bénéfice que leur accorde la présente ordonnance, ils seront immédiatement embarqués à leur nouvelle paie.

13. Les inspecteurs généraux chargés de l'inspection des quartiers vérifieront les états d'avancement dressés en vertu des deux articles précédens, et ils auront soin de faire mention, dans leur rapport, des infractions qui auront pu avoir lieu aux dispositions des articles ci-dessus, en ce qui concerne lesdits avancements.

14. Les gens de mer qui, pendant la durée de leur embarquement, rempliront les conditions prescrites par les articles 5, 9 et 16 de la présente ordonnance, seront avancés sur la production d'un état rédigé par le commis aux revues du bâtiment et certifié par le commandant. Ledit état sera vérifié par le commissaire des armemens, qui portera les avancements sur le rôle d'équipage, après qu'ils auront été soumis à l'approbation du conseil d'administration du port. — Le rappel de la solde sera fait à partir du jour où le grade aura été acquis.

15. Il y aura trois grades d'officier marinier de charpentage, calfatage et voilerie, savoir : quartier-maître, second maître, et maître. — Chacun de ces grades sera divisé en deux classes.

16. Les ouvriers des professions maritimes qui auront douze mois de navigation sur nos bâtimens en qualité de matelots, et trois ans de service au moins en qualité d'ouvriers dans nos ports et arsenaux, pourront être employés dans la seconde classe des quartier-maîtres desdites professions. — Le double de ce temps sera exigé pour le service fait sur les navires ou dans les chantiers du commerce.

17. Seront embarqués, de préférence, les maîtres, officiers mariniers et ouvriers qui réuniront les deux professions de charpentier et de calfat.

18. Il y aura sur chacun de nos bâtimens un capitaine d'armes. — Ce grade sera divisé en trois classes, déterminées par le rang et la force des bâtimens. — Les capitaines d'armes seront choisis parmi les seconds maîtres et quartier-maîtres de canonage, et les sous-officiers et caporaux de l'artillerie ou de l'infanterie de la marine.

19. Il sera embarqué un pilote-côtier sur chacun de nos bâtimens. Ce grade sera divisé en trois classes, dont l'emploi sera déterminé suivant le rang et la force des bâtimens, savoir : — Première classe, sur les vaisseaux de tout rang ; seconde classe, sur les frégates ; troisième classe, sur les bâtimens de rang inférieur. — Nul ne pourra être employé comme pilote-côtier, s'il n'a commandé pendant trois ans au moins en qualité de maître au petit cabotage, ou s'il n'a point navigué depuis le même espace de temps. — Lorsque les bâtimens seront en haute mer, les commandans assigneront aux pilotes le service pour lequel ils montreront le plus d'aptitude.

20. Il y aura deux grades d'armurier forgeron, savoir : — Armurier et maître. — Chacun de ces grades sera divisé en deux classes.

21. Des surnuméraires seront embarqués pour le service de nos bâtimens de guerre ; ils seront désignés sous les dénominations suivantes, savoir : — Service de santé : chirurgien en second, aide-chirurgien, pharmacien ; — Service des vivres : commis aux vivres, distributeur-boucher, tonnelier, boulanger, coq ; — Services divers : magasinier, infirmier, barbier, domestique.

22. Tous les agens de vivres seront divisés en deux classes. — Il n'y aura qu'une classe de barbiers et d'infirmiers.

23. A bord des bâtimens sur lesquels il ne devra pas être embarqué de distributeur en titre, le service attribué à cet emploi sera rempli par le tonnelier.

24. Le nombre des domestiques à embarquer sur nos bâtimens, pour le service des officiers généraux, supérieurs et autres, est déterminé par l'état

n° 2. — Les domestiques embarqués jouiront de la solde fixée par le tarif annexé à la présente ordonnance, à l'exception toutefois de ceux des officiers généraux et commandans, qui devront être portés pour mémoire sur le rôle d'équipage. — Les uns et les autres recevront une ration de vivres. — Nous défendons expressément de remplacer les domestiques par des mousses, ou par aucun autre individu de l'équipage. Les commandans de nos bâtimens seront responsables de l'exécution de la présente disposition.

TITRE II. — Des paies, supplémens de paie et indemnités.

25. Les paies des divers grades et classes, établies par le titre précédent sont déterminées par l'état ci-joint n° 1^{er}.

26. Les officiers mariniers et marins composant les équipages de nos bâtimens de guerre recevront la solde entière pendant le temps de l'armement, du désarmement et des réparations.

27. Les premiers maîtres chargés de manœuvre, de canonnage et de timonnerie; les maîtres de charpentage, de calfatage et de voilerie; les pilotes-côtiers, les capitaines d'armes de première et de seconde classe, et les premiers commis aux vivres embarqués sur nos vaisseaux et frégates recevront le supplément déterminé dans l'état n° 1^{er}. — Les seconds maîtres qui rempliront les fonctions de premier maître chargé, à bord d'un bâtiment qui comporte un officier-marinier de ce grade, recevront le même supplément. — Au moyen de cette allocation, tous les maîtres et autres ci-dessus désignés, excepté les commis aux vivres, devront manger ensemble, et il ne leur sera pas permis de faire table commune avec leurs inférieurs.

28. Des supplémens de paie seront accordés : — 1° Aux marins remplissant les fonctions de chef de hune, de gabier et de timonnier-sondeur ; — 2° A ceux qui, dans le cas prévu par le second paragraphe de l'article 49 seront chargés de remplir provisoirement les fonctions de quartier-maître de manœuvre, de canonnage et de timonnerie ; — 3° A tous les matelots qui seront désignés pour remplir les fonctions de chef de pièce ou de chargeur ; — 4° Aux seconds maîtres et quartier-maîtres de charpentage et de calfatage, qui réuniraient ces deux professions ; — 5° A ceux qui rempliront les fonctions de barbier et d'infirmier. — Ces supplémens sont déterminés par l'état n° 1^{er}; et le nombre des marins auxquels ils seront alloués, en raison du rang et de la force des bâtimens, par l'état n° 2.

29. Tous les supplémens accordés par les articles ci-dessus seront alloués à dater du jour de la revue d'armement jusques et y compris celui de la revue de désarmement.

30. Lorsque, par suite d'un naufrage, d'un combat ou de tout autre événement, les gens de mer composant l'équipage d'un de nos bâtimens auront perdu leurs effets, la perte sera constatée par un procès-verbal signé par le commandant, l'état-major et les premiers maîtres du bâtiment. — Sur le compte qui en sera rendu à notre ministre de la marine, et d'après sa décision, il sera accordé deux mois de solde à chacun des marins, à titre d'indemnité.

31. Pareille indemnité sera accordée aux officiers-mariniers et marins qui reviendront des prisons de l'ennemi, après y avoir séjourné pendant deux mois au moins.

TITRE III. — De l'avancement des gens de mer (1).

32. Hors les cas prévus aux articles 4, 9, 10 et 16, les officiers mariniers

(1) Les dispositions qui suivent ont été remplacées par la loi du 14—17 avril 1832, sur l'avancement dans l'armée navale. Cette loi, par son art. 26, prononce l'abrogation de tous les réglemens antérieurs et contraires sur la matière.

et marins ne pourront être promus à un grade, s'ils n'ont effectivement servi, pendant au moins un an, à bord de nos bâtimens, dans le grade immédiatement inférieur, et s'ils n'ont appartenu six mois à la première classe dudit grade. — Ils ne pourront passer d'une classe à une autre qu'après avoir servi au moins six mois dans la classe précédente.

33. Les quartier-maîtres de manœuvre ne pourront être pris que parmi les matelots de première classe, et, de préférence, dans le nombre de ceux qui auront déjà rempli les fonctions d'officier-marinier, ou qui auront été employés comme gabiers.

34. Pourront être quartier-maîtres de canonnage, les matelots de première classe qui auront déjà rempli les fonctions de ce grade, ou qui auront été employés comme chefs de pièce pendant un an au moins; et, toutes choses d'ailleurs égales, le choix devra porter, de préférence, sur ceux qui auront servi dans les compagnies d'apprentis canonniers.

35. Seront susceptibles d'être faits quartier-maîtres de timonnerie, les matelots de première classe qui, en raison de leur instruction et de leur aptitude, auront été choisis pour en remplir les fonctions, ou qui auront été employés à gouverner ou à sonder pendant un an; ce qu'ils seront tenus de justifier par des certificats des commandans sous les ordres desquels ils auront servi.

36. Les capitaines d'armes ne pourront obtenir l'avancement d'une classe à une autre, que lorsqu'ils auront fait deux années de campagne au moins dans la classe immédiatement inférieure.

37. Les pilotes-côtiers ne pourront passer de la troisième à la seconde classe, s'ils ne comptent vingt-quatre mois de navigation au moins sur des corvettes ou autres bâtimens d'un rang inférieur; et de la seconde à la première classe, s'ils n'ont servi pendant deux ans à bord de nos frégates.

38. L'avancement des agens de la direction des vivres sera déterminé par l'administration du port, après la reddition de leurs comptes, et sur des certificats de bonne conduite, délivrés par les commis aux revues, approuvés par les lieutenans en pied, et visés par les commandans de nos bâtimens.

39. Il ne pourra être donné d'avancement, soit en grade, soit en classe, qu'au désarmement des bâtimens, lorsque la campagne durera moins d'un an, ou qu'après douze mois d'armement, lorsqu'il y aura continuation de campagne.

40. Les avancements en grade pourront être portés, pour douze mois de campagne en temps de paix, jusqu'au trentième des officiers-mariniers et matelots embarqués au départ des bâtimens, et, en temps de guerre, jusqu'au vingt-quatrième.

41. Les avancements en classe, non compris ceux d'ancienneté pour les matelots, ne pourront excéder, pour le même temps pendant la paix, le dixième des officiers-mariniers et matelots, et, en temps de guerre, le huitième.

42. Toutes les fois qu'un armement se prolongera au-delà d'un an, les avancements déterminés par les articles précédens pourront être augmentés dans les proportions suivantes, savoir: — Pour trois mois révolus, un quart; — Pour six mois, la moitié; — Pour neuf mois, les trois quarts; — Pour douze mois, le double; — Et si la campagne dure moins d'un an, les avancements devront être réduits dans les mêmes proportions.

43. L'avancement des officiers-mariniers et marins sera déterminé par un conseil assemblé à bord par le capitaine, soit à la fin de chaque année, soit avant la revue du désarmement. Ce conseil sera présidé par le capitaine, et composé de l'officier chargé du détail du bâtiment, des officiers chefs de

quart , et du commis aux revues et approvisionnemens. Ce dernier aura voix représentative , pour ce qui est relatif à l'exécution de la présente ordonnance , quant à la durée des services et au nombre des avancements. Il sera chargé de rédiger le procès-verbal , dans lequel il devra consigner ses observations , s'il a eu occasion d'en faire. — Les premiers maîtres ne feront point partie intégrante dudit conseil ; mais ils seront appelés pour rendre compte de leur opinion sur chacun des marins proposés pour l'avancement.

44. Le procès-verbal d'avancement sera remis par le commandant du bâtiment au président du conseil d'administration du port , qui le renverra à la vérification du commissaire des armemens , afin de s'assurer que les officiers-mariniers et matelots proposés sont dans le cas , d'après la durée de leurs services , par leur grade actuel , et conformément à la présente ordonnance , d'obtenir les avancements demandés.

45. Lorsque cette vérification aura été opérée , le président présentera le procès-verbal au conseil d'administration du port. S'il contient des propositions contraires , en quelque point que ce soit , aux dispositions de la présente ordonnance , le renvoi en sera fait au conseil d'avancement pour y opérer les changemens nécessaires.—Dans le cas où le conseil d'avancement serait dissous , le conseil d'administration aura la faculté de faire lui-même sur le procès-verbal tous les redressements nécessaires. Cette pièce , revêtue de l'approbation du conseil , sera remise au commissaire du bureau des armemens , pour en faire apostille sur le rôle d'équipage.

46. S'il arrive qu'un bâtiment soit absent pendant plusieurs années des ports de France , le conseil d'avancement pourra s'assembler d'année en année , pour désigner les officiers mariniers et marins susceptibles d'être portés à une classe ou à un grade supérieur ; et , autant qu'il sera possible , il adressera au port d'armement le duplicata du procès-verbal qu'il aura arrêté ; mais ce ne sera toujours qu'à l'arrivée du bâtiment dans un des ports de France , et après que toutes les formalités prescrites par les articles 43 , 44 et 45 auront été remplies , que les avancements seront définitifs. Ceux qui auront été reconnus contraires à la présente ordonnance seront annulés , sans qu'ils aient pu donner lieu à aucun rappel de solde. Quant aux avancements approuvés par le conseil d'administration , ils compteront , pour le rang et la solde , de l'époque où la délibération du conseil d'avancement aura été prise , bien que les marins qui les auront obtenus aient continué de remplir les fonctions du grade qu'ils occupaient précédemment.

47. Pour assurer , en cas d'événement , les intérêts des marins qui se trouveront ainsi éloignés , nous autorisons les commandans de nos bâtimens à faire délivrer aux hommes proposés pour passer à un grade ou à une paie supérieur , un extrait en bonne forme du procès-verbal d'avancement , afin que cette pièce leur serve de titre pour faire leurs réclamations , à leur arrivée dans nos ports.

48. Les conseils d'avancement pourront proposer , pour l'entretien , les premiers maîtres de manœuvre , de canonage et de timonnerie , et les maîtres de charpentage , calfatage et voilerie qui auront navigué , au moins pendant trois années , dans la première classe de leur grade , à bord de nos vaisseaux de ligne. — Cette proposition comprise dans le procès-verbal d'avancement sera examinée dans le conseil d'administration du port , et immédiatement soumise à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies. — Quelle que soit la paie dont jouissaient lesdits maîtres , ils ne pourront être proposés que pour la dernière classe des maîtres entretenus ; mais , lorsqu'ils seront embarqués , ils recevront la solde qu'ils avaient acquise à la mer.

49. Dans le cas où un emploi d'officier-marinier viendrait à vaquer pendant la campagne, soit par mort, soit autrement, le commandant du bâtiment aura le droit d'y pourvoir provisoirement, s'il le juge convenable; mais il devra choisir le suppléant parmi les marins du grade immédiatement inférieur, ayant l'instruction et le temps de service exigés par la présente ordonnance. — A défaut de gens de mer du grade inférieur et réunissant toutes les qualités requises, les commandans pourront désigner, dans les classes qui suivent immédiatement, les hommes qu'ils jugeront les plus capables de remplir lesdites fonctions.

50. Les officiers-mariniers provisoires qui, à l'époque où ils ont été désignés, remplissaient toutes les conditions prescrites, recevront, au désarmement, la paie de la seconde classe de leur grade, à dater du jour où ils en ont exercé les fonctions. — Ceux qui n'auraient pas satisfait auxdites conditions ne recevront que le supplément alloué par le second paragraphe de l'article 28; et, s'ils les remplissent avant la fin de la campagne, ils seront payés, comme il est dit ci-dessus, à dater du jour où ils les auront remplies. — Dans ce cas, ils seront, de même que ceux dont il est question au premier paragraphe du présent article, confirmés dans les grades qu'ils auront provisoirement exercés, lorsqu'il y aura lieu à faire un travail de proposition. Ces avancements compteront dans le nombre de ceux fixés par les articles 40 et 41. — A cet effet, les commis aux revues tiendront note de tous les remplacements qui auront été faits en exécution de l'article précédent.

51. Il pourra être accordé des avancements extraordinaires pour les actions d'éclat constatées authentiquement. Ils ne seront point rigoureusement soumis aux conditions exigées pour les avancements ordinaires; mais, dans aucun cas, ils ne pourront avoir lieu que d'une classe à une autre, ou de la première classe du rang inférieur à la dernière du grade supérieur. Le conseil d'avancement du bâtiment pourra les conférer, soit pendant la durée, soit à la fin de la campagne; ils auront provisoirement leur effet, à dater du jour où ils auront été accordés, et ne compteront point parmi les avancements généraux. — Le procès-verbal de ces avancements extraordinaires sera remis par le commandant du bâtiment au chef supérieur du port, pour être immédiatement soumis à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies.

52. Les dispositions de l'article précédent pourront être appliquées aux équipages des bâtimens qui auront fait une campagne de plus de trente mois.

53. Les commissaires des armemens annoteront l'avancement des gens de mer sur les livrets dont ils seront pourvus, et en donneront exactement avis aux commissaires des quartiers respectifs, pour qu'il en soit fait mention sur les matricules.

54. Il est expressément défendu à tous administrateurs d'annoter ou de reconnaître, sous quelque prétexte que ce soit, aucun avancement qui n'aurait pas eu lieu conformément aux dispositions de la présente ordonnance.

Dispositions générales.

La composition des états-majors et équipages de nos bâtimens de tout rang sera déterminée par un règlement spécial; et, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, on se conformera au tableau annexé à notre ordonnance du 1^{er} juillet 1814, sauf ce qui est prescrit par les articles 6, 7 et 24 de la présente ordonnance.

ETAT N° 1. — *Etat des diverses paies et supplémens de paie qui seront alloués aux gens de mer embarqués sur les vaisseaux et autres bâtimens de la marine royale.*

		Par mois.
Manœuvre, canonnage et timonnerie.....	Premiers maîtres.....	{ 1 ^{re} classe..... 90 f.
		{ 2 ^e idem..... 81
	Seconds maîtres.....	{ 1 ^{re} idem..... 69
		{ 2 ^e idem..... 60
Charpentage, calfatage, et voilerie...	Quartier-maîtres.....	{ 1 ^{re} idem..... 42
		{ 2 ^e idem..... 36
	Maîtres.....	{ 1 ^{re} idem..... 81
		{ 2 ^e idem..... 72
Capitaines d'armes.....	Seconds maîtres.....	{ 1 ^{re} idem..... 60
		{ 2 ^e idem..... 54
	Quartier-maîtres.....	{ 1 ^{re} idem..... 39
		{ 2 ^e idem..... 33
Pilotes-côtièrs.....		{ 1 ^{re} idem..... 81
		{ 2 ^e idem..... 72
		{ 3 ^e idem..... 60
		{ 1 ^{re} idem..... 90
Armuriers-forgerons.		{ 2 ^e idem..... 81
		{ 3 ^e idem..... 72
	Maîtres.....	{ 1 ^{re} idem..... 60
		{ 2 ^e idem..... 54
Matelots.....	Armuriers.....	{ 1 ^{re} idem..... 42
		{ 2 ^e idem..... 36
		{ 1 ^{re} idem..... 30
		{ 2 ^e idem..... 27
Novices.....		{ 3 ^e idem..... 24
		{ 1 ^{re} idem..... 18
		{ 2 ^e idem..... 15
		{ 3 ^e idem..... 12
Mousses.....		{ 1 ^{re} idem..... 100
		{ 2 ^e idem..... 90
	Premiers commis aux vivres.....	{ 1 ^{re} idem..... 60
		{ 2 ^e idem..... 54
	Seconds idem.....	{ 1 ^{re} idem..... 45
		{ 2 ^e idem..... 42
	Distributeurs-bouchers.....	{ 1 ^{re} idem..... 45
		{ 2 ^e idem..... 42
	Tonneliers.....	{ 1 ^{re} idem..... 45
		{ 2 ^e idem..... 42
	Boulangers.....	{ 1 ^{re} idem..... 42
		{ 2 ^e idem..... 36
	Coqs.....	{ 1 ^{re} idem..... 45
		{ 2 ^e idem..... 36
	Barbiers.....	30
	Infirmiers.....	36
	Domestiques.....	30

Supplémens de paie.

Aux premiers maîtres chargés de manœuvre, canonnage et timonnerie; aux maîtres chargés de charpentage, calfatage et voilerie; aux capitaines d'armes, pilotes-côtièrs et premiers commis aux vivres,

Par mois.

Sur les vaisseaux de premier rang.....	30 f. 00 c.
Sur les vaisseaux de 80 à 74 canons, et sur les frégates portant du 24.....	25 00
Sur les frégates portant du 18.....	20 00
Sur les bâtimens de rang inférieur.....	15 00
Aux chefs de hune.....	6 00
Aux gabiers et chefs de pièce.....	4 50
Aux chargeurs et timonniers-sondeurs.....	3 00
Aux matelots remplissant les fonctions de quartier-maître.....	4 50
Aux seconds maîtres et quartier-maîtres de charpentage et calfatage, réunissant les deux professions.....	5 00
Aux matelots remplissant les fonctions de barbier et d'infirmier.....	5 00

ÉTAT n° 2. — *Fixation du nombre de marins ayant droit aux supplémens alloués par l'article 6 de l'ordonnance du 17 mars 1824, en raison des fonctions qu'ils remplissent à bord.*

DESIGNATION des FONCTIONS.	VAISSEAUX		FREGATES		Corvettes et gabares de 400 à 500 tonneaux.	de 250 à 300 tonneaux.	Bricks de guerre et gabares de 200 à 300 tonneaux.	OBSERVATIONS.
	à 3 ponts.	de 80 et 74	portant du 24.	portant du 18.				
Chefs de hune. . . .	4	4	4	3	»	»	»	Les commandans de la marine détermi- neront le nombre des gabiers, timonniers, etc., qui devront être embarqués sur les bâtimens de rang inférieur.
Gabiers.	42	36	32	27	15	10	10	
Timonniers-sondeurs..	8	8	6	6	4	2	2	
Matelots { Charpentiers	8	6	5	4	2	2	2	
ouvriers { Calfats. . . .	4	3	3	2	1	1	1	
{ Voiliers . .	4	3	3	2	1	1	1	
Marins faisant fonctions d'infirmiers.	2	1	1	1	1	1	1	

Nota. Indépendamment du nombre de matelots infirmiers ci-dessus déterminé, il doit être embarqué un infirmier en titre sur les vaisseaux et les frégates de 24 seulement.

DOMESTIQUES.

Aux officiers généraux.	3
Aux officiers supérieurs (commandans).	2
Aux mêmes, employés en second	1
Aux officiers formant la table de l'état-major	1 pour deux officiers.
Aux officiers du grade de lieutenant et d'enseigne, commandant un bâtiment.	1

(Suit le modèle du procès-verbal prescrit par l'article 43 de la présente ordonnance.)

N° 275. = 20 mars—19 avril 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui modifie celle du 6—23 janvier 1824, en ce qui concerne l'organisation du bureau de commerce et des colonies (1). (VII, Bull. DCLXIII, n° 16747.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance du 6 janvier 1824, portant création d'un conseil supérieur et d'un bureau de commerce et des colonies ; — Sur ce qu'il nous a été représenté que, pour obtenir tous les avantages que nous nous sommes promis, dans l'intérêt de nos peuples, de l'institution du bureau de commerce et des colonies, il importe que la direction en soit remise, sous l'autorité du président de notre conseil des ministres, à un fonctionnaire qui ne puisse être détourné par d'autres obligations des soins assidus et suivis qu'exigent les travaux qui lui seront confiés ; — Sur le rapport du président de notre conseil des ministres ; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les articles 2 et 4 de notre susdite ordonnance du 6 janvier 1824 sont modifiés de la manière suivante : — Le bureau du commerce et des colonies sera composé : — D'un

(1) Voyez l'ordonnance du 6—23 janvier 1824, et la note.

membre de notre conseil privé ou de notre conseil d'état, président, lequel fera aussi partie du conseil supérieur; — Du directeur général des douanes; — Du directeur de l'agriculture et du commerce au ministère de l'intérieur; — Du directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères; — Du directeur des colonies au ministère de la marine; — D'un conseiller d'état ou maître des requêtes, secrétaire général du bureau et du conseil supérieur.

N° 276. = 23 mars 1824. = **DISCOURS** du roi à l'ouverture de la session des chambres de 1824. (Moniteur du 24 mars 1824.)

N° 277. = 7—27 avril 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant création d'un abattoir public dans la ville de Calais. (VII, Bull. DCLXIV, n° 16772.)

N° 278. = 7—27 avril 1824. = **ORDONNANCE** du roi contenant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger dans la ville des Sables-d'Olonne (1). (VII, Bull. DCLXIV, n° 16773.)

N° 279. = 7 avril—18 mai 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme sous la dénomination de Caisse d'épargnes et de prévoyance de Besançon (2). (VII, Bull. DCLXVII bis, n° 4.)

N° 280. = 8—27 avril 1824. = **ORDONNANCE** du roi relative à l'administration supérieure de l'instruction publique, aux collèges, institutions, pensions, et écoles primaires (3). (VII, Bull. DCLXIV, n° 16774.)

Louis, ... — Vu nos ordonnances des 29 février 1816, 1^{er} juin et 30 décembre 1822; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Administration supérieure de l'instruction publique.

Art. 1^{er}. Le grand-maître remplira les fonctions de recteur de l'académie de Paris avec les attributions fixées par l'article 8 du titre II de l'ordonnance du 27 février 1821.

TITRE II. — Fonctionnaires des collèges.

2. A partir du 1^{er} août 1824, les nominations des professeurs et maîtres d'étude des collèges royaux, et des régens des collèges communaux, seront faites par les recteurs des académies; mais ces fonctionnaires ne pourront être installés qu'après avoir obtenu l'institution du grand-maître, laquelle sera délivrée suivant les formes prescrites par l'article 1^{er} de l'ordonnance

(1) Cette ordonnance a été modifiée par celle du 20 février—8 mars 1828.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'ordonnance du 29 juillet—3 septembre 1818, portant institution de la caisse d'épargnes de Paris, le résumé de la législation relative à ces établissements.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802), le résumé des réglemens concernant l'instruction publique. Voyez aussi l'ordonnance du 28 août—13 octobre 1827, qui détermine le nombre et la répartition des bourses accordées à chaque collège royal, et les conditions à remplir par les élèves pour les obtenir et les conserver.

Voyez enfin, sur les écoles primaires, le décret du 12—12 décembre 1792, et les notes; et surtout la loi générale du 28 juin—1^{er} juillet 1833; et l'ordonnance du 16—23 juillet suivant, rendue pour l'exécution de cette loi.

du 1^{er} juin 1822. En cas de refus d'institution, le grand-maître pourra pourvoir aux places vacantes dans les collèges. — Quant aux nominations des professeurs, principaux, censeurs et aumôniers des collèges, elles continueront d'être faites par le grand-maître, conformément à l'article 1^{er} de l'ordonnance du 1^{er} juin 1822.

3. Après avoir pris l'avis du recteur de l'académie, et, s'il le juge convenable, celui des inspecteurs par lui délégués à cet effet, le grand-maître pourra prononcer la suspension avec ou sans traitement pour une année, en se conformant à l'article 1^{er} de l'ordonnance du 1^{er} juin 1822.

4. Il sera ouvert dans chaque chef-lieu d'académie des concours pour l'agrégation. Les agrégés seront nommés par les recteurs. Ils devront remplacer les professeurs des collèges royaux de cette académie, ou être employés dans les collèges communaux et autres établissemens de son ressort. Ils auront besoin de l'institution du grand-maître, qui pourra la refuser pour des motifs graves, dont il fera part au conseil royal de l'instruction publique. — Le grand-maître déterminera le nombre des agrégés qui devront être attachés à chaque académie, et fixera l'époque des concours.

TITRE III. — Boursiers royaux.

5. A partir du 1^{er} août 1824, les bourses royales ne seront données qu'à des enfans dont les parens seront domiciliés dans l'académie à laquelle appartient le collège où ces enfans devront être placés, sur l'avis des autorités locales.

TITRE IV. — Institutions et pensions.

6. Les diplômes des chefs d'institution et maîtres de pension seront renouvelés avant le 1^{er} septembre 1825. Aucun de ces chefs et maîtres ne pourra continuer ses fonctions, s'il n'a pas, à cette époque, obtenu un nouveau diplôme. Les nouveaux diplômes seront délivrés gratuitement.

TITRE V. — Ecoles primaires catholiques.

7. Ceux qui se destineront aux fonctions de maîtres de ces écoles seront examinés par ordre des recteurs des académies, et recevront d'eux, s'ils en sont jugés dignes, des brevets de capacité du premier, du second ou du troisième degré.

8. Pour les écoles dotées soit par les communes, soit par des associations, et dans lesquelles seront admis cinquante élèves gratuits, l'autorisation spéciale d'exercer sera délivrée aux candidats munis de brevets, par un comité dont l'évêque diocésain, ou l'un de ses délégués, sera président.

9. Le maire de la commune sera membre nécessaire de ce comité, qui se composera, en outre, de quatre notables, moitié laïques, moitié ecclésiastiques; les premiers, à la nomination du préfet, et les seconds, à la nomination de l'évêque.

10. Le comité surveillera ou fera surveiller ces écoles; il pourra révoquer l'autorisation spéciale des instituteurs qui, pour des fautes graves, s'en seraient rendus indignes: le recteur de l'académie pourra aussi, en connaissance de cause, retirer le brevet de capacité.

11. Pour les écoles qui ne sont pas comprises dans l'article 8, l'autorisation spéciale d'exercer sera délivrée par l'évêque diocésain aux candidats munis de brevets. Il surveillera ou fera surveiller ces écoles. Il pourra révoquer les autorisations spéciales par les motifs prévus dans l'article précédent. Le recteur exercera les attributions qui lui sont données par le même article.

12. Les frères des écoles chrétiennes de Saint-Yon et des autres congréga-

tions régulièrement formées conserveront leur régime actuel. Ils pourront être appelés par les évêques diocésains dans les communes qui feront les frais de leur établissement.

TITRE VI. — Ecoles primaires protestantes.

13. Les écoles primaires protestantes continueront d'être organisées conformément à l'ordonnance du 29 février 1816.

14. Les membres des comités chargés de les surveiller seront choisis parmi les notables de leur communion ; cependant le proviseur ou le principal du collège le plus voisin, ou, à son défaut, un délégué du recteur, en fera nécessairement partie.

N° 281. = 16 avril—4 mai 1824. = **ORDONNANCE du roi relative aux Français qui se décorent de divers ordres qui ne leur ont point été conférés par sa majesté, ou qui portent, sans autorisation, des décorations qui leur ont été accordées par les souverains étrangers** (1). (VII, Bull. DCLXV, n° 16817.)

Louis, ... — Vu l'article 259 du Code pénal, ainsi conçu : « Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartenait pas, ou qui se sera attribué des titres royaux qui ne lui auraient pas été légalement conférés, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans ; » — Vu les articles 67 et 69 de notre ordonnance du 26 mars 1816, portant : « Tous les ordres étrangers sont dans les attributions du grand-chancelier de l'ordre royal de la légion-d'honneur. Il prend nos ordres à l'égard des ordres étrangers conférés à nos sujets, et transmet les autorisations de les accepter et de les porter ; » — Étant informé que plusieurs de nos sujets se décorent des insignes de divers ordres que nous ne leur avons pas conférés, ou pour lesquels ils n'ont pas obtenu de nous l'autorisation qui est nécessaire afin d'accepter et de porter les décorations accordées par les souverains étrangers ; — Qu'ils s'exposent par cette conduite aux poursuites et aux condamnations prescrites par l'article 259 du Code pénal ; — Voulant faire cesser des désordres d'autant plus fâcheux, que leur effet naturel est d'affaiblir le prix des récompenses obtenues régulièrement et données à des services certains et vérifiés ; — Voulant, en conséquence, que la loi pénale reçoive à l'avenir toute son exécution, et que nos officiers de justice ne négligent plus d'exercer, à cet égard, la surveillance qui leur est prescrite ; — Sur le rapport de notre cousin le grand-chancelier de l'ordre royal de la légion-d'honneur, et de l'avis de notre conseil, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Toutes décorations ou ordres, quelle qu'en soit la dénomination ou la forme, qui n'auraient pas été conférés par nous ou par les souverains étrangers, sont déclarés illégalement et abusivement obtenus, et il est enjoint à ceux qui les portent de les déposer à l'instant.

2. Tout Français qui, ayant obtenu des ordres étrangers, n'aura pas reçu de nous l'autorisation de les accepter et de les porter, conformément à notre ordonnance du 26 mars 1816, sera pareillement tenu de les déposer, sans préjudice à lui de se pourvoir, s'il y a lieu, auprès du grand-chancelier de notre ordre royal de la légion-d'honneur, selon ladite ordonnance, pour solliciter cette autorisation.

(1) Voyez Part. 259 du Code pénal de 1810.

3. Nos procureurs généraux poursuivront, selon la rigueur des lois, tous ceux qui, au mépris de la présente ordonnance, continueraient de porter des ordres étrangers sans notre autorisation, ou d'autres ordres quelconques, sans que nous les leur ayons conférés.

N° 282. = 21 avril—4 mai 1824. = *ORDONNANCE du roi qui crée trente-huit emplois de contrôleurs d'armes dans les directions d'artillerie, et fixe le traitement de ces employés* (1). (VII, Bull. DCLXVI, n° 16843.)

Art. 1^{er}. Il est créé trente-huit emplois de contrôleurs d'armes, dont douze de première classe et vingt-six de seconde, lesquels seront répartis dans les directions d'artillerie, selon les besoins du service, pour veiller à l'entretien et aux réparations des armes portatives.

2. Le traitement de ces employés est fixé à raison de dix-huit cents francs par an pour ceux de première classe, et de quinze cents francs pour ceux de seconde.

3. Ces contrôleurs sont assimilés à ceux des manufactures royales d'armes pour les droits à la retraite, proportionnellement au traitement qui leur est affecté.

4. Les services des individus employés comme contrôleurs provisoires antérieurement à la présente ordonnance sont reconnus, et leur seront comptés pour la pension de retraite, ou toute autre récompense à laquelle ils pourraient avoir droit, à dater du jour de leur nomination provisoire.

N° 283. = 21 avril—4 mai 1824. = *ORDONNANCE du roi qui applique aux marchés passés pour la fourniture des draps nécessaires à l'habillement des troupes, le mode d'adjudication en usage pour les services publics*. (VII, Bull. DCLXVI, n° 16844.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance du 19 décembre 1814 concernant le mode d'administration de la masse d'habillement de nos troupes; — Considérant qu'il est convenable d'appliquer aux marchés qui doivent être passés en vertu de l'article 3 de ladite ordonnance, le mode d'adjudication en usage pour les services publics; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La fourniture des draps nécessaires à l'habillement de nos troupes sera adjugée, au rabais, aux principaux fabricans de notre royaume, pour trois années au moins et cinq années au plus.

2. Seront admis à concourir les fabricans qui justifieront qu'ils exploitent pour leur compte, et depuis deux années, une manufacture réunissant les ateliers et usines propres à la fabrication, à la teinture et aux apprêts de cinquante mille mètres d'étoffe.

3. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre déterminera le mode qui sera suivi pour les adjudications, et le nombre des fabricans auxquels la fourniture des draps sera adjugée : dans aucun cas, ce nombre ne pourra excéder vingt maisons pour le service de notre garde royale et de nos troupes de ligne. — La première adjudication aura lieu dans le courant de l'année 1825.

N° 284. = 21 avril—4 mai 1824. = *ORDONNANCE du roi concernant la répar-*

(1) Voyez l'ordonnance du 7—26 juillet 1824, qui crée un emploi de contrôleur-adjoint dans chacune des fonderies royales.

tion du centime du fonds de non-valeurs mis à la disposition du ministre des finances par la loi du 10—10 mai 1823. (VII, Bull. DCLXVI, n° 16845.)

N° 285. = 21 avril—18 mai 1824. = **ORDONNANCE du roi portant approbation des statuts de la société d'encouragement pour l'industrie nationale.** (VII, Bull. DCLXVII bis, n° 5.)

Louis, . . . — Vu les statuts de la société d'encouragement pour l'industrie nationale, fondée à Paris depuis l'année 1802; — Vu l'article 910 du Code civil et nos ordonnances des 26 février 1817 (1) et 19 mars 1823; — Considérant que, si ladite association se compose de souscriptions annuelles dont le renouvellement est purement volontaire, la disposition de l'article 539 pourvoirait au cas où la société prendrait fin; — Notre conseil d'état entendu; — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit: — Sont approuvés les statuts de la société d'encouragement pour l'industrie nationale, annexés à la présente ordonnance.

(Suit le règlement de la société d'encouragement pour l'industrie nationale.)

N° 286. = 21 avril 1824—21 avril 1832. = **ORDONNANCE du roi portant création d'une compagnie de discipline de la marine.** (IX; ordonn., 1^{re} sect.; Bull. CXLIX, n° 4105.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies; — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les soldats des corps d'artillerie et d'infanterie de la marine qui, sans avoir commis de délits qui les rendent justiciables des conseils de guerre, persévèrent néanmoins, par des fautes qui ne peuvent plus être réprimées par des peines de simple discipline, à porter le trouble et le mauvais exemple dans les corps dont ils font partie, seront incorporés dans une compagnie détachée qui sera organisée à cet effet à Lorient, sous la dénomination de *Compagnie de discipline de la marine*.

2. Lorsqu'un capitaine jugera qu'un soldat de sa compagnie se trouve dans le cas prévu par l'article ci-dessus, il en fera son rapport par écrit au chef de bataillon ou à l'officier qui en fait les fonctions; il relatara les fautes du soldat, les peines qui lui ont été infligées, et les récidives qui donnent à sa conduite un caractère dangereux pour l'ordre et la police du corps.

3. Le rapport, visé par le chef de bataillon ou par l'officier qui en exercera l'autorité, sera remis au commandant du corps, qui convoquera un conseil de discipline, composé d'un chef de bataillon, des trois plus anciens capitaines, et des trois plus anciens lieutenans ou sous-lieutenans pris hors du bataillon auquel appartiendra le militaire inculpé.

4. Le chef et l'adjudant-major du bataillon, ainsi que le capitaine de la compagnie du militaire inculpé, seront entendus, et sortiront ensuite de la séance; ce dernier sera alors appelé et entendu dans ses défenses. Lorsqu'il sera retiré, le conseil rédigera un avis motivé, qui sera remis au chef du corps pour être transmis par lui, et avec son propre avis, au commandant du port.

5. Le commandant de la marine adressera à notre ministre secrétaire d'état de la marine toutes les pièces mentionnées en l'article précédent avec ses observations et son avis.

(1) Le Bulletin des lois ne contient pas, à la date du 26 février 1817, d'ordonnance sur cette matière.

6. Si le militaire inculpé fait partie d'une portion de corps détachée qui n'excède pas un bataillon, le rapport dont il est parlé en l'article 2 sera remis par le capitaine à l'officier commandant, et, dans ce cas, le conseil sera composé du capitaine le plus ancien, pourvu qu'il ne remplisse pas les fonctions de chef de bataillon, des deux plus anciens lieutenans ou des deux plus anciens sous-lieutenans, tous pris hors de la compagnie du soldat inculpé. — Si le capitaine le plus ancien commandait le bataillon, il serait remplacé dans le conseil par le second capitaine. Si le capitaine de la compagnie à laquelle appartient le militaire inculpé commandait le bataillon, le rapport serait fait par le lieutenant.

7. Lorsqu'un détachement ne sera pas assez nombreux pour permettre de former un conseil de discipline, comme il est dit ci-dessus, le commandant enverra son rapport au colonel, et le militaire inculpé sera conduit au port où se trouve la portion principale du corps pour être traduit devant un conseil de discipline composé conformément à ce qui est prescrit par l'article 3 de la présente ordonnance.

8. Dans les compagnies d'ouvriers d'artillerie, la plainte sera portée par le capitaine au directeur du parc, qui composera un conseil de discipline composé du sous-directeur ou de l'officier qui en remplira les fonctions, d'un capitaine et d'un lieutenant, pris hors de la compagnie d'ouvriers parmi ceux employés à la direction. Le conseil sera présidé par le sous-directeur, et, en son absence, par le plus ancien des deux capitaines attachés à la direction : ledit conseil se conformera à ce qui est prescrit par l'article 4 ci-dessus pour procéder à son enquête, et le directeur agira ensuite comme chef de corps.

9. Lorsque les soldats de la compagnie de discipline se distingueront par une conduite exemplaire, le rapport en sera présenté à l'inspecteur général, lors de sa revue; cet officier général vérifiera s'il les motifs que l'on fait valoir en faveur des disciplinaires sont de nature à être pris en considération, et il proposera ce qu'il jugera convenable au ministre de la marine, qui décidera s'il y a lieu à réadmettre ces militaires dans les corps d'où ils ont été tirés.

10. Les soldats dont le temps de service expirera pendant qu'ils seront dans la compagnie de discipline, recevront leurs congés comme les autres militaires, et il en sera donné avis au ministre de la marine.

11. La compagnie de discipline de la marine sera composée comme il suit : — Un capitaine commandant de première classe, un lieutenant, un lieutenant ou sous-lieutenant chargé du détail. — Total, trois. — Un sergent-major, quatre sergens, un fourrier, huit caporaux, un premier tambour, un second tambour. — Total, seize. — Cent vingt disciplinaires. — Total général, cent trente-neuf.

12. Si le nombre des disciplinaires excédait cent vingt, il serait affecté, en sus de l'effectif porté en l'article précédent, un lieutenant ou sous-lieutenant pour quarante hommes et un sergent avec deux caporaux pour vingt hommes.

13. L'officier de détail sera chargé de la comptabilité de l'habillement, et il sera secondé dans ce service par le sergent-major et le fourrier.

14. Les officiers de la compagnie de discipline seront nommés par notre ministre de la marine, et choisis parmi les officiers d'artillerie et d'infanterie de la marine. Ceux qui mériteront d'y être conservés pendant quatre ans, recevront le grade supérieur sans autre condition que d'y servir pendant deux ans de plus.

15. Les sous-officiers et caporaux seront choisis parmi les sous-officiers, caporaux et soldats des troupes de la marine, et recevront en entrant un grade supérieur à celui qu'ils avaient dans leur corps. Les tambours seront

également choisis dans les mêmes troupes, et pourront, au besoin, faire le service des caporaux.

16. Il ne sera point affecté de maîtres ouvriers à la compagnie de discipline, et toutes les confections seront faites par les soins des maîtres tailleur et cordonnier du régiment d'artillerie, avec l'autorisation du chef de ce corps.

17. Les officiers, sous-officiers, caporaux et tambours pourront seuls être armés. Les disciplinaires ne feront aucun service militaire, et seront employés à tous les travaux du port auxquels ils pourront être utiles.

18. Les officiers, sous-officiers, caporaux et tambours porteront l'uniforme de l'infanterie de la marine, à l'exception du bouton et de la plaque du schakos, qui seront blancs et timbrés d'une ancre avec la légende : *Compagnie de discipline*. — Les disciplinaires n'auront point d'habit ; ils porteront la veste à manches et le bonnet de police en drap bleu-de-roi ; le pantalon en tricot sans liséré, et la capote en drap beige. — Le collet de la veste et de la capote sera en drap blanc, et les boutons, ainsi que la plaque du schakos, auront le timbre de la compagnie.

19. La solde, les prestations en nature, les masses et tout le détail de l'administration de la compagnie de discipline, seront les mêmes que dans l'infanterie de la marine.

20. Le conseil d'administration sera composé du capitaine, du lieutenant et du sous-lieutenant, et il se conformera aux règles établies pour ceux des compagnies qui s'administrent isolément.

N° 287. = 5—18 mai 1824. = **ORDONNANCE du roi relative à l'usage des argues particulières pour la fabrication des fils d'or et d'argent faux** (1).
(VII, Bull. DCLXVII, n° 16855.)

Louis, ... — Vu la loi du 9 novembre 1797 (19 brumaire an 6), l'arrêté du gouvernement du 27 avril 1800 (7 floréal an 8);—Vu les réclamations de quelques fabricans de traits et fils de cuivre pur, doré, argenté ou mis en couleur, qui demandent à jouir de la liberté d'établir dans leurs ateliers des argues ou autres machines propres à dégrossir et tirer les bâtons de cuivre qu'ils destinent à être convertis en traits ou fils de laiton dorés, argentés ou mis en couleur ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les tireurs d'or et d'argent qui voudront convertir en traits filés ou non filés en or et en argent fins les lingots d'argent et d'argent doré continueront à être tenus de les porter aux argues royales pour y être forgés, tirés et dégrossis, conformément à l'article 137 de la loi du 9 novembre 1797 (19 brumaire an 6).

2. Les fabricans qui voudront convertir du cuivre affiné en traits de laiton, de cuivre doré ou argenté, ou simplement mis en couleur jaune ou blanche, pourront établir chez eux des argues particulières, et avoir des filières de calibre semblables à celles dont on fait usage dans les argues royales, ou des instrumens et des machines propres à y suppléer ; mais ils seront préalablement, et avant de commencer leur travail, tenus de faire, tant à la préfecture du département où sont établis leurs ateliers qu'à l'administration

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797) tit. X ; et l'arrêté du 7 floréal an 8 (27 avril 1800), et les notes.

Voyez aussi l'ordonnance du 13—29 septembre 1829, qui autorise les tireurs d'or et d'argent à filer et à monter sur soie les traits de cuivre doré ou argenté connus sous le nom de *mi-fin*.

des monnaies et à celle des contributions indirectes, une déclaration énonçant leurs noms et prénoms, leur profession, le lieu de leur domicile et celui de leurs ateliers; ils joindront à leur déclaration un plan indiquant la description et l'élévation des machines dont ils entendent se servir.

3. Les tireurs de cuivre et traits d'or et d'argent faux seront tenus de filer leurs traits faux sur fil, et ne pourront les filer sur soie, sous les peines portées par les réglemens qui prescrivent ces moyens de garantie.

4. Ils ne pourront aussi, sous les peines portées par les mêmes réglemens et l'article 423 du Code pénal, mélanger des traits faux avec des traits fins dans leurs ouvrages et sur les bobines sur lesquelles ils seront dévidés.

5. Les tireurs de cuivre ou traits d'or et d'argent faux seront soumis aux visites des préposés des administrations des monnaies et des contributions indirectes. Les contraventions seront constatées dans la forme prescrite par la loi du 9 novembre 1797, ci-dessus relatée.

6. Dans les ateliers particuliers et fabriques de traits de cuivre pur, ou doré, argenté, ou mis en couleur, il ne sera procédé au tirage des bâtons de cuivre que du lever du soleil à son coucher.

N° 288. = 5—18 mai 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui règle la position des officiers en non-activité, en congé illimité et des cadres de remplacement dans les corps de toutes armes (1). (VII, Bull. DCLXVII, n° 16856.)

N° 289. = 5 mai—3 juillet 1824. = **ORDONNANCE** du roi relative à la mise en activité de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, établie à Paris pour les onze départemens y dénommés. (VII, Bull. DCLXXVIII bis, n° 1.)

N° 290. = 19 mai—1^{er} juin 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant création d'une école centrale de pyrotechnie militaire près de l'une des écoles régimentaires d'artillerie. (VII, Bull. DCLXVIII, n° 16868.)

Art. 1^{er}. Il sera établi près de l'une de nos écoles régimentaires d'artillerie une école centrale de pyrotechnie militaire.

2. La direction de cette école sera confiée, sous l'autorité du maréchal-de-camp commandant l'école, à un des officiers supérieurs de notre corps royal d'artillerie, compris dans le cadre actuel d'activité, et ayant sous ses ordres, pour le service et l'instruction, — Un capitaine, deux lieutenans de première classe, quatre maîtres artificiers.

3. Il sera envoyé, chaque année, à l'école de pyrotechnie, deux hommes par régiment d'artillerie à pied, et un homme par régiment d'artillerie à cheval. — Ces hommes seront pris parmi les canonniers, artificiers, caporaux ou brigadiers, sergens ou maréchaux-des-logis, nouvellement promus, et seront désignés par l'inspecteur général, ou, à défaut d'inspecteur, par le commandant de l'école. — Ils seront mis en subsistance dans les régimens d'artillerie en garnison dans la place où sera établie l'école. — Pour faire participer les officiers à l'instruction donnée à cette école, notre ministre de la guerre pourra y détacher un certain nombre de jeunes lieutenans qui auraient des dispositions et du goût pour ce service. — Ces officiers continueront, ainsi que les hommes détachés, à compter dans leurs corps respectifs et à y con-

(1) Cette ordonnance ne contient que des dispositions temporaires, et n'a plus aucun intérêt.

courir pour l'avancement, sans que celui qu'ils pourront recevoir pendant la durée de leur séjour à l'école, les oblige à la quitter.

4. La durée de l'instruction à l'école de pyrotechnie sera de deux ans, après lesquels les hommes détachés rentreront à leurs régimens. Cependant ceux qui n'auraient pas de dispositions pour acquérir l'instruction voulue, et ceux qui n'auraient pas une conduite régulière, seront renvoyés à leurs corps, sans attendre la fin de leurs deux années.

5. Les officiers et employés attachés à l'état-major de l'école de pyrotechnie recevront, à titre d'indemnité, un supplément de solde du tiers de leurs appointemens. — Les hommes détachés à ladite école jouiront des mêmes solde, masses et fournitures que dans leurs régimens, selon leur grade. Ils recevront, en outre, une indemnité de travail égale à celle allouée aux ouvriers des compagnies d'ouvriers d'artillerie, lorsqu'ils travailleront toute la journée, soit pour leur instruction, soit pour la confection des commandes d'artifices qui pourront leur être faites.

6. L'administration de l'école de pyrotechnie sera confiée au conseil d'administration de l'école d'artillerie. L'officier supérieur, directeur de l'instruction, fera partie de ce conseil. — Les dépenses non imputables sur les fonds de la solde seront acquittées par l'école et entreront dans son budget.

7. La compagnie d'artificiers est supprimée. Les hommes qui font partie du cadre actuel seront répartis dans les régimens d'artillerie, pour y prendre rang selon leur grade et leur ancienneté. Les sous-officiers concourront avec les chefs artificiers des régimens pour les quatre emplois de maîtres artificiers créés en vertu de l'article 2.

N^o 291. = 26 mai—9 juin 1824. = *ORDONNANCE du roi qui déclare les dispositions de celle du 29 octobre—6 novembre 1817 applicables, en ce qui regarde le traitement de la légion-d'honneur, à tous les militaires membres de l'ordre nés en pays étranger* (1). (VII, Bull. DCLXIX; n^o 16946.)

Louis, . . . — Vu notre ordonnance du 26 mars 1816, contenant l'organisation de la légion-d'honneur, et spécialement l'article 9, conçu en ces termes: « Les « étrangers sont admis et non reçus, et ne prêtent aucun serment; » — Vu les articles 30 et suivans, qui déterminent le mode de réception, etc.; — Vu les lois et réglemens relatifs à la naturalisation et spécialement les actes législatifs des 13 décembre 1799 (22 frimaire an 8) et 19 février 1808, le décret du 17 mars 1809, l'ordonnance du 4 juin 1814, la loi du 14 octobre 1814, et les ordonnances des 17 février 1815, 5 juin 1816 et 29 octobre 1817; — Vu la loi du 6 juillet 1820; — Considérant que, par l'effet de l'ordonnance du 29 octobre 1817, les officiers nés en pays étranger qui étaient alors en possession de la demi-solde, ont été tenus de se pourvoir de lettres de déclaration de naturalité dans le délai de six mois à dater de la publication de cette ordonnance; qu'ainsi ces officiers n'ont pas cessé d'être considérés comme citoyens français, s'ils ont satisfait aux dispositions de ladite ordonnance dans le délai qu'elle a prescrit; que le même délai a profité à ceux d'entre eux qui sont membres de la légion-d'honneur, pour continuer à être réputés membres français de l'ordre, et jouir du traitement attribué aux grades qu'ils occupent; — Considérant que le même avantage, quant à la solde de

(1) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), portant institution de la légion-d'honneur, et les notes qui résument tous les réglemens de la matière.

retraite, a été assuré par les ordonnances des 17 février 1815 et 5 juin 1816 aux militaires nés en pays étrangers ou devenus étrangers à la France, qui ont rempli, avant le 1^{er} janvier 1817, les formalités prescrites par ces ordonnances;—Prenant en considération les circonstances dans lesquelles se sont trouvés les militaires membres de l'ordre nés en pays étranger, dont les obligations, relativement à la naturalisation, n'avaient pas été réglées par des ordonnances spéciales, et voulant que tous profitent également de la latitude accordée à quelques uns;—Considérant, quant à ceux qui, nés en pays étranger, n'ont pas fait de diligences dans le délai le plus favorable pour obtenir leur naturalisation, 1^o que, devenus étrangers, ils sont entrés dans la classe des membres étrangers de l'ordre, et ont perdu leur droit au traitement; 2^o qu'ils ne peuvent exciper de leur ancienne réception comme membres français, puisqu'à l'instant où ils sont devenus étrangers les droits et les obligations résultant de leur réception et de leur serment ont cessé de plein droit et les ont placés au rang de membres étrangers, admis sans réception ni prestation de serment; 3^o que, s'ils redeviennent Français, quel que soit le temps pendant lequel ils ont été étrangers, les lettres qu'ils obtiennent ne sont plus que des lettres de naturalisation qui ne changent pas leur position dans la légion-d'honneur; 4^o qu'ils ne peuvent rentrer dans la classe des membres français de l'ordre, qu'en vertu d'une autorisation spéciale émanée de nous et suivie d'une réception nouvelle et d'une nouvelle prestation de serment; que c'est en vertu de cette autorisation seulement et à compter de cette réception, qu'ils peuvent avoir droit aux mêmes avantages que les membres français de l'ordre reçus à cette même époque et placés dans la même position;—Sur le rapport de notre cousin le grand-chancelier de la légion-d'honneur;—Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'ordonnance du 29 octobre 1817, qui prescrit aux officiers jouissant alors de leur demi-solde, de se pourvoir dans le délai de six mois afin d'obtenir des lettres de déclaration de naturalité, sont déclarées applicables, en ce qui regarde le traitement de la légion-d'honneur, à tous les militaires membres de l'ordre nés en pays étranger. — En conséquence, ceux de ces membres qui ont fait des diligences dans ledit délai pour se faire naturaliser, sont déclarés ayant droit au traitement.

2. Sont exceptés ceux qui, avant l'expiration du même délai, avaient pris du service chez une puissance étrangère, ou fait tout autre acte qui les constitue sujets d'une puissance étrangère.

3. Les membres de l'ordre nés en pays étranger qui n'ont pas satisfait au délai indiqué dans l'article ci-dessus, ou qui sont compris dans l'exception faite par l'article 2, seront tenus, s'ils veulent redevenir membres français de l'ordre, après s'être fait naturaliser, de solliciter une réception nouvelle et de prêter un nouveau serment, conformément au titre IV de notre ordonnance du 26 mars 1816.

4. Nous nous réservons d'accorder, par grace spéciale et singulière, le traitement de la légion-d'honneur aux membres de l'ordre compris dans l'article précédent et qui étaient sous-officiers ou soldats en activité de service dans nos armées de terre ou de mer, à la date du 6 avril 1814, pour ceux nés dans les pays qui n'ont jamais fait partie de la France, et à la date des traités, pour ceux qui sont nés dans les pays détachés par le même traité.—Le traitement ainsi accordé ne courra que du jour de leur nouvelle réception.

5. Les dispositions de l'article 13 de notre ordonnance du 5 juin 1816 relatives aux Suisses qui ont servi en France dans les régimens auxiliaires de leur nation, en vertu des capitulations encore existantes entre les deux

gouvernemens, sont déclarées applicables au traitement de la légion-d'honneur.

6. Les dispositions de la présente ordonnance ne sont pas applicables aux légionnaires non militaires, nés dans les pays étrangers, qui n'ont pas obtenu des lettres de déclaration de naturalité, conformément à la loi du 14 octobre 1814 et dans les délais fixés par cette loi.

N° 292. = 26 mai—15 juin 1824. = *ORDONNANCE du roi qui autorise l'établissement d'un abattoir et d'une fonderie de suif dans la ville d'Evreux.* (VII, Bull. DCLXX, n° 17037.)

N° 293. = 26 mai—15 juin 1824. = *ORDONNANCE du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes dans la ville de Vienne, département de l'Isère* (1). (VII, Bull. DCLXX, n° 17038.)

Art. 1^{er}. Il sera établi un conseil de prud'hommes dans la ville de Vienne, département de l'Isère. Ce conseil sera composé de sept membres, dont quatre seront choisis parmi les marchands-fabricans, et les trois autres, parmi les chefs d'atelier, contre-maitres ou ouvriers patentés. Les branches d'industrie ci-après dénommées concourront à la formation du conseil dans les proportions suivantes : — Les fabriques de draps nommeront six membres, dont trois marchands-fabricans, et trois chefs d'atelier, contre-maitres ou ouvriers patentés; les tanneurs, un marchand-fabricant. — Total, sept membres.

2. Indépendamment des sept membres dont il est question en l'article précédent, il sera attaché audit conseil deux suppléans : l'un marchand-fabricant, et l'autre, chef d'atelier, contre-maitre ou ouvrier patenté; tous deux pris parmi les fabricans et ouvriers du pays. Ces suppléans remplaceront ceux des membres qui, par des motifs quelconques, ne pourraient assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général des prud'hommes.

3. La juridiction du conseil s'étendra sur tous les marchands-fabricans, chefs d'atelier, contre-maitres, commis, teinturiers, ouvriers, compagnons et apprentis travaillant pour les fabriques de la ville de Vienne, quel que soit l'endroit de la résidence des uns et des autres.

4. Dans le cas où il serait interjeté appel d'un jugement rendu par les prud'hommes, cet appel sera porté devant le tribunal de commerce de l'arrondissement de Vienne.

5. L'élection et le renouvellement des membres du conseil auront lieu suivant le mode et de la manière qui sont réglés par le décret du 11 juin 1809. Ces membres se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies par la loi du 18 mars 1806 et par les décrets des 11 juin 1809 et 3 août 1810.

6. La ville de Vienne fournira le local nécessaire pour la tenue des séances du conseil; les dépenses de premier établissement, de chauffage, d'éclairage, et de paiement du traitement du secrétaire, seront également à sa charge.

N° 294. = 26 mai—15 juin 1824. = *ORDONNANCE du roi portant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger dans la ville de Blois.* (VII, Bull. DCLXXI, n° 17108.)

(1) Voyez, sur l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes, en général, le décret du 11 juin 1809, et la note.

N° 295. = 2—15 juin 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui règle l'emploi de la somme annuelle résultant du legs fait par le baron *Auget de Montyon*, pour récompenser le perfectionnement de la science médicale et de l'art chirurgical (1). (VII, Bull. DCLXXI, n° 17109.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; — Vu l'article 3 de notre ordonnance du 29 juillet 1821, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La somme annuelle résultant du legs fait par le baron *Auget de Montyon*, pour récompenser le perfectionnement de la science médicale et de l'art chirurgical, sera employée de la manière suivante : — Une moitié, en un ou plusieurs prix à décerner à l'auteur ou aux auteurs des ouvrages ou des découvertes qui, ayant eu pour objet le traitement d'une maladie interne, auront été jugés les plus utiles à l'art de guérir; — L'autre moitié, en un ou plusieurs prix à décerner par la même académie à l'auteur ou aux auteurs des ouvrages ou des découvertes qui, ayant eu pour objet le traitement d'une maladie externe, auront été jugés également les plus utiles à l'art de guérir.

2. La somme annuelle résultant du legs fait par le baron *Auget de Montyon*, en faveur de ceux qui auront trouvé les moyens de rendre un art ou un métier moins insalubre, sera également employée en un ou plusieurs prix à décerner par notre académie des sciences aux ouvrages ou découvertes qui auront paru dans l'année sur les objets les plus utiles et les plus propres à concourir au but que s'est proposé le testateur.

3. Les fonds qui n'auraient pas été appliqués à ces prix, en totalité ou en partie, dans le courant d'une année, pourront, comme réservés, être ajoutés à la valeur des prix de l'année suivante.

4. Les fonds qui, en tout ou en partie, n'auraient pas reçu la destination voulue après deux concours, ne pourront plus la recevoir à un troisième, et l'académie proposera à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, qui nous en référera, un moyen de les employer qui se rapprochera, autant que possible, des intentions du fondateur.

5. Notre académie des sciences aura, pour les recettes et l'emploi des fonds de ces fondations, un compte particulier, qui sera adressé annuellement à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur et jugé par lui définitivement.

N° 296. = 2—15 juin 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe définitivement à huit le nombre des avoués du tribunal de première instance de Langres. (VII, Bull. DCLXXI, n° 17110.)

N° 297. = 5—16 juin 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication du bref qui unit à perpétuité à l'évêché de Nancy le titre de l'ancien évêché de Toul. (VII, Bull. DCLXXII, n° 17160.)

N° 298. = 5—16 juin 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de MM. les évêques d'Angoulême, de Nancy et Toul, et de Quimper. (VII, Bull. DCLXXII, n° 17161.)

N° 299. = 5—16 juin 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication

(1) Voyez l'ordonnance du 29 juillet—21 août 1821, qui autorise l'acceptation de cette fondation.

de la bulle d'institution canonique de M. l'archevêque in partibus d'A-masie. (VII, Bull. DCLXXII, n° 17162.)

N° 300. = 9—15 juin 1824. = **LOI** qui modifie quelques dispositions de celle du 10—12 mars 1818, sur le recrutement des troupes (1). (VII, Bull. DCLXXI, n° 17107.)

Art. 1^{er}. Les appels faits, chaque année, conformément à la loi du 10 mars 1818, pour le recrutement des troupes de terre et de mer, seront de soixante mille hommes (2).

2. Les jeunes soldats appelés en vertu de l'article précédent, qui seraient laissés dans leurs foyers, pourront être mis en activité dans l'ordre des classes, en commençant par la moins âgée, et, dans chaque classe, selon l'ordre des numéros.

3. L'article 3 de la loi du 10 mars 1818, qui fixait la durée des engagements volontaires à six ans dans l'infanterie et à huit ans dans les autres corps, — Et l'article 20, qui fixait à six ans la durée du service des soldats appelés, sont abrogés. — A l'avenir, la durée du service militaire, dans quelque corps que ce soit, sera de huit années, tant pour les jeunes gens qui seront appelés, que pour ceux qui s'engageront volontairement après la promulgation de la présente loi.

4. L'article 23 de la même loi, qui assujétissait, en cas de guerre, les sous-officiers et soldats rentrés dans leurs foyers, après avoir achevé leur temps de service, à un service territorial de six ans, sous la dénomination de *vétérans*, est également abrogé, tant pour les enrôlés volontaires que pour les jeunes soldats admis dans l'armée après la promulgation de la présente loi.

5. Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi.

N° 301. = 9—16 juin 1824. = **LOI** relative au renouvellement intégral et septennal de la chambre des députés (3). (VII, Bull. DCLXXII, n° 17159.)

La chambre actuelle des députés et toutes celles qui la suivront seront renouvelées intégralement. Elles auront une durée de sept années à compter du jour où aura été rendue l'ordonnance de leur première convocation, à moins qu'elles ne soient dissoutes par le roi.

N° 302. = 16—17 juin 1824. = **LOI** relative aux droits d'enregistrement et de timbre (4). (VII, Bull. DCLXXIII, n° 17179.)

Art. 1^{er}. Les baux à ferme ou à loyer des biens meubles ou immeubles, les baux de pâturage et nourriture d'animaux, les baux à cheptel ou recon-

(1) Cette loi a été abrogée, comme celle du 10—12 mars 1818, par la loi générale du 21—23 mars 1832, sur le recrutement de l'armée.

Voyez la loi du 10—12 mars 1818, et les notes.

(2) Cet article et l'art. 5 de la loi du 10 mars 1818 ont été abrogés par la loi du 11—14 octobre 1830.

(3) Cette loi a été abrogée par la charte de 1830, art. 31, qui réduit à cinq années la durée du mandat des députés.

(4) Voyez, sur l'enregistrement, la loi fondamentale du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798); et, sur le timbre, la loi du 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798), et les notes étendues qui accompagnent ces deux lois.

naissances de bestiaux, et les baux ou conventions pour nourriture de personnes, lorsque la durée sera limitée, ne seront désormais soumis qu'au droit de vingt centimes par cent francs, sur le prix cumulé de toutes les années. — Le droit de cautionnement de ces baux sera de moitié de celui fixé par le présent article.

2. Les droits sur les échanges de biens immeubles sont modérés ainsi qu'il suit : — Les échanges d'immeubles ruraux ne paieront qu'un franc fixe pour tous droits d'enregistrement et de transcription, lorsque l'un des immeubles échangés sera contigu aux propriétés de celui des échangistes qui le recevra (1). — A l'égard de tous les autres échanges de biens immeubles, quelle que soit leur nature, le droit de deux pour cent, fixé par l'article 69 de la loi du 12 décembre 1798 (22 frimaire an 7), est réduit à un pour cent ; il sera perçu, comme par le passé, sur la valeur d'une des parts seulement ; et celui d'un et demi pour cent, fixé par l'article 54 de la loi du 28 avril 1816, n'aura lieu également que sur la valeur d'une des parts. — Dans tous les cas, le droit réglé par l'article 52 de la même loi continuera d'être perçu sur le montant de la soulte ou de la plus-value (2).

3. Le droit d'enregistrement fixé par les paragraphes IV et VI de l'article 69 de la loi du 12 décembre 1798, pour les donations entre-vifs en ligne directe, à un franc vingt-cinq centimes pour cent francs sur les biens meubles, et à deux francs cinquante centimes sur les immeubles, est réduit, en ce qui concerne les donations portant partage, faites par actes entre-vifs, conformément aux articles 1075 et 1076 du Code civil, par les père et mère ou autres ascendants, entre leurs enfans et descendans, au droit de vingt-cinq centimes par cent francs sur les biens meubles, et d'un franc par cent francs sur les immeubles, ainsi qu'il est réglé pour les successions en ligne directe (3). — Le droit d'un et demi pour cent, ajouté au droit d'enregistrement par l'article 54 de la loi du 28 avril 1816, ne sera perçu pour lesdites donations que lorsque la transcription en sera requise au bureau des hypothèques.

4. Les actes translatifs de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens immeubles situés, soit en pays étranger, soit dans les colonies françaises où le droit d'enregistrement n'est pas établi, ne seront soumis, à raison de cette

(1) Abrogé par l'art. 16 de la loi de finances du 24 mai—1^{er} juin 1834.

(2) Maintenu par le deuxième alinéa de l'art. 16 de la loi du 24 mai 1834.

(3) Voyez, sur cette matière, l'art. 33 de la loi du 21—28 avril 1832.

Pour que la donation faite par un père à ses enfans puisse être considérée comme un *partage anticipé*, et, en conséquence, ne donner lieu qu'au droit d'enregistrement d'un pour cent, il faut trois conditions essentielles : la première, que tous les enfans du donateur soient participans à la donation, avec dessaisissement au profit de chacun d'eux ; la deuxième, qu'ils en aient accepté les dispositions ; la troisième, que l'acte de donation porte réellement *partage* entre les enfans : il ne suffirait pas que les enfans fussent investis chacun d'une quote-part indivise, avec faculté de faire opérer la division à volonté. Cass., 23 janvier 1828, SIR., XXVIII, 1, 152 ; Bull. civ., XXX, 20. — Jugé encore qu'une donation faite par un père à ses enfans, sous le titre de partage anticipé ne peut être considérée comme un partage, si la division des biens n'est pas préalablement opérée entre les enfans. Cass., 28 avril 1829, SIR., XXIX, 1, 186. — Jugé, au contraire, qu'il y a un partage anticipé, dans le sens de la loi fiscale, encore que la division des biens ne soit pas opérée entre les enfans par l'acte même, si la donation fixe la part à laquelle chacun des enfans aura droit dans les immeubles donnés. Cass., 13 février 1832, SIR., XXXII, 1, 184. — Le partage anticipé fait par un aïeul entre ses petits-enfans, du vivant de leurs père et mère, doit jouir de la réduction des droits d'enregistrement accordée par cet article, encore que les donataires ne soient pas successibles du donateur au jour de la donation. Solution de la régie, 27 octobre 1832, SIR., XXXIII, 2, 224. — Une donation contenant partage d'ascendant ne peut jouir de la réduction des droits qu'autant qu'elle est faite par acte authentique. Cass., 22 mai 1833, SIR., XXXIII, 1, 552 ; Bull. civ., XXXV, 113. — Jugé en sens contraire. Cass., 21 décembre 1831, SIR., XXXII, 1, 182.

transmission, qu'au droit fixe de dix francs, sans que, dans aucun cas, le droit fixe puisse excéder le droit proportionnel qui serait dû s'il s'agissait de biens situés en France (1).

5. Les polices d'assurances maritimes ne seront assujéties qu'au droit fixe de un franc pour enregistrement. Le paiement du droit proportionnel fixé par l'article 51 de la loi du 28 avril 1816, sera perçu seulement lorsqu'il sera fait usage de ces actes en justice.

6. Seront enregistrés *gratis* les actes de poursuites et tous autres actes, tant en action qu'en défense, ayant pour objet, soit le recouvrement des contributions publiques et de toutes autres sommes dues à l'état, ainsi que des contributions locales, soit le recouvrement des sommes dues pour mois de nourrices, le tout lorsqu'il s'agira de cotes, droits et créances non excédant en total la somme de cent francs.

7. Les départemens, arrondissemens, communes, hospices, séminaires, fabriques, congrégations religieuses, consistoires, et généralement tous établissemens publics légalement autorisés, paieront dix francs pour droit fixe d'enregistrement et de transcription hypothécaire sur les actes d'acquisition qu'ils feront, et sur les donations ou legs qu'ils recueilleront, lorsque les immeubles acquis ou donnés devront recevoir une destination d'utilité publique et ne pas produire de revenus, sans préjudice des exceptions déjà existantes en faveur de quelques uns de ces établissemens. — Le droit de dix francs, fixé par le présent article, sera réduit à un franc, toutes les fois que la valeur des immeubles acquis ou donnés n'excèdera pas cinq cents francs en principal (2).

8. Le droit de timbre proportionnel, pour les effets, billets et obligations d'une somme de cinq cents francs et au dessous, est réduit à trente-cinq centimes au lieu de soixante-dix centimes (3).

9. Le droit de timbre spécial des livres de commerce, fixé par l'article 72 de la loi du 28 avril 1816 à vingt centimes par feuille de papier petit ou moyen, est réduit à cinq centimes par feuille. — Le droit de trente centimes ou cinquante centimes par feuille, selon le format des papiers de dimension supérieure, est réduit à dix centimes par feuille, quelle que soit la dimension du papier.

10. Les amendes progressives prononcées, dans certains cas, contre les fonctionnaires publics et les officiers ministériels, par les lois sur l'enregistrement et le dépôt des répertoires, sont réduites à une seule amende de dix francs, quelle que soit la durée du retard. — Toutes les amendes fixes prononcées par les lois sur l'enregistrement, le timbre, les ventes publiques de meubles et le notariat, ainsi que celles résultant du défaut de mention des patentes dans les actes et du défaut de consignation des amendes d'appel, sont réduites, savoir : celles de cinq cents francs à cinquante francs, celles de cent francs à vingt francs, celles de cinquante francs à dix francs, et toutes celles au dessous de cinquante francs à cinq francs.

11. Les dispositions des lois relatives à la tenue et au dépôt des répertoires, sont applicables aux commissaires-priseurs et aux courtiers de commerce, mais seulement pour les procès-verbaux de ventes de meubles et de marchandises, et pour les actes faits en conséquence de ces ventes. — Les

(1) Voyez la loi du 22 frimaire an 7, art. 70, § III, n° 16; et l'art. 58 de la loi du 28 avril — 4 mai 1816, et les notes.

(2) Cet article a été entièrement abrogé par l'art. 17 de la loi du 18—25 avril 1831, sur les finances.

(3) Voyez l'art. 64 de la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, et la note.

articles 41 et 42 de la loi du 12 décembre 1798, sur l'enregistrement, sont applicables aux avoués, le tout sauf la réduction aux sommes fixées par l'article précédent, des amendes prononcées par lesdites lois.

12. L'amende fixe de trente francs, prononcée par les articles 26 de la loi du 3 novembre 1798 (13 brumaire an 7) et 6 de la loi du 25 mai 1799 (6 prairial an 7), à l'égard des effets, billets et obligations au dessous de six cents francs, écrits sur papier non timbré, est réduite au vingtième du montant de ces effets, sans qu'elle puisse, néanmoins, dans aucun cas, être inférieure à cinq francs;—Lorsqu'un effet, un billet ou une obligation, aura été écrit sur du papier d'un timbre inférieur à celui qui aurait dû être employé, l'amende du vingtième, prononcée par lesdits articles, ne sera perçue que sur le montant de la somme excédant celle qui aurait pu être exprimée sans contravention dans le papier employé, mais sans qu'elle puisse, dans aucun cas, être inférieure à cinq francs.—Les effets, billets ou obligations, écrits sur papier portant le timbre de dimension, ne seront assujétis à aucune amende, si ce n'est dans le cas d'insuffisance du prix du timbre et dans la proportion ci-dessus fixée.

13. Les notaires pourront faire des actes en vertu et par suite d'actes sous seing privé non enregistrés, et les énoncer dans leurs actes, mais sous la condition que chacun de ces actes sous seing privé demeurera annexé à celui dans lequel il se trouvera mentionné, qu'il sera soumis avant lui à la formalité de l'enregistrement, et que les notaires seront personnellement responsables non seulement des droits d'enregistrement et de timbre, mais encore des amendes auxquelles les actes sous seing privé se trouveront assujétis. — Il est dérogé, à cet égard seulement, à l'article 41 (1) de la loi du 12 décembre 1798 (2).

14. La prescription de deux ans, établie par le nombre 1^{er} de l'article 61 de la loi du 12 décembre 1798, s'appliquera tant aux amendes de contraventions aux dispositions de ladite loi qu'aux amendes pour contraventions aux lois sur le timbre et sur les ventes de meubles. Elle courra du jour où les préposés auront été mis à portée de constater les contraventions, au vu de chaque acte soumis à l'enregistrement, ou du jour de la présentation des répertoires à leur visa.—Dans tous les cas, la prescription pour le recouvrement des droits simples d'enregistrement et des droits de timbre qui auraient été dus indépendamment des amendes, restera réglée par les lois existantes. — L'action pour faire condamner aux amendes sera prescrite après deux ans, à compter du jour où les contraventions auront été commises dans les cas déterminés:—1^o Par l'article 1^{er} de la loi du 5 mai 1796 (16 floréal an 4), concernant le dépôt des répertoires;—2^o Par l'article 37 de la loi du 22 octobre 1798 (1^{er} brumaire an 7), pour la mention à faire des patentes;—3^o Par la loi du 16 mars 1803 (25 ventose an 11), contenant organisation du notariat;—4^o Par l'article 68 du Code de commerce, pour la publication des contrats de mariage des commerçans.

15. Toutes les dispositions qui précèdent seront applicables aux perceptions à faire et aux amendes encore dues au moment de la publication de la présente.

16. Il est accordé un délai de six mois, à compter de la publication de la présente loi, pour faire enregistrer et timbrer, sans droits en sus ni amendes, tous les actes, effets et registres qui, en contravention aux lois sur l'en-

(1) Lisez 42.

(2) Voyez l'art. 23 de la loi de finances du 24 mai 1834, qui déroge au présent article en ce qui concerne le protêt des effets négociables non écrit sur papier timbré, ou non visé pour timbre.

registrement et le timbre, n'auraient pas été soumis à ces deux formalités. — Le même délai de faveur est accordé pour faire la déclaration des biens transmis soit par décès, soit entre-vifs, lorsqu'il n'existera pas de conventions écrites. — Les héritiers, donataires ou légataires, et tous nouveaux possesseurs qui auraient fait des omissions ou des estimations insuffisantes dans leurs actes ou déclarations seront admis à les réparer, sans être soumis à aucune peine, pourvu qu'ils acquittent les droits simples et les frais dans le délai de six mois. — Le bénéfice résultant du présent article ne pourra être réclamé que pour les contraventions existantes au jour de la promulgation de la présente loi.

N° 303. = 16—18 juin 1824. = **LOI concernant l'admission à la retraite des juges atteints d'infirmités graves et permanentes** (1). (VII, Bull. DCLXXIV, n° 17186.)

Art. 1^{er}. Dans les cas où il y aura lieu d'admettre à la retraite les membres de nos cours et tribunaux que des infirmités graves et permanentes mettraient hors d'état d'exercer leurs fonctions, il y sera pourvu dans les formes et sous les conditions prescrites par les articles suivans.

2. Il sera formé une commission composée du premier président, des présidens de chambre et du doyen de la cour à laquelle appartiendra le magistrat désigné, ou dans le ressort de laquelle sera établi le tribunal dont il fera partie, à l'effet de décider préalablement s'il y a lieu de procéder à la vérification de l'état et de la santé de ce magistrat.

3. Cette commission sera convoquée d'office par le premier président, ou sur la réquisition du procureur général.

4. Le procureur général assistera aux délibérations de la commission, et y sera entendu.

5. Il sera dressé, dans tous les cas, procès-verbal des réquisitions du procureur général et des délibérations de la commission.

6. Si la commission est d'avis qu'il existe des motifs suffisans de croire à la réalité de l'infirmité alléguée, elle ordonnera qu'il en sera référé au garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice. — Dans le cas contraire, elle déclarera qu'il n'y a lieu à procéder à de plus amples vérifications.

7. Lorsque la commission déclarera qu'il en sera référé, les pièces seront transmises dans les trois jours au garde des sceaux, qui ordonnera, s'il y a lieu, qu'il soit informé.

8. Si le garde des sceaux ordonne qu'il en soit informé, la cour sera immédiatement convoquée en assemblée générale des chambres, et nommera un ou plusieurs commissaires pour procéder à l'information.

9. Les commissaires délégués par la cour recueilleront tous les documens nécessaires, et recevront, selon l'exigence des cas, les déclarations des témoins et des gens de l'art. — Ils recevront également les explications écrites ou verbales que voudra fournir le magistrat réputé atteint d'une infirmité

(1) Voyez le décret du 2 octobre 1807, qui détermine les cas d'admission des juges à la retraite, pour cause d'infirmités; et celui du 6 juillet 1810, art. 77, qui autorise les présidens et conseillers de cour royale à prendre leur retraite après trente ans de service. Voyez aussi l'ordonnance du 23—30 septembre 1814, concernant les pensions de retraite à accorder aux magistrats; et l'ordonnance du 17—20 août 1824, qui contient règlement sur les pensions de leurs veuves et de leurs orphelins.

La présente loi abroge implicitement le décret de 1807.

incurable. — Si le magistrat refuse ou ne peut donner les explications demandées, il en sera fait mention au procès-verbal.

10. L'information sera communiquée, après sa clôture, au procureur général, qui pourra requérir ce qu'il appartiendra.

11. Les commissaires feront leur rapport dans les trois jours de la clôture définitive de l'information. — La cour, après avoir entendu le procureur général, déclarera si elle est d'avis qu'il y ait lieu d'admettre à la retraite le magistrat désigné.

12. Dans le cas de l'affirmative, cette mesure pourra être proposée au roi par le garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état de la justice.

13. Les magistrats admis à la retraite en vertu de la présente loi auront droit à une pension qui sera liquidée conformément aux lois et aux règlements (1). — Ils pourront recevoir, en outre, le titre de président, de conseiller ou de juge honoraire, et jouiront des privilèges honorifiques attachés à ce titre.

14. Lorsque la proposition tendant à faire admettre à la retraite aura été rejetée, soit par la commission d'examen formée en exécution de l'article 2, soit par la cour, elle ne pourra être reproduite qu'après le délai de deux années.

15. La présente loi sera applicable aux membres de la cour des comptes. En ce cas, l'ordre d'informer sera donné et la proposition d'admettre à la retraite sera faite par le ministre secrétaire d'état des finances.

N° 304. = 16—22 juin 1824. = *LOI relative aux crédits nécessaires pour l'inscription au trésor royal des pensions militaires.* (VII, Bull. DCLXXV, n° 17208.)

N° 305. = 16 juin—3 juillet 1824. = *ORDONNANCE du roi portant acceptation des offres faites par la compagnie anonyme formée sous le nom de Compagnie du Pont Henri, pour l'établissement d'un pont en charpente sur la Loire à Montrond.* (VII, Bull. DCLXXVIII bis, n° 2.)

N° 306. = 16 juin—3 juillet 1824. = *ORDONNANCE du roi portant approbation d'articles additionnels aux statuts de la Compagnie des quatre canaux.* (VII, Bull. DCLXXVIII bis, n° 3.)

N° 307. = 17—22 juin 1824. = *LOI sur les tabacs* (2). (VII, Bull. DCLXXV, n° 17209.)

Le titre V de la loi du 28 avril 1816, qui attribue exclusivement à la régie des contributions indirectes l'achat, la fabrication et la vente du tabac dans toute l'étendue du royaume, et dont l'effet avait été continué par la loi du 28 avril 1819 jusqu'au 1^{er} janvier 1826, est de nouveau prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1831.

N° 308. = 23 juin—14 juillet 1824. = *ORDONNANCE du roi qui prescrit la pu-*

(1) Voyez, sur la fixation de ces pensions, les ordonnances des 23—30 septembre 1814; 9—11 janvier, 14—22 avril 1815; 14—20 août 1816; 2—11 janvier 1817, et 22—24 février 1821.

(2) Voyez, sur les tabacs, le décret du 20—27 mars 1791, et les notes qui résument la législation de la matière. Voyez surtout la loi du 28 avril—4 mai 1816 (*contributions indirectes*), tit. V, et les notes.

blication de la bulle d'institution canonique de M. l'évêque de Montauban. (VII, Bull. DCLXXXIX, n° 17279.)

N° 309. = 23 juin — 15 juillet 1824. = **ORDONNANCE** du roi concernant l'acquisition faite par la ville de Paris des droits de son altesse sérénissime monseigneur le duc d'Orléans sur la rivière d'Ourcq. (VII, Bull. DCLXXX bis.)

Louis, ... — Vu 1° les lettres-patentes du mois de novembre 1661, et celles rendues le 7 décembre 1766, relatives à la rivière d'Ourcq; — 2° Nos ordonnances des 20 mai, 17 septembre et 7 octobre 1814; — 3° Les lois des 29 floréal an 10, 20 mai 1818 et 5 août 1821; — 4° L'ordonnance par nous rendue le 10 décembre 1823; — 5° La délibération du conseil municipal de la ville de Paris, du 11 avril dernier; — 6° L'avis de notre conseiller d'état préfet du département de la Seine, du 1^{er} mai suivant; — Ensemble l'avis de notre ministre secrétaire d'état des finances du 9 du présent mois, et l'acte du gouvernement du 21 février 1808; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; -- Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'acquisition faite par notre conseiller d'état préfet de la Seine, au nom de notre bonne ville de Paris, de notre cher et bien aimé neveu le duc d'Orléans, de tous les droits et actions qui lui appartiennent, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit, sans exception ni réserve, sur le lit de la rivière d'Ourcq, sur ses eaux, son littoral et droit de halage, sur sa navigation et sur ses dépendances, tant dans la partie inférieure depuis la prise d'eau du canal à Mareuil, que dans la partie supérieure à la prise d'eau, jusqu'au Port-aux-Perches, est confirmée, à la charge par les parties contractantes de se conformer, chacune en ce qui la concerne, tant pour le prix que pour les clauses et conditions de la vente, aux dispositions et réserves stipulées au projet de concession arrêté le 4 avril dernier, par les commissaires nommés à cet effet, et agréé tant par notre cher et bien aimé neveu que par le conseil municipal, suivant et par délibération du 11 dudit mois.

2. La subrogation temporaire et limitée consentie par notre conseiller d'état préfet du département de la Seine, au nom de notre bonne ville de Paris, en faveur de la compagnie des canaux de l'Ourcq et de Saint-Denis, stipulant et acceptant par les sieurs *Vassal* et *Hainguerlot*, délégués par elle à cet effet par délibération du 10 avril dernier, dans tous les droits et actions résultant pour la ville de l'acquisition approuvée par l'article précédent, est également confirmée sous les clauses, charges, conditions et réserves énoncées en l'acte souscrit entre les parties contractantes, le 11 dudit mois d'avril.

3. Copie de l'acte de vente et de l'acte de subrogation mentionnés aux deux articles qui précèdent, ainsi que l'expertise et le tarif provisoire énoncés aux articles 3 et 7 de l'acte de vente, resteront annexés à notre présente ordonnance. — Ces actes seront considérés comme accessoires et additionnels aux traités mentionnés dans les lois des 20 mai 1818 et 5 août 1821, et ne seront soumis, comme tels, qu'au droit fixe de un franc d'enregistrement.

4. Nous nous réservons de statuer ultérieurement, d'après les travaux du nouveau canal, et eu égard aux intérêts du commerce, sur l'époque où l'ancienne navigation pourra être supprimée.

5. Les dispositions de l'article 2 de notre ordonnance du 10 décembre der-

nier, en ce qui concerne le remplacement dans l'apanage de la branche d'Orléans, du prix de l'ancien canal de l'Ourcq, par des immeubles d'égale valeur, seront, au surplus, exécutées dans le plus bref délai, sous l'autorité et la surveillance de notre ministre des finances.

Extrait du registre des procès-verbaux des séances du conseil général du département de la Seine, faisant fonctions de conseil municipal de la ville de Paris. (Séance du dimanche 11 avril 1824.)

Son altesse sérénissime monseigneur le duc d'Orléans, premier prince du sang, autorisé à l'effet des présentes par ordonnance du roi du 10 décembre 1823, insérée au Bulletin des lois, n° 644, — Stipulant par le ministère de MM. Amy, Borel de Bretizel, Dupin et Tripier, avocats, membres du conseil, d'une part; — Et M. le préfet du département de la Seine, stipulant pour la ville de Paris, conformément à l'avis du conseil général du département de la Seine, exerçant les fonctions de conseil municipal de cette ville, consigné dans sa délibération du, et sous la réserve de l'autorisation du roi, d'autre part; — Voulant éteindre pour le passé et prévenir pour la suite toutes discussions qui ont pu et pourraient s'élever relativement à la rivière d'Ourcq et à la dérivation ordonnée par la loi du 29 floréal an 10, — Ont arrêté les articles suivans à titre de transaction amiable et définitive sur procès nés et à naître :

Art. 1^{er}. Son altesse sérénissime vend, cède et transporte, avec la simple garantie de ses faits et promesses, à la ville de Paris, ce qui est accepté par le préfet, — Tous les droits et actions, sans exception ni réserve, que son altesse sérénissime peut avoir, à quelque titre que ce soit, sur le lit de la rivière d'Ourcq, sur ses eaux, son littoral et droit de halage, sa navigation et ses dépendances, tant dans la partie inférieure, depuis la prise d'eau du nouveau canal à Mareuil jusqu'à la Marne, que dans la partie supérieure à la prise d'eau, en remontant jusqu'au Port-aux-Perches. — Il est entendu que les rus de flottage qui descendent de la forêt de Villers-Cotterets jusqu'à la rivière d'Ourcq, ne sont pas compris dans ladite cession; sous la condition néanmoins que, dans aucun cas, les eaux de ces rus ne pourront être détournées qu'à la charge de les rendre dans la rivière d'Ourcq au point où elles y arrivent aujourd'hui. Ne sont pas compris également dans la présente cession le canal et port de tirage du ru de Savière sur la rive gauche de l'Ourcq, ni la faculté d'établir les barrages ou arrêts d'usage en amont de l'emplacement de l'ancienne grille de fer pour la retenue des bois flottés dans ce canal et leur dépôt sur le port, le tout étant une dépendance de la forêt de Villers-Cotterets, et n'ayant jamais fait partie de l'administration du canal de l'Ourcq. — Dans cette cession sont comprises toutes les portions de terrain, maisons d'éclusiers et autres bâtimens dont son altesse sérénissime est et peut être propriétaire sur les bords de la rivière d'Ourcq, telles qu'elles sont détaillées en l'état joint au présent traité, ensemble les droits de péage, de navigation, de pêche et autres, ainsi que tous les ouvrages d'art, pertuis, ponts et autres objets existans sur le cours de la rivière ou qui se trouveront en magasin; étant observé, à l'égard de la maison occupée à Lizy par le sieur Moussier, régisseur du canal, qu'il a fait dans ladite maison et dépendances des constructions et plantations qu'il pourrait avoir le droit d'enlever dans le cas où la ville de Paris ne jugerait pas à propos de les conserver en l'indemnisant; étant observé encore que, par transaction entre son altesse sérénissime et M. de Frenilly, il lui a été accordé un droit de pêche gratuit vis-à-vis de ses propriétés pour neuf ans, à compter du 1^{er} janvier 1824; et enfin, que le mail de La Ferté-Milon sera la propriété de la ville de

Paris comme elle l'était de son altesse sérénissime, mais à la charge de laisser ledit mail, comme par le passé, à l'usage de promenade publique.—La ville de Paris prendra tous les objets ainsi cédés dans l'état où ils se trouvent, à la charge par elle de remplir, du jour de son entrée en jouissance, toutes les obligations et charges connues et inconnues, de quelque nature qu'elles soient, auxquelles son altesse sérénissime peut être soumise, à cause de la dite rivière, soit envers l'état, soit envers des particuliers, notamment envers les propriétaires d'usines, à raison de chômage, de diminution de volume des eaux, ou de leur suppression totale, ou envers les riverains, à cause des bornages et prises d'eau, terrains pour chemins de halage, ou pour dommages quelconques résultant des mêmes causes, sans que la présente obligation puisse conférer à qui que ce soit aucun autre droit que ceux résultant de titres, sauf à la ville de Paris à s'en défendre ainsi qu'elle avisera, à ses risques, périls et fortune, de manière que son altesse sérénissime ne soit jamais inquiétée ni recherchée pour l'avenir. — En conséquence, la ville de Paris est et demeure, à compter du jour de l'approbation royale des présentes, subrogée tant activement que passivement à son altesse sérénissime pour tout ce qui concerne les objets ci-dessus cédés. — Il est néanmoins bien expliqué que l'engagement qui vient d'être contracté au nom de la ville de Paris, ne s'applique qu'aux obligations essentiellement inhérentes à la propriété et possession des objets présentement cédés, et non aux dettes, hypothèques ou privilèges dont tout ou partie de ces objets pourrait être grevé.

2. Pour assurer le transport des bois de la forêt de Villers-Cotterets appartenant à son altesse sérénissime, la ville de Paris s'oblige à prendre des mesures telles, que la navigation, depuis le Port-aux-Perches jusqu'à Paris soit toujours praticable par la voie actuelle ou par le nouveau canal, sauf les interruptions qui pourront avoir lieu aux époques habituelles du chômage de la navigation de l'Ourcq.

3. Afin d'offrir de plus à son altesse sérénissime une garantie contre l'augmentation des frais de transport des bois dont il s'agit par le nouveau canal, le tarif des droits annexé à la loi du 20 mai 1818 sera modifié, à l'égard de ces mêmes bois seulement, de manière que les droits de navigation réunis aux frais de toute nature n'excèdent pas le coût du transport par l'Ourcq et la Marne. — Dans ce but, une expertise dressée contradictoirement a déjà fixé le prix actuel du transport des bois de diverses espèces, tous frais et droits compris, depuis le Port-aux-Perches jusqu'à la barrière de Paris; cette pièce demeure annexée au présent traité, à l'effet de servir à l'exécution des dispositions suivantes.—Un an après que la navigation aura été établie sur le nouveau canal, de manière à conduire les bois de la forêt de Villers-Cotterets à Paris, il sera dressé une autre estimation pour constater les frais de toute nature autres que les droits de navigation, que coûtera, par la nouvelle voie, depuis le Port-aux-Perches jusques et compris le bassin de La Villette, le transport des bois de chacune des espèces indiquées dans l'expertise ci-jointe. — Le montant de ces frais pour l'unité de chaque espèce, déduit des prix portés dans cette expertise, déterminera la quotité des droits de navigation, et formera la fixation définitive du tarif spécial pour les bois de la forêt de Villers-Cotterets. — L'estimation à faire des frais par la nouvelle navigation sera arrêtée à l'amiable, s'il est possible, sinon par deux experts choisis contradictoirement par son altesse sérénissime et par la ville. En cas de dissentiment, ces experts nommeront un tiers qui, sans être astreint à prendre entièrement l'avis de l'un des deux premiers, devra néanmoins se renfermer dans la limite de la différence existant entre les deux avis. A défaut de nomination de l'un des experts ou d'un tiers-expert dans

la quinzaine de la demande qui sera faite par la partie la plus diligente, le ministre de l'intérieur sera prié de pourvoir au choix.

4. Cette fixation, ainsi opérée, ne pourra être modifiée qu'à l'expiration de chaque période de vingt-cinq années, et dans le cas seulement où il résulterait du prix moyen des bois pendant cette période de vingt-cinq années, que la valeur vénale de cette marchandise aura éprouvé en plus ou en moins une variation du cinquième au moins depuis la dernière fixation. — Dans ce cas, les prix portés au tarif spécial seront augmentés ou diminués proportionnellement aux changemens survenus dans ladite valeur vénale des bois.

5. Quel que soit le résultat des diverses opérations dont il vient d'être parlé, il est bien entendu que les bois de la forêt de Villers-Cotterets ne pourront, dans aucun cas, être assujétis à un droit plus fort que les autres marchandises du même genre. — Il est pareillement entendu que le flottage des trains de bois continuera d'avoir lieu, soit sur le nouveau canal, soit sur l'ancien, mais sans pouvoir excéder le *maximum* des trains qu'il était d'usage de flotter chaque année; lequel *maximum* sera réglé par la moyenne des cinq plus fortes années sur les dix dernières qui ont précédé la présente : — Sans néanmoins que de cette dernière clause il puisse résulter aucune obligation ni action contre son altesse sérénissime, soit de la part de la ville de Paris, soit de la part du commerce; lesquels, en cas de difficultés, seront tenus de s'entendre entre eux, ou d'y faire statuer par l'autorité compétente. — De quelque manière que les bois soient amenés, en trains ou en bateaux, au bassin de La Villette, il est expressément convenu que lesdits trains ou bateaux pourront stationner dans ledit bassin, sans être assujétis à aucun droit pendant les quinze premiers jours qui suivront celui de leur arrivée.

6. Tant que la navigation sur la partie inférieure de la rivière d'Ourcq, depuis la prise d'eau à Mareuil, continuera de subsister, les droits de navigation sur cette partie ne pourront être modifiés à l'égard des bois de la forêt de Villers-Cotterets, si ce n'est aux époques et dans les proportions déterminées par l'article 4.

7. Si, avant la fixation du tarif spécial mentionné article 3, la navigation, sur la partie inférieure de la rivière d'Ourcq, se trouvait interrompue, les droits de navigation à acquitter pour le transport des bois de la forêt de Villers-Cotterets, depuis le Port-aux-Perches jusques et compris le bassin de La Villette, seront perçus, pendant cette interruption et en attendant ledit tarif définitif, d'après le tarif provisoire ci-annexé.

8. Enfin et indépendamment des conditions résultant des articles précédens, la cession est faite, à titre de forfait, moyennant une rente annuelle et perpétuelle de..... exempte de retenue, que M. le préfet crée et constitue au profit de son altesse sérénissime sur la ville de Paris. — Cette rente sera divisée en ... coupons de cinq cents francs de rente chacun, au porteur, et négociables sur la place.—Les arrérages commenceront à courir du jour de l'entrée en jouissance par la ville de Paris, et ils seront servis à la caisse municipale de six mois en six mois.—Dans la quinzaine après l'approbation royale du présent traité, la ville de Paris sera mise en possession des objets ci-dessus cédés; et les coupons de ladite rente seront remis à son altesse sérénissime, qui en donnera quittance, son altesse sérénissime s'obligeant à justifier, dans les six mois qui suivront cette remise, de la pleine et entière exécution des dispositions prescrites par l'ordonnance royale du 10 décembre 1823. — En ce qui touche le mode de remboursement de ladite rente, il aura lieu, ou pour le tout ou pour partie, au choix de la ville de Paris,

sur le pied du denier vingt, aux époques qu'elle jugera à propos. — A cet effet, il suffira d'un avertissement donné trois mois d'avance aux porteurs par l'un des journaux d'annonces de Paris. A défaut par les porteurs de satisfaire à cet avertissement, la ville de Paris est autorisée à se libérer par le dépôt à la caisse des consignations, et sans aucune formalité judiciaire.

9. Au moyen du présent traité, toutes procédures et instances qui peuvent exister entre son altesse sérénissime et la ville de Paris, sont définitivement éteintes, et les dépens faits de part et d'autre jusqu'à ce jour demeurent compensés. Toutes consignations qui auraient pu être faites au nom de la ville de Paris, pour prix de terrains compris dans la cession ci-dessus, seront retirées par elle.

10. Après l'approbation royale donnée au présent traité, remise sera faite à M. le préfet, des divers titres et plans qui peuvent être en la possession de son altesse sérénissime concernant les objets ci-dessus cédés.

11 et dernier. Le présent traité ne recevra son exécution qu'après l'approbation de sa majesté.

Fait double à Paris, le 4 avril 1824. — (*Suivent les signatures.*)

Au bas est écrit : « Approuvé le projet ci-dessus, sous la condition que la « rente stipulée en l'article 8 ne sera pas moindre de trente mille francs « par an.—Ce 11 avril 1824.»—(*Suit le paraphe de son altesse sérénissime.*)

Entre le conseiller d'état préfet du département de la Seine, agissant pour la ville de Paris, d'une part, — Et MM. *Vassal* et *Hainguerlot*, agissant pour la compagnie des canaux de Paris, en vertu d'une délibération en date du 10 avril 1824, dont copie est annexée aux présentes sous le n° 1^{er}, et, en outre, en leurs noms personnels, comme se portant fort, l'un et l'autre, solidairement pour ladite compagnie, d'autre part, — Il a été exposé et convenu ce qui suit : — Par traité passé, le 19 avril 1818, entre le préfet de la Seine, agissant au nom de la ville de Paris, et MM. les membres composant la compagnie des canaux de Paris, ledit traité approuvé par ordonnance du roi, en date du 10 juin 1818, annexé à la loi du 20 mai de la même année, il a été fait concession à ladite compagnie de la jouissance et des produits des canaux de l'Ourcq et de Saint-Denis, pour quatre-vingt-dix-neuf années, à la charge, par ladite compagnie, d'exécuter, à ses risques et périls, tous les travaux qui restaient à faire pour l'entier achèvement de ces canaux, et pour la dérivation de la rivière d'Ourcq, conformément à la loi du 29 floréal an 10, et ce, dans le délai de quatre années, qui a expiré le 31 décembre 1822; et à la condition, entre autres, que toutes les propriétés nécessaires à l'exécution desdits canaux seraient acquises aux frais de ladite ville par l'administration municipale, et livrées à ladite compagnie dans le même délai de quatre années, au fur et à mesure de l'avancement des travaux. — Des contestations s'étant élevées, dès le 20 avril 1822, entre son altesse sérénissime monseigneur le duc d'Orléans et la ville de Paris, relativement à la dérivation des eaux de la rivière d'Ourcq et à l'occupation des terrains situés aux abords de la prise d'eau dudit canal, et son altesse sérénissime s'étant opposée judiciairement à la continuation desdits travaux sur ce point, la compagnie s'est vue forcée de suspendre son entreprise pendant toute la durée de ce procès. — Dans cet état de choses, la compagnie a, par divers actes, formé contre la ville de Paris des demandes d'indemnités considérables, pour cause de retard, trouble, non jouissance, difficultés et préjudices de toute nature que ce procès étranger à ses engagements lui a occasionés au moment où son entreprise allait être achevée. — Par le traité de transaction amiable arrêté aujourd'hui entre son altesse sérénissime mon-

seigneur le duc d'Orléans et M. le préfet de la Seine, agissant au nom de la ville de Paris, duquel traité ladite compagnie a pleine et entière connaissance, et dont une copie est annexée à chacun des doubles du présent, sous le n° 2, toutes contestations nées ou à naître entre son altesse sérénissime et la ville de Paris, relativement à la dérivation de la rivière d'Ourcq, se trouvent définitivement éteintes ou prévenues pour toujours. — Les parties présentement contractantes, voulant pareillement éteindre pour le passé, et prévenir pour la suite toutes contestations et discussions nées ou à naître entre elles, à cause des retards et préjudices de toute nature qu'a pu ou pourrait éprouver l'entreprise des canaux de l'Ourcq et de Saint-Denis par l'effet dudit procès, — Ont arrêté les articles suivans, à titre de transaction amiable et définitive :

Art. 1^{er}. La ville de Paris subroge activement et passivement la compagnie des canaux de l'Ourcq et de Saint-Denis, à titre d'emphytéose, pour le temps ci-après exprimé, dans tous ses droits et actions, obligations et charges généralement quelconques, sur la rivière d'Ourcq et ses dépendances, tel que le tout a été cédé et transporté à ladite ville par son altesse sérénissime monseigneur le duc d'Orléans, en vertu du traité de transaction susénoncé en date de ce jour, et sans autres exceptions ni réserves que celles qui vont être stipulées dans les articles suivans.

2. La navigation de la rivière d'Ourcq est et demeure divisée en deux parties distinctes, savoir : la *partie supérieure* au pertuis de Mareuil, et la *partie inférieure* à ce pertuis.

3. Les charges imposées à la ville de Paris par ledit traité seront obligatoires pour la compagnie en tout ce qui concerne la *partie supérieure* de l'Ourcq ; elles le seront également en ce qui concerne la *partie inférieure*, sauf toutefois les indemnités auxquelles pourraient légalement prétendre les propriétaires des usines et autressur cette *partie inférieure*, depuis et compris le moulin de Mareuil, par suite de la dérivation des eaux dans le nouveau canal, lesquelles indemnités continueront d'être à la charge de la ville de Paris.

4. La compagnie sera rigoureusement tenue de se conformer, dans la jouissance de la navigation de la rivière d'Ourcq, à la plus complète exécution des traités du 19 avril 1818 et du 12 novembre 1821, concernant les canaux de l'Ourcq, de Saint-Denis et de Saint-Martin, de manière à satisfaire complètement, dans l'esprit de ces traités, aux besoins de ces canaux et à la distribution des eaux de l'Ourcq dans Paris.

5. La jouissance de la navigation sur la rivière d'Ourcq est abandonnée à la compagnie pour toute la durée de la concession du canal de l'Ourcq, suivant le traité du 19 avril 1818. — Et néanmoins, à l'égard de la *partie inférieure*, cette jouissance cessera, ainsi que les charges qui s'y rattachent, avant l'expiration de ladite concession, lorsque, sur la demande de la compagnie, il aura été reconnu administrativement que le service est suffisamment assuré sur le nouveau canal — Il est entendu qu'en cas d'utilité de la dérivation du Clignon, soit dans l'intérêt de la navigation, soit dans celui de la distribution des eaux dans Paris, cette dérivation pourra avoir lieu. Les frais en seront supportés par celle des parties qui aura provoqué la mesure.

6. A l'époque où la navigation de la rivière d'Ourcq sera supprimée sur la *partie inférieure* au pertuis de Mareuil, la ville de Paris rentrera immédiatement en possession et jouissance de cette *partie inférieure* de la rivière, des ouvrages d'art, bâtimens, terrains et autres dépendances qui s'y rattachent, pour, par la ville, disposer à son gré de cette *partie inférieure*.

sous la seule condition de ne pouvoir y établir une navigation en concurrence avec celle de la dérivation de l'Ourcq, et sans que la compagnie puisse répéter ni indemnité ni remboursement de dépenses, à raison des travaux qu'elle aura pu y faire pour y maintenir et entretenir transitoirement la navigation.

7. Pendant la durée de sa jouissance sur la *partie inférieure*, la compagnie ne sera tenue d'y faire que des travaux de conservation et d'entretien qu'elle exécutera à ses frais. Si cependant elle jugeait utile à ses intérêts d'entreprendre des reconstructions ou d'apporter des changemens au système actuel de cette partie de la navigation, elle pourrait le faire à ses frais, risques et périls, mais sans aucun recours contre la ville de Paris; et toutefois elle devra préalablement soumettre ses projets à l'administration dans les formes prescrites pour le canal de l'Ourcq, par le traité du 19 avril 1818.

8. Quant à la *partie supérieure* de la rivière d'Ourcq, la compagnie demeure chargée, pendant toute la durée de sa concession, d'entretenir la navigation en bon état et à ses frais; elle sera tenue d'y faire, toujours à ses frais, toutes les grosses réparations, reconstructions et améliorations, de quelque nature qu'elles soient.

9. La compagnie est obligée de se conformer, pour l'entretien soit de la *partie supérieure*, soit de la *partie inférieure*, pendant sa jouissance, aux mêmes obligations prescrites par le traité du 19 avril 1818.

10. Si, dans son intérêt ou dans des vues d'amélioration, la compagnie voulait modifier, en tout ou en partie, le système actuel de la navigation dans la *partie supérieure* de la rivière, elle ne pourra l'entreprendre qu'après avoir soumis ses projets à l'approbation de l'administration municipale, dans les formes prescrites par ledit traité du 19 avril 1818.

11. S'il était ultérieurement reconnu par l'administration de la ville de Paris qu'il y eût utilité pour elle de former, dans la *partie supérieure* de l'Ourcq ou de ses affluens, des bassins, réservoirs, étangs ou retenues capables de contenir et de conserver les eaux surabondantes en certaines saisons, afin de ne les écouler que lors des temps de sécheresse, et d'entretenir ainsi, pendant l'étiage, un cours d'eau suffisant, tant pour les besoins de la navigation que pour le service de la distribution dans la capitale, M. le préfet réserve à la ville de Paris le droit de faire à ses frais les dépenses et travaux y relatifs, de manière toutefois que lesdits travaux ne puissent porter obstacle à la navigation.

12. A l'époque où la compagnie sera mise en jouissance de la navigation de la rivière d'Ourcq, il sera dressé contradictoirement, par deux commissaires de la ville de Paris, et deux commissaires de la compagnie, en présence de M. l'inspecteur général des ponts et chaussées, chargé de la surveillance du canal de l'Ourcq, un procès-verbal descriptif et détaillé, constatant l'état actuel de la rivière, et des ouvrages d'art et bâtimens qui en dépendent, avec un plan cadastral de toutes les propriétés principales et accessoires de la navigation. Ce procès-verbal sera divisé en deux parties : la première, pour la *portion supérieure* au pertuis de Mareuil; et la seconde, pour la *portion inférieure*. Il sera dûment arrêté en double expédition, et sera annexé au présent traité, pour servir à faire le récolement et à constater les objets dont la ville de Paris aura le droit d'exiger la remise aux époques successives où elle rentrera en possession et jouissance desdites deux parties de navigation concédées.

13. A l'expiration de la jouissance concédée à la compagnie pour la *partie supérieure* de la navigation, ladite compagnie sera obligée de remettre à la ville de Paris cette *partie supérieure* en bon état d'entretien, avec tous les

ouvrages d'art et autres dépendances qui seront indiqués dans le procès-verbal descriptif, ainsi que tous autres ouvrages qui auraient été faits subsequmment. La ville de Paris rentrera alors en jouissance de tous les droits de navigation et de pêche, ainsi que de tous les revenus généralement quelconques qui pourraient appartenir à cette partie de la navigation.

14. Attendu que la navigation de la rivière d'Ourcq n'est pas actuellement en bon état, et qu'il est nécessaire d'y faire une première dépense de grosses réparations et reconstructions pour la rétablir dans un état convenable, la ville de Paris s'engage à payer à la compagnie, pour l'exécution desdits travaux, dans le délai de deux années, à titre de forfait, et sauf justification d'emploi, une somme qui ne pourra excéder quatre-vingt mille francs, dont cinquante mille francs seront applicables à la *partie supérieure*, et trente mille francs à la *partie inférieure*.

15. Pour dédommager la compagnie des travaux imprévus qu'elle a déjà faits, et de ceux qu'elle devra faire pour la prise d'eau, conformément au projet approuvé les 19 mars et 7 juin 1822, elle sera dispensée, à titre de compensation, de faire les travaux indiqués par le traité du 19 avril 1818, pour augmenter la base des anciens talus d'escarpement dans les tranchées du canal de l'Ourcq, sauf à elle à pourvoir, à ses frais et risques, à la conservation desdits talus, et sous la renonciation expresse de tout recours en indemnité pour raison de ces travaux imprévus.

16. La ville de Paris abandonne à la compagnie, pour toute la durée de sa concession, la jouissance du terrain situé en avant du bassin de La Villette, en face de la rotonde, et délimité sur le plan ci-joint, n° . . . , pour servir aux déchargemens de toute nature, et particulièrement au débardage des bois provenant de la rivière d'Ourcq, et faciliter ainsi leur entrée dans Paris par les deux barrières de Pantin et de La Villette, à la charge de ne pouvoir empiler des bois ni faire des chantiers sur cette partie du terrain. — L'embranchement du canal de prise d'eau pour la distribution dans Paris est également mis à la disposition de la compagnie pour les déchargemens des marchandises, sous la réserve de tous les droits et actions de la ville sur ce canal, pour le service de la distribution des eaux, et à la condition d'en faire retour à la ville, lorsqu'il sera jugé nécessaire d'y établir des filtres pour la clarification et la dépuration des eaux de l'Ourcq à distribuer dans Paris. — La compagnie sera chargée, à ses frais, de l'entretien et des réparations de ce canal d'embranchement pendant tout le temps qu'il restera à sa disposition, et elle sera obligée de le remettre à la ville de Paris en bon état.

17. Au moyen des conventions et concessions ci-dessus, la compagnie des canaux de l'Ourcq et de Saint-Denis renonce entièrement, dès à présent et pour toujours, à toutes demandes et répétitions d'indemnités, à toutes actions en dommages-intérêts et à tous droits et prétentions généralement quelconques, tant pour raison des pertes, souffrances, non-jouissances et préjudices de toute nature qu'elle a pu éprouver par l'effet de la contestation avec son altesse sérénissime monseigneur le duc d'Orléans, que pour les faux frais et dépenses extraordinaires qu'elle a supportés ou qu'elle supportera, ainsi que pour toute espèce de dommages qui pourront résulter ultérieurement des retards qu'a éprouvés l'introduction des eaux dans le nouveau canal, et notamment pour toutes dégradations et avaries, de quelque nature qu'elles soient, survenues ou à survenir dans les travaux dudit canal, et dont la cause pourrait être attribuée à ces retards ou aux difficultés qu'a entraînées la contestation dont il s'agit.

18. En considération de ces retards, ainsi que des avances que la compagnie a faites et sera tenue de faire aux termes des articles qui précèdent, la

ville de Paris paiera, immédiatement après l'approbation des présentes, la somme de quatre cent mille francs, à compte sur le dernier seizième du prix convenu par le traité du 19 avril 1818, pour les travaux du canal de l'Ourcq, avec les intérêts depuis le 1^{er} janvier 1823, seulement pour la portion payable en bons montant à deux cent trente mille francs, sans attendre la réception définitive de ces travaux, dérogeant, en ce point seulement, aux dispositions des articles 13 et 16 dudit traité du 19 avril et de l'ordonnance royale du 10 juin 1818, sauf réception ultérieure des travaux des canaux de l'Ourcq et de Saint-Denis.

19 et dernier. Par suite de toutes les dispositions qui précèdent, toutes instances, procédures, réclamations et répétitions, de quelque nature qu'elles soient, sont éteintes entre la ville et la compagnie des canaux; et les frais restent compensés. — (*Suivent les paraphes de M. le préfet et de MM. Hainquerlot et Vassal, fondés de pouvoirs de la compagnie.*)

Délibération.

Vu le mémoire adressé au conseil par M. le préfet le 10 novembre 1823, par lequel, en rappelant les efforts précédemment tentés pour parvenir à un arrangement avec son altesse sérénissime, il annonce l'intervention officieuse de son excellence le ministre de l'intérieur, à l'effet de renouer de nouvelles négociations sur des bases différentes; — Vu les deux lettres écrites à ce sujet par son excellence à M. le préfet, les 5 octobre et 4 novembre 1823; — Vu les lois des 20 mai 1818 et 5 août 1821, qui exemptent du droit proportionnel d'enregistrement non seulement les actes de concession faits pour la confection des canaux de l'Ourcq, de Saint-Denis et de Saint-Martin, mais aussi les *annexes* de ces actes; — Le conseil, après avoir entendu le rapport de sa commission, et avoir mûrement délibéré tant sur les bases des deux traités ci-dessus transcrits, que sur tous les articles de détail qu'ils contiennent; — Prenant en considération les faits rappelés dans le rapport, et adoptant les motifs qui s'y trouvent développés, notamment sur l'utilité de la réunion, dans les mêmes mains, de la propriété et jouissance de la rivière d'Ourcq et du nouveau canal; — Et attendu que l'opération dont il s'agit est la suite nécessaire des actes de concession mentionnés aux deux lois susdatées, qu'elle en forme le complément, et qu'elle doit y être assimilée quant à l'enregistrement, — Délibère ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les deux traités projetés, l'un avec son altesse sérénissime monseigneur le duc d'Orléans, et l'autre avec la compagnie des canaux, seront réalisés tels qu'ils viennent d'être transcrits. — La rente à créer en faveur de monseigneur le duc d'Orléans est fixée à trente mille francs. — En conséquence, M. le préfet est autorisé à souscrire ces traités au nom de la ville de Paris, en portant ladite rente à cette somme de trente mille francs, au capital, au denier vingt, de six cent mille francs.

2. Sa majesté sera suppliée de reconnaître les deux traités projetés comme des *annexes* de ceux mentionnés dans les lois des 20 mai 1818 et 5 août 1821, et d'ordonner que, comme tels, ils ne doivent être soumis qu'au droit fixe de un franc pour enregistrement.

3. M. le préfet est invité à faire auprès de son excellence le ministre de l'intérieur les diligences nécessaires pour obtenir de sa majesté et par une même ordonnance son approbation définitive aux deux traités projetés, et la disposition réclamée pour l'enregistrement par l'article précédent. — *Signé au registre, BELLART, président; MONTAMANT, secrétaire.*

Rapport des experts nommés par la ville de Paris et par son altesse sérénissime monseigneur le duc d'Orléans, pour déterminer les prix actuels du transport, par bateaux et par trains, des bois de la forêt de Villers-Cotterets, depuis le Port-aux-Perches jusqu'à Paris, par les rivières d'Ourcq et de la Marne.

Nous, *Jacques-Auguste Filleau*, ancien négociant, demeurant à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 20, nommé expert pour la ville de Paris, suivant la lettre de M. le préfet de la Seine, en date du 3 février présent mois, — Et *Alexandre Houdaille*, membre de la légion-d'honneur, marchand de bois, demeurant à Paris, rue Bourbon, n° 73, expert nommé par son altesse sérénissime monseigneur le duc d'Orléans, suivant la lettre de M. de Broval, secrétaire des commandemens de son altesse sérénissime, en date du 3 dudit mois; — Après communication respective des pouvoirs à nous conférés par les lettres ci-dessus relatées; — Nous étant réunis, ce jour 4 février 1824, dans le cabinet de M. Filleau, l'un de nous, avons ouvert de suite la conférence sur l'objet de la mission qui nous a été confiée. — « Il s'agit de « déterminer quel est le prix actuel du transport des différentes espèces de « bois provenant de la forêt de Villers-Cotterets par les rivières d'Ourcq et « de la Marne, soit que ce transport s'opère par bateaux, soit qu'il s'opère « par trains flottés. — Ces frais doivent comprendre tout ce qui est payé par « les marchands de bois, tant pour le chargement que pour le transport et « les droits de navigation, soit sur l'Ourcq, soit sur la Marne, depuis le « Port-aux-Perches, lieu de l'embarquement, jusqu'au port où le bois est « déchargé à Paris. » — En nous renfermant dans le cadre tracé par ces instructions, nous diviserons notre travail en deux parties, savoir : — I^{re} PARTIE : *Bois transportés par bateaux*; — II^e PARTIE : *Bois transportés par trains flottés*. — Chaque partie sera composée des cinq articles ci-après : — Bois dur à brûler, bois blanc à brûler, par décastère; — Bois ouvrés de hêtre, bois blanc ouvré, par cent de sciage; — Étaux, par quantité de treize toises. — Mais, attendu que nous n'avons que des notions générales sur ces divers objets et que nous devons présenter des calculs positifs et précis sur chaque article, nous sommes convenus de nous ajourner à samedi prochain, 7 du présent mois, onze heures du matin, afin de nous procurer, dans l'intervalle, chacun de notre côté, tous les renseignemens qui nous paraîtront nécessaires, et avons signé. — *Signé FILLEAU et ALEXANDRE HOUDAILLE.*

Et ledit jour 7 février, onze heures du matin, réunis au même lieu ainsi que nous en étions convenus, M. Houdaille a dit que, d'après les renseignemens qu'il avait recueillis, il paraît que les prix de transport dont il s'agit pouvaient s'établir ainsi qu'il suit :

I^{re} PARTIE. — Par bateaux.

Bois dur, trente-six francs par décastère. — Bois blanc, vingt-neuf francs par décastère. — Bois ouvrés, hêtre, vingt francs par cent de sciage. — Bois blanc, dix francs par cent de sciage. — Étaux, trente-deux francs pour treize toises.

II^e PARTIE. — Par trains flottés.

Bois dur, vingt-quatre francs par décastère. — Bois blanc, dix-huit francs par décastère. — Bois ouvrés, hêtre, treize francs par cent de sciage. — Bois blanc, sept francs par cent de sciage. — Étaux, néant : cette espèce de bois ne vient point par trains.

Sur quoi M. *Filleau* a produit à son tour les notes et les renseignemens qu'il s'était procurés tant à Paris que dans les environs et jusqu'à Lisy par correspondance, et dont voici le résumé : — M. *Ledoux*, entrepreneur marinier à Mary, a communiqué ses comptes, desquels il résulte qu'il lui a été payé, pour le transport des bois durs par bateaux, du Port-aux-Perches à Paris, depuis le prix de trente-six francs jusqu'à celui de trente-neuf francs par décastère, selon la situation des eaux de l'Ourcq et de la Marne ; il a déclaré en même temps que le prix qui est maintenant de trente-six francs dans les eaux ordinaires et jusqu'à trente-neuf francs dans les basses eaux, avait été plus élevé avant que de nouveaux entrepreneurs eussent établi la concurrence existant actuellement. — MM. *Alaine* père et fils ont délivré un certificat constatant que leur prix ordinaire, pour le transport qu'ils entreprennent des bois durs par bateaux, depuis le Port-aux-Perches jusqu'à Paris, est de trente-six francs par décastère, non compris les frais de lâchage et de remontage sous les ponts, lesquels frais sont à la charge de MM. les marchands de bois ; ce qui a été confirmé par plusieurs d'entre eux ; ainsi que par des préposés au passage des ponts et à la navigation. — D'autres renseignemens ont porté les prix de transport jusqu'à quarante-deux francs, mais, à la vérité, dans des cas extraordinaires. — Ramenant toutes ces données à un terme moyen, et considérant que les rivières d'Ourcq et de la Marne, que M. *Filleau* déclare avoir explorées dans plusieurs saisons, ont des temps de basses eaux ou de peu de hauteur d'eau assez renouvelés ou prolongés pour qu'il en soit fait compte dans le calcul général de la dépense de la navigation, M. *Filleau* pense qu'un prix moyen pour les bois durs par bateaux doit être évalué au moins à trente-sept francs par décastère. — Quant aux bois blancs, bien qu'ils aient été portés à trente-deux francs dans le travail fait par M. l'ingénieur *Maury*, certifié par M. le directeur des domaines de son altesse sérénissime monseigneur le duc d'Orléans, M. *Filleau* est d'avis qu'il doit être établi à trente francs, parce que c'est le terme moyen des données qu'il s'est procurées. — Pour les autres espèces de bois, c'est-à-dire les bois ouvrés transportés par bateaux, et les étaux, les différences sont si peu sensibles qu'elles ne pourront devenir l'objet d'un dissentiment, si nous parvenons à nous accorder sur les autres points. — Il en serait de même des bois flottés par trains, si nous n'avions pas deux différences sur les bois à brûler, les bois durs et les bois blancs. — Les renseignemens appuyés de sous-détails produits par M. *Filleau* portent les frais de transport des bois durs à vingt-six francs, et ceux des bois blancs à dix-neuf francs. — Ces différences étant trop importantes pour les faire disparaître sans une parfaite conviction de la vérité des faits, et désirant parvenir à nous mettre d'accord, soit par de nouvelles informations, soit en réfléchissant de nouveau aux divers objets qui nous divisent, nous nous ajournons à jeudi prochain, 12 du présent mois, pour reprendre la discussion, et avons signé.

— *Signé* FILLEAU et ALEXANDRE HOUDAILLE.

Et le dit jour 12 février, à midi, réunis au même lieu, nous avons remis de nouveau en délibération les articles sur lesquels nous étions divisés d'opinion. — Après diverses observations de part et d'autre, nous avons reconnu, — Qu'il devenait inutile de prolonger les enquêtes auxquelles nous nous étions livrés de nouveau dans l'espoir d'en obtenir plus de lumières ; que la divergence que nous avons remarquée dans un grand nombre de renseignemens, quel qu'en soit le motif, nous avertit de nous garder également des extrêmes opposés, et qu'en nous approchant d'un juste milieu, nous serons plus sûrs d'avoir trouvé la vérité, seul intérêt et seul but que nous ayons en vue. — En conséquence de ces considérations et des calculs que nous

avons faits de nouveau pour rectifier ou pour compenser de faibles différences, les seules que nous trouvions encore maintenant, puisque nous venons de nous mettre d'accord sur les plus importantes, — Nous avons définitivement fixé, d'un commun accord, les prix de transport dont il s'agit, tels qu'ils vont être portés dans l'état récapitulatif ci-après :

Etat des bois de la forêt de Villers-Cotterets dont nous avons déterminé les frais de transport du Port-aux-Perches à Paris, par les rivières d'Ourcq et de la Marne.

I^e PARTIE. — Bois transportés par bateaux.

Bois dur à brûler, par décastère, trente-sept francs. — Bois blanc à brûler, par décastère, trente francs. — Bois ouvrés de hêtre, par cent de sciage, vingt francs. — Bois blanc ouvré, par cent de sciage, dix francs. — Étaux, par treize toises, trente-deux francs.

II^e PARTIE. — Bois transportés par trains flottés.

Bois dur à brûler, par décastère, vingt-cinq francs. — Bois blanc à brûler, par décastère, dix-huit francs. — Bois ouvrés de hêtre, par cent de sciage, treize francs. — Bois blanc ouvré, par cent de sciage, sept francs. — Étaux : cette sorte de bois venant ordinairement par bateaux, nous n'établirons aucun prix par trains.

Dans les prix ci-dessus ne sont pas compris les frais de descente et de remonte depuis la limite de l'octroi, lesquels frais, variables suivant les distances, sont à la charge des marchands de bois, et non des entrepreneurs des transports. — Fait et clos le présent procès-verbal, à Paris, le 12 février 1824, chez M. Filleau, l'un de nous, et avons signé. — *Signé* FILLEAU, ALEXANDRE HOUDAILLE.

Tarif provisoire des droits de navigation pour le transport des bois de la forêt de Villers-Cotterets, depuis le Port-aux-Perches jusques et y compris le bassin de La Villette, formant l'annexe n° 6, indiqué par l'article 7 du traité du 4 avril 1824.

Bois transportés par bateaux.

Bois dur à brûler, par décastère, huit francs. — Bois blanc à brûler, par décastère, six francs cinquante centimes. — Bois ouvrés de hêtre, par cent de sciage, quatre francs trente centimes. — Bois blanc ouvré, par cent de sciage, deux francs quinze centimes. — Étaux, par treize toises, sept francs.

Bois transportés par trains flottés.

Bois dur à brûler, par décastère, cinq francs cinquante centimes. — Bois blanc à brûler, par décastère, quatre francs. — Bois ouvrés de hêtre, par cent de sciage, trois francs. — Bois blanc ouvré, par cent de sciage, un franc cinquante centimes.

N° 310. = 23 juin—30 juillet 1824. = **ORDONNANCE** du roi sur la composition des états-majors et équipages des vaisseaux, frégates et autres bâtimens de la marine royale (1). (VII, Bull. DCLXXXIII, n° 17386.)

Louis, . . . — Vu notre ordonnance du 1^{er} juillet 1814; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les états-majors et équipages des vaisseaux de tout rang, des fré-

(1) Voyez, sur l'organisation de la marine militaire, le décret du 29 avril—15 mai 1791, et les notes qui résument les réglemens de la matière.

gates et autres bâtimens de notre marine royale, seront composés d'après les fixations du tableau annexé à la présente ordonnance.

2. Dans le cas où nos vaisseaux et autres bâtimens réuniraient un nombre de canons ou de caronades supérieur à leur armement ordinaire, les équipages seront augmentés dans les proportions suivantes, savoir : — Pour deux canons de 36 et de 30 longs, quatorze hommes; pour deux canons de 30 courts et de 24, douze hommes; pour deux canons de 18, dix hommes; pour deux canons de 12, huit hommes; pour deux canons de 8 et de 6, six hommes; pour deux caronades, de quelque calibre qu'elles soient, quatre hommes. — Si le nombre de canons ou de caronades dont le bâtiment sera armé est au dessous de l'armement ordinaire, l'équipage pourra être réduit dans les mêmes proportions.

3. En temps de paix, et pour procurer aux officiers et élèves de notre marine les moyens d'acquérir une instruction plus rapide, nous permettons que, suivant la nature des campagnes, les états-majors de nos bâtimens soient augmentés dans telle proportion qui sera réglée par notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies.

4. Nous autorisons également notre ministre secrétaire d'état de la marine à faire embarquer, en temps de paix, s'il le juge convenable, un certain nombre de mousses au-delà des fixations réglementaires.

5. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont et demeurent abrogées.

(Suit le tableau.)

N° 311. = 23 juin—3 août 1824. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Bordeaux sous la dénomination de Compagnie d'éclairage de la ville de Bordeaux par le gaz hydrogène.** (VII ; Bull. DCLXXXIV bis, n° 1^{er}.)

N° 312. = 23 juin—3 août 1824. = **ORDONNANCE du roi qui augmente le fonds social et modifie les statuts de la société anonyme dite du Plan d'Aren** (1). (VII, Bull. DCLXXXIV bis, n° 2.)

N° 313. = 23 juin — 3 août 1824. = **ORDONNANCE du roi concernant les statuts de l'association religieuse des sœurs de la doctrine chrétienne, dites Vatelotes, de Nancy, département de la Meurthe.** (VII, Bull. DCLXXXIV bis, n° 3.)

N° 314. = 24—26 juin 1824. = **LOI relative au droit de circulation sur les vins en cercles** (2). (VII, Bull. DCLXXVII, n° 17244.)

A partir du 1^{er} janvier 1825, les droits de circulation établis sur les vins en cercles par la loi du 25 mars 1817 seront perçus uniformément, à raison d'un franc cinquante centimes par hectolitre.

N° 315. = 24—26 juin 1824. = **LOI concernant les déductions à allouer aux marchands en gros pour déchet sur les vins** (3). (VII, Bull. DCLXXVII, n° 17245.)

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1825, il sera accordé aux marchands en

(1) Une ordonnance du 7 juillet—4 août 1819 a autorisé cette compagnie.

(2) Voyez, sur les boissons, la loi du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), chap. II du tit. V, et les notes. Voyez surtout la loi du 28 avril—4 mai 1816, et les notes; et spécialement la loi de finances du 12—15 décembre 1830, dont l'art. 3, en fixant un nouveau droit de circulation, abroge implicitement la présente.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 5—15 ventose an 12, le résumé de la législation applicable au commerce des vins.

gros une déduction de huit pour cent par an sur les vins pris en charge à leur compte, sans distinction d'année de récolte.— Cette déduction, destinée à couvrir tous les déchets résultant des ouillages, coupages et soutirages, continuera d'être calculée en raison du séjour des vins en magasin. — La faculté précédemment accordée à la régie (1) d'allouer une plus forte déduction pour les vins qui en seraient susceptibles, est maintenue.

2. Toutes les quantités de vins manquantes après les déductions allouées conformément à l'article précédent seront soumises aux droits imposés par l'article 104 de la loi du 28 avril 1816; mais ces droits ne seront définitivement acquis à la régie qu'au mois de décembre de chaque année, époque à laquelle sera arrêté le compte définitif du mouvement annuel de chaque entrepositaire. — Cependant, si du décompte qui sera provisoirement établi à la fin de chaque trimestre, il résultait un manquant supérieur à la déduction proportionnelle allouée pour trois mois, l'entrepositaire sera tenu de consigner (2) ou de cautionner le montant des droits dus sur cet excédant, sauf compensation à établir lors de la clôture définitive du décompte.— Il en sera de même pour le paiement des droits sur les manquans de cidres, poirés et hydromels.

3. Les propriétaires qui jouissent de l'entrepôt en vertu de la loi du 28 avril 1816 auront droit à la déduction accordée aux marchands en gros, par l'article 1^{er} de la présente loi.

N° 316. = 24—26 juin 1824. = *LOI relative à la perception des droits sur l'eau-de-vie* (3). (VII, Bull. DCLXXVII, n° 17246.)

* Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1825, les droits sur les eaux-de-vie et les esprits en cercles seront perçus en raison de l'alcool pur contenu dans ces liquides, conformément à la table annexée à la présente loi.

2. Les droits à payer par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, par hectolitre d'eaux-de-vie et d'esprits en bouteilles, de liqueurs en cercles et en bouteilles, et de fruits à l'eau-de-vie, sont fixés ainsi qu'il suit : — Droit général de consommation en remplacement du droit de circulation et du droit de consommation ou de détail, cinquante francs. — Droits d'entrée, dans les communes de quinze cents à quatre mille âmes, trois francs; de quatre mille à six mille, quatre francs; de six mille à dix mille, cinq francs; de dix mille à quinze mille, sept francs; de quinze mille à vingt mille, dix francs; de vingt mille à trente mille, quinze francs; de trente mille à cinquante mille, vingt francs; de cinquante mille et au dessus, vingt-cinq francs (4).

3. Il sera perçu aux entrées de Paris, pour l'équivalent et en remplace-

(1) Par la loi du 28 avril—4 mai 1816, art. 103, relativement aux vins qui éprouvent un déchet supérieur à la remise légale.

(2) Modifié par l'art. 38 de la loi du 21—28 avril 1832, pour les lieux sujets aux droits d'entrée.

(3) Voyez la loi du 28 avril—4 mai 1816, sur les boissons, art. 87 et suiv.

(4) Les fixations indiquées par cet article sont remplacées aujourd'hui par le tarif annexé à la loi du 12—15 décembre 1830.

Les débitans d'eau-de-vie et de liqueurs ont été privés, par la présente loi, du droit de s'exempter des exercices de la régie par un *abonnement*; ils ne peuvent s'affranchir aujourd'hui de cet exercice qu'en payant le droit général de consommation au moment même de l'arrivée des boissons: la faculté d'abonnement n'existe plus que pour les marchands de vin, cidre, etc.: à cet égard, les lois des 17 octobre et 12 décembre 1830 n'ont apporté aucune modification à celle du 24 juin 1824. Cass., 4 février 1832, *Str.*, XXXII, 1, 467; Bull. crim., XXXVII, 64.

ment des droits mentionnés en l'article précédent, un droit unique de soixante-quinze francs par hectolitre (1). — Néanmoins, la perception ne sera faite, quant à présent, que sur le pied de trente-huit francs, et ne sera élevée au taux de soixante-quinze francs qu'à mesure et en proportion des réductions qui seront opérées sur les taxes d'octroi de la ville. — Au 1^{er} janvier 1829, au plus tard, la ville de Paris paiera les soixante-quinze francs par hectolitre, fixés au premier paragraphe de cet article. L'accroissement, pour le trésor, des sommes ainsi perçues, servira à diminuer la masse de l'impôt assis sur la totalité du royaume.

4. Les eaux-de-vie ou esprits dont la densité aurait été altérée par un mélange opéré dans le but de frauder les droits seront saisis et confisqués, et les contrevenans passibles d'une amende de cent francs à six cents francs, suivant la gravité du cas.

5. La déduction accordée par l'article 87 de la loi du 25 mars 1817 aux marchands en gros pour ouillage, coulage et affaiblissement de degrés, est fixée à huit pour cent par an des quantités d'alcool représentant les charges en eaux-de-vie et esprits. — Toutes les quantités d'alcool manquantes après la déduction ci-dessus fixée seront soumises aux droits imposés par l'article 2 de la présente loi ; mais ce droit ne sera définitivement acquis à l'administration qu'après la clôture du trimestre d'octobre de chaque année, époque à laquelle sera définitivement arrêté le décompte du mouvement annuel de chaque entrepositaire. — Cependant, si du décompte qui sera provisoirement établi à la fin de chaque trimestre il résultait un manquant reconnu excéder la proportion des deux pour cent accordés pour trois mois, la régie pourra exiger le paiement de ce manquant, sauf la compensation à établir lors de la clôture du décompte annuel.

6. Le droit général de consommation fixé par l'article 2 sera acquitté par les débitans sur les manquans reconnus à leurs charges, sous la déduction de trois pour cent. Les débitans obtiendront décharge de toute quantité d'eaux-de-vie et de liqueurs en bouteilles expédiée par acquit-à-caution à d'autres débitans ; ils seront tenus de se conformer aux dispositions de l'article 58 de la loi du 28 avril 1816, en ce qui concerne les transvasions et le cachetage des bouteilles.

7. Les eaux-de-vie versées sur les vins seront affranchies de tous droits, pourvu que la quantité employée n'excède pas la proportion de cinq litres d'alcool pur par hectolitre de vin, et que les vins soumis à cette opération, qui ne pourra se faire qu'en présence des préposés de la régie, ne contiennent pas plus de vingt et un centièmes d'alcool pur.

8. Le droit de circulation payé au départ sur les eaux-de-vie et liqueurs en cours de transport au 1^{er} janvier 1825, et accompagnées d'acquits-à-caution, sera remboursé. — Les droits de circulation et de consommation dont les débitans justifieront avoir fait l'avance sur les eaux-de-vie et esprits qu'ils représenteront en nature, seront également remboursés.

9. Les droits d'octroi sur les eaux-de-vie et esprits seront également perçus par hectolitre d'alcool pur, et, à cet effet, les tarifs seront révisés à la diligence des préfets, pour être mis en harmonie avec les dispositions de la présente loi.

10. Les dispositions légales auxquelles il n'est pas dérogé par la présente sont et demeurent maintenues.

TABLE

(1) Réduit à cinquante francs par le tarif précité.

N° 317. = 24—26 juin 1824. = *LOI sur l'exercice des fabriques de liqueurs.*
(VII, Bull. DCLXXVII, n° 17247.)

Art. 1^{er}. Nul ne peut exercer la profession de fabricant de liqueurs, sans en avoir fait préalablement la déclaration au bureau de la régie. — Les liquoristes prendront la licence de débitant ou celle de marchand en gros, suivant qu'ils préféreront se soumettre aux obligations imposées à l'une ou à l'autre de ces professions.

2. Les liquoristes débiteurs resteront assujétis aux dispositions du chapitre III du titre I^{er} de la loi du 28 avril 1816, sous les modifications prononcées par la loi relative à la perception des droits sur l'eau-de-vie.

3. Les dispositions du chapitre IV du titre I^{er} de la loi du 28 avril 1816 seront appliquées aux liquoristes marchands en gros, sauf les modifications ci-après.

4. Les liquoristes marchands en gros, domiciliés dans les lieux sujets aux droits d'entrée ou d'octroi, seront toujours considérés comme entrepositaires.

5. Ils ne pourront vendre de liqueurs en détail, ni exercer le commerce en gros des vins, cidres et poirés, que dans des magasins séparés de leurs ateliers de fabrication, et qui n'auront avec ceux-ci et avec les habitations voisines aucune communication que par la voie publique; mais ils pourront faire des envois de liqueurs en toute quantité et à toute destination, au moyen d'expéditions prises au bureau de la régie. — Il leur est interdit de placer dans les ateliers de leurs fabriques, des vins, cidres ou poirés, et de s'y livrer à la fabrication des eaux-de-vie; ils pourront seulement rectifier les eaux-de-vie prises en charge à leur compte. — Les magasins destinés à la vente des liqueurs en détail et au commerce en gros des vins, cidres et poirés, seront séparés des ateliers de fabrication dans les six mois de la promulgation de la présente loi.

6. La contenance des vaisseaux servant à la fabrication des liqueurs sera reconnue par l'empotement, et marquée sur chacun d'eux, en présence des employés de la régie: les fabricans fourniront l'eau et les ouvriers nécessaires pour cette opération. — Dans tous les cas, il sera tenu compte des vidanges pour le règlement des droits.

7. Les manquans en eaux-de-vie et esprits seront considérés comme ayant été employés à la fabrication des liqueurs, dans la proportion moyenne de quarante litres d'alcool pur pour un hectolitre de liqueur, sous la déduction de huit pour cent, accordée par l'article 5 de la loi relative à la perception des droits sur l'eau-de-vie (1).

8. Les quantités de liqueurs non représentées et pour lesquelles il ne sera point produit d'expéditions légales, seront passibles du droit général de consommation, indépendamment des droits d'entrée et d'octroi dans les lieux sujets. — Les excédans en liqueurs, provenant de la différence entre le résultat éventuel de la fabrication et les bases de conversion, seront simplement pris en charge.

9. Les liquoristes marchands en gros ne pourront faire sortir de leurs fa-

(1) Les entrepositaires-distillateurs fabricans de liqueurs ne peuvent, outre la déduction de huit pour cent, qui leur est accordée par la présente loi, sur les manquans pour ouillage, coulage ou affaiblissement de degrés, prétendre à une seconde déduction de huit pour cent, à raison des pertes dans la distillation ou fabrication des liqueurs. Cass., 7 février 1831, *SIRE.*, XXXI, 1, 350.

briques des eaux-de-vie ou esprits en nature, qu'en futailles contenant au moins un hectolitre.

10. Les contraventions aux dispositions de la présente loi, autres que celles prévues par les lois antérieures, seront punies d'une amende de cinq cents à deux mille francs.

N° 318. = 25—25 juin 1824. = *LOI contenant diverses modifications au Code pénal* (1). (VII, Bull. DCLXXVI, n° 17243.)

Art. 1^{er}. Les individus âgés de moins de seize ans, qui n'auront pas de complices au dessus de cet âge, et qui seront prévenus de crimes autres que ceux auxquels la loi attache la peine de mort, celle des travaux forcés à perpétuité, ou celle de la déportation, seront jugés par les tribunaux correctionnels, qui se conformeront aux articles 66, 67 et 68 du Code pénal (2).

2. Les vols et tentatives de vols spécifiés dans l'article 388 du Code pénal seront jugés correctionnellement, et punis des peines déterminées par l'article 401 du même code (3).

3. Seront jugés dans les mêmes formes, et punis des mêmes peines, les vols ou tentatives de vols commis dans l'auberge ou l'hôtellerie dans laquelle le coupable était reçu. — Le vol commis par un aubergiste, un hôtelier, un

(1) Cette loi a été abrogée expressément par l'art. 103 de la loi du 28 avril—1^{er} mai 1832, contenant des modifications au Code d'instruction criminelle et au Code pénal. Cette dernière loi s'est approprié, sauf de légères modifications, toutes les dispositions de la présente, en sorte que les annotations qui vont suivre offrent de l'intérêt pour son interprétation.

(2) Voyez l'art. 37 de la loi précitée du 28 avril 1832, devenu l'art. 68 du Cod. pén.

Si le prévenu ne représente pas son acte de naissance, pour établir qu'il a moins de seize ans, il est légalement présumé être âgé de plus de seize ans. Cass., 19 avril 1821, Bull. crim., XXVI, 167.

Le bénéfice de l'art. 66 du Cod. pén. qui permet d'acquitter un prévenu âgé de moins de seize ans, lorsqu'il a agi sans discernement (et auquel le présent article renvoie), ne peut être étendu aux matières régies par des lois spéciales. Grenoble, 12 janvier 1825, Sir., XXVI, 2, 184. — Par exemple, aux délits de chasse. Même arrêt; et Grenoble, 28 novembre 1833, Sir., XXXIV, 2, 135. — Ni aux contraventions en matière de douanes. Cass., 15 avril 1819, Sir., XIX, 1, 311; Bull. crim., XXIV, 152.

Aucune peine, pas même celle de renvoi sous la surveillance de la haute police, ne peut être prononcée contre l'accusé âgé de moins de seize ans, qui a agi sans discernement. Cass., 16 août 1822, Sir., XXIII, 1, 162; Bull. crim., XXVII, 317. — Mais la détention dans une maison de correction peut être ordonnée, même au cas d'un simple délit. Cass., 17 avril 1824, Sir., XXIV, 1, 327; Bull. crim., XXIX, 159. — Cette détention n'est point une peine, mais une simple mesure de police propre à rectifier l'éducation des détenus. Cass., 21 juin 1811 et 17 juillet 1812, Sir., XVII, 1, 92. — Lorsqu'un accusé est acquitté pour avoir agi sans discernement, la détention que les tribunaux sont autorisés à prononcer contre lui ne peut être réduite au dessous d'une année. Cass., 10 octobre 1811, Sir., XII, 1, 55; Bull. crim., XVI, 271. — Jugé, au contraire, qu'elle peut être réduite même au dessous d'une année. Cass., 8 février 1833, Sir., XXXIII, 1, 368; Bull. crim., XXXVIII, 70.

L'enfant âgé de moins de seize ans, qui est acquitté pour défaut de discernement, est passible des frais du procès. Cass., 19 mai 1815, Sir., XV, 1, 230; Bull. crim., XX, 65; et 27 mars 1823, Sir., XXIII, 1, 252; Bull. crim., XXVIII, 123.

(3) Voyez l'art. 88 de la loi précitée du 28 avril 1832, qui a remplacé l'art. 388 du Cod. pén., et a substitué des peines correctionnelles à celle de la réclusion qui était prononcée contre les vols y spécifiés.

Le complice d'un vol commis par un enfant est punissable comme si le vol avait été fait par une personne plus âgée. Cass., 18 novembre 1824, Sir., XXV, 1, 146; Bull. crim., XXIX, 509.

On jugeait encore, sous l'empire de cette disposition, que, pour y satisfaire, les tribunaux devaient prononcer toutes les peines déterminées par l'art. 401 du Cod. pén., et non pas seulement quelques unes de ces peines; qu'ainsi les tribunaux devaient prononcer simultanément l'amende, l'interdiction des droits civils, et la mise sous la surveillance de la haute police. Cass., 5 février 1825, Sir., XXV, 1, 332; Bull. crim., XXX, 63. — Mais cette décision est aujourd'hui sans intérêt.

batelier, un voiturier ou un de leurs préposés, quand ils auront volé tout ou partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre, continuera d'être puni conformément à l'article 386 du Code pénal (1).

4. Les cours d'assises, lorsqu'elles auront reconnu qu'il existe des circonstances atténuantes, et sous la condition de le déclarer expressément, pourront, dans les cas et de la manière déterminés par les articles 5 et suivants, jusques et y compris l'article 12, réduire les peines prononcées par le Code pénal (2).

5. La peine prononcée par l'article 302 du Code pénal contre la mère coupable d'infanticide pourra être réduite à celle des travaux forcés à perpétuité. — Cette réduction de peine n'aura lieu à l'égard d'aucun individu autre que la mère (3).

6. La peine prononcée par l'article 309 du Code pénal contre tout individu coupable d'avoir volontairement fait des blessures ou porté des coups dont il est résulté une incapacité de travail de plus de vingt jours, pourra être réduite aux peines déterminées par l'article 401 du même Code, sans que l'emprisonnement puisse être au dessous de trois années. — La peine ne pourra être réduite dans les cas prévus par les articles 310 et 312 du même Code (4).

7. La peine prononcée par l'article 383 du Code pénal contre les coupables de vols ou de tentatives de vols sur un chemin public, quand ces vols auront été commis sans menaces, sans armes apparentes ou cachées, sans violence et sans aucune des autres circonstances aggravantes prévues par l'article 381 du Code pénal, pourra être réduite, soit à celle des travaux forcés à temps, soit à celle de la réclusion (5).

8. La peine prononcée par l'article 384 du Code pénal contre les coupables de vol ou de tentative de vol commis à l'aide d'effraction ou d'escalade

(1) Voyez l'art. 87 de la loi du 28 avril 1832, qui modifie l'art. 386 du Cod. pén., que le présent article maintenait.

(2) Aujourd'hui, ce n'est plus aux cours d'assises, c'est au jury qu'il appartient de déclarer qu'il existe des circonstances atténuantes, aux termes de l'art. 5 de la loi du 28 avril 1832 : ce changement dans la législation rend sans intérêt les décisions rendues en interprétation du présent article ; par exemple, celle qui refusait au jury le droit de déclarer les circonstances atténuantes (Cass., 21 juillet 1827, *SIR.*, XXVIII, 1, 71 ; *Bull. crim.*, XXXII, 624) ; — et celle qui voulait que la cassation d'un arrêt de cour d'assises, qui reconnaissait l'existence de pareilles circonstances, n'anéantît pas cette déclaration, lorsque la cassation n'était prononcée que pour fausse application de la loi pénale (Cass., 2 juin 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 121 ; *Bull. crim.*, XXX, 303).

Lorsqu'un délit correctionnel, punissable d'emprisonnement et d'amende, a causé des dommages excédant vingt-cinq francs, il n'est plus permis de s'arrêter aux circonstances atténuantes, pour n'appliquer que l'une des deux peines prononcées par la loi : il y a nécessité d'appliquer tout à la fois l'emprisonnement et l'amende. Cass., 9 décembre 1819, *SIR.*, XX, 1, 170 ; *Bull. crim.*, XXIV, 418.

(3) La loi du 28 avril 1832 n'a point reproduit cette disposition ; l'infanticide continue d'être puni de mort, sauf la faculté donnée au jury de déclarer l'existence de circonstances atténuantes.

(4) Voyez les art. 72, 73 et 74 de la loi du 28 avril 1832, modificatifs des art. 309, 310 et 311 du Cod. pén.

Sous l'empire de cette disposition, on jugeait que les cours devaient appliquer aux délits reconnus constants toutes les peines prononcées par l'art. 401. Cass., 16 décembre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 225 ; *Bull. crim.*, XXIX, 580. Mais cette décision ne peut plus recevoir d'application.

(5) Voyez l'art. 86 de la loi du 28 avril 1832, qui confirme la présente disposition, devenue l'art. 383 du Code pénal.

Les juges ne peuvent modérer la peine du vol commis sur un chemin public, qu'en déclarant expressément que la modération a lieu à cause de circonstances atténuantes ; à défaut de cette déclaration expresse, il y a lieu à cassation de l'arrêt. Cass., 22 juillet 1825, *SIR.*, XXV, 1, 374 ; *Bull. crim.*, XXX, 370.

pourra être réduite, soit à celle de la réclusion, soit au *maximum* des peines correctionnelles déterminées par l'article 401 du même code (1).

9. La peine prononcée par l'article 386 du Code pénal contre les individus déclarés coupables des vols prévus par le n° 1^{er} de cet article pourra être réduite au *maximum* des peines correctionnelles déterminées par l'article 401 du même code (2).

10. Les articles 2, 3 et 8 de la présente loi ne s'appliquent pas aux vols commis la nuit, ni aux vols commis par deux ou plusieurs personnes. — Les dispositions de ces articles, ainsi que celles de l'article 9, seront également inapplicables aux vols qui, indépendamment des circonstances spécifiées dans chacun desdits articles, auront été accompagnés d'une ou de plusieurs des autres circonstances aggravantes prévues par les articles 381 et suivans du Code pénal. — Les vols dont il vient d'être fait mention continueront à être punis conformément au Code pénal.

11. Les peines correctionnelles qui seront prononcées d'après les articles précédens ne pourront, dans aucun cas, être réduites en vertu de l'article 463 du Code pénal.

12. Les dispositions ci-dessus, autres toutefois que celles de l'article 5, ne s'appliquent ni aux mendiants, ni aux vagabonds, ni aux individus qui, antérieurement au fait pour lequel ils sont poursuivis, auront été condamnés, soit à des peines afflictives ou infamantes, soit à un emprisonnement correctionnel de plus de six mois (3).

13. Lorsque les vols et tentatives de vol de récoltes et autres productions utiles de la terre, qui, avant d'avoir été soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol, auront été commis, soit avec des paniers ou des sacs, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, soit de nuit par plusieurs personnes, les individus qui en auront été déclarés coupables seront punis conformément à l'article 401 du Code pénal (4).

N° 319. = 27 juin — 14 juillet 1824. = *ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication de la bulle d'institution canonique de M. l'évêque de Caryste in partibus.* (VII, Bull. DCLXXIX, n° 17280.)

N° 320. = 27 juin — 14 juillet 1824. = *ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication de la bulle d'institution canonique de M. l'évêque de Samosate in partibus.* (VII, Bull. DCLXXIX, n° 17281.)

N° 321. = 30 juin — 14 juillet 1824. = *ORDONNANCE du roi qui nomme une commission chargée de recueillir les documens nécessaires à la justifica-*

(1) Cette modification n'a point été reproduite dans la loi du 28 avril 1832. Voyez les art. 84 et 85 de cette loi.

(2) Voyez l'art. 87 de la loi du 28 avril 1832, qui reproduit le n° 1^{er} de l'art. 386 du Cod. pén., et révoque ainsi la réduction de peine prononcée par le présent.

(3) La circonstance de la récidive, quand elle est constante au procès, doit empêcher la réduction de la peine, encore qu'il n'y ait pas de conclusions formelles à cet égard de la part du ministère public. Cass., 9 juin 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 188; Bull. crim., XXXI, 315. — Lorsque le ministère public a formellement requis que, vu la récidive, il ne soit pas fait usage envers un accusé de la faculté de réduire la peine, et que néanmoins la cour prononce cette réduction sans s'expliquer sur le réquisitoire du ministère public, il y a ouverture à cassation. Cass., 2 décembre 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 308; Bull. crim., XXX, 650.

(4) Voyez l'art. 88, § 4, de la loi du 28 avril 1832, qui punit d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de seize francs à cinq cents francs, le fait de vol de récoltes à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, etc.

tion des dépenses dont la campagne d'Espagne a été l'objet. (VII, Bull. DCLXXIX, n° 17282.)

N° 322. = 30 juin 1824. = **ORDONNANCE du roi sur les pensions de l'imprimerie royale** (1). (Publiée par Isambert.)

Louis, ... — Vu l'article 16 de l'ordonnance du 12 janvier 1820, lequel fixe à la somme de quarante mille sept cent onze francs quatre-vingt-quinze centimes de rente annuelle le fonds annuellement affecté, concurremment avec le produit des revenus, aux pensions de retraite des employés et des ouvriers de l'imprimerie royale; — Vu l'article 18 de la même ordonnance portant : — « Sur les extinctions des pensions employées en l'état ordonné le 1^{er} janvier de cette année, deux tiers profiteront au trésor jusqu'à extinction de la rente de quarante mille sept cent onze francs quatre-vingt-quinze centimes, ci-dessus; — L'autre tiers pourra être employé en concession de pensions annuelles; » — Considérant que les dispositions de ce dernier article sont incompatibles avec les formes d'administration établies pour l'imprimerie royale par l'ordonnance du 23 juillet 1823; — Que cet établissement ayant cessé d'être administré pour le compte du directeur, les garanties créées pour prévenir les abus de ce mode d'administration restent sans objet; — Que l'imprimerie royale étant actuellement régie pour le compte de l'état, le produit des extinctions ne doit réellement profiter au trésor royal qu'après qu'il a été pourvu aux pensions de retraite légitimement acquises et régulièrement liquidées; — Qu'il a été reconnu que le fonds de retraite était insuffisant, si l'article 18 de l'ordonnance du 12 janvier 1820 continuait à recevoir son exécution; — Que d'ailleurs aucun abus ne peut s'introduire dans la liquidation des pensions dont il s'agit, puisqu'aux termes de l'ordonnance du 18 janvier dernier, cette liquidation doit être soumise à l'examen du comité de législation du conseil d'état; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'article 18 de l'ordonnance du 12 janvier 1820 est rapporté.

2. Le produit des extinctions de pensions de retraite accordées aux employés et ouvriers de l'imprimerie royale sera affecté au paiement des nouvelles pensions qui auront été liquidées et concédées en la forme prescrite par l'article 1^{er} de l'ordonnance du 18 février dernier. — L'excédant profitera au trésor royal jusqu'à concurrence de la rente de quarante mille sept cent onze francs quatre-vingt-quinze centimes, dont se compose le fonds supplémentaire attribué à la caisse des retraites de l'imprimerie royale par l'article 16 de l'ordonnance du 12 janvier 1820.

N° 323. = 7—15 juillet 1824. = **ORDONNANCE du roi portant création d'une section temporaire au tribunal de première instance de Grenoble** (2). (VII, Bull. DCLXXX, n° 17305.)

N° 324. = 7—15 juillet 1824. = **ORDONNANCE du roi qui fixe, pour la pro-**

(1) Voyez l'ordonnance du 12—18 janvier 1820, art. 16, qui fixe le fonds de retraite affecté aux pensions des employés de l'imprimerie royale; et celle du 20—31 août 1824, qui contient règlement général sur ces pensions.

Voyez aussi l'arrêté du 19 frimaire an 10 (10 décembre 1801), portant organisation de l'imprimerie royale, et les notes.

(2) Une ordonnance du 1^{er}—9 septembre 1825 a prorogé pendant une année l'existence de cette chambre.

promulgation des lois, la distance de Paris à Ajaccio, chef-lieu du département de la Corse (1). (VII, Bull. DCLXXX, n° 17306.)

Louis;...—Vu l'article 1^{er} du Code civil, l'arrêté du 13 août 1803 (25 thermidor an 11) et le tableau y annexé des distances de Paris aux chefs-lieux de département; notre ordonnance du 27 novembre 1816, concernant la promulgation des lois et ordonnances; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La distance de Paris à Ajaccio, chef-lieu du département de la Corse, indiquée, sur le tableau annexé à l'arrêté du 13 août 1803 (25 thermidor an 11), à quatre-vingt-sept myriamètres trois kilomètres (cent soixante-quatorze lieues trois cinquièmes), est fixée à cent quarante-cinq myriamètres cinq kilomètres (deux cent quatre-vingt-onze lieues).

2. Le délai requis pour que la promulgation des lois dans le lieu de notre résidence royale soit réputée connue en Corse sera et demeurera fixé pour l'avenir à quinze jours.

N° 325. = 7—26 juillet 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui crée un emploi de *contrôleur-adjoint dans chacune des fonderies royales, et fixe les traitemens des contrôleurs et contrôleurs-adjoints de ces établissemens* (2). (VII, Bull. DCLXXXI, n° 17310.)

Art. 1^{er}. Il y aura dans chacune de nos fonderies royales un contrôleur-adjoint nommé par le ministre secrétaire d'état de la guerre, pour seconder le contrôleur et le remplacer au besoin.

2. Les traitemens affectés à chacun des emplois de contrôleur et contrôleur-adjoint sont annuellement fixés ainsi qu'il suit : — A chacun des contrôleurs, dix-huit cents francs; — A chacun des contrôleurs-adjoints, douze cents francs.

3. Ces traitemens seront, en raison des années d'exercice, progressivement élevés aux taux indiqués ci-après : — Pour les contrôleurs, — A deux mille cent francs, après dix ans d'exercice; — A deux mille quatre cents francs, après quinze ans d'exercice; — Pour les contrôleurs-adjoints, — A quinze cents francs, après dix ans d'exercice.

N° 326. = 7—26 juillet 1824. = **ORDONNANCE** du roi relative à la *construction d'un pont suspendu sur la Seine, à Paris, entre l'hôtel des Invalides et les Champs-Élysées, et au péage à percevoir sur ce pont*. (VII, Bull. DCLXXXI, n° 17311.)

N° 327. = 7—26 juillet 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise l'*établissement d'un nouvel abattoir public et commun dans la ville de Tarascon*. (VII, Bull. DCLXXXI, n° 17312.)

N° 328. = 7—26 juillet 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la *création d'un abattoir et d'une fonderie de suif publics et communs dans la ville de Nantes*. (VII, Bull. DCLXXXI, n° 17313.)

N° 329. = 7 juillet—3 août 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise l'*aug-*

(1) Voyez l'arrêté du 25 thermidor an 11 (13 août 1803), contenant les distances de Paris aux chefs-lieux des départemens, et la note.

(2) Voyez l'ordonnance du 21 avril—4 mai 1824, qui crée trente-huit emplois de contrôleurs d'armes dans les directions de l'artillerie.

mentation du fonds social de la compagnie anonyme pour l'exploitation de l'usine royale d'éclairage par le gaz. (VII, Bull. DCLXXXIV bis, n° 4.)

N° 330. = 7 juillet 1824—4 octobre 1831. = **ORDONNANCE du roi qui détermine le siège et le ressort des intendances sanitaires sur le littoral des deux mers, et fixe le siège des commissions sanitaires** (1). (IX, ordonn., Bull. CVIII, n° 3068.)

Louis, . . . —Vu les articles 48, 49 et 70 de notre ordonnance du 7 août 1822, relative à la police sanitaire, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le siège des intendances et des commissions sanitaires sur le littoral des deux mers, y compris l'île de Corse, et le ressort des premières, demeurent fixés conformément au tableau ci-annexé. — Il sera ultérieurement statué sur le ressort des commissions.

2. Les intendances de Toulon et d'Ajaccio continueront à être placées sous la direction de l'intendance de Marseille.

(Suit le tableau.)

N° 331. = 7 juillet 1824—24 novembre 1831. = **ORDONNANCE du roi sur les grades que les élèves de l'école polytechnique seront susceptibles d'obtenir dans la marine** (2). (IX, ordonn., Bull. CXX, n° 3357.)

Les élèves de l'école royale polytechnique qui ont été ou qui seront admis par la suite dans le corps royal de la marine, en vertu de notre ordonnance du 17 avril 1822, seront susceptibles d'être nommés enseignes de vaisseau, lorsqu'ils auront complété deux ans de navigation : ils seront tenus toutefois de satisfaire aux autres conditions prescrites par l'article 2 de notre dite ordonnance.

N° 332. = 13 — 15 juillet 1824. = **LOI relative au règlement définitif du budget de 1822** (3). (VII, Bull. DCLXXX, n° 17304.)

N° 333. = 15—26 juillet 1824. = **ORDONNANCE du roi qui détermine les formes dans lesquelles seront réglés les comptes des receveurs des octrois** (4). (VII, Bull. DCLXXXI, n° 17315.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu les lois des 16 septembre 1807 et 8 décembre 1814 ; — Vu nos ordonnances des 9 et 23 décembre 1814, 28 janvier 1815 et 23 avril 1823 ; — Considérant que les recettes des octrois font partie des revenus des communes, et qu'il importe au bon ordre que les comptes des

(1) Voyez, sur la police sanitaire, la loi du 3—9 mars 1822, et les notes.

(2) Voyez l'ordonnance du 24 septembre—24 novembre 1831, portant que les élèves de l'école polytechnique ne seront plus, à ce titre, reçus dans le corps de la marine.

Voyez aussi, dans les notes qui accompagnent le décret du 7 vendémiaire an 3 (28 septembre 1794), sur l'école centrale des travaux publics à Paris, le résumé des réglemens relatifs à l'école polytechnique.

(3) Cette loi ne contient aucune disposition d'un effet permanent ; elle constate seulement les sommes dépensées sur les crédits ouverts pour l'exercice de 1822, et reporte à l'exercice de 1823 l'excédant non employé de ces crédits : chaque année pareille mesure a lieu.

(4) Cette ordonnance a été abrogée par l'art. 5 de celle du 23 juillet—1^{er} août 1826.

Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 17 mai 1809, le résumé de la législation des octrois.

Voyez aussi, sur la comptabilité des fonctionnaires publics, la loi du 16—26 septembre 1807, portant organisation de la cour des comptes, et les notes.

receveurs qui en sont chargés soient réglés dans les formes prescrites pour les comptes des receveurs municipaux; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A l'avenir, les comptes des receveurs des octrois, après avoir été examinés et discutés par les conseils municipaux seront arrêtés par les conseils de préfecture, sauf recours, en cas de contestation, devant notre cour des comptes, qui statuera en dernier ressort.

2. Les recours réservés par l'article précédent ne resteront ouverts que pendant trois mois, à compter de la notification aux parties intéressées, des décisions qui en seront l'objet, lesquelles devront être notifiées un mois au plus tard après qu'elles auront été rendues.

3. Seront également renvoyées devant notre cour des comptes les réclamations qui seraient encore pendantes devant notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ou devant notre conseil d'état, et qui concerneraient des comptes des mêmes receveurs réglés dans les formes précédemment en vigueur.

N^o 334. = 18—26 juillet 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise le remplacement dans l'apanage de la branche d'Orléans, du prix de l'ancien canal de l'Ourcq, par trois arcades du Palais-Royal et quatre maisons situées rue Saint-Honoré. (VII, Bull. DCLXXXI, n^o 17317.)

N^o 335. = 21—29 juillet 1824. = **LOI** qui autorise les villes de Nantes et de Poitiers à faire des emprunts. (VII, Bull. DCLXXXII, n^o 17351.)

N^o 336. = 21—29 juillet 1824. = **LOI** qui divise l'arrondissement de Douai en deux arrondissemens administratifs dont les chefs-lieux sont Douai et Valenciennes, et établit une sous-préfecture à Valenciennes. (VII, Bull. DCLXXXII, n^o 17352.)

Art. 1^{er}. L'arrondissement de Douai, département du Nord, est divisé en deux arrondissemens administratifs dont les chefs-lieux sont Douai et Valenciennes.

2. Il sera établi une sous-préfecture à Valenciennes.

3. L'arrondissement de Douai sera composé des cantons d'Arleux, de Douai-Nord, de Douai-Est, de Douai-Sud, de Marchiennes et d'Orchies.

4. L'arrondissement de Valenciennes sera formé des cantons de Saint-Amand (rive droite), de Saint-Amand (rive gauche), de Bouchain, de Condé, de Valenciennes-Nord, de Valenciennes-Est, de Valenciennes-Sud.

N^o 337. = 21—29 juillet 1824. = **LOI** qui autorise les villes de Saint-Quentin, Caen, Orléans, Boulogne et Saint-Germain-en-Laye, à faire des emprunts. (VII, Bull. DCLXXXII, n^o 17353.)

N^o 338. = 21—29 juillet 1824. = **LOI** qui autorise plusieurs départemens à s'imposer extraordinairement. (VII, Bull. DCLXXXII, n^o 17354.)

N^o 339. = 21—29 juillet 1824. = **LOI** relative à différentes circonscriptions de territoire. (VII, Bull. DCLXXXII, n^o 17355.)

N^o 340. = 21—30 juillet 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement d'un second juge d'instruction dans l'arrondissement de Versailles. (VII, Bull. DCLXXXIII, n^o 17387.)

N° 341. = 21 juillet—30 août 1824. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, sous le nom de** compagnie du chemin de fer de Saint-Etienne à la Loire, *de la compagnie anonyme formée à Paris entre les concessionnaires de ce chemin.* (VII, Bull. DCXCI bis, n° 1.)

N° 342. = 21 juillet—8 novembre 1824. = **ORDONNANCE du roi concernant l'admission des services civils dans la liquidation des soldes de retraite assignées sur la caisse des invalides de la marine.** (VII, Bull. DCXCVIII, n° 17767.)

Art. 1^{er}. A l'avenir, le temps de service acquis dans des fonctions judiciaires ou administratives et tous autres services donnant droit à une pension de retraite, sera admis dans la liquidation des soldes de retraite assignées sur la caisse des invalides de la marine.

2. Les soldes de retraite dans la fixation desquelles il aura été admis des services civils, ne pourront être cumulées avec le traitement attaché à une fonction civile.

N° 343. = 28—30 juillet 1824. = **LOI relative à l'ouverture de nouveaux crédits pour complément des dépenses extraordinaires de l'exercice 1823.** (VII, Bull. DCLXXXIII, n° 17385.)

N° 344. = 28 juillet—4 août 1824. = **LOI relative aux altérations ou suppositions de noms sur les produits fabriqués** (1). (VII, Bull. DCLXXXV, n° 17433.)

Art. 1^{er}. Quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement, ou par une altération quelconque, sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auront été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni des peines portées en l'article 423 du Code pénal, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.—Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des effets de la poursuite, lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés.

2. L'infraction ci-dessus mentionnée cessera, en conséquence, et nonobstant l'article 17 de la loi du 12 avril 1803 (22 germinal an 11), d'être assimilée à la contrefaçon des marques particulières prévue par les articles 142 et 143 du Code pénal.

N° 345. = 28 juillet—4 août 1824. = **LOI relative aux droits à payer pour le chômage des moulins et l'emplacement des bois.** (VII, Bull. DCLXXXV, n° 17434.)

Art. 1^{er}. Les droits réglés par les articles 13 et 14 du chapitre XVII de l'ordonnance du mois de décembre 1672 seront portés : — A quatre francs au lieu de quarante sous, pour chômage d'un moulin pendant vingt-quatre heures, quel que soit le nombre des tournans;—A dix centimes au lieu d'un sou, par corde de bois empilée sur une terre en labour;—Et à quinze cen-

(1) Voyez la loi du 22 germinal—2 floréal an 11 (12—22 avril 1803), relative aux manufactures, et les notes; et spécialement le tit. IV de cette loi.

times au lieu de dix-huit deniers, par corde de bois empilée sur une terre en nature de pré.

2. Lorsque les bois déposés ne seront pas empilés à la hauteur prescrite par l'article 15 du chapitre XVII de l'ordonnance, l'indemnité sera payée, pour les couches incomplètes, à raison de la quantité de cordes qu'elles contiendraient si elles étaient portées à ladite hauteur.

N° 346. = 28 juillet—4 août 1824. = *Loi relative aux chemins vicinaux* (1).
(VII, Bull. DCLXXXV, n° 17435.)

Art. 1^{er}. Les chemins reconnus, par un arrêté du préfet sur une délibération du conseil municipal, pour être nécessaires à la communication des communes, sont à la charge de celles sur le territoire desquelles ils sont établis, sauf le cas prévu par l'article 9 ci-après.

2. Lorsque les revenus des communes ne suffisent point aux dépenses ordinaires de ces chemins, il y est pourvu par des prestations en argent ou en nature, au choix des contribuables (2).

3. Tout habitant chef de famille ou d'établissement à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier, ou de colon partiaire, qui est porté sur l'un des rôles des contributions directes, peut être tenu, pour chaque année, —1° A une prestation qui ne peut excéder deux journées de travail ou leur valeur en argent, pour lui et pour chacun de ses fils vivant avec lui, ainsi que pour chacun de ses domestiques mâles, pourvu que les uns et les autres soient valides et âgés de vingt ans accomplis;—2° A fournir deux journées, au plus, de chaque bête de trait ou de somme, de chaque cheval de selle ou d'attelage de luxe, et de chaque charrette, en sa possession pour son service ou pour le service dont il est chargé.

4. En cas d'insuffisance des moyens ci-dessus, il pourra être perçu sur tout contribuable jusqu'à cinq centimes additionnels au principal de ses contributions directes.

5. Les prestations et les cinq centimes mentionnés dans l'article précédent seront votés par les conseils municipaux, qui fixeront également le taux de la conversion des prestations en nature. Les préfets en autoriseront l'imposition. Le recouvrement en sera poursuivi comme pour les contributions directes, les dégrèvements prononcés sans frais, les comptes rendus comme pour les autres dépenses communales. — Dans le cas prévu par l'article 4, les conseils municipaux devront être assistés des plus imposés, en nombre égal à celui de leurs membres.

6. Si des travaux indispensables exigent qu'il soit ajouté par des contributions extraordinaires au produit des prestations, il y sera pourvu, conformément aux lois, par des ordonnances royales.

7. Toutes les fois qu'un chemin sera habituellement ou temporairement

(1) Cette loi a été remplacée en presque totalité par celle du 21—25 mai 1836, qui contient un nouveau système sur le mode de classement, d'entretien et de réparation des chemins vicinaux. Il n'est resté de la présente loi que la partie de l'art. 1^{er} qui autorise les préfets à reconnaître, par un arrêté, et sur une délibération du conseil municipal, les chemins nécessaires à la communication entre les communes. Cette abrogation presque entière résulte de la discussion de la loi de 1836, dans les deux chambres, et des dispositions plus complètes de cette loi.

Voyez, sur les chemins vicinaux, la loi du 9—19 ventose an 13 (28 février—10 mars 1805), et les notes très étendues qui l'accompagnent; elles résument toute la législation et la jurisprudence de la matière.

(2) Voyez, sur cet article et les suivans, les art. 2 et suiv. de la loi précitée du 21 mai 1836, qui établissent un nouveau mode de prestation.

dégradé par des exploitations de mines, de carrières, de forêts, ou de toute autre entreprise industrielle, il pourra y avoir lieu à obliger les entrepreneurs ou propriétaires à des subventions particulières, lesquelles seront, sur la demande des communes, réglées par les conseils de préfecture, d'après des expertises contradictoires (1).

8. Les propriétés de l'état et de la couronne contribueront aux dépenses des chemins communaux dans les proportions qui seront réglées par les préfets en conseil de préfecture.

9. Lorsqu'un même chemin intéresse plusieurs communes, et en cas de discord entre elles sur la proportion de cet intérêt et des charges à supporter, ou en cas de refus de subvenir auxdites charges, le préfet prononce, en conseil de préfecture, sur la délibération des conseils municipaux, assistés des plus imposés, ainsi qu'il est dit à l'article 5 (2).

10. Les acquisitions, aliénations et échanges ayant pour objet les chemins communaux, seront autorisés par arrêtés des préfets en conseil de préfecture, après délibération des conseils municipaux intéressés, et après enquête *de commodo et incommodo*, lorsque la valeur des terrains à acquérir, à vendre ou à échanger, n'excédera pas trois mille francs. — Seront aussi autorisés par les préfets, dans les mêmes formes, les travaux d'ouverture ou d'élargissement desdits chemins, et l'extraction des matériaux nécessaires à leur établissement, qui pourront donner lieu à des expropriations pour cause d'utilité publique, en vertu de la loi du 8 mars 1810, lorsque l'indemnité due aux propriétaires pour les terrains ou pour les matériaux n'excédera pas la même somme de trois mille francs.

N° 347. = 3 août—8 novembre 1824. = **ORDONNANCE du roi portant création d'archives de la couronne.** (VII, Bull. DCXCVIII, n° 17768.)

Louis, ... — Sur le compte qui nous a été rendu par le ministre secrétaire d'état de notre maison, de la nécessité de réunir dans un seul dépôt les titres, actes et pièces qui concernent la propriété du domaine de la couronne, et sur la demande qui a été faite de la formation de ces archives, dans l'in-

(1) Voyez l'art. 14 de la loi du 21 mai 1836, qui reproduit cette disposition, et qui en règle l'exécution.

Lorsque des maîtres de forges dégradent des chemins vicinaux, ils doivent contribuer à la dépense. Arr. du cons., 25 novembre 1831, MAC., 2^e série, I, 455.

Les subventions particulières que les communes peuvent exiger des propriétaires ou entrepreneurs d'établissements industriels, qui dégradent habituellement ou temporairement les chemins, pour l'exploitation de leurs usines, s'appliquent aux établissements qui ont leur siège sur un autre territoire que celui de la commune dont le chemin dégradé fait partie. Arr. du cons., 28 octobre 1831, MAC., 2^e série, I, 414; et 29 juin 1832, MAC., 2^e série, II, 344.

L'application de l'art. 7 de la loi du 28 juillet 1824 peut être requise par les communes, soit contre les exploitans, soit contre les propriétaires de forêts, sauf entre ceux-ci tels recours que de droit. Arr. du cons., 28 août 1827, MAC., IX, 475.

L'expertise contradictoire ordonnée par le présent article est de rigueur. Arr. du cons., 20 juillet 1832, MAC., 2^e série, II, 422. — Une enquête administrative, faite par ordre du préfet, avant que le conseil de préfecture eût été saisi de la contestation, ne peut remplacer cette expertise. Arr. du cons., 21 avril 1830, MAC., XII, 201; et 22 février 1833, MAC., 2^e série, III, 135. — Les propriétaires d'usines doivent être mis en demeure de s'entendre sur le choix de l'expert qui, conjointement avec celui de la commune, doit faire la répartition entre tous les intéressés du montant de la dépense. Même arrêt du 22 février 1833.

(2) Les arrêtés pris par le préfet en conseil de préfecture, sur les difficultés prévues par le présent article, ne peuvent être attaqués par la voie contentieuse. Arr. du cons., 22 octobre 1830, MAC., XII, 461.

térêt de l'état, par le ministre secrétaire d'état au département des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les titres, actes, pièces et documens servant à l'établissement de la propriété des immeubles qui composent la dotation de la couronne, seront réunis dans des archives spéciales, confiées à la garde d'un archiviste, et placées à Paris dans l'un de nos bâtimens.

2. L'archiviste de la couronne sera nommé par nous, sur la présentation du ministre secrétaire d'état de notre maison, qui recevra son serment.

3. Il sera placé sous les ordres et l'autorité du ministre secrétaire d'état de notre maison.

4. Dans un délai de six mois, à compter de ce jour, les titres, actes et pièces ci-dessus désignés, devront être déposés aux archives de la couronne par les intendans ou administrateurs de la liste civile qui en seraient détenteurs.

5. L'archiviste de la couronne est autorisé à requérir de la part de tout dépositaire ou officier public la remise des titres ou actes concernant la propriété du domaine de la couronne, ou au moins des expéditions en bonne forme pour ceux de ces actes dont les minutes doivent rester dans les dépôts publics.

6. Il exercera, au nom et sous l'autorité du ministre secrétaire d'état de notre maison, les actions nécessaires pour obtenir, en cas de refus de la part de tiers, la remise des titres dont il s'agit.

7. Les titres, actes et pièces, déposés aux archives de la couronne, ne pourront être déplacés que par autorité de justice, ou sous l'autorisation expresse du ministre secrétaire d'état de notre maison. L'archiviste pourra en délivrer des copies collationnées ou des extraits aux intendans et administrateurs de la liste civile.

8. Le règlement d'administration qui déterminera l'ordre et la tenue des archives de la couronne, l'emplacement de ces archives et le traitement de l'archiviste, seront incessamment déterminés par nous, sur le rapport du ministre secrétaire d'état de notre maison.

N° 348. = 4—6 août 1824. = *LOI relative à la fixation des dépenses et des recettes de 1825.* (VII, Bull. DCLXXXVI, n° 17443.)

TITRE 1^{er}. — *Crédits votés pour l'exercice 1825.*

§ 1^{er}. — Budget de la dette consolidée.

Art. 1^{er}. Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées, pour l'exercice 1825, à la somme de deux cent trente-sept millions quatre-vingt-cinq mille sept cent quatre-vingt-cinq francs (237,085,785 fr.), conformément à l'état *A* ci-annexé.

§ II. — Fixation des dépenses générales du service.

2. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de six cent soixante-un millions huit cent quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-quinze francs (661,847,395 fr.), pour les dépenses générales du service de l'exercice 1825, conformément à l'état *B*, applicables, savoir :

Aux dépenses générales, ci.....	528,386,417 fr.
Aux frais de régie, d'exploitation, de perception et non-valeurs des contributions directes et indirectes, et des revenus de l'état, ci.....	127,371,978
Aux remboursemens et restitutions à faire aux contribuables sur les produits desdites contributions, ci.....	6,089,000

TOTAL ÉGAL..... 661,847,395

TITRE II. — *Impôts autorisés pour l'exercice 1825 (1).*

3. Continuera d'être faite, en 1825, conformément aux lois existantes, la perception,—Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèques, de passeports et permis de port d'armes; — Des droits de douanes, y compris celui sur les sels;—Des contributions indirectes, des postes, des loteries, des monnaies et droits de garantie;—Des taxes des brevets d'invention;—Des droits établis sur les journaux;—Des droits de vérification des poids et mesures;—Du dixième des billets d'entrée dans les spectacles;—Du prix des poudres, tel qu'il est fixé par la loi du 16 mars 1819;—D'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion et de fêtes où l'on est admis en payant, et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis; — Des contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, ainsi que des revenus spéciaux accordés auxdits établissemens et aux établissemens sanitaires;—Des droits établis pour les frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers;—Des rétributions imposées, en vertu des arrêtés du gouvernement du 3 floréal an 8 (23 avril 1800) et du 6 nivose an 11 (27 décembre 1802), sur les établissemens d'eaux minérales, pour le traitement des médecins chargés par le gouvernement de l'inspection de ces établissemens;—Des redevances sur les mines;—Des diverses rétributions imposées en faveur de l'université sur les établissemens particuliers d'instruction et sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques;—Des taxes imposées, avec l'autorisation du gouvernement, pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitans, et des taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807; — Des droits de péage qui seraient établis, conformément à la loi du 4 mai 1802 (14 floréal an 10), pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'état, des départemens et des communes; — Des sommes réparties sur les israélites de chaque circonscription, pour le traitement des rabbins et autres frais de leur culte.

4. La contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, la contribution des portes et fenêtres et des patentes, seront perçues pour 1825, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état C ci-annexé (2).— Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé aux sommes portées dans les états D, n^{os} 1, 2 et 3, annexés à la présente loi.

TITRE III. — *Evaluation des recettes de l'exercice 1825.*

5. Le budget des recettes est évalué, pour l'exercice 1825, à la somme de huit cent quatre-vingt-dix-neuf millions cinq cent dix mille trois cent quatre-vingt-trois francs (899,510,383 fr.), conformément à l'état E ci-annexé.

Moyens de service.

6. Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la tré-

(1) Ces impôts sont reproduits chaque année dans la loi du budget.

Voyez, sur ces différens droits, les notes qui accompagnent le § 1^{er} du tit. II de la loi du 31—31 juillet 1821, sur les finances.

(2) Voyez, sur la contribution foncière, la loi fondamentale du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798); sur la contribution des portes et fenêtres, celle du 4 du même mois (24 novembre); et, sur la contribution personnelle et mobilière, celle du 3 nivose même année (23 décembre 1798), et les notes étendues qui accompagnent ces lois.

soverie et les négociations avec la banque de France, des bons royaux portant intérêt et payables à échéance fixe. — Les bons royaux en circulation ne pourront excéder cent quarante millions. — Dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, il y sera pourvu au moyen d'une émission supplémentaire qui devra être autorisée par ordonnance du roi, et dont il sera rendu compte à la plus prochaine session des chambres.

Dispositions générales.

7. Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des articles 22 de la loi du 17 août 1822 et 20 de la loi du 31 juillet 1821, relatifs aux centimes facultatifs que les conseils généraux de département sont autorisés à voter pour les dépenses d'utilité départementale et pour les opérations cadastrales, et des articles 31, 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses ordinaires et extraordinaires des communes.

(*Suivent les états.*)

N° 349. = 4—6 août 1824. = **ORDONNANCE du roi concernant les indemnités auxquelles ont droit les juges, officiers du ministère public et greffiers qui, dans le cas prévu par l'article 496 du Code civil, se transportent à plus de cinq kilomètres de leur résidence** (1). (VII, Bull. DCLXXXVI, n° 17444.)

Louis, . . . — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice ; — Considérant que, lorsqu'un individu dont l'interdiction est poursuivie, ne peut se présenter à la chambre du conseil du tribunal, il doit, aux termes de l'article 496 du Code civil, être entendu dans sa demeure par un juge à ce commis, assisté du greffier, et en présence du procureur du roi ; que, si cet individu n'habite pas la ville où siège le tribunal, les officiers qui se déplacent pour procéder et assister à son interrogatoire doivent nécessairement être indemnisés des frais que ce déplacement leur occasionne ; — Considérant néanmoins que cette indemnité ne peut être allouée en vertu des articles 88 et 89 du règlement du 18 juin 1811, puisque leur application est restreinte aux transports prévus et ordonnés par le Code d'instruction criminelle ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les juges, officiers du ministère public et greffiers qui, dans le cas prévu par l'article 496 du Code civil, se transporteront à plus de cinq kilomètres de leur résidence auront droit aux indemnités déterminées par les articles 88 et 89 du règlement du 18 juin 1811, suivant les distinctions établies dans ces articles, en ce qui concerne les distances.

N° 350. = 4—11 août 1824. = **ORDONNANCE du roi qui crée auprès du mi-**

(1) Voyez le tarif des frais en matière criminelle, du 18 juin 1811, et la note.

nistre secrétaire d'état de la marine et des colonies un conseil d'amirauté (1). (VII, Bull. DCLXXXVII, n° 17453.)

Art. 1^{er}. Il sera créé auprès de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies un conseil d'amirauté.

2. Le conseil d'amirauté sera composé de trois officiers généraux de la marine et de deux officiers supérieurs de l'administration de la marine ou anciens administrateurs des colonies. — Les membres du conseil d'amirauté seront nommés par nous, sur la proposition du ministre de la marine et des colonies.

3. Le conseil se réunira sous la présidence de notre ministre de la marine, lequel, en cas d'empêchement, sera remplacé par un membre qu'il aura lui-même désigné.

4. Le conseil d'amirauté donnera son avis sur toutes les mesures qui auraient rapport à la législation maritime et coloniale et à l'administration des colonies; à l'organisation de nos armées navales; au mode d'approvisionnement; aux travaux et constructions maritimes; à la direction et à l'emploi des forces navales en temps de paix et de guerre.

N° 351. = 4—30 août 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Versailles, sous le nom de Société d'assurances mutuelles contre l'incendie. (VII, Bull. DCXCI bis, n° 2.)

Louis, ... — Vu l'acte passé devant M^e Huvé et son collègue, notaires à Versailles, les 29 et 30 avril, 1^{er}, 5 et 6 mai 1824, ledit acte contenant les statuts d'une société d'assurances mutuelles contre l'incendie pour la ville de Versailles dans les limites de l'octroi; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La société anonyme formée à Versailles, département de Seine-et-Oise, sous le nom de *Société d'assurances mutuelles contre l'incendie*, est autorisée conformément aux statuts renfermés dans l'acte ci-dessus visé, lequel demeurera annexé à la présente ordonnance. Lesdits statuts sont approuvés, sauf les réserves exprimées ci-après.

2. Les dispositions de l'article 9, relatives aux assurances faites par des créanciers hypothécaires, ne porteront aucune atteinte aux droits résultant, soit des actes préexistans, soit de l'application des lois; et les difficultés qui pourront s'élever à cet égard seront jugées par les tribunaux.

3. Le second paragraphe de l'article 13, portant ces mots : *dans le cas d'insolvabilité notoire d'un sociétaire*, sera remplacé par ceux-ci : *dans le cas d'insolvabilité d'un sociétaire constatée par un jugement*.

4. La présente autorisation n'étant accordée qu'à la charge par la société de se conformer aux lois et statuts particuliers qui doivent lui servir de règle, nous nous réservons de la révoquer dans le cas où ces conditions ne seraient pas remplies, sauf, d'ailleurs, les actions à exercer par des tiers devant les tribunaux, à raison des infractions commises à leur préjudice.

5. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie en forme de son état de situation au préfet de Seine-et-Oise, et aux greffes des tribunaux de première instance et de commerce de Versailles.

(*Suivent les statuts de la société.*)

(1) Voyez l'ordonnance du 30 décembre 1829, qui détermine la composition de ce conseil.

N° 352. = 4—30 août 1824. = **ORDONNANCE du roi portant approbation de la société anonyme formée à Bordeaux sous le nom de Fonderie de Bordeaux.** (VII, Bull. DCXCI bis, n° 3.)

N° 353. = 4 août—8 octobre 1824. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, pour le département de l'Ain, de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie formée à Bourg.** (VII, Bull. DCXCVI bis, n° 1.)

Art. 1^{er}. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie formée à Bourg, par acte passé devant *Morellet et Rollet*, notaires à Bourg, les 1^{er}, 2 et 3 mars 1824, est autorisée pour le département de l'Ain; en conséquence, les statuts de ladite société sont approuvés tels qu'ils résultent de l'acte ci-dessus, lequel demeurera annexé à la présente ordonnance.

2. Notre autorisation étant accordée à ladite société à la charge de se conformer aux lois et à ses statuts approuvés, nous nous réservons de la révoquer en cas de non-exécution ou de violation, sauf les actions des tiers à raison des infractions commises à leur préjudice.

3. Les sociétaires devront se conformer, en ce qui les concerne, aux lois et réglemens de police sur le fait des incendies.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie conforme de son état de situation au préfet du département de l'Ain et au greffe du tribunal de commerce de Bourg.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 354. = 11—20 août 1824. = **ORDONNANCE du roi qui fixe définitivement à cinq le nombre des avoués du tribunal de première instance de Provins.** (VII, Bull. DCXC, n° 17526.)

N° 355. = 11—24 août 1824. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de M. l'archevêque de Reims et de M. l'évêque de Chartres.** (VII, Bull. DCXCI, n° 17540.)

N° 356. = 11—31 août 1824. = **ORDONNANCE du roi qui supprime les emplois d'inspecteur et de directeur de l'imprimerie royale, et porte que cet établissement sera dirigé par un seul fonctionnaire, sous le titre d'administrateur de l'imprimerie royale** (1). (VII, Bull. DCXCII bis, n° 1.)

Louis, . . . — Vu les articles 5 et 6 de l'ordonnance du 23 juillet 1823; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les emplois d'inspecteur et de directeur de l'imprimerie royale sont supprimés.

2. Cet établissement sera dirigé, à l'avenir, par un seul fonctionnaire, qui prendra le titre d'*administrateur de l'imprimerie royale*.

3. Les dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

N° 357. = 11—31 août 1824. = **ORDONNANCE du roi qui rend applicables aux fonctionnaires et employés de l'imprimerie royale réformés par**

(1) Voyez, sur l'organisation de l'imprimerie royale, l'arrêté du 19 frimaire an 10 (10 décembre 1801), et les notes qui résument tous les réglemens relatifs à cet établissement.

Voyez aussi l'ordonnance du 23—31 juillet 1823, et la note.

suite de la suppression de leur emploi ; les dispositions de l'ordonnance du 2 — 6 octobre 1822. (VII, Bull. DCXCH bis, n° 2.)

Louis, . . . — Vu l'article 4 de la loi du 1^{er} mai 1822 ; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les dispositions de l'ordonnance du 2 octobre 1822 sont applicables aux fonctionnaires et employés de l'imprimerie royale qui auront été réformés par suite de la suppression de leur emploi (1).

N° 358. = 11 août—1^{er} septembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi contenant *nouveau règlement sur l'exercice de la profession de boulanger dans la ville de Toulouse.* (VII, Bull. DCXCH, n° 17589.)

N° 359. = 11 août—11 septembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant *création de deux nouveaux équipages de ligne, qui prendront les n°s 3 et 4, et seront organisés à Brest et à Toulon.* (VII, Bull. DCXCIV, n° 17615.)

N° 360. = 11 août—19 octobre 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant *autorisation de la société anonyme dite du Pont Henri, établie à Montbrison, département de la Loire.* (VII, Bull. DCXCVII bis, n° 1^{er}.)

N° 361. = 11 août—19 octobre 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant *autorisation de la société anonyme projetée à Audincourt (Doubs), sous le nom de Compagnie des forges d'Audincourt et dépendances.* (VII, Bull. DCXCVII bis, n° 2.)

N° 362. = 15—16 août 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui remet en vigueur *les lois des 31—31 mars 1820 et 26—28 juillet 1821, relatives aux journaux et écrits périodiques* (2). (VII, Bull. DCLXXXIX, n° 17488.)

Louis, ... — Vu l'article 4 de la loi du 17 mars 1822, ainsi conçu : — « Si, dans l'intervalle des sessions des chambres, des circonstances graves rendaient momentanément insuffisantes les mesures de garantie et de répression établies, les lois des 31 mars 1820 et 26 juillet 1821 pourront être remises immédiatement en vigueur, en vertu d'une ordonnance du roi délibérée en conseil et contresignée par trois ministres. — Cette disposition cessera de plein droit un mois après l'ouverture de la session des chambres, si, pendant ce délai, elle n'a pas été convertie en loi. — Elle cessera pareillement de plein droit le jour où serait publiée une ordonnance qui prononcerait la dissolution de la chambre des députés. » — Considérant que la jurisprudence de nos cours a récemment admis pour les journaux une existence de droit indépendante de leur existence de fait ; — Que cette interprétation fournit un moyen sûr et facile d'éluder la suspension et la suppression des journaux ; — Qu'il suit de là que les moyens de répression établis par l'article 3 de la loi du 17 mars 1822 sont devenus insuffisants ; —

(1) Voyez l'ordonnance du 20—31 août 1824, concernant les pensions des employés de l'imprimerie royale, et la note.

(2) Cette ordonnance a été rapportée par celle du 29 septembre—1^{er} octobre 1824.

Voyez, dans les notes qui accompagnent l'art. 353 de la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), le résumé de la législation concernant les journaux et écrits périodiques.

Voyez aussi l'ordonnance du 16—16 août 1824, rendue pour l'exécution de la présente.

Voulant, dans ces circonstances, et jusqu'à la prochaine réunion des chambres, pourvoir avec efficacité au maintien de l'ordre public; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les lois des 31 mars 1820 et 26 juillet 1821 sont remises en vigueur, à dater de ce jour.

N° 363. = 16—16 août 1824. = **ORDONNANCE du roi concernant l'exécution de celle du 15—16 août 1824, relative aux journaux et écrits périodiques** (1). (VII, Bull. DCLXXXIX, n° 17489.)

Louis, ... — Vu notre ordonnance en date d'hier, portant remise en vigueur des lois des 31 mars 1820 et 26 juillet 1821, relatives aux journaux et écrits périodiques; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera immédiatement formé à Paris, auprès de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et sous la présidence du directeur de la police, une commission chargée de l'examen préalable de tous les journaux et écrits périodiques. — Elle sera composée, non compris le président, de six membres nommés par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

2. Tout article de journal ou écrit périodique devra, avant d'être imprimé, avoir été revêtu d'un *visa* constatant l'examen et l'approbation préalable exigés par l'article 5 de la loi du 31 mars 1820, lequel *visa* sera donné par le sieur *Delège*, que nous nommons, à cet effet, secrétaire de ladite commission.

3. Dans les départemens, les préfets nommeront, selon les besoins, un ou plusieurs censeurs chargés de l'examen préalable des journaux et écrits périodiques qui y seront publiés.

N° 364. = 16 août—11 septembre 1824. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit l'exécution de plusieurs dispositions relatives aux douanes** (2). (VII, Bull. DCXCIV, n° 17616.)

Louis, . . . — Vu nos ordonnances des 14, 28 mai et 5 novembre 1823; — Vu le projet de loi présenté en notre nom à la chambre des députés le 15 juin dernier, et que le temps n'a pas permis d'y mettre en délibération; — Notre conseil supérieur du commerce et des colonies entendu; — Sur le rapport de notre président du conseil des ministres, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Nos ordonnances des 14, 28 mai et 5 novembre 1823, par lesquelles nous avons fixé les droits à percevoir sur les laines étrangères, sur les moutons mérinos et métis, sur les toiles de l'Inde dites *guinées*, sortant des entrepôts pour le Sénégal, et prohibé l'entrée en France des céruses autrement qu'en poudre, continueront à être exécutées suivant leur forme et teneur.

N° 365. = 17—20 août 1824. = **ORDONNANCE du roi relative aux pensions et secours qui peuvent être accordés aux veuves et orphelins des magistrats, et aux veuves et orphelins des chefs et employés des bureaux du**

(1) Voyez l'ordonnance précédente, et les notes.

(2) Voyez, sur les douanes, la loi fondamentale du 6 août (22 juillet et) — 22 août 1791, et les notes.

Voyez aussi les notes qui accompagnent la loi du 27—27 juillet 1822, sur le même objet.

Voyez enfin l'ordonnance du 13—19 juillet 1825.

ministère de la justice et du conseil d'état (1). (VII, Bull. DCXC, n° 17524.)

Louis, . . . — Vu les articles 12, 13 et 14 de notre ordonnance du 23 septembre 1814, relatifs aux pensions et secours qui peuvent être accordés aux veuves et orphelins des magistrats; — Voulant attribuer aux dispositions de ces articles toute l'extension qui est compatible avec l'état actuel de la caisse des retenues, et donner ainsi à la magistrature une nouvelle preuve de notre bienveillance et de notre sollicitude; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La veuve d'un magistrat a droit à une pension sur les fonds de retenue du ministère de la justice, — 1° Lorsqu'au moment du décès de son mari celui-ci avait trente ans de services susceptibles d'être récompensés, soit que la pension du mari ait été liquidée, ou que la liquidation n'en ait pas encore été faite; — 2° Lorsque son mari est décédé jouissant d'une pension de retraite concédée pour moins de trente ans de services, et liquidée postérieurement à la publication de la présente ordonnance.

2. Dans le cas de l'article précédent, la pension de la veuve sera du tiers de celle dont son mari jouissait, ou qu'il aurait eu le droit d'obtenir; elle ne pourra néanmoins être au dessous de cent francs.

3. La veuve d'un magistrat décédé en activité et ayant moins de trente ans, mais plus de dix ans de services dans l'ordre judiciaire, pourra obtenir une pension sur les fonds de retenue, en justifiant que cette pension lui est nécessaire. — Il en sera de même de la veuve d'un magistrat décédé en retraite et qui jouissait d'une pension liquidée pour moins de trente ans de services, avant la publication de la présente ordonnance.

4. La pension sera considérée comme nécessaire lorsque les revenus de la veuve, à l'époque du décès de son mari, seront inférieurs aux deux tiers de la pension que celui-ci aurait obtenue ou pu obtenir. — La veuve justifiera du montant de ses revenus dans la forme et sous les conditions déterminées par notre ordonnance du 16 octobre 1822.

5. La quotité de la pension qui pourra être accordée dans les cas prévus par les articles 3 et 4 sera déterminée ainsi qu'il suit : — Lorsque les revenus de la veuve n'excéderont pas le tiers de la pension que son mari aurait obtenue ou pu obtenir, la pension de cette veuve sera du tiers de celle du mari, sans pouvoir néanmoins être au dessous de cent francs. — Lorsque la veuve jouira d'un revenu supérieur au tiers de la pension qui aura été ou qui aurait pu être accordée au mari, la pension de ladite veuve sera réglée de manière à ce que, réunie à son revenu, elle n'excède pas les deux tiers de la pension du mari.

6. Si la veuve jouit d'un revenu supérieur ou égal aux deux tiers de la pension accordée ou qui eût pu être accordée à son mari, il ne pourra lui être donné de pension.

7. Il ne sera point accordé de pension sur les fonds de retenue du ministère de la justice aux veuves qui n'auront pas été mariées cinq ans avant la cessation des fonctions de leur mari, non plus qu'à celles qui seront séparées de corps, lorsque la séparation aura été prononcée sur la demande de leur mari.

(1) Voyez l'ordonnance du 23—30 septembre 1814, art. 12, 13 et 14.

Voyez aussi la loi du 16—18 juin 1824, concernant la retraite des magistrats, et la note,

8. Conformément à l'article 20 de notre ordonnance du 23 septembre 1814, la liquidation des pensions des veuves des magistrats sera préalablement soumise à l'examen de l'un des comités de notre conseil d'état, et réglée ultérieurement par une ordonnance rendue par nous sur le rapport de notre garde des sceaux.

9. La pension des veuves qui contracteront un nouveau mariage cessera de plein droit dès le jour de la célébration.

10. Les secours qui peuvent être accordés aux orphelins, dans les cas prévus par l'article 13 de notre ordonnance du 23 septembre 1814, sont fixés pour chacun au vingtième de la pension que leur père aurait obtenue ou pu obtenir; néanmoins, ces secours ne seront pas au dessous de cinquante francs.

11. Pour obtenir des secours, les tuteurs des orphelins ou les orphelins eux-mêmes, s'ils sont majeurs, justifieront de l'insuffisance de leurs revenus, en la forme et sous les conditions déterminées par notre dite ordonnance du 16 octobre 1822.

12. Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables aux veuves et orphelins des chefs et employés des bureaux du ministère de la justice et du conseil d'état.

N° 366. = 20—24 août 1824. = **ORDONNANCE du roi qui forme une commission de révision chargée de colliger et de vérifier les arrêtés, décrets et autres décisions réglementaires rendus antérieurement au rétablissement de l'autorité de sa majesté dans le royaume, et règle les travaux de cette commission** (1). (VII, Bull. DCXCI, n° 17538.)

Louis, . . . — Vu les articles 14 et 68 de la charte; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera formé une commission de révision chargée de colliger et de vérifier les arrêtés, décrets et autres décisions réglementaires rendus antérieurement au rétablissement de notre autorité dans notre royaume.

2. La commission de révision préparera successivement, suivant l'ordre des matières, des projets d'ordonnances portant abrogation explicite et définitive de celles de ces décisions qu'elle jugera ne pas devoir être maintenues. — Elle préparera également, et dans le même ordre, des projets d'ordonnances destinées à remplacer celles dont les dispositions auront été reconnues utiles et qui devront être conservées.

3. La commission de révision se composera de douze membres et d'un secrétaire. — Ces dernières fonctions seront remplies par un maître des requêtes au conseil d'état.

4. Sont nommés membres de la commission de révision, — Les sieurs marquis de *Pastoret*, vice-président de la chambre des pairs; comte *Portalis*, pair de France, conseiller d'état, président de chambre à la cour de cassation; marquis d'*Herbouville*, pair de France; de *Martignac*, membre de la chambre des députés, ministre d'état, directeur général de l'adminis-

(1) Déjà le conseil d'état, par un avis du 7 janvier 1813, avait donné le plan d'un extrait du *Bulletin des lois* qui devait renfermer toutes les dispositions restées en vigueur et d'une application usuelle: cet extrait ou abrégé devait être fait sous l'autorité et la surveillance du ministre de la justice, par des magistrats ou jurisconsultes de son choix, et par ordre de matières.

La présente ordonnance a été rendue pour la réalisation de ce plan: mais les travaux de la commission, qui est depuis long-temps dissoute, n'ont produit aucun résultat.

tration de l'enregistrement et des domaines; baron *Dudon*, membre de la chambre des députés et conseiller d'état; *Pardessus*, membre de la chambre des députés et conseiller à la cour de cassation; *Bonnet*, membre de la chambre des députés; baron *Cuvier*, conseiller d'état; chevalier *Allent*, conseiller d'état; *Amy*, président de chambre en la cour royale de Paris et maître des requêtes au conseil d'état; *de Cassini*, président de chambre en la cour royale de Paris; *de Vatimesnil*, conseiller d'état, avocat général en la cour de cassation.

5. Le baron *Dunoyer*, maître des requêtes au conseil d'état et conseiller en la cour de cassation, est nommé secrétaire de la commission de révision.

N° 367. = 20—31 août 1824. = ORDONNANCE du roi relative aux établissemens d'éclairage par le gaz hydrogène (1). (VII, Bull. DCXCII, n° 17569.)

Louis, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu notre ordonnance du 10 septembre 1823, délibérée en notre conseil d'état; — Sur le rapport du comité du contentieux, portant qu'il n'existe pas de classification légale pour les entreprises d'éclairage par le gaz hydrogène; — Vu le décret du 15 octobre 1810 et notre ordonnance du 14 janvier 1815; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Tous les établissemens d'éclairage par le gaz hydrogène, tant les usines où le gaz est fabriqué que les dépôts où il est conservé, sont rangés dans la seconde classe des établissemens incommodes, insalubres ou dangereux; et néanmoins ils ne pourront être autorisés qu'en se conformant aux mesures de précaution portées dans l'instruction annexée à la présente ordonnance, sans préjudice de celles qui pourront être ultérieurement ordonnées si l'utilité en est constatée par l'expérience.

2. Les usines d'éclairage par le gaz hydrogène seront constamment soumises à la surveillance de la police locale.

Instruction sur les précautions exigées dans l'établissement de la manutention des usines d'éclairage par le gaz hydrogène.

§ 1^{er}. — Conditions à imposer pour tout ce qui a rapport à la première production du gaz.

1° Les ateliers de distillation seront séparés des autres; ils seront couverts en matériaux incombustibles; — 2° Les fabricans seront tenus d'élever jusqu'à trente-deux mètres les cheminées de leurs fourneaux; la disposition de ces fourneaux sera aussi fumivore que possible; — 3° Il sera établi au dessus de chaque système de fourneau un tuyau d'appel horizontal, communiquant, d'une part, à la grande cheminée de l'usine, et, d'autre part, venant s'ouvrir au dessus de chaque cornue, au moyen d'une hotte de forme et de grandeur convenables, de telle sorte que la fumée, sortant de la cornue, lorsqu'on l'ouvre, puisse se rendre par la hotte et le tuyau d'appel horizontal dans la grande cheminée de l'usine; — 4° Les cornues seront inclinées en arrière, de manière que le goudron liquide ne puisse se répandre sur le devant au moment du défournement; — 5° Le coke embrasé sera reçu,

(1) L'art. 3 de l'ordonnance du 9 février—1^{er} mars 1825 a rendu applicables aux ateliers pour le grillage des tissus de coton par le gaz, les dispositions de la présente et de l'instruction qui la suit.

Voyez, sur les établissemens insalubres et incommodes, le décret du 15 octobre 1810, et les notes.

au sortir des cornues, dans des étouffoirs placés le plus près possible des fourneaux.

§ II. — Conditions à imposer pour que la condensation des produits volatils et l'épuration du gaz ne nuisent pas aux voisins.

1° Il sera pratiqué, soit dans les murs latéraux, soit dans la toiture des ateliers de condensation et d'épuration, des ouvertures suffisantes pour y entretenir une ventilation continue et qui soit indépendante de la volonté des ouvriers qui y sont employés. Dans la visite des appareils, on ne devra faire usage que de lampes de sûreté; — 2° Les produits de la condensation et de l'épuration seront immédiatement transportés à la voirie, dans des tonneaux bien fermés; ou mieux encore, ils seront vidés, soit dans les cendriers des fourneaux, soit sur le charbon de terre qui se brûle dans les foyers.

§ III. — Conditions à imposer pour éviter tout danger dans le service du gazomètre.

1° Les cuves dans lesquelles plongent les gazomètres seront toujours pratiquées dans le sol et construites en maçonnerie. Il sera placé à chaque citerne un tuyau de trop plein, afin d'empêcher que dans aucun cas l'eau ne s'élève au dessus du niveau convenable; — 2° Chaque gazomètre sera muni d'un guide ou axe vertical; il sera suspendu au moyen de deux chaînes en fer, dont chacune aura été reconnue capable de supporter un poids au moins égal à celui du gazomètre; — 3° Il sera adapté à chaque gazomètre un tube de trop plein, destiné à l'écoulement du gaz qui pourrait y être conduit par excès; — 4° Les bâtimens dans lesquels seront établis les gazomètres seront entièrement isolés, soit des autres parties de l'établissement, soit des habitations voisines. Il y sera pratiqué des ouvertures en tout sens et en assez grand nombre pour y entretenir une ventilation continue. Ils seront toujours surmontés d'un paratonnerre, et l'on ne devra y faire usage que de lampes de sûreté. Ces bâtimens seront, en outre, fermés à clef, et la garde de cette clef ne pourra être confiée qu'à un contre-maitre habile et d'une fidélité éprouvée, et dans le cas seulement où le chef de l'établissement serait dans l'obligation de s'en dessaisir momentanément.

§ IV. — Conditions à imposer aux fabricans qui compriment le gaz dans des vases portatifs.

1° Ces vases ne pourront être que de cuivre rouge, de tôle ou de tout autre métal très ductile, qui se déchire plutôt qu'il ne se brise sous une pression trop forte; — 2° Ils seront essayés à une pression double de celle qu'ils doivent supporter dans le travail journalier.

N° 368. = 20—31 août 1824. = **ORDONNANCE du roi portant règlement sur les pensions et secours à accorder aux fonctionnaires, chefs, employés, ouvriers, etc., de l'imprimerie royale** (1). (VII, Bull. DCXCII bis, n° 3.)

Louis, . . . — Vu les dispositions des décrets des 18 septembre 1806 et 28 janvier 1811, et de nos ordonnances des 3 juillet 1816 (2), 12 janvier 1820 et 30 juin 1824, relatives aux pensions des chefs, employés et ouvriers de l'imprimerie royale; — Vu aussi notre ordonnance du 11 de ce mois qui rend applicables à cet établissement les dispositions de celle du 2 octobre 1822,

(1) Voyez l'ordonnance du 12—18 janvier 1820, tit. II, concernant la fixation du fonds de retraite affecté aux pensions des employés de l'imprimerie royale; celle du 30 juin 1824, qui modifie la précédente; et celle du 11—31 août suivant, concernant les secours à accorder aux employés réformés par suite de la suppression de leur emploi.

(2) Ces décrets et ordonnances n'ont pas été insérés au *Bulletin des lois*.

concernant les indemnités temporaires à accorder, en cas de réforme, jusqu'à la liquidation et au paiement des pensions des employés des administrations centrales de nos ministères; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre et secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Formation de la caisse.

Art. 1^{er}. La caisse des pensions de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires, chefs, employés, ouvriers et hommes de peine de l'imprimerie royale, ainsi que de leurs veuves et enfans, se composera : — 1^o Du produit de la retenue de deux pour cent qui continuera d'être faite sur le salaire des ouvriers et hommes de peine à la journée et aux pièces; — 2^o Des retenues sur les salaires qui ont lieu pour infraction à la discipline établie dans les ateliers; — 3^o Du produit de la retenue de trois pour cent sur les traitemens fixes des fonctionnaires, employés et chefs d'atelier, au dessus de deux mille francs; — 4^o D'un douzième des traitemens fixes des nouveaux titulaires, à prélever mois par mois, pendant la première année; — 5^o Du douzième des augmentations de traitemens fixes, à prélever dans les trois premiers mois; — 6^o Enfin des rentes appartenant à ladite caisse, ou qui lui ont été attribuées par nos ordonnances.

2. Le montant des retenues de toute nature sera versé, chaque semaine, à la caisse des dépôts et consignations, à la diligence du maître des requêtes administrateur de l'imprimerie royale. — Cette caisse continuera à faire le recouvrement des rentes sur l'état affectées au service des pensions. — Les sommes provenant des versements des retenues et des arrérages des rentes qui excèderaient le service trimestriel des pensions seront converties en rentes, dès que le capital pourra permettre l'acquisition de dix francs de rente.

TITRE II. — Ages auxquels les services peuvent commencer, et formes dans lesquelles ils devront être constatés.

3. Aucun employé ne sera nommé définitivement avant l'âge de vingt-et-un ans accomplis. — Nul ne sera admis définitivement comme ouvrier ou homme de peine avant l'âge de vingt ans. Les femmes pourront être admises en qualité d'ouvrières, à l'âge de dix-huit ans. — Les employés, ouvriers et ouvrières admis avant l'âge fixé ci-dessus, seront considérés comme temporaires et aides d'atelier.

§ 1^{er}. — *Services des chefs et employés.*

4. Tous fonctionnaires, chefs de service et employés devront être inscrits, après vingt-et-un ans accomplis, ou à la date de leur nomination après cet âge, sur un registre matricule. — Ce registre sera coté et paraphé par le maître des requêtes administrateur de l'établissement. — Il devra être ouvert de manière à permettre d'y porter toutes les mutations. — Il indiquera, sous un numéro d'ordre continu, les nom, prénoms, âge de chaque chef et employé, la nature des fonctions qui lui sont confiées, et le traitement qui lui est attribué, ainsi que les services antérieurs dont il aurait produit la justification légale. — A l'appui de ce registre seront déposés les extraits de naissance et les certificats ou pièces constatant les services antérieurs.

§ II. — *Services des ouvriers, ouvrières, garçons d'atelier et hommes de peine.*

5. Les ouvriers, ouvrières, garçons d'atelier et hommes de peine, seront

distingués en deux classes : les ouvriers ordinaires et les ouvriers extraordinaires ou temporaires. — Seront considérés comme ouvriers ordinaires ceux qui auront été employés habituellement pendant plus d'un an.

6. Un registre-matricule spécial aux ouvriers, ouvrières, garçons d'atelier et hommes de peine, sera tenu de la même manière et dans les mêmes formes que celui destiné aux chefs de service et employés. — Il portera les mêmes indications et sera appuyé des mêmes pièces. — Tout ouvrier, ouvrière, garçon d'atelier, homme de peine, ayant plus d'un an de service habituel dans les ateliers ou magasins, et l'âge requis, aura droit de s'y faire inscrire.

7. A moins de causes particulières, les ouvriers portés sur le registre-matricule ne pourront être momentanément congédiés et réappelés que dans leur rang d'inscription sur ce registre. — Le mouvement des ouvriers, distingué en service ordinaire et extraordinaire, sera établi chaque semaine, et sera porté sur le registre-matricule, après avoir été approuvé par l'administrateur. — Les états dressés à cet effet resteront à l'appui de l'inscription sur ce registre.

8. Lorsqu'un des chefs ou employés, ouvriers, garçons d'atelier ou hommes de peine, sera rayé des matricules, le motif ou l'extrait de la décision sera porté en marge de son inscription sur le registre.

9. Tout employé, ouvrier ou homme de peine, qui sera rayé du registre-matricule, perdra, par ce seul fait, tout droit à réclamer une pension, sauf son recours contre sa radiation auprès de notre garde des sceaux.

TITRE III. — Droits à la retraite.

10. Les droits des fonctionnaires et employés à la retraite se forment de tous les services rendus dans d'autres administrations publiques ressortissant au gouvernement et payées par l'état, sous la condition qu'il y aura au moins dix ans d'exercice à l'imprimerie royale.

11. Les ouvriers et ouvrières ne pourront compter que leurs services à l'imprimerie royale ou dans les imprimeries des administrations qui y ont été réunies, et ils devront avoir également dix ans d'exercice dans cet établissement.

12. Le temps successif pendant lequel un ouvrier ou ouvrière aura travaillé à l'imprimerie royale lui sera compté à partir de son inscription sur le registre-matricule, à condition, — 1^o Qu'il n'aura quitté les ateliers que sur l'autorisation de l'administration ; — 2^o Qu'il sera rentré au moins dans les quinze jours, à partir du jour de l'invitation qui lui en aura été faite par l'administration.

13. En conséquence de l'article ci-dessus, les ouvriers et ouvrières qui auraient quitté leurs ateliers sans l'ordre de l'administration, ou qui, ayant été appelés, ne se seraient pas rendus dans le délai prescrit, seront rayés des matricules, et n'auront plus aucun droit à la pension de retraite.

14. L'ouvrier ou ouvrière qui serait renvoyé des ateliers pour insubordination ou mauvaise conduite, quel que soit son temps de service, perdra ses droits à la retraite, et sera rayé du registre-matricule. — Cette radiation n'aura lieu néanmoins que sur une décision écrite du maître des requêtes administrateur, ensuite de l'examen de sa conduite en conseil, et sauf son recours à notre garde des sceaux.

15. Le fonctionnaire ou l'employé destitué ou démissionnaire, quel que soit son temps de service, perdra ses droits à la pension de retraite.

16. Les services à l'imprimerie royale seront justifiés par un extrait des registres-matricules de l'administration, dûment certifié par le maître des

requêtes administrateur; — Les services antérieurs, par des certificats signés des chefs d'administration ou des secrétaires généraux en exercice de fonctions, à l'époque de la délivrance des certificats, et, à défaut de ces pièces, par un extrait des comptes et états d'émargement déposés à la cour des comptes, ledit extrait certifié par le greffier de cette cour.

17. Les services à l'imprimerie royale ne pourront être comptés, pour la pension des fonctionnaires, employés et ouvriers, qu'à partir de l'époque de leur inscription sur le registre-matricule.

18. La fraction de services au dessous de sept mois ne sera pas comptée; celle de sept mois et au dessus le sera pour une année.

19. Les brevets de pension ne pourront être délivrés qu'autant qu'il y aura dans la caisse des fonds libres, et au fur et à mesure qu'il y en aura. — En cas de concurrence dans les demandes de pension, l'ancienneté de service d'abord, et ensuite l'âge et les infirmités décideront de la préférence.

20. Nul ne pourra cumuler avec la pension qu'il aurait obtenue sur la caisse des retraites de l'imprimerie royale, ni une autre pension, ni un traitement d'activité, sinon dans les cas prévus par les lois et ordonnances.

TITRE IV. — Admission à la retraite.

§ I^{er}. — *Par temps de services, âge ou infirmités.*

21. Les fonctionnaires, chefs et employés, ouvriers, garçons d'atelier et hommes de peine de l'imprimerie royale, auront droit à la pension de retraite après trente ans de services effectifs, ou lorsqu'au terme de vingt-cinq ans de services ils auront atteint l'âge de soixante ans, ou qu'ils auront des infirmités qui les mettraient dans l'impossibilité de travailler. — La pension sera, en partie, réversible à leurs veuves, ainsi qu'il sera dit ci-après.

22. Une pension de retraite pourra néanmoins être accordée avant lesdits trente ans, ou vingt-cinq ans de services et soixante ans d'âge, aux employés et ouvriers que des accidens graves, *survenus dans l'exercice de leurs fonctions ou de leurs travaux*, mettraient également hors d'état de pourvoir à leur existence.

§ II. — *Par réforme.*

23. Les employés réformés qui, ne se trouvant pas dans les cas prévus par les articles 21 et 22, ne pourront obtenir une pension, auront droit à une indemnité, réglée ainsi qu'il sera dit article 33.

24. Les ouvriers qui, étant dans le cas de l'article 22, auraient droit à une pension de retraite, recevront, jusqu'à la liquidation et au paiement de cette pension, une indemnité, réglée ainsi qu'il sera dit ci-après, article 34.

TITRE V. — Fixation des pensions de retraite.

§ I^{er}. — *Bases de la liquidation.*

1^o Des fonctionnaires, chefs et employés.

25. Pour déterminer la pension des chefs et employés, il sera fait une année moyenne du traitement fixe dont les réclamanes auront joui pendant les trois dernières années de leur service. Ne seront pas compris dans le traitement les gratifications ou traitemens extraordinaires qui leur auraient été accordés pendant ces trois ans.

26. La pension accordée après trente ans ou vingt-cinq ans de service, d'après l'article 21, sera de la moitié de ladite année moyenne de traitement. — Elle s'accroîtra du vingtième de cette moitié pour chaque année de service au-delà des trente ans, sans que, dans aucun cas, la pension de retraite

puisse excéder les deux tiers du traitement moyen, ni s'élever à plus de six mille francs, quel que soit d'ailleurs le taux du traitement.

27. La pension accordée avant trente ou vingt-cinq ans de service, dans les cas prévus par l'article 22, sera du sixième du traitement moyen pour dix ans de service.—Elle s'accroîtra d'un soixantième de ce traitement pour chaque année de service au dessus de dix ans, sans que pour cela elle puisse jamais excéder celle qui est accordée pour trente ans.

2° Des ouvriers et ouvrières.

28. La pension accordée aux ouvriers après trente ans de service, ou vingt-cinq ans avec soixante ans d'âge, est fixée à quatre cents francs par année. — Elle s'accroîtra d'un vingtième par année en sus des trente ans, sans pouvoir dépasser cinq cents francs.—Le taux de la pension des ouvrières est fixé, pour le même temps de service, et sous les mêmes conditions, aux deux tiers de celle accordée aux ouvriers.

29. La pension accordée dans le cas de l'article 22 sera du trentième de la somme fixée ci-dessus pour les ouvriers, par chaque année de service, sans qu'elle puisse dépasser cinq cents francs. — La pension des ouvrières, dans le même cas, sera des deux tiers.

3° Des garçons d'atelier et hommes de peine.

30. La pension accordée aux garçons d'atelier et hommes de peine, après trente ans de service, ou vingt-cinq ans et soixante ans d'âge, est fixée à trois cents francs par année.—Elle s'accroîtra d'un vingtième par année en sus des trente ans, sans pouvoir dépasser quatre cents francs.

31. Dans le cas de l'article 22, cette pension sera réglée à raison du trentième de la fixation ci-dessus, pour chaque année de service.

§ II. — *Formes à suivre pour la liquidation.*

32. Les demandes à fin de pension seront inscrites, par ordre de dates et de numéros, sur un registre à ce destiné. — Le travail relatif à leur liquidation sera fait par le maître des requêtes administrateur, et, sur l'ordre de notre garde des sceaux, renvoyé à l'examen du comité de législation de notre conseil d'état.

TITRE VI. — Indemnité de réforme.

33. Les employés supprimés recevront, pendant la première année qui suivra leur suppression, une indemnité égale à la moitié du traitement dont ils jouiront au jour de la cessation de leur service. — Après l'expiration de cette année, l'indemnité des employés qui n'auront pas droit à la pension sera réduite au *minimum* de la pension correspondante à leur traitement, et la durée en sera égale à celle de leur activité.—Les indemnités cesseront successivement à mesure que les pensions commenceront à être payées.

34. Dans le cas de l'article 24 ci-dessus, l'indemnité à payer à l'ouvrier, jusqu'à la liquidation de la pension et à son paiement, sera, — Pour les hommes, d'un franc par jour;—Pour les femmes, de soixante-dix centimes.

35. Ces indemnités seront payées, comme les frais d'administration et d'atelier, sur les produits de l'établissement et sans retenue.

36. L'indemnité cessera d'être payée, ou la pension sera suspendue, à l'égard de tout employé réformé qui refuserait un emploi, à l'imprimerie royale, d'un traitement égal à celui dont il jouissait à l'époque de la réforme.—Il en serait de même pour tout ouvrier ou ouvrière qui, après avoir été congédié, serait rappelé et ne rentrerait pas dans les ateliers.

TITRE VII. — Des pensions des veuves, et des secours à accorder aux enfans.

§ 1^{er}. — *Des veuves.*

37. Les pensions des fonctionnaires, employés, ouvriers, garçons d'atelier et hommes de peine, seront, en partie, réversibles à leurs veuves, lorsqu'elles auront été obtenues ou auraient pu l'être après trente ans de service. — Lorsqu'elles n'auront été ou n'auraient pu être accordées que pour une durée moindre de services, la réversibilité ne sera que facultative.

38. Les veuves ne pourront réclamer le bénéfice de l'article ci-dessus qu'à condition, — 1^o Qu'elles représenteront l'acte de la célébration de leur mariage; — 2^o Qu'elles auront été mariées depuis cinq ans au moins, à l'époque du décès de leurs maris; — Qu'il n'aura pas existé entre les époux de séparation de corps, prononcée sur la demande du mari.

39. Les droits de la veuve admise à la réversibilité seront, si elle n'a pas d'enfant, ou si ceux qu'elle a sont âgés de plus de quinze ans accomplis, — Du tiers de la pension dont son mari a joui, ou dont il aurait eu droit de jouir; — De la moitié, si elle a deux enfans au dessous de l'âge de quinze ans accomplis; — Des deux tiers, si elle a trois enfans ou un plus grand nombre au dessous du même âge.

40. Cette pension sera réduite dans les mêmes proportions, à mesure du décès des enfans, ou à mesure qu'ils parviendront à l'âge de quinze ans accomplis.

41. La veuve qui se remariera perdra ses droits à la réversibilité.

§ II. — *Des enfans.*

42. Lorsqu'il n'y aura pas ou lorsqu'il n'y aura plus lieu à la réversibilité de la pension en faveur de la femme, soit par l'événement de son décès, soit par l'effet des déchéances prononcées contre elle par les nos 2 et 3 de l'article 38 et par l'article 41, les enfans auront droit à un secours annuel, si leur père a obtenu ou s'il avait eu droit d'obtenir une pension à raison de trente ans de service. — Cette disposition ne sera que facultative, si la pension n'avait été accordée ou méritée que pour un moindre nombre d'années de service.

43. Ces secours ne seront donnés qu'aux enfans nés en légitime mariage, et sur la représentation de leur acte de naissance. — Ils cesseront d'en jouir lorsqu'ils auront atteint quinze ans accomplis.

44. Ces secours seront annuellement, — Du quart de la pension du père, s'il n'y a qu'un enfant; — Du tiers, s'il y en a deux; — De la moitié, s'il y en a quatre; — Des deux tiers, s'il y en a plus de quatre.

45. Ces secours seront, comme les pensions, acquittés par la caisse des dépôts et consignations.

TITRE VIII. — Du paiement des pensions.

46. Les pensions de retraite seront payées, tous les trois mois, à la caisse des dépôts et consignations, sur l'ordonnance de notre garde des sceaux.

47. L'émargement du pensionnaire sur les états de trimestre qui serviront au paiement de ces pensions sera appuyé d'un certificat de vie, et, en outre, pour les veuves ayant des enfans et pour les enfans jouissant de secours, des actes de naissance constatant l'âge des enfans, délivrés sans frais à la mairie de leur domicile.

TITRE IX. — Des secours temporaires à accorder aux ouvriers, garçons d'atelier et hommes de peine, pour cause de maladie.

48. Il pourra être accordé, sur les fonds de la caisse des retraites, des secours temporaires aux ouvriers, garçons d'atelier et hommes de peine, malades ou blessés dans leurs travaux à l'imprimerie royale.

49. Ces secours ne pourront être délivrés qu'aux ouvriers, garçons d'atelier et hommes de peine inscrits sur le registre-matricule.

50. Il n'y aura lieu à délivrer des secours aux ouvriers que dans le cas de maladie susceptible d'arrêter leurs travaux pendant plus d'une semaine. — Les ouvriers, garçons d'atelier et hommes de peine pourront en recevoir aussitôt après que la maladie aura été constatée par le chirurgien-médecin de l'établissement.

51. Ces secours seront, — Pour les hommes, d'un franc par jour; — Pour les femmes, de soixante-dix centimes.

52. Ils ne pourront être accordés dans une année à la même personne pour plus de quatre-vingt-dix jours, soit continus ou avec intervalles, et renouvelés d'une année à l'autre qu'après au moins trois mois des derniers secours accordés.

53. Ils ne pourront dépasser par semaine le cinquième du montant des retenues et amendes sur le total des banques réunies.

54. En cas de concurrence par l'insuffisance du cinquième du montant des retenues, les ouvriers, garçons d'atelier et hommes de peine les plus malades et les plus âgés, et ensuite les plus anciens et ceux qui auraient reçu des secours pendant le moindre nombre de jours, auront la préférence.

55. Les secours seront avancés par la caisse de l'imprimerie royale, qui en sera remboursée, tous les trois mois, sur les fonds de retraite et secours, au moyen d'une ordonnance de notre garde des sceaux sur la caisse des dépôts et consignations.

TITRE X. — Dispositions générales.

56. Les pensions accordées après trente ans effectifs de service, ou vingt-cinq ans et soixante ans d'âge, seront liquidées avec jouissance à partir de la cessation des fonctions, sauf l'imputation de l'indemnité payée en vertu du titre VI ci-dessus. — L'époque de la jouissance pour celles accordées avant trente ans de service, ou vingt-cinq ans et soixante ans d'âge, sera fixée à partir du premier jour du trimestre dans lequel l'ordonnance de concession aura été rendue, et sans rappel d'arrérages antérieurs, sauf également l'imputation de l'indemnité qui aurait déjà été payée dans ce trimestre.

57. Les pensions non concédées, réclamées avant la publication des présentes, à raison de trente ans de service ou vingt-cinq ans et soixante ans d'âge, seront liquidées d'après les bases établies par les ordonnances qui étaient en vigueur à l'époque où les demandes en liquidation ont été formées. — Celles réclamées pour des services moindres de trente ans, ou vingt-cinq ans avec soixante ans d'âge, seront liquidées d'après les bases fixées dans la présente ordonnance.

58. Tous réglemens relatifs aux pensions et secours des employés et ouvriers de l'imprimerie royale, contraires à ce qui est ordonné par les présentes, sont abrogés.

59. Il n'est pas dérogé aux dispositions de notre ordonnance du 6 août 1823.

N° 369. = 26—31 août 1824. = *ORDONNANCE du roi relative à l'organisation du conseil d'état* (1). (VII, Bull. DCXCII, n° 17562.)

CHAPITRE I^{er}. — De la composition du conseil d'état.

Art. 1^{er}. Notre conseil d'état se compose : — Des princes de notre famille,

(1) Voyez, sur cet objet, le règlement du 5 nivose an 8 (26 décembre 1799), et les notes qui résument tous ceux intervenus depuis.

lorsque nous jugerons à propos de le présider, et que nous les y aurons appelés; des ministres secrétaires d'état; des ministres d'état, lorsque nous les y aurons appelés; de conseillers d'état; de maîtres des requêtes; d'auditeurs.

2. Le service de notre conseil d'état se divise en service ordinaire et en service extraordinaire.—Il y aura, en outre, des conseillers d'état et maîtres des requêtes honoraires.

3. Le service ordinaire est celui des conseillers d'état, maîtres des requêtes et auditeurs employés aux travaux intérieurs et habituels du conseil.

4. Le service extraordinaire est celui des conseillers d'état et maîtres des requêtes qui exercent, hors du conseil, des fonctions publiques.

5. Les conseillers d'état et maîtres des requêtes honoraires sont ceux à qui il nous a plu de conférer ce titre, conformément aux règles établies ci-après, chapitre VI.

6. Nos conseillers d'état, maîtres des requêtes et auditeurs, ne pourront être révoqués qu'en vertu d'une ordonnance individuelle et spéciale, rendue par nous, sur la proposition de notre garde des sceaux.

CHAPITRE II. — Des conseillers d'état en service ordinaire.

7. Nos conseillers d'état en service ordinaire sont au nombre de trente.

8. Nul ne sera nommé conseiller d'état, s'il n'est âgé de trente ans accomplis.

9. Nul ne sera nommé conseiller d'état, s'il n'est ou n'a été revêtu de l'un des titres suivans : pair de France; membre de la chambre des députés des départemens; ambassadeur ou ministre plénipotentiaire près des cours étrangères; grand-maître de l'université royale; archevêque ou évêque; membre de la cour de cassation; premier président, président ou procureur général de la cour des comptes; premier président ou procureur général de nos cours royales; officier général ou intendant de nos armées de terre et de mer; directeur général; maître des requêtes; préfet.

CHAPITRE III. — Des maîtres des requêtes en service ordinaire.

10. Nos maîtres des requêtes en service ordinaire sont au nombre de quarante.

11. Nul ne sera nommé maître des requêtes, s'il n'est âgé de vingt-sept ans accomplis.

12. Nul ne sera nommé maître des requêtes, s'il n'a exercé les fonctions énoncées dans l'article 9, ou s'il n'a été, pendant cinq ans au moins, président, conseiller ou avocat général en nos cours royales; conseiller au conseil royal de l'instruction publique; secrétaire général de l'un des ministères; président ou procureur du roi des tribunaux civils composés de trois chambres; colonel de toutes armes ou sous-intendant militaire de première classe; capitaine de vaisseau ou commissaire général de la marine; administrateur de l'une des régies financières; inspecteur général des ponts et chaussées et des mines; inspecteur général des constructions navales; inspecteur général des finances; consul général; premier secrétaire d'ambassade; maire de l'une de nos bonnes villes; auditeur au conseil d'état (1).

13. Nul auditeur ne sera nommé maître des requêtes, si, indépendamment des cinq années d'exercice exigées par l'article précédent, il n'est déjà, au moment de sa nomination, auditeur de première classe.

14. Les maîtres des requêtes prennent séance au conseil d'état après les conseillers d'état.

(1) Rapporté par l'art. 17 de l'ordonnance du 5—25 novembre 1828.

CHAPITRE IV. — Des auditeurs au conseil d'état.

15. Les auditeurs au conseil d'état sont au nombre de trente. — Ce nombre sera complété par cinq promotions égales, qui auront lieu successivement d'année en année, à dater de la promulgation de la présente ordonnance.

16. Les auditeurs au conseil d'état seront divisés en deux classes. — Il y aura douze auditeurs de première classe et dix-huit de seconde classe.

17. Nul ne sera nommé auditeur, s'il n'est licencié en droit, et s'il ne justifie d'un revenu net de six mille francs.

18. Nul ne sera nommé auditeur de seconde classe, s'il n'est âgé de vingt et un ans accomplis.

19. Les auditeurs de seconde classe n'assistent qu'aux séances des comités auxquels ils sont attachés.

20. Nul ne sera nommé auditeur de première classe, — S'il n'est âgé de vingt-quatre ans; — S'il n'a été auditeur de seconde classe pendant deux ans au moins.

21. Les auditeurs de première classe assisteront aux séances des comités auxquels ils seront attachés. — Ils pourront être admis aux séances du conseil d'état, lorsqu'il délibérera sur les affaires du petit ordre.

22. Les auditeurs au conseil d'état ne reçoivent pas de traitement.

23. Le temps pendant lequel les auditeurs sont attachés au conseil d'état est un temps d'épreuve et de stage. — Ce stage ne pourra, dans aucun cas, se prolonger au-delà de six années. — Il sera pourvu successivement au remplacement des auditeurs qui seront appelés à d'autres fonctions, ou dont le stage sera terminé.

CHAPITRE V. — Des conseillers d'état et maîtres des requêtes en service extraordinaire.

24. Le service extraordinaire de notre conseil d'état se divise en deux classes. — La première se compose de ceux de nos conseillers d'état et maîtres des requêtes en service ordinaire à qui il nous plairait de conférer, hors du conseil, des fonctions publiques. — La seconde classe se compose de ceux de nos sujets exerçant les fonctions publiques énoncées aux articles 9 et 12, auxquels, en récompense de leurs bons services, il nous plairait d'accorder le titre de conseiller d'état ou de maître des requêtes.

25. Pourront assister et concourir aux délibérations du conseil ceux des conseillers d'état en service extraordinaire qui exerceraient des fonctions publiques dans la capitale de notre royaume, et auxquels il nous aura plu d'accorder ce droit.

26. Nos conseillers d'état et maîtres des requêtes en service extraordinaire n'auront droit de porter ce titre que pendant la durée de leur service public.

CHAPITRE VI. — Des conseillers d'état et maîtres des requêtes honoraires.

27. Nos conseillers d'état et maîtres des requêtes en service ordinaire qui se retireraient pour cause d'infirmités, ou qui auraient exercé leurs fonctions à notre satisfaction, les premiers pendant dix et les seconds pendant quinze années, pourront obtenir le titre de conseiller d'état et de maître des requêtes honoraire.

28. Ceux de nos conseillers d'état et maîtres des requêtes en service extraordinaire qui auraient cessé leurs fonctions publiques pourront également obtenir le titre de conseiller d'état et de maître des requêtes honoraire s'ils ont siégé au conseil pendant le nombre d'années ci-dessus fixé, ou s'ils ont exercé pendant le même intervalle de temps l'une des fonctions énoncées aux articles 9 et 12.

CHAPITRE VII. — De la répartition des conseillers d'état, maîtres des requêtes et auditeurs dans les divers comités du conseil.

29. Nos conseillers d'état et maîtres des requêtes en service ordinaire seront distribués, ainsi que les auditeurs, en cinq comités, savoir : 1^o le comité du contentieux ; 2^o le comité de la guerre ; 3^o le comité de la marine ; 4^o le comité de l'intérieur ; 5^o le comité des finances.

30. Le comité du contentieux sera composé de douze conseillers d'état, dix-huit maîtres des requêtes, cinq auditeurs de première classe et sept de seconde classe. — Ce comité se divisera en deux sections. — Le comité de la guerre sera composé de quatre conseillers d'état, quatre maîtres des requêtes, un auditeur de première classe et deux de seconde classe ; — Le comité de la marine, de quatre conseillers d'état, quatre maîtres des requêtes, un auditeur de première classe et deux de seconde classe ; — Le comité de l'intérieur, de six conseillers d'état, huit maîtres des requêtes, quatre auditeurs de première classe et cinq de seconde classe ; — Le comité des finances, de quatre conseillers d'état, six maîtres des requêtes, un auditeur de première classe et deux de seconde classe.

31. Notre garde des sceaux arrêtera la répartition des conseillers d'état, maîtres des requêtes et auditeurs dans chaque comité, selon le besoin du service et d'après les proportions établies par l'article précédent.

CHAPITRE VIII. — De la forme des délibérations du conseil d'état et de ses comités.

32. Le conseil d'état, lorsque nous ne jugeons pas à propos de le présider, est présidé par l'un de nos ministres secrétaires d'état. — En notre absence, la présidence appartient au président de notre conseil des ministres, et, à défaut de celui-ci, à notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice. — A défaut de notre garde des sceaux, la présidence appartient à nos ministres secrétaires d'état, dans l'ordre de leurs ministères.

33. Les membres de notre conseil d'état prêtent, avant d'entrer en fonctions, le serment dont la formule suit : — « Je jure devant Dieu de bien et « fidèlement servir le roi en l'état et emploi de conseiller d'état (maître des « requêtes ou auditeur) ; d'obéir à la charte constitutionnelle que sa ma- « jesté a octroyée à ses peuples ; de garder et observer les lois, ordonnances « et réglemens ; de tenir secrètes les délibérations du conseil et les affaires « qui me seront communiquées concernant le service du roi ; d'avertir sa « majesté de tout ce que je jugerai être important pour son honneur, sa per- « sonne et son service, et de faire tout ce qu'un homme de bien, aimant son « roi et son pays, doit faire pour la décharge de sa conscience et le bien des « affaires de sa majesté. » — Le serment est reçu en assemblée générale du conseil d'état.

34. Le conseil d'état ne délibère qu'autant que les deux tiers de ses membres ayant voix délibérative sont présens à la séance.

35. Les rapports sont faits dans l'assemblée générale du conseil d'état, selon l'importance des affaires, par les conseillers d'état ou par les maîtres des requêtes, au choix de notre garde des sceaux.

36. Les conseillers d'état ont seuls voix délibérative. — Néanmoins, la voix du maître des requêtes rapporteur est comptée.

37. Les conseillers d'état directeurs d'administration ont seulement voix consultative dans les affaires contentieuses qui dépendent de leur administration. — Cette disposition est également applicable aux conseillers d'état qui seraient en même temps secrétaires généraux de l'un de nos ministères.

38. La délibération est prise à la pluralité des suffrages. — En cas de partage, le président du conseil d'état a voix prépondérante.

39. Les divers comités du conseil observeront les mêmes formes dans leurs délibérations.

40. Nos ministres secrétaires d'état président les comités du conseil attachés à leur ministère. — Il y a, en outre, un conseiller d'état vice-président, qui est chargé, sous les ordres de chaque ministre, de diriger en son absence les délibérations du comité, d'en convoquer les membres et de distribuer le travail.

41. Lorsque deux ou plusieurs comités seront réunis, la présidence, en l'absence de nos ministres, appartiendra au président du comité qui a la préséance selon l'ordre établi par l'article 29.

CHAPITRE IX. — Dispositions générales.

42. Les dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

N° 370. = 26—31 août 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine le costume des membres du conseil d'état. (VII, Bull. DCXCII, n° 17567.)

Art. 1^{er}. Nos conseillers d'état, maîtres des requêtes et auditeurs, porteront, dans les cérémonies publiques, l'habit de velours noir, brodé en soie noire de deux branches de lis entrelacées, conformément au modèle qui sera arrêté par notre garde des sceaux. — Les conseillers d'état porteront la broderie sur le collet, le devant de l'habit, les paremens, les poches et la taille. — Les maîtres des requêtes porteront la broderie au collet, aux paremens et entre les poches. — Les auditeurs porteront la broderie au collet seulement. — Dans leurs fonctions ordinaires, les membres de notre conseil porteront le même habit en drap noir. — Les conseillers d'état, maîtres des requêtes et auditeurs, porteront l'épée et le chapeau avec plumet noir.

2. Les membres de notre conseil d'état seront tenus de porter leur costume dans l'exercice de leurs fonctions.

N° 371. = 26 août—1^{er} septembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi contenant une nouvelle organisation de l'administration des forêts (1). (VII, Bull. DCXCIII, n° 17590.)

Art. 1^{er}. Les eaux et forêts de notre royaume, en ce qui concerne la pêche, la conservation, l'exploitation et l'amélioration des bois, et la surveillance à exercer sur les forêts appartenant aux communes et établissemens publics, seront administrées par un directeur général, nommé par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état des finances. — Les soins qui tiennent à la propriété des eaux et forêts, soit qu'il s'agisse de revendiquer, de défendre ou d'aliéner, demeurent exclusivement attribués à l'administration des domaines.

2. Il y aura près de notre directeur général des forêts trois administrateurs. — Les places de secrétaire général et d'inspecteurs généraux des forêts sont supprimées.

3. Le directeur général dirige et surveille, sous les ordres de notre ministre des finances, toutes les opérations relatives au service; — Il travaille seul avec le ministre des finances; — Il correspond seul avec les diverses autorités; — Il a seul le droit de recevoir et d'ouvrir la correspondance; —

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 15 septembre (20 août, 2, 3, 4 et) — 29 septembre 1791, et les notes; et spécialement l'ordonnance du 11—18 octobre 1820. — Voyez aussi le Code forestier du 21 mai—31 juillet 1827; et l'ordonnance du 1^{er}—4 août suivant, rendue pour l'exécution de ce code.

Il signe tous les ordres généraux de service; — Il rend compte au ministre de tous les résultats de son administration.

4. Notre ministre déterminera les parties de service dont la suite sera attribuée à chaque administrateur. — Les administrateurs pourront être chargés de missions temporaires dans les départemens, avec l'approbation du ministre des finances.

5. Les administrateurs et les conservateurs seront nommés par nous, sur le rapport de notre ministre des finances. — Notre ministre des finances nommera aux places d'inspecteur et de sous-inspecteur. — Le directeur général nommera à tous les autres emplois, en se conformant à l'ordre hiérarchique des grades.

6. Les administrateurs se réunissent en conseil d'administration, sous la présidence du directeur général. Le conseil d'administration est nécessairement consulté sur toutes les matières contentieuses, sur les destitutions et révocations des agens forestiers, sur les dépenses à faire, demandes en remise, modération d'amendes et remboursemens pour moins de mesure, soit que la décision de ces affaires appartienne au directeur général ou qu'elle soit réservée au ministre. — Le directeur général des forêts devra, en outre, faire délibérer le conseil d'administration sur tous les objets qu'il doit soumettre à l'approbation du ministre des finances, et dont la nomenclature suit : — Le budget général; — Dispositions de service qui donneraient lieu à une dépense au dessus de cinq cents francs; — Changemens dans la circonscription des arrondissemens forestiers; — Suppression d'agens supérieurs; — Questions douteuses dans tous les cas d'application des lois, ordonnances et réglemens, dans tous ceux qui ne sont pas prévus ou qui ne sont pas suffisamment définis par lesdites lois, ordonnances et réglemens, et sur les instructions générales relatives à leur exécution; — Pourvoi au conseil d'état; — Poursuites et appels devant les tribunaux; — Coupes extraordinaires dans les bois de l'état, des communes et des établissemens publics; — Cahier des charges pour les adjudications en coupes annuelles; — Projets d'aménagemens et d'échanges; — Demandes en remise ou modération d'amendes et remboursemens pour moins de mesure qui excéderont cinq cents francs; — Demandes en autorisation de défricher des bois ou portions de bois d'une contenance au dessus d'un hectare; — Extraction de minerai ou de matériaux dans les forêts; — Constructions à proximité des forêts; — Liquidation de pensions; — Mises en jugement; — Réclamations de toute nature contre les décisions émanées du directeur général.

7. Il sera, par le directeur général, statué sur les affaires qui sont du ressort de l'administration des forêts, autres que celles mentionnées à l'article précédent, sauf le recours des parties devant notre ministre des finances.

8. Il sera établi près de l'administration des forêts, et sous la surveillance du directeur général, une école dans laquelle seront enseignées toutes les parties de l'histoire naturelle, des mathématiques et de la jurisprudence, qui ont plus spécialement rapport avec les bois et forêts. — Le choix des professeurs, les réglemens relatifs à l'organisation de l'école forestière, au nombre et à l'admission des élèves, au système et à la durée des études, seront approuvés par le ministre, sur le rapport du directeur général, et après avoir été délibérés dans le conseil d'administration. — Le ministre déterminera également par des réglemens dans quelle proportion les élèves, après avoir achevé leur cours d'études, concourront aux places vacantes de gardes généraux des forêts (1).

(1) Voyez l'ordonnance du 1^{er} — 13 décembre 1824, portant organisation de cette école, et la note.

9. Notre ordonnance du 11 octobre 1820 continuera de recevoir son exécution en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions contenues dans la présente.

N° 372. = 26 août—11 septembre 1824. = **ORDONNANCE du roi qui crée un ministère des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, et fixe les attributions du ministre de ce département** (1). (VII, Bull. DCXCIV, n° 17617.)

Art. 1^{er}. Les affaires ecclésiastiques et l'instruction publique seront dirigées à l'avenir par un ministre secrétaire d'état qui prendra le titre de ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique.

2. Les attributions du ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique comprendront la présentation des sujets les plus dignes d'être promus aux archevêchés, évêchés et autres titres ecclésiastiques de notre royaume, les affaires concernant la religion catholique et l'instruction publique, les dépenses du clergé catholique, des édifices diocésains, des collèges royaux et des bourses royales. — Il exercera les fonctions de grand-maître de l'université de France, telles qu'elles sont déterminées par les lois et réglemens, à l'exception de celles qui sont relatives aux facultés de théologie protestantes, à l'égard desquelles les fonctions de grand-maître seront exercées par un membre de notre conseil royal d'instruction publique, et continueront d'être dans les attributions de notre ministre de l'intérieur, ainsi que toutes les affaires relatives aux cultes non catholiques.

N° 373. = 26 août—20 septembre 1824. = **ORDONNANCE du roi qui nomme, dans le département de l'intérieur, les directeurs des administrations générales y désignées**. (VII, Bull. DCXCV, n° 17652.)

N° 374. = 26 août—20 septembre 1824. = **ORDONNANCE du roi qui nomme M. le baron Cuvier pour exercer les fonctions précédemment attribuées au grand-maître de l'université, à l'égard des facultés de théologie protestantes**. (VII, Bull. DCXCV, n° 17653.)

N° 375. = 1^{er}—20 septembre 1824. = **ORDONNANCE du roi relative aux officiers de santé de la gendarmerie royale et des sapeurs-pompiers de la ville de Paris**. (VII, Bull. DCXCV, n° 17656.)

Art. 1^{er}. Les officiers de santé de la gendarmerie royale et des sapeurs-pompiers de la ville de Paris prendront rang dans l'armée, et leurs services dans ces corps seront admis pour la solde de retraite, sauf par eux à verser dans la caisse des invalides une somme équivalente aux retenues mensuelles qui n'ont pas été prélevées sur leur traitement.

2. Ils seront confirmés dans leurs emplois par commission de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et à l'avenir ils seront nommés par lui sur la présentation du préfet de police, approuvée par le ministre de l'intérieur : ils seront choisis parmi les officiers de santé de l'armée en activité, d'un grade égal à celui de l'emploi vacant. — La présente ordonnance n'aura

(1) Voyez l'ordonnance du 10—15 février 1828, portant que l'instruction publique sera dirigée par un ministre secrétaire d'état qui exercera les fonctions de grand-maître de l'université de France.

Ce ministère existe encore aujourd'hui sous la dénomination de ministère de l'instruction publique : mais les affaires ecclésiastiques sont réunies au ministère de la justice.

point d'effet rétroactif à l'égard des officiers de santé actuels des deux corps qui n'auraient pas servi antérieurement dans l'armée.

N^o 376. = 1^{er} septembre—4 octobre 1824. = **ORDONNANCE du roi qui confirme l'établissement de l'abattoir public et commun qui existe à Vesoul.** (VII, Bull. DCXCVI, n^o 17660.)

N^o 377. = 1^{er} septembre—8 octobre 1824. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, pour quatre départemens y dénommés, de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie formée à Dijon**(1). (VII, Bull. DCXCVI bis, n^o 2.)

Art. 1^{er}. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie formée à Dijon par acte passé devant *Joliet et Rouget*, notaires en ladite ville, le 26 juin 1824, est autorisée pour les départemens de la Côte-d'Or, de l'Yonne, de Saône-et-Loire et du Doubs seulement. — Les statuts de ladite société, contenus audit acte, lequel demeurera annexé à la présente ordonnance, sont approuvés, sauf la réserve exprimée à l'article suivant.

2. Nonobstant la rédaction de l'article 55 des statuts, le second paragraphe dudit article sera entendu comme il suit : — « Tout locataire ou fermier d'une propriété assurée, qui aura justifié, par une déclaration du « propriétaire ayant date certaine et enregistrée à la direction de la société, « qu'il concourt avec son propriétaire aux obligations de l'assurance, est « affranchi envers la compagnie du recours qu'elle pourrait avoir à exercer « contre lui en cas d'incendie, à raison de la responsabilité du locataire. »

3. Nous nous réservons de révoquer notre autorisation en cas de violation ou de non-exécution des statuts, sauf les droits et dommages-intérêts des tiers.

4. La société sera tenue de remettre, tous les ans, copie conforme de son état de situation aux préfets des quatre départemens de la Côte-d'Or, de l'Yonne, de Saône-et-Loire et du Doubs, ainsi qu'aux greffes des tribunaux de commerce de ces départemens. Copie dudit état sera adressée à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N^o 378. = 1^{er} septembre—14 octobre 1824. = **ORDONNANCE du roi qui nomme deux directeurs au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique** (2). (VII, Bull. DCXCVII, n^o 17729.)

Art. 1^{er}. Sont nommés directeurs au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, — Pour les affaires ecclésiastiques, le sieur abbé *de la Chapelle*, l'un de nos aumôniers ; — Et pour l'instruction publique, le sieur *Petitot*, membre du conseil royal.

2. Les directeurs nommés par l'article précédent auront, sous les ordres de notre ministre, la signature de la correspondance qui ne concernera que l'instruction des affaires et la transmission des décisions. — En l'absence de notre ministre, le directeur de l'instruction publique présidera le conseil royal.

(1) Voyez l'ordonnance du 24 juin 1828—27 février 1829, qui approuve quelques modifications apportées aux statuts de cette société.

(2) La place de directeur des affaires ecclésiastiques créée par la présente ordonnance a été supprimée par celle du 16 novembre—1^{er} décembre 1828.

3. Le sieur *de Maussion*, membre du conseil royal, remplacera le sieur *Petitot* dans les fonctions de secrétaire dudit conseil.

N° 379. = 8—20 septembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui crée un bureau de garantie pour la marque d'or et d'argent à Châtellerault (Vienne), et fixe la circonscription de ce bureau (1). (VII, Bull. DCXCV, n° 17659.)

Louis, . . . — Vu la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), l'arrêté du 15 prairial suivant (3 juin 1798), et notre ordonnance du 5 mai 1820, concernant le service de la garantie sur la marque d'or et d'argent ; — Vu les demandes de notre préfet du département de la Vienne ; — Vu les observations des administrations des monnaies et des contributions indirectes ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera créé un bureau de la garantie pour la marque d'or et d'argent à Châtellerault, département de la Vienne.

2. La circonscription de ce bureau se composera des communes de l'arrondissement de Châtellerault et de la commune d'Angles, dépendante de l'arrondissement de Montmorillon, qui sont distraites de l'arrondissement du bureau de Poitiers, réglé par l'arrêté du 15 prairial an 6.

N° 380. = 8 septembre—4 octobre 1824. = **ORDONNANCE** du roi sur le mode d'enseignement au collège royal de la marine (2). (VII, Bull. DCXCVI, n° 17661.)

Art. 1^{er}. Le cours d'études dans notre collège royal de la marine sera de deux ans en deux ans, à commencer du 15 novembre de chaque année. — Il portera sur les mathématiques, la langue française, l'histoire et la géographie, la langue anglaise, le dessin pittoresque, le dessin géométrique et la physique expérimentale, le tout en prenant pour base les programmes que notre ministre de la marine et des colonies fera rédiger, et dont les professeurs ne pourront s'écarter en aucun point.

2. Les diverses chaires d'enseignement et le nombre des professeurs sont fixés ainsi qu'il suit : — Mathématiques, quatre professeurs ; langue française, histoire et géographie, deux ; langue anglaise, un ; dessin pittoresque, un ; dessin géométrique, deux ; physique expérimentale, un. — Total, onze. — Notre ministre de la marine déterminera le rang et les appointemens de chacun de ces professeurs d'après l'article 30 de notre ordonnance du 31 janvier 1816, concernant le collège royal de la marine.

3. La distribution et l'emploi du temps, pour le cours d'études de deux ans, seront réglés par un tableau que fera rédiger notre ministre de la marine. Le gouverneur du collège est tenu de veiller à ce que les professeurs et élèves ne puissent, sous aucun prétexte, s'en écarter.

4. Les candidats aux places d'élèves au collège royal de la marine qui auront rempli les conditions exigées par notre ordonnance du 22 janvier 1824, et qui auront reçu des lettres de nomination de notre ministre de la marine, devront être rendus au collège le 10 novembre fixe, pour commencer le cours d'études le 15 de ce mois, conformément à l'article 1^{er} de la présente ordonnance.

(1) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes.

(2) Voyez l'ordonnance du 31 janvier—28 février 1816, portant création du collège de la marine.

Voyez aussi le décret du 30 juillet (21 et)—10 août 1791, portant organisation des écoles de la marine, et les notes qui résument tous les réglemens relatifs à ces établissemens.

5. L'un des examinateurs de la marine se rendra chaque année, vers le mois d'août, au collège royal de la marine, pour faire l'examen des élèves des deux divisions. — Les cours de la première année, ou seconde division, dureront jusqu'au 10 septembre. Le lendemain commenceront, dans le collège, les examens des élèves de la seconde division. Ces examens seront faits, en partie verbalement, et en partie par écrit; ils comprendront tous les objets détaillés dans les programmes mentionnés à l'article 1^{er}: ils seront clos au 30 septembre, et les élèves de la première année seront classés par ordre de mérite pour passer de la seconde division à la première. — Les cours de la seconde année, ou première division, dureront jusqu'au 20 août. Le lendemain commenceront, dans le collège, les examens des élèves de la première division sur tous les objets détaillés dans les programmes: ils seront terminés, pour la partie orale, le 10 septembre; la partie écrite par voie de composition aura lieu du 11 au 15 septembre, pendant que commenceront les examens des élèves de la première année ou seconde division. — Par suite de leurs examens, les élèves de la seconde année, ou première division, seront classés par ordre de mérite pour sortir du collège et passer dans les ports en qualité d'élèves de la marine de seconde classe.

6. Il sera accordé chaque année, par notre ministre secrétaire d'état de la marine, à la moitié des professeurs du collège royal, des vacances pendant le laps de temps qui s'écoulera depuis la clôture des examens annuels jusqu'à la reprise du cours.

7. Notre ministre secrétaire d'état de la marine prendra les mesures nécessaires pour mettre en harmonie les dispositions prescrites par la présente ordonnance avec celles déterminées par l'ordonnance du 31 janvier 1816, qui, n'étant pas contraires à ce qui vient d'être arrêté, sont et demeurent maintenues.

the first part of the reign of King Henry the Fourth, from the year 1399 to 1413. In this period the king was engaged in a series of wars with France, Scotland, and Ireland, and in the suppression of the Lollard heresy. The king's policy was to strengthen the royal power and to restore the unity of the kingdom.

The king's first object was to secure the peace of the kingdom. He succeeded in this by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy, and by the suppression of the Lollard heresy. He also succeeded in securing the peace of the kingdom by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy.

The king's second object was to strengthen the royal power. He succeeded in this by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy, and by the suppression of the Lollard heresy. He also succeeded in securing the peace of the kingdom by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy.

The king's third object was to restore the unity of the kingdom. He succeeded in this by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy, and by the suppression of the Lollard heresy. He also succeeded in securing the peace of the kingdom by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy.

The king's fourth object was to secure the peace of the kingdom. He succeeded in this by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy, and by the suppression of the Lollard heresy. He also succeeded in securing the peace of the kingdom by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy.

The king's fifth object was to strengthen the royal power. He succeeded in this by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy, and by the suppression of the Lollard heresy. He also succeeded in securing the peace of the kingdom by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy.

The king's sixth object was to restore the unity of the kingdom. He succeeded in this by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy, and by the suppression of the Lollard heresy. He also succeeded in securing the peace of the kingdom by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy.

The king's seventh object was to secure the peace of the kingdom. He succeeded in this by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy, and by the suppression of the Lollard heresy. He also succeeded in securing the peace of the kingdom by the marriage of his daughter, Mary, to the Duke of Burgundy.

RÈGNE DE CHARLES X.

Le second chiffre indique, selon la nature des actes, la date de la promulgation ou celle de la publication.

N° 381. — 16 septembre — 5 octobre 1824. — **ORDONNANCE** du roi portant que la compagnie des gardes-du-corps de Monsieur sera désormais cinquième compagnie des gardes-du-corps du roi (1). (VIII, Bull. II, n° 5.)

N° 382. — 18 septembre — 5 octobre 1824. — **ORDONNANCE** du roi portant réorganisation du personnel du service de santé et des hôpitaux de l'armée de terre (2). (VIII, Bull. II, n° 6.)

TITRE I^{er}.

Art. 1^{er}. Le personnel du service de santé et des hôpitaux de l'armée de terre comprend les officiers de santé militaires, les officiers d'administration des hôpitaux et les infirmiers militaires.

TITRE II.

2. Le corps des officiers de santé militaires est divisé en trois sections, savoir : — La médecine, la chirurgie et la pharmacie. — Chaque section est subdivisée en deux classes : l'une, d'officiers de santé brevetés ; et l'autre, d'officiers de santé commissionnés. — La section de chirurgie comprend les officiers de santé des corps de troupes.

3. La hiérarchie pour chacune des professions, et la correspondance des grades d'une profession à une autre, sont réglées comme il suit :

MÉDECINE.	CHIRURGIE.	PHARMACIE.
Médecin inspecteur.	Chirurgien inspecteur.	Pharmacien inspecteur.
<i>Idem</i> principal.	<i>Idem</i> principal.	<i>Idem</i> principal.
<i>Idem</i> ordinaire.	<i>Idem</i> major.	<i>Idem</i> major.
<i>Idem</i> adjoint.	<i>Idem</i> aide-major.	<i>Idem</i> aide-major.
	<i>Idem</i> sous-aide.	<i>Idem</i> sous-aide.

La hiérarchie déterminée ci-dessus est commune aux classes d'officiers de santé brevetés et commissionnés, à l'exception du grade d'inspecteur, qui n'appartiendra qu'à la classe des brevetés.

(1) Ces gardes-du-corps ont été supprimés par l'ordonnance du 11—24 août 1830.

(2) Voyez, sur l'organisation des hôpitaux militaires, le décret du 27 avril (21 et)—5 mai 1792, et les notes.

Voyez aussi l'art. 7 de l'ordonnance du 26 mars—14 avril 1829, concernant le mode de réception des officiers de santé.

4. Le médecin inspecteur, le chirurgien inspecteur et le pharmacien inspecteur formeront auprès de notre ministre secrétaire d'état de la guerre un conseil, sous la dénomination de *conseil de santé*. — Notre ministre secrétaire d'état de la guerre pourra y adjoindre, par mission spéciale dont la durée sera déterminée, un ou deux des officiers de santé principaux. — Le conseil de santé est chargé, sous l'autorité immédiate de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, de surveiller, en ce qui concerne l'art de guérir, toutes les branches du service de santé.

5. Le cadre des officiers de santé brevetés dans chaque profession et dans chaque grade, non compris ceux qui sont attachés à l'hôtel royal des invalides et à sa succursale, est fixé ainsi qu'il suit : — Médecin inspecteur, un; médecins principaux, huit; médecins ordinaires, quarante; médecins adjoints, dix; chirurgien inspecteur, un; chirurgiens principaux, dix; chirurgiens majors, deux cents; chirurgiens aides-majors, trois cents; chirurgiens sous-aides, deux cents; pharmacien inspecteur, un; pharmaciens principaux, six; pharmaciens majors, trente; pharmaciens aides-majors, trente; pharmaciens sous-aides, quatre-vingts.

6. Le nombre des officiers de santé commissionnés est déterminé par notre ministre secrétaire d'état de la guerre d'après les besoins du service; ils seront licenciés en totalité ou en partie, lorsqu'il reconnaîtra que leurs services ne sont plus nécessaires.

7. En temps de guerre, il pourra être nommé des officiers de santé en chef d'armée, qui seront choisis parmi les officiers de santé brevetés dans le grade d'inspecteur ou de principal. — Le titre d'officier de santé en chef d'armée ne confère aucun grade; il cesse de droit avec les fonctions qui y sont attachées. — Les officiers de santé qui en seront pourvus à l'avenir rentreront dans leur grade et leur rang, à la cessation de ces fonctions temporaires.

8. Les officiers de santé brevetés seront nommés par nous et brevetés. — Les officiers de santé commissionnés seront nommés et commissionnés par notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

9. L'admission dans le corps des officiers de santé militaires aura lieu par le grade de sous-aide-major. — Les sous-aides-majors seront choisis parmi les élèves militaires des hôpitaux admis par notre ministre secrétaire d'état de la guerre à suivre le cours des hôpitaux militaires d'instruction, et, à leur défaut, parmi les élèves des hospices civils qui justifieront de leur aptitude et qui produiront le diplôme de bachelier ès-lettres. — Les médecins adjoints seront choisis parmi les chirurgiens et pharmaciens aides-majors ou sous-aides-majors qui, s'étant destinés à la profession de médecin, auront été gradués par la faculté comme docteurs en médecine.

10. L'avancement aura lieu au choix et dans l'ordre hiérarchique des grades, après que l'aptitude des officiers de santé à remplir les fonctions du grade supérieur aura été reconnue.

11. Pour l'exécution de l'article ci-dessus, notre ministre secrétaire d'état de la guerre se fera remettre des notes périodiques sur l'aptitude des officiers de santé, et il fera constater le degré de leur instruction, soit par des inspections, soit par des examens dont il déterminera la forme et les époques.

12. Un règlement de service déterminera, conformément aux bases posées par la présente ordonnance : — 1° Les attributions et les fonctions du conseil de santé; — 2° Celles des officiers de santé de tout grade, soit dans les corps de troupes, soit dans les hôpitaux et aux armées; — 3° Les règles de détail à suivre, soit pour l'admission dans les corps des officiers de santé mi-

litaires, soit pour l'avancement dans les deux classes de brevetés et de commissionnés, soit pour le passage de la classe des commissionnés dans celle des brevetés, et *vice versa*; — 4° Le mode de répartition des officiers de santé commissionnés pour le service de paix et de guerre; — 5° Les détails de l'uniforme dans chaque grade; — 6° Le service et le traitement des officiers de santé civils, lorsqu'il y aura lieu de les employer à défaut des officiers de santé militaires.

13. Les traitemens d'activité, de réforme et de retraite des officiers de santé de toute classe, demeurent tels qu'ils sont fixés par les tarifs actuellement en vigueur.

14. Les officiers de santé pourvus du grade de principal aux armées, et qui, lors de la nouvelle organisation, ne pourraient être compris dans le cadre des officiers de santé principaux brevetés, tel qu'il est déterminé par l'article 5, seront placés en tête du cadre des officiers de santé brevetés du grade immédiatement inférieur.

TITRE III. — Des officiers d'administration des hôpitaux.

15. Les officiers d'administration des hôpitaux sont chargés, sous la surveillance de l'intendance militaire, de la partie administrative du service des hôpitaux dans l'intérieur et aux armées. — Ils sont divisés en deux classes, une de brevetés, et l'autre de commissionnés.

16. La hiérarchie des officiers d'administration est réglée ainsi qu'il suit : — Officier principal d'administration, officier comptable d'administration, adjudant de première classe d'administration, adjudant de seconde classe d'administration, sous-adjudant d'administration. — Cette hiérarchie est commune aux deux classes de brevetés et de commissionnés.

17. Le cadre des officiers d'administration brevetés dans chaque grade est fixé ainsi qu'il suit : — Officiers principaux d'administration, huit; officiers comptables d'administration, vingt-cinq; adjudans de première classe d'administration, trente; adjudans de seconde classe d'administration, quarante; sous-adjudans d'administration, cinquante.

18. Les officiers principaux d'administration sont chargés de la direction générale du service des hôpitaux de nos armées, de celle des hôpitaux d'instruction et autres établissemens importans du royaume, et des missions temporaires que notre ministre secrétaire d'état de la guerre jugerait utile de leur confier. — Ils sont choisis parmi les officiers comptables d'administration brevetés, sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état de la guerre. — Peuvent concourir pour la première formation : — 1° Les inspecteurs actuels des hôpitaux dont les emplois se trouvent supprimés par la présente ordonnance; — 2° Les agens en chef, les régisseurs et les directeurs principaux des hôpitaux aux armées; — 3° Les directeurs comptables des principaux établissemens.

19. Lorsqu'un officier principal d'administration aura été désigné pour diriger en chef le service des hôpitaux de nos armées, il prendra le titre d'officier d'administration en chef. Ce titre ne lui conférera aucun grade, et cessera avec les fonctions qui y sont attachées. Celui qui en aura été pourvu, reprendra son rang et son grade dans la classe des brevetés.

20. L'admission dans le corps des officiers d'administration des hôpitaux aura lieu par le grade de sous-adjudant. — L'avancement aura lieu au choix et dans l'ordre hiérarchique des grades, après que l'aptitude des officiers d'administration à remplir les fonctions du grade supérieur aura été reconnue. — Néanmoins, les anciens employés de l'administration des hôpitaux concourront, suivant le tableau d'assimilation joint à la présente ordon-

nance, pour un tiers des emplois qui viendront à vaquer après la première organisation, pourvu que notre ministre secrétaire d'état de la guerre leur reconnaisse l'aptitude nécessaire.

21. Les dispositions des articles 8, 11 et 12, sont applicables aux officiers d'administration, en ce qui concerne le mode de nomination, le passage d'une classe à l'autre, l'admission et l'avancement dans les deux classes, la fixation du nombre des officiers d'administration commissionnés à employer, la détermination des fonctions et attributions, la répartition pour le service de paix ou de guerre, et les détails de l'uniforme.

22. Le traitement d'activité des officiers d'administration demeure tel qu'il est fixé par les tarifs joints à la présente ordonnance. — Pour obtenir les accroissemens de solde affectés à l'ancienneté d'exercice de grade, les officiers d'administration seront admis à faire compter les services qu'ils auraient rendus antérieurement à la présente ordonnance, suivant le tableau d'assimilation mentionné à l'article 20.

23. Les conditions d'admission au traitement de réforme ou à la pension de retraite sont les mêmes pour les officiers d'administration brevetés ou commissionnés que pour les officiers de santé.

24. Pour l'exécution de l'article ci-dessus, les officiers principaux d'administration demeurent assimilés aux officiers de santé principaux; les officiers comptables d'administration aux médecins ordinaires et aux officiers de santé majors; les adjudans de première et de seconde classe aux médecins adjoints et aux officiers de santé aides-majors; les sous-adjudans aux officiers de santé sous-aides. — Néanmoins, les officiers d'administration des hôpitaux ne pourront compter pour leur durée effective les services rendus antérieurement à la promulgation de la présente ordonnance, qu'autant que ces services auront eu lieu, soit dans le grade d'officier, sous-officier ou soldat de nos armées, soit dans l'administration des hôpitaux militaires, suivant le tableau d'assimilation mentionné à l'article 20.

25. Il n'y a plus lieu, pour l'avenir, à admettre en subsistance dans les hôpitaux militaires aucun officier de l'administration des hôpitaux.

TITRE IV. — Des infirmiers militaires.

26. Les infirmiers militaires sont divisés en deux classes : la première se compose des infirmiers entretenus; la seconde classe se compose des infirmiers de remplacement. — Chacune de ces classes comprend deux grades, savoir : — Le grade d'infirmier-major, le grade d'infirmier ordinaire.

27. Les infirmiers entretenus sont ceux qui, ayant été admis par notre ministre secrétaire d'état de la guerre, contracteront devant les officiers de l'état civil, et sous les formes et conditions déterminées par les lois, l'engagement de servir huit années dans les hôpitaux militaires et ambulances de nos armées. — Ils sont soumis aux lois et réglemens sur la discipline militaire. — Les infirmiers de remplacement ne contractent point d'engagement: ils sont nommés par les intendans militaires, et sont licenciés dès que leurs services ne sont plus reconnus nécessaires.

28. Le cadre des infirmiers entretenus est fixé ainsi qu'il suit : — Infirmiers-majors, cent cinquante; infirmiers ordinaires, quatre cents.

29. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre déterminera tout ce qui concerne, — 1^o L'admission et l'avancement, soit dans le cadre des infirmiers entretenus, soit dans la classe des infirmiers de remplacement; — 2^o La fixation du nombre d'infirmiers à employer dans chaque établissement;

— 3° Leurs fonctions et leur service; — 4° L'uniforme des infirmiers entretenus et l'habillement des infirmiers de remplacement.

30. La solde journalière des infirmiers de toute classe et de tout grade demeure telle qu'elle est déterminée par les tarifs joints à l'ordonnance du 19 mars 1823 sur la solde et les revues.

31. Les conditions d'admission à la pension de retraite sont les mêmes pour les infirmiers entretenus que pour les sous-officiers de notre armée.— Pour la fixation de la solde de retraite, les infirmiers-majors entretenus sont assimilés aux sergents de notre armée; et les infirmiers ordinaires entretenus, aux caporaux.

32. Les dispositions de l'article 25 sont applicables aux infirmiers entretenus de tout grade.

33. Les dispositions des ordonnances et réglemens précédens sont abrogées en tout ce qui est contraire à la présente ordonnance.

Tableau d'assimilation des grades des anciens employés des hôpitaux avec les nouveaux grades créés par la présente ordonnance.

Officiers d'administration principaux assimilés à régisseurs, inspecteurs, agens en chef, agens principaux, directeurs principaux, gardes-magasins généraux, administrateurs. — Officiers d'administration comptables assimilés à directeurs de correspondance, directeurs de comptabilité, caissiers, gardes-magasins principaux, directeurs ou économes des hôpitaux et ambulances. — Adjudans d'administration de première classe assimilés à aides-gardes-magasins généraux, commis de première classe, premiers commis, premiers commis adjoints, commis principaux. — Adjudans d'administration de seconde classe assimilés à aides-gardes-magasins principaux, commis de seconde classe aux armées, commis aux écritures, gardes-magasins d'effets dans les hôpitaux, commis ordinaires.—Sous-adjudans d'administration assimilés à commis de troisième classe aux armées, gardes-magasins des sacs, dépensiers, commis de détails. — Infirmiers-majors entretenus assimilés à portiers, infirmiers-majors, cuisiniers, garçons de pharmacie et de dépense. — Infirmiers ordinaires entretenus assimilés à infirmiers ordinaires, servans.

SOLDE DE PRESENCE,									
SUR LE PIED DE GUERRE,					SUR LE PIED DE PAIX,				
par an.	par mois.	par jour.	par an.	par mois.	par jour.	par jour.	par jour.	par jour.	par jour.
SOLDE D'ABSENCE,									
en congé, par jour.					à l'hôpital, par jour.				
en congé, par jour.	à l'hôpital, par jour.	en congé avec solde, par jour.	à l'hôpital étant en congé avec solde, par jour.	en captivité, par jour.	Suppléments de solde dans Paris, par jour.	de logement, par an.	d'ameublement, par an.		
fr.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr.	fr.	fr.	fr.
Officier d'administration en chef.	9000	750 00 0	25 00 0	fr. 16 66 6	333 33 3	166 66 6	183 33 3	2000	3000
Idem principal.	6000	500 00 0	16 66 6	»	333 33 3	166 66 6	183 33 3	1400	2000
Officiers d'administration comptables	3000	250 00 0	8 33 3	2000	166 66 6	183 33 3	200 00 0	1000	1500
jusqu'à dix ans d'exercice du grade.	3300	275 00 0	9 16 6	2200	183 33 3	6 11 1	3 03 3	3 95 5	3300
après dix ans.	3600	300 00 0	10 00 0	2400	200 00 0	6 66 6	3 33 3	5 06 6	3600
après vingt ans.	4050	337 50 0	11 25 0	2700	225 00 0	7 50 0	5 75 0	5 90 0	4050
Adjudans d'administration de 1 ^{re} classe	2250	187 50 0	6 25 0	1500	125 00 0	4 16 6	2 08 3	2 96 6	2250
jusqu'à dix ans d'exercice du grade.	2400	200 00 0	6 66 6	1600	133 33 3	4 44 4	2 22 2	3 24 4	2400
après dix ans.	2550	212 50 0	7 08 3	1700	141 66 6	4 72 2	3 36 1	3 52 2	2550
après trente ans.	2700	225 00 0	7 50 0	1800	150 00 0	5 00 0	3 59 0	3 80 0	2700
Adjudans d'administration de 2 ^e classe	1800	150 00 0	5 00 0	1200	100 00 0	3 33 3	1 66 6	2 13 3	1800
jusqu'à dix ans d'exercice du grade.	1950	162 50 0	5 41 0	1300	108 33 3	3 61 1	1 80 5	2 41 1	1950
après dix ans.	2100	175 00 0	5 83 3	1400	116 66 6	3 88 8	1 94 4	2 68 8	2100
après trente ans.	2200	183 33 3	6 11 1	1480	123 33 3	4 11 1	2 03 5	2 91 1	2200
Sous-adjudans d'administration	1350	112 50 0	3 75 0	900	75 00 0	2 50 0	1 25 0	1 50 0	1350
jusqu'à dix ans d'exercice du grade.	1500	125 50 0	4 16 6	1000	83 33 3	2 77 7	1 38 8	1 77 7	1500
après dix ans.	1650	137 50 0	4 58 3	1100	91 66 6	3 05 5	1 52 7	2 05 5	1650
après vingt ans.	1750	145 83 3	4 86 1	1180	98 33 3	3 27 7	1 63 8	2 27 7	1750

N° 383. = 22 septembre — 26 octobre 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui rétablit la faculté de droit de Grenoble, avec le même nombre de chaires et de places de suppléans qu'elle avait lors de sa suppression. (VIII, Bull. III, n° 13.)

N° 384. = 22 septembre 1824 — 8 janvier 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise le préfet du département des Deux-Sèvres à mettre à la disposition de l'évêque de Poitiers les bâtimens de l'ancienne abbaye de Saint-Maixent, pour être affectés à l'usage d'une école ecclésiastique. (VIII, Bull. XIV, n° 342.)

N° 385. = 27 septembre — 5 octobre 1824. = **ORDONNANCE** du roi concernant l'organisation de la cinquième compagnie des gardes-du-corps du roi (1). (VIII, Bull. II, n° 8.)

N° 386. = 29 septembre — 1^{er} octobre 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant que celle du 15—16 août 1824, qui remet en vigueur les lois des 31—31 mars 1820 et 26—28 juillet 1821, relatives aux journaux et écrits périodiques, cessera d'avoir son effet (2). (VIII, Bull. I, n° 3.)

N° 387. = 29 septembre — 5 octobre 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant amnistie en faveur des sous-officiers et soldats en état de désertion ou qui n'ont pas rejoint les corps auxquels ils étaient destinés. (VIII, Bull. II, n° 4.)

N° 388. = 29 septembre — 26 octobre 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit au directeur de la caisse des dépôts et consignations de faire verser au trésor royal une somme de six millions à prélever sur les bénéfices de cette caisse, pour être appliquée aux dépenses de 1823. (VIII, Bull. III, n° 14.)

N° 389. = 29 septembre — 26 octobre 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe le complet de l'état-major du corps royal du génie, et règle la répartition du service des officiers de cette arme (3). (VIII, Bull. III, n° 15.)

N° 390. = 6 — 26 octobre 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant amnistie en faveur des déserteurs du département de la marine. (VIII, Bull. III, n° 16.)

N° 391. = 6 octobre — 1^{er} novembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui confirme l'établissement de l'abattoir public et commun dans la ville de Mirande, département du Gers. (VIII, Bull. IV, n° 18.)

N° 392. = 6 octobre — 1^{er} novembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui auto-

(1) La maison militaire du roi Charles X a été supprimée par l'ordonnance du 11—24 août 1830.

(2) Voyez l'ordonnance du 15—16 août 1824, et la note.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 14 ventose an 3 (4 mars 1795), le résumé des réglemens sur l'organisation du génie militaire.

Les ordonnances des 13—20 décembre 1829 et 14—20 novembre 1830, qui ont réorganisé complètement le génie, rendent la présente sans intérêt.

rise l'établissement d'un nouvel abattoir public et commun dans la ville de Cluny, département de Saône-et-Loire. (VIII, Bull. IV, n° 19.)

N° 393. = 13 octobre—1^{er} novembre 1824. = **ORDONNANCE du roi portant règlement de police pour l'écluse de Rodignies sur le Bas-Escaut.** (VIII, Bull. IV, n° 20.)

Charles,...—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;—Vu le décret du 26 juin 1810, portant, 1° que les transports du charbon de terre et de marchandises de toute espèce sur la Haisne auront lieu en conséquence de conventions libres et conclues de gré à gré entre les chargeurs et les bateliers, pour le fret desdits transports, comme sur toutes les autres rivières et canaux navigables; 2° que la corporation des bateliers de Condé est et demeure supprimée, en lui faisant défense d'avoir des syndics, ni caisse commune;—Vu celui du 27 février 1811, prescrivant les mesures de police que l'état des lieux rendait nécessaires alors;—Considérant qu'au moyen de l'ouverture du canal de Mons à Condé, et des diverses améliorations faites sur l'Escaut, aux abords de Condé, et notamment de l'écluse de Rodignies, la marche des bateaux sur l'Escaut et sur le canal de la Haisne va se trouver débarrassée des entraves auxquelles elle était assujétie, puisque les bateaux pourront franchir les écluses aussitôt qu'ils s'y présenteront;—Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Dès que l'écluse de Rodignies sur le Bas-Escaut sera livrée à la navigation, la grande écluse de Condé cessera d'être manœuvrée et demeurera constamment ouverte. En conséquence, l'ingénieur en chef des ponts et chaussées se concertera avec le directeur des fortifications pour l'entier enlèvement des poutrelles et leur dépôt dans les magasins militaires. Les vannes de décharge de cette écluse resteront également ouvertes. Les dispositions du décret du 27 février 1811, et les arrêtés du préfet du Nord pris en conséquence, cesseront d'être exécutés. Tout batelier passera librement à mesure qu'il se présentera aux écluses de Rodignies, Fresnes, Gœulzin, Thivencelles, etc., pour prendre telle direction qui lui conviendra. La navigation se fera tous les jours et à toute heure à ces écluses, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil.

2. Aucun bateau vide ou chargé ne pourra stationner dans le sas, ni à une distance moindre de cent mètres des écluses et des ponts, soit en amont, soit en aval.

3. Les bateaux en station sur quelque point que ce soit de la Scarpe, de l'Escaut ou du canal de Mons, devront être rangés sur une seule file, et garderont entre eux une distance réglée par l'administration, de manière que la marche des bateaux en route ne soit jamais entravée, et que les rivages soient toujours accessibles aux bateaux que les propriétaires de ces rivages voudraient y placer pour y charger ou décharger des marchandises. Ces propriétaires ne pourront eux-mêmes avoir plus d'un bateau de front en face de leur rivage.

4. Toute contravention aux dispositions qui précèdent, toute tentative qui aurait pour but ou pour résultat de retarder ou entraver la marche des bateaux, seront poursuivies conformément aux dispositions de l'article 8 du décret du 27 février 1811, indépendamment des dommages. Les mêmes poursuites seront exercées contre tout batelier en station ou en marche, et contre tous individus qui se rendraient coupables de résistance, ou qui provoqueraient des oppositions à l'exécution de la présente ordonnance, ou à

l'exercice des fonctions des agens de l'autorité; ils pourront, en outre, être mis à la disposition de nos procureurs près les cours et tribunaux, qui provoqueront contre eux l'application des peines portées en la section IV du titre I^{er} du livre III du Code pénal. — Ces contraventions seront constatées et poursuivies conformément à la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), par les fonctionnaires et agens désignés par cette loi, et notamment par les éclusiers, les gardes-canaux et les conducteurs des ponts et chaussées, qui seront spécialement chargés de veiller à la police de la navigation sur la Scarpe, l'Escaut et le canal de Mons. — Il sera statué sur les procès-verbaux de contravention par le conseil de préfecture, pour l'application des peines pécuniaires, et par le tribunal pour l'application des peines corporelles.

N^o 394. = 20 octobre — 11 novembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui révoque celle du 15 janvier 1817, relative à l'exercice de la profession de boulanger à Vienne (Isère), et contient un nouveau règlement pour le commerce de la boulangerie dans cette ville. (VIII, Bull. v, n^o 45.)

N^o 395. = 20 octobre — 11 novembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant réunion de plusieurs communes dans le département du Gers. (VIII, Bull. v, n^o 46.)

N^o 396. = 27 octobre — 1^{er} novembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant augmentation du complet des trois régimens du corps royal du génie (1). (VIII, Bull. iv, n^o 22.)

N^o 397. = 27 octobre — 11 novembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi concernant les crédits ouverts pour les dépenses de l'arriéré, et le réordonnancement, sur l'exercice courant, des créances qui ne seront pas payées au 1^{er} décembre 1824 (2). (VIII, Bull. v, n^o 47.)

Charles, ... — Vu la loi du 17 août 1822, qui a déterminé le crédit définitif des dépenses de l'arriéré, et qui a fixé le terme de l'admission des créances; — Vu l'ordonnance du 25 décembre 1822, relative aux formalités à remplir par les créanciers de ce service pour éviter la déchéance prononcée par l'article 5 de ladite loi; — Vu l'ordonnance du 14 septembre 1822, qui a tracé les règles à suivre pour la clôture des crédits ministériels, et notamment l'article 21, qui autorise l'imputation, sur l'exercice courant, des dépenses non soldées des exercices clos par les lois de finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les crédits ouverts à nos ministres pour les dépenses de l'arriéré sont irrévocablement fermés au 1^{er} décembre prochain, et devront, en conséquence, être réduits et fixés au montant des paiemens effectués à cette époque.

2. Les fonds qui resteraient libres par suite de cette disposition sur les crédits de l'arriéré des ministères seront portés en recette à l'exercice 1823.

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 14 ventose an 3 (4 mars 1795), le résumé des réglemens concernant la composition et l'organisation du génie militaire.

Les ordonnances des 13—29 décembre 1829 et 14—20 novembre 1830, qui ont réorganisé complètement le génie, rendent la présente sans intérêt.

(2) Voyez, dans le § 6 des notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, le résumé de la législation sur l'arriéré.

3. Les créances qui n'auraient pas été soldées avant le 1^{er} décembre prochain, ne pourront être réordonnancées sur l'exercice courant que dans la limite des crédits déterminés par la loi du 17 août 1822, et en vertu d'une ordonnance royale rendue sur le rapport du comité de révision.

N° 398. = 31 octobre—11 novembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation à quatre pour cent, du taux de l'intérêt des cautionnemens en numéraire fournis par les receveurs généraux et autres comptables du trésor royal. (VIII, Bull. v, n° 48.)

Charles,...—Vu l'article 21 de la loi du 15 septembre 1807, qui a fixé à quatre et à cinq pour cent les intérêts des cautionnemens en numéraire;—Considérant que le taux de cinq pour cent, auquel a été porté l'intérêt des cautionnemens en faveur d'une partie des comptables, n'est plus en rapport avec celui des transactions ordinaires de notre trésor royal;—Considérant que la réduction qui est devenue nécessaire, s'appliquant aux intérêts à payer en 1826, ne pourra être exécutée qu'après avoir reçu la sanction de la loi par le vote des crédits affectés aux dépenses de cet exercice, et qu'il importe néanmoins qu'elle soit arrêtée et rendue notoire avant le 1^{er} janvier prochain;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;— Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — L'intérêt des cautionnemens en numéraire fournis par les receveurs généraux et particuliers, les caissiers, payeurs, percepteurs et autres comptables du trésor, sera fixé, comme pour toutes les autres classes de titulaires, à quatre pour cent par an, à dater du 1^{er} janvier 1825.

N° 399. = 31 octobre—11 novembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi relative à la nouvelle fixation des cautionnemens des percepteurs des contributions directes (1). (VIII, Bull. v, n° 49.)

Charles,...—Vu l'article 82 de la loi du 28 avril 1816, qui fixe les cautionnemens des percepteurs au douzième du montant total en principal et centimes additionnels des recettes qu'ils font sur les quatre contributions directes pour le compte du trésor royal, des départemens et des communes;—Considérant que les cautionnemens actuels des percepteurs ont été réglés d'après le montant des rôles de 1815; — Que, par suite des dégrèvemens et réductions de toute nature opérés depuis cette époque sur les contributions directes, ces cautionnemens se trouvent généralement élevés au dessus de la proportion établie par la loi; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera procédé immédiatement à une fixation nouvelle des cautionnemens fournis par les percepteurs. — Ces cautionnemens seront réglés au douzième du montant des rôles des quatre contributions directes de l'exercice 1823, déduction faite des centimes imposés pour frais de perception.

2. La somme dont les cautionnemens se trouveront réduits sera remboursée par notre trésor royal aux titulaires ou ayans-droit.

(1) Voyez l'ordonnance du 17 septembre—1^{er} octobre 1837, portant, art. 9, que, à l'avenir et sauf les exceptions mentionnées au § 2 de l'art. 82 de la loi du 28 avril 1816, le cautionnement des percepteurs des contributions directes sera fixé, à chaque mutation, au douzième des rôles généraux et supplémentaires de l'année qui aura précédé la nomination du nouveau titulaire.

3. Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux percepteurs de Paris et des dix-sept autres grandes villes, dont les cautionnemens sont fixés par une disposition exceptionnelle de la loi du 28 avril 1816.

N° 400. = 31 octobre 1824. = *INSTRUCTION du ministre de l'intérieur sur les chemins communaux, adressée aux préfets (1).*

N° 401. = 4 novembre—1^{er} décembre 1824. = *ORDONNANCE du roi qui confirme l'établissement de l'abattoir public et commun qui existe à Altkirch. (VIII, Bull. VII, n° 85.)*

N° 402. = 4 novembre 1824—1^{er} mars 1825. = *ORDONNANCE du roi qui réunit au ministère des finances le travail des administrations financières concernant le matériel, les pensions, la comptabilité, les cautionnemens et la poursuite des débets (2). (VIII, Bull. XXI, n° 542.)*

Charles,...—Vu les ordonnances, arrêtés et réglemens relatifs à l'organisation du service et de la comptabilité des administrations de finances; — Sur le compte qui nous a été rendu par notre ministre secrétaire d'état des finances, que la réunion dans un même local de tous les services qui composent son département, permet d'obtenir des économies sur les frais des administrations centrales au moyen de quelques modifications dans leur organisation, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les travaux ci-après indiqués, qui ont été jusqu'à ce jour attribués aux administrations ressortissant au département des finances, seront, à partir du 1^{er} janvier 1825, réunis aux travaux de même nature actuellement suivis au ministère des finances, savoir : — 1° Le matériel relatif au service central des administrations financières, l'ordonnancement et la comptabilité de leurs dépenses, les recettes et paiemens effectués à Paris; — 2° La liquidation des retraites des employés de tout grade desdites administrations; — 3° La comptabilité des préposés des administrations financières; — 4° Les cautionnemens et la poursuite des débets des comptables des administrations financières.

2. En conséquence des dispositions qui précèdent, les comptables des régies adresseront directement les pièces et les élémens de leur comptabilité au ministre des finances, lequel, après en avoir fait vérifier et constater les résultats matériels dans la forme et de la même manière que pour les comptables et receveurs des finances, et les payeurs et le caissier du trésor, transmettra à la cour des comptes les comptes individuels, accompagnés des pièces et des résumés généraux spécifiés par l'ordonnance royale du 8 novembre 1820. — Les préposés des administrations financières continueront d'envoyer à leur administration tous les documens relatifs au contrôle et à la vérification des produits.

(1) Cette instruction, qui avait pour seul objet de prescrire le mode d'exécution de la loi du 28 juillet—4 août 1824, en ce qui concernait les prestations à fournir pour l'entretien et la réparation des chemins communaux, n'a plus d'intérêt depuis que, par la loi du 21—25 mai 1836, le système de ces prestations a été entièrement changé. La loi de 1836 a été suivie elle-même d'une instruction du ministre de l'intérieur, publiée le 24 juin suivant, et qui doit être seule consultée aujourd'hui : cette instruction contient, sur l'exécution de la loi nouvelle, les explications les plus étendues.

(2) Voyez l'ordonnance du 12—18 janvier 1825, portant règlement sur les pensions de retraite des fonctionnaires et employés du département des finances.

3. La répartition des crédits ouverts à notre ministre des finances pour l'exercice 1825 sera réglée d'après la nouvelle distribution du travail déterminée comme il est dit ci-dessus.

4. Les dispositions antérieures qui seraient contraires à la présente ordonnance sont et demeurent abrogées.

N° 403. = 11—24 novembre 1824. = **ORDONNANCE du roi qui transfère à Saumur l'école de cavalerie établie à Versailles** (1). (VIII, Bull. VI, n° 52.)

N° 404. = 11 novembre—1^{er} décembre 1824. = **ORDONNANCE du roi portant qu'il y aura deux places de courtiers de marchandises à Granville, département de la Manche.** (VIII, Bull. VII, n° 86.)

N° 405. = 17—24 novembre 1824. = **ORDONNANCE du roi portant que la cour d'assises du département de la Seine sera divisée en deux sections pendant le premier trimestre de 1825.** (VIII, Bull. VI, n° 53.)

N° 406. = 17 novembre — 13 décembre 1824. = **ORDONNANCE du roi qui maintient l'abattoir public et commun existant dans la commune d'Orgelet.** (VIII, Bull. VIII, n° 102.)

N° 407. = 17 novembre — 13 décembre 1824. = **ORDONNANCE du roi qui autorise la création d'un abattoir public et commun dans la ville de Châlons-sur-Marne.** (VIII, Bull. VIII, n° 103.)

N° 408. = 17 novembre 1824—1^{er} mars 1825. = **ORDONNANCE du roi qui autorise la formation, dans le département de la Loire-Inférieure, d'une seconde école ecclésiastique qui sera placée dans la ville de Guérande.** (VIII, Bull. XXI, n° 543.)

N° 409. = 17 novembre 1824—1^{er} mars 1825. = **ORDONNANCE du roi qui autorise la formation, dans le département du Gers, d'une seconde école ecclésiastique qui sera placée dans la ville de Marciac.** (VIII, Bull. XXI, n° 544.)

N° 410. = 19 — 24 novembre 1824. = **ORDONNANCE du roi portant convocation de la chambre des pairs et de la chambre des députés.** (VIII, Bull. VI, n° 51.)

N° 411. = 24 novembre—1^{er} décembre 1824. = **ORDONNANCE du roi portant que les services judiciaires rendus dans les charges vénales de l'ancienne magistrature pourront être comptés pour la liquidation des pensions susceptibles d'être réclamées sur les fonds généraux du trésor royal.** (VIII, Bull. VII, n° 87.)

Charles,...—Vu un avis émis par notre conseil d'état, réuni en assemblée générale, le 22 janvier dernier, portant qu'il y a lieu de compter, pour la liquidation des pensions susceptibles d'être réclamées sur les fonds généraux de notre trésor royal, les services judiciaires anciennement rendus dans les charges vénales; —Vu les lois des 22 août 1790 et 31 juillet 1791;—Vu l'arrêté du gouvernement du 15 floréal an 11 (5 mai 1803); — Considérant que les articles 4 et 17 de la loi du 22 août 1790 permettent d'accorder des pensions à

(1) Voyez l'ordonnance du 10 mars—9 avril 1825, portant organisation de cette école.

tous ceux qui, pendant trente ans, ont servi l'état dans des fonctions publiques; que l'article 22 désigne les fonctions judiciaires comme susceptibles de cette récompense; — Que cette loi ne distingue pas entre les magistrats qui ont servi avant ou après 1790, ni entre ceux qui ont possédé des charges vénales ou qui ont été pourvus gratuitement de leurs offices, et que dès lors on pourrait les considérer comme ayant les mêmes titres et droits; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les services judiciaires rendus dans les charges vénales de l'ancienne magistrature pourront être comptés pour la liquidation des pensions susceptibles d'être réclamées sur les fonds généraux de notre trésor royal, — 1^o Lorsque, conformément à l'arrêté du 15 floréal an 11, le réclamant joindra aux services ci-dessus d'autres services rendus depuis le 1^{er} janvier 1792; — 2^o Et lorsque, conformément au décret du 13 septembre 1806, il justifiera de soixante ans d'âge, de trente ans de services effectifs, et qu'il aura pendant les quatre dernières années touché un traitement d'après lequel sa pension puisse être liquidée.

2. Ces services néanmoins ne pourront être comptés que pour compléter les trente années nécessaires pour l'admission à la pension, et de manière à ce qu'ils ne contribuent en rien à augmenter la quotité de la pension attribuée à cette durée de services par le décret du 13 septembre 1806 (1).

N^o 412. = 24 novembre—13 décembre 1824. = *ORDONNANCE du roi qui autorise la création d'un abattoir public et commun dans la ville de Bourgoin.* (VIII, Bull. VIII, n^o 104.)

N^o 413. = 24 novembre—13 décembre 1824. = *ORDONNANCE du roi portant que les budgets annuels des recettes et dépenses de la dotation des invalides de la guerre et de l'ordre de Saint-Louis seront soumis, à partir de 1825, à la vérification du ministre de la guerre.* (VIII, Bull. VIII, n^o 107.)

Charles,...—Vu le décret du 25 mars 1811, concernant la dotation, l'administration, la police et les dépenses de l'hôtel des militaires invalides; — Vu l'ordonnance royale du 10 janvier 1816, relative au mode de perception des revenus de la dotation des invalides de la guerre, et le règlement d'exécution en date du 21 février de la même année;—Considérant que, dans l'état actuel de la dotation des invalides de la guerre, il importe d'appliquer à cette partie du service toutes les règles suivies pour les autres branches de l'administration publique; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A partir de 1825, les budgets annuels des recettes et dépenses de la dotation des invalides de la guerre et de l'ordre de Saint-Louis seront soumis à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, pour être vérifiés et discutés par lui dans toutes leurs parties, avant d'être présentés au grand conseil de l'hôtel royal des invalides.

2. A partir de la même époque, les comptes trimestriels des recettes et dépenses de la dotation des invalides et de l'ordre de Saint-Louis seront

(1) Il suffit qu'un employé d'une administration financière, réformé pour cause d'économie, ait obtenu une pension aux termes de l'ordonnance royale du 24 novembre 1824, après plus de vingt ans de services publics, pour que cette pension ait le caractère d'ancienneté, et soit, par suite, réversible par moitié sur la tête de sa veuve. Arr. du cons., 18 février 1836, DALL., 1836, III, 74.

transmis, avec toutes les pièces justificatives, à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, pour être arrêtés par lui, après avoir été soumis aux vérifications usitées pour toutes les dépenses de ce département. — Le trésorier de la dotation des invalides et de l'ordre de Saint-Louis restera néanmoins justiciable de notre cour des comptes, qui lui accordera, pour la présentation des comptes de la dotation, les délais que ces nouvelles dispositions pourront rendre nécessaires.

3. Le trésorier de la dotation des invalides de la guerre et de l'ordre de Saint-Louis, correspondra désormais, sans aucun intermédiaire, avec le conseil d'administration des invalides, pour tout ce qui intéresse la caisse de la dotation, dont ce conseil surveillera et administrera toutes les parties sous l'autorité immédiate de notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

4. Il n'y aura plus, pour la dotation, qu'un seul compte, dont les dépenses seront divisées en deux titres principaux, l'un pour les invalides, l'autre pour les pensions et secours de l'ordre de Saint-Louis.

5. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont et demeurent abrogées.

N° 414. = 24 novembre—13 décembre 1824. = *ORDONNANCE du roi qui supprime, à dater du 1^{er} janvier 1825, l'emploi de directeur de la dotation des invalides de la guerre et de l'ordre de Saint-Louis, créé par l'article 6 de l'ordonnance du 12—17 décembre 1814.* (VIII, Bull. VIII, n° 108.)

Charles,...—Vu les ordonnances royales des 12 décembre 1814 et 10 janvier 1816, portant création et nomination d'un directeur de la dotation des invalides de la guerre;—Vu notre ordonnance de ce jour, concernant la comptabilité des recettes et dépenses de cette dotation;—Considérant qu'il résulte de cette dernière ordonnance,—1° Qu'à partir de 1825, la surveillance et l'administration de la caisse de la dotation des invalides de la guerre et de l'ordre de Saint-Louis seront exclusivement confiées au conseil d'administration des invalides, sous l'autorité immédiate de notre ministre secrétaire d'état de la guerre; — 2° Que les budgets et les comptes de ladite dotation seront, à dater de la même époque, soumis à toutes les vérifications usitées pour toutes les autres branches de service du département de la guerre; — Que, par suite de cette nouvelle disposition, les fonctions du directeur de la dotation se trouvent, par le fait, dévolues au conseil d'administration des invalides; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :—L'emploi de directeur de la dotation des invalides de la guerre et de l'ordre de Saint-Louis, créé par l'article 6 de l'ordonnance du 12 décembre 1814, est supprimé à dater du 1^{er} janvier 1825.

N° 415. = 24 novembre 1824—20 janvier 1825. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Bordeaux, sous le nom de Société des bains publics de Bordeaux.* (VIII, Bull. XV bis.)

N° 416. = 1^{er}—13 décembre 1824. = *ORDONNANCE du roi qui établit à Nancy l'école royale forestière créée par l'ordonnance du 26 août—1^{er} septembre 1824, et contient organisation de cette école* (1). (VIII, Bull. VIII, n° 109.)

Art. 1^{er}. L'école royale forestière créée par l'ordonnance du 26 août 1824 sera établie à Nancy. Les cours commenceront au 1^{er} janvier 1825.

(1) Voyez l'art. 8 de l'ordonnance du 26 août—1^{er} septembre 1824, qui institue cette école; l'or-

2. Le nombre des élèves sera de vingt-quatre. Ils auront le rang de garde à cheval, et seront nommés par nous, sur la présentation de notre ministre des finances.

3. Nul ne sera admis à l'école forestière, s'il ne remplit toutes les conditions exigées par les articles 4 et 5 de la présente ordonnance.

4. Chaque aspirant à une place d'élève devra adresser au directeur général des forêts les justifications suivantes, savoir : — 1^o Un acte de naissance constatant qu'il a dix-neuf ans accomplis, et qu'il n'a pas plus de vingt-deux ans ; — 2^o Un certificat, signé d'un docteur en médecine ou en chirurgie, attestant qu'il est d'une bonne constitution et qu'il a été vacciné ; — 3^o Une obligation par laquelle ses parens s'engagent, en cas d'admission, à lui fournir pendant son séjour à l'école forestière une pension de douze cents francs, et une de six cents francs jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge nécessaire pour exercer des fonctions actives, ou la preuve qu'il possède lui-même un revenu égal ; — 4^o Un certificat en forme, constatant qu'il a terminé son cours d'humanités.

5. Avant leur admission, les aspirans aux places d'élèves seront examinés sur les objets ci-après, savoir : l'écriture, la grammaire française, la traduction d'un morceau d'un poète et d'un historien latin, les élémens de géométrie et de dessin.

6. Les examinateurs seront nommés par notre ministre des finances, sur la présentation du directeur général des forêts.

7. Les élèves seront choisis parmi les aspirans qui auront satisfait aux conditions prescrites.

8. Les élèves seront vêtus d'un uniforme qui consistera dans l'habit, le gilet et le pantalon de drap vert, avec bouton de métal blanc, portant pour exergue, *École royale forestière*. — Deux feuilles de chêne et un gland seront brodés en argent au haut de l'angle de l'habit, qui sera boutonné sur la poitrine. — Le chapeau sera à trois cornes avec une ganse blanche.

9. L'enseignement dans l'école aura pour objet : — L'histoire naturelle appliquée aux forêts ; — L'économie forestière, en ce qui concerne spécialement la culture, l'aménagement et l'exploitation des forêts ; — Les mathématiques nécessaires pour opérer la mesure des solides et la levée des plans ; — La jurisprudence forestière dans ses rapports judiciaires et administratifs ; — La langue allemande ; — Le dessin.

10. Les cours seront divisés en deux années : ils commenceront le 1^{er} novembre de chaque année, et se termineront le 1^{er} septembre suivant. Ils seront faits par trois professeurs nommés par nous, sur la présentation du ministre des finances, savoir : — Un professeur d'histoire naturelle ; — Un professeur de mathématiques ; — Un professeur d'économie forestière, qui sera chargé d'enseigner la jurisprudence forestière. — Il sera, en outre, attaché à l'école un maître d'allemand, un maître de dessin. — L'un des trois professeurs remplira les fonctions de directeur de l'école.

11. Chaque année, aux époques qui seront déterminées par le directeur général, les élèves seront conduits en forêts, pour faire l'application des connaissances théoriques qu'ils auront acquises.

12. Après deux années d'étude dans l'école, les élèves subiront un nouvel examen. Ceux qui justifieront des connaissances nécessaires pour entrer dans

ordonnance du 27 septembre—7 octobre 1826, qui dispense les élèves du service militaire; et celle du 1^{er}—14 août 1827, rendue pour l'exécution du Code forestier, tit. 1^{er}, sect. III, qui contient sur l'organisation des écoles forestières des dispositions nouvelles et complètes, et nous paraît avoir remplacé la présente.

le service actif, seront, s'ils ont l'âge requis par les lois, nommés aux premières places de garde général vacantes, mais sans que le nombre puisse excéder moitié des places à nommer chaque année, l'autre moitié demeurant réservée pour les gardes à cheval en activité.

13. Dans le cas où les élèves, après avoir terminé les cours, n'auraient pas l'âge requis pour exercer des fonctions dans le service actif, ils jouiront du traitement de garde à cheval, et seront provisoirement employés, soit près de l'administration centrale à Paris, soit près des conservateurs ou des inspecteurs dans les arrondissemens les plus importants.

14. Les élèves qui, après les deux années révolues, n'auront point été jugés avoir acquis l'instruction nécessaire pour exercer des fonctions, seront admis à suivre les cours pendant une troisième année; mais, si, après cette troisième année, ils sont de nouveau rejetés, ils seront rayés du tableau des élèves. Seront également rayés du tableau des élèves, ceux qui, d'après les comptes périodiques qui seront rendus au directeur général par le directeur de l'école, ne suivraient pas exactement les cours, ou n'auraient pas une conduite régulière.

15. Nul ne sera admis, à l'avenir, à remplir les fonctions de garde général ou d'agent forestier, si préalablement il n'a fait partie de l'école forestière, ou s'il n'a exercé pendant deux ans au moins les fonctions de garde à cheval.

16. Il sera affecté à l'école forestière une maison où le directeur de l'école sera logé, et un terrain destiné à former une pépinière forestière.

17. Les dépenses de l'école royale forestière sont fixées à vingt-quatre mille francs, et elles seront réglées par notre ministre secrétaire d'état des finances, sur la proposition du directeur général des forêts.

N^o 417. = 1^{er}—13 décembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement pour le service des postes aux lettres entre la France et le grand-duché de Bade. (VIII, Bull. IX, n^o 128.)

Charles,... —Vu la loi du 27 frimaire an 8 (18 décembre 1799), celle du 14 floréal an 10 (4 mai 1802) et l'article 20 du titre V de celle du 24 avril 1806, en ce qui concerne la taxe et les progressions de taxe et de poids des lettres de France;—Vuaussi les conventions conclues et signées à Paris, le 27 novembre 1824, entre l'office général des postes françaises et l'office général des postes de son altesse royale le grand-duc de Bade; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} jour de janvier 1825, le public de France sera libre d'affranchir jusqu'à destination ou de ne point affranchir ses lettres et paquets pour le grand-duché de Bade.

2. Cependant, l'affranchissement sera obligatoire pour les lettres et paquets chargés ou recommandés. — Il sera pareillement indispensable d'affranchir les gazettes ou journaux, ainsi que les catalogues, les prospectus, les imprimés et les livres en feuilles ou brochés; -- Le tout jusqu'à destination dans le grand-duché.

3. L'affranchissement volontaire de lettres et paquets de tous les départemens du royaume pour toute l'étendue du grand-duché sera perçu d'après les prix réglés par les lois concernant les taxes des correspondances françaises, pour toutes lettres d'un poids au dessous de six grammes, jusqu'au point frontière de sortie du royaume, et depuis ce point frontière jusqu'à destination dans le grand-duché, d'après les taxes du tarif des postes de cet

état converties en décimes, et d'après les progressions de ce tarif, dont les taxes augmentent de la moitié du prix de la lettre simple par chaque poids de sept grammes et demi exclusivement ; — Et proportionnellement au poids des lettres et paquets au dessus du premier poids déterminé par les tarifs respectifs des deux offices.

4. L'affranchissement obligatoire des lettres et paquets chargés ou recommandés sera perçu d'avance au double des taxes fixées par le tarif des postes françaises et par le tarif des postes grand-ducales, pour les affranchissemens ordinaires dont il est fait mention dans l'article 3 ci-dessus, jusqu'à destination dans le grand-duché.

5. L'affranchissement volontaire des échantillons de marchandises, pourvu que les paquets soient présentés sous bandes ou d'une manière indicative de leur contenu, ne sera perçu qu'au tiers de la taxe des deux tarifs ; cependant le prix n'en devra jamais être au dessous du prix fixé par chacun d'eux pour une lettre simple.

6. L'affranchissement obligatoire des gazettes et journaux, ainsi que des catalogues, des prospectus, des imprimés et des livres en feuilles ou brochés, sera pareillement perçu d'avance, savoir : — Pour les gazettes et journaux, à raison de huit centimes ; pour les autres ouvrages de librairie, à raison de dix centimes, le tout par feuille d'impression ; — Et par chaque demi-feuille ou par quart de feuille, à proportion de l'un ou de l'autre de ces deux prix, selon la nature des ouvrages.

7. Les lettres et paquets, les échantillons de marchandises, les gazettes et journaux, ainsi que tous les autres ouvrages de librairie, affranchis, les uns volontairement et les autres obligatoirement, dans toute l'étendue du grand-duché, pour toute l'étendue du royaume de France jusqu'à destination, seront distribués à leurs adresses, sans qu'il puisse en être exigé aucun prix de port.

8. Les correspondances non affranchies des villes et endroits du premier rayon du grand-duché de Bade, timbrées *Bade*, R. 1, et qui entrent en France par le bureau de Strasbourg pour ce bureau même, seront taxées à raison de quatre décimes par lettre simple ou d'un poids au dessous de six grammes ; et les lettres ou paquets d'un poids de six grammes et au dessus seront taxés proportionnellement à ce prix, selon les progressions du tarif des postes de France.

9. Les correspondances des villes et endroits compris dans le deuxième rayon du grand-duché, sous le timbre *Bade*, R. 2, entrant pareillement par Strasbourg pour ce même bureau, devront être taxées à raison de cinq centimes par lettre simple ou d'un poids au dessous de six grammes, et les lettres et paquets d'un poids de six grammes et au dessus, proportionnellement à ce prix, selon les progressions du tarif français.

10. Les lettres et paquets des deux rayons de l'office badois, qui seront réexpédiés du bureau de Strasbourg pour toute autre destination en France, seront taxés, suivant leur timbre de rayon, de l'un ou de l'autre des prix fixés ci-dessus ; plus, du prix de port dû depuis Strasbourg jusqu'au lieu de leur distribution dans le royaume.

11. Les échantillons de marchandises venant du grand-duché de Bade, pourvu que les paquets soient mis sous bandes ou d'une manière indicative de leur contenu, ne seront taxés, d'après leur timbre, qu'au tiers des prix ci-dessus réglés pour les lettres et paquets de celui des rayons badois d'où ils auront été expédiés ; cependant le prix de port n'en sera jamais moindre que celui d'une lettre simple.

N° 418. = 1^{er}—13 décembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe le cadre des officiers généraux de terre, et prescrit les conditions d'admission à la retraite de ceux qui n'y sont pas compris (1). (VIII, Bull. IX, n° 129.)

Charles,... — Vu la loi de finances en date du 4 août 1824 ; — Vu pareillement la loi du 16 juin 1824 ; — Vu enfin l'ordonnance du 22 juillet 1818 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le cadre des officiers généraux de notre armée de terre est fixé définitivement à cent cinquante lieutenans-généraux et trois cents maréchaux-de-camp.

2. Sont admis à la retraite, à partir du 1^{er} janvier 1825, — 1° Les officiers généraux qui, ayant droit au *maximum* de leur retraite, n'ont pas été employés depuis le 1^{er} janvier 1823, ou n'ont pas été retenus depuis cette époque par les fonctions législatives ; — 2° Les officiers généraux qui, ayant droit à la retraite, n'ont pas été employés depuis le 1^{er} janvier 1816.

N° 419. = 1^{er}—13 décembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant organisation, sur le pied de paix, du corps du train des équipages militaires. (VIII, Bull. IX, n° 130.)

Art. 1^{er}. Le corps du train des équipages militaires est composé, sur le pied de paix, de quatre compagnies, avec l'effectif ci-après pour chacune d'elles : — Un capitaine, deux chevaux ; un lieutenant en premier, un cheval ; un lieutenant en second, un cheval ; un sous-lieutenant, un cheval : total, quatre officiers, cinq chevaux d'officiers. — Un maréchal-des-logis chef, un cheval ; huit maréchaux-des-logis, quatre chevaux ; un fourrier ; seize brigadiers, huit chevaux ; deux trompettes, deux chevaux ; vingt-huit soldats de première classe, cinquante-six de deuxième classe (quatre-vingt-quatre dont huit haut-le-pied), trente-cinq chevaux ; deux maréchaux-ferrans, deux forgerons, deux bourreliers, deux charrons : total, cent vingt sous-officiers et soldats, deux enfans de troupe, cinquante chevaux de troupe.

Complet des quatre compagnies.

Officiers, douze ; sous-officiers, soldats et enfans de troupe, quatre cent quatre-vingt-huit ; vingt chevaux d'officiers ; deux cents chevaux de troupe.

2. L'effectif des chevaux pourra être temporairement augmenté dans la proportion du personnel, soit pour un service de rassemblement, soit pour les transports extraordinaires et prolongés à effectuer dans les établissemens de l'intérieur.

3. Le grand et le petit état-major du corps du train des équipages militaires conservent la composition déterminée par l'ordonnance royale du 14 mai 1823.

N° 420. = 1^{er}—13 décembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant que les rengagemens des militaires de l'armée de terre ne pourront être désormais que de deux ans et de quatre ans (2). (VIII, Bull. IX, n° 131.)

(1) Voyez l'ordonnance du 24—27 mai 1829, portant réduction du cadre des officiers généraux de l'armée de terre.

(2) Voyez la loi du 21—23 mars 1832, sur le recrutement de l'armée, art. 36 ; et l'ordonnance du 28 avril—12 mai même année, tit. II, concernant les rengagemens. Cette loi et cette ordonnance rendent la présente sans intérêt.

N° 421. = 4—13 décembre 1824. = **ORDONNANCE du roi qui détermine l'uniforme des lieutenans-généraux et maréchaux-de-camp qui ont été ou seront admis à la retraite, et contient des dispositions relatives à l'habit de cérémonie des officiers généraux en activité de service.** (VIII, Bull. IX, n° 132.)

Art. 1^{er}. Les lieutenans-généraux et maréchaux-de-camp de nos armées qui ont été ou seront admis à la retraite, porteront l'uniforme de tenue brodé au collet, aux paremens et à la taille, et le petit uniforme sans broderies, déterminés par les deuxième et troisième paragraphes de l'article 2 de l'ordonnance du 14 août 1816. — Le chapeau sera uni, orné d'une plume noire, avec ganse en or à torsades, et bouton de l'uniforme des officiers généraux.

2. L'habit de cérémonie ou de grande tenue déterminé par le premier paragraphe de l'article 2 de l'ordonnance du 14 août 1816 est exclusivement réservé à MM. les officiers-généraux en activité de service. — Ils auront également seuls le droit de porter le galon d'or au chapeau.

N° 422. = 5 décembre 1824—8 janvier 1825. = **ORDONNANCE du roi qui élève trois prélats à la dignité de pairs du royaume.** (VIII, Bull. XIV, n° 343.)

N° 423. = 8—21 décembre 1824. = **ORDONNANCE du roi relative à l'organisation des théâtres dans les départemens** (1). (VIII, Bull. XI, n° 225.)

Charles,...—Considérant que presque toutes les entreprises dramatiques des départemens sont, depuis quelques années, en souffrance; qu'un grand nombre de villes ont fait de vains efforts pour soutenir ces entreprises, et que plusieurs directeurs y ont compromis leur fortune; — Considérant que l'art dramatique est intéressé à la prospérité des théâtres de province, puisqu'ils offrent aux jeunes comédiens, avec les avantages d'une instruction graduée, tout les moyens de se faire connaître et d'arriver un jour aux théâtres royaux; — Voulant favoriser les progrès d'un art qui a toujours été cultivé en France avec succès, et mettre les directeurs à même de conduire dans nos villes de meilleures troupes de comédiens; — Vu la nécessité d'organiser sur de nouvelles bases les théâtres de département; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. Il y aura dans les départemens des troupes de *comédiens sédentaires*, des troupes de *comédiens d'arrondissement*, et des troupes de *comédiens ambulans*.

2. Toutes ces troupes ne pourront exister que sous la conduite de directeurs nommés pour trois ans par le ministre de l'intérieur.

3. Un directeur ne pourra avoir qu'une seule troupe, qu'il devra diriger en personne, à moins d'empêchement constaté (2).

4. Il ne pourra vendre ni céder son brevet, sous peine de destitution.

(1) Voyez le décret du 13—19 janvier 1791, et les notes qui résument toute la législation de la matière. Voyez spécialement le décret du 8 juin 1806.

(2) Voyez l'ordonnance du 15—28 mai 1831, portant que cette disposition n'est point applicable aux entreprises théâtrales sédentaires, telles qu'il en existe à Bordeaux, Lyon, Marseille, Rouen, etc.

5. Les directions de ces troupes ne pourront pas être confiées à des femmes.

6. Deux directeurs de troupes d'arrondissement et ambulante pourront, s'ils le jugent convenable, changer temporairement de circonscription, pourvu qu'ils obtiennent l'autorisation des préfets, qui en informeront le ministre.

7. Au commencement de chaque année théâtrale, le directeur enverra au ministre de l'intérieur, par l'intermédiaire du préfet du chef-lieu où il débutera, le tableau de sa troupe, contenant les noms et prénoms des acteurs, actrices et employés à ses gages, ainsi que son répertoire. La même communication sera faite à tous les préfets des départemens composant chaque circonscription de troupe d'arrondissement ou de troupe ambulante.

8. Les pièces nouvelles et celles qui sont représentées à Paris ne pourront être jouées dans les départemens que d'après manuscrit ou exemplaire visé au ministère de l'intérieur, conformément à l'article 14 du décret du 8 juin 1806 et à la circulaire du 29 octobre 1822. Le titre sous lequel elles auront été jouées ne pourra être changé.

9. Il est fait défense aux directeurs d'engager aucun élève de l'école royale de musique et de déclamation, sans une autorisation spéciale.

10. Conformément à l'article 13 du décret précité, tout directeur qui aura fait faillite ne pourra être appelé de nouveau à la direction d'un théâtre.

11. Les directeurs continueront à jouir de l'indemnité qui leur est allouée sur les spectacles de curiosité, de quelque nature qu'ils soient. Toute exception qui aurait pu être accordée à cet égard est révoquée. En conséquence, aucun spectacle de ce genre ne pourra être autorisé par les maires qu'avec la réserve du prélèvement établi en faveur des directeurs privilégiés, qui restera fixé à un cinquième sur la recette brute, défalcation faite du droit des pauvres, ainsi que cela est indiqué par l'article 21 du règlement de 1815, et conformément à l'article 15 du décret du 8 juin 1806 (1).

12. Ce prélèvement appartiendra aux directeurs des troupes d'arrondissement dans les villes de leur itinéraire, et aux directeurs des troupes ambulantes dans toutes les autres villes ayant salle de spectacle.

13. Au temps du carnaval, les directeurs jouiront du droit de donner des bals masqués dans les théâtres dont l'exploitation leur est confiée.

14. Les maires veilleront, dans l'intérêt des pauvres, à ce qu'il ne soit accordé d'entrée gratuite qu'à ceux des agens de l'autorité dont la présence est jugée indispensable pour le maintien de l'ordre et de la sûreté publique.

15. Les préfets et maires veilleront à la stricte exécution des lois, décrets et instructions relatifs aux droits des auteurs et compositeurs dramatiques.

TITRE II. — Troupes sédentaires.

16. Les troupes sédentaires sont établies dans les villes suivantes : — Bordeaux (Gironde), Lyon (Rhône), Marseille (Bouches-du-Rhône), Rouen (Seine-Inférieure), Le Havre (*idem*), Toulouse (Haute-Garonne), Montpellier (Hérault), Lille (Nord), Strasbourg (Bas-Rhin), Metz (Moselle), Nancy (Meurthe), Toulon (Var), Nantes (Loire-Inférieure), Brest (Finistère), Perpignan (Pyrénées-Orientales), Calais (Pas-de-Calais), Boulogne (*idem*), Versailles (Seine-et-Oise).

(1) Doit être réputé tenir un spectacle public, et, comme tel, est soumis à payer le cinquième de sa recette au directeur privilégié du lieu, celui qui, sur un théâtre construit dans l'une des salles d'un café dont il est propriétaire, fait jouer des pièces par des artistes, alors même que les spectateurs ne sont soumis à aucune rétribution autre que celle de leur consommation. Grenoble, 6 juillet 1833, *SIR.*, XXXIII, 2, 628.

17. Sur la demande des autorités locales , le ministre de l'intérieur pourra autoriser la formation de troupes sédentaires dans les autres villes qui , désirant avoir un spectacle permanent , assureront aux directeurs les moyens de s'y maintenir , en leur accordant la jouissance gratuite de la salle , et , si cela est jugé nécessaire , une allocation annuelle sur les fonds communaux.

18. Lorsqu'une de ces villes ne pourra entretenir une troupe sédentaire , le théâtre de cette ville sera du domaine du directeur de la troupe d'arrondissement qui exploite le département.

TITRE III. — Troupes d'arrondissement.

19. Le nombre des troupes d'arrondissement est fixé à dix-huit.

20. Tout directeur de troupe d'arrondissement , en recevant son brevet , désignera au ministre et aux préfets des départemens composant sa direction , celles des villes dont il se chargera d'exploiter les théâtres , et indiquera les époques précises où il donnera des représentations.

21. Il devra conduire sa troupe au moins une fois tous les six mois dans chacune de ces villes , et donner au moins quinze représentations à chaque voyage.

22. Lorsque deux foires se trouveront à la même époque dans le même arrondissement théâtral , le directeur de la troupe d'arrondissement sera tenu d'indiquer , quinze jours d'avance , au préfet du département , celle de ces deux foires où il n'ira pas , afin que la troupe ambulante puisse s'y transporter.

23. Les directeurs avertiront , huit jours à l'avance , les autorités des villes où ils devront conduire leur troupe.

24. Les troupes d'arrondissement sont réparties de la manière suivante :

1^{er} *arrondissement*. — Départemens du Nord (moins Lille), du Pas-de-Calais (moins Calais et Boulogne).

2^e *arrondissement*. — Départemens de la Somme , de l'Aisne , de l'Oise.

3^e *arrondissement*. — Départemens de la Marne , des Ardennes , de la Meuse.

4^e *arrondissement*. — Départemens de la Haute-Marne , de l'Yonne , de l'Aube.

5^e *arrondissement*. — Départemens d'Ille-et-Vilaine , de la Mayenne , de la Sarthe.

6^e *arrondissement*. — Départemens du Finistère , des Côtes-du-Nord , du Morbihan.

7^e *arrondissement*. — Départemens du Calvados , de la Manche , de l'Eure.

8^e *arrondissement*. — Départemens de la Côte-d'Or , de Saône-et-Loire , de l'Ain , du Jura.

9^e *arrondissement*. — Départemens du Doubs , de la Haute-Saône , du Haut-Rhin , des Vosges.

10^e *arrondissement*. — Départemens du Loiret , d'Indre-et-Loire , de Loir-et-Cher , de Maine-et-Loire.

11^e *arrondissement*. — Départemens de la Charente-Inférieure , des Deux-Sèvres , de la Vendée.

12^e *arrondissement*. — Départemens du Puy-de-Dôme , de la Nièvre , du Cher , de l'Allier , de la Haute-Loire , de la Loire , du Cantal.

13^e *arrondissement*. — Départemens de la Haute-Vienne , de la Vienne , de la Dordogne , de la Charente , de la Corrèze.

14^e *arrondissement*. — Départemens de l'Isère , de la Drôme.

15^e *arrondissement*. — Départemens de Tarn-et-Garonne, du Tarn, de Lot-et-Garonne, de l'Aude, de l'Hérault (moins Montpellier), du Lot.

16^e *arrondissement*. — Départemens du Gers, des Landes, des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées.

17^e *arrondissement*. — Département du Gard.

18^e *arrondissement*. — Départemens de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône (moins Marseille), des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes.

TITRE IV. — Troupes ambulantes.

25. Les directeurs des troupes ambulantes exploiteront : — 1^o Les théâtres des villes qui ne feront partie d'aucun arrondissement ; — 2^o Les théâtres des villes qui n'auront pas été comprises dans la désignation que les directeurs des troupes d'arrondissement auront faite chaque année, par suite de l'article 20 du titre III ; — 3^o Les théâtres des villes dans lesquelles les directeurs des troupes d'arrondissement auront été plus de six mois sans donner quinze représentations, bien que ces villes eussent été comprises dans la désignation sus-mentionnée ; — 4^o Ils pourront en outre, et sur la demande des autorités, remplacer les directeurs de troupes d'arrondissement, lorsque ceux-ci auront donné les représentations fixées par leur itinéraire.

26. Il sera organisé immédiatement des troupes ambulantes dans les départemens qui ne font point partie des arrondissemens indiqués dans le titre III.

27. Il sera organisé ultérieurement des troupes ambulantes dans les arrondissemens indiqués au titre III. Le nombre de ces troupes et les lieux qu'elles devront parcourir seront déterminés aussitôt que les directeurs des troupes d'arrondissement auront fait la désignation qui leur est prescrite par l'article 20.

28. Le ministre de l'intérieur est autorisé à faire à la circonscription des arrondissemens les changemens partiels qui, plus tard, seraient jugés nécessaires.

N^o 424. = 8—21 décembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger à Mirecourt, département des Vosges. (VIII, Bull. XI, n^o 226.)

N^o 425. = 12 décembre 1824—8 janvier 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant nouvelle organisation de la faculté de médecine de Montpellier (1). (VIII, Bull. XIV, n^o 344.)

Charles,...—Sur ce qu'il nous a été exposé que la faculté de médecine de l'académie de Montpellier présente dans son organisation des irrégularités et des imperfections également nuisibles à l'enseignement et à la discipline ; — Voulant assurer à cette école les moyens de soutenir son antique renommée, et la faire participer aux améliorations qui ont été introduites dans la faculté de médecine de Paris par l'ordonnance du 2 février 1823 ; — Vu les lois, ordonnances, décrets et réglemens relatifs à l'instruction publique en général et à l'enseignement de la médecine en particulier ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques

(1) Voyez, sur l'organisation des facultés de médecine en général, l'ordonnance du 5—8 juillet 1820, et les notes.

Voyez spécialement l'ordonnance du 2—19 février 1823, contenant réorganisation de l'école de médecine de Paris.

et de l'instruction publique, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La chaire de chimie de la faculté de médecine de Montpellier est réunie à celle de pharmacie.

2. La chaire qui a pour titre *instituts de médecine et hygiène* est supprimée.

3. La chaire intitulée *nosologie et pathologie* est restreinte à la pathologie interne ou médicale.

4. L'enseignement de la pathologie externe ou chirurgicale est réuni à la chaire de médecine opératoire.

5. Il est créé dans la faculté trois nouvelles chaires, savoir : une chaire spéciale d'anatomie, une chaire spéciale d'hygiène, et une chaire d'accouchemens et de maladies des femmes et des enfans.

6. Nous nous réservons de nommer, pour la première fois, aux nouvelles chaires, comme aussi de pourvoir à une répartition convenable de l'enseignement.

7. Sont attachés à la faculté vingt-un agrégés, dont un tiers en stage, deux tiers en exercice, et un nombre indéterminé d'agrégés libres.—La durée du stage est de trois ans; celle de l'exercice, de six ans : ceux qui ont terminé l'exercice deviennent agrégés libres. — Néanmoins, notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique nommera, pour la première formation, quatorze agrégés, qui entreront immédiatement en exercice, et dont une moitié, désignée par le sort, devra être renouvelée après trois ans. — Avant la fin de la présente année scolaire, la nomination des sept autres agrégés sera faite au concours, dans les formes que réglera, à cet effet, le conseil royal de l'instruction publique. — Dans la suite, les renouvellemens continueront à s'effectuer tous les trois ans, de manière qu'à chacune de ces périodes sept agrégés entrent en stage, sept passent du stage à l'exercice, et sept deviennent agrégés libres.—Les délais fixés par le présent article ne courront qu'à dater de la prochaine année scolaire.

8. Après la première formation, le grade d'agrégé ne sera donné qu'au concours; néanmoins, notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique pourra, sur l'avis favorable de la faculté, du conseil académique et du conseil royal, conférer le titre d'agrégés libres à des docteurs en médecine ou en chirurgie, âgés de quarante ans au moins, qui se seraient distingués par leurs ouvrages ou par des succès dans leur profession. — Le nombre des agrégés libres ainsi nommés ne pourra jamais être de plus de six, et ils n'auront droit de candidature que pour les chaires de clinique.

9. Provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les agrégés en exercice pourront obtenir de notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique la dispense de résider; mais, dans ce cas, lorsqu'ils reviendront à Montpellier, ils ne pourront prendre part aux actes de la faculté, et recevoir des droits de présence, qu'après deux mois consécutifs de domicile.

10. Les seuls agrégés peuvent être autorisés à faire des cours particuliers à Montpellier: néanmoins, les docteurs en médecine ou en chirurgie qui auraient déjà commencé des cours particuliers, et qui ne seront pas nommés agrégés, pourront être autorisés à les continuer jusqu'à la fin de la présente année scolaire.

11. Toutes les dispositions de l'ordonnance du 2 février 1823 qui ne sont pas modifiées par les articles ci-dessus, et qui n'y sont pas contraires, sont applicables à la faculté de médecine de l'académie de Montpellier, à l'exception des articles 1^{er}, 11, 18, 19, 20 et 21 de ladite ordonnance.

12. Notre ministre de l'instruction publique et notre conseil royal de l'université feront tous nouveaux réglemens et donneront toutes instructions rendues nécessaires par la présente ordonnance.

N° 426. = 15 décembre 1824 — 8 janvier 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui appelle soixante mille hommes sur la classe de 1824, et fixe leur répartition entre les départemens du royaume. (VIII, Bull. XIV, n° 346.)

N° 427. = 20—22 décembre 1824. = **ORDONNANCE** du roi qui accorde des primes à l'exportation des laines communes, et établit une nouvelle fixation des droits sur celles importées de l'étranger (1). (VIII, Bull. XII, n° 258.)

Charles,...— Nous étant fait rendre compte de l'état actuel du commerce et de la fabrication des laines, et voulant pourvoir à ce qu'il réclame comme juste et urgent;—Vu les demandes tendant à faire cesser la disproportion qui existe entre le droit des laines communes et le droit des laines fines et surfines; — Vu l'ordonnance du 14 mai 1823, portant que les nouvelles primes qu'elle établit en compensation des droits que la matière première peut avoir subis à l'importation ne seront allouées, jusqu'à nouvel ordre, qu'au vu des quittances desdits droits, et que les tissus pour lesquels on ne produira pas de quittances n'obtiendront que les anciennes primes; — Considérant que, par l'effet du tarif d'entrée, le prix des laines tant indigènes qu'étrangères, et particulièrement de celles fines et surfines, a éprouvé un notable accroissement, et que dès lors il est juste de rendre générale l'application des primes qui doivent neutraliser cet effet à l'égard des ventes de tissus à l'étranger; — Notre conseil supérieur de commerce et des colonies entendu; — Sur le rapport de notre président du conseil des ministres, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A partir de la publication de la présente ordonnance, les laines communes importées de l'étranger paieront, savoir : — Brutes, quarante francs; lavées à froid, cent francs; lavées à chaud, cent six francs (par cent kilogrammes).

2. Seront exemptes de cette surtaxe, et pourront être admises aux droits actuels, les laines que, d'ici au 30 janvier 1825, pour tout délai, on justifiera par pièces authentiques avoir achetées à l'étranger et *fait expédier* pour France avant la date de la présente ordonnance, et qui, de fait, seront déclarées pour la consommation, et soumises au droit avant le 1^{er} juillet 1825.

3. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les exportations de tissus de laine qui s'effectueront à dater de ce jour, donneront droit, savoir : pour les tissus composés de laine fine et surfine, aux primes fixées par l'article 2 de l'ordonnance du 14 mai 1823; et pour ceux composés de laine commune, à celles réglées par l'article suivant, sans qu'il soit nécessaire pour les uns ou pour les autres de produire les quittances des droits payés pour l'importation des laines.

4. La prime pour les tissus de laine commune est réglée ainsi qu'il suit : — Etoffes et bonneterie de pure laine commune, cent soixante-quatorze francs quatre-vingt-dix centimes. — Etoffes où la laine entre au moins pour moitié, et qui sont mélangées de coton et laine commune, cent douze

(1) Voyez l'ordonnance du 14—16 mai 1823, et la note.

Voyez spécialement l'ordonnance du 13—19 juillet 1825, art. 1^{er}, § 1^{er}.

francs quarante-cinq centimes. — Etoffes où la laine entre au moins pour moitié, et qui sont mélangées de fil ou de soie et de laine commune, quatre-vingt-sept francs quarante-cinq centimes.

N° 428. = 22 décembre 1824 — 1^{er} janvier 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui révoque l'autorisation accordée par l'ordonnance du 10 mars — 14 avril 1819, pour l'établissement de la tontine perpétuelle d'amortissement. (VIII, Bull. XIII, n° 297.)

Charles,... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu l'ordonnance royale du 10 mars 1819, qui a autorisé l'établissement de la tontine perpétuelle d'amortissement; — Vu notamment l'article 2, qui réserve au gouvernement la faculté de révoquer l'autorisation accordée, en cas de non-exécution ou de violation des statuts de ladite tontine; — Vu le procès-verbal dressé le 27 septembre 1823, par le commissaire du gouvernement près cet établissement; — Vu les lettres écrites par les administrateurs de la tontine à ce commissaire, en date des 22 et 27 septembre 1823 et 11 janvier 1824, et les lettres dudit commissaire en date des 18 janvier, 4 mars et 15 avril derniers; — Vu le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la tontine perpétuelle d'amortissement, tenue le 10 avril 1824; — Considérant qu'il résulte de ces pièces que les administrateurs de la tontine perpétuelle d'amortissement ont violé les statuts de ladite tontine et compromis les intérêts des actionnaires; — Considérant que, dans sa réunion du 10 avril dernier, l'assemblée générale des actionnaires a demandé, à l'unanimité, la dissolution de la tontine, et le partage entre les actionnaires des capitaux des rentes appartenant à cet établissement, et qu'elle a chargé une commission, investie des pouvoirs les plus étendus, de suivre l'effet de cette demande; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1^{er}. L'autorisation accordée par l'ordonnance royale du 10 mars 1819, pour l'établissement de la tontine perpétuelle d'amortissement est révoquée, sauf les droits des tiers, et sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être prononcés par les tribunaux.

2. Les inscriptions des rentes sur l'état appartenant à cet établissement resteront déposées à la caisse des dépôts et consignations, et le retrait n'en pourra être effectué que par les individus qui justifieront de leurs droits.

N° 429. = 22 décembre 1824 — 1^{er} janvier 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui confirme l'établissement de l'abattoir public existant dans la ville de Saint-Gilles, département du Gard. (VIII, Bull. XIII, n° 298.)

N° 430. = 22 décembre 1824 — 1^{er} janvier 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui fait des changemens aux dispositions de l'ordonnance du 3 janvier — 13 mai 1822, relative à l'exercice de la profession de boulanger dans la ville de Draguignan. (VIII, Bull. XIII, n° 299.)

N° 431. = 22 décembre 1824 — 18 janvier 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la construction d'un nouveau pont sur le Rhône dans la ville de Lyon. (VIII, Bull. XV, n° 391.)

N° 432. = 22 décembre 1824. = **DISCOURS** du roi à l'ouverture de la session de 1825. (Moniteur du 23 décembre.)

N° 433. = 29 décembre 1824—8 janvier 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant que les officiers du corps des sapeurs-pompiers de la ville de Paris obtiendront, après dix ans de service effectif, la retraite du grade supérieur (1). (VIII, Bull. XIV, n° 347.)

Charles,...—Voulant donner aux officiers du corps des sapeurs-pompiers de notre bonne ville de Paris un témoignage de notre bienveillance, en leur accordant des avantages analogues à ceux que possèdent déjà plusieurs corps spéciaux, et qui indemnisent ces officiers de la lenteur qui résulte pour leur avancement des dispositions particulières au susdit corps; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :— Les officiers du corps des sapeurs-pompiers de notre bonne ville de Paris, après dix ans de service effectif dans le dernier grade dont ils auront été pourvus dans ce corps, obtiendront la retraite du grade immédiatement supérieur.

N° 434. = 29 décembre 1824—22 mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui porte à cinq cent mille francs, pour l'exercice de 1825, le crédit destiné au paiement de secours annuels aux armées royales de l'Ouest, et crée une commission près le ministre de la guerre, et des commissions départementales, chargées de proposer la répartition et de distribuer ces secours. (VIII, Bull. XXIII, n° 579.)

N° 435. = 6 — 31 janvier 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant que le remboursement des actions des emprunts des canaux du duc d'Angoulême et des Ardennes s'effectuera conformément aux nouveaux tableaux y annexés (2). (VIII, Bull. XVIII, n° 457.)

N° 436. = 6—31 janvier 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement d'une bourse de commerce dans la ville d'Angers, et fixation à trois du nombre des agens de change. (VIII, Bull. XVIII, n° 458.)

N° 437. = 6 janvier—14 février 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui appelle à l'activité douze mille jeunes soldats de la classe de 1823, et prescrit leur répartition entre les corps des armées de terre et de mer, conformément à l'état y annexé. (VIII, Bull. XX, n° 531.)

N° 438. = 6 janvier—30 mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous le nom de compagnie des mines de plomb de Chabrignac et de la verrerie du Lardin. (VIII, Bull. XXIV bis, n° 1.)

N° 439. = 12—18 janvier 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement général sur les pensions de retraite des fonctionnaires et employés du département des finances (3). (VIII, Bull. XVI, n° 438.)

Charles,...—Vu les réglemens relatifs aux pensions du ministère et des ad-

(1) Voyez l'ordonnance du 7—25 novembre 1821, et la note.

(2) L'émission de ces actions avait été autorisée par une ordonnance du 20 février—9 avril 1823.

(3) Voyez, sur les pensions, en général, la loi du 15—25 germinal an 11 (5—15 avril 1803), et le notes.

ministrations de finances;—Vu notre ordonnance du 4 novembre 1824;—Sur le compte qui nous a été rendu de la situation des diverses caisses de retenues établies dans le département des finances, et de la nécessité de coordonner les réglemens qui les régissent aujourd'hui avec les ressources qui leur sont propres;—Considérant qu'il convient d'adopter un règlement uniforme pour l'admission à la retraite de tous les employés de l'administration des finances, la liquidation et la fixation des pensions, et leur réversibilité en faveur des veuves et orphelins;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;—Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Constitution d'une caisse générale et commune des pensions de retraite des fonctionnaires et employés du département des finances.

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} janvier 1825, seront réunies en une caisse commune, sous la dénomination de *caisse générale des pensions de retraite des fonctionnaires et employés des finances*, et seront régies conformément aux dispositions énoncées dans la présente ordonnance, les sept caisses spéciales en ce moment établies pour subvenir au paiement des pensions de retraite des employés du ministère des finances, de l'enregistrement et des domaines, des forêts, des douanes, des contributions indirectes, des postes et de la loterie.

2. Les recettes de la caisse générale des pensions de retraite se composent, — 1^o D'une retenue de cinq pour cent sur les traitemens, remises proportionnelles, supplémens de traitement, et généralement sur toutes sommes payées par l'état, autres que gratifications éventuelles, salaires de travail extraordinaire, indemnités de perte, frais de voyages, abonnemens pour frais de bureau et de loyer, et remboursemens de dépenses; — 2^o De la retenue du premier mois d'appointemens;—3^o De la retenue, pendant le premier mois, de la portion de traitement accordée à titre d'augmentation; —4^o Des retenues qui seront déterminées sur les appointemens des employés en congé; — 5^o Des prélèvements réglés par nos ordonnances sur les parts attribuées par les lois aux employés dans le produit des amendes, saisies et confiscations;—6^o Des fonds subventionnels accordés par les lois et les budgets;—7^o Des arrérages des rentes et des intérêts des fonds appartenant à la caisse générale.

3. Les retenues et autres sommes attribuées à la caisse générale sont affectées au service des pensions de retraite actuellement existantes, et de celles qui seront ultérieurement accordées aux employés, à leurs veuves et orphelins. — Il ne pourra, sous aucun prétexte, en être rien détourné pour une autre destination.

4. Les fonds provenant des ressources affectées à la caisse générale des pensions seront, au fur et à mesure des recettes, et en exécution de l'article 110 de la loi du 28 avril 1816, et de l'ordonnance royale du 3 juillet suivant, versés à la caisse des dépôts et consignations, qui demeure exclusivement chargée du paiement des pensions accordées sur leurs produits, d'après les états nominatifs envoyés par le ministre des finances.

5. La caisse des dépôts et consignations remettra, à la fin de chaque année, à notre ministre des finances, l'état des sommes qu'elle aura reçues, payées ou placées pour la caisse générale. Cet état sera mis sous nos yeux, accompagné d'un rapport sur la situation de ladite caisse générale des retraites au 31 décembre, et sur ses ressources et ses charges présumées pour l'année suivante.

TITRE II. — Conditions d'admission à la retraite.

6. Les employés pourront obtenir pension sur la caisse générale lorsqu'ils auront soixante ans d'âge et trente ans accomplis de service, dont au moins vingt années au ministère des finances, ou dans l'une des six administrations désignées en l'article 1^{er}. — Il suffira de vingt-cinq ans de services pour les employés désignés au tableau annexé à la présente ordonnance sous le n° 1, pourvu toutefois qu'ils aient passé quinze années dans le service actif de l'administration. — Sera considéré comme service actif celui des employés des douanes, des contributions indirectes, des forêts et des postes, dans l'un des grades indiqués au tableau susmentionné (1).

7. Tout employé reconnu hors d'état de continuer utilement ses fonctions pourra, quel que soit son âge, être admis à la pension, s'il réunit la durée et la nature des services exigés par l'article précédent.

8. Pourront exceptionnellement, et sur la proposition de leur administration respective, obtenir pension, — 1° Quels que soient leur âge et le nombre de leurs années de services, les employés du service actif mis hors de service à la suite d'un engagement contre des fraudeurs, des rebelles, et généralement par suite de lutte ou combat soutenu par eux pour l'exercice de leurs fonctions, et ceux qui auraient été mis dans l'impossibilité de les continuer par accident fortuit relatif aux mêmes fonctions; — 2° S'ils ont quarante-cinq ans d'âge et s'ils comptent quinze ans de services dans le département des finances, ou seulement quarante ans et dix années de services dans la partie active, les employés notoirement devenus infirmes par le résultat de l'exercice de leurs fonctions (2).

9. Les employés admis à faire valoir leurs droits à la retraite seront tenus de produire leurs titres au plus tard dans les trois mois. — Ceux qui se seront mis en devoir de remplir cette condition conserveront leur emploi jusqu'à l'ordonnance qui aura fixé la liquidation de leur pension. — Dans le cas où il aurait été reconnu que l'employé n'a pas droit à la retraite, l'administration sera appelée à délibérer s'il peut, ou non, être conservé dans ses fonctions.

TITRE III. — Fixation et liquidation des pensions (3).

10. Pour déterminer la fixation de la pension, il sera fait une année

(1) Le temps antérieur au 1^{er} janvier 1815, pendant lequel des employés de l'enregistrement et des domaines ont été momentanément privés de leur emploi, par suite des événements de 1814, doit être compté à ces employés pour la liquidation de leur pension de retraite. Arr. du cons., 27 février 1836, DALL., 1836, III, 74.

Un employé des douanes, attaché au service sédentaire, qui a vingt-sept ans dix mois et vingt-sept jours de service, n'a pas droit à une pension de retraite; il faut l'accomplissement des trente années. Arr. du cons., 3 avril 1834, MAC., 2^e série, IV, 218.

(2) Un employé ne peut, par application du présent article, obtenir une pension à titre exceptionnel, qu'autant qu'il justifie que ses infirmités ont été la cause de son remplacement. Arr. du cons., 29 mars 1833, MAC., 2^e série, III, 183.

Les justifications nécessaires pour obtenir exceptionnellement une pension pour cause d'infirmités sont à la charge des employés qui demandent la pension. Arr. du cons., 6 juin 1834, MAC., 2^e série, IV, 370.

L'ordonnance du 12 janvier 1825 ne s'applique pas aux gardes généraux forestiers; leurs droits à une pension exceptionnelle pour cause d'infirmités sont régis par l'arrêté du 17 nivose an 9. Arr. du cons., 18 février 1836, DALL., 1836, III, 74.

(3) Lorsque le pensionnaire a touché les arrérages de sa pension de retraite, sans avoir réclamé contre la liquidation dans le délai du règlement, il est non recevable dans sa réclamation contre cette liquidation, Arr. du cons., 15 avril 1828, MAC., X, 355.

Le délai de trois mois pour demander la liquidation d'une pension, passé lequel l'employé ne peut plus réclamer les arrérages auxquels il aurait eu droit pour tout le temps écoulé depuis

moyenne du traitement fixe dont les employés admis à pension auront joui pendant les quatre dernières années de leur activité.—Cette année moyenne s'établira, pour les employés auxquels les remises et salaires tiennent lieu de traitement fixe, savoir : pour les directeurs des postes à remises, sur les quatre cinquièmes desdites remises; et pour les conservateurs des hypothèques et receveurs de l'enregistrement, sur les deux tiers seulement de leurs remises et salaires; les derniers cinquième et tiers devant être considérés comme indemnité de loyer et frais de bureau (1).

11. La pension accordée après trente années de services sera de la moitié du traitement fixe, comme il a été dit en l'article précédent.—Il en sera de même de la pension accordée après vingt-cinq années de services rendus dans les fonctions désignées au tableau annexé à la présente ordonnance sous le n° 1.—Après trente ans de services, ou après vingt-cinq de services actifs donnant droit à la moitié du traitement moyen, la pension s'accroîtra d'un vingtième de cette moitié pour chaque année en sus.—En aucun cas, elle ne pourra excéder ni les trois quarts du traitement moyen, ni les *maximum* portés au tableau ci-annexé sous le n° 2.

12. Les employés du service actif mis hors de service par le résultat de lutte soutenue contre des fraudeurs ou des rebelles, pourront obtenir une pension fixée à la moitié du dernier traitement d'activité dont ils ont joui. — Ceux de ces employés qui seraient mis dans l'impossibilité de continuer leurs fonctions par accident fortuit relatif aux mêmes fonctions obtiendront, s'ils ont moins de dix ans de services, une pension calculée sur dix années d'activité, et sur le dernier traitement qui leur était attribué.

13. Les pensions des employés admis exceptionnellement à la retraite seront liquidées à raison d'un soixantième de leur traitement moyen pour chaque année de service; mais, dans le cas où la pension est limitée par un *maximum* inférieur à la moitié de l'année moyenne de leur traitement, cette pension sera fixée à raison d'un trentième dudit *maximum* par chaque année d'exercice.

14. Les liquidations seront établies sur la durée effective des services; néanmoins les fractions de mois et celles de franc seront négligées.

TITRE IV. — Veuves et enfans.

15. La veuve d'un pensionnaire, ou celle d'un employé décédé dans l'exercice de ses fonctions, aura droit à la réversion du quart de la pension que son mari avait pu obtenir ou dont il aurait joui, lors seulement que celui-ci avait, au moment de sa mise en retraite ou de son décès, trente ans accomplis de services civils.—Il n'est dérogé à cette règle qu'en faveur des veuves d'employés décédés ou mis en retraite après vingt-cinq ans de services dans la partie active de l'administration des finances (2).

sa mise à la retraite jusqu'au jour de la liquidation de sa pension, commence à courir, non du jour d'une décision ministérielle qui, tout en nommant un remplaçant à cet employé, l'a appelé à recevoir une autre destination, mais bien seulement du jour de la décision qui l'a admis à faire valoir ses droits à la retraite. Arr. du cons., 16 mars 1836, DALL., 1836, III, 86.

(1) La pension d'un inspecteur de l'enregistrement et des domaines doit être de la moitié du traitement dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité. Arr. du cons., 24 décembre 1828, MAC., X, 838.

(2) Le présent article ne fait aucune distinction, quant au droit de réversion des veuves, entre les employés dont les pensions étaient liquidées avant la publication de l'ordonnance, et ceux qui les ont fait liquider depuis. Arr. du cons., 27 avril 1826, MAC., VIII, 237.

Le droit de réversion des veuves doit être réglé, quant à la quotité de leur pension, par la législation qui a servi de base à la liquidation de la pension du mari, et non par la législation en vigueur au décès de ce dernier. Arr. du cons., 1^{er} février, 25 avril et 10 juillet 1833, MAC.,

16. La pension de la veuve, si elle est âgée de cinquante ans au moment du décès de son mari, ou si elle a un ou plusieurs enfans au dessous de seize ans, sera portée au tiers de celle attribuée à l'employé; elle sera de la moitié dans tous les cas où elle ne s'élèverait pas à la somme de cent vingt-cinq francs, mais sans toutefois qu'elle puisse dépasser ladite somme de cent vingt-cinq francs (1).

17. La veuve d'un employé qui aurait perdu la vie par un accident fortuit relatif à ses fonctions, ou qui mourrait dans les six mois qui suivraient l'accident sans avoir dix ans de services, pourra obtenir une pension égale au tiers de celle à laquelle l'employé aurait eu droit de prétendre.

18. La veuve de l'employé qui perdrait la vie dans un engagement contre des fraudeurs, des rebelles, et généralement par suite de lutte ou combat soutenu par lui pour l'exercice de ses fonctions, ou qui viendrait à décéder dans les six mois de ses blessures, soit que la pension ait été ou non liquidée, aura droit à une pension égale à la moitié du dernier traitement d'activité dont son mari aura joui. — Hors le cas de mort dans les six mois des blessures reçues dans les circonstances et pour les causes ci-dessus énoncées, la veuve n'aura droit qu'à la réversion du tiers de la pension dont son mari était titulaire.

19. La veuve pouvant prétendre à pension, aux termes des articles précédens, ne sera toutefois admise à la réclamer qu'autant qu'elle justifiera, 1^o qu'elle était mariée cinq ans avant la mort de l'employé décédé en activité, ou cinq ans avant la mise en retraite de l'employé mort pensionnaire, ou, dans le cas des articles 17 et 18 seulement, avant l'événement qui aurait amené la mort ou la mise en retraite de l'employé; 2^o qu'il n'existait pas de séparation de corps entre eux.

20. Si la pension est réversible, mais que la veuve ne soit pas habile à la recueillir, faute par elle de pouvoir remplir les conditions exigées par l'article précédent, elle pourra être réclamée et elle sera partagée par portions égales entre tous les enfans issus de l'employé décédé et y ayant droit.—Il en sera de même dans le cas où la veuve aurait convolé en secondes noces, et dans celui de séparation de corps.

21. La pension se distribue par égales portions entre les enfans qui y ont droit, et s'éteint proportionnellement, sans réversion de l'un à l'autre, à mesure que chacun d'eux atteint sa seizième année, ou vient à décéder avant d'y être parvenu.

22. Dans le cas où il existerait des enfans de plusieurs mariages et une veuve ayant droit à la réversion, la portion réversible de la pension sera partagée également entre tous les enfans âgés de moins de seize ans et la veuve, qui comptera pour deux têtes si elle n'a pas d'enfant de son mariage avec

2^e série, III, 75, 224, 370; 7 mars et 3 avril 1834, Mac., 2^e série, IV, 166, 216; et beaucoup d'autres arrêts.

Le droit de réversion d'une partie de la pension du mari, au profit de la veuve, est acquis du jour où la pension du mari a été liquidée; peu importe que des réglemens postérieurs à cette époque aient modifié le droit de réversion. Arr. du cons., 3 février 1835, DALL., 1835, III, 48.

Si le mari, depuis décédé, n'a pas réclaté en temps utile contre la fixation de sa pension, la veuve n'est pas fondée elle-même à réclamer; et sa pension doit être fixée d'après la liquidation que le mari avait obtenue. Arr. du cons., 5 mai 1831, Mac., 2^e série, I, 178.

Il suffit qu'un employé des postes, bien que porteur d'un brevet de pension, ait, dans la réalité, obtenu, non pas une pension mais bien seulement des secours annuels, pour que sa veuve ne puisse avoir sur ces secours un droit de réversion. Arr. du cons., 4 décembre 1835, DALL., 1836, III, 56.

(1) Cet article ne dispose que pour l'avenir. Arr. du cons., 1^{er} février 1833, Mac., 2^e série, III, 75.

l'employé décédé ou le pensionnaire. — Si elle a des enfans, la pension sera attribuée pour moitié à la veuve, et pour l'autre moitié aux enfans des premiers mariages âgés de moins de seize ans.

23. Les pensions susceptibles d'être accordées aux veuves et aux orphelins d'employés qui auraient péri dans les cas énoncés par les articles 17 et 18 pourront être, en raison de circonstances particulières, portées à la somme de cent vingt-cinq francs pour la veuve, ou de cinquante francs pour chaque enfant resté orphelin.

TITRE V. — Services admissibles.

24. La contribution au fonds de retenues sera désormais une condition nécessaire et indispensable pour donner droit à une pension sur les fonds de la caisse générale. — En conséquence, les fonctionnaires et employés qui, à partir de la promulgation de la présente ordonnance, entrèrent dans l'une des parties de l'administration des finances, ne pourront compter comme services civils utiles pour la retraite que ceux pour lesquels ils auront été soumis à une retenue au profit de la caisse générale, ou, s'il y a réciprocité, au profit de l'une des caisses de retraite établies dans un département ministériel.

25. Les services militaires non récompensés seront admis dans la liquidation des pensions des employés, conformément aux ordonnances royales des 22 novembre 1815 et 6 mai 1818, et rétribués dans les proportions déterminées pour chaque grade par les réglemens relatifs aux pensions militaires. — Les services militaires récompensés par une pension sur fonds généraux concourront avec les services civils postérieurs pour établir le droit à pension, mais n'entreront pas dans la fixation numérique de la pension liquidée sur les fonds de la caisse générale. La jouissance de la pension militaire sur fonds généraux continuera d'avoir son cours, cumulativement avec celle de la pension assignée sur les fonds de la caisse générale, conformément à la loi du 15 mai 1818. — Seront rejetés ceux de ces services qui ne seraient pas admis dans la liquidation des pensions militaires par le ministère de la guerre.

26. Continueront d'être comptés aux fonctionnaires et employés présentement en activité, comme services utiles pour la retraite, les services militaires et civils actuellement admis dans la liquidation des pensions sur fonds de retenues des employés du ministère ou de l'une des administrations des finances.

27. Les services civils admissibles pour la retraite ne pourront être comptés qu'à partir de l'âge de vingt ans accomplis, et seulement de la date du premier traitement d'activité. — Il n'est dérogé à cette règle qu'en faveur des facteurs de la poste et des matelots de l'administration des douanes, dont les services en cette qualité, pourvu qu'ils aient été salariés, leur seront comptés à partir de l'âge de dix-huit ans. — Ne seront comptés dans aucun cas et sous aucun prétexte les services rendus comme suppléant, adjoint, élève ou surnuméraire, et généralement les services qui n'auraient pas été rendus dans le titre et la qualité de l'emploi dont on aurait exercé les fonctions.

28. Les services militaires de terre et de mer seront admis pour le temps effectif de leur durée, sans doublement pour les années de campagne et sans addition pour les années de grace.

29. Tout employé destitué perd ses droits à la retraite, lors même qu'il aurait l'âge et le temps de service nécessaires pour l'obtenir. Cependant, si

l'employé est réadmis dans la même administration, le temps de son premier service lui sera compté pour la pension.

30. Toute démission avant soixante ans d'âge et trente ans de services fera perdre le droit à la pension, à moins de réadmission ultérieure dans la même administration. La sortie d'une administration pour passer immédiatement dans une autre, ou dans le service militaire, ne sera pas considérée comme démission.

31. Les services civils dont la durée n'aurait pas été d'une année consécutive, et ceux qui à l'avenir seraient interrompus par une inactivité de plus de dix années, ne seront pas admis.

32. Les employés qui, sur leur demande, seront remplacés par leurs femmes ou leurs enfans, à moins que ces derniers ne fussent employés de la même administration et dans un grade immédiatement inférieur, ne pourront prétendre à la pension de retraite, quel que soit le nombre de leurs années de service.

TITRE VI. — Pièces justificatives de la durée et de la nature des services.

33. Tout employé admis à faire valoir ses droits à la retraite devra produire, indépendamment de son acte de naissance et d'un certificat du directeur de la dette inscrite au trésor royal, constatant qu'il jouit ou qu'il ne jouit pas d'une pension sur les fonds généraux, — 1^o Pour la justification des services civils, — Un extrait des registres et sommiers de l'administration à laquelle il appartient, dûment certifié par les chefs, énonçant ses nom et prénoms, sa qualité, la date et le lieu de sa naissance, la date de son entrée dans l'emploi avec traitement, la série de ses grades et services, l'époque et les motifs de leur cessation, et le montant du traitement dont il a joui pendant chacune des quatre dernières années de son activité. — Lorsqu'il n'aura pas existé de registres, ou que tous les services administratifs ne se trouveront pas inscrits sur les registres existans, il y sera suppléé, soit par un certificat du chef ou des chefs compétens des administrations où l'employé aura servi, présentant les indications ci-dessus énoncées, soit par un extrait des comptes et états d'émargement, certifié par le greffier de la cour des comptes. — A défaut de ces justifications, et lorsque, pour cause de destruction des archives d'où on aurait pu les extraire, ou du décès des fonctionnaires supérieurs, l'impossibilité de les produire aura été prouvée, pourront être admis des actes de notoriété, conformément à l'ordonnance du 13 novembre 1816. — 2^o Pour la justification des services militaires de terre ou de mer, — Soit un congé en bonne forme, soit un certificat du ministère de la guerre ou de la marine : ce certificat devra indiquer la nature des services, leur durée, et faire connaître la cause de leur cessation. — En outre, il sera produit un certificat qui constatera que ces services n'ont pas été récompensés sur les fonds de la caisse des invalides de la guerre ou de la marine.

34. Les veuves auxquelles le décès de leur mari ouvrirait un droit à pension fourniront, avec les pièces que ceux-ci auraient été tenus de produire, leur acte de naissance, l'acte de célébration de leur mariage, l'acte de décès de leur mari, et un certificat constatant qu'il n'y a pas eu entre eux séparation de corps. — Elles produiront, en outre, si elles ont des enfans au dessous de seize ans, les actes de naissance et les certificats de vie de chacun d'eux.

35. Les tuteurs des orphelins produiront pour leurs pupilles leurs actes de naissance, les actes de mariage et de décès de leurs père et mère, et les titres de services et justifications exigés par l'article 33.

TITRE VII. — Mode de liquidation et de paiement des pensions.

36. Les demandes à fin de pension, ou les propositions des administrations ayant pour objet l'admission à la retraite des employés, seront adressées avec les pièces justificatives, à notre ministre des finances, qui, après en avoir fait préparer la liquidation, les renverra à l'examen du comité des finances, pour être ensuite soumises à notre approbation.

37. Les pensionnaires seront inscrits au ministère des finances sur un registre spécial, indiquant leurs noms, prénoms, date de naissance, l'administration à laquelle ils appartenaient en dernier lieu, le montant de leurs pensions, la date de jouissance, celle des décrets et ordonnances qui les ont accordées, et leurs motifs. — Chaque pensionnaire sera porteur d'un certificat de cette inscription, signé du fonctionnaire que le ministre des finances aura désigné.

38. Les pensionnaires sur les fonds de la caisse générale seront assujétis aux dispositions des lois des 25 mars 1817 et 15 mai 1818, relatives aux déclarations et justifications à faire.

39. Après la reconnaissance provisoire des droits de l'employé à obtenir pension, s'il est constaté qu'il soit dans le besoin, le ministre des finances pourra lui faire avancer, à titre de provision, un secours proportionné à la pension présumée, et dont le montant sera précompté sur le paiement des arrérages de la pension.

40. Les pensions dont les arrérages n'auront pas été réclamés pendant trois années à compter de l'échéance du dernier paiement seront censées éteintes, et ne seront plus comprises dans les états de paiement. Si le pensionnaire se présente après la révolution desdites trois années, les arrérages ne commenceront à courir qu'à compter du premier jour du trimestre qui suivra celui dans lequel il aura obtenu le rétablissement de sa pension (1).

41. Lorsqu'en raison de causes ou de circonstances extraordinaires il y aura lieu de présumer l'absence d'un employé titulaire de pension, et s'il s'est écoulé plus de trois ans sans qu'il y ait eu de sa part réclamation du paiement des arrérages, sa femme ou les enfans qu'il aurait laissés, pourront, si d'ailleurs ils justifient de leurs droits à la réversion, l'obtenir à titre de pension alimentaire.

42. Les pensions courront, au profit de l'employé mis en retraite, à dater du jour de la cessation de son traitement d'activité; et, au profit de la veuve et des enfans, du jour du décès de l'employé ou de la mère.

TITRE VIII. — Dispositions générales.

43. Les anciens services civils, admissibles aux termes de la présente ordonnance, déjà récompensés par une pension sur fonds généraux, seront comptés avec les services postérieurs pour régler une pension nouvelle, en raison de la généralité des services. — La pension sur fonds généraux, *pouvant rester à la charge du trésor*, conformément à la loi du 15 mai 1818, sera déduite de celle résultant de la liquidation faite sur la généralité des services, et le surplus de cette liquidation sera affecté sur les fonds de la caisse générale.

(1) La veuve qui a laissé écouler plus de trois années, à compter du jour du décès de son mari, sans réclamer la réversion de la pension dont il jouissait, ne peut réclamer les arrérages antérieurs au premier jour du trimestre qui a suivi la concession de sa pension. Arr.^é du cons., 22 août 1834, MAC., 2^e série, IV, 589; et 18 avril 1835, DALL., 1835, III, 67.

44. Lorsqu'un pensionnaire sera remis en activité de service, le paiement de sa pension sera suspendu. — Mais, après la cessation de la nouvelle activité, la pension reprendra son cours. Si le pensionnaire a rendu de nouveaux services, et si sa pension n'a pas atteint le *maximum*, il sera procédé à une nouvelle liquidation, qui réunira les derniers services avec les précédents.

45. Nul fonctionnaire ou employé de l'administration des finances, à l'exception des directeurs généraux, auxquels nous laissons cette faculté, ne pourra, même en renonçant au bénéfice éventuel d'une pension sur la caisse générale, s'affranchir de la retenue de cinq pour cent; et, dans aucun cas, les employés, leurs veuves et orphelins, ne pourront prétendre au remboursement des retenues exercées au profit de la caisse générale.

46. Les réglemens particuliers relatifs aux pensions actuellement en vigueur dans le ministère et les administrations des finances, sont abrogés. — Néanmoins, les pensions des fonctionnaires et employés ayant aujourd'hui accompli trente ans de services, ou seulement vingt-cinq susceptibles d'être comptés comme trente, s'ils appartiennent aux administrations où cette règle est établie, continueront d'être liquidées conformément aux anciens réglemens, sans qu'elles puissent toutefois excéder ni les trois quarts du traitement moyen des trois dernières années, ni le *maximum* de six mille francs.

47. Les dispositions du présent règlement sont étendues aux employés attachés au bureau du commerce établi près le président du conseil des ministres.

TABLEAU n° 1^{er}. — *Tableau indicatif des employés du service actif de l'administration des finances ayant droit à la retraite après vingt-cinq ans de service.*

AGENS ACTIFS DES ADMINISTRATIONS			
des douanes.	des contributions indirectes.	des forêts.	des postes.
Contrôleurs de brigades. Capitaines. Commandans d'embarcation. Lieutenans principaux. Lieutenans d'ordre. Lieutenans à cheval et à pied. Sous-lieutenans à cheval et à pied. Cavaliers et cavaliers d'ordre. Préposés. Pilotes et sous-pilotes. Patrons et sous-patrons. Timonniers et matelots. Novices et mousses. Emballeurs. Peseurs et plombesurs.	Contrôleurs ambulans. Contrôleurs de ville. Contrôleurs de culture de tabac. Receveurs ambulans à cheval et à pied. Brigadiers et sous-brigadiers à cheval et à pied. Commis à cheval et à pied. Commis aux exercices. Employés du service de la garantie. Préposés en chef d'octroi.	Gardes à cheval. Gardes à pied.	Facteurs.

TABLEAU n° 2. — *Tableau des maximum de pension des fonctionnaires et employés du ministère et des administrations et régies de finances.*

QUOTITÉ DES TRAITEMENS.		MAXIMUM de la pension.
Traitemens	de 1,000 francs et au dessous.....	750 fr.
	de 1,001 à 2,100.....	1,400
	de 2,101 à 3,200.....	1,600
	de 3,201 à 8,000.....	Moitié du traitement.
	de 8,001 à 9,000.....	4,000
	de 9,001 à 10,500.....	4,500
	de 10,501 à 12,000.....	5,000
	au dessus de 12,000.....	6,000
<i>Fonctionnaires à remises et salaires.</i>		
Receveurs et conservateurs des hypothèques dans les chefs-lieux de département.....		2,000
Conservateurs des hypothèques dans les chefs-lieux d'arrondissement....		1,500
Receveurs de l'enregistrement dans les chefs-lieux d'arrondissement ou de canton.....		1,000
Employés de l'atelier général du timbre à Paris et du timbre dans les départemens.....		Moitié du traitement.
Facteurs.....		500

N° 440. == 12—31 janvier 1825. == **ORDONNANCE** du roi portant règlement sur l'exercice de la profession de boucher à Paris et la boucherie de cette ville (1). (VIII, Bull. XVIII, n° 456.)

Charles,...—Vu la loi du 17 mars 1791 ;—Vu l'arrêté du gouvernement du 30 septembre 1802 (8 vendémiaire an 11), portant règlement pour l'exercice de la profession de boucher à Paris ; — Vu le décret du 6 février 1811, relatif à l'établissement de la caisse de Poissy ;—Vu l'ordonnance du 9 octobre 1822 ; —Vu les délibérations du conseil municipal de Paris et de la chambre de commerce de la même ville, des 6 septembre et 9 avril 1823 ; — Voulant spécialement encourager la production et l'engrais des bestiaux dans les pays de culture, et en même temps ramener à un taux modéré le prix de la viande dans notre bonne ville de Paris ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'arrêté du 30 septembre 1802 (8 vendémiaire an 11), relatif à l'exercice de la profession de boucher à Paris, est rapporté.

2. A dater du 1^{er} janvier 1828, le nombre des étaux cessera d'être limité. — Jusqu'à cette époque et à compter de la présente année, le nombre des étaux de boucherie actuellement en activité sera, chaque année, augmenté de cent nouveaux établissemens, si l'autorisation est demandée pour ce nombre, avec les justifications exigées par l'article suivant. — Lorsque ce nombre sera complet, aucune autre autorisation ne pourra être donnée dans la même année.

(1) Voyez, sur cet objet, la note qui accompagne le titre du décret du 8 vendémiaire an 11 (30 septembre 1802), rapporté par l'art. 1^{er} de la présente ordonnance.

Voyez aussi le décret du 6 février 1811, portant établissement de la caisse de Poissy, tit. 1^{er}, et les notes.

3. Les individus qui voudront exercer la même profession seront tenus de se faire inscrire à la préfecture de police, et d'y produire un certificat de bonnes vie et mœurs, délivré par le maire de leur domicile.—Ce certificat constatera en outre qu'ils ont fait leur apprentissage, et qu'ils connaissent suffisamment la pratique de leur état.

4. Le préfet de police leur délivrera l'autorisation d'exercer la profession de boucher. — Ladite autorisation énoncera le quartier, la rue ou la place où le boucher aura déclaré avoir dessein de s'établir; elle mentionnera aussi l'obligation souscrite par le boucher de verser son cautionnement dans les délais déterminés par l'article ci-après. — Il ne pourra être délivré d'autorisation au même individu pour exercer deux ou plusieurs états; chaque boucher sera tenu d'exploiter son étal par lui-même.

5. Les bouchers inscrits et autorisés seront tenus de fournir pour chaque étal un cautionnement de trois mille francs; ce cautionnement sera versé, de mois en mois et par sixième, à la caisse de Poissy, qui en paiera l'intérêt à cinq pour cent.

6. La quotité du cautionnement de chaque boucher actuellement en exercice restera telle qu'elle est aujourd'hui, jusqu'à décès ou transmutation de fonds.

7. Aucun boucher ne pourra quitter son commerce que trois mois après en avoir fait la déclaration au préfet de police, à moins qu'il n'ait obtenu à cet effet une permission spéciale.

8. Tout étal qui cessera d'être garni de viande pendant trois jours consécutifs, sera fermé durant six mois.

9. Le préfet de la Seine remplacera les syndics et adjoints de la boucherie de Paris, en ce qui concernait leurs rapports avec le préfet de police, relativement au crédit individuel de chaque boucher sur la caisse de Poissy.

10. Il ne pourra être vendu et acheté de bestiaux, pour l'approvisionnement de Paris, ailleurs que dans les marchés de Sceaux, de Poissy, et de la halle aux veaux et des vaches grasses.

11. Les bestiaux amenés sur lesdits marchés seront, avant l'ouverture de la vente, soumis à l'inspection de la police, afin de s'assurer s'ils sont dans le cas d'être livrés à la boucherie; ils devront être ensuite frappés d'une marque particulière qui constate cette vérification.

12. Il est fait défense expresse de revendre sur pied les bestiaux achetés sur les marchés de Sceaux, de Poissy, et de la halle aux veaux et des vaches grasses.

13. Les bestiaux destinés à la boucherie de Paris seront abattus exclusivement dans les cinq abattoirs généraux situés aux barrières des Invalides, de Miroménil, de Rochechouart, d'Ivry et de Popincourt; défenses sont faites d'en abattre dans aucune boucherie, étable, bergerie et abattoir particulier.

14. Les personnes qui introduiront des bestiaux à Paris seront tenues de justifier aux employés de l'octroi, ainsi qu'aux préposés de la police des abattoirs, d'un bulletin et certificat qui constate l'achat desdits bestiaux sur les marchés autorisés.

15. Les bouchers forains seront admis concurremment avec les bouchers de Paris, ainsi qu'ils le sont aujourd'hui, à vendre ou faire vendre de la viande sur les marchés publics, en se conformant aux réglemens de police.

16. Toutes les dispositions du décret du 6 février 1811, relatif à la caisse de Poissy, non contraires à la présente ordonnance, sont maintenues, et continueront d'être exécutées dans leur forme et teneur.

N° 441. = 12 janvier—1^{er} avril 1825. = **ORDONNANCE du roi relative aux conseils de fabrique des églises** (1). (VIII, Bull. xxv, n° 590.)

Charles,...—Vu le décret du 30 décembre 1809 contenant règlement général sur les fabriques des églises;—Considérant que, dans la plupart des conseils des fabriques des églises de notre royaume, les renouvellemens prescrits par les articles 7 et 8 dudit décret n'ont pas été faits aux époques déterminées;—Voulant que des dispositions relatives à cette partie de l'administration temporelle des paroisses puissent donner les moyens de remédier aux inconvéniens que l'expérience a signalés; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Dans toutes les églises ayant le titre de cure, succursale ou chapelle vicariale, dans lesquelles le conseil de fabrique n'a pas été régulièrement renouvelé, ainsi que le prescrivent les articles 7 et 8 du décret du 30 décembre 1809, il sera immédiatement procédé à une nouvelle nomination des fabriciens, de la manière voulue par l'article 6 du même décret.

2. A l'avenir, la séance des conseils de fabrique, qui, aux termes de l'article 10 du règlement général, doit avoir lieu le premier dimanche du mois d'avril, se tiendra le dimanche de *Quasimodo*. — Dans cette séance devront être faites, tous les trois ans, les élections ordinaires prescrites par le décret du 30 décembre 1809.

3. Dans les cas de vacance par mort ou démission, l'élection en remplacement devra être faite dans la première séance ordinaire du conseil de fabrique qui suivra la vacance. — Les nouveaux fabriciens ne seront élus que pour le temps d'exercice qui restait à ceux qu'ils sont destinés à remplacer.

4. Si, un mois après les époques indiquées dans les deux articles précédens, le conseil de fabrique n'a pas procédé aux élections, l'évêque diocésain nommera lui-même.

5. Sur la demande des évêques et l'avis des préfets, notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique pourra révoquer un conseil de fabrique pour défaut de présentation de budget ou de reddition de comptes, lorsque ce conseil, requis de remplir ce devoir, aura refusé ou négligé de le faire, ou pour toute autre cause grave. — Il sera, dans ce cas, pourvu à une nouvelle formation de ce conseil, de la manière prescrite par l'article 6 du décret du 30 décembre 1809.

6. L'évêque et le préfet devront réciproquement se prévenir des autorisations d'assemblées extraordinaires que, aux termes de l'article 10 du décret du 30 décembre 1809, ils accorderaient aux conseils de fabrique, et des objets qui devront être traités dans ces assemblées extraordinaires.

7. Dans les communes rurales, la nomination et la révocation des chantres, sonneurs et sacristains, seront faites par le curé, desservant ou vicaire; leur traitement continuera à être réglé par le conseil de fabrique et payé par qui de droit.

8. Le règlement général des fabriques, du 30 décembre 1809, continuera d'être exécuté en tout ce qui n'est pas contraire à la présente ordonnance.

N° 442. = 15—19 janvier 1825. = **LOI relative à la fixation de la liste civile** (2). (VIII, Bull. xvii, n° 445.)

Art. 1^{er}. Les biens acquis par le feu roi et dont il n'a pas disposé, ainsi

(1) Voyez, sur l'organisation et l'administration des fabriques des églises, le décret général du 30 décembre 1809, et les notes qui l'accompagnent.

(2) Voyez le décret du 26 mai—1^{er} juin 1791, qui contient des dispositions réglementaires sur la liste civile du roi Louis XVI, et les notes qui résument la législation de la matière.

Aujourd'hui, la liste civile du roi Louis-Philippe 1^{er} est régie par la loi du 2—7 mars 1832.

que les écuries d'Artois, faubourg du Roule, provenant des biens particuliers du roi régnant, sont réunis à la dotation de la couronne.

2. La liste civile du roi est fixée, pour toute la durée de son règne, à la somme de vingt-cinq millions, qui seront payés annuellement par le trésor royal, sur les ordonnances du ministre de la maison du roi.

3. Il sera payé en outre par le trésor royal, sur les ordonnances du même ministre, la somme annuelle de sept millions pour tenir lieu d'apanage aux princes et princesses de la famille royale.

4. Les biens restitués à la branche d'Orléans en exécution des ordonnances royales des 18 et 20 mai, 17 septembre et 7 octobre 1814, et provenant de l'apanage constitué par les édits des années 1661, 1672 et 1692 à *Monsieur*, frère du roi *Louis XIV*, pour lui et sa descendance masculine, continueront à être possédés aux mêmes titre et condition par le chef de la branche d'Orléans jusqu'à extinction de sa descendance mâle, auquel cas ils feront retour au domaine de l'état.

5. Une somme de six millions sera payée extraordinairement par le trésor royal, sur les ordonnances du ministre de la maison du roi, pour les frais des obsèques du feu roi et ceux du sacre du roi régnant.

N° 443. = 16 janvier—22 mars 1825. = **ORDONNANCE du roi concernant les haras** (1). (VIII, Bull. XXIII, n° 573.)

Charles,...—Vu le décret du 4 juillet 1806 et l'ordonnance royale du 28 mai 1822 ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE I^{er}.

Art. 1^{er}. Il sera établi près de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur un conseil des haras, composé de sept membres, qui seront nommés par nous, sur la présentation de notre ministre de l'intérieur. — Le directeur de l'administration générale de l'agriculture, du commerce et des haras, sera en outre membre de ce conseil. — Le conseil sera présidé par notre ministre de l'intérieur. — Les fonctions des membres du conseil seront gratuites.

2. Le conseil, d'après la convocation qui en sera faite par notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, donnera son avis sur les réglemens, instructions et objets divers concernant le service des haras, que notre ministre de l'intérieur jugera utile de lui communiquer.

TITRE II.

3. Il y aura deux haras, composés d'étalons, jumens et poulains, trois dépôts d'étalons et poulains, et vingt-quatre dépôts d'étalons. — Ces établissemens sont désignés et divisés en huit arrondissemens, suivant le tableau annexé à la présente ordonnance (2).

4. Il y aura huit inspecteurs généraux des haras et dépôts. — Chacun d'eux aura l'inspection d'un des arrondissemens ci-dessus, y établira son domicile, et sera habituellement en tournée.

5. Deux agens généraux des remontes, l'un pour le nord, l'autre pour le midi, seront spécialement chargés de l'achat des étalons et poulains.

(1) Voyez la loi du 2 germinal an 3 (22 mars 1795), et les notes qui l'accompagnent ; et surtout l'ordonnance du 10—21 décembre 1833, portant réorganisation de l'administration des haras : cette dernière ordonnance n'abroge, par son art. 23, que les réglemens antérieurs qui lui sont contraires.

(2) La fixation du nombre des haras et dépôts d'étalons a été modifiée par l'ordonnance du 21 décembre 1833.

6. Le personnel de chaque haras et de chaque dépôt d'étalons et poulains sera composé d'un directeur, d'un agent spécial régisseur, d'un surveillant et d'un vétérinaire; celui de chaque dépôt d'étalons, d'un chef, d'un agent spécial et d'un vétérinaire.

7. Les inspecteurs généraux, agens des remotes, directeurs des haras, des dépôts d'étalons et poulains, et chefs de dépôt, seront nommés par nous; sur la présentation de notre ministre de l'intérieur.

8. Les autres employés seront nommés par notre ministre de l'intérieur.

9. Les traitemens sont fixés ainsi qu'il suit (1) :

EMPLOIS.	TRAITEMENS fixes.	INDEMNITÉ de frais de tournée.	TOTAL.
8 Inspecteurs généraux, à.....	5,000 f.	2,000 f.	56,000 f.
2 Agens généraux des remotes, à.....	5,000	2,000	14,000
		Nourriture d'un cheval ou indemnité de	
2 Directeurs de haras, à.....	5,000	300	10,600
3 Directeurs de dépôt d'étalons et poulains, à....	4,000	300	12,900
24 Chefs de dépôt, à.....	2,700	300	72,000
5 Agens spéciaux régisseurs, à.....	2,100	300	12,000
24 Agens spéciaux, à.....	1,500	»	36,000
5 Vétérinaires de haras ou dépôt de poulains, à..	1,500	»	7,500
24 Vétérinaires, à.....	1,000	»	24,000
5 Surveillans, à.....	800	»	4,000
TOTAL DÉFINITIF.....			249,000

10. Les inspecteurs généraux et agens des remotes actuellement en fonctions recevront par an un supplément de traitement de trois mille francs tant qu'ils seront en activité.

11. Les directeurs de haras, chefs de dépôt, agens spéciaux et vétérinaires actuellement employés, qui, par l'effet de la présente ordonnance, ne trouveraient pas dans la fixation nouvelle de leurs appointemens la quotité de leur ancien traitement fixe, en seront dédommagés par un supplément suffisant pour le compléter.

12. Nul ne pourra être employé, s'il ne commence par être surveillant ou agent spécial.

13. Lorsqu'un officier des haras ne pourra faire les tournées auxquelles il sera tenu, l'indemnité qui lui est allouée par l'article 9 sera attribuée à celui qui le remplacera, à proportion de la durée du remplacement.

14. Nul employé ne pourra nourrir ni laisser nourrir, dans l'établissement qui lui sera confié, d'autres animaux que ceux qui doivent en faire partie, et ce, sous peine de révocation.

(1) Cette fixation a été remplacée par celle contenue en l'art. 5 de l'ordonnance précitée du 10—21 décembre 1833.

15. La retenue sur le traitement des employés des haras sera portée à quatre pour cent, afin d'accroître le fonds des pensions de retraite et secours.

TITRE III.

16. Les propriétaires qui auront des étalons qu'ils destineront à la monte des jumens, pourront les présenter aux inspecteurs généraux, par qui ils seront approuvés quand ils en seront susceptibles, sauf la ratification du ministre de l'intérieur.

17. Les étalons seront inspectés chaque année avant la monte; l'inspecteur général proposera la réforme de ceux qu'il trouvera défectueux.

18. Les propriétaires d'étalons approuvés recevront, pour chaque année d'entretien d'un étalon, une prime de cent à trois cents francs, suivant la qualité de l'étalon.

19. La race des chevaux de selle étant celle qui demande le plus à être encouragée, des primes de cent à deux cents francs seront données annuellement aux propriétaires des plus belles jumens de cette espèce. — Ces primes ne pourront être obtenues que lorsque la jument sera suivie de son poulain de l'année.

20. Les primes ci-dessus seront accordées par notre ministre de l'intérieur, sur la proposition des inspecteurs généraux.

TITRE IV.

21. Continueront d'être exécutées les dispositions antérieures non contraires aux présentes.

(Suit le tableau des haras et dépôts (1).)

N° 444. = 19 janvier—14 février 1825. = **ORDONNANCE du roi qui maintient l'abattoir public et commun existant dans la ville de Nîmes.** (VIII, Bull. xx, n° 532.)

N° 445. = 19 janvier—14 février 1825. = **ORDONNANCE du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes dans la ville de Calais** (2). (VIII, Bull. xx, n° 533.)

Art. 1^{er}. Il sera établi un conseil de prud'hommes dans la ville de Calais, département du Pas-de-Calais. Ce conseil sera composé de sept membres, dont quatre seront choisis parmi les marchands-fabricans de tulle et de dentelle, et les trois autres, parmi les chefs d'atelier, contre-mâtres ou ouvriers patentés dans ces deux branches d'industrie.

2. Indépendamment des sept membres dont il est question en l'article précédent, il sera attaché au conseil deux suppléans : l'un, marchand-fabricant, et l'autre, chef d'atelier, contre-mâitre ou ouvrier patenté; tous deux également pris parmi les fabricans et ouvriers du pays. Ces suppléans remplaceront ceux des membres qui, pour des motifs quelconques, ne pourraient assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général des prud'hommes.

3. La juridiction du conseil s'étendra sur tous les marchands-fabricans,

(1) Ce tableau a été remplacé par ceux annexés aux ordonnances du 13 mai 1829—21 décembre 1833, et 19 juin 1832—21 décembre 1833 : il n'offre donc plus d'intérêt.

(2) Voyez, sur la composition, l'organisation, la compétence et le mode de procéder des conseils de prud'hommes, le décret général du 11 juin 1809, et la note.

chefs d'atelier, contre-maitres, commis-apprenteurs, ouvriers, compagnons et apprentis travaillant pour les fabriques de la ville de Calais et de ses environs, quel que soit l'endroit de la résidence des uns et des autres.

4. Dans le cas où il serait interjeté appel d'un jugement rendu par les prud'hommes, cet appel sera porté devant le tribunal de commerce séant à Calais.

5. L'élection et le renouvellement des membres du conseil auront lieu suivant le mode et de la manière qui sont réglés par le décret du 11 juin 1809. Ces membres se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies par la loi du 18 mars 1806 et par les décrets des 11 juin 1809 et 3 août 1810.

6. La ville de Calais fournira le local nécessaire pour la tenue des séances du conseil; les dépenses de premier établissement, de chauffage, d'éclairage et de paiement du traitement du secrétaire, seront également à sa charge.

N° 446. = 19 janvier—30 mars 1825. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, pour le département de l'Allier, de la société d'assurance mutuelle contre l'incendie formée à Moulins.** (VIII, Bull. xxiv bis, n° 2.)

Art. 1^{er}. La société d'assurance mutuelle contre l'incendie formée à Moulins par actes passés devant *Delarue* et son collègue, notaires à Moulins, les 15 juin et 2 décembre 1824, est autorisée pour le département de l'Allier. En conséquence, les statuts de ladite société sont approuvés tels qu'ils résultent des actes ci-dessus, lesquels demeureront annexés à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre présente autorisation en cas de non-exécution ou de violation des statuts, sans préjudice des droits et des dommages-intérêts des tiers.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur nommera un commissaire auprès de la compagnie. Il est chargé de prendre connaissance de ses opérations et de l'observation des statuts : il rendra compte du tout à notre ministre de l'intérieur et au préfet du département. Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtraient contraires aux lois et statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce, jusqu'à décision à intervenir des autorités compétentes.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie conforme de son état de situation au préfet du département de l'Allier et au greffe du tribunal de commerce de Moulins, et pareille copie sera adressée à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 447. = 19 janvier—25 juillet 1825. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication du bref portant prorogation, dans le cas y exprimé, des pouvoirs des vicaires généraux de M. l'archevêque d'Amasie, administrateur du diocèse de Lyon.** (VIII, Bull. XLIX, n° 1193.)

N° 448. = 26 janvier—1^{er} février 1825. = **ORDONNANCE du roi qui fixe définitivement à douze le nombre des avoués du tribunal de première instance de Villefranche, département du Rhône.** (VIII, Bull. XIX, n° 488.)

N° 449. = 26 janvier — 14 février 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du prix des poudres qui seront livrées pendant l'année 1825, par la direction générale du service des poudres, aux départemens de la guerre, de la marine et des finances. (VIII, Bull. xx, n° 534.)

N° 450. = 26 janvier — 1^{er} mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui maintient l'abattoir public et commun existant dans la ville de Dieuze. (VIII, Bull. xxi, n° 538.)

N° 451. = 26 janvier — 1^{er} novembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant que, à dater du 1^{er} janvier 1826, les troupes, officiers sans troupe et autres, nécessaires au service militaire des colonies, seront fournis par le département de la guerre, qui pourvoira en même temps à la confection, aux réparations et à l'entretien des fortifications et bâtimens militaires, etc., etc. (1). (VIII, Bull. LXIII, n° 2041.)

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} janvier 1826, le département de la guerre fournira, pour les colonies, indépendamment des garnisons d'infanterie, les détachemens d'artillerie et d'ouvriers d'artillerie, la gendarmerie à pied ou à cheval, les officiers d'état-major, du génie, de l'artillerie et des places, les ingénieurs géographes, et généralement tous officiers sans troupe et autres, nécessaires au service militaire de ces établissemens. — Le corps des Cypahis de l'Inde demeure excepté. Il continuera d'être commandé par des officiers des corps d'infanterie de la marine, conformément à l'ordonnance royale du 28 juillet dernier. — Les compagnies d'ouvriers et de sapeurs du génie et les brigades du train des équipages militaires qui avaient été formées dans quelques unes de nos colonies, seront licenciées avant le 31 décembre 1825.

2. Le département de la guerre pourvoira dans nos colonies, à dater de 1826, à la confection, aux réparations et à l'entretien des fortifications, des bâtimens militaires, des batteries et autres ouvrages de défense, et généralement à toutes dépenses du matériel de l'artillerie et du génie. — Tous les projets relatifs à ces divers travaux seront fournis, par l'intermédiaire de notre ministre de la marine, au ministre secrétaire d'état de la guerre, pour être soumis au comité de l'artillerie et du génie, dans la même forme que le sont ceux des places de France.

3. Le montant des dépenses énoncées aux articles précédens qui ne sont pas comprises au budget de la guerre, en 1825, sera ajouté au budget de ce département pour 1826, au moyen de la déduction de pareille somme sur le budget du département de la marine.

4. Le ministre de la marine continuera de diriger seul aux colonies, ainsi qu'il l'a fait jusqu'à ce jour, le service militaire dans toutes ses parties.

5. Les dispositions de l'ordonnance royale du 30 décembre 1823 cesseront d'avoir leur effet à partir du 1^{er} janvier 1826.

N° 452. = 26 janvier — 1^{er} novembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui supprime du budget du département de la marine le chapitre XI, service colonial, rattache aux dépenses de la guerre et de la marine les dépenses

(1) Voyez, dans le § 3 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé de la législation concernant le service militaire des colonies.

qui en sont susceptibles, et charge la Martinique, la Guadeloupe et l'île Bourbon, de pourvoir à leurs dépenses intérieures sur leurs revenus locaux (1). (VIII, Bull. LXIII, n° 2042.)

Charles,... — Vu notre ordonnance de ce jour, qui a pour objet de faire porter au budget de la guerre, à dater de 1826, le complément des dépenses du service militaire de nos colonies; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dépenses des colonies qui sont susceptibles d'être rattachées aux divers chapitres du service *marine*, y seront ajoutées à dater de 1826.

2. Le crédit du service de la marine sera augmenté du montant de celles desdites dépenses qui ne sont pas comprises dans le crédit du même service pour 1825.

3. Les dépenses des colonies qui se rattachent aux dépenses de la guerre et de la marine, étant ainsi mises à la charge des deux départemens, il ne sera plus fait d'allocation spéciale sur les fonds du trésor royal aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de Bourbon; ces colonies seront désormais chargées de pourvoir sur leurs revenus locaux à toutes dépenses autres que celles qui sont portées au compte de la guerre et de la marine; à cet effet, il leur est fait entier abandon desdits revenus, quelles qu'en soient la nature et l'origine. Dans les établissemens de l'Inde, le service continuera d'être réglé ainsi qu'il l'est actuellement, sous la déduction des dépenses qui sont mises à la charge de la marine.

4. Le produit de la rente de quatre lacks de roupies sicca qui est payée en France par le gouvernement anglais dans l'Inde, sera laissé à la disposition de notre ministre de la marine, pour subvenir, dans les autres colonies, aux diverses parties du service. — Les arrérages de ladite rente seront versés successivement à la caisse des invalides de la marine: notre ministre de la marine est autorisé à conserver dans cette caisse, à titre de réserve, pour les besoins imprévus de nos colonies, la portion de ces fonds qui resterait sans emploi à la fin de chaque exercice.

5. Au moyen de ces dispositions, le chapitre XI du budget du département de la marine, lequel comprenait les dépenses du service colonial, est et demeure supprimé.

N° 453. = 30 janvier — 11 mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi contenant des dispositions relatives au service de la garde nationale de Paris (2). (VIII, Bull. XXII, n° 554.)

N° 454. = 2 février — 1^{er} mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes dans la ville de Réthel (3). (VIII, Bull. XXI, n° 539.)

Art. 1^{er}. Il est établi un conseil de prud'hommes dans la ville de Réthel,

(1) Voyez, dans les §§ 3 et 6 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé de la législation concernant le service financier et les dépenses des colonies.

(2) Cette ordonnance a été remplacée par la loi générale du 22—25 mars 1831, sur la garde nationale, dont l'art. 162 abroge tous les réglemens d'organisation antérieurement faits.

Voyez cette loi, et celle du 14 — 22 juillet 1837 concernant la garde nationale de Paris.

(3) Voyez, sur la composition, l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes en général, le décret du 11 juin 1809, et la note.

département des Ardennes : ce conseil sera composé de neuf membres, dont cinq seront choisis parmi les marchands-fabricans, et les quatre autres, parmi les chefs d'atelier, contre-mâtres ou ouvriers patentés. Les branches d'industrie ci-après dénommées concourront à la formation du conseil dans les proportions suivantes : — Les fabriques d'étoffes de laine, de toile, de tannerie, de corroierie, de teinture, de chapellerie, les établissemens de brasseur et ceux de fabrication d'huile, fourniront cinq membres, qui seront pris parmi les marchands-fabricans; — Les mêmes fabriques et les fileurs de laine cardée et de laine peignée fourniront les quatre autres membres, qui seront choisis parmi les chefs d'atelier, contre-mâtres ou ouvriers patentés exerçant les professions susdites. — Total, neuf membres.

2. Indépendamment des neuf membres dont il est question à l'article précédent, il sera attaché audit conseil deux suppléans : l'un, marchand-fabricant, et l'autre, chef d'atelier, contre-mâitre ou ouvrier patenté; tous deux pris parmi les fabricans et ouvriers du pays. Ces suppléans remplaceront ceux des membres qui, par des motifs quelconques, ne pourraient assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général des prud'hommes.

3. La juridiction du conseil s'étendra sur tous les marchands-fabricans, chefs d'atelier, contre-mâtres, commis, teinturiers, ouvriers, compagnons et apprentis travaillant pour la ville de Réthel, quel que soit le lieu de la résidence des uns et des autres.

4. Dans le cas où il serait interjeté appel d'un jugement rendu par les prud'hommes, cet appel sera porté devant le tribunal de commerce de Réthel.

5. L'élection et le renouvellement des membres du conseil auront lieu suivant le mode et de la manière qui sont réglés par le décret du 11 juin 1809; ces membres se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies par ledit décret, ainsi que par la loi du 18 mars 1806 et par un autre décret du 3 août 1810.

6. La ville de Réthel fournira le local nécessaire pour la tenue des séances du conseil; les dépenses de premier établissement, ainsi que celles de chauffage, d'éclairage, et de paiement du traitement du secrétaire, seront également à sa charge.

N° 455. = 9 février — 1^{er} mars 1825. = **ORDONNANCE du roi relative à la classification des établissemens dangereux, insalubres ou incommodes** (1). (VIII, Bull. XXI, n° 540.)

Charles,...—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu le décret du 15 octobre 1810, et les ordonnances des 14 janvier 1815, 29 juillet 1818, 25 juin et 2 avril 1823, et 20 août 1824; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1^{er}. Sont rangés dans la première classe des établissemens dangereux, insalubres ou incommodes, — Les fabriques de toile cirée; — Les fabriques d'urate; — Les dépôts de matières provenant de la vidange des latrines ou des animaux, et destinées à servir d'engrais; — Les dépôts et les ateliers pour la cuisson ou dessiccation du sang des animaux, destiné à la fabrication du bleu de Prusse; — Les dépôts de chairs ou débris d'animaux; les

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 15 octobre 1810, et les notes étendues qui l'accompagnent : les différentes classifications des établissemens dangereux, insalubres et incommodes y sont énumérées.

ateliers ou les fabriques où ces matières sont préparées par la macération , ou desséchées pour être employées à quelque autre fabrication ; — Les fabriques de *dégras* , ou huile épaisse à l'usage des tanneurs ; — Les voiries et dépôts de boue ou de toute autre sorte d'immondices ; — Le travail en grand des résines , goudrons , galipots , arcansons , et de toute autre matière résineuse , soit pour la fonte et l'épuration de ces matières , soit pour en extraire la térébenthine.

2. Sont rangés dans la deuxième classe , — Les moulins à farine , dans les villes ; les moulins à broyer le plâtre , la chaux et les cailloux ; — Les fabriques de colle de peau de lapin ; — Les ateliers pour la salaison et le saurissage des poissons ; — Les fonderies à fourneaux à la *Vilkinson* ; — Les dépôts d'huile de térébenthine et d'autres huiles essentielles , lesquels devront en outre être tenus isolés de toute habitation ; — Les distilleries d'extraît d'absinthe ; — Les fabriques de tôle vernie ; — Les fabriques de bitume en planches.

3. Sont rangés dans la troisième classe , — Les fabriques de borax artificiel ; — Les fabriques de fécule de pomme de terre ; — L'extraction du sirop de la fécule de pomme de terre ; — Les fabriques de chicorée-café ; — La fabrication de la gélatine extraite des os ; — Les ateliers de toiles peintes ; — Les dépôts de charbon de bois , dans les villes ; — Les chantiers de bois à brûler , dans les villes ; — Les fabriques de chromate de plomb ; — Les fabriques de bougies de blanc de baleine ; — Les ateliers pour le grillage des tissus de coton par le gaz (la surveillance de la police locale , établie par l'ordonnance du 20 août 1824 , pour les ateliers d'éclairage par le gaz , est applicable aux ateliers pour le grillage) ; — L'établissement des lavoirs à laine.

4. Les fabriques d'acide nitrique (eau forte) où la décomposition du salpêtre par l'acide sulfurique a lieu dans des vases clos , au moyen de l'appareil de *Woolf* , sont comprises dans la deuxième classe.

5. Les ateliers à enfumer les sabots , dans lesquels il est brûlé de la corne ou d'autres matières animales , dans les villes , sont compris dans la première classe.

6. L'affinage de l'or ou de l'argent par l'acide sulfurique est rangé dans la première classe , quand les gaz dégagés pendant cette opération sont versés dans l'atmosphère ; et il est placé dans la deuxième classe , quand ces mêmes gaz sont condensés complètement.

7. La fusion du soufre pour le couler en canons , et l'épuration de cette matière par fusion ou décantation , sont comprises dans la deuxième classe. — La purification du soufre par distillation , et la fabrication des fleurs de soufre , restent placées dans la première classe.

8. Les dispositions de l'ordonnance du 14 janvier 1815 , qui ont rangé les fabrications de noir d'os ou d'ivoire dans la première classe , lorsqu'on n'y brûle pas la fumée , et dans la troisième lorsque la fumée est brûlée , sont applicables à toute calcination d'os d'animaux , fabrication ou revivification de charbon animal.

9. La fabrication du chlore (acide muriatique oxygéné) et celle des chlorures alcalines (eau de javelle) sont placées dans la deuxième classe , quand ces produits sont employés dans les établissements mêmes où ils sont préparés. — La fabrication en grand des chlorures alcalines destinées au commerce , aux fabriques et aux arts , est rangée dans la première classe.

10. L'établissement des fabriques , ateliers , dépôts compris dans les articles qui précèdent , ne pourra plus avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités déterminées par le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance du 14 janvier 1815 , suivant la classe à laquelle ils appartiennent.

N° 456. = 9 février — 1^{er} mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la création d'un abattoir public et commun dans la ville de Chaumont, département de la Haute-Marne. (VIII, Bull. **XXI**, n° 541.)

N° 457. = 9 février — 18 juillet 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui charge le ministre de l'intérieur de soumettre à l'approbation de sa majesté le renouvellement des membres des conseils généraux du commerce et des manufactures, et modifie les ordonnances du 23 août—6 septembre 1819, relatives à l'organisation de ces conseils (1). (VIII, Bull. **XLVII**, n° 1104.)

Charles,...—Vu les ordonnances du 23 août 1819, relatives à l'organisation des conseils généraux du commerce et des manufactures; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Notre ministre de l'intérieur soumettra sans retard à notre approbation le renouvellement des membres des conseils généraux du commerce et des manufactures, pour servir jusqu'au 31 décembre 1827. — Il procédera à ce renouvellement, quant aux membres qui ont été présentés par les chambres de commerce pour le conseil de commerce, en se conformant à l'article 6 de l'ordonnance du 23 août 1819, et, pour tout le surplus, à l'article 5 de l'une et de l'autre des ordonnances de ladite date, sans néanmoins qu'il lui soit interdit de comprendre dans son choix les négocians ou fabricans retirés du commerce, qu'il jugerait utile d'appeler dans lesdits conseils.

2. Notre directeur du commerce et des manufactures aura voix délibérative dans les deux conseils, et les présidera dans l'absence de notre ministre de l'intérieur.

3. Notre ministre de l'intérieur nommera, avec notre approbation, un secrétaire commun aux deux conseils. Il y aura voix consultative; et, dans le cas où il serait ancien négociant, il pourra prendre voix délibérative dans le conseil du commerce, ou respectivement dans le conseil des manufactures, s'il est ancien fabricant.

4. A l'avenir, les séances dites *de grand ordre du jour* n'auront lieu que lorsque notre ministre de l'intérieur trouvera bon de les convoquer, suivant l'occurrence des matières à traiter.

5. Sont maintenues les dispositions de nos ordonnances du 23 août 1819, en tout ce qui n'est pas modifié par la présente.

N° 458. = 16 février—30 mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation, pour le département de la Nièvre, de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie formée à Nevers. (VIII, Bull. **XXIV bis**, n° 3.)

Art. 1^{er}. La société d'assurances mutuelles contre l'incendie formée à Nevers par acte passé par-devant Rolland et son collègue, notaires à Nevers, le 7 décembre 1824, est autorisée pour le département de la Nièvre. En conséquence, les statuts de la société sont approuvés tels qu'ils sont contenus audit acte, lequel demeurera annexé à la présente ordonnance.

2. Nous nous réservons de révoquer notre présente autorisation en cas

(1) Voyez ces ordonnances, qui déterminent la composition et les fonctions des conseils généraux du commerce et des manufactures, et les notes.

de non-exécution ou de violation des statuts, sans préjudice des droits et dommages-intérêts des tiers.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur nommera un commissaire auprès de la compagnie. Il sera chargé de prendre connaissance de ses opérations et de l'observation des statuts; il rendra compte de tout à notre ministre de l'intérieur et au préfet du département. Il pourra suspendre provisoirement celles des opérations de la compagnie qui lui paraîtront contraires aux lois ou statuts, ou dangereuses pour la sûreté publique, et ce, jusqu'à décision à intervenir de la part des autorités compétentes.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie conforme de son état de situation au préfet du département de la Nièvre et au greffe du tribunal de Nevers : pareille copie sera adressée à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

(*Suivent les statuts.*)

N° 459. = 24 février — 11 mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi concernant les primes d'encouragement pour la pêche de la morue et la pêche de la baleine (1). (VIII, Bull. xxii, n° 556.)

N° 460. = 24 février — 11 mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine une nouvelle forme pour les actions sur les canaux d'Orléans et de Loing, affectées à des dotations, et rendues aux anciens propriétaires. (VIII, Bull. xxii, n° 557.)

N° 461. = 27 février — 29 mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui règle la composition et l'organisation de l'infanterie française. (VIII, Bull. xxiv, n° 584.)

Charles,...—Vu les ordonnances des 1^{er} septembre 1815 et 23 octobre 1820 concernant l'organisation de notre garde royale et de l'infanterie de ligne; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'infanterie française de l'armée active sera composée de six régimens destinés au service de notre garde, soixante-quatre régimens d'infanterie de ligne, vingt régimens d'infanterie légère.

2. Chaque régiment se composera d'un état-major et de trois bataillons (2). — Il y aura huit compagnies par bataillon, savoir : une de grenadiers ou carabiniers, six de fusiliers ou chasseurs, et une de voltigeurs.

3. L'organisation de tous les régimens sera conforme aux tableaux ci-après. (*Suivent les tableaux.*)

N° 462. = 27 février — 29 mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui règle la composition et l'organisation de la cavalerie (3). (VIII, Bull. xxiv, n° 585.)

(1) Cette ordonnance a été remplacée savoir : en ce qui concerne les primes pour la pêche de la morue, par la loi du 22 avril—2 mai 1832, et par l'ordonnance du 26 avril—8 mai 1833, rendue pour l'exécution de cette loi; et, en ce qui concerne la pêche de la baleine, par une loi et une ordonnance de mêmes dates.

Ces réglemens ont abrogé tous ceux antérieurs sur la matière.

(2) Voyez l'ordonnance du 18 septembre—23 octobre 1830, portant création d'un quatrième bataillon dans chacun des régimens d'infanterie de ligne.

(3) Voyez l'ordonnance du 17—29 août 1825, qui donne de nouvelles dénominations et de nouveaux numéros aux régimens de cavalerie; celle du 19 février—12 mars 1831, qui réorganise entièrement la cavalerie française; et celle du 9—21 mars 1834, qui réduit à cinq escadrons les régimens de cavalerie.

Ces deux dernières ordonnances rendent la présente sans intérêt.

N° 463. = 27 février—29 mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui règle la composition et l'organisation du corps royal d'artillerie (1). (VIII, Bull. xxiv, n° 586.)

N° 464. = 3—11 mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la perception d'un droit sur les bateaux qui séjournent dans les canaux d'Orléans, de Loing et de Briare (2). (VIII, Bull. xxii, n° 558.)

Charles,...—Vu l'article 31 du décret réglementaire du 22 février 1813, concernant la police et la conservation des canaux d'Orléans et de Loing;—Vu la lettre du grand chancelier de la légion-d'honneur, par laquelle il demande que, pour faire cesser le préjudice qu'occasionne aux compagnies propriétaires des canaux de Briare, d'Orléans et de Loing, le séjour trop prolongé des bateaux dans les biez, les propriétaires de ces bateaux soient assujétis à payer par jour un droit de vingt-cinq ou de quinze centimes, selon que les bateaux seront ou non chargés;—Considérant que, aux termes de l'article 31 du décret du 22 février 1813, aucun bateau en vidange ou autre ne peut séjourner dans les canaux d'Orléans et de Loing que le temps nécessaire soit pour en faire le parcours, soit pour y prendre ou compléter son chargement; que la compagnie des canaux d'Orléans et de Loing, et celle du canal de Briare, sont d'autant mieux fondées à percevoir un droit sur les bateaux mis en gare, que leur séjour dans les biez prive ces compagnies de la jouissance de pêcher ou d'en affermer la pêche, et leur cause des dépenses extraordinaires de réparations;—Voulant concilier tout à la fois et les intérêts des compagnies et ceux des propriétaires de bateaux qui profitent de la faculté de pouvoir mettre leurs bateaux en gare dans les canaux de Briare, d'Orléans et de Loing;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :—Les compagnies propriétaires des canaux de Briare, d'Orléans et de Loing, sont autorisées à continuer de percevoir un droit fixé par jour à vingt-cinq centimes pour chaque bateau chargé, et à quinze centimes pour chaque bateau en vidange, séjournant dans lesdits canaux au-delà du temps nécessaire pour en faire la traversée ou pour y prendre leur chargement.—Il ne sera rien perçu pour les bateaux qui seraient retenus par avaries dans les canaux de Briare, d'Orléans et de Loing.

N° 465. = 3—22 mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui désigne les départements dans lesquels seront établies les commissions créées par l'article 4 de l'ordonnance du 29 décembre 1824—22 mars 1825, relative au crédit destiné au paiement de secours annuels aux armées royales de l'Ouest. (VIII, Bull. xxiii, n° 581.)

(1) La composition du corps royal d'artillerie a été réglée de nouveau, et complètement, par l'ordonnance du 5—27 août 1829, et par celle du 18—28 septembre 1833, modificative de la précédente.

Ces deux ordonnances rendent la présente sans intérêt.

(2) Voyez, sur l'administration et la police des canaux d'Orléans et de Loing, le décret du 16 mars 1810, et les notes qui résument toute la législation applicable à ces canaux.

Un arrêt de la cour de cassation, du 5 mars 1829 (SIR., XXIX, I, 254), a jugé que la présente ordonnance était légale; qu'elle ne violait pas les lettres-patentes de concession du canal de Briare, du 16 septembre 1638, qui défendaient aux concessionnaires du canal de prendre des droits de navigation différents de ceux y fixés; et que les propriétaires du canal avaient pu être autorisés par la présente à percevoir un droit à raison du stationnement des bateaux, non prévu dans les tarifs de la concession.

N° 466. = 3 mars—1^{er} avril 1825. = **ORDONNANCE du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes dans la ville de Limoges** (1). (VIII, Bull. xxv, n° 591.)

Art. 1^{er}. Il sera établi un conseil de prud'hommes dans la ville de Limoges, département de la Haute - Vienne; ce conseil sera composé de sept membres, dont quatre seront choisis parmi les marchands-fabricans, et les trois autres, parmi les chefs d'atelier, contre-mâîtres ou ouvriers patentés. — Les branches d'industrie ci-après dénommées concourront à la formation du conseil dans les proportions suivantes : — Les filateurs en laine ou en coton, les tisseurs de toute espèce, les teinturiers, les imprimeurs sur toile, fourniront deux membres, dont l'un sera marchand-fabricant, et l'autre, chef d'atelier, contre-maitre ou ouvrier patenté ; — Les fabricans de porcelaine, de poterie commune, de tuiles et briques, deux membres, dont l'un sera marchand-fabricant, et l'autre, chef d'atelier, contre-maitre ou ouvrier patenté ; — Les fabricans de papier, de carton, de cartes, deux membres, dont l'un sera fabricant-marchand, et l'autre, chef d'atelier, contre-maitre ou ouvrier patenté. — Les tanneurs, gantiers, chapeliers, blanchisseurs de cire, les fabricans de chandelle-bougie, de colle-forte, les corroyeurs, les maîtres de martinets en cuivre, ceux de tréfileries et les chaudronniers, fourniront un marchand-fabricant. — Total, sept membres.

2. Indépendamment des sept membres dont il est question en l'article précédent, il sera attaché audit conseil deux suppléans : l'un, marchand-fabricant, et l'autre, chef d'atelier, contre-maitre ou ouvrier patenté ; tous deux pris parmi les fabricans et ouvriers du pays. Ces suppléans remplaceront ceux des membres qui, par des motifs quelconques, ne pourraient assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général des prud'hommes.

3. La juridiction du conseil s'étendra sur tous les marchands-fabricans, chefs d'atelier, contre-mâîtres, commis, teinturiers, ouvriers, compagnons et apprentis travaillant pour les fabriques de la ville de Limoges, quel que soit d'ailleurs l'endroit de la résidence des uns ou des autres.

4. Dans le cas où il serait interjeté appel d'un jugement rendu par les prud'hommes, cet appel sera porté devant le tribunal de commerce de l'arrondissement de Limoges.

5. L'élection et le renouvellement des membres du conseil auront lieu suivant le mode et de la manière qui sont réglés par le décret du 11 juin 1809. Ces membres se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies par ledit décret, ainsi que par la loi du 18 mars 1806 et par un autre décret du 3 août 1810.

6. La ville de Limoges fournira le local nécessaire pour la tenue des séances dudit conseil : les dépenses de premier établissement, et celles de chauffage, d'éclairage et de paiement de traitement du secrétaire, sont également à sa charge.

N° 467. = 3 mars—29 août 1825. = **ORDONNANCE du roi relative aux presbytères** (2). (VIII, Bull. LV, n° 1595.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au dé-

(1) Voyez, sur la composition, l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes, le décret général du 11 juin 1809, et la note.

(2) Voyez la loi du 26 fructidor an 5 (12 septembre 1797), qui sursoit à la vente des presbytères, et la note.

partement des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique; — Vu la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an 10), articles 72 et 75; — L'arrêté du gouvernement du 26 juillet 1803 (7 thermidor an 11); — L'avis du conseil d'état du 26 janvier 1805 (6 pluviôse an 13); — Les décrets des 30 mai 1806, 31 juillet 1806, 30 décembre 1809 et 6 novembre 1813; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A l'avenir, aucune distraction de parties superflues d'un presbytère pour un autre service ne pourra avoir lieu sans notre autorisation spéciale, notre conseil d'état entendu. — Toute demande à cet effet sera revêtue de l'avis de l'évêque et du préfet, et accompagnée d'un plan qui figurera le logement à laisser au curé ou desservant, et la distribution à faire pour isoler ce logement. — Toutefois, il n'est point dérogé aux emplois et dispositions régulièrement faits jusqu'à ce jour.

2. Les curés ou leurs vicaires ainsi que les desservans autorisés par leur évêque à biner dans les succursales vacantes, ont droit à la jouissance des presbytères et dépendances de ces succursales, tant qu'ils exercent régulièrement ce double service. Ils ne peuvent en louer tout ou partie qu'avec l'autorisation de l'évêque.

3. Dans les communes qui ne sont ni paroisses ni succursales, et dans les succursales où le binage n'a pas lieu, les presbytères et dépendances peuvent être amodiés, mais sous la condition expresse de rendre immédiatement les presbytères des succursales, s'il est nommé un desservant, ou si l'évêque autorise un curé, vicaire ou desservant voisin, à y exercer le binage.

4. Le produit de cette location appartient à la fabrique, si le presbytère et ses dépendances lui ont été remis en exécution de la loi du 8 avril 1802, de l'arrêté du gouvernement du 26 juillet 1803, des décrets des 30 mai et 31 juillet 1806, si elle en a fait l'acquisition sur ses propres ressources, ou s'ils lui sont échus par legs ou donations : le produit appartient à la commune, quand le presbytère et ses dépendances ont été acquis ou construits de ses deniers, ou quand il lui en a été fait legs ou donation.

N^o 468. = 6—11 mars 1825. = *LOI portant confirmation de divers échanges consentis par le domaine de la couronne* (1). (VIII, Bull. **XXII**, n^o 553.)

N^o 469. = 10—22 mars 1825. = *ORDONNANCE du roi concernant les indemnités auxquelles ont droit les magistrats qui, dans les cas prévus par les ordonnances royales des 5—8 novembre et 26 novembre—8 décembre 1823, se transporteront à plus de cinq kilomètres* (2). (VIII, Bull. **XXIII**, n^o 577.)

Charles, . . . — Vu, 1^o les articles 3, 4 et 6 de l'ordonnance royale du 5 novembre 1823, relative à la vérification mensuelle des registres et actes judiciaires des cours et tribunaux; — 2^o L'article 5 de celle du 26 du même mois, sur la vérification annuelle des registres de l'état civil; — 3^o Les articles 88, 93, 121, 122, 156 et 157 du décret du 18 juin 1811, contenant règlement sur les frais en matière criminelle; — Considérant que les vérifications dont le mode est réglé par les ordonnances des 5 et 26 novembre 1823, se

(1) Cette loi ne contient aucune disposition réglementaire; elle ne fait que confirmer des contrats privés.

(2) Les ordonnances du 5—8 novembre et 26 novembre—8 décembre 1823 concernent la vérification des registres des actes judiciaires dans les greffes des cours et tribunaux, et de ceux de l'état civil.

font dans l'intérêt de la loi et pour assurer son exécution; que, par conséquent, il est juste que les magistrats qui se déplacent pour procéder à ces vérifications reçoivent une indemnité; — Considérant que le concours des greffiers à ces opérations n'est pas nécessaire; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les magistrats qui, dans les cas prévus par les articles 3, 4 et 6 de l'ordonnance royale du 5 novembre 1823 et par l'article 5 de celle du 26 du même mois, se transporteront à plus de cinq kilomètres, auront droit aux indemnités déterminées par l'article 88 du règlement du 18 juin 1811, suivant les distinctions établies par cet article relativement aux distances, lesquelles seront comptées conformément aux tableaux dressés en exécution de l'article 93 dudit règlement du 18 juin.

2. Ces indemnités seront payées sur les fonds affectés aux frais de justice criminelle, et dans la forme prescrite par le règlement du 18 juin 1811.

3. Les magistrats procéderont aux vérifications dont il s'agit, seuls et sans l'assistance du greffier.

4. Lorsque les faits constatés par la vérification donneront lieu à des poursuites judiciaires, le montant des indemnités avancées en exécution de la présente ordonnance par l'administration de l'enregistrement et des domaines sera compris dans la liquidation des dépens, et recouvré contre qui de droit, conformément aux règles tracées par le chapitre II du titre III du règlement du 18 juin 1811.

5. Nos procureurs près les tribunaux de première instance, lorsqu'ils réclameront l'indemnité déterminée par la présente ordonnance, seront tenus de justifier que leur transport a eu lieu en vertu de l'ordre ou de l'autorisation préalable du procureur général.

6. Ces magistrats ne pourront, sans le même ordre ou la même autorisation, déléguer un juge de paix à l'effet de procéder auxdites opérations, lorsque celui-ci, pour exécuter la délégation, sera obligé de se transporter à plus de cinq kilomètres du chef-lieu de son canton.

7. Toute délégation sera jointe en original au mémoire de la partie prenante. — Il en sera de même des ordres ou autorisations exigés par les deux articles précédens.

N° 470. = 10—22 mars 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit de nouvelles formalités pour constater l'exécution de l'article 421 du Code de procédure civile, et de l'article 627 du Code de commerce. (VIII, Bull. **XXIII**, n° 578.)

Charles,...—Vu l'article 421 du Code de procédure civile, l'article 627 du Code de commerce, et l'article 6 de l'ordonnance du 5 novembre 1823, ainsi conçus: — « Les parties seront tenues de comparaître en personne, ou par le « ministère d'un fondé de procuration spéciale. » — « Le ministère des avoués « est interdit dans les tribunaux de commerce, conformément à l'arti- « cle 414 du Code de procédure civile; nul ne pourra plaider pour une par- « tie devant ces tribunaux, si la partie, présente à l'audience, ne l'autorise, « ou s'il n'est muni d'un pouvoir spécial. Ce pouvoir, qui pourra être « donné au bas de l'original ou de la copie de l'assignation, sera exhibé au « greffier avant l'appel de la cause, et par lui visé sans frais. » — « Les pré- « sidents des tribunaux de commerce constateront pareillement, chaque mois, « dans le même temps et dans les mêmes formes, l'état matériel et de situation « des feuilles d'audience et de toutes autres minutes de jugemens et actes re-

« çus et passés dans le greffe de leur juridiction. — Ils enverront, dans les
 « cinq jours suivans, leur procès-verbal à notre procureur-général près la
 « cour royale du ressort, lequel pourra vérifier, lorsqu'il le trouvera con-
 « venable, soit par lui-même, soit par l'un de ses substituts délégué à cet
 « effet, l'état des registres, feuilles d'audience, minutes des jugemens et
 « actes desdits greffes. » — Considérant que tout individu, quelle que soit
 sa profession ou son titre, qui plaide devant le tribunal de commerce la
 cause d'autrui, doit, conformément à l'article 627 ci-dessus transcrit, être
 autorisé par la partie présente, ou muni d'un pouvoir spécial; — Qu'il im-
 porte de rappeler à l'observation de cette disposition ceux des tribunaux de
 commerce qui pourraient s'en être écartés, et d'établir des règles qui en
 garantissent désormais la stricte exécution;—Sur le rapport de notre garde
 des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice;—Notre
 conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui
 suit :

Art. 1^{er}. Lorsqu'une partie aura été défendue devant le tribunal de com-
 merce par un tiers, il sera fait mention expresse, dans la minute du juge-
 ment qui interviendra, soit de l'autorisation que ce tiers aura reçue de la
 partie présente, soit du pouvoir spécial dont il aura été muni (1).

2. Les magistrats chargés de procéder à la vérification ordonnée par l'ar-
 ticle 6 de l'ordonnance du 5 novembre 1823 s'assureront si la formalité pres-
 crite par l'article précédent est observée dans tous les jugemens rendus en-
 tre des parties qui ont été défendues ou dont l'une a été défendue par un
 tiers. Ils consigneront dans leur procès-verbal le résultat de leur examen à
 cet égard.

3. En cas de contravention à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, il en
 sera rendu compte à notre garde des sceaux, pour être pris à l'égard du gref-
 fier telles mesures qu'il appartiendra.

N° 471. = 10 mars — 1^{er} avril 1825. = **ORDONNANCE du roi qui met sous la
 surveillance des officiers généraux commandant les divisions et subdivi-
 sions, les dépôts de recrutement créés par l'ordonnance du 26 octobre —
 6 novembre 1820, et contient des dispositions relatives à la discipline
 des jeunes soldats** (2). (VIII, Bull. xxv, n° 592.)

Art. 1^{er}. Les dépôts de recrutement créés par l'ordonnance du 26 octo-
 bre 1820, ainsi que les jeunes soldats laissés dans les départemens, seront
 sous les ordres et sous la surveillance des officiers généraux commandant
 les divisions et subdivisions.

2. Les officiers supérieurs et autres qu'il y aurait lieu d'affecter au service
 du recrutement dans les départemens pourront être pris, soit dans les corps
 de la ligne et dans les compagnies sédentaires, soit parmi les officiers en non-
 activité ou en réforme.

3. L'article 2 de l'ordonnance du 26 octobre 1820, qui détermine le nom-
 bre d'officiers et de sous-officiers à employer dans les dépôts de recrute-

(1) Avant cette ordonnance, on jugeait déjà qu'un agréé ne pouvait représenter, sans pouvoir
 spécial, une partie devant le tribunal de commerce; que si l'agréé se présentait sans pouvoir, le
 jugement était par défaut; que la partie pouvait y former opposition; et que ce n'était le cas ni
 d'un appel, ni d'un désaveu contre l'agréé. Metz, 23 août 1822, *SIR.*, XXV, 2, 73. — Il avait
 été jugé cependant qu'on pouvait désavouer un agréé qui avait agi sans pouvoir. Paris, 7 février
 1824, *SIR.*, XXV, 2, 196; et Nîmes, 22 juin 1824, *SIR.*, XXV, 2, 176.

(2) Voyez l'ordonnance du 26 octobre—6 novembre 1820, et la note.

ment, est rapporté : à l'avenir, le nombre de ces officiers et sous-officiers sera réglé par nous, chaque année, suivant les besoins du service.

4. Le registre-matricule départemental, dont la formation est prescrite par l'article 5 de l'ordonnance du 26 octobre 1820, sera affiché et publié par extrait dans les communes, suivant les formes déterminées pour la publication des tableaux de recensement, et au bas de l'extrait seront rappelées les obligations qui sont imposées aux jeunes soldats non encore appelés à l'activité.

5. La présence des jeunes soldats non encore appelés à l'activité, et toutes les mutations survenues parmi eux, seront vérifiées dans des appels faits sur les lieux.

6. Les jeunes soldats qui, contre l'ordre qu'ils en auraient reçu, ne se présenteraient pas aux appels dont il est question à l'article précédent, pourront être punis, par voie de discipline, d'un emprisonnement qui n'excèdera pas quinze jours.

7. Les préfets examineront les motifs qui auront empêché des jeunes soldats de se présenter à l'appel, et ils enverront l'état nominatif de ceux qu'ils auront reconnus être susceptibles d'être punis par voie de discipline, au général commandant, qui statuera sur la peine.

N° 472. = 10 mars—1^{er} avril 1825. = **ORDONNANCE du roi portant que le nouveau dépôt d'étalons à former dans le quatrième arrondissement d'inspection sera établi dans le département des Côtes-du-Nord.** (VIII, Bull. xxv, n° 593.)

N° 473. = 10 mars—9 avril 1825. = **ORDONNANCE du roi portant organisation de l'école royale de cavalerie établie à Saumur** (1). (VIII, Bull. xxvi, n° 622.)

Art. 1^{er}. L'école d'application de cavalerie créée par l'ordonnance du 5 novembre 1823, et transférée à Saumur en vertu de notre ordonnance du 11 novembre 1824, prendra la dénomination d'*école royale de cavalerie*.

2. D'après son institution, l'école royale de cavalerie recevra, — 1° Les officiers qui, étant désignés pour concourir aux emplois d'instructeurs en chef, ou d'instructeurs particuliers, sont appelés à cette école pour s'y perfectionner dans les principes d'équitation, et reporter dans nos régimens un mode uniforme d'instruction; — 2° Les élèves de l'école de Saint-Cyr désignés pour le service de la cavalerie; — 3° Des jeunes soldats ou des militaires appelés à former des sous-officiers, des brigadiers, des maréchaux-ferrans et des trompettes.

3. Les officiers détachés de nos régimens de troupes à cheval prendront la dénomination d'*officiers d'instruction*; les élèves sortant de notre école spéciale militaire, celle d'*élèves de cavalerie*.

4. Un corps de troupes à cheval, dont la composition sera ultérieurement déterminée, et qui ne pourra être porté à plus de trois escadrons, sera organisé pour former l'école des sous-officiers, brigadiers, maréchaux-ferrans et trompettes.

5. Les régimens de cavalerie et d'artillerie à cheval de notre garde et de

(1) Voyez l'ordonnance du 11—24 novembre 1824, qui transfère cette école de Versailles à Saumur; celle du 5—21 avril 1826, qui augmente son personnel; celle du 23 juillet—1^{er} septembre même année, qui augmente et organise le corps de troupes attaché à cette école; et celle du 21 janvier—1^{er} février 1827, additionnelle à la présente.

la ligne seront tenus d'envoyer à l'école royale de cavalerie, tous les ans, un officier d'instruction. — Chacun des escadrons du train d'artillerie, du train du génie et des équipages militaires, sera tenu d'y en envoyer un tous les deux ans. — Le contingent de chaque régiment, en officiers d'instruction, se composera, pour l'année 1825, d'un capitaine. A dater de 1826, les officiers seront choisis parmi ceux du grade de lieutenant et âgés de moins de trente ans. — Les escadrons du train pourront toujours envoyer un capitaine.

6. Les officiers d'instruction seront désignés par les chefs des corps aux inspecteurs généraux d'armes, qui, après s'être assurés de leurs dispositions marquées pour l'équitation, et de leur instruction dans les manœuvres militaires, en adresseront la liste, avec leur avis motivé, à notre ministre secrétaire d'état de la guerre. — A chaque inspection générale, les inspecteurs généraux remettront, avec leur travail, des mémoires de proposition en faveur des officiers qu'ils jugeront propres à devenir officiers d'instruction.

7. Les officiers détachés des régimens seront tenus de passer deux ans à l'école de cavalerie, et pourront, sur leur demande et du consentement du commandant de l'école, y rester un an de plus. — Ils contracteront, avant leur départ du corps, l'engagement d'y revenir pour y exercer, pendant trois ans au moins, l'emploi d'instructeur.

8. Les officiers d'instruction emmèneront à l'école leurs chevaux, et s'en serviront pour les exercices militaires et les manœuvres. — Ils conserveront le droit de porter l'uniforme du régiment auquel ils appartiennent; mais ils devront avoir, pour les exercices du manège et les manœuvres, un petit uniforme qui sera déterminé par notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

9. Nul ne pourra être admis comme élève de cavalerie s'il n'a passé deux ans dans une école royale, et satisfait, sous ce rapport, à la loi du 10 mars 1818, et s'il n'a été nommé sous-lieutenant de cavalerie.

10. Les sous-lieutenans admis comme élèves de cavalerie à notre école royale y resteront deux ans, après lesquels ils seront répartis dans les divers régimens de l'arme.

11. Les élèves de cavalerie porteront en tout temps un uniforme d'école, qui sera déterminé par notre ministre secrétaire d'état de la guerre. — Ils seront tenus, comme les officiers d'instruction, d'arriver montés à l'école, et se serviront de leurs chevaux pour les exercices militaires et les manœuvres.

12. Le corps de troupe sera formé et se recrutera, — 1° Par des enrôlés volontaires, — 2° Par des hommes choisis dans les contingens annuels, — 3° Par des militaires de nos régimens de cavalerie désignés par leurs colonels et agréés par le commandant de l'école. — Notre ministre secrétaire d'état de la guerre donnera des instructions en conséquence.

13. L'instruction de l'école royale de cavalerie sera militaire, et basée sur les ordonnances et les réglemens en vigueur pour les troupes à cheval : elle comprendra, — Le service intérieur des régimens de troupes à cheval; — La théorie sur le service en campagne appliquée sur le terrain, autant qu'il sera possible, surtout pour les reconnaissances; — L'équitation militaire et l'ordonnance de cavalerie; — L'escrime à pied et à cheval; — Le tir de la carabine et du pistolet; — La gymnastique, la natation et la voltige; — L'hippiatrique élémentaire pratique et la maréchalerie. — Cette dernière partie sera intimement liée au cours d'équitation militaire, qui comprend la connaissance du cheval, son emploi et sa conservation. — Les élèves de cavalerie suivront, en outre, des cours de dessin, de topographie, d'art, d'histoire et d'administration militaires.

14. L'école de cavalerie sera commandée par un maréchal-de-camp ayant sous ses ordres, — Un colonel commandant en second ; — Un lieutenant-colonel ; — Deux chefs d'escadron instructeurs ; — Un major ; — Huit capitaines instructeurs ; — Trois capitaines majors d'école, dont les fonctions seront analogues à celles des adjudans majors de nos régimens ; — Un capitaine trésorier ; — Un officier d'habillement ; — Un aumônier inspecteur de la bibliothèque ; — Un professeur d'art militaire, capitaine ou chef de bataillon du corps royal d'état-major ; — Deux répétiteurs professeurs adjoints, capitaines ou lieutenans du même corps ; — Un chirurgien major ; — Un aide chirurgien ; — Un écuyer instructeur commandant le manège ; — Un écuyer professeur ; — Cinq écuyers ; — Un professeur de dessin ; — Un maître d'escrime et deux prévôts ; — Un secrétaire archiviste bibliothécaire ; — Trois adjudans sous-officiers ; — Deux artistes vétérinaires ; — Un maître maréchal-ferrant ; — Un professeur de musique, chef de l'école des trompettes ; — Deux trompettes instructeurs ; — Un maître de manège ; — Un sous-maître de manège, maître de voltige ; — Deux sous-maîtres de manège ; — Un maître éperonnier et armurier ; — Un maître sellier ; — Un maître tailleur ; — Un maître bottier ; — Et le nombre de palefreniers qui sera déterminé par notre ministre secrétaire d'état de la guerre, à raison d'un palefrenier pour trois chevaux d'officiers d'instruction ou d'élèves, et d'un palefrenier pour quatre chevaux de manège.

15. Le maréchal-de-camp commandant et les officiers supérieurs seront nommés par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, qui désignera les autres officiers et employés.

16. Après la première formation, les emplois d'écuyer ou maître de manège seront exclusivement dévolus à des militaires qui seront à la fois professeurs et instructeurs.

17. Les officiers composant l'état-major de l'école, les professeurs militaires qui sont en activité de service, recevront sur les fonds de la solde le traitement de leur grade avec accessoires et supplément du tiers. Le maréchal-de-camp commandant l'école et le colonel commandant en second n'auront point droit à ce supplément ; mais il leur sera alloué sur les mêmes fonds un traitement extraordinaire, fixé, pour le maréchal-de-camp, à dix mille francs, et pour le colonel, à trois mille six cents francs.

18. Les dépenses de l'école non imputables sur les fonds de la solde seront payées sur les fonds affectés au service des écoles militaires, d'après le budget établi chaque année. — Les traitemens des fonctionnaires civils seront payés sur les mêmes fonds, conformément au tarif annexé à la présente ordonnance.

19. Les officiers d'instruction et les élèves de cavalerie paieront annuellement chacun la somme de cent francs, pour les services qu'ils seront autorisés à exiger des palefreniers ; cette somme entrera en déduction du salaire déterminé pour les palefreniers, et acquitté sur les fonds de l'école.

20. L'école royale de cavalerie sera inspectée tous les ans par un lieutenant-général de cette arme. — Il s'assurera que les règles prescrites pour l'enseignement, l'administration et la discipline, y sont exactement suivies. — Il adressera à notre ministre de la guerre un rapport circonstancié sur la manière de servir des officiers de l'état-major, des principaux fonctionnaires militaires et civils, et sur la conduite et les progrès des élèves.

21. A dater de l'organisation de l'école, les avantages du rang supérieur seront assurés, après huit ans de grade et six années consacrées à l'instruction, aux colonel, lieutenant-colonel, chefs d'escadron, majors, capitaines-instructeurs, capitaines-majors d'école, lesquels auront droit, en outre, après dix ans de grade, et en cas d'admission à la retraite, à la solde

de retraite du grade supérieur.—Le maréchal-de-camp commandant l'école remettra chaque année un état de proposition pour l'avancement des officiers de l'état-major. Ce tableau, présenté à l'inspecteur général, et appuyé de ses observations, sera transmis à notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

22. Les officiers d'instruction du grade de capitaine, à leur sortie de l'école et sur la demande faite à l'inspecteur général par le maréchal-de-camp commandant l'école, seront proposés à notre ministre de la guerre pour remplir dans les corps un emploi d'officier instructeur.

23. Les officiers qui auront suivi les cours de l'école en qualité d'officiers d'instruction ou d'élèves de cavalerie, concourront les premiers, et de droit, pour tous les emplois de capitaine instructeur vacans dans nos régimens de troupes à cheval.

24. Les officiers d'instruction seront classés entre eux à chaque inspection générale. Les deux officiers d'instruction sortant les premiers par ordre de mérite, après les deux ans d'école, pour rejoindre leurs régimens respectifs, nous seront proposés par l'inspecteur général, sur la présentation du conseil d'instruction, pour les récompenses ci-après : — Si ces officiers appartiennent à la cavalerie, à l'artillerie ou au train de la garde, ils seront proposés pour les premiers emplois d'instructeur qui viendront à vaquer dans les régimens de la ligne. — S'ils appartiennent aux régimens de la ligne, de cavalerie, d'artillerie, ou aux escadrons du train, ils seront proposés, à titre d'avancement, pour des emplois vacans dans notre garde, ou du grade supérieur dans les corps de la ligne. — S'ils font partie du train du génie ou du train des équipages militaires, ils seront portés les premiers pour l'avancement dont leur position les rendra susceptibles.

25. Les officiers envoyés à l'école comme officiers d'instruction, qui ne seraient pas encore portés dans leur régiment sur les tableaux d'avancement, concourront, au moment de leur sortie, avec les officiers désignés pour l'avancement au choix, si d'ailleurs ils réunissent les conditions exigées par la loi du 10 mars 1818, et s'ils ont été proposés à notre ministre de la guerre par l'inspecteur général de l'école royale de cavalerie.

26. Les élèves de l'école spéciale militaire qui seront nommés sous-lieutenans de cavalerie, et qui auront été classés à ladite école par ordre de mérite, suivant les règles établies, ne recevront de désignation spéciale pour un régiment de troupe à cheval qu'à leur sortie de l'école de cavalerie, et après avoir subi un examen, ensuite duquel ils recevront un numéro d'ordre qui déterminera le rang d'ancienneté de tous les élèves de la même promotion. — Ce classement définitif donnera aux élèves le droit de choisir le régiment de cavalerie de la ligne dans lequel ils voudront être placés. — Cette disposition n'est point applicable aux élèves de l'école spéciale militaire qui ont été nommés sous-lieutenans en 1823, 1824, et qui ont déjà reçu une désignation. — Les numéros de mérite que les élèves auront obtenus seront inscrits sur leurs états de service, et rappelés dans toutes les propositions d'avancement faites en leur faveur. — Les deux élèves de cavalerie classés les premiers à leur sortie de l'école nous seront présentés pour des emplois de lieutenant, aussitôt qu'ils réuniront les conditions exigées par la loi sur l'avancement.

27. Des propositions d'avancement seront faites à l'inspection générale pour les sous-officiers et brigadiers du corps de troupe attaché à l'école, suivant les règles observées dans les corps de cavalerie. — Les cavaliers qui, après s'être bien conduits à l'école de cavalerie, seront reconnus ne pas réunir toutes les qualités requises pour remplir les fonctions de sous-officiers,

seront placés dans les régimens de notre garde, s'ils réunissent d'ailleurs les conditions exigées pour servir dans ce corps d'élite.

28. Un conseil d'administration sera chargé à l'école de tous les détails de l'administration et de la comptabilité. — Ce conseil sera composé, — Du maréchal-de-camp commandant, président; — Du colonel commandant, — Du lieutenant-colonel, — D'un chef d'escadron, — De l'écuyer instructeur commandant, — Du major rapporteur, — D'un capitaine. — Le trésorier sera secrétaire du conseil, sans voix délibérative.

29. Le conseil d'administration sera soumis, en ce qui concerne la comptabilité des dépenses de notre école royale de cavalerie, l'ordre du travail et la responsabilité, aux mêmes règles que les conseils d'administration de nos corps de troupes. Il adressera, tous les ans, à notre ministre de la guerre, le budget des dépenses ordinaires et extraordinaires de l'école. Il n'aura point à s'immiscer dans les affaires de police, service et discipline.

30. Un conseil d'instruction sera spécialement chargé des détails relatifs à l'enseignement, aux travaux et aux exercices. — Ce conseil sera composé du maréchal-de-camp commandant, président; du colonel, du lieutenant-colonel, des deux chefs d'escadron, de l'écuyer instructeur commandant, de l'écuyer professeur, d'un capitaine ou chef de bataillon du corps royal d'état-major employé à l'école. — L'écuyer professeur, ou, à son défaut, un capitaine instructeur, y rempliront les fonctions de secrétaire.

31. Les officiers d'instruction qui, après trois mois de séjour à l'école, n'auront pas montré les dispositions nécessaires pour devenir de bons instructeurs, sur la proposition du conseil d'instruction, transmise à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, et d'après son autorisation, pourront être renvoyés à leur corps.

32. Un conseil de discipline, composé du maréchal-de-camp commandant de l'école, du colonel commandant en second, du lieutenant-colonel, de l'écuyer instructeur commandant, et de l'officier d'état-major professeur d'art militaire, ayant pour secrétaire un capitaine instructeur, statuera sur tous les faits de discipline qui pourraient entraîner le renvoi ou la réforme des officiers d'instruction et des élèves de cavalerie. — Si l'inconduite d'un officier d'instruction ou d'un élève de cavalerie nécessite son renvoi de l'école, la proposition en sera faite par le conseil de discipline à notre ministre secrétaire d'état de la guerre, qui donnera des ordres en conséquence. Si le renvoi a été confirmé, il sera fait mention de cette décision sur le registre de l'école royale de cavalerie et sur celui du régiment auquel cet officier appartiendra. — Si les fautes sont assez graves pour motiver la réforme, notre ministre secrétaire d'état de la guerre prendra nos ordres à ce sujet.

33. Le maréchal-de-camp commandant l'école royale de cavalerie jouira, en cette qualité, dans la ville de Saumur, du même rang et des mêmes honneurs que le maréchal-de-camp commandant la subdivision territoriale; mais, lorsque ce dernier se trouvera sur les lieux, la préséance, hors de l'école, lui sera dévolue de droit. — L'état-major de l'école prendra dans les cérémonies publiques le rang attribué par les réglemens et ordonnances en vigueur aux officiers attachés à l'état-major d'une subdivision territoriale. — Les écuyers et sous-maitres de manège non-militaires, qui seront compris dans la première formation, prendront rang dans l'état-major de l'école en raison du grade auquel ils seront assimilés.

34. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre déterminera par des réglemens tout ce qui concerne l'instruction, le service intérieur et la police

de l'école, ainsi que l'habillement et la tenue des officiers de l'état-major, des élèves, du corps de troupe et des employés.

35. Toutes dispositions contraires à la présente sont et demeurent abrogées.

Tarif des traitemens payés, sur les fonds affectés au service des écoles militaires, aux fonctionnaires et employés civils de l'école royale de cavalerie de Saumur.

DÉSIGNATION des FONCTIONS ET EMPLOIS.	MONTANT des TRAITEMENS ou supplémens de traitement.	OBSERVATIONS.
Ecuyer premier instructeur commandant le manège.	fr. c. 5000 00	
Ecuyer professeur	5000 00	
Ecuyers.	4000 00	
{ de 1 ^{re} classe.	3500 00	
{ de 2 ^e <i>idem</i>	3000 00	
{ de 3 ^e <i>idem</i>	2200 00	
Sous-maîtres de manège.	1500 00	
{ de 1 ^{re} classe.	1500 00	
{ de 2 ^e <i>idem</i>	3000 00	
Adjudans	2400 00	
Professeur de dessin	1200 00	
Maître de musique, chef d'instruction de l'école des trompettes	900 00	
Maître d'escrime	875 55	
Prévôt	970 03	
Maréchal vétérinaire en premier, supplément pour porter son traitement à 2,000 fr.	1800 00	Ces deux vétérinaires recevront sur les fonds de la solde le traitement attribué à leur grade, avec le supplément du tiers en sus.
<i>Idem</i> en second, supplément pour porter son traitement à 1,500 fr.	1500 00	
Secrétaire archiviste.	900 00	
Commis d'administration.	800 00	
Commis du trésorier.	700 00	
Palefreniers.	600 00	
{ de 1 ^{re} classe		
{ de 2 ^e <i>idem</i>		
Portier-consigne.		

N° 474. = 10 mars—29 août 1825. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de l'association destinée à fournir des maîtres aux écoles primaires du département de l'Ardèche, sous le nom de Frères de l'instruction chrétienne du diocèse de Viviers** (1). (VIII, Bull. LV, n° 1596.)

Charles,...—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique;—Vu les statuts et réglemens d'une association charitable qui serait destinée à desservir les écoles primaires de jeunes garçons des villes et des campagnes du département de l'Ardèche, sous le titre de *Frères de l'instruction chrétienne du diocèse de Viviers*;—Vu les ordonnances des 29 février 1816 et 8 avril 1824, qui règlent ce qui concerne l'instruction primaire dans tout le royaume;—Vu la loi du 10 mai 1806;—Vu l'approbation donnée par le conseil royal de l'in-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 12 décembre 1792, le résumé de la législation concernant les écoles primaires.

struction publique aux statuts de ladite association ; — Notre conseil d'état entendu , — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'association destinée à fournir des maîtres aux écoles primaires du département de l'Ardèche, sous le nom de *Frères de l'instruction chrétienne du diocèse de Viviers*, est autorisée, aux termes de l'article 36 de l'ordonnance du 29 février 1816, comme association charitable en faveur de l'instruction primaire. Elle se conformera aux lois et réglemens relatifs à l'instruction publique.

2. Le conseil royal de l'instruction publique pourra, en se conformant aux lois et réglemens d'administration publique, recevoir tous les legs et donations qui seraient faits en faveur de ladite association et de ses écoles, à la charge de faire jouir respectivement, soit l'association en général, soit chacune des écoles tenues par elle, desdits legs et donations, conformément aux intentions des testateurs ou donateurs.

N° 475. = 13—22 mars 1825. = *LOI qui autorise les départemens de la Marne et de l'Oise à s'imposer extraordinairement.* (VIII, Bull. **XXIII**, n° 571.)

N° 476. = 13—22 mars 1825. = *LOI qui autorise les villes du Havre et de Laval à faire des emprunts.* (VIII, Bull. **XXIII**, n° 572.)

N° 477. = 17 mars—9 avril 1825. = *ORDONNANCE du roi concernant la retenue sur les traitemens, au profit du fonds de retraite, dans les écoles royales vétérinaires et d'arts et métiers* (1). (VIII, Bull. **XXVII**, n° 657.)

Charles,...—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Nous étant fait rendre compte de l'état des fonds de retraite pour les fonctionnaires et employés des écoles royales vétérinaires et d'arts et métiers ; — Considérant que la retenue sur les traitemens, destinée à l'aliment de ces fonds, est restée dans ces écoles au dessous du taux de quatre pour cent, aujourd'hui adopté pour les autres traitemens qui dépendent du département de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :—La retenue sur les traitemens au profit du fonds de retraite sera portée au taux de quatre pour cent, à partir du 1^{er} avril prochain, tant dans les écoles royales vétérinaires que dans celles d'arts et métiers.

N° 478. = 24 mars—1^{er} avril 1825. = *LOI relative à la suspension temporaire, dans certaines localités, de la perception du droit de navigation et du demi-droit de tonnage* (2). (VIII, Bull. **XXV**, n° 588.)

Sur les rivières navigables et dans les ports de commerce où le gouvernement jugera nécessaire d'entreprendre des travaux extraordinaires, et où il établira des droits de péage pour subvenir aux frais de ces travaux, le droit de navigation et le demi-droit de tonnage, créés, l'un, par la loi du 20 mai 1802 (30 floréal an 10), l'autre, par la loi du 4 mai de la même année (14 floréal an 10), cesseront d'être perçus pendant tout le temps que devront durer les nouvelles perceptions.

(1) Voyez le décret du 15 janvier 1813, portant établissement des écoles vétérinaires, et les notes.

(2) Voyez la loi du 30 floréal an 10 (20 mai 1802), portant établissement des droits de navigation intérieure, et les notes qui résument la législation de la matière.

N° 479. = 24 mars—1^{er} avril 1825. = **LOI** qui divise le département des Vosges en trois arrondissemens électoraux (1). (VIII, Bull. xxv, n° 589.)

N° 480. = 24 mars—9 avril 1825. = **ORDONNANCE** du roi contenant le tarif du droit de péage à percevoir au pont établi par le sieur Nogaret à Bannassac, sur le Lot, département de la Lozère. (VIII, Bull. xxvii, n° 659.)

N° 481. = 31 mars—28 avril 1825. = **ORDONNANCE** du roi relative au recouvrement, à titre de placement en compte courant au trésor royal, du quart du produit des coupes extraordinaires des bois des communes et établissemens publics dont l'adjudication excédera cinq mille francs. (VIII, Bull. xxx, n° 681.)

Charles,...—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; —Vu l'ordonnance du 5 septembre 1821, concernant le recouvrement du produit des coupes extraordinaires des bois des communes et des établissemens publics; — Celle du 23 avril 1823, en ce qui concerne les modifications apportées dans la comptabilité administrative; — D'après l'avis de notre ministre secrétaire d'état au département des finances; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Les receveurs généraux des finances feront le recouvrement, à titre de placement en compte courant au trésor royal, du quart du produit des coupes extraordinaires des bois des communes et établissemens publics dont l'adjudication excédera cinq mille francs, pour être tenu, avec les intérêts qui en proviendront, à la disposition de ces établissemens, sur la simple autorisation des préfets. — Le surplus continuera d'être versé à la caisse des dépôts. — En conséquence, celle des dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 5 septembre 1821 qui prescrit le versement au trésor du cinquième du produit desdites coupes, est rapportée.

N° 482. = 6—9 avril 1825. = **LOI** relative à la mise en régie intéressée pour quatre-vingt-dix-neuf ans, au profit de l'état, des salines de l'Est et de la mine de sel gemme découverte à Vic (2). (VIII, Bull. xxvii, n° 655.)

Seront concédées pour quatre-vingt-dix-neuf ans, avec publicité et concurrence, à titre de régie intéressée, et pour être réunies dans les mêmes mains, 1° l'exploitation des salines de Dieuze, Moyenvic et Château-Salins, département de la Meurthe; Soultz, département du Bas-Rhin; Saulnot, département de la Haute-Saône; Arc, département du Doubs; Salins et Montmorot, département du Jura; 2° la mine de sel gemme existant dans les départemens ci-dessus dénommés, ainsi que dans ceux de la Meuse, de la Moselle, du Haut-Rhin, des Vosges et de la Haute-Marne, dès que le domaine de l'état en aura été mis en possession, conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1810.

(1) Cette loi est abrogée par le tableau annexé à la loi électorale du 19—23 avril 1831. Ce tableau divise le département des Vosges en cinq arrondissemens électoraux.

(2) Voyez l'ordonnance du 15 septembre 1825—26 octobre 1832, qui, en exécution de la présente loi, ordonne la mise en régie intéressée pour quatre-vingt-dix-neuf ans des salines de l'Est et de la mine de sel gemme de Vic; et celle du 16—26 octobre même année, qui place sous la juridiction de la cour des comptes la comptabilité de la compagnie des salines de l'Est.

Voyez encore, sur les mines en général, le décret du 21 avril—1^{er} mai 1810, et les notes.

N° 483. = 6—9 avril 1825. = *LOI relative à un échange entre la ville de Loudun et le domaine de l'état.* (VIII, Bull. xxvii, n° 656.)

N° 484. = 6—11 avril 1825. = *ORDONNANCE du roi relative à la répartition du centime du fonds de non-valeurs, mis à la disposition du ministre des finances pour 1825.* (VIII, Bull. xxviii, n° 664.)

N° 485. = 10—11 avril 1825. = *LOI pour la sûreté de la navigation et du commerce maritime* (1). (VIII, Bull. xxviii, n° 663.)

TITRE 1^{er}. — Du crime de piraterie.

Art. 1^{er}. Seront poursuivis et jugés comme pirates, — 1° Tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer quelconque, armé et naviguant sans être ou avoir été muni pour le voyage de passe-port, rôle d'équipage, commissions ou autres actes constatant la légitimité de l'expédition ; — 2° Tout commandant d'un navire ou bâtiment de mer armé et porteur de commissions délivrées par deux ou plusieurs puissances ou états différens.

2. Seront poursuivis et jugés comme pirates, — 1° Tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer français, lequel commettrait à main armée des actes de déprédation ou de violence, soit envers des navires français ou des navires d'une puissance avec laquelle la France ne serait pas en état de guerre, soit envers les équipages ou chargemens de ces navires ; — 2° Tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer étranger, lequel, hors l'état de guerre et sans être pourvu de lettres de marque ou de commissions régulières, commettrait lesdits actes envers des navires français, leurs équipages ou chargemens ; — 3° Le capitaine et les officiers de tout navire ou bâtiment de mer quelconque qui aurait commis des actes d'hostilité sous un pavillon autre que celui de l'état dont il aurait commission.

3. Seront également poursuivis et jugés comme pirates, — 1° Tout Français ou naturalisé Français qui, sans l'autorisation du roi, prendrait commission d'une puissance étrangère pour commander un navire ou bâtiment de mer armé en course ; — 2° Tout Français ou naturalisé Français qui, ayant obtenu, même avec l'autorisation du roi, commission d'une puissance étrangère pour commander un navire ou bâtiment de mer armé, commettrait des actes d'hostilité envers des navires français, leurs équipages ou chargemens.

4. Seront encore poursuivis et jugés comme pirates, — 1° Tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer français, qui, par fraude ou violence envers le capitaine ou commandant, s'emparerait dudit bâtiment ; — 2° Tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer français, qui le livrerait à des pirates ou à l'ennemi.

5. Dans le cas prévu par le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la présente loi, les pirates seront punis, savoir : les commandans, chefs et officiers, de la peine des travaux forcés à perpétuité, et les autres hommes de l'équipage, de celle des travaux forcés à temps. — Tout individu coupable du crime

(1) Voyez l'arrêté du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), sur les prises maritimes, art. 5 et suiv. ; et l'ordonnance du 26 avril—21 mai 1829, qui rend la présente loi exécutoire dans les établissemens français d'outre-mer.

spécifié dans le paragraphe 2 du même article sera puni des travaux forcés à perpétuité.

6. Dans les cas prévus par les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 2, s'il a été commis des déprédations et violences sans homicide ni blessures, les commandans, chefs et officiers, seront punis de mort, et les autres hommes de l'équipage seront punis des travaux forcés à perpétuité. — Et si ces déprédations ou violences ont été précédées, accompagnées ou suivies d'homicide ou de blessures, la peine de mort sera indistinctement prononcée contre les officiers et les autres hommes de l'équipage. — Le crime spécifié dans le paragraphe 3 du même article sera puni des travaux forcés à perpétuité.

7. La peine du crime prévu par le paragraphe 1^{er} de l'article 3 sera celle de la réclusion. — Quiconque aura été déclaré coupable du crime prévu par le paragraphe 2 du même article, sera puni de mort.

8. Dans le cas prévu par le paragraphe 1^{er} de l'article 4, la peine sera celle de mort contre les chefs et contre les officiers, et celle des travaux forcés à perpétuité, contre les autres hommes de l'équipage. — Et si le fait a été précédé, accompagné ou suivi d'homicide ou de blessures, la peine de mort sera indistinctement prononcée contre tous les hommes de l'équipage. — Le crime prévu par le paragraphe 2 du même article sera puni de la peine de mort.

9. Les complices des crimes spécifiés dans le paragraphe 2 de l'article 1^{er}, le paragraphe 3 de l'article 2, le paragraphe 2 de l'article 3 et le paragraphe 2 de l'article 4, seront punis des mêmes peines que les auteurs principaux desdits crimes. — Les complices de tous autres crimes prévus par la présente loi seront punis des mêmes peines que les hommes de l'équipage. — Le tout suivant les règles déterminées par les articles 59, 60, 61, 62 et 63 du Code pénal, et sans préjudice, le cas échéant, de l'application des articles 265, 266, 267 et 268 dudit code.

10. Le produit de la vente des navires et bâtimens de mer capturés pour cause de piraterie sera réparti conformément aux lois et réglemens sur les prises maritimes. Lorsque la prise aura été faite par des navires du commerce, ces navires et leurs équipages seront, quant à l'attribution et à la répartition du produit, assimilés à des bâtimens pourvus de lettres de marque et à leurs équipages.

TITRE II. — Du crime de baraterie.

11. Tout capitaine, maître, patron ou pilote, chargé de la conduite d'un navire ou autre bâtiment de commerce, qui, volontairement et dans une intention frauduleuse, le fera périr par des moyens quelconques, sera puni de la peine de mort.

12. Tout capitaine, maître ou patron, chargé de la conduite d'un navire ou autre bâtiment de commerce, qui, par fraude, détournera à son profit ce navire ou bâtiment, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

13. Tout capitaine, maître ou patron qui, volontairement et dans l'intention de commettre ou de couvrir une fraude au préjudice des propriétaires, armateurs, chargeurs, facteurs, assureurs et autres intéressés, — Jettera à la mer, ou détruira sans nécessité tout ou partie du chargement, des vivres ou des effets de bord, — Ou fera fausse route, — Ou donnera lieu, soit à la confiscation du bâtiment, soit à celle de tout ou partie de la cargaison, — Sera puni des travaux forcés à temps.

14. Tout capitaine, maître ou patron qui, avec une intention frauduleuse, — Se rendra coupable d'un ou de plusieurs des faits énoncés en l'article 236 du Code de commerce, — Ou vendra, hors le cas prévu par l'article 237 du

même code, le navire à lui confié, — Ou fera des déchargemens en convention à l'article 248, sera puni de la réclusion.

15. L'article 386, paragraphe 4, du Code pénal, est applicable aux vols commis à bord de tout navire ou bâtiment de mer par les capitaines, patrons, subrécargues, gens de l'équipage et passagers.—L'article 387 du même code est applicable aux altérations de vivres et marchandises commises à bord par les mêmes personnes.

TITRE III. — Poursuites et compétence.

16. Lorsque des bâtimens de mer auront été capturés pour cause de piraterie, la mise en jugement des prévenus sera suspendue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la validité de la prise. Cette suspension n'empêchera ni les poursuites, ni l'instruction de la procédure criminelle.

17. S'il y a capture de navires ou arrestation de personnes, les prévenus de piraterie seront jugés par le tribunal maritime du chef-lieu de l'arrondissement maritime dans les ports duquel ils auront été amenés. — Dans tous les autres cas, les prévenus seront jugés par le tribunal maritime de Toulon, si le crime a été commis dans le détroit de Gibraltar, la mer Méditerranée, ou les autres mers du Levant, et par le tribunal de Brest, lorsque le crime aura été commis sur les autres mers. — Toutefois, lorsqu'un tribunal maritime aura été régulièrement saisi du jugement de l'un des prévenus, ce tribunal jugera tous les autres prévenus du même crime, à quelque époque qu'ils soient découverts et dans quelque lieu qu'ils soient arrêtés. — Sont exceptés des dispositions du présent article les prévenus du crime spécifié au paragraphe 1^{er} de l'article 3, lesquels seront jugés suivant les formes et par les tribunaux ordinaires (1).

18. Il sera procédé à l'instruction et au jugement conformément à ce qui est prescrit par le règlement du 12 novembre 1806. — Néanmoins, si, pour quelque cause que ce soit, des témoins ne peuvent être produits aux débats, il y sera suppléé par la lecture des procès-verbaux et de toutes autres pièces qui seront jugées par le tribunal maritime être de nature à éclaircir la vérité.

19. Les complices des crimes de piraterie spécifiés au titre I^{er} de la présente loi seront jugés par les tribunaux maritimes, ainsi qu'il est prescrit par les deux articles précédens. — Sont exceptés et seront jugés par les tribunaux ordinaires, les prévenus de complicité, Français ou naturalisés Français, autres néanmoins que ceux qui auraient aidé ou assisté les coupables dans le fait même de la consommation du crime. — Et dans les cas où des poursuites seraient exercées simultanément contre les prévenus de complicité, compris dans l'exception ci-dessus, et contre les auteurs principaux, le procès et les parties seront renvoyés devant les tribunaux ordinaires.

20. Les individus prévenus des crimes ou de complicité des crimes spécifiés au titre II de la présente loi, seront poursuivis et jugés suivant les formes et par les tribunaux ordinaires.

Dispositions générales.

21. Les lois et réglemens auxquels il n'est point dérogé par la présente loi,

(1) L'armateur français d'un navire employé à commettre le crime de piraterie, dont le présent article attribue la connaissance aux tribunaux maritimes, ne doit être considéré que comme complice, s'il n'a pas monté le navire pendant la navigation : comme tel, il doit être traduit devant les tribunaux criminels ordinaires ; et il attire en conséquence à la juridiction de ces tribunaux tous les gens de l'équipage du navire accusés comme auteurs principaux du crime. Cass., 10 mars 1831, Sir., XXXI, 1, 381 ; Bull. crim., XXXVI, 87.

notamment ceux relatifs à la navigation, aux armemens en course et aux prises maritimes, continueront d'être exécutés en ce qui n'est pas contraire à la présente loi.

N° 486. = 13 avril— 11 mai 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui proroge la durée du péage établi sur le pont de Dax, département des Landes. (VIII, Bull. XXXIV, n° 729.)

N° 487. = 13 avril—11 mai 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes dans la ville de Douai (1). (VIII, Bull. XXXIV, n° 730.)

Art. 1^{er}. Il sera établi un conseil de prud'hommes dans la ville de Douai, département du Nord. Ce conseil sera composé de cinq membres, dont trois seront choisis parmi les marchands-fabricans, et les deux autres, parmi les chefs d'atelier, contre-mâtres ou ouvriers patentés. — Les branches d'industrie ci-après dénommées concourront à la formation du conseil, dans les proportions suivantes : — Les filateurs de coton, les fabricans de tulle, fourniront un membre marchand-fabricant; — Les fabricans d'huile, les brasseurs, un membre marchand-fabricant; — Les raffineurs de sel et savonniers, les fabricans de genièvre, de saïence, de poterie et de verrerie, les fondeurs, corroyeurs, tanneurs, chapeliers, cordiers, fourniront un membre marchand-fabricant; — Les blanchisseurs, les teinturiers et les ouvriers travaillant le fer, fourniront deux membres qui seront pris l'un et l'autre parmi les chefs d'atelier, contre-mâtres ou ouvriers patentés. — Total égal, cinq membres.

2. Indépendamment des cinq membres dont il est question en l'article précédent, il sera attaché audit conseil deux suppléans : l'un, marchand-fabricant, et l'autre, chef d'atelier, contre-maitre ou ouvrier patenté; tous deux pris parmi les fabricans et ouvriers du pays. Ces suppléans remplaceront ceux des membres qui, par des motifs quelconques, ne pourraient assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général des prud'hommes.

3. La juridiction du conseil s'étendra sur tous les marchands-fabricans, chefs d'atelier, contre-mâtres, commis, teinturiers, ouvriers, compagnons et apprentis travaillant pour les fabriques de la ville de Douai, quel que soit l'endroit de la résidence des uns et des autres.

4. Dans le cas où il serait interjeté appel d'un jugement rendu par les prud'hommes, cet appel sera porté devant le tribunal de première instance de Douai, jugeant comme tribunal de commerce.

5. L'élection et le renouvellement des membres du conseil auront lieu suivant le mode et de la manière qui sont réglés par le décret du 11 juin 1809. Ces membres se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies par ledit décret, ainsi que par la loi du 18 mars 1806 et par un autre décret du 3 août 1810.

6. La ville de Douai fournira le local nécessaire pour la tenue des séances du conseil; les dépenses de premier établissement, et celles de chauffage, d'éclairage et de paiement du traitement du secrétaire, seront également à sa charge.

N° 488. = 17 avril—15 septembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui concède

(1) Voyez, sur la composition, l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes, le décret général du 11 juin 1809, et la note.

aux habitans actuels de la partie française de Saint-Domingue l'indépendance pleine et entière de leur gouvernement, aux conditions exprimées dans ladite ordonnance (1). (VIII, Bull. LVIII, n° 1798.)

Charles, . . . — Vu les articles 14 et 73 de la charte ; — Voulant pourvoir à ce que réclament l'intérêt du commerce français, les malheurs des anciens colons de Saint-Domingue, et l'état précaire des habitans actuels de cette île, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les ports de la partie française de Saint-Domingue seront ouverts au commerce de toutes les nations. — Les droits perçus dans ces ports, soit sur les navires, soit sur les marchandises, tant à l'entrée qu'à la sortie, seront égaux et uniformes pour tous les pavillons, excepté le pavillon français, en faveur duquel ces droits seront réduits de moitié.

2. Les habitans actuels de la partie française de Saint-Domingue verseront à la caisse générale des dépôts et consignations de France, en cinq termes égaux, d'année en année, le premier échéant au 31 décembre 1825, la somme de cent cinquante millions de francs, destinée à dédommager les anciens colons qui réclameront une indemnité.

3. Nous concédons, à ces conditions, par la présente ordonnance, aux habitans actuels de la partie française de l'île de Saint-Domingue, l'indépendance pleine et entière de leur gouvernement. — Et sera la présente ordonnance scellée du grand sceau.

N° 489. = 20—20 avril 1825. = *LOI pour la répression des crimes et des délits commis dans les édifices ou sur les objets consacrés à la religion catholique ou aux autres cultes légalement établis en France* (2). (VIII, Bull. XXIX, n° 665.)

TITRE I^{er}. — Du sacrilège.

Art. 1^{er}. La profanation des vases sacrés et des hosties consacrées constitue le crime de sacrilège.

2. Est déclarée profanation toute voie de fait commise volontairement, et par haine ou mépris de la religion, sur les vases sacrés ou sur les hosties consacrées.

3. Il y a preuve légale de la consécration des hosties, lorsqu'elles sont placées dans le tabernacle ou exposées dans l'ostensoir, et lorsque le prêtre donne la communion ou porte le viatique aux malades. — Il y a preuve légale de la consécration du ciboire, de l'ostensoir, de la patène et du calice, employés aux cérémonies de la religion au moment du crime. — Il y a également preuve légale de la consécration du ciboire et de l'ostensoir enfermés dans le tabernacle de l'église ou dans celui de la sacristie.

4. La profanation des vases sacrés sera punie de mort, si elle a été accompagnée des deux circonstances suivantes : — 1° Si les vases sacrés renfermaient, au moment du crime, des hosties consacrées ; — 2° Si la profanation a été commise publiquement. — La profanation est commise publiquement lorsqu'elle est commise dans un lieu public et en présence de plusieurs personnes.

5. La profanation des vases sacrés sera punie des travaux forcés à perpétuité, si elle a été accompagnée de l'une des deux circonstances énoncées dans l'article précédent.

(1) Voyez la loi du 30 avril—13 mai 1826, qui détermine le mode de répartition de l'indemnité accordée par la présente ordonnance aux anciens colons de Saint-Domingue, et les notes.

(2) Cette loi a été abrogée par celle du 11—14 octobre 1830.

6. La profanation des hosties consacrées, commise publiquement, sera punie de mort; l'exécution sera précédée de l'amende honorable faite par le condamné, devant la principale église du lieu où le crime aura été commis, ou du lieu où aura siégé la cour d'assises.

TITRE II. — Du vol sacrilège.

7. Seront compris au nombre des édifices énoncés dans l'article 381 du Code pénal, les édifices consacrés à l'exercice de la religion catholique, apostolique et romaine. — En conséquence, sera puni de mort quiconque aura été déclaré coupable d'un vol commis dans un de ces édifices, lorsque le vol aura d'ailleurs été commis avec la réunion des autres circonstances déterminées par l'article 381 du Code pénal.

8. Sera puni des travaux forcés à perpétuité quiconque aura été déclaré coupable d'avoir, dans un édifice consacré à l'exercice de la religion de l'état, volé, avec ou même sans effraction du tabernacle, des vases sacrés qui y étaient renfermés.

9. Seront punis de la même peine, — 1° Le vol des vases sacrés commis dans un édifice consacré à l'exercice de la religion de l'état, sans la circonstance déterminée par l'article précédent, mais avec deux des cinq circonstances prévues par l'article 381 du Code pénal; — 2° Tout autre vol commis dans les mêmes lieux, à l'aide de violence et avec deux des quatre premières circonstances énoncées au susdit article.

10. Sera puni de la peine des travaux forcés à temps tout individu coupable d'un vol de vases sacrés, si le vol a été commis dans un édifice consacré à la religion de l'état, quoiqu'il n'ait été accompagné d'aucune des circonstances comprises dans l'article 381 du Code pénal. — Dans le même cas, sera puni de la réclusion tout individu coupable d'un vol d'autres objets destinés à la célébration des cérémonies de la même religion.

11. Sera puni de la réclusion tout individu coupable de vol, si ce vol a été commis la nuit, ou par deux ou plusieurs personnes, dans un édifice consacré à la religion de l'état.

TITRE III. — Des délits commis dans les églises ou sur les objets consacrés à la religion.

12. Sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de cinq cents à dix mille francs, toute personne qui sera reconnue coupable d'outrage à la pudeur, lorsque ce délit aura été commis dans un édifice consacré à la religion de l'état.

13. Seront punis d'une amende de seize à trois cents francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ceux qui, par des troubles ou désordres commis, même à l'extérieur d'un édifice consacré à l'exercice de la religion de l'état, auront retardé, interrompu ou empêché les cérémonies de la religion.

14. Dans les cas prévus par l'article 257 du Code pénal, si les monumens, statues ou autres objets détruits, abattus, mutilés ou dégradés étaient consacrés à la religion de l'état, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de deux cents à deux mille francs. — La peine sera d'un an à cinq ans d'emprisonnement, et de mille à cinq mille francs d'amende, si ce délit a été commis dans l'intérieur d'un édifice consacré à la religion de l'état.

15. L'article 463 du Code pénal n'est pas applicable aux délits prévus par les articles 12, 13 et 14 de la présente loi. — Il ne sera pas applicable non plus aux délits prévus par l'article 401 du même code, lorsque ces délits

auront été commis dans l'intérieur d'un édifice consacré à la religion de l'état.

TITRE IV. — Dispositions générales.

16. Les dispositions des articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 de la présente loi sont applicables aux crimes et délits commis dans les édifices consacrés aux cultes légalement établis en France.

17. Les dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi continueront d'être exécutées.

N° 490. = 20—28 avril 1825. = *ORDONNANCE du roi qui fixe à douze le nombre des avoués du tribunal de première instance de Vienne (Isère).* (VIII, Bull. xxx, n° 683.)

N° 491. = 20 avril—1^{er} mai 1825. = *ORDONNANCE du roi qui fixe un délai après lequel les propriétaires des navires ou chargemens capturés par des corsaires espagnols pendant la dernière guerre ne seront plus admis à introduire de nouvelles demandes en indemnité par-devant la commission de liquidation* (1). (VIII, Bull. xxxi, n° 701.)

Charles, ... — Vu la convention conclue à Madrid le 5 janvier 1824, et l'ordonnance du 25 du même mois; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les propriétaires des navires ou chargemens capturés par les corsaires espagnols, dans le cours de la dernière guerre, ne seront plus admis, après le 1^{er} octobre prochain, à introduire de nouvelles demandes en indemnité devant la commission de liquidation instituée auprès du ministère de la marine.

2. Le délai pour la production des pièces justificatives à l'appui des demandes déjà formées ou de celles qui pourront l'être encore, est fixé au 1^{er} juillet 1826.

N° 492. = 22 avril—11 mai 1825. = *ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication des bulles d'institution canonique de M. l'archevêque de Bourges et de MM. les évêques de Limoges, de Tulle, de Soissons, de Carcassonne, de Rennes et de Beauvais.* (VIII, Bull. xxxiv, n° 732.)

N° 493. = 27—28 avril 1825. = *LOI concernant l'indemnité à accorder aux anciens propriétaires des biens-fonds confisqués et vendus au profit de l'état en vertu des lois sur les émigrés, les condamnés et les déportés* (2). (VIII, Bull. xxx, n° 680.)

TITRE 1^{er}. — De l'allocation et de la nature de l'indemnité.

Art. 1^{er}. Trente millions de rente, au capital d'un milliard, sont affectés

(1) Voyez l'ordonnance du 28 février—23 mars 1824, portant publication de la convention conclue entre la France et l'Espagne, relativement aux prises faites pendant la guerre de 1823, et les notes.

(2) Voyez l'ordonnance du 1^{er}—6 mai 1825, rendue pour l'exécution de la présente loi; l'instruction du ministre des finances aux préfets, du 5 juin 1825 (SIR., XXV, 2, 227), concernant les pièces à produire par les ayans-droit à l'indemnité; les circulaires du même ministre aux mêmes fonctionnaires des 29 juin, 7, 28 juillet et 13 août même année, contenant solution de nombreuses questions sur l'application et l'exécution de la présente loi (SIR., XXV, 2, 232, 236, 240 et 243); la loi du 5—18 janvier 1831, qui ordonne la restitution à l'état du fonds

à l'indemnité due par l'état aux Français dont les biens-fonds, situés en France, ou qui faisaient partie du territoire de la France, au 1^{er} janvier 1792, ont été confisqués et aliénés en exécution des lois sur les émigrés, les déportés et les condamnés révolutionnairement (1). — Cette indemnité est

commun de l'indemnité, non encore employé; et la loi de finances du 21—28 avril 1831, qui, par son art. 16, prononce la déchéance des réclaman's qui n'ont pas produit leurs pièces justificatives dans les délais fixés par la présente loi.

La loi qui accorde une indemnité aux émigrés est une loi d'exception, qui a son économie particulière, et dont l'exécution ne peut porter atteinte aux droits acquis: en conséquence, une ordonnance royale qui liquide l'indemnité due aux héritiers d'un émigré, ne peut porter atteinte aux droits de propriété de la veuve de l'émigré qui a racheté les biens et les détient à ce titre. Arr. du cons., 9 mai 1827, MAC., IX, 253.

(1) Les nombreuses décisions rendues en interprétation de cet article ont eu pour but d'établir: — 1^o *Que l'indemnité devait être allouée aux Français, à l'exclusion des étrangers*; — 2^o *Qu'elle n'est due qu'à ceux qui ont été dépossédés de leurs biens par application des lois sur l'émigration*; — 3^o *Et qu'elle n'est due que pour les biens-fonds, à l'exclusion des biens et droits mobiliers*: nous suivrons donc cette division, qui ne peut qu'ajouter à l'utilité de nos annotations.

§ 1^{er}. — *L'indemnité n'est due qu'aux Français, à l'exclusion des étrangers.* — La qualité d'étranger, à l'époque de la promulgation de la présente loi, exclut l'héritier de l'émigré de toute participation à l'indemnité. Arr. du cons., 4 juillet 1827, MAC., IX, 355. — Jugé encore que, pour avoir droit à l'indemnité, il ne suffit pas que l'héritier ou représentant d'un émigré ait eu la qualité de Français à l'époque où la succession de cet émigré s'est ouverte; qu'il faut encore que l'héritier ou représentant ait conservé cette qualité jusqu'à la promulgation de la loi; qu'ainsi, la fille d'un émigré qui a recueilli sa succession, mais qui s'est mariée à un étranger, antérieurement à la loi du 27 avril 1825, ne peut réclamer l'indemnité allouée à la succession de son père. Paris, 26 janvier 1828, SIR., XXVIII, 2, 249. — Jugé, au contraire, que la femme née Française, veuve ou descendante d'un émigré, d'un déporté ou condamné révolutionnairement, mais mariée antérieurement au 1^{er} avril 1814 à un étranger, a droit, quoique étrangère, à l'indemnité dévolue par la loi de 1825 à ceux des émigrés, déportés ou condamnés révolutionnairement, auxquels elle est appelée à succéder en France; qu'il importe peu qu'elle ne soit ni la veuve, ni la fille ou descendante de celui sur qui la confiscation a eu lieu et au nom duquel l'indemnité est accordée. Cass., 16 mars 1830, SIR., XXX, 1, 124. — Le conseil d'état n'a point admis cette jurisprudence, et a jugé que la fille même de l'émigré qui, veuve d'un Français, a épousé en secondes noces un étranger, depuis 1814, a perdu sa qualité de Française, et est déchue du bénéfice de l'indemnité. Arr. du cons., 30 novembre 1832, MAC., 2^e série, II, 665.

Le représentant de l'héritier d'un émigré n'a aucun droit à l'indemnité due à la succession de cet émigré, bien qu'il soit lui-même Français, si l'héritier qu'il représente est mort, antérieurement à la loi de 1825, avant la qualité d'étranger. Colmar, 8 juillet 1829, SIR., XXX, 2, 43; et arr. du cons., 12 août 1829, MAC., XI, 324; et 23 décembre 1829, MAC., XI, 491. — Jugé, au contraire, que l'enfant de l'héritier d'un émigré a droit, comme représentant son père, à l'indemnité due à la succession de l'émigré, bien que celui qu'il représente eût été incapable de la recueillir lui-même, s'il eût vécu, en ce qu'il avait perdu la qualité de Français, si d'ailleurs l'enfant est revêtu de cette qualité. Paris, 20 mars 1830, SIR., XXX, 2, 166. — Postérieurement à cette décision, le conseil d'état, persistant dans sa jurisprudence, a jugé que l'héritier de l'émigré, mort étranger, n'a pu transmettre à un tiers son droit à l'indemnité. Arr. du cons., 28 décembre 1832, MAC., 2^e série, II, 729.

Lorsque l'ancien propriétaire a perdu la qualité de Français, ses enfans, qui ont conservé cette qualité, ne peuvent réclamer l'indemnité, alors même qu'ils se présentent comme cessionnaires de leur auteur. Arr. du cons., 5 août 1829, MAC., XI, 308. — Les légataires étrangers de l'ayant-droit à l'indemnité, ne sont pas non plus recevables à la réclamer. Arr. du cons., 11 mars 1830, MAC., XII, 140.

Les héritiers de l'émigré, devenus étrangers par suite du traité du 20 novembre 1815, ont pu jouir de leurs droits à l'indemnité, s'ils ont justifié de leur déclaration régulière qu'ils entendaient conserver leur qualité de Français et leur domicile réel en France. Arr. du cons., 11 août 1833, MAC., 2^e série, III, 445. — On ne peut pas non plus opposer aux héritiers de l'émigré leur qualité d'étrangers, lorsqu'ils ont perdu celle de Français par des circonstances indépendantes de leur volonté. Arr. du cons., 20 janvier 1830, MAC., XII, 45.

Les étrangers, même naturalisés, n'ont pas droit à l'indemnité. Paris, 3 juillet 1833, SIR., XXXIII, 2, 400.

L'indemnité est acquise aux étrangers, héritiers de l'émigré, lorsque leur auteur est décédé

définitive; et, dans aucun cas, il ne pourra y être affecté aucune somme excédant celle qui est portée au présent article.

Français après la promulgation de la présente loi. Arr. du cons., 31 août 1828, MAC., X, 695; et 15 octobre 1832, MAC., 2^e série, III, 559 — Jugé encore que, lorsque l'héritier de l'émigré était, au jour de son décès, saisi du droit à l'indemnité, et qu'il l'avait exercé, sa fille, à qui il l'a transmis, n'a pu en être privée par le changement survenu dans son état civil. Arr. du cons., 11 juin 1828, MAC., X, 476.

L'incapacité des héritiers étrangers n'a pas été établie au profit de leurs co-héritiers régnicoles, en sorte que ces derniers soient admis à prendre, dans l'indemnité, la part desdits étrangers. Arr. du cons., 4, 11 et 17 janvier 1833, MAC., 2^e série, III, 10, 25, 42; et une foule d'autres arrêts. — Décidé encore qu'un jugement qui déclare l'extranéité d'un héritier non réclamant ne constitue pas un préjugé sur les droits du co-héritier réclamant, en ce sens que toute l'indemnité soit, par cela seul, attribuée à ce dernier. Arr. du cons., 16 août 1832, MAC., 2^e série, II, 446.

Voyez encore, sur l'attribution de l'indemnité aux héritiers ou représentans de l'émigré, les décisions indiquées dans les notes sur l'art. 7, ci-après.

§ 2. — *L'indemnité n'est due qu'à ceux qui ont été dépossédés de leurs biens par application des lois sur l'émigration, ou des lois révolutionnaires.* — Pour être considéré comme légalement en état d'émigration, il faut avoir été inscrit sur les listes générales d'émigrés qui devaient être dressées en exécution de la loi du 25 brumaire an 3. Arr. du cons., 5 mai 1830, MAC., XII, 224.

On avait jugé, antérieurement à la loi d'indemnité, qu'il n'y a point d'émigration dans le fait de la sortie de France, s'il n'y a eu inscription sur la liste des émigrés, ou acte administratif équivalent. Cass., 8 février 1810, SIR., X, 1, 224. — Décidé, dans le même sens, que celui qui n'a point été inscrit sur la liste des émigrés, et contre lequel il n'existe ni arrêt de séquestre, ni jugement criminel, ne peut être réputé émigré; encore que, de fait, il ait quitté le territoire de France, et qu'il ait cru devoir obtenir un certificat d'amnistie. Caen, 3 février 1813, SIR., XIII, 2, 117.

Peu importe, après tout, que celui qui réclame, comme émigré, l'indemnité allouée par la loi de 1825, n'ait pas été inscrit sur la liste des émigrés, si les biens à raison desquels il réclame ont été confisqués et vendus par suite des lois sur l'émigration. Arr. du cons., 25 novembre 1829, MAC., XI, 439.

L'art. 1^{er} de la loi de 1825 n'exige pas, pour que l'indemnité soit due, que la confiscation ait eu lieu sur la tête du propriétaire; il suffit que le propriétaire ait été dépossédé par suite des lois relatives à l'émigration, soit sous son nom, soit sous celui de son fermier. Arr. du cons., 13 avril 1828, MAC., X, 320.

Pour qu'un condamné ait droit à l'indemnité, il n'est pas nécessaire que sa condamnation ait eu une cause politique; il suffit qu'elle ait le caractère de condamnation révolutionnaire: il n'était pas indispensable, pour qu'une condamnation eût ce caractère, qu'elle fût prononcée par un tribunal ou une commission révolutionnaire; il suffisait qu'elle fût prononcée par un tribunal ordinaire, jugeant en une forme extraordinaire. Arr. du cons., 29 juillet 1829, SIR., XXIX, 2, 242.

Lorsque des immeubles ont été réunis au domaine de l'état et vendus comme biens engagés, il n'y a pas lieu à indemnité. Arr. du cons., 28 février 1831, MAC., 2^e série, I, 109; et plusieurs autres arrêts. — Mais l'indemnité est due lorsque des biens détenus à titre d'engagement par un émigré ont été confisqués et vendus en exécution des lois relatives à l'aliénation des biens des émigrés. Arr. du cons., 2 juillet 1828, MAC., X, 524; et plusieurs autres arrêts. — La loi du 14 ventose an 7, sur les domaines engagés, n'est pas non plus applicable aux biens allodiaux ou fiefs autrichiens confisqués; l'indemnité est due pour ces sortes de biens. Arr. du cons., 11 janvier 1833, MAC., 2^e série, III, 25. — Mais elle n'est pas due lorsque, par suite de la révocation d'un échange, les biens échangés ont été réunis au domaine de l'état, et vendus par lui. Arr. du cons., 1^{er} août 1834, MAC., 2^e série, IV, 529. — Lorsque l'administration des domaines prétend que les biens pour lesquels on réclame l'indemnité sont d'origine domaniale, et que cette prétention est contestée par le réclamant, les parties doivent être renvoyées par la commission devant l'autorité judiciaire, pour faire juger la question de domanialité. Arr. du cons., 25 octobre 1833, MAC., 2^e série, III, 587.

La loi du 27 avril 1825 n'est pas applicable aux biens aliénés en exécution des lois sur la suppression des établissemens religieux étrangers en France. Arr. du cons., 13 avril 1828, MAC., X, 319. — Lorsqu'un bien porte dans le bordereau de l'indemnité à été vendu comme bien de fabrique, et qu'on n'oppose à l'énonciation portée dans le contrat de vente qu'un acte de notoriété, il y a lieu de le distraire, d'après la règle que la loi d'indemnité ne s'applique qu'aux biens confisqués et aliénés en exécution des lois sur les émigrés, les déportés et les condamnés révolutionnairement. Arr. du cons., 10 janvier 1827, MAC., IX, 35.

L'indemnité n'est pas due pour des biens vendus par erreur comme biens d'émigrés, de déporté

2. Pour les biens-fonds vendus en exécution des lois qui ordonnaient la recherche et l'indication préalable du revenu de 1790, ou du revenu valeur

ou de condamnés. Arr. du cons., 24 janvier 1824, MAC., 2^e série, IV, 62. — Dans ce cas, les parties lésées devaient réclamer contre l'erreur, aux termes de la loi du 13 septembre 1793. Même arrêt. — L'indemnité n'est pas due non plus pour des biens vendus par erreur, en vertu des lois relatives aux biens ecclésiastiques de première origine. Arr. du cons., 3 janvier et 14 février 1834, MAC., 2^e série, IV, 8 et 126; et beaucoup d'autres arrêts.

Lorsque les biens d'un particulier ont été vendus pour cause d'indivision avec un émigré, ses héritiers n'ont pas droit à l'indemnité. Arr. du cons., 16 août 1832, MAC., 2^e série, II, 454; 8 février 1833, MAC., 2^e série, III, 95; et beaucoup d'autres arrêts. — En un tel cas, les propriétaires indivis devaient, aux termes de la loi du 13 septembre 1793, art. 8 et 9, réclamer la part qui leur revenait dans le prix des biens vendus : s'ils n'ont pas usé de cette faculté, ils en sont déchus, et la loi du 27 avril 1825 n'a pas ouvert un nouveau droit en leur faveur. Mêmes arrêts.

Lorsque les biens n'ont pas été vendus au profit de l'état, mais que la vente en a été opérée pour payer les créanciers, et que l'excédant a été compté aux héritiers, ces derniers ne sont pas fondés à réclamer l'indemnité. Arr. du cons., 8 février 1833, MAC., 2^e série, III, 94. — Il en est de même dans le cas où les ventes des biens confisqués sur l'ancien propriétaire ont été annulées, et où les acquéreurs, ayant plus tard reconnu cette nullité, ont demandé et obtenu le remboursement des sommes qu'ils avaient versées en paiement de leur prix. Arr. du cons., 31 décembre 1828, MAC., X, 861. — Et au cas où le propriétaire est rentré gratuitement en possession de ses biens. Arr. du cons., 26 mars 1829, MAC., XI, 96. — Par exemple, en vertu d'une cession gratuite de l'acquéreur. Arr. du cons., 6 septembre 1828, MAC., VIII, 571. — L'indemnité n'est pas due lorsque les biens confisqués ont été ensuite abandonnés à la mère de l'ayant-droit, pour la remplir de ses reprises matrimoniales. Arr. du cons., 24 février 1830, MAC., XII, 110. — Lorsque des hospices ont été envoyés en possession de biens d'émigrés, et que, plus tard, ils en ont été dépossédés en faveur des anciens propriétaires, ils ne sont pas fondés à réclamer, comme subrogés aux droits de cet ancien propriétaire, l'indemnité allouée par la loi de 1825. Arr. du cons., 31 octobre 1833, MAC., 2^e série, III, 609.

§ 3. — *L'indemnité n'est due que pour les biens-fonds confisqués et vendus par l'état.* — L'indemnité accordée par la loi du 27 avril 1825 ne saurait avoir pour objet les biens mobiliers confisqués par l'état. Arr. du cons., 11 avril et 21 juin 1826, MAC., VIII, 208 et 323; et une foule d'autres arrêts.

L'état, en recevant le prix de la vente faite par l'ancien propriétaire lui-même, avant son émigration, n'a confisqué au préjudice de ce dernier qu'une valeur mobilière, pour laquelle il n'est point dû d'indemnité. Arr. du cons., 6 juin 1827, MAC., IX, 298; et 27 mars 1828, MAC., X, 269.

L'usufruitier des biens-fonds confisqués n'a pas droit à l'indemnité. Arr. du cons., 5 juillet 1826, MAC., VIII, 346. — Lorsque la vente a été faite sans aucune distinction de la nue-propriété et de l'usufruit, et que le réclamant réunit dans sa personne la qualité de nu-propriétaire et celle d'usufruitier dépossédés, l'indemnité doit être accordée intégralement, comme s'il n'eût pas existé d'usufruit. Arr. du cons., 31 octobre 1827, MAC., IX, 553. — Décidé encore que, lorsque, à l'époque de la vente des biens de l'émigré, l'usufruit et la nue-propriété étaient réunis dans les mains de l'état; que la vente a été faite en totalité sans division, et que, à l'époque de la promulgation de la loi, l'héritier du réclamant réunissait dans sa personne tous les droits de la propriété, il y a lieu de liquider l'indemnité, sans avoir égard à la demande en ventilation de l'usufruit. Arr. du cons., 15 mars 1829, MAC., XI, 88. — Lorsque l'immeuble confisqué sur l'émigré a été vendu à la charge de laisser jouir l'usufruitier, l'indemnité doit être équivalente à la valeur de l'immeuble, d'après les bases établies par la loi, déduction faite de la valeur de l'usufruit. Arr. du cons., 28 août 1827, MAC., IX, 461.

La loi n'accorde pas d'indemnité pour les détériorations que les biens ont pu souffrir, par exemple, pour démolition d'un château et de bâtimens en dépendant. Arr. du cons., 11 novembre 1830, MAC., XII, 497. — Décidé encore que, lorsqu'une maison, vendue nationalement, est rentrée dans le domaine de l'état par suite de la déchéance de l'adjudicataire; qu'ensuite, elle a été démolie pour cause de vétusté, et le sol vendu, l'indemnité due aux héritiers de l'ancien propriétaire ne peut avoir pour base que le prix de la vente du sol. Arr. du cons., 1^{er} septembre 1831, MAC., 2^e série, I, 357. — Il n'y a pas lieu à indemnité à raison des édifices détruits par les ordres d'un représentant du peuple en mission. Arr. du cons., 4 juillet 1827, MAC., IX, 356.

Les arbres vendus séparément du sol, et pour être coupés, doivent être considérés comme meubles, et ne participent pas à l'indemnité. Arr. du cons., 3, 24 janvier et 16 février 1827, MAC., IX, 1, 70 et 111; et beaucoup d'autres arrêts.

L'indemnité est due pour les cheptels qui n'ont pas été vendus séparément du fonds. Arr. du cons., 9 juin 1830, MAC., XII, 302.

Dans le calcul de l'indemnité due à raison d'une verrerie confisquée, on ne doit pas séparer une

de 1790, l'indemnité consistera en une inscription de rente trois pour cent sur le grand-livre de la dette publique, dont le capital sera égal à dix-huit fois le revenu, tel qu'il a été constaté par les procès-verbaux d'expertise ou d'adjudication (1).—Pour les biens-fonds dont la vente a été faite en vertu des lois antérieures au 12 prairial an 3, qui ne prescrivaient qu'une simple estimation préalable, l'indemnité se composera d'une inscription de rente

affectation de bois qui en fait partie; l'indemnité est due pour le tout, sans distinction. Arr. du cons., 26 mars 1829, MAC., XI, 96. — Il n'y a pas lieu à indemnité pour la valeur des mouvans et des rouages d'un moulin; c'est une perte purement mobilière. Arr. du cons., 18 février 1829, MAC., XI, 58. — Les héritiers de l'ancien propriétaire d'une concession de mine révoquée, ne peuvent réclamer l'indemnité à raison des terrain, ustensiles et bâtimens employés à l'exploitation, lorsque le nouveau concessionnaire a été chargé de tenir compte de ces objets à qui il appartiendrait, et que d'ailleurs ils sont, ainsi que les mines, rentrés depuis dans les mains de l'état. Arr. du cons., 5 mai 1830, MAC., XII, 221.

Un droit réel et immobilier, confisqué sur l'émigré, donne lieu à indemnité. Arr. du cons., 1^{er} septembre 1831, MAC., 2^e série, I, 359.

Il n'y a pas lieu à indemnité pour la confiscation d'un bail emphytéotique. Arr. du cons., 5 août 1829, MAC., XI, 310; et 12 mai 1830, MAC., XII, 242. — Ni pour la suppression d'un bail à vie de l'immeuble confisqué. Arr. du cons., 25 janvier 1833, MAC., 2^e série, III, 63. — Les fermages échus à l'époque de la confiscation, et perçus par l'état, constituent une valeur mobilière pour laquelle il n'est pas dû d'indemnité. Arr. du cons., 11 juillet 1834, MAC., 2^e série, IV, 462.

Il n'est pas dû indemnité pour une rente foncière et irréductible en sel et en argent. Arr. du cons., 11 février 1829, MAC., XI, 24.

On ne peut considérer comme biens-fonds, susceptibles d'indemnité, les actions d'un canal, quoique réputées immobilières, avant le Code civil. Arr. du cons., 14 décembre 1832, MAC., 2^e série, II, 710.

Une dot constituée à un émigré et confisquée par l'état ne peut entrer dans l'indemnité. Arr. du cons., 16 février 1827, MAC., IX, 109. — Ni une légitime, liquidée et convertie en créance sur l'état. Arr. du cons., 3 et 31 août 1828, MAC., X, 580 et 697; et plusieurs autres arrêts. — Ni un lot de partage mobilier appartenant à l'émigré et confisqué par l'état. Arr. du cons., 3 janvier et 2 mai 1827, MAC., IX, 2 et 240. — Ni une soulte en argent donnée à l'état, dans un partage. Arr. du cons., 5 novembre 1828, MAC., X, 752. — Jugé encore que l'état, qui représentait un émigré dans un partage, est censé n'avoir jamais été propriétaire que des biens compris dans son lot; qu'en conséquence, si, parmi ces biens, se trouve une soulte en rente, qui ne constitue pas un bien-fonds, elle ne saurait donner lieu à indemnité. Arr. du cons., 2 décembre 1829, MAC., XI, 460.

Lorsque la créance de la femme, à raison de biens de communauté vendus, convertie en une créance sur l'état, a été liquidée, mais que la femme n'a pas touché le montant de la reconnaissance de liquidation, il n'y a que perte d'une valeur mobilière pour laquelle l'indemnité n'est pas due. Arr. du cons., 13 juillet 1828, MAC., X, 546.

(1) La fixation du revenu de 1790 doit être prise telle qu'elle a été faite par les procès-verbaux d'expertise ou d'adjudication, sans qu'il y ait lieu de recourir à aucun document extérieur. Arr. du cons., 9 mai 1827, MAC., IX, 251.

On ne doit recourir aux procès-verbaux d'estimation qu'autant que les procès-verbaux d'adjudication ne renferment pas toutes les indications exigées par la loi; si donc le procès-verbal d'adjudication détermine le revenu, il faut s'y tenir. Arr. du cons., 26 juillet 1826, MAC., VIII, 434.

En l'absence de procès-verbaux d'estimation authentiques, on doit se conformer aux bases posées dans les lois des 18 mars et 25 avril 1796 (28 ventose et 6 floréal an 4) pour l'évaluation du revenu : pour reconnaître et établir le revenu, il faut prendre, dans le prix stipulé au contrat, le vingt-deuxième pour les terres et le dix-huitième pour les bâtimens, et multiplier le total du revenu par dix-huit. Arr. du cons., 30 août 1826, MAC., VIII, 588.

Pour les domaines vendus en vertu d'une loi postérieure au 31 mai 1795 (12 prairial an 3), il y a présomption de droit que le revenu indiqué dans le procès-verbal d'adjudication est celui de 1790. Arr. précité du cons., du 9 mai 1827, MAC., IX, 251.

Lorsqu'un immeuble a été l'objet de deux ventes, et que la première a été résolue purement et simplement, elle doit être considérée comme n'ayant jamais existé; en conséquence, on doit, pour procéder à la liquidation, s'en tenir aux actes qui ont préparé et précédé la seconde vente. Arr. du cons., 30 août 1826, MAC., VIII, 590. — En cas de revente sur folle-enchère, l'indemnité doit être fixée d'après le prix de la seconde vente. Arr. du cons., 26 juillet 1826, MAC., VIII, 436.

trois pour cent sur le grand-livre de la dette publique, dont le capital sera égal au prix de vente réduit en numéraire au jour de l'adjudication, d'après le tableau de dépréciation des assignats, dressé en exécution de la loi du 5 messidor an 5, dans le département où était située la propriété vendue (1). — Lorsque le résultat des liquidations aura été connu, les sommes restées libres sur les trente millions de rente déterminés par l'article 1^{er} seront employées à réparer les inégalités qui auraient pu résulter des bases fixées par le présent article, suivant le mode qui sera réglé par une loi.

3. Lorsqu'en exécution de l'article 20 de la loi du 9 floréal an 3, les ascendants d'émigrés auront acquis, au prix de l'estimation déclarée, les portions de leurs biens-fonds attribuées à l'état par le partage de présuccession, le montant de l'indemnité sera égal à la valeur réelle des sommes qui auront été payées : en conséquence, l'échelle de dépréciation des départemens pour les assignats et les mandats, et le tableau du cours pour les autres effets reçus en paiement, seront appliqués à chacune des sommes versées, à la date du versement (2). — L'indemnité sera délivrée à l'ascendant s'il existe, et,

(1) La règle de liquidation posée par l'art. 2, § 2, de la loi du 27 avril 1825, est applicable au cas où le revenu de 1790 a été constaté par des actes administratifs postérieurs à la vente. Arr. du cons., 7 juin et 9 juillet 1826, MAC., VIII, 281 et 389. — Lorsque l'immeuble a été vendu sur folle-enchère, l'indemnité doit être fixée d'après le prix de la deuxième vente; et si cette deuxième vente, quoique postérieure au 12 prairial an 3, a été effectuée conformément aux lois antérieures qui ne prescrivaient qu'une simple estimation préalable, l'indemnité doit être fixée d'après le deuxième paragraphe de l'art. 2 de la loi de 1825. Arr. du cons., 4 juillet et 24 octobre 1827, MAC., IX, 350 et 538. — C'est encore d'après la même disposition que doit être fixée l'indemnité pour les immeubles aliénés par voie de loterie. Arr. du cons., 23 mai 1827, MAC., IX, 293. — Cette indemnité doit se composer du prix de vente réduit en numéraire; et la date du prospectus de la loterie doit être considérée comme la date de l'aliénation, pour l'application de l'échelle de dépréciation. Arr. du cons., 7 et 21 juin 1826, MAC., VIII, 281 et 327.

Lorsque, dans le cas de rachat des biens par une personne interposée, l'indemnité afférente aux biens rachetés doit être fixée sur la valeur réelle payée à l'état, d'après l'art. 2, l'échelle de dépréciation pour les assignats et les mandats, et les tableaux du cours, pour les autres effets reçus en paiement, doivent être appliqués à chacune des sommes versées, à la date du versement : lorsque le paiement n'a été fait ni en assignats proprement dits, ni en mandats, ni en aucun effet ayant cours, mais en une valeur représentative d'assignats, il y a lieu d'appliquer à cette valeur l'échelle de dépréciation des assignats à l'époque du versement. Arr. du cons., 25 avril 1828, MAC., X, 379.

Une créance sur l'état, ayant-cause de l'ancien propriétaire dépossédé, admise en paiement de biens nationaux, doit être réduite d'après le cours du jour de la vente, conformément à l'art. 2, § 2, de la loi d'avril 1825 : cette même créance doit être admise au passif, pour sa valeur intégrale et sans déduction. Arr. du cons., 12 décembre 1827, MAC., IX, 577. — Les créances des femmes sur l'état, pour leurs reprises matrimoniales, ne représentaient que les valeurs dans lesquelles elles étaient remboursées : si ces valeurs ont été données en paiement du prix de vente, il y a lieu de les réduire en numéraire, d'après le cours de ces valeurs, au jour de l'adjudication. Arr. du cons., 12 décembre 1827, MAC., IX, 581.

Lorsque le paiement du prix du rachat a été fait en bons de tiers provisoires et en inscriptions de la trésorerie, on doit réduire ces bons et inscriptions à leur valeur au jour de l'adjudication. Arr. du cons., 26 octobre 1828, MAC., X, 721.

Lorsque les tableaux de dépréciation manquent dans le département, on doit nécessairement recourir, pour connaître la valeur réelle des mandats donnés en paiement, aux cours proclamés par les arrêtés du directoire. Arr. du cons., 27 décembre 1826, MAC., VIII, 737.

(2) Lorsqu'en exécution de la loi du 9 floréal an 3, art. 20, les ascendants d'émigrés ont racheté, au prix de l'estimation déclarée, les portions de leurs biens-fonds attribuées à l'état par le partage de présuccession auquel ils étaient contraints de consentir, l'indemnité doit être liquidée d'après les bases prescrites par l'art. 3, § 1^{er}, de la loi de 1825 ; cet article est applicable lors même que les biens rachetés par les propriétaires dépossédés auraient cessé d'être ultérieurement en la possession de ces derniers ou de leurs ayans-droit. Arr. du cons., 2 février 1826, MAC., VIII, 40.

L'art. 3 de la loi de 1825, qui veut que le tableau du cours soit applicable à tous les effets

à son défaut, à celui ou à ceux de ses héritiers qui, par les arrangemens de famille, auront supporté la perte. — Lorsque l'état aura reçu d'un aîné ou d'un autre héritier institué le prix des légitimes que des légitimaires frappés de confiscation avaient droit de réclamer en biens-fonds, le montant, réduit de la somme payée pour prix de cette portion légitimaire, sera restitué à ceux qui y avaient droit ou qui les représentent (1).

4. Lorsque les anciens propriétaires seront rentrés en possession des biens confisqués sur leur tête, après les avoir acquis de l'état directement ou par personnes interposées, l'indemnité sera fixée sur la valeur réelle payée à l'état, conformément aux règles établies par l'article 3 (2). — Lorsque, par les mêmes moyens, ils les auront rachetés à des tiers, l'indemnité sera égale aux valeurs réelles qu'ils justifieront avoir payées, sans que, dans aucun cas, elle puisse excéder celle qui est déterminée par l'article 2. A défaut de justification, ils recevront une somme égale aux valeurs réelles formant le prix payé à l'état (3). — Dans les deux cas ci-dessus, les ascendans,

recens en paiement par l'état, ne fait aucune exception à l'égard du tiers consolidé et des bons de tiers provisoires. Arr. du cons., 2 mai 1827, MAC., IX, 233.

(1) L'indemnité accordée à une succession d'émigré dont les biens confisqués et vendus étaient grevés d'une légitime est, jusqu'à concurrence de cette légitime, la propriété du légitimaire ou de ses représentans. Cass., 16 avril 1834, SIR., XXXIV, 1, 343; Bull. civ., XXXV, 82.

(2) Lorsque l'émigré s'est rendu adjudicataire de ses propres biens, et qu'il a fait, immédiatement après, déclaration de command en faveur de tierces personnes, mais qu'il consent à ce que cette déclaration soit considérée comme vente volontaire faite à un tiers, l'indemnité doit être liquidée conformément à l'art. 4, § 1^{er}; de la loi du 27 avril 1825. Arr. du cons., 19 juillet 1826, MAC., VIII, 385.

Lorsque l'ancien propriétaire est rentré en possession de rentes foncières et perpétuelles, représentatives de l'immeuble confisqué sur sa tête, l'indemnité doit être liquidée non d'après le présent article, qui ne s'applique qu'à la rentrée en possession réelle de l'immeuble confisqué, mais d'après l'art. 2. Arr. du cons., 16 mars 1828, MAC., X, 245.

L'indemnité due à la succession bénéficiaire d'un émigré doit être déterminée d'après les bases fixées par l'art. 2 de la présente loi, et sans aucun égard à la rentrée en possession des héritiers. Arr. du cons., 29 mars 1831, MAC., 2^e série, 1, 129; et SIR., XXXI, 2, 347.

Les rachats faits à la caisse d'amortissement par les émigrés ou leurs ayans-droit, sont censés avoir été faits à l'état directement; dès lors il y a lieu, pour la liquidation de l'indemnité, d'appliquer le premier paragraphe de l'art. 4, et non le deuxième. Arr. du cons., 3 janvier et 13 février 1828, MAC., X, 7 et 153; et plusieurs autres arrêts. — Décidé encore que, en un tel cas, on doit prendre pour base de la liquidation de l'indemnité le prix de la vente, et non celui exprimé dans l'acte de la cession faite par l'état à la caisse d'amortissement. Arr. du cons., 1^{er} et 8 juillet 1829, MAC., XI, 229 et 242.

(3) Lorsque l'émigré a racheté ses biens des mains d'un tiers, l'indemnité doit être égale au prix du rachat fixé dans l'acte de vente, sans avoir égard aux intérêts que l'acquéreur s'était obligé de payer pour une partie du prix payable à terme. Arr. du cons., 9 août 1826, MAC., VIII, 504. — Lorsque l'ancien propriétaire, dont les biens étaient soumis au partage de présuccession, a racheté le lot échu à l'état, l'indemnité ne doit comprendre que les immeubles qui seraient échus au lot de l'état, si le partage eût été réellement effectué. Arr. du cons., 12 août 1831, MAC., 2^e série, 1, 313. — Lorsque le prix du rachat est supérieur à la valeur en capital de l'immeuble racheté, l'indemnité ne peut excéder cette valeur. Arr. du cons., 7 mai 1828, MAC., X, 423. — Lorsque l'ancien propriétaire a racheté, d'un tiers, ses biens meubles et immeubles, par acte sous seing privé, et qu'ensuite les immeubles ont été l'objet d'un acte authentique, on doit prendre ce dernier acte pour base de la liquidation de l'indemnité. Arr. du cons., 25 mars 1830, MAC., XII, 156.

Lorsqu'un propriétaire dépossédé est rentré en qualité de donataire dans ses biens, il doit être considéré comme les ayant rachetés lui-même, et il n'a droit qu'aux valeurs réelles payées pour le rachat par celui qui lui a transmis ses biens. Arr. du cons., 8 mars 1827, MAC., IX, 158. — Il ne peut demander une indemnité spéciale pour une partie de ses biens dans laquelle il n'est pas rentré en possession par suite de sa qualité de donataire. Arr. du cons., 21 juin et 27 décembre 1836, MAC., VIII, 326 et 737. — Lorsque l'ancien propriétaire est rentré en possession par voie de donation onéreuse, l'indemnité doit être égale au montant des charges de la donation. Arr. du cons., 29 juillet 1829, MAC., XI, 286. — Les principes ci-dessus sont applicables à l'émigré

descendants ou femme de l'ancien propriétaire seront réputés personnes interposées (1). — Lorsque les héritiers de l'ancien propriétaire seront rentrés

qui est rentré dans ses biens par voie de succession : il doit être considéré comme les ayant rachetés lui-même, quoique la personne à laquelle il succède ne soit pas réputée par la loi personne interposée ; et, dès lors, il n'a droit qu'au remboursement de la valeur réelle payée pour le rachat. Arr. du cons., 19 avril et 1^{er} novembre 1826, MAC., VIII, 216 et 669. — Lorsque celui qui réclame l'indemnité n'a fait constater par aucun acte la différence entre la valeur des objets rachetés, à l'époque de la vente faite par l'état, et leur valeur à l'époque du rachat, toute ventilation est devenue impraticable : dès lors, l'indemnité ne peut dépasser le prix du rachat. Arr. du cons., 17 janvier 1833, MAC., 2^e série, III, 40. — Si, dans la partie rachetée d'un domaine, l'ancien propriétaire a trouvé une valeur nouvelle consistant en constructions, plantations, etc., qui n'existaient pas à l'époque de la confiscation, cette valeur ne doit pas être comprise dans le calcul de l'indemnité. Arr. du cons., 1^{er} août 1827, MAC., IX, 423. — Lorsque l'ancien propriétaire ne justifie pas des valeurs réelles par lui payées à l'acquéreur de ses biens, pour prix du rachat que cet acquéreur lui a consenti, l'indemnité doit être fixée d'après le prix de l'adjudication nationale. Arr. du cons., 19 juin 1828, MAC., X, 499.

Lorsque, dans l'acte de rachat, l'acquéreur a abandonné à l'adjudicataire la jouissance temporaire de l'immeuble, en compensation des sommes déjà versées par lui dans les caisses de l'état, cet abandon n'est qu'un mode de paiement d'une portion du prix du rachat, et par conséquent il doit être compté à l'actif de la liquidation. Arr. du cons., 12 décembre 1827, MAC., IX, 578.

Les frais de l'enregistrement de l'acte de rachat ne doivent pas être remboursés à l'émigré. Arr. précité du cons., 27 décembre 1826, MAC., VIII, 737.

Lorsque l'un des cohéritiers a racheté une partie des biens confisqués sur leur auteur, et que les autres cohéritiers ont ratifié l'acquisition, moyennant une somme d'argent qu'ils ont reçue, l'indemnité doit être liquidée pour ceux-ci conformément à la loi du 27 avril 1825, et pour le premier, conformément à l'art. 4 de ladite loi. Arr. du cons., 9 juin 1830, MAC., XII, 300. — Ce n'est pas dans la proportion de ses droits successifs que les dispositions de l'art. 4 de la loi du 27 avril 1825 doivent être appliquées à celui des cohéritiers de l'émigré qui a racheté les biens vendus. Arr. du cons., 1^{er} novembre 1826, MAC., VIII, 670 ; 30 janvier 1828, MAC., X, 120 ; et plusieurs autres arrêts. — La liquidation ne fait pas obstacle à ce que les héritiers qui n'ont pas racheté les biens fassent valoir leurs droits devant les tribunaux contre le cohéritier qui a racheté, s'ils se prétendent lésés par suite de la base adoptée pour la liquidation de l'indemnité. Arr. du cons., 10 juillet 1832, MAC., 2^e série, II, 361.

L'indemnité due à la femme de l'émigré qui, conjointement avec son mari, a racheté une partie des biens dont plus tard elle a perdu la possession, en renonçant à la communauté, doit être liquidée, non d'après l'art. 4 de la loi de 1825, mais d'après l'art. 2. Arr. du cons., 27 août 1828, MAC., X, 668.

(1) Par l'effet de la présomption légale d'interposition de personnes, admise par la loi, l'émigré ou ses enfans sont censés être rentrés dans la possession des biens ou de leur prix, toutes les fois que ces biens ont été acquis par les ascendans, descendans ou femmes des anciens propriétaires, lorsque la preuve contraire à la présomption légale n'est pas rapportée. Arr. du cons., 20 juin et 28 août 1827, MAC., IX, 312 et 458 ; et plusieurs autres arrêts. — L'art. 4 de la loi de 1825 n'établit pas de distinction pour le cas où le prix du rachat a été acquitté, en tout ou en partie, soit avec les créances que la personne interposée avait sur le propriétaire dépossédé, soit avec les valeurs données par l'état en paiement de ces créances. Arr. du cons., 26 octobre 1828, MAC., X, 721.

Il n'y a interposition de personnes que lorsque le rachat a été fait du vivant de l'ancien propriétaire. Arr. du cons., 27 août 1828, MAC., X, 658. — Ainsi, l'interposition de personnes n'existe pas, lorsque le propriétaire dépossédé était décédé à l'époque du rachat opéré par son petit-fils. Arr. du cons., 16 février 1827, MAC., IX, 111. — Il en est de même du rachat fait par l'ascendant après le décès de l'ancien propriétaire. Arr. du cons., 28 février 1827, MAC., IX, 135. — Et du rachat fait par la belle-sœur de l'ancien propriétaire dans les mêmes circonstances. Arr. du cons., 28 octobre 1829, MAC., XI, 408. — Et de celui fait par la femme. Arr. du cons., 13 juin 1827, MAC., IX, 307.

L'ascendant de l'émigré, qui a racheté les biens confisqués et aliénés sur celui-ci, ne peut être réputé personne interposée à l'égard des enfans de l'émigré, lorsqu'il est prouvé qu'avant sa mort il a aliéné tous les biens rachetés, et n'a laissé en mourant qu'une succession mobilière de peu de valeur, acceptée simplement sous bénéfice d'inventaire. Arr. précité du cons., 28 février 1827, MAC., IX, 135.

La revente faite par le père de l'émigré à des tiers ne détruit pas la présomption légale d'interposition. Arr. du cons., 25 janvier 1833, MAC., 2^e série, III, 65.

La mère de l'émigré, qui a racheté les biens confisqués, ne saurait être considérée comme

directement dans la possession des biens confisqués sur lui, l'indemnité à laquelle ils auraient droit sera fixée de la même manière(1).

personne interposée, si elle avait des reprises matrimoniales à exercer; dans ce cas, elle est censée avoir racheté pour elle-même. Arr. du cons., 29 juillet 1829, MAC., XI, 286.

Le beau-père n'est pas réputé par la loi personne interposée. Arr. du cons., 25 novembre 1831, MAC., 2^e série, I, 453. — Cependant, on doit considérer comme personnes interposées le beau-père et la belle-mère de l'émigré si sa femme est leur unique héritière, quoique, à l'époque du rachat, le divorce eût été, depuis plus d'un an, prononcé entre l'émigré et sa femme. Arr. du cons., 15 novembre 1826, MAC., VIII, 695. — Décidé encore qu'on doit considérer comme personne interposée le beau-père de l'émigré, lorsque la femme de l'émigré a recueilli dans la succession de son père les biens qu'il avait rachetés. Arr. du cons., 26 août 1831, MAC., 2^e série, I, 348.

Le mari n'est pas au nombre des personnes réputées interposées; et, en fait, il n'y a pas interposition dans le rachat opéré par le mari de biens vendus par l'état au préjudice de sa femme, lorsque le mari a disposé personnellement en faveur d'un tiers de l'immeuble racheté. Arr. du cons., 29 juillet 1829, MAC., XI, 289. — Jugé encore que le mari qui a acquis de l'état les biens confisqués sur sa femme, pour cause d'émigration de leur fils, n'est pas réputé personne interposée; mais que, s'il y avait communauté entre les époux, l'immeuble racheté devrait être considéré comme un acquêt, dont la moitié appartenait de droit à la femme, et pour laquelle moitié l'indemnité devrait être liquidée conformément à l'art. 4. Arr. du cons., 15 avril 1828, MAC., X, 353.

La femme de l'émigré étant réputée personne interposée, celui-ci est censé être rentré en possession des biens confisqués, rachetés par elle, jusqu'à preuve contraire, et ce, nonobstant l'aliénation qu'elle en aurait faite postérieurement. Arr. du cons., 27 décembre 1826, MAC., VIII, 739. — Lorsque l'ancien propriétaire a épousé la fille de l'acquéreur de ses biens, et que le contrat de mariage ne lui donne que l'administration de ces mêmes biens, on ne peut considérer la femme comme personne interposée. Arr. du cons., 12 décembre 1827, MAC., IX, 583. — La femme divorcée ne peut être réputée personne interposée; d'où il suit que si cette femme a acquis les biens confisqués, et que l'émigré se soit ensuite remarié avec elle, il n'est pas censé les avoir rachetés lui-même. Arr. du cons., 17 mai 1826, MAC., VIII, 265. — Jugé encore qu'en général la femme divorcée ne peut être considérée comme personne interposée, mais qu'en fait elle peut être réputée telle, si le second mariage a été accompagné ou suivi de circonstances propres à établir l'interposition. Arr. du cons., 6, 20 juin et 4 juillet 1827, MAC., IX, 300, 314 et 356. — Jugé aussi que, si la femme divorcée ne peut être considérée légalement comme personne interposée, l'interposition de fait peut cependant être admise lorsqu'il résulte des actes produits dans la cause que la femme a vendu, après le décès de son mari, les biens rachetés comme son bien personnel. Arr. du cons., 30 avril 1828, MAC., X, 410. — La séparation de biens ne détruit pas la présomption légale d'interposition; cette présomption subsiste jusqu'à preuve contraire. Arr. du cons., 31 janvier, 8 mars et 6 juin 1827, MAC., IX, 89, 162 et 302; et 26 août 1831, MAC., 2^e série, I, 348. — La présomption légale d'interposition ne peut être étendue à la veuve remariée. Arr. du cons., 15 août 1827, MAC., IX, 442.

L'interposition de fait, à l'égard des enfans de l'ancien propriétaire, ne peut résulter d'une donation des biens rachetés à eux faite par l'acquéreur. Arr. du cons., 21 novembre 1827, MAC., IX, 568.

Lorsque le gendre de l'ancien propriétaire a racheté les biens pour le compte de la famille, on

(1) Le quatrième paragraphe de l'art. 4 de la loi de 1825 n'admet que le rachat *direct*, et nullement la présomption légale d'interposition; en d'autres termes, l'héritier de l'émigré ne peut jamais être censé avoir acquis par l'interposition de sa femme. Arr. précité du cons., 16 février 1827, MAC., IX, 111; et plusieurs autres arrêts.

Lorsque les héritiers de l'ancien propriétaire sont rentrés en possession des biens confisqués sur lui, en les rachetant directement de l'état, le montant de l'indemnité doit être égal aux sommes qu'ils ont payées: on ne doit pas avoir égard, dans la liquidation, aux conventions faites, après le rachat, par les héritiers entre eux. Arr. du cons., 11 février 1829, MAC., XI, 38.

L'héritière de l'émigré ne peut être considérée comme étant rentrée en possession des biens confisqués, lorsqu'ils ont été rachetés et revendus immédiatement par son mari, non commun en biens avec elle. Arr. du cons., 12 décembre 1827, MAC., IX, 580. — Lorsque le réclamant, héritier de l'ancien propriétaire, n'est rentré en possession de l'immeuble, par voie de succession, que postérieurement à la loi du 27 avril 1825, l'indemnité doit être fixée d'après les qualités et les droits acquis à l'époque de la promulgation de cette loi. Arr. du cons., 20 février et 27 mars 1828, MAC., X, 159 et 272.

5. Les rentes trois pour cent affectées à l'indemnité seront inscrites au grand-livre de la dette publique, et délivrées à chacun des anciens propriétaires, ou à ses représentans, par cinquième, et d'année en année, le premier cinquième devant être inscrit le 22 juin 1825. — L'inscription de chaque cinquième portera jouissance des intérêts du jour auquel elle aura dû être faite, à quelque époque que la liquidation ait été terminée et la délivrance opérée. — Néanmoins, les liquidations donnant droit à des inscriptions inférieures à deux cent cinquante francs de rente ne seront pas soumises aux délais prescrits ci-dessus. L'inscription en aura lieu en totalité et avec jouissance du 22 juin 1825.

6. Pour l'exécution des dispositions ci-dessus, il est ouvert au ministre des finances un crédit de trente millions de rente trois pour cent, qui seront inscrits, savoir : six millions, le 22 juin 1825 ; six millions, le 22 juin 1826 ; six millions le 22 juin 1827 ; six millions, le 22 juin 1828 ; et six millions, le 22 juin 1829 ; avec jouissance, pour les rentes inscrites, du jour où leur inscription est autorisée.

TITRE II. — De l'admission à l'indemnité, et de sa liquidation.

7. Seront admis à réclamer l'indemnité, l'ancien propriétaire, et, à son défaut, les Français qui étaient appelés par la loi ou par sa volonté à le représenter à l'époque de son décès, sans qu'on puisse leur opposer aucune incapacité résultant des lois révolutionnaires (1). — Leurs renonciations ne

doit considérer que cet ancien propriétaire est rentré dans la possession des biens par interposition de personne. Arr. du cons., 26 octobre 1828, MAC., X, 717. — La belle-fille n'est pas comprise au nombre des personnes légalement interposées ; et l'interposition n'existe pas lorsque la belle-fille, séparée de biens d'avec son mari, est restée en possession des immeubles rachetés par elle. Arr. du cons., 18 juillet 1827, MAC., IX, 395.

Le frère de l'émigré n'est pas réputé personne interposée ; mais cette présomption de non-interposition doit céder devant la preuve de l'interposition de fait. Arr. du cons., 30 avril 1828, MAC., X, 411. — Quelles que soient, en fait, les présomptions de l'interposition du frère de l'émigré, elles tombent devant un jugement passé en force de chose jugée, qui a décidé que le rachat des biens confisqués avait eu lieu en son nom et des deniers de son épouse non commune en biens. Arr. du cons., 17 décembre 1828, MAC., X, 821. — La sœur de l'ancien propriétaire ne peut être considérée comme personne interposée. Arr. du cons., 21 novembre 1827, MAC., IX, 568. — Cependant, la sœur de l'ancien propriétaire doit être réputée personne interposée, lorsqu'il résulte d'un acte de partage, postérieur au rachat fait par elle, que le rachat a eu lieu dans l'intérêt de son frère comme dans le sien propre. Arr. du cons., 1^{er} juin 1828, MAC., X, 461.

Le beau-frère de l'ancien propriétaire ne peut être légalement considéré comme personne interposée. Arr. du cons., 27 mars 1828, MAC., X, 272. — Ni le mari de la nièce de cet ancien propriétaire. Arr. du cons., 3 août 1828, MAC., X, 586.

Lorsque les héritiers présomptifs d'un prête déporté ont été saisis de sa succession, conformément à la loi du 22 fructidor an 3, il est censé être rentré dans ses biens par la médiation desdits héritiers : il y a lieu, dès lors, d'appliquer à la liquidation de l'indemnité l'art. 4 de la loi de 1825. Arr. du cons., 3 juin 1831, MAC., 2^e série, I, 220.

Lorsque, par suite du rachat des biens par interposition de personnes, les biens achetés ne doivent être portés dans le calcul de l'indemnité revenant à l'héritier que pour les valeurs payées aux tiers, les héritiers des émigrés ne doivent supporter la réduction, dont la totalité de la succession est passible, que dans la proportion de la part à laquelle ils ont droit. Arr. du cons., 9 mai 1827, MAC., IX, 254.

Lorsqu'il résulte d'un acte de rétrocession que l'adjudicataire agissait pour le compte de l'émigré, l'indemnité doit se composer de toutes les valeurs versées dans les caisses de l'état, soit par l'émigré, soit par l'adjudicataire. Arr. du cons., 23 août 1826, MAC., VIII, 508.

Lorsque l'ancien propriétaire n'est rentré en possession que d'une partie des biens confisqués, on doit lui accorder une indemnité pour la partie dans laquelle il n'est pas rentré : cette indemnité doit être fixée, pour la partie réacquoise, d'après l'art. 4, et, pour celle non réacquoise, d'après l'art. 2 de la loi de 1825. Arr. du cons., 24 octobre 1827, MAC., IX, 537.

(1) L'indemnité accordée par la loi de 1825 doit être considérée comme *immobilière* ; en consé-

pourront leur être opposées que par les héritiers qui, à leur défaut, auraient accepté la succession (1). — Il ne sera dû aucun droit de succession pour

quence, le légataire du mobilier n'y a aucun droit. Lyon, 18 août 1826, *SIR.*, XXVII, 2, 108, et Cass., 26 janvier 1830, *SIR.*, XXX, 1, 153. — Jugé encore que l'indemnité est immobilière; qu'en conséquence elle n'est pas comprise dans le legs du mobilier fait par l'émigré: peu importe qu'il soit rentré dans la propriété de ses immeubles au moyen de rachats; cette circonstance n'a d'autre effet que de changer le mode de liquidation de l'indemnité; elle ne change rien à son caractère. Cass., 26 juin 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 518. — L'indemnité n'est pas comprise dans le legs que le propriétaire indemnisé, décédé avant la loi de 1825, a fait de tous les biens meubles dont il se trouverait nanti à son décès; le testateur n'était point *nanti* à son décès de l'indemnité dont il s'agit. Limoges, arrêt précité du 25 mai 1831, *SIR.*, XXXI, 2, 170.

Lorsqu'un arrêt a décidé, par interprétation des clauses d'une donation, que cette donation comprenait l'indemnité accordée au donateur par la loi de 1825, il n'y a point à examiner si les juges ont considéré l'indemnité comme mobilière ou comme immobilière, et l'on ne peut dès lors demander la cassation d'un tel arrêt, sous prétexte que l'indemnité serait mobilière de sa nature, et que la donation ne comprendrait que des immeubles. Cass., 23 novembre 1830, *SIR.*, XXX, 1, 381.

L'indemnité étant immobilière, une femme étrangère qui a épousé un émigré, décédé sans enfans, ne peut prétendre à l'indemnité, sous prétexte que les lois de son pays lui attribuent,

(1) Cette disposition, en voulant que les renonciations des représentans des émigrés ne puissent leur être opposées que par les héritiers qui, à leur défaut, auraient accepté la succession, ne doit pas être entendue en ce sens que ce soient les seuls héritiers d'un degré subséquent qui puissent opposer les renonciations: ce droit appartient à tous les héritiers, même d'un degré égal, qui ont accepté. Aix, 8 novembre 1827, *SIR.*, XXIX, 2, 27; et Caen, 5 janvier 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 189. — Jugé en sens contraire. Metz, 18 juillet 1828, *SIR.*, XXVIII, 2, 231.

L'héritier qui a renoncé avant la loi du 27 avril 1825, et même avant 1814, à la succession d'un ayant-droit à l'indemnité, ne peut faire rescinder sa renonciation, en ce qui touche cette indemnité, sous prétexte qu'elle était hors de ses prévisions lors de la renonciation, et qu'il ne peut être réputé avoir voulu répudier le bienfait de la loi. Arrêts précités, Aix, 8 novembre 1827, *SIR.*, XXIX, 2, 27; Caen, 5 janvier 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 189; et Bordeaux, 13 juillet 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 247. — Jugé cependant que la qualité d'héritier, dans le sens de la loi du 27 avril 1825, peut, en certains cas, s'appliquer à l'héritier qui a renoncé, par exemple, à l'émigré qui, rentré en France, a renoncé à la succession de son ascendant, pour ne pas être tenu au rapport des biens que l'état avait reçus en son nom de cet ascendant, dans un partage de présuccession; qu'en un tel cas, l'émigré peut, nonobstant sa renonciation, recueillir l'indemnité accordée par suite de la vente nationale des biens que l'état avait ainsi reçus de l'ascendant. Cass., 10 mars 1830, *SIR.*, XXX, 1, 81. — L'art. 17 du sénatus-consulte du 6 floréal an 10, ordonnant la restitution aux émigrés amnistiés de ceux de leurs biens qui étaient encore dans les mains de la nation, doit s'entendre seulement des biens dont les émigrés étaient propriétaires avant l'émigration, et non des biens recueillis par l'état, en leur nom, dans des successions où ils auraient été appelés: les successions ou portions de succession ainsi recueillies par l'état, n'ont été restituées aux émigrés que par la loi du 5 décembre 1814; en conséquence, les renonciations à ces successions faites par les émigrés, avant le 5 décembre 1814, doivent être considérées comme ayant eu pour objet des successions non ouvertes à leur profit, et doivent, comme telles, être déclarées nulles et de nul effet: de là il suit que les émigrés qui auraient fait de pareilles renonciations, n'en ont pas moins le droit de réclamer l'indemnité revenant aux successions renoncées, encore que ces successions aient été acceptées par leurs cohéritiers; l'art. 7 de la loi de 1825, qui donne effet à certaines renonciations à succession de la part de l'émigré, ne doit s'entendre que des renonciations à des successions auxquelles les renonçans auraient eu des droits acquis. Cass., 4 février 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 51. — Lorsqu'un émigré a été, pendant son émigration, représenté par l'état, dans le partage d'une succession à lui échue, sa qualité d'héritier, ainsi fixée, est devenue irrévocable, tellement que toute renonciation ultérieure faite par l'émigré est essentiellement nulle, et ne peut lui être opposée par ses cohéritiers, à l'effet de l'exclusion de l'indemnité. Paris, 11 juillet 1829, *SIR.*, XXX, 2, 81.

L'héritier qui a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession d'un émigré peut, comme l'héritier pur et simple, opposer à ses cohéritiers leur renonciation, à l'effet de les exclure de tout droit à l'indemnité. Caen, 5 janvier 1829; Paris, 13 avril 1829, et Bordeaux, 13 juillet 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 189, 228 et 247.

La commission de liquidation ne peut imposer à l'héritier de l'émigré l'obligation de justifier que ses cohéritiers ne sont pas revenus, en vertu de l'art. 7 de la loi de 1825, sur leurs renonciations antérieures à ladite loi. Arr. du cons., 1^{er} août 1827, *MAC.*, IX, 427.

les indemnités réclamées dans les cas du présent article et de l'article 3.

8. Pour obtenir l'indemnité, les anciens propriétaires ou leurs représentans se pourvoient devant le préfet du département où sont situés

dans ce cas, des droits sur la succession de son mari, les lois françaises ne lui en accordant aucuns. Bordeaux, 10 août 1831, *SIR.*, XXXII, 2, 105.

L'indemnité accordée aux émigrés par la loi de 1825, ayant son principe et son origine dans la vente des biens frappés de confiscation, constituait, dès avant cette loi, au profit des anciens propriétaires, un droit réel et transmissible, qui a pu, dès lors, être l'objet d'une donation à titre singulier, ou de tout autre mode de transmission : ici est sans application l'art. 943 du Cod. civ., qui déclare nulles, en général, les donations de biens à venir. Caen, arrêt précité, 13 mai 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 186. — Décidé encore que le droit à l'indemnité a pu être l'objet d'un partage fait entre les héritiers de l'émigré, long-temps avant la loi de 1825 ; et que, quoiqu'elle n'ait été accordée que plus tard, elle n'en était pas moins réputée faire partie de la succession de l'émigré, du jour du décès de celui-ci. Cass., 21 mai 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 591.

L'indemnité accordée aux émigrés par la loi du 27 avril 1825 doit être recueillie par ceux des héritiers ou légataires des émigrés qui auraient recueilli les immeubles confisqués et vendus dont elle est la représentation, si ces immeubles se fussent trouvés en nature dans les successions auxquelles ils sont appelés : ainsi, le légataire particulier d'un immeuble situé dans *tel* département a droit à l'indemnité représentative des immeubles confisqués et vendus dans ce département, par préférence au légataire universel. Cass., 26 janvier 1830, *SIR.*, XXX, 1, 47. — La loi de 1825 n'a pas dérogé au principe du droit commun, qui soumet le légataire universel au paiement de toutes les dettes de la succession et en dispense le légataire particulier ; ainsi, le légataire particulier d'un immeuble, ou de l'indemnité représentative de cet immeuble, a droit à la totalité de cette indemnité, sans déduction des dettes que l'état aurait payées à la décharge du propriétaire de l'immeuble. Cass., 10 mars 1830, *SIR.*, XXX, 1, 91.

Lorsque l'héritier testamentaire a renoncé à la succession, l'indemnité appartient, de droit, aux héritiers naturels. Arr. du cons., 11 janvier 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 27. — On ne peut imposer aux héritiers légitimes, qui réclament l'indemnité, l'obligation de rapporter le testament de leur auteur, et par suite surseoir à la liquidation de l'indemnité, sous prétexte que leurs droits peuvent être restreints par l'institution d'un légataire universel : c'est au ministre des finances à fournir la preuve du fait. Arr. du cons., 13 avril 1828, *MAC.*, X, 326.

Lorsque les biens ont été confisqués et aliénés pour cause d'émigration, au préjudice, non du donateur, mais du donataire qui en avait été saisi en vertu d'un acte entre-vifs, dûment enregistré, l'indemnité appartient à ce dernier ou à ses héritiers. Arr. du cons., 2 décembre 1829, *MAC.*, XI, 457.

Lorsque les réclamans dont l'émigration a donné lieu au partage de présuccession sur leur mère, ont supporté seuls la perte, par suite d'arrangemens de famille, l'indemnité doit leur être allouée, exclusivement à ceux de leurs cohéritiers qui n'ont rien perdu. Arr. du cons., 23 janvier 1828, *MAC.*, X, 97 ; et 3 février 1830, *MAC.*, XII, 57. — L'indemnité résultant du partage de présuccession ne peut appartenir aux enfans qui y ont donné lieu, qu'autant qu'ils justifient que les biens vendus par l'état leur ont été précomptés par leurs cohéritiers, lors du partage de la succession de l'ascendant. Arr. du cons., 11 janvier 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 24.

La mort civile dont un émigré aurait été frappé à l'époque de la loi du 14 novembre 1792, abolitive des substitutions, ne l'a pas empêché, ou l'état en son nom, de devenir propriétaire incommutable des biens qui, entre ses mains, se trouvaient grevés de substitution : à cet égard, l'effet de la loi du 28 mars 1793, portant (art. 3) que les substitutions dont les émigrés ont été grevés sont ouvertes au profit de la nation, a dû remonter à l'époque même de l'abolition des substitutions, pour saisir irrévocablement l'émigré, ou l'état en son nom, par préférence aux appelés à la substitution : ici ne s'applique pas la règle de l'art. 2 du Cod. civ. sur l'effet rétroactif ; en conséquence, et en un tel cas, c'est à l'émigré sur lequel les biens grevés de substitution ont été confisqués et vendus, et non aux personnes originaires appelées à recueillir la substitution, que l'indemnité doit être dévolue. Cass., 16 février 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 222.

Lorsque la succession de l'émigré a été acceptée sous bénéfice d'inventaire, on doit liquider l'indemnité au profit des héritiers, sauf à eux à payer les créanciers. Arr. du cons., 4 juillet 1827, *MAC.*, IX, 353.

Le curateur à la succession vacante d'un émigré a qualité pour poursuivre la liquidation de l'indemnité qui revient, du chef de celui-ci, à cette succession. Arr. du cons., 24 janvier 1827, *MAC.*, IX, 63 ; et 20 juillet 1828, *MAC.*, X, 565 ; et plusieurs autres arrêts.

Lorsque les biens confisqués sur le mari étaient la propriété de la femme régnicole, celle-ci a dû se pourvoir en indemnité, conformément aux lois des 24 frimaire an 7 et 22 frimaire an 8, à peine de déchéance. Arr. du cons., 10 mai 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 250. — Mais, lorsque la femme a traité de ses droits légitimaires avec son mari, et qu'elle a même reçu un à-compte,

les biens-fonds vendus. Le préfet transmettra la demande au directeur des domaines du département, qui dressera le bordereau d'indemnité, conformément aux dispositions précédentes (1). — Le bordereau sera communiqué aux réclamans, ensuite adressé par le préfet au ministre des finances, avec les pièces produites : il y joindra son avis motivé, qui portera tant sur les droits et qualités des réclamans que sur les énonciations du bordereau et les observations ou réclamations qu'il aurait reçues.

9. Le ministre des finances vérifiera, 1° s'il n'a pas été payé de soultes ou de dettes à la décharge du propriétaire dépossédé ; 2° s'il ne lui a pas été compté, en exécution de la loi du 5 décembre 1814, des sommes provenant de reliquats de décompte de la vente de ses biens ; 3° s'il ne s'est pas opéré de compensations pour les sommes dues par lui au même titre ; 4° si quelques uns des biens vendus sur lui ne provenaient pas d'engagemens ou autres aliénations du domaine royal qui n'auraient été maintenus par les lois des

elle est devenue simple créancière de son mari et n'a aucun droit à faire valoir comme héritière légitimaire. Arr. du cons., 1^{er} février 1833, MAC., 2^e série, III, 71.

Le cessionnaire de tout ou partie de l'indemnité est recevable à demander la liquidation au nom de son cédant. Arr. du cons., 8 février 1833, MAC., 2^e série, III, 95.

Dans une succession à laquelle est dévolue une indemnité, la part des héritiers qui n'ont pas réclamé en temps utile appartient, par droit d'accroissement, à ceux qui ont réclamé : ces derniers ont droit, en ce cas, à la totalité de l'indemnité. Arr. du cons., 15 septembre 1831, SIR., XXXII, 2, 21 ; et plusieurs autres arrêts. — Il faut pour cela que les réclamans aient demandé la totalité de l'indemnité. Arr. du cons., 15 avril 1828, MAC., X, 350. — Jugé encore que, lorsque la réclamation des cohéritiers a conservé les droits d'un cohéritier non réclamant, la part de ce dernier, s'il ne se présente pas pour la réclamer, profite auxdits cohéritiers et non au fonds commun. Arr. du cons., 13 mai 1829, MAC., XI, 158. — Mais lorsque, par une première demande, les héritiers n'ont pas réclamé toute l'indemnité due à l'hoirie, mais seulement les parts leur revenant personnellement, et qu'une seconde demande, ayant pour objet la part revenant à un autre de leurs cohéritiers, a été formée tardivement, la déchéance encourue par celui-ci ne peut leur profiter. Arr. du cons., 23 janvier 1828, MAC., X, 94. — Lorsque les héritiers de l'ancien propriétaire dépossédé ont demandé l'indemnité, tant de leur chef personnel que de celui de leurs cohéritiers qui ont perdu la qualité de Français, on doit leur allouer la part afférente à ces derniers. Arr. du cons., 3 août 1828, MAC., X, 588. — Jugé, au contraire, que les héritiers régnicoles ne peuvent prétendre à la totalité de l'indemnité, et que la part à laquelle les héritiers étrangers auraient eu droit profite au fonds commun. Arr. du cons., 15 juillet 1832, MAC., 2^e série, II, 372 ; et beaucoup d'autres arrêts. — Lorsque l'indemnité n'a pas été réclamée par les héritiers de la branche paternelle, elle est dévolue en totalité aux héritiers de la branche maternelle qui ont formé leur demande en temps utile. Arr. du cons., 3 août 1828, MAC., X, 589. — Les héritiers qui se font envoyer en possession des biens de leur cohéritier absent, ont droit à la part d'indemnité qui revient à celui-ci. Arr. du cons., 30 novembre 1832, MAC., 2^e série, II, 667. — Mais l'héritier de l'émigré, pour moitié seulement, ne peut prétendre à la totalité de l'indemnité, sous prétexte que les légataires universels de son cohéritier pour l'autre moitié n'ont pas réclamé en temps utile. Arr. du cons., 21 décembre 1832, MAC., 2^e série, II, 725. — Le principe d'accroissement entre cohéritiers peut être appliqué, lorsque la succession de l'émigré était ouverte à l'époque de la confiscation. Arr. du cons., 15 juillet 1829, MAC., XI, 255. — La question d'accroissement est du ressort de la commission, exclusivement aux tribunaux ordinaires. Arr. du cons., 31 janvier 1834, MAC., 2^e série, IV, 81.

Voyez encore, dans les notes qui accompagnent l'art. 19, les décisions qui se rapportent à la déchéance, pour cause de tardiveté, des demandes à fin de liquidation de l'indemnité.

Lorsqu'un tribunal a déterminé la quote-part de l'indemnité afférente à chacun des réclamans, son jugement ne peut avoir d'effet qu'autant que la commission juge que l'indemnité est due ; à cet égard, la commission n'est pas liée par le jugement du tribunal. Arr. du cons., 10 mai 1833, MAC., 2^e série, III, 244.

Lorsqu'un jugement a déclaré que tels héritiers n'ont pas droit à l'indemnité, le pourvoi en cassation par eux formé ne saurait empêcher la commission de liquidation de rejeter leur demande. Arr. du cons., 10 juillet 1833, MAC., 2^e série, III, 361.

(1) Ce n'est pas par voie d'intervention devant le conseil d'état que des tiers, qui se prétendent héritiers de l'ancien propriétaire, peuvent exercer leurs droits à l'indemnité : ils doivent exercer ces droits par une demande formée directement devant l'administration dans les formes prescrites par la loi de 1825. Arr. du cons., 5 novembre 1828, MAC., X, 750.

14 ventose an 7 et 28 avril 1816, qu'à la charge de payer le quart de la valeur desdits biens; auquel cas il sera fait déduction du quart sur l'indemnité due pour les mêmes biens.—Il sera dressé un état des déductions à opérer, dans lesquelles ne seront pas compris les sommes payées à titre de secours aux femmes et enfans, les gages de domestiques, et autres paiemens de même nature, faits en assignats, et en exécution des lois des 8 avril 1792 et 12 mars 1793 (1). — Quel que soit le total de ces déductions, il ne pourra diminuer l'affectation des trente millions de rente fixés par l'article 1^{er}.

(1) Les sommes payées par l'état à un créancier apparent de l'émigré, doivent être imputées sur l'indemnité, sauf aux héritiers de l'émigré à se pourvoir à fin de restitution contre le créancier qui a reçu ce qui ne lui était pas dû. Arr. du cons., 29 juin 1832, MAC., 2^e série, II, 331. — Jugé encore qu'on ne peut contester la déduction des dettes payées par l'état, sous prétexte que ces dettes, qui n'étaient pas personnelles à l'émigré, ont été payées par erreur. Arr. du cons., 3 août 1828, MAC., X, 584. — On ne peut, pour se soustraire à l'imputation, invoquer des titres particuliers, et notamment une donation qui aurait pour objet d'éluider le principe de la loi, en laissant les dettes au compte de l'état. Arr. du cons., 14 décembre 1832, MAC., 2^e série, II, 700. — Le fils de l'émigré, qui est en même temps son légataire universel, ne peut renoncer à cette qualité pour repousser l'imputation des dettes. Arr. du cons., 17 janvier 1833, MAC., 2^e série, III, 39. — Mais lorsque l'ancien propriétaire a renoncé à la succession paternelle, pour s'en tenir à ses droits particuliers, il n'y a pas lieu de déduire sur l'indemnité qui lui revient à ce titre particulier, les dettes payées par l'état à la décharge de son père. Arr. du cons., 29 mars 1832, MAC., 2^e série, II, 123.

On ne doit pas porter en déduction une dette personnelle à un héritier de l'émigré, si cette déduction est préjudiciable soit aux cohéritiers de celui-ci, soit à des créanciers de la succession. Arr. du cons., 23 août 1826, MAC., VIII, 521; et 6 juin 1827, MAC., IX, 297.

L'art. 9 de la loi du 27 avril 1825 n'établit aucune exception aux déductions qu'il prescrit, relativement à l'emploi que les créanciers de l'ancien propriétaire ont pu faire des valeurs qui leur avaient été remises en paiement. Arr. du cons., 30 avril 1828, MAC., X, 410. — Ainsi, les reconnaissances de liquidation définitive établies en exécution de la loi du 20 avril 1795 (1^{er} floréal an 3), étant admissibles en paiement de biens nationaux, susceptibles d'être converties en inscriptions de rente sur l'état, et cessibles comme des actions au porteur, le paiement des créances sur les émigrés a été consommé par la seule délivrance de ces reconnaissances; et les émigrés ne peuvent dès lors contester la déduction du montant de ces créances sur l'indemnité, par le motif que les créanciers n'auraient pas fait emploi des reconnaissances de liquidation. Arr. du cons., 28 août 1827, MAC., IX, 457. — Décidé encore que, lorsque l'état a payé une dette en l'acquit de l'émigré, avec des reconnaissances de liquidation définitive, on doit en déduire le montant sur l'indemnité, quand bien même il y aurait eu paiement de la part du débiteur, par suite de la non-valeur des reconnaissances délivrées par l'état, lesquelles seraient devenues caduques entre les mains du créancier. Arr. du cons., 11 avril et 9 mai 1827, MAC., IX, 219 et 249; et plusieurs autres arrêts. — Décidé toutefois que, lorsqu'il a été jugé par un décret reconnu inattaquable, que la reconnaissance de liquidation définitive, au profit du créancier de l'émigré, n'a pas constitué un paiement définitif, et que l'émigré peut être poursuivi directement par le créancier, il n'y a pas lieu de déduire le montant de la créance sur celui de l'indemnité. Arr. du cons., 11 avril 1827, MAC., IX, 220. — Il en est de même au cas où rien ne constate qu'une reconnaissance de liquidation définitive ait été retirée par le créancier. Arr. du cons., 24 juin 1829, MAC., XI, 217. — On doit imputer les dettes payées en mandats, conformément à la loi du 1^{er} floréal an 3, la délivrance des mandats valant paiement. Arr. du cons., 28 mai 1835, MAC., 2^e série, V, 374.

On doit porter au passif de l'indemnité le montant brut du reliquat des décomptes, et non le montant net, déduction faite des frais de régie. Arr. du cons., 2 mai et 4 juillet 1827, MAC., IX, 236 et 350; et 5 juin 1828, MAC., X, 470.

Les déductions prescrites par l'art. 9 de la loi de 1825 s'appliquent à toutes les dettes payées, sans distinction de leur nature. Arr. du cons., 25 mai 1832, MAC., 2^e série, II, 275. — Par exemple, sans distinction entre les dettes exigibles ou non exigibles. Arr. du cons., 27 août et 31 décembre 1828, MAC., X, 665 et 864. — Et sans distinction entre le capital et les intérêts; les intérêts doivent donc être déduits. Arr. du cons., 12 juillet, 2 et 23 août 1826, MAC., VIII, 356, 482 et 510; et 19 juillet 1833, MAC., 2^e série, III, 384. — Les frais d'union des créanciers des émigrés, dont les successions n'ont pas été acceptées par l'état, étant, aux termes des lois des 25 juillet 1793 et 20 avril 1795 (1^{er} floréal an 3), à la charge de ces successions, doivent être portés en déduction sur l'indemnité. Arr. du cons., 23 août et 15 novembre 1826, MAC., VIII, 510 et 698. — Et lorsque l'une des créances a été formée par la liquidation de

10. Le bordereau d'indemnité et l'état des déductions seront transmis par le ministre des finances à une commission de liquidation nommée par le roi.

deux successions, les frais de la liquidation doivent être répartis proportionnellement entre ces deux successions. Mêmes arrêts.

Lorsque le capital d'une rente a été payé par l'état, à la décharge de l'ancien propriétaire, dans les valeurs déterminées par les lois de la matière, ce capital doit être déduit du montant de l'indemnité, nonobstant les arrêts ou jugemens qui auraient condamné les héritiers de l'émigré au paiement de ladite rente. Arr. du cons., 29 mars 1831, MAC., 2^e série, I, 129. — L'émigré, nu-propriétaire du bien vendu, doit supporter la déduction du capital d'une rente payée par l'état à l'usufruitier de l'immeuble, pour lui tenir lieu de sa jouissance. Arr. du cons., 2 mai 1827, MAC., IX, 237. — Et l'émigré ne peut demander la révision de la liquidation de la rente : cette liquidation est du nombre des actes maintenus par l'art. 24 de la loi du 27 avril 1825. Arr. du cons., 27 août 1828, MAC., X, 670. — Lorsque l'état a remboursé une rente viagère, à la décharge de l'ancien propriétaire, la déduction sur le montant de l'indemnité doit se composer du capital au denier dix de ladite rente, et non des valeurs réellement payées par l'état. Arr. du cons., 12 décembre 1827, MAC., IX, 586.

Doit être déduit sur le montant de l'indemnité le capital d'une rente due par un émigré à un émigré, et éteinte par confusion entre les mains de l'état. Arr. du cons., 20 mars 1828, MAC., X, 254. — Décidé encore, et en thèse générale, que la déduction des dettes contractées par les émigrés au profit d'établissements religieux supprimés, et éteintes par confusion entre les mains de l'état, doit avoir lieu. Arr. du cons., 11 avril, 17 mai, et 21 juin 1826, MAC., VIII, 203, 269 et 322; 1^{er} février 1829, MAC., XI, 24; et plusieurs autres arrêts. — Toutefois, les rentes éteintes par confusion entre les mains de l'état, et transportées ensuite par lui à des fabriques, ne doivent pas être déduites de l'indemnité. Arr. précité du 1^{er} février 1829. — Jugé encore que, lorsque des rentes constituées par des émigrés en faveur d'établissements publics ont été régulièrement cédées aux hospices civils d'une ville par l'état, représentant les émigrés, postérieurement à leur amnistie, il n'y a pas lieu de considérer ces rentes comme s'étant éteintes par voie de confusion, et, par conséquent, de les porter sur le passif de l'indemnité. Arr. du cons., 1^{er} février 1829, MAC., XI, 22.

Lorsque l'ascendant a été soumis à un partage de présuccession, on doit imputer sur l'indemnité qui lui est due le montant des dettes payées par l'état en l'acquit de celui de ses descendants dont l'émigration a donné lieu au partage. Arr. du cons., 18 août 1831, MAC., 2^e série, I, 327.

Lorsque les dettes ne sont personnelles ni au réclamant ni au donateur du chef duquel proviennent les biens dont on réclame l'indemnité, mais au donataire usufruitier, à la succession duquel le réclamant a renoncé, ces dettes ne doivent pas être portées en déduction. Arr. du cons., 11 mars 1830, MAC., XII, 137. — Les sommes payées par l'état à la décharge de l'usufruitier ne doivent pas être imputées sur l'indemnité accordée pour la nue-propriété aux héritiers de l'ancien propriétaire. Arr. du cons., 13 juin 1830, MAC., XII, 331. — Ni les sommes payées à l'ancien propriétaire à titre de secours, soit pendant que ses biens étaient sous le séquestre, soit après sa rentrée d'émigration. Arr. du cons., 27 août 1828, MAC., X, 656. — Les sommes qui ont été payées aux réclamans en vertu d'un arrêté de liquidation, lorsqu'ils étaient considérés comme créanciers de l'état, ne peuvent être assimilées à des dettes que l'état aurait payées à leur décharge; elles ne doivent être déduites de l'indemnité qu'à titre d'à-comptes, et d'après leur valeur à l'époque de l'arrêté de liquidation. Arr. du cons., 20 mai et 25 novembre 1829, MAC., XI, 168 et 439. — Les réparations locatives des biens confisqués, payées par l'état, ne sont pas au nombre des dettes de l'émigré dont la déduction sur le montant de l'indemnité soit permise. Arr. du cons., 9 août 1826, MAC., VIII, 506.

Lorsque l'état, représentant un émigré, a accepté purement et simplement un legs universel fait à celui-ci, et que, par suite, il a payé à la décharge du légataire les dettes de la succession testamentaire, on doit déduire sur l'indemnité le montant de ces dettes. Arr. du cons., 30 juillet 1828, MAC., X, 573. — L'émigré au nom duquel l'état a appréhendé une succession qui lui était échue, ne peut invoquer, afin de reponsser l'imputation des dettes, l'acceptation bénéficiaire faite par lui postérieurement à la saisine nationale : l'acceptation sous bénéfice d'inventaire est un acte du droit civil qui ne peut avoir d'influence sur l'application des lois politiques relatives à l'émigration, et qui ne peut être opposé à l'état pour détruire l'effet desdites lois. Arr. du cons., 12 avril 1832, MAC., 2^e série, II, 158. — Les dettes payées à la décharge de la succession paternelle, acceptée sous bénéfice d'inventaire par les héritiers, ne doivent pas être déduites sur l'indemnité qui revient à ceux-ci, en leur propre nom, pour les biens confisqués sur eux. Arr. du cons., 18 août 1831, MAC., 2^e série, I, 332.

Lorsque le frère de l'ancien propriétaire, qui s'était rendu adjudicataire des biens, a été dispensé de payer une partie du prix de l'adjudication, il s'ensuit que cette remise de prix doit

11. La commission procédera d'abord à la reconnaissance des qualités et des droits des réclamans. — Dans le cas où elle jugerait la justification irrégulière ou insuffisante, elle les renverra devant les tribunaux pour faire

être considérée comme faite au propriétaire lui-même, et qu'elle doit être portée en déduction au passif de l'indemnité. Arr. du cons., 13 mai 1829, MAC., XI, 165.

Lorsque les époux ont été communs en biens, le mari est passible de la totalité des dettes contractées pendant la communauté, et doit en souffrir l'imputation. Arr. précité du cons., 14 décembre 1832, MAC., 2^e série, II, 700. — Jugé encore que, lorsque l'état, qui représentait le mari et la femme, a payé les dettes de la communauté, on ne peut déduire sur le montant de l'indemnité revenant personnellement à la femme une part quelconque des dettes, lorsque la femme, qui avait contracté ces dettes conjointement avec son mari, a renoncé à la communauté: il en serait autrement si cette renonciation n'avait pas eu lieu. Arr. du cons., 1^{er} juin 1828, MAC., X, 459. — Lorsque les acquêts de communauté ont été vendus sur le mari, que la liquidation de la part de la femme dans ces acquêts a été faite, et que le montant de cette liquidation a été admis en paiement du prix des immeubles dont la femme s'est rendue adjudicataire, on doit porter au passif, comme dette du mari, le montant de la liquidation faite au profit de la femme. Arr. du cons., 3 janvier 1834, MAC., 2^e série, IV, 4. — On doit considérer comme dette du mari le prélèvement exercé par la femme, tant pour ses reprises matrimoniales que pour ses bénéfices dans la communauté: l'imputation des sommes payées par l'état, pour ce prélèvement, ne peut dès lors avoir lieu au profit de la femme. Arr. du cons., 31 août 1828, MAC., X, 696. — On doit imputer sur le montant de l'indemnité le montant des reprises matrimoniales de la mère de l'émigré, payées par l'état pour le compte de celui-ci. Arr. précité du cons., 19 juillet 1833, MAC., 2^e série, III, 384.

Lorsqu'il y a eu solidarité entre les époux pour le paiement d'une dette, on ne peut contester l'imputation de la totalité de cette dette sur l'indemnité revenant à l'un d'eux. Arr. du cons., 4 janvier et 8 février 1833, MAC., 2^e série, III, 7 et 91. — Ainsi, lorsque les dettes payées par l'état à la décharge d'un émigré ont été contractées solidairement par les deux époux, le fils, héritier de sa mère, ne peut contester l'imputation de ces dettes, par le motif qu'il n'est qu'héritier bénéficiaire de son père, et qu'il a renoncé à la communauté. Arr. du cons., 21 décembre 1832, MAC., 2^e série, II, 726. — Jugé encore que l'imputation de la dette solidaire entre les époux peut avoir lieu sur l'indemnité de la femme seule. Arr. du cons., 10 juillet 1832, MAC., 2^e série, II, 360.

Lorsqu'il y a deux liquidations pour deux départemens différens, le passif résultant de l'une des liquidations se déduit de droit sur l'actif résultant de l'autre. Arr. du cons., 20 juin 1827, MAC., IX, 313. — Décidé encore que, lorsqu'il y a confusion de patrimoines, les héritiers sont tenus de la totalité des dettes d'une succession sur l'avoir de l'autre. Arr. du cons., 11 juin 1834, MAC., 2^e série, IV, 391. — Décidé aussi que le passif de la succession d'un émigré doit être imputé sur l'actif d'une autre succession, lorsque l'émigré au nom duquel on réclame l'indemnité avait recueilli une part de cette dernière succession. Arr. du cons., 20 mai 1831, MAC., 2^e série, I, 190. — Lorsque les successions paternelle et maternelle sont distinctes, par le fait de la séparation de biens opérée du vivant des deux époux, les héritiers naturels qui ont accepté la succession paternelle sous bénéfice d'inventaire ne sont pas tenus d'acquitter les dettes de cette succession sur celle de leur mère, devenue leur patrimoine par l'effet d'une acceptation pure et simple. Arr. du cons., 30 août 1826, MAC., VIII, 592. — Décidé encore, et en thèse générale, qu'on ne peut faire imputer le passif d'une succession bénéficiaire sur l'actif d'une autre succession, devenue personnelle à l'héritier réclamant. Arr. du cons., 6 février et 13 avril 1828, MAC., X, 131 et 330; et plusieurs autres arrêts. — Lorsque la succession de l'aïeul du réclamant a été recueillie par son père, lequel n'est mort qu'après la promulgation de la loi de 1825, cette succession a fait partie des biens personnels de ce dernier, et est ainsi devenue le gage de ses créanciers: dès lors, c'est avec raison qu'on déduit de l'indemnité liquidée pour les biens vendus sur l'aïeul les dettes payées à la décharge du fils, son unique héritier: le petit-fils réclamant n'est pas fondé à contester cette déduction, sous prétexte qu'il s'agit de deux successions distinctes, qui doivent être liquidées séparément. Arr. du cons., 12 décembre 1827, MAC., IX, 586.

Lorsqu'il est reconnu qu'un domaine pour lequel l'indemnité est réclamée provient d'engagement, il y a lieu de réduire l'indemnité du quart de sa valeur. Arr. du cons., 1^{er} février et 15 mars 1829, MAC., XI, 21 et 88. — Le prélèvement du quart sur les biens engagés est une dette directe de l'émigré, et sans aucune relation à telle ou telle liquidation de l'indemnité. Arr. du cons., 31 décembre 1821, MAC., 2^e série, I, 488.

L'art. 9 de la loi du 27 avril 1825 n'admet aucune compensation de valeurs mobilières avec le passif acquitté par l'état. Arr. du cons., 20 mai 1831, MAC., 2^e série, I, 190. — Par exemple, aucune compensation des fruits recueillis par l'état avec le passif de l'indemnité. Arr. du cons., 20 mai 1829, MAC., XI, 169. — Ni la compensation des dettes payées par l'état avec les créances

statuer sur leur qualité, contradictoirement avec le procureur du roi. — S'il s'élève entre les réclamans des contestations sur leurs droits respectifs, la commission les renverra également à se pourvoir devant les tribunaux pour faire prononcer sur leurs prétentions, le ministère public entendu (1). — Il y sera statué comme en matière sommaire, à moins qu'il ne s'élève quelque question d'état.

12. Quand la justification des qualités aura été reconnue suffisante, ou quand il aura été statué par les tribunaux, la commission ordonnera qu'il sera donné copie aux ayans-droit des bordereaux dressés dans les départemens, et de l'état des déductions proposées par le ministre des finances; et elle procédera à la liquidation, après avoir pris connaissance de leurs mémoires et observations (2).

13. La liquidation opérée, la commission donnera avis de sa décision aux ayans-droit, et la transmettra au ministre des finances, qui fera opérer l'inscription de la rente, pour le montant de l'indemnité liquidée, dans les termes et délais qui ont été prescrits.

14. Les ayans-droit pourront se pourvoir contre la liquidation de la commission devant le roi en son conseil d'état, dans les formes et dans les délais fixés pour les affaires contentieuses. — La même faculté est réservée au ministre des finances (3).

actives recouvrées par lui, par suite de la confiscation de tous les biens de l'émigré. Arr. du cons., 28 octobre 1829, MAC., XI, 408.

Lorsqu'on a omis d'imputer les dettes sur le montant de l'indemnité, un tiers n'a pas qualité pour réclamer contre cette omission; le ministre des finances seul le peut. Arr. du cons., 4 mai 1835, MAC., 2^e série, V, 321.

Le compte à établir pour la liquidation des indemnités doit embrasser la totalité de l'actif et du passif : on ne peut admettre des renonciations partielles à des portions déterminées, soit de cet actif, soit de ce passif. Arr. du cons., 11 février 1829, MAC., XI, 36.

La loi du 27 avril 1825 n'admet aucune exception tirée de celle du 12 mars 1826, et n'a pas dérogé aux règles établies par les lois antérieures pour la formation des décomptes. Même arrêt.

(1) Lorsque la qualité de Français est contestée au réclamant, la commission de liquidation doit s'abstenir de prononcer, et renvoyer les parties devant les tribunaux. Arr. du cons., 18 juillet et 21 novembre 1827, MAC., IX, 393 et 564; et plusieurs autres arrêts. — La commission de liquidation ne peut juger, même implicitement, si le réclamant a qualité pour représenter le légataire substitué; cette question est du ressort des tribunaux. Arr. du cons., 20 février 1828, MAC., X, 170. — Lorsque, le réclamant se présentant en qualité d'héritier bénéficiaire, cette qualité lui est contestée par le ministre des finances, il y a lieu de surseoir jusqu'à ce que les tribunaux aient prononcé. Arr. du cons., 6 juin 1827, MAC., IX, 303. — Le ministre des finances, ou le préfet du département en son nom, sont non recevables à former tierce-opposition à un jugement qui, contradictoirement avec le ministère public, a statué sur la qualité d'un prétendant droit à l'indemnité : le ministère public est le seul contradicteur légitime du réclamant. Poitiers, 22 juin 1832, S1R., XXXII, 2, 358.

(2) Si, contre la décision primitive, un tiers prétend que l'immeuble pour lequel l'indemnité a été accordée lui appartient, la commission doit surseoir à la liquidation de l'indemnité jusqu'à ce que les tribunaux aient statué sur la question de propriété. Arr. du cons., 12 décembre 1827, MAC., IX, 589.

(3) La liquidation de l'indemnité est un compte rendu à l'émigré ou à ses ayans-droit, toujours susceptible de rectification pour cause d'erreur matérielle ou d'omission. Arr. du cons., 15 février 1833, MAC., 2^e série, III, 108; et beaucoup d'autres arrêts. — Il en serait ainsi lors même que les indemnitaires auraient adhéré à la décision : le ministre des finances peut toujours en demander la rectification. Arr. du cons., 1^{er} juillet 1829, MAC., XI, 232. — Mais la commission ne peut rapporter ses propres décisions. Arr. du cons., 7 décembre 1832, MAC., 2^e série, II, 684. — La simple transmission administrative de la décision par les bureaux de la commission au bureau des dépêches du ministre des finances ne suffit pas pour faire courir les délais du recours au profit de l'ayant-droit à l'indemnité. Arr. du cons., 20 mars 1828, MAC., X, 254. — Les décisions de la commission de liquidation peuvent être attaquées par la voie de la tierce-opposition. Arr. du cons., 12 décembre 1827, MAC., IX, 589.

TITRE III. — Des déportés et des condamnés.

15. Les dispositions précédentes seront applicables aux biens confisqués et aliénés au préjudice des individus déportés ou condamnés révolutionnairement. — Sera déduit de l'indemnité le montant des bons au porteur donnés en remboursement aux déportés et aux familles des condamnés, en exécution des décrets des 21 prairial et 22 fructidor an 3, réduit en numéraire au cours du jour où la remise leur en a été faite (1).

TITRE IV. — Des biens affectés aux hospices et autres établissemens de bienfaisance, et des biens concédés gratuitement.

16. Les anciens propriétaires des biens donnés aux hospices et autres établissemens de bienfaisance, soit en remplacement de leurs biens aliénés, soit en paiement de sommes dues par l'état, auront droit à l'indemnité ci-dessus réglée. Cette indemnité sera égale au montant de l'estimation en numéraire faite avant la cession (2).

17. En ce qui concerne les biens qui n'ont été que provisoirement affectés aux hospices et autres établissemens de bienfaisance, et qui, aux termes de l'article 8 de la loi du 5 décembre 1814, doivent être restitués lorsque ces établissemens auront reçu un accroissement de dotation égal à la valeur de ces biens, les anciens propriétaires ou leurs représentans pourront en demander la remise, aussitôt qu'ils auront transmis à l'hospice détenteur une inscription de rente trois pour cent dont le capital sera égal au montant de l'estimation qui leur est due à titre d'indemnité. — En ce qui concerne les biens définitivement et gratuitement concédés par l'état, soit à d'autres établissemens publics, soit à des particuliers, l'indemnité due aux anciens propriétaires sera réglée conformément à l'article 16 ci-dessus. A défaut d'estimation desdits biens antérieure à la cession qui en a été faite, ils seront estimés contradictoirement et par experts, valeur de 1790.

TITRE V. — Des droits des créanciers relativement à l'indemnité.

18. Les oppositions qui seraient formées à la délivrance de l'inscription de rente par les créanciers des anciens propriétaires, porteurs de titres antérieurs à la confiscation, non liquidés et non payés par l'état, n'auront

(1) L'art. 15 de la loi du 27 avril 1825 n'est pas applicable aux héritiers des condamnés qui ont été remboursés en bons de *deux tiers*, conformément aux lois des 9 vendémiaire et 24 frimaire an 6. Arr. du cons., 28 février 1827, Mac., IX, 133. — Jugé encore que la déduction prescrite par le deuxième paragraphe de l'art. 15 ne s'applique qu'aux bons au porteur donnés en remboursement aux déportés et aux familles des condamnés, et nullement au remboursement fait en rentes sur l'état. Arr. du cons., 11 avril et 2 mai 1827, Mac., IX, 222 et 239. — Les rentes sur l'état ou les bons de *deux tiers*, donnés en remboursement, ne doivent pas être déduits de l'indemnité de la même manière que les *bons au porteur*, c'est-à-dire être réduits en numéraire au cours du jour où la remise en a été faite; la déduction doit être opérée d'après la valeur nominale. Arr. du cons., 28 février 1827, Mac., IX, 131. — Jugé, au contraire, que les rentes sur l'état et les bons de *deux tiers* donnés en remboursement, conformément aux lois des 9 vendémiaire et 14 floréal an 6, doivent être réduits en numéraire au cours du jour où la remise en a été faite. Arr. du cons., 20 février et 17 décembre 1828, Mac., X, 165 et 822.

(2) Le présent article n'a pour objet que les biens affectés aux hospices et autres établissemens publics. Arr. du cons., 24 janvier, 8 mars et 9 mai 1827, Mac., IX, 65, 156 et 252. — L'héritier du condamné révolutionnairement qui a reçu le prix des biens confisqués ou vendus sur la tête de son auteur en une rente réduite au tiers consolidé, ne se trouve pas dans le cas prévu par le présent article : dès lors, le montant de sa créance, quoique réduite, doit être déduit de l'indemnité, suivant les dispositions générales de la loi. L'héritier ne serait pas fondé à demander que la réduction fût restreinte au capital du tiers consolidé. Arr. du cons., 10 janvier 1827, Mac., IX, 31.

d'effet que pour le capital de leurs créances. Les anciens propriétaires ou leurs représentans auront droit de se libérer des causes de ces oppositions, en transférant auxdits créanciers, sur le montant de la liquidation en rente de trois pour cent, un capital nominal égal à la dette réclamée (1). — Ces

(1) L'article 18 de la loi du 27 avril 1825, en relevant les émigrés de toute déchéance et de toute prescription, a relevé aussi les créanciers d'émigrés de toute prescription, même de la prescription trentenaire, en ce qui touche les droits à l'indemnité. Toulouse, 1^{er} mai 1827, et Colmar, 4 mai 1827, *SIR.*, XXVII, 2, 148 et 246; Nancy, 15 janvier 1828 et 31 mars 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 163 et 184; et Agen, 31 janvier 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 301. — Jugé en sens contraire. Poitiers, 27 mars 1827, *SIR.*, XXIX, 1, 371; Orléans, 30 mai 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 152; Douai, 24 janvier 1828, *SIR.*, XXVIII, 2, 151; Bordeaux, 25 août 1829, *SIR.*, XXX, 2, 152; et Cass., 30 août 1830, *SIR.*, XXX, 1, 369; *Bull. civ.*, XXXII, 197; et 3 janvier 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 629; *Bull. civ.*, XXXIV, 4. — Jugé encore que la prescription a couru contre les créanciers des émigrés pendant le temps de l'émigration de leur débiteur, lorsque, le titre de créance étant authentique, le créancier a pu se faire payer par l'état. Cass., 20 février 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 166. — Lorsqu'un créancier d'émigré a déposé ses titres entre les mains de l'administration, et a obtenu liquidation de sa créance, ce n'est qu'à partir de cette liquidation, et non à partir du dépôt des titres, que la prescription a commencé à courir contre le créancier. Agen, 4 et 10 juin 1831, *SIR.*, XXXI, 2, 187. — Jugé encore que la prescription n'a commencé à courir contre le créancier que du jour de la liquidation de sa créance. Cass., 3 décembre 1836, *DALLOZ*, 1836, 1, 95. — Jugé aussi que le dépôt de ses titres, effectué par le créancier d'un émigré pour obtenir la liquidation de sa créance, et un arrêté d'instruction rendu par le préfet à la suite de ce dépôt, peuvent être considérés comme non interruptifs de la prescription qui courait au profit du débiteur. Cass., 19 janvier 1832, *SIR.*, XXXII, 1, 751. — Jugé enfin que le dépôt fait par un créancier d'émigré de ses titres, entre les mains du gouvernement, afin d'obtenir la liquidation de sa créance, n'a pas interrompu la prescription, alors que l'émigré n'étant pas obligé directement, mais seulement comme héritier, il n'y a eu production d'aucun acte établissant cette qualité. Cass., arr. précité, 20 février 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 166.

Les créanciers peuvent, au lieu et place de leur débiteur, poursuivre la liquidation de l'indemnité; mais ils doivent se présenter dans les délais de la loi, et ne peuvent se prévaloir de la demande formée par d'autres créanciers. Arr. du cons., 27 décembre 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 704; et plusieurs autres arrêts. — Jugé cependant que les créanciers ne sont recevables à poursuivre la liquidation de l'indemnité qu'autant qu'ils sont subrogés dans les droits de leur débiteur. Arr. du cons., 29 novembre 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 661. — Jugé encore que la loi n'ouvre aux créanciers qui ne se sont pas fait subroger par jugement à la place de leur débiteur, d'autre droit que celui de former opposition à la délivrance de l'indemnité. Arr. du cons., 1^{er} février 1829, *MAC.*, XI, 27; et 26 août 1831, *MAC.*, 2^e série, I, 348. — Les créanciers ne peuvent réclamer l'indemnité par droit de subrogation, lorsque leur débiteur a été reconnu incapable, pour cause d'extranéité, de succéder à l'ancien propriétaire et de toucher l'indemnité. Arr. du cons., 18 septembre 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 530. — Ou lorsque leur débiteur a été, en vertu des traités diplomatiques de 1815, indemnisé de la valeur des biens confisqués sur sa tête. Arr. du cons., 10 mai 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 244. — La commission de liquidation doit rejeter la demande formée par des créanciers, en vertu d'un jugement de subrogation rendu par défaut contre une partie n'ayant pas d'avoué, et non suivi d'exécution. Arr. du cons., 21 décembre 1832, *MAC.*, 2^e série, II, 718. — Il y a lieu de surseoir à la liquidation jusqu'à la production, par les créanciers, du jugement définitif. Arr. du cons., 11 juin 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 317. — Lorsque le créancier agit en vertu d'un jugement qui l'autorise à se faire liquider au lieu et place de son débiteur pour le montant de sa créance, en capital, intérêts et frais, la liquidation doit être faite au nom de l'ancien propriétaire, dans les limites de la somme totale allouée au créancier par ledit jugement. Arr. du cons., 3 décembre 1828, *MAC.*, X, 803.

Le créancier d'émigré qui, durant la révolution, avait poursuivi et obtenu la liquidation définitive de sa créance, est sans droit pour former opposition à la délivrance de l'indemnité due à l'émigré, bien qu'il n'ait pas utilisé la reconnaissance de liquidation qui lui avait été délivrée, et ne se soit pas fait inscrire sur le grand-livre de la dette publique: il en est ainsi surtout si, dans le bordereau de l'indemnité, il a été fait par le gouvernement déduction à l'émigré du montant de la créance liquidée. Toulouse, 3 mars 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 8. — Jugé au contraire que la liquidation de la créance, obtenue de l'état par un créancier d'émigré, ne saurait être considérée par elle-même comme un paiement, et que le créancier non payé est fondé, nonobstant cette liquidation, à former opposition à la délivrance de l'indemnité allouée à l'émigré, alors surtout qu'il n'a pas été fait déduction sur cette indemnité du montant de la créance. Agen, arrêts précités des 4 et 10 juin 1831, *SIR.*, XXXI, 2, 187.

L'opposition formée en vertu de l'art. 18 de la loi du 27 avril 1825 à la délivrance de

créanciers exerceront leurs droits suivant le rang des privilèges et hypothèques qu'ils avaient sur les immeubles confisqués.—L'ordre ou la distribution

l'inscription de rente, par les créanciers des anciens propriétaires dépossédés, a pour effet d'assurer leur paiement sur les sommes provenant de l'indemnité. Arr. du cons., 27 décembre 1833, MAC., 2^e série, III, 704. — La faculté accordée aux créanciers *hypothécaires* des émigrés, antérieurs à la confiscation, de former opposition sur l'indemnité revenant à leurs débiteurs, peut s'exercer jusqu'à la délivrance successive de l'inscription de chaque cinquième de l'indemnité, nonobstant tous transports ou cessions que les émigrés ou leurs représentants pourraient avoir déjà faits de cette même indemnité, et encore que les transports ou cessions eussent été dûment notifiés au trésor. Paris, 2 mars 1830, SIR., XXX, 2, 244; et Cass., 16 novembre 1831, SIR., XXXII, 1, 12. — Il en est autrement des simples créanciers chirographaires : à leur égard, les transports conservent tout leur effet, selon le droit commun. Arr. précité du 16 novembre 1831. — Lorsque l'acte de transport est postérieur à la promulgation de la loi, l'indemnité ne peut être liquidée au nom et au profit du cessionnaire, au préjudice des oppositions qui auraient été formées antérieurement et par les créanciers de l'ancien propriétaire. Arr. du cons., 14 février 1834, MAC., 2^e série, IV, 127.

La disposition de l'art. 18 de la loi de 1825, qui n'autorise à former opposition sur l'indemnité accordée par cette loi, à raison des créances antérieures à la confiscation, que pour le capital de ces créances, est applicable même à la caution qui, ayant payé la dette en capital et intérêts depuis 1814 seulement, n'est ainsi devenue créancière (par subrogation) qu'à partir de cette époque : la caution ne peut, en ce cas, pas plus que ne l'aurait pu le créancier primitif, former opposition pour les intérêts par elle payés; l'opposition doit être réduite au capital de la créance d'origine. Paris, 27 janvier 1829, SIR., XXIX, 2, 146. — Jugé au contraire que, dans ce cas, la caution peut former opposition non seulement pour le capital, mais encore pour les intérêts de sa créance, et que l'art. 18, qui ne permet de former opposition que pour le capital, est inapplicable à l'espèce, soit en ce que la créance même de la caution se trouve antérieure à la confiscation, soit en ce que la somme par elle payée tant en intérêts qu'en capital forme à son égard un véritable capital. Cass., 15 novembre 1831, SIR., XXXII, 1, 313; Bull. civ., XXXIII, 160. — L'héritier bénéficiaire d'un émigré qui, avant la loi d'indemnité, a payé de ses deniers des intérêts à un créancier de la succession, et qui, au moyen de ce paiement, a été subrogé aux droits du créancier, peut se faire rembourser de ces intérêts sur l'indemnité, bien que le créancier auquel il est subrogé ne soit pas fondé à demander lui-même le paiement desdits intérêts. Cass., 11 janvier 1831, SIR., XXXI, 1, 18; Bull. civ., XXXIII, 4. — Enfin, la limitation des oppositions au capital seulement des créances n'est pas applicable au créancier qui a obtenu sa subrogation dans les droits de l'émigré : cette disposition, favorable à l'émigré, ne peut être opposée que par lui-même ou par ses ayans-droit au créancier, et ne peut l'être par l'état. Arr. du cons., 31 mai 1833, MAC., 2^e série, III, 300. — Décidé encore qu'il n'y a pas, dans la loi de 1825, de disposition qui autorise le ministre des finances à exercer, dans l'intérêt du fonds commun, la faculté que la loi donne à l'ancien propriétaire ou à ses représentants de se libérer envers ses créanciers par le transfert d'un capital nominal égal à la dette réclamée, surtout lorsque le créancier n'agit pas par voie d'opposition, mais en vertu d'un jugement qui le met aux droits du propriétaire dépossédé. Arr. précité du cons., 3 décembre 1828, MAC., X, 803.

L'héritier bénéficiaire d'un ancien émigré ne peut se libérer envers les créanciers de la succession, en leur transférant, sur le montant de l'indemnité, une rente trois pour cent égale au capital nominal de leurs créances. Cass., 10 novembre 1834, SIR., XXXV, 1, 115; Bull. civ., XXXVI, 207.

Les créanciers d'émigrés, antérieurs à la confiscation, qui ont formé opposition pour le capital de leurs créances, ne peuvent plus recourir sur les autres biens du débiteur pour le paiement des intérêts. Pau, 13 décembre 1827, SIR., XXVIII, 2, 205. — Jugé, au contraire, que le créancier opposant à la délivrance de l'indemnité conserve, nonobstant la délégation à lui faite par son débiteur sur cette indemnité, conformément à l'article 18, d'une somme égale au capital de la dette, le droit de poursuivre sur les autres biens du débiteur le paiement du surplus de sa créance. Paris, 30 janvier 1827, SIR., XXVIII, 2, 206; et Cass., 3 février 1835, DALLOZ, 1835, I, 285. — Lorsqu'au moyen du transfert d'un capital en rentes trois pour cent l'ayant-droit à une indemnité s'est libéré d'une dette pour laquelle il avait été formé opposition sur l'indemnité, la libération résultant de ce transport éteint la dette d'une manière absolue, même à l'égard des cautions solidaires, quelques réserves que le créancier ait pu faire : toutefois, le créancier conserve contre les cautions le droit de réclamer les intérêts échus avant le transfert, ce transfert se trouvant, dans son objet, restreint au capital de la dette. Nancy, 17 décembre 1827, SIR., XXIX, 2, 146.

Le créancier de l'émigré est recevable dans sa tierce-opposition contre une décision de la commission de liquidation, qui porte le montant de sa créance en déduction sur l'indemnité. Arr. du cons., 27 mai 1831, MAC., 2^e série, I, 208.

Les créanciers de Louis XVIII et de Charles X ne peuvent réclamer, en vertu de la loi de 1825,

seront faits, s'il y a lieu, quel que soit le juge de la situation desdits biens, devant le tribunal du domicile de l'ancien propriétaire, ou devant le tribunal dans le ressort duquel la succession s'est ouverte (1).

TITRE VI. — Des délais pour l'admission.

19. Les réclamations tendant à obtenir l'indemnité devront être formées, à peine de déchéance, dans les délais suivans, savoir (2) : — Dans un an, par les habitans du royaume; — Dans dix-huit mois, par ceux qui se trouvent

une indemnité à raison des biens vendus sur leurs débiteurs : le droit de ces derniers à une indemnité (en supposant qu'il ait existé) a été réuni, lors de leur avènement au trône, au domaine de l'état. Arr. du cons., 15 juillet 1832, Sir., XXXII, 2, 504.

(1) Lorsque le montant des sommes réclamées par les créanciers excède le montant de l'indemnité, la commission doit les leur allouer intégralement, sans avoir égard à la contribution dressée devant l'autorité judiciaire entre tous les créanciers. Arr. du cons., 28 décembre 1832, Mac., 2^e série, II, 731.

Un ordre peut être ouvert pour la distribution de l'indemnité, bien qu'il n'y ait pas plus de trois créanciers hypothécaires. Cass., 10 décembre 1833, Sir., XXXIV, 1, 328.

(2) La demande en liquidation des héritiers qui se sont pourvus en temps utile, conserve les droits des cohéritiers qui ne se sont présentés qu'après l'expiration des délais. Arr. du cons., 24 octobre 1827, Mac., IX, 533. — Mais il faut pour cela que cette demande ait été faite dans un intérêt commun; autrement elle ne conserve que les droits des réclamans. Arr. du cons., 28 décembre 1832, Mac., 2^e série, II, 734; 4 janvier, 8 mars et 25 octobre 1833, Mac., 2^e série, III, 8, 151 et 589. — La demande formée en temps utile par un des héritiers à fin de liquidation de toute l'indemnité, conserve les droits des héritiers qui n'ont pas réclamé dans le délai. Arr. du cons., 12 avril 1832, Sir., XXXII, 2, 366; et 10 septembre 1835, Mac., 2^e série, V, 550. — Mais lorsque des héritiers n'ont réclamé que *leurs parts* dans l'indemnité, leur réclamation ne peut profiter et devenir commune au cohéritier retardataire. Arr. du cons., 31 juillet 1832, Mac., 2^e série, II, 431. — Décidé encore que la demande en liquidation formée par un créancier ou par un usufruitier, dans son intérêt personnel, ne relève pas de la déchéance ceux des ayans-droit qui n'ont pas réclamé en temps utile. Arr. du cons., 16 août 1832, Mac., 2^e série, II, 459; et plusieurs autres arrêts.

Lorsque les héritiers testamentaires qui ont seuls droit à l'indemnité n'ont pas formé leur demande en temps utile, ils ne peuvent se prévaloir de celle qui a été faite par les héritiers naturels. Arr. du cons., 16 février 1832, Mac., 2^e série, II, 49. — La demande formée par les héritiers du sang a maintenu les droits des héritiers testamentaires, lorsque cette demande n'a pas été faite dans l'intérêt propre des réclamans, à l'exclusion desdits héritiers testamentaires : il en est de même de la demande de ces derniers à l'égard des héritiers du sang. Arr. du cons., 1^{er} et 8 février 1833, Mac., 2^e série, III, 72 et 93. — Lorsque le légataire universel est décédé sans avoir réclamé l'indemnité, ses droits ne peuvent être conservés par la demande des héritiers de l'émigré. Arr. du cons., 7 mars 1834, Mac., 2^e série, IV, 160. — Lorsque le légataire universel de l'émigré n'a pas formé sa demande en temps utile, il ne peut se prévaloir de celle qui a été formée par un autre légataire universel, reconnu depuis sans droit ni qualité. Arr. du cons., 14 décembre 1832, Mac., 2^e série, II, 706.

La demande formée par un indemnitaires n'a pu conserver les droits d'un cohéritier dont il a hérité lui-même depuis. Arr. du cons., 9 mai 1834, Mac., 2^e série, IV, 283.

Lorsque le réclamant a oublié de parler dans sa demande d'un immeuble qui a été confisqué, et pour lequel il est dû une indemnité, la demande supplémentaire, formée après qu'il a été définitivement statué sur la première, et d'ailleurs après le délai de la loi, est non recevable. Arr. du cons., 14 décembre 1832, Mac., 2^e série, II, 702.

Le cessionnaire d'un émigré ne peut réclamer l'indemnité, lorsque son titre de cession n'a acquis date certaine qu'après l'expiration du délai fixé par l'art. 19, c'est-à-dire après que l'émigré a encouru la déchéance. Arr. du cons., 3 août 1828, Mac., X, 582.

Le créancier étranger, exerçant les droits de la succession, a dû réclamer l'indemnité dans le délai d'une année, à peine de déchéance; il ne peut se prévaloir du délai de dix-huit mois fixé, par l'art. 19 de la loi de 1825, pour ceux qui se trouvent en pays étranger. Arr. du cons., 28 décembre 1832, Mac., 2^e série, II, 730.

Jugé encore, et en thèse générale, que le créancier de l'émigré ne peut réclamer directement l'indemnité que dans le délai fixé par la loi à son débiteur, et que, s'il laisse passer ce délai, il ne peut plus agir que par voie d'opposition. Arr. du cons., 5 novembre 1828, Mac., X, 750. — Lorsqu'un créancier a formé sa demande en liquidation hors des délais prescrits, il ne peut se prévaloir de celle qui a été formée en temps utile par d'autres créanciers dont les intérêts se

dans les autres états de l'Europe; — Dans deux ans, par ceux qui se trouvent hors d'Europe.—Ces délais courent du jour de la promulgation de la présente loi.

20. Il sera ouvert dans chaque préfecture un registre spécial où seront inscrites, à leur date, les réclamations qui auront été adressées au préfet, ainsi que le résultat de chacune des liquidations, lorsqu'elle aura été terminée. — Des extraits régulièrement certifiés de ce registre seront délivrés à toutes personnes qui auront intérêt à les réclamer.

TITRE VII. — Dispositions générales.

21. Il sera annuellement distribué aux chambres, avec les projets de loi des comptes, des états détaillés de toutes les liquidations arrêtées conformément aux dispositions de la présente loi, pendant l'exercice auquel se rapporteront ces projets.

22. Pendant cinq ans, à compter de la promulgation de la présente loi, tous actes translatifs de la propriété des biens confisqués sur les émigrés, les déportés et les condamnés révolutionnairement, et qui seraient passés entre le propriétaire actuel desdits biens et l'ancien propriétaire ou ses héritiers, seront enregistrés moyennant un droit fixe de trois francs.

23. La qualité d'étrangère ou d'étranger ne pourra être opposée, relativement à l'exécution de la présente loi, aux Françaises veuves ou descendantes d'émigrés, de déportés ou de condamnés révolutionnairement, lesquelles auraient contracté mariage avec des étrangers antérieurement au 1^{er} avril 1814, ni à leurs enfans nés de pères ayant joui de la qualité de Français (1).

24. L'article 1^{er} de la loi du 5 décembre 1814 continuera de sortir son plein et entier effet : en conséquence, aucune des dispositions de la présente loi ne pourra préjudicier en aucun cas aux droits acquis avant la publication de la charte constitutionnelle, et maintenus par ledit article, soit à l'état, soit à des tiers, ni donner lieu à aucun recours contre eux (2).

trouvent distincts, et qui n'ont réclaté que le montant de leurs créances personnelles. Arr. du cons., 15 février 1833, MAC., 2^e série, III, 107.

L'héritier de l'émigré, qui a désintéressé le créancier, ne peut se prévaloir de la demande de celui-ci pour se faire relever de la déchéance. Arr. du cons., 15 mars et 21 juin 1833, MAC., 2^e série, III, 165 et 337.

La loi de 1825 n'ayant prescrit aucun délai pour l'instruction des demandes et réclamations d'indemnité, aucune déchéance ne peut être opposée aux réclamans pour défaut de production, dans un délai déterminé, des pièces justificatives de la demande, lorsque d'ailleurs ils ont formé leur demande en temps utile. Arr. du cons., 18 août 1831, SIRE., XXXII, 2, 34.

La déchéance du droit de demander l'indemnité, pour cause d'expiration des délais, ne peut être opposée par l'ayant-droit qui a réclaté en temps utile; cette déchéance n'a été établie qu'en faveur de l'état et ne peut être opposée que par lui. Besançon, 20 juillet 1827, SIRE., XXVIII, 2, 11; et arr. du cons., 13 avril 1828, MAC., X, 320.

La question de déchéance ou de forclusion n'est pas du ressort de l'autorité judiciaire. Arr. du cons., 16 février 1832, MAC., 2^e série, II, 49.

(1) Le présent article n'est applicable qu'aux Françaises qui étaient, lors de leur mariage, veuves ou descendantes d'émigrés, de déportés ou de condamnés. Arr. du cons., 5 novembre 1828, MAC., X, 758; et 1^{er} septembre 1831, MAC., 2^e série, I, 355.—La question de savoir si, nonobstant le mariage de la réclamante avec un étranger, elle peut se prévaloir de l'exception de l'art. 23 de la loi de 1825, n'est pas du ressort des tribunaux. Même arrêt du 1^{er} septembre 1831.

(2) Le paiement des dettes fait par l'état, à la décharge de l'ancien propriétaire, est un acte devenu inattaquable, aux termes du présent article. Arr. du cons., 6 juin 1834, MAC., 2^e série, IV, 367; et un grand nombre d'autres arrêts.

Voyez encore, en ce qui concerne le maintien des actes de toute nature faits par l'état, comme représentant les émigrés, les notes qui accompagnent l'art. 16 du sénatus-consulte du 6 floréal an 10 (26 avril 1802), et l'art. 1^{er} de la loi du 5—6 décembre 1814.

N° 494. = 27 avril—11 juin 1825. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société formée à Paris sous le nom de société anonyme du canal du duc d'Angoulême.** (VIII, Bull. *XXI bis*, n° 1^{er}.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;—Vu l'article 13 de la convention relative à l'emprunt pour le canal du *duc d'Angoulême*, — Ladite convention stipulée par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur et le sieur *Sartoris*, banquier à Paris, et ratifiée par la loi du 5 août 1821; — Vu l'ordonnance royale du 20 février 1823; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;—Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La société formée à Paris sous le nom de *société anonyme du canal du duc d'Angoulême*, par acte passé par-devant *Chodron* et son collègue, notaires à Paris, le 9 avril 1825, est autorisée; ses statuts sont approuvés ainsi qu'ils sont contenus audit acte, qui restera annexé à la présente.

2. Nous nous réservons de révoquer la présente autorisation en cas de non-exécution ou de violation des statuts par nous approuvés; le tout, sauf les droits, dommages et intérêts des tiers.

3. Le commissaire nommé par notre ministre de l'intérieur en vertu de l'article 3 de l'ordonnance du 20 février 1823, exercera auprès de ladite société les fonctions qui lui sont attribuées par cette même ordonnance.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie de son état de situation au préfet de police, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Paris.

(*Suivent les statuts.*)

N° 495. = 27 avril—11 juin 1825. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société formée à Paris sous le nom de société anonyme du canal des Ardennes.** (VIII, Bull. *XXI bis*, n° 2.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;—Vu l'article 12 de la convention relative à l'emprunt pour le canal des Ardennes, — Ladite convention stipulée par notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur et le sieur *Sartoris*, banquier à Paris, et ratifiée par la loi du 5 août 1821; — Vu l'ordonnance royale du 20 février 1823; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;—Notre conseil d'état entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La société formée à Paris sous le nom de *société anonyme du canal des Ardennes*, par acte passé par-devant *Chodron* et son collègue, notaires à Paris, le 9 avril 1825, est autorisée; ses statuts sont approuvés ainsi qu'ils sont contenus audit acte, qui demeurera annexé à la présente.

2. Nous nous réservons de révoquer la présente autorisation en cas de non-exécution ou de violation des statuts par nous approuvés; le tout, sauf les droits, dommages et intérêts des tiers.

3. Le commissaire nommé par notre ministre de l'intérieur en vertu de l'article 3 de l'ordonnance du 20 février 1823, exercera auprès de ladite société les fonctions qui lui sont attribuées par cette même ordonnance.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, copie de son état

de situation au préfet de police; au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Paris.

(*Suivent les statuts.*)

N° 496. = 1^{er}—4 mai 1825. = **Loi sur la dette publique et l'amortissement** (1).
(VIII, Bull. XXXII, n° 709.)

Art. 1^{er}. Les rentes acquises par la caisse d'amortissement, depuis son établissement jusqu'au 22 juin 1825, ne pourront être annulées, ni distraites de leur affectation au rachat de la dette publique, avant le 22 juin 1830.

2. Les rentes qui seront acquises par la caisse d'amortissement, à dater du 22 juin 1825 jusqu'au 22 juin 1830, seront rayées du grand-livre de la dette publique au fur et à mesure de leur rachat, et annulées au profit de l'état, ainsi que les coupons d'intérêt qui y seront attachés au moment où elles seront acquises.

3. A dater de la publication de la présente loi, les sommes affectées à l'amortissement ne pourront plus être employées au rachat des fonds publics dont le cours serait supérieur au pair.—Les rachats que fera la caisse d'amortissement n'auront lieu qu'avec concurrence et publicité.

4. Les propriétaires d'inscriptions de rentes cinq pour cent sur l'état auront, durant trois mois, à dater du jour de la publication de la présente loi, la faculté d'en requérir du ministre des finances la conversion en inscriptions de rentes trois pour cent au taux de soixante-quinze francs; et à dater du même jour de la publication de la loi, jusqu'au 22 septembre 1825, la faculté de requérir cette conversion en quatre et demi pour cent au pair, avec garantie contre le remboursement jusqu'au 22 septembre 1835. — Les rentes ainsi converties continueront à jouir des intérêts à cinq pour cent jusqu'au 22 décembre 1825.

5. Les sommes provenant de la diminution des intérêts de la dette, par suite des conversions autorisées par l'article précédent, seront appliquées à réduire, dès l'année 1826, d'un nombre de centimes additionnels correspondant, les contributions foncière, personnelle, mobilière, et des portes et fenêtres.—A cet effet, l'état du produit annuel de la diminution de ces intérêts sera dressé par le ministre des finances le 1^{er} octobre 1825, et servira de base aux dispositions de l'ordonnance royale qui réalisera, sur les rôles de 1826, le dégrèvement accordé par la présente loi.

N° 497. = 1^{er}—4 mai 1825. = **ORDONNANCE du roi concernant le mode à suivre pour la conversion des rentes cinq pour cent consolidés en inscriptions de rente trois pour cent ou quatre et demi pour cent, au taux fixé par la loi du 1^{er}—4 mai 1825** (2). (VIII, Bull. XXXII, n° 710.)

Charles, ...—Vu l'article 4 de la loi du 1^{er} mai 1825, qui donne aux pro-

(1) Voyez, sur la constitution et l'organisation de la dette publique, le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, et les notes étendues qui l'accompagnent.

Voyez aussi, dans les diverses lois de finances qui se sont succédées depuis celle du 28 avril — 4 mai 1816, certaines dispositions sur l'amortissement de la dette publique.

Et, sur les fonctions de la caisse d'amortissement, voyez l'arrêté du 23 messidor an 9 (12 juillet 1801) et les notes.

Voyez enfin l'ordonnance du 1^{er}—4 mai 1825, rendue pour l'exécution de la présente loi.

(2) Voyez la loi précédente et la note.

priétaires de rentes cinq pour cent consolidés la faculté d'en requérir la conversion en inscriptions de rentes trois pour cent au taux de soixante-quinze francs, ou de quatre et demi pour cent au pair, avec garantie contre le remboursement jusqu'au 22 septembre 1835;—Voulant régler le mode d'après lequel les propriétaires actuels d'inscriptions de cinq pour cent consolidés pourront user de cette faculté; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les propriétaires de rentes cinq pour cent consolidés, qui voudront les convertir en trois ou en quatre et demi pour cent, aux conditions exprimées dans la loi du 1^{er} mai 1825, seront admis à déposer leurs extraits d'inscription à notre trésor royal, à compter du 6 mai courant, et à en obtenir l'échange immédiat contre de nouveaux titres conformes aux modèles ci-annexés, n^{os} 1^{er} et 2, après transfert de la nouvelle rente au livre des trois ou des quatre et demi pour cent.

2. Les extraits d'inscription déposés pour cette conversion seront accompagnés d'une demande dans la forme du modèle ci-annexé n^o 3. et revêtue de la signature, dûment certifiée, du propriétaire de la rente, ou d'un fondé de procuration, laquelle sera spéciale pour la conversion, ou contiendra pouvoir de vendre.

3. Les inscriptions de trois pour cent provenant de conversion porteront jouissance du 22 juin 1825; il sera remis aux propriétaires un certificat d'arrérages, tant pour les trois mois courus du 22 mars au 21 juin 1825, que pour la portion d'intérêts payable à raison de cinq pour cent jusqu'au 22 décembre prochain, conformément au dernier paragraphe de l'article 4 de la loi. Le montant de ce certificat sera acquitté au 22 juin 1825, pour les conversions opérées antérieurement à cette époque; et pour les autres, au moment de l'échange des titres.—Les arrérages des rentes converties en quatre et demi pour cent continueront d'être payables aux échéances des 22 mars et 22 septembre de chaque année.

4. Les nouveaux livres des trois et des quatre et demi pour cent ne devant, conformément aux règles prescrites pour la tenue des écritures de la dette inscrite, contenir aucune fraction de franc, celles qui pourront résulter de la réduction de l'intérêt dans les nouvelles inscriptions, seront remboursées au moment de l'échange des titres, et formeront un article additionnel au certificat d'arrérages énoncé dans l'article précédent.

5. Les extraits d'inscription déposés pourront, sur la demande des parties, être timbrés des mots, *convertis en trois ou en quatre et demi pour cent*, et leur tenir lieu de nouveaux titres, soit pour la perception du dividende, soit pour opérer le transfert. — Les extraits d'inscription ainsi timbrés devront être rapportés à notre trésor royal, pour être échangés définitivement avant le 22 décembre prochain.

6. Conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi du 1^{er} mai 1825, les demandes pour conversion seront reçues, savoir : en trois pour cent, jusqu'au 5 août prochain inclusivement, et en quatre et demi pour cent, jusqu'au 22 septembre suivant. Le résultat de ces demandes, quant à la quotité des conversions, soit en trois, soit en quatre et demi, sera constaté par procès-verbal et rendu public dans les vingt-quatre heures de l'expiration de chacun des délais ci-dessus indiqués.

7. Les propriétaires d'inscription cinq pour cent qui ne demanderont pas la conversion, soit en trois, soit en quatre et demi pour cent, conserveront, sans qu'il y ait de leur part aucune formalité nouvelle à remplir, la jouis-

sance des intérêts actuels et la faculté de transférer, le tout dans les mêmes formes et aux mêmes échéances que par le passé.

(*Suivent les modèles.*)

N° 498. = 1^{er} — 4 mai 1825. = **ORDONNANCE du roi concernant la nouvelle effigie des monnaies** (1). (VIII, Bull. XXXII, n° 711.)

Art. 1^{er}. A dater du 20 mai prochain, dans notre hôtel des monnaies de Paris, et à dater du 1^{er} juillet suivant, dans nos autres hôtels des monnaies, les monnaies d'or et d'argent seront frappées à notre effigie, et porteront pour légende ces mots : — CHARLES X ROI DE FRANCE. — Le type actuel du revers des pièces d'or et d'argent, ainsi que la légende du cordon, sont conservés.

2. Quatre millions de francs, dans les diverses pièces de monnaie, seront frappés à notre effigie avec le millésime de 1824.

N° 499. = 1^{er} — 6 mai 1825. = **ORDONNANCE du roi qui détermine le mode d'exécution de la loi du 27—28 avril 1825, concernant l'indemnité due par l'état aux propriétaires de biens-fonds confisqués et vendus en vertu des lois sur les émigrés, les déportés et les condamnés** (2). (VIII, Bull. XXXIII, n° 712.)

Charles, . . . — Vu la loi du 27 avril 1825, portant affectation d'un fonds de trente millions de rente au paiement de l'indemnité due par l'état aux Français dont les biens-fonds situés en France, ou qui faisaient partie du territoire français, au 1^{er} janvier 1792, ont été confisqués et aliénés en vertu des lois sur les émigrés, les déportés et les condamnés révolutionnairement; — Voulant déterminer le mode d'exécution de la loi, de manière à accélérer, autant qu'il est possible, les liquidations; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Dispositions générales.*

Art. 1^{er}. Il sera procédé immédiatement, par les directeurs des domaines dans les départemens, à la liquidation de l'indemnité due par l'état pour tous les biens-fonds confisqués et vendus révolutionnairement. — Ces liquidations seront faites au nom du propriétaire dépossédé, et serviront de base aux bordereaux à former sur les réclamations des parties, conformément aux dispositions contenues en la présente ordonnance.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances transmettra au directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines l'état des déductions à imputer sur l'indemnité due aux anciens propriétaires de biens-fonds confisqués et vendus révolutionnairement, ou à leurs représentans. Cet état sera adressé aux directeurs des domaines de chaque département. Il contiendra les dettes payées à la décharge du propriétaire dépossédé,

(1) Cette effigie a suivi les changemens de gouvernement qui ont eu lieu en France depuis 1789. Voyez l'ordonnance du 17—25 août 1830, qui fixe de nouveau l'effigie et la légende des monnaies.

(2) Cette ordonnance, rendue pour l'exécution de la loi du 27—28 avril 1825, ne peut plus recevoir d'application, tous les délais fixés pour la liquidation de l'indemnité étant depuis long-temps expirés, et la commission de liquidation étant dissoute.

Voyez la loi du 27—28 avril 1825, et les notes très étendues qui l'accompagnent.

excepté en ce qui concerne les sommes payées à titre de secours aux femmes et enfans, les gages de domestiques et autres paiemens de même nature faits en assignats et en exécution des lois des 8 avril 1792 et 12 mars 1793.

3. Le directeur général de l'enregistrement et des domaines joindra à l'état qui lui aura été transmis par le ministre des finances un tableau indicatif, — 1^o Des soultes payées à la décharge des propriétaires dépossédés ; — 2^o Des sommes provenant de reliquats de décomptes, lesquelles ont été remises aux anciens propriétaires ou à leurs représentans, en exécution de la loi du 5 décembre 1814, et des compensations opérées à leur profit pour des sommes dues par eux au même titre ; — 3^o Du montant des bons au porteur donnés en remboursement aux déportés et aux familles des condamnés, en exécution des décrets des 21 prairial et 22 fructidor an 3, réduit en numéraire au cours du jour où la remise leur en a été faite. — Il prescrira aux directeurs de son administration, dans les départemens où sont situés les biens vendus révolutionnairement, et qui proviennent d'engagemens ou autres aliénations du domaine royal, qui n'auraient été maintenus par les lois des 14 ventose an 7 et 28 avril 1816, qu'à la charge de payer le quart de la valeur desdits biens, d'en dresser un état général, afin qu'il soit fait déduction du quart sur l'indemnité due pour les mêmes biens.

4. Les préfets feront rechercher sans délai dans les archives du département, et classer, à l'aide d'un répertoire alphabétique, les procès-verbaux d'expertise, d'adjudication ou de partage, et tous les autres actes administratifs concernant les biens-fonds confisqués ou aliénés en exécution des lois sur les émigrés, les déportés et les condamnés révolutionnairement, et qui devront être, ou consultés par les employés supérieurs des domaines, ou produits pour la vérification ou la constatation des relevés ou extraits d'après lesquels les décomptes d'indemnité auront été établis. — Un semblable travail aura lieu pour les titres des créances dont la liquidation a été faite dans les départemens.

TITRE II. — Des demandes en indemnité, et des pièces qui doivent y être annexées.

5. L'ancien propriétaire des biens-fonds qui, en exécution des lois sur les émigrés, les déportés et les condamnés révolutionnairement, ont été confisqués et aliénés, ou qui ont été, soit donnés aux hospices et autres établissemens de bienfaisance en remplacement de leurs biens vendus ou en paiement de dettes, soit affectés provisoirement à de semblables établissemens, soit concédés gratuitement à d'autres établissemens ou à des particuliers ; — A défaut de l'ancien propriétaire, les Français qui étaient appelés par sa volonté ou par la loi à le représenter à l'époque de son décès ; les héritiers qui, en cas de renonciation des héritiers naturels ou institués, auraient accepté la succession, ou ceux qui, par les arrangemens de famille, ont supporté la perte résultant de la confiscation ; — Les Françaises veuves ou descendantes d'émigrés, de déportés ou de condamnés révolutionnairement, lesquelles auraient contracté mariage avec des étrangers antérieurement au 1^{er} avril 1814, et leurs enfans nés de pères ayant joui de la qualité de Français, — Devront, pour obtenir l'indemnité, adresser une demande en liquidation au préfet du département de la situation des biens.

6. Toute demande en indemnité contiendra, — 1^o Élection de domicile dans le département de la situation des biens-fonds ; — 2^o Les noms et prénoms des individus sur lesquels les biens-fonds ont été confisqués ; — 3^o La

déclaration que le réclamant n'est pas rentré, depuis la confiscation, en la possession des mêmes biens, ou, s'il y est rentré, les indications contenues aux articles 13, 14 et 15 de la présente ordonnance. — Cette demande sera, en outre, appuyée des titres et pièces nécessaires pour établir la qualité d'ayant-droit à l'indemnité, conformément à ce qui va être indiqué.

7. Lorsque l'indemnité sera réclamée par l'ancien propriétaire, il devra justifier de sa qualité, en produisant, — 1^o Un extrait de son acte de naissance en due forme; — 2^o Un acte de notoriété, dressé par-devant le juge de paix de la situation des biens confisqués, ou du domicile du réclamant, signé par cinq témoins notables, et constatant son identité avec le propriétaire dépossédé.

8. Si la demande en indemnité est formée par les Français qui étaient appelés par la loi, ou par la volonté de l'ancien propriétaire, à le représenter à l'époque de son décès, les réclaman's produiront, indépendamment de l'extrait de naissance de chacun d'eux, l'extrait des registres de l'état civil, constatant le décès du propriétaire dépossédé, et les actes servant à établir leurs droits à sa succession. — Les héritiers qui entendront se prévaloir de la renonciation qui aura été faite à la succession de l'ancien propriétaire par les héritiers naturels ou institués à l'époque de son décès, devront en outre produire une copie en due forme de l'acte de renonciation et la preuve de leur acceptation.

9. Les Françaises veuves ou descendantes d'émigrés, déportés ou condamnés révolutionnairement, que l'article 23 de la loi admet à participer à l'indemnité, bien que mariées avec des étrangers, lorsque le mariage a été contracté antérieurement au 1^{er} avril 1814, devront présenter, indépendamment des pièces mentionnées aux articles ci-dessus, une copie de leur acte de mariage, revêtu des légalisations nécessaires.

10. Les enfans des Françaises veuves ou descendantes d'émigrés, déportés ou condamnés révolutionnairement, qui sont nés de pères ayant joui de la qualité de Français, et que l'article 23 de la loi appelle également à jouir de l'indemnité, joindront à leur demande et aux titres établissant leurs droits, les actes authentiques constatant que leur père a possédé la qualité de Français, et l'acte de mariage de leur mère.

11. Lorsque la demande en indemnité sera fondée sur les dispositions du premier paragraphe de l'article 3 de la loi, les ascendans d'émigrés qui auront acquis de l'état, au prix de l'estimation déclarée, les portions de leurs biens-fonds attribuées à l'état par le partage de présuccession, devront, en même temps qu'ils requerront la liquidation de leur indemnité dans la forme indiquée aux articles 5, 6 et 7 de la présente ordonnance, faire la déclaration du rachat qu'ils ont effectué, et indiquer les noms et prénoms de ceux sur lesquels la confiscation a été opérée. — A défaut de l'ascendant acquéreur de l'état, celui ou ceux des héritiers qui, d'après les arrangemens de famille, auront supporté la perte, devront en faire la déclaration dans la demande qu'ils adresseront au préfet, et administrer la preuve des droits et qualités auxquels ils réclament.

12. Les légitimaires frappés de confiscation dans les biens-fonds qu'ils avaient droit de réclamer pour leur légitime; à défaut des légitimaires, leurs représentans, devront réunir à leur demande et aux titres établissant leurs qualités et droits, l'indication des biens-fonds sur lesquels ils avaient droit de réclamer *en nature* leur légitime, et les noms et prénoms de l'ainé ou autre héritier institué qui a acquis les biens.

13. A l'égard de l'ancien propriétaire rentré en possession des biens confisqués sur lui, après les avoir acquis de l'état, soit directement, soit par

ascendant, descendant, femme ou toute autre personne interposée, ou de l'héritier de l'ancien propriétaire qui a racheté directement de l'état les biens confisqués sur son auteur, la demande qu'ils adresseront au préfet, conformément aux articles 5, 6 et 7 de la présente ordonnance, devra en outre contenir la déclaration du rachat qu'ils ont effectué, et la désignation des noms et prénoms de la personne interposée.

14. Lorsque, par rachat fait à des tiers, l'ancien propriétaire sera rentré en possession de biens confisqués sur sa tête, soit par lui directement, soit par ascendant, descendant, femme ou toute autre personne interposée, ou lorsque l'héritier de l'ancien propriétaire sera rentré en possession des biens confisqués sur son auteur, par acquisition directe faite à l'état, la demande adressée au préfet, en conformité des articles 5, 6 et 7, en contiendra la déclaration; et pour que l'indemnité soit appréciée et réglée à une somme égale aux valeurs réelles payées au tiers vendeur, sans qu'elle puisse toutefois excéder l'allocation résultant de l'article 2 de la loi, le réclamant, indépendamment des titres servant à justifier de ses droits et qualités, devra produire, — 1^o Dans le cas où l'ancien propriétaire lui-même ou son héritier aurait racheté directement à des tiers, une copie du contrat d'acquisition ayant date certaine; — 2^o Si le rachat a été fait par personne interposée, ou par ascendant, descendant ou femme de l'ancien propriétaire, l'acte d'acquisition par la personne interposée et l'acte de rétrocession, l'un et l'autre en forme authentique ou ayant date certaine.

15. Les réclamans qui ne pourraient administrer la preuve des sommes qu'ils ont payées à des tiers pour le rachat des biens dans la possession desquels ils sont rentrés, devront, dans la demande en indemnité qu'ils adresseront au préfet, faire la déclaration de l'impossibilité où ils se trouvent de fournir les justifications nécessaires.

TITRE III. — *De l'enregistrement des demandes en indemnité déposées à la préfecture, et des délais fixés pour leur admission.*

16. Toute demande en indemnité parvenue à la préfecture sera aussitôt portée sur le registre spécial qui doit y être ouvert en exécution de l'article 20 de la loi. Ce registre, conforme au modèle ci-annexé, sera coté et paraphé par première et dernière par le préfet. Les réclamations y seront inscrites à la date et dans l'ordre de leur arrivée; chaque demande sera revêtue d'un *visa* signé par le secrétaire général, avec indication du numéro et de la date de l'enregistrement. — Le même registre servira également à constater successivement et d'une manière sommaire la suite donnée à chaque affaire jusqu'à sa conclusion. — Des extraits régulièrement certifiés de ce registre, ou de l'enregistrement des demandes, seront délivrés à toutes personnes qui auront intérêt à les réclamer.

17. Aux termes de l'article 19 de la loi, les réclamations tendant à obtenir l'indemnité devront être formées, à peine de déchéance, dans le délai d'un an pour les habitans du royaume, de dix-huit mois pour ceux qui se trouvent dans les autres états de l'Europe, et de deux ans pour ceux qui se trouvent hors d'Europe. — En conséquence, à la fin du jour de l'expiration d'une année, à partir de la promulgation de la loi dans le département, le préfet sera tenu de clore et d'arrêter le registre des réclamations par un procès-verbal constatant l'heure de la clôture, et dont il adressera une ampliation à notre ministre secrétaire d'état des finances, dans les vingt-quatre heures.

18. Ne seront plus admises à l'enregistrement, — 1^o Les demandes en in-

démnité présentées après le délai d'un an jusqu'à celui de dix-huit mois, si elles ne sont accompagnées de la preuve authentique que le réclamant se trouvait dans les autres états de l'Europe au moment de la promulgation de la loi; — 2° Les demandes qui seront présentées après dix-huit mois jusqu'au terme de deux ans, à moins qu'elles ne soient accompagnées de la preuve authentique constatant qu'au moment de la promulgation de la loi le réclamant se trouvait hors d'Europe.

19. Aussitôt après la réception et l'enregistrement des demandes, le préfet les transmettra au directeur des domaines du département, chargé de préparer les élémens de la liquidation et de dresser, en conséquence, le bordereau de l'indemnité.

TITRE IV. — De la réunion des élémens de liquidation et de la formation des bordereaux d'indemnité par les directeurs des domaines.

20. A la réception des demandes à lui transmises par le préfet, le directeur des domaines procèdera à la formation du bordereau d'indemnité dans l'ordre des inscriptions sur le registre de la préfecture, et conformément à ce qui va être ci-après indiqué.

21. Si les biens-fonds ont été vendus en exécution des lois qui ordonnaient la recherche et l'indication préalable du revenu de 1790 ou du revenu valeur de 1790, le bordereau contiendra l'énonciation du procès-verbal d'expertise ou d'adjudication, en ce qui concerne la date des lois ou décrets en vertu desquels l'aliénation a été faite, et celle des actes d'aliénation, les noms et prénoms des propriétaires dépossédés, la désignation des biens, l'évaluation de leur revenu, les causes de leur confiscation, et la fixation de l'indemnité à un capital égal à dix-huit fois le revenu, tel qu'il a été constaté par les procès-verbaux d'expertise ou d'adjudication.

22. Si la vente a été faite en vertu des lois antérieures au 12 prairial an 3, qui ne prescrivaient qu'une simple estimation préalable, le bordereau contiendra l'énonciation du procès-verbal d'adjudication, en ce qui a rapport aux noms et prénoms du propriétaire dépossédé, à la date des lois en exécution desquelles les ventes ont été faites, à celle des actes de vente, à la désignation des biens aliénés, aux causes de la confiscation, à la date et au montant de la vente, et le règlement de l'indemnité en capital à une somme égale au prix de la vente réduit en numéraire au jour de l'adjudication, d'après le tableau de dépréciation des assignats dressé dans le département où étaient situées les propriétés vendues.

23. A l'égard des portions de biens attribuées à l'état par le partage de présuccession, qui ont été rachetées par l'ascendant d'un émigré, ou des portions de biens-fonds que des légitimaires frappés de confiscation avaient droit de réclamer et dont le prix a été payé à l'état par un aîné ou autre héritier institué, le bordereau dressé par le directeur des domaines portera, — 1° Les énonciations de l'acte de liquidation et partage du patrimoine déclaré en exécution de la loi du 28 avril 1795 (9 floréal an 3), en ce qui a rapport aux noms et prénoms de l'acquéreur et du propriétaire dépossédé, à la désignation des biens, aux causes de la confiscation, à la date et au montant de la vente; — 2° Le relevé fait sur les registres des domaines, constatant la nature des valeurs données en paiement, la date et le montant de chacun des versements en principal et intérêts; — 3° Le règlement de l'indemnité à la valeur des sommes qui auront été payées à l'état, suivant l'application à chacune des sommes versées et à la date du versement, de l'échelle de dépréciation des départemens pour les assignats ou les mandats, et le tableau du cours pour les autres valeurs reçues en paiement.

24. Quant aux biens-fonds qui sont rentrés en la possession de l'ancien propriétaire, après avoir été rachetés de l'état, soit par l'ancien propriétaire directement, soit par ascendans, descendans, femme ou autre personne interposée, le bordereau devra comprendre l'énonciation de l'acte de vente relativement à la date de l'aliénation, aux noms, prénoms de l'acquéreur et du propriétaire dépossédé, aux rapports de parenté ou d'alliance existant entre eux, à la désignation et au prix de vente des biens, aux causes de la confiscation, à la nature des valeurs données en paiement, à la date et au montant de chacun des versements en principal et intérêts, et la fixation de l'indemnité à la valeur réelle payée à l'état.

25. Si la demande en indemnité est présentée par des héritiers de l'ancien propriétaire rentrés dans la possession des biens confisqués sur lui, après les avoir acquis de l'état directement, l'indemnité sera réduite à la valeur des sommes payées à l'état, et le bordereau renfermera, en conséquence, les mêmes énonciations que celles dont il a été fait mention à l'article précédent.

26. Lorsque les anciens propriétaires seront rentrés en possession des biens confisqués sur leur tête après les avoir rachetés à des tiers, directement ou par ascendans, descendans, femme et toute autre personne interposée, ou lorsque l'héritier de l'ancien propriétaire sera rentré en possession des biens confisqués sur lui et par acquisition directe faite à des tiers, le bordereau comprendra, — 1^o Le montant de l'indemnité d'après les valeurs payées et les justifications fournies par le réclamant, conformément à l'article 14 de la présente ordonnance; — 2^o Le montant de l'indemnité résultant de l'application des bases générales de la loi et des dispositions contenues à l'article 21 ou à l'article 22 de la présente ordonnance, suivant l'époque à laquelle la vente desdits biens a eu lieu; — 3^o Et, en définitive, le règlement de l'indemnité à la moindre des deux sommes provenant de la double liquidation ci-dessus prescrite. — A défaut de justifications, la fixation de l'indemnité sera égale aux valeurs réelles formant le prix payé à l'état; et, en conséquence, le bordereau dressé par le directeur des domaines devra contenir les diverses indications contenues à l'article 23 ci-dessus.

27. Al'égard des biens qui ont été donnés aux hospices ou autres établissemens de bienfaisance, soit en remplacement de leurs propriétés aliénées, soit en paiement des sommes à eux dues par l'état, ainsi que des biens qui n'ont été que provisoirement affectés à des établissemens de bienfaisance, le directeur énoncera dans le bordereau la date de la confiscation, les nom et prénoms du propriétaire dépossédé, la date des lois et décrets en exécution desquels ont été faites les concessions, celle des actes de concession, le nom de l'établissement concessionnaire, la désignation des biens, le prix de l'estimation tel qu'il a été porté dans l'acte de concession, et la fixation de l'indemnité au montant de l'estimation en numéraire faite avant la cession.

28. En ce qui concerne les biens définitivement et gratuitement concédés par l'état, soit à des établissemens publics autres que des hospices et établissemens de bienfaisance, soit à des particuliers, le bordereau contiendra les énonciations portées à l'article précédent, s'il a été procédé à l'estimation avant la cession. — A défaut d'estimation antérieure à la cession, le directeur provoquera auprès du préfet l'expertise d'après laquelle sera établie la valeur desdits biens à l'époque de 1790, ou valeur de 1790. Les experts seront au nombre de trois : ils seront nommés par les ayans-droit à l'indemnité et par le préfet. Si le préfet et les parties ne peuvent s'entendre sur la nomination des trois experts, il y sera pourvu, conformément au Code de

procédure civile, par le tribunal de la situation des biens. Expédition du procès-verbal d'expertise sera remise au directeur des domaines. Le résultat en sera consigné au bordereau établi dans la forme indiquée à l'article précédent, et contenant le règlement de l'indemnité à un capital égal au montant de l'estimation d'après l'expertise contradictoire.

29. Lorsque les archives du département auront été détruites, cette circonstance devra être constatée par le préfet, et il sera suppléé aux procès-verbaux d'expertise ou d'adjudication et autres actes administratifs par les sommiers des receveurs des domaines.

30. Le bordereau présentera le décompte de la totalité de l'indemnité due à l'ancien propriétaire pour raison des biens confisqués sur sa tête et vendus révolutionnairement dans le même département.—Si, à défaut de l'ancien propriétaire, la demande en liquidation a été faite par un héritier ou autre ayant-droit, le nom de l'héritier ou de l'ayant-droit sera en outre porté dans le bordereau avec la désignation de la qualité en laquelle il agit, de la part qu'il réclame dans la liquidation de l'indemnité de l'ancien propriétaire, et le règlement de l'indemnité, réduit conformément aux dispositions de la loi, dans le cas où il se trouverait dans la situation prévue aux articles 25 et 26 de la présente ordonnance.

31. Mention sera faite, sur le bordereau de l'indemnité, de la somme due par l'ancien propriétaire ou par le réclamant, suivant les états de passif qui seront transmis par le directeur général des domaines, conformément aux dispositions de l'article 3 de la présente ordonnance. Si, d'après ces mêmes états, aucune dette n'est à imputer sur l'indemnité, mention en sera faite et certifiée au bordereau par le directeur des domaines.

32. Si la communication des pièces qui auront servi à la formation du bordereau d'indemnité, ou des titres de créances qui y sont mentionnés, est demandée par les parties, elle leur sera donnée sans déplacement, sur une demande adressée aux fonctionnaires et agens entre les mains desquels ces pièces ou titres se trouvent déposés.

33. Le directeur des domaines adressera au préfet les bordereaux d'indemnité en double expédition et toutes les pièces à l'appui, avec telles observations qu'il jugera utiles, soit sur les droits et qualités des réclamans, soit sur les justifications par eux produites, soit sur les bases adoptées pour la liquidation et la formation des bordereaux d'indemnité, et enfin sur tout ce qui peut être sujet à discussion ou à contestation.

TITRE V. — De la communication des bordereaux d'indemnité aux réclamans ; de la vérification des titres par le conseil de préfecture, et de ses avis.

34. Après le renvoi qui lui aura été fait du bordereau d'indemnité, le préfet en donnera copie aux réclamans, au domicile qu'ils auront élu dans le département, ainsi que de l'état des dettes mentionnées au bordereau, afin qu'ils aient à lui présenter leurs mémoires et observations. — Ces mémoires devront être accompagnés d'observations distinctes et séparées, ayant pour objet la lésion qui pourrait résulter pour les réclamans de l'application des dispositions générales de la loi, et qui porterait l'allocation à une somme moindre que dix-huit fois le revenu *réel* de 1790.

35. Aussitôt après que les observations ou mémoires que les réclamans auraient à présenter lui seront parvenus, le préfet, en conseil de préfecture, procédera, 1° à la vérification des titres justificatifs des qualités et droits des réclamans ; 2° à l'examen des bases adoptées pour le règlement de l'indemnité, des énonciations du bordereau, et des observations des réclamans. — Il donnera sur le tout un avis motivé.

36. Le préfet, en conseil de préfecture, par un avis distinct et séparé, donnera son opinion sur le mérite des réclamations pour cause de lésion résultant pour les ayans-droit de la fixation de l'indemnité à un capital moindre de dix-huit fois le revenu *réel* de 1790.

37. Si, dans un bordereau, le montant de l'indemnité se trouve excédé ou seulement balancé par l'imputation des dettes du réclamant envers l'état, le bordereau, nonobstant ce résultat, devra être vérifié, discuté, et donner lieu à un avis du préfet en conseil de préfecture.

38. Ampliation certifiée de l'avis du préfet séant en conseil de préfecture, sera communiquée aux parties, dans les huit jours de sa date, au domicile par elles indiqué dans la demande. — Dans le même délai, cet avis portant mention de la communication faite aux parties, sera adressé par le préfet à notre ministre secrétaire d'état des finances, avec toutes les pièces à l'appui, ensemble les mémoires et observations des réclamans concernant les résultats du bordereau. — Les observations que les réclamans pourraient avoir à présenter contre l'avis du conseil de préfecture, devront être adressées directement à notre ministre secrétaire d'état des finances.

39. Le conseil de préfecture se réunira trois fois par semaine, et plus fréquemment, s'il est reconnu nécessaire, à l'effet de délibérer sur les demandes en indemnité : ses avis seront consignés sur un registre spécial.

40. Notre ministre secrétaire d'état des finances communiquera à l'administration des domaines, avant de les transmettre à la commission de liquidation, les bordereaux d'indemnité qui lui auront été envoyés par les préfets, et les mémoires ou observations que lui adresseraient les réclamans ; il fera vérifier s'il n'a pas été commis de double emploi ou d'omission dans la déduction des dettes portées aux états de passif dressés au ministère des finances ou à la direction générale des domaines.

TITRE VI. — *De la commission de liquidation, de ses opérations, et de l'inscription des rentes liquidées.*

41. La commission de liquidation sera composée de vingt-six membres. — Les rapports seront faits à la commission par tous les maîtres des requêtes composant le service ordinaire de notre conseil d'état, à leur tour de rôle. — La voix du maître des requêtes rapporteur comptera dans les délibérations.

42. La commission sera divisée en cinq sections : elles seront présidées par un ministre d'état. — Il suffira de trois membres présens pour que les délibérations puissent avoir lieu ; en cas de partage, l'affaire sera renvoyée à toutes les sections réunies.

43. Il y aura près de la commission de liquidation un secrétaire général. — Dans chacune des cinq sections, un secrétaire-adjoint tiendra la plume, et rédigera le procès-verbal des séances.

44. La commission de liquidation recevra de notre ministre secrétaire d'état des finances les titres, bordereaux, états de passif, accompagnés des avis donnés tant par le préfet en conseil de préfecture que par l'administration des domaines, et des observations et mémoires produits par les réclamans.

45. Les communications faites à la commission par notre ministre secrétaire d'état des finances seront consignées sur un registre ; les réclamations seront examinées dans l'ordre de leur transmission.

46. La commission procédera d'abord à la reconnaissance des qualités et droits des réclamans. — Si elle pense que leurs titres soient insuffisans, que leur justification est irrégulière, ou s'il s'élève entre les réclamans des contestations sur leurs droits respectifs, la commission les renverra à se

pourvoir devant l'autorité compétente pour faire statuer sur leurs qualités, ou prononcer sur leurs prétentions.

47. Quand la justification des qualités et droits aura été reconnue suffisante, ou quand il aura été statué conformément à l'article précédent, la commission, après avoir vérifié qu'il a été donné copie aux parties des bordereaux et états de passif, procédera à la liquidation, conformément aux bases posées par la loi pour les différentes classes de biens confisqués ou vendus.

48. Les délibérations de la commission seront signées du président et du secrétaire général.—Il en sera adressé une copie à notre ministre secrétaire d'état des finances.

49. La communication à donner aux ayans-droit, conformément à l'article 13 de la loi, aura lieu par l'intermédiaire des préfets au domicile élu dans les demandes d'indemnité.

50. Après cette notification, les ayans-droit pourront requérir l'inscription immédiate de la rente liquidée à leur profit, en déclarant qu'ils n'entendent pas exercer de pourvoi. Leur demande contiendra en outre l'indication du département où ils veulent être payés des arrérages de la rente à inscrire en leur nom. A défaut de déclaration, la délivrance de l'inscription n'aura lieu qu'après l'expiration du délai accordé pour le pourvoi. — Ceux dont l'indemnité n'excéderait pas une rente de deux cent cinquante francs, pourront en réclamer l'inscription immédiate et intégrale, en affirmant qu'ils n'ont droit à aucune autre liquidation.

51. En cas de pourvoi par-devant nous en notre conseil d'état, soit par les ayans-droit, soit par notre ministre des finances, conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi, il sera sursis à la délivrance de l'extrait d'inscription jusqu'à la décision à intervenir.

52. A la réception des déclarations voulues par l'article 50 ci-dessus, qui lui seront transmises par le préfet, notre ministre secrétaire d'état des finances fera procéder, par imputation sur le crédit de trente millions de rente qui lui est ouvert, à l'inscription intégrale des rentes de deux cent cinquante francs et au dessous. A l'égard de celles qui excéderaient cette quotité, il y sera procédé par cinquième à l'époque du 22 juin de chaque année, à partir de 1825, avec jouissance du jour de l'inscription autorisée.

53. La remise des extraits d'inscription sera faite aux ayans-droit, à Paris, par le directeur du grand-livre de la dette inscrite, au ministère des finances; dans les départemens, par le receveur général.

54. Notre ministre secrétaire d'état des finances prendra les mesures nécessaires pour que les indemnisés jouissent, pour toucher les arrérages de leurs rentes dans les départemens de leur résidence, des mêmes facilités qui sont accordées aux autres propriétaires de rentes.

55. La commission de liquidation, toutes les sections réunies, examinera les avis donnés par le préfet en conseil de préfecture sur la lésion éprouvée par les ayans-droit à l'indemnité. Lorsque le résultat des liquidations sera connu, elle vérifiera à quelle somme s'élèvent les fonds restés disponibles sur les trente millions de rente; et, afin de nous préparer les moyens de réparer les inégalités résultant des bases fixées par l'article 2 de la loi, elle nous présentera, avec un rapport sur ses travaux, un tableau indiquant la situation relative de tous les individus qui ont participé à l'indemnité.

TITRE VII. — *Des créanciers, et des biens affectés provisoirement aux hospices et autres établissemens de bienfaisance.*

56. Les oppositions qui seraient formées à la délivrance des inscriptions

de rente par les créanciers porteurs de titres antérieurs à la confiscation , non liquidés ni payés , et qui ne doivent avoir d'effet que pour le capital des créances , seront , dans tous les cas , signifiées à Paris au ministère des finances (bureau des oppositions). — Ces oppositions et celles que pourraient former des créanciers porteurs de titres postérieurs à la confiscation , seront faites dans les formes prescrites par les lois des 19 février 1792 et 30 mai 1793 et par le décret du 18 août 1807.

57. A l'égard des biens-fonds qui n'ont été que provisoirement affectés aux hospices et autres établissemens de bienfaisance , et qui , aux termes de l'article 8 de la loi du 5 décembre 1814 , doivent être restitués après que ces établissemens auront reçu un remplacement de dotation égal à la valeur de ces biens , si les anciens propriétaires ou leurs représentans veulent rentrer en possession desdits biens , moyennant la remise à l'établissement détenteur d'une inscription de rente trois pour cent dont le capital sera égal au montant de l'estimation due aux réclamans à titre d'indemnité , l'ancien propriétaire ou ses représentans feront connaître au préfet de la situation des biens , aussitôt après la liquidation de leur indemnité , l'intention où ils sont de rentrer en possession desdits biens , dont ils indiqueront la nature et le détenteur actuel : ils produiront en même temps la décision de la commission sur l'indemnité liquidée à leur profit.

58. Communication de leur réclamation sera donnée à l'administration de l'établissement détenteur , laquelle vérifiera si elle possède à titre provisoire , et dans ce cas prendra une délibération conforme aux intentions du réclamant , et la transmettra au préfet avec une copie dûment certifiée de l'acte de concession provisoire. — Après examen des pièces à lui adressées , le préfet prendra , sauf l'approbation du ministre de l'intérieur , un arrêté à l'effet d'ordonner la remise des biens-fonds aux ayans-droit , mais sous la réserve qu'elle ne sera effectuée que lorsque l'hospice aura reçu l'inscription de la rente qui lui est attribuée.

59. En cas de contestation sur le titre , et si l'administration de l'établissement prétend ne pas jouir à titre provisoire , la contestation sera portée devant le ministre de l'intérieur , sauf le recours devant nous en notre conseil d'état.

60. Les préfets feront imprimer la présente ordonnance au recueil des actes administratifs , et ils y joindront le tableau de dépréciation des assignats et des mandats qui a été dressé dans chaque département , en exécution de la loi du 23 juin 1797 (5 messidor an 5).

61. Conformément à la loi du 26 frimaire an 8 , relative aux actes à produire pour la liquidation de la dette publique , les actes sous seing privé tendant uniquement à la liquidation de l'indemnité , et en tant qu'ils serviront aux opérations de la liquidation , sont dispensés de la formalité du timbre et de l'enregistrement. — Les actes des administrations et ceux de la commission de liquidation sont dispensés des mêmes formalités.

62. Conformément à l'article 9 de la loi du 17 floréal an 7 , relative au paiement de la dette publique , l'indemnité sera liquidée en francs , c'est-à-dire un franc par livre , sans modification ni réduction.

(*Suivent les modèles.*)

N° 500. = 4 — 12 mai 1825. = *ORDONNANCE du roi portant que le chef-lieu de la justice de paix du canton de Chazelles-sur-Lyon , arrondissement de Montbrison , département de la Loire , sera transféré à Saint-Galmier commune du même canton.* (VIII, Bull. xxxv, n° 790.)

N° 501. = 4—18 mai 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise , à l'occasion du sacre de sa majesté , les lieutenans-généraux commandant les divisions militaires à ne pas faire mettre en jugement les sous-officiers et soldats qui , se trouvant en état de désertion , se présenteront volontairement pour rejoindre. (VIII, Bull. xxxvi, n° 814.)

N° 502. = 4—24 mai 1825. = **ORDONNANCE** du roi contenant des dispositions pour l'exécution de l'ordonnance du 31 octobre — 8 novembre 1821 , relative à l'administration des hospices et bureaux de bienfaisance (1). (VIII, Bull. xxxvii, n° 868.)

A l'avenir, les préfets arrêteront les remises et les cautionnemens des receveurs municipaux auxquels la recette des hospices et des bureaux de bienfaisance doit être confiée , en exécution de l'article 24 de l'ordonnance royale du 31 octobre 1821. Ils pourront également nommer des receveurs particuliers et spéciaux pour ces établissemens et régler leurs traitemens et leurs cautionnemens , dans le cas où les receveurs municipaux ne résideraient pas sur les lieux ; le tout , suivant les formes déterminées par l'article 22 de l'ordonnance précitée, et à la charge d'en rendre compte immédiatement à notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

N° 503. = 4 mai—6 juin 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant que le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Compiègne , département de l'Oise , qui a été fixé à vingt-quatre par l'ordonnance du 14—28 avril 1820 , est définitivement fixé à vingt et un. (VIII, Bull. xli, n° 959.)

N° 504. = 8—12 mai 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant organisation de la commission chargée de liquider l'indemnité due aux Français dont les biens-fonds ont été confisqués et vendus révolutionnairement (2). (VIII, Bull. xxxv, n° 789.)

N° 505. = 8—18 mai 1825. = **ORDONNANCE** du roi concernant le renouvellement de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations. (VIII, Bull. xxxvi, n° 816.)

N° 506. = 12 — 18 mai 1825. = **LOI** concernant la propriété des arbres plantés sur le sol des routes royales et départementales, et le curage et l'entretien des fossés qui bordent ces routes (3). (VIII, Bull. xxxvi, n° 811.)

Art. 1^{er}. Seront reconnus appartenir aux particuliers les arbres actuellement existant sur le sol des routes royales et départementales , et que ces particuliers justifieraient avoir légitimement acquis à titre onéreux, ou avoir plantés à leurs frais, en exécution des anciens réglemens (4). — Toutefois,

(1) Voyez cette ordonnance, et les notes.

(2) Cette ordonnance n'a plus d'intérêt, la commission qu'elle organise étant depuis long-temps dissoute , après avoir opéré la liquidation de l'indemnité.

(3) Voyez , sur la plantation des routes , la loi du 9—19 ventose an 13 (28 février—10 mars 1805), et les notes. — Voyez aussi, sur le même objet et sur l'entretien des grandes routes , le décret du 16 décembre 1811, et les notes.

(4) L'article 1^{er} de la loi du 12 mai 1825, qui attribue à ceux qui les ont plantés la propriété des arbres actuellement existant sur le sol des routes royales , ne s'applique qu'aux arbres qui sont

ces arbres ne pourront être abattus que lorsqu'ils donneront des signes de dépérissement, et sur une permission de l'administration. — La permission de l'administration sera également nécessaire pour en opérer l'élagage. — Les contestations qui pourront s'élever entre l'administration et les particuliers, relativement à la propriété des arbres plantés sur le sol des routes, seront portées devant les tribunaux ordinaires (1). — Les droits de l'état y seront défendus à la diligence de l'administration des domaines.

2. A dater du 1^{er} janvier 1827, le curage et l'entretien des fossés qui font partie de la propriété des routes royales et départementales, seront opérés par les soins de l'administration publique, et sur les fonds affectés au maintien de la viabilité desdites routes.

N° 507. = 12-24 mai 1825. = *ORDONNANCE du roi relative aux comptes annuels à présenter à la cour des comptes par le caissier de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations, par les receveurs généraux des finances en qualité de préposés de cette dernière administration, et par le directeur général des deux établissements* (2). (VIII, Bull. XXXVII, n° 870.)

Charles, ... — Vu les dispositions de l'ordonnance royale du 22 mai 1816, relatives aux comptes annuels à présenter à la cour des comptes par le cais-

sur le sol même de la route, et non aux arbres plantés sur le terrain riverain de la route : ceux-ci, par quelque personne qu'ils aient été plantés, appartiennent aux propriétaires des fonds riverains : tel fut le vœu des dispositions de la loi du 28 août 1792 (art. 16) et du décret du 16 décembre 1811 (art. 87), non abrogés par la loi de 1825. Cass., 7 juin 1827, SIR., XXVII, 1, 475.

L'article 1^{er} de la loi de 1825 comprend dans l'expression de *particuliers* tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, ont planté des arbres dont la propriété leur était attribuée par les anciens réglemens, et s'applique même aux ayans-cause des anciens seigneurs voyers qui avaient planté en leur qualité de seigneurs. Cass., 24 décembre 1835, SIR., XXXVI, 1, 135.

(1) C'est aux tribunaux et non à l'autorité administrative qu'il appartient de décider les questions relatives à la propriété des arbres plantés sur le bord des chemins vicinaux. Arr. du cons., 21 décembre 1808, SIR., XVII, 2, 106. — Lors même que la décision qu'on attaque a été rendue sous l'empire du décret du 16 décembre 1811. Arr. du cons., 21 juin 1826, MAC., VIII, 340. — La question de savoir qui eut, anciennement, le droit de planter des arbres sur un terrain, ou de savoir, en fait, si les arbres plantés par un seigneur ont été plantés à titre de seigneurie, ou à titre de propriétaire, est une question purement judiciaire : si une telle question s'élève incidemment devant l'autorité administrative, et qu'elle soit renvoyée devant l'autorité judiciaire, cette autorité ne peut se refuser à la juger, sous prétexte qu'on ne lui demanderait qu'un simple avis, et que sa décision n'aurait pas le caractère d'un jugement. Cass., 1^{er} mai 1827, SIR., XXVII, 1, 269; Bull. civ., XXIX, 149. — Lorsque le droit concédé à une commune de planter et d'ébrancher des arbres sur des chemins publics lui est contesté par une autre commune qui prétendrait que la concession est entachée de féodalité, comme il s'agit là d'une question de propriété, c'est aux tribunaux et non à l'autorité administrative que la connaissance en est dévolue. Arr. du cons., 29 avril 1809, SIR., XVII, 2, 125. — Lorsqu'une adjudication de domaines nationaux a transmis à l'acquéreur les terres d'un ci-devant seigneur sises le long d'un chemin vicinal, en y comprenant les arbres bordant le chemin, si l'adjudicataire prétend avoir non seulement la propriété des arbres bordant le chemin, mais encore la faculté de remplacer par de nouvelles plantations les arbres arrachés; et si, au contraire, la commune prétend avoir le droit exclusif de faire toutes plantations nouvelles, en ce cas, il s'agit moins de faire décider par voie d'interprétation administrative quelle a été l'étendue de l'adjudication, que de faire décider par voie judiciaire si l'ancien propriétaire, dont les droits ont été transmis à l'acquéreur, avait le droit de planter de nouveaux arbres à la place des anciens. Arr. du cons., 28 juillet 1820, SIR., XXI, 2, 88.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 16-26 septembre 1807, sur l'organisation et la compétence de la cour des comptes, la désignation des comptabilités auxquelles s'étend sa juridiction.

Voyez aussi l'ordonnance du 22 mai-6 juin 1816.

sier de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations, par les receveurs généraux des finances en qualité de préposés de cette dernière administration, et par le directeur général des deux établissemens;—Considérant que plusieurs de ces dispositions ne sont pas en harmonie avec les principes qui ont été depuis consacrés par les ordonnances royales des 18 novembre 1817, 8 novembre 1820, 8 juin 1821, 14 septembre 1822 et 27 décembre 1823, soit pour la forme des *comptes individuels* et des *résumés généraux* de recettes et dépenses, soit pour les justifications à produire à l'appui, soit pour la responsabilité des agens comptables ou administratifs;—Voulant appliquer à la comptabilité des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations les améliorations obtenues pour toutes les comptabilités publiques, sous le rapport de l'ordre des écritures, de la régularité des justifications et du prompt apurement des comptes;—Vu les ordonnances royales du 3 juillet 1816 et les règles spéciales qu'elles ont établies pour le service des dépôts et des consignations judiciaires;—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les comptes à rendre pour l'année 1825 et les années suivantes, en conformité de l'article 40 de l'ordonnance du 22 mai 1816, tant par le caissier de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations, que par les receveurs généraux en qualité de préposés de cette dernière administration, seront présentés individuellement à notre cour des comptes, qui statuera sur chacun d'eux en particulier.

2. Les deux comptes annuels du caissier, l'un pour la caisse d'amortissement, l'autre pour celle des dépôts et consignations, devront présenter, avec les distinctions nécessaires,—1^o Le tableau des valeurs de toute nature existant en caisse et en portefeuille au commencement de la gestion;—2^o Les recettes et les dépenses faites pendant le cours de cette gestion, sauf celles qui s'opéreront par conversion de valeurs et sans augmenter ni diminuer le solde en caisse ou en portefeuille;—3^o Le montant des valeurs qui se trouvent dans la caisse ou dans le portefeuille du comptable à la fin de chaque gestion.—Les comptes des receveurs généraux présenteront,—1^o Le résultat du compte arrêté au 31 décembre de l'année précédente;—2^o Les recettes et dépenses de toute nature faites pendant le cours de la gestion annuelle;—3^o La situation du receveur général envers la caisse des dépôts, à la fin de cette gestion.

3. Les receveurs généraux et le caissier ne seront comptables envers notre cour des comptes que des actes de leur gestion personnelle.—En cas de mutation, le compte de l'année sera divisé suivant la durée de la gestion des divers titulaires, et chacun d'eux rendra compte des opérations qui le concerneront.

4. Les comptables susdésignés ne seront responsables envers la cour que de la justification du fait matériel ou du paiement, et ils seront seulement tenus de produire à l'appui, pour leur décharge, savoir : — Le *caissier*, les pièces désignées aux mandats du directeur général en vertu desquels le paiement aura été effectué;—Les *receveurs généraux*, les pièces en vertu desquelles le directeur général leur aura fait donner crédit à leur compte courant, sauf les pièces de procédure et autres étrangères à leur responsabilité, telle qu'elle vient d'être définie.—Ces dispositions ne dérogent en rien aux obligations imposées au caissier et aux receveurs généraux par les ordonnances du 3 juillet 1816, pour le service spécial des dépôts et des consignations judiciaires.

5. Ces comptables adresseront leurs comptes, dans les deux mois qui sui-

vront l'expiration de chaque année, au directeur général, qui les transmettra successivement à notre cour des comptes dans les quatre mois suivans, après en avoir reconnu et certifié la conformité avec les écritures centrales de son administration et avec celles de la comptabilité générale des finances.

6. Aussitôt après cette transmission, qui devra toujours être complètement terminée six mois après l'expiration de la gestion annuelle, le directeur général fera établir et adressera, dans le délai de deux mois, à notre cour des comptes, à titre de renseignement, le résumé général et détaillé des recettes et dépenses effectuées par les préposés comptables de la caisse des dépôts et consignations pendant l'année écoulée, et comprises dans leurs comptes individuels.—Ce résumé général sera accompagné d'un tableau dans lequel lesdites opérations seront réunies à celles qui auront été faites par *virement de comptes* et sans le concours des comptables. Ces opérations annuelles seront rapprochées des résultats de la gestion précédente, de manière à faire ressortir la situation, au 31 décembre de chaque année, des divers services faits pour la caisse des dépôts et consignations.

7. Notre ministre secrétaire d'état des finances arrêtera le modèle des comptes individuels et du résumé général, ainsi que le tableau des justifications qui devront être fournies à l'appui, en exécution des articles qui précèdent.

8. Les dispositions de l'ordonnance du 22 mai 1816, contraires à la présente, sont et demeurent annulées.

N° 508. = 13—18 mai 1825. = *Loi relative aux pensions à accorder aux anciens sous-officiers et soldats qui faisaient partie du régiment des gardes-suisse, à l'époque du 10 août 1792* (1). (VIII, Bull. xxxvi, n° 812.)

Art. 1^{er}. Les anciens sous-officiers et soldats du régiment des gardes-suisse qui faisaient partie dudit régiment à l'époque du 10 août 1792 pourront obtenir, selon le grade qu'ils avaient alors, les pensions de retraite ci-après déterminées, quelle que soit la durée de leurs services, savoir : — Sergens, trois cents francs;—Caporaux, deux cent cinquante francs;—Soldats, deux cents francs.

2. Les pensions qui seront liquidées en vertu de la présente loi, porteront jouissance du 1^{er} janvier 1825, pour tous ceux qui, dans le courant d'une année, à dater de la promulgation de la loi, auront produit leurs titres à notre ministre de la guerre, et, pour tous les autres, du jour seulement de la liquidation.

N° 509. = 13—18 mai 1825. = *Loi qui autorise l'aliénation de divers terrains et bâtimens dépendant du ministère de la guerre*. (VIII, Bull. xxxvi, n° 813.)

Art. 1^{er}. Il sera procédé, dans les formes prescrites pour l'aliénation des domaines de l'état, à la vente des terrains et bâtimens ci-après désignés : — 1^o Les terrains et bâtimens dits du *parc de Grenelle*, à Paris;—2^o Les bâtimens et terrains dépendant du ministère de la guerre, et situés à Paris, entre les rues de Belle-Chasse, de Grenelle-Saint-Germain, de Bourgogne et Saint-Dominique.

2. Le produit de ces ventes sera spécialement affecté, — 1^o Aux achats de terrain et aux constructions nécessaires pour l'établissement d'une caserne

(1) Voyez le décret du 29 germinal—1^{er} floréal an 2 (18—20 avril 1794), et les notes.

d'infanterie;—2° Aux achats de terrain et aux constructions nécessaires pour l'établissement d'un nouveau quartier de cavalerie;—3° Aux achats de terrain et aux constructions nécessaires pour l'établissement de nouveaux magasins de chauffage et de fourrages.

3. Il sera présenté un compte spécial de l'emploi des fonds provenant des aliénations autorisées par l'article 1^{er} de la présente loi.

N° 510. = 15—24 mai 1825. = *LOI qui autorise la vente d'immeubles appartenant à la marine au Havre, et en affecte le produit aux travaux du bassin à flot de Cherbourg et de l'arsenal maritime du Havre.* (VIII, Bull. xxxvii, n° 865.)

N° 511. = 19—25 mai 1825. = *ORDONNANCE du roi portant que deux des juges suppléans du tribunal de première instance de la Seine y rempliront temporairement les fonctions de juges d'instruction.* (VIII, Bull. xxxviii, n° 873.)

N° 512. = 19 mai—6 juin 1825. = *ORDONNANCE du roi portant que le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Melun, département de Seine-et-Marne, qui a été fixé à seize par l'ordonnance du 19—23 janvier 1820, demeurera définitivement fixé à quinze.* (VIII, Bull. xli, n° 960.)

N° 513. = 21—25 mai 1825. = *PROCLAMATIONS du roi qui prorogent au 7 juin la session de 1825 de la chambre des pairs et de la chambre des députés.* (VIII, Bull. xxxviii, n° 872.)

N° 514. = 21—25 mai 1825. = *LOI relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1823 (1).* (VIII, Bull. xxxix, n° 907.)

N° 515. = 21—25 mai 1825. = *LOI relative à l'ouverture de crédits supplémentaires pour les dépenses des services extraordinaires de l'exercice 1824.* (VIII, Bull. xxxix, n° 908.)

N° 516. = 22 mai—2 juin 1825. = *LOI qui autorise les départemens de Seine-et-Oise et de la Dordogne à s'imposer extraordinairement pour l'achèvement de routes départementales.* (VIII, Bull. xl, n° 917.)

N° 517. = 22 mai—2 juin 1825. = *LOI qui autorise la ville de Reims à faire un emprunt.* (VIII, Bull. xl, n° 918.)

N° 518. = 22 mai—2 juin 1825. = *LOI qui autorise le département du Rhône à s'imposer extraordinairement pour subvenir aux dépenses de la construction d'une prison.* (VIII, Bull. xl, n° 919.)

N° 519. = 22 mai—2 juin 1825. = *LOI qui autorise le département de Loir-*

(1) Cette loi ne contient aucune disposition d'un effet permanent; elle n'a pour objet que de constater les sommes dépensées sur les crédits ouverts pour l'exercice de 1823, et de reporter à l'exercice de 1824 l'excédant non employé de ces crédits: chaque année une pareille disposition a lieu.

et-Cher à s'imposer extraordinairement pour la translation de l'hôtel de la préfecture. (VIII, Bull. XL, n° 920.)

N° 520. = 22 mai—6 juin 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui porte à soixante le nombre des conseillers de la cour royale de Paris. (VIII, Bull. XLI, n° 958.)

Charles, . . . — Vu l'article 4 de la loi du 20 avril 1810, lequel est ainsi conçu : — « Le nombre des juges des cours royales ne pourra excéder, à Paris, « soixante... » — Considérant que le nombre actuel des conseillers de la cour royale de Paris est insuffisant pour le service des chambres de cette cour et des assises de son ressort ; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — Le nombre des conseillers de la cour royale de Paris est porté à soixante.

N° 521. = 22 mai—15 juin 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger dans la ville de Soissons. (VIII, Bull. XLII, n° 964.)

N° 522. = 22 mai—21 juin 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes dans la ville d'Armentières (1): (VIII, Bull. XLIII, n° 973.)

Art. 1^{er}. Il sera établi un conseil de prud'hommes dans la ville d'Armentières, département du Nord. Ce conseil sera composé de cinq membres, dont trois seront choisis parmi les marchands-fabrics, et les deux autres, parmi les chefs d'atelier, contre-maitres ou ouvriers patentés. Les branches d'industrie ci-après dénommées concourront à la formation du conseil, dans les proportions suivantes : — Les fabriques de toile, les fabriques de coton et les filatures de coton fourniront chacune un membre pris parmi les marchands-fabrics ; — Les mêmes fabriques fourniront les deux autres membres, qui seront pris parmi les chefs d'atelier, contre-maitres, apprêteurs ou ouvriers patentés. — Total, cinq.

2. Indépendamment des cinq membres dont il est question en l'article précédent, il sera attaché audit conseil deux suppléants : l'un, marchand-fabrics, et l'autre, chef d'atelier, contre-maitre ou ouvrier patenté, tous deux pris parmi les fabrics et les ouvriers du pays. Ces suppléants remplaceront ceux des membres qui, par des motifs quelconques, ne pourraient assister aux séances soit du bureau particulier, soit du bureau général des prud'hommes.

3. La juridiction du conseil s'étendra sur tous les marchands - fabrics, contre-maitres, commis, teinturiers, ouvriers, compagnons et apprentis travaillant pour les fabrics de la ville d'Armentières, quel que soit l'endroit de la résidence des uns et des autres.

4. Dans le cas où il serait interjeté appel d'un jugement de prud'hommes, cet appel sera porté devant le tribunal de commerce de l'arrondissement de Lille.

5. L'élection et le renouvellement des membres du conseil auront lieu suivant le mode et de la manière qui sont réglés par le décret du 11 juin 1809.

(1) Voyez, sur la composition, l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes, le décret général du 11 juin 1809, et la note.

Ces membres se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies par le décret, ainsi que par la loi du 18 mars 1806 et par un autre décret du 3 août 1810.

6. La ville d'Armentières fournira le local nécessaire pour la tenue des séances du conseil; les dépenses de premier établissement, ainsi que celles de chauffage, d'éclairage, et de paiement du secrétaire, seront également à sa charge.

N° 523. = 22 mai—21 juin 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise l'établissement d'un abattoir commun et unique et d'une fonderie de suif hors de l'enceinte de la ville de Beauvais. (VIII, Bull. XLIII, n° 974.)

N° 524. = 22 mai—27 octobre 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Strasbourg, sous la dénomination de fabrique d'acier du Bas-Rhin. (VIII, Bull. LXII bis, n° 1^{er}.)

N° 525. = 22 mai 1825 — 3 juillet 1835. = **ORDONNANCE** du roi concernant le remboursement des cautionnemens des comptables des finances (1). (IX, ordonn., 1^{re} sect., Bull. CCCLXIX, n° 5833.)

Charles, ...—Vu notre ordonnance du 4 novembre dernier; — Vu les dispositions de la loi du 21 février 1805 (2 ventose an 13), relatives aux remboursements des cautionnemens fournis par les receveurs des finances, ainsi que l'ordonnance royale du 27 septembre 1820; — Considérant que les deux portions de cautionnement dont cette loi autorise la restitution avant l'apurement définitif des comptes représentent les deux tiers du cautionnement total; — Considérant que l'ordre introduit dans la comptabilité publique présente des garanties qui permettent de faire jouir tous les comptables soumis à la juridiction de notre cour des comptes des avantages que la loi accorde aux receveurs des finances pour le retrait de leur cautionnement, et qui ont déjà été accordés, en partie, aux agens de l'administration des contributions indirectes, par l'ordonnance royale du 8 septembre 1815; — Voulant fixer d'une manière uniforme les règles à suivre pour le remboursement du cautionnement des comptables qui ne sont pas soumis directement à la juridiction de notre cour des comptes et les justifications à produire par les comptables pour obtenir, conformément à notre ordonnance du 14 février 1816, la compensation du cautionnement d'une gestion terminée avec celui d'une autre gestion qui serait confiée au même comptable; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Conformément à la loi du 21 février 1805 (2 ventose an 13), et à l'ordonnance du 27 septembre 1820, tous les comptables des finances qui sont justiciables directs de notre cour des comptes et qui cesseront leurs fonctions, pourront, avant l'apurement définitif de leur comptabilité, obtenir le remboursement des deux tiers du cautionnement fourni par eux en numéraire, lorsqu'ils auront remis au ministère des finances le dernier compte de leur gestion, et que la vérification de ce compte et de leurs écritures n'aurait fait reconnaître aucun débet à leur charge. — Le surplus du cautionnement pourra aussi être immédiatement remboursé, s'il est fourni, en remplacement de cette dernière partie, un cautionnement équivalent en immeubles ou rentes sur l'état.

(1) Voyez, sur cet objet, la loi de finances du 2 — 12 ventose an 13 (21 février — 3 mars 1805), tit. VII, et les notes.

2. Les demandes formées en vertu de l'article précédent devront être accompagnées du consentement de l'administration des finances à laquelle le titulaire est attaché, et d'un certificat constatant que le dernier compte de sa gestion, appuyé de pièces et vérifié au ministère des finances, ne le constitue pas débiteur envers le trésor royal.

3. Ces comptables obtiendront la remise du cautionnement immobilier mentionné dans l'article 1^{er} ou le remboursement de la portion de leur cautionnement réservée par le trésor, en produisant, avec l'arrêt de *quitus* rendu sur leur dernier compte de gestion, un certificat de libération définitive qui leur sera délivré par le ministère des finances.

4. Les comptables qui ne sont pas soumis directement à la juridiction de la cour des comptes pourront obtenir le remboursement intégral des cautionnements qu'ils auront fournis en numéraire, en produisant, à l'appui de leur demande, le certificat de *quitus* définitif que les comptables supérieurs, sous la responsabilité desquels ils auront géré, devront leur délivrer dans les quatre mois qui suivront la cessation du service des titulaires.—Ce certificat sera visé au ministère des finances et par le fonctionnaire chargé de surveiller la gestion du titulaire.

5. Les comptables qui réclameront, en vertu de l'ordonnance du 14 février 1816, la compensation du cautionnement d'une gestion avec le cautionnement exigé pour une nouvelle gestion qui serait confiée au même titulaire, seront tenus de fournir à l'appui de leurs demandes les justifications indiquées ci-après, savoir : — 1^o Les comptables directs de la cour des comptes produiront le consentement et le certificat prescrit par l'article 2, lorsque le cautionnement ancien sera égal ou inférieur au nouveau, et les pièces indiquées à l'article 3, dans le cas où, le cautionnement exigé pour la nouvelle gestion se trouvant inférieur au cautionnement réalisé précédemment, le comptable demanderait la restitution de cet excédant. — 2^o Les comptables subordonnés à des comptables supérieurs produiront les pièces prescrites par l'article 4, quelle que soit d'ailleurs la quotité du nouveau cautionnement.

6. Lorsqu'il y aura lieu d'appliquer les cautionnements des comptables au paiement des débits qu'ils auront contractés, cette application aura lieu en vertu des décisions spéciales de notre ministre secrétaire d'état des finances.

7. La présente ordonnance ne préjudiciera en aucune manière à l'exercice des droits des tiers sur les cautionnements des comptables.

N^o 526.—24 mai—2 juin 1825.—*LOI relative à l'autorisation et à l'existence légale des congrégations et communautés religieuses de femmes* (1). (VIII, Bull. XL, n^o 921.)

Art. 1^{er}. A l'avenir, aucune congrégation religieuse de femmes ne pourra être autorisée, et, une fois autorisée, ne pourra former d'établissement que dans les formes et sous les conditions prescrites dans les articles suivans.

2. Aucune congrégation religieuse de femmes ne sera autorisée qu'après que ses statuts, dûment approuvés par l'évêque diocésain, auront été vérifiés et enregistrés au conseil d'état, en la forme requise pour les bulles d'institution canonique. Ces statuts ne pourront être approuvés et enregistrés,

(1) Voyez l'instruction du 17 juillet 1825, sur l'exécution de la présente loi.

Voyez aussi, dans les notes qui accompagnent le décret du 18—18 août 1792, sur la suppression des congrégations séculières, etc., le résumé de la législation relative aux communautés et congrégations religieuses de femmes.

s'ils ne contiennent la clause que la congrégation est soumise dans les choses spirituelles à la juridiction de l'ordinaire.—Après la vérification et l'enregistrement, l'autorisation sera accordée par une loi à celles de ces congrégations qui n'existaient pas au 1^{er} janvier 1825. A l'égard de celles de ces congrégations qui existaient antérieurement au 1^{er} janvier 1825, l'autorisation sera accordée par une ordonnance du roi :

3. Il ne sera formé aucun établissement d'une congrégation religieuse de femmes déjà autorisée, s'il n'a été préalablement informé sur la convenance et les inconvéniens de l'établissement, et si l'on ne produit à l'appui de la demande le consentement de l'évêque diocésain et l'avis du conseil municipal de la commune où l'établissement devra être formé. — L'autorisation spéciale de former l'établissement sera accordée par ordonnance du roi, laquelle sera insérée dans quinzaine au Bulletin des lois.

4. Les établissemens dûment autorisés pourront, avec l'autorisation spéciale du roi, — 1^o Accepter les biens meubles et immeubles qui leur auraient été donnés par actes entre-vifs ou par actes de dernière volonté, à titre particulier seulement; — 2^o Acquérir à titre onéreux des biens immeubles ou des rentes; — 3^o Aliéner les biens immeubles ou les rentes dont ils seraient propriétaires.

5. Nulle personne faisant partie d'un établissement autorisé ne pourra disposer, par acte entre-vifs ou par testament, soit en faveur de cet établissement, soit au profit de l'un de ses membres, au-delà du quart de ses biens, à moins que le don ou legs n'excède pas la somme de dix mille francs. — Cette prohibition cessera d'avoir son effet relativement aux membres de l'établissement, si la légataire ou donataire était héritière en ligne directe de la testatrice ou donatrice. — Le présent article ne recevra son exécution, pour les communautés déjà autorisées, que six mois après la publication de la présente loi; et pour celles qui seraient autorisées à l'avenir, six mois après l'autorisation accordée.

6. L'autorisation des congrégations religieuses de femmes ne pourra être révoquée que par une loi. — L'autorisation des maisons particulières dépendant de ces congrégations ne pourra être révoquée qu'après avoir pris l'avis de l'évêque diocésain, et avec les autres formes prescrites par l'article 3 de la présente loi.

7. En cas d'extinction d'une congrégation ou maison religieuse de femmes, ou de révocation de l'autorisation qui lui aurait été accordée, les biens acquis par donation entre-vifs ou par disposition à cause de mort feront retour aux donateurs ou à leurs parens au degré successible, ainsi qu'à ceux des testateurs au même degré. — Quant aux biens qui ne feraient pas retour, ou qui auraient été acquis à titre onéreux, ils seront attribués et répartis, moitié aux établissemens ecclésiastiques, moitié aux hospices des départemens dans lesquels seraient situés les établissemens éteints. — La transmission sera opérée avec les charges et obligations imposées aux précédens possesseurs. — Dans le cas de révocation prévu par le premier paragraphe, les membres de la congrégation ou maison religieuse de femmes auront droit à une pension alimentaire, qui sera prélevée, 1^o sur les biens acquis à titre onéreux; 2^o subsidiairement, sur les biens acquis à titre gratuit, lesquels, dans ce cas, ne feront retour aux familles des donateurs ou testateurs qu'après l'extinction desdites pensions.

8. Toutes les dispositions de la présente loi, autres que celles qui sont relatives à l'autorisation, sont applicables aux congrégations et maisons religieuses de femmes autorisées antérieurement à la publication de la loi du 2 janvier 1817.

N° 527. = 28 mai—6 juin 1825. = **ORDONNANCE du roi qui accorde amnistie aux individus y dénommés.** (VIII, Bull. **XLI**, n° 954.)

N° 528. = 28 mai—6 juin 1825. = **ORDONNANCE du roi qui accorde amnistie aux individus condamnés à des peines correctionnelles pour délits politiques.** (VIII, Bull. **XLI**, n° 955.)

N° 529. = 28 mai—6 juin 1825. = **ORDONNANCE du roi portant amnistie pour délits forestiers, et remise de frais de justice dus par les communes, ainsi que des amendes en matière correctionnelle, de cent francs et au dessous.** (VIII, Bull. **XLI**, n° 956.)

N° 530. = 29 mai—6 juin 1825. = **ORDONNANCE du roi qui accorde amnistie à tous les déserteurs du département de la marine.** (VIII, Bull. **XLI**, n° 957.)

N° 531. = Mai 1825. = **ÉTAT GÉNÉRAL des établissemens insalubres, incommodes ou dangereux, dressé par ordre du ministre de l'intérieur, d'après la loi du 21 avril 1810, le décret du 15 octobre 1810, les ordonnances des 14 janvier 1815, 29 juillet 1818, 8 juin 1822, 25 juin et 29 octobre 1823, 20 août 1824 et 9 février 1825 (1).** (Imprimerie royale.)

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
Absinthe (Distillerie d'extrait ou esprit d').	Danger d'incendie.	2 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Acétate de plomb, sel de saturne (Fabrication de l').	Quelques inconvénients, mais seulement pour la santé des ouvriers.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Acide muriatique (Fabrication de l'), à vases clos.	Odeur désagréable et incommode quand les appareils perdent, ce qui arrive de temps à autre.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Acide muriatique oxigéné (Fabrication de l'). Voir <i>Chlore</i> .	<i>Idem.</i>	2 ^e	<i>Idem.</i>
Acide muriatique oxigéné (Fabrication de l') quand il est employé dans les établissemens mêmes où on le prépare. Voir <i>Chlore</i> .	<i>Idem.</i>	2 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Acide nitrique, eau forte (Fabrication de l').	Ne se fabrique plus d'après l'ancien procédé. Voir l'article ci-après.	1 ^{re}	Décret de 1810 et ordonnance du 14 janvier 1815.
Acide nitrique, eau forte (Fabrication de l') par la décomposition du salpêtre au moyen de	Odeur désagréable et incommode, quand les appareils perdent, ce qui	2 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810.

(1) Un autre tableau, plus complet, a été publié en 1827 par ordre de M. le ministre de l'intérieur; ce nouveau tableau est inséré dans l'ouvrage de M. Taillandier, sur les établissemens insalubres et dangereux. Nous indiquerons, en 1827, les modifications apportées par ce tableau à celui de mai 1825.

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
l'acide sulfurique, dans l'appareil de <i>Wolf</i> .	arrive de temps à autre.		
Acide pyroligneux (Fabriques d'), lorsque les gaz se répandent dans l'air sans être brûlés.	Beaucoup de fumée et odeur empyreumatique très désagréable.	1 ^{re}	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Acide pyroligneux (Fabriques d'), lorsque les gaz sont brûlés.	Un peu de fumée et d'odeur empyreumatique.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Acide sulfurique (Fabrication de l').	Odeur désagréable, insalubre et nuisible à la végétation.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Décret de 1810 et ordonnance du 14 janvier 1815.
Acier (Fabriques d').	Fumée et danger du feu.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Affinage de l'or ou de l'argent par l'acide sulfurique, quand les gaz dégagés pendant cette opération sont versés dans l'atmosphère.	Dégagement de gaz nuisibles.	1 ^{re}	9 février 1825.
Affinage de l'or ou de l'argent par l'acide sulfurique, quand les gaz dégagés pendant cette opération sont condensés.	Très peu d'inconvénient quand les appareils sont bien montés et fonctionnent bien.	2 ^e	<i>Idem.</i>
Affinage de l'or ou de l'argent au moyen du départ et du fourneau à vent. Voir <i>Or</i> .	Cet art n'existe plus.	2 ^e	14 janvier 1815.
Affinage de métaux au fourneau à coupelle ou au fourneau à réverbère.	Fumée et vapeurs insalubres et nuisibles à la végétation.	1 ^{re}	<i>Idem.</i>
Alcali caustique en dissolution (Fabrication de l'). Voir <i>Eau seconde</i> .	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Allumettes (Fabrication d') préparées avec des poudres ou matières détonantes et fulminantes. Voir <i>Poudres fulminantes</i> .	Tous les dangers de la fabrication des poudres fulminantes.	1 ^{re}	25 juin 1823. Cette ordonnance du 25 juin 1823 est spéciale.
Amidoniers.	Odeur fort désagréable.	1 ^{re}	Décret de 1810 et ordonnance du 14 janvier 1815.
Arcansons ou résines de pin (Travail en grand des), soit pour la fonte et l'épuration de ces matières, soit pour en extraire la térébenthine.	Danger du feu et odeur très désagréable.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret du 15 octobre 1810 et à l'ordonnance du 14 janvier 1815.
Artificiers.	Danger d'incendie et d'explosion.	1 ^{re}	Décret de 1810 et ordonnance du 14 janvier 1815.
Batteurs d'or et d'argent.	Bruit.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Bitume en plauche (Fabriques de).	Danger d'incendie.	2 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Blanc de plomb ou de écruze (Fabriques de).	Quelques inconvénients, seulement pour la santé des ouvriers.	2 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Bleu de Prusse (Fabriques de), lorsqu'on n'y brûle pas la fu-	Odeur désagréable, insalubre.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DECRETS et ordonnances de classement.
mée et le gaz hydrogène sulfuré.			
Bleu de Prusse (Fabriques de), lorsqu'elles brûlent leur fumée et le gaz hydrogène sulfuré, etc.	Très peu d'inconvénient si les appareils sont parfaits, ce qui n'a pas lieu constamment.	2 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Bleu de Prusse (Dépôts de sang des animaux destiné à la fabrication du). Voir <i>Sang des animaux</i> .	Odeur très désagréable, surtout si le sang conservé n'est pas à l'état sec.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Blanc d'Espagne (Fabriques de).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Bois dorés (Brûleries des).	Très peu d'inconvénient, l'opération se faisant très en petit.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Borax artificiel (Fabriques de).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Borax (Raffinage du).	<i>Idem.</i>	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Bones et immondices (Dépôts de). Voir <i>Voiries</i> .	Odeur très désagréable et insalubre.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810.
Bougie de blanc de baleine (Fabriques de).	Quelque danger d'incendie.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Boutons métalliques (Fabrication des).	Brûit.	3 ^e	Décret de 1810 et ordonnance du 14 janvier 1815.
Boyaudiers.	Odeur très désagréable et insalubre.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Brasseries.	Fumée épaisse quand les fourneaux sont mal construits, et un peu d'odeur.	3 ^e	<i>Idem.</i>
Briqueteries. Voir <i>Tuileries</i> .	Fumée abondante au commencement de la fournée.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Briqueteries ne faisant qu'une seule fournée en plein air, comme on le fait en Flandres.	<i>Idem.</i>	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Buanderies.	Inconvénients graves par la décomposition des eaux de savon, quand elles n'ont pas d'écoulement.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Calcination d'os d'animaux lorsqu'on n'y brûle pas la fumée.	Odeur très désagréable de matières animales brûlées, portées à une grande distance.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Calcination d'os d'animaux lorsque la fumée est brûlée.	Odeur toujours sensible, même avec des appareils bien construits.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Camphre (Préparation et raffinage du).	Odeur forte et quelque danger d'incendie.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Caractères d'imprimerie (Fondeurs de).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
Cartonniers.	Un peu d'odeur désagréable.	2 ^e	14 janvier 1815. Et décret de 1810.
Cendres (Laveurs de).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omises au décret de 1810.
Cendres bleues et autres précipités du cuivre (Fabrication des).	Aucun inconvénient, si ce n'est celui de l'éconlement au dehors des eaux de lavage.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omises au décret de 1810.
Cendres d'orfèvre (Traitement des) par le plomb.	Fumée et vapeurs insalubres.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omises au décret de 1810.
Cendres d'orfèvre (Traitement des) par le mercure et la distillation des amalgames.	Danger à cause du mercure en vapeur dans l'atelier.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omises au décret de 1810.
Cendres gravelées (Fabrication des), lorsqu'on laisse répandre la fumée au dehors.	Fumée très épaisse et très désagréable par sa puanteur.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omises au décret de 1810.
Cendres gravelées (Fabrication des), lorsqu'on brûle la fumée, etc.	Un peu d'odeur.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omises au décret de 1810.
Céruse (Fabriques de). Voir <i>Blanc de plomb</i> .	Quelques inconvénients, seulement pour la santé des ouvriers.	2 ^e	<i>Idem.</i>
Chairs ou débris d'animaux (les dépôts, les ateliers ou les fabriques où ces matières sont préparées par la macération, ou desséchées pour être employées à quelque autre fabrication).	Odeur très désagréable.	1 ^{re}	9 février 1825. Omises au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Chamoiseurs.	Un peu d'odeur.	2 ^e	14 janvier 1815. Omises au décret de 1810.
Chandeliers.	Quelque danger de feu et un peu d'odeur.	2 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Chantiers de bois à brûler, dans les villes.	Danger du feu exigeant la surveillance de la police.	3 ^e	9 février 1825. Omises au décret de 1810.
Chanvre (Rouissage du), en grand par son séjour dans l'eau.	Exhalaisons très insalubres.	1 ^{re}	Décret de 1810 et ordonnance du 14 janvier 1815.
Chapeaux (Fabriques de).	Buée et odeur assez désagréables; poussière noire occasionnée par le battage après la teinture, et portée au loin.	2 ^e	14 janvier 1815. Omises au décret de 1810.
Charbon animal (La fabrication ou la révivification du), lorsqu'on n'y brûle pas la fumée.	Odeur très désagréable de matières animales brûlées, portée à une grande distance.	1 ^{re}	9 février 1825. Omises au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Charbon animal (La fabrication ou la révivification du), lorsque la fumée est brûlée.	Odeur toujours sensible, même avec des appareils bien construits.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omises au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Charbon de bois, dans les villes (Les dépôts de).	Danger d'incendie, surtout quand les charbons ont été préparés à vases clos, attendu qu'ils peuvent prendre feu spontanément.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omises au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
Charbon de bois fait à vases clos.	Fumée et danger du feu.	2 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810 ; il disait seulement <i>Char- bon de terre épuré.</i> <i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Charbon de terre (Épurage du), à vases ouverts.	Fumée et odeur très désa- gréables.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810. Ce dé- cret ne distinguait pas le procédé. <i>Idem.</i>
Charbon de terre épuré, lorsqu'on travaille à vases clos.	Un peu d'odeur et de fu- mée.	2 ^e	Omis au décret de 1810.
Châtaignes (Dessiccation et con- servation des).	Très peu d'inconvénient, attendu que c'est une opération de ménage.	2 ^e	29 juillet 1818. Ordonnance spéciale.
Chaux (Fours à) permanens, étaient primitivement rangés dans la première classe par le décret de 1810.	Grande fumée.	2 ^e	
Chaux (Fours à) ne travaillant pas plus d'un mois par année. (Le décret de 1810 ne faisait pas de distinction.)	<i>Idem.</i>	3 ^e	14 janvier 1815.
Chicorée-café (Fabriques de).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Chiffonniers (primitivement com- pris dans la première classe, par le décret de 1810).	Odeur très désagréable et insalubre.	2 ^e	Décret de 1810 et ordon- nance du 14 janvier 1815.
Chlore, <i>acide muriatique oxigé- né</i> (Fabrication du), quand ce produit est employé dans les établissemens mêmes où on le prépare.	Odeur désagréable et in- commode quand les ap- pareils perdent, ce qui a lieu de temps à autre.	2 ^e	Ordonnance de 1815 et du 9 février 1825.
Chlorures alcalins, <i>eau de ja- velle</i> (Fabrication en grand des), destinés au commerce, aux fabriques.	<i>Idem.</i>	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Chlorures alcalins, <i>eau de ja- velle</i> (Fabrication des), quand ces produits sont employés dans les établissemens mêmes où ils sont préparés.	Inconvénients moindres que ci-dessus, les produits étant moins abondans.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Chromate de plomb (Fabriques de).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Cire à cacheter (Fabriques de).	Quelque danger du feu.	2 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Ciriers.	Danger du feu.	3 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Colle forte (Fabriques de).	Mauvaise odeur.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Colles de parchemin et d'amidon (Fabriques de).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Colle de peau de lapin (Fabriques de).	Un peu de mauvaise odeur.	2 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
Cordes à instrumens (Fabriques de).	Sans odeur, si les eaux du lavage ont un écoulement convenable, ce qui n'a pas lieu ordinairement.	1 ^{re}	14 janvier 1815. Et décret de 1810.
Corne (Travail de la), pour la réduire en feuilles. (Le décret de 1810 paraît aussi avoir compris ce travail dans la troisième classe en disant : <i>Corne transparente</i> .)	Un peu de mauvaise odeur.	3 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Corroyeurs.	Mauvaise odeur.	2 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Cœuvruriers.	Danger causé par le duvet de laine en suspension dans l'air, odeur d'huile rance et de vapeurs sulfureuses, quand les souffroirs sont mal construits.	2 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Cretonniers.	Mauvaise odeur et danger du feu.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Cristaux (Fabriques de). Voir <i>Verre</i> .	Fumée et danger du feu.	1 ^{re}	<i>Idem.</i>
Cristaux de soude, sous-carbonate de soude cristallisé (Fabrication de).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	Omis au décret de 1810. <i>Idem.</i>
Cuir vernis (Fabriques de).	Mauvaise odeur et danger du feu.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Cuir verts (Dépôts de).	Odeur désagréable et insalubre.	2 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Cuivre (Fonte et laminage du).	Fumée, exhalaisons insalubres et danger du feu.	2 ^e	<i>Idem.</i>
Débris d'animaux (Dépôts, etc. de). Voir <i>Chairs</i> .	Odeur très désagréable.	1 ^{re}	Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815. 9 février 1825.
Dégraisseurs. Voir <i>Teinturiers dégraisseurs</i> .	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Dégras ou huile épaisse à l'usage des tanneurs (Fabriques de).	Odeur très désagréable et danger d'incendie.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Doreurs sur métaux.	On a à craindre les maladies des doreurs, le tremblement, etc.; mais ce n'est que pour les ouvriers.	3 ^e	14 janvier 1815. Et décret de 1810.
Eau de javelle (Fabrication de l'). Voir <i>Chlorures alcalins</i> .	Odeur désagréable et incommode quand les appareils perdent, ce qui a lieu de temps à autre.	1 ^{re} et 2 ^e	9 février 1825.
Eau-de-vie (Distilleries d').	Danger du feu.	2 ^e	Décret de 1810 et ordonnance du 14 janvier 1815.
Eau forte (Fabrication de l'). Voir <i>Acide nitrique</i> .	Odeur désagréable et incommode quand les	1 ^{re} et	Décret de 1810 et ordonnances des 14 janvier

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
	appareils perdent, ce qui a lieu de temps à autre.	2 ^e	1815 et 9 février 1825.
Eau seconde (Fabrication de l') des peintres en bâtimens, <i>alcali caustique en dissolution</i> .	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Écarrissage.	Odeur très désagréable.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Échaudoirs ou cuisson des abattis des animaux tués pour la boucherie.	Mauvaise odeur.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Émaux (Fabriques d'). Voir <i>Verre</i> .	Fumée.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Encre à écrire (Fabriques d').	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Encre d'imprimerie (Fabriques d').	Odeur très désagréable, et danger du feu.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Engrais (Les dépôts de matières provenant de la vidange des latrines ou des animaux, destinés à servir d'). Voir <i>Poudrette</i> , <i>Urate</i> .	Odeur très désagréable et insalubre.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Essayeurs.	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Étain (Fabrication des feuilles d').	Peu d'inconvénient, l'opération se faisant au laminoir.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Étoupilles (Fabriques d') préparées avec des poudres ou matières détonantes et fulminantes. Voir <i>Poudres fulminantes</i> .	Tous les dangers de la fabrication des poudres fulminantes.	1 ^{re}	25 juin 1823. Ordonnance spéciale.
Faïence (Fabriques de).	Fumée au commencement des fournées.	2 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Fécule de pommes de terre (Fabriques de).	Mauvaise odeur provenant des eaux de lavage quand elles sont gardées.	3 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Fer-blanc (Fabriques de).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Fonderies au fourneau à la <i>Wilmington</i> .	Fumée et vapeur nuisibles.	2 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Fondeurs en grand au fourneau à réverbère. (Le décret de 1810 dit seulement : <i>Fonderies de métaux</i> .)	Fumée dangereuse, surtout dans les fourneaux où l'on traite le plomb, le zinc, le cuivre, etc.	2 ^e	14 janvier 1815.
Fondeurs au creuset.	Un peu de fumée.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Fourneaux (Hants-). La formation de ces établissemens est régie par la loi du 21 avril 1810 (qui est spéciale).	Fumée épaisse et danger du feu.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Fromages (Dépôts de).	Odeur très désagréable.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
Galipots ou résines du pin (Travail en grand des), soit pour la fonte et l'épuration de ces matières, soit pour en extraire la térébenthine.	Danger du feu et odeur très désagréable.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Galons et tissus d'or et d'argent (Brûleries en grand des).	Mauvaise odeur.	2 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Gaz hydrogène (Tous les établissements d'éclairage par le), tant les usines où le gaz est fabriqué que les dépôts où il est conservé.	Odeur désagréable et fumée pour les seuls ateliers, mais qui s'étendent aux environs de temps à autre.	2 ^e	20 août 1824. (Elle est spéciale.)
Gaz (Ateliers pour le grillage des tissus de coton par le). La surveillance de la police locale, établie par l'ordonnance du 20 août 1824, pour les ateliers d'éclairage par le gaz, est applicable aux ateliers pour le grillage.	Peu d'inconvénient, l'opération se faisant en petit.	3 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Gélatine extraite des os (Fabrication de la) par le moyen des acides et de l'ébullition.	Odeur assez désagréable quand les matières ne sont pas fraîches.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Genièvre (Distilleries de).	Danger du feu.	2 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Glaces (Étamage des).	Inconvénient pour les ouvriers seulement, qui sont sujets au tremblement des doreurs.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Glaces (Fabriques des).	Grande fumée et danger du feu.	1 ^{re}	Ordonnance de 1815. Omis au décret de 1810.
Goudron (Fabrication du).	Très mauvaise odeur et danger du feu.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Goudron (Fabriques de), à vases clos : étaient primitivement rangées dans la deuxième classe.	Danger du feu, fumée et un peu d'odeur.	1 ^{re}	Ordonnances de 1815 et du 9 février 1825.
Goudrons (Travail en grand des), soit pour la fonte et l'épuration de ces matières, soit pour en extraire la térébenthine.	Odeur insalubre et danger du feu.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Grillage de tissus de coton par le gaz (Ateliers de). Voir <i>Gaz hydrogène</i> .	Peu d'inconvénient, l'opération se faisant en petit.	3 ^e	<i>Idem.</i>
Hareng (Saurage du).	Mauvaise odeur.	2 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Hongroyeurs.	<i>Idem.</i>	2 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Huile de pied de bœuf (Fabriques d'). Le décret de 1810 ajoute : <i>Et de corne de bœuf.</i>	Mauvaise odeur causée par les résidus.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Huile de poissons (Fabriques d').	Odeur désagréable et danger du feu.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Huile de térébenthine et huile d'aspic (Distillation en grand de l').	<i>Idem.</i>	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Huile de térébenthine et autres huiles essentielles (Dépôts d') : doivent être isolés de toute habitation.	Danger du feu d'autant plus grand que l'huile peut se volatiliser dans	2 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
	les magasins, et que l'ap- proche d'une lumière dé- termine l'inflammation.		
Huile épaisse à l'usage des tan- neurs (Fabrique d'). Voir <i>Dé- gras</i> .	Odeur très désagréable et danger d'incendie.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Huile rousse (Fabriques d') ex- traite des crêtons et débris de graisse à une haute tempéra- ture.	<i>Idem.</i>	1 ^{re}	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Huiles (Épuration des) au moyen de l'acide sulfurique.	Danger du feu et mauvaise odeur produite par les eaux d'épuration.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Indigoteries.	Cet art, qu'on avait essayé en France, n'y existe plus.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Laques (Fabrication des).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Lard (Ateliers à enfumer le).	Odeur et fumée.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Lavoirs à laine (Etablissements des).	Doivent être placés sur les rivières et ruisseaux, au dessous des villes et vil- lages.	3 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Liqueurs (Fabrication des).	Danger du feu.	2 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Litharge (Fabrication de la).	Exhalaisons dangereuses.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Machines à feu à haute pression, ou celles dans lesquelles la force élastique de la vapeur fait équi- libre à plus de deux atmo- sphères, lors même qu'elles brûleraient complètement leur fumée. Voir <i>Pompe à feu</i> .	Fumée, attendu qu'il n'y en a jusqu'à présent aucune qui la brûle complète- ment; danger d'explo- sion des chaudières.	2 ^e	29 octobre 1823. (Elle est spéciale.)
Maroquiniers.	Mauvaise odeur.	2 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Massicot (Fabrication du), pre- mière préparation du plomb pour le convertir en minium.	Exhalaisons dangereuses.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Mégissiers.	Mauvaise odeur.	2 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Ménageries.	Danger de voir les animaux s'échapper des cages.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Minium (Fabrication du), prépa- ration de plomb pour les po- tiers, faïenciers, fabricans de cristaux, etc.	Exhalaisons moins dange- reuses que celles du mas- sicot.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Moulins à broyer le plâtre, la chaux et les cailloux.	Bruit. Ce travail étant fait par la voie sèche a des inconveniens graves pour la santé des ouvriers, et même un peu pour le voisinage. <i>Nota.</i> Le broiement des cailloux pourrait se faire par la voie humide.	2 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
Moulins à farine, dans les villes.	Bruit et poussière.	2 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Moulins à huile.	Un peu d'odeur et quelque danger du fen.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Noir de fumée (Fabrication du).	Danger du feu.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Noir d'ivoire et noir d'os (Fabri- cation du), lorsqu'on n'y brûle pas la fumée. (Le décret de 1810 ne distinguait pas et di- sait simplement: <i>Noir d'os.</i>)	Odeur très désagréable de matières animales brûlées, portée à une grande dis- tance.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Noir d'ivoire et noir d'os (Fabri- cation du), lorsqu'on brûle la fumée.	Odeur toujours sensible, même avec des appareils bien construits.	2 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Ocrejaune (Calcination de l'), pour le convertir en ocre rouge.	Un peu de fumée.	3 ^e	<i>Idem.</i>
Or et argent (Affinage de l'), au moyen du départ et du fourneau à vent. (Voir ci-dessus <i>Affi- nage</i> et la note.)	Cet art n'existe plus.	2 ^e	Omis au décret de 1810. <i>Idem.</i>
Orseille (Fabrication de l').	Odeur désagréable.	1 ^{re}	<i>Idem.</i>
Os (Blanchiment des), pour les éventaillistes et les boutonnières.	Très peu d'inconvénient, le blanchiment se faisant par la vapeur et par la rosée.	2 ^e	Omis au décret de 1810. <i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Os d'animaux (Calcination d'). Voir <i>Calcination d'os.</i>	Odeur très désagréable de matières animales brû- lées, portée à une grande distance.	1 ^{re} et 2 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Papiers (Fabriques de).	Danger du fen.	2 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Papiers peints et papiers marbrés (Fabriques de). (Le décret de 1810 dit: <i>Papiers peints.</i>)	<i>Idem.</i>	3 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Parcheminiers.	Un peu d'odeur désagréable.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Pipes à fumer (Fabrication des).	Fumée comme dans les pe- tites fabriques de faïence.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Plâtre (Fours à) permanens; étaient primitivement rangés dans la première classe (par le décret de 1810 et l'ordon- nance de 1815).	Fumée considérable, bruit et poussière.	2 ^e	29 juillet 1818. (Spéciale.)
Plâtre (Fours à) ne travaillant pas plus d'un mois par année.	<i>Idem.</i> , dans la proportion du travail.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Plomb (Fonte du) et laminage de ce métal. (Le décret de 1810 disait: <i>Plomberies.</i>)	Très peu d'inconvénient.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Plomb de chasse (Fabrication du).	<i>Idem.</i>	3 ^e	<i>Idem.</i>
Plombiers et fontainiers.	<i>Idem.</i>	3 ^e	Et décret de 1810. <i>Idem.</i>
Poëliers fournalistes. — Poëles et fourneaux en faïence et terre cuite (Fabrication des).	Fumée dans le commence- ment de la fournée.	2 ^e	Omis au décret de 1810. <i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
Pompes à feu à basse pression ne brûlant pas la fumée. Reportées implicitement, par l'ordonnance du 29 octobre 1823, dans la deuxième classe. (Voir <i>Machines à feu</i> .)	Fumée par intervalles.	»	»
Pompes à feu à basse pression, brûlant leur fumée. (Le décret de 1810 comprenait dans la deuxième classe ces <i>pompes à feu</i> , sans distinction, de procédés.)	Jusqu'à présent ne la brûlent pas complètement.	3 ^e	14 janvier 1815. Et décret de 1810.
Porcelaine (Fabrication de la).	Fumée dans le commencement du <i>petit feu</i> et danger d'incendie.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Porcheries.	Très mauvaise odeur et cris désagréables.	1 ^{re}	Décret de 1810 et ordonnance du 14 janvier 1815.
Potasse (Fabriques de).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Potiers d'étain.	<i>Idem.</i>	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Potiers de terre.	Fumée au <i>petit feu</i> .	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Poudres ou matières détonantes et fulminantes (Fabriques de), la fabrication d'allumettes, d'étoupilles ou autres objets du même genre, préparés avec ces sortes de poudres ou matières.	Explosion et danger d'incendie.	1 ^{re}	25 juin 1823. (Ordonnance spéciale.)
Poudrette.	Très mauvaise odeur.	1 ^{re}	Décret de 1810 et ordonnance du 14 janvier 1815.
Précipité du cuivre (Fabrication de). Voir <i>Cendres bleues</i> .	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Résines (Le travail en grand des), soit pour la fonte et l'épuration de ces matières, soit pour en extraire la térébenthine.	Mauvaise odeur et danger du feu.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Résineuses (Le travail en grand de toutes les matières), soit pour la fonte et l'épuration de ces matières, soit pour en extraire la térébenthine.	<i>Idem.</i>	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Rouge de Prusse (Fabriques de) à vases ouverts.	Exhalaisons désagréables et nuisibles à la végétation, quand il est fabriqué avec le sulfate de fer (couperose verte).	1 ^{re}	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Rouge de Prusse (Fabriques de) à vases clos.	Un peu d'odeur nuisible et un peu de fumée.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Sabots (Ateliers à enfumer les), dans lesquels il est brûlé de la corne ou d'autres matières animales, dans les villes.	Mauvaise odeur et fumée.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Sabots (Ateliers à enfumer les).	Fumée.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
Salaison (Ateliers pour la) et le saurage des poissons.	Odeur très désagréable.	2 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Salaisons (Dépôts de).	Odeur désagréable.	2 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Salpêtre (Fabrication et raffinage du).	Fumée et danger du feu.	3 ^e	<i>Idem.</i>
Sang des animaux, destiné à la fabrication du bleu de Prusse (Dépôts et ateliers pour la cuisson ou la dessiccation du).	Odeur très désagréable, surtout si le sang conservé n'est pas à l'état sec.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Savonneries.	Buée, fumée et odeur désagréable.	3 ^e	Décret de 1810 et ordonnance du 14 janvier 1815.
Sel (Raffineries de).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Sel ammoniac ou <i>muriate d'ammoniac</i> (Fabrication du), par le moyen de la distillation des matières animales. (Le décret de 1810 disait seulement : <i>Sel ammoniac.</i>)	Odeur très désagréable et portée au loin.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Sel de saturne (Fabrication du). Voir <i>Acétate de plomb.</i>	Quelques inconvénients, mais seulement pour la santé des ouvriers.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Sel de soude sec (Fabrication du), <i>sous-carbonate de soude sec.</i>	Un peu de fumée.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Sel ou muriate d'étain. (Fabrication du).	Odeur très désagréable.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Soude (Fabrication de la) ou décomposition du sulfate de soude.	Fumée.	3 ^e	<i>Idem.</i> Et ordonnance du 8 juin 1822. Omis au décret de 1810.
Soufre (Fabrication de la fleur de).	Grand danger du feu et odeur désagréable.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Soufre (Fusion du), pour le couler en canons, et épuration de cette même matière par fusion ou décantation.	<i>Idem.</i>	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Soufre (Distillation du).	<i>Idem.</i>	1 ^{re}	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Sucre (Raffineurs de).	Fumée, buée et mauvaise odeur.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Suif brun (Fabrication du).	Odeur très désagréable et danger du feu.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Suif en branche (Fonderies de), à feu nu. (Le décret de 1810 comprenait ces établissements dans la deuxième classe.	Odeur désagréable et danger du feu.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Suif (Fonderies de) au bain-marie ou à la vapeur.	Quelque danger du feu.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Suif d'os (Fabrication du).	Mauvaise odeur; nécessité d'écouler les eaux.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Sulfate d'ammoniac (Fabrication du), par le moyen de la distillation des matières animales.	Odeur très désagréable et portée au loin.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
Sulfate de cuivre (Fabrication du), au moyen du soufre et du grillage.	Exhalaisons désagréables et nuisibles à la végétation.	1 ^{re}	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Sulfate de cuivre (Fabrication du), au moyen de l'acide sulfurique et de l'oxide de cuivre ou du carbonate de cuivre.	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Sulfate de potasse (Raffinage du).	<i>Idem.</i>	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Sulfate de soude (Fabrication du), à vases ouverts.	Exhalaisons désagréables, nuisibles à la végétation, et portées à de grandes distances.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et ordonnance du 8 juin 1822. Omis au décret de 1810.
Sulfate de soude (Fabrication du), à vases clos.	Un peu d'odeur et de fumée.	2 ^e	<i>Idem.</i> Et ordonnance du 8 juin 1822. Omis au décret de 1810.
Sulfates de fer et d'alumine; extraction de ces sels des matériaux qui les contiennent tout formés, et transformation du sulfate d'alumine en alun.	Fumée et buée.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810
Sulfates de fer et de zinc (Fabrication des), lorsqu'on forme ces sels de toutes pièces avec l'acide sulfurique et les substances métalliques.	Un peu d'odeur désagréable.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810
Sulfures métalliques (Grillage des) en plein air.	Exhalaisons désagréables et nuisibles à la végétation.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810
Sulfures métalliques (Grillage des), dans les appareils propres à tirer le soufre et à utiliser l'acide sulfureux qui se dégage.	Un peu d'odeur désagréable.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Sirop de fécule de pommes de terre (Extraction du).	Nécessité d'écouler les eaux.	3 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Tabac (Fabriques de).	Odeur très désagréable.	2 ^e	14 janvier 1815. Et décret de 1810.
Tabac (Combustion des côtes du) en plein air.	<i>Idem.</i>	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Tabatières en carton (Fabrication des).	Un peu d'odeur désagréable et danger du feu.	2 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Taffetas cirés (Fabriques de): comprises dans la deuxième classe par le décret de 1810.	Danger du feu et mauvaise odeur.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Taffetas et toiles vernis (Fabriques de).	<i>Idem.</i>	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Tanneries.	Mauvaise odeur.	2 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Tartre (Raffinage du).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Teinturiers (compris dans la deuxième classe par le décret de 1810).	Buée et odeur désagréable quand les souffroirs sont mal construits.	3 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Teinturiers-dégraisseurs.	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
Térébenthine (Travail en grand pour l'extraction de la). Voir <i>Goudrons</i> .	Odeur insalubre et danger du feu.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Tissus d'or et d'argent (Brûleries en grand des). Voir <i>Galons</i> .	Mauvaise odeur.	2 ^e	14 janvier 1815. Et décret de 1810.
Toile cirée (Fabriques de).	Danger du feu et mauvaise odeur.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Toiles (Blanchiment des) par l'acide muriatique oxygéné.	Odeur désagréable.	2 ^e	14 janvier 1815. Et décret de 1810.
Toiles peintes (Ateliers de).	Mauvaise odeur et danger du feu.	3 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Toiles vernies (Fabrication des). Voir <i>Taffetas vernis</i> .	<i>Idem.</i>	1 ^{re}	14 janvier 1815. Et décret de 1810.
Tôle vernie.	<i>Idem.</i>	2 ^e	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Tourbe (Carbonisation de la), à vases ouverts. Le décret de 1810 disait : <i>Tourbe carbonisée</i> .	Très mauvaise odeur.	1 ^{re}	14 janvier 1815. Et décret de 1810.
Tourbe (Carbonisation de la) à vases clos.	Odeur désagréable.	2 ^e	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Tripiers.	Mauvaise odeur et nécessité d'écoulement des eaux.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Tueries, dans les villes dont la population excède dix mille âmes.	Danger de voir les animaux s'échapper; mauvaise odeur.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Tueries, dans les communes dont la population est au dessous de dix mille habitants.	<i>Idem.</i>	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Tuileries et briqueteries.	Fumée épaisse pendant le <i>petit feu</i> .	2 ^e	<i>Idem.</i>
Urate (Fabrication d'), mélange de l'urine avec la chaux, le plâtre et les terres.	Odeur désagréable.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.
Vacheries, dans les villes dont la population excède cinq mille habitants (comprises primitivement dans la deuxième classe par le décret de 1810).	Mauvaise odeur.	3 ^e	14 janvier 1815. Et décret de 1810.
Verdet (Fabrication du). Voir <i>Vert-de-gris</i> .	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Vernis (Fabriques de).	Très grand danger du feu et odeur désagréable.	1 ^{re}	<i>Idem.</i> Et décret de 1810.
Verre, cristaux et émaux (Fabriques de); l'établissement des verreries proprement dites, usines destinées à la fabrication du verre en grand, est régi par la loi du 21 avril 1810.	Grande fumée et danger du feu.	1 ^{re}	<i>Idem.</i>
Vert-de-gris et verdet (Fabrication du).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.

DÉSIGNATION des ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS.	INDICATION SOMMAIRE de LEURS INCONVÉNIENTS.	CLASSES.	DATES DES DÉCRET et ordonnances de classement
Viandes (Salaison et préparation des).	Légère odeur.	3 ^e	14 janvier 1815. Omis au décret de 1810.
Vinaigre (Fabrication du).	Très peu d'inconvénient.	3 ^e	<i>Idem.</i> Omis au décret de 1810.
Voiries et dépôts de boue ou de toute autre sorte d'immondices.	Odeur très désagréable et insalubre.	1 ^{re}	9 février 1825. Omis au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.

N° 532. = 5 juin 1825. = **INSTRUCTION** du ministre des finances à MM. les préfets, sur la loi du 27 — 28 avril 1825 et l'ordonnance du 1^{er} — 6 mai suivant, relativement à l'indemnité des émigrés (1).

N° 533. = 8 — 21 juin 1825. = **LOI** relative à la navigation de la Seine supérieure et de l'Aube, et à la canalisation de la Voire. (VIII, Bull. XLIII, n° 970.)

Art. 1^{er}. Le gouvernement est autorisé à procéder, par la voie de la publicité et de la concurrence, à la concession de la navigation de la Seine supérieure, depuis Courcelles-les-Rangs, à six kilomètres au dessous de Châtillon, jusqu'à Nogent. — La durée de la concession pourra être perpétuelle pour la partie de navigation qui sera située au dessus de Troyes; pour le reste de la ligne navigable, elle n'excèdera pas quatre-vingt-dix-neuf années. — Le *maximum* des droits à percevoir sera déterminé par le tarif ci-annexé.

2. Pourront être concédées dans les mêmes formes, aux mêmes clauses et conditions et sur le même tarif, la navigation de l'Aube, depuis son confluent dans la Seine jusqu'à l'embouchure de la Voire, et la canalisation de la Voire depuis son embouchure dans l'Aube jusqu'à Somme-Voire. — La durée de la concession n'excèdera pas quatre-vingt-dix-neuf années pour la portion de l'Aube comprise entre le confluent de cette rivière dans la Seine et la ville d'Arcis; elle pourra être perpétuelle pour la partie située au dessus d'Arcis et pour le canal de la Voire.

(Suit le tarif des droits de navigation à percevoir sur la Seine, depuis Courcelles-les-Rangs (à six kilomètres de Châtillon) jusqu'à Nogent.)

N° 534. = 8 — 21 juin 1825. = **LOI** relative à la concession du canal à établir dans la vallée de la Marque, avec embranchement sur la ville de Roubaix. (VIII, Bull. XLIII, n° 971.)

Art. 1^{er}. Le gouvernement est autorisé à procéder, par la voie de la publicité et de la concurrence, à la concession du canal à établir dans la vallée

(1) Cette instruction, qui ne s'applique qu'aux formalités à suivre pour parvenir à la liquidation de l'indemnité, n'a plus d'intérêt, la liquidation étant depuis longtemps épuisée, et la commission dissoute.

Voyez la loi du 27 — 28 avril 1825, sur l'indemnité des émigrés, et les notes.

de la Marque, avec embranchement sur la ville de Roubaix. — Cette concession sera perpétuelle : elle sera donnée au rabais, sur les prix du tarif ci-annexé.

2. L'offre faite par la ville de Roubaix de concourir aux dépenses dudit canal, moyennant une annuité de vingt mille francs, payable pendant trente années successives, conformément à la délibération du conseil municipal, en date du 3 octobre 1822, est acceptée. — Est également acceptée l'offre faite par le département du Nord de concourir aux mêmes dépenses, moyennant une annuité de dix mille francs, payable pendant vingt-cinq années successives, conformément à la délibération du conseil général en date du 12 septembre 1822.

(*Suit le maximum du tarif des droits de navigation à percevoir sur le canal de Roubaix.*)

N° 535. = 8—21 juin 1825. = **LOI relative à l'établissement des canaux de la Corrèze et de la Vézère.** (VIII, Bull. XLIII, n° 972.)

L'offre faite par le sieur *Eugène Mévil*, d'exécuter à ses risques et pé-ils les canaux de la Corrèze et de la Vézère, moyennant la jouissance à perpétuité desdits canaux et de leurs dépendances, est acceptée. — Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'état, soit à la charge du soumissionnaire, stipulées dans le cahier de charges approuvé le 16 février 1825 par le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, et souscrit le 7 mars suivant par ledit sieur *Eugène Mévil*, recevront leur pleine et entière exécution. — Ce cahier de charges, ainsi que le tarif des droits à percevoir sur les canaux de la Corrèze et de la Vézère, resteront annexés à la présente loi.

(*Suivent le cahier de charges et le tarif des droits de navigation.*)

N° 536. = 8—24 juin 1825. = **ORDONNANCE du roi contenant le tarif du droit de péage qui sera perçu au passage du pont à construire dans la commune de Villedieu, sur la rivière d'Indre.** (VIII, Bull. XLIV, n° 1011.)

N° 537. = 8—28 juin 1825. = **ORDONNANCE du roi portant organisation du personnel du service des subsistances, tant dans l'intérieur qu'aux armées** (1). (VIII, Bull. XLV, n° 1020.)

Art. 1^{er}. Le personnel du service des subsistances, tant dans l'intérieur qu'aux armées, se compose d'*agens entretenus* et d'*agens auxiliaires*, dont la hiérarchie est réglée ainsi qu'il suit, savoir : — Directeurs de première, seconde et troisième classes; — Agens comptables; — Commis de première, seconde et troisième classes; — Elèves; — Chefs aux constructions; — Sous-chefs aux constructions.

2. Les *agens entretenus* font partie d'un cadre fixe et permanent; les *agens auxiliaires* sont ceux employés en sus de ce cadre, lorsque les circonstances l'exigent. — Les uns et les autres sont nommés par notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

(1) Voyez l'ordonnance du 21 mai—19 juin 1817, portant institution de la régie des subsistances militaires, et la note.

3. Le cadre des agens entretenus est composé comme ci-après, savoir :

Directeurs de première classe.....	8	} 25
<i>Idem</i> de seconde classe.....	8	
<i>Idem</i> de troisième classe.....	9	
Agens comptables.....	1	5
Commis de première classe.....	20	} 70
<i>Idem</i> de seconde classe.....	20	
<i>Idem</i> de troisième classe.....	30	
Élèves.....		10
		270

4. Aux armées, le personnel du service des subsistances sera formé, — 1° Des agens entretenus qui seront détachés du service de l'intérieur, pour exercer aux armées l'emploi dont ils seront titulaires, ou pour y servir comme auxiliaires dans un emploi supérieur; — 2° Et, en cas d'insuffisance, d'agens auxiliaires. — Lorsqu'un directeur entretenu sera désigné pour diriger en chef le service des subsistances de nos armées, il prendra le titre de directeur en chef. Ce titre cessera avec les fonctions qui y sont attachées.

5. Les agens entretenus qui auront été employés aux armées, soit dans l'emploi dont ils seront titulaires, soit dans un emploi supérieur, reprendront après la guerre l'emploi qu'ils occupaient, ou la position qu'ils avaient dans l'intérieur.

6. Lorsque la première formation aura été arrêtée par notre ministre secrétaire d'état de la guerre, les deux tiers des emplois de directeurs, d'agens comptables et de commis de première et de seconde classes, qui viendront à vaquer dans le cadre des agens entretenus, seront donnés au choix dans l'ordre hiérarchique des emplois. — Néanmoins, les commis de première classe concourront avec les agens comptables pour les emplois de directeur. — L'autre tiers des vacances dans les mêmes emplois de directeurs, agens comptables et commis de première et de seconde classes, sera réservé, — 1° Aux agens auxiliaires en activité de service; — 2° Aux anciens employés, soit de l'intérieur, soit des armées, âgés de moins de quarante-cinq ans, pour les emplois de directeurs et d'agens comptables, et de moins de trente ans, pour les autres emplois. — Les vacances dans l'emploi de commis de troisième classe seront réservées à l'avancement des élèves.

7. Les directeurs et agens des subsistances sont chargés, sous la surveillance et sous les ordres immédiats des membres de l'intendance militaire, de la direction, de la gestion et de l'exécution du service. — Ils sont soumis à toutes les règles de la discipline militaire envers les membres de l'intendance militaire et envers leurs chefs immédiats dans l'ordre hiérarchique des emplois.

8. Les agens entretenus et auxiliaires auront un uniforme dont la couleur, la forme et les distinctions seront déterminées par notre ministre secrétaire d'état de la guerre; ils ne pourront le porter que lorsqu'ils seront pourvus de lettres de service.

9. Un règlement arrêté par notre ministre secrétaire d'état de la guerre déterminera, — 1° Les fonctions et attributions des agens du service des subsistances; tant dans l'intérieur qu'aux armées; — 2° Les règles de police et de subordination; — 3° Les règles de travail à suivre soit pour l'avancement, soit pour l'admission dans le cadre des agens entretenus.

10. La solde des agens entretenus et auxiliaires est fixée par le tarif joint à la présente ordonnance. — Notre ministre secrétaire d'état de la guerre déterminera, en raison des localités et des circonstances du service, les mo-

difications que la solde sur le pied de paix devra éprouver pour les agens employés dans les divisions militaires et places de l'intérieur. — Les agens entretenus qui ne seront pas pourvus de lettres de service recevront la moitié de la solde attribuée à leur emploi sur le pied de paix.

11. Les agens entretenus et auxiliaires supporteront sur leur traitement les retenues prescrites par l'ordonnance du 28 novembre 1821. Les uns et les autres auront droit à une pension sur le produit de ces retenues, aux termes de ladite ordonnance et des décisions royales des 13 février et 4 septembre 1822, 13 août 1823 et 4 mars 1824. — La retenue de deux pour cent que les employés temporaires des subsistances supportaient aux armées pour la dotation des invalides de la guerre cessera d'être exercée à compter du 1^{er} juillet 1825.

12. Les agens auxiliaires actuellement employés, ou qui seront nommés par la suite, auront droit, lorsqu'ils seront licenciés et qu'ils justifieront de dix ans de services effectifs dans l'administration de la guerre, au compte direct du gouvernement, à un traitement temporaire dont la quotité et la durée seront ultérieurement déterminées.

13. Les emplois d'inspecteurs généraux et particuliers créés par l'ordonnance du 30 janvier 1821 sont supprimés. Ceux des titulaires de ces emplois qui ne seront pas compris dans la nouvelle organisation sont admis à faire valoir leurs droits à une pension, aux termes de l'ordonnance du 28 novembre 1821.

Tarif du traitement des agens des subsistances.

EMPLOIS.	SOLDE SUR LE PIED DE GUERRE				SOLDE SUR LE PIED DE PAIX			
	par an.	par mois.	par jour.	à l'hôpital.	par an.	par mois.	par jour.	en congé.
	fr.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr.	fr. c. m.	fr. c. m.	fr. c. m.
Directeur { de 1 ^{re} classe	8000	666 66 6	22 22 2	11 11 1	6000	500 00 0	16 66 6	8 33 3
{ de 2 ^e classe	7000	583 33 3	19 44 4	9 72 2	5000	416 66 6	13 88 8	6 94 4
{ de 3 ^e classe	6000	500 00 0	16 66 6	8 33 3	4000	333 33 3	11 11 1	5 55 5
Agent comptable. . .	3000	250 00 0	8 33 3	4 16 6	2000	166 66 6	5 55 5	2 77 7
Commis { de 1 ^{re} classe	3000	250 00 0	8 33 3	4 16 6	2000	166 66 6	5 55 5	2 77 7
{ de 2 ^e classe	2000	166 66 6	5 55 5	2 96 2	1200	100 00 0	3 33 3	1 66 6
{ de 3 ^e classe	1800	150 00 0	5 00 0	2 77 7	1000	83 33 3	2 77 7	1 38 8
Chef aux constructions	4800	400 00 0	13 33 3	6 66 6	3600	300 00 0	10 00 0	5 00 0
Sous-chef <i>idem.</i> . .	2400	200 00 0	6 66 6	3 55 5	1600	133 33 3	4 44 4	2 22 2

N^o 538. = 8—28 juin 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui révoque l'autorisation donnée par l'ordonnance du 27 octobre—9 décembre 1819 à une disposition de l'article 13 des statuts de la compagnie d'assurance mutuelle de Lyon. (VIII, Bull. XLV, n^o 1021.)

N^o 539. = 12—24 juin 1825. = **PROCLAMATIONS** du roi qui ordonnent la clôture de la session de 1825 de la chambre des pairs et de la chambre des députés. (VIII, Bull. XLIV, n^o 1010.)

N^o 540. = 12—24 juin 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant convocation des conseils généraux et des conseils d'arrondissement. (VIII, Bull. XLIV, n^o 1014.)

N° 541. = 13—15 juin 1825. = *LOI relative à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1826* (1). (VIII, Bull. XLII, n° 963.)

TITRE I^{er}. — Crédits votés pour l'exercice 1826.

§ 1^{er}. — *Budget de la dette consolidée.*

Art. 1^{er}. Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées, pour l'exercice 1826, à la somme de deux cent quarante et un millions cinq cent quatre-vingt-cinq mille sept cent quatre-vingt-cinq francs (241,585,785 fr.), conformément à l'état A ci-annexé.

§ II. — *Fixation des dépenses générales du service.*

2. Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de six cent soixante-douze millions neuf cent dix-huit mille sept cent quatorze francs (672,918,714 fr.) pour les dépenses générales du service de l'exercice 1826, conformément à l'état B, applicables, savoir :

Aux dépenses générales, ci..... 537,262,300 fr.

Aux frais de régie, d'exploitation, de perception et non-valeurs des contributions directes et indirectes et des revenus de l'état, ci..... 126,856,414

Aux remboursements et restitutions à faire aux contribuables sur les produits desdites contributions, ci..... 8,800,000

Aux dépenses départementales et communales, ci..... *Mémoire.*

TOTAL ÉGAL..... 672,918,714 fr.

TITRE II. — Impôts autorisés pour l'exercice 1826 (2).

3. Continuera d'être faite, en 1826, conformément aux lois existantes, la perception, — Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque, de passeport et permis de port d'armes; — Des droits de douanes, y compris celui sur les sels; — Des contributions indirectes, des postes, des loteries, des monnaies, et droits de garantie; — Des taxes des brevets d'invention; — Des droits établis sur les journaux; — Des droits de vérification des poids et mesures; — Du dixième des billets d'entrée dans les spectacles; — Du prix des poudres, tel qu'il est fixé par la loi du 16 mars 1819; — D'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion et de fêtes où l'on est admis en payant, et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis, y compris les amendes et condamnations pécuniaires; — Des contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, ainsi que des revenus spéciaux accordés auxdits établissemens et aux établissemens sanitaires; — Des droits établis pour les frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers; — Des rétributions imposées, en vertu des arrêtés du gouvernement du 3 floréal an 8 (23 avril 1800) et du 6 nivose an 11 (27 décembre 1802), sur les établissemens d'eaux minérales, pour le traitement des médecins chargés par le gouvernement de l'inspection de ces établissemens; — Des redevances sur les mines; — Des diverses rétributions imposées en faveur de l'université sur les établissemens particuliers d'instruction et sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques; — Des taxes imposées, avec l'autorisation du gouver-

(1) Voyez la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, qui contient, sur toutes les branches des revenus publics et sur les dépenses, des dispositions fondamentales, et les notes.

(2) Voyez, sur la perception de ces impôts, les notes qui accompagnent les art. 4 et suiv. de la loi du 31—31 juillet 1821.

nement, pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitans, et des taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807 ; — Des droits de péage qui seraient établis, conformément à la loi du 4 mai 1802 (14 floréal an 10), pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'état, des départemens et des communes ; — Des sommes réparties sur les israélites de chaque circonscription, pour le traitement des rabbins et autres frais de leur culte.

4. La contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, les contributions des portes et fenêtres et des patentes, seront perçues pour 1826, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état C ci-annexé. — Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé aux sommes portées dans les états D, n^{os} 1, 2 et 3, annexés à la présente loi.

TITRE III. — Evaluation des recettes de l'exercice 1826.

5. Le budget des recettes est évalué, pour l'exercice 1826, à la somme de neuf cent vingt-quatre millions quatre-vingt-quinze mille sept cent quatre francs (924,095,704 fr.), conformément à l'état E ci-annexé.

Moyens de service.

6. Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, des bons royaux portant intérêt et payables à échéance fixe. — Les bons royaux en circulation ne pourront excéder cent vingt-cinq millions. — Dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, il y sera pourvu au moyen d'une émission supplémentaire qui devra être autorisée par ordonnance du roi, et dont il sera rendu compte à la plus prochaine session des chambres.

Dispositions générales.

7. Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des articles 22 de la loi du 17 août 1822 et 20 de la loi du 31 juillet 1821, relatifs aux centimes facultatifs que les conseils généraux de département sont autorisés à voter pour les dépenses d'utilité départementale et pour les opérations cadastrales, et des articles 31, 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses ordinaires et extraordinaires des communes.

(Suit le budget général des dépenses et services pour l'exercice 1826.)

N^o 542. = 15—24 juin 1825. = *Loi relative aux entrepôts des grains étrangers* (1). (VIII, Bull. XLIV, n^o 1009.)

(1) Abrogée par la loi du 20—25 octobre 1830, qui constitue le dernier état de la législation sur l'importation des grains étrangers.

N° 543. = 19—28 juin 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui *détermine les bases des cautionnemens en rentes fournis au trésor royal.* (VIII, Bull. XLV, n° 1022.)

Charles, ...—Sur ce qu'il nous a été exposé qu'il existe à notre trésor royal un assez grand nombre de cautionnemens en rentes cinq pour cent consolidés, qui ont été fournis en vertu des lois, arrêtés ou réglemens qui les ont autorisés ou prescrits, — Et que ces mêmes lois, arrêtés ou réglemens, mettent notre trésor royal dans le cas d'en recevoir journellement de nouveaux; — Voulant régler d'une manière uniforme pour tous les bases d'après lesquelles les cautionnemens devront être fournis dans les diverses natures de rentes actuellement existantes; — Considérant que la fixation des cautionnemens en rentes cinq pour cent consolidés a toujours été faite en vue de la valeur desdites rentes, et qu'aux termes de la loi du 1^{er} mai dernier, sur la dette publique et l'amortissement, les rentes en trois pour cent à soixante-quinze francs et celles en quatre et demi pour cent à cent francs représentent identiquement la même valeur que les rentes en cinq pour cent à cent francs; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les inscriptions de rentes en trois pour cent ou en quatre et demi qui proviendront de la conversion des inscriptions de rentes en cinq pour cent, affectées à des cautionnemens envers le trésor royal ou les administrations publiques, remplaceront les cautionnemens primitifs, sans que les cautions puissent être tenues de compléter la somme en rentes précédemment affectée.

2. A l'égard de tous les cautionnemens à fournir à l'avenir en rentes, ils seront, à la volonté de ceux qui y sont tenus, réalisés, soit en rentes en cinq pour cent, soit en rentes en quatre et demi au pair, ou en rentes en trois pour cent à soixante-quinze francs.

N° 544. = 20 juin 1825. = **CIRCULAIRE** du ministre des finances à MM. les préfets, renfermant l'examen et la solution de diverses questions qui ont été soumises à son excellence, sur l'exécution de la loi d'indemnité, du 27—28 avril 1825, et de l'ordonnance du 1^{er}—6 mai suivant (1).

N° 545. = 22—28 juin 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant que le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Prades, département des Pyrénées-Orientales, qui a été fixé à quinze par l'ordonnance du 14—28 avril 1820, demeurera définitivement fixé à douze. (VIII, Bull. XLV, n° 1025.)

N° 546. = 22 juin—18 juillet 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui approuve le projet de construction d'un pont suspendu à des chaînes de fer sur le Drac, en prolongement du chemin de Grenoble à Fontaine (Isère). (VIII, Bull. XLVII, n° 1106.)

N° 547. = 29 juin—18 juillet 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant que le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Fontainebleau, département de Seine-et-Marne, qui a été fixé à vingt-deux par

(1) Cette circulaire, qui se rapporte uniquement aux formalités à observer pour obtenir la liquidation de l'indemnité, n'a plus d'intérêt.

Voyez la note qui accompagne le titre de celle du 5 juin 1825.

l'ordonnance du 19—23 janvier 1820, demeurera définitivement fixé à vingt. (VIII, Bull. XLVII, n° 1110.)

N° 548. = 6—25 juillet 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise, aux conditions y exprimées, la société d'assurances mutuelles contre l'incendie pour le département de l'Ain à se déclarer définitivement en activité. (VIII, Bull. XLIX, n° 1188.)

Charles, ...—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;—Vu l'ordonnance du 4 août 1824 portant autorisation d'un société d'assurances mutuelles contre l'incendie pour le département de l'Ain; — Vu l'acte des 2, 3, 4 et 5 décembre 1824, par lequel les sociétaires de cette compagnie, réunis au conseil d'administration, demandent que l'activité de la société soit permise lorsqu'elle justifiera d'une masse de valeurs associées à ses assurances, de six millions, au lieu de celle de quinze millions exigée par l'article 6 de ses statuts approuvés;—Considérant que cette limite est suffisante pour le commencement de ses opérations;—Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — La société d'assurances mutuelles contre l'incendie pour le département de l'Ain est autorisée à se déclarer définitivement en activité, aussitôt qu'elle aura constaté que la masse des propriétés assurées s'élève à six millions.

N° 549. = 6—25 juillet 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui annule celle du 26 juin—29 juillet 1823, qui transférait de Châlons à Toulouse l'école royale des arts et métiers, et porte qu'il sera établi dans cette dernière ville une école vétérinaire. (VIII, Bull. XLIX, n° 1189.)

Charles, ...—Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Prenant en considération les vœux du conseil général du département de la Marne et les instances de la ville de Châlons pour la conservation dans ladite ville de l'école royale des arts et métiers; —Ayant égard à l'empressement avec lequel notre bonne ville de Toulouse s'était offerte à concourir de ses moyens à la translation projetée, — Et voulant en même temps répandre dans les départemens du midi de notre royaume les connaissances et les ressources de l'art vétérinaire le plus spécialement applicables aux besoins de l'agriculture de ces contrées, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'ordonnance du 26 juin 1823, qui transférait de Châlons à Toulouse l'école royale des arts et métiers, est rapportée.

2. Une école vétérinaire, destinée principalement à l'étude des maladies des bêtes bovines, sera établie dans notre bonne ville de Toulouse, à la condition toutefois que le local nécessaire sera fourni et approprié, soit par la dite ville, soit par le département de la Haute-Garonne.

N° 550. = 6—25 juillet 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui approuve diverses opérations faites tant par la mairie que par la chambre de commerce de Strasbourg, et autorise cette chambre à vendre un immeuble, afin d'acquitter une portion des dettes contractées par elle pour l'acquisition de l'hôtel de la bourse. (VIII, Bull. XLIX, n° 1190.)

N° 551. = 7 juillet 1825. = **CIRCULAIRE** du ministre des finances à

MM. les préfets, renfermant la solution de nouvelles questions relatives à l'exécution de la loi du 27 — 28 avril et de l'ordonnance du 1^{er} — 6 mai 1825 (1).

N° 552. = 13—19 juillet 1825. = **ORDONNANCE du roi relative aux douanes** (2).
(VIII, Bull. XLVIII, n° 1166.)

N° 553. = 13—19 juillet 1825. = **ORDONNANCE du roi qui fixe le traitement des membres de la cour royale de Rouen.** (VIII, Bull. XLVIII, n° 1168.)

Charles, ... — Vu la loi du 13 juin 1825 portant fixation du budget de l'état pour l'exercice 1826 ;—Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, —Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le traitement du premier président et du procureur général de notre cour séant à Rouen est fixé à vingt-cinq mille francs.

2. Le traitement des conseillers en la même cour est fixé à quatre mille deux cents francs.

3. Les présidens de chambre auront le même traitement que les conseillers, avec un supplément du quart en sus.

4. Le traitement des conseillers-auditeurs sera du quart de celui des conseillers.

5. Le premier avocat général aura le même traitement que les présidens de chambre ; les autres avocats généraux auront le même traitement que les conseillers, avec un supplément du sixième en sus.

6. Les substituts de service au parquet auront les trois quarts du traitement des conseillers.

7. Ces traitemens et supplémens de traitement courront à dater du 1^{er} janvier 1826.

N° 554. = 13—25 juillet 1825. = **ORDONNANCE du roi qui admet la compagnie Sartoris à verser trois millions au trésor royal pour l'exécution des travaux d'amélioration de la rivière d'Oise, depuis Manicamp jusqu'à la Seine, et contient un nouveau tarif des droits à percevoir sur le canal latéral de cette rivière.** (VIII, Bull. XLIX, n° 1191.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;—Vu la loi du 5 août 1821, relative à l'achèvement du canal du duc d'Angoulême, qui approuve toutes les conditions stipulées, soit à la charge de l'état, soit à la charge du sieur *Urbain Sartoris*, banquier à Paris, dans la convention provisoire passée, le 24 mai précédent, entre le ministre secrétaire d'état de l'intérieur et le sieur *Sartoris* ;—Vu l'article 18 de la convention susdatée, portant que des projets seront rédigés pour le perfection-

(1) Cette instruction n'a plus d'intérêt : voyez la note qui accompagne le titre de celle du 5 juin 1825.

(2) Il résulte du préambule de la présente ordonnance qu'elle n'a été rendue que pour mettre provisoirement à exécution un projet de loi sur les douanes, qui avait été présenté à la chambre des députés dans la session précédente, et qui est devenu la loi du 17—23 mai 1826 : elle est donc sans intérêt.

Voyez, sur les douanes, la loi fondamentale du 6 août (22 juillet et) — 22 août 1791 ; celles des 8—18 floréal an 11 (28 avril—8 mai 1803) ; du 22 ventose—2 germinal an 12 (13—23 mars 1804) ; le décret du 17 pluviôse an 13 (6 février 1805) ; les lois des 30 avril 1806, 17—19 décembre 1814, 28 avril—4 mai 1816, 27—29 mars 1817, 21—23 avril 1818, 7—9 juin 1820, 27—27 juillet 1822 et 17—23 mai 1826, et les notes qui accompagnent chacune de ces lois.

nement de l'Oise, depuis le canal de Manicamp jusqu'à la Seine; que si, après l'approbation définitive de ces projets, il est reconnu que la dépense est en rapport avec les avantages qu'elle doit créer, la compagnie *Sartoris* sera admise à fournir les fonds nécessaires à l'exécution des travaux, aux clauses et conditions énoncées dans la même convention pour les parties de navigation qui y sont comprises; — Vu l'article 22 de ladite convention, portant que le tarif des droits à percevoir sur les ouvrages qui pourront être construits sur la rivière d'Oise en vertu de l'article 18, sera réglé de concert avec le gouvernement et la compagnie, à l'époque où les projets pour leur exécution auront été approuvés; — Vu les plans et projets des travaux d'amélioration et de perfectionnement à exécuter sur la rivière d'Oise, ensemble l'avis du conseil des ponts et chaussées sur lesdits travaux, et l'approbation qui leur a été donnée par notre directeur général des ponts et chaussées; — Vu la lettre en date du 2 mai dernier, par laquelle le sieur *Sartoris*, en acceptant le tarif projeté par notre directeur général des ponts et chaussées, adhère en même temps aux autres propositions qui lui sont faites, pour régler la quotité et l'époque de ses versements au trésor; — Considérant que la navigation de la rivière d'Oise, déjà si importante à cause de ses communications avec les différentes lignes navigables existant au nord du royaume, est destinée à recevoir un accroissement considérable par suite des travaux de la grande ligne de Paris à Dunkerque et de l'ouverture prochaine des canaux d'Angoulême et des Ardennes; — Que, par conséquent, la dépense de trois millions à laquelle sont estimés les travaux à faire pour l'amélioration et le perfectionnement de cette rivière, sera compensée et au-delà par les avantages qui en résulteront; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La compagnie *Sartoris* est admise à verser au trésor royal la somme de trois millions de francs dans l'espace de cinq ans, pour faire face à l'exécution des travaux d'amélioration de la rivière d'Oise, depuis Manicamp jusqu'à la Seine. Le premier versement aura lieu le 10 janvier 1826, le second, le 10 avril, et ainsi de suite de trois mois en trois mois.

2. L'administration s'engage à terminer les travaux en totalité dans le délai de cinq ans et trois mois, à dater du 10 janvier 1826, ou plus tôt, si faire se peut.

3. La perception des droits de péage sur la ligne de navigation comprise entre Manicamp et l'embouchure de l'Oise sera établie conformément au tarif annexé à la présente ordonnance.

4. Sont supprimés, à partir de la mise à exécution du nouveau tarif, tous les droits de navigation qui se perçoivent sur la rivière d'Oise en vertu de la loi du 30 floréal an 10 (20 mai 1802), et de l'arrêté du gouvernement du 1^{er} messidor an 11 (20 juin 1803). — Continueront néanmoins d'acquitter le droit de navigation qui se perçoit aujourd'hui au pont de Compiègne, pour la navigation supérieure de l'Oise, les bateaux qui, au lieu d'emprunter le canal latéral entre Manicamp et le Port-à-Pintrelles, continueraient à suivre, comme par le passé, le lit de la rivière dans la partie parallèle au canal.

(Suit le tarif mentionné à l'article 3 de la présente ordonnance.)

N° 555. = 13 juillet—1^{er} août 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la chambre de commerce de Bordeaux à faire un emprunt pour l'achèvement des travaux de l'entrepôt réel qu'elle a été autorisée à construire dans cette ville. (VIII, Bull. LI, n° 1325.)

N° 556. = 17—25 juillet 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement sur les frais et émolumens à percevoir par les greffiers de justice de paix. (VIII, Bull. XLIX, n° 1192.)

Charles, ... — Vu l'article 1042 du Code de procédure civile, les articles 9 et suivans jusqu'à 20 du décret du 16 février 1807, l'article 23 de la loi du 11 mars 1799 (21 ventose an 7), les articles 3 et 4 de la loi du 9 juin 1799 (21 prairial an 7), et l'article 64 du décret du 18 juin 1811; — Considérant qu'il importe au bien de la justice que tous les officiers ministériels soient soumis, pour le règlement des droits et vacations que la loi leur accorde, à des mesures d'ordre et de discipline qui puissent prévenir les perceptions illicites, ou en assurer la répression; — Que ces mesures ont été déjà établies, pour les notaires, les avoués, les huissiers et les greffiers des tribunaux civils et des tribunaux de commerce, par les lois des 22 frimaire et 21 ventose an 7 et 25 ventose an 11, par les décrets des 16 février 1807, 18 juin 1811 et 14 juin 1813, et enfin par le Code de procédure civile; — Que les greffiers des justices de paix sont les seuls pour qui ces mesures n'aient pas encore été établies; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Aucuns frais ni émolumens ne pourront être perçus par les greffiers de justice de paix que sur des états dressés par eux, qui seront vérifiés et visés par le juge de paix. — Ces états seront écrits au bas de l'expédition délivrée par le greffier. — A défaut d'expédition, il sera fait un état séparé.

2. Les greffiers de justice de paix tiendront un registre sur lequel ils inscriront, par ordre de date et sans aucun blanc, toutes les sommes qu'ils recevront pour les actes de leur ministère. — Les déboursés et les émolumens seront inscrits dans des colonnes séparées.

3. Le registre mentionné en l'article précédent sera coté et paraphé par le juge de paix. — Il sera tenu sous la surveillance de ce magistrat, qui, à chaque trimestre, et plus souvent, s'il le juge convenable, le vérifiera, l'arrêtera, et en dressera un procès-verbal dans lequel il consignera ses observations. — Ce procès-verbal sera envoyé à notre procureur près le tribunal de première instance, qui en rendra compte au procureur général près la cour royale.

4. Pourront nos procureurs, quand ils l'auront reconnu nécessaire, procéder, par eux-mêmes ou leurs substituts, à la vérification prescrite par l'article 3.

5. En cas d'infraction aux règles prescrites par la présente ordonnance, il en sera fait rapport à notre garde des sceaux pour être pris à l'égard des contrevenans telle mesure qu'il appartiendra.

6. Si les greffiers ou leurs commis reçoivent, sous quelque prétexte que ce soit, d'autres ou plus forts droits que ceux qui leur sont attribués par les lois et les réglemens, il est enjoint aux juges de paix d'en informer nos procureurs. Il en sera pareillement fait rapport à notre garde des sceaux. — Les contrevenans seront, selon la gravité des circonstances, destitués de leurs emplois, traduits devant la police correctionnelle pour être condamnés aux amendes déterminées par les lois, ou poursuivis extraordinairement en vertu de l'article 174 du Code pénal, sans préjudice, dans tous les cas, de la restitution des sommes indûment perçues, et des dommages et intérêts quand il y aura lieu.

N° 557. = 17 juillet 1825. = INSTRUCTION sur l'exécution de la loi concernant les congrégations et communautés religieuses de femmes (1). (Moniteur du 3 août 1825, n° 215.)

Art. 1^{er}. Toute congrégation ou maison particulière *définitivement* autorisée avant la loi du 2 janvier 1817, soit par décret, soit par ordonnance royale, demeure reconnue, et n'est obligée, en aucune manière, de demander une nouvelle autorisation.

2. Parmi les congrégations, il en est qui existaient de fait avant le 1^{er} janvier 1825, et qui, sans être autorisées, ont pu librement se former et se propager; maintenant, pour qu'elles puissent avoir une existence légale, et jouir des avantages qui y sont attachés, comme la faculté de recevoir, d'acquiescer et de posséder, il faut qu'une demande en autorisation, accompagnée de leurs statuts revêtus de l'approbation de l'évêque diocésain, soit transmise au ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, si toutefois elle n'a été déjà adressée au gouvernement dans l'intervalle du 2 janvier 1817 au 1^{er} janvier 1825.

3. La communication des réglemens particuliers sur la discipline intérieure des maisons, tels que ceux qui fixent les heures, la nature et la durée des exercices religieux, n'est pas nécessaire; il suffit de faire connaître les statuts, c'est-à-dire les points fondamentaux qui déterminent le but, le régime général de la congrégation.

4. Après que les formalités prescrites par l'article 2 de la présente loi auront été remplies, ces congrégations et maisons particulières, aux termes du même article, pourront être autorisées par une ordonnance royale.

5. Une congrégation se compose ou d'établissements qui reconnaissent une supérieure générale, comme celle des Filles de Saint-Vincent de Paule, ou d'établissements qui ne reconnaissent qu'une supérieure locale, et qui sont indépendans les uns des autres, encore qu'ils soient soumis aux mêmes règles et statuts, comme la congrégation des religieuses Ursulines.

6. Pour les unes comme pour les autres de ces congrégations, lorsque les statuts qui les régissent auront été vérifiés et enregistrés une première fois, il suffira, dans la demande en autorisation de chaque établissement, de déclarer que ces statuts sont adoptés et suivis par les religieuses qui le composent, et l'autorisation pourra être accordée d'après le consentement de l'évêque diocésain et l'avis des conseils municipaux.

7. Les sœurs d'école et de charité, placées dans un local fourni par une commune ou dans un hospice, ne seront censées former un établissement susceptible d'être autorisé par le roi, qu'autant que l'engagement de la congrégation avec la commune ou l'hospice serait à perpétuité.

8. La supérieure générale d'une congrégation conserve une action immédiate sur tous les sujets qui en dépendent; elle a le droit de les placer et déplacer, de les transférer d'un établissement dans un autre, de surveiller le régime intérieur de l'administration. Mais chaque établissement n'en demeure pas moins soumis, dans les choses spirituelles, à l'évêque diocésain; cette reconnaissance de l'autorité spirituelle des ordinaires doit toujours être exprimée dans les statuts.

9. Nul établissement autorisé comme faisant partie d'une congrégation à supérieure générale ne peut s'en séparer, soit pour s'affilier à une

(1) Voyez la loi du 24 mai—2 juin 1825, qui détermine les conditions d'autorisation et d'existence des communautés de femmes, et les notes.

autre congrégation, soit pour former une maison supérieure locale, indépendante, sans perdre, par cela seul, les effets de son autorisation.

10. Tout acte émané du saint-siège, portant approbation d'un institut religieux, ne pourrait avoir d'effet qu'autant qu'il aurait été vérifié dans les formes voulues pour la publication des bulles d'institution canonique.

11. Nul doute que les communautés religieuses ne puissent déclarer dans leurs statuts que les membres qui les composent se lient par des vœux; mais la loi civile ne prêtant son appui et sa force qu'à des vœux qui n'excèderaient pas cinq ans, des statuts qui exprimeraient la perpétuité des vœux ne recevraient pas l'approbation légale.

12. La loi n'interdit point aux religieuses la libre jouissance de leurs biens patrimoniaux et autres qu'elles possèdent ou qui pourraient leur échoir : ici leurs droits sont ceux du reste des Français : elles peuvent même disposer de leurs biens, soit par donation, soit par testament; il n'est dérogé à leur égard au droit commun que dans les cas déterminés par l'article 5 de la loi.

13. Mais comme il était notoire que les propriétés de beaucoup d'établissements, même leur habitation avec ses dépendances, avaient été acceptées ou acquises par l'un ou quelques uns de leurs membres, la loi a voulu empêcher le tort que ces établissemens pourraient souffrir de l'exécution immédiate de cet article 5. En conséquence, si une religieuse veut disposer en faveur de sa communauté, elle reste dans le droit commun pendant six mois, à dater du 2 juin 1825, jour de la promulgation de la loi, s'il s'agit d'établissements déjà autorisés définitivement; et pendant six mois, à dater du jour de l'autorisation définitive, s'il s'agit d'établissements qui, existant de fait au 1^{er} janvier 1825, pourront être autorisés à l'avenir.

14. Les religieuses doivent bien se pénétrer de cette disposition si favorable à leur communauté, et ne pas négliger d'en profiter en temps utile : il suffira pour cela que la donation et la demande en autorisation pour accepter soient faites dans les délais fixés par la loi; mais comme ces délais sont de rigueur, une fois qu'ils seraient passés, il ne serait plus permis ni possible d'empêcher l'exécution des dispositions textuelles de cette loi.

15. Les actes de donation doivent contenir l'énonciation des sommes dues et hypothéquées sur les biens cédés, pour que la transmission de ces dettes soit comprise dans l'ordonnance qui autorisera l'acceptation de la donation.

16. Tous dons et legs qui seraient faits à l'avenir à des établissemens de religieuses doivent être acceptés par la supérieure générale des congrégations dont ils font partie, ou par la supérieure locale des maisons qui ne reconnaissent pas de supérieure générale, à la charge, dans l'un et l'autre cas, de donner aux libéralités la destination voulue par les donateurs ou testateurs.

17. La demande en autorisation d'accepter sera transmise au ministre, revêtue de l'avis de l'évêque dans le diocèse duquel se trouve l'établissement donataire ou légataire; elle sera communiquée au préfet, pour qu'il fournisse ses renseignemens sur les réclamations qui pourraient être faites.

18. Les dispositions des lois et réglemens qui prescrivent les formalités à remplir par les établissemens d'utilité publique pour acquisitions, aliénations, et, en général, pour l'administration des biens, sont applicables aux actes de cette nature concernant les congrégations et communautés qui seront représentées, suivant les cas, par la supérieure générale ou par la supérieure locale.

19. Conformément aux dispositions de la loi du 16 juin 1824, il ne doit être perçu, pour l'enregistrement des actes d'acquisition, de donation ou

de legs au profit des congrégations et communautés définitivement autorisées, que le droit fixe de dix francs.

20. Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'ordonnance du 2 avril 1817, les acquisitions et emplois en rentes constituées sur l'état ou sur les villes ne sont point assujétis à la nécessité d'une autorisation spéciale; mais les rentes ainsi acquises seront immobilisées, et ne pourront être aliénées sans la permission du roi.

21. Les préfets, ainsi qu'il est prescrit par la même ordonnance du 2 avril 1817, autoriseront l'acceptation de tout don et legs en argent ou effets mobiliers dont la valeur n'excèdera pas trois cents francs.

22. Les registres de chaque établissement où seront inscrits tous les actes, délibérations, comptes en recette et dépense, quoique sur papier non timbré, seront cotés et paraphés par la supérieure, et tenus sans lacune.

N° 558. = 20 — 28 juillet 1825. = **ORDONNANCE du roi qui a pour objet d'appliquer aux rectificateurs d'eaux-de-vie à Paris les dispositions de la loi du 1^{er} — 2 mai 1822 et de l'ordonnance du 11 — 18 du même mois** (1). (VIII, Bull. L, n° 1249.)

Charles, ... — Vu l'article 10 de la loi du 1^{er} mai 1822, qui prohibe la fabrication et la distillation des eaux-de-vie et esprits dans la ville de Paris; — Vu l'ordonnance royale du 11 du même mois, qui détermine les bases de l'indemnité à accorder aux propriétaires des établissements de l'espèce; — Vu la loi du 24 juin 1824, qui soumet aux droits d'entrée et d'octroi les eaux-de-vie et esprits en raison de l'alcool pur qu'ils contiennent; — Voulant pourvoir à l'entière exécution de l'article 10 de la loi du 1^{er} mai 1822; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les établissements de rectification d'eaux-de-vie et d'esprits dans notre bonne ville de Paris cesseront toute opération dans un mois, à compter du jour de la publication de la présente ordonnance.

2. Il sera fait application aux propriétaires de ces établissements des bases déterminées par ladite ordonnance du 11 mai 1822 pour la fixation des indemnités auxquelles ils pourront avoir droit.

N° 559. = 20 — 28 juillet 1825. = **ORDONNANCE du roi relative à l'établissement à Paris d'une maison centrale de hautes études ecclésiastiques.** (VIII, Bull. L, n° 1250.)

Charles, ... — Considérant combien il importe de perpétuer dans l'église gallicane cette tradition de savoir et de lumières qui l'ont illustrée sous les règnes de nos prédécesseurs; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera établi à Paris une maison centrale de hautes études ecclésiastiques.

2. Cette maison sera composée de sujets d'élite désignés par les évêques diocésains. — Nul ne pourra y être admis sans être engagé dans les ordres sacrés, et sans avoir terminé le cours ordinaire de philosophie et de théologie. — Tous devront soutenir des thèses publiques en Sorbonne, en présence des professeurs et docteurs de la faculté de théologie de Paris.

(1) Voyez la loi de finances du 1^{er} — 2 mai 1822, art. 10, et la note.

Voyez aussi, sur les distilleries, la sect. III du chap. II du tit. V de la loi du 5 — 15 ventose an 12 (25 février — 6 mars 1804).

3. Les chefs de l'établissement seront nommés par nous sur la présentation d'une commission ecclésiastique de notre choix, dont les archevêques de Paris feront partie, et sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique.

4. La même commission sera chargée de rédiger les statuts et réglemens dudit établissement, lesquels seront soumis à notre approbation.

N° 560. = 20—28 juillet 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui nomme les membres de la commission ecclésiastique dont il est fait mention dans l'article 3 de l'ordonnance du même jour relative à l'établissement d'une maison centrale de hautes études ecclésiastiques. (VIII, Bull. L, n° 1251.)

N° 561. = 20 juillet—1^{er} août 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui confirme l'établissement de l'abattoir public et commun existant dans la ville de Villeneuve (Lot-et-Garonne). (VIII, Bull. LI, n° 1326.)

N° 562. = 20 juillet 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui supprime l'intendance des domaines et forêts de la couronne. (Moniteur du 22 juillet 1825, n° 203.)

N° 563. = 24—28 juillet 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit des règles spéciales pour le roulement des juges du tribunal de première instance du département de la Seine, et contient des dispositions relatives au service des vacations (1). (VIII, Bull. L, n° 1252.)

Charles, . . . — L'expérience ayant fait reconnaître que les règles prescrites par l'ordonnance du 11 octobre 1820 pour le roulement annuel des juges dans les tribunaux de première instance, sont insuffisantes dans le tribunal de première instance du département de la Seine, et que des règles spéciales sont nécessaires pour répartir dans les sept chambres de ce tribunal les juges qui le composent; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les vice-présidens du tribunal de première instance de la Seine présideront pendant deux années consécutives la chambre à laquelle ils auront été attachés. — En conséquence, ils continueront à présider, pendant l'année judiciaire qui commencera au 1^{er} novembre 1825, les chambres qu'ils président actuellement.

2. Le roulement annuel des juges sera fait de manière qu'il reste dans chaque chambre au moins deux juges en titre du nombre de ceux qui auront fait le service de l'année précédente, lorsque le vice-président changera de chambre, et un de ces juges au moins lorsque le vice-président ne changera point.

3. Le service des vacations sera fait chaque année par une chambre composée de sept membres qui seront désignés par la commission instituée en vertu de l'ordonnance du 11 octobre 1820, sans qu'aucun membre puisse

(1) Voyez l'arrêté du 6 floréal an 10 (26 avril 1802), contenant règlement pour le service du tribunal de première instance de la Seine, et la note.

Voyez aussi la note qui accompagne le tit. V, § 1^{er}, de la loi du 27 ventose an 8 (18 mars 1800).

Voyez enfin, sur l'organisation judiciaire en général, le décret du 16—24 août 1790, et les notes.

être appelé deux années de suite à faire ce service. — Feront nécessairement partie de cette chambre un des vice-présidens et quatre juges en titre, dont deux seront choisis dans la moitié formée par les plus anciens juges, et pareil nombre dans la moitié formée par les juges les plus récemment nommés.

4. Les dispositions des articles 2 et 3 ci-dessus ne sont point applicables aux juges d'instruction, qui continueront d'être répartis, selon les besoins du service, entre les chambres de ce tribunal.

5. Lorsqu'en vertu de l'ordonnance du 7 août 1822 notre garde des sceaux aura jugé que le bien du service permet d'accorder des vacances à l'une des chambres de police correctionnelle, le temps des vacances pourra être divisé entre ces deux chambres.

6. L'ordonnance du 11 octobre 1820 continuera d'être exécutée dans toutes les dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par la présente ordonnance.

N° 564. = 27 juillet—8 août 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant qu'il sera formé une chambre temporaire dans la cour royale de Pau. (VIII, Bull. LII, n° 1373.)

N° 565. = 27 juillet—13 août 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation de la durée des vacances de la cour des comptes pour l'année 1825, et nomination d'une chambre des vacations pendant l'intervalle (1). (VIII, Bull. LIII, n° 1442.)

N° 566. = 28 juillet 1825. = **CIRCULAIRE** du ministre des finances à MM. les préfets, donnant la solution de questions nouvelles relatives à la loi d'indemnité (2).

N° 567. = 31 juillet—13 août 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement pour le service des postes aux lettres entre la France et l'Autriche. (VIII, Bull. LIII, n° 1443.)

Charles, . . . — Vu la loi du 27 frimaire an 8 (18 décembre 1799), celle du 14 floréal an 10 (4 mai 1802) et l'article 20 du titre V de celle du 24 avril 1806, en ce qui concerne la taxe et les progressions de taxe et de poids des lettres de France; — Vu aussi la convention conclue et signée, le 9 mars 1825, entre l'office général des postes françaises et l'office général des postes autrichiennes, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} juillet 1825, le public de France continuera d'affranchir, selon les taxes du tarif français, les lettres et paquets, les gazettes et journaux, ainsi que les catalogues, les prospectus, les imprimés et les livres en feuilles ou brochés, pour les états autrichiens, tant du côté de l'Allemagne que du côté de l'Italie, pour la Turquie européenne, y compris la Moldavie, les Échelles du Levant, les îles de l'Archipel et les états barbaresques, depuis les points de départ jusqu'aux points de sortie du royaume qui vont être ci-après désignés, selon les endroits de destination, savoir :

(1) Voyez, sur le même objet, l'ordonnance du 3—12 juillet 1816. La présente, et les autres ordonnances qui ont accordé chaque année des vacances à la cour des comptes, portent des dispositions semblables.

(2) Cette instruction, qui concerne exclusivement les formalités de la liquidation de l'indemnité, est sans intérêt, cette liquidation étant épuisée et la commission dissoute.

— 1^o Les départemens français de l'Aisne, des Ardennes, de l'Aube, du Calvados, de la Charente, de la Charente-Inférieure, du Cher, de la Côte-d'Or, des Côtes-du-Nord, de la Creuse, du Doubs, de l'Eure, d'Eure-et-Loir, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de l'Indre, d'Indre-et-Loire, de Loir-et-Cher, de la Loire-Inférieure, du Loiret, de Maine-et-Loire, de la Manche, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Mayenne, de la Meurthe, de la Meuse, du Morbihan, de la Moselle, de la Nièvre, du Nord, de l'Oise, de l'Orne, du Pas-de-Calais, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Haute-Saône, de la Sarthe, de la Seine, de la Seine-Inférieure, de Seine-et-Marne, de Seine-et-Oise, des Deux-Sèvres, de la Somme, de la Vendée, de la Vienne, de la Haute-Vienne, des Vosges et de l'Yonne, pour la Bohême, la Moravie, la Silésie, la Gallicie, la Moldavie, *jusqu'à Forbach*; — Pour le Tyrol, la Styrie, la haute et basse Autriche, l'Illyrie, la Dalmatie, les provinces vénitiennes, la Lombardie, la Hongrie, la Transylvanie, les frontières militaires, la Turquie européenne, les Échelles du Levant, les îles de l'Archipel et les états barbaresques, *jusqu'à Huningue*. — 2^o Les départemens méridionaux de l'Ain, de l'Allier, des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes, de l'Ardèche, de l'Ariège, de l'Aude, de l'Aveyron, du Cantal, de la Corrèze, de la Corse, de la Dordogne, de la Drôme, du Gard, de la Haute-Garonne, du Gers, de la Gironde, de l'Hérault, de l'Isère, du Jura, des Landes, de la Loire, de la Haute-Loire, du Lot, de Lot-et-Garonne, de la Lozère, du Puy-de-Dôme, des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Orientales, des Bouches-du-Rhône, du Rhône, de Saône-et-Loire, du Tarn, de Tarn-et-Garonne, du Var et de Vaucluse, pour la Bohême, la Moravie, la Silésie, la Gallicie, la Moldavie, le Tyrol septentrional, la Styrie, la haute et basse Autriche, la Hongrie, la Transylvanie, les frontières militaires, la Turquie européenne, les Échelles du Levant et les îles de l'Archipel, *jusqu'à Huningue*; — Pour les trois cercles du Tyrol méridional (Roveredo, Trente et Bolzano), l'Illyrie, la Dalmatie, les provinces vénitiennes, la Lombardie, les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, de Modène, Reggio et Massa-Carrara, les îles Ioniennes, Malte et les états barbaresques, *jusqu'à Pont-de-Beauvoisin, Grenoble et Antibes*.

2. Pourront être affranchies, au gré du public, les lettres des départemens désignés dans le second alinéa de l'article ci-dessus, pour la ville libre de Cracovie, *jusqu'à destination*; pour la Russie méridionale, *jusqu'à Brody*; et pour la Pologne méridionale, *jusqu'à Podgorre*, sortant par *Forbach*; — Celles des mêmes départemens pour les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, *jusqu'à Casal-Pusterlengo*; pour ceux de Modène, Reggio et Massa-Carrara, *jusqu'à San-Benedetto*; pour les îles Ioniennes et pour Malte, *jusqu'à la Samoggia près Bologne*, sortant par *Huningue*; — Celles enfin des départemens désignés dans le troisième alinéa de l'article ci-dessus pour la ville libre de Cracovie, *jusqu'à destination*; pour la Russie méridionale, *jusqu'à Brody*; pour la Pologne méridionale, *jusqu'à Podgorre*; pour les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, *jusqu'à Casal-Pusterlengo*; pour les duchés de Modène, Reggio et Massa-Carrara, *jusqu'à San-Benedetto*; pour les îles Ioniennes et pour Malte, *jusqu'à la Samoggia près Bologne, qui seraient dirigées sur Huningue*. — Cependant l'affranchissement continuera d'être obligatoire pour ces destinations, selon les taxes françaises, jusqu'à l'extrême frontière du royaume, en ce qui concernera les gazettes et journaux, ainsi que les prospectus, les catalogues et les livres en feuilles ou brochés.

3. La taxe des échantillons de marchandises affranchis d'avance pour tous les états autrichiens, pour les états étrangers du continent, et pour tous les

pays d'outre-mer, désignés dans les articles 1 et 2 de la présente ordonnance, pourvu que ces échantillons soient présentés sous bande ou de toute autre manière indicative de leur contenu, ne sera perçue qu'au tiers de la taxe fixée par le tarif français pour les lettres et paquets; cependant le prix n'en sera jamais au dessous de celui d'une lettre simple.

4. Les lettres et paquets expédiés des états autrichiens situés, soit du côté de l'Allemagne, soit du côté de l'Italie, et timbrés *L. A.* ou *L. I.*, qui entreront en France par les bureaux de Forbach et d'Huningue, ou même de Strasbourg, s'il y a lieu, dans la suite, à faire de ce dernier un point d'échange avec quelque bureau des postes d'Autriche, seront taxés pour ces villes à raison de sept décimes par lettre au dessous du poids de six grammes, et les lettres ou paquets pesant six grammes et au dessus seront taxés proportionnellement à leur poids, selon les progressions du tarif des postes françaises.

5. Les lettres et paquets venant des îles Ioniennes, de Malte, et des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, de Modène, Reggio et Massa-Carrara, portant le timbre d'origine de ces différens endroits, et qui entreront par le bureau d'Huningue, seront taxés, dans ce bureau, à raison de huit décimes par lettre d'un poids au dessous de six grammes; et les lettres ou paquets d'un poids de six grammes et au dessus, proportionnellement à ce prix, selon les progressions du tarif des postes de France.

6. Les lettres et paquets venant de tout autre état du continent ou de pays d'outre-mer, en transit par les états autrichiens d'Italie ou d'Allemagne, et qui entreront par les bureaux frontières de France, soit d'Huningue, soit de Forbach, seront taxés dans chacun de ces bureaux pour leur ville : — Les premiers, timbrés *I. T.*, à raison de dix décimes; — Les seconds, timbrés *A. T.*, à raison de onze décimes par lettre d'un poids au dessous de six grammes; et les lettres ou paquets d'un poids de six grammes et au dessus, proportionnellement à ces prix, selon les progressions du tarif français.

7. Les lettres et paquets qui seront réexpédiés des bureaux des villes de leur entrée en France sus-nommés, pour toute autre destination dans le royaume, seront taxés du prix de port fixé pour ces mêmes villes; plus, du prix de port dû depuis chacune de ces villes jusqu'au bureau des lieux de leur distribution.

8. Les échantillons de marchandises venant, soit des états autrichiens mêmes, soit d'autres états étrangers du continent ou de pays d'outre-mer, en transit par les états autrichiens, pourvu que les paquets soient expédiés sous bande ou de quelque autre manière indicative de leur contenu, ne seront taxés qu'au tiers des prix fixés pour les lettres et paquets portant le même timbre distinctif; cependant le prix de port de chaque échantillon ne devra jamais être inférieur à celui d'une lettre simple, c'est-à-dire pesant moins que six grammes.

9. Les gazettes et journaux, ainsi que les catalogues, les prospectus, les imprimés ou livres en feuilles ou brochés, qui proviendront des états autrichiens mêmes, ou de l'étranger, en transit par ces états, de quelques timbres qu'ils soient frappés, seront taxés pour toute la France, savoir : — Les gazettes et journaux, à raison de huit centimes par feuille et quatre centimes par demi-feuille; les autres ouvrages de librairie, à raison de dix centimes par feuille, cinq centimes par demi-feuille, et deux centimes et demi par quart de feuille.

N° 568. = 7—13 août 1825. = **ORDONNANCE du roi portant qu'à partir de 1825 le compte à rendre par le trésorier général des invalides de la marine sera établi par gestion annuelle** (1). (VIII, Bull. LIII, n° 1445.)

Charles, . . . — Vu l'édit du mois de juillet 1720 ; — Vu la loi du 13 mai 1791 ; — Vu le décret du 11 février 1809 ; — Vu l'ordonnance royale du 22 mai 1816 et le règlement d'exécution du 17 juillet même année ; — Voulant étendre à l'établissement des invalides de la marine le mode de compter par gestion annuelle, qui a été successivement appliqué aux différentes caisses publiques, et dont l'expérience a démontré les avantages ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A partir de 1825, le compte à rendre par le trésorier général des invalides de la marine sera établi par gestion annuelle, tant pour les services *prises, gens de mer et invalides*, que pour les comptes accessoires désignés jusqu'ici sous la dénomination de *comptes particuliers*.

2. La distinction des exercices sera observée comme par le passé, en ce qui concerne spécialement le service *invalides*.

3. Le compte annuel sera remis à la cour des comptes dans les six mois qui suivront la clôture de la gestion.

4. Il devra présenter, — 1° Le tableau des valeurs existant en caisse et en porte-feuille, ainsi que les soldes des comptes accessoires reconnus débiteurs au 1^{er} janvier ; — 2° Les recettes et les dépenses de toute nature exécutées pendant le cours de l'année ; — 3° Enfin, le montant des valeurs qui se trouveront en caisse et en porte-feuille, et les soldes des comptes accessoires reconnus débiteurs le 31 décembre au soir.

5. Toutes les dispositions antérieures relatives au compte général de l'établissement des invalides sont rapportées en ce qu'elles auraient de contraire à la présente ordonnance.

N° 569. = 7 août—15 septembre 1825. = **ORDONNANCE du roi sur les écoles d'hydrographie et sur la réception des capitaines du commerce** (2). (VIII, Bull. LVIII, n° 1800.)

Charles, ... — Sur le compte qui nous a été rendu de l'état actuel des écoles d'hydrographie établies dans les principaux ports de notre royaume, ainsi que de la législation qui les régit ; — Vu le règlement du 1^{er} janvier 1786, le décret du 10 août 1791, l'ordonnance du 29 novembre 1815, et le règlement du 16 décembre de la même année ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons les dispositions suivantes :

TITRE 1^{er}. — Des examinateurs et professeurs des écoles d'hydrographie.

Art. 1^{er}. Il y aura deux examinateurs hydrographes de la marine : ils seront chargés, — De la direction de l'enseignement dans les écoles d'hydrographie, — De l'examen des navigateurs qui se présenteront pour être admis aux grades de capitaine au long cours et de maître au cabotage, — Et de toutes autres fonctions que nous jugerons convenable de leur confier. — Les examinateurs hydrographes de la marine seront choisis parmi les professeurs

(1) Voyez le décret du 30 avril (28 et) — 13 mai 1791, portant organisation des invalides de la marine, et les notes.

(2) Voyez, sur cet objet, le décret du 30 vendémiaire an 4 (22 octobre 1795), tit. IX, et les notes.

Voyez aussi le règlement qui suit la présente ordonnance.

de la première classe, ayant au moins deux ans de service dans cette classe. — Ils seront nommés par nous, sur la présentation de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies.

2. Les examinateurs feront, chaque année, une tournée dans les divers ports du royaume, pour procéder aux examens des capitaines au long cours et des maîtres au petit cabotage. — Le ministre fera connaître, quatre mois à l'avance, l'époque des tournées. — Les examens auront lieu dans les ports ci-après, et dans l'ordre où ils sont dénommés : — *Tournée du Nord* : Dunkerque, Le Havre, Cherbourg, Saint-Malo, Brest, Lorient, Nantes. — *Tournée du Midi* : Toulon, Marseille, Cette, Bayonne, Bordeaux, Rochefort.

3. La surveillance supérieure des écoles d'hydrographie, en ce qui concerne l'enseignement, sera exercée dans chaque arrondissement par le commandant de la marine, qui en fera l'inspection au moins une fois par an, et en rendra compte à notre ministre secrétaire d'état de la marine. Il sera pris note, sur la matricule des professeurs, des comptes qui seront rendus par lesdits commandans. — L'administration et la police des écoles seront dans les attributions des intendans, ordonnateurs, ou des officiers d'administration chargés de l'inscription maritime.

4. Dans les ports où il n'a pas été spécialement affecté de local à la tenue des écoles, il y sera pourvu par les soins de l'administration de la marine. — Dans les ports de Marseille, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo et Le Havre, il sera en outre fourni un local destiné à l'établissement d'un observatoire pour que les marins puissent se livrer aux observations astronomiques.

5. Les écoles d'hydrographie seront pourvues des instrumens et des livres nécessaires à l'instruction des élèves ; la nomenclature en sera déterminée par notre ministre secrétaire d'état de la marine.

6. A l'avenir, les places de professeur d'hydrographie seront données au concours. — Nul ne pourra concourir, s'il n'est âgé de vingt-deux ans au moins, et s'il n'a satisfait à la loi du recrutement. — Lorsqu'il surviendra une vacance, le commandant de la marine en sera informé par l'officier d'administration du lieu, et il en rendra compte au ministre, qui ordonnera les dispositions nécessaires pour qu'il y soit pourvu par un concours.

7. Le ministre fera annoncer l'ouverture et l'époque du concours, qui aura toujours lieu à Paris. — Les personnes qui désireront y être admises, en adresseront la demande au commandant de la marine dans l'arrondissement duquel la place sera vacante, avec toutes les pièces constatant leur âge, leur bonne conduite, et indiquant les collèges ou les institutions dans lesquels ils auront reçu leur éducation ; et, s'ils ont suivi une carrière publique, ils y joindront un état certifié de leurs services. — Cette demande, avec l'avis motivé du commandant de la marine, sera transmise au ministre, qui accordera, s'il y a lieu, l'autorisation nécessaire pour se présenter au concours. — Les juges du concours seront nommés par le ministre : les examinateurs de la marine seront de droit membres du jury d'examen.

8. Les candidats admis à concourir seront interrogés sur — 1° L'arithmétique, — 2° La géométrie, — 3° Les deux trigonométries, — 4° La navigation, comprenant la connaissance des instrumens propres aux observations nautiques et le calcul de celles-ci, — 5° L'algèbre et son application à l'arithmétique et à la géométrie, — 6° Les élémens du calcul différentiel et intégral, — 7° La statique. — Il leur sera en outre proposé, sur l'une de ces connaissances, des questions qu'ils seront tenus de traiter par écrit. — Le

candidat que le jury aura trouvé le plus capable sera nommé professeur de la dernière classe, et recevra à cet effet une commission du ministre de la marine.

9. A son entrée en fonctions, chaque professeur sera chargé, sur inventaire, des meubles, instrumens et livres appartenant à l'école, et il sera tenu de remettre ces objets en bon état à son successeur.

10. Les avancements en classe des professeurs seront accordés par le ministre secrétaire d'état de la marine, sur la proposition des examinateurs hydrographes.

TITRE II. — Du mode d'enseignement dans les écoles d'hydrographie.

11. Les professeurs des écoles d'hydrographie seront tenus de donner, cinq fois par semaine, les jours fériés exceptés, quatre heures de leçon par jour, réparties entre deux cours, l'un pour les commençans, l'autre pour les élèves plus avancés.—Les heures consacrées à chacun de ces cours seront, dans chaque localité, concertées entre l'officier d'administration de la marine et le professeur. — Les professeurs ne pourront donner de leçons particulières dans le local de l'école, même hors des heures déterminées pour les cours publics. — Les professeurs des écoles situées dans les ports où il sera établi un observatoire y donneront des leçons fréquentes aux navigateurs, et plus particulièrement le jour ouvrable de la semaine où les cours n'auront pas lieu.

12. L'instruction sera donnée d'une manière uniforme dans toutes les écoles d'hydrographie du royaume. — En conséquence, les professeurs seront tenus de se conformer strictement au mode d'enseignement qui leur aura été prescrit, et ils ne pourront faire suivre à leurs élèves que les auteurs qui auront été adoptés.

13. Dans les ports où les écoles d'hydrographie sont établies, le commissaire d'inscription maritime recevra les déclarations des capitaines du commerce sur les diverses circonstances de leurs voyages; et si elles présentaient quelques détails intéressans sous le rapport de la navigation, il s'en ferait remettre un extrait par lesdits capitaines, pour le transmettre au professeur de l'école, qui en rendrait compte au commandant de la marine de l'arrondissement.

14. Pour être admis dans une école d'hydrographie, il faut être âgé de treize ans au moins, savoir lire et écrire et les quatre premières règles de l'arithmétique; produire un certificat constatant qu'on a eu la petite vérole, ou qu'on a été vacciné; enfin, être porté sur les registres ou matrices de l'inscription maritime. — Les jeunes gens qui rempliront ces conditions recevront un ordre d'admission de l'officier d'administration de la marine du port. — Le professeur inscrira leurs noms et prénoms sur un registre particulier, et il aura soin d'y consigner, chaque mois, des observations sur la conduite et l'application de chaque élève.

15. Tout élève qui, ayant atteint l'âge de dix-huit ans, ne consentirait pas à se faire inscrire définitivement, ne sera plus admis dans l'école. — En pareil cas, le professeur sera tenu de se faire représenter un certificat du commissaire de l'inscription maritime.

16. Les professeurs auront la police intérieure de l'école; ils y maintiendront l'ordre et la décence, et ils pourront faire sortir de la salle l'élève qui manquerait à l'un ou à l'autre.—Cependant ils ne pourront interdire l'entrée de l'école pour plus de trois jours; et si la faute commise réclamait une punition plus sévère, ils en référeraient à l'officier d'administration de la marine. Celui-ci ne pourra prolonger l'interdiction au-delà d'un mois; mais

une plus longue exclusion ou l'exclusion définitive ne sera prononcée qu'en vertu d'une décision de l'intendant ou ordonnateur de l'arrondissement maritime.

17. Tous les ans, les professeurs jouiront de deux mois de vacances, qui dateront du lendemain de la clôture des examens annuels dans chaque port. — Hors ce temps, ils ne pourront s'absenter sans une autorisation spéciale du ministre, et qu'après avoir pourvu à leur remplacement temporaire, afin que l'instruction ne soit pas interrompue. — Les personnes qu'ils présenteront à cet effet devront être agréées par le commandant de la marine de l'arrondissement.

TITRE III. — De la manière de procéder aux examens.

18. Les examens sur la pratique de la navigation seront confiés à deux examinateurs spéciaux. Ces examinateurs seront pris parmi les officiers supérieurs de la marine, et désignés chaque année par notre ministre de la marine. — L'un d'eux sera chargé de la tournée du nord; l'autre, de celle du midi: ils précéderont de dix jours au moins les examinateurs hydrographes, de manière que leur opération soit terminée avant l'arrivée de ces derniers.

19. Les examens sur la pratique de la navigation seront publics; l'ouverture en sera faite par l'officier supérieur d'administration du port.

20. L'examineur de pratique appellera et interrogera successivement tous les candidats dont la liste lui aura été remise par l'officier d'administration de la marine. — Il pourra faire appeler des capitaines et maîtres du commerce, des pilotes, maîtres d'équipage et de canonage, qui seront désignés par l'officier d'administration chargé du service, et qui interrogeront en sa présence les marins qui se destinent à devenir maîtres au petit cabotage; mais il prononcera seul sur le mérite de ces candidats et sur leur admission.

21. Nul ne pourra aspirer aux grades de capitaine au long cours, ou de maître au petit cabotage, s'il n'est âgé de vingt-quatre ans accomplis; — S'il n'a fait soixante mois de navigation, dont douze au moins sur les bâtimens du roi; — S'il n'a satisfait à des examens sur la pratique et la théorie de la navigation. — Il ne sera admis d'exception à la condition d'avoir servi sur les bâtimens du roi, qu'en faveur des candidats qui, réunissant les soixanté mois de navigation ci-dessus exigés, auront subi une détention de plus de deux années dans les prisons de l'ennemi, et de ceux qui auraient été jugés impropres au service de la marine royale.

22. Pour être admis à subir les examens de théorie et de pratique, les navigateurs devront se faire inscrire au secrétariat de l'officier supérieur de la marine et du port d'examen, et produire à cet effet les pièces suivantes: — 1^o Leur acte de naissance; — 2^o L'état des services dûment certifié; — 3^o Une attestation de bonne conduite, délivrée par le maire du domicile, et visée du commissaire du quartier; — 4^o Les certificats des capitaines des bâtimens à bord desquels ils ont navigué, attestant leur aptitude et leur bonne conduite: ces pièces devront être visées par le commissaire chargé de l'inscription maritime dans le port où lesdits bâtimens auront opéré leur retour. — Ils déclareront en outre dans quelle école d'hydrographie ou auprès de quel professeur particulier ils auront fait leur cours. — Enfin ils feront connaître le quartier d'inscription où ils désirent être immatriculés. Il sera dressé des listes où seront consignés ces divers renseignemens, pour être remises aux examinateurs de pratique et de théorie.

23. L'examen pratique pour les capitaines au long cours portera sur — Le

gréement,—La manœuvre des bâtimens et des embarcations,—Le canonnage.—L'examen théorique portera sur — L'arithmétique démontrée,—La géométrie élémentaire,—Les deux trigonométries,—La théorie de la navigation,—L'usage des instrumens et le calcul des observations.

24. Pour les maîtres au petit cabotage, l'examen pratique portera sur—Le gréement,—La manœuvre des bâtimens et des embarcations,—Les sondes,—La connaissance des fonds,—Le gisement des terres et écueils, les courans et les marées dans les limites assignées pour la navigation du petit cabotage, soit sur les côtes de l'Océan, soit sur celles de la Méditerranée.—L'examen de théorie portera sur — L'usage de la boussole et de la carte,—L'usage des instrumens nautiques,—La pratique des calculs.

25. Les dispositions prescrites ci-après pour les examens de théorie seront applicables à ceux sur la pratique; et les procès-verbaux, ainsi que les états particuliers y relatifs, seront dressés dans la même forme.—L'examineur tiendra sa décision secrète, et il remettra cachetés, à l'officier d'administration, les états particuliers qu'il aura rédigés.— Ces états seront ouverts au moment de l'arrivée de l'examineur hydrographe; et les navigateurs qui auront été déclarés inadmissibles sur la pratique ne seront point admis à subir l'examen de théorie : ils ne pourront, en outre, se représenter que l'année suivante.

26. Dans chaque port d'examen, l'officier d'administration de la marine remettra à l'examineur hydrographe des états nominatifs de tous les candidats admis à subir les examens, soit de capitaine au long cours, soit de maître au petit cabotage.— Ces états mentionneront l'école qu'ils auront suivie, ou le professeur particulier qui les aura instruits.

27. Les examens seront publics; ils auront lieu dans un local convenablement disposé, et l'ouverture en sera faite par l'administrateur supérieur dans chaque port.— Ce fonctionnaire invitera à y assister des officiers de vaisseau, les membres du tribunal et de la chambre du commerce, et les officiers de port.— Les professeurs d'hydrographie présens auront des places réservées.

28. L'examineur appellera et interrogera successivement tous les candidats, et il prendra sur chacun d'eux les notes nécessaires pour faire connaître leur degré d'instruction.— Lorsque les listes seront épuisées, l'examen sera clos : il en sera dressé procès-verbal.

29. Indépendamment des procès-verbaux d'examen, l'examineur dressera des états particuliers des navigateurs qu'il aura examinés, et il les classera, par ordre de mérite, en deux séries : dans la première, il portera les *admissibles*; dans la seconde, les *non-admissibles*.— Ces états seront faits séparément pour les capitaines au long cours, et pour les maîtres au petit cabotage.— Des observations circonstanciées feront connaître ceux des admissibles qui auront fait preuve de plus de connaissance et d'aptitude dans l'emploi des instrumens nautiques, et d'habitude pour les observations astronomiques.

30. Dans le cours de leur tournée, les examinateurs hydrographes s'assuront de l'exactitude des professeurs à s'acquitter de leurs fonctions et de leurs devoirs; s'ils ne s'écartent pas de la méthode générale d'enseignement; si, indépendamment de l'instruction théorique, ils forment leurs élèves à l'application, à l'habitude des calculs et à la pratique des observations.— Ils seront tenus de signaler, à leur retour, à notre ministre de la marine, toutes infractions au service, comme aussi ils lui feront connaître ceux des professeurs qui, par leur zèle, leur conduite et leur travail, auraient acquis des titres à notre bienveillance.

31. Les procès-verbaux d'examen, accompagnés de toutes les pièces relatives aux candidats qui auront été examinés, seront adressés à notre ministre secrétaire d'état de la marine par l'officier d'administration du port. — Les examinateurs hydrographes adresseront eux-mêmes leurs états particuliers.

32. Les candidats qui, après avoir satisfait aux conditions qui précèdent, auront en outre été déclarés admissibles lors des examens de pratique et de théorie, seront susceptibles d'obtenir du ministre des brevets de capitaine au long cours, ou de maître au petit cabotage. — Le brevet de ces derniers indiquera pour laquelle des deux mers, soit de l'Océan, soit de la Méditerranée, il leur aura été délivré, et il leur sera interdit de commander dans l'une et dans l'autre, à moins de subir un nouvel examen.

33. Aucun navigateur ne pourra être admis au commandement des navires du commerce, s'il n'a été reçu aux examens généraux, conformément au mode de réception prescrit par la présente ordonnance.

TITRE IV. — Dispositions générales.

34. Le nombre et la répartition des écoles, le traitement, l'uniforme et la solde de retraite des examinateurs et des professeurs d'hydrographie, sont déterminés par des réglemens spéciaux.

35. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont et demeurent abrogées.

Règlement qui détermine le nombre et la répartition des écoles d'hydrographie, ainsi que le traitement des examinateurs de la marine et des professeurs desdites écoles.

DE PAR LE ROI.

Sa majesté voulant pourvoir à l'exécution de son ordonnance en date de ce jour sur l'organisation des écoles d'hydrographie, — Sur le rapport du ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, — Elle a arrêté et arrête les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Le nombre et la répartition des écoles d'hydrographie demeurent fixés conformément au tableau annexé au présent règlement n° 1. — Le traitement des examinateurs de la marine et celui des professeurs de toute classe sont fixés par le tableau n° 2.

2. Ceux des professeurs qui jouissent actuellement d'un traitement supérieur à celui qui est réglé par le tableau n° 2, le conserveront jusqu'à ce qu'ils passent à une classe plus élevée. — Ceux qui se trouvent placés dans un port dont l'école comporte un traitement supérieur à celui qui leur est alloué en ce moment, ne pourront l'obtenir qu'en vertu d'une décision spéciale de notre ministre secrétaire d'état de la marine. Toutefois, les professeurs de la quatrième classe jouiront, à dater de la promulgation du présent règlement, du traitement affecté à ladite classe.

3. Au moyen des indemnités fixées par le tableau n° 2, les frais de réparation des livres et instrumens appartenant à l'école, ainsi que les frais de bureau et de chauffage, seront à la charge du professeur.

4. Toutes dispositions contraires au présent règlement sont et demeurent abrogées.

N° I^{er}.—Tableau, par classe, des écoles d'hydrographie reconnues par la présente ordonnance.

- 1^{re} CLASSE.—Le Havre, Saint-Malo, Nantes, Bordeaux, Marseille.
 2^e CLASSE.—Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon.
 3^e CLASSE.—Dunkerque, Rouen, Caen, Granville, Bayonne, Cette.
 4^e CLASSE.—Boulogne, Calais, Saint-Valery-sur-Somme, Dieppe, Fécamp, Honfleur, Saint-Brieuc, Paimpol, Morlaix, Quimper, Vannes, Le Croisic, Paimbœuf, Les Sables, La Rochelle, Libourne, Blaye, Saint-Jean-de-Luz, Collioure, Narbonne, Agde, Arles, Martigues, La Ciotat, Saint-Tropez, Antibes, Bastia, Ajaccio.

N° II.—Tableau des appointemens des examinateurs de la marine et des professeurs d'hydrographie, suivant leurs rang et classe.

RANG ET CLASSE.	APPOINTEMENS par an.	SUPPLÉMENT.	TOTAL par an.
Examineurs.	7000 fr.	4800 fr.	11800 fr.*
Professeurs de 1 ^{re} classe.	3600	600	4200
de 2 ^e classe.	3000	500	3500
de 3 ^e classe.	2400	400	2800
de 4 ^e classe.	1800	300	2100

* Le supplément de 4800 fr. est alloué aux examinateurs pour leurs frais de tournée d'examen.

Règlement sur l'uniforme des examinateurs de la marine et des professeurs des écoles d'hydrographie.

DE PAR LE ROI.

Sa majesté voulant pourvoir à l'exécution de son ordonnance de ce jour sur l'organisation des écoles d'hydrographie; — Sur le rapport du ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies, — Elle a arrêté et arrête les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. L'uniforme des examinateurs de la marine et des professeurs d'hydrographie est déterminé ainsi qu'il suit :

Habillement.

Habit en drap bleu de roi; collet et paremens en velours noir; pantalon bleu ou blanc; boutons à l'ancre, sans légende; chapeau à cornes, avec ganse en or.

Marques distinctives.

Examineurs.

Double broderie au collet et sur les manches, et un écusson au bas de la taille. Le premier rang de la broderie aura cinquante millimètres de largeur; le second, vingt-cinq millimètres.

Professeurs de 1^{re} classe.

Broderie au collet et sur les manches; écusson au bas de la taille. La broderie aura cinquante millimètres de largeur.

Professeurs de 2^e classe.

Broderie au collet et aux paremens, de quarante millimètres de largeur, sans écusson.

Professeurs de 3^e classe.

Une ancre entourée de broderie au collet et sur les manches.

Professeurs de 4^e classe.

Une ancre simple, entourée d'un cable sur le collet et sur les manches.

2. Les broderies seront en or et conformes aux dessins adoptés par notre ministre de la marine; elles seront exécutées au passé et à frisure sans paillettes.

3. Toutes dispositions contraires au présent règlement sont et demeurent abrogées.

(Suit le règlement sur la solde de retraite des examinateurs de la marine et des professeurs des écoles d'hydrographie (1).)

N^o 570. = 10 — 29 août 1825. = **ORDONNANCE du roi qui rapporte celle du 5 — 18 novembre 1823, portant que les céruses ne pourront être fabriquées et vendues autrement qu'en poudre.** (VIII, Bull. LV, n^o 1598.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu les deux ordonnances du 5 novembre 1823, portant défense de fabriquer, vendre ou introduire la céruse autrement qu'en poudre, et ayant pour but de faire éviter dans la fabrication de cette matière les opérations réputées les plus périlleuses pour la santé des ouvriers; — Vu les réclamations des fabricans du Nord, des Ardennes et du Loiret, les observations des préfets de ces départemens, et celles du préfet de police de Paris; — Considérant qu'il en résulte que, par la différence des usages et procédés, la mesure ordonnée ne se trouve pas également utile ou suffisante dans toutes les manufactures, et qu'elle pourrait même induire en une erreur dangereuse les fabricans qui se croiraient tenus de pulvériser les céruses après la dessiccation; — Vu l'ordonnance du 13 juillet dernier, qui a déjà supprimé la prohibition des céruses étrangères importées autrement qu'en poudre, en les admettant sans distinction de forme; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'ordonnance du 5 novembre 1823, portant que les céruses ne pourront être fabriquées et vendues autrement qu'en poudre, est rapportée.

2. Notre ministre de l'intérieur fera publier une instruction sur les meilleurs procédés pour éviter les accidens qui peuvent accompagner la fabrication de la céruse.

N^o 571. = 10 août — 1^{er} octobre 1825. = **ORDONNANCE du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes dans la ville de Sainte-Marie-aux-Mines (2).** (VIII, Bull. LIX, n^o 1840.)

Art. 1^{er}. Il sera établi un conseil de prud'hommes dans la ville de Sainte-Marie-aux-Mines, département du Haut-Rhin: ce conseil sera composé de sept membres, dont deux seront choisis parmi les marchands et fabricans de tissus de coton, de fil de laine, un parmi les fabricans de bonneterie et les

(1) Voyez la loi du 18 avril — 11 mai 1831, sur les pensions de l'armée de mer, qui abroge, par son art. 37, tous les réglemens antérieurs sur la matière: il résulte de son art. 1^{er} qu'elle s'applique à tous les corps de la marine, et du tableau qui l'accompagne, qu'elle s'applique spécialement aux examinateurs des élèves de la marine et aux professeurs des écoles de la marine. Le présent règlement est donc devenu sans intérêt.

(2) Voyez sur la composition, l'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes en général, le décret du 11 juin 1809, et la note.

filateurs, un parmi les chefs des établissemens de blanchissage, de teinture et d'impression, et les trois autres parmi les chefs d'atelier, contre-mâtres ou ouvriers patentés dans les mêmes branches d'industrie.

2. Indépendamment des sept membres dont il est question dans l'article précédent, il sera attaché audit conseil deux suppléans : l'un, marchand-fabricant, et l'autre, chef d'atelier, contre-mâitre ou ouvrier patenté; tous deux pris parmi les fabricans et ouvriers du pays. Ces suppléans remplaceront ceux des membres qui, par des motifs quelconques, ne pourront assister aux séances, soit du bureau particulier, soit du bureau général des prud'hommes.

3. La juridiction du conseil s'étendra sur tous les marchands-fabricans, chefs d'atelier, contre-mâtres, commis, teinturiers, ouvriers, compagnons et apprentis, travaillant pour les fabriques du canton de Sainte-Marie-aux-Mines, quel que soit l'endroit de la résidence des uns et des autres.

4. Dans le cas où il serait interjeté appel d'un jugement rendu par les prud'hommes, cet appel sera porté devant le tribunal de commerce de l'arrondissement de Colmar.

5. L'élection et le renouvellement des membres du conseil auront lieu suivant le mode et de la manière qui sont réglés par les décrets des 11 juin 1809 et 20 février 1810. Ces membres se conformeront, dans l'exercice de leurs fonctions, aux dispositions établies par ledit décret, ainsi que par la loi du 18 mars 1806 et par un autre décret du 3 août 1810.

6. La ville de Sainte-Marie-aux-Mines fournira le local pour la tenue des séances du conseil; les dépenses de premier établissement, et celles de chauffage, d'éclairage et de paiement du traitement du secrétaire, seront également à sa charge.

N° 572. = 13 août 1825. = *CIRCULAIRE du ministre des finances à MM. les préfets, relative à de nouvelles questions nées à l'occasion de la loi d'indemnité* (1).

N° 573. = 17—27 août 1825. = *ORDONNANCE du roi qui fixe les dénominations ou numéros que prendront et porteront à l'avenir les régimens de cavalerie de l'armée.* (VIII, Bull. LIV, n° 1490.)

N° 574. = 17—29 août 1825. = *ORDONNANCE du roi qui, sur la réclamation de manufacturiers dont les fabriques sont situées hors du ressort d'un conseil de prud'hommes, fixe le lieu de dépôt légal des dessins de leur invention* (2). (VIII, Bull. LV, n° 1599.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, — Sur le compte qui nous a été rendu des réclamations élevées par plusieurs manufacturiers dont les fabriques sont situées hors du ressort d'un conseil de prud'hommes, pour qu'il leur fût indiqué un lieu de dépôt légal des dessins de leur invention, afin d'avoir la faculté d'en revendiquer, par la suite, la propriété devant le tribunal de commerce; — Vu la loi

(1) Cette instruction a pour objet 1° de résoudre diverses questions sur les formalités de la liquidation (cette partie est devenue sans utilité depuis que, la liquidation étant épuisée, la commission de la liquidation a été dissoute); — 2° Et de résoudre des questions qui se rapportaient au fond du droit à l'indemnité; mais ces questions se trouvent résolues avec plus d'autorité par les arrêts nombreux du conseil d'état cités dans les notes très étendues qui accompagnent la loi du 27—28 avril 1825, en sorte que cette seconde partie de l'instruction n'offre également aucun intérêt.

(2) Voyez la loi du 22 germinal—2 floréal an 11 (12—22 avril 1803), concernant les manufactures, tit. IV, et les notes.

du 18 mars 1806, titre II, section III, — La loi du 12 avril 1803 (22 germinal an 11), article 18; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le dépôt des échantillons de dessins qui doit être fait, conformément à l'article 15 de la loi du 18 mars 1806, aux archives des conseils de prud'hommes, pour les fabriques situées dans le ressort de ces conseils, sera reçu, pour toutes les fabriques situées hors du ressort d'un conseil de prud'hommes, au greffe du tribunal de commerce, ou au greffe du tribunal de première instance, dans les arrondissemens où les tribunaux civils exerceront la juridiction des tribunaux de commerce.

2. Ce dépôt se fera dans les formes prescrites pour le même dépôt aux archives des conseils de prud'hommes par les articles 15, 16 et 18, section III, titre II de la loi du 18 mars 1806. — Il sera reçu gratuitement, sauf le droit du greffier pour la délivrance du certificat constatant ledit dépôt.

N^o 575. = 17 août — 1^{er} octobre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la création d'un abattoir public et commun dans la ville de Toulouse. (VIII, Bull. LIX, n^o 1841.)

N^o 576. = 17 août — 1^{er} octobre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui confirme l'établissement de l'abattoir public et commun qui existe dans la ville de Belfort, département du Haut-Rhin. (VIII, Bull. LIX, n^o 1842.)

N^o 577. = 17 août — 1^{er} novembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui fait abandon aux colonies de la Guiane française, du Sénégal et des établissemens de l'Inde, de leurs revenus locaux pour leurs dépenses intérieures (1). (VIII, Bull. LXIII, n^o 2043.)

Charles, ... — Vu nos deux ordonnances du 26 janvier dernier qui ont prescrit, à dater de 1826, diverses dispositions relatives à une nouvelle classification des dépenses des colonies; — Vu la loi de finances du 13 juin 1825, laquelle a confirmé celles de ces dispositions qui exigeaient le concours des chambres; — Voulant pourvoir aux mesures nécessaires pour le complément d'exécution de ce nouveau système, dont l'effet est de faire payer sur les fonds de la guerre et de la marine les dépenses coloniales qui se rattachent au service de ces deux départemens, et de laisser à la charge des colonies toutes celles qui intéressent leur administration intérieure, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. En conséquence de ce qui a été stipulé à l'égard de nos colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de Bourbon, par l'article 3 de notre seconde ordonnance du 26 janvier dernier, il est fait, à dater de 1826, à nos colonies de la Guiane française et du Sénégal, et à nos établissemens de l'Inde, entier abandon de leurs revenus locaux pour être appliqués à l'acquittement des dépenses de leur service intérieur : demeure exceptée la rente de quatre lacks de roupies sicca payable par la compagnie anglaise de l'Inde, et dont l'emploi a été réglé par la susdite ordonnance.

2. Les fonds libres qui pourront provenir des exercices 1825 et antérieurs, et les approvisionnemens (autres que ceux appartenant à l'artillerie ou aux divers services de la marine) qui existeront dans les magasins, chantiers et ateliers, au 31 décembre prochain, seront applicables aux besoins du service

(1) Voyez, dans le § 6 de la 1^{re} partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé de la législation sur les dépenses et le service financier des colonies.

intérieur des colonies, à la charge par elles de pourvoir respectivement au paiement intégral des dépenses dûment autorisées, qui resteraient à acquitter sur les années 1816 et postérieures.

3. Les établissemens publics de toute nature et les propriétés domaniales existant dans nos diverses colonies leur seront remis en toute propriété, à la charge de les réparer et entretenir, et de n'en disposer que sur notre autorisation. — Sont également remis aux colonies les noirs et les objets mobiliers attachés aux différentes branches du service.

4. Ne sont pas compris dans les établissemens dont il est question à l'article précédent, les bâtimens militaires (à l'exception des hôpitaux), les fortifications, les batteries, forts et autres ouvrages, lesquels restent propriété de l'état.

N^o 578. = 21 — 29 août 1825. = *ORDONNANCE du roi qui fait concession au domaine de l'état des mines de sel gemme existant dans les départemens y dénommés* (1). (VIII, Bull. LV, n^o 1601.)

Charles, ... — Vu la loi du 6 avril 1825, portant que le domaine de l'état sera mis en possession des mines de sel gemme existant dans les départemens de la Meurthe, du Bas-Rhin, de la Haute-Saône, du Doubs, du Jura, de la Meuse, de la Moselle, du Haut-Rhin, des Vosges et de la Haute-Marne; — Vu la demande en indemnité formée par la compagnie *Thonnellier*, en vertu de l'article 16 de la loi du 21 avril 1810; — Vu les avis du conseil général des mines, des 7 et 22 février 1821 et du 20 juin 1825; — Vu toutes les autres pièces jointes au dossier; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est fait concession au domaine de l'état, pour en jouir en toute propriété, conformément à la loi du 21 avril 1810 et à celle du 6 avril 1825, des mines de sel gemme existant dans les départemens de la Meurthe, du Bas-Rhin, de la Haute-Saône, du Doubs, du Jura, de la Meuse, de la Moselle, du Haut-Rhin, des Vosges et de la Haute-Marne : cette concession comprend le territoire actuel de ces dix départemens dont la surface est évaluée à cinquante-trois mille sept cent soixante-seize kilomètres carrés.

2. Le droit attribué aux propriétaires de la surface de la concession par les articles 6 et 42 de la loi du 21 avril 1810, sur le produit des mines de sel gemme, est réglé, pour les terrains compris dans l'étendue de six cent quarante-cinq kilomètres carrés demandée en concession, en 1820, par la compagnie *Thonnellier*, et dont la délimitation a été indiquée dans les affiches apposées au sujet de cette demande, à une redevance éventuelle de *trois* francs par *are* de terrain, redevance qui sera payée annuellement par le concessionnaire aux propriétaires de tous les terrains sous lesquels il sera établi un champ d'exploitation, pendant tout le temps que ce champ d'exploitation sera en activité. — Il sera statué ultérieurement sur les droits des propriétaires des terrains non compris dans l'étendue de six cent quarante-cinq kilomètres carrés ci-dessus indiquée, lorsque ces propriétaires auront été appelés à faire connaître leurs prétentions, conformément à ce que prescrit la loi du 21 avril 1810.

3. Le concessionnaire paiera en outre aux propriétaires de la surface une indemnité déterminée par les articles 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810, re-

(1) Voyez la loi du 6—9 avril 1825, qui autorise la mise en régie intéressée de ces mines, et la note.

lativement aux dégâts et non-jouissance de terrains occasionés par les exploitations.

4. Le droit attribué aux inventeurs par l'article 16 de la loi du 21 avril 1810 est réglé à deux millions de francs, indépendamment du remboursement des avances qu'ils ont faites pour la recherche du sel gemme et pour les travaux existant à l'époque de l'octroi de la concession. — L'estimation de ces travaux sera faite de gré à gré, ou, en cas de contestation, par le conseil de préfecture du département de la Meurthe, en exécution de l'article 46 de la loi du 21 avril 1810.

5. Le concessionnaire se conformera, pour l'exploitation des mines et pour la préparation des produits, aux dispositions du cahier des charges qui sera ultérieurement dressé, ainsi qu'aux lois et réglemens intervenus et à intervenir sur le fait des mines et usines.

N° 579. = 21 août—10 novembre 1825. ⇒ *ORDONNANCE du roi concernant le gouvernement de l'île de Bourbon et de ses dépendances* (1). (VIII, Bull. LXIV, n° 2108.)

TITRE 1^{er}. — Formes du gouvernement.

Art. 1^{er}. Le commandement général et la haute administration de l'île de Bourbon et de ses dépendances sont confiés à un gouverneur.

2. Trois chefs d'administration, savoir : un commissaire ordonnateur, un

(1) Deux édits de novembre 1723 et novembre 1734 ont établi les conseils supérieurs des îles de France et de Bourbon. — Un autre édit, de juin 1766, en supprimant ces conseils supérieurs, en a établi de nouveaux dans chacune de ces îles. — Leur discipline est réglée par une ordonnance du roi du 1^{er} octobre 1766, qui se trouve dans le recueil manuscrit de la cour de cassation, certifié par le ministre de la marine. — L'édit de juin 1766 a été lui-même annulé par un autre du mois de novembre 1771. — Depuis 1771 jusqu'à l'an 13, la législation de l'île Bourbon présente une lacune. A cette époque de l'an 13, le général Decaen, capitaine général des établissements français à l'est du cap de Bonne-Espérance, a publié différens réglemens, qui sont : — 14 vendémiaire an 13, sur les eaux et forêts, la police de la chasse et de la pêche maritime et fluviale ; — 24 messidor an 13, sur les matières d'or et d'argent ; — 25 vendémiaire an 14, publication du Code civil, avec réserve de modifications publiées le 1^{er} brumaire suivant ; — 2 brumaire an 14, arrêté sur le régime hypothécaire et l'expropriation forcée ; — 12 février 1808, sur la procédure en matière de simple police ; — 19 février *id.*, autre sur le même sujet ; — 23 mars *id.*, sur la publication de la loi du 5 septembre 1807, relative au privilège du trésor ; — 26 mars *id.*, avis du conseil d'état du 1^{er} juin 1807, sur les hypothèques légales ; — 26 *id.*, sur l'intérêt de l'argent, fixé à neuf pour cent en matière civile, et à douze pour cent en matière de commerce (loi du 3 septembre 1807) ; — 27 mars *id.*, sur les inscriptions hypothécaires (loi du 3 septembre 1807) ; — 21 avril *id.*, sur la nouvelle rédaction du Code civil ; — 28 *id.*, Code de police ; — 20 juillet *id.*, publication du Code de procédure civile, avec modifications ; — 7 décembre *id.*, publication de l'avis du conseil d'état du 6 janvier 1807 ; — 7 *id.*, publication d'un autre avis du 25 janvier 1807 ; — 7 *id.*, publication du décret du 18 août 1807 ; — 7 *id.*, publication de la loi du 4 septembre 1807 ; — 30 *id.*, publication de l'avis du conseil d'état approuvé le 22 janvier 1808 ; — 30 *id.*, publication du décret du 30 mars 1808 ; — 14 juillet 1809, promulgation du Code de commerce, avec modifications ; — 2 août *id.*, arrêté sur la curatelle des biens vacans.

12 juin 1815, ordonnance de M. Bouvet de Lozier, gouverneur, portant modifications des Codes civil et de procédure, publication du Code d'instruction criminelle avec modifications, et du Code pénal.

Voyez, d'ailleurs, dans le § 4 de la 2^e partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé de la législation applicable à l'île Bourbon, et spécialement l'ordonnance du 22 août—4 octobre 1833, modificative de la présente.

Voyez aussi l'ordonnance du 15 octobre—10 novembre 1836, qui établit un commandant militaire à l'île de Bourbon.

directeur général de l'intérieur, un procureur général du roi, dirigeant, sous les ordres du gouverneur, les différentes parties du service.

3. Un contrôleur colonial veille à la régularité du service administratif, et requiert, à cet effet, l'exécution des lois, ordonnances et réglemens.

4. Un conseil privé, placé près du gouverneur, éclaire ses décisions ou participe à ses actes dans les cas déterminés.

5. Un conseil général donne annuellement son avis sur les budgets et les comptes des recettes et des dépenses coloniales et municipales, et fait connaître les besoins et les vœux de la colonie.

TITRE II. — Du gouverneur.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions préliminaires.

6. § 1^{er}. Le gouverneur est le dépositaire de notre autorité dans la colonie. — Ses pouvoirs sont réglés par nos ordonnances.

§ 2. Nos ordres, sur toutes les parties du service, lui sont transmis par notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies.

§ 3. Le gouverneur exerce l'autorité militaire seul et sans partage.

§ 4. Il exerce l'autorité civile avec ou sans l'intervention du conseil privé.

— Les cas où l'intervention du conseil est nécessaire sont réglés au titre V.

CHAPITRE II. — Des pouvoirs militaires du gouverneur (1).

7. Le gouverneur est chargé de la défense intérieure et extérieure de la colonie et de ses dépendances.

8. § 1^{er}. Il a le commandement supérieur et l'inspection générale des troupes de toutes armes dans l'étendue de son gouvernement; il ordonne leurs mouvemens, et veille à la régularité du service et de la discipline.

§ 2. Il a l'inspection générale des armes, de l'artillerie, des fortifications et des ouvrages de défense.

9. Les milices de la colonie sont sous les ordres directs du gouverneur; il en a le commandement général, et ordonne tout ce qui est relatif à leur levée, leur organisation, leur service et leur discipline.

10. Il a sous ses ordres ceux de nos bâtimens qui sont attachés au service de la colonie, et en dirige les mouvemens.

11. § 1^{er}. Les commandans de nos vaisseaux ou escadres en station ou en mission, mouillés dans les ports ou sur les rades de l'île de Bourbon ou de ses dépendances, sont tenus, toutes les fois qu'ils en sont requis par le gouverneur, de convoyer, à leur retour en Europe, les bâtimens marchands, et de concourir à toutes les mesures qui intéressent la sûreté de la colonie, à moins d'instructions spéciales qui ne leur permettent pas d'obtempérer à ces réquisitions.

§ 2. Les commandans desdits vaisseaux et escadres exercent sur les rades de la colonie la police qui leur est attribuée par les ordonnances de la marine, en se conformant aux réglemens locaux et aux instructions particulières du gouverneur; mais ils n'exercent à terre aucune autorité.

12. § 1^{er}. Lorsqu'il y a danger imminent d'une attaque de la part de l'ennemi, ou lorsqu'une insurrection à main armée a éclaté dans l'île, la colonie peut être déclarée en état de siège.

§ 2. Dans ce cas, le gouverneur exerce exclusivement, sous sa responsabilité personnelle, toute l'autorité civile.

§ 3. L'état de siège est déclaré ou levé par le gouverneur, sur l'avis d'un

(1) Voyez, sur les pouvoirs du gouverneur, l'ordonnance du 8 mai 1832—4 octobre 1833.

conseil de défense, composé du gouverneur, de l'ordonnateur, du directeur général de l'intérieur, comme adjudant commandant des milices, du commandant des forces navales, de l'officier commandant les troupes d'infanterie, du commandant en second des milices, de l'officier chargé de la direction de l'artillerie, de l'ingénieur en chef et du capitaine de port du chef-lieu. — Le conseil de défense est convoqué et présidé par le gouverneur. Ses décisions sont rendues à la pluralité des voix; en cas de partage, celle du gouverneur est prépondérante.

13. § 1^{er}. Le gouverneur, en conformité des ordonnances, forme et convoque les conseils de guerre, et y fait traduire les militaires de toutes armes prévenus de crimes ou délits.

§ 2. Il ne peut rendre les habitans et autres individus non militaires justiciables de ces tribunaux, si ce n'est pour des faits relatifs à leur service dans la milice et quand la colonie est en état de siège; mais alors les conseils de guerre sont composés, indépendamment du président, d'un nombre égal d'officiers de l'armée et d'officiers de milice.

CHAPITRE III. — *Des pouvoirs administratifs du gouverneur.*

14. Le gouverneur a la direction supérieure de l'administration de la marine, de la guerre et des finances, et des différentes branches de l'administration intérieure.

15. § 1^{er}. Il donne les ordres généraux concernant — Les approvisionnemens à faire pour tous les besoins du service; — L'exécution des travaux maritimes, militaires et civils, conformément aux devis arrêtés; — Les constructions et réparations des bâtimens flottans; — L'armement et le désarmement des bâtimens attachés au service local; — La délivrance des matières et des munitions nécessaires pour les divers besoins du service; — La délivrance des vivres pour la nourriture des troupes de toutes armes et des autres rationnaires.

§ 2. Il fixe le nombre des ouvriers à employer aux divers travaux, et règle les tarifs de solde.

§ 3. Il inspecte les casernes, hôpitaux, magasins, chantiers, ateliers et tous autres établissemens publics.

16. § 1^{er}. Le gouverneur exerce une haute surveillance sur la police de la navigation.

§ 2. Il permet ou défend aux bâtimens venant du dehors la communication avec la terre.

§ 3. Il donne, lorsqu'il y a lieu, les ordres d'embargo.

§ 4. Il accorde les permis de départ aux navires marchands, lorsqu'ils ont rempli les formalités prescrites par les réglemens.

§ 5. Il commissionne les capitaines au grand cabotage pour les mers de l'Inde, après qu'ils ont satisfait aux dispositions des ordonnances.

§ 6. Il délivre les actes de francisation et les congés de mer, en se conformant aux ordonnances et aux instructions du ministre de la marine.

17. § 1^{er}. En temps de guerre, le gouverneur délivre des lettres de marque, ou proroge la durée de celles qui ont été délivrées en Europe, en se conformant aux dispositions des lois et réglemens sur la course.

§ 2. Il commissionne les parlementaires.

18. Les prises conduites dans les ports ou sur les rades de la colonie et de ses dépendances sont jugées, sauf l'appel en France, par une commission composée du gouverneur, du commissaire ordonnateur, du procureur général, du contrôleur colonial, et de l'officier de l'administration de la marine le plus élevé en grade. Ses jugemens sont rendus dans les formes et de la ma-

nière déterminées par les lois et les réglemens. — Le gouverneur convoque et préside cette commission.

19. Le gouverneur arrête, chaque année, pour être soumis à l'approbation de notre ministre de la marine, — L'état des dépenses à faire dans la colonie pour le service à la charge de la métropole; — Le projet de budget des recettes et des dépenses coloniales; — Les projets de travaux de toute nature; — L'état des approvisionnemens dont l'achat doit être fait dans la colonie, ou l'envoi effectué par la métropole.

20. § 1^{er}. Les mémoires, plans et devis, relatifs aux travaux projetés, sont soumis à l'approbation de notre ministre de la marine, lorsque la dépense proposée excède cinq mille francs, et qu'elle doit être supportée par la métropole, ou lorsque cette dépense, étant à la charge de la colonie, excède dix mille francs.

§ 2. Le gouverneur arrête les plans et devis relatifs aux travaux dont la dépense est inférieure aux sommes fixées ci-dessus.

21. Le gouverneur pourvoit à l'exécution du budget arrêté par le ministre de la marine.

22. § 1^{er}. Il émet les ordonnances annuelles de contributions, rend les rôles exécutoires, et statue sur les demandes en dégrèvement; mais il ne peut, en matière de contributions indirectes, accorder ni remise ni modération de droits.

§ 2. Il arrête les mercuriales pour la perception des droits de douane, et fixe le prix de vente des rums et aracks et des tabacs.

§ 3. Il se fait rendre compte du recouvrement des contributions, tient la main à ce que les rentrées s'opèrent régulièrement, comme aussi à ce qu'il ne soit fait aucune autre perception que celles autorisées par les ordonnances, et fait poursuivre les contrevenans.

§ 4. Il se fait également rendre compte des contraventions aux ordonnances et réglemens sur les contributions, sur la ferme des guildives et des tabacs, et sur le commerce étranger; il tient la main à ce que les poursuites nécessaires soient exercées.

23. § 1^{er}. Il émet les ordonnances mensuelles pour la répartition des fonds.

§ 2. Il autorise, dans les limites de ses instructions, le tirage des traites en remboursement des avances faites par le trésor de la colonie, pour le service à la charge de la métropole.

§ 3. Il se fait rendre compte de la situation des différentes caisses, et ordonne toutes vérifications extraordinaires qu'il juge nécessaires.

24. Le gouverneur arrête, chaque année, et transmet à notre ministre de la marine, — Les comptes généraux des recettes et des dépenses effectuées pour tous les services; — Les comptes d'application, matières et main-d'œuvre; — Les inventaires généraux.

25. § 1^{er}. Il convoque le conseil général de la colonie et les conseils municipaux, et fixe la durée de leurs sessions. — Il détermine l'objet des délibérations des conseils municipaux, et celui des réunions extraordinaires du conseil général.

§ 2. Il approuve et rend exécutoires les budgets des recettes et dépenses municipales, et les projets de travaux à la charge des communes. — Il arrête définitivement et transmet au ministre de la marine les comptes annuels des communes.

26. § 1^{er}. Il statue, par des dispositions générales, sur la répartition, dans les différens ateliers, des noirs appartenant à la colonie, et veille à l'exécu-

tion des réglemens sur l'administration, l'emploi et la destination de ces noirs.

§ 2. Il ordonne les réquisitions de noirs, lorsque le bien de la colonie l'exige ; toutefois, ces réquisitions ne doivent en aucun cas excéder annuellement deux journées de travail par tête de noirs soumis à la capitation. — Les noirs requis ne peuvent être employés dans des cantons autres que ceux auxquels ils appartiennent, ni être appelés aux époques des plantations ou des récoltes, hors le cas où la sûreté de la colonie serait menacée.

27. § 1^{er}. Le gouverneur prend connaissance de l'état et des besoins de l'agriculture, et pourvoit à tout ce qui peut en accroître et en améliorer les produits.

§ 2. Il distribue les primes et encouragemens accordés par le gouvernement.

28. § 1^{er}. Il veille à l'exécution des lois, ordonnances et réglemens sur le régime des esclaves, et ordonne les poursuites contre les contrevenans.

§ 2. Il signale au ministre de la marine, comme dignes de nos grâces, les habitans qui s'occupent avec le plus de succès de répandre l'instruction religieuse parmi leurs esclaves, qui encouragent et facilitent entre eux les unions légitimes, et qui pourvoient avec le plus de soin à la nourriture, à l'habillement et au bien-être de leurs ateliers.

29. § 1^{er}. Le gouverneur tient la main à l'exécution des lois, ordonnances et réglemens concernant les gens de couleur, libres et affranchis.

§ 2. Il donne, en se conformant aux règles établies, les permissions pour l'affranchissement des esclaves, et délivre les titres de liberté.

30. § 1^{er}. Le gouverneur se fait rendre compte des mouvemens du commerce, et prend les mesures qui sont en son pouvoir pour en encourager les opérations et en favoriser les progrès.

§ 2. Il tient la main à la stricte exécution des lois et ordonnances qui règlent les droits et privilèges des bâtimens nationaux, et ne permet l'admission dans la colonie, des bâtimens étrangers et de leurs cargaisons, que dans les limites qui lui sont tracées par ses instructions.

§ 3. Il règle les tarifs du prix des charrois et des transports par chaloupes et pirogues.

§ 4. Il autorise provisoirement l'établissement des sociétés anonymes, et rend compte au ministre, qui statue définitivement.

31. Le gouverneur se fait rendre compte de l'état des approvisionnemens généraux de la colonie, défend ou permet, selon qu'il y a lieu, l'exportation des grains, légumes, bestiaux et autres objets de subsistance, et prend, en cas de disette, les mesures pour leur introduction.

32. Il adresse annuellement au département de la marine les tableaux statistiques de la population, ceux relatifs à l'agriculture, ainsi que les états d'importations et d'exportations.

33. § 1^{er}. Il propose au ministre de la marine les acquisitions d'immeubles pour compte de l'état ou de la colonie, et les échanges de propriétés publiques ; il statue définitivement à l'égard des acquisitions et des échanges d'une valeur au dessous de trois mille francs, et en rend compte au ministre.

§ 2. Il lui propose également l'aliénation des terrains et emplacements vacans, et des autres propriétés publiques qui ne sont pas nécessaires au besoin du service ; si la vente en est autorisée, elle a lieu par adjudication.

§ 3. Aucune portion des cinquante pas géométriques réservés sur le littoral ne peut être ni échangée ni aliénée.

§ 4. Il ordonne les poursuites pour la révocation des concessions et leur

retour au domaine, lorsque les concessionnaires n'ont pas rempli leurs obligations.

34. § 1^{er}. Le gouverneur surveille tout ce qui a rapport à l'instruction publique.

§ 2. Aucun collège, aucune école ou autre institution du même genre ne peuvent être formés sans son autorisation.

§ 3. Il nomme aux bourses établies dans le collège royal de la colonie, et propose au ministre les candidats pour celles qui sont accordées aux jeunes colons de l'un et de l'autre sexe, dans les établissemens de la métropole.

35. § 1^{er}. Le gouverneur veille au libre exercice et à la police extérieure du culte, et pourvoit à ce qu'il soit entouré de la dignité convenable.

§ 2. Aucun bref de la cour de Rome, à l'exception de ceux de pénitencerie, ne peut être reçu ni publié dans la colonie qu'avec l'autorisation du gouverneur, donnée d'après nos ordres.

36. Le gouverneur tient la main à ce qu'aucune congrégation ou communauté religieuse ne s'établisse dans la colonie et n'y reçoive de novice sans notre autorisation spéciale.

37. § 1^{er}. Le gouverneur accorde les dispenses de mariage dans les cas prévus par les articles 145 et 164 du Code civil, et en se conformant aux règles prescrites à cet égard.

§ 2. Il se fait rendre compte de l'état des églises et des lieux de sépulture, de la situation des fonds des fabriques et de leur emploi.

§ 3. Il propose au gouvernement l'acceptation des dons et legs pieux ou de bienfaisance, dont la valeur est au dessus de mille francs. — Il autorise, s'il y a lieu, l'acceptation de ceux au dessous de cette valeur, et en rend compte au ministre de la marine.

38. § 1^{er}. Le gouverneur pourvoit à la sûreté et à la tranquillité de la colonie; il maintient ses habitans dans la fidélité et l'obéissance qu'ils nous doivent.

§ 2. Tous les faits et événemens de nature à troubler l'ordre ou la tranquillité de la colonie sont portés immédiatement à sa connaissance.

39. Il accorde les passeports, congés, permis de débarquement et de séjour, en se conformant aux règles établies.

40. § 1^{er}. Le gouverneur ordonne les mesures générales relatives à la police sanitaire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la colonie.

§ 2. Il prescrit l'établissement, la durée et la levée des quarantaines et des cordons sanitaires; il fixe les lieux de lazaret.

§ 3. Les officiers de santé et pharmaciens non attachés au service ne peuvent exercer dans la colonie qu'en vertu d'une autorisation délivrée par le gouverneur, et qu'après avoir rempli les formalités prescrites par les ordonnances et réglemens.

41. Le gouverneur veille à la répression de la traite des noirs, et ordonne l'arrestation des bâtimens prévenus de contravention.

42. § 1^{er}. Il surveille l'usage de la presse, commissionne les imprimeurs, donne les autorisations de publier les journaux et les révoque en cas d'abus.

§ 2. Aucun écrit autre que les jugemens, arrêts et actes publiés par autorité de justice, ne peut être imprimé dans la colonie sans sa permission.

43. § 1^{er}. Le gouverneur a dans ses attributions les mesures de haute police.

§ 2. Il a le droit de mander devant lui, lorsque le bien du service ou le bon ordre l'exige, tout habitant, négociant ou autre individu, qui se trouve dans l'étendue de son gouvernement.

§ 3. Il écoute et reçoit les plaintes et griefs qui lui sont adressés individuellement par les habitans de la colonie, et en rend compte exactement au ministre de la marine, comme aussi des mesures qu'il a prises pour y porter remède.

§ 4. Aucun individu blanc ne peut être arrêté par mesure de haute police, que sur un ordre signé du gouverneur. — Il peut interroger le prévenu, et doit le faire remettre dans les vingt-quatre heures entre les mains de la justice, sauf le cas où il est procédé contre lui extrajudiciairement, conformément à l'article 72.

§ 5. Le gouverneur interdit et dissout les réunions ou assemblées qui peuvent troubler l'ordre public, s'oppose aux adresses collectives, quel qu'en soit l'objet, et réprime toute entreprise qui tend à affaiblir le respect dû aux dépositaires de l'autorité.

CHAPITRE IV. — *Des pouvoirs du gouverneur relativement à l'administration de la justice.*

44. Le gouverneur veille à la libre et prompte distribution de la justice, et se fait rendre, à cet égard, par le procureur général, des comptes périodiques qu'il transmet au ministre de la marine.

45. Il a entrée et séance à la cour royale, et y occupe le fauteuil du roi, toutes les fois qu'il a à faire enregistrer des ordonnances royales ou à faire connaître nos ordres. Il a également entrée et séance à la cour lors de la rentrée des tribunaux. — L'exercice de ce droit est facultatif.

46. § 1^{er}. Il lui est interdit de s'immiscer dans les affaires qui sont de la compétence des tribunaux, ni de citer devant lui aucun des habitans de la colonie à l'occasion de leurs contestations, soit en matière civile, soit en matière criminelle.

§ 2. Il lui est également interdit de s'opposer à aucune procédure civile ou criminelle, d'empêcher ni de retarder l'exécution des jugemens et arrêts, à laquelle il est tenu de prêter main-forte lorsqu'il en est requis.

47. Toutefois, en matière criminelle, il ordonne en conseil privé, dans les vingt-quatre heures de la réception de l'arrêt de condamnation, l'exécution de cet arrêt, ou prononce le sursis lorsque le conseil décide qu'il y a lieu de recourir à notre clémence.

48. Il rend exécutoires les jugemens administratifs prononcés par le conseil privé, conformément aux dispositions des sections IV et V du chapitre III, titre V.

49. Il se fait rendre compte de l'administration du curateur aux successions vacantes, et adresse au département de la marine les états qui y sont relatifs.

50. § 1^{er}. Il légalise les actes à transmettre hors de la colonie.

§ 2. Il se fait remettre et adresse au ministre de la marine les doubles minutes des actes destinés au dépôt des chartes coloniales.

CHAPITRE V. — *Des pouvoirs du gouverneur à l'égard des fonctionnaires et des agens du gouvernement.*

51. Tous les fonctionnaires et les agens du gouvernement dans la colonie sont soumis à l'autorité du gouverneur.

52. Son autorité s'exerce sur les ministres de la religion, conformément aux ordonnances, édits et déclarations; mais la surveillance spirituelle et la discipline ecclésiastique appartiennent au préfet apostolique ou autre supérieur ecclésiastique.

53. Il exerce une haute surveillance sur les membres de l'ordre judiciaire; il a le droit de les reprendre, et il prononce sur les faits de discipline, conformément aux ordonnances.

54. § 1^{er}. Les chefs d'administration sont sous son autorité immédiate. Il leur donne les ordres généraux relatifs aux différentes parties du service.

§ 2. Ils peuvent individuellement lui faire les représentations respectueuses ou les propositions qu'ils jugent utiles au bien de notre service. Le gouverneur les reçoit, y fait droit, s'il y a lieu, ou leur fait connaître par écrit les motifs de son refus.

55. Le gouverneur maintient les chefs d'administration et le contrôleur colonial dans les attributions qui leur sont respectivement conférées, sans pouvoir lui-même entreprendre sur ces attributions, ni les modifier.

56. Il prononce sur les différens qui peuvent s'élever entre les fonctionnaires de la colonie, à l'occasion de leur rang ou de leurs prérogatives.

57. Aucun fonctionnaire public ou agent salarié ne peut contracter mariage dans la colonie sans l'autorisation du gouverneur, à peine de révocation.

58. § 1^{er}. Le gouverneur statue en conseil sur l'autorisation à donner pour la poursuite, dans la colonie, des agens du gouvernement prévenus de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

§ 2. Cette autorisation n'est pas nécessaire dans les cas de flagrant délit; mais la mise en jugement ne peut avoir lieu que sur l'autorisation du gouverneur donnée en conseil.

§ 3. Il rend compte immédiatement des décisions qui ont été prises, à notre ministre de la marine, qui statue sur les réclamations des parties, lorsque les poursuites ou la mise en jugement n'ont point été autorisées.

59. § 1^{er}. Aucun emploi nouveau ne peut être créé dans la colonie que par notre ordre ou par celui de notre ministre de la marine.

§ 2. Le gouverneur pourvoit provisoirement, en cas d'urgence, et en se conformant aux règles du service, aux vacances qui surviennent dans les emplois qui sont à notre nomination ou à celle de notre ministre de la marine; mais il ne peut conférer aux intérimaires le grade ou le titre des fonctions qui leur sont confiées.—Il peut cependant, en temps de guerre, donner provisoirement les grades ou titres des emplois vacans et en délivrer les commissions temporaires.

§ 3. Il pourvoit définitivement à tous les emplois qui ne sont pas à notre nomination ou à celle de notre ministre de la marine, à la réserve de ceux des agens inférieurs qui sont nommés par les chefs d'administration, ainsi qu'il sera déterminé aux articles 94, 110 et 116, § 9.

§ 4. Il révoque ou destitue les agens nommés par lui. — Il révoque ou destitue également ceux nommés par les chefs d'administration, après avoir pris l'avis de celui de ces chefs de qui émane la nomination.

60. Il adresse au ministre de la marine les propositions relatives aux retraites, demi-soldes ou pensions, et ne peut en autoriser le paiement provisoire que dans les limites déterminées.

61. Il se fait remettre, tous les ans, par les chefs d'administration, les chefs de corps et le contrôleur, chacun en ce qui le concerne, des notes sur la conduite et la capacité des fonctionnaires, officiers et employés de tout grade. Il fait parvenir ces notes au ministre de la marine, avec ses observations. — Il lui transmet des renseignemens de même nature sur les chefs d'administration, sur les chefs de corps et le contrôleur colonial.

CHAPITRE VI. — *Des rapports du gouverneur avec les gouvernemens étrangers.*

62. § 1^{er}. Le gouverneur communique, en ce qui concerne l'île de Bourbon et ses dépendances, avec les gouvernemens de l'Inde, du cap de Bonne-Es-

pérance, et, en général, avec les gouvernemens des pays neutres, alliés ou ennemis au-delà du cap.

§ 2. Il négocie, lorsqu'il y est autorisé, et dans les limites de ses instructions, toutes conventions commerciales ou autres relatives à la colonie qu'il administre; mais il ne peut, dans aucun cas, les conclure que sauf notre ratification. — Il traite des cartels d'échange.

CHAPITRE VII. — *Des pouvoirs du gouverneur à l'égard de la législation coloniale.*

63. § 1^{er}. Le gouverneur promulgue les lois, ordonnances et réglemens, et en ordonne l'enregistrement.

§ 2. Les lois, ordonnances et réglemens de la métropole ne peuvent être rendus exécutoires dans la colonie que par notre ordre.

64. § 1^{er}. Le gouverneur arrête en conseil les réglemens d'administration et de police, les décisions et instructions réglementaires, en exécution des ordonnances et des ordres ministériels, et les rend exécutoires.

§ 2. Ces réglemens, décisions et instructions portent la formule : « Nous, gouverneur de l'île de Bourbon et de ses dépendances, de l'avis du conseil privé, avons arrêté et arrêtons ce qui suit. »

65. Lorsque le gouverneur juge utile d'introduire dans la législation coloniale des modifications ou des dispositions nouvelles, il prépare, en conseil, les projets d'ordonnance royale, et les transmet au ministre de la marine, qui lui fait connaître nos ordres.

66. Le gouverneur peut faire des proclamations conformes aux lois et ordonnances, et pour leur exécution.

CHAPITRE VIII. — *Des pouvoirs extraordinaires du gouverneur.*

67. Le gouverneur exerce en conseil privé, dans la forme et dans les limites prescrites au titre V, chapitre III, section V, les pouvoirs extraordinaires qui lui sont conférés ci-après.

68. Le gouverneur peut modifier ou changer les dispositions du budget arrêté par notre ministre de la marine, lorsque des circonstances extraordinaires, survenues depuis l'envoi de ce budget, rendent ces modifications ou ces changemens indispensables.

69. Les projets d'ordonnance qui, aux termes de l'article 65, doivent être soumis à notre approbation, peuvent provisoirement être rendus exécutoires par le gouverneur, lorsque le conseil reconnaît qu'il y aurait de graves inconvéniens à attendre notre décision. — Les arrêtés pris dans ce cas ne sont exécutoires que pendant une année au plus, si notre décision n'est pas connue avant l'expiration de ce délai. — Ils portent la formule suivante : — « Au nom du roi, — Nous, gouverneur de l'île de Bourbon et de ses dépendances, de l'avis du conseil privé, avons arrêté et arrêtons ce qui suit, pour être exécuté pendant une année, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par sa majesté. »

70. Le gouverneur peut même, sans s'arrêter à l'avis émis par le conseil privé sur ces projets d'ordonnance, les rendre exécutoires, lorsque la sûreté de la colonie l'exige, et qu'il y aurait un danger imminent à attendre nos ordres. — Les arrêtés qu'il rend alors ne sont également exécutoires que pendant une année au plus. — Ils portent la formule suivante : — « Au nom du roi, — Nous, gouverneur de l'île de Bourbon et de ses dépendances, le conseil privé entendu, avons arrêté et arrêtons ce qui suit, pour être exécuté pendant une année, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par sa majesté. » — Le gouverneur révoque ces arrêtés, sans attendre nos ordres, lorsque les circonstances qui les ont nécessités ont cessé.

71. Dans aucun cas le gouverneur ne peut annuler ou modifier par des arrêtés les lois et ordonnances concernant l'état des personnes, la législation civile et criminelle contenue dans les cinq codes, et l'organisation judiciaire.

72. Dans les circonstances graves, et lorsque le bon ordre ou la sûreté de la colonie le commande, le gouverneur peut prendre, à l'égard des individus de condition libre qui compromettent ou troublent la tranquillité publique, les mesures ci-après; savoir : — 1° L'exclusion pure et simple d'un des cantons de la colonie ; — 2° La mise en surveillance dans un canton déterminé ; — Ces mesures ne peuvent être prononcées que pour deux années au plus : pendant ce temps, les individus qui en sont l'objet ont la faculté de s'absenter de la colonie ; — 3° L'exclusion de la colonie à temps ou illimitée. — Cette mesure ne peut être prononcée que pour des actes tendant à attaquer le régime constitutif de la colonie. — Les individus nés, mariés ou propriétaires dans la colonie ne peuvent en être exclus pour plus de sept années. — A l'égard des autres, l'exclusion peut être illimitée.

73. Les esclaves reconnus dangereux pour la tranquillité de la colonie sont envoyés par le gouverneur à Sainte-Marie de Madagascar, et placés dans les ateliers du roi, sauf à indemniser le propriétaire ; sans que l'indemnité puisse excéder celle qui est fixée par les réglemens pour les noirs justifiés.

74. Le gouverneur peut refuser aux individus signalés par leur mauvaise conduite le droit de tenir des boutiques, échoppes ou cantines, à moins qu'ils ne fournissent caution suffisante.

75. Le gouverneur peut refuser l'admission, dans la colonie, des individus dont la présence y est jugée dangereuse.

76. § 1^{er}. Dans le cas où un fonctionnaire civil ou militaire nommé par nous ou par notre ministre de la marine aurait tenu une conduite tellement répréhensible, qu'il ne pût être maintenu dans l'exercice de ses fonctions, si d'ailleurs il n'y avait pas lieu à le traduire devant les tribunaux, ou si une procédure régulière offrait de graves inconvéniens, le gouverneur peut suspendre ce fonctionnaire jusqu'à ce que notre ministre de la marine lui ait fait connaître nos ordres.

§ 2. Toutefois, à l'égard des chefs d'administration, du contrôleur, des membres de l'ordre judiciaire et des chefs de corps qui seraient dans le cas prévu ci-dessus, le gouverneur, avant de proposer au conseil aucune mesure à leur égard, doit leur faire connaître les griefs existans contre eux et leur offrir les moyens de passer en France pour rendre compte de leur conduite au ministre de la marine. Leur suspension ne peut être prononcée qu'après qu'ils se sont refusés à profiter de cette faculté. — Il leur est loisible, lors même qu'ils ont été suspendus, de demander au gouverneur un passage pour France aux frais du gouvernement ; il ne peut leur être refusé.

§ 3. Le gouverneur fait connaître par écrit, au fonctionnaire suspendu, les motifs de la décision prise à son égard.

§ 4. Il peut lui interdire la résidence du chef-lieu, ou lui assigner le canton de la colonie dans lequel il doit résider pendant le temps de sa suspension.

§ 5. La suspension ne peut entraîner la privation de plus de moitié du traitement.

77. § 1^{er}. Le gouverneur rend compte immédiatement au ministre de la marine des mesures qu'il a prises en vertu de ses pouvoirs extraordinaires, et lui en adresse toutes les pièces justificatives, afin qu'il y soit statué définitivement.

§ 2. Les individus de condition libre, auxquels les mesures autorisées par le présent chapitre auront été appliquées, pourront, dans tous les cas, se pourvoir auprès de notre ministre de la marine, à l'effet d'obtenir de nous qu'elles soient rapportées ou modifiées.

78. Le gouverneur a seul l'initiative des mesures à prendre en vertu des pouvoirs extraordinaires qui lui sont conférés; il en est personnellement responsable, nonobstant la participation du conseil privé à ses actes.

CHAPITRE IX. — *De la responsabilité du gouverneur.*

79. § 1^{er}. Le gouverneur peut être poursuivi pour trahison, concussion, abus d'autorité ou désobéissance à nos ordres.

§ 2. Toutefois, en ce qui concerne l'administration de la colonie, il ne peut, sauf l'exception portée en l'article 78, être recherché que pour les mesures qu'il a prises contre l'avis du conseil privé, dans les cas où ce conseil doit être consulté, ou pour celles qu'il a prises ou refusé de prendre, en opposition aux représentations ou aux propositions des chefs d'administration.

§ 3. Soit que les poursuites aient lieu à la requête du gouvernement, soit qu'elles s'exercent sur la plainte d'une partie intéressée, il y est procédé conformément aux règles prescrites en France à l'égard des agens du gouvernement.

§ 4. Dans le cas où le gouverneur est recherché pour dépenses indûment ordonnées en deniers, matières ou main-d'œuvre, il y est procédé administrativement.

§ 5. Le gouverneur ne peut, pour quelque cause que ce soit, être ni actionné ni poursuivi dans la colonie, pendant l'exercice de ses fonctions. — Toute action dirigée contre lui sera portée devant les tribunaux de France, suivant les formes prescrites par les lois de la métropole. — Aucun acte, aucun jugement, ne peut être mis à exécution contre le gouverneur de la colonie.

CHAPITRE X. — *Dispositions diverses relatives au gouverneur.*

80. Le gouverneur visite, une fois l'an au moins, les divers cantons de la colonie. Il assemble et inspecte les milices, réunit les conseils municipaux et ceux des fabriques, pour connaître les besoins des communes et ceux du culte; il examine l'état des travaux entrepris, celui des routes, ponts, embarcadères et ouvrages de défense. Il prend connaissance de tout ce qui intéresse l'agriculture, et informe le ministre de la marine du résultat de ses tournées.

81. Le gouverneur adresse, chaque année, au ministre de la marine, un mémoire sur la situation intérieure de la colonie et sur ses relations à l'extérieur; il y rend un compte général de toutes les parties de l'administration qui lui est confiée, signale les abus à réformer, fait connaître les améliorations qui se sont opérées dans l'année, et propose ses vues sur tout ce qui peut intéresser le bien de notre service, ou tendre à la prospérité de la colonie.

82. Le gouverneur ne peut, pendant la durée de ses fonctions, acquérir des propriétés foncières ni contracter mariage dans la colonie, sans notre autorisation.

83. § 1^{er}. Lorsque nous jugeons convenable de rappeler le gouverneur, ses pouvoirs cessent aussitôt après le débarquement de son successeur.

§ 2. Le gouverneur remplacé fait reconnaître immédiatement son suc-

cesseur, en présence des autorités du chef-lieu de la colonie et à la tête des troupes.

§ 3. Il lui remet un mémoire détaillé, faisant connaître les opérations commencées ou projetées pendant son administration, et la situation des différentes parties du service.

§ 4. Il lui fournit, par écrit, des renseignemens sur tous les fonctionnaires et employés du gouvernement dans la colonie.

§ 5. Il lui remet en outre, sur inventaire, ses registres de correspondance, et toutes les lettres et pièces officielles relatives à son administration, sans pouvoir en retenir aucune, à l'exception de ses registres de correspondance confidentielle et secrète.

84. § 1^{er}. En cas de mort, d'absence ou autre empêchement, et lorsque nous n'y avons pas pourvu d'avance, le gouverneur est remplacé provisoirement par le commissaire ordonnateur, et, au défaut de celui-ci, par le directeur général de l'administration intérieure.

§ 2. Si, pendant l'intérim, la sûreté intérieure ou extérieure de l'île est menacée, les mouvemens de troupes, ceux des bâtimens de guerre attachés au service de la colonie, et toutes les mesures militaires, sont décidés en conseil de défense.

TITRE III.—Des chefs d'administration.

CHAPITRE I^{er}. — *Du commissaire ordonnateur.*

SECTION I^{re}.—Des attributions de l'ordonnateur.

85. Un officier supérieur de l'administration de la marine, remplissant les fonctions d'ordonnateur, est chargé, sous les ordres du gouverneur, de l'administration de la marine, de la guerre et du trésor, de la direction des travaux de toute nature autres que ceux des ponts et chaussées et des communes, et de la comptabilité générale pour tous les services.

86. Ces attributions comprennent :

§ 1^{er}. Les approvisionnemens, la recette, la garde, la conservation et la dépense des vivres, matières et munitions de toute nature, destinés pour tous les services;

§ 2. Les ordres de délivrance de vivres, munitions ou approvisionnemens divers des magasins de la colonie;

§ 3. Les marchés et adjudications des ouvrages et approvisionnemens pour tous les services, les ventes des magasins, l'établissement des cahiers des charges, la réception des matières et celle de tous les ouvrages, la convocation des commissions de recettes;

§ 4. La construction et l'entretien des ouvrages fondés à la mer, des fortifications et autres travaux militaires; des bâtimens civils, à l'exception de ceux qui appartiennent aux communes;

§ 5. La construction, la refonte, le radoub, l'armement des bâtimens flottans affectés au service de la colonie, l'entretien et la réparation de ces bâtimens et de ceux qui sont en station ou en mission;

§ 6. Les mouvemens des ports, la garde et la conservation des bâtimens désarmés;

§ 7. La proposition des instructions à donner aux bâtimens de mer, pataches de douanes et autres embarcations attachées au service de la colonie, et destinées aux transports, à la police des côtes et rades, à la répression de la traite et du commerce interlope;

§ 8. L'établissement, l'entretien et la surveillance des signaux, vigies et phares;

§ 9. La comptabilité, tant en matières qu'en deniers, des bâtimens armés; la revue, la subsistance et la solde de leurs équipages;

§ 10. L'administration et la police administrative des hôpitaux militaires, chantiers et ateliers, magasins, prisons militaires, casernes, lazarets, postes militaires et autres établissemens dépendant de la marine et de la guerre;

§ 11. La direction et l'administration de l'imprimerie du gouvernement;

§ 12. La police administrative et la comptabilité intérieure des corps;

§ 13. La revue, la solde, la subsistance, les masses et indemnités, les fournitures de casernement et autres dépenses relatives aux troupes de toutes armes;

§ 14. La subsistance, l'entretien et le paiement des prisonniers de guerre;

§ 15. Le paiement des ministres du culte, des officiers judiciaires, civils et militaires, et généralement de tous les agens entretenus et non entretenus, employés au service de la colonie;

§ 16. La tenue des matricules et la formation des états de services des fonctionnaires et employés de la colonie;

§ 17. L'inscription maritime; la levée, la répartition, le congédiement et le paiement des marins et des ouvriers classés; la police des gens de mer;

§ 18. Le paiement des salaires des ouvriers civils, libres ou esclaves, employés sur les travaux de la colonie; l'appel de ceux qui dépendent de son service;

§ 19. La subsistance des noirs de réquisition, la direction et la surveillance de ceux qui sont affectés aux travaux qu'il dirige;

§ 20. L'administration, la police, la subsistance, l'entretien et l'habillement des noirs de la colonie, les gratifications et encouragemens à leur donner, leur répartition entre les divers services, la direction et la surveillance spéciale de ceux attachés aux travaux et aux établissemens qui sont dans ses attributions;

§ 21. La police de la navigation et des pêches maritimes, celle des ports et rades; la surveillance des pilotes; l'exécution des tarifs et réglemens concernant les droits de pilotage et d'ancrage;

§ 22. Les examens à faire subir, conformément aux ordonnances, aux marins qui se présentent pour être reçus capitaines au grand cabotage; l'expédition de leurs commissions;

§ 23. L'administration et la police sanitaires, en ce qui concerne les bâtimens qui arrivent du dehors, et les embarcations de mer appartenant à la colonie; le *visa* des patentes de santé;

§ 24. La comptabilité générale des magasins, tant pour le service à la charge de la métropole que pour celui à la charge de la colonie;

§ 25. La régularisation des pièces portant recette ou dépense de matières;

§ 26. La surveillance et la vérification de la comptabilité, matières et main-d'œuvre, et des comptes d'application des directions d'artillerie, des ponts et chaussées, du port, et des autres services consommateurs;

§ 27. L'établissement annuel des comptes généraux de fonds et matières; des inventaires des magasins, des bâtimens et établissemens publics, appartenant au roi et à la colonie, et des bâtimens de mer et embarcations attachés au service local;

§ 28. La comptabilité générale des fonds;

§ 29. La liquidation des dépenses relatives au service à la charge de la colonie ou de la métropole, la régularisation des pièces de comptabilité;

§ 30. Les projets de répartitions mensuelles de fonds;

§ 31. L'ordonnancement des dépenses partielles sur les crédits ouverts mensuellement par le gouverneur ;

§ 32. Les demandes de crédits supplémentaires à l'effet de pourvoir aux dépenses extraordinaires qui n'ont point été comprises dans les ordonnances mensuelles de répartition ;

§ 33. La comptabilité des avances remboursables par la métropole ;

§ 34. Les traites à fournir en remboursement de ces avances ;

§ 35. La surveillance, l'inspection et la vérification de la comptabilité du trésorier et de ses préposés ;

§ 36. La surveillance des versements périodiques au trésor par les administrations financières ;

§ 37. Les vérifications ordinaires et extraordinaires des caisses de tous les comptables de la colonie ;

§ 38. L'administration de la caisse des invalides, des gens de mer et des prises ; la surveillance spéciale de cette caisse ;

§ 39. Le travail relatif aux propositions des retraites, demi-soldes ou pensions aux ayans-droit, conformément aux ordonnances ;

§ 40. La vente, la liquidation et la répartition des prises ;

§ 41. Les bris et naufrages, les épaves de mer ;

§ 42. Le projet annuel des dépenses à faire dans la colonie pour le service à la charge de la métropole ;

§ 43. La rédaction du projet de budget relatif à son administration ;

§ 44. La réunion des projets de budgets partiels, pièces et documens à l'appui, fournis par les autres chefs d'administration pour les recettes et les dépenses à la charge de la colonie, et la formation du projet de budget général de la colonie.

§ 45. L'exposé de la situation de son service, qui doit être présenté annuellement au conseil général.

SECTION II. — Des rapports de l'ordonnateur avec le gouverneur.

87. § 1^{er}. L'ordonnateur prend les ordres généraux du gouverneur sur toutes les parties du service qui lui est confié ; dirige et surveille leur exécution, en se conformant aux lois, ordonnances, réglemens et décisions ministérielles, et rend compte au gouverneur périodiquement, et toutes les fois qu'il l'exige, des actes et des résultats de son administration.

§ 2. Il l'informe immédiatement de tous les cas extraordinaires et circonstances imprévues qui intéressent son service.

88. § 1^{er}. L'ordonnateur travaille et correspond seul avec le gouverneur sur les matières de ses attributions.

§ 2. Seul il reçoit et transmet ses ordres sur tout ce qui est relatif au service qu'il dirige.

§ 3. Il représente au gouverneur, toutes les fois qu'il en est requis, les registres des ordres qu'il a donnés et de sa correspondance officielle.

§ 4. Il porte à la connaissance du gouverneur, sans attendre ses ordres, les rapports qui lui sont faits par ses subordonnés sur les abus à réformer et les améliorations à introduire dans le service qui leur est confié.

89. § 1^{er}. Il a la présentation des candidats aux places vacantes dans son administration, qui sont à la nomination provisoire ou définitive du gouverneur.

§ 2. Il propose, s'il y a lieu, la suspension, la révocation ou la destitution des employés sous ses ordres, et dont la nomination émane du gouverneur.

90. Il prépare et propose, en ce qui concerne l'administration qu'il di-

rige, — La correspondance générale du gouverneur avec le ministre de la marine et avec les gouvernemens étrangers, — Les ordres généraux de service, — Et tous autres travaux de même nature dont le gouverneur juge à propos de le charger. — Il tient enregistrement de la correspondance générale du gouverneur, relative à son service.

SECTION III. — Des rapports de l'ordonnateur avec les fonctionnaires et les agens du gouvernement.

91. L'ordonnateur a sous ses ordres — Les officiers et employés de l'administration de la marine, — Les gardes-magasins de tous les services, — Les médecins, chirurgiens et pharmaciens de la marine, — Les ingénieurs civils, — Les officiers de port, — Le trésorier de la colonie et des invalides, — Et les autres agens civils, entretenus ou non entretenus, qui, par la nature de leurs fonctions, dépendent de son service.

92. Il donne des ordres, en ce qui concerne son administration, — Aux officiers commandant les bâtimens attachés à la colonie, — Aux officiers des ouvriers militaires, — Aux ingénieurs des constructions navales, — Aux officiers des troupes chargées du service de gendarmerie, — A tous les comptables.

93. Il correspond avec tous les fonctionnaires et les agens du gouvernement dans la colonie, et les requiert, au besoin, de concourir au bien du service qu'il dirige.

94. § 1^{er}. Il nomme directement les agens qui relèvent de son administration, et dont la solde, jointe aux autres allocations, n'excède pas quinze cents francs par an.

§ 2. Il les révoque ou les destitue, après avoir pris l'ordre du gouverneur.

95. Il expédie, enregistre et contre-signe les brevets de nomination provisoires ou définitifs, les congés et les ordres de service qui émanent du gouverneur et qui sont relatifs aux agens civils et militaires dépendant de la marine, de la guerre et du trésor, ou placés sous ses ordres : il les fait enregistrer au contrôle. — Il enregistre les brevets, congés et ordres de service relatifs à tous les agens rétribués de la colonie. — Il tient enregistrement et conserve copie des brevets des fonctionnaires de la colonie nommés par nous ou par notre ministre de la marine.

SECTION IV. — Dispositions diverses relatives à l'ordonnateur.

96. L'ordonnateur est membre du conseil privé.

97. Il prépare et soumet au conseil, d'après les ordres du gouverneur, en ce qui concerne le service qu'il dirige, — 1^o Les projets d'ordonnances, d'arrêtés et de réglemens ; — 2^o Les rapports concernant — Les questions douteuses que présente l'application des ordonnances, arrêtés et réglemens en matière administrative, — Les affaires contentieuses, — Les mesures à prendre à l'égard des fonctionnaires ou employés sous ses ordres, dans les cas prévus par les articles 59 et 76, — Les contestations entre les fonctionnaires publics à l'occasion de leurs attributions, rangs et prérogatives, — Enfin, les autres affaires qui sont dans ses attributions et qui doivent être portées au conseil.

98. Il contre-signe les arrêtés, réglemens, ordres généraux de service, décisions du gouverneur en conseil, et autres actes de l'autorité locale qui ont rapport à son administration, et veille à leur enregistrement partout où besoin est.

99. § 1^{er}. L'ordonnateur est personnellement responsable de tous les actes de son administration, hors les cas où il justifie, soit avoir agi en vertu d'ordres formels du gouverneur et lui avoir fait, sur ces ordres, des représentations qui n'ont pas été accueillies, soit avoir proposé au gouverneur des mesures qui n'ont pas été adoptées.

§ 2. Les dispositions des §§ 1 et 4 de l'article 79, sur la responsabilité du gouverneur, sont communes à l'ordonnateur.

100. § 1^{er}. Il adresse au ministre de la marine copie des représentations et des propositions qu'il a été dans le cas de faire au gouverneur, lorsqu'elles ont été écartées, ainsi que de la décision intervenue.

§ 2. Il lui adresse également, par l'intermédiaire du gouverneur, à la fin de chaque année, un compte moral et raisonné de la situation du service dont il est chargé.

§ 3. Il a la correspondance avec le directeur de l'administration des colonies, pour les demandes de renseignemens à prendre en France sur les intérêts privés, et pour les réponses aux demandes de même nature faites par la métropole.

101. Lorsque l'ordonnateur est remplacé dans ses fonctions, il est tenu de remettre à son successeur, en ce qui concerne son service, les pièces et documens mentionnés à l'article 83.

102. § 1^{er}. En cas de mort, d'absence ou de tout autre empêchement qui oblige l'ordonnateur à cesser son service, il est remplacé par le contrôleur colonial.

§ 2. S'il n'est empêché que momentanément, il est suppléé par l'officier d'administration de la marine le plus élevé en grade; à grade égal, le choix appartient au gouverneur.

CHAPITRE II. — *Du directeur général de l'administration intérieure.*

SECTION 1^{re}. — Des attributions du directeur général.

103. Le directeur général est chargé, sous les ordres du gouverneur, de l'administration intérieure de la colonie, de la police générale, et de l'administration des contributions directes et indirectes.

104. Ces attributions comprennent :

§ 1^{er}. La direction et la surveillance de l'administration des communes, la proposition des ordres de convocation des conseils municipaux, et celle des matières sur lesquelles ils doivent délibérer ;

§ 2. L'examen des projets de budget présentés par les communes, la surveillance de l'emploi des fonds communaux, la vérification des comptes y relatifs, la surveillance des receveurs municipaux, et la vérification de leurs caisses ;

§ 3. Les propositions relatives aux acquisitions, ventes, locations, échanges et partages des biens communaux ;

§ 4. La surveillance de l'administration des noirs appartenant aux communes ;

§ 5. Celle relative à la construction, la réparation et l'entretien des bâtimens et chemins communaux, et à la voirie municipale ;

§ 6. La construction, la réparation et l'entretien des grandes routes, canaux, digues, ponts, fontaines, et tous autres travaux d'utilité publique qui dépendent de la grande voirie ;

§ 7. Les propositions relatives à l'ouverture, au redressement et à l'élargissement des routes et des chemins ;

§ 8. La police rurale, les conduites et prises d'eau ; les mesures à prendre

contre les débordemens et les inondations, contre les incendies des bois et savanes, et contre les défrichemens; les propositions relatives à la replantation des communes;

§ 9. Les ports d'armes, la chasse, la pêche dans les rivières et les étangs;

§ 10. Les salines;

§ 11. La direction et la surveillance des noirs de la colonie attachés aux travaux et établissemens qui sont dans ses attributions;

§ 12. La levée des noirs de réquisition, leur répartition entre les divers services, la direction et la surveillance de ceux qui sont affectés aux travaux qu'il dirige;

§ 13. L'appel et la revue des ouvriers libres ou esclaves employés aux mêmes travaux;

§ 14. L'administration du domaine, la revendication des terrains envahis ou usurpés; les demandes en réunion au domaine des biens concédés, lorsqu'il y a lieu; la conservation des cinquante pas géométriques et de toute autre réserve faite dans l'intérêt des divers services publics;

§ 15. Les propositions d'acquisitions, ventes ou échanges des propriétés domaniales;

§ 16. La désignation des propriétés particulières nécessaires au service public;

§ 17. Les opérations d'arpentage;

§ 18. La levée des cartes et plans de la colonie;

§ 19. La surveillance administrative de la curatelle des successions vacantes;

§ 20. La réunion au domaine des biens abandonnés ou acquis au trésor par prescription;

§ 21. La vente des épaves autres que celles de mer;

§ 22. Les propositions concernant les dons de bienfaisance et legs pieux;

§ 23. La direction de l'agriculture et de l'industrie, les améliorations à introduire, et les propositions des encouragemens à donner;

§ 24. La publication des découvertes nouvelles, des procédés utiles, et spécialement de ceux qui ont pour objet d'augmenter et de perfectionner les produits coloniaux, d'économiser la main-d'œuvre et de suppléer au travail de l'homme;

§ 25. L'exécution du Code noir et les propositions relatives à l'amélioration du régime des esclaves;

§ 26. Les bibliothèques publiques, les jardins du roi et de naturalisation, et la répartition des plantes utiles parmi les habitans, les pépinières nécessaires à la plantation des routes et promenades publiques;

§ 27. Les troupeaux et haras du gouvernement, les mesures pour l'amélioration des races;

§ 28. La statistique de la colonie, la formation des tableaux annuels relatifs à la population et à la situation agricole et industrielle;

§ 29. Les mouvemens du commerce, l'établissement des états annuels d'importation et d'exportation;

§ 30. La surveillance des approvisionnemens généraux de la colonie, et la proposition des mesures à prendre à cet égard;

§ 31. La surveillance des agens de change courtiers et des préposés aux ventes publiques autres que celles faites par autorité de justice;

§ 32. La proposition des tarifs du prix des charrois et du batelage;

§ 33. Le système monétaire, les mesures concernant l'exportation du numéraire;

§ 34. Les propositions relatives aux sociétés anonymes , la surveillance des comptoirs d'escompte ;

§ 35. L'administration de la poste aux lettres , tant pour l'intérieur que pour l'extérieur ;

§ 36. L'état civil des blancs et des gens de couleur libres ;

§ 37. L'exécution des lois , édits , déclarations , ordonnances et réglemens relatifs au culte , aux ecclésiastiques et aux communautés religieuses ; la police et la conservation des églises et des lieux de sépulture ; les tarifs et réglemens sur le casuel , les convois et les inhumations ;

§ 38. L'examen des budgets des fabriques , la surveillance de l'emploi des fonds qui leur appartiennent , la vérification et l'apurement des comptes ;

§ 39. L'administration des bureaux de bienfaisance , la vérification et l'apurement de leur comptabilité ;

§ 40. Les propositions de secours à accorder par le gouvernement , dans le cas d'incendies , ouragans et autres calamités publiques ;

§ 41. Les propositions relatives à l'admission , dans les hôpitaux militaires , des malades civils , indigens et incurables , libres ou esclaves ;

§ 42. La surveillance des établissemens d'instruction publique , les examens à faire subir aux chefs d'institution , professeurs et maîtres d'école qui se destinent à l'enseignement dans la colonie ;

§ 43. L'administration du collège royal de la colonie et des écoles primaires gratuites , l'établissement de ces écoles dans les quartiers qui en sont privés , la surveillance administrative des frères de la doctrine chrétienne et des sœurs qui se livrent à l'instruction ;

§ 44. La proposition , au gouverneur , des candidats pour les bourses accordées aux jeunes créoles dans les collèges royaux de France , de la colonie , et dans les maisons royales de la légion d'honneur ; la régularisation des pièces qu'ils ont à produire ;

§ 45. L'administration générale des contributions directes , la confection des rôles , l'établissement et la vérification des recensemens , la délivrance des patentes , la vérification du cadastre pour servir à l'établissement de l'impôt sur les maisons , les propositions de dégrèvement ;

§ 46. L'administration générale des douanes , de l'enregistrement , du timbre , des hypothèques et des autres contributions indirectes de toute nature ;

§ 47. La vérification des comptes des administrations financières , et la surveillance des receveurs ;

§ 48. La surveillance de la ferme des guildives et de celle des tabacs ;

§ 49. L'expédition des actes de francisation ;

§ 50. La proposition des mercuriales pour la perception des droits de douanes et celle des tarifs du prix des rums et aracks et des tabacs.

§ 51. Les mesures à prendre envers les contrevenans aux lois , ordonnances et réglemens sur l'abolition de la traite des noirs , sur le commerce national et étranger , et sur la perception de tous les impôts ;

§ 52. La surveillance de l'usage de la presse ; la censure des journaux et de tous les écrits destinés à l'impression , autres que ceux concernant les matières judiciaires.

§ 53. La surveillance de la librairie , en ce qui intéresse la religion , le bon ordre et les mœurs ;

§ 54. Les mesures sanitaires à l'intérieur de la colonie ; les précautions contre les maladies épidémiques , les épizooties et l'hydrophobie ; la propagation de la vaccine ; les secours à donner aux noyés et aux asphyxiés ;

§ 55. Les lépreux, les insensés, les enfans abandonnés;

§ 56. La surveillance des officiers de santé et des pharmaciens non attachés au service, les examens à leur faire subir, la surveillance du commerce de droguerie;

§ 57. L'exécution des obligations imposées par les réglemens aux personnes qui arrivent dans la colonie ou qui en partent, l'expédition et l'enregistrement des passeports;

§ 58. Les secours contre les incendies, l'établissement des pompes y relatives dans les divers quartiers de la colonie;

§ 59. Les mesures d'ordre à l'occasion des fêtes et cérémonies publiques;

§ 60. L'exécution des ordonnances et réglemens concernant les gens de couleur libres et affranchis;

§ 61. Les mesures répressives du marronnage, et les dépenses qu'elles occasionent;

§ 62. Le régime intérieur et l'administration des prisons civiles et des geôles, la direction et l'emploi des noirs condamnés aux travaux forcés;

§ 63. La surveillance des individus qui n'ont aucun moyen d'existence connu, des vagabonds, gens sans aveu, malfaiteurs et perturbateurs de l'ordre public; des noirs qui se mêlent de prétendus maléfices et sortilèges, ou qui sont suspectés d'empoisonnement; des empiriques; — Des auberges, cafés, maisons de jeu, spectacles et autres lieux publics;

§ 64. La surveillance spéciale des individus signalés comme recéleurs; la suppression des cantines et échoppes établies ailleurs que dans l'intérieur des villes et quartiers;

§ 65. L'exécution des réglemens concernant — Les poids et mesures, — Le contrôle des matières d'or et d'argent, — La tenue des bazars et marchés publics, — L'approvisionnement des boulangers et bouchers, — Le colportage, — Les coalitions d'ouvriers, — Les réunions d'esclaves non autorisées, — Enfin tout ce qui a rapport à la police administrative;

§ 66. La direction et la surveillance des troupes spécialement affectées au service de gendarmerie;

§ 67. La proposition et l'exécution des mesures relatives à la sûreté générale de la colonie;

§ 68. La rédaction du projet de budget partiel, des états de développement et autres documens relatifs à son administration, qui doivent servir à l'ordonnateur pour l'établissement du budget général;

§ 69. La vérification et la régularisation des pièces fournies à l'ordonnateur pour la justification et la liquidation des dépenses faites pour le service de l'intérieur;

§ 70. La formation de la liste des personnes éligibles pour le conseil général;

§ 71. La proposition des ordres pour les convocations ordinaires et extraordinaires du conseil général, et, dans ce dernier cas, celle des matières sur lesquelles il est appelé à délibérer;

§ 72. L'exposé de la situation de son service, qui doit être présenté annuellement au conseil général.

105. Le directeur général de l'intérieur est adjudant-commandant des milices de la colonie. — En cette qualité, il transmet et fait exécuter les ordres du gouverneur, en ce qui concerne l'instruction, la discipline et le service des milices.

SECTION II. — Des rapports du directeur général avec le gouverneur et avec les fonctionnaires et les agens du gouvernement.

106. Les dispositions de la section II du chapitre I^{er} du titre III, qui fixent

les rapports de l'ordonnateur avec le gouverneur, sont communes au directeur général.

107. Le directeur général concourt avec l'ordonnateur, en ce qui a rapport à l'administration intérieure, — A l'établissement des cahiers des charges pour les marchés et adjudications, — A la réception des matières et des ouvrages, — A la préparation des instructions à donner aux pataches et autres embarcations chargées du service de la douane sur les côtes.

108. Il a sous ses ordres — Les maires et officiers municipaux, — Les officiers et employés de la marine attachés à son administration, — Les directeurs, inspecteurs, receveurs et autres employés du domaine, de l'enregistrement, du timbre, des douanes, des contributions directes et indirectes, — Les commissaires civils et les agens de la police, — Les agens salariés de l'instruction publique, — Les arpenteurs du gouvernement, — Les jardiniers-botanistes, les médecins vétérinaires, — Et tous autres employés civils qui, par la nature de leurs fonctions, dépendent de son service.

109. Il donne des ordres, en ce qui concerne son administration, — Aux commandans de quartier et officiers de milice, — Aux ingénieurs civils, — Aux officiers des troupes spécialement affectées au service de gendarmerie, — Aux officiers de santé de la marine, — Aux agens des fermes des tabacs et des guildives.

110. Les dispositions des articles 93 et 94 sont communes au directeur général.

111. Il expédie et contre-signé les brevets de nomination provisoires ou définitifs, les congés et les ordres de service qui émanent du gouverneur et qui sont relatifs à tous les agens rétribués sous ses ordres. Il expédie et contre-signé également les brevets provisoires des officiers de milice, les commissions ou diplômes des agens de change courtiers, des officiers de santé pharmaciens, des instituteurs, maîtres d'école, professeurs et autres agens civils non rétribués, qui dépendent de l'administration de l'intérieur. — Il enregistre et fait enregistrer, partout où besoin est, les brevets, commissions et diplômes qu'il expédie.

SECTION III. — Dispositions diverses relatives au directeur général de l'intérieur.

112. Les articles 96, 97, 98, 99, 100 et 101, relatifs à l'ordonnateur, sont communs au directeur général de l'intérieur.

113. En cas de mort, d'absence ou de tout autre empêchement qui oblige le directeur général de l'administration intérieure à quitter son service, ou à le cesser momentanément, il est remplacé provisoirement ou suppléé par un des conseillers coloniaux, membre du conseil privé, désigné par nous, et, à défaut, par celui d'entre eux que le gouverneur désigne.

CHAPITRE III. — Du procureur général, en sa qualité de chef d'administration.

SECTION I^{re}. — Des attributions du procureur général.

114. Le procureur général est membre du conseil privé.

115. Il prépare et soumet au conseil, d'après les ordres du gouverneur :

§ 1^{er}. Les projets d'ordonnances, d'arrêtés, de réglemens et d'instructions sur les matières judiciaires;

§ 2. Les rapports concernant — Les conflits, — Les affranchissemens, — Les recours en grace, — Les mesures à prendre à l'égard des fonctionnaires attachés à l'ordre judiciaire, dans les cas prévus par les articles 58 et 76; — Les contestations entre les membres des tribunaux, relativement à leurs

fonctions, rangs et prérogatives, — Enfin toutes autres affaires concernant son service et qui doivent être portées au conseil privé.

116. Le procureur général a dans ses attributions :

§ 1^{er}. La surveillance et la bonne tenue des lieux où se rend la justice ;

§ 2. La surveillance spéciale de l'administration du curateur aux successions vacantes, conformément aux ordonnances ;

§ 3. La censure des écrits en matière judiciaire et qui sont destinés à l'impression ;

§ 4. L'application des réglemens à l'égard des noirs marrons, et l'allocation des primes dues aux capteurs, conformément aux ordonnances ;

§ 5. La préparation du budget des dépenses relatives à la justice ;

§ 6. La vérification et le *visa* de toutes les pièces nécessaires à la justification et à la liquidation des frais de justice à la charge du trésor ;

§ 7. Le contreseing des arrêtés, réglemens, décisions du gouverneur en conseil, et autres actes de l'autorité locale qui ont rapport à l'administration de la justice ;

§ 8. L'expédition et le contreseing des provisions, commissions et congés délivrés par le gouverneur aux membres de l'ordre judiciaire, ainsi que des commissions des notaires, avoués et autres officiers ministériels ;

§ 9. La nomination des agens attachés aux tribunaux, dont le traitement, joint aux autres allocations, n'excède pas quinze cents francs par an ;

§ 10. La révocation ou la destitution de ces agens après avoir pris les ordres du gouverneur ;

§ 11. L'enregistrement, partout où besoin est, des commissions et autres actes qu'il expédie et contresigne.

117. § 1^{er}. Il exerce directement la discipline sur les notaires, les avoués et les autres officiers ministériels ; prononce contre eux, après les avoir entendus, le rappel à l'ordre, la censure simple, la censure avec réprimande, et leur donne tout avertissement qu'il juge convenable.

§ 2. A l'égard des peines plus graves, telles que la suspension, le remplacement pour défaut de résidence, ou la destitution, il fait d'office, ou sur les réclamations des parties, les propositions qu'il juge nécessaires, et le gouverneur statue, après avoir pris l'avis des tribunaux, qui entendent, en chambre du conseil, le fonctionnaire inculpé, sauf le recours à notre ministre de la marine.

118. Il présente au conseil général de la colonie, au nom du gouverneur, et par son ordre, l'exposé de la situation du service qu'il dirige.

SECTION II. — Rapports du procureur général avec le gouverneur.

119. § 1^{er}. Le procureur général rend compte au gouverneur de tout ce qui est relatif à l'administration de la justice et à la conduite des magistrats.

§ 2. Il lui rend compte également des peines de discipline qu'il a prononcées en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés à l'article 117.

120. Il lui présente les rapports sur les demandes en dispense de mariage.

121. Il se fait remettre et adresse au gouverneur, après en avoir fait la vérification, les doubles minutes des actes qui doivent être envoyés au dépôt des chartes coloniales en France.

122. Il est seul chargé de présenter au gouverneur les candidats aux places de judicature vacantes dans les tribunaux, sauf les exceptions qui seront réglées par notre ordonnance sur l'organisation judiciaire. — Il présente également les candidats pour les places de notaires, avoués et autres officiers ministériels, après qu'ils ont subi les examens et satisfait aux conditions prescrites par les réglemens.

123. Sont communes au procureur général, en ce qui concerne son service, les dispositions des articles 87, 88 et 90.

SECTION III. — Dispositions diverses relatives au procureur général.

124. § 1^{er}. Les dispositions des articles 93 et 100, qui règlent les cas où l'ordonnateur correspond avec les divers fonctionnaires de la colonie et avec le département de la marine, sont communes au procureur général.

§ 2. Il correspond, en outre, avec le ministre de la marine, pour l'envoi des significations faites à son parquet, et pour la réception de celles faites au parquet des cours et tribunaux de France, à l'effet d'être transmises aux colonies.

§ 3. Sont également communes au procureur général les dispositions des articles 79, § 1^{er}; 99, § 1^{er}, et 101.

125. § 1^{er}. En cas de mort, d'absence ou de tout autre empêchement qui oblige le procureur général à cesser son service, il est remplacé provisoirement par un magistrat désigné par nous, et, à défaut, par celui que le gouverneur désigne.

§ 2. S'il n'est empêché que momentanément, il est remplacé dans ses fonctions administratives par le procureur du roi, et, en cas d'empêchement de celui-ci, par un conseiller de la cour, au choix du gouverneur.

TITRE IV. — Du contrôleur colonial.

126. Le contrôleur colonial est chargé de l'inspection et du contrôle spécial de l'administration de la marine, de la guerre et des finances, et de la surveillance générale de toutes les parties du service administratif de la colonie.

127. Son inspection et son contrôle s'étendent : — Sur les recettes et les dépenses en deniers, matières et vivres ; — Sur la conservation des marchandises et munitions de toute espèce dans les magasins ; — Sur les revues des troupes, des équipages de nos bâtimens, des officiers sans troupe, et autres agens salariés de la colonie ; — Sur l'emploi des matières et du temps des ouvriers ; — Sur l'administration et l'emploi des noirs de la colonie ; — Sur les hôpitaux, bagnes, prisons militaires, chantiers et ateliers, et autres établissemens dépendant de la marine et de la guerre ; — Sur les formes et l'exécution des adjudications, marchés et traités pour fournitures et ouvrages ; — Sur les baux et fermages des biens domaniaux ; — Sur l'administration de la caisse des invalides, des gens de mer et des prises ; — Sur les différentes administrations, fermes et régies des contributions directes et indirectes de la colonie, dont il suit les mouvemens, vérifie et arrête mensuellement les registres et la comptabilité aux bureaux des comptables et sans déplacement de pièces.

128. Il vérifie les opérations de la comptabilité générale ; il enregistre et vise les ordres de versement et toutes les pièces à la décharge du trésorier.

129. § 1^{er}. Il vérifie, concurremment avec l'ordonnateur, chaque mois, et plus souvent si le cas l'exige, les caisses du trésor de la colonie, et celle des invalides, gens de mer et prises. — Il vérifie également, toutes les fois qu'il le juge nécessaire, la caisse du curateur aux successions vacantes, et celle des receveurs des contributions.

§ 2. Il s'assure, lors de ces différentes vérifications, de la concordance des écritures du trésorier avec celles du bureau central des fonds et avec celles des administrations financières.

§ 3. Il rend compte au gouverneur du résultat de ces opérations.

130. Il reçoit les cautionnemens pour l'exécution des marchés, adjudica-

tions, fermages et régies. — Il concourt et veille à la réception de ceux qui doivent être fournis par les divers fonctionnaires ou agens de la colonie.

131. § 1^{er}. Le contrôleur colonial exerce les poursuites par voie administrative et judiciaire contre les débiteurs de deniers publics, les fournisseurs, entrepreneurs et tous autres qui ont passé des marchés avec le gouvernement; fait établir tout séquestre, prend toutes hypothèques sur leurs biens, en donne main-levée lorsque les débiteurs se sont libérés, et défend à toutes demandes formées par les comptables.

§ 2. Il procède, en outre, soit en demandant, soit en défendant, dans toutes les affaires portées devant le conseil privé où le gouvernement est partie principale.

132. § 1^{er}. Il a le dépôt et la garde des archives de la colonie; il les reçoit sur inventaires, et en est personnellement responsable.

§ 2. Il est chargé de l'enregistrement, du dépôt et de la classification des lois, ordonnances, réglemens, décisions et ordres du ministre et du gouverneur, des brevets, commissions, devis, plans, cartes, mémoires et procès-verbaux relatifs à tous les services administratifs de la colonie. Il en délivre, au besoin, des copies collationnées, et ne peut se dessaisir des originaux que sur l'ordre du gouverneur.

§ 3. Il requiert la réintégration ou le dépôt aux archives des pièces qui en dépendent ou doivent en faire partie, quels qu'en soient les détenteurs. — Il assiste nécessairement à l'apposition et à la levée des scellés mis sur les papiers des fonctionnaires décédés dans l'exercice de leurs fonctions, ou dont les comptes n'ont pas été apurés, comme aussi aux inventaires qui doivent être dressés lorsque le gouverneur et les chefs de service sont remplacés, et réclame les titres, pièces et documens qu'il juge devoir faire partie des archives.

133. § 1^{er}. Le contrôleur exerce ses fonctions dans une entière indépendance de toute autorité locale; mais il ne peut diriger ni suspendre aucune opération.

§ 2. Il requiert dans toutes les parties du service administratif de la colonie, tant sur le fond que sur la forme, l'exécution ponctuelle des ordonnances, des réglemens, des ordres ministériels, des ordres du gouverneur et de ses décisions en conseil. Il adresse, à cet effet, aux chefs de service toutes les représentations et observations qu'il juge utiles; s'il n'y est pas fait droit, il en informe le gouverneur.

§ 3. Le contrôleur ne s'adresse directement au gouverneur que lorsqu'il a à signaler des abus ou à faire des propositions sur lesquelles le gouverneur peut seul statuer.

§ 4. Le contrôleur tient enregistrement des représentations qu'il fait au gouverneur ou aux chefs de service; il en adresse copie au ministre de la marine, s'il n'y a pas été fait droit.

134. Les bureaux, ateliers, magasins, hôpitaux et autres établissemens soumis à l'inspection du contrôleur lui sont ouverts ainsi qu'à ses préposés, et il leur est donné communication de tous les états, registres ou pièces quelconques dont ils demandent à prendre connaissance.

135. § 1^{er}. Le contrôleur a sous ses ordres les officiers et employés de l'administration de la marine attachés à son service.

§ 2. Il donne des ordres aux inspecteurs et vérificateurs des administrations financières, en tout ce qui concerne la régularité du service, la surveillance et la poursuite des contraventions aux lois, ordonnances et réglemens; toutefois, il prévient le directeur général de l'intérieur des ordres qu'il donne à cet égard.

136. Il adresse directement à notre ministre de la marine, à la fin de chaque année, un compte raisonné des différentes parties de son service.

137. Les dispositions des articles 79, § 1^{er}, et 101, sont communes au contrôleur.

138. En cas de mort, d'absence, ou de tout autre empêchement qui oblige le contrôleur à cesser son service, il est remplacé par l'officier d'administration de la marine le plus élevé en grade; à grade égal, le choix appartient au gouverneur. — S'il n'est empêché que momentanément, il est suppléé par l'officier d'administration de la marine chargé du contrôle sous ses ordres.

TITRE V. — Du conseil privé.

CHAPITRE I^{er}. — *De la composition du conseil privé.*

139. § 1^{er}. Le conseil privé est composé — Du gouverneur, — Du commissaire ordonnateur, — Du directeur général de l'intérieur, — Du procureur général, — De deux conseillers coloniaux.

§ 2. Le contrôleur colonial assiste au conseil; il y a voix représentative dans toutes les discussions.

§ 3. Un secrétaire-archiviste tient la plume.

140. Les membres du conseil sont remplacés ainsi qu'il est réglé aux articles 102, 113, 125, 138 et 168.

141. Lorsque le conseil est appelé à prononcer sur les matières spécifiées aux sections IV et V du chapitre III du présent titre, il nomme et s'adjoint deux membres de l'ordre judiciaire. — Ils sont choisis conformément aux dispositions des articles 163, § 1^{er}, 164, § 1^{er}, et ont voix délibérative.

142. § 1^{er}. Le commandant des troupes d'infanterie, l'ingénieur en chef, le directeur de l'artillerie, le capitaine de port du chef-lieu, l'officier d'administration chargé des approvisionnements, les directeurs des administrations financières et le trésorier, sont appelés, de droit, au conseil, lorsqu'il y est traité des matières de leurs attributions. Ils y ont voix consultative.

§ 2. Deux membres du conseil général, choisis conformément aux dispositions de l'article 185 ci-après, sont appelés nécessairement au conseil privé, avec voix consultative, pour la discussion des ordonnances, arrêtés et réglemens.

§ 3. Le conseil peut demander à entendre, en outre, tous fonctionnaires et autres personnes qu'il désigne, et qui, par leurs connaissances spéciales, sont propres à l'éclairer. — Le gouverneur décide s'il sera fait droit à la demande du conseil. — Les fonctionnaires et autres personnes ainsi appelés assistent à la délibération avec voix consultative.

CHAPITRE II. — *Des séances du conseil privé, et de la forme de ses délibérations.*

143. § 1^{er}. Le gouverneur est président du conseil.

§ 2. Lorsqu'il n'y assiste pas, la présidence appartient au commissaire ordonnateur, et, à défaut de celui-ci, au directeur général de l'intérieur.

144. Les membres du conseil prêtent entre les mains du gouverneur, lorsqu'ils siègent ou assistent pour la première fois au conseil, le serment dont la formule suit : — « Je jure devant Dieu de bien et fidèlement servir le roi et l'état, de garder et observer les lois, ordonnances et réglemens en vigueur dans la colonie, de tenir secrètes les délibérations du conseil privé, et de n'être guidé, dans l'exercice des fonctions que je suis appelé à y remplir, que par ma conscience et le bien du service du roi. »

145. Les conseillers titulaires prennent rang et séance dans l'ordre établi

à l'article 139. — Les suppléans et les membres appelés momentanément à faire partie du conseil siègent après les membres titulaires.

146. § 1^{er}. Le conseil s'assemble au gouvernement, et dans un local spécialement affecté à ses séances.

§ 2. Il se réunit le 1^{er} de chaque mois, et continue ses séances sans interruption, jusqu'à ce qu'il ait expédié toutes les affaires sur lesquelles il a à statuer.

§ 3. Il s'assemble, en outre, toutes les fois que des affaires urgentes nécessitent sa réunion et que le gouverneur juge convenable de le convoquer.

147. § 1^{er}. Le conseil ne peut délibérer qu'autant que tous ses membres sont présens ou légalement remplacés.

§ 2. Toutefois, dans le cas où il n'est que consulté, la présence du gouverneur n'est point obligatoire.

§ 3. Les membres du conseil ne peuvent se faire remplacer qu'en cas d'empêchement absolu.

148. § 1^{er}. Sauf les cas d'urgence, le président fait informer, à l'avance, les membres du conseil et les personnes appelées à y siéger momentanément, des affaires qui doivent y être traitées. Les pièces et rapports y relatifs sont déposés au secrétariat du conseil, pour que les membres puissent en prendre connaissance.

§ 2. Le conseil nomme dans son sein des commissions pour l'examen des affaires qui demandent à être approfondies. Le contrôleur peut en faire partie.

149. § 1^{er}. Le conseil a le droit de demander communication des pièces qui peuvent servir à former son opinion.

§ 2. Le gouverneur décide si la communication aura lieu. En cas de refus, mention en est faite au procès-verbal.

150. § 1^{er}. Le président, avant de fermer la discussion, consulte le conseil pour savoir s'il est suffisamment instruit.

§ 2. Le conseil délibère à la pluralité des voix. En cas de partage, celle du gouverneur est prépondérante.

§ 3. Les voix sont recueillies par le président, et dans l'ordre inverse des rangs qu'occupent les membres du conseil. Le président vote le dernier.

§ 4. Tout membre qui s'écarte des égards et du respect dus au conseil, est rappelé à l'ordre par le président, et mention en est faite au procès-verbal.

151. § 1^{er}. Le secrétaire-archiviste rédige le procès-verbal des séances. Il y consigne les avis motivés et les votes nominatifs; il y insère même, lorsqu'il en est requis, les opinions rédigées, séance tenante, par les membres du conseil.

§ 2. Le procès-verbal ne fait mention que de l'opinion de la majorité, lorsque le conseil juge administrativement.

§ 3. Le secrétaire-archiviste donne lecture, au commencement de chaque séance, du procès-verbal de la séance précédente.

§ 4. Le procès-verbal, approuvé, est transcrit sur un registre coté et paraphé par le gouverneur, et est signé par tous les membres du conseil.

§ 5. Deux expéditions du procès-verbal de chaque séance, visées par le président et certifiées par le secrétaire-archiviste, sont adressées au ministre par des occasions différentes. — L'une est expédiée par le gouverneur; l'autre, par le contrôleur.

152. § 1^{er}. Le secrétaire-archiviste a dans ses attributions la garde du sceau du conseil, le dépôt de ses archives, la garde de sa bibliothèque et l'entretien du local destiné à ses séances.

§ 2. Il est chargé de la convocation des membres du conseil et des avis à leur donner, sur l'ordre du président; de la réunion de tous les documens nécessaires pour éclairer les délibérations, et de tout ce qui est relatif à la rédaction, l'enregistrement et l'expédition des procès-verbaux.

CHAPITRE III. — *Des attributions du conseil privé.*

SECTION 1^{re}. — Dispositions générales.

153. § 1^{er}. Le conseil ne peut délibérer que sur les affaires qui lui sont présentées par le gouverneur ou par son ordre, sauf les cas où il juge administrativement.

§ 2. Les projets d'ordonnances, d'arrêtés, de réglemens et toutes autres affaires qu'il est facultatif au gouverneur de proposer au conseil, peuvent être retirés par lui, lorsqu'il le juge convenable.

154. § 1^{er}. Aucune affaire de la compétence du conseil ne doit être soustraite à sa connaissance. — Les membres titulaires peuvent faire à ce sujet des réclamations : le gouverneur les admet ou les rejette.

§ 2. Tout membre titulaire peut également soumettre au gouverneur, en conseil, les propositions ou observations qu'il juge utiles au bien du service. Le gouverneur décide s'il en sera délibéré.

§ 3. Mention du tout est faite au procès-verbal.

155. Le conseil ne peut correspondre avec aucune autorité.

SECTION II. — Des matières sur lesquelles le gouverneur prend l'avis du conseil.

156. § 1^{er}. Les pouvoirs et les attributions qui sont conférés au gouverneur par les articles 17, § 2; 23, §§ 1^{er} et 2; 24, 25, § 1^{er}; 26, § 1^{er}; 27, § 2; 28, § 2; 32, 33, § 4; 34, § 3; 37, § 1^{er}; 40, § 1^{er}; 42, § 1^{er}; 49, 56, 59, § 2; 62, § 2; et 66, sont exercés par lui, après avoir pris l'avis du conseil privé, mais sans qu'il soit tenu de s'y conformer.

§ 2. Le conseil est également appelé à donner son avis : — Sur le compte de la situation des différentes parties de l'administration de la colonie, qui doit être produit au conseil général par les chefs d'administration, chacun en ce qui le concerne; — Sur les propositions et les observations présentées par le conseil général; — Sur le meilleur emploi à faire des bâtimens flottans, attachés au service de la colonie; — Sur le mode le plus avantageux de pourvoir aux approvisionnemens nécessaires aux différens services; — Enfin, sur toutes les affaires sur lesquelles le gouverneur juge convenable de le consulter.

SECTION III. — Des matières que le gouverneur décide ou arrête en conseil.

157. Les pouvoirs et les attributions qui sont conférés au gouverneur par les articles 16, §§ 3 et 6; 19, 20, §§ 1^{er} et 2; 22, §§ 1^{er} et 2; 25, § 2; 26, § 2; 29, § 2; 30, §§ 2, 3 et 4; 31, 33, §§ 1^{er} et 2; 34, § 2; 37, § 3; 40, § 2; 47, 58, 60, 64, § 1^{er}; et 65, ne sont exercés par lui que collectivement avec le conseil privé, et conformément aux décisions de ce conseil.

158. Le conseil vérifie et arrête :

§ 1^{er}. Les comptes des receveurs, des gardes-magasins et de tous les comptables de la colonie, à l'exception de ceux du trésorier;

§ 2. Les comptes rendus par les commis aux revues ou autres comptables embarqués sur ceux de nos bâtimens qui sont attachés au service de la colonie.

159. Le conseil statue :

§ 1^{er}. Sur les marchés et adjudications de tous les ouvrages et approvisionnemens, et les traités pour fournitures quelconques au dessus de quatre cents

francs : ceux au dessous de cette somme sont passés conformément aux règles établies , et soumis au conseil à la fin de chaque mois ;

§ 2. Sur la vente des approvisionnemens et des objets inutiles ou impropres au service ;

§ 3. Sur les augmentations de grade et de paie des marins , officiers-mariniens et ouvriers classés , conformément aux ordonnances de la marine ;

§ 4. Sur les augmentations de classe ou de paie des ouvriers civils , libres ou esclaves ;

§ 5. Sur le contentieux en matière de contributions directes et de recensement , et sur les contestations relatives aux noirs épaves ;

§ 6. Sur le contentieux des administrations du domaine , de l'enregistrement , des douanes et autres impôts indirects , sans préjudice du recours des parties devant les tribunaux ordinaires ;

§ 7. Sur les poursuites à intenter contre les bâtimens arrêtés en contravention ;

§ 8. Sur l'ouverture , le redressement et l'élargissement des routes et chemins , sauf l'indemnité préalable en faveur du propriétaire dépossédé ;

§ 9. Sur les réclamations relatives à la liste des éligibles au conseil général , et sur la clôture définitive de cette liste ;

§ 10. Sur les autorisations de plaider demandées par les maires , d'après l'avis des conseils municipaux ;

§ 11. Sur les questions douteuses que présente l'application des ordonnances et réglemens.

SECTION IV. — Des matières que le conseil juge administrativement.

160. Le conseil privé connaît , comme conseil du contentieux administratif :

§ 1^{er}. Des conflits positifs ou négatifs élevés par les chefs d'administration , chacun en ce qui le concerne , et du renvoi devant l'autorité compétente lorsque l'affaire n'est pas de nature à être portée devant le conseil privé ;

§ 2. De toutes les contestations qui peuvent s'élever , entre l'administration et les entrepreneurs de fournitures ou de travaux publics , ou tous autres qui auraient passé des marchés avec le gouvernement , concernant le sens ou l'exécution des clauses de leurs marchés ;

§ 3. Des réclamations des particuliers qui se plaignent de torts et dommages provenant du fait personnel desdits entrepreneurs , à l'occasion de marchés passés par ceux-ci avec le gouvernement.

§ 4. Des demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers , à raison du dommage causé à leurs terrains pour l'extraction ou l'enlèvement des matériaux nécessaires à la confection des chemins , canaux et autres ouvrages publics ;

§ 5. Des demandes en réunion de terrains au domaine , lorsque les concessionnaires ou leurs ayans-droit n'ont pas rempli les clauses des concessions ;

§ 6. Des demandes concernant les concessions de prises d'eau et de saignées à faire aux rivières pour l'établissement des usines , l'irrigation des terres et tous autres usages , la collocation des terres dans la distribution des eaux , la quantité d'eau appartenant à chaque terre , la manière de jouir de ces eaux , les servitudes et placemens de travaux pour la conduite et le passage des eaux , les réparations et l'entretien desdits travaux ; — L'interprétation des titres de concession , s'il y a lieu , laissant aux tribunaux à statuer sur toute autre contestation qui peut s'élever relativement à l'exercice des droits concédés et à la jouissance des eaux appartenant à des particuliers ;

§ 7. Des contestations relatives à l'ouverture, la largeur, le redressement et l'entretien des routes royales, des chemins vicinaux, de ceux qui conduisent à l'eau, des chemins particuliers ou de communication aux villes, routes, chemins, rivières et autres lieux publics, comme aussi des contestations relatives aux servitudes pour l'usage de ces routes et de ces chemins;

§ 8. Des contestations relatives à l'établissement des embarcadères, des ponts, bacs et passages sur les rivières et sur les bras de mer, ainsi que de celles qui ont rapport à la pêche sur les rivières et sur les étangs appartenant au domaine;

§ 9. Des empiètemens sur la réserve des cinquante pas géométriques et sur toute autre propriété publique;

§ 10. Des demandes formées par les comptables en main-levée de séquestre ou d'hypothèques établis à la diligence du contrôleur;

§ 11. De l'état des individus dont la liberté est contestée, laissant aux tribunaux à connaître des cas où la possession de la liberté est appuyée sur un acte de l'état civil;

§ 12. Des contestations élevées sur les demandes formées par le contrôleur colonial, dans les cas prévus par l'article 132, § 3;

§ 13. En général, du contentieux administratif.

161. Les parties peuvent se pourvoir devant le conseil d'état, par la voie du contentieux, contre les décisions rendues par le conseil privé sur les matières énoncées dans l'article précédent. Ce recours n'a d'effet suspensif que dans les cas de conflit.

162. Le conseil privé prononce, sauf le recours en cassation, sur l'appel des jugemens rendus par le tribunal de première instance, relativement aux contraventions aux lois, ordonnances et réglemens; — Sur la traite des noirs; — Sur le commerce étranger; — Sur les douanes et la ferme des guildives, mais seulement en cas de fraude.

163. § 1^{er}. Lorsque le conseil privé se constitue en conseil de contentieux administratif ou en commission d'appel, il nomme et s'adjoint deux membres de l'ordre judiciaire.

§ 2. Les fonctions du ministère public y sont exercées par le contrôleur colonial.

§ 3. Le mode de procéder est déterminé par un règlement particulier.

SECTION V. — De la participation du conseil aux pouvoirs extraordinaires du gouverneur.

164. § 1^{er}. Les pouvoirs extraordinaires conférés au gouverneur par les articles 68, 69, 72, 73, 74, 75 et 76, ne peuvent être exercés que collectivement avec le conseil privé, qui alors nomme et s'adjoint deux membres de la cour royale.

§ 2. Les mesures extraordinaires autorisées par les susdits articles ne peuvent être adoptées qu'à la majorité de six voix sur huit.

SECTION VI. — Dispositions transitoires.

165. Le conseil privé est spécialement chargé de réunir et coordonner toutes les dispositions des lois, édits, déclarations, ordonnances, arrêtés, réglemens, décisions et instructions en vigueur, concernant les différentes branches de l'administration de l'île de Bourbon. — Il proposera en même temps les modifications et améliorations qu'il jugera utile d'introduire dans toutes les parties de cette législation.

166. § 1^{er}. Une instruction ministérielle réglera l'ordre et la classification de ce travail.

§ 2. Le gouverneur nommera, sur la présentation du conseil, et pour y être adjoints, les fonctionnaires, habitans ou négocians, qui peuvent concourir utilement à cette révision.

167. Les différens titres du nouveau code seront adressés au ministre de la marine, au fur et à mesure qu'ils seront rédigés, et ne pourront être mis à exécution qu'après avoir été revêtus de notre approbation.

CHAPITRE IV. — *Des conseillers coloniaux et de leurs attributions particulières.*

168. § 1^{er}. Les conseillers coloniaux sont nommés par nous; ils doivent être âgés de trente ans révolus, domiciliés dans la colonie depuis cinq ans au moins, et sont choisis parmi les habitans les plus notables.

§ 2. Deux suppléans nommés également par nous, et réunissant les mêmes conditions que les conseillers titulaires, les remplacent au besoin.

169. Indépendamment de leurs fonctions au conseil, les conseillers coloniaux sont spécialement chargés de l'inspection — Des travaux à la charge de la colonie; — Des noirs de la colonie, de leur emploi et de leur régime; — Des jardins du roi et de naturalisation, des pépinières royales; — Des troupeaux et haras du gouvernement; — Des hôpitaux, des prisons et des geôles; — Du collège royal et des écoles primaires gratuites; — Des comptoirs d'escompte.

170. § 1^{er}. Ils peuvent également être chargés, par le gouverneur, d'inspections ou de missions temporaires dans les différens cantons de la colonie, relativement à l'administration intérieure.

§ 2. Les officiers ou employés qui dirigent les travaux ou les établissemens dont les conseillers coloniaux ont l'inspection, sont tenus de leur fournir tous les renseignemens qu'ils peuvent demander dans l'intérêt du service.

§ 3. Toutefois, les conseillers coloniaux ne peuvent donner aucun ordre, ni arrêter ou suspendre aucune opération.

§ 4. Leurs attributions se bornent à signaler les abus ou les irrégularités qu'ils sont dans le cas de remarquer, et à présenter toutes les propositions qu'ils jugent utile au bien de notre service et aux intérêts de la colonie.

§ 5. Les rapports relatifs aux inspections des conseillers coloniaux sont faits au gouverneur en conseil, et insérés au procès-verbal.

171. Les conseillers coloniaux qui cessent leurs fonctions après huit années d'exercice, peuvent obtenir le titre de conseillers honoraires.

TITRE VI. — Du conseil général de la colonie.

CHAPITRE I^{er}. — *De la composition du conseil général, et de la forme de ses délibérations.*

172. § 1^{er}. Le conseil général est composé de douze membres.

§ 2. Douze suppléans sont appelés, dans l'ordre de leur nomination, à remplacer, au besoin, les membres titulaires.

173. § 1^{er}. Les membres du conseil général et leurs suppléans sont nommés par nous, sur une liste double de candidats présentés par les conseils municipaux de la colonie.

§ 2. Chaque commune participe à cette présentation dans la proportion suivante : — Saint-Denis, huit; — Saint-Paul, six; — Saint-Benoît, cinq; — Saint-Pierre, cinq; — Sainte-Marie, quatre; — Sainte-Susanne, quatre; — Saint-Leu, quatre; — Saint-André, quatre; — Saint-Louis, trois; — Saint-Joseph, trois; — Sainte-Rose, deux. — Total, quarante-huit.

§ 3. Ces nominations sont faites à la majorité absolue des suffrages.

§ 4. La liste des candidats est adressée au ministre par le gouverneur, avec ses observations et celles du directeur général de l'intérieur.

§ 174. Les conditions d'éligibilité sont, — 1° D'être âgé de trente ans révolus; — 2° D'être né dans la colonie, ou d'y être domicilié depuis cinq ans; — 3° D'être propriétaire de terres ou de maisons et de recenser quarante esclaves, ou de payer patente de première ou seconde classe. — Le recensement des noirs d'une veuve profite à son fils unique, ou à son gendre, si elle n'a qu'une fille.

175. Les chefs d'administration et le contrôleur colonial ne peuvent être membres du conseil général.

176. § 1^{er}. Les membres du conseil général et leurs suppléans sont nommés pour cinq ans. Ils peuvent être réélus.

§ 2. Leurs fonctions sont gratuites.

177. § 1^{er}. Le conseil général s'assemble nécessairement deux fois l'an. — Il est convoqué par le gouverneur, qui peut le réunir extraordinairement.

§ 2. Chaque session est de quinze jours. Le gouverneur en prolonge la durée, s'il le juge nécessaire.

178. § 1^{er}. Le conseil général élit dans son sein un président, un vice-président et un secrétaire.

§ 2. Il se divise en commissions pour l'examen des diverses matières qui sont dans ses attributions.

§ 3. Il ne peut délibérer s'il n'est composé de neuf membres.

§ 4. Les délibérations sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, celle du président est prépondérante.

179. § 1^{er}. La session est ouverte par le gouverneur et sous sa présidence.

§ 2. Le gouverneur peut charger les membres du conseil privé d'assister aux séances du conseil général, pour y donner des explications sur les différentes matières qui y sont présentées à ses délibérations.

CHAPITRE II. — *Des attributions du conseil général.*

180. Le conseil général entend le compte de la situation des différentes parties de l'administration de la colonie, qui lui est présenté par les chefs de service, chacun en ce qui est relatif à ses attributions.

181. Le conseil est appelé à délibérer et à donner son avis sur les matières ci-après, qui lui sont communiquées par l'ordre du gouverneur, savoir : — 1° Le projet de budget des recettes et des dépenses à la charge de la colonie; — 2° Les projets de budgets des communes; — 3° L'état des dépenses à faire dans la colonie pour le compte de la métropole; — 4° Les comptes généraux des recettes et des dépenses effectuées pendant l'année précédente; — 5° Le projet d'ordonnance relatif aux impositions annuelles; — 6° Les projets de travaux à exécuter annuellement dans la colonie; — 7° Les réquisitions de noirs nécessaires à la confection des travaux généraux, et le meilleur mode à employer pour la levée de ces noirs; — 8° L'emploi fait ou à faire des noirs de la colonie et de ceux des communes; — 9° Les comptes annuels des recettes et des dépenses communales; — 10° Les projets annuels de travaux communaux; — 11° L'ouverture, l'élargissement ou le redressement des chemins vicinaux et de ceux qui conduisent à l'eau, l'établissement des embarcadères et ponts-volans, soit que ces diverses mesures aient été réclamées par les conseils municipaux, soient qu'elles aient été jugées nécessaires par l'administration; — 12° Les réquisitions de noirs pour les travaux communaux; — 13° La portion contributive de chaque commune aux travaux qui intéressent plusieurs communes.

182. Le conseil général peut être consulté par le gouverneur : — 1° Sur les améliorations à introduire dans le régime intérieur de la colonie, et spécialement dans le régime des esclaves ; — 2° Sur les mesures à prendre pour favoriser le commerce et l'agriculture.

183. Le conseil général est spécialement chargé de signaler les abus à réformer, les économies à faire, les améliorations à introduire, et d'exprimer ses vœux sur ce qui peut accroître la prospérité de la colonie et intéresser le bien de notre service.

184. Il a le droit de demander communication de toutes les pièces et documens relatifs à la comptabilité. — Il peut aussi réclamer les autres renseignemens qu'il juge propres à éclairer ses délibérations. Dans ce dernier cas, le gouverneur décide s'il sera fait droit aux demandes du conseil.

185. Le conseil général désigne, à la fin de chaque session, deux de ses membres qui, dans l'intervalle d'une session à l'autre, sont appelés par le gouverneur pour siéger au conseil privé, lors de la discussion des projets d'ordonnances, d'arrêtés et de réglemens.

186. § 1^{er}. Le conseil général présente trois candidats parmi lesquels nous choisissons un député qui doit résider à Paris près notre ministre de la marine et des colonies.

§ 2. Les fonctions de ce député sont d'expliquer les divers objets des délibérations du conseil et d'en suivre l'effet, comme aussi de faire valoir auprès du gouvernement de la métropole les réclamations particulières que les habitans de la colonie peuvent avoir à faire.

§ 3. Les candidats pour la place de député doivent être nés dans la colonie, ou y avoir contracté mariage, ou y posséder des propriétés foncières. — Ils doivent, en outre, y avoir résidé cinq années depuis leur majorité.

§ 4. Le conseil général décide si les fonctions de député de la colonie sont gratuites ou rétribuées ; dans ce dernier cas, il vote la quotité du traitement qui est fixé définitivement par nous.

§ 5. Le député est nommé pour cinq ans, et peut être réélu.

187. § 1^{er}. Le président du conseil général remet au gouverneur, à la fin de chaque session, les procès-verbaux des délibérations du conseil, et en adresse directement une expédition au ministre secrétaire d'état de la marine. — Une autre expédition est adressée au ministre par le gouverneur, avec ses observations et l'avis du conseil privé.

§ 2. Notre ministre de la marine nous présente annuellement un compte analytique des délibérations du conseil général.

188. § 1^{er}. Le conseil général correspond, pendant la durée de ses sessions, avec le gouverneur et le député de la colonie, par l'intermédiaire de son président.

§ 2. Toute autre correspondance lui est interdite.

189. Un règlement particulier détermine le mode de délibération du conseil général, l'ordre à suivre dans ses travaux, et la police de ses séances.

TITRE VII.—Dispositions diverses.

190. Les dépendances de l'île de Bourbon sont l'île de Sainte-Marie et les établissemens français à Madagascar.

191. § 1^{er}. Les chefs de ces divers établissemens sont placés sous l'autorité du gouverneur. Ils reçoivent ses ordres et lui rendent compte.

§ 2. Ils correspondent avec les chefs d'administration, qui leur transmettent les ordres du gouverneur sur les différentes parties du service dont ils sont respectivement chargés.

§ 3. L'action du contrôle s'étend sur le service administratif des dépendances de l'île de Bourbon.

192. Le conseil privé connaît de toutes les affaires de sa compétence qui ont rapport à ces établissemens.

193. Une ordonnance spéciale règlera tout ce qui concerne le commandement et l'administration de l'île de Sainte-Marie et des possessions françaises à Madagascar. — Ce travail sera préparé par le gouverneur en conseil, et adressé à notre ministre de la marine, qui prendra nos ordres.

194. Les dispositions des lois, édits, déclarations, ordonnances, réglemens, décisions, et instructions ministérielles, concernant le gouvernement et l'administration de l'île de Bourbon, sont et demeurent abrogées, en ce qu'elles ont de contraire aux présentes.

N° 580. = 21 août 1825. = **RAPPORT** au roi sur l'organisation judiciaire et administrative des colonies, et spécialement de l'île de Bourbon (1).
(Moniteur du 25 août 1825, n° 237.)

N° 581. = 31 août—9 septembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui modifie les dispositions du règlement du 14—17 septembre 1822, relatives à la clôture des crédits et des paiemens de chaque exercice. (VIII, Bull. LVII, n° 1718.)

Charles, ... — Vu l'ordonnance royale du 14 septembre 1822, portant (article 20) que « toutes les dépenses publiques d'un exercice doivent être liquidées et ordonnancées dans les neuf mois qui suivent l'expiration de l'année qui donne son nom à l'exercice ; » — Vu l'article 12 de la même ordonnance, d'après lequel les créanciers porteurs d'ordonnances doivent en réclamer le paiement avant le 31 décembre de la seconde année de chaque exercice, sauf leurs droits à un réordonnement ; — Considérant que la présentation annuelle des comptes de finances doit être rapprochée le plus possible de l'époque déterminée pour la clôture de chaque exercice, et qu'il est devenu indispensable, pour que la rédaction desdits comptes ne souffre aucun retard, d'abréger les délais accordés aux créanciers porteurs d'ordonnances ; — Considérant que cette mesure, en contribuant à l'accélération des paiemens et à l'ordre de la comptabilité, ne porte aucun préjudice aux droits des créanciers, lesquels droits sont maintenus dans leur intégrité ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A partir de l'exercice 1824, les crédits ou portions de crédit qui n'auront pas été employés par des paiemens effectifs au 30 novembre de la seconde année de l'exercice, seront définitivement clos et annulés.

2. Faute par les créanciers de réclamer leur paiement aux caisses du trésor royal avant ladite époque du 30 novembre, les ordonnances délivrées à leur profit seront annulées, sans préjudice des droits de ces créanciers, et sauf réordonnement, s'il y a lieu, conformément à l'article 21 de l'ordonnance du 14 septembre 1822.

N° 582. = 1^{er}—15 septembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui institue une commission chargée de proposer les mesures nécessaires pour faire droit aux réclamations que formeront les anciens colons de Saint-Domingue. (VIII, Bull. LVIII, n° 1799.)

(1) Voyez l'ordonnance qui précède, sur le gouvernement de l'île de Bourbon, et la note.

N° 583. = 1^{er}—15 septembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement pour la vente des grains et farines, sur échantillon et par voie de factage, dans la ville de Soissons. (VIII, Bull. LVIII, n° 1801.)

N° 584. = 1^{er}—15 septembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant organisation des écoles vétérinaires (1). (VIII, Bull. LVIII, n° 1802.)

Charles, . . . — Vu le décret du 15 janvier 1813, sur les écoles vétérinaires; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'enseignement dans les trois écoles vétérinaires reposera sur les mêmes bases; il sera divisé en cinq chaires pour l'école d'Alfort, et en quatre seulement pour les écoles de Lyon et de Toulouse.

2. La division de l'enseignement sera faite par notre ministre de l'intérieur, et pourra être modifiée par lui, lorsqu'il le jugera nécessaire, sans toutefois que le nombre des professeurs puisse être augmenté.

3. Chacune des branches de l'enseignement sera confiée à un professeur, qui ne pourra changer de chaire sans l'autorisation de notre ministre de l'intérieur. — Les professeurs seront aidés dans leurs fonctions par des chefs de service, qui seront au nombre de trois pour l'école d'Alfort, et de deux pour celles de Lyon et de Toulouse.

4. Chaque école sera administrée par un directeur, qui surveillera toutes les parties de l'instruction et qui occupera une des chaires de l'établissement.

5. Un inspecteur général visitera les écoles annuellement et toutes les fois qu'il sera jugé nécessaire. — Il fera sur chacune d'elles un rapport circonstancié, qu'il adressera à notre ministre de l'intérieur.

6. Le nombre et le traitement des fonctionnaires et employés sont fixés conformément au tableau ci-après.

		fr.			
Inspecteur général des écoles.	Traitement.	5000	<i>Ecoles de Lyon et de Toulouse.</i>		
	Frais de tournées.	2000			
<i>Ecole d'Alfort.</i>					
Un directeur professeur.	6000		Pour chacune,		fr.
Quatre professeurs à 4000 fr.	16000		Un directeur professeur.	5000	
Un chef d'anatomie, gardien des collections.	1500		Trois professeurs, à 3000 fr.	9000	
Un chef de pharmacie et de botanique.	1500		Un chef d'anatomie et des forges.	1500	
Un chef des forges.	1500		Un chef de pharmacie et des hôpitaux.	1500	
Un aumônier, maître de grammaire.	1500		Un aumônier, maître de grammaire.	1500	
Un maître de dessin.	2000		Un maître de dessin.	1500	
Un régisseur.	4000		Un régisseur.	3000	
Un maître des études, chargé de la surveillance.	2000		Un maître des études, chargé de la surveillance.	1800	
Un secrétaire du directeur.	1200		Un économe garde-magasin.	1000	
Un économe garde-magasin.	1200		Un secrétaire du directeur.	1200	
Un médecin chirurgien.	1200		Un médecin chirurgien.	1000	
					28000
Inspecteur général et école d'Alfort.		46600	Pour les deux écoles	56000	
			ci.	46600	
					102600
			TOTAL pour les trois écoles.		

(1) Voyez le décret du 15 janvier 1813, concernant l'enseignement et l'exercice de l'art vétérinaire, et les notes.

7. La division de l'enseignement, mentionnée en l'article 2, pourra cependant, si notre ministre de l'intérieur le juge convenable, rester telle qu'elle existe aujourd'hui dans les écoles d'Alfort et de Lyon, jusqu'à l'époque où sera organisée l'école de Toulouse. — Les professeurs et employés maintenus en activité conserveront leur traitement actuel.

8. Les emplois qui tiennent spécialement à l'instruction, tels que ceux d'inspecteur général, de directeur, de professeur, et de chef de service, ne pourront être remplis que par des vétérinaires munis de diplômes ou de tout autre titre en tenant lieu, comme certificats ou anciens brevets.

9. L'inspecteur général et les directeurs seront nommés par nous, sur la présentation de notre ministre de l'intérieur. — Les places de professeur et de chef de service ne seront accordées qu'au concours, devant un jury spécial, qui sera formé par notre ministre de l'intérieur, et choisi parmi les employés des écoles vétérinaires à notre nomination, et les professeurs en exercice ou en retraite. — Le même ministre déterminera les conditions et le mode de chaque concours, confirmera ou rejettera, s'il y a lieu, les choix faits par le jury, et nommera à tous les autres emplois, autres que ceux ci-dessus nommés.

10. Dans chaque école il sera établi un jury composé de l'inspecteur général, président; du directeur (qui présidera en cas d'absence de l'inspecteur général), des professeurs, et des chefs de service. Ces derniers n'auront que voix consultative. Dans le cas de partage, le plus âgé des chefs de service aura voix délibérative.

11. La convocation du jury sera faite par notre ministre de l'intérieur. Elle aura lieu, 1^o à la fin de chaque année scolaire, pour la délivrance des diplômes et la distribution des prix; 2^o au renouvellement de l'année scolaire, pour l'examen des élèves admis à se présenter.

12. Il y aura dans les trois écoles cent vingt bourses ou places gratuites, dont une par département, à la nomination du préfet, sous l'approbation du ministre de l'intérieur, et trente-quatre à la disposition directe du même ministre. Elles pourront être divisées en demi-bourses.

13. Indépendamment des élèves entretenus aux frais de l'état, ceux de nos sujets qui voudront étudier l'art vétérinaire et entrer à leurs frais dans l'une des trois écoles, y seront admis et assimilés en tout aux élèves boursiers.

14. Le prix de la pension annuelle pour chaque élève est fixé à trois cent soixante francs; un trimestre sera toujours payé d'avance pour les élèves aux frais des parens et pour ceux reçus à demi-bourse.

15. Nul ne peut être admis dans les écoles, s'il est âgé de plus de vingt-cinq ans et de moins de seize, s'il n'est muni d'un certificat de vaccine, s'il ne connaît l'orthographe, s'il ne sait forger un fer pour un pied de cheval ou de bœuf, enfin s'il n'a une constitution convenable pour l'exercice de l'art vétérinaire. Ceux qui auront atteint l'âge de vingt ans accomplis, justifieront qu'ils ont satisfait à la loi du recrutement.

16. Les élèves boursiers et autres seront tenus de se procurer, à leurs frais, les habillemens, instrumens et livres nécessaires à leur instruction.

17. L'époque de l'entrée des élèves est fixée au 1^{er} octobre de chaque année; et la durée des études est de quatre ans.

18. Les jeunes gens admis à l'examen préparatoire ne seront reçus élèves que lorsque le jury de l'école aura constaté qu'ils remplissent toutes les conditions exigées par l'article 15.

19. Les élèves qui justifieront de quatre années d'études, et qui seront reconnus par le jury en état d'exercer la médecine des animaux domestiques,

recevront un diplôme de vétérinaire, dont la rétribution est fixée à cent francs.

20. Toutes dispositions antérieures contraires aux présentes sont rapportées.

N° 585. = 1^{er} septembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui confirme l'arrêté de conflit pris par le préfet de police, le 24 juin 1825, dans le procès du sieur Bérard, directeur du Vaudeville, et les actionnaires. (Moniteur du 5 septembre 1825, n° 248.)

N° 586. = 1^{er} septembre 1825. = **RAPPORT** au roi par le ministre de la marine, sur la reconnaissance de Saint-Domingue (1). (Moniteur du 2 septembre 1825, n° 245.)

N° 587. = 6 septembre — 1^{er} octobre 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant que le chef-lieu de la justice de paix du canton de Sailly (Haute-Marne) sera transféré à Poissons, commune du même canton. (VIII, Bull. LIX, n° 1843.)

N° 588. = 6 septembre — 1^{er} octobre 1825. = **ORDONNANCE** du roi additionnelle à celle du 9—16 janvier 1822, concernant l'importation et l'exportation des grains, farines et légumes en Corse. (VIII, Bull. LIX, n° 1845.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — Vu l'ordonnance du 9 janvier 1822, portant désignation des bureaux de douanes pour l'importation et l'exportation des grains, farines et légumes en Corse; — Vu la demande formée par le préfet de ce département le 31 décembre dernier; — Ensemble l'avis du directeur général des douanes, du 17 juin; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:—Les bureaux de douanes de Saint-Florent et de Prunete sont ajoutés au nombre de ceux qu'a désignés l'ordonnance du 9 janvier 1822, pour l'importation et l'exportation des grains, farines et légumes en Corse.

N° 589. = 15 septembre 1825—26 octobre 1832. = **ORDONNANCE** du roi relative à la mise en régie intéressée pour quatre-vingt-dix-neuf ans, au profit de l'état, des salines de l'Est et de la mine de sel gemme découverte à Vic (Meurthe) (2). (IX, ordonn., 1^{re} sect., Bull. CLXXXIX, n° 4490.)

Charles, ... — Vu la loi du 6 avril 1825, relative à la mise en régie intéressée pour quatre-vingt-dix-neuf ans, au profit de l'état, des salines de l'Est et de la mine de sel gemme découverte à Vic, département de la Meurthe, — Vu l'ordonnance du 21 août suivant, qui fixe la quotité de l'indemnité attribuée aux inventeurs, prescrit le remboursement de leurs avances et en détermine le mode; — Vu le bail passé, le 29 avril 1806, entre le ministre des finances et la compagnie des salines de l'Est;— Vu la lettre de notre ministre des finances à la compagnie des salines de l'Est, en date du 29 mars 1824, par laquelle il propose la résiliation du bail contracté en 1806, en se fondant sur

(1) Voyez l'ordonnance du 17 avril—15 septembre 1825, portant reconnaissance de l'indépendance de la partie française de Saint-Domingue.

Voyez aussi la loi du 30 avril—13 mai 1828, qui détermine le mode de répartition de l'indemnité des colons de Saint-Domingue, et les notes.

(2) Voyez la loi du 6—9 avril 1825, qui autorise la mise en régie intéressée de ces salines et mine.

l'impossibilité où la compagnie va se trouver d'en remplir les conditions par suite de la mise en exploitation de la mine de sel gemme découverte à Vic , département de la Meurthe ; — Vu le procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale des actionnaires , tenue le 10 mai suivant , portant adhésion de la compagnie à la résiliation proposée par notre ministre des finances ; — Voulant pourvoir au règlement des intérêts respectifs de l'état et de la compagnie des salines de l'Est , ainsi qu'à l'exécution de la loi qui prescrit la mise en régie intéressée de l'exploitation des sources salées et de la mine de sel gemme ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances ; — Notre conseil d'état entendu , — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le bail passé, le 29 avril 1806 , devant M^e Trubert et son confrère, notaires à Paris , à la compagnie des salines de l'Est , en vertu du décret du 15 du même mois , est et demeure résilié , à dater du 1^{er} janvier 1826. — La compagnie des salines de l'Est sera remboursée tant du montant des valeurs en inventaire que des améliorations , acquisitions de terrains et cessions de traités faits par elle dans l'intérêt de l'exploitation des sources salées.

2. Conformément à la loi du 6 avril 1825 , notre ministre secrétaire d'état des finances est autorisé à concéder pour quatre-vingt-dix-neuf ans , avec publicité et concurrence , à titre de régie intéressée , et pour être réunies dans les mêmes mains , — 1^o L'exploitation des salines de Dieuze , Moyenvic et Château-Salins , département de la Meurthe ; Soultz , département du Bas-Rhin ; Saulnot , département de la Haute-Saône ; Arc , département du Doubs ; Salins et Mont-Morot , département du Jura ; — 2^o La mine de sel gemme existant dans les départemens ci-dessus dénommés , ainsi que dans ceux de la Meuse , de la Moselle , du Haut-Rhin , des Vosges et de la Haute-Marne , dont l'état a été envoyé en possession par notre ordonnance du 21 août 1825. — L'adjudication aura lieu devant le ministre des finances , à l'époque , suivant le mode et aux conditions contenues dans le cahier des charges arrêté par notre ministre des finances , et qui sera annexé à la présente ordonnance.

3. L'adjudicataire sera tenu de fournir un cautionnement de cent mille francs de rentes sur l'état , pour être affecté à la garantie des charges du bail. — Pour être admis à l'adjudication , chaque soumissionnaire devra justifier du dépôt fait à la caisse des consignations d'une inscription de cent mille francs de rente sur l'état : ladite somme sera remise , le lendemain de l'adjudication , au soumissionnaire dont les offres n'auront pas été acceptées.

4. Il y aura près de la régie intéressée un commissaire général nommé par nous , lequel sera chargé , sous l'autorité du ministre des finances , de surveiller l'exécution des clauses du bail et d'en rendre compte. — Il pourra être institué par le ministre des finances tels autres agens qu'il jugera utiles dans l'intérêt de l'état.

5. Toutes les contestations qui surviendront sur l'exécution des clauses du bail , ou sur l'interprétation à donner aux dispositions du cahier des charges , seront décidées par le ministre , sauf appel par-devant nous en notre conseil d'état.

(Suit le cahier des charges.)

N^o 590. = 16 septembre—27 octobre 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous le nom de Fonderies de Vizille. (VIII, Bull. LXII bis , n^o 2.)

N° 591. = 16 septembre—27 octobre 1825. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous le nom de Société du nouveau quartier Poissonnière.** (VIII, Bull. LXII bis, n° 3.)

N° 592. = 23 septembre—1^{er} octobre 1825. = **ORDONNANCE du roi relative au dégrèvement à accorder sur les centimes additionnels des contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres de 1826, en exécution de la loi du 1^{er}—4 mai 1825, sur la dette publique et l'amortissement.** (VIII, Bull. LIX, n° 1847.)

N° 593. = 23 septembre—1^{er} octobre 1825. = **ORDONNANCE du roi relative aux formalités qui doivent précéder la concession des relais de mer, alluvions et autres objets dépendans du domaine public** (1). (VIII, Bull. LIX, n° 1848.)

Charles, ...—Vu la loi du 16 septembre 1807, relative à la concession des relais de mer, alluvions des fleuves navigables et autres objets dépendans du domaine public; — Considérant qu'il importe de déterminer, pour la conservation des intérêts de l'état, les formalités et les opérations dont les concessions de cette nature doivent être précédées; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : — A compter de la publication de la présente ordonnance, les concessions des lais et relais de la mer, des accrues, atterrissements et alluvions des fleuves, rivières et torrens, formant propriété publique ou domaniale, devront être précédées, aux frais des demandeurs de ces concessions, pour ce qui en sera susceptible, 1° de plans levés, vérifiés et approuvés par les ingénieurs des ponts et chaussées; 2° d'un mesurage et d'une description exacte, avec l'évaluation en revenu et en capital; 3° d'une enquête administrative *de commodo et incommodo*; 4° d'un arrêté pris par le préfet, après avoir entendu les ingénieurs des ponts et chaussées ainsi que le directeur des domaines, et de plus le directeur du génie militaire, lorsque les objets à concéder seront situés dans la zone des frontières ou aux abords des places fortes; 5° de l'avis respectif des directeurs généraux des ponts et chaussées et des domaines; 6° de l'avis du ministre de la guerre, dans l'intérêt de la défense du royaume; 7° enfin, d'un examen en conseil d'état (comité des finances) des demandes en concession, ainsi que des charges et conditions proposées de part et d'autre.

N° 594. = 23 septembre—27 octobre 1825. = **ORDONNANCE du roi qui autorise, sous les réserves y exprimées, la création de quatre cents nouvelles actions par la société anonyme des coches de la haute Seine, Yonne et canaux.** (VIII, Bull. LXII bis, n° 4.)

N° 595. = 26 septembre 1825. = **CIRCULAIRE du ministre des finances relative à l'exécution de la loi du 27—28 avril 1825** (2).

(1) Voyez la loi du 16—26 septembre 1807, concernant le dessèchement des marais, art. 41, et la note.

(2) Cette instruction, relative aux formalités à suivre pour obtenir la liquidation de l'indemnité, n'a plus d'intérêt depuis que, cette liquidation étant épuisée, la commission de liquidation a été dissoute.

Quant aux questions sur le fond du droit à l'indemnité, la jurisprudence les a résolues avec

N° 596. = 28 septembre—11 octobre 1825. = **ORDONNANCE** du roi relative à la construction d'un pont sur la Seine, à l'aval de Paris, en face de la plaine de Grenelle, et à l'établissement d'une gare et d'un port appartenant à ce pont. (VIII, Bull. LX, n° 1863.)

N° 597. = 2—12 octobre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui crée une commission supérieure pour surveiller les recettes et les dépenses de l'établissement des invalides de la marine (1). (VIII, Bull. LXI, n° 1949.)

Charles, . . . — Considérant que, dans le double but d'une surveillance et d'une protection également avantageuses, les établissemens voués à un objet spécial d'administration ont été soumis au contrôle de commissions choisies parmi des fonctionnaires d'un ordre élevé; qu'un établissement des invalides de la marine, dont l'existence intéresse à la fois le commerce national, la population maritime, et le service de notre armée navale, mérite, sous tous les rapports, la même sollicitude, et que cette disposition, depuis long-temps réclamée par l'administration, est plus propre qu'aucune autre à compléter la garantie que présentent déjà les réglemens en vigueur; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera formé, auprès de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, une commission spéciale sous le titre de *commission supérieure de l'établissement des invalides de la marine*.

2. Cette commission sera composée de cinq membres. — Leurs fonctions seront gratuites. — Les membres de la commission seront nommés par nous pour trois ans : ils pourront être réélus. — Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies désignera le secrétaire de la commission parmi les principaux agens administratifs de l'établissement.

3. La commission sera chargée de surveiller les recettes et dépenses de l'établissement des invalides de la marine. — Elle prendra connaissance de l'administration et de la comptabilité dudit établissement, et proposera à notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies toutes les dispositions qu'elle jugera propres à en perfectionner les détails et l'ensemble.

4. Les comptes annuels destinés à la cour des comptes et aux chambres seront soumis à l'examen préalable de la commission, qui devra s'assurer qu'ils sont en concordance avec les écritures tenues réciproquement par le bureau central et le trésorier général des invalides.

5. La commission aura une réunion obligée par trimestre, sans préjudice de toutes les réunions qui pourront, dans les intervalles, être indiquées par notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, ou par le président de la commission.

6. La commission est autorisée à requérir de l'administration spéciale de l'établissement toutes les communications et vérifications qu'elle jugera nécessaires.

7. Il sera tenu procès-verbal des séances, et, à la fin de chaque année, la commission fera, sur la situation de l'établissement des invalides de la marine, un rapport qui sera mis sous nos yeux par notre ministre secrétaire

plus d'autorité que l'instruction. — Voyez, à cet égard, les notes qui accompagnent la loi du 27—28 avril 1825.

(1) Voyez le décret du 30 avril (28 et)—13 mai 1791, concernant les invalides de la marine, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

d'état de la marine et des colonies. — Ce rapport sera annexé aux comptes qui doivent être présentés aux chambres, conformément à l'article 22 de la loi de finances du 15 mai 1818.

N° 598. = 2—12 octobre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui nomme les membres de la commission supérieure de l'établissement des invalides de la marine. (VIII, Bull. LXI, n° 1950.)

N° 599. = 2 octobre — 16 décembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi sur la composition, le service et l'administration des équipages de ligne (1). (VIII, Bull. LXVIII, n° 2307.)

N° 600. = 2 octobre 1825. = **RAPPORT** au roi par le ministre de la marine sur les invalides de la marine (2). (Moniteur du 6 octobre 1825, n° 279.)

N° 601. = 2 octobre 1825. = **RAPPORT** au roi par le ministre de la marine, sur le mode de recrutement pour la marine. (Moniteur du 10 octobre 1825, n° 283.)

N° 602. = 5—27 octobre 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant autorisation de l'abattoir construit par la commune de Wintzenheim, département du Haut-Rhin. (VIII, Bull. LXII, n° 1965.)

N° 603. = 9—12 octobre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui fixe les droits que percevront les greffiers des tribunaux de commerce, indépendamment de ceux qui leur sont accordés par la loi du 11 mars 1799 (21 ventose an 7) (3), et par le décret du 12 juillet 1808. (VIII, Bull. LXI, n° 1947.)

Charles, . . . — Vu l'article 624 du Code de commerce, lequel est ainsi conçu : « Il y aura près de chaque tribunal de commerce un greffier et des « huissiers nommés par le roi ; — Leurs droits, vacations et devoirs seront « fixés par un règlement d'administration publique ; » — Vu pareillement la loi du 11 mars 1799, et les décrets du 12 juillet 1808 et du 6 janvier 1814 ; — — Vu enfin les observations des tribunaux de commerce des principales villes de notre royaume ; — Etant informé que, dans la plupart des tribunaux de commerce, les greffiers reçoivent des rétributions qui ne sont autorisées ni par les réglemens ni par la loi, et que cet abus a sa source dans l'inexécution de l'article 624 du Code de commerce ; — Voulant y pourvoir, en conciliant les droits des justiciables et les intérêts légitimes des greffiers de ces tribunaux ; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Indépendamment des droits et remises qui sont accordés aux greffiers des tribunaux de commerce par la loi du 11 mars 1799 et par le décret du 12 juillet 1808, ces officiers percevront à leur profit les droits ci-après établis.

(1) Cette ordonnance a été remplacée en totalité par celle du 28 mai—6 août 1829, qui a réglé de nouveau, et de la manière la plus complète, tout ce qui concerne la composition, l'organisation, le recrutement, le casernement, l'uniforme, l'armement, l'avancement, les masses, l'administration, la comptabilité et le service des équipages de ligne. L'art. 292 de cette dernière ordonnance abroge même formellement la présente.

(2) Voyez l'ordonnance du 2—12 octobre 1825, et la note.

(3) Voyez cette loi, et les notes.

§ I^{er}. — Jugemens.

N° 1. Pour chaque jugement interlocutoire et préparatoire porté sur la feuille d'audience, ceux de simple remise exceptés, 50 centimes; — Pour chaque jugement expédié et dont les qualités se rédigeront dans le greffe, savoir : — S'il est par défaut, 1 franc; — Et s'il est contradictoire, 2 francs.

§ II. — Procès-verbaux.

Pour chaque procès-verbal,

N° 2, de compulsoire (*art. 849 et suivans du Code de procédure, et art. 15 et 16 du Code de commerce*), 4 francs;

N° 3, d'interrogatoire sur faits et articles (*2^e partie de l'article 428 du même Code de procédure*), 2 francs;

N° 4, de l'assemblée des créanciers pour la formation de la liste des candidats aux fonctions de syndics provisoires (*Code de commerce, art. 476 et suivans jusqu'à 480*), 2 francs;

N° 5, de reddition du compte des agens aux syndics provisoires (*Code de commerce, art. 481*), 3 francs;

N° 6, de vérification et affirmation des créances (*Code de commerce, art. 503 et 508*), — Pour chaque créancier, 50 centimes; — Et pour un contre-dit contresigné au procès-verbal, et sur lequel il y aurait renvoi à l'audience, 50 centimes;

N° 7, de mise en demeure des créanciers non comparans (*art. 510 du Code de commerce*), 2 francs;

N° 8, de l'assemblée des créanciers dont les créances ont été admises, pour passer au concordat ou au contrat d'union (*art. 514 et 515 du Code de commerce*), 4 francs;

N° 9, de reddition du compte définitif des syndics provisoires au failli, en cas de concordat (*art. 525 du Code de commerce*), 4 francs;

N° 10, de reddition du compte des syndics provisoires aux syndics définitifs en cas d'union (*art. 527 du Code de commerce*), 4 francs;

N° 11, de reddition du compte définitif des syndics aux créanciers de l'union (*art. 562 du Code de commerce*), 4 francs;

N° 12, de l'assemblée des créanciers pour prendre une délibération quelconque non prévue par les dispositions précédentes, 3 francs.

§ III. — Actes spéciaux aux tribunaux de commerce des villes maritimes.

N° 13. Pour la rédaction du rapport d'un capitaine de navire, à l'arrivée d'un voyage de long cours ou de grand cabotage (*art. 242 et 243 du Code de commerce*), 3 francs.

N° 14. Pour la déclaration des causes de relâche dans le cours d'un voyage (*art. 245 du Code de commerce*), 2 francs.

N° 15. Pour la rédaction du rapport du capitaine en cas de naufrage ou échouement, 3 francs.

§ IV. — Formalités diverses.

N° 16. Pour l'affiche et pour l'insertion dans les journaux à faire dans les cas prévus par les articles 457, 476 et 512 du Code de commerce, 1 franc.

N° 17. Pour la rédaction, l'impression et l'envoi des lettres individuelles de convocation aux créanciers d'une faillite, dans le cas prévu par l'article 476 du Code de commerce, par chaque lettre, 20 centimes.

N° 18. Pour la rédaction des certificats délivrés par le greffier, dans les cas prévus par les lois, réglemens ou jugemens, 1 franc.

2. Les greffiers des tribunaux de commerce inscriront, au pied des expéditions qu'ils délivreront aux parties, le détail des déboursés et des droits auxquels chaque acte aura donné lieu. A défaut d'expédition, ils écriront ce détail sur des états signés d'eux, et qu'ils remettront aux parties. — Ils porteront sur le registre prescrit par l'article 13 de la loi du 11 mars 1799 toutes les sommes qu'ils percevront, soit en vertu de la présente ordonnance, soit en vertu des lois et réglemens antérieurs; les déboursés et les émolumens seront inscrits dans des colonnes séparées.

3. Le présent tarif ne s'applique point aux actes des greffiers des tribunaux civils qui exercent la juridiction commerciale. — Il ne s'applique pas non plus à ceux des actes spécifiés dans l'article 1^{er} qui sont dressés par les greffiers des justices de paix, dans les cas où les juges de paix sont autorisés par la loi à les recevoir.

4. Le décret du 6 janvier 1814 est abrogé.

5. Si les greffiers des tribunaux de commerce ou leurs commis reçoivent, sous quelque prétexte que ce soit, d'autres ou de plus forts droits que ceux qui leur sont attribués par la loi du 11 mars 1799, par le décret du 12 juillet 1808 et par la présente ordonnance, il est enjoint aux présidents de ces tribunaux d'en informer immédiatement nos procureurs généraux. Il en sera pareillement fait rapport à notre garde des sceaux. — Les contrevenans seront, selon la gravité des circonstances, destitués de leur emploi, traduits devant la police correctionnelle, pour être condamnés à l'amende déterminée par l'article 23 de la loi du 11 mars 1799, ou poursuivis extraordinairement en vertu de l'article 174 du Code pénal; sans préjudice, dans tous les cas, de la restitution des sommes indûment perçues, et des dommages et intérêts, quand il y aura lieu.

N^o 604. = 9 — 27 octobre 1825. = *ORDONNANCE du roi qui accorde une prime à l'exportation du soufre épuré ou sublimé provenant des manufactures du royaume.* (VIII, Bull. LXII, n^o 1967.)

Charles, ... — Vu l'ordonnance du 3 février 1819, qui, dans la vue d'encourager les raffineries de soufre établies à Marseille, accorde à l'exportation du soufre épuré ou sublimé provenant de ces établissemens, le remboursement du droit perçu à l'entrée sur la matière brute, toutefois sans tenir compte du déchet de fabrication; — Vu l'ordonnance du 26 septembre 1822, portant qu'à l'avenir ce remboursement comprendra l'intégralité du droit acquitté, et qu'à cet effet il sera alloué dans la proportion de cent kilogrammes de soufre brut pour soixante-quinze kilogrammes de soufre épuré ou sublimé; — Considérant que des raffineries de soufre semblables à celles établies à Marseille se sont formées sur d'autres points du royaume, et qu'il est devenu nécessaire et juste de les faire participer aux mêmes avantages en généralisant une disposition réclamée seulement par l'industrie de la ville de Marseille, à l'époque où elle fut ordonnée; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La prime accordée en restitution du droit d'entrée à l'exportation du soufre épuré ou sublimé sorti des raffineries de Marseille, sera désormais, et à partir de la publication de la présente, allouée à toute exportation du même produit, provenant d'une des fabriques du royaume; elle continuera d'être liquidée d'après la base fixée par l'article 1^{er} de l'ordonnance du 26 septembre précitée.

2. Les conditions à remplir et les justifications à produire seront les mêmes

que celles déterminées par l'article 16 de la loi du 21 avril 1818 à l'égard des savons, et les dispositions de l'article 17 de la même loi seront applicables à toute tentative de fraude qui aurait pour but d'obtenir une prime ou un surcroît de prime qui ne seraient pas dus.

N° 605. = 9 octobre 1825 — 21 novembre 1835. = **ORDONNANCE** du roi relative à l'achèvement du canal de la Dive, au perfectionnement de la navigation du Thouet, et au dessèchement des marais de la Dive. (IX, ordonn., 1^{re} sect., Bull. CCCXIII, n° 6053.)

N° 606. = 19 octobre — 16 décembre 1825. = **RÈGLEMENT** qui détermine les conditions à remplir par les premiers maîtres des équipages de ligne pour être admis au grade d'officier du corps royal de la marine. (VIII, Bull. LXVIII, n° 2308.)

Sa majesté s'étant fait représenter son ordonnance en date du 2 de ce mois, et voulant déterminer les conditions à remplir par les premiers maîtres des équipages de ligne pour être admis au grade d'officier du corps royal de la marine; — Sur le rapport du ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Elle a ordonné et ordonne les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Les premiers maîtres des équipages de ligne pourront être proposés pour le grade d'enseigne de vaisseau, lorsqu'ils auront satisfait à un examen sur la théorie et sur la pratique de la navigation. — Cet examen portera sur les points déterminés ci-après, savoir : — Pour la théorie, sur l'arithmétique, la géométrie, la trigonométrie rectiligne et la première section de la navigation de Bezout; — Et pour la pratique, sur les écoles de la manœuvre et du gréement du bâtiment naviguant seul, du canonage, de la timonnerie et de la mousqueterie pour le peloton, suivant le programme qui sera arrêté pour ces diverses écoles.

2. Pourront être admis audit examen les premiers maîtres, âgés de trente-cinq ans au plus, qui auront été portés à la première classe de leur grade depuis dix-huit mois au moins, et qui en auront rempli les fonctions depuis six mois dans les équipages de ligne. — Ils seront tenus de produire des attestations de bonne conduite depuis leur admission au grade de premier maître.

3. Les examens auront lieu aux époques fixées et selon le mode qui sera déterminé par le ministre secrétaire d'état au département de la marine, d'après les demandes des commandans des ports.

4. Sa majesté se réserve d'élever au grade d'officier, sur les propositions qui lui seront soumises par le ministre secrétaire d'état de la marine, ceux des premiers maîtres des équipages de ligne qui se distingueront par des actions d'éclat; ils seront dispensés des conditions prescrites par les articles ci-dessus.

N° 607. = 19 octobre — 16 décembre 1825. = **RÈGLEMENT** qui détermine l'instruction et le mode d'examen des officiers-mariniers et marins des équipages de ligne (1). (VIII, Bull. LXVIII, n° 2309.)

(1) Ce règlement, rendu pour l'exécution de l'art. 50 de l'ordonnance du 2 octobre—16 décembre 1825, n'a plus d'intérêt, l'ordonnance elle-même ayant été expressément abrogée par l'art. 292 de celle du 28 mai—6 août 1829.

N° 608. = 19 octobre — 16 décembre 1825. = RÉGLEMENT concernant les élèves-maîtres. (VIII, Bull. LXVIII, n° 2310.)

DE PAR LE ROI.

Sa majesté ayant reconnu, d'après les comptes qui lui ont été rendus, que le nombre des officiers-mariniers n'est point en rapport avec les besoins de son service, et voulant assurer le recrutement, ainsi que l'instruction de cette classe précieuse d'hommes de mer; — Sur le rapport du ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies; — Elle a arrêté et arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Il sera créé, sous la dénomination d'*élèves-maîtres*, une classe de jeunes marins destinés à recruter celle des officiers-mariniers de tout grade et de toute profession, concurremment avec les autres marins des équipages des bâtimens de sa majesté.

2. Les élèves-maîtres seront choisis, dans les équipages de ligne et dans l'inscription maritime, parmi les matelots de la troisième classe, âgés de vingt à vingt-quatre ans au plus, qui réuniront deux années de navigation, dont six mois au moins sur les bâtimens de guerre.

3. Pour être admis en qualité d'élève-maître, les marins de l'inscription devront contracter un engagement de servir pendant huit années dans un équipage de ligne. — Cependant il sera déduit de ces huit années le temps qu'ils auront servi en qualité de matelots sur les bâtimens de sa majesté. Dans tous les cas, la durée de leur engagement sera au moins de cinq ans.

4. Les marins destinés à faire partie de la classe des élèves-maîtres seront désignés par les conseils d'avancement des bâtimens de sa majesté. — Le choix du conseil ne portera que sur des marins sachant lire, écrire, et les quatre premières règles de l'arithmétique. — Les candidats devront, en outre, satisfaire aux conditions de l'examen pratique déterminé par la section I^{re} de l'article 1^{er} du règlement du 19 de ce mois. — Le conseil d'avancement ne présentera que des candidats qui, indépendamment de ces conditions, se seront fait remarquer, pendant le cours de la campagne, par leur intelligence, leur activité et leur hardiesse, et qui auront montré le plus de dispositions pour remplir un jour les fonctions de maître.

5. Le conseil d'avancement ne se réunira qu'après six mois de campagne pour faire ces nominations. Les marins qui auront été désignés comme élèves-maîtres, seront débarqués, s'il est possible, pour être placés sur des bâtimens destinés à leur instruction. — Mais si la campagne se prolonge, et qu'il y ait impossibilité de les débarquer, ils continueront de servir sur le même bâtiment, et ils seront avancés, conformément au mode prescrit par l'article 9 du présent règlement.

6. Le procès-verbal, dressé par le conseil d'avancement, présentera les noms des candidats par ordre de mérite, et contiendra des notes particulières sur le degré d'aptitude et la conduite de chacun d'eux. — Les commandans supérieurs des bâtimens de sa majesté, ou les capitaines, lorsqu'ils navigueront seuls, adresseront ledit procès-verbal au commandant du port d'armement, qui le communiquera au conseil d'admission du port, pour être vérifié dans les formes prescrites par l'ordonnance du 17 mars 1824. — Il sera tenu, au bureau de l'inscription maritime, une matricule générale des élèves-maîtres; et, à la fin de chaque trimestre, le commandant du port rendra compte au ministre de la marine du nombre d'élèves-maîtres dépendant de son arrondissement.

7. Le nombre des candidats présentés par les conseils d'avancement ne

pourra provisoirement excéder les proportions suivantes, savoir : — Pour un vaisseau du premier rang, quatorze; — Pour un vaisseau de 80, treize; — Pour un vaisseau de 74, douze; — Pour les frégates du premier rang, huit; — Pour une frégate de 18, six; — Pour une corvette à gaillards, quatre; — Pour une corvette sans gaillards, trois; — Pour un brick de 16 canons, deux.

8. Les élèves-mâtres seront embarqués, par les ordres des commandans de la marine, soit à bord des corvettes destinées à l'instruction des élèves de la marine, soit à bord de tout autre bâtiment qui sera désigné par le ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies.

9. Ils seront compris dans l'équipage, et pourront être avancés successivement, de six mois en six mois, de la troisième à la seconde classe des matelots et ainsi de suite, jusqu'au grade de quartier-maître de seconde classe inclusivement, lorsqu'ils auront fait preuve de l'instruction déterminée par le règlement.

10. L'élève-maître qui, par maladie, interruption de la campagne, ou tout autre motif légal de débarquement, aura été forcé d'interrompre son instruction avant l'accomplissement d'une des périodes de six mois qui précèdent chaque examen, recevra (si sa conduite a été satisfaisante) un certificat du conseil d'avancement, constatant la durée de sa navigation depuis son dernier examen, afin qu'il lui en soit tenu compte pour l'examen prochain.

11. Les élèves-mâtres qui seront admis au grade de quartier-maître de seconde classe continueront, autant que possible, de servir pendant six mois, en cette qualité, à bord du bâtiment où ils auront reçu leur instruction; et après l'expiration de ce délai, ils seront débarqués et incorporés dans ceux des équipages de ligne qui seront désignés par le ministre de la marine. — Ils concourront, pour l'avancement, avec les autres officiers-mariniers de l'équipage où ils auront été admis.

12. Les élèves-mâtres qui, après deux ans de service en cette qualité, n'auraient pas été jugés capables de remplir les fonctions d'officier-marinier, ceux même qui, avant ce terme, ne feraient point preuve d'aptitude, ou ne justifieraient pas par leur bonne conduite le choix qu'on aurait fait d'eux, seront rayés de la matricule des élèves-mâtres, et incorporés dans un équipage de ligne.

13. Les élèves-mâtres, tant qu'ils resteront dans chacune des trois classes de matelots, porteront sur le bras droit un demi-chevron en galon de laine blanche.

N° 609. = 26 octobre — 1^{er} décembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui appelle à l'activité trente-deux mille jeunes soldats de la classe de 1824, et prescrit leur répartition entre les corps des armées de terre et de mer, conformément à l'état y annexé. (VIII, Bull. LXVI, n° 2211.)

N° 610. = 23 novembre — 1^{er} décembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui détermine la quotité des primes allouées à la sortie du sel ammoniac. (VIII, Bull. LXVI, n° 2214.)

Charles, . . . — Vu l'article 9 de notre ordonnance du 13 juillet dernier, lequel porte que le droit prélevé sur le sel employé dans la fabrication du sel ammoniac sera restitué à l'exportation de ce produit et dans les proportions qui seront déterminées par nous; — Sur le rapport de notre président du conseil des ministres; — Notre conseil supérieur de commerce et des colonies entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les exportations de sel ammoniac, régulièrement constatées,

donneront lieu à la restitution du droit perçu sur le sel employé à la fabrication de ce produit, dans la proportion de cent soixante kilogrammes de sel marin par cent kilogrammes de sel ammoniac.

2. Cette restitution ne sera accordée que pour les exportations faites par les ports de Marseille, Bayonne, Bordeaux, Nantes, Le Havre, Rouen, Dunkerque, ou par les bureaux de Lille, Valenciennes, Forbach, Strasbourg, Saint-Louis et Pont-de-Beauvoisin.

3. Le sel ammoniac destiné à l'exportation, et pour lequel on réclamera le bénéfice de l'article 1^{er}, devra être accompagné d'un certificat d'origine, délivré par le fabricant, visé par le maire, qui en attestera le contenu, et légalisé par le sous-préfet.

4. Les fraudes et fausses déclarations par lesquelles on chercherait à s'attribuer la restitution des droits hors le cas où elle est due, donneront lieu à l'application de l'article 17 de la loi du 21 avril 1818.

N° 611. = 23 novembre — 1^{er} décembre 1825. = *ORDONNANCE du roi concernant le mode d'inscription des cautionnemens des préposés du service des tabacs.* (VIII, Bull. LXVI, n° 2215.)

Charles, ... — Vu le titre IX de la loi du 28 avril 1816, portant règlement des cautionnemens des officiers publics et des comptables du trésor; — Vu l'ordonnance du 25 septembre 1816, relative au mode d'inscription des cautionnemens des préposés de l'administration des contributions indirectes; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A partir de la date de la présente ordonnance, les cautionnemens qui seront versés, en exécution de la loi du 28 avril 1816, par les préposés de l'administration des contributions indirectes ci-après désignés, savoir : — Les régisseurs des manufactures, — Les inspecteurs de fabrication, — Les contrôleurs et gardes-magasins des manufactures et magasins de feuilles, — Les contrôleurs de culture et autres préposés du service des tabacs, seront inscrits sans distinction de résidence, et serviront à garantir toutes les gestions qui leur auront été ou qui leur seront confiées. — Sont exceptés de cette disposition les cautionnemens des débitans de tabac, lesquels continueront de recevoir une application à résidence fixe.

2. Toutes les dispositions de l'ordonnance du 25 septembre 1816, et notamment celles de l'article 3, sont applicables aux préposés désignés dans l'article 1^{er}.

N° 612. = 23 novembre — 1^{er} décembre 1825. = *ORDONNANCE du roi qui détermine la quotité des primes allouées à la sortie des beurres salés.* (VIII, Bull. LXVI, n° 2216.)

Charles, ... — Vu l'article 9 de notre ordonnance du 13 juillet dernier, lequel porte que le droit prélevé sur le sel employé dans la préparation du beurré sera restitué à l'exportation de ce produit et dans les proportions qui seront déterminées par nous; — Considérant que la quantité de sel employée à cette préparation varie selon la distance des lieux où les beurres doivent être envoyés et mis en consommation; — Sur le rapport de notre président du conseil des ministres; — Notre conseil supérieur de commerce et des colonies entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les exportations de beurres salés donneront lieu, à titre de prime de sortie, aux restitutions suivantes : — 1° Du droit perçu sur huit kilogrammes de sel, pour cent kilogrammes net de beurre salé exporté à desti-

nation des pays étrangers d'Europe; — 2° Du droit perçu sur douze kilogrammes de sel, pour cent kilogrammes net de beurre salé exporté à destination des colonies et des pays étrangers hors d'Europe.

2. Les fraudes et fausses déclarations par lesquelles on chercherait à s'attribuer le bénéfice de l'article ci-dessus, donneront lieu à l'application de l'article 17 de la loi du 21 avril 1818.

N° 613. = 30 novembre—28 décembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement d'un abattoir public et commun à Vauvert, département du Gard. (VIII, Bull. LXIX, n° 2341.)

N° 614. = 30 novembre—28 décembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement d'un abattoir public à Blois. (VIII, Bull. LXIX, n° 2342.)

N° 615. = 30 novembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui autorise la cour de Bordeaux à placer dans une de ses salles d'audience le portrait de M. Le Berthon, ancien premier président du parlement de Bordeaux. (Moniteur du 11 décembre 1825.)

N° 616. = 7—28 décembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui proroge de nouveau la perception du droit de tonnage établi au port de Peyrehorade sur le Gave, département des Landes. (VIII, Bull. LXIX, n° 2343.)

La perception du droit de tonnage établi au port de Peyrehorade sur le Gave, département des Landes, par décret du 12 juillet 1808, et dont le produit est affecté au paiement des travaux de reconstruction de ce port, est prorogée de nouveau pour cinq années, commençant au 1^{er} juin 1826 et finissant au 1^{er} juin 1831.

N° 617. = 14 décembre 1825—1^{er} janvier 1826. = **ORDONNANCE** du roi concernant les franchises et contre-seings (1). (VIII, Bull. LXX, n° 2383.)

Charles, ... — Vu les ordonnances des 6 août 1817 et 19 août 1818, relatives aux franchises et aux contre-seings; — Considérant que des changemens survenus dans l'administration publique nécessitent des dispositions additionnelles, et qu'il convient de les réunir aux dispositions précédentes; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

SECTION 1^{re}. — *Franchise et contre-seing illimités.*

Art. 1^{er}. Son altesse royale monsieur le Dauphin, amiral de France, colonel général des carabiniers, des cuirassiers et des dragons, — Son altesse royale madame la Dauphine, — Son altesse royale Madame, duchesse de Berry, — Son altesse royale le duc de Bordeaux, colonel-général des Suisses, — Son altesse royale le duc d'Orléans, colonel-général des hussards, — Son altesse royale le duc de Bourbon, prince de Condé, colonel-général de l'infanterie, grand-maître de France, — Jouiront seuls indéfiniment de la franchise et du contre-seing.

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 6—8 juin 1792, et les notes qui résument les réglemens de la matière.

La présente ordonnance constitue le dernier état des choses, sauf les changemens qui sont résultats de la révolution de juillet 1830, et quelques modifications partielles.

SECTION II. — *Franchise illimitée.*

2. Jouiront de la franchise illimitée pour toutes les lettres et tous les paquets qui leur seront adressés, savoir :

Famille royale.

§ I^{er}. — 1° Son altesse royale madame la duchesse d'Orléans, — 2° Son altesse royale mademoiselle d'Orléans.

Maison du roi.

§ II. — 1° Le grand aumônier de France, — 2° Le grand veneur de France, — 3° Le premier gentilhomme de la chambre d'année, — 4° Le capitaine des gardes-du-corps du roi en service, — 5° Le major général de la garde du roi en service, — 6° L'intendant militaire de la maison du roi. — Les capitaines des gardes-du-corps du roi, lorsqu'ils ne seront pas de service, recevront seulement en franchise les lettres et paquets *contre-signés* qui leur seront adressés, soit des lieux où résident leurs compagnies, par les officiers et gardes sous leurs ordres, soit par les intendans et sous-intendans militaires de nos gardes.

Maisons de leurs altesses royales.

§ III. — 1° Le secrétaire des commandemens de madame la Dauphine, — 2° Un secrétaire des commandemens de chaque prince colonel-général, — 3° Le secrétaire général des Suisses.

Grands dignitaires et grands fonctionnaires de l'état.

§ IV. — 1° Le chancelier de France, tant en cette qualité que comme président de la chambre des pairs; — 2° Le président de la chambre des députés; — 3° Le grand référendaire de la chambre des pairs; — 4° Le garde des sceaux et ministre secrétaire d'état de la justice, et tous les ministres secrétaires d'état ayant portefeuille; — 5° Le grand chancelier de la légion-d'honneur; — 6° Le président du bureau du commerce et des colonies; — 7° Les directeurs généraux de l'enregistrement et des domaines, — Des forêts, — Des douanes, — Des contributions indirectes, — Des postes, — Des ponts et chaussées et des mines, — Et le directeur général des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations; — 8° Le secrétaire général du conseil d'état; — 9° Le préfet de police; — 10° Le commandant de la première division militaire; — 11° Le commandant de Paris et du département de la Seine; — 12° Le commandant en chef de la garde nationale de Paris; — 13° Le premier président et le procureur général de la cour de cassation; — 14° Le premier président et le procureur général de la cour des comptes.

SECTION III. — *Contre-seing limité par lettres fermées.*

3. Les personnes ci-après dénommées jouiront du contre-seing limité. — Ce contre-seing n'opérera la franchise que pour les lettres et paquets qui seront adressés, savoir : — 1° Par le grand aumônier de France, — Aux archevêques, évêques, vicaires généraux et curés, — Au chapitre royal de Saint-Denis, aux aumôniers des écoles royales de Saint-Cyr, de La Flèche, de Saumur et d'Angoulême, aux aumôniers des maisons royales d'éducation de Saint-Denis et des Loges, ainsi qu'aux aumôniers de la marine dans les différens ports du royaume et sur les vaisseaux; — 2° Par le chancelier de France, — Aux pairs, — Aux ministres d'état, aux conseillers d'état, aux maîtres des requêtes, — Aux procureurs généraux et aux procureurs du

roi; — 3° Par nos ministres secrétaires d'état, aux fonctionnaires désignés dans les états annexés à la présente ; savoir :

Par le ministre secrétaire d'état	de la justice, aux fonctionnaires désignés dans l'état.	n° 1.
	des affaires étrangères.....	n° 2.
	de la guerre.....	n° 3.
	de la marine et des colonies.....	n° 4.
	des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique.....	n° 5.
	de l'intérieur.....	n° 6.
	des finances.....	n° 7.
	de la maison du roi.....	n° 8.

4° Par le grand-chancelier de la légion-d'honneur, — Aux préfets et sous-préfets, — Aux membres de la légion-d'honneur et aux dames surintendantes et supérieures de la maison royale de Saint-Denis et de ses succursales, — Aux receveurs généraux des départemens, — Aux conseils d'administration des corps militaires et au greffier en chef de la cour des comptes; — 5° Par les capitaines des gardes-du-corps du roi, — Aux officiers et aux gardes-du-corps sous leurs ordres, dans les lieux de leur garnison ou de leur service; — Aux intendans et sous-intendans de nos gardes; — 6° Par le major-général de la garde en service, — Aux colonels des régimens de la garde et aux commandans des détachemens, — Aux intendans et sous-intendans militaires attachés à la garde; — 7° Par le commandant en chef de la garde nationale de Paris, — Aux chefs de légion à Paris, et aux commandans de la garde nationale des arrondissemens de Sceaux et de Saint-Denis; — 8° Par le procureur général de la cour des comptes, — Aux préfets, — Aux payeurs du trésor, — Aux receveurs généraux des finances, — Aux receveurs municipaux, — Aux caissiers des monnaies, — Au directeur général des poudres et salpêtres, — Au trésorier général des invalides de la marine, — A l'administrateur de l'hôtel royal des invalides, — A l'administrateur de l'imprimerie royale; — le secrétaire général du conseil d'état, — Aux conseillers d'état, — Aux maîtres des requêtes, — Aux secrétaires des conseils, — A l'archiviste des conseils; — 10° Par le préfet de police, — Aux fonctionnaires et préposés désignés dans le vingt-unième paragraphe de l'état n° 6.

SECTION IV. — *Franchise et contre-seing limités par lettres sous bandes.*

4. La correspondance entre eux des fonctionnaires et préposés dépendant de chaque département ministériel ne pourra avoir lieu que sous bandes. Les états nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, annexés à la présente ordonnance et ci-dessus relatés, désignent ceux desdits fonctionnaires et préposés qui doivent jouir de cette faculté. — Les mêmes états déterminent également les cas dans lesquels ces fonctionnaires et préposés pourront correspondre par lettres fermées, sous la condition exprimée par l'article 6 de la présente ordonnance, et en déclarant de plus sur la suscription, par une note signée d'eux, qu'il y avait nécessité de fermer la dépêche.

SECTION V. — *Dispositions générales.*

5. Le contre-seing de son altesse royale madame la Dauphine, le contre-seing de son altesse royale Madame, duchesse de Berry, et le contre-seing de leurs altesses royales les princes colonels-généraux, s'opéreront par la désignation, écrite à la main, de leurs dignités; leurs dépêches porteront en outre leurs cachets. — Le contre-seing des ministres secrétaires d'état, du directeur général de la caisse d'amortissement et des dépôts et consignations, du procureur général près la cour royale de Paris, et des fonction-

naires désignés dans l'article 3 du présent règlement, et celui des préfets, continueront d'avoir lieu au moyen d'une griffe fournie par notre directeur général des postes, et dont l'emploi ne pourra être confié qu'à une seule personne, qui en sera responsable.

6. Tous les autres fonctionnaires seront tenus de mettre, *de leur main*, sur l'adresse des lettres et paquets qu'ils expédieront, leur signature au dessous de la désignation de leurs fonctions.

7. Les lettres et paquets contre-signés devront être remis, savoir : dans les départemens, aux directeurs des postes, et à Paris, au bureau du départ de la direction générale. Lorsqu'ils auront été jetés à la boîte, ils seront assujétis à la taxe.

8. Les lettres et paquets contre-signés qui devront être *mis sous bandes*, en conformité du présent règlement et des états y annexés, ne pourront être reçus ni expédiés en franchise, lorsque la largeur des bandes excèdera le tiers de la surface de ces lettres et paquets.

9. Aucun fonctionnaire n'a le droit de déléguer à d'autres personnes le contre-seing qui lui est accordé par le présent règlement. — Toute dépêche ainsi contre-signée sera assujétie à la taxe. — Lorsqu'un fonctionnaire sera hors d'état de remplir ses fonctions par absence, maladie, ou par toute autre cause légitime, le fonctionnaire qui le remplacera par intérim, contre-signera les dépêches à sa place ; mais, en contre-signant chaque dépêche, il énoncera qu'il remplit par intérim les fonctions auxquelles le contre-seing est attribué.

10. Les lettres et paquets contre-signés qui seront dans le cas d'être *chargés* ne pourront être reçus ni expédiés en franchise que lorsqu'il y aura été joint une réquisition signée des autorités ou fonctionnaires qui les adresseront. — Ils seront présentés *sous bandes*, lorsque le fonctionnaire auquel ils seront adressés ne jouira de la franchise que sous bandes.

11. Les particuliers qui voudront faire *charger* des lettres ou paquets destinés aux fonctionnaires qui jouissent de la franchise acquitteront pour ces lettres et paquets le droit ordinaire de chargement.

12. Il est défendu de comprendre dans les dépêches expédiées en franchise des lettres, papiers ou objets quelconques étrangers au service. — Dans le cas de suspicion de fraude ou d'omission d'une seule des formalités prescrites, les préposés des postes sont autorisés à taxer les lettres et paquets en totalité, ou à exiger que le contenu en soit vérifié en leur présence par les personnes auxquelles ils seront adressés ; et, si de la vérification il résulte qu'il y a fraude, ces préposés en rédigeront procès-verbal, dont ils enverront un double à notre directeur général des postes, qui en rendra compte à notre ministre des finances. — Il est ordonné aux fonctionnaires qui recevront en franchise, sous leur couvert, des lettres étrangères au service, de les envoyer directement à notre directeur général des postes, en lui faisant connaître les lieux d'où elles auront été expédiées. Ces lettres seront soumises à la double taxe ; et, si elles sont refusées par les destinataires, elles seront renvoyées au fonctionnaire qui aura donné son contre-seing, et qui sera tenu d'en acquitter le double port.

13. Les ports de lettres et paquets seront payés comptant ; il sera libre cependant à tout particulier de refuser chaque lettre ou paquet au moment même où ils lui seront présentés, et avant de les avoir décachetés.

14. Tous les contre-seings et franchises précédemment obtenus à quelque titre que ce soit, et qui ne sont pas maintenus par la présente ordonnance sont et demeurent abrogés. — A l'avenir, aucun contre-seing ou franchise ne pourra être accordé que par nous, lorsque le service l'exigera indispen-

sablement, et sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, après qu'il s'en sera entendu avec le ministre du département que la demande pourra concerner.

ÉTAT N° 1^{er}.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

État des magistrats et fonctionnaires envers lesquels le contre-seing du ministre secrétaire d'état de la justice opère la franchise ;

SAVOIR :

1° Les ministres d'état, conseillers d'état et maîtres des requêtes ; — 2° Les cours et tribunaux en nom collectif, et leurs présidens ; — 3° Les procureurs généraux et les procureurs du roi ; — 4° Les juges d'instruction ; — 5° Les juges de paix ; — 6° Les préfets, les sous-préfets ; — 7° Les commissaires de police, les maires et adjoints des maires exerçant le ministère public près les tribunaux de simple police ; — 8° Les officiers de gendarmerie ; — 9° Les gouverneurs et généraux commandant les divisions militaires.

Dispositions particulières.

§ 1^{er}. Le premier président et le procureur général de la cour de cassation jouiront du contre-seing, *sous bandes*, à l'égard des magistrats et fonctionnaires désignés dans le présent état, et, en outre, à l'égard des présidens des cours d'assises.

§ 2. Les premiers présidens des cours royales jouiront de la franchise pour toutes les lettres et tous les paquets qui leur seront adressés, *sous bandes*, par les magistrats et les préfets, dans le ressort de la cour royale. — Leur contre-seing opérera la franchise dans le ressort de la cour royale, pour toutes les lettres et paquets qu'ils adresseront, *sous bandes*, aux fonctionnaires désignés dans le présent état, et, en outre, aux présidens des cours d'assises.

§ 3. Les présidens des cours d'assises correspondront en franchise, par lettres *sous bandes*, dans l'étendue du département où se tiendront les assises, avec les magistrats et fonctionnaires désignés dans les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du présent état, et *vice versa*.

§ 4. Les procureurs généraux correspondront en franchise, *sous bandes*, dans toute l'étendue du royaume, avec les magistrats et fonctionnaires désignés dans les articles 3, 4 et 5 du présent état ; et, dans le ressort de la cour royale, avec les magistrats et fonctionnaires désignés dans les articles 2, 6, 7, 8 et 9, et en outre avec — Les archevêques et évêques, — Les recteurs d'académie, — Les proviseurs des collèges royaux, — Les maires, — Et les greffiers des cours et tribunaux. — Ils recevront aussi en franchise toutes les lettres et tous les paquets fermés, ou sous bandes, contre-signés ou non contre-signés, qui leur seront adressés, dans l'étendue de la cour royale, relativement à leurs fonctions.

§ 5. Les procureurs du roi près les cours d'assises correspondront en franchise, *sous bandes*, dans l'étendue du département, avec les magistrats et fonctionnaires désignés dans les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du présent état, et *vice versa*. — Ils recevront en outre en franchise toutes les lettres et tous les paquets fermés ou sous bandes, contre-signés ou non contre-signés, qui leur seront adressés dans l'étendue du département, à raison de leurs fonctions.

§ 6. Les procureurs du roi et les juges d'instruction correspondront en franchise, *sous bandes*, dans toute l'étendue du royaume, avec les magis-

trats et fonctionnaires désignés dans les articles 3, 4 et 5 du présent état, et, dans le ressort de leur tribunal, avec les magistrats et fonctionnaires désignés dans les articles 6, 7 et 8, et *vice versa*. — Les procureurs du roi correspondront également en franchise, *par lettres fermées*, avec les archevêques et les évêques du diocèse, et par lettres *sous bandes*, avec les recteurs d'académie, les maires, et *vice versa*. — Ils recevront, en outre, en franchise toutes les lettres et paquets fermés ou sous bandes, contre-signés ou non contre-signés, qui leur seront adressés dans le ressort de leur tribunal, à raison de leurs fonctions.

§ 7. Les greffiers en chef des cours royales correspondront en franchise, *sous bandes*, dans toute l'étendue du royaume, entre eux, et dans l'étendue de la cour royale, avec les greffiers des tribunaux, et *vice versa*. — Les magistrats et fonctionnaires désignés dans les paragraphes 1, 2, 3, 4, 5 et 6, auront aussi la faculté d'adresser ou de recevoir en franchise des lettres et paquets fermés; mais alors le magistrat ou le fonctionnaire qui aura expédié, devra déclarer sur la suscription, par une note signée de lui, qu'il y avait nécessité de fermer la dépêche.

§ 8. Le Bulletin des lois et le Bulletin des arrêts de la cour de cassation, ainsi que la correspondance y relative, circuleront en franchise, mais *sous bandes* seulement. — L'administrateur de l'imprimerie royale expédiera en franchise, sous enveloppes fermées et cachetées du cachet de son administration, les bulletins des lois contenant les prix régulateurs des grains, qu'il adresse, au commencement de chaque mois, aux préfets des départemens, aux directeurs des douanes, et aux inspecteurs de cette partie à Lyon, à Toulouse et à Bordeaux. — Il expédiera également en franchise au greffier en chef de la cour des comptes, sous pli fermé et sous son contre-seing, les comptes et les pièces qu'il transmet à la cour.

ÉTAT N° 2.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Etat des fonctionnaires envers lesquels le contre-seing du ministre secrétaire d'état des affaires étrangères opère la franchise;

SAVOIR :

1° Les ministres d'état, conseillers d'état et maîtres des requêtes; — 2° Les ambassadeurs, ministres chargés d'affaires du roi, consuls généraux et particuliers, agens consulaires et des affaires étrangères à l'étranger; — 3° Les préfets et sous-préfets; — 4° Les commandans et intendans de la marine, commissaires généraux, principaux et particuliers, dans les ports de France; — 5° Les procureurs généraux près les cours royales et les procureurs du roi près les tribunaux de première instance, pour la correspondance à laquelle donne lieu l'exécution de l'article 69 du Code de procédure civile.

ÉTAT N° 3.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Etat des fonctionnaires envers lesquels le contre-seing du ministre secrétaire d'état de la guerre opère la franchise;

SAVOIR :

1° Les ministres d'état, les conseillers d'état et les maîtres des requêtes; — 2° Les préfets, les sous-préfets et les maires; — 3° Les maréchaux de France; — 4° Les lieutenans-généraux, les maréchaux-de-camp et les inspecteurs gé-

néraux d'armes ; — 5° Les colonels d'état-major ; — 6° Les lieutenans de roi des places de guerre et commandans des forts et postes ; — 7° Les officiers et commandans de brigade de gendarmerie ; — 8° Les commandans des dépôts de remonte ; — 9° Les directeurs et commandans d'artillerie , les directeurs généraux des manufactures royales d'armes , des forges et des fonderies , ainsi que les sous-directeurs des forges et les inspecteurs des manufactures d'armes et des poudreries ; — 10° Les directeurs des fortifications et les officiers du génie ; — 11° Les chefs de corps et détachemens militaires , et les chefs des écoles royales militaires ; — 12° Les conseils d'administration des corps en nom collectif , ou leurs présidens , ainsi que les conseils d'administration des deux régimens d'infanterie de la marine ; — 13° Les conseils de guerre en nom collectif , ou leurs présidens ; — 14° Les intendans , sous-intendans militaires et adjoints aux sous-intendans militaires ; — 15° Les officiers comptables du service des hôpitaux militaires ; — 16° Les procureurs généraux et les procureurs du roi ; — 17° La régie des poudres et salpêtres ; — 18° Les directeurs des subsistances militaires et les agens comptables des vivres et fourrages ; — 19° Le greffier en chef de la cour des comptes.

Dispositions particulières.

Les fonctionnaires et préposés du département de la guerre ci-après dénommés jouiront de la franchise et du contre-seing , mais *sous bandes*. — 1° Les gouverneurs de divisions militaires ayant des lettres de service , les lieutenans-généraux commandant les divisions , les maréchaux-de-camp commandant les départemens , les colonels chefs d'état-major des diverses divisions militaires , et les officiers inspecteurs d'armes , à l'égard des autorités et fonctionnaires ci-dessus désignés , articles 2 à 15 inclusivement , mais seulement dans l'étendue de leur commandement ou arrondissement. — 2° Les lieutenans-généraux commandant les divisions militaires correspondront en outre en franchise , *sous bandes* , les uns avec les autres , dans tout le royaume. — 3° Le lieutenant-général commandant en Corse correspondra en franchise , *sous bandes* , avec le commandant de la marine à Toulon. — 4° Les inspecteurs généraux d'armes correspondront en franchise , *sous bandes* , avec les commandans de toutes les divisions militaires. — Ils correspondront aussi en franchise , *du lieu même de leur résidence* , avec les maréchaux-de-camp inspecteurs sous leurs ordres , soit avant , soit après le travail des inspections. — 5° Les intendans militaires , l'administrateur de l'hôtel royal des invalides , les inspecteurs généraux , colonels , chefs d'escadron , capitaines et lieutenans de gendarmerie , jouiront de la franchise et du contre-seing , *sous bandes* , à l'égard des autorités et fonctionnaires (articles 2 à 16 inclusivement) dans les départemens. — 6° L'intendant militaire en Corse correspondra en franchise , *sous bandes* , avec le payeur du trésor royal résidant à Ajaccio. — 7° Les sous-intendans militaires et leurs adjoints jouiront de la franchise et du contre-seing , *sous bandes* , dans tous les départemens , à l'égard des fonctionnaires désignés articles 2 à 15 inclusivement ; — 8° Les commandans des dépôts de remonte à Caen , Clermont (Puy-de-Dôme) , Lyon , Strasbourg et Saint-Avold , à l'égard des conseils d'administration des corps de cavalerie , d'artillerie et du train , à l'égard des intendans et sous-intendans militaires et des chefs de détachemens de remonte. — 9° Les colonels appelés à faire partie des conseils de révision des opérations de recrutement dans les départemens ci-après désignés (l'Allier , l'Ardèche , l'Aveyron , le Cantal , la Charente , la Corrèze , la Creuse , le Finistère , le Gers , l'Indre , les Landes , la Haute-Loire , le Lot , la Lozère , la Mayenne , l'Orne et le Tarn) ,

sont autorisés à correspondre en franchise, *sous bandes*, avec le lieutenant-général commandant la division militaire dont ils font partie, avec les maréchaux-de-camp commandant les subdivisions de la division, et avec les officiers de gendarmerie de la même division. Ils sont aussi autorisés à correspondre en franchise, *sous bandes*, avec les intendans et sous-intendans militaires, et, sous le couvert de ceux-ci, avec les conseils d'administration des régimens; — 10° Les capitaines commandant les dépôts de recrutement, à l'égard du général commandant la division dont ils font partie, des maréchaux-de-camp commandant les subdivisions de cette division, des officiers de gendarmerie de la même division, des intendans et sous-intendans militaires et du conseil d'administration du corps auquel ils appartiennent et dont ils sont momentanément détachés. — Ils correspondront aussi en franchise avec les conseils d'administration des autres régimens, mais sous le couvert des sous-intendans militaires; — 11° Les commandans de brigade de gendarmerie, les uns à l'égard des autres, mais seulement dans l'arrondissement de la légion; et dans tous les départemens, à l'égard des officiers de gendarmerie et à l'égard des fonctionnaires désignés dans l'article 16 ci-dessus; — 12° Les conseils d'administration des corps, à l'égard des commandans et chefs de détachement de ces mêmes corps; — 13° Les directeurs des fortifications et les commandans du génie, pour leur correspondance entre eux, dans l'étendue de chaque direction du génie, et aussi pour leur correspondance avec les gardes du génie, lorsque ces derniers sont chargés du service dans une place; — 14° Les directeurs et commandans d'artillerie, pour leur correspondance entre eux, dans l'étendue de chaque direction d'artillerie, et aussi pour leur correspondance avec les directeurs des manufactures royales d'armes, des forges et des fonderies, avec les sous-directeurs des forges et avec les inspecteurs des manufactures d'armes, des fonderies et poudreries, dans le ressort de leur direction; — 15° Les lieutenans de roi des places de guerre et les commandans des forts et postes, pour leur correspondance entre eux, dans l'étendue de chaque division militaire. — Le directeur général des poudres et salpêtres et l'administrateur de l'hôtel royal des invalides expédieront en franchise au greffier en chef de la cour des comptes, sous pli fermé et sous leur contre-seing, les comptes et les pièces à l'appui qu'ils transmettent à la cour.

Nota. Les gouverneurs, les officiers généraux commandant les divisions militaires et les départemens, les inspecteurs d'armes et les chefs de l'état-major, en l'absence du lieutenant-général commandant la division, les officiers et commandans de brigade de la gendarmerie royale, les intendans militaires et l'administrateur de l'hôtel royal des invalides, pourront écrire par lettres et paquets *fermés* aux fonctionnaires à l'égard desquels la franchise et le contre-seing leur sont accordés sous bandes, mais sous la condition de déclarer sur la suscription, par une note, qu'il y avait nécessité de fermer la dépêche.

ÉTAT n° 4.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

État des fonctionnaires envers lesquels le contre-seing du ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies opère la franchise;

SAVOIR :

1° Les ministres d'état, les conseillers d'état et les maîtres des requêtes; — 2° Les préfets et les sous-préfets; — 3° Les commandans, intendans, commissaires généraux ordonnateurs, commissaires généraux et principaux

de la marine; — 4° Les officiers de la marine commandant en chef une armée navale, escadre ou division, ou un bâtiment ayant une destination particulière; — 5° Les contrôleurs de marine dans les ports, et les sous-contrôleurs dans ceux où ne réside pas un contrôleur; — 6° Les inspecteurs généraux et les conseils d'administration du corps royal d'artillerie de la marine; — 7° Les inspecteurs des différens services dépendant du département de la marine; — 8° Les directeurs des forges, fonderies et manufactures d'armes appartenant au gouvernement; — 9° Les ingénieurs chefs de directions forestières, les sous-ingénieurs ou agens chefs de subdivision pour le martelage et l'exploitation des bois; — 10° Les commissaires de marine; — 11° Les officiers d'administration préposés à l'inscription maritime, ou commissaires des classes; — 12° Les commissaires rapporteurs près les tribunaux maritimes; — 13° Le trésorier général et les trésoriers des invalides de la marine; — 14° Le gouverneur du collège royal de la marine à Angoulême; — 15° Le chef du dépôt des archives de la marine à Versailles; — 16° Le greffier en chef de la cour des comptes.

Dispositions particulières.

Les préposés du département de la marine ci-après désignés jouiront de la franchise et du contre-seing, mais *sous bandes* seulement: — 1° Les commandans, intendans, commissaires généraux et principaux, et commissaires chargés en chef du service dans les ports, à l'égard des autorités et fonctionnaires désignés articles 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12 et 13 du présent état, mais seulement dans l'arrondissement maritime; et à l'égard des fonctionnaires désignés dans les articles 8 et 9, dans tous les arrondissemens; — 2° Les mêmes commandans, intendans, commissaires généraux et principaux, et commissaires chargés en chef du service dans les ports, pour leur correspondance entre eux sans distinction d'arrondissement, et pour leur correspondance avec les préfets de tous les départemens, soit *sous bandes*, soit *par lettres fermées*, mais en se conformant, dans le dernier cas, au *nota* placé à la fin de l'état. — 3° Ils pourront recevoir en franchise les lettres et paquets qui leur seront adressés, portant le contre-seing d'un consul ou d'un vice-consul de France en pays étranger. — 4° Le commissaire principal de marine à Nantes, président de la commission de salubrité navale, est autorisé à correspondre en franchise, *sous bandes*, avec le délégué de cette commission à Saint-Nazaire. — 5° Les contrôleurs de la marine dans les grands ports et les sous-contrôleurs dans les ports secondaires, sont autorisés à correspondre en franchise entre eux, mais *sous bandes* seulement, et dans l'arrondissement maritime. — 6° Les commissaires des classes sont autorisés à correspondre directement en franchise, *sous bandes*, les uns avec les autres, dans toute l'étendue du royaume. — 7° Les mêmes commissaires des classes sont aussi autorisés à correspondre en franchise, *sous bandes*, avec les syndics des gens de mer, mais seulement dans l'étendue de l'arrondissement maritime. — 8° Les trésoriers des invalides de la marine jouiront de la faculté de correspondre entre eux, dans tout le royaume, mais *sous bandes* seulement. — Le trésorier général des invalides de la marine expédiera en franchise au greffier en chef de la cour des comptes, sous pli fermé et sous son contre-seing, les comptes et les pièces à l'appui qu'il transmet à la cour. — 9° Le gouverneur du collège royal de la marine à Angoulême est autorisé à correspondre en franchise, *sous bandes*, avec le commandant et avec l'intendant de la marine à Rochefort, et *vice versa*.

Nota. Lorsque les commandans, intendans, commissaires généraux et principaux, et commissaires chargés en chef du service dans les ports, écri-

ront *par lettres fermées* à des fonctionnaires à l'égard desquels ils sont autorisés à employer ce mode de correspondance, ils devront déclarer sur la suscription, par une note signée de leur main, qu'il y avait nécessité de fermer la dépêche.

ÉTAT n° 5.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Etat des fonctionnaires envers lesquels le contre-seing du ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique opère la franchise;

SAVOIR :

1° Les ministres d'état, les conseillers d'état, les maîtres des requêtes; — 2° Les préfets et les sous-préfets; — 3° Les archevêques, évêques, vicaires généraux, curés, desservans et succursalistes; — 4° Les recteurs et inspecteurs des académies; — 5° Les proviseurs et principaux des collèges royaux, les chefs d'institution, les maîtres de pension, les maîtres d'école primaires et les frères des écoles chrétiennes.

Dispositions particulières.

Les ecclésiastiques, fonctionnaires et préposés dépendant de ce ministère, ci-après dénommés, jouiront de la franchise et du contre-seing, mais *sous bandes* seulement;

SAVOIR :

1° Les archevêques et évêques, pour leur correspondance *sous bandes* avec les préfets, les sous-préfets et les recteurs d'académie, dans les départemens qui composent leur diocèse, et aussi avec les surveillans des écoles primaires désignés par eux, soit qu'un ecclésiastique seul exerce cette surveillance, soit qu'elle se trouve exercée par un comité; — 2° Les mêmes archevêques et évêques, pour l'envoi, *sous bandes*, de leurs *mandemens imprimés* aux préfets, sous-préfets et maires des communes de leur diocèse. — 3° Les archevêques et évêques pourront expédier en franchise, sous leur contre-seing, aux curés, desservans et succursalistes de leur diocèse, et recevoir en franchise, sous le contre-seing de ces fonctionnaires ecclésiastiques, les objets ci-après énoncés; savoir : — (*Imprimés remplis ou non remplis à la main*) — Les mandemens, — Les lettres pastorales, — Les lettres circulaires, — Les feuilles d'approbation des prêtres exerçant les fonctions spirituelles, — Les lettres d'instruction des curés, — Les pouvoirs des desservans; — (*Manuscrits avec ou sans lettres d'envoi*) — Les comptes des fabriques, — Les budgets des fabriques, — Les délibérations des conseils des fabriques, — Les ordonnances pour fondation de chapelles domestiques, — Les ampliations des ordonnances royales. — Tous ces objets devront être mis *sous bandes* contre-signées par les expéditeurs. — Dans le cas où quelques uns des paquets auraient été taxés pour suspicion d'incluses ou omission de formalités, les archevêques, évêques, curés, desservans et succursalistes pourront en obtenir immédiatement la remise gratuite, en prouvant, par l'ouverture de ces paquets, faite en présence des directeurs des postes, qu'il ne s'y trouve que les papiers dont l'exemption de taxe a été autorisée. — 4° Les recteurs d'académie, pour leur correspondance, *sous bandes*, avec les inspecteurs d'académie, les préfets, les procureurs du roi près les tribunaux, les maires des communes et les surveillans des écoles dans l'arrondissement académique; et les mêmes recteurs et inspecteurs, pour leur correspondance, *sous bandes*, avec les proviseurs et

principaux des collèges royaux, les chefs d'institution, les maîtres de pension et les maîtres d'écoles primaires, dans l'arrondissement.

ÉTAT n° 6.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Etat des fonctionnaires envers lesquels le contre-seing du ministre secrétaire d'état de l'intérieur opère la franchise ;

SAVOIR :

1° Les ministres d'état, conseillers d'état et maîtres des requêtes ; — 2° Les présidents des collèges électoraux et les commissaires extraordinaires du roi ; — 3° Les préfets, sous-préfets et maires ; — 4° Les présidents des consistoires et les pasteurs ; — 5° Les sociétés des sciences, agriculture et arts, les conseils de prud'hommes, les chambres de commerce, les conseils généraux, comités consultatifs, commissions et jurys de commerce, manufactures et subsistances, en nom collectif ; — Les vérificateurs des poids et mesures, le commissaire estampilleur à Septême ; — 6° Les inspecteurs divisionnaires et les ingénieurs en chef et ordinaires des ponts et chaussées, et ceux des mines et usines ; — 7° Les directeurs des maisons centrales de détention, et ceux des maisons royales de Charenton et des jeunes aveugles ; — 8° Les membres du conseil des haras, les agens généraux des remotes, les inspecteurs généraux des haras, les directeurs et chefs d'établissements du même service, les inspecteurs généraux de l'école vétérinaire et des bergeries royales ; — 9° Les officiers et commandans des brigades de gendarmerie ; — 10° Le greffier en chef de la cour des comptes.

Dispositions particulières.

Les fonctionnaires ou préposés dépendans de ce ministère, ci-après dénommés, jouiront de la franchise et du contre-seing, mais *sous bandes* seulement : — 1° Les préfets et sous-préfets, pour leur correspondance avec les autorités et fonctionnaires de leur arrondissement dénommés ci-dessus, depuis et compris l'article 3 jusques et compris l'article 10 ; — 2° Les préfets, pour leur correspondance, aussi *sous bandes*, avec les procureurs du roi près les tribunaux de leur département ; — 3° Les préfets et sous-préfets, pour leur correspondance, *sous bandes*, avec les curés, desservans et succursalistes de leur département ou arrondissement. — 4° Les préfets pourront écrire en franchise, pour *objet de police seulement*, par lettres et paquets *fermés*, aux fonctionnaires à l'égard desquels le contre-seing sous bandes leur a été accordé, ainsi qu'aux officiers de gendarmerie et aux sous-officiers commandant les brigades de leur département, en déclarant, par une note signée sur la suscription des dépêches, qu'il y a nécessité de les fermer. — 5° Les sous-préfets jouiront de la même faculté et à la même condition, à l'égard des sous-préfets du même département, des officiers de gendarmerie, des commandans des brigades, et des autres fonctionnaires de leur arrondissement envers lesquels leur contre-seing opère la franchise *sous bandes*. — 6° Les préfets et les sous-préfets correspondront en franchise, soit *sous bandes*, soit *par lettres fermées*, avec les commissaires de police de leur département ou arrondissement. Dans le cas où la correspondance sera expédiée par lettres fermées, ils attesteront, par une note signée sur la suscription des dépêches, qu'il y avait nécessité de les fermer. — 7° Les préfets sont autorisés provisoirement à correspondre *entre eux* par lettres et paquets *fermés*, pour objet de police, en contre-signant de leur *main*, comme par le passé, la suscription de la lettre. — 8° Pour l'exécution des dispositions des articles 80, 81 et 82 du Code civil, les préfets sont autorisés à s'adresser réciproquement en franchise, *sous bandes*, les expéditions des actes de décès,

pour les remettre ensuite aux maires de leur département, sous l'obligation de contre-signer les paquets *de leur main*, en y ajoutant ces mots : *actes de décès*. — 9° Les préfets correspondront entre eux, en franchise, *sous bandes*, pour le service du recrutement. — 10° Ils correspondront aussi en franchise, *sous bandes*, pour le même service, avec les conseils d'administration des corps militaires. — 11° Le préfet du Var correspondra, *sous bandes*, avec le receveur général, le directeur des domaines et le payeur en résidence à Toulon, avec les receveurs particuliers de Brignolles et de Grasse. — 12° Le préfet du Var est autorisé à correspondre, *par lettres fermées*, avec le directeur des douanes à Digne. — 13° Les intendances sanitaires désignées au tableau joint à l'ordonnance du 7 juillet 1824 correspondront en franchise avec les commissions comprises dans leur arrondissement. — Les commissions correspondront en franchise, non seulement avec leur intendance respective, mais entre elles dans tout le royaume. — La correspondance devra être expédiée *sous bandes*, et contre-signée par les présidens *semainiers* des intendances ou commissions. — 14° Les agens généraux des remontes jouiront de la franchise pour leur correspondance, *sous bandes*, avec les préfets et sous-préfets compris dans leurs divisions respectives, avec les inspecteurs généraux des haras, et avec les directeurs et chefs d'établissements du même service; — Les inspecteurs généraux des haras, pour leur correspondance, *sous bandes*, avec les préfets, les sous-préfets et les directeurs et chefs des haras et dépôts d'étalons de leur arrondissement; — Les directeurs des haras et chefs de dépôt d'étalons, pour leur correspondance, *sous bandes*, avec les préfets et sous-préfets de leur circonscription; — 15° Les inspecteurs divisionnaires des ponts et chaussées, pour leur correspondance, *sous bandes*, avec les préfets, les sous-préfets, avec les ingénieurs en chef et ordinaires, et avec les élèves et aspirans des départemens faisant partie de leur inspection; — 16° Les ingénieurs en chef et ordinaires des ponts et chaussées, pour leur correspondance, *sous bandes*, soit entre eux, soit avec les élèves et aspirans, et avec les conducteurs des ponts et chaussées, dans l'étendue des départemens de leur résidence; — 17° Les inspecteurs divisionnaires des mines et usines, pour leur correspondance, *sous bandes*, avec les préfets et sous-préfets, avec les ingénieurs en chef et ordinaires, et avec les élèves, dans l'étendue de leur inspection; — 18° Les ingénieurs en chef et ordinaires des mines et usines, pour leur correspondance, *sous bandes*, soit entre eux, soit avec les préfets et sous-préfets, avec les élèves, aspirans, gardes-mines et conducteurs des mines et usines, dans les départemens qui composent leur arrondissement. — 19° La franchise et le contre-seing accordés aux inspecteurs divisionnaires et aux ingénieurs des ponts et chaussées s'étendront, savoir : -- Pour l'ingénieur en chef du département de la Nièvre, chargé du service du canal du *Duc de Berry* et de la navigation du Cher, dans les départemens de l'Allier, du Cher, de Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire; — Pour l'inspecteur divisionnaire de la sixième inspection, dans les quatre départemens ci-dessus désignés; — Pour l'inspecteur général, directeur du canal *Monsieur*, dans les départemens du Doubs, du Jura, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin; — Pour l'inspecteur divisionnaire du canal de *l'Oucq* et des eaux de Paris, dans le département de Seine-et-Marne; — Pour l'ingénieur en chef de Seine-et-Oise, dans le département de la Seine; — Pour l'ingénieur chargé de la direction des travaux du canal de *Blavet*, à sa correspondance, *sous bandes*, avec les préfets du Morbihan et des Côtes-du-Nord; — Pour l'ingénieur en chef du département d'Indre-et-Loire, chargé d'améliorer la navigation de la Loire, à sa correspondance avec les préfets et sous-préfets et avec les ingénieurs en chef et ordinaires des départemens du Loiret, de Loir-et-Cher, de Maine-et-Loire,

de la Loire, de la Loire-Inférieure, de la Haute-Loire, de Saône-et-Loire, de l'Allier, de la Nièvre, du Cher et d'Indre-et-Loire. — 20° Le contre-seing du directeur général des ponts et chaussées et des mines opère la franchise, par lettres et paquets *fermés*, à l'égard des préfets, des inspecteurs divisionnaires, des ingénieurs en chef et ordinaires, des élèves et aspirans des ponts et chaussées et des mines. — 21° Le contre-seing du préfet de police opérera la franchise des lettres et paquets qu'il adressera aux fonctionnaires et préposés ci-après désignés, savoir : — Aux membres du conseil de préfecture de la Seine, en nom collectif; — Aux sous-préfets des arrondissemens de Sceaux et de Saint-Denis; — Aux maires et adjoints des communes rurales du département de la Seine, et de celles de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon, du département de Seine-et-Oise, comprises dans le ressort de la préfecture de police; — Aux commissaires de police de Paris et Saint-Denis; — A l'inspecteur général de police et aux officiers de paix; — Au capitaine commandant la gendarmerie du département de la Seine; — Au colonel d'armes et au conseil d'administration du corps de la gendarmerie royale de Paris; — Au commandant et au conseil d'administration du corps des sapeurs-pompiers de Paris; — Aux membres du conseil de salubrité à Paris, en nom collectif; — Aux membres de l'école de pharmacie; — Aux syndics des agens de change; — Aux syndics des courtiers de commerce; — Au commissaire de police de la bourse; — Aux syndics du commerce de la boulangerie; — Au contrôleur général de la halle aux grains et aux farines; — Au directeur et au caissier de la caisse syndicale; — Aux syndics du commerce de la boucherie; — Au directeur et au caissier de la caisse de Poissy; — Au caissier du commerce de la marée; — Au caissier du commerce de la volaille et du gibier; — A l'inspecteur général et aux inspecteurs particuliers des halles et marchés; — A l'architecte-commissaire et aux inspecteurs particuliers de la petite voirie; — A l'inspecteur général et à l'inspecteur adjoint de la salubrité et de l'illumination; — A l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, chargé de la direction de l'entretien du pavé de Paris; — A l'inspecteur général et aux inspecteurs particuliers et préposés de la navigation et des ports; — A l'ingénieur en chef chargé des travaux hydrauliques de Paris; — Au commissaire général de l'approvisionnement de Paris en combustibles; — Aux inspecteurs des poids et mesures; — Aux dégustateurs des boissons; — Au contrôleur général et au contrôleur général adjoint du recensement et mesurage des bois et charbons; — Au contrôleur de la halle aux cuirs; — Au contrôleur de la halle aux draps et aux toiles; — Aux concierges des maisons d'arrêt, de force et de détention, placées sous la surveillance du préfet de police; — Au directeur du dépôt de mendicité de Villers-Cotterets.

ÉTAT N° 7.

MINISTÈRE DES FINANCES.

État des fonctionnaires envers lesquels le contre-seing du ministre secrétaire d'état des finances opère la franchise;

SAVOIR :

- 1° Les ministres d'état, les conseillers d'état, les maîtres des requêtes;—
- 2° Les directeurs généraux de toutes les administrations de finances, les administrateurs de la loterie royale et des monnaies;—
- 3° Les préfets et les sous-préfets;—
- 4° Les procureurs généraux et les procureurs du roi;—
- 5° Les inspecteurs généraux et les inspecteurs des finances;—
- 6° Les receveurs généraux, les receveurs particuliers;—
- 7° Les payeurs des départemens;—
- 8° Les payeurs de la marine et le trésorier général des invalides de la marine;

- 9° Les directeurs des domaines, des douanes, des contributions indirectes; les conservateurs des forêts, les commissaires du roi et les directeurs des hôtels des monnaies, les directeurs des contributions directes et des postes;
- 10° Le commissaire général du roi près la régie intéressée des sels de l'Est;
- 11° Les conservateurs des hypothèques, les inspecteurs des douanes à Lyon, à Toulouse et à Orléans; les inspecteurs principaux et les inspecteurs de la loterie royale;
- 12° Les avoués du trésor royal dans les départemens;
- 13° Le greffier en chef de la cour des comptes.

Nota. Les lettres chargées ou non chargées qui seront adressées par des comptables directs du trésor royal au caissier du trésor royal, au directeur du mouvement des fonds, au directeur de la comptabilité générale, à l'agent judiciaire du trésor royal, devront être expédiées à l'adresse du ministre secrétaire d'état des finances, en portant ces mots sur la suscription : *caisse du trésor royal, direction du mouvement général des fonds, direction de la comptabilité générale ou agence judiciaire*, selon leur destination.

Dispositions particulières.

Préposés du ministère des finances.

Les agens du ministère des finances ci-après désignés jouiront de la franchise et du contre-seing, mais *sous bandes* seulement; savoir : — 1° Les inspecteurs généraux et les inspecteurs des finances, pour leur correspondance entre eux, dans leur arrondissement d'inspection, et pour celle qu'ils ont aussi, dans leur arrondissement d'inspection, avec les fonctionnaires et les préposés ci-après désignés, savoir :—Les préfets et les sous-préfets,— Les directeurs des domaines,—Les conservateurs et les inspecteurs des forêts,—Les directeurs et les inspecteurs des douanes,—Les directeurs des contributions indirectes,—Les directeurs des contributions directes,—Les directeurs des postes,—Les inspecteurs principaux de la loterie royale,—Les commissaires du roi et les directeurs des monnaies, et les comptables de deniers publics.

—*Nota.* Ils pourront néanmoins écrire par *lettres fermées*, mais sous la condition de déclarer sur la suscription, par une note signée, qu'il y avait nécessité de fermer la dépêche. — 2° Les receveurs généraux, pour leur correspondance, *sous bandes*, avec les receveurs particuliers, les percepteurs, les directeurs et les receveurs principaux des douanes de leur département. — Ils expédieront, en franchise, au greffier en chef de la cour des comptes, *sous pli fermé* et sous leur contre-seing, les comptes et les pièces à l'appui qu'ils transmettent à la cour.—Ils expédieront également en franchise, sous leur contre-seing, les paquets de formules de certificats de vie qu'ils adressent aux notaires certificateurs. — Les receveurs particuliers, pour leur correspondance, *sous bandes*, avec les percepteurs et les directeurs et receveurs principaux des douanes de leur arrondissement.—3° Le receveur général du département du Finistère jouira provisoirement, comme dépositaire de la caisse de réserve à Brest, de la franchise pour les lettres et paquets *sous bandes*, et contre-signés conformément au règlement, qui lui seront adressés à Brest, comme pour ceux qui lui seront envoyés à Quimper.—Ce comptable est autorisé à correspondre en franchise, *sous bandes*, avec son fondé de pouvoirs résidant à Brest.—Il est aussi autorisé à correspondre en franchise, *sous bandes*, avec le préfet du département à Quimper, pendant tout le temps que la recette générale restera placée hors du chef-lieu du département.—4° Le receveur général du département des Bouches-du-Rhône est autorisé à correspondre en franchise, *sous bandes*, avec le payeur du trésor à Toulon et avec les payeurs de l'île de Corse, et *vice versa*;—5° Les

payeurs des départemens chefs-lieux des divisions militaires, pour leur correspondance, *sous bandes*, avec leurs préposés et avec les payeurs des autres départemens de la division ;—Les payeurs de département, pour leur correspondance, *sous bandes*, avec leurs préposés, avec le payeur du département chef-lieu de la division militaire, et avec les notaires certificateurs de leur département ;—6° Les payeurs de la marine, pour leur correspondance, *sous bandes*, entre eux et avec leurs préposés, dans l'étendue de l'arrondissement maritime, et aussi pour leur correspondance avec les directeurs des contributions directes dans l'arrondissement de chaque payeur de la marine. — 7° Le payeur du trésor royal à Bâle est autorisé à correspondre avec le sous-intendant militaire à Belfort. — Les frais de cette correspondance seront portés sur un état de crédit tenu par le directeur des postes à Belfort, qui en sera remboursé, chaque mois, par le payeur à Bâle et par l'entremise du directeur d'Huningue. Cette dépense sera imputée sur les fonds affectés aux frais de service du trésor. — 8° Les directeurs, inspecteurs et contrôleurs des contributions directes, pour leur correspondance entre eux, *sous bandes*, dans le département où ils résident, et pour celle qu'ils ont avec les sous-préfets et les maires de leur arrondissement ; — Les directeurs des contributions directes seulement, pour leur correspondance, *sous bandes*, avec les payeurs du trésor, et avec les receveurs particuliers des finances, dans le département de leur résidence. — 9° Les receveurs de l'enregistrement en Corse sont autorisés à faire parvenir en franchise au préfet, et à recevoir de lui, sous le couvert des sous-préfets et des maires, les états de taxes à témoins, qui doivent être revêtus du *visa* de ce magistrat. — 10° Les divers agens du trésor royal sont autorisés, mais en cas d'absence seulement, à déléguer leur contre-seing à leurs fondés de pouvoirs. — 11° Les avoués, agrégés à l'agence judiciaire du trésor royal, dans les départemens, et les avoués, leurs correspondans, dans les arrondissemens, sont autorisés à correspondre en franchise, sous le couvert du préfet et du sous-préfet de leur arrondissement, mais à la charge de remettre leurs lettres et paquets *ouverts* aux préfetures et sous-préfetures.

ADMINISTRATIONS DE FINANCES.

Direction générale des domaines.

12° Le directeur général des domaines contre-signera sa correspondance au moyen d'une griffe qui lui sera remise par l'administration des postes, et portant les mots : *Ministère des finances, direction générale des domaines*. Elle opérera la franchise des lettres et paquets fermés, adressés aux fonctionnaires et préposés ci-après désignés ; savoir : — Les préfets et les sous-préfets ; — Les procureurs généraux et les procureurs du roi ; — Les inspecteurs généraux et les directeurs des domaines et de l'enregistrement ; — Les surveillans de papeterie pour la fabrication de papier à timbrer. — Les directeurs des domaines correspondront en franchise, *sous bandes*, dans l'étendue de leur département, avec les procureurs du roi, les inspecteurs, vérificateurs et receveurs de l'enregistrement et des domaines, les conservateurs des hypothèques, les receveurs et gardes-magasins du timbre, les inspecteurs, sous-inspecteurs et gardes généraux des forêts de leur département, lorsqu'ils sont chefs de service, et *vice versa*. — Les receveurs de l'enregistrement correspondront en franchise, *sous bandes*, dans l'étendue de leur département, entre eux et avec les inspecteurs et vérificateurs de l'enregistrement, et *vice versa*.

Nota. La griffe remise au directeur général ne pourra être confiée qu'à une seule personne, qui en sera responsable.

Direction générale des forêts.

13° Le directeur général des forêts contre-signera sa correspondance au moyen d'une griffe qui lui sera remise par l'administration des postes, et portant les mots : *Ministère des finances, direction générale des forêts*. Elle opérera la franchise des lettres et paquets fermés, adressés aux fonctionnaires et préposés ci-après désignés, savoir : — Les préfets et les sous-préfets ; — Les procureurs généraux et les procureurs du roi ; — Les conservateurs, les inspecteurs, sous-inspecteurs et gardes généraux des forêts, lorsqu'ils sont chefs de service dans leur département ; — Le directeur et les professeurs de l'école forestière à Nancy. — Les conservateurs des forêts correspondront en franchise, *sous bandes*, dans l'étendue de leur conservation, avec les préfets et les sous-préfets, les procureurs du roi, les juges de paix, les inspecteurs, sous-inspecteurs et gardes généraux des forêts, et avec les directeurs des domaines, et *vice versa*.

Nota. La griffe remise au directeur général ne pourra être confiée qu'à une seule personne, qui en sera responsable.

Direction générale des douanes.

14° Le directeur général des douanes contre-signera sa correspondance au moyen d'une griffe qui lui sera remise par l'administration des postes, et portant les mots : *Ministère des finances, direction générale des douanes*. Elle opérera la franchise des lettres et paquets fermés, adressés aux fonctionnaires et préposés ci-après désignés ; savoir : — Les préfets et les sous-préfets ; — Les procureurs généraux et les procureurs du roi ; — Les directeurs des douanes, les inspecteurs généraux, les inspecteurs divisionnaires et sédentaires des douanes ; — Les receveurs principaux des douanes. — La correspondance des chefs et agens des douanes dans les départemens continuera d'avoir lieu comme par le passé et par les moyens qui lui sont particuliers.

Nota. La griffe remise au directeur général ne pourra être confiée qu'à une seule personne, qui en sera responsable.

Direction générale des contributions indirectes.

15° Le directeur général des contributions indirectes contre-signera sa correspondance au moyen d'une griffe qui lui sera remise par l'administration des postes, et portant les mots : *Ministère des finances, direction générale des contributions indirectes*. Elle opérera la franchise des lettres et paquets fermés, adressés aux fonctionnaires et préposés ci-après désignés ; savoir : — Les préfets et les sous-préfets ; — Les procureurs généraux et les procureurs du roi ; — Les directeurs de département et d'arrondissement des contributions indirectes ; — Les contrôleurs de la culture des tabacs ; — Les régisseurs des manufactures de tabac ; — Les gardes-magasins des tabacs en feuilles, — Et les préposés en chef des octrois. — Les directeurs des contributions indirectes de département ou d'arrondissement correspondront en franchise, *sous bandes*, dans l'étendue de leur département ou de leur arrondissement, avec tous les préposés sous leurs ordres, et *vice versa*. — Les directeurs de département, chargés de l'inspection générale du service des tabacs, correspondront en franchise, *sous bandes*, dans l'étendue de leur inspection, avec tous les préposés du service spécial des tabacs sous leurs ordres, et *vice versa*. — Les régisseurs des manufactures des tabacs correspondront en franchise, *sous bandes*, dans l'étendue de la circonscription approvisionnée par leurs manufactures, avec les gardes-magasins et les entreposeurs des tabacs, et *vice versa*. — Les acquits-à-caution, bulletins, et généralement tous

les imprimés, même ceux remplis à la main, que les directeurs des contributions indirectes s'adresseront entre eux, circuleront en franchise, *sous bandes*, dans toute l'étendue du royaume; mais il est formellement interdit d'y joindre *aucune lettre, note, ni états manuscrits*. Le poids de ces sortes de paquets à la même destination ne devra jamais excéder un kilogramme.

Nota. La griffe remise au directeur général ne pourra être confiée qu'à une seule personne, qui en sera responsable.

Direction générale des postes.

16° Le directeur général des postes contre - signera sa correspondance au moyen d'une griffe portant les mots : *Ministère des finances, direction générale des postes*. Elle opérera la franchise de toutes les lettres et de tous les paquets fermés, relatifs au service.

Nota. Cette griffe ne pourra être confiée qu'à une seule personne, qui en sera responsable.

Direction générale de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations.

17° Le directeur général de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations contre-signera sa correspondance au moyen d'une griffe portant les mots : *Caisse d'amortissement*. Elle opérera la franchise des lettres et paquets fermés, adressés aux fonctionnaires et préposés ci-après désignés; savoir : — Les préfets, — Les procureurs du roi, — Les receveurs généraux et les receveurs particuliers des finances, — Les directeurs de l'enregistrement, — Et le greffier en chef de la cour des comptes.

Administration de la loterie royale.

18° Les administrateurs de la loterie royale contre-signeront leur correspondance au moyen d'une griffe qui leur sera remise par l'administration des postes, et portant ces mots : *Ministère des finances, administration de la loterie royale*. Elle opérera la franchise des lettres et paquets fermés, adressés aux fonctionnaires et préposés ci-après désignés; savoir : — Les préfets et les sous-préfets, — Les procureurs généraux et les procureurs du roi, — Les inspecteurs en chef, les inspecteurs, les sous-inspecteurs et les receveurs de la loterie royale. — Les lettres contre-signées par ces fonctionnaires ou agens parviendront également en franchise aux administrateurs de la loterie royale. — Les inspecteurs en chef de la loterie dans les départements correspondront en franchise, *sous bandes*, avec les inspecteurs, les sous-inspecteurs et les receveurs de leur arrondissement d'inspection, et *vice versa*. — Les inspecteurs de la loterie correspondront en franchise, *sous bandes*, avec les sous-inspecteurs et les receveurs placés sous leur inspection, et *vice versa*. — Les inspecteurs en chef et les inspecteurs de la loterie correspondront en franchise, *sous bandes*, avec les receveurs généraux et particuliers des finances de leur arrondissement d'inspection, et *vice versa*. — Les billets de loterie, comptes des receveurs, feuilles de registre, bordereaux, souches, doubles souches, compulsoires et autres imprimés ou pièces de comptabilité, soit à l'appui des comptes, soit isolés, seront expédiés en franchise par paquets ficelés et plombés, ou par paquets chargés.

Nota. La griffe remise aux administrateurs de la loterie royale ne pourra être confiée qu'à une seule personne, qui en sera responsable.

Administration des monnaies.

19° Les administrateurs des monnaies contre-signeront leur correspon-

dance au moyen d'une griffe qui leur sera remise par l'administration des postes, et portant les mots : *Ministère des finances, administration des monnaies*. Elle opérera la franchise des lettres et paquets fermés, adressés aux fonctionnaires et préposés ci-après désignés, savoir : — Les commissaires du roi, les directeurs, les caissiers et les contrôleurs des monnaies des hôtels des monnaies, — Les contrôleurs et les essayeurs des bureaux de la garantie, — Les receveurs et les contrôleurs des argues de Lyon et de Trévoux. — Les lettres contre-signées par ces fonctionnaires ou agens parviendront également en franchise aux administrateurs des monnaies. — L'envoi des échantillons pour servir au jugement des espèces continuera d'être fait à l'administration, sous le couvert du ministre secrétaire d'état des finances. — L'administration des monnaies est autorisée à expédier en franchise par la poste, et *sous chargement*, les boîtes des poinçons de garantie qu'elle envoie à ses bureaux dans les départemens, et à recevoir aussi en franchise, *sous chargement*, les boîtes contenant les poinçons hors de service, qui lui sont renvoyés des départemens.

ÉTAT N° 8.

MINISTÈRE DE LA MAISON DU ROI.

Etat des fonctionnaires envers lesquels le contre-seing du ministre de la maison du roi opère la franchise;

SAVOIR :

1° Les ministres d'état, conseillers d'état et maîtres des requêtes; — 2° Les préfets des départemens; — 3° Les directeurs de la régie des domaines; — 4° L'intendant militaire de la maison militaire du roi, — L'intendant du trésor de la liste civile, — L'intendant des bâtimens de la couronne, parcs et jardins; — 5° L'administrateur de la manufacture de Sèvres; — 6° L'administrateur de la manufacture de Beauvais; — 7° Les conservateurs et agens principaux des forêts royales, les architectes et concierges des palais royaux; — 8° Le directeur du musée royal de Versailles.

Dispositions particulières.

1° Les fonctionnaires dénommés en l'article 4 ci-dessus peuvent correspondre, soit entre eux, soit avec les conservateurs et agens des forêts royales, en franchise, mais *sous bandes* seulement. — 2° La franchise est accordée à la correspondance, *sous bandes*, de l'intendant des bâtimens de la couronne, avec les architectes des palais royaux, avec le directeur des pépinières et avec les jardiniers en chef des maisons royales. — 3° Le conservateur des domaines de la couronne à Versailles, et les conservateurs des forêts royales dans les résidences de Saint-Germain, Paris, Rambouillet, Compiègne et Fontainebleau, sont autorisés à correspondre entre eux en franchise, *sous bandes*. — 4° Le chargé du département des beaux-arts, au ministère de la maison du roi, jouira de la franchise des dépêches qui lui seront adressées pour le service de son administration. — 5° Il aura le contre-seing à l'égard des fonctionnaires ci-après désignés; savoir : — Les directeurs des manufactures royales de Sèvres, des Gobelins, de la Savonnerie et de Beauvais; — Les directeurs de la monnaie des médailles, de l'école de mosaïque, et des théâtres royaux à Paris; — Les directeurs et conservateurs des musées à Paris, et châteaux royaux à Paris, Saint-Cloud, Fontainebleau, Versailles, Compiègne et Rambouillet; — Le directeur des fêtes, cérémonies et spectacles de la cour à Paris; — Le directeur de l'école royale de musique et de déclamation à Paris; — Les préfets des départemens. — Le contre-seing du chargé du dé-

partement des beaux-arts s'opérera par une griffe portant les mots : *Maison du roi, département des beaux-arts.* — Il sera remis au ministre de la maison du roi deux griffes : l'une portera ces mots, *Service du roi* ; l'autre, *Ministère de la maison du roi.* — Toute lettre qui sera frappée de ces deux griffes sera remise franche de port, quelle que soit la personne à laquelle elle sera adressée. — Les lettres qui seront frappées seulement de la griffe, *ministère de la maison du roi*, ne seront remises franches de port qu'aux personnes désignées dans les huit articles qui précèdent les dispositions particulières de l'état ci-dessus.

N° 618. = 18—28 décembre 1825. = **ORDONNANCE du roi concernant les poids et mesures** (1). (VIII, Bull. LXIX, n° 2347.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu les lois des 24 août 1790 et 22 juillet 1791, la loi du 23 septembre 1795 (1^{er} vendémiaire an 4), et l'arrêté du 18 juin 1801 (29 prairial an 9) ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Des attributions générales.

Art. 1^{er}. Les préfets et les sous-préfets continueront à exercer leur surveillance sur l'uniformité et la légalité des poids et mesures répandus dans le commerce ; l'inspection en sera faite sous leurs ordres par des vérificateurs préposés par les préfets.

2. Les maires, adjoints, commissaires et officiers de police prêteront toute assistance aux vérificateurs dans l'exercice des fonctions qui leur sont déléguées. Ils constateront et poursuivront devant les tribunaux de simple police, soit d'office, soit à la réquisition des vérificateurs, les contraventions commises par les marchands et fabricans qui emploieraient à l'usage de leur commerce, ou conserveraient dans leurs dépôts, boutiques et magasins, des mesures et poids différens de ceux qui sont établis par les lois en vigueur. — Les vérificateurs sont tenus de leur faire connaître les infidélités dans l'emploi et l'usage des poids et mesures que leurs fonctions leur feraient découvrir.

TITRE II. — Inspection sur l'uniformité des poids et mesures.

§ 1^{er}. — Des bureaux de vérification, et des vérificateurs.

3. Dans chaque arrondissement communal, il y aura un vérificateur dont le bureau sera placé au chef-lieu, et, autant que possible, dans le local de la préfecture ou de la sous-préfecture.

4. Si les convenances locales exigent qu'il y ait plusieurs bureaux dans un même arrondissement, ou qu'au contraire plusieurs arrondissemens n'aient qu'un bureau commun, ces dispositions pourront être proposées par le préfet, après avoir pris l'avis du conseil général du département, et définitivement arrêtées par notre ministre de l'intérieur.

5. Chaque bureau sera pourvu de l'assortiment nécessaire d'étalons vérifiés et poinçonnés au bureau du dépôt des prototypes établi près du ministre de l'intérieur. Lesdits étalons devront être vérifiés de nouveau au même bu-

(1) Voyez le décret du 1^{er}—2 août 1793, et les notes qui indiquent toute la législation concernant les poids et mesures, et spécialement les réglemens relatifs à leur inspection et à leur vérification.

Voyez encore, sur la vérification des poids et mesures, l'ordonnance du 21—29 décembre 1832. Voyez aussi la loi du 4—8 juillet 1837.

reau une fois en dix ans, et plus souvent, s'il en est besoin. — Tous les poinçons nécessaires aux vérifications dans les départemens seront fabriqués à Paris, par les ordres de notre ministre de l'intérieur. — Ils porteront des marques distinctes pour chaque année d'exercice; et ceux de la vérification des poids et mesures nouvellement fabriqués ou rajustés seront différens de ceux qui sont destinés à constater les vérifications périodiques successives.

6. Il sera tenu la main, autant que la situation financière des communes le permettra, à l'exécution de l'article 8 de la loi du 1^{er} août 1793, qui prescrit à toutes les mairies de se pourvoir d'étalons et de les conserver à la maison commune.

7. Les étalons des bureaux de vérification sont, sous la surveillance des préfets et sous-préfets, gardés par les vérificateurs, lesquels sont responsables de leur conservation.

8. Les vérificateurs sont nommés et révocables par les préfets, sous l'approbation de notre ministre de l'intérieur.

9. Le traitement des vérificateurs sera réglé par notre ministre de l'intérieur, sur l'avis des préfets. Il comprendra par abonnement les frais de tournée ordinaire, ceux de bureau, ceux d'entretien et de transport des instrumens de vérification. On aura égard, dans la fixation de l'abonnement, à la facilité locale ou à la difficulté des transports. — Les étalons, les poinçons, les registres et l'ameublement des bureaux, seront seuls fournis aux vérificateurs. — S'il y a lieu de prescrire des tournées extraordinaires, les frais en seront remboursés aux vérificateurs. Les préfets pourront proposer, suivant le besoin, soit d'ordonner lesdites tournées, soit de donner au vérificateur un suppléant en son absence, ainsi qu'un ou plusieurs aides, dans les bureaux qui en auraient une nécessité indispensable. Notre ministre de l'intérieur en décidera.

§ II. — Mode de vérification et comptabilité.

10. Les poids et mesures nouvellement fabriqués ou rajustés seront vérifiés et poinçonnés conformément à l'arrêté du 18 juin 1801. Les poids et mesures à l'usage et entre les mains des commerçans ou employés en toute industrie ou entreprise, pour règle entre le marchand ou l'entrepreneur et le public, continueront, comme par le passé, à être soumis à une vérification périodique, pour reconnaître si la conformité avec les étalons n'a pas été altérée. Chacune de ces vérifications continuera à être constatée par le moyen d'un poinçon nouveau. — Lesdites vérifications, dans l'intérêt du maintien de l'uniformité du système, sont sans préjudice de l'action qui appartient à la police municipale, pour la surveillance de la fidélité du débit des marchandises qui se vendent à la mesure ou au poids.

11. La rétribution pour la vérification des poids et mesures, établie par l'arrêté du 18 juin 1801, sera versée directement à notre trésor royal, et classée distinctement parmi les *produits divers* du budget de l'état; elle continuera à être perçue toutefois avec les modifications apportées au tarif annexé à la présente ordonnance, et dans les formes et suivant les dispositions ci-après.

12. Tous les ans, il sera ouvert à notre ministre de l'intérieur un crédit général pour les dépenses de la vérification des poids et mesures dans tout le royaume, comprenant la fourniture et le transport des étalons et des poinçons, le traitement des vérificateurs de chaque arrondissement, loyers, ameublemens et frais de leurs bureaux, tournées et inspections extraordinaires, traitemens et frais du bureau et dépôt central pour la conservation

et le service des étalons prototypes au ministère de l'intérieur; le tout conformément aux états que nous aurons approuvés pour faire partie du budget du département de l'intérieur. — Le montant du crédit ne pourra être supérieur au produit de la rétribution de l'année précédente; quand il sera reconnu que la totalité de la recette n'est pas absorbée par la dépense nécessaire, il sera pourvu à une réduction sur la quotité du tarif pour l'avenir, en observant ce qui est dit au dernier paragraphe de l'article 16.

13. Tous les fonds provenant des rétributions pour la vérification des poids et mesures existant au 31 décembre courant, soit au trésor royal, sous l'intitulé de *cotisations municipales* ou autrement, soit dans les départemens, en quelque dépôt ou en quelque main que ce soit, seront réunis au trésor royal en un compte général et commun, conformément à l'article 14 de l'arrêté du 18 juin 1801. Les fonds réunis en ce compte seront mis à la disposition de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, pour être employés, après l'apurement des dépenses courantes de ce service pour 1825, à compléter l'assortiment d'étalons et poinçons nécessaires dans chaque arrondissement. A la clôture de l'exercice 1826, le reliquat qui n'aura pas été employé restera au trésor royal, comme recette extraordinaire et revenu accidentel de l'état.

14. Pour procéder aux vérifications et au recouvrement des rétributions, chaque préfet se fera représenter par les vérificateurs de son département le tableau de leurs opérations dans le courant de la présente année, accompagné de leurs observations et explications; le tout sera communiqué au directeur des contributions directes, lequel dressera sur ces documens, et pour la perception de l'exercice suivant, le rôle des personnes qui, par leur profession, sont tenues d'être munies de poids et mesures poinçonnés, et assujéties à la vérification périodique, et, en conséquence, à en acquitter la rétribution.

15. Outre le nom des assujétis, le rôle portera la somme de la rétribution due par chacun d'eux, à raison du *minimum* de l'assortiment des poids ou mesures dont chacun doit être pourvu suivant sa profession. Les conseils d'arrondissement et les conseils généraux pourront être consultés sur les professions à assujétir et sur la fixation du *minimum*, relativement aux besoins et usages locaux.

16. Dans les communes d'un commerce considérable, la vérification périodique se fera tous les ans, et de deux ans en deux ans dans les autres lieux, le tout suivant le tableau qui en sera dressé par le préfet, et où sera réglé l'ordre dans lequel les divers cantons du département seront alternativement vérifiés. — Dans les lieux où la vérification périodique n'aura lieu que tous les deux ans, la quotité de chaque contribuable sera réduite à la moitié. — Quand il y aura lieu à une réduction du tarif conformément à l'article 12, le premier dégrèvement sera spécial en faveur des lieux où, la vérification étant annuelle, le tarif est perçu en entier tous les ans.

17. Pour la première fois, et par mesure transitoire, les fabricans de poids et mesures seront tenus de déclarer à la préfecture de leur département ou à la mairie de la commune, d'ici au 30 janvier prochain, le nombre de poids et mesures neufs qu'ils se proposent de fabriquer dans l'année 1826. Le rôle de la rétribution sera fait pour 1826, en ce qui les concerne, sur le nombre d'instrumens ainsi déclarés; mais le rôle de 1827 sera fait sur le nombre effectif des poids et mesures qu'ils auront présentés à la vérification dans le courant de l'année, tel que l'auront constaté les vérificateurs, et ainsi de suite d'année en année. — Ceux qui auront rajusté des poids ou mesures,

seront portés au rôle de la rétribution d'après les mêmes bases. Les uns et les autres ne pourront mettre en vente ou livrer aucun instrument neuf ou rajusté, qu'il n'ait été revêtu du poinçon de la vérification primitive, sous les peines portées par les articles 479, 480 et 481 du Code pénal.—Pour faire jouir les fabricans de poids et mesures de la modération promise par l'article final de l'arrêté du 18 juin 1801, le tarif sera réduit, à leur égard, de moitié.

18. Les rôles faits par perception seront arrêtés et rendus exécutoires par le préfet, pour être mis en recouvrement avec ceux des contributions directes, par les mêmes voies et avec les mêmes termes de recours, en cas de réclamation, que pour l'impôt des portes et fenêtres.

19. Le vérificateur sera tenu, à peine de toute responsabilité et de destitution, d'accomplir la visite qui lui aura été assignée pour chaque année, et de se transporter au domicile de chacun de ceux qui sont portés au rôle dont copie lui aura été délivrée. Il sera accompagné par le maire, l'adjoint, ou un commissaire ou officier de police : il vérifiera et poinçonnera les instrumens qui lui seront exhibés, tant ceux qui composent l'assortiment obligatoire au *minimum*, que ceux que le commerçant posséderait de surplus. Il fera note du tout sur un registre portatif qu'il fera émarger par la partie, si elle sait ou veut signer : à défaut, le vérificateur fera certifier ses opérations par l'officier de police.

20. Indépendamment des tournées à domicile, le bureau du vérificateur sera ouvert aux personnes qui préféreraient y accomplir l'obligation de faire vérifier les poids et mesures. Ces opérations seront consignées sur la copie des rôles par émargement.

21. Les opérations justifiées des vérificateurs, tant dans leurs tournées que dans leurs bureaux, serviront de documens pour dresser les rôles de l'exercice ou des deux exercices suivans ; et, à cet effet, ils seront tenus de faire parvenir au préfet de leur département leurs tableaux et procès-verbaux avant le 31 octobre de chaque année.

22. Il est défendu aux vérificateurs de s'ingérer dans le recouvrement de la rétribution, et de percevoir ou accepter aucun salaire de la part de ceux dont ils vérifient les poids et mesures, à peine de concussion.

23. Les poids et mesures des bureaux d'octroi et autres offices publics où les préposés comptent avec les contribuables au poids ou à la mesure, seront soumis à la vérification. Là où la rétribution serait à la charge directe du gouvernement, elle sera gratuite.

24. Les balances, romaines ou autres instrumens de pesage autorisés ou tolérés, seront soumis à la vérification primitive et poinçonnés avant d'être exposés en vente ou livrés au public, afin de constater que leur première construction ne renferme pas de vices qui nuisent à leur exactitude. Ils ne seront pas susceptibles de la vérification périodique ; mais les poids spéciaux qui y seraient employés y seront soumis comme tout autre poids.

TITRE III. — *De l'inspection sur le débit des marchandises au poids ou à la mesure.*

25. Conformément à la loi du 23 septembre 1795, les maires, adjoints et officiers de police, sont chargés de faire dans leurs arrondissemens respectifs, et plusieurs fois dans l'année, des visites dans les boutiques et magasins, dans les places publiques, foires et marchés, à l'effet de s'assurer de l'exactitude et du fidèle usage des poids et mesures. — Ils sont particulièrement chargés de surveiller les bureaux publics de pesage et de mesurage dépendant de l'administration municipale. — Ils s'assureront, 1° si les poids et mesures portent les marques et poinçons de vérification ; 2° si, depuis la vérification que ces marques constatent, ces instrumens n'ont point souffert

de variations, soit accidentelles, soit frauduleuses; 3^e et essentiellement, si les marchands font réellement usage de ces poids et mesures, et non d'aucun autre.

26. Ils vérifieront fréquemment les balances, romaines, et tous autres instrumens de pesage autorisés ou tolérés. Ils s'assureront de leur justesse et de la liberté de leurs mouvemens.

27. Les maires et officiers de police veilleront à la fidélité dans le débit des marchandises qui, étant fabriquées au moule ou à la forme, se vendent à la pièce ou au paquet comme correspondant à un poids déterminé, telles que les pains de certaines espèces, les bougies, chandelles, et autres semblables. Néanmoins, les formes ou moules propres aux fabrications de ce genre ne seront jamais réputés instrumens de pesage, ni assujétis à la vérification.

28. Les vases ou futailles servant de récipient aux boissons, liquides ou autres matières, ne seront pas réputés mesures de capacité ou de pesanteur. La police municipale veillera à ce que, dans le débit en détail, les boissons et autres liquides ne soient pas vendus à raison d'une certaine mesure présumée, sans avoir été mesurés effectivement.

29. Il n'est apporté aucun changement dans l'usage de vendre à la pièce, et sans rapport avec les mesures légales, les liqueurs ou les vins venant de l'étranger ou de crus particuliers, d'un prix supérieur à celui des vins de vente courante.

TITRE IV. — *Dispositions générales.*

30. Le prix vénal des denrées et marchandises pourra être établi sur tout multiple et fraction décimale d'unité du système métrique des poids et mesures, sans préjudice de l'usage, dans la vente en détail, des mesures dites *usuelles*, permises en vertu du décret du 12 février 1812. — La même règle est applicable dans les cas où les bases du cours légal doivent être déterminées par l'autorité : elle s'appliquera également à la composition des assortimens obligatoires des poids et mesures, soit pour les particuliers, suivant l'article 15 ci-dessus, soit pour les bureaux de pesage et mesurage, ainsi que pour le service des halles et marchés. Toute disposition contraire est annulée.

31. En matière de poids et mesures, les arrêtés pris par les préfets, et les ordonnances de police rendues par les maires, ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur.

32. Toutes les contraventions auxdits réglemens et arrêtés, de la compétence des tribunaux de simple police, seront poursuivies conformément aux articles du Code pénal relatifs à l'usage des poids et mesures, et à l'article 606 de la loi du 25 octobre 1795 (3 brumaire an 4), sur les contraventions aux réglemens de police en général.

33. Les dispositions de l'arrêté du 18 juin 1801, non modifiées par la présente ordonnance, continueront à être exécutées.

TARIF des rétributions à percevoir pour la vérification des poids et mesures et des instrumens de pesage et de mesurage de chaque espèce autorisés ou tolérés, sauf la remise accordée aux fabricans par l'article 17 de l'ordonnance qui précède.

POIDS ET MESURES MÉTRIQUES.

POIDS EN CUIVRE				POIDS EN FER.			
SIMPLES.		DIVISÉS.					
	cent.		cent.				cent.
Double myriagramme.	37 5	5 kil. composés de c.		Cinq myriagrammes.			50
Myriagramme.	37 5	1 double kilogram.	15	Double myriagramme.			25
Demi-myriagramme.	37 5	2 kilogrammes.	30	Myriagramme.			25
Double kilogramme.	15	1 kilogr. divisé...	30	Demi-myriagramme.			25
Kilogramme.	15	Double kilogram.		Double kilogramme.			10
Demi-kilogramme.	15	composé de		Kilogramme.			10
Double hectogramme.	7 5	1 kilogramme.	15	Demi-kilogramme.			10
Hectogramme.	7 5	1 kilogr. divisé.	30	Double hectogramme.			5
Demi-hectogramme.	7 5	Demi-kilogram. divisé.	30	Hectogramme.			5
Double décagramme.	7 5	Double hectog. divisé.	30	Demi-hectogramme.			5
Décagramme.	7 5	Hectogramme divisé.	30				
Demi-décagramme.	7 5	Demi-hectog. divisé.	30				
Double gramme.	7 5	Double décagram. divisé					
Gramme.	7 5	et au dessous.	30				

Mesures de capacité pour les grains et autres matières sèches.

Hectolitre.	75 c. »
Demi-hectolitre.	50 »
Double décalitre.	15 »
Décalitre.	10 »
Demi-décalitre.	7 »
Double litre.	5 »
Litre.	5 »
Demi-litre.	5 »
Double décilitre.	5 »
Décilitre.	5 »

Mesures de capacité pour les liquides.

Double décalitre.	50 »
Décalitre.	50 »
Demi-décalitre.	50 »
Double litre.	20 »
Litre.	15 »
Demi-litre.	10 »

Double décilitre.	10 c. »
Décilitre.	10 »
Demi-décilitre et au dessous.	10 »

Mesures pour le lait.

Double litre.	10 »
Litre.	10 »

Mesures de longueur.

Double mètre ordinaire ou brisé.	15 »
Mètre ployant ou à charnière.	10 »
Mètre simple et demi-mètre.	10 »
Décimètre et double décimètre.	5 »

Mesures de solidité.

Double stère.	75 »
Stère.	75 »

Mesures agraires.

Double décamètre.	25 »
Décamètre.	25 »
Demi-décamètre.	25 »

POIDS ET MESURES USUELS.

(Décret du 12 février 1812.)

Poids en cuivre simples.

De vingt livres.	37 c. 5
De dix livres.	37 5
De huit livres.	37 5
De six livres.	37 5
De quatre livres.	15 »

De deux livres.	15 »
D'une livre.	15 »
D'une demi-livre.	15 »
D'un quart de livre.	15 »
D'un huitième de livre.	7 5
Une once et au dessous.	7 5

Poids en cuivre divisés.

De huit livres.....	75 c. »
De quatre livres.....	45 »
De deux livres.....	30 »
De une livre et au dessous.....	30 »

Poids en fer.

De huit livres.....	25 »
De six livres.....	25 »
De quatre livres.....	10 »
De deux livres.....	10 »
D'une livre.....	10 »
D'une demi-livre.....	10 »
D'un quart de livre.....	5 »
D'un huitième de livre.....	5 »

Mesures de capacité pour les grains et autres matières sèches.

Double boisseau.....	20 »
Boisseau.....	15 »
Demi-boisseau.....	10 »
Quart de boisseau.....	7 »
Double litre.....	5 »
Litre.....	5 »
Demi-litre.....	5 »

Quart de litre.....	5 c. »
Huitième de litre.....	5 »

Mesures de capacité pour les liquides.

Demi-litre.....	10 »
Quart de litre.....	10 »
Huitième de litre.....	10 »
Seizième de litre et au dessous.....	10 »

Mesures pour le lait.

Demi-litre.....	5 »
Quart de litre.....	5 »
Huitième de litre.....	5 »
Seizième de litre.....	5 »

Mesures de longueur.

Toise.....	20 »
Demi-toise.....	10 »
Aune et demi-aune.....	10 »
Pied.....	5 »

Mesures représentant le poids de l'huile.

Une livre.....	10 »
Une demi-livre.....	10 »
Un quart et au dessous.....	10 »

INSTRUMENS DE PESAGE.

La rétribution pour la vérification primitive des instrumens de pesage est fixe et sans remise.

Balances de magasin.....	50 c. chaque.
Balances de comptoir.....	25 » chaque.

Seront réputées balances de magasin, et indistinctement, toutes balances dont les fléaux auront plus de soixante-cinq centimètres de longueur; et comme balances de comptoir, toutes celles de la plus petite dimension, jusqu'à soixante-cinq centimètres.

Balances-basculés autorisées dans le commerce en gros, de la portée de cinquante à cent kilogrammes inclusivement.....	1 f. chaque.
Les mêmes balances, quelle que soit leur portée au dessus de cent kilogrammes et indistinctement.....	2

Les poids spéciaux à l'usage des dites balances-basculés étant susceptibles de la révision périodique (*article 24 de l'ordonnance*), il sera perçu pour chacun d'eux la rétribution analogue à celle de tout autre poids de la même nature et de la même valeur. Pour la vérification primitive de ces poids, la remise de la moitié du droit sera accordée aux fabricans.

Romaines tolérées, divisées au poids décimal ou usuel, et indistinctement, quelle que soit leur portée, jusqu'à quarante kilogrammes inclusivement..... of. 50 c. chaque.

La rétribution sur chaque *romaine tolérée* dans le commerce en gros, dont la portée s'élèvera de quarante à deux cents kilogrammes, sera calculée à raison de vingt-cinq centimes pour chacun des doubles myriagrammes qui constituent sa plus forte portée, et sans qu'il soit tenu compte des divisions en kilogrammes qui excéderaient un nombre rond de doubles myriagrammes.

Romaines tolérées, de deux cent kilogrammes et au dessus, quelle que soit leur portée..... 2 50

Si d'autres instrumens de pesage et de mesurage venaient à être autorisés, le droit serait fixé, suivant l'analogie, par le ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

N° 619. = 21 — 28 décembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant convocation de la chambre des pairs et de la chambre des députés. (VIII, Bull. **LXIX**, n° 2336.)

N° 620. = 21 — 28 décembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi portant convocation de la cour des pairs (affaire des marchés *Ouvrard*). (VIII, Bull. **LXIX**, n° 2337.)

N° 621. = 21 — 28 décembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi relative à la transmission de plusieurs titres de pairie. (VIII, Bull. **LXIX**, n° 2339.)

N° 622. = 21—28 décembre 1825. = **ORDONNANCE** du roi qui règle, pour les grades supérieurs, le mode d'avancement dans les régimens de cavalerie de la ligne (1). (VIII, Bull. **LXIX**, n° 2346.)

N° 623. = 21 décembre 1825—23 janvier 1826. = **ORDONNANCE** du roi portant établissement d'un abattoir public dans la ville de Lunel, département de l'Hérault. (VIII, Bull. **LXXIII**, n° 2484.)

N° 624. = 28 décembre 1825—1^{er} janvier 1826. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement pour le service du bureau central de vérification établi près la direction de l'octroi de Paris (2). (VIII, Bull. **LXX**, n° 2384.)

Charles..., —Vu la délibération du conseil général du département de la Seine, faisant fonctions de conseil municipal de la ville de Paris, en date du 20 septembre 1825, et le projet de règlement y annexé pour le bureau central de vérification de l'octroi de Paris; —Vu l'avis du préfet de la Seine; —Vu les observations de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur; —Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} janvier 1826, les objets non sujets aux droits d'octroi arrivant à Paris, que les propriétaires, destinataires ou conducteurs voudront être dispensés de décharger ou d'ouvrir aux barrières avant l'introduction, seront conduits sous escorte au bureau central de vérification établi à l'hôtel de la direction de l'octroi, pour y être soumis à la visite, à couvert, en présence du propriétaire, ou pour y être conservés en dépôt et sans visite, lorsqu'ils devront être réexpédiés hors Paris. — Les marchandises sous plomb des douanes qui ne devront point être conduites aux bureaux de cette administration, le seront également au bureau central de vérification. — Le bureau central sera ouvert depuis le lever jusqu'au coucher du soleil.

2. Ne pourront être admis à la faveur accordée par l'article précédent, — 1° Les objets soumis aux droits d'octroi, si ce n'est lorsqu'ils se trouveront en petite quantité ou en petit volume dans les chargemens ou colis con-

(1) Cette ordonnance a été abrogée par la loi du 14—17 avril 1831, qui a réglé d'une manière générale et complète le mode d'avancement dans l'armée, et qui constitue le dernier état des choses.

(2) Voyez la loi du 27 vendémiaire an 7 (18 octobre 1798), portant établissement de l'octroi de Paris, et les notes qui résument tous les réglemens concernant cet octroi.

tenant des objets non soumis aux droits; — 2° Les acides nitriques et sulfuriques, et tous autres produits chimiques ou substances quelconques pouvant occasioner des risques d'incendie.

3. Notre préfet de la Seine désignera les barrières par lesquelles les chargemens pourront entrer à la destination du bureau central, ou être réexpédiés de ce bureau à l'extérieur.

4. Pour être admis à jouir de la faculté accordée par l'article 1^{er}, les conducteurs représenteront aux employés de l'octroi, avant l'introduction, les lettres de voiture ou bordereaux indicatifs des espèces, poids, quantités et marques des colis qu'ils voudront conduire au bureau central de vérification; ils déclareront en outre que les chargemens ne contiennent aucun objet soumis aux droits. Lorsqu'il s'y trouvera, par exception, quelque objet soumis aux droits, ainsi qu'il est dit à l'article 2, ils en déclareront l'espèce et la quantité.

5. Les objets déclarés pour le bureau central y seront conduits sous escorte et sous plomb de capacité pour les voitures bachelées, ou sous un simple plomb pour chaque colis détaché.

6. Il y aura chaque jour deux convois gratuits des barrières autorisées au bureau central, et *vice versa*. — Des convois extraordinaires pourront en outre être autorisés par la direction de l'octroi, lorsque les propriétaires, destinataires ou conducteurs se soumettront à payer les frais d'escorte conformément au tarif en vigueur.

7. Les voitures allant au bureau central, et *vice versa*, ne pourront stationner en aucun endroit pendant le trajet : il ne pourra non plus être rien changé au chargement des dites voitures.

8. Au moment de leur arrivée au bureau central, les chargemens seront inscrits sur le registre d'entrée par nombre de colis, après que les plombs auront été reconnus sains et entiers.

9. Les colis qui ne seront pas enlevés du bureau central dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, seront pris en charge sur un registre à souche, et placés dans les magasins, après avoir été marqués d'un numéro d'ordre. — La prise en charge des colis aura lieu sans vérification du contenu : elle relatera seulement les noms et demeures des conducteurs et des propriétaires ou de leurs représentans à Paris, le poids brut de chaque colis et la nature des marchandises d'après les indications fournies par les lettres de voiture ou bordereaux, qui resteront déposés au bureau central, et par la déclaration du conducteur. — Un récépissé signé par le conservateur du bureau central sera délivré au conducteur ou à la personne qu'il indiquera, et les colis ne seront rendus que sur la remise de cette pièce.

10. Les colis destinés pour l'extérieur de Paris seront expédiés de l'entrepôt sans avoir été ouverts au bureau central; mais ils seront mis sous plomb et escortés jusqu'à la barrière de sortie, où l'état des plombs sera vérifié par les employés de l'octroi.

11. Les colis destinés pour l'intérieur de Paris seront vérifiés au moment de leur sortie du bureau central. Les propriétaires ou leurs représentans seront tenus de les faire ouvrir et de se conformer, pour la facilité des visites, aux dispositions prescrites par l'article 28 de l'ordonnance du 9 décembre 1814, sur les octrois. — En cas de non déclaration ou de fausse déclaration de la nature, espèce et quantité des objets sujets aux droits, ces objets seront saisis, conformément aux lois et réglemens.

12. La durée du séjour des objets déposés dans le bureau central, quelle que soit leur destination, ne pourra excéder un an.

13. Lorsqu'à l'expiration de ce délai les propriétaires ou leurs représen-

tans n'auront pas réclamé les objets déposés, sommation leur sera faite de les retirer ; et, faute par eux d'obtempérer à cette sommation *dans le délai d'un mois*, les colis seront ouverts, et les marchandises y contenues seront vendues aux enchères reçues par un officier public. — Le produit de la vente, déduction faite des frais de toute nature et des droits, s'il y a lieu, sera versé à la caisse des dépôts et consignations pour le compte de qui il appartiendra.

14. L'administration de l'octroi ne sera point responsable de la nature ni de l'état des marchandises déclarées être contenues dans les colis, toutes les fois qu'elle représentera ces derniers intacts à l'extérieur.

15. Les droits de conduite et de magasinage au bureau central seront fixés ainsi qu'il suit : — Pour chaque plomb, y compris la ficelle, quinze centimes ; — Pour chaque voiture, lorsqu'il aura été accordé une escorte extraordinaire, un franc ; — Pour droit de magasinage par chaque colis et par mois, cinquante centimes. — Les droits de magasinage seront perçus à la sortie ; ils seront les mêmes, quels que soient le poids, le volume et l'espèce des marchandises contenues dans les colis. *Un mois commencé comptera comme mois entier.*

16. Les ouvriers et hommes de peine nécessaires au service du bureau central seront nommés, comme tous les préposés de l'octroi, par notre préfet de la Seine, sur la proposition du directeur de l'octroi de Paris, et ils seront porteurs d'une plaque particulière.

17. Les contraventions aux dispositions de la présente ordonnance seront punies des peines prononcées par les lois et réglemens sur les contributions indirectes et les octrois. — Il sera déposé au greffe du tribunal de première instance de Paris une empreinte du plomb dont il sera fait usage par l'administration, pour y avoir recours en cas d'application des peines prononcées par l'article 142 du Code pénal.

18. Il sera procédé, à l'expiration de chaque exercice, pour la reddition du compte des recettes et dépenses du bureau central, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance du 23 décembre 1814.

19. Notre préfet de la Seine est autorisé, sous l'approbation de notre ministre des finances, à prendre les mesures d'ordre nécessaires pour l'exécution des dispositions qui précèdent.

N° 625. = 28 décembre 1825—28 janvier 1826. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme formée à Paris sous le nom de Papeterie mécanique d'Echarçon.** (VIII, Bull. LXXIII bis, n° 2.)

N° 626. = 28 décembre 1825—28 janvier 1826. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme formée à Paris sous le nom de Manufacture française de fil de lin à la mécanique.** (VIII, Bull. LXXIII bis, n° 3.)

N° 627. = 2—11 janvier 1826. = **ORDONNANCE du roi qui appelle soixante mille hommes sur la classe de 1825, et fixe leur répartition entre les départemens du royaume, conformément au tableau y annexé.** (VIII, Bull. LXXI, n° 2455.)

N° 628. = 2—28 janvier 1826. = **ORDONNANCE du roi portant autorisation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme formée à**

Paris sous le titre de Compagnie des salines et mines de sel de l'Est (1). (VIII, Bull. LXXIII bis, n° 1.)

Charles, . . . — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ; — Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce ; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous le titre de *Compagnie des salines et mines de sel de l'Est* est autorisée. Ses statuts, ainsi qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 28 décembre 1825, par-devant *Chodron* et son collègue, notaires à Paris, sont approuvés, et demeureront annexés à la présente ordonnance.

2. Les fonctions de commissaire du gouvernement auprès de la société anonyme seront remplies par le commissaire général près de la régie intéressée, instituée par l'article 4 de notre ordonnance du 15 septembre : en cette qualité, il veillera à l'observation des statuts, et pourra suspendre, jusqu'à décision compétente, l'exécution des délibérations qui y seraient contraires en cette partie ; il rendra compte à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

3. Nous nous réservons de révoquer la présente autorisation en cas de violation ou de non-exécution des statuts, sans préjudice des dommages-intérêts des tiers.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, une copie de son état de situation au préfet du département de la Seine, au greffe du tribunal de commerce et à la chambre de commerce de Paris ; pareille copie sera transmise à notre ministre de l'intérieur.

(*Suivent les statuts de la société.*)

N° 629. = 2 janvier 1826—25 novembre 1830. = ORDONNANCE du roi sur le gouvernement civil et militaire de la Martinique (2). (IX, ordonn., Bull. XXIV, n° 440.)

Charles, . . . — Notre intention étant de faire jouir au plus tôt la colonie de la Martinique des avantages que doit procurer aux habitans de nos possessions d'outre-mer le nouveau système de gouvernement adopté pour l'île de Bourbon par l'ordonnance royale du 21 août dernier, et voulant faire coïncider la mise en vigueur de cette ordonnance avec l'époque très prochaine de l'entrée en fonctions du sieur comte de *Bouillé*, que nous venons de nommer gouverneur de la Martinique ; — Sur le rapport du ministre secrétaire d'état de la marine, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Aussitôt après l'installation du sieur comte de *Bouillé* dans l'exercice de ses fonctions, l'ordonnance royale du 21 août 1825, concernant le gouvernement de l'île Bourbon, sera mise en vigueur à la Martinique, sous les modifications portées aux articles ci-après.

2. L'emploi de commandant militaire qui existe à la Martinique est maintenu. Le commandant militaire sera choisi parmi les officiers supérieurs de l'armée de terre, et ne pourra être d'un grade inférieur à celui de colonel. — Le commandant militaire sera membre du conseil privé, du conseil de défense

(1) Voyez la loi du 6—9 avril 1825, et la note.

(2) Voyez, sur cet objet, les réglemens cités dans le § 1^{er} de la deuxième partie de la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation des colonies ; et spécialement l'ordonnance du 9 février—22 juin 1827, portant organisation générale du gouvernement de la Martinique.

et de la commission locale des prises. — En cas de mort, d'absence ou autre empêchement, et lorsque nous n'y aurons pas pourvu d'avance, le gouverneur de la Martinique sera remplacé provisoirement par le commandant militaire, et, à défaut de celui-ci, par le commissaire ordonnateur. — Le commandant militaire prendra rang dans les conseils, comme dans les cérémonies publiques, immédiatement après le gouverneur. — Lorsque le gouverneur n'assiste pas au conseil privé, la présidence appartient au commandant militaire, et, à défaut de celui-ci, au commissaire ordonnateur. — Le commandant militaire est adjudant commandant des milices de la colonie; il exerce d'ailleurs, en ce qui concerne le service militaire, les fonctions que le gouverneur juge convenable de lui déléguer.

3. Il y aura à la Martinique trois conseillers coloniaux et deux suppléants : la durée de leurs fonctions sera de deux ans; ils pourront être réélus.

4. Pour la première nomination du conseil général de la Martinique, la liste des candidats sera formée sur la présentation des commandans et capitaines des milices, réunis aux commissaires commandans et aux lieutenans commandans des divers quartiers.

5. Les articles 190, 191, 192 et 193, titre VII de l'ordonnance du 21 août 1825, qui sont relatifs aux dépendances de l'île Bourbon, ne seront point appliqués à la Martinique. — Notre ministre de la marine déterminera provisoirement les modifications que devront subir, dans leur application à la Martinique, les dispositions de détail de la même ordonnance, et notamment celles qui se rapportent spécialement aux localités de l'île de Bourbon; il nous présentera d'ailleurs, dans le plus bref délai possible, un projet d'ordonnance royale ayant pour objet de régler définitivement ce qui concerne le gouvernement de la colonie de la Martinique.

N° 630. = 11 janvier—15 avril 1826. = **ORDONNANCE du roi portant approbation, conformément aux statuts y annexés, de la société anonyme formée à Paris sous le titre de Compagnie des hauts-fourneaux et forges de Pontkallecq.** (VIII, Bull. LXXXIV bis, n° 1.)

N° 631. = 11 janvier 1826—6 avril 1827. = **ORDONNANCE du roi qui charge le bureau du commerce de procéder à une enquête pour établir la valeur moyenne des objets d'échange de la France avec les autres contrées.** (VIII, Bull. CLI, n° 5429.)

Charles, ...—Vu les articles 3 et 6 de l'ordonnance du 6 janvier 1824, portant institution du *bureau* et du *conseil supérieur* de commerce et des colonies; — Considérant que, l'évaluation des marchandises dont se composent les importations et les exportations du royaume étant l'une des bases principales de la législation destinée à régler les rapports commerciaux de nos sujets avec l'étranger, il importe qu'il y soit procédé de manière à en assurer l'exactitude; — Sur le rapport du président de notre conseil des ministres; — Notre conseil supérieur de commerce et des colonies entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera procédé, par les soins de notre *bureau* de commerce et des colonies, à une enquête ayant pour objet d'assigner le plus approximativement possible sa valeur moyenne à chacun des objets d'échange de la France avec les autres contrées.

2. Dans cette enquête seront entendus : (*Suivent les noms.*)

3. Le résultat de cette enquête sera mis sous les yeux de notre conseil supérieur de commerce et des colonies, sur l'avis duquel nous nous réservons

d'arrêter ultérieurement une table générale d'évaluation pour les marchandises portées aux tableaux d'importation et d'exportation annuellement dressés par les soins de l'administration des douanes.

N° 632. = 11 janvier 1826—21 avril 1831. = **ORDONNANCE du roi sur la nomination aux bourses supérieures dans les collèges royaux** (1). (IX, ordonn., Bull. LXI, n° 1559.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique; — Désirant mettre un terme aux difficultés qui se sont élevées relativement à l'ordonnance du 16 novembre 1821; — Vu l'avis de notre conseil royal de l'instruction publique; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les bourses supérieures de nos collèges royaux devant être des récompenses propres à exciter l'émulation des jeunes élèves, il ne pourra, hors le cas prévu par l'article 10 de l'ordonnance du 25 décembre 1819, être disposé des bourses supérieures entretenues par les communes qu'en faveur des titulaires des bourses inférieures fondées par les mêmes communes qui se seront le plus distingués par leurs progrès et leur bonne conduite.

2. Les promotions seront faites en conseil royal de l'instruction publique, sur l'avis des proviseurs et les rapports des recteurs.

3. Toutes les dispositions des ordonnances des 25 décembre 1819, 18 octobre 1820, et 16 novembre 1821, auxquelles il n'est point dérogé par la présente, sont et demeurent maintenues.

N° 633. = 15—19 janvier 1826. = **ORDONNANCE du roi portant règlement pour le service de la cour de cassation** (2). (VIII, Bull. LXXII, n° 2469.)

Charles, ... — Ayant été informé que les dispositions réglementaires qui ont organisé le service de la cour de cassation sont consignées dans un certain nombre d'actes publiés à des époques différentes; — Voulant réunir ces dispositions dans une seule ordonnance, et en même temps abolir ou modifier celles que nous avons reconnues inutiles ou défectueuses; — Vu les articles 5 et 38 de la loi du 20 avril 1810, — La loi du 18 mars 1800 (27 ventose an 8), — Le règlement du 24 mai 1800 (4 prairial an 8), — Le décret du 1^{er} mars 1813, — L'ordonnance du 24 août 1815, — Et le projet de règlement proposé par la cour de cassation pour les diverses parties de son service; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

§ 1^{er}. — Du service général de la cour.

Art. 1^{er}. La cour de cassation se divise en trois chambres, savoir : — La chambre des requêtes, la chambre civile, et la chambre criminelle.

2. Les chambres siègent isolément, ou se réunissent en assemblée générale et en audience solennelle, selon les règles de compétence fixées par la loi.

(1) Voyez le décret du 10 mai 1808, portant création de bourses dans les collèges, et les notes qui résument tous les réglemens auxquels ces bourses ont donné lieu.

Voyez spécialement les ordonnances des 25 décembre 1819—29 janvier 1820, et 16—25 novembre 1821.

(2) Voyez le décret du 27 novembre—1^{er} décembre 1790, portant institution et organisation de la cour de cassation, et les notes étendues qui l'accompagnent.

3. Conformément à l'article 63 de la loi du 18 mars 1800, les chambres ne rendent d'arrêts qu'au nombre de onze membres au moins.

4. Si, par l'effet des empêchemens ou des absences, le nombre des conseillers présens se trouve inférieur au nombre porté en l'article précédent, il y sera pourvu en appelant, selon l'ordre de l'ancienneté, les conseillers attachés aux chambres qui ne tiendraient pas audience.

5. Conformément à l'article 64 de la loi du 18 mars 1800, en cas de partage, cinq conseillers seront appelés pour le vider. — Ces cinq conseillers seront pris d'abord parmi les membres de la chambre qui n'auraient pas assisté à la discussion de l'affaire, et subsidiairement parmi les membres des autres chambres, selon l'ordre de l'ancienneté.

6. Lorsque la cour, dans les cas prévus par les articles 78 de la loi du 18 mars 1800, 82 de l'acte du 4 août 1802 (16 thermidor an 11), 56 de la loi du 20 avril 1810, et 4 de la loi du 16 septembre 1807, est présidée par notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice, elle ne rend arrêt ou ne prend de décision qu'au nombre de trente-quatre juges au moins.

§ II. — De la distribution des affaires.

7. Il y a, pour le service de la cour, un registre général sur lequel sont inscrites toutes les affaires, par ordre de dates et de numéros, au moment de leur dépôt au greffe.

8. Il y a en outre deux rôles de distribution pour chaque chambre : — L'un, des affaires urgentes ; — L'autre, des affaires ordinaires.

9. Sont réputées affaires urgentes, — Les réquisitions du ministère public, — Les affaires criminelles où la peine de mort a été prononcée, — Les affaires qui requièrent célérité, suivant la loi.

10. Les affaires ne seront distribuées aux chambres qui devront en connaître, que lorsqu'elles auront été mises en état. — L'affaire est réputée en état lorsque les mémoires et pièces ont été produits, ou que les délais pour produire sont expirés.

11. Dans les matières réservées à la chambre des requêtes, si les moyens proposés à l'appui de la demande ne sont pas développés dans la requête introductive du pourvoi, le mémoire ampliatif devra être produit, savoir : pour les affaires urgentes, dans le délai d'un mois, et pour les affaires ordinaires, dans le délai de deux mois, à dater de leur inscription sur le registre général prescrit par l'article 7. — Ces délais pourront néanmoins être prorogés par le président, sur la demande écrite et motivée de l'avocat du demandeur en cassation. — Une copie de l'arrêt ou du jugement attaqué, certifiée par l'avocat, sera produite avec le mémoire ampliatif.

12. Les affaires attribuées à chaque chambre y seront inscrites, par ordre de numéros et de dates, sur le rôle auquel elles appartiendront, suivant la distinction établie par les articles 8 et 9.

13. Lorsque les affaires ont été mises en état, elles sont distribuées par le président de chaque chambre aux conseillers qui doivent en faire le rapport. — La distribution des affaires criminelles et des affaires urgentes a lieu au fur et à mesure qu'elles sont prêtes. — Il y a, chaque mois, une distribution pour les autres affaires.

14. Les rapporteurs sont tenus de remettre les pièces au greffe, avec leur rapport écrit, savoir : pour les affaires urgentes, dans le mois, et pour les affaires ordinaires, dans les deux mois, à dater du jour de la distribution. — Ces délais ne pourront, dans aucun cas, être prolongés pour attendre les productions qui n'auraient pas été faites en temps utile.

15. La date de la nomination du rapporteur et celle de la remise du rap-

port au greffe sont inscrites par le greffier sur le rôle de distribution auquel l'affaire appartient.

16. A l'expiration des délais fixés par l'article 14, si le rapporteur n'a pas déposé son rapport au greffe, il fera connaître les motifs du retard au président de sa chambre, qui pourra fixer un nouveau délai. — Si le second délai expire sans que le rapport ait été remis au greffe, l'affaire sera immédiatement distribuée à un autre rapporteur.

17. Il y a dans chaque chambre deux rôles d'audience : — L'un, pour les affaires urgentes ; — L'autre, pour les affaires ordinaires.

18. Les affaires sont inscrites sur les rôles d'audience par ordre de dates et de numéros, au moment où les pièces ont été rétablies au greffe par les rapporteurs.

19. Les rôles d'audience sont renouvelés, savoir : le rôle des affaires urgentes, le premier et le quinzième jour de chaque mois ; et celui des affaires ordinaires, le premier jour de chaque mois seulement.

20. Les rôles d'audience sont certifiés par le greffier, et arrêtés par le président de la chambre. — Ils restent affichés au greffe et dans la salle d'audience jusqu'à leur renouvellement.

21. Lorsqu'une affaire poursuivie par défaut aura été mise en état et inscrite au rôle d'audience, si elle devient contradictoire avant le jour de l'arrêt par la production des défendeurs, elle sera retirée de ce rôle, et n'y sera inscrite de nouveau que lorsque l'instruction en aura été achevée. — Les délais de ce complément d'instruction ne pourront excéder quinze jours pour les affaires urgentes, et un mois pour les affaires ordinaires.

22. Dans le jour du dépôt des pièces au greffe par les conseillers rapporteurs, elles seront transmises par le greffier au parquet du procureur général, qui en fera immédiatement la distribution aux avocats généraux.

23. Les avocats généraux prépareront leurs conclusions dans le plus bref délai. — Ils donneront toujours la priorité aux affaires urgentes, et suivront, tant à l'égard des affaires urgentes qu'à l'égard des affaires ordinaires, l'ordre de leur inscription sur le rôle d'audience.

24. Aussitôt que les conclusions des avocats généraux sont préparées, le procureur général fait rétablir les pièces au greffe. — Ce dépôt a lieu trois jours au moins avant celui où l'affaire doit être portée à l'audience.

§ III. — Des audiences.

25. Les audiences de la cour de cassation sont publiques, et durent quatre heures.

26. Il y a dans chaque chambre trois audiences par semaine ; les jours et heures d'ouverture de ces audiences sont fixés par une délibération de la cour.

27. Les chambres peuvent accorder des audiences extraordinaires, selon la nature, le nombre ou l'urgence des affaires portées devant elles ; les jours et heures d'ouverture de ces audiences sont fixés par la chambre qui les accorde.

28. Le premier président préside les assemblées générales de la cour, autres que celles qui sont mentionnées en l'article 6, et qui sont présidées par notre garde des sceaux. — En l'absence du premier président, ces assemblées sont présidées par le plus ancien des présidents de chambre. — Chaque chambre est présidée par l'un des présidents de la cour. — Le premier président préside la chambre civile et les autres chambres, quand il le juge convenable. — Chaque chambre, en l'absence de son président et du premier

président, est présidée par le plus ancien de ses conseillers. — L'ancienneté se règle par la date et l'ordre de la nomination.

29. Les conseillers prennent rang et séance, dans les assemblées générales de la cour, dans les audiences des chambres réunies, dans les audiences de leur chambre et dans les cérémonies publiques, suivant l'ancienneté. — Les présidents de chambre et les avocats généraux prennent rang et séance entre eux, suivant le même ordre.

30. Il sera ouvert dans chaque chambre un registre de présence. — Ce registre sera arrêté, chaque jour d'audience, par le président, à l'heure fixée pour l'ouverture de l'audience. — Le greffier inscrira sur ce registre le nom des membres absents, et les causes de leur absence, si elles sont connues.

31. Il sera ouvert également un registre de présence pour les audiences des chambres réunies et pour les assemblées générales de la cour. — Les lettres de convocation devront, dans ce cas, indiquer l'heure de l'assemblée ou de l'audience. — Cette heure passée, le registre de présence sera arrêté par le premier président.

32. Dans les cas prévus par les deux articles qui précèdent, tout membre de la cour absent sans congé sera tenu d'informer des motifs de son absence le président de la chambre dont il fait partie. Le président les fera connaître à la chambre. — Si la chambre n'approuve pas ces motifs, il en sera référé par elle à l'assemblée générale de la cour, qui statuera ainsi qu'il appartiendra.

33. Les affaires sont appelées et jugées suivant le rang de leur inscription sur le rôle d'audience. — Le président peut néanmoins, sur la demande du ministère public, accorder la priorité, parmi les affaires urgentes, à celles dont il est le plus nécessaire de hâter la décision.

34. Les réquisitoires du procureur général peuvent être présentés à chaque audience, et ils sont jugés par la cour, sans qu'il soit nécessaire de les inscrire aux rôles d'audience.

35. Les affaires inscrites aux rôles d'audience peuvent, sur la demande des parties ou de l'une d'elles, être continuées par la cour, une seule fois et à jour fixe. — Il ne peut être accordé, sous aucun prétexte, de nouveaux délais; l'ordre, soit de l'inscription, soit de la remise, est invariablement suivi pour le rapport et le jugement.

36. Les rapports sont faits à l'audience. — Le rapporteur occupe, pendant le rapport et le jugement de l'affaire, une place particulière auprès du président de la chambre.

37. Les avocats des parties sont entendus après le rapport, s'ils le requièrent. — Les parties peuvent aussi être entendues, après en avoir obtenu la permission de la cour. — Le président avertit les parties et les avocats, s'il y a lieu, qu'ils doivent se borner à présenter des observations.

38. Les parties et leurs avocats ne peuvent obtenir la parole après les gens du roi, si ce n'est dans les affaires où le procureur général est partie poursuivante et principale.

39. Les membres de la cour ne prennent la parole dans ses délibérations qu'après l'avoir obtenue du président. — Nul ne peut interrompre l'opinant. — Néanmoins, le président peut rappeler à la question ceux qui s'en écartent.

40. Les opinions sont recueillies par le président suivant l'ordre des nominations, et en commençant par la plus récente. — Le rapporteur opine toujours le premier. — Le président opine toujours le dernier.

41. Les rapporteurs remettent au greffe, chaque semaine, la rédaction

des motifs et du dispositif des arrêts rendus sur leur rapport dans la semaine précédente. — Ces motifs et ce dispositif seront écrits de leur main dans la minute des arrêts. — La minute est signée du président, du rapporteur et du greffier.

42. Le plunitif des audiences de chaque chambre est visé et arrêté, le dernier jour de chaque semaine, par le président.

§ IV. — Du ministère public.

43. Toutes les fonctions du ministère public sont personnellement confiées au procureur général. — Les avocats généraux participent à l'exercice de ces fonctions, sous la direction du procureur général.

44. Le ministère public est entendu dans toutes les affaires.

45. Le procureur général porte la parole aux audiences des chambres réunies et dans les assemblées générales de la cour. — Il la porte aussi aux audiences des chambres, quand il le juge convenable.

46. Les avocats généraux portent la parole, au nom du procureur général, dans les audiences des chambres. — Ils la portent également aux audiences des chambres réunies et dans les assemblées générales, en l'absence du procureur général.

47. Le procureur général attache les avocats généraux à celle des chambres où il juge que leur service sera le plus utile. — Il peut les y employer pour le temps qu'il croit convenable et pour les affaires qu'il juge à propos de leur confier.

48. En l'absence du procureur général, il est remplacé par le plus ancien des avocats généraux pour les actes de son ministère.

49. Dans les causes importantes, les conclusions de l'avocat général seront communiquées au procureur général. — Si le procureur général n'approuve pas les conclusions, et que l'avocat général persiste, le procureur général déléguera un autre avocat général, ou portera lui-même la parole à l'audience.

50. Le plus ancien des avocats généraux porte le titre de *premier avocat général*.

§ V. — Des congés.

51. Les membres de la cour n'obtiennent des congés que pour des causes déterminées.

52. Si l'absence ne doit pas se prolonger plus d'un mois, le congé est accordé par le premier président. — Si l'absence doit se prolonger plus d'un mois, le congé est accordé par notre garde des sceaux.

53. Les congés demandés par les avocats généraux sont accordés par le procureur général, si l'absence ne doit pas durer plus d'un mois. — Si l'absence doit se prolonger au-delà, les congés sont accordés par notre garde des sceaux.

54. Toute demande en prolongation tendant à faire durer le congé plus d'un mois doit être adressée à notre garde des sceaux.

55. Nulle demande de congé ne peut être formée qu'après qu'il a été reconnu et attesté par le président de la chambre dont l'auteur de la demande fait partie, que le service ne souffrira pas de son absence.

56. Toute demande de congé doit être formée par écrit. — L'attestation exigée par l'article précédent doit être annexée à cette demande.

57. Le premier président vérifie, avant d'accorder les congés, si le nombre des magistrats présens et valides sera suffisant pour assurer le service de chaque chambre, des audiences solennelles présidées par notre garde des sceaux, et des assemblées générales de la cour.

58. S'il s'agit d'un congé qui doit être accordé par notre garde des sceaux, la vérification prescrite par l'article précédent sera constatée par écrit, et la déclaration du premier président sera annexée à la demande.

59. Les congés accordés par le premier président sont inscrits au greffe. Le greffier en délivre une expédition au magistrat qui l'a obtenu. — Les congés accordés par le procureur général sont inscrits au parquet.

60. Les présidens ou conseillers qui ont obtenu un congé ou une prolongation de congé de notre garde des sceaux, sont tenus d'en donner immédiatement avis au greffier, qui l'inscrit, dans le jour, sur le registre des congés. — Les avocats généraux informent notre procureur général des congés ou prolongations de congé qu'ils obtiennent de notre garde des sceaux : notre procureur général les fait inscrire au parquet.

61. Le premier président transmet, tous les six mois, à notre garde des sceaux, l'état des congés accordés par lui pendant le semestre. — Le procureur général transmet également, tous les six mois, l'état des congés accordés par lui à nos avocats généraux.

62. Nous nous réservons d'autoriser nous-même, quand il y aura lieu, sur le rapport de notre garde des sceaux, l'absence du premier président et du procureur général.

§ VI. — Des vacations.

63. Les vacances de la cour de cassation commencent le 1^{er} septembre et finissent le 1^{er} novembre.

64. La chambre criminelle n'a point de vacances. — Il y est suppléé par des congés délivrés successivement aux magistrats qui la composent, dans la forme prescrite par le paragraphe V de la présente ordonnance.

65. Si, par l'effet des empêchemens ou autres causes semblables, le nombre des membres de la chambre criminelle se trouve incomplet pendant le temps des vacances, il y est pourvu dans la forme prescrite par l'article 4 de la présente ordonnance.

66. La chambre criminelle, indépendamment de son service ordinaire, est chargée du service des vacations.

67. Le service des vacations consiste dans l'expédition des affaires déclarées urgentes par l'article 9 de la présente ordonnance. — Toutefois, à l'égard de celles qui requièrent célérité suivant la loi, la chambre des vacations prononcera préalablement sur l'urgence.

68. Il sera dressé pour le service des vacations, en matière civile, des rôles spéciaux de distribution et d'audience.

69. Seront inscrites sur ces rôles, — 1^o Toutes les affaires urgentes déjà inscrites sur les rôles de la chambre des requêtes et de la chambre civile, et qui n'auraient pas été expédiées avant le 1^{er} septembre; — 2^o Toutes les affaires de la même nature qui seraient déposées au greffe pendant la durée des vacances.

70. A l'expiration des vacances, les affaires inscrites sur ces rôles et non expédiées seront transportées sur les rôles correspondans de la chambre des requêtes et de la chambre civile.

71. La rentrée de la cour de cassation se fera, chaque année, dans une audience solennelle, à laquelle assisteront les trois chambres. — Le premier président recevra le serment qui sera renouvelé par les avocats.

§ VII. — Du greffier.

72. Le greffier de notre cour de cassation prend le titre de *greffier en chef*.

73. Nul ne peut être nommé greffier en chef de notre cour de cassation, s'il n'est licencié en droit et s'il n'a vingt-sept ans accomplis.

74. Le greffier en chef présente à la cour et fait admettre au serment les commis-greffiers nécessaires pour le service.

75. Les commis-greffiers peuvent être révoqués par le greffier en chef, avec l'agrément de la cour. — A l'avenir, nul ne pourra être nommé commis-greffier, s'il n'est licencié en droit et s'il n'est âgé de vingt-cinq ans.

76. Dans les cas de faute grave, la cour peut, sur les réquisitions du procureur général, et le commis-greffier entendu ou dûment appelé, ordonner que celui-ci cessera sur-le-champ ses fonctions. — Le greffier en chef est tenu, dans ce cas, de remplacer le commis-greffier révoqué, dans le délai qui aura été fixé par la cour.

77. Le greffier en chef tient la plume aux audiences solennelles et aux assemblées générales de la cour. — Il la tient aussi aux audiences des chambres, lorsque le service l'exige. — Les commis-greffiers tiennent la plume aux audiences des chambres.

78. Le greffe est ouvert tous les jours, excepté les dimanches et fêtes, aux heures fixées par la cour.

79. Le greffier déposera, chaque année, au parquet de la cour, dans les quinze premiers jours du mois de septembre, un état certifié, contenant, 1^o le nombre des causes jugées contradictoirement dans chaque chambre depuis le 1^{er} septembre de l'année précédente; 2^o le nombre des causes jugées par défaut; 3^o le nombre des affaires restant à juger. — Notre procureur général transmettra immédiatement cet état à notre garde des sceaux.

§ VIII. — Dispositions générales.

80. Les convocations relatives aux audiences solennelles, aux assemblées générales de la cour et aux cérémonies publiques, sont faites par le premier président, ou, en son absence, par le plus ancien des présidents de chambre.

81. Le plus ancien des conseillers de la cour de cassation porte le titre de *doyen*.

82. La direction de la bibliothèque est confiée, sous la surveillance du premier président, à l'un des membres de la cour, choisi par elle. — Le directeur a sous ses ordres un conservateur. — Le conservateur est nommé par la cour, sur la proposition du directeur.

N^o 634. = 18—23 janvier 1826. = *ORDONNANCE du roi relative au tarif des dépens pour les procédures qui s'instruisent au conseil d'état* (1). (VIII, Bull. LXXIII, n^o 2483.)

Charles, . . . — Vu les réglemens du 28 juin 1738, du 12 septembre 1739 et du 22 juillet 1806; — Considérant que les tarifs de 1738 et de 1739, remis en vigueur par le décret du 22 juillet 1806, contiennent des dispositions inapplicables aux procédures qui s'instruisent actuellement dans notre conseil d'état; — Qu'il importe, afin de prévenir les abus, de spécifier celles

(1) Voyez, sur cet objet, les art. 44 et suiv. du décret du 22 juillet 1806, concernant la procédure devant le conseil d'état.

Voyez aussi, sur les règles à suivre pour les condamnations de dépens, soit devant les conseils de préfecture, soit devant le conseil d'état, les *Questions administratives* de M. DE COR-MENIN, t. I, p. 88 et suiv.

de ces dispositions qui doivent continuer d'être exécutées; — Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice; — Notre conseil d'état entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dépens continueront d'être réglés au conseil d'état conformément aux tarifs établis par l'ordonnance du 28 juin 1738 (*deuxième partie, titre XVI, article 22*) et par celle du 12 septembre 1739, en tant que ces tarifs s'appliquent à la procédure actuelle, ainsi qu'il suit :

Dépens d'avocat.

N° 1^{er}. Pour frais de ports de lettres et paquets, — Lorsque la partie demeurera à Paris, ou n'en sera pas éloignée de plus de cinq myriamètres, 5 francs. — Lorsqu'elle demeurera à une distance plus éloignée dans le ressort de la cour royale de Paris, ou dans l'un des ressorts des cours royales d'Orléans, Rouen, Amiens, Douai, Nancy, Metz, Dijon et Bourges, 10 francs; — Lorsqu'elle demeurera dans tout autre lieu, 15 francs. (*Tarif de 1738, alinéa 2, 3 et 4; règlement du 22 juillet 1806, article 4.*)

N° 2. Le droit de consultation (*tarif de 1738, alinéa 7; règlement du 22 juillet 1806, article 1^{er}*), 10 francs.

N° 3. Le droit de présentation ou de dépôt et enregistrement (*tarif de 1738, alinéa 9; règlement du 22 juillet 1806, article 2*), 6 francs.

N° 4. Le droit de communication (*tarif de 1738, alinéa 27; règlement du 22 juillet 1806, article 8*), 3 francs.

N° 5. Chaque rôle des requêtes présentées au conseil, contenant vingt-cinq lignes à la page et douze syllabes à la ligne (*tarif de 1738, alinéa 14; règlement du 22 juillet 1806, article 46*), 2 francs.

N° 6. Le mis au net, par rôle (*tarif de 1738, alinéa 15; règlement du 22 juillet 1806, article 46*), 50 centimes.

N° 7. La copie desdites requêtes, chaque rôle (*tarif de 1738, alinéa 16; règlement du 22 juillet 1806, article 47*), 25 centimes.

N° 8. Pour la comparution d'un avocat à un procès-verbal d'interrogatoire et autres qui peuvent être faits dans le cours de l'instance (*tarif de 1738, alinéa 16; règlement du 22 juillet 1806, article 4*), 3 francs.

N° 9. Pour la copie de l'ordonnance royale, signifiée aux avocats de l'instance, chaque rôle (*tarif de 1738, alinéa 22; règlement du 22 juillet 1806, article 28*), 50 centimes.

N° 10. Chaque signification de requête ou d'ordonnance pendant le cours d'une instance (*tarif de 1738, alinéa 25; règlement du 22 juillet 1806, articles 28 et 47*), 1 franc.

N° 11. La vacation au retrait du greffe des productions de l'instance, après le jugement d'icelle (*tarif de 1738, alinéa 28; règlement du 11 juin 1806, article 27*), 3 francs.

N° 12. Le dressé de chaque article passé en taxe, 25 centimes. — Les articles indûment divisés et dont le taxateur aura fait la réunion, ne seront comptés que pour un seul article. (*Tarif de 1738, alinéa 38; règlement du 22 juillet 1806, article 43.*)

N° 13. La vacation à la taxe (*tarif de 1738, alinéa 40; règlement du 22 juillet 1806, article 43*), 4 francs.

Frais de greffe.

N° 14. Pour l'enregistrement de chaque requête au greffe (*tarif de 1739, article 1^{er}, alinéa 18; règlement du 22 juillet 1806, article 2*), 4 francs.

N° 15. L'ordonnance de *committitur* d'un rapporteur, 3 francs. — Cette

ordonnance ne pourra être expédiée ni notifiée. (*Tarif de 1739, article 1^{er}, alinéa 3; règlement du 11 juin 1806, article 28; règlement du 22 juillet 1806, article 2; ordonnance du 23 août 1815, article 15.*)

N° 16. Expédition des ordonnances du garde des sceaux (*tarif de 1739, article 2, alinéa 7; règlement du 22 juillet 1806, articles 4, 9, 12, 14, 15, 18, 20, 21, 25 et 26*), 4 francs.

N° 17. Tout certificat délivré par le greffier (*tarif de 1739, article 1^{er}, alinéa 21*), 4 francs.

N° 18. La signature de l'expédition d'une ordonnance royale (*tarif de 1739, article 1^{er}, alinéa 2; règlement du 11 juin 1806, article 35*), 12 francs.

N° 19. La signature de l'exécutoire des dépens (*tarif de 1739, article 2, alinéa 7; règlement du 22 juillet 1806, article 43*), 4 francs.

N° 20. Chaque rôle d'expéditions du greffe, de quelque nature qu'elles soient, à raison de vingt-cinq lignes à la page et de douze syllabes à la ligne (*tarif de 1739, article 1^{er}, alinéa 16; règlement de 1738, deuxième partie, titre XIII, article 7; règlement du 11 juin 1806, article 35*), 50 centimes.

N° 21. Le retrait des pièces (*tarif de 1739, article 1^{er}, alinéa 19; règlement du 11 juin 1806, article 27*), 4 francs.

2. Il ne sera employé dans la liquidation des dépens aucuns frais de voyage, séjour ou retour des parties, ni aucuns frais de voyage d'huissier, au-delà d'une journée.

3. La liquidation et la taxe des dépens seront faites au comité du contentieux par le maître des requêtes rapporteur.

4. La taxe sera rendue exécutoire par notre garde des sceaux, et, dans le cas où il serait empêché, par le conseiller d'état vice-président du comité du contentieux.

5. L'opposition à la taxe sera recevable dans les trois jours de la signification de l'exécutoire. — Elle sera jugée par notre garde des sceaux, conformément à l'article 43 du règlement du 22 juillet 1806.

N° 635. = 18 janvier—1^{er} février 1826. = **ORDONNANCE** du roi relative à l'établissement des droits de navigation sur la partie du canal Monsieur comprise entre Dôle et Besançon (1). (VIII, Bull. LXXIV, n° 2538.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Vu la loi du 5 août 1821, relative à l'achèvement du canal Monsieur; — Vu l'arrêté réglementaire relatif à la navigation intérieure de la France, du 8 prairial an 11 (28 mai 1803); — Vu le décret du 11 avril 1811, concernant les droits de navigation sur la partie du canal Monsieur formant la jonction du Doubs à la Saône; — Notre conseil entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} mars prochain, le tarif des droits de navigation contenu dans le décret du 11 avril 1811, et mis en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1812, sur la partie du canal Monsieur qui forme la jonction du Doubs à la Saône, sera appliqué à la partie nouvellement mise en état de navigation entre Dôle et Besançon. — Notre ministre secrétaire d'état des finances est autorisé à fixer les époques de l'application successive de ce tarif aux autres parties du canal, à mesure qu'elles seront livrées à la navigation. — La régie des contributions indirectes demeure chargée de la perception des

(1) Voyez la loi du 30 floréal an 10 (20 mai 1802), portant établissement des droits de navigation intérieure, et les notes.

Voyez spécialement l'ordonnance du 19 avril—1^{er} mai 1826, qui a réduit les droits établis par la présente ordonnance.

droits qui sera faite pour le compte de l'état, jusqu'à l'époque fixée par l'article 5 de l'acte du 25 avril 1821, annexé à la loi du 5 août de la même année.

2. Les droits à percevoir sur les objets non compris au présent tarif sont les mêmes que ceux du tarif du canal du Centre.

3. Le droit sera calculé d'après les distances de cinq kilomètres à parcourir. — Le tarif n'admettant pas de fractions de distance, l'espace compris entre le point de départ et la première borne, ou depuis la dernière borne jusqu'au point d'arrivée, sera compté pour une distance entière.

4. La longueur totale de la partie navigable du canal, à partir de son embouchure dans la Saône, est partagée provisoirement, et sauf le bornage indiqué dans l'article suivant, en quinze distances, savoir : — Quatre distances de l'embouchure du canal à Dôle, trois distances de Dôle à Orchamps, et huit distances d'Orchamps au point où le canal cesse d'être navigable près de Besançon.

5. Il sera placé des bornes pour indiquer les distances (de cinq kilomètres).

6. Les bureaux de perception sur la partie actuellement navigable seront placés à Saint-Symphorien, Dôle, Orchamps et Besançon. — Le bureau de Saint-Symphorien percevra les droits à la remonte jusqu'à Dôle; — Celui de Dôle, les droits à la remonte jusqu'à Orchamps, et à la descente jusqu'à Saint-Symphorien; — Celui d'Orchamps, les droits à la remonte jusqu'à Besançon, et à la descente jusqu'à Dôle; — Celui de Besançon, les droits à la descente jusqu'à Orchamps.

7. Aucun bateau chargé ou en vidange, aucun train, etc., ne pourra naviguer sur le canal sans une déclaration préalable, et sans un *laissez-passer* énonçant la destination, l'espèce et la quantité des objets transportés.

8. Les bateaux, trains, etc., qui partiront d'un point situé en dedans de la distance de cinq kilomètres de l'un des bureaux de perception, seront toujours déclarés à ce bureau. Le droit y sera acquitté avant le départ, pour le nombre de distances à parcourir jusqu'à la destination déclarée, ou jusqu'au premier bureau de perception, si la destination déclarée est au-delà.

9. Les bateaux, trains, etc., qui partiront d'un point situé en dehors de la distance de cinq kilomètres du bureau de perception, seront déclarés, soit à ce bureau, soit aux bureaux particuliers de déclaration qui seront désignés par la régie des contributions indirectes.

10. Il ne sera délivré de *laissez-passer* dans les bureaux particuliers de la déclaration qu'autant que les propriétaires ou conducteurs prendront l'engagement par écrit, dans la forme qui sera donnée par la régie des contributions indirectes, d'acquitter les droits au bureau de perception le plus voisin du lieu de destination, ou au premier bureau devant lequel ils aient à passer pour s'y rendre.

11. Le conducteur d'un bateau parti en vidange et qui prendra un chargement en route, ne pourra effectuer ce transport qu'après avoir fait une nouvelle déclaration et obtenu un nouveau *laissez-passer*. La somme payée pour le bateau en vidange sera admise à compte des droits à payer pour les marchandises chargées; il sera de même fait une nouvelle déclaration et pris un nouveau *laissez-passer* pour les bateaux qui auront chargé en route de nouvelles marchandises.

12. Les conducteurs de bateaux, trains, etc., sont tenus de représenter, à toute réquisition, aux employés des contributions indirectes, des octrois ou de la navigation, ainsi qu'aux éclusiers, maîtres de pont ou de pertuis,

les *laissez-passer*, connoissemens et lettres de voiture relatifs aux bateaux, trains, etc., qu'ils conduisent, et de faciliter les visites et vérifications des employés. Ils sont tenus, en outre, de remettre à chaque bureau de perception les *laissez-passer* qui leur auront été délivrés, tant au bureau de perception précédent qu'aux bureaux intermédiaires de déclaration.

13. Il est défendu aux éclusiers, maitres de pont et de pertuis, de laisser passer tout bateau, train, etc., pour lequel il ne leur serait pas représenté d'expédition applicable à la nature du transport, comme aussi de percevoir aucun droit particulier pour la manœuvre des écluses; le tout à peine de destitution, d'être contraints personnellement au remboursement des sommes perçues ou des droits fraudés, et d'être poursuivis comme concussionnaires.

14. Les autorités civiles et militaires seront tenues, sur la demande écrite des préposés aux droits de navigation, de requérir et de prêter main-forte pour l'exécution des lois et réglemens relatifs à leurs fonctions.

15. Les contraventions aux droits de navigation établis sur le canal *Monsieur* seront constatées par des procès-verbaux, pour les contrevenans être poursuivis et jugés conformément aux dispositions législatives existantes (*arrêté du 8 prairial an 11, articles 23 et 24*).

16. Les contestations sur l'application des taxes comprises au tarif annexé au décret du 11 avril 1811 seront, conformément à l'article 15 de l'arrêté du 8 prairial an 11, portées devant le sous-préfet dans l'arrondissement duquel le bureau de perception sera situé, sauf le recours au préfet, qui prononcera en conseil de préfecture.

17. Les droits contestés seront provisoirement acquittés, par forme de consignation, entre les mains du receveur du bureau où la contestation s'est élevée; et il ne pourra être statué sur la contestation qu'autant que le réclamant en représentera quittance valable.—Les droits consignés seront ou portés définitivement en recette, ou restitués en tout ou en partie, d'après la décision qui interviendra et dont le réclamant devra produire un extrait en forme.

N° 636. = 18 janvier—1^{er} février 1826. = **ORDONNANCE du roi relative à l'établissement des droits de navigation sur la partie du canal de Bourgogne à partir de son embouchure dans l'Yonne jusqu'à Tonnerre** (1). (VIII, Bull. LXXIV, n° 2539.)

Charles, ... — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances; — Vu la loi du 14 août 1822, relative à l'achèvement du canal de Bourgogne;—Vu la loi du 30 floréal an 10 (20 mai 1802), autorisant l'établissement d'un droit de navigation intérieure sur les fleuves et canaux; — Vu l'arrêté réglementaire du 8 prairial an 11 (28 mai 1803) sur la navigation intérieure de la France;—Notre conseil entendu,—Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} mars prochain, le tarif des droits de navigation établis d'abord par le décret du 11 avril 1811 sur la partie du canal de Bourgogne comprise entre Saint-Jean-de-Losne et Dijon, et ensuite par l'ordonnance du 24 février 1815, sur la partie du même canal mise en état de navigation depuis Dijon jusqu'à Pont-de-Pany, sera appliqué à la navigation de l'autre extrémité du canal à partir de son embouchure dans l'Yonne jus-

(1) Voyez la loi du 30 floréal an 10 (20 mai 1802), portant établissement des droits de navigation intérieure, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

qu'à Tonnerre.—Notre ministre secrétaire d'état des finances est autorisé à fixer les époques de l'application successive de ce tarif aux autres parties du canal, à mesure qu'elles seront livrées à la navigation. — La régie des contributions indirectes demeure chargée de la perception des droits qui sera faite pour le compte de l'état, jusqu'à l'époque fixée par l'article 7 de l'acte du 3 avril 1822, annexé à la loi du 14 août de la même année.

2. Conformément à l'article 2 du décret du 11 avril 1811, les droits à percevoir sur les objets non compris au tarif sont les mêmes que ceux du tarif du canal du Centre.—En cas de fraction, le centime entier sera perçu. — Les droits se paieront par distances entières de *cinq kilomètres*, sans avoir égard aux fractions de distance parcourue ou à parcourir. — Les poids ne seront pas comptés au dessous de dix myriagrammes, et les cubes, au dessous du kilolitre et du dixième de mètre cube.

3. La longueur totale de la partie soumise aux droits par la présente ordonnance, à partir de l'embouchure du canal dans l'Yonne, est partagée provisoirement, et sauf le bornage indiqué dans l'article suivant, en neuf distances; savoir : — Quatre distances de la Roche à Saint-Florentin, et cinq distances de Saint-Florentin à Tonnerre.

4. Il sera placé des bornes pour indiquer les distances.

5. Les bureaux de perception sur la partie soumise aux droits par la présente ordonnance seront placés à La Roche, à Saint-Florentin, à Tonnerre. —Le bureau de La Roche percevra les droits sur le canal, à la remonte de La Roche à Saint-Florentin;—Le bureau de Saint-Florentin percevra les droits à la remonte jusqu'à Tonnerre, et à la descente jusqu'à La Roche;—Le bureau de Tonnerre, les droits à la descente jusqu'à Saint-Florentin.

6. Toutes les dispositions de notre ordonnance de ce jour relatives à l'établissement des droits sur le canal *Monsieur* et contenues dans les articles 7 et suivans jusqu'à l'article 17, aussi compris, sont rendues communes à la navigation du canal de Bourgogne, de La Roche à Tonnerre.

N° 637. = 18 janvier—9 février 1826. = **ORDONNANCE** du roi portant règlement pour l'exercice de la profession de boulanger dans la ville du Puy. (VIII, Bull. LXXV, n° 2578.)

N° 638. = 18 janvier—22 février 1826. = **ORDONNANCE** du roi qui rectifie, en ce qui concerne le département de Maine-et-Loire, le tableau de la population du royaume, annexé à l'ordonnance du 16—23 janvier 1822. (VIII, Bull. LXXVIII, n° 2716.)

N° 639. = 25 janvier — 9 février 1826. = **ORDONNANCE** du roi portant fixation du prix des poudres qui seront livrées, pendant l'année 1826, aux départemens de la guerre, de la marine et des finances. (VIII, Bull. LXXV, n° 2579.)

N° 640. = 29 janvier—22 février 1826. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la publication de la bulle portant extension du jubilé à tout l'univers catholique. (VIII, Bull. LXXVIII, n° 2710.)

N° 641. = 29 janvier—22 février 1826. = **ORDONNANCE** du roi qui prescrit la

publication des bulles d'institution canonique de MM. les évêques de Troyes et de Viviers. (VIII, Bull. LXXVIII, n° 2711.)

N° 642. = 31 janvier 1826. = **DISCOURS** du roi à l'ouverture de la session des chambres. (Moniteur du 1^{er} février 1826.)

N° 643. = 2—22 février 1826. = **ORDONNANCE** du roi portant répartition du centime du fonds de non-valeurs à la disposition du ministre des finances. (VIII, Bull. LXXVIII, n° 2717.)

N° 644. = 2 février—24 mai 1826. = **ORDONNANCE** du roi relative à la vente, aux prix réduits, de différentes qualités de tabac, et à la délimitation des lignes où cette vente est autorisée (1). (VIII, Bull. XCH, n° 3082.)

Charles, ... — Vu l'article 176 de la loi du 28 avril 1816, portant : — « Les prix fixés par les articles 174 et 175 pourront être réduits en vertu d'ordonnances du roi, et il pourra de plus être établi des qualités intermédiaires de tabac, dont les prix seront proportionnés à ceux fixés par ces articles; » — Vu les ordonnances du 14 août 1816 et du 3 mars 1820, qui fixent divers prix pour la vente du tabac dit *de cantine*, et autorisent la régie des contributions indirectes à vendre cette espèce de tabac dans les lieux qui sont le plus exposés à la fraude; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'administration des contributions indirectes est autorisée à fabriquer une qualité intermédiaire de tabac en poudre et à fumer, pour être livrée au consommateur au prix de six francs quarante centimes le kilogramme.

2. La délimitation des différentes lignes où sera désormais vendu le tabac de cantine est fixée conformément aux états annexés à la présente ordonnance.

3. Dans chacune des lignes dont l'article ci-dessus règle la démarcation, les diverses qualités de tabac de cantine pourront être vendues au consommateur, par la régie des contributions indirectes, aux prix ci-après, savoir :

	SCAFERLATI.	ROLES.	POUDRE.
Dans la 1 ^{re} ligne.....	de 1 f. 60 c. à 2 f. 40 c.	3 f. 20 c.	4 f.
Dans la 2 ^e	2 40 à 3 20	4 00	4
Dans la 3 ^e	3 20 à 4 00	0 00	0
Dans la 4 ^e	4 00 à 0 00	0 00	0

4. La qualité intermédiaire de tabac dont l'article 1^{er} autorise la fabrication

(1) Voyez, sur la fabrication et la vente du tabac, le décret du 20—27 mars 1791, et les notes qui résument la législation de la matière; et spécialement la loi du 12—18 février 1835, sur les tabacs, portant, art. 4, que les prix seront fixés, chaque année, par le ministre des finances, pour les diverses qualités des tabacs de la récolte suivante, par chaque arrondissement où la culture sera autorisée.

tion, ne pourra être vendue que dans les localités où la vente du tabac de cantine est autorisée.

État de démarcation des lignes dans lesquelles la vente des tabacs à prix réduits est autorisée.

1^{re} LIGNE.

La première ligne restera limitée, dans sa première partie commençant à Offekerques (Pas-de-Calais), et finissant à Anor (Nord), par les communes dont la désignation suit :

PAS-DE-CALAIS (1).

Arrondissement de Saint-Omer.

Offekerques, Guemps, Norkerques, Nielle, Zouafques, Tournehem, Nort-Leulinghem, Mentques, Norbecourt, Boidinghem, Lumbres, Wavrans, Wirquin, Ouve, Mercq-Saint-Liévin, Coyecques, Capelle, Reclinghem, Bomy, Cuhem, Fléchin.

Arrondissement de Béthune.

Ligny, Auchy, Lierres, Ham, Burbures, Allouagnes, Gosnay, Hédigneul, Drouvin, Noeux-lès-Béthune, Mazingarbe, Loison, Noyelle - sous - Lens, Fouquières, Montigny, Dourges, Evin, Le Forest.

NORD (2).

Arrondissement de Douai.

Raimbeaucourt, Saint-Léonard-du-Rache, Lallaing, Pecquencourt, Auberschicourt, Aniche.

Arrondissement de Valenciennes.

Mastaing, Bouchain, Lieu-Saint-Amand, Avesnes-le-Sec.

Arrondissement de Cambrai.

Villers-en-Cauchie, Montrécourt, Haussy, Saint-Pithon, Solesmes, Beaurain.

Arrondissement d'Avesnes.

Croix, Bousies, Fontaine, Maroilles, Dompierre, Saint-Hilaire, Avesnes, Rinsart, Féron, Anor.

Et dans sa seconde partie, commençant à Rothbach (Bas-Rhin), et finissant à Croix (Haut-Rhin), par les communes dont la désignation suit :

BAS-RHIN.

Arrondissement de Saverne.

Rothbach, Bischoltz, Mulhausen, Schillersdorff, Menchoffen, Uttwiller, Bouxviller, Riedheim, Printzheim, Gottesheim, Rosenwiler, Dettwiler, Waldolwisheim, Furchhausen, Wolschheim, Kleingoeft, Knoersheim, Rangen, Zehnacker, Crastatt.

Arrondissement de Strasbourg.

Wasselonne, Vangen, Westhoffen, Ballbronn, Flexbourg, Still, Heiligenberg.

(1 et 2) Voyez l'ordonnance du 19—25 septembre 1836, qui a modifié en dernier lieu l'état de démarcation des lignes dans les deux départemens du Nord et du Pas-de-Calais.

Arrondissement de Schelestadt.

Molkirch, Saint-Nabor, Saint-Oulle, Barr, Mittelbergheim, Andlau, Bernardswiller, Saint-Pierrebois, Saint-Maurice, Dieffembach, Neubois.

HAUT-RHIN.

Arrondissement de Colmar.

Liepvre, Sainte-Croix, Aubure, Fréland, La Poutroye, Orbey, La Barroche, Zimmerbach, Walbach, Wihr, Gunspach, Wasserbourg, Lautembach, Lautembach-Zell, Rimbach, Rimbach-Zell.

Arrondissement de Belfort.

Wattwiller, Steinbach, Vieux-Thann, Roderen, Soppe-le-Bas, Bretten, Saint-Cosme, Bréchaumont, Reppe, Chavanne, Vieux-Montreux, Jeune-Montreux, Bretagne, Grosnes, Vellescot, Boron, Joncherey, Delle, Le Bélain, Saint-Dizier, Croix.

II^e LIGNE.

Le seconde ligne, commençant à Audresselles (Pas-de-Calais), et finissant à Bonneville-les-Bouchoux (Jura), aura pour limites les communes dont la désignation suit :

PAS-DE-CALAIS.

Arrondissement de Boulogne.

Audresselles, Ambleteuse, Wacquinghen, Maninghen, Pittéfaut, Pernes, Baincthun, Hesdin-l'Abbé, Carly, Samer, Tingry, Lacres.

Arrondissement de Montreuil.

Bernieulles, Beussent, Inquexen, Recques, Étrée, Marant, Marenla, Campagne, Gouy, Mourriers, Capelle.

Arrondissement de Saint-Pol.

Quesnoy-lès-Hesdin, Vacqueriette, Haut-Ménil, Haravesne, Rouge-Fays, Vacquerie-le-Boucq, Bourets, Rebreuve, Rebrevuette, Wamin, Grand-Rullecourt, Barly.

Arrondissement d'Arras.

Gouy, Simencourt, Mercatel, Hénin, Fontaine-lès-Croisille, Hendecourt, Riencourt, Quéant, Pronville, Graincourt.

NORD.

Arrondissement de Cambrai.

Mœuvres, Marcoing, Crevecœur, Lesdaing, Walincourt, Marest, Buisigny.

AISNE.

Arrondissement de Saint-Quentin.

Becquigny.

Arrondissement de Vervins.

Grand-Audigny, Mennevret, Hennape, Iron, La Vacqueresse, Crupilly, Englancourt, Erloy, Sorbais, Etré - au - Pont, Origny, La Herrie, Eparcy, Bucilly, Martigny, Leuse, Aubenton.

ARDENNES.

Arrondissement de Rocroy.

Hannapes, Rumigny, Aouste, Logny-Bogny, Aubigny, Rouvroy.

RESTAURATION.

Arrondissement de Charleville.

Le Hau-des-Moines, Mézières, Lumes, Novion, Vrignemeuse.

Arrondissement de Sedan.

Donchery, Le Dancourt, Vrigne-aux-Bois, Saint-Menges, Sedan, Balan, Bazeille, Douzy, Mairy, Amblimont, Mouzon.

MEUSE.

Arrondissement de Montmédy.

Pouilly, Inor, Martincourt, Stenay, Baalon, Quincy, Juvigny, Louppy, Rémoiville, Jametz, Delut, Dombras, Merles, Pillon, Rouvroy-sur-Othain, Saint-Pierre-Villers.

MOSELLE.

Arrondissement de Bricy.

Saint-Supplet, Mercy-le-Bas, Joppécourt, Mercy-le-Haut, Malavillers, Sancy-le-Bas, Lommerange.

Arrondissement de Thionville.

Hayange, Morlange, Bertrange, Volstroff, Metzerrisse, Eberswiller.

Arrondissement de Metz.

Bertoncourt, Hinckange, Volmerange, Varise, Bannay, Bionville, Hautes-Vigneulles.

Arrondissement de Sarreguemines.

Valmont, Petite-Eberswillers, Macheren, Marienthal, Cappel, Puttelange, Grundweiller, Villervalldt.

BAS-RHIN.

Arrondissement de Saverne.

Herbesheim, Domfessel, Rimsdorff, Eyweller, Hirschland, Rauwiler, Gœrlingen.

MEURTHE.

Arrondissement de Sarrebourg.

Hilbesheim, Hoff, Sarrebourg, Imling, Hesse, La Neuville, Niderhoff, Bertrambois, Châtillon, Saint-Sauveur.

Arrondissement de Lunéville.

Angomont, Pierre-Percée.

VOSGES.

Arrondissement de Saint-Dié.

Celles, Moussey, Raon-sur-Plaine, Senones, Hurbache, La Voivre, Taintrux, Corcieux, Gérardmer.

Arrondissement de Remiremont.

La Bresse, Cornimont, Travexin, Le Ménil, Le Tillot.

HAUTE-SAÔNE.

Arrondissement de Lure.

Château-Lambert, Belfahy, Plancher-Haut, Plancher-Bas, Champagny, Ronchamp, Magny - d'Anignon, Claire-Goutte, Frédéric-Fontaine, Béverne, Courmont, Malval, Saulnot, Villers-sur-Saulnot.

DOUBS.

Arrondissement de Baume.

Arcey, Onans, Faimbe, Etrappe, Appenans, Saint-George, Anteuil, Grand-Crosey, Fontenelle, Velletrains, Ouvans, Landresse, Vellerot-lès-Vercel, Villers-la-Combe, Villers-Chief, Grand Fontaine, Rantechaux, Nods.

Arrondissement de Pontarlier.

Aubonne, Saint-Gorgon, Ouhans, Goux, Bians, Sombacour, Chaffois, Bulle, Dompierre, Frâne.

JURA.

Arrondissement de Poligny.

Cuvier, Esserval-Tartre, Esserval-Combe, Miéges, Nozeroy, Doye, Lent, Le Bourg, Châteauneuf.

Arrondissement de Lons-le-Saulnier.

Le Franois.

Arrondissement de Saint-Claude.

La Chaux, Saint-Pierre, Le Château-des-Prés, La Rixouse, Valfin, Avignon, Saint-Claude, Chevry, Chassal, Molinges, La Rivoire, Vulvoz, Bonneville-lès-Bouchoux.

Les parties des départemens du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Aisne, comprises dans cette seconde ligne, en forment la seconde subdivision.

III^e LIGNE.

La troisième ligne, commençant à Quend-le-Jeune (Somme), et finissant à L'Hôpital (Ain), aura pour limites les communes dont la désignation suit :

SOMME.

Arrondissement d'Abbeville.

Quend-le-Jeune, Vercourt, Arry, Machy, Machiel, Crécy, Marcheville, Domvast, Gapennes, Cramont, Longvillers.

Arrondissement de Douleus.

Bernaville, Vacquerie, Gorges, Fienvillers, Candas, Beauquène, Arquèves, Léalvillers, Varennes.

Arrondissement de Péronne.

Authuille, Contalmaison, Montauban, Hardecourt, Maurepas, Bouchavesnes, Driencourt, Tincourt, Berne.

AISNE.

Arrondissement de Saint-Quentin.

Maissemy, Fayet, Rouvroy, Harly, Ménil-Saint-Laurent, Sissy, Ribemont, Pleine-Selve, Parpeville.

Arrondissement de Vervins.

Berlancourt.

Arrondissement de Laon.

Thiernut, Montigny, Tavaux, Agnicourt, La Basse-Chaourse, Montcornet, Lislet, Noircourt.

RESTAURATION.

ARDENNES.

Arrondissement de Réthel.

Renneville, Logny-lès-Chaumont, Adon, Mesmont, Novion-en-Portien, Macheroménil, La Vieille-Ville, Saulces-aux-Bois, Monclain.

Arrondissement de Vouziers.

Tourteron, Lametz, Longwé, Le Chesne-le-Populeux, Les Petites-Armoises, Brioules-sur-Bar, Authé, Autruche, Harricour, Bar, Buzancy, Sivry, Bayonville, Chenney, Rémonville, Andevannes.

MEUSE.

Arrondissement de Montmédy.

Aincreville, Grand-Cléry, Brioules, Dannevoux, Gercourt, Forges.

Arrondissement de Verdun.

Samoigneux, Louvemont, Bésonvaux, Dieppe, Fromézey, Estain, Lanhères.

MOSELLE.

Arrondissement de Briey.

Béchamps, Mouaville, Thumeréville, Abbeville, Hatrize, Bastilly, Habouville.

Arrondissement de Metz.

Montigny, Vigneulles, Lorry, Plappeville, Longeville, Montigny-lès-Metz, Mercy, Chailly, Sorbey, Aubé, Béchy, Flocourt.

MEURTHE.

Arrondissement de Château-Salins.

Lucy, Frémery, Oron, Chicourt, Château-Brehain, Vannecourt, Burlioucourt, Obreck, Hampont, Saint-Médard, Marsal, Montcourt, Xures.

Arrondissement de Lunéville.

Vaucourt, Emberménil, La Neuville-aux-Bois, Manonvillier, Bénaménil, Azerailles, Glonville, Fontenoy.

VOSGES.

Arrondissement d'Épinal.

Ménarmont, Nossoncourt, Anglemont, Rambervillers, Vomecourt, Bult, Destord, Girecourt, Fontenay, Charmois-le-Roulier, Cheniménil.

Arrondissement de Remiremont.

Jarménil, Poucheux, Saint-Nabord, Remiremont, Hérival, Le Val d'Ajol.

HAUTE-SAÔNE.

Arrondissement de Lure.

Saint-Bresson, Raddon, Amage, Fessey, Belmont, Rignovelle, Linexert, Francheville, Quers, Adalans, Bouhans, Amblans, Vy-lès-Lure, Amance, Oricourt, Marat, Autrey-le-Vay, Pont-de-Noire.

DOUBS.

Arrondissement de Baume.

Cubrial, Cuse, Romain, Mésandans, Rillans, Verne, Luxiol, Fontenotte, Gros-Bois, Fourbaune, Petit-Roulans, Laissey, Osse, Nancray.

Arrondissement de Besançon.

Mamirolle, Torpes, Foucherans, Tarcenay, Villers, Malbrans, Maizières, Scey-en-Vareix, Cléron, Amondans, Malans, Colans, Eternoz, Nans, Saint-Agne.

JURA.

Arrondissement de Poligny.

Dournon, Cernans, Labergement, Thésy, Aresches, Fonteny, Pont-d'Héry, Valampouillières, Montrond, Besain, Crotenay, Faisses.

Arrondissement de Lons-le-Saulnier.

Mirebel, Châtillon, Blie, Turon, Poitte, Saint-Christophe, La Tour-du-May, Bellecin, Le Bourget, Onnoz, Cernon, Menouille, Rupt, Vescles, Condé.

AIN.

Arrondissement de Nantua.

Dortan, Bouvent, Veyziat, Belignat, Groissiat, Martignat, Charix, Laleyriat, Cras, L'Hôpital.

Les parties des départemens du Pas-de-Calais, de la Somme, du Nord et de l'Aisne, comprises dans cette troisième ligne, en forment la seconde subdivision.

IV^e LIGNE.

La quatrième ligne, commençant à Cayeux (Somme), et finissant à Saint-Benoît de Seyssieu (Ain), aura pour limites les communes dont la désignation suit :

SOMME.

Arrondissement d'Abbeville.

Cayeux, Brutelles, Vaudricourt, Nibas, Acheux, Ercourt, Huppy, Limeux, Hocquincourt, Hallencourt, Dreuil.

Arrondissement d'Amiens.

Airaines, Le Quesnoy, Fourdrinoy, La Ferrière, Saint-Acheul, Longueau, Glisy, Blangy, Aubigny, Fouillois, Hamelet, Vaire.

Arrondissement de Péronne.

Bouzincourt, Cerizy, Morcourt, Proyard, Faucoucourt, Vermandovillers, Ablaincourt, Marché-le-Pot, Licourt, Morchain, Béthancourt, Grand-Rouy, Voyennes, Offois, Eppeville, Ham.

AISNE.

Arrondissement de Saint-Quentin.

La Sommette, Ollezy, Annois, Jussy.

Arrondissement de Laon.

Menessis, Liez, Travecy, Danisy, Versigny, Couvron, Vivaie, Aulnois, Chambry, Athies, Eppes, Coucy-lès-Eppes, Montaigny, Ramecourt, La Malmaison.

ARDENNES.

Arrondissement de Réthel.

Villers-devant-le-Thour, Jusancourt, Aire, Saint-Loup, Tagnon, Annelles.

RESTAURATION.

Arrondissement de Vouziers.

Pauvre, Tourcelles, Mars, Vouziers, Falaise, Primat, Olizy, Mouron, Grandpré, Saint-Juvin, Sommerance, Fléville, Chéhéry.

MEUSE.

Arrondissement de Verdun.

Baulny, Varennes, Boureuilles, Neuville, Aubreville, Parois, Récicourt, Dombasle, Jouy, Blercourt, Nixéville, Lempire, Landrecourt, Somme-Dieu, Mont, Bouzée, Fresnes, Marcheville, Saint-Hilaire, Bulgnéville, La Tour-en-Voivre.

MOSELLE.

Arrondissement de Metz.

Sponville, Xonville, Chambley, Gorze, Corny, Coin-sur-Seille, Sillegny, Cheminot.

MEURTHE.

Arrondissement de Nancy.

Morville-sur-Seille, Port-sur-Seille, Clémery, Manoncourt, Lixières, Jandelincourt, Moivron, Villers, Leyr, Bouxières, Amance, Laitre, Velaine, Cercueil, Lenoncourt, Saint-Nicolas, Rosières-aux-Salines.

Arrondissement de Lunéville.

Vigneules, Barbonville, Le Charmois, Méhoncourt, Einvaux, Clayeures, Saint-Boing.

VOSGES.

Arrondissement d'Épinal.

Passoncourt, Réhincourt, Hadigny, Zinccourt, Igney, Oncourt, Domèvres-sur-Avière, Uxégney, Les Forges, Chaumousey, Sanchey, Renauvoid, Le Charmois, Bains, Tremonzey.

HAUTE-SAÔNE.

Arrondissement de Lure.

Saint-Loup, Ainvelle, Conflans, Meurecour, Neurey-en-Vaux.

Arrondissement de Vesoul.

Val-Saint-Eloi, Varogne, Vellefrie, Auxon, Pusy, Pusey, Vaivres, Charriez, Andelarre, Andelarrot, Villeguindry, Magnoray, Courboul, Penne-cièrre, La Malachère, Rioz, Sorans, Voray.

DOUBS.

Arrondissement de Besançon.

Chevroz, Gèneuille, Auxon-Dessous, Pouilly-les-Vignes, Serre-les-Sapins, Franey, Chemaudain, Dannemarie, Vélesme, Torpes, Byans, Lombard, Mesmay, Buffard.

JURA.

Arrondissement de Poligny.

Champagne, Cramans, Villers-Farlay, Villeneuve-d'Aval, Montmalin, Molamboz, Mathenay, Grand-Abergement, Rathier, Bersaillin.

Arrondissement de Lons-le-Saulnier.

Monay, Toulouse, Montchauverot, Bréry, Saint-Germain, Plainoiseau, Domblans, L'Etoile, Mont-Morot, Chilly, Sainte-Agnès, Paysia, Orbagna, Beaufort, Rambey, L'Abergement, Rosay, Graveleuse, Loisiat, Graye, Gigny, Croupet, Saint-Julien, Ville-Chantriat, Grand-Montagnat, Faverges, Charnod, Cessiat, Burignat, Chaléat.

AIN.

Arrondissement de Nantua.

Sonthonnax, Napt, Mornay, Vollognat, Peyriat, Condamine de la Doy, Vieux-d'Izenave, Lanteney, Izenave.

Arrondissement de Belley.

Aranc, Lacous, Chaley, Tenay, Holiaz, Ordonnaz, Lompnas, Lhuis, Gros-lée, Saint-Benoit de Seyssieu.

N^o 645. = 2 février 1826—16 mai 1827. = **ORDONNANCE** *du roi concernant l'administration des fondations anglaises établies en France pour l'instruction des jeunes catholiques d'Angleterre* (1). (VIII, Bull. CLX, n^o 5940.)

Charles, . . . — Vu la requête présentée par l'évêque d'Halie afin d'obtenir que les fondations faites en France pour l'instruction des jeunes catholiques d'Angleterre soient administrées séparément et suivant le mode établi pour les fondations écossaises par l'ordonnance du 3 mars 1824, et pour les fondations irlandaises par l'ordonnance du 15 juillet suivant ; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les fondations anglaises établies en France pour l'instruction des jeunes catholiques d'Angleterre cesseront d'être administrées par l'ancien bureau gratuit, pour l'être séparément sous la surveillance de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

2. L'administrateur chargé de la gestion générale des fondations anglaises sera nommé par notre ministre de l'intérieur. Il sera, autant que possible, prêtre de l'église catholique d'Angleterre, né sujet de sa majesté britannique.

3. Il pourra déléguer temporairement ses fonctions à un ecclésiastique français, qui devra être agréé par notre ministre de l'intérieur.

4. L'administrateur anglais, ou son délégué, aura pour l'administration des biens, tant séculiers que réguliers, la rentrée et l'emploi des revenus, les mêmes pouvoirs qui ont été attribués à l'administrateur général par l'ordonnance du 17 décembre 1818, notamment par l'article 25 de cette ordonnance.

5. Les revenus recouvrés par l'administrateur seront versés par lui intégralement et sans retard à notre trésor royal, qui ouvrira un *compte courant* à notre ministre de l'intérieur pour le service desdites fondations.

6. Le budget de l'emploi des fonds résultant des fondations anglaises sera arrêté d'avance, pour chaque année, par le ministre de l'intérieur.

(1) Voyez l'ordonnance du 17—29 décembre 1818, qui détermine le mode d'administration des établissements fondés en France pour l'instruction des jeunes catholiques d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et la note.

7. Les comptes annuels seront soumis à son approbation et arrêtés définitivement par lui.

8. La nomination des boursiers sera également approuvée par lui, et aura lieu conformément aux dispositions de l'ordonnance du 17 décembre 1818.

9. L'ordonnance du 21 juin 1814, portant établissement d'un bureau gratuit d'administration, ainsi que les ordonnances des 30 octobre 1815, 25 janvier 1816, 17 septembre 1817 et 17 décembre 1818, sont rapportées en ce qui serait contraire aux dispositions prescrites par la présente ordonnance.

N^o 646. = 5—22 février 1826. = *ORDONNANCE du roi portant autorisation d'importer par navires nationaux ou étrangers, dans les îles de la Martinique et de la Guadeloupe, diverses denrées désignées par le tarif annexé* (1). (VIII, Bull., LXXVIII, n^o 2712.)

Charles, . . . — Vu l'arrêt du conseil du 30 août 1784, concernant le commerce des colonies avec l'étranger ; — Vu les tarifs maintenant en vigueur dans les îles de la Martinique et de la Guadeloupe en vertu des ordonnances de nos gouverneurs ; — Voulant donner plus d'uniformité au régime commercial desdites îles, et en même temps étendre et faciliter leurs relations de commerce avec l'étranger en tout ce qui n'est pas contraire aux intérêts de la métropole ; — Sur le rapport du président de notre conseil des ministres ; — Notre conseil supérieur de commerce et des colonies entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} juillet de la présente année, il sera permis aux navires, soit nationaux, soit étrangers, d'importer dans les deux îles de la Martinique et de la Guadeloupe, mais seulement dans les ports qui seront ci-après désignés, les diverses denrées et marchandises étrangères énumérées dans les tableaux annexés sous les n^{os} 1 et 2 à la présente ordonnance.

2. Les seuls ports où lesdites denrées et marchandises pourront être importées, sont : pour la Martinique, Saint-Pierre, le Fort-Royal et la Trinité ; et pour la Guadeloupe, la Basse-Terre et la Pointe-à-Pitre.

3. Celles desdites denrées et marchandises qui sont portées au tableau n^o 1 paieront, à leur importation de l'étranger, les droits énoncés audit tableau, et ce, sans aucune distinction de pavillon, soit étranger, soit national. Les marchandises de même espèce, apportées de France sur navires français, ne paieront qu'un droit de cinq centimes par cent kilogrammes.

4. Les droits portés au tarif sus-énoncé ne pourront être augmentés ni diminués par aucun acte de nos gouverneurs, ou de toute autre autorité dans les colonies ; et nous faisons, à ce sujet, aux uns et aux autres les inhibitions les plus expresses. — Ces droits commenceront à être perçus à dater du 1^{er} juillet de la présente année ; et, à compter dudit jour, tous les droits alors existant dans les deux colonies sur les objets portés audit tarif seront et demeureront révoqués.

5. Il n'est rien innové par ces présentes aux dispositions qui ont fixé à un pour cent, dans les deux colonies, les droits à percevoir sur les marchandises importées de la métropole, en tant qu'ils affectent des marchan-

(1) Voyez, dans le § 5 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé de la législation concernant le commerce de la France avec ses colonies ; et, dans le § 1^{er} de la seconde partie, le résumé de la législation spéciale sur le commerce entre la France et la Martinique.

dises non comprises dans les tableaux nos 1 et 2 : ledit droit d'un pour cent, en ce qui concerne les marchandises non portées dans lesdits tableaux, est au contraire confirmé par ces présentes ; et faisons aux autorités des colonies les mêmes inhibitions que dessus d'y rien changer sans nos ordres exprès, transmis par notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies.

6. Les denrées et marchandises énumérées dans le tableau n° 2 ne seront assujéties qu'à un droit de cinq centimes par cent kilogrammes, quel que soit le pavillon qui les importe. — Il est interdit aux autorités des deux colonies d'y apporter aucun changement.

7. Les navires étrangers important les denrées et marchandises autorisées par la présente ordonnance ne seront soumis à aucun droit de tonnage, de port, de phare, et autres de même nature, plus élevés que ceux auxquels seraient soumis les navires nationaux.

8. Aucune denrée ou marchandise autre que celles portées aux tableaux nos 1 et 2 ne pourra être importée, soit par navires étrangers, soit par navires français venant de l'étranger, sous peine de confiscation du navire et du chargement.

9. Aucun navire étranger, ni aucun navire français venant de l'étranger, chargé même d'objets permis, ne pourra, sauf les cas de relâche forcée, légalement constatés, entrer que dans les ports ouverts par la présente ordonnance, à peine de confiscation.

10. Les marchandises énumérées dans les tableaux nos 1 et 2 pourront, ainsi que toutes marchandises venues de France, être réexportées d'une colonie dans l'autre, mais par bâtimens français seulement. Elles y seront reçues en franchise de tous droits, à la condition toutefois que l'importateur de marchandises tarifées, lesquelles sont énumérées dans l'état n° 1, justifiera que les droits ont été acquittés sur lesdites marchandises dans la colonie où aura été faite la première importation.

11. Les navires étrangers pourront, ainsi que les navires français, exporter à l'étranger, en franchise de tous droits, mais seulement par les ports ouverts en vertu de l'article 2, les denrées et marchandises importées dans les deux colonies, soit de France, soit de tout autre pays.

12. Il n'est rien innové quant aux produits des deux colonies dont l'exportation n'est maintenant permise que pour les ports de France, et par navires français. Seulement, ceux desdits produits dont l'exportation pour l'étranger est ou serait ultérieurement autorisée, ne seront point assujétis, quand ils seront exportés par navires étrangers, à des droits plus élevés que ceux auxquels ils seraient assujétis étant exportés par bâtimens français.

13. Les droits mentionnés en l'article 5, lesquels seront prélevés dans nos colonies sur les marchandises françaises, continueront à être restitués, lorsque lesdites marchandises seront réexportées des deux colonies, sous quelque pavillon que ce soit.

14. Dans le cas où des circonstances impérieuses et extraordinaires paraîtraient à nos gouverneurs, dans l'une ou l'autre colonie, rendre indispensable l'appel momentané des farines étrangères, il sera procédé dans les formes ci-après indiquées, lesquelles sont toutes de rigueur : — 1° Le gouverneur convoquera un conseil privé, auquel, indépendamment des personnes qui le composent ordinairement, seront appelés trois capitaines de navires marchands appartenant aux ports de France. — Ces trois capitaines seront désignés par les capitaines des navires français mouillés dans les ports de la colonie ouverts au commerce étranger. — 2° A ce conseil seront pro-

duits par écrit, 1^o le cours ou prix des farines dans les villes principales de la colonie; 2^o l'état des quantités existantes dans la colonie; 3^o l'aperçu des quantités de farines attendues de France. — 3^o Il sera dressé procès-verbal des séances, dans lequel seront inscrits les trois documens mentionnés en l'article précédent. En outre, le procès-verbal rendra un compte exact des dires de chacun des membres appelés au conseil. — 4^o Ces faits étant vérifiés et toutes les observations entendues, le gouverneur, s'il juge qu'il y a nécessité et urgence, autorisera l'importation d'une quantité de farines étrangères qui ne pourra, dans aucun cas, excéder quatre mille barils. La faculté d'effectuer ou de compléter cette importation ne pourra, dans aucun cas, s'étendre au-delà d'un délai de trois mois. — 5^o Les farines étrangères dont l'importation aura été ainsi autorisée, paieront à la douane un droit de vingt et un francs cinquante centimes par baril de quatre-vingt-dix kilogrammes. Il est expressément interdit aux gouverneurs d'accorder, dans aucun cas et sous quelque prétexte que ce soit, aucune remise ou modération dudit droit. — 6^o Il est également interdit aux gouverneurs de donner des permissions ou des licences à des particuliers : leur ordonnance indiquera la quantité de farines étrangères dont l'importation aura été autorisée, et le délai après lequel ladite autorisation cessera de plein droit. — 7^o Cette ordonnance sera publiée et affichée dans les formes ordinaires ; et, à son arrivée en France, elle sera rendue publique par la voie du *Moniteur*, ainsi que l'extrait du procès-verbal énonçant les cours et l'état des farines existantes dans la colonie à l'époque où l'ordonnance aura été rendue.

15. L'arrêt du 30 août 1784 et tous autres réglemens en vigueur continueront d'être exécutés dans toutes celles de leurs dispositions auxquelles il n'est point dérogé par la présente ordonnance ou par des actes antérieurs.

TABLEAU N^o 1. — Marchandises étrangères dont l'importation est autorisée dans les îles de la Martinique et de la Guadeloupe, à la charge de payer les droits ci-après indiqués.

Animaux vivans, dix pour cent de la valeur ; — Bœuf salé, quinze francs par cent kilogrammes ; — Bois feuillard, dix francs le millier ; — Légumes secs, trois francs cinquante centimes par hectolitre ; — Maïs en grains, deux francs par hectolitre ; — Morue et autres poissons salés, sept francs par cent kilogrammes ; — Riz, sept francs par cent kilogrammes ; — Sel, cinq francs par cent kilogrammes ; — Tabac, sept pour cent de la valeur. — Bois de toute sorte, autres que le bois feuillard, y compris les essentes, les planches et les merrains, quatre pour cent de la valeur ; — Brai, goudron et autres résineux de pin, de sapin et de mélèze, quatre pour cent de la valeur ; — Charbon de terre, quatre pour cent de la valeur ; — Cuirs verts en poil, non tannés, quatre pour cent de la valeur ; — Fourrages verts et secs, quatre pour cent de la valeur ; — Fruits de table, quatre pour cent de la valeur ; — Graines potagères, quatre pour cent de la valeur.

TABLEAU N^o 2. — Marchandises étrangères dont l'admission est autorisée dans les îles de la Martinique et de la Guadeloupe, à la charge de payer un droit de cinq centimes par cent kilogrammes.

Baume et sucs médicinaux, bois odorans, de teinture et d'ébénisterie, casse, cire non ouvrée, cochenille, coques de coco, cuivre brut, curcuma, dents d'éléphant, écaille de tortue, étain brut, fanons de baleine, girofle, gingembre, gommes, graines d'amome, grains durs à tailler, graisses sauf celles de poisson, indigo, jones et roseaux, kermès, légumes verts, laque naturelle, muscade, nacre, or et argent, os et cornes de bétail, peaux sèches et brutes, pelleteries non ouvrées, plomb brut, poivre, potasse, quercitron, quinquina, rocou, racines, écorces, herbes, feuilles et fleurs médicinales,

substances animales, propres à la médecine et à la parfumerie, sumac, vanille.

N° 647. = 8—9 février 1826. = **ORDONNANCE du roi qui prescrit la publication de la convention de navigation et des articles additionnels conclus entre sa majesté très chrétienne et sa majesté britannique le 26 janvier 1826, et ratifiés à Paris le 31 du même mois** (1). (VIII, Bull. LXXVI, n° 2645.)

Charles, . . . — Nous avons ordonné et ordonnons que la convention de navigation et les articles additionnels suivans, conclus et signés entre nous et sa majesté britannique le 26 janvier 1826, et ratifiés par nous à Paris le 31 du même mois, seront insérés au Bulletin des lois, pour être exécutés suivant leur forme et teneur.

AU NOM DE LA TRÈS SAINTE TRINITÉ.

Sa majesté le roi de France et de Navarre, d'une part, et sa majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, de l'autre part, animés également du désir de rendre plus faciles les communications commerciales entre leurs sujets respectifs, et persuadés que rien ne saurait contribuer davantage à l'accomplissement de leurs vœux mutuels à cet égard, que de simplifier et d'égaliser les réglemens qui sont aujourd'hui en vigueur, quant à la navigation de l'un et l'autre royaume, par l'abolition réciproque de tous droits différentiels levés sur les navires d'une des deux nations dans les ports de l'autre, soit à titre de droits de tonnage, de ports, de phares, de pilotage et autres de même nature, soit à titre de surtaxes sur les marchandises en raison de la non-nationalité du bâtiment qui les importe ou qui les exporte, ont nommé pour plénipotentiaires, afin de conclure une convention à cet effet, savoir : — Sa majesté le roi de France et de Navarre, le prince *Jules comte de Polignac*, pair de France, maréchal-de-camp de ses armées, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, officier de l'ordre royal de la légion-d'honneur, grand'croix de l'ordre de Saint-Maurice de Sardaigne, aide-de-camp de sa majesté très chrétienne, et son ambassadeur près sa majesté britannique ; — Et sa majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, — Le très honorable *George Canning*, conseiller de sa majesté britannique en son conseil privé, membre du parlement, et son principal secrétaire d'état ayant le département des affaires étrangères, et le très honorable *William Huskisson*, conseiller de sa majesté britannique en son conseil privé, membre du parlement, président du comité du conseil privé pour les affaires de commerce et des colonies, et trésorier de la marine de sa majesté britannique ; — Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans :

Art. 1^{er}. A dater du 5 avril de la présente année, et après cette époque, les navires français venant avec chargement des ports de France, et sans chargement de tous ports quelconques, ou se rendant avec chargement dans les ports de France, et sans chargement dans tous ports quelconques, ne seront pas assujétis dans les ports du royaume uni, soit à leur entrée, soit à leur sortie, à des droits de tonnage, de ports, de phares, de pilotage, de quarantaine, ou autres droits semblables ou analogues, quelle que soit leur nature

(1) Voyez l'ordonnance du 8—22 février 1826, qui détermine le mode d'exécution de cette convention.

ou leur dénomination, plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujétis dans ces mêmes ports, à leur entrée et à leur sortie, les navires britanniques effectuant les mêmes voyages avec chargement ou sans chargement; et réciproquement, à dater de la même époque, les navires britanniques venant avec chargement des ports du royaume uni, et sans chargement de tous ports quelconques, ou se rendant avec chargement dans les ports du royaume uni, et sans chargement dans tous ports quelconques, ne seront pas assujétis dans les ports de France, soit à leur entrée, soit à leur sortie, à des droits de tonnage, de ports, de phares, de pilotage, de quarantaine, ou autres droits semblables ou analogues, quelle que soit leur nature ou leur dénomination, plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujétis dans ces mêmes ports, à leur entrée et à leur sortie, les navires français effectuant les mêmes voyages avec chargement ou sans chargement, soit que ces droits se perçoivent séparément, soit qu'ils se trouvent représentés par un seul et même droit; sa majesté très chrétienne se réservant de régler en France le montant de ce droit ou de ces droits d'après le taux auquel ils sont ou seront établis dans le royaume uni, en même temps que, dans le but d'alléger les charges imposées à la navigation des deux pays, elle sera toujours disposée à en réduire proportionnellement l'élévation en France d'après la réduction que pourront par la suite éprouver les droits perçus maintenant dans les ports du royaume uni.

2. Toutes marchandises et tous objets de commerce qui peuvent ou pourront être légalement importés des ports de France dans les ports du royaume uni, et qui y seront apportés sur navires français, ne seront pas assujétis à des droits plus élevés que s'ils étaient importés sur navires britanniques; et, réciproquement, toutes marchandises et tous objets de commerce qui peuvent ou pourront être légalement importés des ports du royaume uni dans les ports de France sur navires britanniques, ne seront point assujétis à des droits plus élevés que s'ils étaient importés sur navires français; sa majesté très chrétienne se réservant d'ordonner que, de même que les produits de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique ne peuvent être importés de ces pays, ni de tout autre, sur vaisseaux français, ni de France, sur vaisseaux français, britanniques ou autres, dans les ports du royaume uni, pour la consommation du royaume, mais seulement pour l'entrepôt et la réexportation, de même aussi les produits de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique ne pourront être importés de ces pays, ni de tout autre, sur vaisseaux britanniques, ni du royaume uni sur vaisseaux britanniques, français ou autres, dans les ports de France, pour la consommation du royaume, mais seulement pour l'entrepôt et la réexportation. A l'égard des produits des pays de l'Europe, il est entendu entre les hautes parties contractantes que ces produits ne pourront être importés sur navires britanniques en France, pour la consommation du royaume, qu'autant que ces navires les auront chargés dans un port du royaume uni, et que sa majesté britannique adoptera, si elle le juge convenable, une mesure restrictive analogue à l'égard des produits des pays d'Europe qui seraient importés sur navires français dans les ports du royaume uni; les hautes parties contractantes se réservant néanmoins la faculté de déroger en partie à la stricte exécution du présent article, lorsque, par suite d'un consentement mutuel et de concessions faites de part et d'autre, dont les avantages seront réciproques ou équivalens, elles croiront utile de le faire dans l'intérêt respectif des deux pays.

3. Toutes marchandises et tous objets de commerce qui peuvent ou pourront être légalement exportés des ports de l'un ou de l'autre des deux pays,

paieront, à la sortie, les mêmes droits d'exportation, soit que l'exportation de ces marchandises ou objets de commerce soit faite par navires français, soit qu'elle ait lieu par navires britanniques, ces navires allant respectivement des ports de l'un des deux pays dans les ports de l'autre; et il sera réciproquement accordé, de part et d'autre, pour toutes cesdites marchandises et objets de commerce ainsi exportés sur navires français ou britanniques, les mêmes primes, remboursements de droits et autres avantages de ce genre assurés par les réglemens de l'un et de l'autre état.

4. Il est réciproquement convenu entre les hautes parties contractantes que, dans les rapports de navigation entre les deux pays, aucun tiers pavillon ne pourra, dans aucun cas, obtenir des conditions plus favorables que celles qui sont stipulées dans la présente convention, en faveur des navires français et britanniques.

5. Les bateaux pêcheurs des deux nations, forcés par le mauvais temps de chercher refuge dans les ports ou sur les côtes de l'un ou de l'autre état, ne seront assujétis à aucuns droits de navigation, sous quelque dénomination que ces droits soient respectivement établis, pourvu que ces bateaux, dans ces cas de relâche forcée, n'effectuent aucun chargement ni déchargement dans les ports ou sur les points de la côte où ils auront cherché refuge.

6. Il est convenu que les clauses de la présente convention entre les hautes parties contractantes seront réciproquement mises à exécution dans toutes les possessions soumises à leur domination respective en Europe.

7. La présente convention sera en vigueur pendant dix ans, à dater du 5 avril de la présente année, et, au-delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, chacune des hautes parties contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration à l'expiration des dix ans susmentionnés; et il est convenu entre elles qu'après les douze mois de prolongation accordés de part et d'autre, cette convention et toutes les stipulations y renfermées, cesseront d'être obligatoires.

8. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres, dans l'espace d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut. — En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes. — Fait à Londres, le 26 janvier, l'an de grace 1826. — *Signé* le prince DE POLIGNAC, GEORGE CANNING, WILLIAM HUSKISSON.

Articles additionnels.

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} octobre de la présente année, et après cette époque, les navires français pourront faire voile, de quelque port que ce soit des pays soumis à la domination de sa majesté très chrétienne, pour toutes les colonies du royaume uni (excepté celles possédées par la compagnie des Indes), et importer dans ces colonies toutes marchandises (produits du sol ou des manufactures de France, ou de quelque pays que ce soit, soumis à la domination française), à l'exception de celles dont l'importation dans ces colonies serait prohibée, ou ne serait permise que des pays soumis à la domination britannique; et lesdits navires français et lesdites marchandises importées sur ces navires ne seront pas assujétis, dans les colonies du royaume uni, à des droits plus élevés ni à d'autres droits que ceux auxquels seraient assujétis les navires britanniques important lesdites marchandises de quelque pays étranger que ce soit, et lesdites marchandises elles-mêmes. — Il sera

accordé réciproquement dans les colonies de la France les mêmes facilités, quant à l'importation sur navires britanniques, de toutes marchandises (produits du sol et des manufactures du royaume uni, ou de quelque pays que ce soit, soumis à la domination britannique), à l'exception de celles dont l'importation dans ces colonies serait prohibée, ou ne serait permise que des pays soumis à la domination française. Et, attendu que les produits des pays étrangers peuvent être importés maintenant dans les colonies du royaume uni sur les vaisseaux appartenant à ces pays, à l'exception d'un nombre limité d'articles spécifiés, lesquels ne peuvent être importés dans lesdites colonies que sur vaisseaux britanniques, sa majesté le roi du royaume uni se réserve la faculté d'étendre cette exception sur tout autre produit des pays soumis à la domination de sa majesté très chrétienne, lorsque sa majesté britannique jugera convenable de le faire pour placer le commerce et la navigation permis aux sujets de chacune des hautes parties contractantes avec les colonies de l'autre, sur le pied d'une juste réciprocité.

2. A dater de la même époque, les navires français pourront exporter de toutes les colonies du royaume uni (excepté celles possédées par la compagnie des Indes) toutes marchandises dont l'exportation de ces colonies par navires autres que ceux britanniques ne serait point prohibée; et lesdits navires et lesdites marchandises exportées sur ces navires ne seront pas assujétis à des droits plus élevés ou à d'autres droits que ceux auxquels seraient assujétis les navires britanniques exportant lesdites marchandises, et lesdites marchandises elles-mêmes, et ils auront droit aux mêmes primes, remboursements de droits et autres allocations de cette nature auxquelles pourraient prétendre les navires britanniques pour ces exportations. — Il sera accordé réciproquement dans toutes les colonies de la France les mêmes facilités et privilèges pour l'exportation sur navires britanniques de toutes marchandises dont l'exportation de ces colonies par navires autres que ceux français ne serait pas prohibée. — Ces deux articles additionnels auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot dans la convention de ce jour. Ils seront ratifiés, et les ratifications en seront échangées en même temps. — En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs les ont signés et y ont apposé le cachet de leurs armes. — Fait à Londres, le 26 janvier, l'an de grace 1826. — *Signé* le prince DE POLIGNAC, GEORGE CANNING, WILLIAM HUSKISSON.

N° 648. = 8—22 février 1826. = *ORDONNANCE du roi qui prescrit l'accomplissement des conditions de réciprocité stipulées par une convention du 26 janvier 1826, à l'égard de la navigation britannique* (1). (VIII, Bull. LXXVIII, n° 2713.)

Charles, . . . — Vu la convention conclue et signée entre nous et sa majesté britannique, le 26 janvier de la présente année; — Voulant assurer, en tout ce qui ne résulte pas déjà des réglemens français sur la navigation générale, l'accomplissement des conditions de réciprocité stipulées en ladite convention à l'égard de la navigation britannique; — Sur le rapport du président de notre conseil des ministres, ministre secrétaire d'état des finances; — Notre conseil supérieur de commerce et des colonies entendu, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. A dater du 5 avril prochain, les navires britanniques venant avec ou sans chargement des ports du royaume uni de l'Angleterre et de l'Ir-

(1) Voyez l'ordonnance qui précède.

lande, et des possessions dudit royaume en Europe, dans les ports de France, et les navires français revenant des ports du royaume uni et de ses possessions en Europe, paieront un droit de tonnage égal, lequel, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, n'excèdera pas le droit maintenant perçu à l'entrée des ports de France sur tous navires étrangers. — Les navires britanniques venant des ports du royaume uni ou des possessions de ce royaume en Europe ne supporteront les redevances de pilotage, de bassin, de quarantaine, et autres analogues, que d'après le taux établi pour les navires français.

2. A dater de la même époque, toutes marchandises et tous objets de commerce qui peuvent ou pourront être légalement importés des ports du royaume uni et de ses possessions en Europe, pour la consommation de notre royaume, ne paieront, à leur importation par navires britanniques, que les mêmes droits qui sont ou seront perçus sur lesdites marchandises et objets de commerce à leur importation par navires français.

3. Les produits de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique, importés de quelque pays que ce soit par navires britanniques, ou bien chargés par navires français, ou tous autres, dans un des ports de la domination britannique en Europe, ne pourront, à dater de la même époque du 5 avril prochain, être admis en France pour la consommation du royaume, mais seulement pour l'entrepôt et la réexportation. — La même disposition est applicable aux produits des pays d'Europe autres que le royaume uni ou ses possessions, lorsqu'ils seront importés par navires britanniques venant d'un autre port que ceux du royaume uni ou de ses possessions en Europe.

4. Seront affranchis de tout droit de navigation les bateaux pêcheurs appartenant au royaume uni ou à ses possessions en Europe, lorsqu'étant forcés par le mauvais temps de chercher un refuge dans les ports ou sur les côtes de France, ils n'y auront effectué aucun chargement ni déchargement.

N° 649. = 12 février 1826—8 juin 1831. = *ORDONNANCE du roi portant fixation des traitemens des gouverneur et autres chefs d'administration de l'île Bourbon* (1). (IX, ordonn., Bull. LXXVIII, n° 2119.)

Charles, ... — Vu notre ordonnance du 21 août 1825, relative au gouvernement de l'île de Bourbon; — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies, — Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le gouverneur de l'île de Bourbon reçoit sur les fonds de la colonie, pendant la durée de ses fonctions, un traitement annuel de cinquante mille francs. — Il jouit, en outre, sur les fonds du département de la guerre ou du département de la marine, du traitement attribué au grade dont il est personnellement revêtu. — Ces allocations lui tiennent lieu de tous frais de représentation, de tournées, de secrétariat et autres, de quelque nature qu'ils soient. — Le gouverneur a la jouissance de l'hôtel du gouvernement à Saint-Denis. Le mobilier de l'hôtel est fourni en nature aux frais de la colonie. Un concierge, garde du mobilier, deux pions et douze noirs ou néggresses pris parmi ceux qui appartiennent à la colonie, sont attachés au service du gouverneur.

2. Le commissaire ordonnateur, le directeur général de l'intérieur et le

(1) Voyez, dans le § 4 de la seconde partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivôse an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé de la législation spéciale à l'île de Bourbon.

procureur général, reçoivent, sur les fonds de la colonie, pendant la durée de leurs fonctions, un traitement annuel de vingt mille francs. — Sur ce traitement sera précompté celui que le commissaire ordonnateur touche du département de la marine à raison de son grade : il en sera de même à l'égard du directeur de l'intérieur, si ce fonctionnaire appartient à l'administration de la marine. — Le contrôleur colonial reçoit, sous la déduction du traitement de son grade, un traitement annuel de douze mille francs. — Le traitement du secrétaire archiviste est de six mille francs. — Ces cinq fonctionnaires ont droit au logement et à l'ameublement en nature, aux frais de la colonie. — Chacun de ces fonctionnaires aura à son service le nombre de pions et de noirs de l'un et de l'autre sexe fixé ci-après : — Le commissaire ordonnateur, le directeur général de l'intérieur et le procureur général, un pion et quatre noirs ; le contrôleur, un pion et trois noirs ; le secrétaire archiviste, deux noirs ; l'huissier du conseil est placé sous ses ordres. — Les allocations réglées au présent article tiennent lieu de tous frais de représentation, de tournées, de secrétaire, et autres, de quelque nature qu'ils soient.

3. Il est alloué pour frais de déplacement, savoir : — Au gouverneur, vingt mille francs ; au commissaire ordonnateur, dix mille francs ; au directeur général de l'intérieur, dix mille francs ; au procureur général, dix mille francs ; au contrôleur colonial, six mille francs ; au secrétaire archiviste, trois mille francs. — Ces allocations tiennent lieu de traitement depuis le jour de la nomination jusqu'à celui de l'arrivée dans la colonie, de frais de route jusqu'au jour d'embarquement, de frais de relâche, de frais d'installation et autres, ceux de passage exceptés. — Toutefois, il n'y aura pas de suspension dans le paiement des traitemens de grade que les fonctionnaires ci-dessus désignés recevraient du département de la guerre ou du département de la marine ; mais le montant du traitement qu'ils auront reçu depuis le jour de leur nomination jusqu'à celui de leur arrivée dans la colonie, sera déduit des premiers paiemens qu'ils auront à recevoir sur les fonds coloniaux. — Les dispositions qui précèdent ne seront applicables qu'aux fonctionnaires résidant en France au moment de leur nomination : il sera statué spécialement à l'égard de ceux qui seraient envoyés d'une autre colonie dans celle de Bourbon.

4. La valeur de l'ameublement de l'hôtel du gouvernement ne pourra excéder quarante mille francs ; celle du mobilier des maisons affectées au logement des trois chefs d'administration, membres du gouvernement, et à celui du contrôleur colonial, ne pourra excéder douze mille francs pour chacun des trois chefs, et huit mille francs pour le contrôleur : la valeur de l'ameublement du secrétaire archiviste est fixée à quatre mille francs. — Ces divers ameublemens ne doivent être composés que de meubles dits *meublans*, et leur entretien reste à la charge de la colonie.

5. Au moyen des allocations qui précèdent, le gouverneur, les trois chefs d'administration, le contrôleur et le secrétaire archiviste, ne peuvent, sous aucun prétexte, se faire délivrer aucune fourniture quelconque des magasins du roi ni de ceux de la colonie. — Il est, de plus, défendu d'attacher à leur service personnel aucun agent salarié ni aucun noir appartenant à la colonie autres que ceux qui leur sont accordés par l'article 2 de la présente ordonnance. — Ces noirs ne peuvent être choisis parmi les commandeurs ni parmi les ouvriers.

6. Tout fonctionnaire quelconque cessera d'être payé par la colonie à dater du jour où il la quittera, pour quelque motif que ce soit.

7. Le fonctionnaire appelé à l'intérim de la place de gouverneur jouira,

pendant la durée de la vacance et sous la déduction du traitement de son grade, des deux tiers du traitement intégral attribué au titulaire. — A l'égard des autres emplois, l'intérimaire jouira, sous la même déduction, des trois quarts du traitement que recevait le titulaire.

8. Il sera alloué aux conseillers coloniaux, à titre de droit de présence et par chaque séance du conseil privé à laquelle ils assisteront, un jeton d'or à l'effigie du roi, dont la valeur sera ultérieurement déterminée.

N° 650. = 22 février—1^{er} mars 1826. = **ORDONNANCE** du roi relative à la fixation du traitement des professeurs civils et militaires employés dans l'école royale d'application de l'artillerie et du génie à Metz. (VIII, Bull. LXXIX, n° 2728.)

Art. 1^{er}. Le traitement affecté à chacun des emplois de professeurs civils et militaires dans notre école royale d'artillerie et du génie à Metz, demeure fixé à la somme de quatre mille francs par an.

2. Ces traitemens de professeurs seront, en raison des années d'exercice, progressivement élevés aux taux indiqués ci-dessous, à partir du 1^{er} janvier 1826 : — A quatre mille huit cents francs après dix ans de service ; — A cinq mille quatre cents francs après quinze ans de service ; — Et à six mille francs après vingt ans de service.

TABLE DES MATIÈRES.

Le second chiffre indique, selon la nature des actes, la date de la promulgation ou celle de la publication.

1822.

- | | | | |
|--|---|---|----|
| N° 1 ^{er} . — 2 septembre. — Circulaire sur l'élection des députés. | 1 | religieuse du domaine du Mont-Valérien. | 7 |
| N° 2. — 3—8 septembre. — Ordonnance du roi concernant le droit de tonnage sur les navires des Etats-Unis d'Amérique, et ceux à percevoir sur les produits du même pays, importés en France par des navires de la même puissance. | 1 | N° 11. — 14—17 septembre. — Ordonnance du roi concernant la comptabilité et la justification des dépenses publiques. | 7 |
| N° 3. — 4 septembre — 30 octobre. — Ordonnance du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Cholet (Maine-et-Loire). | 2 | N° 12. — 17 septembre—1 ^{er} décembre. — Ordonnance du roi relative à la direction de l'école royale polytechnique. | 10 |
| N° 4. — 4 septembre — 1 ^{er} novembre. — Ordonnance du roi portant établissement d'un mont-de-piété à Reims. | 3 | N° 13. — 18 — 27 septembre.—Ordonnance du roi portant qu'un jugement rendu par un conseil de guerre permanent n'est pas nul parce qu'on a omis, dans l'information, de répéter à chaque déposition la mention du serment prêté par le témoin. | 11 |
| N° 5. — 6 septembre — 1 ^{er} décembre. — Ordonnance du roi relative à la faculté de droit de Paris. | 4 | N° 14. — 18 septembre — 1 ^{er} octobre. — Ordonnance du roi portant réorganisation de l'intendance militaire. | 12 |
| N° 6. — 6 septembre — 1 ^{er} décembre. — Ordonnance du roi qui supprime la grande école normale de Paris, et porte qu'elle sera remplacée par les écoles normales partielles des académies. | 5 | N° 15. — 18 septembre — 1 ^{er} octobre. — Ordonnance du roi portant formation du cadre de l'intendance militaire. | 17 |
| N° 7. — 11 septembre — 6 octobre. — Ordonnance du roi qui détermine ce qu'on doit entendre par les expressions de <i>voitures non suspendues</i> . | 5 | N° 16. — 25 septembre — 1 ^{er} octobre. — Ordonnance du roi concernant la réexportation à l'étranger des produits du sol et des manufactures de France importés dans les colonies françaises. | 17 |
| N° 8. — 11 septembre — 22 octobre. — Ordonnance du roi portant autorisation de l'établissement de bienfaisance projeté à Lyon, sous le nom de caisse d'épargnes et de prévoyance du département du Rhône. | 6 | N° 17. — 26 septembre — 1 ^{er} octobre. — Ordonnance du roi relative aux lieux d'importation pour les moutons mérinos et métis. | 18 |
| N° 9. — 11 septembre — 16 novembre. — Ordonnance du roi relative aux travaux à exécuter pour les réparations du pont situé sur l'Arros, dans la commune de Tasque (Gers), etc. | 6 | N° 18. — 26 septembre — 6 octobre. — Ordonnance du roi qui augmente la prime de sortie sur les soufres raffinés à Marseille. | 18 |
| N° 10. — 15 septembre 1822 — 29 janvier 1831. — Ordonnance du roi qui dispose au profit d'une congrégation | | N° 19. — 2 — 6 octobre. — Ordonnance du roi concernant le pain des troupes. | 18 |
| | | N° 20. — 2 — 6 octobre. — Ordonnance du roi relative aux indemnités temporaires à accorder aux employés ré- | |

- formés des ministères. 19
- N° 21. — 9—26 octobre. — Ordonnance du roi portant convocation des collèges électoraux dans les départemens de la seconde série. 20
- N° 22. — 9—30 octobre. — Ordonnance du roi relative au nombre des étaux permanens de boucherie à Paris. 20
- N° 23. — 9 octobre 1822—24 mai 1832. — Ordonnance du roi relative aux percepteurs des contributions directes de la ville de Paris. 20
- N° 24. — 16—22 octobre. — Ordonnance du roi qui fixe le traitement du premier président et du procureur général de la cour royale de Corse, etc. 20
- N° 25. — 16—30 octobre. — Ordonnance du roi qui détermine les justifications à faire, par les veuves ou orphelins de militaires, pour réclamer des pensions ou secours. 22
- N° 26. — 18—30 octobre. — Ordonnance du roi qui modifie les articles 1^{er} et 2 de celle du 8 juin 1822, concernant la franchise du sel accordé pour la fabrication de la soude. 22
- N° 27. — 20 octobre — 1^{er} décembre. — Ordonnance du roi portant règlement sur l'école royale polytechnique. 23
- N° 28. — 23 octobre — 12 novembre. — Ordonnance du roi qui accorde au corps des officiers de vaisseau le titre de corps royal de la marine. 24
- N° 29. — 30 octobre — 16 novembre. — Ordonnance du roi concernant le transfert des inscriptions au nom des propriétaires de dépôts faits dans les caisses d'épargnes. 25
- N° 30. — 31 octobre — 12 novembre. — Ordonnance du roi qui élève huit prélats à la dignité de pairs de France. 26
- N° 31. — 31 octobre — 16 novembre. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de bulles d'institution canonique. 26
- N° 32. — 31 octobre — 11 décembre. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de la bulle relative à la circonscription des diocèses. 26
- N° 33. — 6—12 novembre. — Ordonnance du roi relative aux soldats qui contracteront des réengagemens. 36
- N° 34. — 6—12 novembre. — Ordonnance du roi concernant la délivrance des congés aux membres de l'ordre judiciaire. 37
- N° 35. — 6 — 16 novembre. — Ordon-
- nance du roi relative à la formation d'un bataillon de voltigeurs corses. 37
- N° 36. — 6 novembre — 7 décembre. — Ordonnance du roi qui constitue maison centrale de détention l'ancien dépôt de mendicité de Haguenau, pour les femmes condamnées aux travaux forcés, etc. 38
- N° 37. — 15—20 novembre. — Ordonnance du roi contenant un nouveau tarif du prix des chevaux de poste. 39
- N° 38. — 15—20 novembre. — Ordonnance du roi portant confirmation définitive du tribunal de commerce établi à l'île Rousse (Corse). 41
- N° 39. — 13 novembre — 3 décembre. — Ordonnance du roi qui prescrit la formation de deux équipages de ligne pour le service des vaisseaux et frégates. 41
- N° 40. — 13 novembre — 14 décembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme sous le nom de Compagnie de l'emprunt du canal de Bourgogne établie à Paris. 42
- N° 41. — 13 novembre — 23 décembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme établie à Lyon, sous le nom de Compagnie des fonderies et forges de la Loire et de l'Isère. 42
- N° 42. — 13 novembre 1822—1^{er} janvier 1823. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme sous le nom de compagnie de l'emprunt du canal d'Arles à Bouc, établie à Paris. 42
- N° 43. — 20 — 25 novembre. — Ordonnance du roi contenant règlement sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau. 42
- N° 44. — 20 novembre — 5 décembre. — Ordonnance du roi qui prescrit une levée de quarante mille hommes sur la classe de 1822. 48
- N° 45. — 20 novembre — 14 décembre. — Ordonnance du roi qui annule un arrêté par lequel un conseil de préfecture s'est déclaré incompétent pour prononcer sur des contraventions au décret du 25 juin 1806, concernant le poids des voitures, etc. 48
- N° 46. — 20 novembre 1822—1^{er} janvier 1823. — Ordonnance du roi qui autorise l'administration de la tontine du Pacte social à réunir les actionnaires des sociétés assignats et numéraire, à l'effet de nommer des commissaires pour tenter de nouvelles voies de conciliation. 49

- N° 47. — 20 novembre 1822—4 janvier 1823. — Ordonnance du roi portant approbation d'un règlement pour l'exploitation des carrières du département de Loir-et-Cher. 51
- N° 48. — 20 novembre. — Rapport au roi sur l'ordre des avocats. 51
- N° 49. — 21 novembre — 7 décembre. — Ordonnance du roi qui supprime la faculté de médecine de Paris, et prescrit au ministre de l'intérieur de présenter un plan de réorganisation de cette faculté. 52
- N° 50. — 27 novembre — 1^{er} décembre. — Ordonnance du roi qui supprime le tribunal de commerce de Bonifacio (Corse). 53
- N° 51. — 27 novembre — 1^{er} décembre. — Ordonnance du roi concernant la division en deux sections de la cour d'assises de la Seine. 53
- N° 52. — 27 novembre — 14 décembre. — Ordonnance du roi qui appelle à l'activité tous les jeunes soldats de la classe de 1821 qui sont disponibles. 53
- N° 53. — 27 novembre 1822—4 janvier 1823. — Ordonnance du roi portant établissement d'un mont-de-piété à Boulogne-sur-Mer. 53
- N° 54. — 4—7 décembre. — Ordonnance du roi qui modifie l'organisation du service de l'administration des contributions indirectes. 53
- N° 55. — 4 — 14 décembre. — Ordonnance du roi portant réorganisation des huit escadrons du train d'artillerie de la ligne. 57
- N° 56. — 4 décembre 1822—17 janvier 1823. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme du Pont-Neuf de Laval (Mayenne). 58
- N° 57. — 4 décembre 1822 — 24 mai 1832. — Ordonnance du roi qui augmente le nombre des contrôleurs placés près des receveurs particuliers percepteurs des contributions directes de la ville de Paris, et supprime ceux qui ont été établis près des percepteurs des villes de Marseille, Rouen, Bordeaux et Lyon. 58
- N° 58. — 11—19 décembre. — Ordonnance du roi concernant le mode de mesurage et de perception pour les bateaux à vapeur qui sont ou seront établis sur les différens bassins de navigation et canaux appartenant à l'état. 59
- N° 59. — 11—27 décembre. — Décision du roi qui accorde une augmentation de solde à différens corps de l'armée. 60
- N° 60. — 11 décembre. — Ordonnance du roi sur les pensions des veuves des marins, ouvriers et autres non entretenus, qui meurent dans les naufrages, etc. 60
- N° 61. — 18 — 27 décembre. — Ordonnance du roi portant répartition de la portion du fonds de non-valeurs de 1823 à la disposition du ministre des finances. 61
- N° 62. — 18 — 27 décembre. — Ordonnance du roi qui déclare communes aux préfets de police de Paris les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 15 brumaire an 10, qui autorise les préfets à élever le conflit entre deux autorités. 61
- N° 63. — 18 décembre 1822—1^{er} janvier 1823. — Ordonnance du roi relative à la nouvelle formation de l'escadron du train des équipages militaires. 61
- N° 64. — 18 décembre 1822—17 janvier 1823. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Compagnie pour l'exploitation de l'usine royale d'éclairage par le gaz. 62
- N° 65. — 21 décembre. — Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets, concernant le nouveau mode de versement à faire par les personnes qui sollicitent des brevets d'invention. 65
- 21 décembre. — *Avis du conseil d'état sur les pensions des militaires retraites qui, après avoir été condamnés, obtiennent leur grace.* 64
- N° 66. — 25 décembre 1822—1^{er} janvier 1823. — Ordonnance du roi qui autorise une réduction des droits d'octroi perçus au profit de la ville de Paris, sur les vins et vinaigres, et établit une taxe sur les huiles. 64
- N° 67. — 25 décembre 1822—1^{er} janvier 1823. — Ordonnance du roi concernant les créanciers de l'arriéré antérieur à 1816. 65
- N° 68. — 25 décembre 1822—1^{er} janvier 1823. — Ordonnance du roi qui fixe l'effectif des compagnies du régiment d'artillerie à pied de la garde royale. 67
- N° 69. — 25 décembre 1822 — 1^{er} janvier 1823. — Ordonnance du roi relative au costume dont les présidents de chambre des cours royales doivent être revêtus aux grandes audiences et dans les cérémonies publiques. 67

- N° 70. — 25 décembre 1822—17 janvier 1823. — Ordonnance du roi concernant la juridiction du conseil de prud'hommes établi à Bar-le-Duc (Meuse). 68
- N° 71. — 23 décembre 1822 — 19 février 1823. — Ordonnance du roi relative aux produits importés direc-

tement du Sénégal par navires français. 68

N° 72. — 30 décembre 1822 — 17 janvier 1823. — Ordonnance du roi qui annule des arrêtés par lesquels un conseil de préfecture a cassé des procès-verbaux en matière de police du rou-lage, 69

1823.

- N° 73. — 6 janvier. — Circulaire du garde des sceaux relative à l'ordonnance du 20 novembre 1822. 69
- N° 74. — 8—17 janvier. — Ordonnance du roi qui établit au hameau des Echampey (Doubs) un bureau de vérification par lequel les boissons pourront passer à l'étranger en franchise des droits établis par les lois des 28 avril 1816 et 23 mars 1817. 70
- N° 75. — 8—17 janvier. — Avis des comités réunis de législation, des finances et de la guerre, du conseil d'état, sur la question de savoir si les militaires retraités qui, condamnés à des peines afflictives ou infamantes, ont subi leur jugement ou ont été graciés, doivent justifier de leur réhabilitation légale pour être remis en jouissance de leurs pensions. 71
- N° 76. — 8 janvier—19 février. — Ordonnance du roi relative au rang des cardinaux, archevêques et évêques revêtus de la dignité de pairs. 75
- N° 77. — 15—23 janvier. — Ordonnance du roi qui détermine le taux proportionnel du remboursement que doit obtenir, à la réexportation, chacun des produits extraits du sucre étranger, qui a supporté à l'entrée les taxes établies par la loi du 27 juillet 1822. 75
- N° 78. — 13 janvier—9 février. — Ordonnance du roi sur l'exercice de la profession de boulanger dans la ville de Nîmes (Gard). 75
- N° 79. — 18 — 30 janvier. — Ordonnance du roi qui défend à tout armateur et capitaine français d'employer leurs bâtimens au transport des esclaves. 75
- N° 80. — 22 janvier—19 février. — Ordonnance du roi relative à la dissolution de l'association partielle désignée, dans la caisse de survivance et d'accrois-

- sement, sous le nom de première division, etc. 74
- N° 81. — 22 janvier—27 mars. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie pour le département du Pas-de-Calais, formée à Arras. 75
- N° 82. — 28 janvier. — Discours du roi à l'ouverture de la session de 1823. 76
- N° 83. — 29 janvier—9 février. — Ordonnance du roi qui détermine l'époque à laquelle aura lieu, en 1823, l'exposition publique des produits de l'industrie française. 76
- N° 84. — 29 janvier—9 février. — Ordonnance du roi qui règle le prix des poudres à livrer, pendant l'année 1823, aux départemens de la guerre, de la marine et des finances. 76
- N° 85. — 29 janvier—9 février. — Ordonnance du roi portant organisation d'un second escadron du train des équipages militaires. 76
- N° 86. — 29 janvier—9 février. — Ordonnance du roi relative à la formation de quatre compagnies de soldats d'ambulance. 76
- N° 87. — 29 janvier — 27 mars. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurance mutuelle contre la grêle, formée à Paris. 79
- N° 88. — 2—9 février. — Ordonnance du roi qui détermine la formation du troisième bataillon des vingt derniers régimens d'infanterie de ligne. 79
- N° 89. — 2—9 février. — Ordonnance du roi portant création de nouveaux régimens d'infanterie de ligne. 79
- N° 90. — 2—12 février. — Ordonnance du roi qui appelle à l'activité tous les jeunes soldats disponibles de la classe de 1822. 79
- N° 91. — 2—19 février. — Ordonnance du roi portant règlement pour la fa-

- culté de médecine de l'académie de Paris. 80
- N° 92. — 5—19 février. — Ordonnance du roi modificative du décret du 15 juin 1812, en ce qui concerne la durée du traitement de réforme pour les officiers de toutes armes. 84
- N° 93. — 5—19 février. — Ordonnance du roi portant formation de compagnies d'ouvriers pour le service des subsistances de l'armée. 85
- N° 94. — 5—19 février. — Ordonnance du roi qui proroge les dispositions des articles 5, 4 et 10 de l'ordonnance du 14 février 1819, relative à la pêche de la baleine. 87
- N° 95. — 5 février 1825—20 mars 1857. — Ordonnance du roi relative à la composition des rations en usage dans le département de la marine. 87
- N° 96. — 19—24 février. — Ordonnance du roi portant autorisation de l'association paternelle des chevaliers de Saint-Louis et du Mérite militaire. 88
- N° 97. — 19—28 février. — Ordonnance du roi relative à la formation d'une nouvelle compagnie d'ouvriers du train des équipages militaires. 89
- N° 98. — 20 février — 19 mars. — Ordonnance du roi relative à l'exposition des produits de l'industrie en 1823. 90
- N° 99. — 20 février—9 avril. — Ordonnance du roi qui autorise l'émission d'actions pour les emprunts des canaux des Ardennes et du duc d'Angoulême, et de quatre ponts. 90
- N° 100. — 20 février—9 mai. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous le nom de Société pour la manutention du plomb. 90
- N° 101. — 26 février—8 mars. — Ordonnance du roi relative à la formation du conseil de prud'hommes de la ville de Louviers (Eure). 90
- N° 102. — 26 février—10 mars. — Ordonnance du roi relative à l'établissement d'un chemin de fer de la Loire au pont de l'Anc, sur la rivière de Furens. 91
- N° 103. — 26 février—9 juin. — Ordonnance du roi portant organisation d'escadrons de cavalerie. 93
- N° 104. — 28 février—12 mars. — Ordonnance du roi relative aux attributions de la commission du sceau. 95
- N° 105. — 5—12 mars. — Ordonnance du roi qui accorde des facilités pour le transfert et le paiement des rentes cinq pour cent consolidés au dessous de cinquante francs. 94
- N° 106. — 5 — 27 mars. — Ordonnance du roi concernant l'application aux ouvrages périodiques et autres imprimés transportés par la poste, des dimensions déterminées pour la perception des droits de timbre. 95
- N° 107. — 12—27 mars. — Ordonnance du roi qui modifie les articles 14, 27 et 30 des statuts de la tontine perpétuelle d'amortissement. 95
- N° 108. — 12 mars — 9 mai. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous le nom de Compagnie des quatre canaux. 96
- N° 109. — 12 mars. — Ordonnance du roi qui révoque le brevet d'un imprimeur, pour contravention aux lois sur l'imprimerie. 96
- N° 110. — 12 mars 1825—7 septembre 1831. — Ordonnance du roi sur la réunion des écoles d'application des corps de l'artillerie et du génie à Metz. 96
- N° 111. — 17—19 mars. — Loi relative à l'ouverture d'un crédit éventuel pour l'exercice 1825. 97
- N° 112. — 19 — 27 mars. — Ordonnance du roi portant fixation du prix de vente des poudres de mine et de commerce extérieur. 97
- N° 113. — 19 mars—7 avril. — Ordonnance du roi qui autorise l'acceptation d'un legs fait à la société d'encouragement pour l'industrie nationale. 97
- N° 114. — 19 mars—7 avril. — Ordonnance du roi qui remet à la disposition de l'évêque de Strasbourg les bâtimens de l'ancien séminaire. 97
- N° 115. — 19 mars — 7 avril. — Ordonnance du roi qui annule plusieurs arrêtés d'un conseil de préfecture, relatifs à la largeur des jantes des voitures. 97
- N° 116. — 19 mars — 15 avril. — Ordonnance du roi qui annule celle du 10 août 1820, relative à l'établissement d'un droit de péage sur le pont de Mortagne. 98
- N° 117. — 19 mars 1823—23 décembre 1850. — Ordonnance du roi portant organisation des commissions créées par celle du 5 octobre 1821, pour la répartition des impôts directs. 98
- N° 118. — 26 mars—5 avril. — Ordonnance du roi qui porte à six le nombre des commis greffiers assermentés attachés au greffe de la cour royale de Paris pour la partie criminelle. 99
- N° 119. — 51 mars—7 avril. — Loi relative à des échanges et baux emphytéotiques des biens de la couronne. 100
- N° 120. — 51 mars — 7 avril. — Loi relative à des échanges entre le do-

- maine de l'état et des établissemens publics ou des particuliers. 100
- N° 121. — 2—25 avril. — Ordonnance du roi relative aux bateaux à vapeur. 100
- N° 122. — 8—9 avril. — Loi qui accorde un supplément de crédit demandé sur l'exercice 1821, pour le département des affaires étrangères. 101
- N° 125. — 8—9 avril. — Loi qui accorde des supplémens de crédit demandés sur l'exercice 1821, pour le département de l'intérieur. 101
- N° 124. — 8—9 avril. — Loi relative à l'allocation de crédits demandés pour le département de la guerre. 101
- N° 125. — 8—9 avril. — Loi relative à divers supplémens de cré lits demandés sur le budget de 1821, pour les départemens de la justice et des finances. 101
- N° 126. — 8—9 avril. — Loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1821. 101
- N° 127. — 9—15 avril. — Ordonnance du roi qui fixe l'effectif et la composition de compagnies d'ouvriers d'artillerie. 101
- N° 128. — 9—15 avril. — Ordonnance du roi relative à la création d'une compagnie de soldats d'ambulance et à la composition de compagnies d'ouvriers. 102
- N° 129. — 9—25 avril. — Ordonnance du roi qui autorise la création d'un abattoir public et d'une boucherie commune à Fontenay (Vendée). 102
- N° 130. — 9 avril—1^{er} mai. — Ordonnance du roi qui proroge la perception du droit établi au port de Peyrehorade (Landes). 102
- N° 131. — 9 avril—1^{er} mai. — Ordonnance du roi relative au commerce de la boucherie et de la charcuterie à Lyon. 102
- N° 132. — 10—12 avril. — Ordonnance du roi relative aux Français qui feraient partie des corps militaires destinés à agir en Espagne contre les troupes françaises ou leurs alliés. 102
- N° 135. — 10—15 avril. — Loi qui appelle au service des vétérans, dans l'intérieur du royaume, les sous-officiers et soldats dont le service actif a cessé le 31 décembre 1822. 105
- N° 134. — 11—15 avril. — Ordonnance du roi relative aux sous-officiers et soldats libérés du service actif le 31 décembre 1822, etc. 105
- N° 135. — 16 avril—10 mai. — Ordonnance du roi qui établit un conseil de prud'hommes à Castres (Tarn). 105
- N° 136. — 16 avril—10 mai. — Ordonnance du roi relative au fonds de re-
traite, etc., des aumôniers des hospices et hôpitaux de Paris. 104
- N° 137. — 25 avril—1^{er} mai. — Ordonnance du roi portant création d'une compagnie d'armuriers à l'armée des Pyrénées. 104
- N° 138. — 25 avril—10 mai. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de bulles d'institution canonique. 104
- N° 139. — 25 avril—10 mai. — Ordonnance du roi relative à la comptabilité des communes. 104
- N° 140. — 25 avril—9 juin. — Ordonnance du roi concernant le numérotage des maisons. 107
- N° 141. — 25 avril—12 juin. — Ordonnance du roi qui approuve les modifications proposées aux statuts de la caisse d'épargnes de Paris. 109
- N° 142. — 25 avril—12 juin. — Ordonnance du roi qui autorise l'établissement d'une caisse d'épargnes à Reims. 110
- N° 145. — 25 avril—1^{er} mai. — Ordonnance du roi concernant l'administration des canaux. 110
- N° 144. — 30 avril—10 mai. — Loi qui autorise la ville de Marseille à faire un emprunt pour l'établissement du siège épiscopal. 111
- N° 145. — 30 avril—10 mai. — Loi qui autorise une imposition extraordinaire pour l'établissement de l'évêché de Nevers. 111
- N° 146. — 30 avril—10 mai. — Loi qui autorise une imposition pour le rétablissement du palais épiscopal de Rodez. 111
- N° 147. — 30 avril—10 mai. — Loi relative à l'acquisition faite, par la ville de Lyon, de la presqu'île Perrache. 111
- N° 148. — 30 avril—13 mai. — Ordonnance du roi modificative de celle du 2 août 1818, en ce qui concerne le placement, dans l'armée, d'officiers en non-activité. 111
- N° 149. — 30 avril—16 mai. — Ordonnance du roi qui rend applicables aux indemnités dont jouissent les employés réformés les dispositions de l'ordonnance du 27 août 1817, qui déclarent les pensions sur fonds de retenues incessibles et insaisissables. 111
- N° 150. — 30 avril—25 mai. — Ordonnance du roi qui autorise la création d'un abattoir public au Mans. 111
- N° 151. — 30 avril—12 juin. — Ordonnance du roi qui autorise la société anonyme formée à Bordeaux pour l'établissement d'une ferme expérimentale dans le département de la Gironde. 111
- N° 152. — 7—15 mai. — Loi relative

- à l'appel de la classe de 1823. 112
- N° 153. — 10—10 mai. — Loi relative à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1824. 112
- N° 154. — 14—16 mai. — Ordonnance du roi contenant un nouveau tarif des droits sur les laines étrangères. 113
- N° 155. — 14—23 mai. — Ordonnance du roi portant réorganisation de l'escadron du train du génie. 114
- N° 156. — 14—23 mai. — Ordonnance du roi qui réunit en un seul corps les deux escadrons du train des équipages militaires. 114
- N° 157. — 21 mai—3 juin. — Ordonnance du roi rectificative de l'article 27 du décret du 23 juin 1806, concernant la police du roulage. 115
- N° 158. — 21 mai—3 juin. — Ordonnance du roi relative aux dispositions adoptées pour l'amélioration des défenses de la place de Péronne. 115
- N° 159. — 21 mai—9 juin. — Ordonnance du roi portant règlement pour l'exercice de la profession de boulanger à Saint-Chamond, Maubeuge et Blaye. 115
- N° 160. — 21 mai—12 juin. — Ordonnance du roi qui autorise le conseil d'administration de la société d'assurances mutuelles, établie à Dijon, contre la grêle, à mettre en activité la classe des céréales. 115
- N° 161. — 28 mai—3 juin. — Ordonnance du roi qui fixe le traitement des magistrats des tribunaux de première instance placés dans les villes y dénommées. 116
- N° 162. — 28 mai—3 juin. — Ordonnance du roi qui supprime la distinction établie en faveur des moutons mérinos et métis pour la perception des droits d'entrée et de sortie. 116
- N° 163. — 28 mai—3 juin. — Ordonnance du roi qui établit un droit sur les toiles de l'Inde destinées au commerce du Sénégal, autres que celles importées directement par navires français. 116
- N° 164. — 4—9 juin. — Ordonnance du roi concernant la vente de rentes cinq pour cent consolidés, appartenant au trésor royal. 117
- N° 165. — 11—24 juin. — Ordonnance du roi qui organise des brigades de mulets de bât employées aux divers transports de l'armée, etc. 117
- N° 166. — 11—24 juin. — Ordonnance du roi concernant les comptabilités des conseils d'administration des corps de l'ancienne armée. 118
- N° 167. — 11—24 juin. — Ordonnance du roi relative à l'exercice de la profes-
- sion de boulanger à Vendôme. 118
- N° 168. — 18 juin—7 juillet. — Ordonnance du roi relative à la comptabilité des monts-de-piété. 118
- N° 169. — 18 juin—7 juillet. — Ordonnance du roi portant règlement sur la police des eaux minérales. 119
- N° 170. — 23 juin—9 juillet. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de la convention de navigation et de commerce conclue, le 24 juin 1822, avec les Etats Unis d'Amérique. 122
- N° 171. — 25 juin—7 juillet. — Ordonnance du roi qui porte à douze le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Montélimart. 124
- N° 172. — 25 juin—9 juillet. — Ordonnance du roi qui rapporte celle du 1^{er} mai 1822, portant création d'examinateurs spéciaux pour l'admission à l'école de Saint-Cyr. 124
- N° 173. — 25 juin—9 juillet. — Ordonnance du roi ayant pour objet de pourvoir à l'insuffisance des crédits d'inscription et de paiement affectés aux pensions militaires pour l'exercice 1823. 125
- N° 174. — 25 juin—21 juillet. — Ordonnance du roi ayant pour objet de prévenir les dangers qui peuvent résulter de la fabrication et du débit des poudres et matières détonantes et fulminantes. 125
- N° 175. — 25 juin—29 juillet. — Ordonnance du roi portant approbation du règlement spécial y annexé, concernant l'exploitation des carrières d'ardoises d'Angers (Maine-et-Loire). 126
- N° 176. — 26 juin—29 juillet. — Ordonnance du roi qui transfère à Toulouse l'école royale d'arts et métiers de Châlons (Marne). 126
- N° 177. — 2—21 juillet. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de bulles d'institution canonique. 126
- N° 178. — 9—21 juillet. — Ordonnance du roi qui fixe le délai pour former opposition aux jugemens non contradictoires des conseils de préfecture, en matière de roulage. 126
- N° 179. — 9 juillet — 1^{er} septembre. — Ordonnance du roi relative à l'avancement et aux conditions d'admission à la retraite des officiers du train d'artillerie, et à la solde des sous-officiers et soldats de cette arme. 127
- N° 180. — 16—29 juillet. — Ordonnance du roi relative au mode de recrutement des compagnies des gardes-du-corps du roi. 127
- N° 181. — 16—29 juillet. — Ordonnance

- du roi qui augmente l'effectif de la compagnie d'ouvriers du génie. 127
- N° 182. — 16—29 juillet. — Ordonnance du roi qui fixe définitivement le nombre des avoués à la cour royale de Paris. 127
- N° 183. — 16 juillet—16 août. — Ordonnance du roi relative à l'exercice de la profession de boulanger à Saint-Martin (île de Ré). 128
- N° 184. — 16 juillet—25 août. — Ordonnance du roi portant autorisation de la compagnie des eaux de Saint-Maur. 128
- N° 185. — 25—31 juillet. — Ordonnance du roi qui fixe l'époque à compter de laquelle l'imprimerie royale sera administrée en régie au compte de l'état. 128
- N° 186. — 25 juillet — 5 août. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication du bref qui unit à l'archevêché de Sens le titre de l'évêché d'Auxerre. 129
- N° 187. — 25 juillet 1823 — 25 décembre 1850. — Ordonnance du roi pour la formation, dans trente-trois départements, d'une commission à l'effet d'opérer une meilleure répartition de la contribution foncière. 129
- N° 188. — 30 juillet—25 août. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme des bailleurs de fonds pour l'établissement d'un pont à Auffer (Ille-et-Vilaine). 150
- N° 189. — 30 juillet — 25 août. — Ordonnance du roi qui autorise la création d'un abattoir commun et d'une fonderie publique de suif à Amiens. 130
- N° 190. — 2 — 5 août. — Ordonnance du roi concernant le conflit élevé par le préfet de police contre un arrêt de la cour royale de Paris, relativement à la possession du cœur de Grétry. 130
- N° 191. — 6 — 16 août. — Ordonnance du roi qui fixe la taxe à laquelle donne droit la capture d'un individu condamné à un emprisonnement n'excédant pas cinq jours. 132
- N° 192. — 6 août—11 septembre. — Ordonnance du roi contenant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger à Auch, Beauvais, Gien, Saint-Jean-d'Angély et Hières. 132
- N° 193. — 15—25 août. — Ordonnance du roi qui supprime le tribunal de commerce de Montdidier (Somme). 132
- N° 194. — 13 août — 1^{er} septembre. — Ordonnance du roi relative à la répression de la traite des noirs. 132
- N° 195. — 15 août—6 septembre. — Ordonnance du roi qui autorise la création d'un abattoir à Saint-Tropez. 133
- N° 196. — 15 août—6 septembre. — Ordonnance du roi relative aux comités consultatifs des colonies françaises, et aux députés de ces colonies près le département de la marine. 133
- N° 197. — 15 août — 11 septembre. — Ordonnance du roi contenant règlement sur la profession de boulanger à Montargis. 133
- N° 198. — 20 août — 11 septembre. — Ordonnance du roi contenant de nouvelles modifications au règlement des israélites. 134
- N° 199. — 28 août. — Avis du conseil d'état sur la marche à suivre par les préfets qui plaident au nom de l'état, et par les particuliers qui plaident contre lui. 136
- N° 200. — 5—24 septembre. — Ordonnance du roi portant formation, dans le département du Var, d'un nouveau canton de justice de paix dont Sollies-Pont sera le chef-lieu. 137
- N° 201. — 3 septembre 1825—28 avril 1851. — Ordonnance du roi relative à l'adjudication des travaux du haut et bas Escaut. 137
- N° 202. — 6 septembre. — Solutions électorales données par le ministre de l'intérieur. 137
- N° 203. — 17—24 septembre. — Ordonnance du roi qui rapporte celle du 20 janvier 1819, portant permission d'échanger des blés étrangers contre des farines. 137
- N° 204. — 17 — 30 septembre. — Ordonnance du roi qui admet pour moitié dans le calcul des pensions et demi-soldes le temps employé par les marins à la pêche du poisson frais. 137
- N° 205. — 17 septembre — 6 octobre. — Ordonnance du roi concernant les opérations administratives de l'appel de la classe de 1825. 137
- N° 206. — 17 septembre—11 octobre. — Ordonnance du roi portant établissement d'un mont-de-piété à Besançon. 138
- N° 207. — 17 septembre — 11 octobre. — Ordonnance du roi qui prescrit la clôture des maisons de prêt existantes dans la ville de Besançon. 139
- N° 208. — 8—21 octobre. — Ordonnance du roi qui établit une place de courtier de marchandises à Sarlat (Dordogne). 140
- N° 209. — 22—31 octobre. — Ordonnance du roi qui rend applicable à la colonie de l'île de Bourbon la faculté accordée aux autres possessions d'outre-mer, du recours en cassation contre les jugemens et arrêts prononcés en matière de traite des noirs. 140

- N° 210. — 27—31 octobre. — Ordonnance du roi portant renvoi dans leurs foyers des sous-officiers et soldats appelés au service territorial des vétérans. 141
- N° 211. — 29 octobre—24 novembre. — Ordonnance du roi portant règlement sur les machines à feu à haute pression. 141
- N° 212. — 5 — 8 novembre. — Ordonnance du roi qui détermine un mode pour la tenue et la vérification des registres et actes judiciaires dans les greffes des cours royales et tribunaux. 143
- N° 213. — 5—18 novembre. — Ordonnance du roi qui défend la fabrication et la vente des céruses en pain. 144
- N° 214. — 5 — 18 novembre. — Ordonnance du roi qui prohibe l'entrée des céruses en pain. 144
- N° 215. — 5—18 novembre. — Ordonnance du roi qui établit à Versailles une école d'application de cavalerie. 144
- N° 216. — 5 — 18 novembre. — Ordonnance du roi qui établit à Versailles une école de trompettes. 144
- N° 217. — 5 novembre — 8 décembre. — Ordonnance du roi portant règlement pour l'exercice de la profession de boulanger à Saint-Gilles. 146
- N° 218. — 12—18 novembre. — Ordonnance du roi portant autorisation de coter sur le cours authentique de la bourse de Paris les emprunts des gouvernemens étrangers. 146
- N° 219. — 19—24 novembre. — Ordonnance du roi qui règle le service des conseillers auditeurs dans les cours royales et dans les tribunaux de première instance, etc. 146
- N° 220. — 19 novembre — 8 décembre. — Ordonnance du roi qui autorise l'établissement, dans la ville de Nîmes, d'un abattoir commun et unique. 148
- N° 221. — 19 novembre — 8 décembre. — Ordonnance du roi portant création d'un abattoir public à Saint-Omer. 148
- N° 222. — 26 novembre — 8 décembre. — Ordonnance du roi portant règlement sur la vérification des registres de l'état civil. 148
- N° 223. — 26 novembre — 8 décembre. — Ordonnance du roi qui fixe définitivement le nombre des avoués du tribunal de première instance de Bordeaux. 151
- N° 224. — 26 novembre — 8 décembre. — Ordonnance du roi qui supprime la direction générale des subsistances militaires. 151
- N° 225. — 27 novembre — 8 décembre. — Ordonnance du roi qui fixe les droits auxquels sont soumises les marchandises non tarifées transportées par les canaux d'Orléans et du Loing. 152
- 27 novembre. — *Avis du conseil d'état sur l'interprétation des lois.* 152
- N° 226. — 5—15 décembre. — Ordonnance du roi portant amnistie en faveur des sous-officiers et soldats en état de désertion, ou qui n'ont pas rejoint les corps sur lesquels ils étaient dirigés. 152
- N° 227. — 5—15 décembre. — Ordonnance du roi qui règle le mode de distribution des récompenses à accorder aux militaires des armées royales de l'Ouest, et aux veuves ou orphelins de ces militaires. 152
- N° 228. — 10—26 décembre. — Ordonnance du roi portant que la cour d'assises du département de la Seine sera divisée en deux sections pendant le premier trimestre de 1824. 154
- N° 229. — 10—26 décembre. — Ordonnance du roi qui autorise le duc d'Orléans à céder l'ancien canal de l'Ourcq à la ville de Paris. 154
- N° 230. — 10—26 décembre. — Ordonnance du roi relative à la publication du compte annuel de l'administration des finances, et aux comptes à rendre, par les ministres, des dépenses de leurs départemens, et à la justification des comptes. 155
- N° 231. — 10—26 décembre. — Ordonnance du roi qui assimile les percepteurs des villes divisées en plusieurs arrondissemens de perception aux receveurs particuliers, pour les bonifications résultant du recouvrement des contributions directes. 157
- N° 232. — 17—26 décembre. — *Avis du conseil d'état portant que la loi du 16 septembre 1807, relative à l'interprétation des lois, n'a pas été abrogée par la charte.* 158
- N° 233. — 17—26 décembre. — Ordonnance du roi qui accorde amnistie aux militaires et marins déserteurs des armées navales. 159
- N° 234. — 17—26 décembre. — Ordonnance du roi qui prescrit aux anciens officiers publics de Saint-Domingue, résidant en France, de faire la remise au département de la marine des minutes d'actes passés par eux dans cette colonie et dont ils seraient détenteurs, et impose la même obligation aux notaires du royaume qui auraient reçu en dépôt de semblables actes. 159
- N° 235. — 24—30 décembre. — Ordonnance du roi qui dissout la chambre des députés, convoque les collèges électo-

- raux, etc. 160
- N° 256. — 24 décembre 1823—1^{er} janvier 1824. — Ordonnance du roi qui divise le département des Vosges en trois arrondissemens électoraux. 160
- N° 257. — 24 décembre 1823 — 25 janvier 1824. — Ordonnance du roi portant règlement sur les saillies, auvens et constructions semblables, à permettre dans la ville de Paris. 160
- N° 258. — 27 décembre 1823 — 9 janvier 1824. — Ordonnance du roi qui réduit le nombre des inspecteurs généraux de l'administration des contributions indirectes, augmente celui des administrateurs, etc. 165
- N° 259. — 27 décembre 1823 — 9 janvier 1824. — Ordonnance du roi qui supprime la place de directeur des dépenses, et institue un payeur des dépenses du trésor. 165
- N° 240. — 29 décembre 1823—11 janvier 1824. — Ordonnance du roi concernant la remise à la cour des comptes du résumé général des opérations comprises dans les comptes individuels rendus par les receveurs généraux des finances. 166
- N° 241. — 30 décembre 1823 — 11 janvier 1824. — Ordonnance du roi qui fixe le prix des poudres qui seront livrées, pendant l'année 1824, aux départemens de la guerre, de la marine et des finances. 166
- N° 242. — 30 décembre 1823—11 janvier 1824. — Ordonnance du roi relative à un arrêté de préfet, qui prononce le refus d'inscrire sur le registre électoral des sommes payées à la Guadeloupe en acquittement de contributions. 166
- N° 245. — 30 décembre 1823—25 janvier 1824. — Ordonnance du roi portant que le département de la guerre fournira en entier les troupes d'infanterie destinées à former les garnisons des colonies. 167
- N° 244. — 30 décembre 1823 — 10 février 1824. — Ordonnance du roi relative au recouvrement des amendes de police correctionnelle et de simple police, etc. 167

1824.

- N° 245. — 5 janvier. — Convention entre la France et l'Espagne, concernant les prises maritimes faites en 1823. 168
- N° 246. — 6—23 janvier. — Ordonnance du roi qui institue un conseil supérieur du commerce et des colonies. 169
- N° 247. — 7 janvier—7 avril. — Règlement concernant les équipages de ligne. 170
- N° 248. — 10—11 janvier. — Ordonnance du roi concernant une lettre pastorale de l'archevêque de Toulouse. 170
- N° 249 et 250. — 14 janvier—1^{er} février. — Ordonnances du roi qui prescrivent la publication de bulles d'institution canonique. 170
- N° 251. — 14 janvier — 1^{er} février. — Ordonnance du roi portant création d'un emploi d'inspecteur des arsenaux de construction de l'artillerie. 171
- N° 252. — 22 janvier — 10 février. — Ordonnance du roi portant établissement d'un pont suspendu sur le Rhône entre les villes de Tain et Tourhon. 171
- N° 253. — 22 janvier — 17 février. — Ordonnance du roi sur le mode d'admission du temps de prisonnier de guerre dans la liquidation des soldes de retraite, demi-soldes et pensions des marins. 171
- N° 254. — 22 janvier — 17 février. — Ordonnance du roi concernant l'admission aux places d'élèves du collège royal de la marine. 171
- N° 255. — 25 janvier — 1^{er} février. — Ordonnance du roi qui crée une commission pour la liquidation des pertes que le commerce français a éprouvées par suite des captures faites en mer pendant la dernière guerre. 172
- N° 256. — 28 janvier — 10 février. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication du bref adressé à l'évêque de Limoges, et en vertu duquel ce prélat exercera les pouvoirs d'administrateur du diocèse de Lyon. 175
- N° 257. — 28 janvier — 17 février. — Ordonnance du roi qui crée dix places d'élèves d'administration de la marine, etc. 175
- N° 258. — 1^{er}—10 février. — Ordonnance du roi qui supprime la remise d'un tiers pour cent accordée aux avoués près les tribunaux du département de la Seine, sur les sommes qu'ils font verser à la caisse des dépôts et consignations. 175
- N° 259. — 4—17 février. — Ordonnance du roi portant règlement sur le transport et la vente des charbons à Paris. 176
- N° 260. — 4 février — 1^{er} mars. — Ordonnance du roi qui statue sur un pourvoi du ministre de l'intérieur, contre un arrêté pris par un conseil de pré-

- fecture, en matière de police du rou-
lage. 176
- N° 261. — 10 février — 15 août. — Or-
donnance du roi portant qu'à l'avenir
les titres accordés par sa majesté seront
personnels, et ne deviendront hérédi-
taires qu'après l'institution du majorat,
etc. 177
- N° 262. — 11 — 25 février. — Ordon-
nance du roi qui limite le nombre des
juges auditeurs qui pourront être en-
voyés dans le ressort de chaque cour
royale. 178
- N° 265. — 11 février — 8 mars. — Or-
donnance du roi qui proroge la durée
du péage établi sur le pont de Dax
(Landes). 178
- N° 264. — 11 février — 18 mai. — Or-
donnance du roi portant autorisation
de la société anonyme formée au Ha-
vre sous le titre de Compagnie des Ap-
paraux. 178
- N° 265. — 25 février — 8 avril. — Or-
donnance du roi portant autorisation de
la compagnie méridionale d'assurances
mutuelles contre l'incendie dans six
départemens. 178
- N° 266. — 25 février — 8 avril. — Or-
donnance du roi qui autorise le sieur
Sartoris à modifier les articles 5 des ac-
tes relatifs à l'émission des actions pour
les canaux des Ardennes, du duc d'An-
goulême et des quatre ponts. 179
- N° 267. — 25 février — 18 mai. — Or-
donnance du roi portant autorisation de
la société d'assurances mutuelles con-
tre la grêle, formée à Arras. 179
- N° 268. — 28 février — 25 mars. — Or-
donnance du roi qui prescrit la publi-
cation de la convention conclue à Ma-
drid, le 5 janvier 1824, entre la France
et l'Espagne. 180
- N° 269. — 5 mars — 1^{er} avril. — Or-
donnance du roi portant que les fonda-
tions faites en France, pour l'instruc-
tion des jeunes catholiques d'Ecosse se-
ront distraites des fondations angaises
et irlandaises. 181
- N° 270. — 5 mars — 1^{er} avril. — Ordon-
nance du roi concernant les revenus de
la fondation faite par M. de Montyon
pour un prix de vertu. 182
- N° 271. — 5 mars — 1^{er} avril. — Ordon-
nance du roi relative aux revenus de la
fondation faite par M. de Montyon pour
un prix annuel en faveur d'un Français
qui aura composé et publié le livre le
plus utile aux mœurs. 185
- N° 272. — 5 mars — 18 mai. — Or-
donnance du roi portant autorisation,
sous le nom de Compagnie des verre-
ries et cristalleries de Vonèche-Baccarat,
de la société anonyme formée à Baccarat
(Meurthe). 184
- N° 275. — 10 mars — 8 avril. — Or-
donnance du roi portant autorisation de
la société anonyme établie à Paris, sous
le nom de Compagnie des coches de la
haute Seine, Yonne et canaux. 184
- N° 274. — 17 mars — 4 mai. — Ordonnance
du roi portant règlement sur la solde et
l'avancement des gens de mer. 184
- N° 275. — 20 mars — 19 avril. — Ordon-
nance du roi modificative de celle du 6
janvier 1824, en ce qui concerne l'or-
ganisation du bureau de commerce et
des colonies. 192
- N° 276. — 25 mars. — Discours du roi
à l'ouverture des chambres. 193
- N° 277. — 7 — 27 avril. — Ordonnance
du roi portant création d'un abattoir pu-
blic à Calais. 195
- N° 278. — 7 — 27 avril. — Ordonnance
du roi contenant règlement sur l'exer-
cice de la profession de boulanger dans
la ville des Sables-d'Olonne. 195
- N° 279. — 7 avril — 18 mai. — Ordon-
nance du roi portant autorisation de la
société anonyme sous la dénomination
de caisse d'épargnes et de prévoyance
de Besançon. 195
- N° 280. — 8 — 27 avril. — Ordonnance
du roi relative à l'administration su-
périeure de l'instruction publique, aux
collèges, institutions, etc. 195
- N° 281. — 16 avril — 4 mai. — Ordon-
nance du roi relative au port illégal de
décorations. 195
- N° 282. — 21 avril — 4 mai. — Ordon-
nance du roi qui crée trente-huit em-
plois de contrôleurs d'armes dans les
directions d'artillerie. 196
- N° 285. — 21 avril — 4 mai. — Ordon-
nance du roi concernant le mode d'ad-
judication pour la fourniture des draps
nécessaires à l'habillement des troupes.
196
- N° 284. — 21 avril — 4 mai. — Ordon-
nance du roi relative à la répartition du
centime du fonds de non-valeurs mis
à la disposition du ministre des finan-
ces par la loi du 10 mai 1825. 196
- N° 285. — 21 avril — 18 mai. — Ordon-
nance du roi portant approbation des
statuts de la société d'encouragement
pour l'industrie nationale. 197
- N° 286. — 21 avril 1824 — 21 avril 1852.
— Ordonnance du roi qui crée une com-
pagnie de discipline de la marine. 197
- N° 287. — 5 — 18 mai. — Ordonnance

- du roi relative à l'usage des argues particulières pour la fabrication des fils d'or et d'argent faux. 199
- N° 288. — 5 — 18 mai. — Ordonnance du roi concernant les officiers en non-activité, en congé illimité, et des cadres de remplacement dans tous les corps. 200
- N° 289. — 5 mai — 5 juillet. — Ordonnance du roi relative à la mise en activité de la société d'assurances mutuelles contre la grêle, établie à Paris. 200
- N° 290. — 19 mai — 1^{er} juin. — Ordonnance du roi portant création d'une école centrale de pyrotechnie militaire près de l'une des écoles régimentaires d'artillerie. 200
- N° 291. — 26 mai — 9 juin. — Ordonnance du roi qui déclare les dispositions de celle du 29 octobre 1817 applicables, en ce qui regarde le traitement de la légion d'honneur, à tous les militaires membres de l'ordre, nés en pays étranger. 201
- N° 292. — 26 mai — 15 juin. — Ordonnance du roi qui autorise l'établissement d'un abattoir et d'une fonderie de suif à Evreux. 203
- N° 293. — 26 mai — 15 juin. — Ordonnance du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Vienne. 203
- N° 294. — 26 mai — 15 juin. — Ordonnance du roi portant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger à Blois. 203
- N° 295. — 2 — 15 juin. — Ordonnance du roi qui règle l'emploi de la somme annuelle résultant du legs fait par M. de Montyon, pour récompenser le perfectionnement de la science médicale et de l'art chirurgical. 204
- N° 296. — 2 — 15 juin. — Ordonnance du roi qui fixe le nombre des avoués du tribunal de première instance de Langres. 204
- N° 297. — 5 — 16 juin. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication du bref qui unit à perpétuité à l'évêché de Nancy le titre de l'ancien évêché de Toul. 204
- N° 298 et 299. — 5 — 16 juin. — Ordonnances du roi qui prescrivent la publication de bulles d'institution canonique. 204
- N° 300. — 9 — 15 juin. — Loi modificative de celle du 10 mars 1818, sur le recrutement des troupes. 205
- N° 301. — 9 — 16 juin. — Loi relative au renouvellement intégral et septennal de la chambre des députés. 205
- N° 302. — 16 — 17 juin. — Loi relative aux droits d'enregistrement et de timbre. 205
- N° 303. — 16 — 18 juin. — Loi concernant l'admission à la retraite des juges atteints d'infirmités graves. 209
- N° 304. — 16 — 22 juin. — Loi relative aux crédits nécessaires pour l'inscription des pensions militaires au trésor royal. 210
- N° 305. — 16 juin — 3 juillet. — Ordonnance du roi portant acceptation des offres faites par la compagnie anonyme du Pont-Henri, pour l'établissement d'un pont sur la Loire à Montrond. 210
- N° 306. — 16 juin — 3 juillet. — Ordonnance du roi portant approbation d'articles additionnels aux statuts de la compagnie des Quatre canaux. 210
- N° 307. — 17 — 22 juin. — Loi sur les tabacs. 210
- N° 308. — 25 juin — 14 juillet. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication d'une bulle d'institution canonique. 210
- N° 309. — 25 juin — 15 juillet. — Ordonnance du roi concernant l'acquisition faite par la ville de Paris des droits du duc d'Orléans sur l'Ourcq. 211
- N° 310. — 25 juin — 30 juillet. — Ordonnance du roi sur la composition des états-majors et équipages des vaisseaux, frégates, etc., de la marine royale. 222
- N° 311. — 25 juin — 3 août. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Bordeaux, sous le nom de Compagnie d'éclairage de la ville de Bordeaux, par le gaz hydrogène. 225
- N° 312. — 25 juin — 3 août. — Ordonnance du roi relative à la société anonyme du Plan d'Aren. 225
- N° 313. — 25 juin — 5 août. — Ordonnance du roi concernant les statuts de l'association religieuse des sœurs de la doctrine chrétienne, dites Vatelotes, de Nancy (Meurthe). 225
- N° 314. — 24 — 26 juin. — Loi relative au droit de circulation sur les vins en cercles. 225
- N° 315. — 24 — 26 juin. — Loi concernant les déductions à allouer aux marchands en gros pour déchet sur les vins. 225
- N° 316. — 24 — 26 juin. — Loi relative à la perception des droits sur l'eau-de-vie. 224
- N° 317. — 24 — 26 juin. — Loi sur l'exercice des fabriques de liqueurs. 227
- N° 318. — 25 — 25 juin. — Loi modificative du Code pénal. 228

- N^o 519 et 320. — 27 juin — 14 juillet. — Ordonnances du roi qui prescrivent la publication de bulles d'institution canonique. 250
- N^o 521. — 30 juin — 14 juillet. — Ordonnance du roi relative à la justification des dépenses dont la campagne d'Espagne a été l'objet. 250
- N^o 522. — 30 juin. — Ordonnance du roi sur les pensions de l'imprimerie royale. 251
- N^o 525. — 7 — 15 juillet. — Ordonnance du roi portant création d'une section temporaire au tribunal de première instance de Grenoble. 251
- N^o 524. — 7 — 15 juillet. — Ordonnance du roi qui fixe, pour la promulgation des lois, la distance de Paris à Ajaccio (Corse). 251
- N^o 525. — 7 — 26 juillet. — Ordonnance du roi qui crée un emploi de contrôleur adjoint dans chacune des fonderies royales, etc. 252
- N^o 526. — 7 — 26 juillet. — Ordonnance du roi relative à la construction d'un pont suspendu sur la Seine, à Paris, etc. 252
- N^o 527. — 7 — 26 juillet. — Ordonnance du roi qui autorise l'établissement d'un nouvel abattoir public à Tarascon. 252
- N^o 528. — 7 — 26 juillet. — Ordonnance du roi qui autorise la création d'un abattoir et d'une fonderie de suif publics à Nantes. 252
- N^o 529. — 7 juillet — 5 août. — Ordonnance du roi qui autorise l'augmentation du fonds social de la compagnie anonyme pour l'exploitation de l'usine royale d'éclairage par le gaz. 252
- N^o 530. — 7 juillet 1824 — 4 octobre 1831. — Ordonnance du roi concernant les intendances sanitaires sur le littoral des deux mers, etc. 253
- N^o 531. — 7 juillet 1824 — 24 novembre 1831. — Ordonnance du roi sur les grades que les élèves de l'école polytechnique seront susceptibles d'obtenir dans la marine. 253
- N^o 532. — 15 — 15 juillet. — Loi relative au règlement définitif du budget de 1822. 253
- N^o 535. — 15 — 26 juillet. — Ordonnance du roi relative au règlement des comptes des receveurs des octrois. 253
- N^o 534. — 18 — 26 juillet. — Ordonnance du roi qui autorise le remplacement, dans l'apanage de la branche d'Orléans, du prix de l'ancien canal de l'Oureq, par trois arcades du Palais-Royal, etc. 254
- N^o 535. — 21 — 29 juillet. — Loi qui autorise les villes de Nantes et de Poitiers à faire des emprunts. 254
- N^o 536. — 21 — 29 juillet. — Loi qui divise l'arrondissement de Douai en deux arrondissements administratifs, et établit une sous-préfecture à Valenciennes. 254
- N^o 537. — 21 — 29 juillet. — Loi qui autorise cinq villes à faire des emprunts. 254
- N^o 538. — 21 — 29 juillet. — Loi qui autorise plusieurs départemens à s'imposer extraordinairement. 254
- N^o 539. — 21 — 29 juillet. — Loi relative à différentes circonscriptions de territoire. 254
- N^o 540. — 21 — 30 juillet. — Ordonnance du roi portant établissement d'un second juge d'instruction dans l'arrondissement de Versailles. 254
- N^o 541. — 21 juillet — 30 août. — Ordonnance du roi portant autorisation de la compagnie du chemin de fer de Saint-Etienne à la Loire. 255
- N^o 542. — 21 juillet — 8 novembre. — Ordonnance du roi concernant l'admission des services civils dans la liquidation des soldes de retraite assignées sur la caisse des invalides de la marine. 255
- N^o 545. — 28 — 30 juillet. — Loi relative à l'ouverture de nouveaux crédits pour complément des dépenses extraordinaires de l'exercice 1825. 255
- N^o 544. — 28 juillet — 4 août. — Loi relative aux altérations ou suppositions de noms sur les produits fabriqués. 255
- N^o 545. — 28 juillet — 4 août. — Loi relative aux droits à payer pour le chômage des moulins et l'emplacement des bois. 255
- N^o 546. — 28 juillet — 4 août. — Loi relative aux chemins vicinaux. 256
- N^o 547. — 5 août — 8 novembre. — Ordonnance du roi portant création d'archives de la couronne. 257
- N^o 548. — 4 — 6 août. — Loi relative à la fixation des dépenses et des recettes de 1825. 258
- N^o 549. — 4 — 6 août. — Ordonnance du roi concernant les indemnités auxquelles ont droit les juges, officiers du ministère public et greffiers qui, dans le cas prévu par l'article 496 du Code civil, se transportent à plus de cinq kilomètres de leur résidence. 240
- N^o 550. — 4 — 11 août. — Ordonnance du roi qui crée un conseil d'amirauté auprès du ministre de la marine. 240
- N^o 551. — 4 — 30 août. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incen-

- die, formée à Versailles. 241
- N° 552. — 4—30 août. — Ordonnance du roi portant approbation de la société anonyme formée à Bordeaux, sous le nom de Fonderie de Bordeaux. 242
- N° 553. — 4 août — 8 octobre. — Ordonnance du roi qui autorise la société d'assurances mutuelles contre l'incendie, formée à Bourg. 242
- N° 554. — 11—20 août. — Ordonnance du roi qui fixe le nombre des avoués du tribunal de première instance de Provins. 242
- N° 555. — 11—24 août. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de bulles d'institution canonique. 242
- N° 556. — 11—31 août. — Ordonnance du roi portant que l'imprimerie royale sera dirigée par un seul administrateur. 242
- N° 557. — 11—31 août. — Ordonnance du roi qui rend applicables aux fonctionnaires et employés de l'imprimerie royale, réformés par suite de la suppression de leur emploi, les dispositions de l'ordonnance du 2 octobre 1822. 242
- N° 558. — 11 août — 1^{er} septembre. — Ordonnance du roi contenant nouveau règlement sur l'exercice de la profession de boulanger à Toulouse. 245
- N° 559. — 11 août — 11 septembre. — Ordonnance du roi portant création de deux nouveaux équipages de ligne. 245
- N° 560. — 11 août—19 octobre. — Ordonnance du roi qui autorise la société anonyme du Pont-Henri, établie à Montbrison (Loire). 245
- N° 561. — 11 août—19 octobre. — Ordonnance du roi qui autorise une société sous le nom de Compagnie des forges d'Audincourt et dépendances. 245
- N° 562. — 15 — 16 août. — Ordonnance du roi qui remet en vigueur les lois des 31 mars 1820 et 26 juillet 1821, relatives aux journaux et écrits périodiques. 245
- N° 563. — 16—16 août. — Ordonnance du roi concernant l'exécution de la précédente. 244
- N° 564. — 16 août — 11 septembre. — Ordonnance du roi relative aux douanes. 244
- N° 565. — 17—20 août. — Ordonnance du roi relative aux pensions et secours qui peuvent être accordés aux veuves et orphelins des magistrats, des chefs et employés du ministère de la justice et du conseil d'état. 244
- N° 566. — 20—24 août. — Ordonnance du roi qui forme une commission de révision chargée de colliger et de vérifier les arrêtés, décrets et autres décisions réglementaires rendus antérieurement à la restauration. 246
- N° 567. — 20—31 août. — Ordonnance du roi relative aux établissements d'éclairage par le gaz hydrogène. 247
- N° 568. — 20—31 août. — Ordonnance du roi portant règlement sur les pensions et secours à accorder aux fonctionnaires, chefs, employés, ouvriers, etc., de l'imprimerie royale. 248
- N° 569. — 26—31 août. — Ordonnance du roi relative à l'organisation du conseil d'état. 254
- N° 570. — 26—31 août. — Ordonnance du roi qui détermine le costume des membres du conseil d'état. 258
- N° 571. — 26 août — 1^{er} septembre. — Ordonnance du roi contenant une nouvelle organisation de l'administration des forêts. 258
- N° 572. — 26 août — 11 septembre. — Ordonnance du roi qui crée un ministère des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. 260
- N° 573. — 26 août — 20 septembre — Ordonnance du roi qui nomme, dans le département de l'intérieur, les directeurs des administrations générales y désignées. 260
- N° 574. — 26 août — 20 septembre. — Ordonnance du roi qui nomme le baron Cuvier pour exercer les fonctions précédemment attribuées au grand-maître de l'université, à l'égard des facultés de théologie protestantes. 260
- N° 575. — 1^{er} — 20 septembre. — Ordonnance du roi relative aux officiers de santé de la gendarmerie royale et des sapeurs-pompiers de Paris. 260
- N° 576. — 1^{er} septembre — 4 octobre. — Ordonnance du roi relative à l'abbatoir de Vesoul. 261
- N° 577. — 1^{er} septembre—8 octobre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie formée à Dijon. 261
- N° 578. — 1^{er} septembre — 14 octobre. — Ordonnance du roi qui nomme deux directeurs au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique. 261
- N° 579. — 8—20 septembre. — Ordonnance du roi qui crée un bureau de garantie pour la marqué d'or et d'argent à Chatellerault (Vienne), etc. 262
- N° 580. — 8 septembre — 4 octobre. — Ordonnance du roi sur le mode d'enseignement au collège royal de la

- marine. 262
- N° 381. — 16 septembre — 5 octobre. — Ordonnance du roi concernant la compagnie des gardes-du-corps de Monsieur. 263
- N° 382. — 18 septembre — 5 octobre. — Ordonnance du roi portant réorganisation du personnel du service de santé et des hôpitaux de l'armée de terre. 263
- N° 383. — 22 septembre — 26 octobre. — Ordonnance du roi qui rétablit la faculté de droit de Grenoble. 271
- N° 384. — 22 septembre 1824 — 8 janvier 1825. — Ordonnance du roi qui met à la disposition de l'évêque de Poitiers les bâtimens de l'ancienne abbaye de Saint-Maixent. 271
- N° 385. — 27 septembre — 5 octobre. — Ordonnance du roi concernant la cinquième compagnie des gardes-du-corps du roi. 271
- N° 386. — 29 septembre — 1^{er} octobre. — Ordonnance du roi qui annule celle du 15 août 1824, qui remet en vigueur les lois des 31 mars 1820 et 26 juillet 1821, relatives aux journaux et écrits périodiques. 271
- N° 387. — 29 septembre — 5 octobre. — Ordonnance du roi portant amnistie en faveur des sous-officiers et soldats en état de désertion ou qui n'ont pas rejoint leurs corps. 271
- N° 388. — 29 septembre — 26 octobre. — Ordonnance du roi qui prescrit le versement au trésor royal d'une somme à prélever sur les bénéfices de la caisse des dépôts et consignations, pour être appliquée aux dépenses de 1825. 271
- N° 389. — 29 septembre — 26 octobre. — Ordonnance du roi concernant le corps du génie. 271
- N° 390. — 6 — 26 octobre. — Ordonnance du roi portant amnistie en faveur des déserteurs du département de la marine. 271
- N° 391. — 6 octobre — 1^{er} novembre. — Ordonnance du roi concernant l'abattoir public de Mirande (Gers). 271
- N° 392. — 6 octobre — 1^{er} novembre. — Ordonnance du roi qui autorise l'établissement d'un nouvel abattoir public à Cluny (Saône-et-Loire). 271
- N° 393. — 13 octobre — 1^{er} novembre. — Ordonnance du roi portant règlement de police pour l'écluse de Rodignies sur le Bas-Escaut. 272
- N° 394. — 20 octobre — 11 novembre. — Ordonnance du roi relative à l'exercice de la profession de boulanger à Vienne (Isère). 273
- N° 395. — 20 octobre — 11 novembre. — Ordonnance du roi portant réunion de plusieurs communes dans le département du Gers. 273
- N° 396. — 27 octobre — 1^{er} novembre. — Ordonnance du roi portant augmentation du complet des trois régimens du génie. 273
- N° 397. — 27 octobre — 11 novembre. — Ordonnance du roi concernant les crédits ouverts pour les dépenses de l'arriéré et le réordonnancement, sur l'exercice courant, des créances qui ne seront pas payées au 1^{er} décembre 1824. 273
- N° 398. — 31 octobre — 11 novembre. — Ordonnance du roi portant fixation du taux de l'intérêt des cautionnemens en numéraire, fournis par les receveurs généraux, etc. 274
- N° 399. — 31 octobre — 11 novembre. — Ordonnance du roi relative à la fixation des cautionnemens des percepteurs. 274
- N° 400. — 31 octobre. — Instruction du ministre de l'intérieur sur les chemins communaux. 275
- N° 401. — 4 novembre — 1^{er} décembre. — Ordonnance du roi concernant l'abattoir d'Altkirch. 275
- N° 402. — 4 novembre 1824 — 1^{er} mars 1825. — Ordonnance du roi qui réunit au ministère des finances le travail des administrations financières concernant le matériel, les pensions, la comptabilité, etc. 275
- N° 403. — 11 — 24 novembre. — Ordonnance du roi qui transfère à Saumur l'école de cavalerie établie à Versailles. 276
- N° 404. — 11 novembre — 1^{er} décembre. — Ordonnance du roi concernant les courtiers de marchandises à Granville (Manche). 276
- N° 405. — 17 — 24 novembre. — Ordonnance du roi portant que la cour d'assises du département de la Seine sera divisée en deux sections pendant le premier trimestre de 1825. 276
- N° 406. — 17 novembre — 15 décembre. — Ordonnance du roi relative à l'abattoir de la commune d'Orgelet. 276
- N° 407. — 17 novembre — 15 décembre. — Ordonnance du roi qui autorise la création d'un abattoir public à Châlons-sur-Marne. 276
- N° 408. — 17 novembre 1824 — 1^{er} mars 1825. — Ordonnance du roi qui autorise la formation, dans le département de la Loire-Inférieure, d'une seconde

- école ecclésiastique. 276
- N° 409. — 17 novembre 1824—1^{er} mars 1825. — Ordonnance du roi qui autorise la formation d'une seconde école ecclésiastique dans le département du Gers. 276
- N° 410. — 19—24 novembre. — Ordonnance du roi portant convocation des chambres. 276
- N° 411. — 24 novembre—1^{er} décembre. — Ordonnance du roi portant que les services judiciaires rendus dans les charges vénales de l'ancienne magistrature pourront être comptés pour la liquidation des pensions susceptibles d'être réclamées sur les fonds généraux du trésor royal. 276
- N° 412. — 24 novembre—15 décembre. — Ordonnance du roi qui autorise la création d'un abattoir public à Bourgoin. 277
- N° 413. — 24 novembre—15 décembre. — Ordonnance du roi concernant la vérification des budgets annuels des recettes et dépenses de la dotation des invalides de la guerre et de l'ordre de Saint-Louis. 277
- N° 414. — 24 novembre—15 décembre. — Ordonnance du roi qui supprime l'emploi de directeur de la dotation des invalides de la guerre et de l'ordre de Saint-Louis. 278
- N° 415. — 24 novembre 1824—20 janvier 1825. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société des Bains publics de Bordeaux. 278
- N° 416. — 1^{er}—15 décembre. — Ordonnance du roi qui établit à Nancy l'école royale forestière, etc. 278
- N° 417. — 1^{er}—15 décembre. — Ordonnance du roi relative au service des postes aux lettres entre la France et le grand duché de Bade. 280
- N° 418. — 1^{er}—15 décembre. — Ordonnance du roi qui fixe le cadre des officiers généraux de terre, etc. 282
- N° 419. — 1^{er}—15 décembre. — Ordonnance du roi portant organisation, sur le pied de paix, du corps du train des équipages militaires. 282
- N° 420. — 1^{er}—15 décembre. — Ordonnance du roi relative à la durée des réengagemens des militaires de l'armée de terre. 282
- N° 421. — 4 — 15 décembre. — Ordonnance du roi sur l'uniforme des lieutenans-généraux et maréchaux-de-camp mis à la retraite, et sur l'habit de cérémonie des officiers généraux en activité. 285
- N° 422. — 5 décembre 1824—8 janvier 1825. — Ordonnance du roi qui élève trois prélats à la dignité de pairs. 285
- N° 423. — 8 — 21 décembre. — Ordonnance du roi sur l'organisation des théâtres dans les départemens. 285
- N° 424. — 8 — 21 décembre. — Ordonnance du roi sur l'exercice de la profession de boulanger à Mirecourt. 286
- N° 425. — 12 décembre 1824 — 8 janvier 1825. — Ordonnance du roi portant organisation de la faculté de médecine de Montpellier. 286
- N° 426. — 15 décembre 1824 — 8 janvier 1825. — Ordonnance du roi qui appelle soixante mille hommes sur la classe de 1824. 288
- N° 427. — 20 — 22 décembre. — Ordonnance du roi qui accorde des primes à l'exportation des laines communes, et établit une nouvelle fixation des droits sur celles importées de l'étranger. 288
- N° 428. — 22 décembre 1824 — 1^{er} janvier 1825. — Ordonnance du roi qui révoque l'autorisation accordée pour l'établissement de la tontine perpétuelle d'amortissement. 289
- N° 429. — 22 décembre 1824 — 1^{er} janvier 1825. — Ordonnance du roi qui confirme l'établissement de l'abattoir public de Saint-Gilles (Gard). 289
- N° 430. — 22 décembre 1824 — 1^{er} janvier 1825. — Ordonnance du roi relative à l'exercice de la profession de boulanger à Draguignan. 289
- N° 431. — 22 décembre 1824 — 18 janvier 1825. — Ordonnance du roi qui autorise la construction d'un pont sur le Rhône à Lyon. 289
- N° 432. — 22 décembre. — Discours du roi à l'ouverture de la session de 1825. 289
- N° 433. — 29 décembre 1824 — 8 janvier 1825. — Ordonnance du roi relative à la retraite des officiers des sapeurs-pompiers de la ville de Paris. 290
- N° 434. — 29 décembre 1824 — 22 mars 1825. — Ordonnance du roi concernant le crédit destiné au paiement de secours annuels aux armées royales de l'Ouest, etc. 290

1825.

- N° 435. — 6—31 janvier.—Ordonnance du roi concernant le remboursement des actions des emprunts des canaux du duc d'Angoulême et des Ardennes. 290
- N° 436. — 6—31 janvier.—Ordonnance du roi portant établissement d'une bourse de commerce à Angers. 290
- N° 437. — 6 janvier—14 février.—Ordonnance du roi qui appelle à l'activité une partie de la classe de 1825. 290
- N° 438. — 6 janvier — 30 mars. — Ordonnance du roi portant autorisation de la compagnie des mines de plomb de Chabrignac et de la verrerie du Lardin. 290
- N° 439. — 12 — 18 janvier. — Ordonnance du roi portant règlement général sur les pensions de retraite des fonctionnaires et employés du département des finances. 290
- N° 440. — 12 — 31 janvier. — Ordonnance du roi portant règlement sur l'exercice de la profession de boucher à Paris. 299
- N° 441. — 12 janvier—1^{er} avril. — Ordonnance du roi relative aux conseils de fabrique des églises. 301
- N° 442. — 15—19 janvier. — Loi relative à la fixation de la liste civile. 301
- N° 443. — 16 janvier — 22 mars. — Ordonnance du roi concernant les haras. 302
- N° 444. — 19 janvier—14 février.—Ordonnance du roi qui maintient l'abattoir public de Nîmes. 304
- N° 445. — 19 janvier—14 février.—Ordonnance du roi qui établit un conseil de prud'hommes à Calais. 304
- N° 446. — 19 janvier—30 mars. — Ordonnance du roi qui autorise la société d'assurances mutuelles contre l'incendie, formée à Moulins. 303
- N° 447. — 19 janvier—25 juillet. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication du bref portant prorogation, dans le cas y exprimé, des pouvoirs des vicaires-généraux de l'archevêque d'Amasie, administrateur du diocèse de Lyon. 305
- N° 448. — 26 janvier — 1^{er} février.—Ordonnance du roi qui fixe le nombre des avoués du tribunal de première instance de Villefranche (Rhône). 305
- N° 449. — 26 janvier—14 février.—Ordonnance du roi portant fixation du prix des poudres pour 1825. 306
- N° 450. — 26 janvier — 1^{er} mars. — Ordonnance du roi qui maintient l'abattoir public de Dieuze. 306
- N° 451. — 26 janvier — 1^{er} novembre. — Ordonnance du roi portant que, à dater du 1^{er} janvier 1826, les troupes, officiers sans troupe et autres, nécessaires au service militaire des colonies, seront fournis par le département de la guerre, qui pourvoira en même temps à la confection, aux réparations et à l'entretien des fortifications et bâtimens militaires, etc. 306
- N° 452. — 26 janvier — 1^{er} novembre. — Ordonnance du roi qui supprime le budget du département de la marine le chapitre XI, service colonial, rattache aux dépenses de la guerre et de la marine les dépenses qui en sont susceptibles, et charge la Martinique, la Guadeloupe et l'île de Bourbon, de pourvoir à leurs dépenses intérieures sur leurs revenus locaux. 306
- N° 453. — 30 janvier—11 mars. — Ordonnance du roi relative au service de la garde nationale de Paris. 307
- N° 454. — 2 février—1^{er} mars.—Ordonnance du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Réthel. 307
- N° 455. — 9 février — 1^{er} mars. — Ordonnance du roi relative à la classification des établissemens dangereux, insalubres ou incommodes. 308
- N° 456. — 9 février—1^{er} mars.—Ordonnance du roi qui autorise la création d'un abattoir public à Chaumont (Haute-Marne). 310
- N° 457. — 9 février—18 juillet.—Ordonnance du roi qui charge le ministre de l'intérieur de soumettre à l'approbation de sa majesté le renouvellement des membres des conseils généraux du commerce et des manufactures, etc. 310
- N° 458. — 16 février—30 mars.—Ordonnance du roi portant autorisation de la société d'assurances mutuelles contre l'incendie formée à Nevers. 310
- N° 459. — 24 février—11 mars. — Ordonnance du roi concernant les primes d'encouragement pour la pêche de la morue et de la baleine. 311
- N° 460. — 24 février — 11 mars. — Ordonnance du roi relative à la forme des actions sur les canaux d'Orléans et de Loing, affectées à des dotations et rendues aux anciens propriétaires. 311
- N° 461. — 27 février — 29 mars. — Ordonnance du roi sur la composition et

- l'organisation de l'infanterie. 311
- N° 462. — 27 février — 29 mars. — Ordonnance du roi qui règle la composition et l'organisation de la cavalerie. 311
- N° 463. — 27 février — 29 mars. — Ordonnance du roi qui règle la composition et l'organisation de l'artillerie. 312
- N° 464. — 3 — 11 mars. — Ordonnance du roi qui autorise la perception d'un droit sur les bateaux qui séjournent dans les canaux d'Orléans, de Loing et de Briare. 312
- N° 465. — 5 — 22 mars. — Ordonnance du roi qui désigne les départemens dans lesquels seront établis les commissions créées par l'ordonnance relative au crédit destiné au paiement de secours annuels aux armées royales de l'Ouest. 312
- N° 466. — 5 mars — 1^{er} avril. — Ordonnance du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Limoges. 313
- N° 467. — 5 mars — 29 août. — Ordonnance du roi relative aux presbytères. 313
- N° 468. — 6 — 11 mars. — Loi portant confirmation de divers échanges consentis par le domaine de la couronne. 314
- N° 469. — 10 — 22 mars. — Ordonnance du roi concernant les indemnités auxquelles ont droit les magistrats qui, dans certains cas, se transporteront à plus de cinq kilomètres. 314
- N° 470. — 10 — 22 mars. — Ordonnance du roi qui prescrit de nouvelles formalités pour constater l'exécution de l'article 421 du Code de procédure civile, et de l'article 627 du Code de commerce. 315
- N° 471. — 10 mars — 1^{er} avril. — Ordonnance du roi qui met les dépôts de recrutement sous la surveillance des officiers généraux commandant les divisions et subdivisions, et contient des dispositions relatives à la discipline des jeunes soldats. 316
- N° 472. — 10 mars — 1^{er} avril. — Ordonnance du roi portant que le nouveau dépôt d'étalons à former dans le quatrième arrondissement d'inspection, sera établi dans le département des Côtes-du-Nord. 317
- N° 473. — 10 mars — 9 avril. — Ordonnance du roi portant organisation de l'école de cavalerie de Saumur. 317
- N° 474. — 10 mars — 29 août. — Ordonnance du roi qui autorise une association, sous le nom de frères de l'instruction chrétienne du diocèse de Viviers. 322
- N° 475. — 13 — 22 mars. — Loi qui autorise les départemens de la Marne et de l'Oise à s'imposer extraordinairement. 323
- N° 476. — 13 — 22 mars. — Loi qui autorise les villes du Havre et de Laval à faire des emprunts. 323
- N° 477. — 17 mars — 9 avril. — Ordonnance du roi concernant la retenue sur les traitemens, au profit du fonds de retraite, dans les écoles royales vétérinaires et d'arts et métiers. 323
- N° 478. — 24 mars — 1^{er} avril. — Loi relative à la suspension temporaire, dans certaines localités, de la perception du droit de navigation et du demi-droit de tonnage. 323
- N° 479. — 24 mars — 1^{er} avril. — Loi qui divise le département des Vosges en trois arrondissemens électoraux. 324
- N° 480. — 24 mars — 9 avril. — Ordonnance du roi contenant le tarif du droit de péage à percevoir au pont établi à Banassac. 324
- N° 481. — 31 mars — 28 avril. — Ordonnance du roi relative au recouvrement, à titre de placement en compte courant au trésor royal, du quart du produit des coupes extraordinaires des bois des communes et établissemens publics, dont l'adjudication excédera cinq mille francs. 324
- N° 482. — 6 — 9 avril. — Loi relative à la mise en régie intéressée, au profit de l'état, des salines de l'Est et de la mine de sel gemme de Vic. 324
- N° 483. — 6 — 9 avril. — Loi relative à un échange entre la ville de Loudun et le domaine de l'état. 325
- N° 484. — 6 — 11 avril. — Ordonnance du roi relative à la répartition du centime du fonds de non-valeurs mis à la disposition du ministre des finances, pour 1825. 325
- N° 485. — 10 — 11 avril. — Loi pour la sûreté de la navigation et du commerce maritime. 325
- N° 486. — 13 avril — 11 mai. — Ordonnance du roi qui proroge la durée du péage établi sur le pont de Dax. 328
- N° 487. — 13 avril — 11 mai. — Ordonnance du roi qui établit un conseil de prud'hommes à Douai. 328
- N° 488. — 17 avril — 13 septembre. — Ordonnance du roi qui concède aux ha-

- bitans actuels de la partie française de Saint-Domingue l'indépendance pleine et entière de leur gouvernement. 528
- N° 489. — 20—20 avril. — Loi pour la répression des crimes et délits commis dans les édifices ou sur les objets consacrés à la religion catholique ou aux autres cultes légalement établis en France. 529
- N° 490. — 20—28 avril. — Ordonnance du roi qui fixe le nombre des avoués du tribunal de première instance de Vienne. 531
- N° 491. — 20 avril—1^{er} mai. — Ordonnance du roi qui fixe un délai après lequel les propriétaires des navires ou chargemens capturés par des corsaires espagnols, pendant la dernière guerre, ne seront plus admis à introduire de nouvelles demandes en indemnité. 531
- N° 492. — 22 avril—11 mai. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de bulles d'institution canonique. 531
- N° 493. — 27—28 avril. — Loi concernant l'indemnité à accorder aux anciens propriétaires des biens-fonds confisqués et vendus au profit de l'état, en vertu des lois sur les émigrés, etc. 531
- N° 494. — 27 avril — 11 juin. — Ordonnance du roi qui autorise la société anonyme du canal du duc d'Angoulême. 535
- N° 495. — 27 avril—11 juin. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme du canal des Ardennes. 535
- N° 496. — 1^{er} — 4 mai. — Loi sur la dette publique et l'amortissement. 534
- N° 497. — 1^{er} — 4 mai. — Ordonnance du roi sur la conversion des rentes cinq pour cent consolidés en inscriptions de rente trois pour cent ou quatre et demi pour cent, au taux fixé par la loi du 1^{er} mai 1825. 534
- N° 498. — 1^{er} — 4 mai. — Ordonnance du roi concernant l'effigie des monnaies. 536
- N° 499. — 1^{er} — 6 mai. — Ordonnance du roi concernant l'indemnité due aux propriétaires de biens-fonds confisqués et vendus en vertu des lois sur les émigrés, etc. 536
- N° 500. — 4 — 12 mai. — Ordonnance du roi portant que le chef-lieu de la justice de paix du canton de Chazelles-sur-Lyon sera transféré à Saint-Galmier. 563
- N° 501. — 4 — 18 mai. — Ordonnance du roi qui autorise les commandans des divisions militaires à ne pas faire mettre en jugement les sous-officiers et soldats qui, se trouvant en état de désertion, se présenteront volontairement pour rejoindre. 566
- N° 502. — 4 — 24 mai. — Ordonnance du roi relative à l'exécution de celle du 31 octobre 1821, sur l'administration des hospices et bureaux de bienfaisance. 566
- N° 503. — 4 mai — 6 juin. — Ordonnance du roi qui fixe définitivement le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Compiègne. 566
- N° 504. — 8 — 12 mai. — Ordonnance du roi portant organisation de la commission chargée de liquider l'indemnité due aux Français dont les biens-fonds ont été confisqués et vendus révolutionnairement. 566
- N° 505. — 8 — 18 mai. — Ordonnance du roi concernant le renouvellement de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations. 566
- N° 506. — 12 — 18 mai. — Loi concernant la propriété des arbres plantés sur le sol des routes royales et départementales, et le curage et l'entretien des fossés qui bordent ces routes. 566
- N° 507. — 12 — 24 mai. — Ordonnance du roi relative aux comptes annuels à présenter à la cour des comptes par le caissier de la caisse d'amortissement et de celle des dépôts et consignations, par les receveurs généraux des finances, etc. 567
- N° 508. — 15 — 18 mai. — Loi relative aux pensions à accorder aux anciens sous-officiers et soldats qui faisaient partie des gardes-suisse au 10 août 1792. 569
- N° 509. — 15 — 18 mai. — Loi qui autorise l'aliénation de divers terrains et bâtimens dépendant du ministère de la guerre. 569
- N° 510. — 15 — 24 mai. — Loi qui autorise la vente d'immeubles appartenant à la marine au Havre. 570
- N° 511. — 19 — 25 mai. — Ordonnance du roi portant que deux juges suppléans du tribunal de première instance de la Seine y rempliront les fonctions de juges d'instruction. 570
- N° 512. — 19 mai — 6 juin. — Ordonnance du roi qui fixe définitivement le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Melun. 570

- N° 515. — 21 — 25 mai. — Proclamations du roi qui prorogent la session de 1825 dans les deux chambres. 370
- N° 514. — 21 — 25 mai. — Loi relative au règlement définitif du budget de l'exercice 1825. 370
- N° 515. — 21 — 25 mai. — Loi relative à l'ouverture de crédits supplémentaires pour les dépenses des services extraordinaires de l'exercice 1824. 370
- N° 516. — 22 mai — 2 juin. — Loi qui autorise deux départemens à s'imposer extraordinairement pour l'achèvement de routes départementales. 370
- N° 517. — 22 mai — 2 juin. — Loi qui autorise la ville de Reims à faire un emprunt. 370
- N° 518. — 22 mai — 2 juin. — Loi qui autorise le département du Rhône à s'imposer extraordinairement. 370
- N° 519. — 22 mai — 2 juin. — Loi qui autorise le département de Loir-et-Cher à s'imposer extraordinairement. 370
- N° 520. — 22 mai — 6 juin. — Ordonnance du roi qui fixe le nombre des conseillers de la cour royale de Paris. 371
- N° 521. — 22 mai — 13 juin. — Ordonnance du roi portant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger à Soissons. 371
- N° 522. — 22 mai — 21 juin. — Ordonnance du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Armentières. 371
- N° 525. — 22 mai — 21 juin. — Ordonnance du roi qui autorise l'établissement d'un abattoir et d'une fonderie de suif à Beauvais. 372
- N° 524. — 22 mai — 27 octobre. — Ordonnance du roi portant autorisation d'une société anonyme sous le nom de Fabrique d'acier du Bas-Rhin. 372
- N° 525. — 22 mai 1825 — 5 juillet 1825. — Ordonnance du roi concernant le remboursement des cautionnemens des comptables des finances. 372
- N° 526. — 24 mai — 2 juin. — Loi relative aux congrégations et communautés religieuses de femmes. 375
- N° 527. — 28 mai — 6 juin. — Ordonnance du roi qui accorde amnistie aux individus y dénommés. 375
- N° 528. — 28 mai — 6 juin. — Ordonnance du roi qui accorde amnistie aux individus condamnés à des peines correctionnelles pour délits politiques. 375
- N° 529. — 28 mai — 6 juin. — Ordonnance du roi portant amnistie pour délits forestiers, et remise de frais de justice dus par les communes, ainsi que des amendes en matière correctionnelle de cent francs et au dessous. 375
- N° 530. — 29 mai — 6 juin. — Ordonnance du roi qui accorde amnistie à tous les déserteurs du département de la marine. 375
- N° 531. — Mai. — Etat général des établissemens insalubres, incommodes ou dangereux. 375
- N° 532. — 5 juin. — Instruction du ministre des finances relative à l'indemnité des émigrés. 389
- N° 535. — 8 — 21 juin. — Loi relative à la navigation de la Seine supérieure et de l'Aube, et à la canalisation de la Voire. 389
- N° 534. — 8 — 21 juin. — Loi relative à la concession du canal à établir dans la vallée de la Marque. 389
- N° 535. — 8 — 21 juin. — Loi relative à l'établissement des canaux de la Corrèze et de la Vézère. 390
- N° 536. — 8 — 24 juin. — Ordonnance du roi contenant le tarif du droit de péage qui sera perçu au passage d'un pont sur l'Indre. 390
- N° 537. — 8 — 28 juin. — Ordonnance du roi portant organisation du personnel du service des subsistances, tant dans l'intérieur qu'aux armées. 390
- N° 538. — 8 — 28 juin. — Ordonnance du roi qui révoque l'autorisation donnée à une disposition des statuts de la compagnie d'assurance mutuelle de Lyon. 392
- N° 539. — 12 — 24 juin. — Proclamations du roi qui ordonnent la clôture de la session de 1825. 392
- N° 540. — 12 — 24 juin. — Ordonnance du roi portant convocation des conseils généraux et des conseils d'arrondissement. 392
- N° 541. — 15 — 15 juin. — Loi relative à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1826. 395
- N° 542. — 15 — 24 juin. — Loi relative aux entrepôts des grains étrangers. 394
- N° 545. — 19 — 28 juin. — Ordonnance du roi qui détermine les bases des cautionnemens en rentes fournis au trésor. 395
- N° 544. — 20 juin. — Circulaire du ministre des finances relative à l'indemnité des émigrés. 395
- N° 545. — 22 — 28 juin. — Ordonnance du roi qui fixe définitivement le nombre des huissiers du tribunal de première instance de Prades. 395

- N° 546. — 22 juin—18 juillet. — Ordonnance du roi qui approuve le projet de construction d'un pont suspendu sur le Drac. 393
- N° 547. — 29 juin — 18 juillet. — Ordonnance du roi portant fixation du nombre des huissiers du tribunal de première instance de Fontainebleau. 593
- N° 548. — 6—23 juillet. — Ordonnance du roi qui autorise la société d'assurance mutuelle contre l'incendie, pour le département de l'Ain, à se déclarer définitivement en activité. 596
- N° 549. — 6—23 juillet. — Ordonnance du roi qui annule celle du 26 juin 1823, qui transférait de Châlons à Toulouse l'école royale des arts et métiers, et porte qu'il sera établi, dans cette dernière ville, une école vétérinaire. 596
- N° 550. — 6—23 juillet. — Ordonnance du roi qui approuve diverses opérations faites tant par la mairie que par la chambre de commerce de Strasbourg, etc., etc. 596
- N° 551. — 7 juillet. — Circulaire du ministre des finances relative à l'indemnité des émigrés. 596
- N° 552. — 15—19 juillet. — Ordonnance du roi relative aux douanes. 597
- N° 553. — 15—19 juillet. — Ordonnance du roi qui fixe le traitement des membres de la cour royale de Rouen. 597
- N° 554. — 15—25 juillet. — Ordonnance du roi concernant l'exécution des travaux d'amélioration de la rivière d'Oise, et contenant un nouveau tarif des droits à percevoir sur le canal latéral de cette rivière. 597
- N° 555. — 15 juillet — 1^{er} août. — Ordonnance du roi qui autorise la chambre de commerce de Bordeaux à faire un emprunt. 598
- N° 556. — 17—25 juillet. — Ordonnance du roi portant règlement sur les frais et émolumens à percevoir par les greffiers de justice de paix. 599
- N° 557. — 17 juillet. — Instruction concernant les congrégations et communautés religieuses de femmes. 400
- N° 558. — 20 — 28 juillet. — Ordonnance du roi qui applique aux rectificateurs d'eaux-de-vie à Paris les dispositions de la loi du 1^{er} mai 1822, et de l'ordonnance du 11 du même mois. 402
- N° 559. — 20—28 juillet. — Ordonnance du roi relative à l'établissement, à Paris, d'une maison centrale de hautes études ecclésiastiques. 402
- N° 560. — 20—28 juillet. — Ordonnance du roi qui nomme les membres de la commission mentionnée à l'article 3 de l'ordonnance qui précède. 403
- N° 561. — 20 juillet—1^{er} août. — Ordonnance du roi qui confirme l'établissement de l'abattoir public existant à Villeneuve. 403
- N° 562. — 20 juillet. — Ordonnance du roi qui supprime l'intendance des domaines et forêts de la couronne. 403
- N° 563. — 24—28 juillet. — Ordonnance du roi relative au roulement des juges du tribunal de première instance du département de la Seine, etc. 403
- N° 564. — 27 juillet — 8 août. — Ordonnance du roi portant qu'il sera formé une chambre temporaire dans la cour royale de Pau. 404
- N° 565. — 27 juillet — 15 août. — Ordonnance du roi qui fixe la durée des vacances de la cour des comptes, etc. 404
- N° 566. — 28 juillet. — Circulaire du ministre des finances relative à la loi d'indemnité des émigrés. 404
- N° 567. — 31 juillet — 15 août. — Ordonnance du roi portant règlement pour le service des postes aux lettres entre la France et l'Autriche. 404
- N° 568. — 7 — 15 août. — Ordonnance du roi portant que le compte à rendre par le trésorier général des invalides de la marine sera établi par gestion annuelle. 407
- N° 569. — 7 août—15 septembre. — Ordonnance du roi sur les écoles d'hydrographie et sur la réception des capitaines du commerce. 407
- N° 570. — 10—29 août. — Ordonnance du roi relative à la fabrication et à la vente des céruses. 414
- N° 571. — 10 août—1^{er} octobre. — Ordonnance du roi portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Sainte-Marie-aux-Mines. 414
- N° 572. — 15 août. — Circulaire du ministre des finances relative à la loi d'indemnité des émigrés. 415
- N° 573. — 17—27 août. — Ordonnance du roi qui fixe les dénominations ou numéros que prendront les régimens de cavalerie. 415
- N° 574. — 17—29 août. — Ordonnance du roi qui, sur la réclamation de manufacturiers dont les fabriques sont situées hors du ressort d'un conseil de prud'hommes, fixe le lieu de dépôt légal des dessins de leur invention. 415

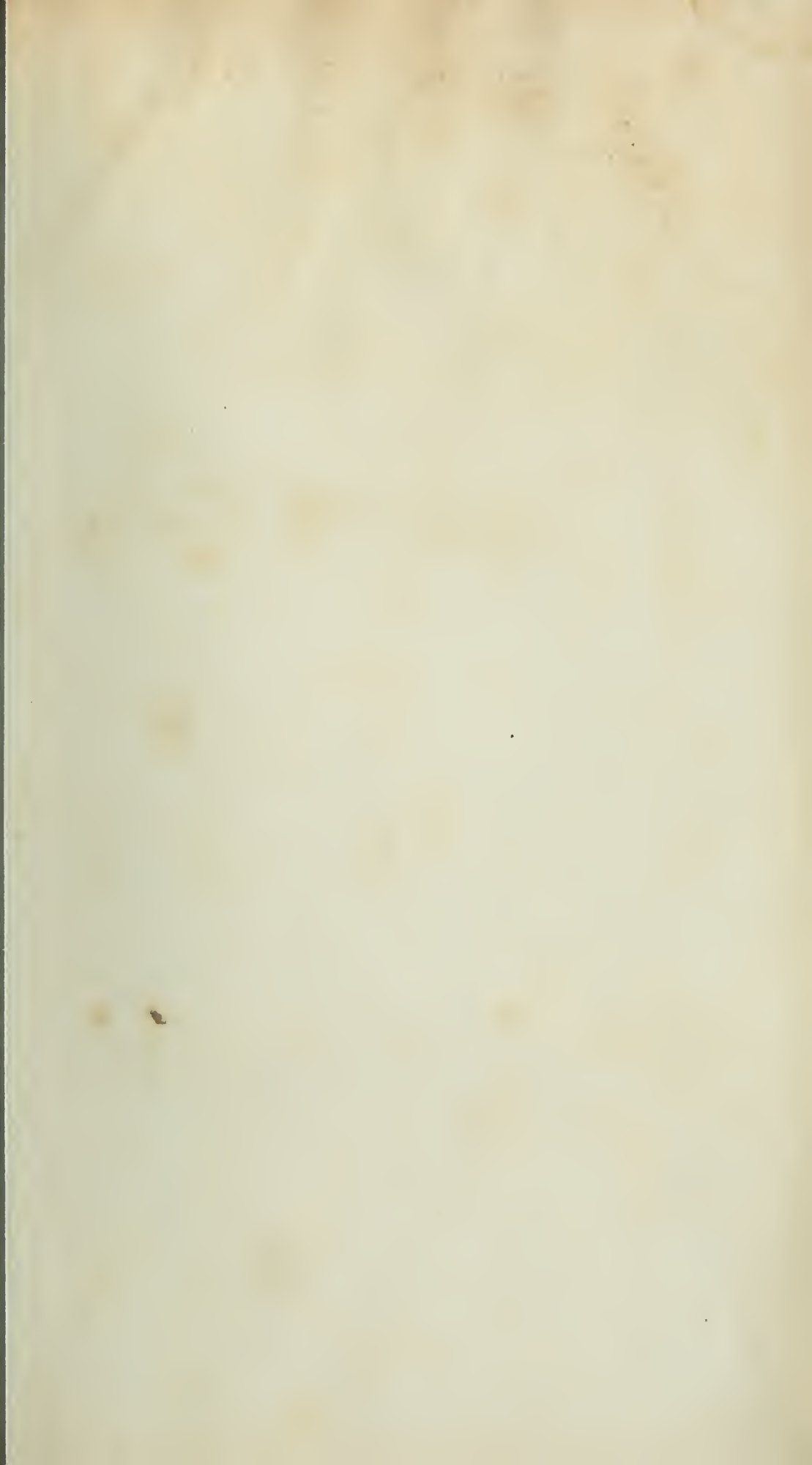
- N° 575. — 17 août—1^{er} octobre. — Ordonnance du roi qui autorise la création d'un abattoir public à Toulouse. 416
- N° 576. — 17 août—1^{er} octobre. — Ordonnance du roi qui confirme l'établissement de l'abattoir public qui existe à Belfort. 416
- N° 577. — 17 août—1^{er} novembre. — Ordonnance du roi qui fait abandon aux colonies de la Guiane française, du Sénégal et des établissemens de l'Inde, de leurs revenus locaux pour leurs dépenses intérieures. 416
- N° 578. — 21—29 août. — Ordonnance du roi qui fait concession au domaine de l'état de mines de sel gemme. 417
- N° 579. — 21 août—10 novembre. — Ordonnance du roi concernant le gouvernement de l'île de Bourbon et ses dépendances. 418
- N° 580. — 21 août. — Rapport au roi sur l'organisation judiciaire et administrative des colonies, etc. 449
- N° 581. — 31 août—9 septembre. — Ordonnance du roi relative à la clôture des crédits et des paiemens de chaque exercice. 449
- N° 582. — 1^{er}—15 septembre. — Ordonnance du roi relative aux mesures nécessaires pour faire droit aux réclamations que formeront les anciens colons de Saint-Domingue. 449
- N° 583. — 1^{er}—15 septembre. — Ordonnance du roi concernant la vente des grains et farines, sur échantillon et par voie de factage, à Soissons. 450
- N° 584. — 1^{er}—15 septembre. — Ordonnance du roi portant organisation des écoles vétérinaires. 450
- N° 585. — 1^{er} septembre. — Ordonnance du roi qui confirme l'arrêté de conflit pris par le préfet de police, le 24 juin 1825, dans le procès du directeur du Vaudeville. 452
- N° 586. — 1^{er} septembre. — Rapport au roi sur la reconnaissance de Saint-Domingue. 452
- N° 587. — 6 septembre — 1^{er} octobre. — Ordonnance du roi qui transfère à Poissons le chef-lieu de la justice de paix du canton de Sailly (Haute-Marne). 452
- N° 588. — 6 septembre — 1^{er} octobre. — Ordonnance du roi concernant l'importation et l'exportation des grains, farines et légumes en Corse. 452
- N° 589. — 15 septembre 1825 — 26 octobre 1832. — Ordonnance du roi relative à la mise en régie intéressée, au profit de l'état, des salines de l'Est et de la mine de sel gemme de Vic. 452
- N° 590. — 16 septembre — 27 octobre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme des fondries de Vizille. 453
- N° 591. — 16 septembre — 27 octobre. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme du Nouveau quartier Poissonnière. 454
- N° 592. — 25 septembre — 1^{er} octobre. — Ordonnance du roi relative au dégrèvement à accorder sur les centimes additionnels des contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres de 1826. 454
- N° 593. — 25 septembre — 1^{er} octobre. — Ordonnance du roi relative aux formalités qui doivent précéder la concession des relais de mer, alluvions, etc. 454
- N° 594. — 25 septembre — 27 octobre. — Ordonnance du roi qui autorise la création de nouvelles actions par la société des Coches de la Haute-Seine, Yonne et canaux. 454
- N° 595. — 26 septembre. — Circulaire du ministre des finances relative à l'indemnité des émigrés. 454
- N° 596. — 28 septembre — 11 octobre. — Ordonnance du roi relative à la construction d'un pont sur la Seine, à l'aval de Paris, etc. 455
- N° 597. — 2—12 octobre. — Ordonnance du roi qui crée une commission supérieure pour surveiller les recettes et les dépenses de l'établissement des invalides de la marine. 455
- N° 598. — 2 — 12 octobre. — Ordonnance du roi qui nomme les membres de la commission supérieure de l'établissement des invalides de la marine. 456
- N° 599. — 2 octobre — 16 décembre. — Ordonnance du roi sur la composition, le service et l'administration des équipages de ligne. 456
- N° 600. — 2 octobre. — Rapport au roi sur les invalides de la marine. 456
- N° 601. — 2 octobre. — Rapport au roi sur le mode de recrutement pour la marine. 456
- N° 602. — 5 — 27 octobre. — Ordonnance du roi portant autorisation de l'abattoir de Wintzenheim. 456
- N° 605. — 9 — 12 octobre. — Ordonnance du roi qui fixe les droits que percevront les greffiers des tribunaux de

- commerce indépendamment de ceux qui leur sont accordés par la loi du 21 ventose an 7, et par le décret du 12 juillet 1808. 436
- N° 604. — 9 — 27 octobre. — Ordonnance du roi qui accorde une prime à l'exportation du soufre épuré ou sublimé provenant des manufactures du royaume. 438
- N° 605. — 9 octobre 1825 — 21 novembre 1835. — Ordonnance du roi relative à l'achèvement du canal de la Dive, au perfectionnement de la navigation du Thouet, et au dessèchement des marais de la Dive. 459
- N° 606. — 19 octobre — 16 décembre. — Règlement qui détermine les conditions à remplir par les premiers maîtres des équipages de ligne pour être admis au grade d'officier du corps royal de la marine. 459
- N° 607. — 19 octobre — 16 décembre. — Règlement qui détermine l'instruction et le mode d'examen des officiers-mariniers et marins des équipages de ligne. 459
- N° 608. — 19 octobre — 16 décembre. — Règlement concernant les élèves-maîtres. 460
- N° 609. — 26 octobre — 1^{er} décembre. — Ordonnance du roi qui appelle à l'activité trente-deux mille jeunes soldats de la classe de 1824. 461
- N° 610. — 25 novembre — 1^{er} décembre. — Ordonnance du roi qui détermine la quotité des primes allouées à la sortie du sel ammoniac. 461
- N° 611. — 25 novembre — 1^{er} décembre. — Ordonnance du roi concernant le mode d'inscription des cautionnements des préposés du service des tabacs. 462
- N° 612. — 25 novembre — 1^{er} décembre. — Ordonnance du roi qui détermine la quotité des primes allouées à la sortie des beurres salés. 462
- N° 613. — 30 novembre — 28 décembre. — Ordonnance du roi portant établissement d'un abattoir public à Vauvert. 465
- N° 614. — 30 novembre — 28 décembre. — Ordonnance du roi portant établissement d'un abattoir public à Blois. 465
- N° 615. — 30 novembre. — Ordonnance du roi qui autorise la cour de Bordeaux à placer, dans une de ses salles, le portrait de M. Le Berthon, ancien premier président du parlement de Bordeaux. 465
- N° 616. — 7 — 28 décembre. — Ordonnance du roi qui proroge de nouveau la perception du droit de tonnage établi au port de Peyrehorade, sur le Gave. 465
- N° 617. — 14 décembre 1825 — 1^{er} janvier 1826. — Ordonnance du roi concernant les franchises et contre-seings. 465
- N° 618. — 18 — 28 décembre. — Ordonnance du roi concernant les poids et mesures. 481
- N° 619. — 21 — 28 décembre. — Ordonnance du roi portant convocation des deux chambres législatives. 488
- N° 620. — 21 — 28 décembre. — Ordonnance du roi portant convocation de la cour des pairs. 488
- N° 621. — 21 — 28 décembre. — Ordonnance du roi relative à la transmission de plusieurs titres de pairie. 488
- N° 622. — 21 — 28 décembre. — Ordonnance du roi qui règle, pour les grades supérieurs, le mode d'avancement dans la cavalerie de la ligne. 488
- N° 623. — 21 décembre 1825 — 25 janvier 1826. — Ordonnance du roi portant établissement d'un abattoir public à Lunel (Hérault). 488
- N° 624. — 28 décembre 1825 — 1^{er} janvier 1826. — Ordonnance du roi portant règlement pour le service du bureau central de vérification établi près la direction de l'octroi de Paris. 488
- N° 625. — 28 décembre 1825 — 28 janvier 1826. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous le nom de Papeterie mécanique d'Echarçon. 490
- N° 626. — 28 décembre 1825 — 28 janvier 1826. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous le nom de Manufacture française de fil de lin à la mécanique. 490

1826.

- N° 627. — 2 — 11 janvier. — Ordonnance du roi qui appelle soixante mille hommes sur la classe de 1825. 490
- N° 628. — 2 — 28 janvier. — Ordonnance du roi portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous

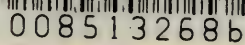
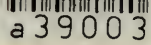
- le titre de Compagnie des salines et mines de sel de l'Est. 490
- N° 629. — 2 janvier 1826 — 25 novembre 1830. — Ordonnance du roi sur le gouvernement civil et militaire de la Martinique. 491
- N° 630. — 11 janvier — 13 avril. — Ordonnance du roi portant approbation de la société anonyme formée à Paris sous le titre de Compagnie des hauts fourneaux et forges de Pontkallecq. 492
- N° 631. — 11 janvier 1826 — 6 avril 1827. — Ordonnance du roi portant qu'il sera procédé à une enquête pour établir la valeur moyenne des objets d'échange de la France avec les autres contrées. 492
- N° 632. — 11 janvier 1826 — 21 avril 1831. — Ordonnance du roi sur la nomination aux bourses supérieures dans les collèges royaux. 495
- N° 633. — 15 — 19 janvier. — Ordonnance du roi portant règlement pour le service de la cour de cassation. 495
- N° 634. — 18 — 23 janvier. — Ordonnance du roi relative au tarif des dépens pour les procédures qui s'instruisent au conseil d'état. 499
- N° 635. — 18 janvier — 1^{er} février. — Ordonnance du roi relative à l'établissement des droits de navigation sur la partie du canal *Monsieur*, comprise entre Dôle et Besançon. 501
- N° 636. — 18 janvier — 1^{er} février. — Ordonnance du roi relative à l'établissement des droits de navigation sur la partie du canal de Bourgogne, à partir de son embouchure dans l'Yonne jusqu'à Tonnerre. 503
- N° 637. — 18 janvier — 9 février. — Ordonnance du roi portant règlement pour l'exercice de la profession de boulanger au Puy. 504
- N° 638. — 18 janvier — 22 février. — Ordonnance du roi rectificative, en ce qui concerne le département de Maine-et-Loire, du tableau de la population du royaume. 504
- N° 639. — 23 janvier — 9 février. — Ordonnance du roi portant fixation du prix des poudres qui seront livrées aux départemens de la guerre, de la marine et des finances. 504
- N° 640. — 29 janvier — 22 février. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de la bulle portant extension du jubilé à tout l'univers catholique. 504
- N° 641. — 29 janvier — 22 février. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication de bulles d'institution canonique. 504
- N° 642. — 31 janvier. — Discours du roi à l'ouverture des chambres. 505
- N° 643. — 2 — 22 février. — Ordonnance du roi portant répartition du centime du fonds de non-valeurs à la disposition du ministre des finances. 505
- N° 644. — 2 février — 24 mai. — Ordonnance du roi relative à la vente, aux prix réduits, de différentes qualités de tabac, et à la délimitation des lignes où cette vente est autorisée. 505
- N° 645. — 2 février 1826—16 mai 1827. — Ordonnance du roi concernant l'administration des fondations anglaises établies en France pour l'instruction des jeunes catholiques d'Angleterre. 515
- N° 646. — 5—22 février. — Ordonnance du roi portant autorisation d'importer diverses denrées par navires nationaux ou étrangers, dans les îles de la Martinique et de la Guadeloupe. 514
- N° 647. — 8—9 février. — Ordonnance du roi qui prescrit la publication d'une convention de navigation conclue avec la Grande-Bretagne. 517
- N° 648. — 8—22 février. — Ordonnance du roi qui prescrit l'accomplissement des conditions de réciprocité stipulées par une convention du 26 janvier 1826, à l'égard de la navigation britannique. 520
- N° 649. — 12 février 1826—8 juin 1831. — Ordonnance du roi portant fixation des traitemens des gouverneurs et autres chefs d'administration de l'île Bourbon. 521
- N° 650. — 22 février — 1^{er} mars. — Ordonnance du roi relative à la fixation du traitement des professeurs civils et militaires employés dans l'école d'application de l'artillerie et du génie à Metz. 525



La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

--	--	--



CAT. NO. 1137			

CAT. NO. 1137

